1914 1918

# HISTOIRE POLITIQUE DE LA GRANDE GUERRE

ARISTIDE QUILLET
EDITEUR

THE UNIVERSITY
OF ILLINOIS
LIBRARY

940.911
Au5h

Return this book on or before the
**Latest Date** stamped below.

University of Illinois Library

MAY - 7 1955
MAR 1 1 1978
MAR 13 1978
MAR 18 1979
FEB 2 0 1979
AUG 18 2004
NOV 29 2007
OCT - 4

L161—H41

Digitized by the Internet Archive
in 2026 with funding from
University of Illinois Urbana-Champaign

https://archive.org/details/19141918histoire00aula

# HISTOIRE POLITIQUE

DE

# LA GRANDE GUERRE

1914 - 1918

# HISTOIRE POLITIQUE

DE

# LA GRANDE GUERRE


Publiée sous la Direction

de A. AULARD

Professeur honoraire à la Sorbonne

Avec la Collaboration

de E. BOUVIER

Ancien pensionnaire de la Fondation Thiers

Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Montpellier.

et A. GANEM

Ancien pensionnaire de la Fondation Thiers

Agrégé de l'Université.

LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET

278, Boulevard Saint-Germain

PARIS

(Strasbourg - Bruxelles)

DROITS DE REPRODUCTION ET TRADUCTION
RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS Y COMPRIS LA
HOLLANDE ET LA SCANDINAVIE

---

*Copyright by*
LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET, EDITEUR
PARIS 1924

# AVANT-PROPOS

Nous avons voulu, dans ce livre, écrire une histoire politique de la France pendant la guerre mondiale.

On ne peut presque rien comprendre aux vicissitudes de la défense nationale, si on sépare la guerre de la politique générale, de même qu'on ne peut rien comprendre à cette politique générale française, de 1914 à 1919, aux changements de cabinets, aux débats des chambres, aux variations de l'opinion publique comme aux variations de l'état économique, si on n'étudie pas en même temps, et d'une manière un peu approfondie, les opérations militaires. Esquisser un tableau d'ensemble de l'activité nationale pendant la guerre et au début de la paix, voilà donc notre but.

C'a été la tâche de mes collaborateurs et de moi-même : M. Ganem s'est surtout occupé de la politique; M. Bouvier s'est surtout occupé de la guerre, mais sans que chacun d'eux se cantonnât dans un de ces deux domaines, puisque la réalité les avait mêlés et que c'est ce mélange qu'il s'agit de montrer.

Si nous avons abouti, ce n'est pas seulement à cause du talent et du zèle de mes deux collaborateurs, c'est aussi et surtout parce que nous étions tous les trois en parfait accord, non seulement sur le but à atteindre, mais sur la méthode à suivre.

Une question préalable se pose : est-il possible d'écrire l'histoire politique et militaire de la France pendant cette si récente guerre mondiale?

Il est certain que nous ne pouvons, en 1923, apprécier les hommes et les choses de cette affreuse guerre, dont les conséquences sont encore si sensibles, avec la clairvoyante sérénité dont pourront faire preuve, dans cinquante ou soixante ans, les historiens nos successeurs.

D'autre part, toutes les sources, même essentielles, ne sont pas encore ouvertes.

Mais, est-ce une raison pour que, contemporains, nous n'écrivions pas, bien qu'imparfait, notre témoignage?

Les récits des témoins ont leur saveur et leur utilité.

Certes, les premières histoires de la Révolution française, écrites par les témoins ou acteurs de cette révolution, dès le lendemain ou parfois même avant qu'elle ne fût terminée, ont de graves défauts. On y voit des lacunes, des erreurs, de la partialité. Elles sont vraies par le sentiment. Elles sont instructives par la nature directe du témoignage, par une tradition orale encore peu altérée, par l'atmosphère même où elles ont été écrites, qui se dissipera ensuite. Toulongeon, dans son *Histoire de France depuis la Révolution de 1789*, écrite sous le Directoire, publiée sous Napoléon, a pu se tromper ou omettre. Des sources, ouvertes depuis, discréditent certaines



565610

parties de son livre. Ce livre, comme les autres témoignages d'alors, mémoires ou récits généraux, est fort exact sur l'état d'esprit des contemporains, sur la manière dont ils étaient affectés par les événements ou dont ils les jugeaient, sur les mœurs et les passions.

Pour la période que nous racontons, il n'y a que des contemporains qui puissent dire au vrai, et avec le ton juste, ce que c'était que l'union sacrée ou comment les Parisiens supportèrent le bombardement de leur ville. Il n'y a que des soldats de la grande guerre qui puissent donner une idée exacte du dégoût et de l'héroïsme dans les tranchées. Il faut avoir assisté soi-même à la joie dansante que la nouvelle de l'armistice causa à Paris, ou à l'élan d'enthousiasme qui accueillit nos soldats à Strasbourg, pour pouvoir en parler avec vérité.

S'il y a plus d'inexactitudes dans les récits de contemporains, il y a aussi, dans ces récits, parfois plus de vérité, je veux dire un reflet ou un écho de la vie, ce je ne sais quoi d'animé qui flotte encore dans l'air, et qui s'évaporera demain, ne fût-ce que le son de la voix de ceux qui étaient là quand les choses eurent lieu.

Voilà en quoi des récits comme le nôtre peuvent être utiles, et voilà quel genre de vérité les historiens de l'avenir en pourront extraire, vérité morale ou spirituelle : elle vivifiera la froide et figée vérité matérielle, qui se trouvera en abondance dans tant de documents écrits que nous n'avons pas et qu'ils auront.

L'histoire, d'ailleurs, ne peut jamais être et ne sera jamais définitive, n'étant œuvre de science que par quelques-uns de ses procédés, et ne pouvant jamais atteindre à des résultats absolus. Même l'histoire de Louis XIV n'est point fixée encore : ceux qui l'écrivent ne sont pas exempts de passion, et leurs sources ne sont pas encore complètes. Et puis, les points de vue changent avec les générations, et on recommence perpétuellement. Cette histoire française de la guerre mondiale, dont nous traçons une des premières ébauches aujourd'hui, on la refera pendant des siècles, chaque fois mieux ou autrement, mais sans que jamais la curiosité soit complètement satisfaite.

Pour nous, notre plus vif désir est d'être exacts ; nous ne cherchons pas à plaider une cause, à soutenir une thèse Nous voudrions être vrais. Cela nous est moins impossible, à nous qui racontons en 1923 une guerre terminée en 1918, qu'à nos devanciers qui racontaient en 1804 une révolution qu'ils croyaient terminée depuis 1799. Les habitudes d'esprit critique sont plus développées aujourd'hui qu'alors, on se fait une autre conception de l'histoire, on ne la considère plus comme un genre de satire ou de morale. Peut-être nos descendants trouveront-ils qu'il y a moins de passion dans nos récits de la guerre mondiale qu'il n'y en avait dans les premières histoires de la Révolution française.

* * *

Sur nos sources et sur l'usage que nous en faisons, c'est-à-dire sur notre documentation et sur notre méthode, la lecture de ce livre renseignera tout lecteur attentif.

Voici quelques précisions préalables.

Les grandes archives officielles n'ont été encore qu'entrouvertes.

En France, on a publié relativement peu de recueils de documents sur la guerre et relativement peu de mémoires ou de souvenirs personnels. Une telle littérature avait été plus abondante, chez nous, après la guerre de 1870-1871. Les vaincus sont bien plus pressés de justifier leurs opérations, leur conduite, que ne le sont les vainqueurs : ceux-ci, leur victoire les a, par avance justifiés. C'est ainsi qu'aujourd'hui, les Allemands, étant vaincus, ont déjà beaucoup plus publié que nous. Nous n'avons rien d'équivalent au grand recueil de documents diplomatiques sur les origines de la guerre, recueil officiel par Kautsky, ni au supplément du Livre rouge autrichien. Ludendorff, ayant perdu la guerre, a publié ses mémoires. Foch se dit qu'il l'a gagnée, et il n'avait donc pas à publier son apologie.

Mais il existe, imprimé, un ample rapport du maréchal Pétain sur « les campagnes offensive et défensive » de 1918, avec de nombreuses pièces, les lettres échangées entre le G. Q. G. et les armées, des cartes à l'appui. Ce sont 12 volumes in-8°, imprimés (je le répète), mais non publiés. Au ministère de la Guerre, on a eu l'obligeance de nous communiquer un exemplaire de cet important ouvrage. Pour la dernière année de la guerre, nous avons donc été largement documentés par une source officielle.

Pour les années précédentes, si les documents officiels n'ont point encore été l'objet d'une publication d'ensemble, nous avons cependant pu utiliser le répertoire analytique des pièces émanant du 3e bureau du G. Q. G., dressé sur l'ordre du maréchal Pétain après l'armistice. Nous avons eu également entre les mains les procès-verbaux des conférences militaires interalliées.

Quant aux mémoires ou ouvrages analogues, bien qu'il en faille user avec précaution, vu que les gens les écrivent d'ordinaire pour se justifier ou se louer, et vu aussi que les souvenirs se déforment vite, il est tout de même regrettable que nous en ayons si peu qui émanent de personnalités de premier plan. Dans ce genre, nous avons lu avec soin, entre autres, les divers écrits des généraux Lanrezac et Sarrail, ceux de MM. Paléologue, Klotz, Malvy, Poincaré, Tardieu, Painlevé.

Les journaux et les débats parlementaires continuent à être les sources les plus abondantes, sinon les plus véridiques. Nous nous sommes servis des procès-verbaux des Comités secrets, dont la publication reste malheureusement inachevée : il manque encore ceux de l'année 1917.

Nous avons eu des sources orales. Par exemple, c'est par des récits que nous ont fait d'anciens ministres que nous avons pu dire ce qui se passa au Conseil des ministres, en août-septembre 1914, à la veille du départ du gouvernement pour Bordeaux.

Notre illustration, qui n'est jamais fantaisiste, mais toujours documentaire, émane parfois de témoins ou d'acteurs du grand drame, sous forme d'autographes. Ainsi, feu Alexandre Ribot a copié pour nous le passage d'un de ses discours, que nous reproduisons, et M. Poincaré a bien voulu transcrire, à l'usage de nos lecteurs, sa célèbre phrase sur l'Union sacrée.

Nous avons tâché de faire un récit critique.

Nous n'avons donné comme certains que les faits dont nous étions sûrs. Les autres, ceux qui sont douteux, nous les avons toujours présentés comme douteux. Jamais notre imagination n'est entrée en jeu pour combler les béantes lacunes de notre documentation, et, loyalement, nous avons laissé ces lacunes.

Avec franchise, nous disons au lecteur : voilà ce qu'on sait, ce qu'on peut savoir sur la guerre et la politique en France, pour cette période, en l'état actuel de nos connaissances.

Bien que tout appareil d'érudition, même en forme de notes au bas des pages, doive être banni d'un ouvrage que notre éditeur destine au grand public, nous avons fait de notre mieux pour que le lecteur, s'il est tant soit peu attentif, puisse retrouver la source de chacune de nos assertions, au cas où il aurait envie de les vérifier, de les contrôler.

Si désireux qu'ils soient d'être impartiaux, les auteurs de ce récit n'ont pas toujours adopté ou gardé un ton d'impassibilité. Il leur est arrivé de commenter, de juger, de louer ou de blâmer, ou encore de se réjouir, de s'attrister, avec émotion. C'eût été déplacé, antihistorique, s'ils avaient eu à raconter le règne de Louis XIII. Parlant de faits dont ils ont été témoins, et où ils ont été mêlés comme acteurs, mes deux collaborateurs, s'ils laissent paraître leurs émotions, apportent par là même, une contribution à l'histoire. On saura ainsi comment deux jeunes lettrés ont été affectés par la guerre, comment ils l'ont sentie.

* * *

On remarquera que ce récit ne se termine pas, à l'ancienne mode classique, par une conclusion. Il n'y a pas de conclusion dans les faits, rien n'est fini, l'avenir est béant et obscur : pouvait-il y avoir une conclusion dans notre récit ?

Tout ce qu'on peut dire, c'est que ces faits suggèrent des réflexions, des points de vue, et qu'ils donneront à penser au lecteur.

Un historien de la Révolution française trouvera peut-être que l'histoire de cette révolution explique en partie la guerre de 1914, qui est déjà en germe dans la déclaration de guerre que la France adressa à l'Autriche le 20 avril 1792. Il lui semblera surtout que la guerre de 1914 explique l'histoire de la Révolution, notamment la Terreur. Cette Terreur, je ne l'ai, pour ma part, jamais comprise aussi bien que dans l'atmosphère de soupçons, d'inquiétudes et de violence où nous avons vécu, surtout en 1917 et en 1918. J'ai parlé de l'an II, du grand Comité de salut public, à la Sorbonne, au bruit des obus lancés par le canon géant et qui tombaient tout près, tandis que la délation sévissait jusque dans les caves où les gens se garaient du bombardement et où les propos qu'ils y tenaient les envoyaient parfois devant les tribunaux. On avait peur, non pour soi, mais pour la patrie, et l'idée que la France pouvait périr ôtait toute mesure aux passions, sans cependant que la population parisienne perdît son sang-froid, ni même toute sa gaîté. Son héroïsme, aux pires heures, s'exprima plutôt par des mots d'esprit, par des lazzis, que par des gestes de tristesse. A travers le Paris de 1917, je voyais mieux le Paris de 1793.

On pourrait dire aussi que Jeanne d'Arc fait mieux comprendre l'union

sacrée, la bataille de la Marne, et on pourrait dire, à l'inverse, que l'union sacrée, la bataille de la Marne nous font mieux comprendre Jeanne d'Arc.

Au vrai, toute l'histoire de France n'est pas de trop pour faire comprendre la guerre mondiale, et inversement la guerre mondiale jette sur les temps révolus une clarté nouvelle. On voit mieux certaines conséquences, par exemple celles des guerres de Napoléon.

Dans ces comparaisons avec le passé, qui s'imposeront à l'esprit du lecteur, les différences sont aussi instructives que les ressemblances.

La guerre de 1792, celle de 1870 ne mobilisèrent pas toute la nation.

Cette levée en masse, décrétée en 1793, ne fut point réalisée. On parle des douze armées et des douze cent mille hommes de la Convention nationale. Ce chiffre même fait voir que la levée ne fut pas massive. Sur une population de près de trente millions d'habitants, on ne prit donc guère plus d'un million de soldats. L'ensemble de la jeunesse paysanne, en 1793, resta à la charrue. Les armées furent surtout formées de citadins, ouvriers ou bourgeois, d'abord tous volontaires, puis forcés.

De même, en 1870, il s'en faut de beaucoup que tous les Français valides aient été enrôlés. Alors un homme jeune, qui ne partait pas, ne se faisait pas remarquer. Nul n'était honni comme embusqué, et ce mot était inconnu dans le sens actuel. A l'Ecole normale supérieure, les élèves étaient dispensés du service militaire, et nous n'y fûmes donc qu'une minorité à contracter un engagement volontaire, au lieu qu'en 1914 tous les élèves de l'École normale supérieure furent soldats.

La guerre de 1914 a mobilisé toute la France, hommes et choses.

Elle a été bien plus meurtrière que les précédentes. Jadis, c'était une faible partie de l'élite instruite qui tombait sur les champs de bataille. Hier, ç'a été la majorité de l'élite robuste, au moral comme au physique, qui a été tuée.

Si, cependant, quoique la guerre l'ait comme décapitée de son élite, la nation a pu conserver la conscience d'elle-même, c'est que les paysans français, qui forment la majorité, ne sont plus plongés dans l'ignorance comme en 1793 ou même en 1871. Grâce à l'école primaire, ils sont devenus patriotes, en ce sens qu'ils ont le sentiment d'une grande patrie, supérieure à la petite patrie villageoise. Ils formaient la majorité dans l'armée, comme ils la forment dans la nation : leur patriotisme a donc été un des éléments de la victoire, peut-être le principal.

L'école primaire a aussi rendu les paysans français plus sensibles, plus affinés. La perte de leurs enfants leur a été bien plus douloureuse qu'en 1870. Ils souffrent davantage, et ils se résignent mieux.

On peut dire qu'en développant le patriotisme, l'école primaire a rendu la nation française plus solide qu'autrefois.

Cette solidité tient aussi au fait que la France est une république.

Si nous avions eu un roi ou un empereur en 1914, l'union sacrée n'eût pas été possible.

Sans doute, la guerre a rétabli quelques expédients d'ancien régime, comme la censure, comme la suspension de certaines libertés publiques.

Mais c'est parce que le peuple français est instruit, parce qu'il a commencé à se gouverner lui-même, parce que (je le répète) il est en république, c'est pour cela qu'il a eu la force morale suffisante pour supporter ces restrictions passagères de sa liberté et pour mener jusqu'au bout cette dure guerre.

Un idéal républicain de justice et de fraternité y a vaincu un idéal royal de domination et de conquête.

Des sophistes rétrogrades vont disant que la République et la démocratie ont été cause, dans l'histoire de France depuis 1789, des guerres et des invasions.

La France n'était pas encore en démocratie quand, en 1792, la guerre fut déclarée, et cette déclaration fut autant le fait du roi que celui de l'Assemblée législative. Devenue république et démocratie, la France chassa l'étranger et assura son indépendance.

En 1814, en 1815, en 1870, ce n'est point la démocratie qui amena l'invasion : c'est l'absolutisme napoléonien. En 1914, c'est l'absolutisme des Hohenzollern et des Habsbourg qui déchaîna la guerre mondiale.

Le principe de la démocratie est essentiellement pacifique, et cependant la démocratie excelle à une guerre défensive.

Cette excellence se marque, dans le récit qu'on va lire, par le rôle efficace des institutions parlementaires en France pendant la guerre mondiale. Les deux chambres, par les travaux intelligents et les initiatives stimulantes de leurs Commissions, ont contribué à la victoire, en perfectionnant notre armement, et d'autres façons encore. C'est surtout du parlement qu'est venue la volonté de maintenir et de développer l'expédition de Salonique, qui fut la grande pensée stratégique.

J'ai dit que, dans cette guerre, l'idéal républicain avait vaincu l'idéal royal. En effet, tous les trônes de nos ennemis se sont écroulés. La monarchie est en échec dans le monde entier. Les royautés qui subsistent, chez les vainqueurs, ne sont en réalité que des polyarchies, où le roi n'est qu'un président de république héréditaire, un symbole d'unité, un vestige historique. Plus va, plus le monde civilisé se gouverne par des comités.

Mais, victorieux dans la guerre, l'idéal démocratique semble en échec dans la paix. C'est une paix armée. Les égoïsmes nationaux sont plus aigus et plus blessants que jamais. On dirait qu'on va recommencer à se battre.

Je ne me risquerai à aucune prédiction. Cependant je ne crois pas qu'il faille se laisser aller au pessimisme.

Certes, ce traité de paix est mal fait. Cependant, il a délivré des populations esclaves, qu'il a réintégrées dans leurs familles historiques : l'Alsace et Metz ont été rendues à la France, le Slesvig au Danemark, Trieste et Trente à l'Italie. Des nationalités opprimées sont devenues indépendantes, comme la Pologne, comme la Tchéco-Slovaquie. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes l'a généralement emporté. Il y a plus de justice en Europe.

Si des emmêlements ethniques ont forcé à laisser des minorités, en Europe orientale, dans le cadre de nations où elles ne voudraient pas être, les traités leur garantissent l'exercice de leurs droits essentiels. Elles se plaignent, mais elles peuvent vivre. L'apaisement viendra peu à peu par l'habitude, et

aussi par l'influence, chaque jour croissante, des principes occidentaux.

La Société des Nations est la grande réalité bienfaisante que l'on doit au traité de paix, le fruit vraiment heureux de la victoire. C'est un premier pas vers un régime fédératif européen. On peut espérer qu'à la fédération d'Europe s'adjoindra peu à peu la fédération des deux Amériques, et ce sera la vraie garantie de paix pour ces deux continents là, en attendant que l'Asie et l'Afrique se modernisent.

Cette grande perspective d'avenir nous est cachée par les misères et les tâtonnements de l'heure présente. L'Allemagne ne répare pas les ruines qu'elle a causées à la France, et cela nous indigne justement. Chacune des ci-devant nations alliées belligérantes, maintenant que le danger est passé, est revenue à sa tradition historique individualiste.

Mais en dépit des apparences, il est à espérer que les dissentiments s'effaceront et que, quand toutes les puissances seront entrées dans la Société des Nations, l'Europe pourra désarmer; il y a, sous les nuages actuels, de grandes espérances pour les nations en général, et pour la France en particulier, à qui, si elle le veut, un rôle glorieux d'initiative et d'union est réservé.

Pour réparer ces cinq années de guerre, il faudra cinquante années de paix. C'est long, cela nous impatiente, et, dans la génération actuelle, il n'y a que les adolescents qui pourront voir cette restauration complète de la France. Qu'elle soit possible et probable, c'est déjà un motif de non-pessimisme, une raison d'espérer, donc une raison d'agir.

Cette espérance pourra trouver une base historique dans cette histoire politique de la France pendant la guerre mondiale, ne fût-ce que si elle a pour résultat d'inspirer aux Français qui la liront, non seulement une horreur raisonnée de la guerre, mais la volonté de réaliser la Société des nations de telle sorte que les Européens ne se battent plus jamais entre eux. Leur exemple de paix imposera peu à peu au monde entier.

A. AULARD.

I

# AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS DE 1914

## LE PREMIER CABINET VIVIANI

Les huit millions de citoyens français qui, les 26 avril et 10 mai 1914, avaient procédé à l'élection de leurs députés, s'ils étaient divisés sur les questions politiques, religieuses, sociales, se montrèrent unanimes à demander le maintien de la paix. Les partis et les hommes pouvaient différer d'avis quant aux chances de guerre, quant aux moyens diplomatiques et militaires de prévenir cette redoutable éventualité ou de s'y préparer : personne n'envisageait une guerre offensive de la France contre l'Allemagne.

Ne parlons même pas des électeurs et des élus de gauche, radicaux, républicains socialistes, socialistes unifiés, — qui, réunis, possédaient pourtant presque la majorité absolue à la Chambre des Députés, 296 voix sur 602, — puisque leurs adversaires leur reprochaient volontiers leur « pacifisme ». Mais les modérés, sortis vaincus de la bataille électorale, malgré le prestige de leurs chefs, MM. Briand, Barthou, Millerand, malgré l'appui discret du président de la République, M. Raymond Poincaré, ne voulaient-ils pas eux aussi la paix? Rien, aucun acte, sinon peut-être aucune parole, ne permet sérieusement d'en douter. Les catholiques, les conservateurs de leur côté — M. Albert de Mun, M. Denys Cochin — étaient certes bien loin de souhaiter la guerre. Des étrangers de bonne foi ont pu mal interpréter, par exemple, le sens de la propagande menée par Paul Déroulède et sa *Ligue des Patriotes*. Mais, si Déroulède — qui venait de mourir au début de l'année 1914 — avait pu, après 1870 et encore au temps du boulangisme, désirer une guerre de revanche qui eût rendu à notre pays les provinces perdues, son action avait, avec les années, bien changé de caractère. Pour Déroulède vieilli, comme pour son successeur à la présidence de la Ligue, M. Maurice Barrès, il ne s'agissait plus guère que d'entre-

tenir le culte du souvenir, d'empêcher les générations nouvelles d'oublier l'Alsace et la Lorraine, de garder à Metz et à Strasbourg une place en la conscience nationale.

Tous les anciens ministres qui, en ce printemps de 1914, se disputaient le pouvoir avaient, placés à la tête du Gouvernement, pratiqué une politique extérieure uniforme, presque purement négative. Au moins en Europe, tous s'étaient attachés, en effet, à maintenir strictement la paix, tous : M. Clemenceau en 1908 lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de l'affaire des déserteurs de Casablanca, comme M. Caillaux en 1911, après le « coup » d'Agadir, comme M. Poincaré lui-même, malgré certaines imprudences de langage, l'année suivante, au moment de la première guerre balkanique, ou M. Barthou, en 1913, quand éclataient les incidents de Lunéville et de Nancy.

Dans le pays, le désir de paix s'était toujours marqué de façon nette. A toutes les consultations électorales la France s'était constamment prononcée en faveur des partis dont l'action passait, à tort ou à raison, pour la plus hostile à la guerre.

En 1871, quand les plus ardents des républicains, groupés derrière Gambetta, réclamaient, la poursuite de la guerre « à outrance », les royalistes, favorables à la paix immédiate, avaient obtenu la majorité à l'Assemblée nationale.

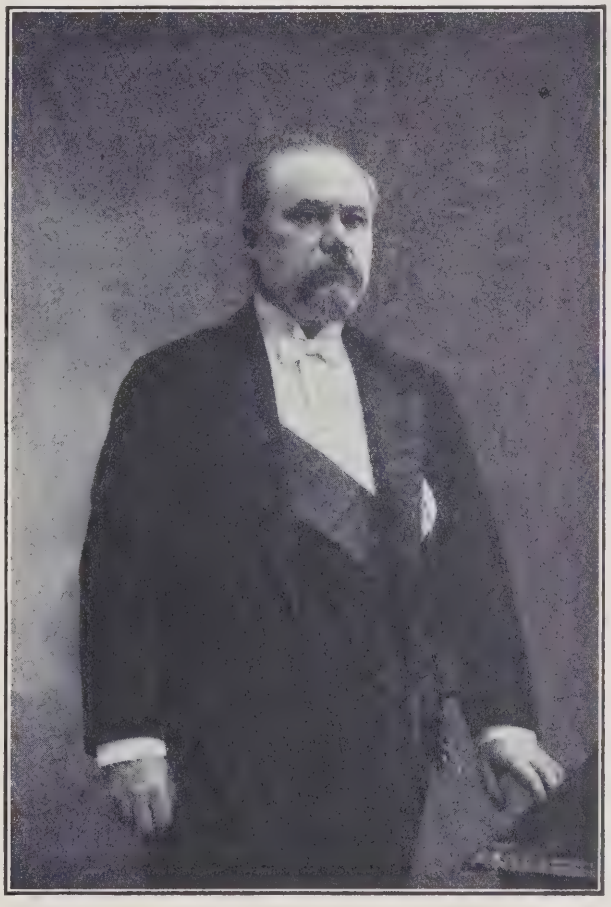
En 1876, en 1877, au contraire, les monarchistes avaient été vaincus, en grande partie parce que beaucoup d'entre eux parlaient de faire la guerre à l'Italie, pour restaurer l'indépendance temporelle du Saint Siège. Aux élections suivantes, les victoires des républicains avaient toujours été des victoires de la paix et si, en 1885, la droite avait failli l'emporter, c'est justement qu'alors les conservateurs s'étaient élevés avec violence contre les « aventures » coloniales d'un Jules Ferry.

En 1914, la situation était demeurée la même. Si, malgré l'insuffisance et les divisions de leurs chefs, les radicaux avaient gardé à la Chambre une position dominante ; si, dirigés par Jaurès, les socialistes, partis 68, étaient revenus 102, c'est beaucoup moins sans doute à cause du programme de réformes qu'ils présentaient qu'à cause de l'attitude adoptée par ces deux partis dans le domaine de la politique extérieure. En présence des menaces de guerre qui s'accumulaient sur l'Europe, les socialistes et un très grand nombre de radicaux avaient préconisé une entente directe entre la France et l'Allemagne. A Berne, des parlementaires et d'anciens ministres français avaient, en 1914, rencontré des membres du Reichstag, et, si ces entretiens n'avaient pas abouti à des résultats immédiats et pratiques, ils gardaient une valeur de symbole, d'espoir peut-être chimérique, mais très noble, que n'avait pas repoussé une part importante du corps électoral.

Socialistes et radicaux avaient de même façon combattu en 1913 le service militaire de trois ans, étendu désormais à tous les jeunes gens de vingt ans. Sans doute, il s'agissait là, avant tout, d'un problème technique, qui eût même gagné à être discuté et tranché en dehors des considérations de partis. Mais Jaurès, partisan résolu du rapprochement avec l'Allemagne, avait, en même temps, dans son livre récent, *l'Armée nouvelle*, puis au Parlement, réclamé l'organisation de la « nation armée ». (Son système eût donné à l'instruction et à l'encadrement des réserves une importance essentielle, tandis que la loi votée ne visait qu'à accroître la seule armée active). Il se fit tout naturellement comme une jonction, une confusion de points de vue. Les « trois-annistes » furent ainsi considérés comme partisans d'une politique extérieure moins prudente, plus disposée à céder aux impulsions nationalistes. Les électeurs gardèrent donc à l'égard de la nouvelle loi militaire une assez froide réserve, et la Chambre se trouva finalement partagée, au sujet des trois ans, en deux moitiés presque égales. Aussi personne ne s'étonna de voir appelé à la présidence du Conseil un ancien adversaire de la loi, M. René Viviani.

Le cabinet Doumergue, qui depuis la fin de 1913 détenait le pouvoir, était sorti des élections pleinement victorieux. M. Doumergue, sénateur du Gard, dont la probité et la droiture étaient sympathiques à presque tous ses collègues des deux assemblées, s'il n'était pas un orateur éclatant, avait fait preuve, à la tête du Gouvernement, de précieuses qualités de bon sens et de finesse politique. Mais les récentes démissions de M. Caillaux et de M. Monis venaient d'affaiblir quelque peu la situation du ministère. Malgré son succès électoral, M. Doumergue préféra se retirer. C'est pour lui succéder que M. Poincaré fit choix de M Viviani.

Le nouveau président du Conseil, ancien membre du parti socialiste où on l'avait vu fidèle disciple de Jaurès, avait été ministre du Travail dans les cabinets Clemenceau et Briand. Il avait comme orateur d'admirables dons physiques, et son éloquence entraînait toute la Chambre. Mais il était plus homme de tribune qu'homme de méditation, plus orateur que chef. Son genre d'éloquence le portait à rechercher l'approbation unanime, et l'habitude d'obtenir cette unanimité avait nui chez lui à l'effort de volonté et à l'esprit de décision. Mais les circonstances générales et la situation parlementaire limitaient le choix du président de la République. Il fallait constituer un cabinet comprenant à la fois des partisans et des adversaires des trois ans, tous disposés pourtant à maintenir temporairement la loi nouvelle, puisque, sinon peut-être à la Chambre, du moins au Sénat, il existait une majorité très nette en sa faveur. M. Viviani, par son passé, par ses qualités, par ses défauts mêmes, était bien l'homme le plus apte, semblait-il, à une pareille besogne. Pourtant, d'abord, il ne réussit pas. Quand, ayant presque achevé ses négociations, il entreprit de rédiger la phrase de sa déclaration ministérielle relative au statut militaire, l'entente ne parvint pas à s'effectuer avec tous ses futurs collaborateurs, et M. Viviani renonça à la mission qui lui avait été confiée.



POINCARÉ

M. Poincaré ne fut pas sans doute très malheureux de cet échec. Les sympathies du président de la République ne le portaient pas en effet du côté des républicains avancés, et ses sentiments, ouvertement favorables au maintien du service de trois ans, ne s'étaient jamais dissimulés. Après l'insuccès de M. Viviani, ne pouvait-on constituer un ministère de conciliation faisant appel à l'appui des fractions les plus modérées de l'opinion républicaine et à la bienveillance du Sénat? M. Poincaré pensa que oui, et c'est en effet d'un cabinet de sénateurs que M. Ribot prit la présidence le 9 juin. Outre le chef du Gouvernement, quatre autres membres de la haute assemblée, MM. Léon Bourgeois, Peytral, Chautemps, Jean Dupuy y figuraient à côté de M. Delcassé et de M. Clémentel, seuls représentants un peu notables de la Chambre des Députés. Mais M. Ribot dans sa déclaration eut beau annoncer qu'il pratiquerait une politique de réformes sociales et fiscales et soutiendrait notamment l'impôt sur le revenu, les radicaux et les socialistes considérèrent comme un défi et un acte de pouvoir personnel le retour aux affaires de l'ancien leader opportuniste, de l'adversaire acharné de Combes et de Waldeck-Rousseau. Quand, le 12 juin, le président du Conseil voulut prendre la parole au Palais-Bourbon, la majorité refusa de l'écouter et, vivement attaqué par MM. Augagneur et Sembat, il fut aussitôt renversé.

Le lendemain, par un nouveau chassé-croisé, M. Viviani prenait la place de M. Ribot. Il constituait un cabinet, peut-être suffisant en des circonstances normales, mais qu'on aurait composé d'éléments plus robustes, si on avait pu prévoir que c'est lui qui, six semaines après, recevrait la déclaration de guerre de l'Allemagne.

Le ministère du 13 juin n'avait, en effet, rien d'un grand ministère. En dehors du président du Conseil, qui avait pris le portefeuille

des Affaires étrangères, il ne comptait que des hommes de second plan. Le garde des sceaux, M. Bienvenu-Martin, à qui le destin devait bientôt remettre en des jours de crise tragique la charge de diriger la France, était pourtant un vieux politique expérimenté. Le ministre de la Guerre était M. Messimy, un ancien officier d'État-Major entré au Parlement ; le ministre de l'Intérieur, M. Malvy, député du Lot, était un homme encore jeune, capable d'intuitions politiques heureuses, mais qui poussait la camaraderie à l'extrême et manquait de discernement dans le choix de ses relations.

M. Viviani obtint aisément une majorité considérable. Il affirma qu'il maintiendrait le service de trois ans jusqu'au jour, que l'on ne pouvait espérer prochain, où la situation extérieure permettrait une réduction de nos charges militaires. En attendant, le cabinet tourna son attention vers les problèmes financiers qui paraissaient graves. Après avoir fait enfin voter par la Chambre et le Sénat l'impôt sur le revenu, article depuis si longtemps essentiel de tous les programmes républicains, on procéda à un emprunt. Emis à 3 1/2 p. 100, c'est-à-dire à un taux plus onéreux que celui des emprunts précédents (qui étaient à 3 p. 100), l'emprunt ne réussit pourtant qu'à demi, et il fallut, pendant la guerre, l'échanger avec du 5 p. 100.

(Photo Nadar)

WALDECK-ROUSSEAU

Un incident assez dramatique marqua la fin de la session parlementaire. A la veille même des vacances, le 13 juillet, M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, dénonça dans un long discours, chargé de détails précis, les imperfections de notre matériel de guerre. Comme les événements devaient bientôt le prouver, cet exposé passionné, à côté de faits trop exacts, en contenait heureusement beaucoup d'autres qui ne l'étaient pas : si l'armement de nos places fortes de l'Est était, en effet, insuffisant, nos troupes n'étaient pas aussi démunies de chaussures, par exemple, que M. Humbert l'avait prétendu. Mais l'émotion causée par ce discours fut très grande, et les explications fournies par M. Messimy, puis par M. Viviani, ne rassurèrent pas entièrement le Sénat. Sur la proposition de M. Clemenceau, il fut entendu qu'une commission sénatoriale procéderait durant les vacances, à une enquête sur l'état de notre matériel militaire; la Chambre, ne voulant pas se laisser distancer, adopta une mesure analogue. Après cette première alerte, le Gouvernement put enfin prononcer, le 15 juillet, la clôture de la session.

Le même soir, le président de la République, le président du Conseil qu'accompagnait le Directeur des Affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, M. de Margerie, quittaient Paris pour accomplir à Pétersbourg, Stockholm, Christiania, Copenhague un voyage depuis longtemps annoncé. M. Bienvenu-Martin devait, en leur absence, remplir les fonctions de président du Conseil par intérim. Tout semblait calme.

L'opinion ne s'intéressait qu'aux débats — qui allaient s'ouvrir devant la Cour d'assises de la Seine — du procès de Mme Caillaux, meurtrière du journaliste Calmette. MM. Poincaré et Viviani n'étaient peut-être pas fâchés d'être loin de France le jour où serait rendu le verdict, qui — quelle que fût la décision du jury — ne pouvait manquer de susciter des commentaires passionnés.

Cependant, la guerre que nous n'attendions pas était proche. Deux semaines avant le départ en voyage des deux présidents s'était produit en effet l'attentat de Sarajevo.

## POLITIQUE FRANÇAISE ET POLITIQUE ALLEMANDE

Le dimanche 28 juin, fête de Saint-Guy, anniversaire de cette bataille de Kossovo, où, en 1389, les Serbes avaient été vaincus par les Turcs, et

jour de deuil pour tous les Slaves du Sud, l'archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand, neveu de l'empereur François-Joseph, et son épouse morganatique, la duchesse de Hohenberg, née comtesse Chotek, étaient, au cours d'une visite à Sarajevo, capitale de la Bosnie, tués à coups de revolver. L'assassin était un jeune étudiant serbe, Gavrillo Prinzip.

Rien de plus mystérieux que les circonstances de cet attentat. Occupée depuis 1878 par l'Autriche, mais annexée seulement en 1908, la Bosnie, qu'habitait une population de race serbe, souhaitait sa réunion à la Serbie. Aussi, pour empêcher toute révolte, les cabinets de Vienne et de Budapest avaient-ils soumis la Bosnie à un régime d'administration militaire. En 1914, le gouverneur de la province était le général Potiorek. Mais pourtant des troubles menaçaient sans cesse, et, rien n'eût été plus imprudent que le voyage de François-Ferdinand, si cette imprudence n'eût été, peut-être, voulue et préméditée. Résolu, comme on le verra plus loin, à frapper et à humilier la Serbie, dont le victorieux développement paraissait menacer l'avenir de la monarchie austro-hongroise, l'archiduc ne souhaitait-il pas, en provoquant par sa venue en Bosnie quelque manifestation du sentiment national, trouver le prétexte dont il avait besoin pour agir? Ou, autre hypothèse vraisemblable, François-Ferdinand n'a-t-il pas été attiré dans un vrai guet-apens par quelques-uns des ennemis nombreux qu'il comptait dans les milieux aristocratiques d'Autriche et surtout de Hongrie? Ce qui est sûr, c'est qu'une heure avant de tomber sous les balles de Prinzip, l'archiduc et la duchesse de Hohenberg avaient échappé à la bombe lancée par le fils d'un espion de la police, Cabrinowitch, et que, comme Cabrinowitch, Prinzip ne fut condamné qu'à vingt ans d'encellulement.

En dehors des meurtriers fallait-il chercher des responsables? Alors, étaient à coup sûr coupables tous ces fonctionnaires austro-hongrois qui n'avaient su ni prévenir l'attentat, ni empêcher le voyage. Quant au gouvernement de Belgrade, l'enquête autrichienne elle-même devait établir la parfaite correction de son attitude. Le 13 juillet, en effet, M. von Wiesner, chargé d'examiner les pièces saisies à Sarajevo à la suite de l'attentat, télégraphiait à Vienne : « Complicité du gouvernement serbe dans la conduite de l'attentat ou dans sa préparation et fourniture des armes prouvée par rien, pas même à présumer. Il existe au contraire des indications pour considérer complicité comme inexistante. » Mais, quand ce rapport parvint aux ministres de François-Joseph, l'Autriche s'était déjà résolue à la guerre contre la Serbie, assurée qu'elle était de l'appui de l'Allemagne.

(Photo Meurisse)

VIVIANI

Guillaume II assistait aux régates de Kiel, quand lui parvint assez tard le télégramme qui annonçait la mort de l'archiduc. Le coup était rude, et, si l'empereur n'a peut-être pas prononcé la phrase qu'on lui a prêtée : « Toute mon œuvre est à recommencer », cette pensée dut pourtant lui traverser l'esprit. C'est que François-Ferdinand était devenu, pour Guillaume II, un ami autant qu'un allié fidèle. L'empereur allemand avait conquis l'affection de cet homme froid et taciturne, en traitant avec de grands honneurs la duchesse de Hohenberg, si longtemps humiliée par l'étroite étiquette de la cour de Vienne, et les enfants — privés de droits au trône — nés de ce mariage morganatique.

Souvent l'empereur et l'archiduc avaient eu de longs entretiens, notamment à Potsdam, où François-Ferdinand avait été reçu en 1909. Mais leurs rencontres étaient devenues plus fréquentes et, semble-t-il, plus intimes au printemps de 1914. Après une entrevue à Miramar au mois d'avril, Guillaume II avait été rendre visite à son ami en son château de Konopischt, en Bohème (12 juin).

Que s'étaient dit là les deux hommes durant plusieurs jours de conversations, auxquelles avaient pris part les chefs d'État-Major des deux empires et l'amiral von Tirpitz, ministre allemand de la marine ? Nous ne le savons pas au juste. On a prétendu qu'il avait été question d'un large remaniement de la carte de l'Europe au détriment de la Russie — qui eût perdu la Lithuanie et la Pologne, constituées en royaume au profit du fils aîné de l'archiduc — et de la Serbie qui, avec les provinces slaves de la monarchie des Habsbourg et la Hongrie, fût entrée dans le lot du cadet, l'Autriche proprement dite avec Trieste devenant le vingt-septième état de l'Empire allemand. Ce qui est sûr, c'est qu'une entente étroite s'effectua entre le kaiser et l'archiduc. Quels que fussent les plans adoptés, la monarchie austro-hongroise, dirigée par François-Ferdinand, était disposée à rester le « brillant second » dont, quelques années auparavant, Guillaume II avait vanté la loyauté.

(Photo Manuel)

CAILLAUX

Or, plus que jamais l'Allemagne avait besoin de sa fidèle alliée. Après vingt-cinq ans d'un règne que ses flatteurs avaient coutume de célébrer comme celui de « l'Empereur de la Paix », Guillaume II ne repoussait plus l'éventualité d'une guerre avec la Russie et la France, guerre qui lui semblait peut-être nécessaire pour assurer l'avenir politique et économique de l'Allemagne.

Au lendemain de ses victoires de 1870, l'Allemagne avait acquis en Europe une hégémonie que personne n'eût songé à contester. Quelle puissance eût osé entrer en lutte avec le nouvel Empire de Guillaume Ier et de Bismarck, proclamé à Versailles le 18 janvier 1871 ? Vaincue et démembrée, la France, malgré son relèvement rapide, souhaitait seulement échapper à une nouvelle invasion. L'Angleterre et la Russie qui, en 1870, avaient applaudi à notre défaite, recherchaient les bonnes grâces du vainqueur. L'Autriche et l'Italie, plus faibles, voulaient à tout prix se faire pardonner d'avoir, avant Sedan, fait des vœux pour la France. Bismarck n'eut donc aucune peine à obtenir l'appui, puis l'alliance de ces deux puissances. En 1882 fut ainsi constituée la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie.) La Triplice ne garantissait pas seulement à l'Empire allemand les frontières qu'il tenait du traité de Francfort : elle lui assurait la maîtrise de l'Europe. La situation diplomatique de l'Allemagne était donc favorable. Mais Bismarck la fortifia encore. Il ne redoutait pour son pays qu'un danger, celui d'une « coalition ». Méthodiquement, il amassa les précautions contre ce péril.

Il travailla d'abord à maintenir la France dans un complet isolement, et y parvint aisément pendant les vingt années de son ministère. La Russie, bien qu'abandonnée par Bismarck au Congrès de Berlin, en 1878, signa, en 1884, puis en 1887, des traités de « contre-assurance », par lesquels le tsar Alexandre III promettait son aide à l'Allemagne au cas où celle-ci serait attaquée par une tierce puissance. L'Angleterre, absorbée par les conflits coloniaux qui, en Afrique et en Asie, l'opposaient à la France, se rapprocha, elle aussi, de Berlin, et, laissé sans appui, notre pays dut se tenir pour satisfait par des compensations hors d'Europe : la complaisance dédaigneuse du Chancelier permit à Jules Ferry d'établir notre protectorat sur la Tunisie et l'Indo-Chine.

Jamais, depuis la chute de Napoléon Ier, aucun État n'avait dominé l'Europe comme l'Empire allemand en cette fin du règne de Guillaume Ier, quand Bismarck pouvait s'écrier au Reichstag : « Nous autres, Allemands, nous craignons Dieu, et rien d'autre au monde. » Mais au moins, pour rude que fût cette domination, pour brutale que fût souvent l'attitude du Chancelier, guidée par lui l'Allemagne affectait de ne rien convoiter. Elle prenait à peine sa part du domaine colonial que se partageait l'Europe. Possédant la plus puissante des armées, elle n'essayait pas, au détriment de l'Angleterre, de devenir une nation maritime ; elle ne tentait pas, dans l'Orient euro-

péen et asiatique, de barrer la route à la Russie. Elle était repue et se proclamait satisfaite, résolue seulement à défendre le *statu quo*.

Mais en 1888, au vieil empereur Guillaume Ier et à son fils Frédéric III, qui n'avait fait que passer sur le trône, avait succédé un jeune homme de vingt-neuf ans, Guillaume II, décidé à régner seul, à prouver que la dynastie s'appelait Hohenzollern, et non pas Bismarck. Dès 1890, le grand Chancelier était en effet congédié avec rudesse, et, dans le « nouveau cours » qui commençait, l'Allemagne n'allait plus compter qu'un seul maître : son empereur « instrument du Seigneur ». Après le hobereau de génie, le souverain infatué de lui-même, assoiffé de succès bruyants, vif d'esprit, mais en réalité superficiel et médiocre. Regard tourmenté, moustache provocante, menton fuyant, le masque n'inspire pas la sympathie. Nerveux, mobile, brusque et timide au fond, surtout indécis et velléitaire, il n'a rien du réalisme, du bon sens terre à terre de son grand-père et de tant de ses aïeux. Maladif, il manque prodigieusement d'équilibre, avec son mélange de mysticisme lourd et puéril, avec sa vanité débordante, ses prétentions artistiques, son besoin de parader, de se montrer, de changer de costume, tout ce côté d'acteur, de « M'as-tu vu », qui se développera avec les flatteries et les années. Mais l'Allemagne, soumise, accepte l'action de son empereur, subit le charme de sa vivacité extérieure, ne s'étonne pas de ses impulsions, qu'elle attribue à la jeunesse; et, avec l'Allemagne, c'est à un moment presque l'Europe entière qui, sans apercevoir son profond égoïsme que fortifie son absolutisme de droit divin, vante les tendances « sociales » de Guillaume II, sa volonté de paix que l'on célèbre sans en chercher beaucoup les mobiles.

(Photo Manuel)

DELCASSÉ

Non seulement à la cour de Russie ou à celle d'Angleterre, auxquelles l'attachent des liens de famille et de tradition, mais en France même l'empereur allemand conquiert des sympathies. Il séduit le vieux Jules Simon, venu à Berlin pour participer à une conférence internationale, puis d'autres de nos compatriotes qu'il rencontre au cours de ses croisières dans la Baltique ou la mer du Nord.

Sans trouver de résistance, l'Empereur pourrait dominer l'Europe, tout au moins le continent : personne ne menace ni la sécurité, ni la puissance de l'Allemagne. En 1891, il est vrai, terme d'un lent rapprochement commencé depuis 1875, la Russie a conclu avec la France une entente qui deviendra, deux ans après, une alliance, mais toute défensive. Le tsar ne garantit à la République qu'un *statu quo* territorial, que les frontières de 1871 : l'alliance russe elle-même cautionne ainsi la possession par l'Allemagne de l'Alsace et de la Lorraine. Et, moins encore qu'Alexandre III, son fils Nicolas II, qui lui succède en 1894, n'est disposé à rien entreprendre contre le souverain qui incarne avec tant d'éclat l'idée d'autocratie. Marié à une princesse de Hesse, le tsar, tout en demeurant fidèle aux engagements pris à notre égard, souhaiterait bien, au contraire, en plein accord avec Guillaume II, faciliter un rapprochement franco-allemand, dirigé contre l'Angleterre. En 1895, l'entente que désirent Berlin et Pétersbourg paraît un moment prête à se faire. Notre ministre des Affaires étrangères, M. Hanotaux, envoie une escadre assister à Kiel aux fêtes d'inauguration du canal maritime, et, en Extrême-Orient, la France se joint à l'Allemagne et à la Russie pour appuyer leur action diplomatique contre le Japon.

Mais le quart de siècle, écoulé depuis 1871, a profondément transformé la vie économique du nouvel Empire. État encore fortement rural au moment de sa constitution, il est devenu essentiellement industriel; dès 1882, 42 p. 100 seulement de la population habitent hors des villes, et cette proportion fléchira sans cesse : en 1907, ce sera 29 p. 100, et moins de 25 en 1914. C'est

que, par exemple, les mines de fer de la Lorraine annexée, exigées par Bismarck au traité de Francfort, et qui produisaient alors 1 million de tonnes par an, en produisent plus de 7 vers 1900 et 16 millions et demi en 1910; que l'Allemagne extrait de son sol quatre fois plus de houille en 1900 qu'en 1872; que tout un programme de développement économique, lentement conçu, méthodiquement réalisé, s'est employé à rapprocher les usines de la mer, par la constitution d'un vaste réseau navigable, complété par la multiplication des voies ferrées; c'est que l'université et sa science ont été mises au service de l'industrie, à laquelle un marché financier bien organisé prête les fonds nécessaires à l'acquisition de son outillage; c'est surtout que la croissance rapide de la population met à la disposition des manufacturiers une main-d'œuvre abondante.

En 1871, l'Allemagne comptait 41 millions d'habitants, elle dépasse 50 millions en 1891, 60 millions dès 1906, et, à partir de 1890, toutes ces masses d'hommes demeurent dans la patrie : l'émigration, si forte aux environs de 1880, devient alors insignifiante. L'essor commercial marche de pair avec l'ascension industrielle; le produit des échanges avec l'extérieur a presque doublé de 1870 à 1890 : il aura quadruplé en 1910. Pendant la même période, le mouvement du port de Hambourg, le plus grand de l'Empire, passera de 3 millions à 25 millions de tonnes. A partir de l'avènement de Guillaume II, et surtout depuis 1895, l'Allemagne est, dans tous domaines, devenue la seconde puissance économique de l'Europe. Dans les industries chimiques comme dans la métallurgie, elle a déjà même vaincu la Grande-Bretagne.

Cette transformation si rapide de l'antique Germanie avait inquiété Bismarck. Le Chancelier était demeuré un Prussien de la Marche; il se méfia toujours de ces progrès gigantesques, qui menaçaient l'équilibre intérieur et la solidité de l'État. Il n'entendait pas que l'Allemagne cessât d'être un pays agricole pour devenir seulement une immense usine, ou un colossal entrepôt. Il redoutait les aventures lointaines, lui qui avait un jour proclamé que toute la question d'Orient ne « valait pas les os d'un grenadier poméranien ». Ces vues prudentes et étroites n'avaient jamais été celles de Guillaume II. Bismarck, le junker, le terrien, avait pu se contenter de parler haut en Europe. L'ambition de Guillaume II ignore toute limite « *Mein Feld ist die Welt* » (Mon domaine, c'est le monde), telle doit devenir la devise du nouvel Empire. Et presque entière la nation est d'accord avec son souverain, tant ont fait de progrès au sein des masses allemandes les doctrines du pangermanisme !

Il y a sans doute dans l'âme germanique un vieil instinct « impérial ». Habitée par une race élue, l'Allemagne peut désirer, au temps des Hohenzollern, comme à l'époque des Habsbourg, ou des Hohenstaufen, prendre la succession de Rome, et rendre au monde son unité. Mais ces souhaits longtemps chimériques ont pris, à mesure que s'avance le XIX^e^ siècle, une forme précise. Les succès de la Prusse, construction politique artificielle, sortie de la conquête, de la guerre devenue, selon le mot de Mirabeau, son « industrie nationale », et parvenant pourtant à réaliser « par le fer et par le feu » l'unité de l'Allemagne, ont paru la justification d'un système philosophico-politique : celui qui glorifie, déifie l'État, le place au-dessus de tout. Le célèbre historien Treitschke, dans sa *Politique*, en vient ainsi à écrire : « L'État est la chose la plus élevée dans la société extérieure de l'homme; il n'y a rien au-dessus de lui dans l'histoire du monde. »

L'État allemand a donc tous les droits, sans appel, sans respect pour la morale habituelle, sans souci d'autre chose que de son intérêt et de son devoir, qui est d'étendre à l'infini sa puissance. Mais cet État divinisé, auquel tous les sujets doivent une stricte obéissance, a marqué en Allemagne sa naissance par de grands bienfaits matériels. Il a apporté la richesse et une éclatante prospérité à un pays jusque-là pauvre. Qu'importe donc qu'il soit né de la guerre, conformément d'ailleurs aux lois naturelles de la vie humaine et du temps ? C'est Treitschke encore qui le proclame : « Il ne convient pas à des Allemands de répéter les lieux communs des apôtres de la paix, ni de fermer les yeux aux rudes nécessités de notre temps; oui, notre époque est une époque de guerre, un âge de fer. Que les forts l'emportent sur les faibles, c'est la loi inexorable de la vie. » Et il est naturel qu'un soldat comme le général von Bernhardi aille plus loin encore. « Il suffit de regarder avec des yeux virils la fonction du glaive et son action terrible pour voir que la guerre est une tâche divine en soi, aussi utile et nécessaire

que de manger et de boire... Nous ne pouvons, sous aucun prétexte, éviter la guerre. » Et il ajoutera rudement : « Il ne convient nullement de la retarder outre mesure, mais au contraire de la provoquer dans les conditions les plus favorables. »

En une série innombrable de livres, brochures, articles, discours, ces théories se sont répandues partout, à l'école et dans les universités comme à la caserne, dans les masses aussi bien que chez les hobereaux. Bientôt l'idée de la guerre s'associe étroitement à celle de patrie, en paraît inséparable. Un bellicisme à la fois mystique et très matériel pénètre, imprègne la nation allemande, toujours plus certaine qu'elle est destinée à imposer au monde sa civilisation.

Des sociétés constituées spontanément : *Ligues maritime et militaire, Union pangermaniste,* s'emploient depuis 1882 à répandre ces doctrines. Leur influence dépasse singulièrement celle qui correspondrait au chiffre strict de leurs adhérents. Pour les pangermanistes qui, dès 1895, exposent leur programme en une brochure : *La Grande Allemagne et l'Europe centrale vers 1950,* l'hégémonie allemande doit s'étendre à toute l'Europe centrale (y compris la Hollande, la Belgique, la Suisse, une partie de la France et les provinces occidentales de la Russie), au continent noir presque entier, à l'Asie orientale, l'Insulinde, et une partie de l'Amérique du Sud.

ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND ET SA FAMILLE

Plus tard, en 1911, paraîtra le livre d'Otto Richard Tannenberg, *La Grande Allemagne, l'œuvre du* XX^e^ *siècle.* Là se précise l'étendue de la Confédération germanique de l'Europe centrale, dont les frontières iraient de l'embouchure de la Somme au sud de Belfort à l'Occident, de Reval à Vilna, à Brest-Litovsk, à Lublin, à l'Orient. L'Autriche-Hongrie, les États balkaniques et la Turquie — unis par une voie ferrée de Hambourg

à Bagdad et au golfe Persique — lui seraient rattachés.

Les pangermanistes militants sont assez sévères pour l'empereur. Ils le jugent timide, hésitant, point assez dédaigneux de la paix. Pourtant c'est bien à Guillaume II que l'Allemagne devra l'instrument le plus symboliquement apparent de ses ambitions mondiales : sa flotte de guerre.

Inexistante en 1871, la flotte allemande était demeurée peu considérable jusqu'en 1888. Elle n'avait pas alors d'autre ambition, que d'assurer la défense des côtes de l'Empire. Mais, dès l'avènement de Guillaume II, Caprivi, ministre de la marine et bientôt successeur de Bismarck à la Chancellerie, fit entreprendre la construction de dix croiseurs. C'était le premier de ces programmes navals dont périodiquement les ministres de l'empereur allaient imposer le vote au Reichstag, en 1896, en 1898, en 1900, en 1906. Bien plus qu'à l'armée — objet traditionnel d'attention pour les Hohenzollern — Guillaume II en effet, passionné dès l'enfance pour les choses de la mer, consacre ses soins à la flotte. Il veut affirmer « la puissance économique de l'Empire sur toutes les mers ». Il proclame : « Notre avenir est sur l'eau. » Il hâte le percement du canal de Kiel, qui permettra à ses escadres de passer de la Baltique dans la mer du Nord. Il brave les craintes de l'Angleterre, étonnée de cet effort méthodique et hardi, qui vise à lui arracher la maîtrise de l'Océan. De son côté, la marine marchande de l'Empire triple presque d'importance en vingt ans. Ainsi l'Allemagne possède, désormais, le moyen de rester en contact avec les millions d'hommes du *Deutschtum*, répandus par le monde et en particulier dans les deux Amériques. C'est à leur sujet que Guillaume II déclare : « L'Empire allemand est devenu un empire mondial. » Il faut donc « établir de forts liens entre notre Empire d'Europe et le plus grand Empire allemand ».

(Photo Meurisse)

GUILLAUME II EN 1893

D'ailleurs, Bismarck avait pu dédaigner les acquisitions coloniales. En plein accord, souverain et nation, déplorent maintenant cette négligence qu'ils tentent de réparer. En 1897, la première entre toutes les puissances, l'Allemagne s'installera en Chine, où elle se fera céder à bail le territoire de Kiao-Tchéou. Surtout Guillaume II entreprend de dominer l'Orient islamique. Deux fois (1889-1898) il visite les pays ottomans. Le sultan Abdul Hamid, gagné, accorde, à une compagnie allemande, la concession d'une voie ferrée, partant d'Haider-Pacha, en face de Constantinople, pour rejoindre Bagdad et le golfe Persique. Déjà l'imagination impériale aperçoit des colonies agricoles allemandes installées dans les plaines d'Asie Mineure et de Mésopotamie et rendant à ces régions désolées leur antique prospérité.

Mais les transformations de l'Allemagne, le développement de ses ambitions, ses prétentions peu dissimulées à la domination universelle ne pouvaient manquer d'inquiéter tous les voisins de l'Empire. La situation diplomatique de l'Europe et du monde va ainsi se modifier. D'ailleurs, pour consolider son triomphe de 1870-71, Bismarck avait isolé la France et séduit — autant que menacé — les autres États, dont il avait respecté les intérêts essentiels. Après 1890 cessent peu à peu les ménagements.

Guillaume II remercie sa grand'mère, la reine d'Angleterre, de ses sentiments ouvertement favorables à l'Allemagne, en faisant hâtivement construire la flotte qui met en péril l'hégémonie maritime du Royaume-Uni. Il se réjouit bruyamment des échecs qu'en 1896 et 1899, les Boers de l'Afrique du sud infligent à l'armée britannique.

Il récompense Nicolas II de sa fidélité aux sentiments traditionnels d'amitié des Romanof pour les Hohenzollern en établissant un vrai protectorat sur cet Empire turc, dont la Russie, depuis deux siècles, souhaite le partage, sinon même la conquête.

Il décourage, en France, les velléités des poli-

tiques qui, tel M. Hanotaux, se résigneraient par lassitude et haine de l'Angleterre à une entente plus ou moins générale avec l'Allemagne. Mais Guillaume II ne conçoit l'accord que sous la forme d'un pacte de soumission et de vassalité.

Il inquiète enfin jusqu'à son alliée l'Italie, qui ne tient guère à voir le redoutable empire devenir une puissance méditerranéenne. Au printemps de 1914 deux croiseurs allemands, le *Gœben* et le *Breslau*, viendront justement stationner dans l'Archipel et la mer Ionienne.

## TRIPLE ALLIANCE ET TRIPLE ENTENTE

Inévitablement, un rapprochement va s'effectuer entre les États menacés. Ils chercheront dans une réconciliation et une collaboration diplomatique le moyen d'opposer un efficace contre poids aux ambitions germaniques. L'alliance franco-russe se transformera ainsi en une « Triple Entente ».

En 1898, Henri Brisson, confie le portefeuille des Affaires étrangères à un député de l'Ariège, M. Delcassé, qui conservera ses fonctions pendant sept ans. Le nouveau ministre, travailleur entêté, renfermé, secret, juge vite qu'avec l'Allemagne il n'est d'accord possible que dans la servitude. Il estime donc nécessaire d'adopter, à l'égard de la Grande-Bretagne, une politique nouvelle. Il entend mettre fin à l'ère des querelles et des tracasseries coloniales, pour préparer une entente franco-anglaise, non pas précisément contre l'Allemagne, mais en dehors de l'Allemagne.

Secondé par notre ambassadeur à Londres, M. Paul Cambon, M. Delcassé règle donc à l'amiable l'affaire de Fachoda, et, par une première convention, il précise les limites de notre domaine africain (1899). Quelques mois après, en février 1900, — la guerre des Boers venait de commencer, — la Russie, sans doute à l'instigation de Guillaume II, demanda à la France de faire avec l'Allemagne une démarche à Londres, en faveur du rétablissement de la paix. M. Delcassé ne repoussa pas la suggestion. Il fit seulement remarquer que, pour avoir chance de succès, la démarche devait d'abord être entreprise par l'Allemagne, mieux vue que la France du cabinet britannique. Guillaume II s'empressa alors de poser une condition préliminaire essentielle : que les puissances médiatrices se garantissent mutuellement l'intégrité de leurs territoires européens. Résolue à ne rien entreprendre contre le traité de Francfort, la France ne pouvait cependant le consacrer et comme le signer une seconde fois. D'accord avec son président du Conseil, Waldeck-Rousseau, M. Delcassé rejeta la proposition allemande, et la Grande-Bretagne put apprécier notre attitude.

GUILLAUME II

D'ailleurs, à Londres, le gouvernement commençait à souhaiter l'entente avec la France. Le 22 janvier 1901, le fils aîné de Victoria, Edouard VII, était monté sur le trône. C'était l'oncle de Guillaume II, mais il n'aimait guère son impérial neveu, le « valeureux poltron », qu'il avait encore coutume d'appeler « M. Touche-à-tout ». Tenu longtemps par sa mère à l'écart des affaires, il avait souvent séjourné en France, avait apprécié et compris notre pays. En relations autrefois avec Gambetta, c'était un partisan décidé de l'entente franco-anglaise. Mais aux mobiles anciens de sympathie s'ajoutaient désormais des mobiles d'intérêt. « Continental » plein d'expérience et de jugement, Edouard VII vit tout le danger que l'Allemagne, par son essor et ses ambitions, faisait courir à l'Angleterre comme au reste de l'Europe. Quand, en 1902, arrivèrent au pouvoir un premier ministre et un secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Balfour et lord Lansdowne, favorables comme leur souverain à un accord avec la France, le rapprochement se précipita. Au printemps de 1903, Edouard VII se rendit à Paris en visite offi-

cielle. En juillet, les bases de l'arrangement étaient définitivement posées, et, le 8 avril 1904, était signée la convention qui, après avoir liquidé tous les petits différends coloniaux entre les deux pays, stipulait une renonciation de la France à l'Égypte en échange de l'abandon par la Grande-Bretagne de toute prétention politique au Maroc. C'était la proclamation de l'Entente cordiale.

Cette Entente, comme les accords coloniaux qu'en 1900, 1902, 1904, la France a conclu aussi avec l'Italie et l'Espagne, a un caractère strictement conservateur et pacifique. Elle ne menace en rien la situation de l'Allemagne; elle prépare seulement dans l'Europe, si longtemps dominée par Guillaume II, le juste rétablissement d'un équilibre politique. Mais ce que l'Europe occidentale envisage comme une garantie, la possibilité de retrouver un peu d'indépendance, de respirer plus librement, apparaît à l'Allemagne, sinon comme une menace, au moins comme une diminution de prestige, presque une humiliation. Or, le premier devoir de l'empereur, c'est bien de « sauvegarder l'édifice élevé par son inoubliable grand-père ». Certes, l'Allemagne n'est ni isolée ni encore moins « encerclée », comme le prétendent dès 1904 quelques journalistes berlinois. Mais elle risque de ne plus pouvoir imposer aussi aisément sa volonté à tous, surtout à la France, redevenue, en fait comme en droit, une grande puissance. Il faudra donc prouver au monde que rien, aucun rapprochement, aucun accord, ne peut s'effectuer ou se conclure sans la permission de l'Allemagne et de son Empereur. Dès lors, Guillaume II commence, dans de fréquents discours, à parler souvent des menaces de guerre, de « poudre sèche », « d'épée aiguisée », et à la première « occasion » — selon une expression de son Chancelier, le prince de Bülow, — il tente de briser ce qui s'est fait en dehors de lui.

Dès que la lutte engagée entre la Russie et le Japon prend décidément une tournure malheureuse pour les armes du Tsar, l'Allemagne proteste contre les projets de la France au Maroc. Quelques jours après le désastre russe de Moukden, Guillaume II part pour Tanger, et prononce là un discours qui encourage le sultan Abdul-Aziz à la résistance (mars 1905).

Peu de semaines après, — dans l'intervalle la dernière flotte russe a été anéantie à Tsoushima, — M. Delcassé, en désaccord avec ses collègues du Cabinet, qui craignent pour la paix, remet, le 6 juin, sa démission. Le président du Conseil Rouvier, devenu ainsi ministre des Affaires étrangères, consent alors à porter devant la Conférence d'Algésiras (1906) tout le système des accords méditerranéens. L'Allemagne triomphe bruyamment, mais son succès tourne court. A la Conférence, tous les amis de la France lui demeurent fidèles, même les États-Unis, même l'Italie; et l'Allemagne, à peine soutenue par l'Autriche, voit consacrer la situation spéciale de notre pays au Maroc.

En dépit de ce médiocre résultat, en 1908, Guillaume II tente de mettre à profit des « occasions » nouvelles. A la France il cherche une mauvaise querelle à propos de déserteurs allemands de la Légion étrangère arrêtés à Casablanca, puis il humilie la Russie. Par la menace, il oblige le Tsar, protecteur traditionnel des Slaves, à accepter la brutale annexion de la Bosnie-Herzégovine — provinces de nationalité serbe — par l'Autriche.

(Photo Chusseau-Flaviens)

GUILLAUME II A TANGER

En 1911, alerte plus grave encore. L'Allemagne, qui constate l'incessante extension de l'influence française au Maroc, exige des compensations. Pour marquer ses intentions, elle envoie un navire de guerre croiser devant la côte marocaine, à Agadir. Dès ce moment, Guillaume II cherche-t-il un prétexte de rupture? En tout cas l'attitude résolue de la

Grande-Bretagne, — où la mort d'Edouard VII et l'avènement de George V (1910) n'ont pas relâché les liens avec la France, — décide Berlin à n'être pas intransigeant. Après trois mois de négociations difficiles, menées surtout du côté français par le président du Conseil, M. Caillaux, et par notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, l'accord se fait (4 novembre).

(Photo Chusseau-Flaviens)

DÉBARQUEMENT DE GUILLAUME II A TANGER

Nous cédons à l'Allemagne une partie du Congo moyennant la permission d'établir au Maroc notre protectorat.

Assez mal accueilli en France, l'accord fut pour l'opinion d'outre-Rhin une lourde déception. En protestation, le ministre impérial des colonies démissionna avec éclat. Le prestige de Guillaume II et celui du Chancelier qui depuis deux ans avait succédé au prince de Bülow, l'honnête, médiocre et docile bureaucrate Bethmann-Hollweg, furent atteints. Qu'avait voulu en effet l'Empereur depuis six ans? Quel avait été le but, le sens de ses efforts? Rompre les accords formés en dehors de l'Allemagne. Or, ce dessein avait radicalement échoué. Au contraire, loin de se briser, les ententes de la France et de l'Angleterre avec l'Italie s'étaient resserrées; elles tendaient à prendre un caractère d'alliance.

Pendant la crise de 1911, c'est le plus pacifiste des ministres anglais, M. Lloyd George, qui, dans un discours vigoureux, laissa entendre que la Grande-Bretagne viendrait, s'il est nécessaire, au secours de la France, et, sans sortir encore de la Triplice, l'Italie n'oubliait pas que pour la réalisation de ses plans méditerranéens, de ses projets d'expansion à Tripoli, en Albanie, en Asie mineure, c'est l'opposition de ses propres alliés qu'il lui fallait combattre.

L'Allemagne n'est pas encerclée; mais, de plus en plus, il lui est difficile d'imposer à l'Europe sa volonté. Les pangermanistes, les conservateurs prussiens soulignent l'échec d'un gouvernement qui n'a pas osé faire la guerre. « Il aurait fallu, s'écrie au Reichstag le chef féodal von Hey-

debrand, tirer le glaive, et la nation allemande tout entière aurait versé son sang plutôt que de céder. » Le fils aîné de Guillaume, le kronprinz, présent à la séance, applaudit ces paroles ; son énergie théâtrale s'oppose ouvertement à la timidité de son père, dont s'affaiblit la popularité.

Dès lors, pour reconquérir son prestige et sauver « l'œuvre de Guillaume Ier », l'Empereur, selon le mot de M. Jules Cambon, « se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois ». Il envisage la guerre comme une éventualité prochaine, sinon comme une nécessité, à laquelle il convient de se préparer avec méthode et sans retard.

## DE LA PAIX A LA GUERRE

Au point de vue allemand, il devient même indispensable de se hâter, car les événements affaiblissent chaque jour la situation de l'Allemagne en Europe. En septembre 1911, l'Italie, qui convoite la Tripolitaine, entre en guerre avec la Turquie. Malgré l'appui secret de l'Allemagne et de l'Autriche, les Turcs sont battus. Ainsi encouragés, les quatre États balkaniques (Serbie, Monténégro, Bulgarie, Grèce), réconciliés par la diplomatie russe, interviennent à leur tour (octobre 1912). En quelques semaines de campagne, leurs armées conquièrent tout le domaine européen de la Turquie, sauf Constantinople. Sans doute, les Balkaniques se divisent bientôt, et les Bulgares attaquent leurs alliés de la veille. Mais les Roumains se joignent aux Serbes et aux Grecs, et le traité de Bucarest (août 1913) consacre l'accroissement de la Serbie, de la Roumanie, de la Grèce, au détriment des Turcs et même des Bulgares.

L'Allemagne considère les résultats de ce triple conflit comme un désastre. L'effondrement des Turcs, ses amis fidèles, l'atteint, comme autrefois la défaite de l'Autriche à Sadowa avait atteint la France. L'essor de la Serbie, devenue sous le gouvernement des Karageorgewitch une ennemie irréductible de l'influence germanique, est en particulier un coup très dur. Dans l'été de 1913, l'Autriche, qui a mobilisé son armée, interviendrait déjà contre les Serbes sans l'opposition vigoureuse de l'Italie.

A ce moment, l'Allemagne a fort avancé ses préparatifs militaires. A la fin de 1911 avait été votée par le Reichstag une première loi, qui augmentait les effectifs de l'armée active de 20.000 hommes. En 1912, nouvel accroissement de 40.000 hommes, avec création de deux corps d'armée. En 1913, loi plus formidable encore : cette fois l'augmentation est de 140.000 hommes. L'armée permanente, au début de 1914, comptera ainsi près de 900.000 hommes sous les drapeaux.

D'autres mesures assurent en même temps un meilleur encadrement des réserves pendant qu'on perfectionne le matériel. L'Allemagne possèdera ainsi, en cas de guerre, une avance importante. Le budget de l'Empire a beau être en déficit, toutes ces lois onéreuses sont adoptées sans grande opposition au Reichstag. Pour couvrir les premières dépenses, l'on établit, en évoquant les souvenirs de 1813, une contribution exceptionnelle de plus d'un milliard de marks sur les fortunes privées.

Au début de novembre 1913, recevant le roi des Belges, Albert Ier, à Berlin, l'Empereur dissimule mal l'évolution de ses sentiments. Il déclare à son hôte que « la guerre avec la France est inévitable et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre ». Il affirme, naturellement, « la supériorité écrasante de l'armée allemande », et « croit à son succès certain ». Le général de Moltke, chef de l'État-major général, présent à l'entretien, est encore plus catégorique : « Il faut en finir. » M. Jules Cambon, qui dans une dépêche faisait peu après connaître à Paris cette conversation — dont il tenait la relation du baron Beyens, ministre belge à Berlin, — ajoutait que « l'Empereur était du reste apparu au roi surmené et irritable. » « A mesure que les années s'appesantissent sur Guillaume II, remarquait M. Cambon, les traditions familiales, les sentiments rétrogrades de la cour et surtout l'impatience des militaires prennent plus d'empire sur son esprit. Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les passions des pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'Empire dans le monde égale à sa puissance ».

Ainsi l'Empereur avait « cessé d'être un partisan de la paix ». Mais cette guerre, pour laquelle l'Allemagne est militairement prête, il faut aussi la préparer dans le domaine moral et diplomatique. C'est ce qu'avait recommandé à ses chefs, dans un long rapport, un officier d'État-Major que

GÈNÈRAL VON MOLTKE

l'on a parfois — mais sans doute à tort — identifié avec un colonel depuis bien célèbre, Ludendorff. « Il faut, conseillait ce rapport, faire pénétrer dans le peuple l'idée que nos armements sont une réponse aux armements et à la politique française. Il faut l'habituer à penser qu'une guerre offensive, de notre part, est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire. Il faudra agir avec prudence pour n'éveiller aucun soupçon et éviter les crises qui pourraient nuire à notre vie économique. Il faut mener les affaires de telle façon que, sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables et d'une situation politique tendue, un déchaînement soit considéré comme une délivrance, parce qu'après lui viendraient des décades de paix et de prospérité, comme après 1870. »

Le peuple allemand, naturellement docile, respectueux, dépourvu d'esprit politique, pouvait être aisément trompé quant aux responsabilités de la crise qui s'approchait. D'ailleurs, l'essor industriel et l'enrichissement qui en avait été la conséquence n'avaient pas créé une situation économique très stable. En 1913, l'Allemagne voyait des marchés sans cesse plus nombreux se fermer à ses produits, et elle envisageait avec crainte le moment où des matières premières — comme le fer — lui feraient défaut. Aussi, même dans beaucoup de milieux socialistes, les tendances « impérialistes » et belliqueuses prenaient le dessus. Et une habile propagande avait, surtout depuis 1911, souligné ce qu'elle appelait les provocations de la France, en particulier le rétablissement du service de trois ans, mesure sur l'utilité de laquelle des Français pouvaient discuter, mais qui n'était, à coup sûr, qu'une simple réplique aux armements allemands. L'opinion est prête « à envisager la prochaine guerre, comme un duel entre la France et l'Allemagne ».

Mais, si la France est en effet le plus redoutable adversaire de l'Empire, au point de vue militaire la Russie n'est plus à dédaigner. Elle s'est relevée de ses désastres de 1905 et renforce rapidement son armée. Certes, les milieux réactionnaires qui entourent le tsar demeurent hostiles à tout conflit avec l'Allemagne monarchique. Rien n'assure cependant que, dans quelques années, Nicolas II n'écoutera pas ceux de ses conseillers qui le poussent à tenir tête à Guillaume II. Pendant qu'il en est temps encore, l'Allemagne et l'Autriche, étroitement associées, n'ont-elles pas le devoir de manifester leur force ?

(Photo Rosenstein)

DE POURTALÈS

Sans doute, il y a l'Angleterre ; mais, en cas de crise diplomatique et surtout de guerre, le roi George et ses ministres ne garderont-ils pas

(Photo Pirou)

MAURICE PALÉOLOGUE

la neutralité? On s'en flatte à Berlin. Il est vrai que, depuis la fin de 1912, les liens de la Grande-Bretagne avec la France se trouvent resserrés. Par une lettre secrète, sir E. Grey, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, s'est engagé, dans l'éventualité d'un différend européen, à examiner si les deux gouvernements de Londres et de Paris ne devraient pas « agir tous deux ensemble, pour empêcher l'agression et maintenir la paix, et, dans ce cas, rechercher les mesures qu'ils seraient disposés à prendre ». Seulement cette promesse n'a rien d'une alliance, et, depuis deux ans, l'Allemagne a fait de grands efforts pour regagner l'opinion britannique. Son ambassadeur à Londres, le prince Lichnowsky — un partisan sincère de la paix — a su gagner les sympathies de la haute société londonienne. De son côté, le cabinet Asquith-Lloyd George, qui est au pouvoir, absorbé à l'intérieur par de graves soucis — la révolte de l'Ulster en particulier —, souhaite unanimement la paix. Quelques-uns des plus grands journaux de l'Angleterre, les *Daily News*, la *Westminster Gazette*, le *Manchester Guardian*, mènent campagne en faveur d'une entente avec l'Allemagne.

Les alliés de l'Empire, au contraire, lui seront fidèles, en dehors même de l'Autriche, le « brillant second ». Le nouveau secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, M. de Jagow, ancien ambassadeur auprès du Quirinal, garde une entière confiance dans le concours éventuel du roi et du gouvernement italien. En Roumanie règne toujours le vieux Carol, le loyal Hohenzollern qui a autrefois signé une convention d'adhésion à la Triplice. D'ailleurs, pour acquérir de ce côté des sûretés nouvelles, l'Allemagne invitera l'Autriche à consentir, s'il le faut, des concessions, à l'égard de Rome comme à l'égard de Bucarest.

Dès le début de 1914, l'Allemagne se juge prête à la lutte, aussi bien au point de vue diplomatique et politique qu'au point de vue militaire, à même d'imposer à l'Europe, par la guerre, s'il en est besoin, sa volonté. Ce serait cependant forcer le sens des documents, d'ailleurs bien rares, publiés sur cette période encore mystérieuse des premiers mois de 1914, que de déclarer Guillaume II et son gouvernement décidés à la guerre dans tous les cas. Des négociations, demeurées mal connues, eurent lieu encore avec la Russie, qu'il s'agissait de gagner au moyen de concessions en Orient. Mais le tsar repoussa les ouvertures allemandes. C'est alors, très probablement, que l'empereur allemand, poussé par l'archiduc héritier fit sienne l'idée d'une action contre la Serbie. Il fallait humilier, amoindrir, sinon même anéantir, le petit État ambitieux dont l'existence était une menace permanente pour la sécurité de l'Autriche-Hongrie. Il fallait en même temps obliger la Russie — et la France — à abandonner la Serbie à elle-même, comme en 1908-1909. Ainsi serait remportée l'éclatante victoire diplomatique, vainement cherchée depuis dix ans, qui assurerait définitivement l'autorité de l'Allemagne en Europe. Mais si — hypothèse que l'on estimait vraisemblable à Berlin — la Russie et la France venaient cette fois au secours de la Serbie, alors ce serait la guerre, la guerre courte et décisive.

Voilà sans doute le dessein que cachait le secret bien gardé des entretiens de Miramar et Konopischt. L'attentat de Sarajevo allait seulement en précipiter la réalisation.

A la première nouvelle du crime, avant même de connaître les intentions de François-Joseph et de ses ministres, Guillaume II se montre en effet résolu à agir. Le 30 juin, son ambassadeur à Vienne, M. de Tschirschky, lui annonce que, sans instructions, il a déconseillé au gouvernement austro-hongrois toutes « mesures précipitées » à l'égard de la Serbie. L'Empereur le désapprouve et écrit en marge du rapport : « Qui l'y a autorisé? C'est très bête, cela ne le regarde pas du tout. C'est exclusivement l'affaire de l'Autriche, de voir ce qu'elle compte faire. Après, si cela va mal, on dira que l'Allemagne n'a pas voulu. Que Tschirschky me fasse le plaisir de laisser là toutes ces sottises. Avec les Serbes il faut en finir et le plus tôt possible. » *(Recueil Kautzky*, n° 7).

Aussi, quand le 4 juillet le comte Hoyov, chef du cabinet de Berchtold — le ministre des Affaires étrangères d'Autriche — arriva à Berlin, porteur d'une lettre autographe de François-Joseph, qui déclarait : « Les efforts de mon gouvernement doivent, à l'avenir, être dirigés vers l'isolement et l'amoindrissement de la Serbie » et la punition du « foyer d'agitation criminelle de Belgrade », fit-on le meilleur accueil à ce document.

« L'attitude de la Russie serait certainement hostile, assura le lendemain Guillaume au comte Szoegyeny, ambassadeur d'Autriche; mais..., même si une guerre éclatait entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, l'Allemagne, dans sa fidélité coutumière

d'alliée, serait à nos côtés (c'est l'Autrichien qui parle). La Russie du reste, d'après la situation actuelle, n'était pas encore prête à la guerre et réfléchirait, sans doute longuement, avant de faire appel aux armes. » En même temps, Guillaume pousse l'Autriche à aller de l'avant. « Il regretterait, rapporte toujours Szoegyeny, de nous voir laisser échapper, sans l'utiliser, l'occasion présente si favorable pour nous. »

L'Empereur pouvait agir sans crainte. L'armée était prête, comme toujours. « Les travaux de mobilisation, prévus par le plan de campagne, avaient été achevés le 31 mars. » (*Rapport du général Waldersee, Recueil Kautzky*, p. XV). Pourtant il parut plus sage d'inviter l'État-Major « à prendre pour toutes les éventualités des mesures préparatoires de guerre ». A Potsdam, où résidait alors Guillaume, furent donc appelés (5 et 6 juillet) des représentants des Ministères de la Guerre et de la Marine et des deux États-Majors de terre et de mer, ainsi que le Chancelier et le sous-secrétaire aux Affaires étrangères, Zimmermann. Reçus, l'un après l'autre, comme en secret, dans le jardin du palais, ils apprirent que l'Empereur avait promis à François-Joseph d'être derrière lui avec toute « la puissance allemande, si des complications résultaient de l'action que l'Autriche-Hongrie méditait contre la Serbie ». Cette sorte de garde à vous, à peine nécessaire, prouvait seulement que Guillaume II avait bien nettement envisagé toutes les conséquences de son attitude. Mais, pour le moment, il importait de ne pas trop inquiéter l'opinion européenne. Sur le conseil de Bethmann-Hollweg, l'Empereur décida de ne pas ajourner une croisière dans la mer du Nord, depuis longtemps annoncée, et, dès le 7, il s'embarqua à Kiel.

(Photo Branger)

POINCARÉ EN RUSSIE. REVUE DES TROUPES DE PÉTERSBOURG

Ce voyage, une proclamation de François-Joseph qui attribuait l'attentat de Sarajevo « au vertige d'un petit nombre d'hommes induits en erreur », et non à la nation serbe, rassurèrent en effet l'Europe, inquiète depuis l'assassinat de François-Ferdinand. Sans doute, à Vienne, à Budapest, à Berlin, la Bourse devenait mauvaise; une partie chaque jour plus importante de la presse autrichienne se déchaînait contre la Serbie et réclamait la guerre, et l'on savait que le gouvernement austro-hongrois demanderait à Belgrade des mesures énergiques contre la propagande panserbe. Mais le cabinet Pachitch, aux affaires en Serbie, se montrait si conciliant, prêt à toutes les concessions; les milieux officiels de Berlin manifestaient si peu de crainte, que, vers le milieu de juillet, à Paris, comme à Londres et à Pétersbourg, les esprits étaient assez optimistes pour que pût s'effectuer le départ de MM. Poincaré et Viviani pour la Baltique.

Pourtant, dès le 7 juillet, le Conseil des Ministres austro-hongrois, dans une séance dont le procès-verbal a été publié, sûr de l'appui sans réserves de l'Allemagne, avait décidé d'adresser à la Serbie un ultimatum aux « conditions si sévères qu'elles fissent prévoir un refus, afin de s'acheminer ainsi vers une solution radicale par voie d'intervention militaire ». Le 13, Tschirschky pouvait télégraphier à ce sujet : « Berchtold espère s'entendre demain avec Tisza (le président du Conseil hongrois) sur le texte qui doit être remis à la Serbie. Il le soumettra, mercredi 15 juillet, à l'Empereur, à Ischl (François-Joseph faisait une cure), et ensuite la remise pourrait avoir lieu immédiatement à Belgrade, c'est-à-dire avant le départ de Poincaré pour Pétersbourg. » On ne voulait pas

en effet, que l'envoi de l'ultimatum se produisît justement pendant le séjour du président de la République en Russie. Il convenait donc de se hâter. Mais la machine politique et administrative austro-hongroise était lente, et c'est seulement le 19 que le texte définitif de la note à la Serbie put être arrêté. Il fut donc jugé préférable d'attendre pour la remettre jusqu'au 23, jour où M. Poincaré quitterait Pétersbourg. On voulait éviter comme le disait Berchtold à Tschirschky « qu'à Saint-Pétersbourg, dans l'excitation du champagne et sous l'influence de MM. Poincaré, Iswolsky [ambassadeur de Russie à Paris, connu par ses sentiments anti-autrichiens] et des Grands Ducs, on célébrât une fraternisation qui pourrait alors influencer et peut-être fixer l'attitude des deux puissances. Il serait bon également que les toasts fussent prononcés avant la remise de la note ». Mais, en marge du rapport qui lui annonçait ce retard, Guillaume II ne put se dispenser d'ajouter : « Quel dommage ! » Au moins, détail presque comique à la veille d'une telle tragédie, l'on s'efforce de connaître avec précision l'heure du départ du chef d'État français. Le 21, l'État-Major allemand de la Marine annonce à Jagow que l'embarquement à Cronstadt est fixé au 23, à 10 heures du soir. Mais Jagow veut contrôler le renseignement et interroge le comte de Pourtalès, son ambassadeur en Russie. Il peut ainsi télégraphier le 22 à Vienne : « J'ai demandé au comte de Pourtalès le programme de la visite de Poincaré. Il m'annonce que le Président partira de Cronstadt jeudi soir à onze heures, c'est-à-dire à neuf heures et demie, d'après l'heure de l'Europe centrale. Si la démarche est faite à Belgrade demain après-midi, à cinq heures, elle sera connue à Pétersbourg pendant la présence de Poincaré. » Aussitôt l'Autriche remerciait « chaleureusement », et, pour obvier à ce grave péril, il fut résolu que la remise de la note se ne produirait qu'à six heures!

Aux approches de l'action décisive, Berlin et Vienne sentaient le besoin d'endormir l'Europe. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, journal officieux allemand, recevait encore, le 18, l'instruction de ne parler du conflit austro-serbe, qu'en termes très modérés. Les uns après les autres, les chefs militaires partaient en vacances. On envoyait au roi de Serbie, pour l'anniversaire de sa naissance, les officiels télégrammes de félicitations. Berchtold et son principal collaborateur, le baron Macchio, poussaient la dissimulation jusqu'à déclarer aux ambassadeurs de Russie et de France « que le ton et les demandes qui seront formulées dans la note autrichienne (à la Serbie) permettent de compter sur un dénouement pacifique ».

Tout est ainsi sacrifié aux avantages de la surprise qui, pensait-on, permettrait de diviser les puissances de la Triple-Entente et leur ôterait l'envie de résister. Guillaume II, s'il faut en croire les mémoires de son grand serviteur l'amiral Tirpitz, ne croyait même plus à « une intervention de la Russie pour couvrir la Serbie, parce que le tsar ne protègerait pas les régicides, et parce que la Russie était en ce moment incapable militairement et financièrement de faire la guerre ». « La France, ajoutait-il, mettrait un frein aux récriminations de la Russie à cause de la position défavorable des finances françaises et de son manque d'artillerie lourde. » L'avis de Jagow, exprimé dans une lettre adressée le 18 juillet à Lichnowsky, était semblable : « Plus l'Autriche se montrera résolue, plus nous la soutiendrons énergiquement, et plus la Russie restera tranquille. Quelques criailleries ne manqueront pas de se faire entendre à Pétersbourg ; mais, au fond, la Russie n'est pas prête à se battre en ce moment. La France et l'Angleterre ne désireront pas non plus la guerre à cette heure. » Le secrétaire d'État, songeant au relèvement régulier de la Russie au développement de sa flotte, de ses chemins de fer stratégiques, ajoutait, presque avec regret : « Je ne veux pas de guerre préventive. Mais, si la lutte s'offre, nous ne devons pas prendre la clef des champs. » Il considérait la guerre comme une aubaine.

## M. POINCARÉ EN RUSSIE

L'heure attendue approchait cependant. Le 20 juillet, M. Poincaré était arrivé à Cronstadt. Le même jour, des grèves d'origine mystérieuse avaient éclaté à Pétersbourg. Elles permettaient au comte de Pourtalès de constater avec joie : « En cas de complications extérieures, elles pourraient bien créer au Gouvernement une situation difficile. » Et, en marge, Guillaume approuvait d'un « oui ». Aucun incident durant ce séjour. Le tsar, ainsi que son ministre des Affaires étrangères, M. Sazonov, croit à la paix. A notre ambassadeur, M. Paléologue, il dit en parlant de l'empereur d'Allemagne : « Si vous le connaissiez comme moi, si vous saviez tout

ce qu'il y a de charlatanisme dans ses attitudes! » D'ailleurs, « à moins d'avoir perdu complètement la raison, l'Allemagne n'osera jamais attaquer la Russie, la France et l'Angleterre réunies ». Pourtant, le 21, à la réception diplomatique, un dialogue assez vif s'engage entre le président de la République et l'ambassadeur d'Autriche, le comte Szapary, revenu brusquement de congé l'avant-veille et dont le retour inopiné a étonné. M. Poincaré parle de l'affaire serbe : « Avec un peu de bonne volonté, elle est facile à arranger. Mais facilement aussi elle s'envenimerait. La Serbie a des amis très chauds dans le peuple russe. Et la Russie a une alliée, la France. Que de complications à craindre! » Le président avait dit le mot *amis* d'un ton qui fut remarqué et signalé à Vienne et Berlin. Au témoignage de M. Paléologue, devant la réserve froide de Szapary, M. Poincaré jugea ainsi la situation : « L'Autriche nous prépare un coup de théâtre. Il faut que Sazonov soit ferme et que nous le soutenions. » Et, le 23, dans le toast prononçé au dîner d'adieu à bord du cuirassé la *France*, qui va l'emporter vers Stockholm, le Président de la République, pour bien marquer son sentiment, « lance, comme un coup de clairon la phrase finale : *Les deux pays ont le même idéal de paix dans la force, l'honneur et la dignité* ». (M. Paléologue, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1921). A onze heures, comme il était prévu, la *France* s'éloigne.

L'ultimatum austro-hongrois venait enfin d'être remis à Belgrade.

C'est à M. Patchou, ministre des finances et président du Conseil serbe par intérim, que le baron Giesl, ministre d'Autriche à Belgrade, vint, à six heures précises, remettre l'ultimatum, ce que la chancellerie viennoise appela par euphémisme faire « une démarche à terme fixé ». Un détail prouvait les intentions conciliantes de la Serbie. Le chef du gouvernement, M. Pachitch, était en tournée électorale ; le voïvode Putnik, chef de l'armée, accomplissait une cure, en Autriche.

Le document « formidable », comme devait l'appeler sir E. Grey, débutait en reproduisant textuellement la déclaration par laquelle, en 1909, après la crise causée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le gouvernement de Belgrade s'était engagé à vivre désormais avec l'Autriche-Hongrie « sur le pied d'un bon voisinage ». Puis la note affirmait « l'existence en Serbie d'un mouvement subversif, dont le but est de détacher de la monarchie austro-hongroise certaines parties de ses territoires ». Non seulement le gouvernement serbe n'avait rien fait pour supprimer ce mouvement, mais il l'avait encouragé au moyen de la presse, et d' « une propagande malsaine dans l'instruction publique ». Le résultat, c'est que l'attentat de Sarajevo a pu être tramé à Belgrade, ainsi « qu'il résulte des dépositions et aveux » des auteurs du crime, à qui armes et explosifs avaient été remis par des officiers et fonctionnaires serbes, membres de la « Narodna Odbrana » (société populaire de préparation militaire et d'éducation patriotique). Le passage des assassins en Bosnie avait de même été facilité par des chefs du service-frontière serbe.

En conséquence, le gouvernement impérial et royal ne pouvait garder plus longtemps son « attitude de longanimité expective ». Il exigeait donc de la Serbie une condamnation solennelle de la propagande antiautrichienne et demandait la publication, dans le *Journal officiel* de Belgrade du 26 juillet, de la note suivante, qui serait également portée à l'ordre du jour de l'armée :

« Le gouvernement royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tolérances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels.

« Le gouvernement royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auquel le gouvernement royal s'était solennellement engagé par ses déclarations du 31 mars 1909.

« Le gouvernement royal, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que, dorénavant, il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer. »

En outre le gouvernement serbe devait s'engager :

1° A supprimer toutes les publications anti-autrichiennes ;

2° A dissoudre immédiatement la « Narodna Odbrana » et toutes sociétés poursuivant le même but;

3° A éliminer, tant du « corps enseignant » que des « moyens d'instruction », tout ce qui pourrait servir à la propagande antiautrichienne ;

4° A éloigner du service militaire et de l'administration, tous les fonctionnaires dénoncés par l'Autriche ;

5° « A accepter la collaboration en Serbie des organes du gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie » ;

6° « A ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe; des organes délégués par le gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives » ;

7° A faire arrêter d'urgence un officier et un fonctionnaire serbes jugés compromis par l'instruction de Sarajevo;

8° A interdire tout trafic d'armes et d'explosifs à travers la frontière et à punir ceux qui avaient facilité l'entrée en Autriche des assassins;

9° A fournir des explications sur les propos « injustifiables » tenus par de hauts fonctionnaires serbes après le crime de Sarajevo;

10° A avertir sans retard le gouvernement autrichien de l'exécution des mesures prises.

Un mémoire sommaire, annexe de la note, relatait le résultat de l'instruction ouverte contre Prinzip et ses complices. Quarante-huit heures seulement étaient données au gouvernement serbe pour répondre.

Texte vraiment sans précédent. Non seulement la Serbie était invitée à s'humilier à l'occasion d'un crime dont elle n'était pas responsable, mais il lui fallait renoncer à ses droits de souveraineté territoriale pour admettre qu'un autre gouvernement vînt chez elle procéder à une enquête judiciaire. Comme l'avait aussitôt télégraphié le prince régent Alexandre de Serbie au tsar : « Les demandes... sont inutilement humiliantes pour la Serbie et incompatibles avec sa dignité d'État indépendant. » Et le prince ajoutait: « Il nous est impossible de nous défendre : nous supplions Votre Majesté de nous donner son aide le plus tôt possible. » Qu'allait faire la Russie ? Qu'allait faire la France, son alliée ?

Un résumé de la note autrichienne avait été publié dans la presse européenne du 24 juillet au matin. Ce même jour, des copies complètes avaient été remises par les ambassades et légations impériales et royales aux divers gouvernements. A Paris, ce fut M. Bienvenu-Martin, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères par intérim, qui, à dix heures et demie du matin, reçut des mains du comte Szeczen, ambassadeur d'Autriche, la grave communication.

II

# LES JOURS TRAGIQUES

## LES NÉGOCIATIONS DE M. BIENVENU-MARTIN

DEPUIS le départ de M. Viviani, M. Bienvenu-Martin, garde des Sceaux, cumulait, nous l'avons dit, avec les fonctions de président provisoire du Conseil, celles de ministre des Affaires étrangères par intérim. Sa carrière antérieure ne l'avait guère préparé à conduire des négociations avec l'Europe ; mais il était homme de bon sens et l'habitude des combinaisons parlementaires devait l'aider à manœuvrer avec habileté. Il fut d'ailleurs très bien secondé. Le directeur politique des Affaires étrangères, M. de Margerie, accompagnait MM. Poincaré et Viviani; le sous-directeur d'Europe, M. Philippe Berthelot, assurait son intérim. Fils du grand chimiste, collaborateur de Rouvier en 1905, puis, chef du cabinet de M. Pichon en 1913, M. Berthelot avait, avec l'expérience des affaires, une intelligence très vive. Déjà mis sur leurs gardes par quelques dépêches de M. Jules Cambon, MM. Bienvenu-Martin et Berthelot devinèrent aussitôt, en recevant le comte Szeczen, la gravité de la situation : l'Allemagne était derrière son alliée. Ils se contentèrent donc, pour toute réponse, de signaler à l'ambassadeur « l'impression d'inquiétude éveillée par les informations parues dans la matinée sur le contenu de la note autrichienne, et le sentiment pénible que ne manquerait pas d'éveiller, dans l'opinion française, le moment choisi pour une démarche si impérative et de si court délai; c'est-à-dire l'heure où le président de la République et le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, avaient quitté Pétersbourg et se trouvaient en mer, par conséquent hors d'état d'exercer, d'accord avec les Puissances qui n'étaient pas directement intéressées, l'action apaisante si désirable entre la Serbie et l'Autriche, dans l'intérêt de la paix générale ».

SIR EDWARD GREY

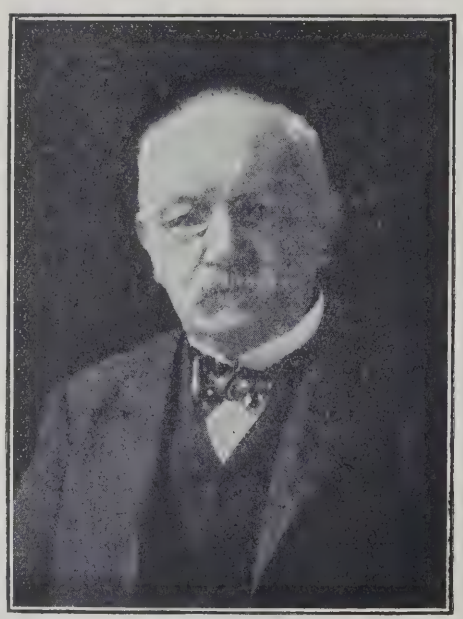
Très réservé à l'égard de l'Autriche, M. Bienvenu-Martin n'en conseilla pas moins aux Serbes de céder sur tous les points conciliables avec leur dignité et leur souveraineté et d'invoquer, s'il le fallait, l'arbitrage de l'Europe. De leur côté, la Russie et l'Angleterre, également surprises par la brutalité de l'ultimatum autrichien, adressèrent à Belgrade des exhortations analogues. A Londres, envisageant la possibilité d'un conflit entre Pétersbourg et Vienne, sir E. Grey pensait déjà à réclamer le concours du gouvernement allemand, en vue d'une médiation des quatre puissances non directement intéressées dans l'affaire serbe : Angleterre, France, Italie, Allemagne. Mais l'Allemagne n'était guère prête à accueillir la suggestion britannique.

Après la publication de la note autrichienne, le gouvernement de Berlin avait joué l'étonnement : « Nous n'avons eu aucune espèce d'influence sur le texte de la note et nous avons eu, aussi peu que les autres puissances, l'occasion de prendre position de quelque manière que ce fût avant sa publication », déclara un télégramme adressé par M. Zimmerman, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, aux ambassadeurs impériaux à Londres, Paris et Pétersbourg. Au cours d'un entretien avec M. Jules Cambon, qui manifestait quelque scepticisme à l'égard de cette prétendue ignorance, M. de Jagow, interrompit notre représentant avec indignation : « C'est bien, dit-il, parce que nous causons entre nous, person-

nellement, que je vous laisse me dire cela. »

Quelques historiens allemands ont, depuis, prétendu que la Wilhelmstrasse n'avait pas eu en effet le texte littéral de la note. Mais en réalité, dès le 21 juillet, Tchirschky possédait une copie de ce document, et cette copie, M. de Jagow l'avait reçue au plus tard le 22.

Le cabinet allemand avait, on le conçoit, toutes sortes de très bonnes raisons pour cacher au monde son action secrète. Favorable à une guerre avec la Serbie, « disposé, comme le dit très bien Kautzky dans son livre : *Comment s'est déclenchée la guerre* (p. 95), à risquer une guerre contre la Russie et la France, il ne voulait que cela. Il comptait sur la coopération de l'Italie et la neutralité de l'Angleterre. Il avait aussi besoin, pour entrer en guerre, de l'enthousiasme de son propre peuple ». Or, il y avait encore de nombreux pacifistes en Allemagne, et, le 25 juillet, le comité directeur du parti social démocrate allait publier un manifeste « contre les menées criminelles des fauteurs de guerre », où était sévèrement condamnée « la provocation du gouvernement austro-hongrois ».



JULES CAMBON

Feignant d'avoir été tenu dans l'ignorance des intentions autrichiennes, le gouvernement allemand n'en commence pas moins, dès le 24, une vigoureuse action diplomatique afin d'aider son alliée. Pour éviter une transformation du conflit austro-serbe en guerre générale, il eût été sage d'européaniser aussitôt le différend et d'accepter, par exemple, le plan de médiation à quatre, préconisé par l'Angleterre. Bien au contraire, l'Allemagne va réclamer une « localisation » du conflit et recourir, pour l'obtenir, aux procédés qui lui avaient valu son succès diplomatique de 1909.

Le 24 juillet même, à la fin de l'après-midi, le baron de Schoen, ambassadeur d'Allemagne, se rend à son tour au quai d'Orsay. Il vient lire à M. Bienvenu-Martin une courte note qui, après avoir proclamé la légitimité des demandes autrichiennes, se termine ainsi : « Le gouvernement allemand estime que la question actuelle est une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, et que les puissances ont le plus sérieux intérêt à la restreindre aux deux parties intéressées. Le gouvernement allemand désire ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables. »

La menace était nette. M. Bienvenu-Martin se borna à répondre « qu'autant il paraîtrait légitime qu'on demandât la punition de tous les complices de l'attentat de Sarajevo, autant, au contraire, il semblait difficile d'exiger des mesures inacceptables pour la dignité et la souveraineté de la Serbie ». La note n'envisageait, d'ailleurs, que deux hypothèses : celle d'un refus pur et simple, ou celle d'une attitude de provocation de la Serbie. Il en restait une autre, celle d'une acceptation par Belgrade de toutes les satisfactions « compatibles avec sa souveraineté et sa dignité ». Si la Serbie donnait des preuves de bonne volonté, pourquoi l'Autriche ne se prêterait-elle pas à une conversation? Et notre ministre ajoutait avec une fermeté qui prouvait que nous n'abandonnerions pas la Russie : « Peut-être ne fallait-il pas rendre trop difficile à de tierces Puissances, qui ne sauraient ni moralement, ni sentimentalement se désintéresser de la Serbie, une attitude conforme au désir exprimé par l'Allemagne de localiser le conflit. »

La démarche de M. de Schoen produisit à Paris une certaine émotion. L'*Echo de Paris* du 25 juillet parla d'une « menace allemande ». Mais les vacances étaient commencées ; le procès de Mme Caillaux emplissait les colonnes des journaux. Ce n'est que le lundi 27 qu'une partie importante de l'opinion ira jusqu'à craindre pour le maintien de la paix.

En attendant, aucune négociation générale n'avait pu être entreprise. Aux démarches faites

aussitôt par le tsar pour obtenir une prolongation du délai accordé à la Serbie, l'Autriche ne répondit pas. Berchtold s'empressa même de gagner Ischl pour ne pas recevoir le chargé d'affaires russe.

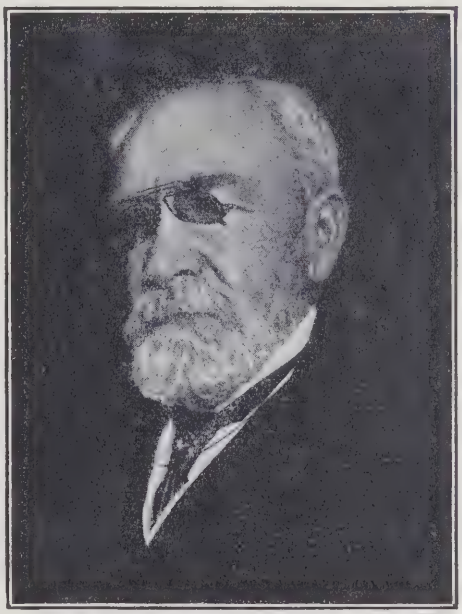
C'est dans ces conjonctures que, le 25 juillet, peu avant six heures du soir, à Belgrade, M. Pachitch, président du Conseil serbe, se rendit à la Légation impériale et royale pour y remettre au baron Giesl la note la plus conciliante et la plus satisfaisante qu'on eût pu espérer.

Le gouvernement serbe affirmait d'abord être resté fidèle à sa déclaration de 1909, mais enfin il consentait à publier le lendemain, au *Journal officiel*, « l'énonciation » dont le texte lui avait été fourni; puis, une à une, il acquiesçait, sauf deux réserves insignifiantes, aux exigences impériales. En particulier il consentait :

1° A faire modifier la loi sur la Presse et la Constitution afin de pouvoir frapper et confisquer les publications antiautrichiennes;

2° A dissoudre la *Narodna Odbrona* et toutes sociétés analogues;

3° A éliminer de l'enseignement tout ce qui pourrait favoriser la propagande contre l'Autriche;



(Photo Branger)

BIENVENU-MARTIN

4° A éloigner de l'armée tous les « coupables d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la monarchie austro-hongroise » dont les noms lui seraient signalés;

Quant aux articles 5 et 6, si importants, le gouvernement serbe disait :

« 5° Le gouvernement royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du gouvernement impérial et royal tendant à ce que la Serbie s'engage à accepter, sur son territoire, la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal. Mais il déclare qu'il admettra toute collaboration qui répondrait aux *principes du droit international et à la procédure criminelle*, ainsi qu'aux bons rapports de voisinage. »

« 6° Le gouvernement royal, cela va de soi, considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre tous ceux qui sont ou qui, éventuellement, auraient été mêlés au complot du 28 juin, et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des agents des autorités austro-hongroises qui seraient délégués à cet effet par le gouvernement impérial et royal, le gouvernement royal ne peut pas l'accepter; car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle. Cependant, dans des cas concrets, des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux organes austro-hongrois. »

Les derniers articles annonçaient, avec l'arrestation des deux Serbes dénoncés comme complices de l'attentat de Sarajevo, le renforcement des mesures contre le trafic illicite des armes, la punition des fonctionnaires qui avaient mal surveillé la frontière et des explications au sujet des propos antiautrichiens de certains fonctionnaires. Enfin, au cas où l'Autriche ne serait pas encore satisfaite par ces explications, la Serbie était prête à s'en remettre, soit à l'appréciation des grandes Puissances, soit à celle du tribunal international de La Haye.

La condescendance du gouvernement de Belgrade, le ton humble de la note, tout aurait dû contenter l'Autriche. Mais pourtant, à 6 h. 30, quelques minutes après la visite de M. Pachitch, sans avoir pu, non seulement examiner en détail, mais même lire entièrement la réponse serbe, le baron Giesl la proclamait insuffisante et, notifiant la rupture des relations diplomatiques, quittait Belgrade avec le personnel de la Légation.

## LES ESSAIS DE MEDIATION

Tandis que la Triple Entente engageait instamment la Serbie aux concessions, l'Allemagne avait

poussé l'Autriche à l'intransigeance. Le 25 juillet, le comte Szoegyeny avait pu télégraphier de Berlin au comte Berchtold : « Ici on suppose généralement que la réponse éventuellement négative de la Serbie sera suivie immédiatement de notre déclaration de guerre, combinée avec des opérations belliqueuses. On voit, dans chaque recul du commencement des opérations, un grand danger relativement à l'immixtion possible des autres Puissances. On vous conseille, de la manière la plus urgente, de procéder immédiatement et de mettre le monde devant le fait accompli. » L'Autriche ayant cependant fait savoir à Pétersbourg qu'elle ne demanderait pas de territoire serbe, Guillaume avait violemment blâmé cette déclaration et traité « d'âne » Berchtold, jugé par lui trop timoré. Et l'Allemagne allait entraver toutes les tentatives de médiation.

PH. BERTHELOT

Plus qu'aucune puissance peut-être, la Grande-Bretagne souhaitait la paix. Le 26 juillet, encore, des troubles graves éclateront à Dublin. Aussi, dès le 24, sir E. Grey avait-il parlé d'une intervention des grands États pour mettre fin au différend austro-serbe. Mais aucune démarche ne pouvait être efficace à Vienne, si elle n'était appuyée par Berlin. Or, à toutes les ouvertures anglaises M. de Jagow répondit par un refus. Il fallait, déclarait le ministre allemand, localiser le conflit ; tous les projets de médiation ou de conférence constituaient pour l'Autriche une humiliation, et l'Allemagne, fidèle à son alliée, ne pouvait que les repousser. En même temps, M. de Jagow faisait dire à Berchtold qu'il était « nettement opposé à leur prise en considération ».

Le point de vue officiel de la Wilhelmstrasse, c'est qu'il importe seulement d'adresser des conseils de modération à Pétersbourg. La Russie n'a pas caché, en effet, qu'elle ne saurait se désintéresser du sort réservé à la Serbie ; son intervention éventuelle risque de créer une cause de guerre générale. Voilà la thèse que, le 26 juillet, M. de Schoen viendra, au cours de nouveaux entretiens, défendre d'abord auprès de M. Bienvenu-Martin, puis auprès de M. Philippe Berthelot.

L'ambassadeur affirma que l'Allemagne se sentait « solidaire de la France dans l'ardent désir que la paix puisse être maintenue » ; il nous priait donc d'user de notre influence à Pétersbourg « dans un sens apaisant ». Le ministre français ne repoussa pas cette invitation ; il demanda seulement si notre démarche auprès de la Russie s'accompagnerait d'une intervention allemande auprès de l'Autriche. Après sa note verbale de l'avant-veille, M. de Schoen ne pouvait qu'écarter une semblable éventualité. Dans ces conditions, M. Bienvenu-Martin conclut qu'il ne se sentait pas « en mesure d'exercer une action seulement à Pétersbourg ».

A M. Berthelot l'ambassadeur, désireux peut-être de compromettre la France aux yeux de la Russie, suggéra l'envoi à la Presse d'un communiqué, afin d'indiquer « le sens pacifique et amical » de sa conversation avec M. Bienvenu-Martin. Il proposa même le texte que voici : « L'ambassadeur et le ministre des Affaires étrangères ont eu, pendant l'après-midi, un nouvel entretien au cours duquel on a examiné, dans l'esprit le plus amical et dans un sentiment de solidarité pacifique, les moyens qui pourraient être employés pour maintenir la paix générale . »

M. Berthelot répliqua avec vivacité que ces termes lui paraissaient excessifs et de nature à donner à l'opinion des illusions sur la situation réelle, et la note finalement communiquée fut beaucoup plus terne. On y évitait toute solidarité avec l'Allemagne. On y disait : « L'ambassadeur d'Allemagne et le ministre des Affaires étrangères ont eu un nouvel entretien, au cours duquel ils ont recherché les moyens d'action des Puissances pour le maintien de la paix. » Mais, dans une lettre particulière envoyée le lende-

main à M. Berthelot, M. de Schoen présenta une fois encore son point de vue : « En ce moment, la décision, si une guerre européenne doit éclater, dépend uniquement de la Russie. »

A Pétersbourg, sans beaucoup croire peut-être à leur efficacité, M Sazonov n'avait pas ménagé ses efforts en faveur de la paix. Sans doute, pour calmer l'opinion russe, il avait officiellement proclamé que l'évolution du conflit austro-serbe ne pouvait laisser la Russie « indifférente ». Mais il avait invité Belgrade à solliciter la médiation anglaise et comptait proposer à l'Autriche une négociation directe.

(Photo Chusseau-Flaviens)

BARON GIESL

L'Autriche ne fit preuve d'aucune bonne volonté. Le 28 juillet, elle déclara la guerre à la Serbie, et, le 29, sa flottille du Danube commença le bombardement de Belgrade. Dès lors, tout espoir d'entente directe entre Vienne et Pétersbourg — cette entente que l'Allemagne avait affecté de souhaiter — s'évanouissait. Seule subsistait la proposition de sir E. Grey, sur la médiation à quatre. Elle reçut au moins l'entier appui de la Russie, qui, d'avance, acquiesçait « à toutes les procédures que la France et l'Angleterre lui proposeront pour sauvegarder la paix ».

L'Autriche avait commencé de mobiliser, non pas seulement sur sa frontière méridionale, mais en Galicie. En réponse, l'État-Major russe décida, le 25 juillet, de prendre quelques précautions militaires, dans les circonscriptions de Kiev, Odessa, Kazan, Moscou, c'est-à-dire celles orientées vers la frontière autrichienne. Vite connue à Berlin, cette décision permit à Bethmann-Hollweg de faire déclarer le 26 par le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg : « Les mesures russes « nous forceront à prendre des mesures analogues ». Et le Chancelier ajoutait même : « Mais la mobilisation signifie la guerre, et elle devrait être dirigée en même temps contre la Russie et la France ; car les obligations de la France à l'égard de la Russie nous sont connues. »

Bethmann-Hollweg entreprenait dès lors, comme il devait l'écrire deux jours après à Tschirschky, de démontrer que « la responsabilité de l'extension éventuelle du conflit retombe dans toutes les circonstances sur la Russie ». Guillaume II, rentré de croisière le 26, allait faire sienne cette tactique. Après avoir lu la réponse serbe, si inattendue, l'empereur allemand avait d'abord eu l'impression que les chances de guerre disparaissaient. Il écrivait ainsi : « C'est un brillant résultat pour un délai de 48 heures ! C'est plus qu'on ne pouvait attendre: un grand succès moral pour Vienne. Mais il fait disparaître toute raison de guerre, et Giesl aurait dû rester tranquillement à Belgrade. Après cela, moi, je n'aurais jamais ordonné la mobilisation. » Dans une lettre à Jagow, il ajoute même qu'après une pareille satisfaction l'Autriche pourrait peut-être se contenter de prendre un gage pour « l'exécution des promesses, en occupant Belgrade ». Sans retenir l'Autriche, il entend au moins, comme disait son Chancelier, si en fin de compte la guerre ne peut-être évitée, « améliorer dans la mesure du possible les conditions dans lesquelles il faudra la conduire ». Aussi, le 28 juillet, Guillaume envoie-t-il un télégramme personnel au tsar « son cousin Nicky »; de son côté Nicolas s'adresse à l'empereur le priant, « au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui sera possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin ». Dix télégrammes — rédigés en anglais — seront ainsi échangés jusqu'au 1er août ; l'empereur allemand y protestera constamment de ses sentiments pacifiques ; mais quand le tsar télégraphiera le 29 : « Il serait bien de soumettre le problème austro-serbe à la Conférence de La Haye », Guillaume évitera de répondre.

La diplomatie austro-allemande s'oppose donc en fait à tous les efforts de médiation ; mais elle entend sauver les apparences et ménager encore l'opinion publique, à l'intérieur des deux empires comme au dehors.

## LE RETOUR DE M. POINCARÉ

Après les nouvelles démarches de M. de Schoen, la presse parisienne avait clairement pris conscience de la gravité du conflit. Aussitôt, elle avait fait preuve d'un calme et d'une unanimité absolus. Les contemporains furent très frappés par cet accord spontané, origine de ce qui devait s'appeler « l'union sacrée ». « Quoi qu'il arrive, écrivait M. Capus dans le *Figaro* du 27 juillet, rien n'aura été plus réconfortant, plus capable dans les circonstances actuelles de nous inspirer confiance que le calme, que la dignité de l'opinion française. Ni affolement devant cette formidable surprise, ni stupeur. Ce fut une sorte de concentration sur nous-mêmes et d'unanime effort de volonté, unanime sans distinction de tempéraments, d'opinion politique, sans souci des polémiques engagées et des haines. Pas de violences dans la rue, pas une note fausse dans la Presse, nulle part une imprudence ou un mouvement brusque. » Partout s'expriment les mêmes sentiments : horreur pour la guerre, volonté qu'à aucun degré notre pays ne puisse être, si elle éclate, tenu pour responsable, résolution de la soutenir avec fermeté et ténacité, si elle nous est imposée. Voilà ce qu'annoncent les journaux de tous les partis pendant la semaine tragique. On fait confiance au gouvernement intérimaire, parce qu'on le voit multiplier ses efforts pour le maintien de la paix. Le 28, le 29 encore, l'ambassadeur d'Allemagne vient rendre visite à M. Bienvenu-Martin, mais sans pouvoir ni apporter de propositions nouvelles, ni annoncer l'acceptation de la médiation anglaise.

BERCHTOLD

Le 29 juillet, MM. Poincaré et Viviani rentrent à Paris. C'est seulement à leur arrivée devant Stockholm que les deux présidents avaient eu la nouvelle de l'ultimatum autrichien. Le programme de leur voyage comportait encore, outre un arrêt en la capitale de la Suède, une visite à Copenhague et à Christiania. Après quelques heures passées à Stockholm (il était utile d'agir pour qu'en cas de conflit la Suède, travaillée par la propagande allemande, gardât la neutralité), ils regagnèrent directement la France. Débarqués le 29 au matin à Dunkerque, où M. Renoult, ministre des Travaux publics, et Abel Ferry, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, venus à leur rencontre, les mirent au courant de la situation, les deux présidents arrivèrent à Paris dans l'après-midi. De la gare du Nord à l'Élysée, une foule immense les salua de ses ovations.

Le même jour à Berlin, à Pétersbourg, à Londres, la crise atteignait son tournant décisif.

A Berlin, si les chefs civils éprouvent peut-être de l'hésitation, au moment de déclencher la guerre, voici qu'une action toute puissante va emporter la décision : celle de l'État-Major.

Dans un mémoire essentiellement politique qu'il présente, le 29, au Chancelier, l'État-Major envisage ainsi la situation : « Le gouvernement allemand sait qu'il blesserait fatalement les sentiments de fidélité à l'alliance, l'un des plus beaux traits de l'âme allemande..., et qu'il se mettrait en opposition avec tous les sentiments de son peuple, s'il ne venait pas en aide à son alliée, à un moment qui peut être décisif pour son existence elle-même. » Puis il ajoute, tirant les conclusions militaires de cette affirmation : « D'après les nouvelles reçues, la France aussi paraît prendre des mesures préparatoires à une mobilisation éventuelle. Il est évident que la Russie et la France agissent en étroit accord. L'Allemagne mobilisera donc, si la collision entre l'Autriche et la Russie est inévitable, et sera prête à faire la guerre sur deux fronts. En ce qui concerne les mesures militaires que nous entendons prendre le cas échéant, il est de la plus haute importance de savoir bientôt avec précision si la Russie et la France ont l'intention de risquer une guerre contre l'Allemagne. La mobili-

sation de nos voisins pourra être terminée d'autant plus vite que leurs préparatifs auront été plus rapides. En conséquence, la situation militaire devenant de jour en jour plus défavorable pour nous, elle peut amener des conséquences qui nous seraient fatales, si nos adversaires présumés continuaient de se préparer tout à leur aise. » Il ne s'agit donc guère de conseils techniques ou d'avis; c'est presque un ordre impératif que l'État-Major donne au Chancelier.

Les « mesures préparatoires » de la France ou même de la Russie, qu'invoquait le mémoire, n'offraient pourtant rien de menaçant pour la sécurité de l'Allemagne.

La France s'était contentée de rappeler à leur corps quelques permissionnaires et de renvoyer certaines unités, parties en manœuvres, en leurs garnisons. En Russie, où l'Etat-Major, dirigé par le général Yanuschkevitch poussait d'ailleurs à la mobilisation générale. Nicolas II avait bien, le 29 au matin, signé l'ordre d'appel général, mais le soir, il avait changé d'avis et n'avait plus consenti qu'à la mobilisation des treize corps d'armée du sud et du centre, destinés à opérer éventuellement contre l'Autriche.

(Photo Manuel.)

DE SCHOEN

L'Allemagne au contraire avait, au moins dès le 21 juillet, lancé des avis préliminaires de mobilisation et rappelé les officiers séjournant à l'étranger. Le 24, elle avait commencé des concentrations de troupes en Lorraine et sur le Rhin et adressé des ordres individuels de convocation aux cinq plus jeunes classes de la réserve. Le 29 juillet, ses forces de couverture occupent les positions que le plan de campagne leur assigne à la frontière française.

Mais pourtant Bethman-Hollweg va obéir à l'État-Major. Le 29 même, il ordonne à M. de Schoen et au comte de Pourtalès de réclamer à Paris et à Pétersbourg l'arrêt de tous les armements; si la France et la Russie refusent, l'Allemagne sera obligée de riposter par des mesures analogues.

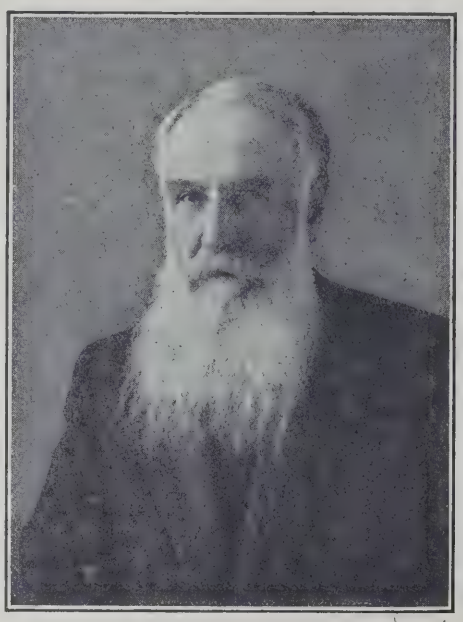
A peine rentré au quai d'Orsay, M. Viviani reçut donc la visite de M. de Schoen. Le président du Conseil répondit naturellement à l'ambassadeur que nous n'avions pris que quelques précautions élémentaires. Notre volonté de nous prêter à toute négociation pour le maintien de la paix ne pouvait être mise en doute. A Pétersbourg, M. de Pourtalès signifia que, si la Russie n'interrompait pas tous ses préparatifs, l'Allemagne mobiliserait elle aussi. M. Sazonov se contenta de répliquer que, seule, l'intransigeance de l'Autriche causait tout le mal.

A l'heure même où s'accomplissaient ces démarches, à la fin de cet après-midi du 29, Guillaume II réunissait à Potsdam un Conseil extraordinaire, un vrai Conseil de Guerre. Seuls deux civils y assistaient, le Chancelier et Jagow. En face, le ministre de la guerre, le général von Falkenhayn, celui de la marine, l'amiral von Tirpitz, les chefs d'État-Major de l'armée et de la marine, le général de Moltke et l'amiral von Pohl, puis encore les généraux von Lynker et von Plessen, l'amiral von Muller, sept militaires, tous d'accord pour réclamer la mobilisation immédiate, cette mobilisation qui « signifie la guerre ». Le Chancelier s'efforça de défendre encore la cause de la paix, mais que pouvait-il devant l'unanimité des représentants de l'armée et de la marine, et quand Guillaume II ne le soutenait plus ! Finalement, le principe d'une mobilisation générale fut, semble-t-il adopté. Mais Bethmann et Jagow obtinrent que la mesure ne serait pas encore rendue officielle : ils avaient besoin d'achever leurs préparatifs diplomatiques.

La guerre, devenue désormais inévitable, menaçait d'éclater dans des conditions politiques que l'Allemagne n'avait jamais prévues. L'empereur et ses conseillers avaient toujours pensé que, dans une lutte contre la Russie et la France, l'Italie demeurerait fidèle à son pacte d'alliance et que l'Angleterre conserverait la neutralité. Or, à la

veille du conflit, quelles étaient les intentions de ces deux pays?

L'Italie avait pu, trente ans auparavant, entrer dans la Triplice; elle n'avait jamais cessé d'être l'ennemie de l'Autriche. Personne n'oubliait, au delà des Alpes, que François-Joseph, le vaincu de 1859 et 1866, avait cependant gardé Trente et Trieste, terres martyres, fragment le plus important de l'Italie *irredenta*. En outre, la monarchie des Habsbourg était devenue une puissance balkanique, dont l'Italie redoutait l'expansion sur les bords de l'Adriatique ou vers Salonique. En 1913, l'attitude du gouvernement romain avait empêché l'Autriche d'attaquer déjà la Serbie. Le cabinet de Vienne était demeuré, de son côté, plein de méfiance à l'égard de son alliée officielle. C'est ainsi qu'il s'était bien gardé de la consulter avant l'envoi de sa note à Belgrade. L'ultimatum du 23 juillet surprit donc le président du Conseil italien, M. Salandra, et son ministre des Affaires étrangères, le marquis di San Giuliano. Le texte de la note autrichienne, comme l'intransigeance manifestée après l'humble réponse serbe, indignèrent d'ailleurs l'opinion italienne, qui prit aussitôt parti en faveur du petit peuple menacé. Sans aller aussi loin, MM. Salandra et di San Giuliano déclarèrent nettement à l'ambassadeur d'Allemagne, dès le 24 juillet, que « l'esprit du traité de la Triple Alliance, pour une démarche agressive de l'Autriche aussi fertile en conséquences, aurait exigé qu'elle s'entendît d'abord avec ses alliées. Comme elle ne l'a pas fait à l'égard de l'Italie, l'Italie ne peut pas se considérer comme engagée pour les conséquences qui pourraient résulter de cette démarche ». En rapportant ces paroles, l'ambassadeur ajoutait déjà ce commentaire : « Mon impression est que la seule possibilité de maintenir l'Italie dans l'alliance est de lui promettre en temps opportun des compensations. » Ce qui déterminait chez Guillaume II l'amicale réflexion que voici : « Le petit voleur veut toujours avaler quelque chose en même temps que les autres. » Pourtant, ainsi que le télégraphiait Bethmann à Tschirschky, l'État-Major allemand considérait « comme absolument nécessaire » le maintien de l'Italie dans la Triplice. En conséquence, le Chancelier fit inviter Vienne à entrer en pourparlers avec Rome, et il conseilla de céder le Trentin. Mais Berchtold ne l'entendait pas ainsi. Il estimait que « l'Italie, vu sa situation militaire et politique intérieure, ne pouvait songer à une intervention active »; pour lui, San Giuliano voulait seulement « bluffer l'Autriche et se couvrir devant l'opinion publique en Italie ».



(Photo Manuel)

PACHITCH

Le résultat, c'est que, dès le 25, M. Barrère, notre ambassadeur à Rome, annonçait que, selon son sentiment, « le gouvernement italien voudrait, en cas de conflit, se tenir en dehors et rester dans une attitude d'observation ».

Les nouvelles de Londres étaient encore bien moins conformes aux prévisions de l'Allemagne.

Ami de la France et de la Russie, mais non leur allié, n'ayant pris à leur égard aucun engagement absolu, le gouvernement britannique entendait user de sa liberté pour travailler au maintien de la paix. Si un conflit éclatait, il souhaitait demeurer neutre. C'est ce que, le 26 juillet, le roi George déclarait au prince Henri de Prusse — frère de Guillaume II — qui achevait un séjour à Londres : « Nous ferons tous nos efforts pour demeurer hors de cette affaire, et resterons neutre.» En racontant cet entretien à l'empereur, le prince observait : « Je suis convaincu que cette déclaration avait un réel caractère de sincérité et que l'Angleterre effectivement restera neutre. Relativement à la durée de cette neutralité, je ne puis avoir d'opinion; mais je doute qu'elle persiste longtemps, à cause des relations avec la France. » C'est qu'en effet, comme l'avait déjà dit, le 24, sir E. Grey au prince Lichnowsky, la Grande-Bretagne, assez

indifférente au conflit austro-serbe, ne pouvait se désintéresser de ce que le Secrétaire d'État appelait une « guerre à quatre » (Russie, Autriche, Allemagne et France). Déjà le principal collaborateur de sir Edward, sir A. Nicolson, avait discrètement laissé entendre à Lichnowsky qu'il était des cas pourtant où l'Angleterre serait contrainte d'intervenir. Malgré son vif désir de rester neutre pour se présenter en médiateur, Grey renouvela, le 27, son avertissement. En même temps, la flotte britannique concentrée pour une période de manœuvres ne fut pas dispersée, et la presse londonienne annonça officiellement la décision ainsi prise. Toutes ces indications ne permettaient guère à l'Allemagne de se faire beaucoup d'illusion sur l'attitude qu'adopterait la Grande-Bretagne, en cas de confit auquel la France prendrait part. Or, non seulement au Conseil de Postdam l'État-Major venait de faire décider la mobilisation et la guerre, mais le plan de campagne allemand prévoyait une offensive immédiate contre la France, précédée par une violation de la neutralité belge. C'était atteindre doublement l'Angleterre dans ses intérêts et menacer directement sa sécurité. Comment compter après cela sur sa non-intervention?

(Graphic)

MARQUIS DI SAN GIULIANO

Croyant agir en disciple de Bismarck, Bethmann-Hollweg fit cependant un suprême effort pour regagner la Grande-Bretagne, en achetant sa neutralité. A peine rentré du Conseil de Potsdam, le Chancelier mande près de lui l'ambassadeur anglais, sir E. Goschen. Et voici la conversation qui s'engage (nous citons la dépêche même de l'ambassadeur à sir E. Grey) :

« Il me dit que, si la Russie attaquait l'Autriche, il craignait qu'une conflagration européenne ne devînt inévitable, étant données les obligations qu'imposait à l'Allemagne son alliance avec l'Autriche, malgré les efforts qu'il ne cessait de faire pour le maintien de la paix.

« Ceci dit, il continua la conversation en offrant une *forte enchère* pour s'assurer la neutralité britannique. Il me dit que, selon sa conception du principe essentiel de la politique britannique, la Grande-Bretagne ne consentirait jamais à se tenir à l'écart de façon à laisser écraser la France dans un conflit qui pourrait avoir lieu. Là cependant n'était pas le but de l'Allemagne. Si la neutralité de la Grande-Bretagne était assurée, son gouvernement recevrait toutes les assurances que le gouvernement impérial n'avait pour but aucune acquisition territoriale aux frais de la France, en supposant que la guerre s'ensuivît et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne.

« J'ai posé à Son Excellence une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une manière semblable à cet égard.

« Pour la Hollande, Son Excellence me dit que, tant que les adversaires de l'Allemagne respecteraient l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas, l'Allemagne serait prête à assurer le gouvernement de Sa Majesté qu'elle en ferait autant.

« Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique dépendraient de ce que ferait la France; après la guerre, l'intégrité de la Belgique serait respectée, si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne.

« En terminant, Son Excellence me déclara que, depuis le jour où il devint Chancelier, il avait eu pour but, ainsi que vous le saviez, d'arriver à une entente avec l'Angleterre ; il espérait que ces assurances pourraient devenir la base de l'entente qui lui tenait tant à cœur. Il pensait à une entente générale de neutralité entre l'Allemagne et l'Angleterre ; et quoiqu'il fût encore trop tôt pour en discuter les détails, l'assurance de la neutralité britannique dans le conflit que pourrait peut-être provoquer la crise actuelle lui permettrait d'entrevoir la réalisation de son désir. » (*Livre bleu*, nº 85.)

Sir E. Grey était avant tout un homme d'honneur. Ce fut avec l'indignation d'un gentleman qu'il répondit le lendemain :

« Le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accueillir un seul instant la proposition du Chancelier de s'engager à rester neutre dans de telles conditions. Ce qu'il nous demande, en effet, c'est de nous engager à rester à l'écart, en attendant qu'on saisît des colonies françaises et que la France fût battue, pourvu que l'Allemagne ne prenne pas de territoire français, exception faite des colonies.

« Au point de vue matériel, une telle proposition est inacceptable. Mais toutes ces considérations mises à part, ce serait pour nous une honte telle que jamais l'honneur de notre pays ne se laverait de la souillure.

« Ce que le Chancelier nous demande encore, c'est de faire bon marché de nos obligations et de nos intérêts relatifs à la neutralité belge. Nous ne pouvons non plus, en aucune façon, prêter l'oreille à pareil marché. »

(Photo Berthelomier)

PRINCE LICHNOWSKY

Avant même que le refus anglais ne fût officiellement connu, le 29 juillet encore, vers dix heures du soir, Bethmann-Hollweg avait reçu de Londres un télégramme qui l'avait renseigné d'avance sur le sort réservé à sa proposition. Presque à l'heure même en effet où le Chancelier mandait Goschen, sir E. Grey faisait à l'ambassadeur d'Allemagne une communication amicale et privée. Le Secrétaire d'État ne désirait pas — c'est Lichnowsky qui rapporte ces paroles — « que nos relations personnelles si cordiales et notre échange d'idées intimes sur toutes les questions politiques m'induisissent en erreur, et il voudrait s'épargner pour plus tard le reproche d'avoir manqué de sincérité.

« Le gouvernement britannique pourrait se tenir à l'écart tant que le conflit serait limité à la Serbie et à la Russie. Mais si nous et la France y étions impliqués, la situation changerait immédiatement, et le gouvernement britannique se verrait contraint, dans ce cas, à des décisions rapides. Alors, il ne lui serait plus possible de demeurer longtemps à l'écart et d'attendre... Il était loin de vouloir faire une menace quelconque, il avait seulement envie de me guérir de mes illusions. »

Ce ferme rappel à l'ordre, causa à Berlin émotion et colère. L'Empereur exprima ses sentiments dans le commentaire violent qu'il inscrivit au bas de la dépêche de son ambassadeur : « L'Angleterre se découvre au moment où elle estime que nous sommes cernés dans la chasse et pour ainsi dire liquidés. La canaille vulgaire des boutiquiers a essayé de nous tromper par des dîners et des discours. La tromperie la plus grossière réside dans les paroles du roi à Henri, paroles qui m'étaient destinées... Grey donne un démenti au roi, et ces remarques adressées à Lichnowsky sont l'expression d'une mauvaise conscience et du sentiment qu'il a eu de nous avoir trompés... Vulgaire goujat ! L'Angleterre seule porte la responsabilité de la guerre et de la paix, pas nous. Il faut faire savoir tout cela publiquement. »

En dépit de ces injures, la déclaration de Grey fit hésiter l'Empereur. Elle poussa peut-être aussi le Chancelier à se ressaisir. Le 30 juillet, en effet, Bethmann va s'efforcer d'empêcher une guerre qui menace de s'ouvrir dans des conditions par trop imprévues et périlleuses.

Ce jour là, vers midi, une édition spéciale d'un organe berlinois souvent officieux, le *Lokal Anzeiger*, annonce la mobilisation générale. Le journal est saisi, et les ambassades téléphoniquement prévenues de la fausseté de la nouvelle. Qui avait lancé ce « bruit » en rapport évident avec les délibérations de la veille ? Peut-être le président de police de Berlin, M. de Jagow, qui, pangermaniste notoire, avait, dès le 24 juillet, toléré, sinon organisé des manifestations nationalistes dans les rues de la capitale.

En même temps, le Chancelier tente une série d'énergiques démarches à Vienne pour ralentir au moins l'action autrichienne. Il adresse à Tschirschky un extrait du télégramme Lichnowsky, contenant l'avertissement de sir E. Grey, et le fait suivre d'exhortations à la conciliation : « Si l'Autriche décline toute médiation, nous sommes donc en présence d'une conflagration où, selon toute apparence, l'Italie et la Roumanie ne seraient pas avec nous, et où l'Angleterre serait contre nous ; nous nous trouverions donc tous deux en opposition avec quatre grandes puissances. Par la participation de l'Angleterre le poids principal de la lutte pèserait sur l'Allemagne. Le prestige politique de l'Autriche, l'honneur de ses armes et ses revendications justifiées vis-à-vis de la Serbie, pourraient être suffisamment sauvegardés par l'occupation de Belgrade ou d'autres places. Par l'humiliation de la Serbie, la monarchie renforcerait sa position, tant dans les Balkans que vis-à-vis de la Russie. Au milieu de ces conjonctures, nous sommes obligés de recommander de façon urgente, à la considération du cabinet de Vienne, d'accepter la médiation aux conditions honorables indiquées. Au cas contraire, la responsabilité des conséquences serait excessivement lourde pour l'Autriche et pour nous. » Une heure après, il était encore plus énergique dans un second télégramme à l'ambassadeur à Vienne : « Le refus de tout échange de vues avec Pétersbourg serait une faute grave, parce qu'il provoquerait directement l'intervention guerrière de l'étranger... Nous sommes disposés à remplir notre devoir d'allié ; mais nous ne devons pas nous laisser entraîner par Vienne dans une conflagration générale et sans qu'on tienne compte de nos conseils... Prière d'en parler immédiatement au comte Berchtold très énergiquement et très sérieusement... »

(Photo Rol)

SAZONOV

Mais ces tentatives de pression se heurtèrent à la résistance tenace du cabinet autrichien, qui, pendant ces deux journées si graves du 30 et 31 juillet, ne cessa de jouer double jeu. Le Conseil des ministres, consulté par Berchtold sur la réponse à faire aux suggestions britanniques, appuyées maintenant quelque peu par l'Allemagne, répondit qu'il fallait « éviter soigneusement » de les accepter, mais paraître conciliant dans la forme. D'ailleurs, la monarchie ne pouvait se contenter d'un « accroissement de prestige », ni « d'une simple occupation de Belgrade, même si la Russie y donnait son assentiment ». Ce qui n'empêcha pas Berchtold de déclarer, le 30, à l'ambassadeur russe, M. Schebeko, « d'un ton amical », que des pourparlers pourraient bien reprendre à Pétersbourg entre Sazonov et l'ambassadeur d'Autriche.

Le Chancelier ne s'était pas contenté d'agir à Vienne. Il avait chargé Pourtalès d'adopter auprès du gouvernement russe une attitude moins intransigeante. Le résultat de deux entretiens entre l'ambassadeur d'Allemagne et M. Sazonov fut qu'à la demande de son interlocuteur, le ministre russe rédigea la proposition suivante : « Si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires. » M. Sazonov n'avait même pas demandé l'arrêt des hostilités ; il se contentait de sauvegarder non pas « l'intégrité territoriale » de la Serbie, puisque l'Autriche proclamait très haut l'intention de n'y pas porter atteinte, mais son indépendance réelle.

Le lendemain, à la prière de sir E. Grey, M. Sazonov ira plus loin encore et modifiera ainsi son texte : « Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe — ce qui n'excluait pas l'occupation de Belgrade — et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a pris le caractère d'une question d'intérêt européen, elle

admet que les grandes puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au gouvernement d'Autriche-Hongrie, sans laisser porter atteinte à ses droits d'État souverain et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante. »

## LA MORT DE JAURÈS.

Les efforts de médiation tentés par l'Angleterre avec l'appui de la France, de la Russie et maintenant celui du Chancelier Bethmann-Hollweg allaient pourtant aboutir, en cette fin de journée du 30 juillet, à un entier échec.

Nous savons mal, au moins dans le détail, ce qui, en ces heures décisives, se passa à Berlin. Mais les partisans d'une action immédiate, l'État-Major qui considérait comme un crime tout retard à donner « l'ordre libérateur » de mobilisation, revinrent à la charge et l'emportèrent auprès de Guillaume II. Bethmann s'inclina. Au Conseil des ministres prussiens, il se contenta d'avouer: « La direction m'échappe, les événements vont suivre leur cours. » Dans la nuit du 30 au 31, il suspendit l'exécution des instructions adressées à Tschirschky; car, expliquait-il : « L'État-Major me communique à l'instant que les préparatifs militaires de nos voisins, surtout ceux de l'Est, exigent une décision rapide. » Puis il laissa la marine adopter des mesures de « garantie » (Sicherung), vraie préface d'une mobilisation.

De son côté, Guillaume II adressa au tsar un télégramme très raide : « Si la Russie, comme c'est le cas, mobilise contre l'Autriche-Hongrie, la mission de médiation que tu m'as amicalement confiée, et que j'ai acceptée sur ton instante prière, sera compromise, sinon rendue impossible. Tout le poids de la décision à prendre pèse actuellement sur tes épaules, qui auront à supporter la responsabilité de la guerre ou de la paix. »(30 juillet après-midi). A en croire les souvenirs de M. Paléologue, ce sont ces phrases menaçantes qui décidèrent le tsar à céder aux instances de l'État-Major, appuyées maintenant par M. Sazonov. L'ordre de mobilisation générale russe, fut en tout cas signé le 30 au soir. Il est probable que le « faux bruit » du *Lokal Anzeiger* fortifia la résolution de Nicolas II. Le démenti lancé par le gouvernement allemand ne parvint en effet que trop tard à Saint-Pétersbourg, plusieurs heures après qu'il était parvenu à Londres et à Paris, et il semble que les partisans allemands de la guerre aient fait que ce retard se produisît.

Le même soir, à Vienne, François-Joseph ordonnait aussi l'appel sous les drapeaux de tous les hommes de 19 à 42 ans. Les deux mobilisations ne furent d'ailleurs officielles que le 31 juillet au matin.

La mobilisation russe, pas plus que celle de l'Autriche, ne signifiait la guerre inévitable et imminente. L'immensité même de l'Empire du tsar rendait extrêmement lente la mise des troupes sur pied de guerre. L'attaché militaire allemand à Pétersbourg informait son gouvernement que, d'après son impression, « on a mobilisé ici de crainte des événements futurs, mais sans intentions agressives ».

LA CAISSE D'ÉPARGNE LE JOUR DE LA MOBILISATION

Seulement, à Berlin, le général de Moltke et l'État-Major étaient désormais les maîtres. Ils précipitèrent l'allure du mouvement qui emportait l'Allemagne et l'Europe vers la guerre. D'abord fut proclamé le *Kriegsgefahrzustand* (état de danger de

[ Le monde est donc préparé, sous les dures leçons de l'expérience à entendre les conseils de sagesse. Et le parti socialiste recueille de plus en plus dans tout le pays le bénéfice de son action persévérante en faveur de la paix. C'est là à coup sûr une des raisons de la victoire remportée aux élections d'avril et de mai par le socialisme français qui a acquis quatre cent mille suffrages nouveaux et porté de 70 à 101 le nombre de ses représentants à la Chambre

Ce qui rend cette action socialiste pour la paix émouvante et prenante, c'est qu'elle met en jeu toutes les forces de la nature humaine, depuis l'instinct élémentaire de conservation en ce qu'il a de légitime et nécessaire jusqu'au plus sublime idéalisme. Les socialistes ont beau jeu à démontrer cela, les socialistes ont beau jeu à évoquer des champs horreurs de la guerre moderne et le typhus qui firent balkaniques le meurtre des masses armées plus que décimer les masses armées. Ils ont beau jeu à prévoir les conséquences terribles qu'auraient une grande guerre européenne mettant aux prises des milliards d'hommes et déchaînant des puissances de destruction dont on peut en quelque mesure calculer les effets, des puissances d'infection dont les effets sont incalculables. Ils ont beau jeu aussi à dénoncer les charges croissantes de la préparation à la guerre l'accablement

AUTOGRAPHE DE JAURÈS

*Fragment de son dernier discours.*

guerre). Simple prologue, destiné à précéder la mobilisation de vingt-quatre ou quarante-huit heures, il permettait déjà de décréter l'état de siège, de suspendre certains services publics et de fermer la frontière. Puis, à trois heures de l'après-midi (31 juillet), partaient pour Pétersbourg et Paris deux télégrammes. Le comte de Pourtalès recevait l'ordre de présenter à M. Sazonov un ultimatum net : « Les mesures de la Russie nous obligent, pour assurer la sécurité de l'Empire, à proclamer l'imminence du danger de guerre, ce qui n'est pas encore la mobilisation. Mais celle-ci suivra si, dans un délai de douze heures, la Russie ne suspend pas toutes ses mesures de guerre contre nous *et contre l'Autriche-Hongrie.* » Ce dernier membre de phrase rendait certain à l'avance le refus de la Russie, où tous les techniciens affirmaient l'impossibilité de démobiliser sans désagréger tout l'organisme militaire. Mais pourtant une mobilisation entraînait-elle nécessairement la guerre ? C'est ce que ne pensaient ni M. Sazonov, ni surtout le tsar, qui, dans une nouvelle dépêche à Guillaume II, devait déclarer : « Je comprends que tu sois forcé de mobiliser, mais je voudrais obtenir de toi la même garantie que celle que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous continuerons à négocier pour le salut de nos deux pays et de la paix générale. » Nicolas II n'eût certes pas exprimé un tel souhait, s'il eût connu les instructions données à M. de Schoen. La note transmise à cet ambassadeur, après avoir repris les termes mêmes de la communication faite à la Russie, ajoutait en effet : « La mobilisation signifiera inévitablement la guerre. Prière de demander au gouvernement français s'il entend rester neutre dans une guerre russo-allemande. Réponse doit être donnée dans les dix-huit heures ». Et un post-scriptum « secret » — mais qui fut cependant déchiffré et publié au début de 1918 — précisait de quelle façon l'Allemagne concevait notre neutralité : « Si, ce qui n'est pas à supposer, le gouvernement français prétend rester neutre, Votre Excellence voudra bien lui déclarer que nous devons lui demander comme gage de sa neutralité les forteresses de Toul et de Verdun; nous les occuperions et les rendrions à la fin de la guerre avec la Russie. » M. de Schoen a raconté dans ses *Mémoires* qu'en recevant ce télégramme impudent et insensé (car de semblables exigences eussent suffi à interdire aux plus pacifistes des Français toute hésitation), il éprouva un sentiment de honte, l'impression que cette démarche allait « déshonorer sa carrière ». L'ambassadeur n'eut d'ailleurs pas besoin de divulguer le post-scriptum.

(Photo Berthelomier)

DERNIER PORTRAIT DE JAURÈS

L'opinion française ne parvenait pas encore à croire la guerre prochaine. Le jeudi 30 et pendant la plus grande partie du 31 juillet, un grand optimisme régna à Paris. Sans doute, une crise financière avait éclaté, conséquence de la tension politique. Le public retirait ses dépôts des banques; le numéraire se cachait, et sa rareté rendait les transactions commerciales difficiles. A la Bourse une baisse rapide des fonds se produisait. Il fallut autoriser la Banque de France à mettre en circulation des coupures de vingt et cinq francs et fermer « provisoirement » la Bourse. Mais le calme

demeurait absolu, et la discrétion des précautions militaires adoptées en facilitait le maintien. Le 30, au Conseil des ministres, M. Messimy avait transmis une demande du généralissime Joffre tendant à la « mise en place de la couverture », ce qui signifiait la mobilisation complète des régions frontières de l'Est (2e, 6e, 20e, 21e, 7e) et le transport en Lorraine de toutes les divisions de cavalerie. Après une délibération de plusieurs heures, le Conseil avait donné satisfaction au chef d'État-Major, mais toutefois avec des réserves prudentes : « 1° Seules les unités pouvant faire mouvement par voie de terre seront portées à leur emplacement ; aucun transport de troupes ne sera encore exécuté ; 2° aucun homme des réserves ne sera convoqué ; 3° au lieu de réquisitionner les attelages et les chevaux, on procèdera à des achats à l'amiable. » Enfin, mesure la plus importante : « Les troupes de couverture seront maintenues à 10 kilomètres de la frontière pour empêcher tout contact entre les patrouilles françaises et allemandes. » (Récit de M. Messimy dans la *Revue de France*, 1er août 1921). Ainsi, en cas d'incidents, de violation de frontière, aucune responsabilité ne pourrait incomber à la France. Immédiatement communiquée par M. Paul Cambon, à sir E. Grey, cette décision prouva à Londres notre ferme volonté de paix. Elle fit impression sur l'opinion britannique, sans gêner d'ailleurs le moins du monde notre dispositif de mobilisation et de concentration.

ASSASSINAT DE JAURÈS : CAFÉ DU CROISSANT

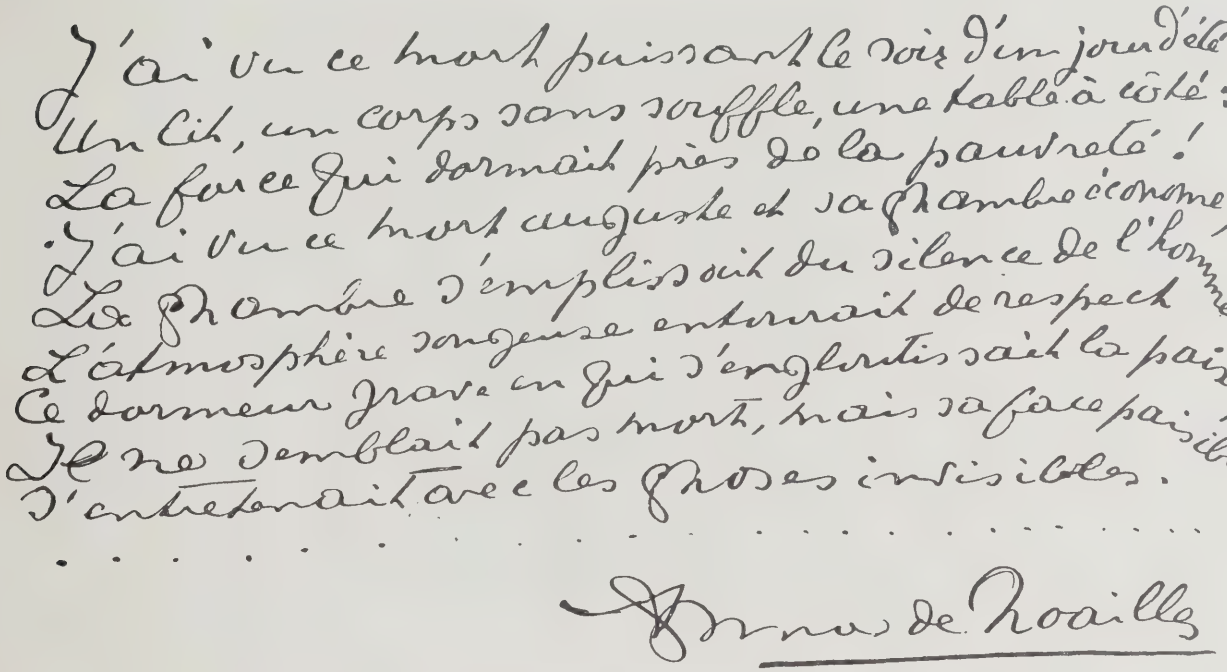
Le gouvernement français, s'il avait fait connaître à Pétersbourg sa résolution de « remplir toutes les obligations de l'alliance », entendait ne rien ménager pour obtenir l'appui de l'Angleterre. Or, l'opinion britannique demeurait persuadée, en très grande majorité, que la guerre pouvait être encore évitée, et qu'en tout cas le gouvernement devait conserver la neutralité dans un conflit « balkanique ». Le second de sir E. Grey, sir A. Nicolson, avouait à M. Paul Cambon : « Le côté européen de l'affaire échappe aux Anglais. » Aussi M. Asquith et sir E. Grey se refusaient à tout engagement, même à l'égard de notre pays. Le 31 au matin, une conversation assez vive eut lieu à ce sujet entre le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et notre ambassadeur. Sir E. Grey informa M. Cambon que, « pour le moment, le gouvernement britannique ne pouvait nous garantir son intervention, qu'il avait l'intention de s'entremettre pour obtenir de l'Allemagne et de la France l'engagement de respecter la neutralité belge, mais que, pour envisager une intervention, il convenait d'attendre que la situation se développât ». L'ambassadeur insistant, le ministre se déclara bien partisan de l'intervention immédiate ; mais, ajouta-t-il, il ne serait pas possible d'obtenir encore l'autorisation du Parlement. Le même jour M. Poincaré adressa au roi George un appel personnel très pressant. Il ne reçut, trois jours après, qu'une réponse froide et dilatoire : « Je ne reste pas sans espoir que les terribles événements qui semblent si proches pourront être évités. »

Jusqu'au 1er août, la diplomatie britannique s'emploiera surtout à arrêter la marche de l'armée autrichienne, *après* la prise de Belgrade. Malgré les décisions intransigeantes prises le 31 à Vienne, par le Conseil des ministres, l'Autriche, si l'on en

jugeait par deux démarches de ses ambassadeurs à Paris et Pétersbourg, manifestait maintenant plus d'esprit de conciliation. A M. Sazonov le comte Szapary allait jusqu'à parler d'« entamer une discussion, quant au fond de l'ultimatum adressé à la Serbie ». La Grande-Bretagne pouvait donc très sincèrement espérer encore le maintien de la paix, et sa réserve rendait plus grande encore la prudence du gouvernement français.

C'est à sept heures du soir que M. de Schoen vint au Quai d'Orsay présenter à M. Viviani

compte de ses intentions qu'à son alliée. » Mais la fin de la conversation entre le président du Conseil et l'ambassadeur fut encore plus significative. En se retirant, M. de Schoen pria M. Viviani de « présenter au président de la République ses hommages et ses remerciements », selon la formule usitée dans la diplomatie pour réclamer ses passeports. Le président du Conseil protesta, et M. de Schœn n'insista pas ; mais cette menace de rupture immédiate, sans prétexte, ne permettait plus de douter des intentions allemandes.


J'ai vu ce mort puissant ce soir d'un jour d'été.
Un lit, un corps sans souffle, une table à côté :
La force qui dormait près de la pauvreté !
J'ai vu ce mort auguste et sa chambre économe.
La chambre s'emplissait du silence de l'homme.
L'atmosphère songeuse entourait de respect
Ce dormeur grave en qui s'englutissait la paix.
Il ne semblait pas mort, mais sa face paisible
S'entretenait avec les choses invisibles.
. . . . . .
Anna de Noailles

FAC-SIMILÉ D'UN AUTOGRAPHE DE M^me^ LA COMTESSE DE NOAILLES SUR LA MORT DE JAURÈS

qu'assistait M. de Margerie sa menaçante communication. Le président du Conseil, incomplètement renseigné par M. Paléologue, ignorait encore la mobilisation russe. Après quelques mots à ce sujet, l'ambassadeur allemand posa la question essentielle : en cas de guerre entre la Russie et l'Allemagne quelle serait l'attitude de la France ? La réponse devait être donnée le samedi 1^er^ août à 13 heures. M. Viviani vit aussitôt le piège : obtenir de la France une déclaration nette qu'elle viendrait au secours des Russes et rejeter ainsi sur elle la responsabilité du conflit. Aussi, télégraphiant à Pétersbourg un récit de l'entretien, le président du Conseil ajouta : « Je n'ai pas l'intention de faire une déclaration, et je me bornerai à dire que la France s'inspirera de ses intérêts, ne devant

Aussi le Conseil des ministres, — qui tint trois longues séances en cette journée du 31 — décide-t-il la mobilisation des corps d'armée de l'Est, au moyen de convocations individuelles des réservistes. C'est la réponse au *Kriegsgefahrzustand*, la préface de la mobilisation générale.

Mais une question grave se pose. La mobilisation va s'effectuer ; pourra-t-elle s'accomplir sans troubles ni résistance ? Depuis des années, la Sûreté générale a dressé la liste de tous les suspects, antimilitaristes, antipatriotes, anarchistes, dont l'arrestation immédiate paraît indispensable en cas de conflit extérieur. Ils sont plus de trois mille, ainsi réunis sur ce que l'on appelle le Carnet B, et, parmi eux, à côté d'agitateurs obscurs, les chefs des organisations syndicales, MM. Jouhaux, Mer-

rheim, Dumoulin, et jusqu'à deux députés, MM. Lauche et Laval. A ses collègues du cabinet M. Messimy, ministre de la Guerre, demande l'application des mesures prévues au Carnet B. Mais M. Malvy « fait remarquer aussitôt que les inconvénients de ces arrestations seront infiniment plus grands que les avantages. Le pays tout entier est emporté par un élan patriotique, qui briserait de lui-même toute résistance, à supposer qu'il s'en produisît. A quoi bon vexer inutilement, irriter la classe ouvrière par des sévérités dont l'utilité n'apparaît nullement? » M. Viviani appuie énergiquement les arguments présentés par le ministre de l'Intérieur. L'attitude des milieux syndicalistes et socialistes est en effet entièrement rassurante. La Confédération Générale du Travail a pu autrefois favoriser la propagande antimilitariste et décréter que les travailleurs devront considérer « leur ordre d'appel comme une décision de se rendre à la Bourse du Travail pour y prendre des mesures en conséquence ». Mais la situation est cette fois si nette, la volonté pacifique de la France si claire, que le point de vue de la C.G.T. change. Revenus justement de Bruxelles, où ils ont rencontré Legien, le chef du syndicalisme allemand, MM. Jouhaux et Dumoulin ont compris que le prolétariat germanique obéira docilement aux ordres de l'Empereur.

Du côté des socialistes, l'état d'esprit est semblable. Sans doute, on n'oublie pas la motion votée en 1907 au Congrès international socialiste de Stuttgart : « Au cas où la guerre éclaterait, c'est le devoir des socialistes de tous les pays de s'entendre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre, pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter ainsi la fin de la domination capitaliste. » En conséquence le bureau socialiste international s'est assemblé à Bruxelles, les 28 et 29 juillet, pour aviser. Mais le représentant de l'Autriche, Victor Adler, a dû reconnaître que la guerre était populaire en son pays et ses camarades socialistes impuissants à l'empêcher. Le député au Reichstag Haase a condamné vigoureusement l'action autrichienne, comme l'avait fait le *Vorwaerts*, le grand organe socialiste de Berlin. Mais il ne s'est pas risqué cependant à aller plus loin, à critiquer l'attitude ambiguë de l'Allemagne ou à prendre des engagements au nom de la puissante Social-Démocratie. Aussi les délégués français, MM. Jean Jaurès, Vaillant, Sembat, Guesde et Longuet, sans perdre encore l'espoir de voir la paix maintenue, précisent les responsabilités. Jaurès, depuis une semaine, avait déjà, par ses articles quotidiens de l'*Humanité*, tout en affirmant sa « volonté obstinée... de rapprochement franco-allemand », fait « comprendre la gravité de l'heure » pour « amener chacun à rejoindre le poste où l'appelait le devoir national ». Il prononce alors, le 29, dans un grand meeting organisé au Cirque royal de Bruxelles, son dernier discours : « Nous socialistes français, notre devoir est simple; nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix : il la pratique... J'ai le droit de dire qu'à l'heure actuelle le gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix. Le Gouvernement français est le meilleur allié de la paix, de cet admirable gouvernement anglais qui a pris l'initiative de la conciliation. »

Dans ces conditions, comment ne pas faire confiance à de tels hommes? Les arguments présentés par le ministre de l'Intérieur et le président du Conseil sont si forts que le Conseil, unanime, autorise M. Malvy à télégraphier aux préfets : « N'appliquer pas intégralement, même en cas mobilisation, instructions strictes sur application Carnet B. L'attitude actuelle des syndicalistes permet de faire confiance à ceux d'entre eux qui sont inscrits. » Le lendemain, malgré la résistance du préfet de police Hennion, des directives plus nettes seront adressées : « Ayant toutes raisons de croire qu'il peut être fait confiance à tous inscrits au carnet B pour raisons politiques, ne procéder à aucune arrestation des personnes appartenant à ces groupements. »

Mais, dans l'intervalle, un événement tragique avait menacé de rompre l'accord si nécessaire de tous les Français : l'assassinat de Jaurès.

Bien des haines s'étaient depuis dix ans accumulées autour du chef socialiste. Sa politique de rapprochement avec l'Allemagne, mal comprise des masses, lui avait valu jusqu'à des accusations de trahison. « Chacun le sait, M. Jaurès, c'est l'Allemagne », avait écrit, dans *l'Action Française*, M. Maurras, le théoricien du royalisme. Au terme d'une semaine aux péripéties dramatiques, Paris longtemps si calme devenait d'ailleurs fiévreux. Si l'acquittement de M^me^ Caillaux, survenu le 29 juillet, avait été accueilli sans manifestations, un

spéculateur autrichien, Rosenberg, avait été hué à la Bourse, et, devant l'exode de l'importante colonie austro-allemande, à la veille d'une guerre envisagée maintenant comme imminente, réapparaissait la crainte ancienne des trahisons. Jaurès, le 31 encore, avait publié un article pour recommander le sang-froid : « Que l'on mette, si l'on veut, les choses au pire; que l'on prenne en vue des plus formidables hypothèses, les précautions nécessaires, mais de grâce qu'on garde partout la lucidité de l'esprit et la fermeté de la raison. »

Toute la journée il resta au Palais-Bourbon; vers le soir, il se rendit au Quai d'Orsay auprès du sous-secrétaire d'État Abel Ferry, demandant à tous ceux qu'il rencontrait, en « se tordant les mains », s'ils n'imaginaient pas un moyen d'éloigner le fléau si proche... Un peu avant huit heures, il gagna l'*Humanité*, qu'il quitta au bout de peu d'instants pour aller dîner avec quelques amis, au restaurant du Croissant, proche de son journal. Le repas s'achevait, quand, à dix heures moins vingt, « tout à coup deux coups de feu retentissent, un éclair luit, un cri de femme s'élève d'une des tables : Jaurès est tué, Jaurès est tué ! Jaurès, comme une masse, venait de s'effondrer sur le côté gauche. Tout le monde était debout, criant, se précipitant. Ce fut une minute de confusion et de stupeur. Tandis que quelques-uns de ses amis se précipitaient dans la rue — car les coups de feu avaient été tirés du dehors à bout portant par la fenêtre ouverte contre laquelle Jaurès se trouvait adossé —, on étendit l'assassiné sur la banquette. Il respirait à peine, et il avait les yeux fermés. » (Récit publié dans l'*Humanité* du 1er aout 1914.) Un médecin, accouru, ne put que constater la mort. Le meurtrier, aussitôt arrêté, Raoul Villain, un déséquilibré vaniteux qui prétendait rendre service à la France en supprimant Jaurès, avait agi seul. Toute la presse fut unanime à flétrir l'assassinat, même les journaux qui par leurs campagnes portaient la responsabilité morale du meurtre. Pour s'associer à l'indignation générale et rassurer l'opinion, le gouvernement fit aussitôt afficher la proclamation suivante : « Un abominable attentat vient d'être commis. M. Jaurès, le grand orateur, qui illustrait la tribune française, a été lâchement assassiné. Je me découvre personnellement et au nom de mes collègues devant la tombe si tôt ouverte du républicain socialiste qui a lutté pour de si nobles causes, et qui, en ces jours difficiles, a, dans l'intérêt de la paix, soutenu l'action patriotique du gouvernement. Dans les graves circonstances que la patrie traverse, le gouvernement compte sur le patriotisme de la classe ouvrière, de toute la population, pour observer le calme et ne pas ajouter aux émotions publiques, par une agitation qui jetterait la capitale dans le désordre. L'assassin est arrêté; il sera châtié. Que tous aient confiance dans la loi et que nous donnions en ces graves périls l'exemple du sang-froid et de l'union. Pour le Conseil des ministres : le président du Conseil : *Viviani*. »

ASQUITH

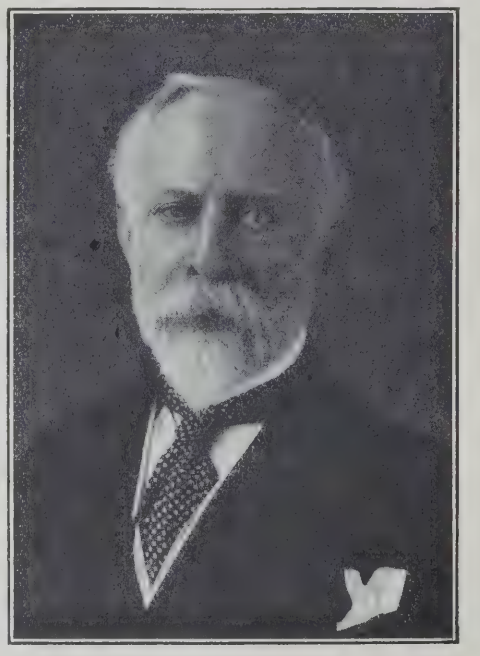
Aucun trouble ne se produisit. M. Gustave Hervé traduisit le sentiment de tous en écrivant dans son journal, *La Guerre Sociale* : « Ils ont assassiné Jaurès ; nous n'assassinerons pas la France. » La situation extérieure commandait impérieusement l'ordre et l'union. En cette nuit du 31 juillet au 1er août « les chances de guerre l'emportaient sur les chances de paix » (Manchette du *Matin*, du 1er août).

## LA DÉCLARATION DE GUERRE

Le 31 juillet, de onze heures à minuit, avait eu lieu à Pétersbourg l'entretien attendu. L'ambassadeur d'Allemagne (qui, dans l'après-midi, avait encore rencontré le tsar) avait remis à M. Sazonov

l'ultimatum qui donnait douze heures à la Russie pour démobiliser. « Tant que les pourparlers continueront avec l'Autriche, tant qu'il y aura une chance de conjurer la guerre, nous n'attaquerons pas, répondit le ministre russe. Mais il nous est techniquement impossible de démobiliser, sans désagréger tout notre organisme militaire. » A ce refus l'Allemagne pouvait répliquer sans doute, comme elle l'avait annoncé, par un ordre de mobilisation : elle riposta par une déclaration de guerre.

Le 1er août, à une heure de l'après-midi, partait de Berlin le télégramme hâtivement rédigé que M. de Pourtalès, effondré, vint remettre à sept heures du soir à M. Sazonov. Le texte envoyé comportait des variantes entre lesquelles l'Ambassadeur ne tenta pas de choisir. Pour justifier la décision prise, on invoquait le rejet de l'ultimatum, puis la déclaration concluait : « S. M. l'Empereur, mon Auguste Souverain, au nom de l'Empire, *relève le défi* et se considère en état de guerre avec la Russie. »



(Photo Manuel)

PAUL CAMBON

Tous les conseillers de Guillaume II n'approuvèrent pas cette rupture brutale. Bethmann-Hollweg, en particulier, après un dernier effort pour arrêter la mobilisation générale — décrétée pourtant le 1er août, dans l'après-midi — tenta de renouer avec la Russie, même après la déclaration de guerre. A dix heures du soir en effet, par une singulière aberration, Guillaume II envoya au tsar un télégramme pour « demander catégoriquement de donner sans retard l'ordre à tes troupes de ne porter dans aucun cas la moindre atteinte à nos frontières ». Pétersbourg, étonné, attribua à une erreur matérielle cette étrange démarche et ne répondit pas.

Vis-à-vis de la France le gouvernement allemand hésita davantage sur l'attitude à prendre. Le 1re août, à onze heures du matin le baron de Schoen se rendit auprès de M. Viviani pour chercher la réponse à la question posée. Comme il l'avait télégraphié la veille à M. Paléologue, le président du Conseil déclara seulement que « la France ferait ce que ses intérêts lui commanderaient ». En même temps il tint à mettre l'ambassadeur au courant des derniers pourparlers, à savoir :

1° Proposition transactionnelle anglaise, prévoyant, entre autres, de la part de la Russie, la suspension des préparatifs militaires, à condition que les autres Puissances, en fassent autant ; adhésion de la Russie à cette proposition.

2° Communications du gouvernement autrichien, déclarant ne vouloir ni s'agrandir en Serbie, ni même pénétrer dans le Sandjak, et se disant prêt à discuter à Londres avec les autres Puissances le *fond même* de la question austro-serbe.

M. Viviani insista sur les responsabilités graves qu'assumerait l'Allemagne, si elle prenait des initiatives non justifiées et de nature à compromettre irrémédiablement la paix. M. de Schoen protesta de son désir de paix, et il était probablement sincère, mais il n'avait aucune influence sur son gouvernement.

La réponse de la France surprit peut-être le ministère des Affaires étrangères allemand. En tout cas, un projet de déclaration de guerre fut alors élaboré avec cette conclusion : « L'Allemagne ne peut pas laisser à la France le choix du moment pour menacer sa frontière occidentale ; mais, menacée de deux côtés, elle doit immédiatement mettre en œuvre ses moyens de défense. En conséquence... S. M. l'empereur d'Allemagne se déclare, au nom de l'Empire, en état de guerre avec la France. » Mais cette déclaration ne fut pas expédiée à Paris. Pourquoi ? Nous ne pouvons encore que le conjecturer. Sans doute le désir de ménager l'opinion anglaise fut le motif prépondérant. Mais l'État-Major jugea aussi inutile de précipiter les événements : « Je ne considère pas

comme nécessaire, écrivait ainsi le 2 août le général de Moltke, de remettre dès maintenant la déclaration de guerre à la France ; je compte bien plutôt... que la France sera, de son côté, contrainte par l'opinion publique à des opérations de guerre contre l'Allemagne, sans remise de déclaration formelle. »

La France ne devait pas commettre l'imprudence aussi franchement escomptée.

Le 1er août au matin, le Conseil des ministres s'était encore réuni à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. M. Messimy avait donné lecture d'une note du général Joffre, réclamant la mobilisation générale : « Nous ne pouvons pas, déclarait le généralissime, nous livrer comme l'Allemagne à une mobilisation hypocrite et camouflée. La mobilisation, chez nous, constitue un tout qui ne se débite pas par tranches. » Introduit dans le Conseil, le général Joffre exposa la situation. L'Allemagne avait pris déjà une forte avance : il fallait de toute nécessité riposter. Les ministres furent unanimes à s'incliner, mais en affirmant qu'il fallait continuer à mettre tout en œuvre pour sauvegarder la paix. L'ordre de mobilisation, signé par le président de la République, le président du Conseil, les ministres de la Guerre et de la Marine, fut alors remis à M. Messimy, qui devait le garder plusieurs heures sans le divulguer. A 3 h. 30 de l'après-midi seulement, le général Ebener, sous-chef d'État-Major, vint chercher et porter au central télégraphique de la rue de Grenelle le document, qui, en quelques heures, fut transmis à toutes les communes de France : « Ordre de mobilisation générale. Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août 1914. » En même temps, parut une longue proclamation, signée par le président de la République et tous les membres du gouvernement :

« Soucieux de sa responsabilité, sentant qu'il manquerait à un devoir sacré, s'il laissait les choses en état, le gouvernement vient de rendre le décret qu'impose la situation. La mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît au contraire comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans le monde. Fort de son ardent désir d'aboutir à une solution pacifique de la crise, le gouvernement, à l'abri de ces précautions nécessaires, continuera ses efforts diplomatiques et il espère encore réussir.

« Il compte sur le sang-froid de cette noble nation pour qu'elle ne se laisse pas aller à une émotion injustifiée. Il compte sur le patriotisme de tous les Français et sait qu'il n'en est pas un seul qui ne soit prêt à faire son devoir.

« A cette heure, il n'y a plus de partis, il y a la France éternelle, la France pacifique et résolue. Il y a la patrie du droit et de la justice, tout entière unie dans le calme, la vigilance et la dignité. »

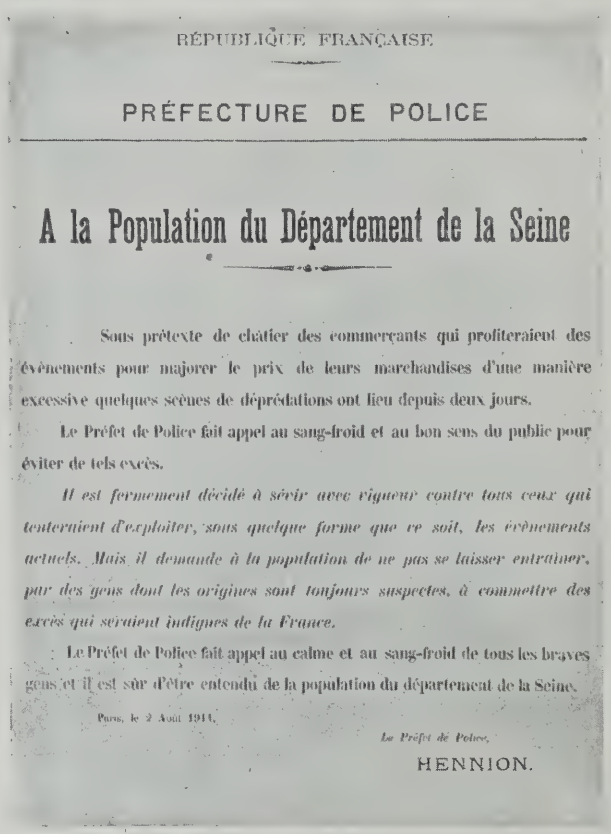
L'ordre de mobilisation publié — et après son entretien avec M. de Schoen, le président du Conseil vint encore, mais trop tard, demander à M. Messimy d'en différer l'envoi —, le gouvernement réitéra aux troupes la défense de stationner à moins de dix kilomètres de la frontière, pour bien marquer le caractère strictement défensif de nos mesures militaires. Plus que jamais en effet, il nous importait d'obtenir l'appui actif de la Grande-Bretagne. Or, le 1er août, l'attitude du cabinet britannique restait embarrassée. Quelques-uns des ministres, lord Morley, M. Burns, surtout M. Lloyd George, s'opposaient à toute intervention ; certains grands journaux libéraux appuyaient leur résistance. Le 1er août encore, le prince Lichnowsky put espérer le maintien de la neutralité britannique. Mais l'entrée en Belgique des troupes allemandes allait mettre fin aux hésitations de l'Angleterre.

Le plan de campagne de l'Etat-Major allemand était simple. Comme le disait, le 4 août, M. de Jagow au baron Beyens : « Pour n'être pas écrasée, l'Allemagne doit d'abord écraser la France, et se tourner ensuite contre la Russie. » Or, pour vaincre la France, pour atteindre Paris, la route la plus directe, la moins défendue aussi, passait par la Belgique. Sans doute, en 1839, les grandes puissances, dont la Prusse, avaient signé un traité proclamant et garantissant la neutralité de la Belgique. Mais, comme devait le dire le Chancelier au Reichstag, « nécessité n'a pas de loi », et l'Allemagne n'entendait pas être gênée par un « chiffon de papier ». Dès le 26 juillet, le général de Moltke avait adressé au département des Affaires étrangères un projet d'ultimatum à la Belgique pour décider ce pays à ouvrir son territoire aux troupes impériales. A peine retouché, le plan fut transmis sous pli cacheté au ministre d'Allemagne à Bruxelles, qui ne devait l'ouvrir que sur un ordre télégraphique.

Par honneur et par intérêt, l'Angleterre ne pouvait manquer de venir au secours de la Bel-

gique. Le 31 juillet, sir E. Grey avait demandé à Paris et à Berlin l'engagement de respecter la neutralité belge. La France promit aussitôt. M. de Jagow, au contraire, prétendit « n'être pas en état de répondre ». Mais, le 2 août, l'Allemagne jeta le masque : le matin, ses soldats occupèrent le Luxembourg, déclaré cependant neutre en 1867, et, le soir, à Bruxelles, le ministre allemand remit à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères belge, la note qui — disait le télégramme de Berlin — devait laisser « l'impression que toutes les instructions ne vous sont parvenues qu'aujourd'hui ».

L'Allemagne, ayant « reçu des nouvelles sûres, d'après lesquelles les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur », entendait prévenir cette attaque. La Belgique était invitée à déclarer, dans les douze heures, si elle entendait garder une « neutralité amicale ». Douze heures après — le 3 août à sept heures du matin — M. Davignon répondait par un refus indigné.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

**A la Population du Département de la Seine**

Sous prétexte de châtier des commerçants qui profiteraient des événements pour majorer le prix de leurs marchandises d'une manière excessive quelques scènes de déprédations ont lieu depuis deux jours.

Le Préfet de Police fait appel au sang-froid et au bon sens du public pour éviter de tels excès.

*Il est fermement décidé à sévir avec vigueur contre tous ceux qui tenteraient d'exploiter, sous quelque forme que ce soit, les événements actuels. Mais il demande à la population de ne pas se laisser entraîner, par des gens dont les origines sont toujours suspectes, à commettre des excès qui seraient indignes de la France.*

Le Préfet de Police fait appel au calme et au sang-froid de tous les braves gens et il est sûr d'être entendu de la population du département de la Seine.

Paris, le 2 Août 1914.

*Le Préfet de Police,*

HENNION.

L'ultimatum à la Belgique ne précéda que d'un jour, la déclaration de guerre à la France. Contrairement aux espoirs du général de Moltke, la France n'avait pas pris l'initiative des hostilités. Même après la déclaration de guerre à la Russie, le Conseil des ministres, réuni dans la nuit du 1er au 2 août, avait décidé de garder une attitude d'expectative. Certes, à Paris et aussi en quelques villes de province, dans la fièvre des premières heures de mobilisation, les boutiques de quelques commerçants austro-allemands ou prétendus tels (les laiteries suisses Maggi en particulier) avaient été pillées (soirée du 1er août et journée du 2); la police, surprise, avait laissé faire. Mais le calme se rétablit très vite. D'ailleurs, dès le 2, l'état de siège fut décrété et étendu à la France entière. Le gouvernement, sans inquiétude à l'intérieur, soutenu par l'opinion, qui comprenait d'instinct la nécessité du calme et la discipline, conserva tout son sang froid.

Pourtant les incidents de frontière provoqués par les autorités allemandes ne manquèrent pas. En de nombreux points, notamment dans la région de Longwy, des détachements allemands pénétrèrent en France. Le fait le plus grave se produisit, au nord de Delle, le 2 août au matin. Des patrouilles de cavalerie allemande arrivèrent jusqu'au village de Joncherey, à plus de dix kilomètres de la frontière et là, un caporal français, Peugeot, fut tué par un officier allemand. M. Viviani se contenta de transmettre à Berlin une énergique protestation.

L'Allemagne ne pouvait attendre plus longtemps : ses troupes allaient entrer en Belgique sous prétexte de « prévenir » les nôtres. Cependant le gouvernement impérial hésitait encore. Un télégramme préparé pour M. de Schoen, le 3 août au matin, relevait de prétendues violations de frontières faites par la France, mais ne concluait qu'à une protestation. Le même jour, cette conclusion fut changée en une déclaration de guerre, et ce télégramme décisif partit de Berlin vers 1 heure de l'après-midi. A 18 h. 45, l'ambassadeur d'Allemagne, introduit auprès du président du Conseil, lui faisait une déclaration verbale, qu'il lui confirmait quelques minutes après par la lettre suivante :

Monsieur le Président,

Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité carac-

72, BOULEVARD DE COURCELLES
TÉL.: WAGRAM 62-46

le 2 avril 1922

Mon cher Maître,

Mes successifs départs pour les Missions ont rejeté vers mes occupations professionnelles de telle manière, par la concentration des affaires sur une étendue de temps diminuée, que je n'ai pu répondre plus tôt à votre lettre. Excusez-moi.

J'ai gardé un souvenir précis des paroles de M. de Schwers – ce qui est bien naturel – et le calme avec lequel je l'ai reçu et dont les allemands prennent acte est mon sûr garant de la fidélité de ma mémoire. M. de Schwers n'a jamais fait allusion à des rétractations télégraphiques qui auraient pu rendre sa communication

térisée commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique en survolant le territoire de ce pays ; l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eifel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg.

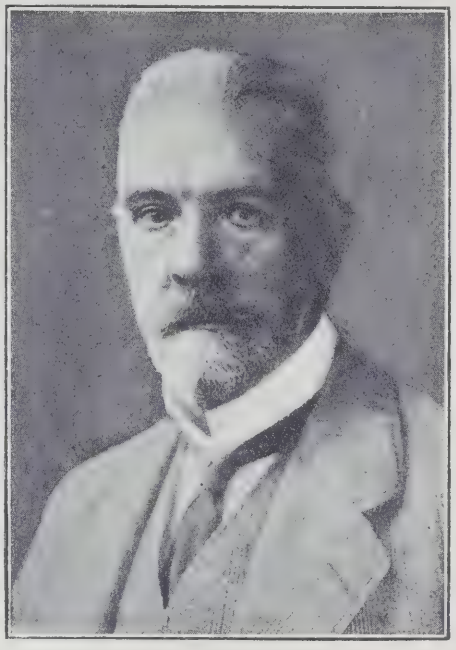
Je suis chargé, et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, qu'en présence de ces agressions, l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France, du fait de cette dernière Puissance.

J'ai en même temps l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités allemandes retiendront les navires marchands français dans des ports allemands mais qu'elles les relâcheront si, dans les quarante huit heures, la réciprocité complète est assurée.

Ma mission diplomatique ayant ainsi pris fin, il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien me munir de mes passeports et de prendre les mesures qu'elle jugera utiles pour assurer mon retour en Allemagne avec le personnel de l'ambassade, ainsi qu'avec le personnel de la Légation de Bavière et du consulat général d'Allemagne à Paris.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Signé : SCHOEN.



(Photo Trampus)

DE BETHMANN-HOLLWEG

Le télégramme de Bethmann-Hollweg à M. de Schoen contenait d'autres allégations. Il y était question de violations terrestres de la frontière allemande, du côté des Vosges, par des soldats français. M. de Schoen a dit depuis que le télégramme lui était arrivé brouillé, qu'il n'avait pu en lire la première partie et en avait averti M. Viviani au cours de l'entretien. M. Viviani lui a, dans ces derniers temps, donné là-dessus le démenti le plus formel. Les précisions retenues par l'ambassadeur en sa lettre étaient en tout cas bien fantaisistes. Qu'étaient ces aviateurs mystérieux ? Pour répondre il suffit de citer la dépêche que ce même 3 août, au milieu de l'après-midi, le Chancelier avait reçue du ministre prussien à Munich : « Le rapport militaire... informant que des aviateurs français auraient lancé des bombes aujourd'hui dans les environs de Nuremberg, n'a pas trouvé de confirmation jusqu'ici. On a seulement signalé des aéroplanes inconnus qui manifestement n'étaient pas des aéroplanes militaires. Le lancement des bombes n'est pas établi, et il est encore moins prouvé naturellement que les aviateurs étaient Français. » Avec une légèreté volontaire l'Allemagne utilisait les bruits et les fausses nouvelles d'une période de surexcitation — le directeur de la police de Stuttgart déclarait alors : « On prend des nuages pour des dirigeables, des étoiles pour des aéroplanes. » — pour en faire les mobiles apparents des plus graves de ses actions.

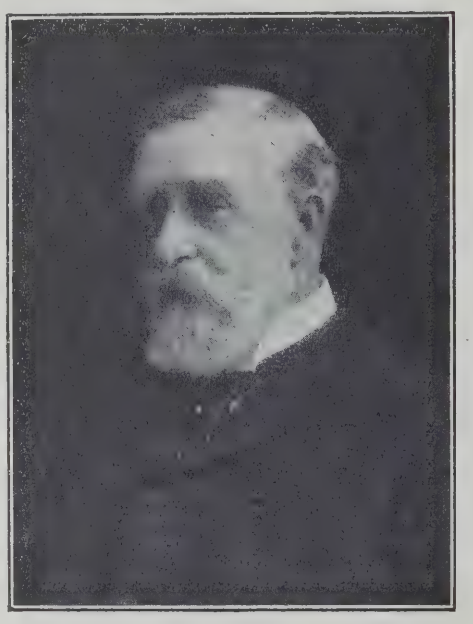
M. Viviani avait su à l'avance, par un coup de téléphone de l'ambassadeur américain, M. Myron-T.-Herrick, que M. de Schoen lui apportait une déclaration de guerre. Il se borna donc à protester contre le caractère mensonger des prétextes invoqués par l'Allemagne. Puis, courtoisement, il reconduisit jusqu'au perron du ministère l'ambassadeur qui, le soir même, quitta Paris par train spécial pour rentrer directement à Berlin. M. Jules Cambon, au contraire, indignement traité, ne put regagner la France que par la voie bien détournée du Danemark.

A l'entrée des Allemands en Belgique, à la déclaration de guerre à la France, allait répondre, dès le 4 août, la rupture de l'Angleterre avec l'Allemagne. Le 2 août, le cabinet britannique avait déjà pris l'engagement d'empêcher la flotte allemande d'attaquer les côtes ou les navires marchands français dans la Manche et l'Atlantique. Le 3 août, aux Communes, M. Asquith et sir E. Grey firent approuver leur politique et lurent un émouvant appel du roi des Belges au roi d'Angleterre. Le 4 août au matin — les premières troupes allemandes venaient d'envahir la Belgique —, sir E. Goschen, ambassadeur britannique à Berlin, reçut l'ordre d'exiger, avant minuit, une « réponse satisfaisante » sur le respect des engagements pris en 1839, et, s'il ne l'obtenait pas, de réclamer ses passeports. Mais M. de Jagow, puis le Chancelier, en une dernière conversation, ne

surent que se lamenter, répéter que « la sécurité de l'Empire » rendait nécessaire le passage à travers la Belgique : « Juste pour un mot : *neutralité*, un mot dont, en temps de guerre, on n'a si souvent tenu aucun compte — juste pour un chiffon de papier, la Grande-Bretagne allait faire la guerre ! » s'exclama Bethmann-Hollweg. Sir E. Goschen se retira.

Mais, dépourvue d'armée permanente, la Grande-Bretagne ne pouvait jouer un rôle décisif au début d'une guerre. Tout l'effort de l'Allemagne était dirigé contre la France, qui fut d'abord seule à y résister.

Au moins, pour repousser l'agression allait se poursuivre, se sceller, à l'intérieur de notre pays, l'accord unanime des classes, des partis, ce que M. Poincaré devait dans son message appeler le premier : l'*union sacrée*.



(Elliott et Fry)

SIR E. GOSCHEN

## LE 4 AOUT

Le Parlement, parti en vacances à la veille de la crise, avait été convoqué en session extraordinaire pour le 4 août. Il allait se trouver en présence d'un ministère légèrement remanié. Dès le 1er août, spontanément, M. Viviani avait voulu modifier profondément son cabinet, pour y faire entrer les représentants les plus éminents de toutes les fractions politiques et lui donner ainsi un caractère de gouvernement d'union nationale. Mais son projet se heurta à la résistance des socialistes, et M. Viviani dut se contenter d'un remaniement plus limité. M. Doumergue reçut ainsi le portefeuille des Affaires étrangères, abandonné par le président du Conseil; M. Augagneur, qui, comme maire de Lyon, puis comme gouverneur de Madagascar, avait fait preuve de qualités d'administrateur, fut chargé de la Marine, et M. Albert Sarraut de l'Instruction publique.

Avant même la séance des Chambres, l'entente fraternelle de tous les Français se manifesta, le matin du 4 août, aux obsèques de Jaurès.

Une foule énorme y assiste, foule bien diverse, mais cependant aux sentiments communs. Tous ces hommes viennent à la fois rendre un dernier hommage au grand tribun et affirmer la réconciliation nationale. Tous les orateurs, après avoir fait l'éloge de Jaurès, terminent, comme M. Viviani, par un appel « à l'union, à l'apaisement national, à la concorde suprême ». M. Jouhaux surtout, au nom de la C. G. T., après avoir, d'un accent grave et douloureux, expliqué pourquoi le monde ouvrier aimait et admirait Jaurès, ajoute : « C'est encore dans son souvenir que nous puiserons les forces qui nous seront nécessaires pour faire notre devoir. Au nom des organisations syndicales, au nom de tous les travailleurs qui ont déjà rejoint leurs régiments et de ceux — dont je suis — qui partiront demain, je déclare que nous allons sur le champ de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur : c'est la haine de l'impérialisme qui nous inspire... Nous serons les soldats de la Liberté, pour conquérir aux opprimés un régime de liberté comme le nôtre; pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente des nations. Cet idéal nous donnera la possibilité de vaincre. Essayons, dans ces heures difficiles de ne pas perdre de vue notre foi dans l'Internationale pour pouvoir défendre nos libertés et les donner à ceux qui espèrent. »

A trois heures, la Chambre se réunit. Séance étonnante, inoubliable. « Dans un silence complet, troublé seulement par les *chut, chut,* où par intervalles, d'instinct, l'Assemblée s'impose à elle-même sa discipline, les députés, sans une hâte, avec la plus naturelle solennité, commandée par le fond des âmes, viennent s'asseoir de gradin en gradin à leur place. » (*Figaro* du 5 août). Le président de la Chambre, M. Deschanel, se lève alors et commence l'éloge de Jaurès. D'un seul mouvement, tous les députés se lèvent aussi, tournés vers le banc laissé vide aujourd'hui où il siégeait. Puis, c'est

le président du Conseil. M. Viviani lit d'abord un message de M. Poincaré, concis, nerveux.

« Étroitement unie en un même sentiment, la nation persévèrera dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, la preuve quotidienne. Elle saura, comme toujours, concilier les plus généreux élans et les ardeurs les plus enthousiastes avec cette maîtrise de soi qui est le signe des énergies durables et la meilleure garantie de la victoire.

« Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le Droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale.

« Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi *l'union sacrée*, et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique.

« Et déjà, de tous les points du monde civilisé viennent à elle les sympathies et les vœux ; car elle représente aujourd'hui, une fois de plus, devant l'univers, la liberté, la justice et la raison.

(Photo Manuel)

PAUL DESCHANEL

« Haut les cœurs et vive la France ! »

Les députés sont debout, ils applaudissent chaque phrase. Le président du Conseil demeure à la tribune. C'est pour lire, d'une voix simple et nette, un exposé volontairement nu des négociations qui ont précédé la guerre. Les députés gardent un impressionnant silence. « Ce qu'il faudrait que je vous fisse sentir et comment? écrivait le soir même un témoin, M. Maurice Barrès, c'est l'accord de tous les partis, le rythme qui nous réunissait, notre bon vouloir enthousiasmé et contenu, notre émotion grave, profonde, allègre, de gens qui ont pris leur décision dans une vue claire du salut public. Avec une spontanéité admirable, toute faite d'intelligence et d'enthousiasme, cette assemblée saisissait, soulignait, parachevait chaque intention des discours. »

Ayant fini son exposé, M. Viviani conclut :

« L'Allemagne n'a rien à nous reprocher. Nous avons consenti à la paix un sacrifice sans précédent, en portant un demi-siècle, silencieux, à nos flancs la blessure ouverte par elle.

« La France, injustement provoquée, n'a pas voulu la guerre, elle a tout fait pour la conjurer. Puisqu'on la lui impose, elle se défendra contre l'Allemagne et contre toute puissance qui, n'ayant pas encore fait connaître son sentiment, prendrait part aux côtés de cette dernière au conflit entre

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Extrait du Procès-Verbal de la Séance du Mardi 4 Août 1914.*

## ALLOCUTION DE M. PAUL DESCHANEL

Président de la Chambre des Députés

**M. le Président.** — Dans les graves événements que la France traverse, un affreux malheur est venu nous frapper. Jaurès... (*Tous les députés se lèvent*) Jaurès a été assassiné par un dément, à l'heure même où il venait de tenter un suprême effort en faveur de la paix et de l'union nationale. Une éloquence magnifique, une puissance de travail et une culture extraordinaires, un généreux cœur, voué tout entier à la justice sociale et à la fraternité humaine, et auquel ses contradicteurs eux-mêmes ne pouvaient reprocher qu'une chose : substituer, dans son élan vers l'avenir, à la dure réalité qui nous étreint, ses nobles espoirs, voilà ce qu'un odieux forfait nous a ravi. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*) La douleur des siens et de ses amis est la nôtre.

Ceux qui discutaient ses idées et qui savaient sa force sentaient aussi ce que, dans nos controverses, ils devaient à ce grand foyer de lumière. Ses adversaires sont atteints comme ses amis et s'inclinent avec tristesse devant notre tribune en deuil. Mais, que dis-je? Y a-t-il encore des adversaires? Non, il n'y a plus que des Français... (*Acclamations prolongées et unanimes*), des Français qui, depuis quarante-quatre ans, ont fait à la cause de la paix tous les sacrifices (*Vifs applaudissements sur tous les bancs*) et qui, aujourd'hui, sont prêts à tous les sacrifices (*Vives acclamations unanimes et prolongées*) pour la plus sainte des causes : le salut de la civilisation (*Nouveaux applaudissements répétés sur tous les bancs*), la liberté de la France et de l'Europe. (*Vives acclamations prolongées et unanimes et cris de : « Vive la France! »*)

Du cercueil de l'homme qui a péri martyr de ses idées sort une pensée d'union; de ses lèvres glacées sort un cri d'espérance. Maintenir cette union, réaliser cette espérance, pour la patrie, pour la justice, pour la conscience humaine (*Nouveaux applaudissements unanimes*), n'est-ce pas le plus digne hommage que nous puissions lui rendre? (*La Chambre entière est debout. — Acclamations prolongées et unanimes. — Triple salve d'applaudissements. — Tous les membres de l'Assemblée crient : « Vive la France! »*)

La Chambre ordonne l'impression et l'affichage d'un extrait du procès-verbal de sa séance contenant l'allocution prononcée par M. le Président de la Chambre des Députés.

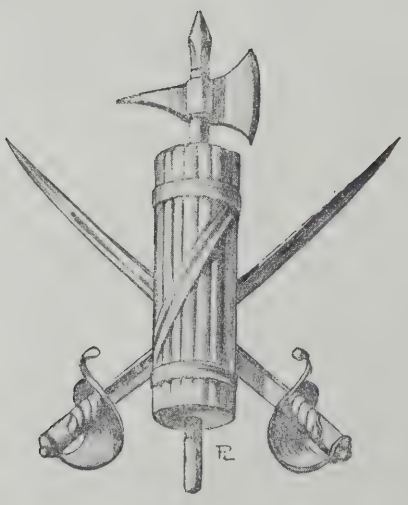
*Pour extrait conforme :*

Le Président de la Chambre des Députés.

Paul DESCHANEL.

les deux pays. Un peuple libre et fort qui soutient un idéal séculaire et s'unit tout entier pour la sauvegarde de son existence; une démocratie qui a su discipliner son effort militaire et n'a pas craint, l'an passé, d'en alourdir le poids pour répondre aux armements voisins; une nation armée luttant pour sa vie propre et pour l'indépendance de l'Europe, voilà le spectacle que nous nous honorons d'offrir aux témoins de cette lutte formidable qui, depuis quelques jours, se prépare dans le calme le plus méthodique. Nous sommes sans reproches. Nous serons sans peur. »

M. Viviani quitte la Chambre pour se rendre au Sénat. Les députés votent alors à mains levées, avec impatience, une longue série de lois nécessaires à la défense nationale : sur le maintien de l'état de siège, contre les indiscrétions de presse, sur les réquisitions, le droit d'ouvrir des crédits par décrets, l'amnistie des déserteurs et insoumis. Puis la séance est suspendue; elle reprend quand revient le président du Conseil. Et c'est un dernier salut de M. Viviani « à tous les partis confondus dans la religion de la patrie », à la France « portant d'une main qui ne tremble pas le drapeau qui abrite nos espérances et nos fiertés ». On acclame avec frénésie, on crie : « Vive la France ! Vive la République ! Vive l'Alsace ! » De vieux députés embrassent leurs jeunes collègues, les spectateurs, debout devant les tribunes, applaudissent. Il est sept heures du soir. La Chambre, d'elle-même, s'ajourne, laissant à son président le soin de la convoquer. Il semble que l'heure ne soit plus à la parole, mais à l'action.



La France verra le recueillement de sa douleur
par tous ses fils, dont rien ne brisera
devant l'ennemi l'union sacrée et qui
sont maintenant fraternellement assemblés
dans une même indignation contre l'agression
et dans une même foi patriotique.

R. Poincaré

4 août 1914

III

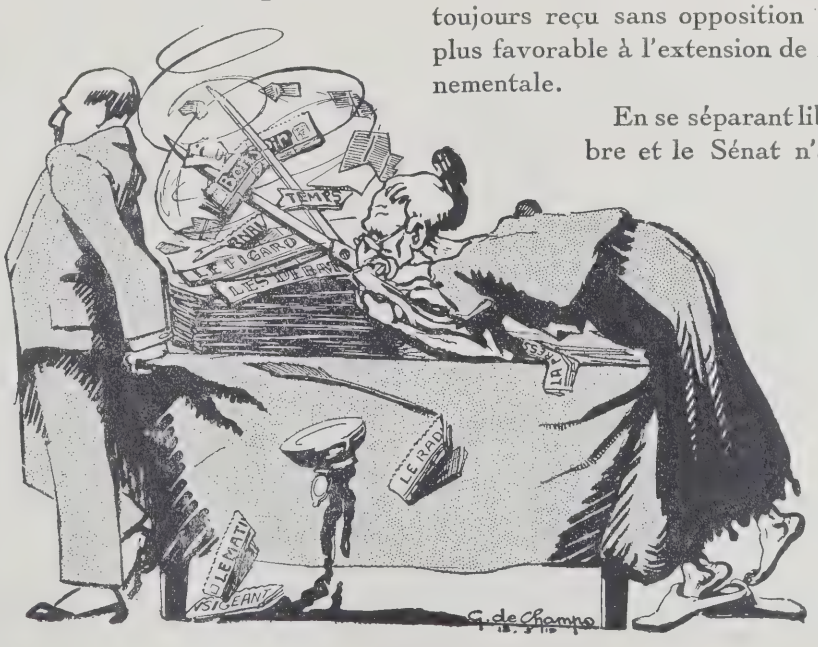
# L'ORGANISATION GOUVERNEMENTALE ET LA GUERRE

## ÉTAT DE SIÈGE ET CENSURE

La France, unanime à accepter avec résolution la guerre qui lui avait été déclarée, était aussi presque unanime à croire que cette guerre serait de courte durée. Guillaume II n'avait trouvé qu'un allié, François-Joseph, qui, le 5 août, s'était, non sans hésitation d'ailleurs, joint à l'Allemagne contre la Russie. (En réponse, la France et la Grande-Bretagne se proclamèrent le 12 août, en « état de guerre » avec l'Autriche). Mais l'Italie avait définitivement maintenu sa neutralité et, désavouant son roi, la Roumanie avait agi de même. La Turquie, la Bulgarie demeuraient aussi spectatrices. Au contraire, l'exemple de la Russie, de la France, de l'Angleterre, de la Belgique, de la Serbie, du Monténégro, fut suivi par le Japon, qui, à la fin d'août, rompit avec les Empires centraux. Les Dominions et les colonies britanniques, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada, l'Inde, annonçaient l'envoi de contingents en Europe.

La partie ne paraissait pas égale. Quelques mois suffiraient sans doute pour vaincre l'Allemagne si les Alliés, et en particulier la France, évitaient les fautes du passé et suivaient les leçons de l'histoire.

Des événements de 1870, les mieux connus, les plus étudiés, deux enseignements étaient universellement tirés. D'abord la nécessité, dans un État en guerre, d'un gouvernement fort, à même d'agir sans redouter les critiques d'adversaires parlementaires et les indiscrétions de la presse ; puis la nécessité d'un haut commandement (État-Major et généralissime), indépendant, guidé seulement par des considérations militaires. C'est parce que Mac-Mahon s'était incliné devant les ordres de Paris qu'il avait fait la marche désastreuse sur Sedan. Personne ne se demandait si, en 1914, les conditions de la guerre engagée répondaient à des données aussi simples qu'en 1870. Les Français de tous les partis croyaient indispensable de confier au gouvernement et au commandement une vraie dictature. Les lois votées unanimement dans la séance du 4 août répondirent à ce sentiment, et ainsi s'explique que ces lois elles-mêmes aient toujours reçu sans opposition l'interprétation la plus favorable à l'extension de l'autorité gouvernementale.




LA CENSURE : ANASTASIE AU TRAVAIL

En se séparant librement, la Chambre et le Sénat n'avaient pas remis au ministère de pleins pouvoirs — comme avaient fait par exemple les assemblées helvétiques à l'égard du Conseil fédéral ; ils s'étaient bornés à lui accorder une sorte de blanc-seing financier. Le président de la

DEUXIEME ANNEE. — N° 483 | Le Numéro : CINQ CENTIMES | DIMANCHE 30 AOUT 19[illegible]

# L'Homme Libre

JOURNAL QUOTIDIEN DU MATIN

Rédaction et Administration, 13 et 15, rue Taitbout, Paris

FRANÇOIS ALBERT
Secrétaire Général de la Rédaction

*Rédacteur en Chef :* G. CLEMENCEAU

| | | | |
|---|---|---|---|
| ABONNEMENTS | | | |
| Paris, Seine, Seine-et-Oise | 5 fr. | 10 fr. | 20 fr. |
| Départements | 6 fr. | 12 fr. | 24 fr. |
| Etranger (Union Postale) | 9 fr. | 18 fr. | 35 fr. |

A. BERNIER
Directeur-Administrateur

## SUR LA SOMME !

Le fameux manifeste est venu, de formules tragiques, mais vide de réalités. Un nouveau morceau de littérature s'ajoute à tant d'autres, sans autre résultat possible que l'inutile bruit des mots, à l'heure où toute la France attend de l'action. Le courage qu'on nous recommande, il faudrait commencer par l'avoir : un courage d'actes et non de paroles vaines. Qu'importent des harangues, quand on attend des chefs la démonstration vivante d'une action résolue ? Visiblement, les termes de la proclamation sont calculés pour nous préparer à toutes les épreuves. Comment accommoder cela avec le sur-optimisme que M. Millerand rapporte du quartier général ? M. le ministre de la guerre nous fait annoncer qu'il a conféré avec M. le général Joffre et qu'il est revenu « *très satisfait* ». Je me permets de penser qu'il y a une mesure en toutes choses, et que, dans les circonstances actuelles, il n'y a peut-être pas lieu de s'élancer jusqu'à cet excès de satisfaction.

M. Millerand, au lieu de s'embarrasser dans les ficelles que nous tendait M. Messimy pour s'y prendre lui-même, juge plus expéditif de nous donner son sentiment personnel sur une situation dont il ne nous fournit pas les éléments. Il dit qu'il est très satisfait, et l'idée que nous puissions lui demander de quoi et pourquoi ne paraît pas lui être venue. Il a écouté le général Joffre. Il n'a rien vu par lui-même, rien contrôlé, comme cela eût été nécessaire. Le temps lui a manqué. Alors, que vaut son témoignage ?

La principale raison pour laquelle il me semble qu'un supplément d'explications n'eût pas été superflu, c'est qu'un communiqué du même M. Millerand nous donne la nouvelle suivante : « La situation de notre front *de la Somme aux Vosges* est restée aujourd'hui ce qu'elle était hier. » Puisqu'il n'y avait rien de changé, pourquoi donc ce besoin de communication ? Ah ! c'est que le mot *Somme*, sous couleur de ne pas annoncer rien de nouveau, se trouve contenir une information à laquelle le … nant le sentiment que les hommes qui s'offrent de toutes parts, et qu'on voit manquer sur les champs de bataille, devaient enfin être mis en état de faire leur devoir. Puisse-t-il se hâter.

De ses intentions, je ne doute pas plus que de celles de M. Viviani, mais si vous savez l'histoire vous verrez que les maux nous sont venus d'hommes bien intentionnés. Croyez-vous que Napoléon III et ses conseillers avaient l'intention de livrer la France ? Ils croyaient la servir. Et c'est elle qui doit supporter les conséquences de leur erreur — pour ne pas dire plus. Nous les avons maudits. Cela ne nous avance guère, d'autant que le peuple français fut coupable de s'abandonner à leur souverain pouvoir. En des formes de parlementarisme, nos faiblesses, depuis ce temps, n'ont pas été très différentes. Et voici que l'invasion allemande, comme aux jours de Gambetta, nous somme de réagir.

Eh bien ! nous voulons réagir avec le gouvernement, par le gouvernement, derrière lequel toute la France unanime, dès le premier jour, s'est rangée. Pour cela nous ne lui demandons rien que de réagir lui-même en nous donnant l'exemple d'une volonté qui, au lieu de se contenter de harangues, ose se prendre corps à corps avec les réalités. On nous demande de collaborer à l'œuvre commune, selon notre propre volonté. Encore faudrait-il se hausser à cette idée très simple que la collaboration du peuple et du gouvernement n'est possible que dans la complète sincérité. Cette sincérité gouvernementale nous n'avons pu l'obtenir. Ce fut l'objet de ma constante plainte. Vainement on a changé les hommes. On a maintenu le principe de non-gouvernement qui consiste à cacher la vérité au public, jusqu'au jour où elle éclate à tous les yeux, si fort à l'opposé de ce qu'on avait fait attendre que les meilleurs, souvent, risquent d'être découragés. Ainsi l'on obtient le résultat directement contraire à celui qu'une bonne intention débordante de faiblesse s'était proposée.

On en est arrivé à ne plus rien nous dire d'opérations importantes dont je suis réduit à chercher le récit dans les journaux anglais. Et puis, un beau jour, à force de dépêches rassurantes, nous voilà sur la *Somme* sans savoir ni pourquoi ni comment. L'Angleterre, qui …

Comment, d'ailleurs, pourrait-on hésiter plus longtemps, alors que nous avons un déficit de plusieurs milliers d'officiers dans les effectifs prévus pour l'encadrement de nos troupes de la réserve et de la territoriale ? C'est là un fait de notoriété publique.

Sans doute, un grand nombre d'officiers de marine ont été rappelés à grands frais. Mais qu'en fait-on ?

Permettez-moi de vous donner une idée du gaspillage que l'on a réussi à atteindre à cet égard.

Le précédent ministre de la guerre, M. Messimy, a eu l'idée de créer une commission, dite de contrôle des communications télégraphiques, qui fonctionne quelque part dans la bonne ville de Paris.

Aussitôt, M. le ministre de la marine a rappelé à l'activité et détaché à cette commission douze officiers de réserve — pas un de moins — dont 6 officiers supérieurs et 6 officiers subalternes. En voici la liste :

1 capitaine de vaisseau, M. Terquem ;
6 capitaines de frégate, MM. Fournier, Loir, Noto, Lefèvre, Martinie, Ladin ;
5 lieutenants de vaisseau, MM. de Cacqueray, de Durand, Bertrand, Chollet, Buisson ;
1 enseigne de vaisseau, M. Touchard.

Je suis certain, monsieur le directeur, que tous ces officiers, qui ont tous de très beaux états de service et dont quelques-uns ont fait la guerre, applaudiraient de tout cœur à la décision qui les affecterait à l'encadrement de nos troupes de réserve.

C. D., *officier de vaisseau.*

« Monsieur le Directeur,

» Au moment où vous signalez l'existence d'un trop grand nombre d'*embusqués*, permettez à un groupe d'agents des *Indirectes* de poser la question suivante :

» « Pourquoi notre directeur général ne nous met-il pas à la disposition du service de la guerre ?

» Sur 12.000 agents, nous sommes au moins 3.000 (anciens sous-officiers pour la plupart, valides, mûris par l'accomplissement d'une tâche délicate), qui sommes navrés de rester presque inactifs, alors que notre concours serait si précieux dans le rang !

» Les Postes viennent d'offrir à l'armée 7.500 hommes. Que fait-on dans la Régie ?

R...,

*un agent des Indirectes, libéré l'an dernier (24 ans), célibataire et ancien sous-officier.* »

M. B..., sous-officier d'artillerie de réserve, habitant Brest, est convoqué d'urgence à La Fère. Il y passe douze jours, dans des casemates, sans rien faire, sans être armé ni habillé. Le 26 août on le renvoyé à Brest sans un mot d'explication.

M. Le M..., âgé de 25 ans, de Pont-Labbé, est rappelé au 11e chasseurs à cheval, à Pontivy. On le renvoie au bout de cinq jours, sans lui avoir donné de cheval.

## Les Français progressent en Lorraine et en Thiérache

### *Les Allemands avancent vers La Fère*

## LES RUSSES ONT INVESTI KŒNIGSBERG

*Les deux armées allemande et française qui semblaient prendre la veille un peu de repos, en sont de nouveau venues aux mains en Lorraine, dans les Ardennes et dans le Nord de l'Aisne. C'est dans cette dernière région que la lutte a dû être la plus chaude. En effet, quatre corps d'armée français y ont pris part et ils avaient en face d'eux la garde royale de Prusse. Le résultat n'a pas été décisif. Refoulés à leur gauche au delà de Guise, les Allemands ont progressé à leur droite dans la direction de La Fère. Il est vrai que là ils se heurteront à une forteresse, qui risque d'arrêter leur marche pendant quelque temps.*

*Dans les Ardennes, action violente, mais indécise. En Lorraine, progrès des troupes françaises. Tel est le bilan de la journée. Il n'accuse pas de changement notable dans la position respective des belligérants, telle qu'on la présentait la veille. Il montre en revanche que la puissance défensive française n'est en rien atténuée, puisque l'envahisseur aurait plutôt en somme perdu quelque terrain dans la journée d'hier.*

*En Prusse orientale, la situation ne se modifie pas davantage. En effet, les Russes s'y installent comme en pays conquis et annoncent qu'ils ont achevé l'investissement de Kœnigsberg.*

*A la frontière russo-autrichienne, une grande bataille s'engage en Galicie, comparable à celle que nous avons livrée dans le Nord il y a une semaine, puisqu'elle se déroule sur un front d'environ trois cents kilomètres.*

*Sur mer enfin la journée de vendredi a vu le premier combat sérieux entre les deux flottes allemande et anglaise. Avec* …

### Victoire navale anglaise

#### TROIS CROISEURS ET DEUX CONTRE-TORPILLEURS ALLEMANDS COULÉS

*Londres, 28 août.* — Communiqué du bureau de la presse anglais. — De bonne heure ce matin, une opération d'une certaine importance a été tentée dans la baie d'Helgoland. Un fort détachement de contre-torpilleurs, soutenu par des croiseurs légers et des croiseurs-cuirassés, agissant de concert avec deux sous-marins, a arrêté une attaque des croiseurs et des contre-torpilleurs allemands qui gardaient les abords du littoral germanique.

Les informations parvenues jusqu'à présent à l'Amirauté indiquent que cette opération a été heureuse et fructueuse.

Les torpilleurs anglais ont eu de forts engagements avec les contre-torpilleurs allemands. Ils reviendraient en bon ordre, aucun n'aurait été coulé. Deux contre-torpilleurs allemands auraient été coulés et beaucoup d'autres auraient été endommagés.

Les croiseurs légers et les croiseurs-cuirassés britanniques ont attaqué les croiseurs allemands. La première escadre des croiseurs légers a coulé le croiseur *Mainz* sans subir de grosses avaries. La première escadre des croiseurs-cuirassés a coulé un croiseur du type Köln. Un autre croiseur a disparu à travers le brouillard. Il était en feu et paraissait sur le point de couler.

Tous les croiseurs allemands attaqués ont été battus.

L'escadre des croiseurs-cuirassés britanniques a échappé heureusement et sans avaries aux attaques des sous-marins et à la rencontre des mines flottantes.

L'escadre des croiseurs légers n'a eu aucune perte, mais le croiseur *Amethyst* et le contre-torpilleur *Laertes* ont reçu des …

… par les Russes. La cavalerie russe d'avant-garde a gagné Koluszki, près de Lodz.

[Lodz, surnommée le Manchester polonais, est une ville de près de 500.000 habitants. C'est le centre de l'industrie textile de la Pologne russe.]

#### CAVALERIE PRUSSIENNE CULBUTÉE

*Saint-Pétersbourg, 29 août.* — Dans la région de Petrokof (Pologne russe) la cavalerie russe culbuta trois escadrons allemands, soutenus par une compagnie de cyclistes ; 27 cyclistes ont été faits prisonniers.

#### DES MILLIERS DE FUYARDS ARRIVENT A BERLIN

*Amsterdam, 29 août.* — On signale de Berlin l'arrivée dans cette ville de milliers de fuyards venant de la Prusse orientale et fuyant devant les armées russes.

Un manifeste impérial a invité l'autorité allemande à ne rien négliger pour leur porter secours.

#### BATAILLE GÉNÉRALE SUR UN FRONT DE 300 KILOMÈTRES

*Saint-Pétersbourg, 29 août.* — En Galicie, les engagements partiels prirent, le 22 août, le caractère d'une bataille générale qui se développa dans les régions des gouvernements de Lublin et de Cholm (Pologne russe), ainsi que dans la Galicie orientale sur la voie de Lwow (Lemberg). La bataille s'étendait ainsi sur un front de 300 verstes. Grâce aux efforts de l'armée russe, les Autrichiens en plusieurs points durent prendre une attitude défensive.

Un régiment d'infanterie russe enleva un drapeau ennemi et anéantit presque entièrement le 2e régiment de la Honved.

L'offensive russe est vigoureusement poursuivie.

#### En Belgique

République avait été autorisé à ouvrir, par « des décrets rendus en Conseil d'État après avoir été délibérés et approuvés en Conseil des Ministres », tous les crédits nécessaires « aux besoins de la défense nationale. » En même temps, afin de se procurer sans emprunt les ressources indispensables, la limite d'émission des billets de la Banque de France, fixée jusqu'ici au maximum de six milliards huit cents millions, avait été portée à douze milliards, et ces billets avaient reçu cours forcé. Les crédits ainsi ouverts, par décrets, jusqu'à la date du 22 décembre 1914 — commencement de la nouvelle session des Chambres — dépassèrent six milliards. En renonçant temporairement à sa prérogative la plus ancienne, la plus incontestée, le Parlement abandonnait par là-même, en fait, sinon en droit, l'essentiel du pouvoir législatif au gouvernement. D'autre part, la loi sur l'état de siège — étendue à la totalité du territoire — renforça l'autorité du pouvoir exécutif.

A s'en tenir au texte même de la loi, qui remettait seulement en vigueur les prescriptions de celle du 9 août 1849, ce n'était pas une vraie dictature. Les pouvoirs de police, détenus jusqu'ici par les administrations civiles, « passent tout entiers à l'autorité militaire », réputée plus énergique. La loi autorise (mais n'ordonne pas) le renvoi de tous les fauteurs de troubles devant « les tribunaux militaires », c'est-à-dire devant les Conseils de guerre. L'article 9, le plus important, déclare enfin : « L'autorité militaire a le droit : 1° de faire des perquisitions, de jour et de nuit, dans le domicile des citoyens ; 2° d'éloigner les repris de justice et les individus qui n'ont pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siège ; 3° d'ordonner la remise des armes et des munitions et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement ; 4° d'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre ». Et, disent les juristes, cette énumération est strictement limitative, comme le prouve péremptoirement l'article 11 : « Les citoyens continuent, nonobstant l'état de siège, à exercer tous ceux des droits garantis par la Constitution dont la jouissance n'est pas suspendue en vertu des articles précédents. » En

(Photo Meurisse)

PAIEMENT DES ALLOCATIONS

réalité, cette interprétation demeura sans effet. Avec l'appui de l'opinion publique, le gouvernement se considéra comme investi du pouvoir exceptionnel de prendre toutes les mesures nécessaires au salut public.

Une autre loi du 4 août permit au gouvernement d'intervenir, par voie de décrets, dans l'exécution des obligations entre particuliers. De ce texte sortiront, fort légalement, toutes les prescriptions relatives au *moratorium*. Mais, à côté de ces mesures très régulières, combien d'autres, d'ailleurs souvent indispensables ou excellentes, qui ne le sont pas! Toutes les vieilles » libertés » du droit classique sont atteintes : liberté du commerce, par les ordonnances prescrivant la fermeture à heure fixe des débits de boisson, la tarification des denrées alimentaires ; liberté individuelle, par les restrictions de toutes sortes à la circulation, la suspension des garanties accordées aux fonctionnaires, susceptibles, désormais, d'être frappés de peines disciplinaires sur le seul avis de leurs supérieurs hiérarchiques (décrets des 15 août et 10 septembre 1914). En particulier, le 6 septembre, seront créés des Conseils de guerre spéciaux, composés d'un nombre de juges inférieur au chiffre prescrit par le code de justice militaire, se prononçant sans délai et sans recours en révision ni pourvoi en cassation.

Au point de vue strictement politique, une mesure fut particulièrement importante : la suppression de la liberté de la presse par l'établissement de la censure. La loi sur l'état de siège et celle, votée le 4 août, sur « les indiscrétions de la presse en temps de guerre » réprimaient la publication, par un moyen quelconque, d'un renseignement, même exact, intéressant les opérations militaires, « et en général toute information ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques, de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations ». Toute infraction à ces dispositions était punie d'un emprisonnement de un à cinq ans, et il était entendu que les délinquants seraient déférés au Conseil de guerre. En même temps, un

(Photo Meurisse)

MANIFESTATION TCHÈQUE

EDITION DU SOIR

31e Année — Le Matin — Lundi 24 Août 1914

Stéphane LAUZANNE, Rédacteur en chef — Jules MADELINE, Président

# LES COSAQUES A CINQ ÉTAPES DE BERLIN

## TREMBLEUR = TRAITRE

On nous a fait l'honneur d'envoyer contre nous, en Belgique, quatorze corps d'armée, sur les vingt-trois dont se compose l'armée allemande. En Alsace-Lorraine, on en a gardé trois ou quatre autres. En Prusse orientale, en Posnanie et en Silésie, on n'en a opposé que cinq au colosse russe. Cela, certainement, parce que l'on comptait sur sa lenteur à se mouvoir et que l'on espérait arriver à temps pour le battre après nous avoir nous-mêmes proprement égorgés.

Mais, voyez combien sont incertaines les prévisions allemandes : il est arrivé que nous avons pris depuis deux jours l'offensive contre les susdits six cent mille hommes qui se proposaient de nous surprendre et de nous envahir par le nord, et les Russes, que l'on croyait bien loin, ont déjà repoussé leurs adversaires de toute la Prusse orientale. On verra plus loin, dans une dépêche particulière du *Matin* que leurs avant-gardes de cosaques sont sur la ligne de Dantzig à Neuenburg, *c'est-à-dire à trois cent soixante kilomètres de Berlin.*

Pour la vaillante cavalerie du tsar, c'est l'affaire d'une chevauchée de cinq jours à peine, — et elle n'a plus rien devant elle, que de rares forteresses qu'il est aisé de tourner, et des plaines sablonneuses, à l'infini.

D'autre part, il est bien vrai que l'Autriche, toujours lâche, accepte gaillardement sa défaite par la Serbie, renonce à « châtier » chez lui le brave petit peuple qui lui a tenu tête avec tant de bonheur et de gloire et va porter toutes ses forces contre la Russie menaçante. Mais que pourront faire ses régiments déshonorés contre l'armée innombrable et vaillante de nos alliés ?

De ce côté aussi, la défaite de la Du... [illegible]

## DERNIÈRE HEURE

## LA GRANDE BATAILLE

### Ce qu'on en dit

**OFFICIEL (2 h. 45)**

Nos armées, placées face à leurs objectifs, se sont ébranlées avant-hier, prenant partout, résolument, l'offensive entre la Moselle et Mons. La bataille générale est maintenant complètement engagée et la parole n'est plus qu'aux combattants eux-mêmes.

Leur situation peut être résumée comme suit :

**En Haute-Alsace**, sur les Vosges et la Meurthe, l'ensemble des troupes est placé sous le commandement du général Pau. Ces forces tiennent le front précédemment indiqué qui n'a pas subi de modification : Badonviller-Lunéville (occupé par les Allemands), Amance-Dieulouard.

Une armée partant de la Woëvre septentrionale et se portant sur Neufchâteau attaque les forces allemandes qui ont défilé dans le grand-duché de Luxembourg et sur la rive droite de la Semoy, se portant vers l'ouest.

Une autre armée partie de la région de Sedan, traversant l'Ardenne, attaque les corps allemands en marche entre la Lesse et la Meuse.

Une troisième armée de la région de Chimay s'est portée à l'attaque de la droite allemande, entre Sambre et Meuse. Elle est appuyée par l'armée anglaise, partie de la région de Mons.

Le mouvement des Allemands qui avaient cherché à déborder notre aile gauche a été suivi pas à pas et leur droite se trouve donc maintenant attaquée par notre armée d'aile gauche en liaison avec l'armée anglaise.

**La lutte**

LONDRES, 24 août. — L'envoyé spécial des *Central News* qui suit les opérations avec l'armée anglaise, en Belgique, télégraphie que celle-ci, unie aux troupes françaises, est actuellement aux prises avec l'ennemi, près de Mons. L'artillerie anglaise intervient avec succès. Les premiers engagements, nettement favorables aux alliés, ont causé des pertes considérables aux Allemands.

Des courriers arrivés en automobile du champ de bataille affirment que les alliés sont maintenant numériquement supérieurs à leurs adversaires.

Un autre télégramme de l'envoyé des *Central News*, affirme tenir de bonne source que les Allemands vont se trouver encerclés de toute part, en Belgique. (*Fournier.*)

**Les Belges se réfugient en France**

CHARLEVILLE, 24 août. — De nombreux habitants de Tamines, Chatelet et Fosse, près de Charleroi, craignant de subir les atrocités allemandes, ont abandonné leurs villages et se sont réfugiés en France. Plus de 400 personnes sont arrivées hier à Charleville, où la mairie et le commissariat de police se sont hâtés de les faire héberger. De nombreux habitants offrent, avec empressement, le gîte aux malheureux exilés belges. (*Havas.*)

**Les Belges nettoient**

OFFICIEL

ANVERS, 23 août. — Depuis hier, la... [illegible]

**« Nous commandons à notre armée et à notre marine de conduire les hostilités contre l'empire d'Allemagne avec toutes leurs forces ! »**

## VOILA le Japon

LONDRES, 23 août. — *Dépêche particulière du « Matin ».* — L'ambassade du Japon communique aux journaux la proclamation suivante :

*Nous, par la grâce du ciel, empereur du Japon, siégeant sur le trône occupé par la même dynastie depuis un temps immémorial, adressons la proclamation suivante à tous nos loyaux et braves sujets.*

*Nous déclarons la guerre à l'Allemagne et commandons à notre armée et à notre marine de conduire les hostilités contre cet empire avec toutes leurs forces.*

*Depuis le début de la guerre actuelle en Europe, dont nous avons vu les effets calamiteux avec un grave souci, nous avons nourri l'espoir de sauvegarder la paix en Extrême-Orient par le maintien d'une neutralité stricte ; mais la conduite de l'Allemagne a obligé l'Angleterre, notre alliée, à ouvrir les hostilités contre ce pays.*

*A Kiao-Tchéou, l'Allemagne fait activement des préparatifs de guerre tandis que ses navires armés, croisant dans les mers de l'Asie orientale, menacent notre commerce comme celui de notre alliée.*

*La paix en Extrême-Orient est par suite en péril.*

La proclamation rappelle qu'après entente avec le gouvernement britannique, le Japon fit des ouvertures sincères à l'Allemagne, laquelle ne répondit pas dans le délai fixé. Elle ajoute :

## DÉROUTE

### *Les troupes russes pourchassent les Allemands en fuite*

*On va lire les dépêches relatives à la victoire russe. Voici pourquoi le gouvernement de la République l'a considérée comme décisive et en a hautement félicité nos alliés.*

*Les cosaques, qui précèdent l'armée du grand-duc Nicolas, sont à la fois d'admirables soldats et une horde terrible de cavaliers, montant des chevaux infatigables, pourvus d'armes perfectionnées et suivis d'une artillerie légère qui leur permet de passer partout en se riant des fortifications de campagne.*

*Quand ils passent dans un pays, ce pays n'est peut-être pas conquis ; mais il est ravagé, ses communications sont coupées, ses forces administratives anéanties, et les troupes régulières qui suivent l'effrayante cavalerie peuvent alors s'emparer des territoires et achever l'ennemi.*

*Voilà pourquoi cette nuée de cosaques qui s'abat sur la Prusse orientale et sur la Posnanie présage le triomphe rapide et complet de nos alliés.*

*Voilà pourquoi le gouvernement de la République vient d'acclamer leur chef victorieux.*

**En avant !**

SAINT-PÉTERSBOURG (via Londres), 24 août. — *Dépêche particulière du « Matin ».* — Les derniers renseignements parvenus ici attestent l'étendue et la portée de l'effroyable désastre subi par les Allemands à Stallupoenen et à Gumbinnen.

Devant les cosaques qui poursuivaient les troupes débandées, la population prussienne s'est enfuie à deux cents kilomètres de distance.

Les Russes ont enlevé Johannisburg, Ortelsbourg, Villenberg sur la Soldau. Ils s'avancent sur la ligne de Dantzig à Neuenburg d'où les Allemands fuient en désordre vers le nord.

D'autre part, sur la frontière autrichienne, neuf escadrons ont attaqué des troupes ennemies d'une force double de la leur. Ils les ont taillées en pièces, enlevant aux Autrichiens deux batteries et 160 prisonniers.

Une attaque des ennemis sur Wladimir et Volinsk a également échoué.

L'offensive russe en Galicie continue avec succès.

**La retraite coupée**

SAINT-PÉTERSBOURG, 23 août. — Je viens de recevoir la nouvelle que l'aile gauche des Russes a complètement enveloppé les troupes allemandes qui défendaient encore la région des lacs. Les Russes ont occupé Johannisburg (dans le sud-ouest de la Prusse orientale) et Ortelsburg (à 20 milles au sud-est d'Allenstein, dans le centre de la Prusse orientale). La ligne de retraite des Allemands vers la rivière d'Angerap et les lacs Mazur est en possession des Russes.

Les Russes balayent les environs d'Insterburg et ont occupé Darkelmen (à 20 milles au sud d'Insterburg).

22 h. 45. — Continuant la poursuite, les Russes ont occupé Soldau, où ils commandent le chemin de fer qui va à Dantzig. Soldau est à l'ouest de Willenberg, qui se trouve également en possession des Russes. Neidenburg, une autre ville sur la ligne d'avance des Russes, fut incendiée par la garnison en se retirant. Les habitants fuient de tous côtés. Les forces de l'ennemi dans cette région battent en retraite vers le nord. Ce n'est pas une défaite, mais une déroute. (*Times.*)

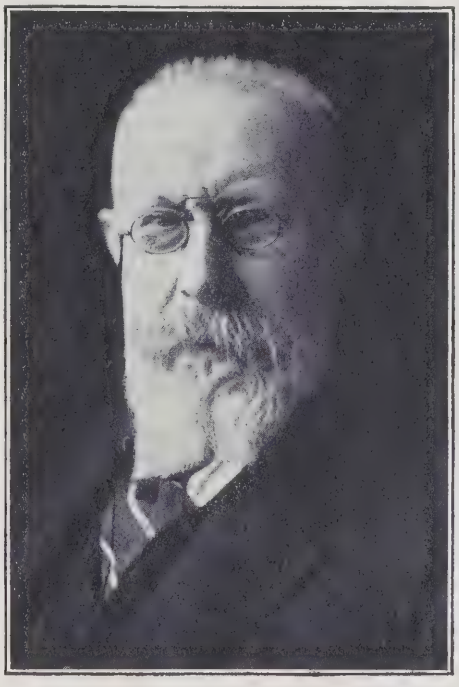
LA VALEUREUSE AUTRICHE

simple arrêté du ministre de l'Intérieur pouvait interdire l'entrée en France de journaux ou écrits parus à l'étranger.

Rien de plus légitime, de plus nécessaire, que ces dispositions. En 1870, c'étaient des journaux français qui avaient appris à l'État-Major allemand la marche de Mac-Mahon sur Metz. Les informations sur la situation militaire ne doivent, en période de guerre, émaner que du gouvernement. Mais, réprimer les indiscrétions, c'est évidemment insuffisant ; il importe de les rendre impossible. A la loi va donc, sur la demande même de la presse parisienne, soucieuse de ses responsabilités morales aussi bien que pénales, se substituer, par une sorte de « pacte amiable », un usage « à caractère préventif ». Dès le 3 août, au cours de conversations entre les directeurs de journaux, le ministre de la Guerre et le Président de la République, il est entendu qu'un bureau de presse, créé au ministère de la Guerre, « visera, les informations relatives aux événements militaires. » C'est la censure préventive, disparue depuis 1830 — sauf en ce qui concerne les théâtres —, qui ressuscite et qui va retrouver, de façon inofficielle, mais pourtant générale, son nom ancien. L'institution n'aura aucun caractère légal, mais elle durera jusqu'à la cessation des hostilités.

A Paris, transportés bientôt du ministère de la Guerre au lycée de jeunes filles Victor Duruy, puis au ministère de l'Instruction publique, les censeurs — officiers de réserve ou écrivains mobilisés — travailleront sur les « morasses » (épreuves tirées à la brosse) des articles. Par téléphone le plus souvent, ils inviteront les secrétaires de rédaction des journaux à supprimer, à « échopper » (c'est-à-dire en grattant le cliché au moyen d'un instrument appelé « échoppe ») certains mots ou passages qu'ils jugent de nature à renseigner l'ennemi. Ainsi apparaissent déjà, dans le corps du journal, de premiers « blancs ». Mais ce n'est là qu'une partie de la tâche des censeurs, la plus naturelle, celle qui échappe à toute critique en dépit d'excès de zèle nombreux, inévitables, quelquefois ridicules — dans un récit on supprimera le nom d'une ville bombardée, mais on laissera subsister le titre de l'article : *Bombardement de*

*Pont-à-Mousson* ; la reproduction de dépêches officielles anglaises ne sera pas admise. La censure doit aussi travailler à maintenir le « moral » des soldats et des civils. Pour cela, surtout après que, le 2 septembre, le gouvernement se sera retiré à Bordeaux, elle interdira les critiques contre les actes de l'administration militaire et la personne des membres du gouvernement. Là, tout sera arbitraire. Aucun principe ne guide la censure : devenue un instrument politique elle frappe de suspension les journaux contrevenant à ses arrêts. La censure arrête ainsi des campagnes jugées trop vives contre les insuffisances des organisations sanitaires ou celles du service postal aux armées, ce qui explique cette ironique boutade à la Beaumarchais, d'un journaliste, M. Capus (*Figaro* du 27 septembre 1914) : « Pourvu qu'on ne parle en ses écrits ni de l'autorité, ni du gouvernement ni de la politique, ni des corps en crédit, ni des sociétés de crédit, ni des blessés, ni des atrocités allemandes, ni du service des postes, on peut tout imprimer librement sous l'inspection de deux ou trois censeurs. »



(Photo Meurisse)

M. APPELL, PRÉSIDENT DU SECOURS NATIONAL

La presse, qui avait demandé l'institution d'un contrôle, devait protester contre une extension aussi abusive donnée au principe même de la censure. A partir d'octobre 1914, surtout, les journaux se déchaîneront contre « la censure politique », sans d'ailleurs jamais parvenir à en obtenir la suppression.

Mais, au début d'août, les journaux ne critiquaient pas : ils se contentaient de reproduire, en les commentant de leur mieux, les quelques nouvelles dispensées par le gouvernement sous la forme de « communiqués officiels ». D'abord au nombre de trois par jour — à midi, quinze heures et vingt-trois heures — les commmuniqués furent réduits à deux — par la suppression de celui de midi — à partir du 27 août 1914. Rédigés au début un peu au hasard, mettant en valeur des épisodes ou des anecdotes sans importance générale, ils contribuèrent à entretenir dans l'opinion un optimisme excessif et dangereux par le parti pris de dissimuler tous les échecs. C'est ainsi que la prise de Maubeuge ne fut jamais annoncée. Les communiqués devaient plus tard perdre quelque peu de leur inexactitude, quand ils eurent pour auteur, dans l'hiver 1914-1915, un député-journaliste, M. Tardieu, puis, à partir de novembre 1915, un critique littéraire de talent, M. de Pierrefeu.

Mais, affranchi du contrôle du Parlement, ne redoutant plus les attaques de la presse, libre de légiférer à sa guise dans tous les domaines, le gouvernement exerce ainsi, sans opposition aucune, une vraie dictature. Dans chaque circonscription de corps d'armée, un général du cadre de réserve, placé à la tête de la région, est revêtu en principe de l'autorité suprême. En fait, dans la plupart des départements, les commandants de région laissent les préfets administrer librement, ils leur remettent simplement les pouvoirs exceptionnels que l'état de siège confère aux chefs militaires. A Paris, les deux préfets et spécialement celui de police, placés sous les ordres du gouverneur, se contentent de faire contresigner par lui les plus importantes de leurs décisions. Naturellement, surtout quand après la Marne la situation aura pris un caractère de stabilité, des conflits éclateront entre les fonctionnaires civils et l'autorité militaire Dans les premières semaines de la guerre, l'accord est général; partout triomphe l'union sacrée.

Pour assurer la « réconciliation nationale », l'application des lois sur la dissolution des Congrégations religieuses est suspendue. Une amnistie est accordée aux déserteurs des armées de terre et de mer. Des allocations (1 fr. 25 par adulte, 0 fr. 50 par enfant au-dessous de 16 ans) sont attribuées aux familles des mobilisés. A Paris, afin de soulager les infortunes inévitables, se

constitue sous la présidence d'un savant alsacien, M. Appell, un Comité du Secours national, qui réunit des personnalités de tous les partis, (M. Barrès, M. Maurras, M. Cochin, d'une part ; M. Jouhaux, M. F. Buisson, d'autre part), et des représentants des différents cultes. En quatre ans, le Secours national versera plus de cinquante millions, subventionnera des œuvres innombrables, fera distribuer, jusqu'à la fin de 1916 plus de cinquante millions de repas et dix millions de soupes.

Ce qu'aucun chiffre, aucun fait ne saurait exprimer, c'est l'enthousiasme touchant, naïf, quelquefois irritant, plus souvent admirable de ces premiers jours d'une lutte dont les moins optimistes ne devinaient pas la longueur. La vie économique est presque suspendue, puisque la mobilisation a rappelé sous les drapeaux, à peu près sans exception, tous les hommes de vingt-quatre ans (classe 1910) à quarante-cinq ans (classe 1889). D'ailleurs la Bourse est fermée ; les banques ont arrêté le remboursement des dépôts effectués chez elles et ne le reprendront que de façon limitée jusqu'au 1er janvier 1915. L'existence de ceux qui restent au foyer prend, en ce mois d'août où le temps demeure constamment beau, un caractère de vie collective. On passe presque toutes ses journées hors de chez soi, comme autrefois dans les cités grecques. Des cortèges d'étrangers, Slaves, Italiens, Suisses, s'engageant dans nos rangs — ils seront en tout quarante mille — parcourent les rues de Paris, où des détachements de marins veillent au maintien de l'ordre. Un sentiment général de charité, un besoin universel d'action suscite la création, quelque peu désordonnée, d'hôpitaux administrés par de grandes associations privées (Croix Rouge, Dames de France) sous le contrôle de l'État. Mais, dans les plus grandes villes, l'activité s'arrête très tôt le soir : à vingt heures ferment les cafés, à vingt et une heures trente les restaurants, même à Paris. La lecture des journaux devient, pour la France entière, le passe-temps essentiel. Par mesure d'économie, vu la disparition presque complète des annonces, presque toutes les feuilles paraissent sur deux pages seulement, souvent très vides, où se détache avant tout l'article du critique militaire, vieux général ou tout au moins ancien officier supérieur, qui entreprend de commenter longuement et souvent bien confusément le texte du communiqué. Avec les organes du soir, un seul journal du matin se publie sur quatre pages : c'est le nationaliste *Écho de Paris*. Il gagnera ainsi en autorité et en tirage. Les articles d'Albert de Mun, pleins d'un optimisme réconfortant et communicatif, augmenteront encore son influence et son succès. Un autre écrivain, d'origine bien différente, sorte d'extrémiste repenti, M. Gustave Hervé, trouvera aussi la popularité grâce à ses exposés clairs et confiants dans la *Guerre sociale*, pendant que, dans l'*Homme libre*, M. Clemenceau, auquel la censure n'ose pas encore s'attaquer, est seul à pouvoir risquer contre les actes du gouvernement des critiques souvent justes, parfois aussi d'un ton excessif, quand elles visent le Président de la République.

LE MONSIEUR QUI A VU DES UHLANS A ROMAINVILLE...

Naturellement, si l'ordre règne par toute la France, le calme n'a pas conquis tous les esprits. Le jour même de la mobilisation, les étrangers appartenant aux nations ennemies avaient été invités à s'éloigner sans délai de Paris, Lyon et des régions frontières ; plus tard les Austro-Allemands seront internés dans des camps de concentration, à l'exception de ceux appartenant, sans même parler des Alsaciens-Lorrains, à une nationalité amie de la

France (Tchèques, Polonais, Serbo-Croates, Roumains, Italiens de Trente et Trieste, Slesvigois). Malgré ces précautions, la crainte des espions demeurera très vive, et elle suscitera parfois des incidents. En même temps, des bruits se répandent, tel celui, presque universellement accepté dans les derniers jours d'août, d'une arrivée dans la banlieue parisienne de troupes russes venues d'Arkhangel.

Nouvelles, rumeurs, craintes, espoirs, tout se rapporte à la guerre. La France est devenue un immense camp, sans autre préoccupation que celle de vaincre. Et c'est avec une confiance presque insouciante que le pays, à la suite du gouvernement, s'abandonne aux chefs militaires, jusqu'ici presque inconnus, qui ont reçu la charge de guider notre destinée.

La dictature acceptée, voulue par tous, c'est moins celle de quelques ministres civils, politiciens trop longtemps combattus pour pouvoir garder grand prestige, que celle des « techniciens », généraux, services d'État-Major, collectivité presque anonyme à qui revient la tâche de diriger l'armée. Le Président de la République, le président du Conseil, hier les deux premiers personnages de l'État, s'effacent comme d'eux-mêmes. Le maître véritable de la France, c'est désormais le chef d'État-Major généralissime : Joffre.

## GOUVERNEMENT ET HAUT-COMMANDEMENT

Il y avait trois ans que Joffre était le chef désigné de l'armée en cas de guerre, et cependant son nom était demeuré obscur. Lorsque, au lendemain de la mobilisation, un député des Pyrénées-Orientales publia, dans le *Matin*, un portrait et une biographie de son compatriote, tous les traits en semblèrent nouveaux.

Le général en chef, né à Rivesaltes, d'une famille de tonneliers, avait 62 ans. Sa carrière, régulière, rapide même, s'était accomplie avec un minimum d'incidents notables. « Sapeur » entré à Polytechnique en 1869, sous-lieutenant durant le siège de Paris en 1870, lieutenant du génie en 1874, il a séjourné longtemps aux colonies, a combattu à Formose, a construit un chemin de fer dans le Haut-Sénégal, a créé à Madagascar la base navale de Diégo-Suarez. Un fait d'armes lui donne un moment quelque célébrité : en 1894, une colonne qu'il dirige conquiert Tombouctou et l'on publie le rapport du commandant Joffre. Rentré en France, général de brigade en 1901 divisionnaire en 1904, il est successivement directeur du génie au ministère de la Guerre, commandant d'une division à Paris. Placé à la tête du 2e corps à Amiens, il devient, en 1910, inspecteur des Écoles, membre du Conseil supérieur de la guerre, avec mission d'assurer, éventuellement, la direction des services de l'arrière en campagne.

L'année suivante, il est mis à la tête de l'armée.

Dans tous les postes qu'il avait ainsi occupés, Joffre avait paru un officier laborieux, appliqué, remarquablement équilibré, mais sans rien qui le désignât particulièrement pour le commandement suprême, sauf peut-être une immense confiance en lui-même, confiance qui s'accompagnait de manières simples, et en même temps jalousement autoritaires, à l'égard de ses subordonnés. Ni une vaste intelligence, ni une large imagination, mais un calme immense, une tranquillité silencieuse, « bovine » dirait-on, qui s'expriment en son aspect physique, avec cette allure un peu lourde de bon géant, à la grosse tête solide, à la forte moustache, aux yeux bleu vif, grand ouverts, mais un peu vides.

S'il a peu d'idées, si sa personnalité paraît mal accusée, le général Joffre n'en est pas moins le représentant d'une coterie et d'une doctrine militaires qui ont triomphé ensemble en imposant sa nomination, je veux parler des « Jeunes Turcs » de l'État-Major et de leur foi mystique en l'offensive, tactique, aussi bien que stratégique.

Au lendemain de 1870, les Français n'avaient conçu une guerre avec l'Allemagne que sous la forme d'une résistance à l'invasion. La frontière, telle que l'avait faite le traité de Francfort, la transformation de Metz et Strasbourg en camps retranchés formidables, interdisaient à notre armée toute pensée d'offensive. Pour empêcher, pour retarder au moins l'invasion, la France ne peut compter que sur la fortification. En quelques années, un homme remarquable, le général Séré de Rivières, crée, comme autrefois Vauban, une nouvelle ligne de défense. Utilisant les minces obstacles naturels, la Meuse, la Moselle, que jalonnent une série continue de forts d'arrêts et de villes fortes (avant tout les quatre camps : Verdun, Toul, Épinal, Belfort), il dresse en face de l'Alle-

magne une muraille artificielle, longtemps formidable, que, même en 1914, l'État-Major allemand ne tentera pas d'aborder de front. Cela ne suffit pas. Le chemin classique des invasions en France, c'est la route du Nord, la trouée de l'Oise qui, des plaines du Brabant, conduit droit à Paris. Sans doute, de ce côté, la neutralité belge paraît nous protéger. Mais, respectée en 1870, le serait-elle encore? Séré de Rivières en doutait déjà. Par une vue d'une justesse étonnante, il prévoyait, dès 1880, que, dans un nouveau conflit, un tiers de l'armée ennemie tenterait de passer entre Épinal et Toul, les deux autres tiers manœuvrant entre Verdun et Maubeuge. Son œuvre achevée à l'Est, il croit donc indispensable de la reprendre au Nord. Négligeant la région malaisément pénétrable qui s'étend de Longwy à Mézières, il projette d'organiser deux grandes zones fortifiées, l'une entre Meuse et Sambre avec les places d'Hirson et de Maubeuge; l'autre, plus à l'ouest, avec Lille et Dunkerque, unies par un réseau de forts et de lignes d'eau. Entre les deux zones, par la brèche demeurée volontairement ouverte, l'ennemi oserait-il s'avancer? Il rencontrerait bientôt un autre obstacle, la falaise de l'Ile-de-France, avec La Fère, Laon, Reims, camps retranchés.

GÉNÉRAL MICHEL

Séré de Rivières ne parvint qu'à faire exécuter une partie de son plan. Les travaux de Reims et de La Fère, en particulier, ne furent jamais achevés, et les places du Nord déjà construites, comme Hirson, Lille, virent leur entretien négligé, leurs ouvrages délaissés, non mis au point des progrès de la technique. A partir de 1900, seule Maubeuge garda quelque valeur; toutes les autres forteresses de la frontière belge furent successivement déclassées; Lille la dernière, le 1er août 1914. Et, cependant, avec les années, avec la construction par l'Allemagne de voies ferrées, évidemment stratégiques, dans l'infertile Eifel, les avertissements s'étaient multipliés : c'est du Nord que viendrait l'attaque ennemie, et elle se produirait sur les deux rives de la Meuse. Après Séré de Rivières, quelques officiers isolés envisagèrent, avec la menace, les moyens d'y parer. Ils ne furent pas écoutés. Pour déjouer les projets de l'ennemi ne suffirait-il pas, en effet, de prendre une offensive générale?

Jusqu'aux premières années du XXe siècle, tous les dispositifs de concentration prévus pour notre armée avaient gardé un caractère strictement défensif. Tout au plus admettait-on des mouvements de contre-offensive en des régions bien choisies, où l'ennemi serait presque forcé de s'engager, comme la trouée de Charmes entre Épinal et Toul. De 1875 à 1908, seize plans se succèdent ainsi, en harmonie avec de sages règlements de manœuvres, en particulier celui de 1895, qui recommande aux fantassins la prudence et la mesure dans l'offensive. L'École supérieure de guerre, créée en 1874 pour former des officiers d'État-Major, se contente alors de donner un enseignement surtout historique, qui ne se fixera en un corps de doctrine que vers 1910. Mais l'étude des campagnes napoléoniennes et celle de la guerre de 1870, à laquelle l'École se consacre presque exclusivement, conduit à célébrer le principe de l'offensive à outrance. C'est, proclame-t-on, à son esprit offensif, que le commandement allemand a dû ses victoires de 1870. On prend pour exemple la marche stratégique des Ire et IIe armées allemandes autour de Metz, et, concluant du particulier au général, l'on imagine que les attaques furieuses du corps d'Alvensleben à Vionville, de la brigade Wedel au fameux ravin de la Cuve près Mars-la-Tour, ou celles de la garde allemande sur les glacis de Saint-Privat, sont autant de modèles à imiter.

Or, rien de plus dangereux qu'une théorie semblable, quand, depuis 1870, les conditions du combat avaient été entièrement modifiées par l'entrée en jeu des armes automatiques et le développe-

CARTE DES VILLES FORTIFIÉES DE LA BELGIQUE ET DE LA FRANCE NORD-EST

ment de la puissance des feux. C'était, en outre, confondre deux principes : l'un, toujours vrai, celui de l'offensive stratégique ; l'autre, l'offensive tactique, nécessairement subordonné aux conditions du combat, au besoin de n'attaquer qu'au point décisif, après s'être assuré la supériorité des armes. Peut-être, a écrit un ancien élève de l'École (*Revue de Paris* du 15 juin 1920), ces erreurs n'auraient pas été commises, « si à l'École de guerre la discussion libre eût été permise, encouragée, facilitée par le corps enseignant. Or, il n'en était rien. Si un officier-élève avait la hardiesse de présenter une idée, qui fût en contradiction avec la théorie admise, on le raillait. De quoi se mêlait-il en effet ? Était-il assez galonné pour contredire le maître ? Il était jugé mauvais esprit, et, le jour du classement, mal classé. C'était donc devant des auditeurs muets par discipline et par prudence que le maître exposait une doctrine qui ne tenait pas compte des nouvelles conditions du combat. » Cet enseignement, s'il n'a pas encore conquis tous les hommes d'âge et d'expérience, triomphe auprès des officiers plus jeunes, et l'un d'eux, le lieutenant-colonel de Grandmaison, défendra, au début de 1911, dans deux conférences célèbres, le point de vue désormais à la mode. Il appelle la défensive une « action d'ordre inférieur..., qui développe chez celui qui l'emploie une infériorité morale, qu'aucun

avantage matériel n'est capable de racheter ». Il célèbre l'offensive sans réserve. « La moindre retenue dans l'offensive, déclare-t-il, en détruit toute l'efficacité et en fait perdre tous les avantages... Dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des sûretés... La méthode offensive seule peut forcer la victoire. Il faut s'y préparer, et y préparer les autres en cultivant avec passion, avec exagération, jusque dans les détails infimes de l'instruction, tout ce qui porte la marque de l'esprit offensif : allons jusqu'au bout, et ce ne sera peut-être pas assez... La meilleure sûreté est, dans une attaque à fond ; l'énergie de l'exécution rachète toutes les faiblesses et répare toutes les erreurs. »

Mais une armée qui entend dans tous les cas, et indépendamment des circonstances locales, prendre l'offensive doit être particulièrement exercée et mobile. La « doctrine » conduit à négliger l'organisation des réserves et à condamner tout ce qui pourrait alourdir la marche des troupes, notamment l'artillerie à longue portée. Il paraît sage, d'une part de ne compter que sur les soldats du contingent actif, seuls dans la main des chefs ; d'autre part, notre souple canon de campagne, le 75, arme d'ailleurs de haute valeur, est estimé par presque tous les techniciens apte à toutes les tâches éventuelles.

Mais, en 1911, les conceptions acceptées comme des dogmes par les bureaux d'État-Major, virent se dresser contre elles précisément le chef désigné de nos armées en campagne, le général Michel, vice-président du Conseil supérieur de la guerre. Ainsi s'ouvrit la crise décisive du haut commandement.

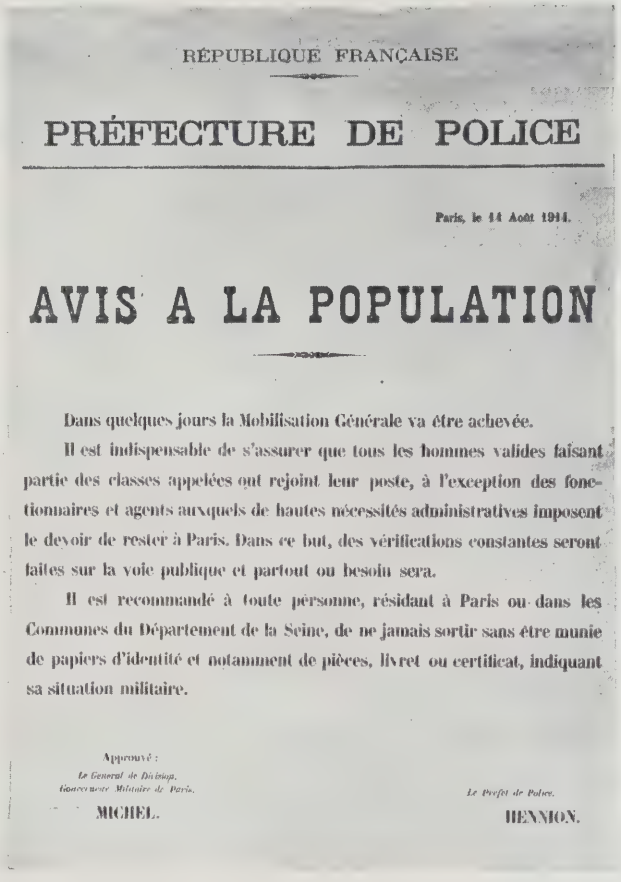
L'organisation du haut commandement était demeurée jusque là peu satisfaisante. Les ministres de la Guerre, qu'ils fussent militaires ou civils, remettaient presque toujours toutes les questions relatives à la constitution, l'instruction et la mobilisation de nos troupes, à l'examen de l'État-Major général, que dirigeait un chef spécial. Les généraux, appelés à commander éventuellement nos différentes armées, faisaient partie d'un Conseil supérieur de la guerre dont le vice-président, général en chef futur, ne possédait cependant à peu près aucune autorité sur le chef d'État-Major. Cette situation, évidemment fâcheuse, déterminait parfois de graves conflits.

Au printemps de 1911, à la suite d'incidents parlementaires, la question du haut commandement fut posée devant l'opinion publique, qui réclama, à peu près unanimement, la subordination du chef d'État-Major au généralissime éventuel. Le 30 juin, M. Messimy, devint ministre de la guerre. Partisan de la réforme, il n'entendait pas cependant la réaliser au bénéfice du général Michel, adversaire de l'école nouvelle, dont le ministre était justement l'adepte convaincu. Depuis plusieurs mois, le vice-président du Conseil supérieur préconisait, en effet, un plan de concentration et de mobilisation, plan remarquable et, sous bien des rapports, prophétique mais que n'inspiraient pas les principes du colonel de Grandmaison.

Convaincu que « la Belgique tout entière » serait le théâtre principal d'une guerre future entre la France et l'Allemagne, le général Michel proposait de porter sur la frontière du Nord les deux tiers de nos forces. En même temps, il conseillait une utilisation plus complète des réserves, amalgamées avec les unités actives, de façon à doubler l'effectif de nos formations de combat. Dans les régions frontières, la mobilisation prendrait le caractère d'une levée en masse. Hostile à ces suggestions si clairvoyantes, M. Messimy consulta le Conseil supérieur de la guerre. A la quasi-unanimité, celui-ci se prononça contre le projet Michel. Appliquer le système proposé eût entraîné, craignait-on, un retard de quelques jours pour notre concentration, (or, on envisageait une attaque immédiate, « brusquée », de la part de l'Allemagne) enfin les gradés faisaient défaut pour encadrer les unités de réserve. Mis ainsi en « minorité », le général Michel refusa pourtant de démissionner. Pour se débarrasser de lui et tourner la difficulté, ses fonctions de vice-président furent supprimées. Un « chef d'État-Major général » fut désormais le commandant suprême de l'armée. Pressenti pour ce poste nouveau, le général Gallieni ne voulut pas accepter : colonial, il redoutait la jalousie de l'armée métropolitaine. Le général Pau, auquel s'adressa ensuite le ministre, entendait nommer seul aux emplois et grades supérieurs, mais M. Messimy ne consentit pas à cette réduction de ses prérogatives. C'est alors que fut choisi le général Joffre. Sur la demande du nouveau généralissime, un collaborateur de son choix, le général de Castelnau, lui fut adjoint comme premier sous-chef d'État-Major. Les deux nominations furent officielles le 28 juillet 1911. Elles marquaient plus qu'un changement de

personnes dans le haut commandement. Dépendant sans doute du ministre, mais ayant sous ses ordres le Conseil supérieur et l'État-Major, Joffre posséda sur toute l'armée un pouvoir absolu et, pendant les les trois années qui précédèrent la guerre, il fut omnipotent. Les ministres qui se succédèrent lui firent confiance et le laissèrent libre. En toute indépendance, Joffre put élaborer un plan de concentration : le « plan XVII » dont les données ne répondaient malheureusement guère aux dispositions de «l'ennemi».

Notre État-Major n'ignorait pas sans doute que l'Allemagne, en cas de guerre contre la France et la Russie, tournerait son premier et plus vigoureux effort vers sa frontière occidentale. Mais il savait moins que Schlieffen, qui, de 1891 au 1er janvier 1906, dirigea le grand État-Major prussien, avait fait adopter un plan formidable : 36 corps, tant de réserve que d'active, pénétreraient en Belgique et en France par les deux rives de la Meuse, quelques corps seuls demeureraient en Lorraine. Son successeur, Moltke, quelque peu effrayé par tant de hardiesse, avait légèrement affaibli son aile droite marchante pour renforcer sa gauche et aussi le front oriental. Cependant les cinq armées, qui devaient se déployer de Metz à Liége, constituaient une masse énorme, à laquelle il serait malaisé de résister. Mais le général Joffre et son entourage refusèrent comme par principe d'envisager une telle éventualité. Parce que, dans un discours, Guillaume II avait un jour déclaré : « Pas de pères de famille dans les armées de première ligne », ils ne croyaient pas à un large emploi des réserves du côté allemand. Or, si elle n'incorporait en grand nombre des réservistes dans ses troupes de choc, l'Allemagne ne disposait pas d'effectifs suffisants pour étendre son front de Mulhouse à Bruxelles ; par conséquent la Meuse resterait la limite extrême de la zone d'attaque. Dans une brochure qui fit du bruit, *La concentration allemande*, le lieutenant-colonel Buat présenta, en 1913, non sans une vraie imprudence, le point de vue de notre État-Major. L'Allemagne envahirait la Belgique orientale et la France avec 22 corps d'armée, comprenant 1.300.000 hommes, pour les trois quarts appartenant au contingent actif ; l'ennemi, se couvrant dans les directions de Huy et de Namur, ne franchirait pas la Meuse en Belgique ; par conséquent, nos troupes devaient de leur côté être toutes groupées de Belfort à Mézières. Qu'importait du reste que les Allemands étendissent leur front de combat jusqu'à Lille par exemple ?* « Ils se feront couper en deux, disait à ce sujet le général de Castelnau, nous ne pouvons désirer rien de plus heureux. »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

Paris, le 14 Août 1914.

AVIS A LA POPULATION

Dans quelques jours la Mobilisation Générale va être achevée.

Il est indispensable de s'assurer que tous les hommes valides faisant partie des classes appelées ont rejoint leur poste, à l'exception des fonctionnaires et agents auxquels de hautes nécessités administratives imposent le devoir de rester à Paris. Dans ce but, des vérifications constantes seront faites sur la voie publique et partout ou besoin sera.

Il est recommandé à toute personne, résidant à Paris ou dans les Communes du Département de la Seine, de ne jamais sortir sans être munie de papiers d'identité et notamment de pièces, livret ou certificat, indiquant sa situation militaire.

Approuvé :
Le Général de Division,
Gouverneur Militaire de Paris.
MICHEL.

Le Préfet de Police.
HENNION.

La foi étrange de l'État-Major en l'énorme supériorité des troupes actives sur les formations de réserve s'affirma avec éclat lors des discussions parlementaires relatives au service de trois ans. A une question de Jaurès, le général Joffre, commissaire du gouvernement, répondit que, en cas de guerre, « quand les réserves seraient prêtes, l'affaire serait réglée ». Cet état d'esprit peut seul expliquer deux mesures prises en 1913 et 1914, et dont les conséquences furent graves. Jusque là, tout régiment actif d'infanterie devait, à la mobilisation, constituer trois bataillons de réserve. Afin d'améliorer l'encadrement de ces

forces, il fut décidé que les régiments de réserve ne comprendraient plus que deux bataillons, ce qui, à l'entrée en campagne, devait nous priver d'un total de treize divisions ; en même temps, une circulaire prescrivit de n'utiliser les troupes de réserve que pour des missions secondaires : gardes des parcs, escortes des prisonniers ou des convois. Le résultat, c'est que, pendant les premières semaines de la guerre, douze cent mille hommes inutiles devaient encombrer les dépôts.

Mais l'armée n'était pas alourdie par ces masses jugées mal entraînées, elle demeurait ainsi apte à l'offensive, cette offensive que le nouveau règlement (des 21 octobre et 2 décembre 1913) sur la conduite des grandes unités et le service en campagne transforme en dogme officiel. Il faut « vouloir » la bataille, la pousser « à fond » sans se soucier de « sacrifices sanglants». Seules, les forces morales importent. « Une infanterie brave et énergiquement commandée, dit le règlement, peut marcher sous le feu le plus violent, même contre des tranchées bien défendues et s'en emparer. » Mais ce culte exclusif des forces morales conduit à négliger les moyens matériels. Pour répondre à l'artillerie lourde de campagne créée en Allemagne, on se contente de mettre en service un dispositif qui permet le tir courbe au canon de 75, et l'on construit quelques obusiers, d'ailleurs de médiocre portée. Les mitrailleuses elles-mêmes ne sont introduites dans nos régiments qu'avec timidité : 2500, et d'un modèle défectueux. Il importe de ne pas encombrer les unités, de ne pas diminuer leur mobilité et leur élan. Et, à des parlementaires qui jugent nécessaire de fortifier la frontière du Nord, l'État-Major répond officiellement : « Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas construire ces forteresses, parce qu'elles gêneraient nos facultés de manœuvre. » Le nouveau plan de concentration préparé pendant les années 1912 et 1913, définitivement mis au point au printemps de 1914, doit, en effet, nous assurer l'initiative de l'offensive.

Nous ne savons pas encore quelle a pu être dans le détail l'influence des personnalités de l'Etat-Major sur les conceptions du généralissime. Dans l'ensemble, le plan XVII paraît bien l'œuvre même de Joffre. En tout cas, le Conseil supérieur de la guerre ne fut pas consulté et les généraux appelés à commander les armées ne furent pas mis au courant. Tout fut réglé par les collaborateurs immédiats du chef d'État-Major, brevetés, parfois tout récemment sortis de l'École de guerre, comme Gamelin et Bel, les plus célèbres de ces officiers que leurs camarades devaient appeler les « Jeunes Turcs », à cause, dit M. de Pierrefeu, de leur « intransigeance de doctrinaire, de l'âpreté qu'ils mettaient à faire sentir leur autorité, de la garde jalouse qu'ils montaient autour du généralissime ».

Le plan XVII, complété par des directives, rend possibles deux mouvements offensifs : l'un — le principal — à droite dans la région lorraine entre Vosges et Moselle, dans la direction de la Sarre ; l'autre, au nord de Verdun vers Metz et Thionville, ou, si les Allemands ne respectent pas le territoire belge, vers Neufchâteau, Luxembourg, Trèves. En conséquence nos forces seront divisées en deux masses, la première et la plus forte (1re et 2e armées), d'Épinal à Pont-à-Mousson, la seconde (3e et 5e armées) devant Metz et le long de la frontière belge, une réserve (4e armée) demeurant entre les deux groupements dans le sud de l'Argonne. Tous les corps actifs, même ceux stationnés à la frontière italienne et la plus grande partie des troupes d'Afrique, répartis entre ces cinq armées, constitueront ainsi une masse égale à celle de l'ennemi.

Pour la forme, le plan de concentration fut soumis, dans le courant de 1913, à l'approbation des principaux membres du gouvernement. Nulle objection ne fut élevée, pas même la plus naturelle : les offensives prévues devaient s'accomplir en des régions, ou d'accès difficile, comme l'Ardenne belge, ou aisées à fortifier, comme la Lorraine entre Metz et Sarrebourg.

Le plan XVII ratifié, il était possible de passer à l'exécution. Le vote de la loi de trois ans et son application par l'appel successif, à la fin de 1913, de deux classes sous les drapeaux permit de renforcer les unités présentes à la frontière, la « couverture », à l'abri de laquelle devaient s'effectuer la mobilisation et la concentration. Dans l'hiver 1913-14 eut lieu la mise en place des formations de première ligne. Presque partout la ligne de protection se trouva séparée de la frontière par une zone abandonnée, large de plusieurs kilomètres. Le bassin de Briey, malgré son importance industrielle, fut ainsi, à cause de la proximité de Metz et Thionville, laissé sans défense. Par contre, à Nancy, dont on avait pendant

longtemps envisagé l'évacuation immédiate, des travaux de fortification furent entrepris pour mettre la ville à l'abri d'un coup de main. Les différents généraux d'armée désignés, leurs États-Majors organisés et entraînés, le mécanisme paraissait prêt à fonctionner le 1er août 1914.

## LA NATION ET LA MOBILISATION.

La mobilisation s'était accomplie dans des conditions si défectueuses en 1870 que, depuis quarante ans, l'élaboration d'un dispositif minutieux de mobilisation avait été, peut-être, la tâche préférée des chefs qui s'étaient succédé à la tête de l'État-Major. Deux problèmes délicats se posaient: d'abord, transporter dans les dépôts une masse énorme de réservistes — et c'est là la mobilisation proprement dite —; puis, amener sur la frontière les troupes de l'intérieur avec leurs approvisionnements en munitions et en vivres, pour constituer les armées — ce qui est la concentration. Ils furent heureusement résolus. Dès le 3 août, les transports commerciaux ayant été pour une quinzaine entièrement suspendus, les trains militaires marchant à une allure uniforme et régulière de 25 kilomètres à l'heure circulèrent seuls sur notre réseau ferré, dont des postes de vieux territoriaux, « gardes des voies et communications » (G.V.C.), protégeaient les ouvrages d'art. Le 5 au soir, presque tous les réservistes avaient rejoint leurs centres de groupement. Le lendemain; le mouvement de concentration commençait, pour s'achever le 13 août. Il faut dire que l'exécution du plan de mobilisation fut bien facilitée par l'enthousiasme et la discipline de tous les Français. On supposait que 13 p. 100 de l'effectif mobilisable n'obéirait pas à l'ordre de rappel; en réalité, les insoumis atteignirent à peine la proportion de 1 3/4 p. 100. Les cheminots firent preuve d'un dévouement et d'une conscience tels que, sur les 2.500 trains nécessaires au transport des troupes, 20 seulement subirent des retards.

L'ordre de mobilisation n'avait guère comporté d'exceptions. Seuls, certains fonctionnaires ou travailleurs des grands services publics, comme ceux des chemins de fer et des postes, avaient été maintenus dans leurs emplois civils. Convaincu que la guerre serait courte, l'État-Major ne se préoccupa pas de faciliter la vie économique et industrielle du pays; il oublia même de songer aux usines qui travaillaient directement pour l'armée. Le Creusot vit ainsi le nombre de ses ouvriers tomber de 11.600 à 7.000, au moment où, au contraire, il eût fallut intensifier la production. C'est seulement après la bataille de la Marne que l'on parlera d'une « mobilisation industrielle », et que l'on décidera le renvoi à l'arrière de quelques ouvriers spécialistes. Au début d'août, l'armée doit combattre et vaincre avec ses approvisionnements en matériel et en munitions déjà constitués : aucun programme de ravitaillement en obus et en explosifs n'existe à l'avance. Mais ces lacunes si graves, personne ne les soupçonnait en ces premiers jours de guerre. L'opinion française était toute à la joie de constater la perfection d'une mobilisation dont elle avait redouté le désordre. Albert de Mun interprétait bien l'impression de tous, quand il écrivait : « Avait-on assez dit que la mobilisation serait une bousculade, que les trains s'embouteilleraient, que le pays, plein d'espions, serait d'avance livré à l'ennemi ! » Mais en réalité, « pas un accroc. Le mouvement des trains est énorme. Tous se succèdent régulièrement, sans trouble, sans confusion, à l'heure. Et c'est toute la France qui passe, tranquille, sûre d'elle-même, dans un sang-froid merveilleux ». La nation, déjà optimiste et confiante, fut fière de ce premier résultat.

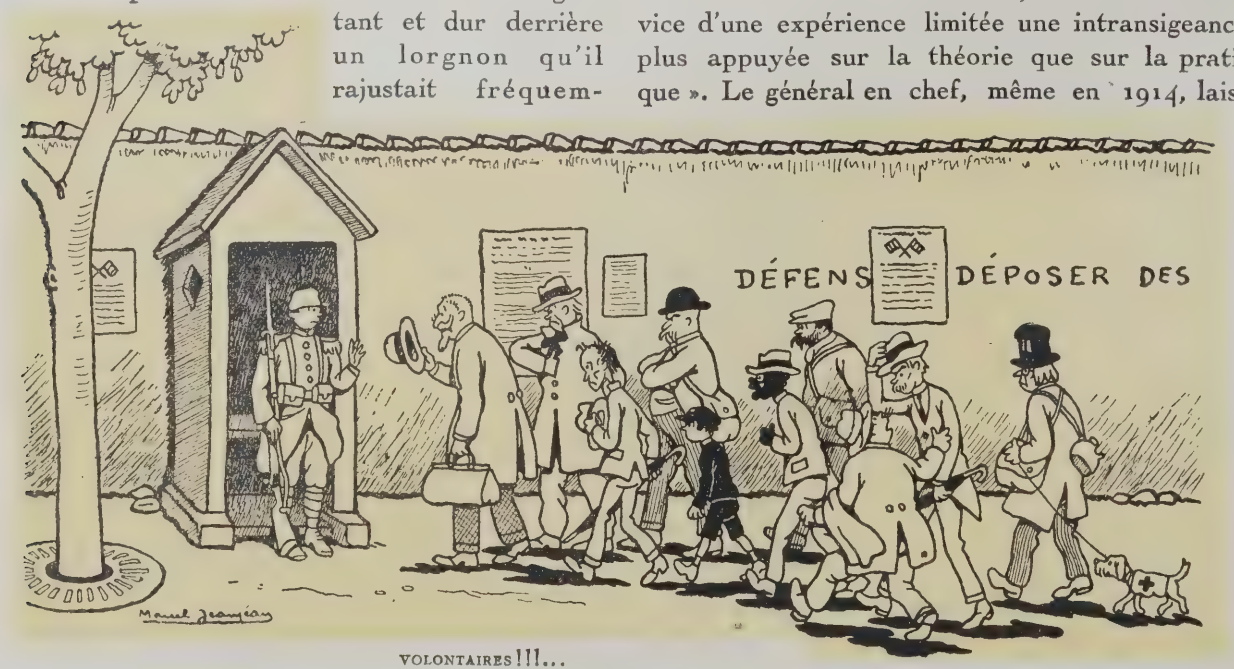
Jamais donc, au cours de ces années, le prestige du Haut-Commandement ne fut plus grand, son autorité mieux acceptée qu'en ces jours qui précédaient de si peu nos revers. Le 31 juillet déjà, le Conseil des ministres avait résolu de laisser au généralissime une entière liberté quant à la conduite des opérations, sans même se réserver le droit de donner certaines directives générales. On a depuis vivement blâmé une semblable « abdication ». A l'époque où elle fut prise, personne ne songea à critiquer cette décision, à exprimer au sujet de sa nécessité le moindre doute. C'est bien la France entière qui faisait confiance au général en chef et à ses collaborateurs du Grand Quartier Général.

Ce n'est pas de Paris que Joffre entendait exercer son commandement. Principalement attentif aux événements du Nord-Est, c'est à Vitry-le-François, en Champagne, à proximité à la fois de la Lorraine et de l'Ardenne que fut d'abord établi le premier G. Q. G., simple embryon de ce que

devait être le Grand Quartier Général de 1915, ou 1916, au temps fameux de Chantilly.

Le G. Q. G., c'était en principe l'État-Major de campagne du généralissime. Comme celui du ministère de la Guerre, il comprenait essentiellement quatre bureaux : le 1er, s'occupant des effectifs et de l'armement ; le 2e, des renseignements (situation et projets de l'ennemi) ; le 3e, des opérations proprement dites ; le 4e, de l'organisation des transports, celui-ci bientôt incorporé à une direction de l'arrière. A côté, toute une série de services accessoires qui iront en se multipliant : Direction de l'Aviation, Section de Presse, Service Géographique, le Trésor et Postes. En 1917, le G. Q. G. comprendra plus de 400 officiers. A la tête de ce vaste ensemble se trouve le major-général — en 1914, le général Belin, en 1915 et 1916, le général Pellé, un artilleur d'intelligence étendue et de large culture, — qu'assistent des « aides-majors généraux », principalement celui chargé des opérations. En 1914, ce sera le général Berthelot, un des partisans les plus décidés de la doctrine d'offensive, et il aura souvent une influence prépondérante sur le général Joffre. Le G. Q. G. groupait naturellement la plupart des «Jeunes Turcs», parmi lesquels deux exercèrent, jusqu'en 1917, une action importante, le colonel Bel et le colonel Renouard. Le colonel Bel, surnommé Fouquier-Tinville, fut surtout chef du bureau du personnel. « Petit, brun, l'œil clignotant et dur derrière un lorgnon qu'il rajustait fréquemment », tel nous le présente M. de Pierrefeu. « Porteur de gros dossiers il avait toujours l'air de revenir d'une exécution. Et, de fait, il était impitoyable. Il était responsable, disait-on, de la mise à pied de cent quarante-sept généraux. » Joffre, qui avait en lui une confiance sans limite, travaillait avec lui chaque jour, en tête à tête. Pendant deux ans et demi le colonel Bel, avec une belle audace, a presque souverainement présidé ainsi aux « limogeages ». Le colonel Renouard, pendant la même période, fut l'âme du 3e bureau, avant même d'en être le chef. « Véhément, le verbe clair et incisif, il était animé d'une volonté communicative. Aucune peur des responsabilités ; ses subordonnés, toujours sûrs d'être couverts par lui, donnaient sous ses ordres un rendement maximum. » Le colonel Renouard devait être plus tard l'instigateur de la bataille de la Somme.

Une des tâches essentielles du 3e bureau était d'assurer la liaison avec les différentes armées. Des officiers (commandants ou lieutenants-colonels), délégués par lui, allaient, sur place, se rendre compte de l'exécution des ordres donnés par le G. Q. G. Des rapports qu'il fournissait dépendait le plus souvent l'opinion du généralissime. Les conditions de la guerre moderne obligeaient sans doute à procéder de la sorte, mais trop fréquemment ces *missi dominici*, étroitement asservis à la doctrine officielle, mirent « au service d'une expérience limitée une intransigeance plus appuyée sur la théorie que sur la pratique ». Le général en chef, même en 1914, lais-




VOLONTAIRES !!!...

(Photo Rol)

LES ALLEMANDS A BRUXELLES

sait une grande liberté aux services du G. Q. G. avec lesquels il communiquait par l'intermédiaire de son cabinet, dont les principaux membres, les commandants Gamelin et de Galbert, travaillaient d'ailleurs en harmonie étroite avec le 3e bureau. Il sera donc à peu près impossible de distinguer dans la conduite des opérations le rôle personnel du général Joffre et l'action collective du G.Q.G.

En tout cas, à peine installés dans les sévères bâtiments du collège de Vitry-le-François, généralissime et État-Major ne songeront, au moins jusqu'au 15 août, qu'à mettre à exécution, sans y rien changer, le plan XVII. Un souci qui leur est également commun, c'est celui d'assurer, non pas seulement leur indépendance, mais leur toute puissance, vis-à-vis du gouvernement. Les départements de l'Est et du Nord-Est furent ainsi groupés en une zone des armées, dont l'administration échappa entièrement aux ministères de Paris pour relever seulement du G. Q. G. En même temps le G. Q. G. laissa le ministre de la Guerre aussi bien que le Président de la République ignorer à peu près tout des événements. M. Messimy s'est plus tard élevé avec vivacité contre la situation qui lui avait été faite. « Ce fut, a-t-il dit, en 1919, devant une Commission d'enquête de la Chambre, la véritable séquestration des opérations militaires. Jusqu'à la fin d'août, je n'ai, pour ainsi dire, rien su des opérations : la zone des armées était fermée, non pas au ministre, car s'il avait voulu y entrer il aurait bien évidemment pu le faire, mais à toute personne qui voulait aller chercher des renseignements pour lui... Gouvernement, nous n'étions renseignés que par des communiqués quotidiens, plus longs, assurément, que ceux adressés à la Presse, mais relativement très concis. » Le successeur de M. Messimy, M. Millerand, dut se contenter d'indications aussi maigres.

Dans une lettre envoyée, le 7 septembre 1914, au général Gallieni gouverneur de Paris, le général Joffre déclarait en effet : « Je vous serai obligé de ne pas envoyer au gouvernement de renseigne-

ARTILLERIE DE CAMPAGNE PENDANT LA MARCHE EN AVANT DE L'ARMÉE ALLEMANDE

MORTIER AUTRICHIEN DE 380 UTILISÉ PAR L'ARMÉE ALLEMANDE

ments relatifs aux opérations. Dans les comptes rendus que je lui envoie, je ne lui fais jamais connaître le but des opérations en cours, ni mes intentions. »

Les circonstances, principalement le transfert du gouvernement à Bordeaux, favorisèrent et développèrent cette omnipotence du G. Q. G., que le général Gallieni, devenu ministre de la Guerre dénonça, au début de 1916, au Conseil des ministres, dans un rapport secret dont il faut citer les phrases essentielles : « La limite de la zone des armées, d'abord fixée aux départements de la frontière du Nord-Est, recula dès les premières semaines de la guerre vers le Sud et le Sud-Est et engloba, à la date du 29 août 1914, toute la région parisienne. » Dès lors, le G. Q. G., poussé par les événements, se transforme en « pourvoyeur de ses propres besoins. Des relations directes s'établissent entre les services de l'avant et les fournisseurs de l'arrière, et notamment dans le domaine de l'aéronautique, dans le domaine de l'automobile. » Le G. Q. G. « absorbe à son profit de nombreuses ressources en main-d'œuvre, immobilisées dans les ateliers de la zone des armées et qui auraient sans doute, à l'arrière, travaillé plus utilement ». De là « doubles ateliers, doubles magasins, doubles dépenses... Le Haut-Commandement en est arrivé à se substituer, en matière de gestion aux armées, au ministère de la Guerre : de simple consommateur, il est devenu, à l'occasion, son propre constructeur et pourvoyeur. Sortant, d'autre part, de son rôle de directeur des opérations militaires, il a empiété sur le domaine politique et diplomatique... Jamais le Haut Commandement n'a admis même des questions posées par le gouvernement autrement qu'en les considérant comme des marques de défiance à son égard ». « De là, concluait Galliéni, confusion des pouvoirs et des attributions, et substitution au gouvernement régulier d'une sorte de gouvernement irresponsable et sans mandat. » Or, quels qu'aient été les talents de bien des chefs du G. Q. G., leur dictature allait d'abord conduire la France à un désastre. Suite logique du plan XVII, l'offensive générale, témérairement ordonnée par Joffre, aboutira, en quelques jours, aux échecs de Sarrebourg, de Morhange, des Ardennes et de Charleroi.

(Photo Rol)

PREMIERS DÉBARQUEMENTS DE L'ARMÉE ANGLAISE EN FRANCE

## PLAN ALLEMAND ET PLAN FRANÇAIS

A partir du 13 août, les cinq armées prévues sont définitivement constituées et concentrées. Les plus fortes, celles de droite, comprennent chacune cinq corps actifs. Dans les Vosges, la 1re armée, aux ordres du général Dubail, réunit les 7e, 8e, 13e, 14e et 21e corps ; en Lorraine, la 2e armée (général de Castelnau) groupe les 9e, 15e, 16e, 18e, 20e corps, ainsi que trois divisions de réserve. La 3e armée (général Ruffey) chargée de couvrir la Woëvre et les Hauts-de-Meuse ne compte par contre que trois corps, les 4e, 5e, 6e. Le général Lanrezac, avec la 5e (1re, 2e, 3e, 10e, 11e corps), a mission de protéger, non la frontière belge, mais la région de Montmédy et Longwy ; la 4e armée (général de Langle de Cary), avec les 12e, 17e corps, et le corps colonial, constitue la réserve, aux environs de Commercy.

(Photo Branger)

GÉNÉRAL LANREZAC

Les généraux commandants d'armée, tous choisis parmi les membres du Conseil supérieur de la guerre, étaient de valeur inégale. Alsacien de Belfort, fantassin vigoureux, Dubail était le favori du G. Q. G. Méridional spirituel, à la parole séduisante, Castelnau avait plus d'envergure. Auteur principal, assure-t-on, du plan de mobilisation, sans être en très bons termes avec les jeunes Turcs, ni même sans croire autant qu'eux aux vertus de l'offensive à outrance, à lui revenait la tâche essentielle, l'attaque décisive en Lorraine. Langle de Cary était un simple exécutant. Ruffey, artilleur célèbre, avait plus d'indépendance et passait pour n'approuver qu'à demi la doctrine officielle. Lanrezac était franchement « hérétique ». Longtemps professeur à l'École de guerre, il avait une réputation de tacticien éminent. Mais c'était un partisan résolu de la défensive-offensive, et sa boutade contre les théoriciens de l'offensive, tels le colonel de Grandmaison, lui avait fait bien des ennemis : « Attaquons, attaquons... comme la lune. »

Lanrezac, à peine arrivé au milieu de ses troupes, allait, d'ailleurs, entrer en conflit avec le G. Q. G. Sans doute le chef de la 5e armée ne croyait pas encore à l'extension de la manœuvre allemande au delà du sillon Sambre-Meuse ; mais — et il le fit savoir dès le 31 juillet, dans un rapport au généralissime — pour lui, l'armée de droite allemande « chercherait à franchir la Meuse entre Namur et Givet, pour gagner par la trouée de Chimay les sources de l'Oise, cette tête du grand chemin de Paris ». Dans ce cas, la 5e armée, destinée à attaquer dans la direction de Neufchâteau (Ardenne belge), risquait d'être dangereusement débordée sur sa gauche. A ce rapport, le G. Q. G. ne répondit pas. Le 2 août pourtant, à la nouvelle de l'invasion du Luxembourg, il fut décidé que l'armée de Langle viendrait prendre place entre Ruffey et Lanrezac, qui, ainsi, pourrait s'étendre légèrement vers le Nord. Un corps de cavalerie, aux ordres du général Sordet, vint occuper la trouée de Longwy. A cela se bornèrent les mesures prises pour parer au danger. L'ultimatum à la Belgique, l'attaque même de Liége, rien ne parvint à détromper notre Haut Commandement, à lui faire deviner ce qu'était le plan allemand.

L'ordre de bataille du général de Moltke (dont le G. Q. G. s'installa bientôt à Luxembourg) ne ressemblait guère à celui prévu par le 2e bureau de Vitry-le-François. Résolu à tirer de son entrée en Belgique tout le profit possible, le grand État-Major allemand avait économisé les troupes devant notre zone fortifiée, de Belfort à Verdun, pour agir avec le maximum de ressources de Verdun à l'Escaut. Aussi l'Alsace n'était-elle défendue que par un corps de réserve et quelques formations territoriales. En Lorraine, la VIe armée (prince Ruprecht de Bavière) et la VIIe (von Heeringen), fortes, l'une de cinq corps, l'autre de trois, devaient contenir notre avance, puis

passer à la contre-attaque pour menacer la trouée de Charmes. Mais il ne s'agissait là que d'une action secondaire.

Sur le front principal s'étendaient cinq armées : de Longwy à la Meuse, les V[e] (Kronprinz de Prusse), IV[e] (duc de Würtemberg) et III[e] (von Hausen), les deux premières comptant cinq, la dernière quatre corps; au delà de la Meuse, une masse de manœuvre constituée par les II[e] (von Bülow) et I[re] (von Kluck) armées, avec l'une six et l'autre sept corps. A Bülow et Kluck revenait le soin, les forteresses belges de la Meuse emportées et les troupes du roi Albert bousculées, de marcher sur Paris en gagnant de vitesse notre aile gauche, pour rejeter notre armée entière sur le Jura et la Suisse. Ainsi, non seulement l'utilisation hardie des réserves donnait à l'Allemagne une large supériorité numérique d'ensemble, mais la répartition de ses forces allait, en Belgique occidentale, rendre cette supériorité vraiment écrasante.

MARÉCHAL FRENCH

Et ces armées, par la discipline automatique et l'organisation minutieuse, constituaient la plus parfaite machine de guerre que l'on eût jamais vue. Deux Américains, M. Powell et M. R.-H. Davis, qui, en leur qualité de neutres, purent assister au défilé d'invasion en Belgique, nous en ont laissé des descriptions inoubliables : « L'armée allemande entra dans Bruxelles en masse aussi compacte et dense qu'un rapide. Point d'arrêt, point de trous, point de traînards. Pour laisser passer les automobiles, les motocyclettes des porteurs de dépêches, un côté de la rue était maintenu libre ; et si nette était la colonne, si rigide la surveillance, que les automobiles passaient, à 60 kilomètres à l'heure, sans s'écarter jamais de leur course rectiligne pour éviter un homme ou un cheval. L'infanterie marchait en chantant : *Deutschland, Deutschland über Alles,* et les bottes foncées marquaient la cadence... Par moments on entendait 2.000 hommes qui chantaient ainsi à la fois, d'un rythme et d'une cadence uniques. Lorsque le chant s'arrêtait, on n'entendait que la résonance des bottes ferrées ; puis de nouveau s'élevait le chant, et puis c'était les uhlans, les sabots de leurs chevaux magnifiques, résonnant sur la route comme des marteaux d'acier concassant les pierres, puis les mortiers géants, gémissants et rauques, les mitrailleuses qui faisaient tinter leurs chaînes, l'artillerie de campagne aux moyeux stridents, aux freins qui renâclaient; et les roues bordées d'acier retentissaient contre les pavés et faisaient rebondir les échos des façades. Pendant trois jours et trois nuits, cette colonne grise, où brillaient des centaines de milliers de baïonnettes et des centaines de milliers de lames, traînant ses wagons gris, ses gris caissons de munitions, ses grises ambulances, ses canons gris, tel un fleuve d'acier, coupa Bruxelles en deux. Depuis trois semaines ces hommes étaient en marche, et l'on ne voyait pas un seul traînard, pas une courroie déplacée, pas un fanion en moins. Tout le long de la route et de cette machine mouvante, les voitures postales se détachaient, les vaguemestres ramassaient les cartes postales ou remettaient les lettres sans que ces hommes s'arrêtassent. Et, pendant qu'ils marchaient, les cuistots préparaient la soupe, le café, le thé, le long de leurs cuisines roulantes, soignant les feux, distribuant la nourriture fumante. Assis sur les camions les cordonniers retapaient les souliers et raccommodaient les harnais ; les maréchaux-ferrants façonnaient sur des enclumes minuscules les fers à cheval... Pour rendre parfaite la monstrueuse machine et la munir de pontons, de télégraphie sans fil, d'hôpitaux, d'aéroplanes qui la précédaient en files rigides, de téléphones de campagne dont elle déroulait interminablement les fils en les avançant, toutes les inventions actuelles s'étaient prostituées. » (R.-H. Davis, *traduction* V. Giraud).

C'était l'avant-garde de cette armée qui, le 4 août, afin de forcer aussitôt le passage de la Meuse, avait attaqué les avancées de Liége.

L'armée belge, forte de cent vingt mille hommes à peine — la Belgique ignorait encore le service obligatoire — ne pouvait opposer une résistance bien longue à une attaque aussi formidable. Pourtant, à Liége, le général Léman réussit à empêcher l'ennemi d'entrer dans la grande cité wallonne avant le 7, et les forts résistèrent plusieurs jours après cette date. Mais les troupes de campagne se retirèrent derrière la Gette, sous-affluent de l'Escaut, autour de Louvain et de Tirlemont.

SMITH DORRIEN, GÉNÉRAL ANGLAIS

Le gouvernement de Bruxelles avait demandé aide à Londres et à Paris. Mais l'Angleterre ne pouvait expédier sur le continent qu'une force expéditionnaire de quatre divisions, formées, il est vrai, de vieux soldats éprouvés, commandés par le maréchal sir John French. C'est le 9 août seulement que commença l'embarquement de ces troupes à destination de Boulogne, Calais, Dunkerque, Ostende. A Paris, les membres du gouvernement et le Président de la République, ainsi que l'opinion publique enthousiasmée par la défense de Liége, auraient voulu secourir la Belgique, mais Joffre n'entendait pas engager ses troupes avant leur concentration. Il se contenta d'envoyer dans l'Ardenne belge la cavalerie du général Sordet, mesure d'ailleurs inutile et bien décevante pour les populations qui attendaient de la France d'autres secours. Les soixante-douze escadrons du corps Sordet se fatiguèrent sans profit, en marches et contremarches, sans pouvoir rien tenter de sérieux contre l'infanterie ennemie. Quant aux renseignements qu'ils recueillirent sur l'importance de forces rencontrées, le G. Q. G. refusa d'en tenir compte. Le 6 août, notre service de renseignements publia un bulletin qu'il faut bien reproduire, pour montrer jusqu'où pouvait aller l'entêtement aveugle du Haut Commandement : « De l'ensemble des renseignements recueillis sur les emplacements initiaux, il semble que l'on peut conclure que les Allemands exécutent un plan de concentration conçu il y a deux ans et dont on a eu communication. Face à la France, il y aurait cinq armées... Armée nord 5 corps, 2 divisions de cavalerie, 2 ou 3 divisions de réserve : Q. G. initial, Cologne; centre de gravité, Saint-With. » Voilà pour la droite allemande ; puis deux armées, l'une de 4 corps, l'autre de 6, entre Trèves et Sarrebourg. Et le bulletin ajoute : « Ces armées n'ont pas de divisions de réserve, ce qui semble indiquer qu'elles forment essentiellement la troupe de choc. » Après cela, 4 corps autour de Strasbourg et 3 corps en Haute-Alsace, en tout 20 corps, plus 7 ou 8 divisions de réserve. Voilà hélas ! ce qu'on croyait à Vitry-le-François, deux jours encore après l'attaque sur Liége.

Joffre estimait faire preuve de prudence extrême en décidant que les 2 divisions venues d'Algérie, et dont l'emploi n'avait pas encore été déterminé, iraient renforcer le groupement Lanrezac. Pour le généralissime le mouvement sur Liége n'est qu'une mesure de sécurité prise à l'égard de l'armée belge. Aussi, dans une instruction générale n° 1 (sans doute adressée le 8 août au matin à ses commandants d'armée), il redit sa volonté d'attaquer prochainement en Lorraine. «L'intention du général commandant en chef est de rechercher la bataille, toutes forces réunies, en appuyant au Rhin la droite de son dispositif général... La 1re armée prendra pour objectif l'armée allemande de Sarrebourg, le Donon, vallée de la Bruche, et cherchera à la mettre hors de cause en la rejetant sur Strasbourg et la Basse-Alsace... La 2e armée, se couvrant face à Metz, agira offensivement dans la direction générale de Sarrebrück...» La 3e sera « prête à agir dans la direction du nord, ou à contre-attaquer toutes les forces qui débou-

cheraient de Metz ; la 4e armée se tiendra prête à attaquer entre Meuse et Argonne » ; la 5e, enfin, devra pouvoir « monter une attaque en forces sur tout ce qui déboucherait entre Vouziers et Mézières inclusivement, ou, le cas échéant, franchir elle-même la Meuse entre ces deux points ».

Mais il est une action que le G. Q. G. n'entend pas différer, celle prévue en Haute-Alsace. Déjà le 7e corps (Besançon-Belfort) a franchi la frontière et occupé Mulhouse avant, comme il lui est prescrit, de gagner « rapidement sur Colmar et Schlestadt ». Il s'agit d'atteindre la ligne du Rhin, et aussi de rappeler à l'opinion universelle que la France n'a pas oublié l'Alsace, que l'Alsace n'a pas oublié la France. Une proclamation de Joffre, un peu trop riche d'épithètes, accompagne donc nos troupes :

« Enfants de l'Alsace, après 44 années d'une douloureuse attente, des soldats français foulent, à nouveau le sol de votre noble pays. Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la revanche. Pour eux quelle émotion et quelle fierté ! Pour parfaire cette œuvre, ils ont fait le sacrifice de leur vie ; la nation française unanimement les pousse, et dans les plis de leurs drapeaux sont inscrits les noms magiques du Droit et de la Liberté. Vive l'Alsace ! Vive la France ! »

Quand, le samedi 8 août dans l'après-midi, le communiqué annonça la prise d'Altkirch quand, le dimanche 9, arriva la nouvelle de l'entrée à Mulhouse, ce fut par toute la France une émotion joyeuse et tendre, comme la réalisation, que l'on n'attendait plus, d'un vieux rêve très cher. Mais deux jours après, c'était la retraite, nos troupes ramenant avec elles quelques-uns des Alsaciens compromis en notre faveur. L'attaque, entreprise avec des forces insuffisantes — une brigade mal pourvue d'artillerie — avait bien pu, d'un premier élan, enlever Mulhouse. Devant un retour offensif allemand il avait fallu se replier sur Altkirch — bientôt évacué à son tour — et sur Thann, qui tomba aussi aux mains de l'ennemi. Le général Bonneau, commandant du 7e corps, avait sans doute commis des fautes tactiques, mais il avait eu, surtout, le tort de ne pas dissimuler à ses chefs qu'ayant en face de lui 3 divisions ennemies, le mouvement qui lui était ordonné ne pouvait aboutir qu'à un insuccès. Il fut destitué, premier de ces généraux si nombreux qui, selon l'expression née justement en ce début de guerre, allaient être « limogés ». (Le G. Q. G. en ôtant leur commandement à des officiers généraux, leur assignait en même temps une résidence obligatoire à l'intérieur ; plusieurs chefs disgraciés ayant été relégués dans la Haute-Vienne, envoyer « à Limoges, » devint synonyme de destituer.

LE GÉNÉRAL SORDET AU COURS D'UN ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL GALLIENI

L'échec de Mulhouse, grossi par les bulletins officiels allemands qui, reproduits par les journaux suisses et anglais, pénétraient ainsi en France, causa plus qu'une déception. L'affaire était en elle-même sans gravité. Pourtant, après avoir, depuis une semaine, nourri tant d'espoirs imprudemment fortifiés par le ton lyrique et uniformément optimiste des communications gouvernementales, l'opinion, sans être inquiète, se demanda si l'heureux charme n'allait pas se rompre. C'est pour dissiper cette crainte vague, que le G. Q. G., prisonnier de son imprudence, crut nécessaire d'organiser une seconde expédition. D'ailleurs, au moment où allait commencer l'offensive des 1re et 2e armées, il importait de couvrir la droite de Dubail. En conséquence, au 7e corps réorganisé, sont jointes plusieurs divisions de réserve. Une armée est ainsi constituée, aux ordres du général Pau, qui prend pour chef

d'État-Major, le colonel Buat. Depuis dix-huit mois au cadre de réserve, le général Pau, à qui la presse avait fait avant la guerre une popularité, prépare avec soin son opération; ses troupes reposées, le 14 août, il fait enlever Dannemarie et Thann; quelques jours après, il marche sur Mulhouse pendant que les ailes de son armée, s'élevant dans la direction de Colmar et d'Altkirch, menacent les communications des Allemands. Après un combat à Dornach — faubourg de Mulhouse — nous entrons, le 19, une seconde fois en la grande cité industrielle de la Haute-Alsace. L'ennemi poursuivi repasse le Rhin. Succès inutile, puisque, cinq jours après, il nous faudra évacuer volontairement la plaine de l'Ill. Mais les troupes, employées à notre extrême droite pour des opérations sans importance stratégique, auront manqué ailleurs, en particulier à cette aile gauche, où se jouait vraiment le sort de la bataille.

Malgré l'insuffisance de nos services de renseignements (cavalerie et aviation), les rares faits recueillis par eux confirmaient l'importance des concentrations allemandes en Belgique. Les escadrons ennemis bordaient la Meuse, de Dinant à Huy. Les Belges signalaient l'afflux de forces nouvelles qui passaient sans cesse d'Aix-la-Chapelle à Liége.

Lanrezac, de plus en plus inquiet, insiste donc avec force pour obtenir la permission de se porter dans la région entre Meuse et Sambre. Deux fois il envoie son chef d'État-Major, le général Hély d'Oissel, à Vitry-le-François pour réitérer sa demande. Le G. Q. G. n'est pas convaincu. Le 12 août pourtant, à la suite d'une nouvelle démarche, le général Joffre autorise Lanrezac à transporter en flanc gauche, vers Philippeville et Givet, le 1er corps et les deux divisions d'Afrique autour de Chimay. Un instant les directives anciennes semblent modifiées. Mais le 13, dans une instruction particulière, Ruffey, de Langle, Lanrezac reçoivent l'ordre de se préparer à une prochaine bataille contre-offensive. La 5e armée sera placée à quelques kilomètres en arrière de la Meuse, et elle attaquera, dès que l'ennemi aura « engagé une bonne partie de ses forces sur la rive gauche ». Mais, si les Allemands restent sur la défensive, Lanrezac devra se préparer à marcher sur Neufchâteau. Le 14, Lanrezac se rend lui-même au G. Q. G., où il rencontrera le généralissime, ainsi que ses adjoints Belin et Berthelot. Il tente de montrer que tout annonce un mouvement débordant à gauche de la Meuse. Les trois chefs répliquent : « Nous avons le sentiment que les Allemands n'ont rien de prêt par là. » Le commandant de la 5e armée exprime, en même temps, son sentiment au sujet des réserves : des corps de réserve sont juxtaposés aux corps actifs de l'ennemi. Le scepticisme est identique. Le G. Q. G. n'admet toujours pas que le haut commandement allemand aventure ainsi des forces sur la rive gauche. Si la nouvelle est vraie, d'ailleurs, il faut s'en réjouir; car, insuffisants à coup sûr, ces éléments ennemis se heurteront aux Belges, qui, le 12, ont remporté un succès à Haelen, sur la Gette, et aux Anglais qui arrivent autour de Maubeuge. Lanrezac rentre donc, le 14 encore, sans promesse, à son quartier général de Rethel; mais là, il trouve un bulletin de renseignements du G. Q. G. qui signale enfin une masse de manœuvre allemande de huit corps assemblés près de Liége. C'est la preuve éclatante du bien fondé de son hypothèse : jamais une masse aussi considérable ne pourrait se déployer sur la seule rive droite. Aussitôt, il écrit à Joffre une lettre solennelle : « Ma conscience ne serait pas en repos, si je ne vous répétais encore, devant la précision de vos derniers renseignements, que le transport éventuel de la 5e armée vers la région Maubeuge-Givet me paraît devoir être étudié et préparé, dès maintenant... Ceci dit, je suis prêt à exécuter vos ordres quels qu'ils soient. » Joffre n'est pas d'abord convaincu; il répond en parlant d'une « mesure lointaine », mais autorise pourtant Lanrezac à étudier le mouvement. Puis, le 15, changement brusque : le matin, Lanrezac est invité à préparer sa mise en marche; le soir, il reçoit l'ordre de passer à l'exécution.

C'est que le G. Q. G. a reçu une nouvelle qui lui paraît grave. Des contingents allemands tentent de franchir la Meuse à Dinant. Il n'y a là que deux ou trois bataillons de chasseurs qui ont voulu permettre à leur cavalerie une reconnaissance sur la rive gauche. Ils sont d'ailleurs refoulés par quelques troupes du 1er corps, une brigade que dirige un chef bientôt illustre, le colonel Pétain. Mais, dans son rapport, le général Franchet d'Espérey, commandant du 1er corps, assure que l'attaque a été menée par plusieurs divisions chargées de couvrir le glissement d'une

armée allemande vers le nord-ouest entre Namur et Liége. Ce rapport cause à Vitry-le-François une grande impression. Le même jour, Joffre reçoit la visite du général Gallieni, éventuel successeur du généralissime, et dont celui-ci avait jugé la présence inutile au G. Q. G. M. Messimy l'envoié pour attirer l'attention de l'État-Major. D'après les nouvelles recueillies à Paris, il convient d'accorder plus d'attention au mouvement de l'ennemi à l'ouest de la Meuse. Dès lors Joffre admet cette marche allemande vers Givet, qu'a prophétisée Lanrezac. Une instruction nouvelle va transformer complètement la tâche confiée à la 5e armée. Celle-ci se portera « dans la région de Mariembourg ou Philippeville pour agir de concert avec les armées anglaise et belge contre les forces adverses du nord ». Pour la première fois, voici qu'il est question d'une collaboration véritable avec les Alliés. Mais comment la réaliser, quand les Belges, après avoir résisté sur la Gette, sont à la veille — leur mouvement s'effectuera le 18 août — de se replier sur Anvers pour n'être pas enveloppés ?

L'infortuné corps Sordet, épuisé par ses courses en Ardenne, a beau être expédié maintenant dans le Hainaut et le Brabant pour maintenir le contact avec les troupes du roi Albert. Il est trop tard. Les armées allemandes, définitivement concentrées, ont commencé leur marche décisive.

Le 19 août, von Kluck entre à Aerschot et Louvain ; le 20, à Bruxelles. Quant aux Anglais, les quatre divisions du maréchal French groupées en deux corps aux ordres des généraux Douglas Haig et Smith Dorrien — 70.000 hommes environ — se rassemblent aux environs de Cambrai, mais elles ne seront disponibles que le 24, du moins c'est ce que, le 17, à Rethel, French au cours d'un entretien déclare à Lanrezac. Le G. Q. G., au reste, ne s'occupe pas d'organiser une liaison véritable entre l'État-Major britannique et la 5e armée. Sans doute Joffre est représenté au G. Q. anglais par une mission que dirige le colonel Huguet, ancien attaché militaire à Londres ; mais celui-ci renseigne Vitry-le-François, et non pas Lanrezac et Hély d'Oissel, qui n'obtiennent de précisions que par voie indirecte. D'ailleurs, Lanrezac ne fit peut-être pas d'efforts suffisants pour s'entendre avec les Anglais. Ils avaient sur la guerre, disait-il, des idées trop « différentes » des nôtres, et, personnellement, il ne sympathisait guère avec French.

Dès ce début de campagne, les opérations allaient être gênées par cette grave infériorité : l'absence d'un commandement unique interallié. L'amour-propre national britannique n'avait pas permis de mettre le chef de la « force expéditionnaire » sous les ordres d'un général étranger. Joffre ne donnait pas des instructions impératives à French, mais seulement des conseils, des avis, quand il n'en était pas réduit à lui adresser des exhortations. Situation déplorable, qu'il n'était pas en notre pouvoir de changer, mais dont il eût été sage de tenir compte davantage avant d'envisager à notre aile gauche une manœuvre improvisée.

En tout cas, le déplacement de la 5e armée entraîne des modifications en sa composition. Les deux corps de droite, les 2e et 11e, gardent, ainsi que deux divisions de réserve, leurs anciennes positions et sont rattachés désormais à la 4e armée. Par contre, Lanrezac reçoit d'autres divisions de réserve (groupe du général Valabrègue) et le 18e corps, emprunté à l'armée Castelnau. En même temps, comme, au delà de la Sambre, la plaine de Flandre, tous les riches départements du Nord et du Pas-de-Calais laissés sans défense paraissent exposés, au moins, à des incursions de cavalerie ennemie, quelques divisions territoriales demeurées autour de Lyon sont expédiées sur Arras. Le général d'Amade — un « Marocain » réputé — les commande.

Cet ensemble de précautions semble au G. Q. G. amplement suffisant. Il importe de ne pas trop dégarnir la droite et le centre : « Plus nous aurons de monde à notre gauche, mieux cela vaudra, téléphone le général Berthelot à M. Messimy ; cela nous permettra de mieux enfoncer leur centre. » A Vitry-le-François, la confiance demeure entière. Pas un instant le généralissime et ses collaborateurs ne songent à transformer de façon profonde leurs dispositions. Il y a uniquement un changement dans les missions assignées à deux des armées.

La manœuvre d'attaque par l'Ardenne, que Joffre avait primitivement confiée aux 4e et 5e armées, s'effectuera quand même ; seulement c'est Ruffey qui sera chargé de collaborer avec de Langle. La décision prise le 15 août, au sujet de Lanrezac, ne doit pas empêcher la grande instruction du 8 août d'être intégralement observée, au moment surtout où, à l'est, Dubail et Castelnau sont définitivement entrés en action.

## L'OPINION ET LES PREMIERS ÉCHECS

L'offensive de Lorraine, prévue depuis si longtemps, était bien le plus mal conçu des mouvements stratégiques. La région entre Metz et les Vosges, coupée de rivières, canaux, étangs, était particulièrement propre à la défensive, et les Allemands avaient renforcé encore les positions naturelles : le 2 août, ils tendaient une inondation dans la vallée de la Seille. Au delà, sur la ligne de hauteurs qui environne Morhange, avaient été édifiés tranchées bétonnées et réseaux de fil de fer. En outre, sur ce terrain minutieusement étudié par l'État-Major allemand, tous les points intéressants avaient été notés, repérés sur des plans quadrillés, qui permettaient à l'artillerie ennemie de régler ses tirs avec une grande précision. Nos chances de succès étaient donc plus que médiocres, et des écrivains militaires réputés, comme le colonel Grouard et le général Maitrot, avaient qualifié de « folie » tout plan d'attaque en Lorraine. Le 11 août pourtant, le G. Q. G. annonçait aux 1re et 2e armées qu'elles devraient se mettre en marche le 14. Castelnau ayant fait quelques objections, il fut entendu qu'il se bornerait, d'abord, à appuyer par sa droite le mouvement de Dubail.

Tout paraît au début facile, au moins dans les Vosges. Les 21e et 14e corps ont déjà repris successivement tous les principaux cols, le Bonhomme, Sainte Marie-aux-Mines, Saales ; ils enlèvent maintenant le massif du Donon et gagnent la vallée de la Bruche, qu'ils descendent jusqu'à Schirmeck. A Saint-Blaise est pris le premier drapeau allemand (qui sera bientôt exposé à Paris, à l'une des fenêtres du ministère de la Guerre). Sur le versant lorrain, les 8e et 13e corps, après avoir nettoyé d'ennemis le district de Blâmont-Cirey, franchissent à leur tour la frontière et arrivent le 18 devant Sarrebourg, qu'ils emportent.

L'avance de la 2e armée est plus lente. Elle ne compte plus que trois corps actifs, le 9e, après le 18e, lui ayant été retiré, et ses quatre divisions de réserve, sous les ordres du général Léon Durand, gardent les hauteurs qui protègent Nancy, le Grand Couronné. Pourtant, de droite à gauche, les 16e, 15e, 20e corps entrent successivement à Vic, Dieuze, Château-Salins, acclamés par les populations de ces petites villes. Les Allemands ne se replient pas sans combat ; en particulier, à Moncourt, se produit un engagement très vif, où nos troupes sont déjà éprouvées par l'artillerie lourde et les mitrailleuses de l'ennemi. Le 18, nous atteignons et traversons la Seille ; toute la zone des étangs est conquise, et, le 19, nous arrivons aux portes de Morhange et de Delme, tout près de l'importante voie ferrée qui joint Sarrebourg à Metz. Les troupes, fatiguées par le soleil, sont confiantes, mais ressentent pourtant une impression confuse d'inquiétude, comme si elles se sentaient attirées en un piège. C'en est un, en effet, que tend l'ennemi. Maintenant que nos armées se sont imprudemment avancées jusqu'aux lignes sur lesquelles il s'est préparé à nous recevoir, il peut passer à la contre-offensive. Dans un ordre du jour, le kronprinz de Bavière déclare à ses soldats : « Des considérations d'ordre supérieur m'ont contraint de refréner votre ardeur guerrière. Nous devons avancer maintenant, c'est notre heure. »

Le 20 août, à la première heure, à Sarrebourg et devant Morhange, les VIIe et VIe armées allemandes vont en effet se jeter sur nous.

Sur les rives de la Sarre, Dubail, qui croit sa droite menacée, n'a engagé qu'un seul corps, le 8e, dont les deux divisions tentent vainement, dès le 19 au soir, de franchir la rivière. Le 20, l'artillerie lourde ennemie écrase de loin nos canons de campagne ; notre infanterie, surprise par l'attaque imprévue de la VIIe armée, résiste avec courage dans Sarrebourg, jusque vers midi. Il faut alors reculer. La moins éprouvée des deux divisions, la 16e, que commande le général de Maud'huy, protège la retraite jusqu'au moment où le 13e corps vient relever le 8e. Sur les flancs du Donon, les 14e et 21e corps n'ont, par contre, presque pas souffert. En bon ordre, toute l'armée vient se placer derrière le canal de la Marne au Rhin.

Sur le front de Morhange, l'échec subi par la 2e armée était plus grave. Sans ignorer absolument l'existence d'organisations défensives — ses aviateurs les lui avaient signalées — le général de Castelnau, obéissant aux ordres du G.Q.G., entendait pousser son offensive à fond. Le 18 août, dans une instruction à ses commandants de corps, il leur dit : « L'ennemi cède devant nous : en particulier, il a abandonné Sarrebourg et Château-Salins. Dans l'intérêt général, il faut le poursuivre

avec toute la vigueur et toute la rapidité possibles. Le général commandant la 2e armée compte sur l'énergie, sur l'élan de tous pour atteindre ce résultat. Il invite les commandants de corps d'armée à inspirer à leurs troupes cet état d'âme, différent de l'esprit de méthode, qui s'impose vis-à-vis d'organisations défensives préparées. Dans ce même ordre d'idées, les éléments lourds, qui retardent la marche, seront rejetés en queue des colonnes. » Et, le 19 au soir, il donne des ordres précis pour le lendemain. Dès cinq heures, les 15e et 16e corps s'avanceront dans la direction de la voie ferrée Sarrebourg-Metz. A leur gauche, le 20e corps gardera d'abord une position d'attente afin de pouvoir, soit faire front à une attaque venue de Metz, soit aider les 15e et 16e corps en leur mouvement.

Mais le 20 août, à quatre heures du matin, l'artillerie allemande entre en action avant la nôtre. Vigoureusement attaqué par l'infanterie bavaroise, informé du revers infligé sur sa droite au 8e corps, le 16e corps recule le premier. Après avoir d'abord légèrement progressé, le 15e corps bat en retraite à son tour, non sans avoir contre-attaqué au sud de Dieuze. A gauche, la bataille se déroule de même. Le 20e corps — dont les troupes comptent parmi les meilleures de notre armée et dont le chef est le général Foch, déjà célèbre comme ancien directeur de l'École de guerre et théoricien militaire —, attaqué au moment de prendre l'offensive sur Morhange, doit se replier. L'une de ses divisions, la 39e, très éprouvée s'établit à la lisière nord de la forêt de Château-Salins; l'autre, la 11e, moins atteinte, facilite le mouvement en arrière du 15e corps. A 10 h. 30, en présence de cette série d'échecs, le général de Castelnau ordonne une retraite générale, par échelons, d'abord sur la Seille, puis, à 16 h. 30, jusque derrière la Meurthe et le Grand Couronné. Dans la nuit, les trois corps, protégés par de fortes arrière-gardes, se dérobent pour gagner leurs positions nouvelles. Fatigués, éprouvés eux aussi, les Allemands ne les poursuivirent, d'abord, qu'assez mollement.

Les batailles de Sarrebourg et Morhange étaient des insuccès graves, et non pas des désastres. Les vainqueurs, malgré l'éclat des bulletins où le prince de Bavière célébra son triomphe de « Metz », ne firent qu'un petit nombre de prisonniers. Mais c'était pour nous l'échec immédiat et déjà irrémédiable du plan XVII, dans une de ses parties essentielles. Sans être ici en infériorité numérique, notre offensive avaient été aisément arrêtée par l'ennemi. Dans tous les combats l'artillerie lourde allemande — dont presque tous nos techniciens avaient nié l'utilité dans une guerre de mouvements — s'était révélée un instrument redoutable. L'emploi d'un grand nombre de mitrailleuses, l'habile utilisation de l'aviation, la supériorité de l'uniforme gris invisible de ses soldats sur la capote bleu foncé et le pantalon rouge des nôtres, que de détails expliquaient la victoire de l'ennemi, sans parler de l'excellence de ses cadres — surtout quant aux sous-officiers — et de la liaison si étroite établie chez lui entre les différentes armes!

Le G.Q.G. et le ministère de la Guerre, même si, dès l'abord, ils se rendirent compte de la situation exacte, n'osèrent pas l'exposer à l'opinion française. Les communiqués parlèrent seulement d'un repli de nos avant-gardes. Puis, quand il ne fut plus possible de dissimuler, le *Matin* du 24 août, sous la signature de M. Gervais, sénateur de la Seine, attribua l'échec à la mauvaise tenue au feu des troupes « méridionales », en particulier des régiments du 15e corps (région de Marseille) qui auraient fui en désordre. (Il semble bien que M. Gervais avait écrit son article à la demande du ministère de la Guerre). Ces assertions fausses, admises cependant comme vraies en dépit de tous les démentis ultérieurs, dans bien des régions françaises, atteignaient cruellement les populations du Midi qui en furent à la fois peinées et irritées. Pour sauvegarder le prestige du haut commandement, c'était l'union française que l'on avait compromise. Même si les faits dénoncés avaient été exacts, le silence eût été ici légitime et indispensable. C'est ce que sentit vite l'opinion, qui commençait, d'ailleurs, à s'étonner de la facilité avec laquelle les Allemands conquéraient la Belgique. La prise de Bruxelles, en particulier, causa à Paris, malgré les explications de la presse, une impression très douloureuse. Pourtant le généralissime et son entourage, au courant du malaise qui grandissait à l'intérieur, gardaient un absolu optimisme. Même après Sarrebourg et Morhange, ils conservaient une pleine confiance dans le succès de l'offensive qu'ils allaient déclencher en Ardenne et sur les rives de la Sambre.

# IV

# LE DÉPART POUR BORDEAUX

## LES JOURNÉES DES 21, 22, 23 AOUT

Nos échecs de Lorraine ne devaient pas suspendre l'exécution du plan d'offensive générale. Avant même les batailles malheureuses du 20 août, le G. Q.G. avait reporté son espoir principal sur l'attaque par l'Ardenne. On ne doutait plus maintenant de la présence d'importantes forces allemandes sur la rive gauche de la Meuse. Mais, pour s'étendre si loin sur sa droite, l'ennemi — estimait-on à Vitry-le-François — avait dû affaiblir son centre. Il fallait donc mettre à profit la situation et renouveler, par une poussée vigoureuse sur le front Neufchâteau-Virton, la manœuvre d'Austerlitz.

Depuis le 2 août, la 4e armée (de Langle) devait jouer un rôle important dans une opération de ce genre. Primitivement, elle constituait l'aile droite de la masse d'attaque ; mais le déplacement de l'armée Lanrezac entraîna, le 16 août, une modification dans les dispositions. A la tête, désormais, de cinq corps et demi (2e, 11e, 12e, 17e, corps colonial et une division du 9e corps), de Langle forma la gauche ; ses troupes occupèrent la zone entre Chiers et Semoy, les deux affluents parallèles de la Meuse. La 3e armée (Ruffey), simplement chargée à l'origine de surveiller Metz, devint la droite ; elle fut concentrée autour de Longuyon. Tout le coin nord-est du département de Meurthe-et-Moselle (Briey, Lonwgy) avait été évacué sans combat, dès la mobilisation. Pour permettre aux trois corps (4e, 5e, 6e,) du général Ruffey de se consacrer tout entiers à leur mission d'offensive, quelques divisions de réserve, groupées près de Verdun, constituèrent, sous le commandement du général Pol Durand, un « détachement d'armée », chargé de préparer l'investissement de Metz. Subordonné officiellement à Ruffey, le général Pol Durand reçut du G.Q.G. des instructions qui le rendirent, en fait, indépendant de la 3e armée. Le 19 août, ce détachement fut d'ailleurs transformé en une « armée de Lorraine » distincte, qui eut pour chef le général Maunoury. Mais, par une négligence grave du G.Q.G., c'est seulement le 22 août au soir que Ruffey apprit les changements survenus.

La marche en avant de Ruffey et de Langle devait rencontrer bien des obstacles. L'Ardenne, avec ses routes rares, ses forêts, ses sous-bois qui permettaient à l'ennemi de se dissimuler et de se retrancher, se prêtait mal à une large offensive. En outre, depuis près de trois semaines, les avant-gardes allemandes, arrivées à notre insu presque jusqu'à la frontière française, avaient installé réseaux de fils de fer et nids de mitrailleuses. A partir du 18, leur concentration terminée, les trois armées Hausen, duc de Würtemberg, Kronprinz avaient gagné la ligne Longwy-Dinant ; c'étaient elles que nos troupes allaient rencontrer, et non pas, comme on le croyait à Vitry et aussi à Stenay, au Q.G. du général de Langle, quelques flancs-gardes destinés à protéger un mouvement du gros allemand vers le N.-W. Justement, le 18 août au matin, Joffre avait précisé, comme suit, ses intentions. La 3e armée se tiendra prête à déboucher en direction de Longwy — qui, protégée par une enceinte à la Vauban, subissait héroïquement depuis quinze jours la canonnade de l'ennemi ; la 4e armée devra se préparer à passer au nord de la Semoy, pour « mettre hors de cause » le groupement central ennemi avant de se rabattre sur celui du nord qu'attaqueraient de front Lanrezac et les Anglais. Et le 20 août à 20 heures, quand le G.Q.G. connaît nos revers de Morhange et Sarrebourg, il lance l'ordre définitif d'offensive : dès le 21 au matin, de Langle franchira la Semoy en direction générale de Neufchâteau, pendant que Ruffey, qui doit surtout couvrir la marche de son voisin, gagnera Arlon.

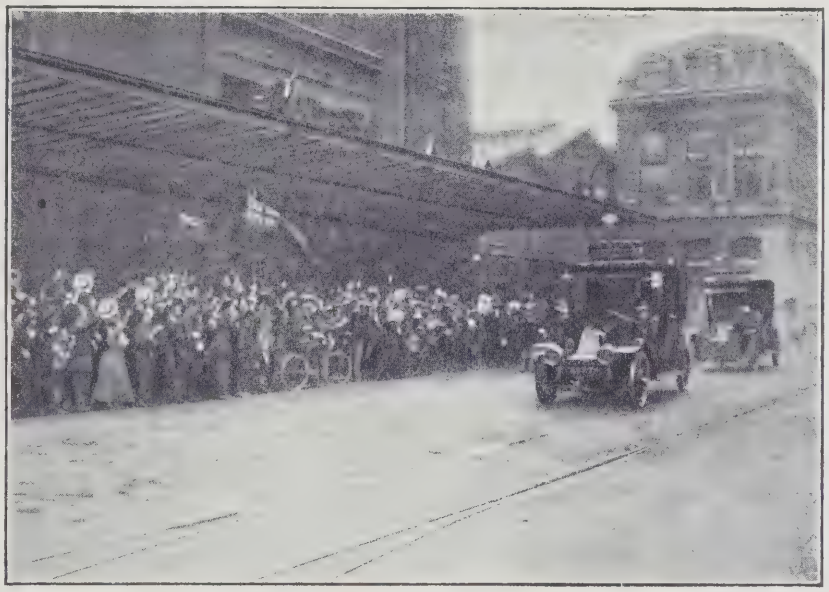
Le mouvement s'exécute. A ses chefs de corps, de Langle, sans autres précisions, se contente de

prescrire : « Attaquer l'ennemi partout où on le rencontrera. » Le 21, nos unités entrent partout en contact avec les avant-gardes allemandes ; le 22, au nord de la Semoy, elles se portent à l'assaut. Nulle bataille générale. De Stenay, situé trop à l'arrière du front de combat, de Langle ne tente pas de diriger l'attaque. Dans son secteur chaque commandant de corps, sinon même chaque divisionnaire ou brigadier, avance avec indépendance. De Paliseul à Rossignol, c'est une suite d'engagements partiels, au résultat tristement uniforme. Partout, nos fantassins enthousiastes attaquent sans avoir suffisamment reconnu les positions de l'ennemi, sans que l'artillerie ait, par son tir, préparé et facilité l'action de l'infanterie. Les Allemands, sans être partout très supérieurs en nombre, disposent là encore de canons lourds, au feu desquels nous ne pouvons répondre, et ils font de leurs mitrailleuses un emploi habile. Renseignés par leurs avions sur la marche de nos colonnes, ils brisent l'élan de nos régiments, parfois partis follement à l'assaut à 1.500 mètres de l'ennemi, et nous surprennent par des contre-attaques de flanc. Si, à gauche, le 11e corps, si, à droite surtout, le 2e corps parviennent, malgré des pertes très lourdes, à se maintenir à peu près sur le terrain du combat, au centre le 17e corps, pris à revers au nord de Bouillon, doit se replier derrière la Semoy, et le corps colonial est décimé devant Neufchâteau et Rossignol. Ces échecs entraînent nécessairement la retraite générale. De Langle la prescrit définitivement le 23 au matin, quand, durant la nuit, le recul déjà commencé s'est effectué, au moins dans certains corps, en grand désordre. Il voudrait seulement tenir la lisière des bois au sud de la Semoy ; puis, poussé par le G.Q.G., il change d'avis et ordonne une reprise d'offensive. Mais les efforts tentés n'aboutissent qu'à de nouveaux insuccès. Il faut se résoudre à une retraite plus large. C'est derrière la ligne Meuse-Chiers, que de Langle décide de refaire son armée.

Le général Ruffey avait été moins malheureux. Il ne disposait que de trois corps actifs pour appuyer de Langle, débloquer Longwy, et empêcher l'ennemi de sortir de Metz et de Thionville. Il réserva au 4e (général Boëlle) la mission de marcher sur Arlon, au 5e, celle de délivrer Longwy, le 6e (général Sarrail) faisant face à l'est avec derrière, comme éventuel soutien, les divisions Pol Durand. Là aussi le 22 août fut la journée décisive. Bien commandé, le 4e corps occupa et garda Ethe et Virton, mais le 5e s'épuisa en attaques mal préparées et mal conduites contre les hauteurs tenues par les troupes du Kronprinz. Le 6e, au contraire, pressé par un ennemi très supérieur, résista avec ténacité sur la Crusne, puis sur la Chiers, bien que le détachement Pol Durand, devenu indépendant de Ruffey, fût demeuré immobile, Le 23, la lutte se poursuivit, et, le 24, se présenta même l'occasion de remporter une victoire. Des patrouilles de cavalerie saisirent des ordres de l'État-Major allemand. On apprit ainsi que deux divisions devaient déborder, ce jour-là, la droite de Sarrail vers Spincourt et Etain. Mais ces divisions, à leur tour, pouvaient être attaquées, pendant leur marche, par l'armée de Lorraine. Seulement les instructions données à Maunoury s'opposaient à toute manœuvre de ce genre. Pour les changer, il fallut téléphoner au G. Q. G., qui finit par donner son consentement. L'attaque se produisit le 25. Les Allemands, bousculés, refluèrent jusqu'aux portes de Metz, vers Saint-Privat, mais il ne fut pas possible d'exploiter le succès. Dans la nuit même du 24 au 25, Ruffey recevait de Joffre un ordre de repli sur Montmédy et les Hauts de Meuse. L'armée Maunoury victorieuse devait être transportée de Lorraine en Picardie. En effet, non seulement la 4e armée, mais Lanrezac et French étaient en pleine retraite, et notre gauche courait même un immense péril.

Depuis le 19 août, toute la 5e armée se trouvait placée sur la rive occidentale de la Meuse, depuis Namur et Dinant jusqu'aux abords de Maubeuge. Par suite de ce rapide mouvement vers le nord-ouest, un trou de 80 kilomètres, que masquaient mal quelques troupes de réserve, séparait la 5e de la 4e armée. Lanrezac, très conscient du péril auquel sa droite était ainsi exposée, avait confié aux meilleures de ses troupes, celles du 1er corps, le soin de border la Meuse et de rester en contact avec Namur, dont l'ennemi avait commencé le siège. Ses autres corps furent établis au sud de la Sambre, au fur et à mesure de leur arrivée : d'abord, les 10e et 3e — chacun renforcé d'une division d'Afrique ; — puis le 18e corps, dont le débarquement ne s'achèvera que le 21 ; enfin, en liaison avec les Anglais, un groupe de divisions de réserve (général Valabrègue) et la cavalerie bien fatiguée du général Sordet. Quant

aux deux corps du maréchal French, c'est le 23 seulement qu'ils devaient se trouver prêts à combattre autour de Mons. Plein de clairvoyance, mais un peu systématiquement pessimiste, Lanrezac, qui se méfiait, et du généralissime, et des Alliés, n'avait qu'une confiance réduite en ses troupes, dont il apercevait très vivement les multiples insuffisances. Il souhaitait donc demeurer sur la défensive, au moins quelques jours encore, jusqu'à ce que toutes ses troupes fussent réunies. Il prescrivit, par conséquent, d'installer les unités sur les hauteurs qui dominent la Sambre, en barrant par de forts détachements les ponts et les passages; il interdit formellement à ses lieutenants de s'engager dans les fonds de la vallée, où l'immense cité industrielle de Charleroi, aux innombrables maisons ouvrières, devait gêner toute offensive. Joffre approuva d'abord ces dispositions. Avant d'attaquer, il convenait d'attendre les Anglais.



(Photo Meurisse)

LE MARÉCHAL FRENCH A LA GARE DU NORD

Pourtant, le 21 au matin, quand de Langle et Ruffey sont déjà en marche, Lanrezac reçoit l'ordre de prendre pour objectif le groupement ennemi du nord « en s'appuyant à la Meuse et à la place de Namur », ordre un peu ambigu, d'ailleurs, et dont l'exécution va devenir impossible. En effet, la IIe armée allemande de von Bülow, après avoir tenté d'enlever Namur par une attaque brusquée, se porte, le 21 aussi, sur la Sambre, qu'elle franchit entre Namur et Charleroi. Si le 1er corps (Franchet d'Espérey), conformément aux instructions reçues, demeure immobile, les 10e et 3e corps, au contraire, sans en référer à Lanrezac, se jettent sur l'ennemi dès qu'ils l'aperçoivent, au hasard, en une série de folles offensives, sans liaison, sans ordre. Ils sont repoussés, pendant que la cavalerie Sordet est en grande partie rejetée, de la rive gauche sur la rive droite de la Sambre. Le 22, la lutte garde le même caractère. Pour ralentir l'avance allemande, les commandants de corps, — dont Lanrezac, ne parvient pas à se faire obéir — au lieu de se retrancher, contre-attaquent. Le 3e corps, les divisions d'Afrique sont ainsi lancés, baïonnette au canon, sur des pentes nues et sont décimés. « A la nuit tombante, a écrit un témoin, M. Bénazet, le champ de bataille offrait un spectacle saisissant. Les lignes grises allemandes, se confondant avec le brouillard du soir, ou déjà dissimulées, comme il convenait, derrière de nombreux retranchements, restaient à peu près invisibles. Elles laissaient les compagnies françaises dévaler sur elles en courant, puis, à quelques mètres, elles ouvraient sur nos soldats un feu meurtrier. Les mitrailleuses les fauchaient comme des épis mûrs... Vêtus des uniformes éclatants, conservés en dépit des leçons de la guerre turco-bulgare, les colonels, les commandants, les chefs de section, tombaient à leur place, rangés comme à l'exercice. Dans ces plaines mollement ondulées, aux ternes horizons, de toute part on ne voyait à terre que des pantalons rouges groupés comme des bouquets de coquelicots. » En fin de journée, nos troupes étaient repoussées à une dizaine de kilomètres au sud de la Sambre.

Le 23, informé que le maréchal French est solidement installé, avec ses 70.000 hommes, derrière le canal de Mons, que les divisions Valabrègue et surtout le 18e corps, sont prêts à combattre, Lanrezac, bien que toujours inquiet pour sa droite,

où la 51e division de réserve vient de relever le 1er corps (on ignore encore l'échec subi la veille par de Langle), essaye de reprendre l'initiative des opérations. Pendant que son centre, si éprouvé depuis deux jours, se bornera à conserver ses positions, sa gauche tentera d'établir une liaison effective avec les Anglais, et, à droite, Franchet d'Espérey se portera sur le flanc de l'ennemi.

La manœuvre s'exécute, et, au début de l'après-midi, la garde prussienne semble en mauvaise posture, quand, derrière le 1er corps, apparaissent de nouvelles forces allemandes. C'est l'avant-garde de l'armée Hausen, qui, venue au secours de Bülow, a bousculé la 51e division, forcé le passage de la Meuse à Hastières, en amont de Dinant, et occupé les hauteurs jusqu'à Onhaye. De sa propre initiative, le général d'Espérey arrête le mouvement de ses troupes et lance contre ces nouveaux adversaires la brigade Mangin, qui reprend Onhaye, sans parvenir pourtant à rejeter complètement les Allemands au delà du fleuve; Lanrezac approuve son lieutenant. Mais les mauvaises nouvelles se multiplient. Les forts de Namur sont pris, et la garnison a évacué la ville ; la 4e armée a été battue la veille et est en pleine retraite. Le 18e corps, mal engagé, a dû se replier, appelant Valabrègue à son aide. Surtout, au centre, le 3e corps, épuisé, n'a pas résisté à un nouvel effort de Bülow. Une de ses divisions, la 6e, recule en désordre jusqu'à Walcourt. Enfin, French est depuis le matin aux prises, près de Mons, avec des masses ennemies considérables. Il les contient, d'ailleurs, avec succès, mais c'est une armée tout entière, celle de von Kluck, qui l'attaque. Dans ces conditions, sa résistance ne pourra beaucoup se prolonger. Lanrezac, dès lors, se voit menacé d'être enveloppé sur ses deux ailes, exposé à un nouveau Sedan, s'il s'attarde plus longtemps entre Sambre et Meuse. De son Q. G. de Chimay, il téléphone à Vitry pour demander les ordres du généralissime ; ils n'arrivent pas. Ainsi livré à lui-même, Lanrezac n'hésite plus ; vers 21 heures, il commande la retraite. Le 24 au matin, la 5e armée devra occuper la ligne Givet-Philippeville-Maubeuge, ce qui entraîne, nécessairement, un mouvement analogue de l'armée anglaise. French, prévenu par Lanrezac, recule, dans la journée du 24, sur la ligne Maubeuge-Valenciennes, prenant pour direction ultérieure de retraite Cambrai. Joffre, informé, approuve, et, le 24 à 6 h. 45, toutes les armées du Nord reçoivent du G. Q. G. l'ordre de se replier.

Tels sont les traits essentiels, et à peu près établis, de ces journées fameuses que, dès 1914, l'on a pris l'habitude d'appeler la bataille de Charleroi. Des polémiques particulièrement vives se sont engagées à leur sujet, et la décision prise par Lanrezac a été tour à tour portée aux nues, et passionnément critiquée. Le commandant de la 5e armée a sans doute commis des fautes aisées à relever ; l'exagération de son sens critique, sa brusquerie un peu maladroite à l'égard des Anglais n'ont pas aidé son action. Mais il s'est trouvé dans l'obligation de lutter contre des forces très supérieures aux siennes (26 divisions d'infanterie et 6 de cavalerie, en face de ses 15 divisions d'infanterie et de ses 3 de cavalerie), avec des troupes trop souvent mal commandées. Certes, il eût été possible de poursuivre la bataille un ou deux jours de plus. Éprouvés, fatigués, nos soldats n'étaient pas démoralisés, et ils devaient le prouver par leur tenue au cours de la retraite. Pourtant, nous n'avions pu vaincre Bülow seul, et ni Kluck, ni Hausen n'étaient jusqu'ici sérieusement entrés en action. Comment leur résister aussi ? Après beaucoup d'hésitations et peut-être de contradictions, Lanrezac fit preuve d'un juste coup d'œil en se tirant à temps du mauvais pas dans lequel il avait été engagé. La défaite et la retraite de Charleroi ne sont, en effet, que les conséquences de l'exécution du plan XVII.

## L'INVASION

Le G. Q. G., depuis le 21 août, avait entendu laisser toute liberté aux commandants d'armées : « Les acteurs sont en place, disait le général Berthelot ; la parole est aux exécutants. » L'échec survenu, les bureaux de Vitry-le-François en rejetèrent toute la responsabilité sur les combattants. « Décidément, notre armée n'a pas l'esprit offensif », déclarait le même officier général. Aussi, dès le 24, une « Note pour toutes les armées » vint dégager les enseignements que tous pouvaient tirer des premiers combats.

C'est la fin d'une confusion néfaste entre l'offen-

sive stratégique et l'offensive tactique désordonnée, ce que l'on appelle déjà : le bourrage ; c'est le premier pas vers le retour à la sagesse.

« Chaque fois que l'on veut conquérir un point d'appui, dit la Note, il faut préparer l'attaque avec l'artillerie, retenir l'infanterie et ne la lancer à l'assaut qu'à une distance où on est certain de pouvoir atteindre l'objectif.

« Toutes les fois que l'on a voulu lancer l'infanterie à l'attaque de trop loin, avant que l'artillerie ait fait sentir son action, l'infanterie est tombée sous le feu des mitrailleuses et a subi des pertes qu'on aurait pu éviter.

« Quand un point d'appui est conquis, il faut l'organiser immédiatement, se retrancher, y amener de l'artillerie, pour empêcher tout retour offensif de l'ennemi.

« L'infanterie semble ignorer la nécessité de s'organiser au combat pour durer. Jetant de suite en ligne des unités nombreuses et denses, elle les expose immédiatement au feu de l'adversaire qui les décime, arrête ainsi naturellement leur offensive, et les laisse souvent à la merci d'une contre-attaque ».

GÉNÉRAL PERCIN

D'autres conseils suivent, destinés à la cavalerie, qui avait été insuffisamment ménagée.

En même temps, le généralissime frappe les chefs qui se sont montrés, estime-t-il, inférieurs à leur tâche, et, sans doute, la plupart de ces destitutions furent légitimes et nécessaires. Mais au nombre des « limogés » figurèrent Ruffey, remplacé le 30 août par Sarrail, et Lanrezac auquel succéda Franchet d'Espérey. Pourtant Ruffey et Lanrezac n'avaient été ni moins clairvoyants, ni moins habiles, ni même moins heureux que les autres commandants d'armée.

Mais, avant tous les autres, un grand problème se posait. Nos armées éprouvées et défaites pouvaient aisément réparer leurs pertes. Les dépôts étaient encombrés par un million de réservistes, à peu près inutiles. En quelques jours, toutes les unités seraient facilement reconstituées par l'arrivée, aussitôt réclamée, de renforts. La supériorité de l'ennemi nous avait, les 22, 23 et 24 août, contraints à la retraite. Cette retraite cependant se poursuivrait-elle sans résistance de notre part, ou tenterions-nous de disputer aux Allemands le terrain pied à pied ? Malgré le démantèlement ou l'inachèvement des forteresses du Nord, la tâche n'était peut-être pas impossible, et il était douloureux d'abandonner, sans combat, une portion particulièrement riche et peuplée du territoire national. Joffre, pourtant, s'y décida. Il eut le mérite de reconnaître l'échec du plan XVII et de ne point s'entêter à en poursuivre ou à en reprendre l'exécution. Avec bon sens, il comprit très vite qu'il était possible, au contraire, de mettre à profit la retraite même à laquelle nous étions obligés, pour regrouper nos forces et préparer une manœuvre nouvelle. Dès le 25 août, à 22 heures, il adressait à ses commandants d'armée une « Instruction générale » pour traduire sa pensée : « La manœuvre offensive projetée, y était-il dit, n'ayant pu être exécutée, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer, à notre gauche, par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée anglaise et de forces nouvelles prélevées dans la région de l'Est, une masse capable de reprendre l'offensive, pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi. » Ce nouveau groupement de forces, réuni du 27 août au 2 septembre, en avant d'Amiens, comprendra : le 7e corps, emprunté à l'armée d'Alsace, 4 divisions de réserve et « peut-être un autre corps de l'armée active » ( ce sera le 4e corps ); il constituera la 6e armée, dirigée par le général Maunoury, jusqu'ici chef de l'armée de Lorraine qui est dissoute. « Ce groupement sera prêt à passer à l'offensive en direction générale Saint-Pol-Arras ou Saint-Pol-Bapaume », pendant que les Anglais et la 5e armée se porteront de leur côté vers Bertincourt, le Catelet et Bohain. En somme, Joffre croit pouvoir arrêter l'ennemi

sur une ligne presque droite La Fère-Vouziers et l'obliger à reculer en attaquant de flanc une de ses ailes. Sans doute, le généralissime se trompe. La marche extraordinairement rapide des Allemands ne nous laissera pas le temps d'amener sur la Somme les forces qui devaient s'y rassembler. Le 2 septembre, notre armée ne sera pas prête à reprendre l'offensive. Dans ces conditions, il est inexact de prétendre que la bataille de la Marne était, comme contenue à l'avance, dans l'instruction du 25 août. Mais il serait injuste de méconnaître que les dispositions, alors adoptées, ont du moins rendu possible notre prochain redressement.

La retraite des armées French, Lanrezac, de Langle allait, en attendant, entraîner l'invasion du Nord de la France. De Maubeuge à Dunkerque, le général d'Amade disposait bien de quelques divisions territoriales — d'ailleurs encore dépourvues de mitrailleuses —, capables d'arrêter la cavalerie ennemie, mais mal préparées à repousser une attaque sérieuse. Aussi, le premier combat, à Tournai, fut-il un échec. Deux divisions de réserve, expédiées en renfort, furent battues à leur tour à Bapaume. D'Amade se replia sur l'Authie et la Somme, pendant que Lille était évacuée.

C'est une douloureuse histoire, que celle de Lille. Restée officiellement place de guerre jusqu'au 1er août 1914, elle avait été, ce jour-là même, définitivement déclassée par M. Messimy et privée de son gouverneur. Elle n'était plus que le chef-lieu de la 1re région, que commandait le général Percin, du cadre de réserve. Artilleur éminent, le général Percin ne partageait pas le dédain de tant d'autres chefs pour les places fortifiées et les retranchements. Après le 18 août, quand l'extension de la manœuvre allemande à la rive gauche de la Meuse ne fut plus douteuse, le commandant de la 1re région demanda au G. Q. G. l'autorisation de réarmer Lille. L'autorisation fut accordée. En deux jours, d'accord avec le général d'Amade, sous les ordres duquel il venait d'être placé, Percin, aidé par un adjoint actif, le général Herment, réussit à rendre Lille capable de résistance.

En même temps, Percin envisageait la possibilité de tendre, par toute la Flandre française, des inondations qui auraient, au moins, retardé la marche des Allemands. Seulement, certaines personnalités politiques et municipales du Nord, s'émurent de ces préparatifs de défense. Elles ne croyaient pas à leur efficacité et redoutaient les conséquences d'une lutte qui entraînerait sans doute le bombardement de Lille. Le général ayant refusé de céder à leurs injonctions, elles s'adressèrent à Paris. Le 24 août au matin, Percin était déplacé et chargé d'une mission d'inspection des dépôts d'artillerie, et, le soir, le général Herment, son successeur provisoire au commandement de la 1re région, recevait de M. Messimy l'ordre d'abandonner Lille, où, quatre jours après, devaient pénétrer quelques détachements allemands. Ancien chef de cabinet du général André et républicain décidé, le général Percin avait suscité contre lui beaucoup d'inimitiés. Les événements de Lille, mal connus et presque mystérieux, cette évacuation sans lutte d'une place forte qui avait fait preuve d'une telle vaillance en 1709 et en 1792, émurent l'opinion. Le général Percin fut ainsi, pendant bien des mois, présenté, par une légende calomnieuse, comme un incapable, sinon même comme un traître, quand, au contraire, il avait été destitué pour avoir voulu combattre.

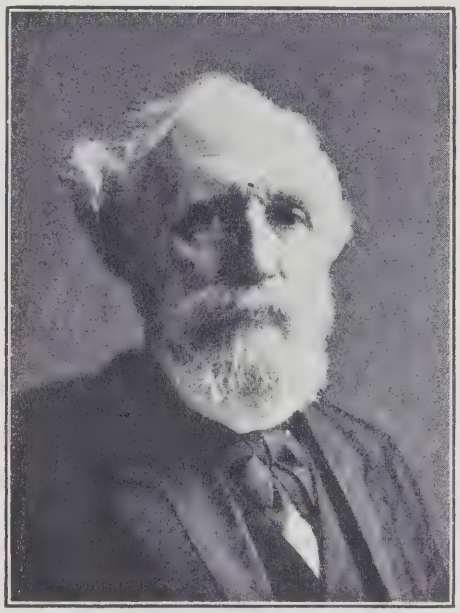
Dans le Nord, seule Maubeuge devait résister. Ce n'était pas une forteresse bien moderne, presque tous les ouvrages en ayant été achevés vers 1895 ; mais, en 1913, le Conseil supérieur de la Guerre avait décrété que Maubeuge ne devait être considérée que comme un point d'appui éventuel pour une armée en campagne. Au mois de juin 1914, le nouveau gouverneur de la ville, général Fournier, s'étant plaint de l'insuffisance des défenses, l'État-Major de Paris lui répondit : « Soyez optimiste; nous nous chargeons de Maubeuge; nous vous enverrons en Allemagne faire le siège de Metz avec vos trente mille hommes. » Et, vers la même époque, le général Lanrezac lui déclarait à son tour : « Votre place ne vaut rien, vos forts ne tiennent pas debout, mais les Allemands ne dépasseront pas la Sambre, d'ailleurs je viendrai à votre secours. » Le 25 août, pourtant, l'ennemi paraissait devant la ville. Le VIIe corps de réserve allemand (général von Zwehl), chargé d'investir Maubeuge, n'était guère supérieur en nombre à la garnison, forte de plus de trente mille hommes, principalement territoriaux. Mais il disposait d'une artillerie de siège extrêmement puissante, à laquelle le camp retranché n'avait rien à opposer. Le général Fournier eut, en outre, le tort de se laisser trop vite rejeter sur la ligne de ses forts, sans assez disputer le terrain en avant de la place.

Le bombardement commença le 29 août : il ne devait cesser que le 7 septembre. Une sortie, tentée

le 1er septembre, n'obtint pas de résultat durable. A partir du 5, les principaux ouvrages ayant été écrasés, la situation devint intenable. Pourtant, c'est seulement le 7 que le général Fournier accepta de négocier la capitulation. Les Allemands entrèrent dans la place le 8 au matin.

## LE NOUVEAU CABINET VIVIANI

L'opinion ne connut que de façon confuse ces événements du Nord. Jusqu'au 26 août, les communiqués ne parlèrent guère que des combats de Lorraine et d'Alsace. Le 22 pourtant, *Paris-Midi* annonce qu'une grande bataille est engagée entre Mons et Charleroi, pendant que le Gouvernement français proclame officiellement son intention de venir militairement en aide à la Belgique. Le 23 août, les nouvelles sont encore vagues ; elles ne se précisent que le 24 au soir. « Le plan offensif... n'a pas atteint son but », malgré la belle résistance des Anglais et la vaillance des troupes d'Afrique. L'armée va donc rester « pour un temps sur la défensive » ; mais « certaines parties du territoire national souffriront malheureusement des événements dont elles seront le théâtre ». Ainsi la cavalerie ennemie a déjà pénétré dans la région de Roubaix-Tourcoing.



(Photo Meurisse)

ALEXANDRE RIBOT

Puis, durant plusieurs jours, les communiqués négligeront les luttes du Nord, donnant ainsi l'impression que l'ennemi n'avance pas. Le 28 au soir, seulement, paraîtra le communiqué si tristement fameux : « La situation de notre front, de la Somme aux Vosges, est restée aujourd'hui, ce qu'elle était hier .» Mais déjà l'arrivée à Paris des « réfugiés » du Nord avait renseigné le public sur le développement de l'invasion allemande. Les atrocités dont les armées de Guillaume II s'étaient rendues coupables en Belgique, le terrorisme systématique de l'ennemi, érigé en principe dans son manuel « des usages de la guerre en campagne », tout poussait à la fuite les habitants des régions menacées par l'avance allemande. Entassés dans les « derniers » trains, venus à pied ou en voiture, ils gagnaient presque tous Paris, d'où, après un court séjour, ils repartaient, généralement pour l'ouest ou le midi de la France. Dans leur misère, ils gardaient cependant une grande confiance ; ils attribuaient au recul de nos armées le caractère d'une pure retraite stratégique, et, dans ces conditions, malgré la déception ressentie, l'émotion ne fut qu'assez faible à Paris, au moins jusque vers le 28 août. Mais l'état d'esprit ne pouvait être le même au sein du Gouvernement. La marche rapide de l'aile droite allemande mettait directement en danger la sécurité de la capitale. Il fallait se préoccuper du sort de Paris.

Le gouverneur militaire de ce grand camp retranché, c'était, depuis la fin de 1912, le général Michel, l'ancien généralissime. Absorbé par les affaires administratives auxquelles l'état de siège l'obligeait à s'intéresser, peut-être avait-il négligé la mise en état de défense de Paris. C'est au moins ce que lui a vivement reproché le ministre de la Guerre d'alors, M. Messimy, dont le général Michel n'avait pas la confiance. En tout cas, le gouverneur ne disposait que de forces insuffisantes : quatre divisions territoriales, réunies depuis quelques jours à peine, mal encadrées, mal entraînées. Le G. Q. G., il est vrai, considérait Paris comme une ville semblable aux autres, que devait seule protéger et sauver l'action des armées en campagne. Ce point de vue ne pouvait être celui du Gouvernement, qui, sans doute, s'était interdit toute immixtion dans la conduite des opérations, mais auquel le règlement sur « la conduite des grandes unités » lui-même, remettait la charge de « fixer le but politique de la guerre ». Aussi, dans les Conseils des ministres qui se succédèrent dans la journée du 24 août, le sentiment de tous les présents fut unanime : si l'ennemi arrivait devant Paris, Paris devait être défendu. M. Messimy

décidé déjà à ôter son commandement au général Michel, résolut de confier sa succession à un homme dont l'autorité n'était discutée par personne, le général Gallieni.

Depuis l'ouverture des hostilités, Gallieni, dont Joffre n'avait pas accepté la présence au G. Q. G., était demeuré à Paris, inutile, et à peu près sans action, bien que M. Messimy l'eût installé près de lui, rue Saint-Dominique. C'est dans la nuit du 24 au 25 que le ministre lui demanda d'accepter le poste de gouverneur militaire. Gallieni ne se déroba pas, posant seulement comme condition « qu'il aurait à ses ordres directs, une armée de trois corps actifs au minimum ». Le 25 août au matin, M. Messimy fit donc porter à Vitry-le-François, l'ordre suivant :

« Si la victoire ne couronne pas le succès de nos armes et si les armées sont réduites à la retraite, une armée de trois corps actifs au minimum devra être dirigée sur le camp retranché de Paris pour en assurer la garde. Il sera rendu compte de la réception de cet ordre. »

(Photo Meurisse)

JULES GUESDE

Sans aucun doute, l'initiative prise par M. Messimy devait contribuer à hâter la formation de l'armée Maunoury. Le 26 août, dans la matinée, le général Gallieni était nommé gouverneur de Paris. Le général Michel, après avoir protesté contre la décision prise, s'inclina « avec une correction et une discipline auxquelles il faut rendre pleinement hommage » (Récit de M. Messimy dans la *Revue de Paris* du 15 septembre 1921). Il accepta même, sous les ordres de Gallieni, le commandement d'un des secteurs de la défense.

Le même jour se produisait un événement politique attendu, la transformation du cabinet Viviani.

Malgré le remaniement subi au lendemain de la mobilisation, le gouvernement manquait un peu de prestige. Son chef excepté, il ne comprenait aucun des personnages les plus célèbres du Parlement, et sa composition correspondait mal au désir, alors si général, d'union sacrée. L'insuccès de la bataille des frontières décida M. Viviani, d'accord avec le Président de la République, à remplacer quelques-uns de ses collègues, par des hommes plus représentatifs. La Chambre et le Sénat avaient seulement ajourné leurs séances, mais personne ne réclama leur convocation. C'est donc de façon extraparlementaire que s'accomplit le changement. Après deux jours de négociations préparatoires, M. Viviani remit officiellement sa démission à M. Poincaré, qui le chargea aussitôt de former un nouveau cabinet. Tout était prêt, et le *Journal officiel* du 27 août enregistra les nominations ministérielles. A côté de M. Viviani, M. Briand devenait garde des Sceaux et vice-président du Conseil; M. Delcassé prenait le portefeuille des Affaires étrangères dont le titulaire, M. Doumergue, passait aux Colonies; M. Millerand retournait à la Guerre; M. Ribot recevait le ministère des Finances, pendant que deux socialistes unifiés entraient, pour la première fois, dans le gouvernement : M. Sembat aux Travaux publics; M. Jules Guesde, comme ministre sans portefeuille. L'opinion accueillit avec confiance tous ces choix. Le grand rôle joué par M. Delcassé de 1898 à 1905, l'humiliation qu'avait été sa démission après l'affaire de Tanger, tout faisait de sa rentrée au quai d'Orsay comme un revanche nationale. Peu d'hommes, d'ailleurs, jouissaient alors, hors de France, d'un aussi grand crédit. Les qualités de méthode et de puissance de travail que l'on attribuait, fort justement d'ailleurs, à M. Millerand faisaient bien augurer du rôle qu'il allait jouer, et l'on oubliait trop sans doute que, lors de son premier séjour rue Saint-Dominique, en 1912, il n'avait pas toujours fait preuve de sens critique dans le discernement des «compétences». Malgré son grand âge, M. Ribot, demeuré fort actif, jouissait d'une réputation ancienne de financier sage et habile, et sa nomination, avec

Paris, le 27 Août 1914

Mon cher Général,

Au moment où je reprends la direction du ministère de la Guerre, je veux que mon premier acte soit pour envoyer aux troupes qui combattent sous vos ordres et à leurs chefs le témoignage de l'admiration et de la confiance du Gouvernement de la République et du pays.

La France est assurée de la victoire parce qu'elle est résolue à l'obtenir. A votre exemple et à celui de vos armées, elle gardera jusqu'au bout le calme et la maîtrise de soi, gage du succès.

Soumise à la discipline de fer qui est la loi et la force des armées, la Nation tout entière levée pour la défense de son sol et de ses libertés a accepté d'avance, d'un cœur ferme, toutes les épreuves même les plus cruelles. Patiente et tenace, sûre de sa volonté, elle tiendra.

Je vous donne l'accolade.

A. Millerand

M. le Général Joffre.

celle de M. Briand, donnait satisfaction à tous les républicains modérés. Les deux socialistes autorisés par leur parti à accepter des fonctions ministérielles — l'un M. Sembat, représentant les réformistes, les jaurésistes d'autrefois; l'autre M. Guesde, les marxistes purs — achevaient de donner au gouvernement un caractère national. M. Clemenceau, qui aurait pu sans doute devenir lui aussi le collaborateur de M. Viviani, exprima dans son journal le regret que le Cabinet n'eût pas à sa tête un chef véritable. Mais il fut seul à faire cette critique. Le nouveau ministère adressa au pays une longue proclamation, où il y avait peut-être un peu de rhétorique : « Le devoir est tragique, disait-elle, mais il est simple : repousser l'envahisseur, le poursuivre, sauver de sa souillure notre sol et de son étreinte la liberté, tenir tant qu'il faudra, jusqu'au bout, hausser nos esprits et nos âmes au-dessus du péril, rester maîtres de notre destin... Nous demanderons au pays tous les sacrifices, toutes les ressources qu'il peut fournir en hommes et en énergies. Soyez donc fermes et résolus. Que la vie nationale, aidée par des mesures financières et administratives appropriées, ne soit pas suspendue. Ayons confiance en nous-mêmes, oublions tout ce qui n'est pas la Patrie. Face à la frontière ! Nous avons la méthode et la volonté : nous aurons la victoire ! » Le même jour, M. Millerand envoyait au général Joffre une lettre pour l'assurer encore que la Nation tiendrait, et, d'une visite au G. Q. G., le ministre revenait « optimiste ».

La retraite, pourtant, se poursuivait. Après la bataille de Mons, French, désireux d'échapper à l'enveloppement — il fallait conserver à l'Angleterre son unique armée, — ne voulait que reculer. Il souhaitait amener ses troupes derrière la ligne de la Somme, vers Saint-Quentin. Mais les soldats allemands marchaient plus vite encore que les siens. Le 26 août, pendant qu'à Landrecies sir Douglas Haig, commandant du 1er corps britannique, livrait un vigoureux combat, sir H. Smith Dorrien, à la tête du 2e corps, dut engager une vraie bataille, sur la route de Cambrai au Cateau, pour ralentir la poursuite de Kluck. Aidé par la cavalerie de Sordet, Smith Dorrien, très courageusement, arrêta l'ennemi toute la matinée et put ainsi se dérober le soir. Le 28, l'armée britannique se trouvait rassemblée entre Saint-Quentin et La Fère, mais fort diminuée en nombre, épuisée, incapable de combattre à nouveau avant plusieurs jours. La retraite de Lanrezac avait été plus aisée, Bülow n'ayant pas tenté sérieusement de l'entraver, et, le 27, la 5e armée était installée sur la rive gauche de l'Oise, de Guise à Ribemont.

Plus à droite, de Langle, dont les troupes s'étaient presque entièrement ressaisies, avait repassé la Meuse dans la nuit du 25 au 26, après une série de combats heureux. Le 27, menacé d'être pris entre von Hausen, qui, après une avance assez lente, avait pourtant gagné Rocroy, puis Signy-l'Abbaye, et le duc de Würtemberg, qui avait franchi la Meuse à Donchery, de Langle fit front. Il repoussa l'ennemi à Raucourt et devant Stenay, et gagna même du terrain vers Signy. Mais, le soir, il reçut du généralissime l'ordre de ne pas trop s'attarder : « Je ne vois pas d'inconvénients, télégraphiait Joffre, à ce que vous restiez sur vos positions demain 28 août, afin d'affirmer votre succès et de montrer que notre repli est purement stratégique. Mais, le 29, tout le monde doit être en retraite. » Le 28 à minuit, après une seconde journée de lutte, le mouvement de repli reprit et se précipita, en direction de Novion et Rethel. Le 29 août le G. Q. G. qui venait seulement d'apprendre l'existence de la IIIe armée de von Hausen, intercala entre Lanrezac et de Langle un groupement indépendant, commandé par le général Foch, et qui deviendra, une semaine après, la 9e armée. Quant à Ruffey il résistait pied à pied, sur les hauts de Meuse et au nord de Verdun.

Dans l'ensemble, si l'on excepte quelques corps très éprouvés, les 3e et 17e en particulier, et malgré l'insuffisance des services de renseignements, qui ne parvenaient guère à signaler l'approche de l'ennemi, cette difficile retraite s'accomplit sans excessif désordre. Les soldats reculaient sans comprendre, n'ayant pas le sentiment d'être vaincus, émus, mais point démoralisés, fatigués seulement et bientôt épuisés, par les longues étapes qu'il fallait accomplir presque sans arrêt. Il n'est pas excessif de dire que, pendant ces douze jours, c'est par exception que des hommes purent prendre chaque nuit plus de deux heures de repos. Malgré l'organisation, en général satisfaisante, des services d'intendance, le ravitaillement avait beaucoup de peine à s'effectuer par suite du déplacement incessant des unités. Le souvenir

de ces souffrances matérielles et morales ne devait pas s'effacer. Jusqu'à la fin de la guerre, les combattants qui avaient « fait la retraite de Charleroi » conservèrent aux yeux de leurs camarades un prestige particulier.

A ces jours d'épreuve correspond la période la plus belle de la carrière de Joffre. Défauts et qualités, tout le servait : son sang-froid, sa placidité, son optimisme profond, jusqu'à sa lourdeur et sa puissance de sommeil, qui lui rendaient facile de conserver le calme. Il recule, mais c'est pour livrer une bataille nouvelle, dans des conditions favorables. Officier du génie, il sait mettre à profit l'excellence de notre réseau ferré pour transporter de l'Est à l'Ouest les troupes qui doivent protéger Paris, et, toujours, il saura jouer habilement des chemins de fer. Pour le moment, pendant qu'il invitait ses armées du Centre à accélérer leur retraite pour demeurer en liaison avec notre aile gauche, son attention se tournait à la fois vers la Lorraine, où il s'agissait d'empêcher l'ennemi d'enfoncer notre droite, et vers la Somme et l'Oise, où devait se produire la reprise d'offensive.

Après Morhange et Sarrebourg, Castelnau et Dubail, assez mollement poursuivis, surtout le premier, ont pu regrouper leurs armées. Le 22 août au soir, ils tiennent solidement les hauteurs du Grand-Couronné au nord de Nancy, la région entre Moselle et Mortagne, et toutes les Vosges jusqu'à la Meurthe. Mais, le 23, le prince Rupprecht de Bavière (entré la veille à Lunéville) franchit la Meurthe, la Mortagne et dirige ses troupes vers la Moselle, vers la fameuse trouée de Charmes. Il compte séparer Castelnau de Dubail et gagner Mirecourt et Neufchâteau. Jugeant ses adversaires trop éprouvés pour résister, il ne prend nulle précaution pour protéger son flanc droit contre une attaque partie de Nancy. Castelnau va tirer parti de cette imprudence. Un premier engagement a lieu le 24. Le 25 août, toute la 2e armée prend l'offensive. Partout, elle refoule l'ennemi et barre définitivement la route de Charmes.

De son côté, von Heeringen a progressé dans les Vosges. Les 26 et 27 août, des combats acharnés se livrent sur la haute Mortagne et au col de la Chipotte. Malgré la prise de Saint-Dié, les Allemands ne parviennent pas à s'ouvrir le chemin d'Épinal. Ils se retournent alors contre Nancy, qu'ils avait d'abord négligé. Six jours de suite, du 4 au 9 septembre, sur un front qui va de Sainte-Geneviève et Amance — au centre du Grand-Couronné — jusqu'à Gerbéviller sur la Mortagne, les attaques se renouvellent. Protégés par une artillerie formidable, les Allemands pénètrent dans la forêt de Champenoux; mais ils ne peuvent en déboucher. Un moment, Sainte-Geneviève est abandonné, mais l'ennemi ne l'occupe pas. Des luttes furieuses s'engagent autour du mont d'Amance, qui finalement demeure entre nos mains. Le 10, Rupprecht de Bavière commence à reculer, évacue Lunéville, Pont-à-Mousson.

La victorieuse résistance de nos armées de Lorraine — et encore, au cours même de l'action, Castelnau et Dubail ont-ils dû, chacun, se priver de deux corps d'armée au profit de Foch, de Langle et Maunoury — va rendre possible la manœuvre contre-offensive de l'Ouest.

## LE GOUVERNEMENT QUITTE PARIS

Le 26 août, Joffre, accompagné par Lanrezac, s'était rendu à Saint-Quentin — qui allait être abandonné — pour y rencontrer le maréchal French. Les débarquements de la 6e armée (7e corps venu d'Alsace, 51e et 56e divisions de réserve, amenées de Woëvre) devaient commencer le lendemain, dans la région à l'est d'Amiens. Dans ces conditions, il était possible d'entreprendre une action pour libérer un peu les Anglais de la pression ennemie. Le 27 au matin, un officier du G. Q. G. porte à Lanrezac l'ordre « de prendre l'offensive à fond sur Saint-Quentin ». Toujours clairvoyant, mais trop peu confiant, le commandant de la 5e armée formule des objections. Pendant que ses troupes attaqueront à gauche, les Allemands ne vont-ils pas menacer son flanc droit? Joffre accourt alors en personne, le 28, au Q. G. de Lanrezac pour y réitérer son ordre. La bataille commencera le 29 au matin. Mais un grave incident se produit. Douglas Haig, spontanément, offre à Lanrezac, qui naturellement accepte, de coopérer à son offensive. Seulement, au dernier moment, French désapprouve son lieutenant, et les Anglais demeureront immobiles. Lanrezac en présence de ce « lâchage »,

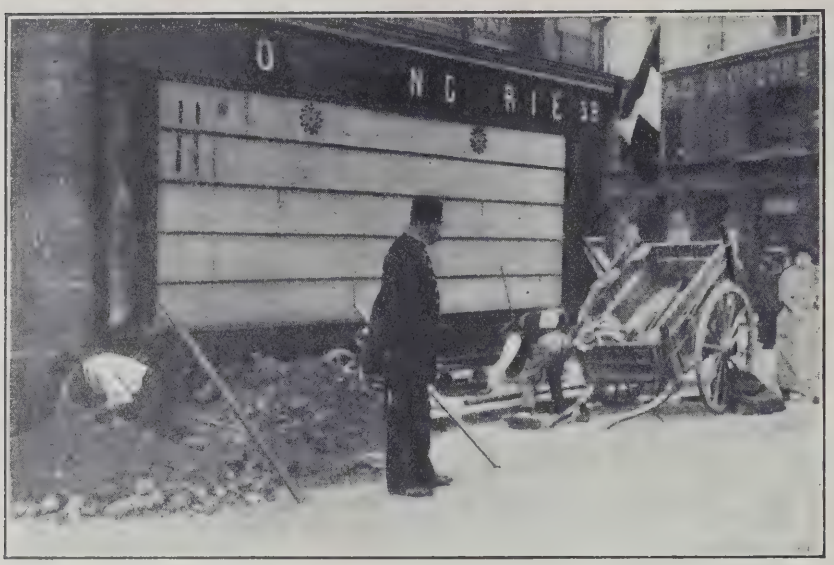
s'emporte et prononce même le mot de « félonie ». Malgré ce contre-temps, la lutte s'engage. Les Allemands nous devancent, d'ailleurs, et, dans la nuit du 28 au 29, réussissent à passer l'Oise à Guise. Mais ils sont contenus, et, plus au sud, à Ribemont, en face de Saint-Quentin, le 18e corps et les divisions de réserve du général Valabrègue franchissent la rivière, enlèvent les hauteurs de la rive droite et arrivent à quelques kilomètres de Saint-Quentin. De violentes contre-attaques allemandes les refoulent cependant, dans l'après-midi. Mais à cette même heure, à l'autre extrémité du front de contact, devant Guise, nos 1er et 10e corps, lancés à propos par Lanrezac et Franchet d'Espérey, prennent l'offensive sur plus de vingt-cinq kilomètres. Deux corps de l'armée Bülow, très éprouvés, — le Xe et la garde prussienne — reculent. Le 30 au matin, le succès se poursuit, l'ennemi repasse l'Oise, quand survient l'ordre de rompre le combat pour reprendre la retraite. C'est que, malgré sa victoire partielle, la 5e armée se trouve découverte. Les Anglais ont abandonné la région de La Fère pour gagner la ligne de l'Aisne, et l'avant-garde de Maunoury, après avoir bravement attaqué l'ennemi à Proyart (entre Corbie et Péronne), a dû se replier. L'heure de l'offensive générale n'était pas encore venue. La marche étonnamment rapide de von Kluck ne permettait pas l'application des mesures prévues par l'instruction du 25 août. Il faut reculer encore. — Jusqu'où ?

(Photo Manuel)

MARCEL SEMBAT

French, qui vient de recevoir deux divisions de renfort, propose de s'arrêter sur la Marne et d'y organiser « une ligne de défense qui serait tenue par des effectifs suffisamment denses en profondeur et suffisamment renforcés derrière le flanc gauche », c'est-à-dire vers Paris. Le 1er septembre, à Paris, dans une série d'entretiens avec M. Viviani, M. Millerand et le ministre de la Guerre britannique, lord Kitchener, le maréchal défend son projet ; mais Joffre — dont le G.Q.G. se replie précisément de Vitry-le-François à Bar-sur-Aube — le repousse. Dans une lettre à M. Millerand, le généralissime se contente d'exprimer le vœu que les troupes anglaises, après avoir tenu « sur la Marne pendant quelque temps », se retirent sur la rive gauche de la Seine, qu'elles occuperaient de Melun jusqu'à Juvisy, participant ainsi à la défense de Paris. « Leur présence serait pour les troupes du camp retranché, un précieux réconfort. »

C'est que le G. Q. G., maintenant, ne voit plus le salut que dans un élargissement du recul jusqu'au sud de la Seine. Le 1er, puis le 2 septembre, dans deux instructions mémorables, Joffre fait connaître à ses commandants d'armée ses intentions nouvelles : « Malgré les succès tactiques obtenus par les 3e, 4e, et 5e armées dans la région de la Meuse et à Guise, déclare le premier de ces documents, le mouvement débordant effectué par l'ennemi sur l'aile gauche de la 5e armée, insuffisamment arrêté par les troupes anglaises et la 6e armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter autour de notre droite. Dès que la 5e armée aura échappé à la menace d'enveloppement prononcée sur sa gauche, l'ensemble des 3e, 4e et 5e armées reprendra l'offensive... On peut envisager comme limite du mouvement de recul, et sans que cette indication implique que cette limite doive être forcément atteinte, le moment où les armées seraient dans les situations suivantes : un corps de cavalerie de nouvelle formation en arrière de la Seine, au sud de Bray ; 5e armée en arrière de la Seine, au sud de Nogent-sur-Seine ; 4e armée (détachement Foch) en arrière de l'Aube, au sud d'Arcis-sur-Aube ; 4e armée (gros), en arrière de l'Ornain ; 3e armée au nord de Bar-le-Duc... Si les circonstances le permettent, des fractions des 1re et 2e armées seraient rappelées en temps opportun pour participer à l'offensive ; enfin les troupes mobiles du camp retranché de Paris pourraient



EFFET D'UN TAUBE RUE DES VINAIGRIERS

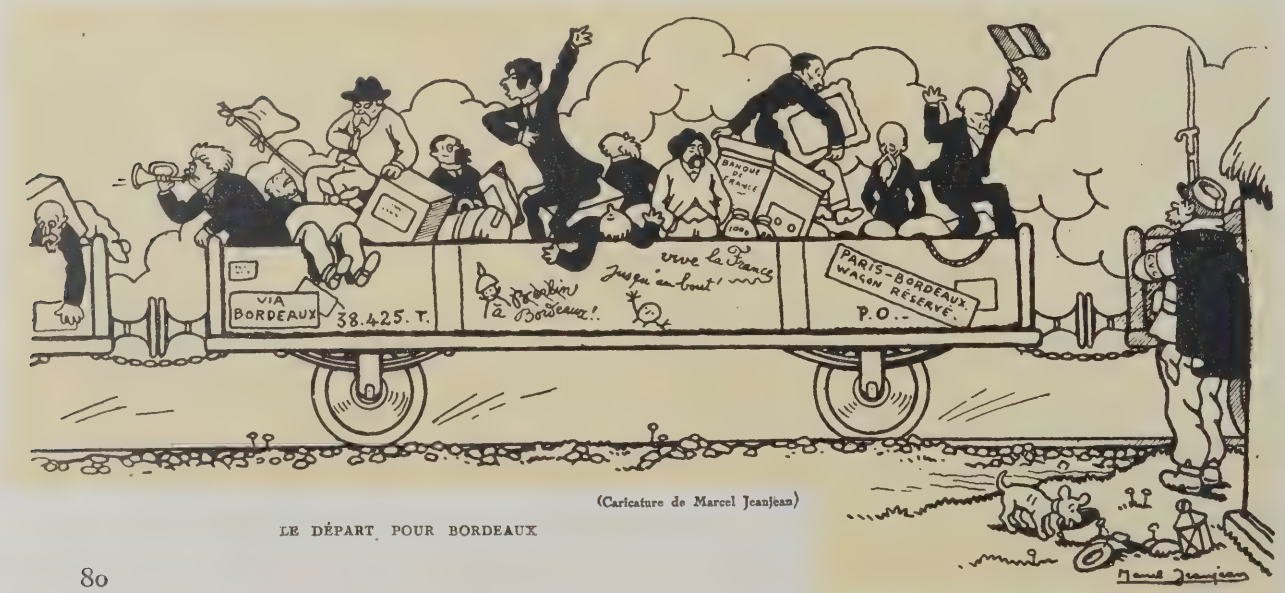
également prendre part à l'action générale. »

La note du 2 septembre précise les buts à atteindre. Il faut : « *a)* Soustraire les armées à la pression de l'ennemi et les amener à s'organiser et à se fortifier dans la zone où elles s'établiront en fin de repli; *b)* Établir l'ensemble de nos forces sur une ligne générale, marquée par Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château, Joinville, sur laquelle elles se recomplèteront par les envois des dépôts; *c)* renforcer l'armée de droite par deux corps prélevés sur les armées de Nancy et d'Épinal; *d)* à ce moment, passer à l'offensive sur tout le front; *e)* couvrir notre aile gauche par toute la cavalerie disponible entre Montereau et Melun; *f)* demander à l'armée anglaise de participer à la manœuvre : 1° en tenant la Seine de Melun à Juvisy; 2° en débouchant sur le même front lorsque la 5e armée passera à l'attaque; *g)* simultanément, la garnison de Paris agirait en direction de Meaux ».

Ainsi la retraite doit se poursuivre plusieurs jours encore, jusqu'à Pont-sur-Yonne, 80 kilomètres de Paris, et Joinville (Haute-Marne) — 60 kilomètres de Verdun — en abandonnant toute la Champagne, et la ligne de la Marne, et celle de l'Aube et la Seine elle-même, en laissant enfin Paris et Verdun isolés, défendus par leurs seules garnisons.

Quel sera en ce cas le sort de Paris?

Les 30, 31 août, 1er septembre, les Conseils des ministres se succèdent à l'Elysée. Y fut-il question, comme on l'a dit, de renoncer à défendre Paris, de le déclarer ville ouverte, de le mettre, sous la sauvegarde de l'Espagne et des États-Unis? Ceux des ministres d'alors que nous avons pu interroger nous ont affirmé qu'il n'avait jamais été question de cela dans leurs délibérations. Le 31 au soir, en recevant les députés de Paris, M. Viviani leur donne l'assurance que la capitale



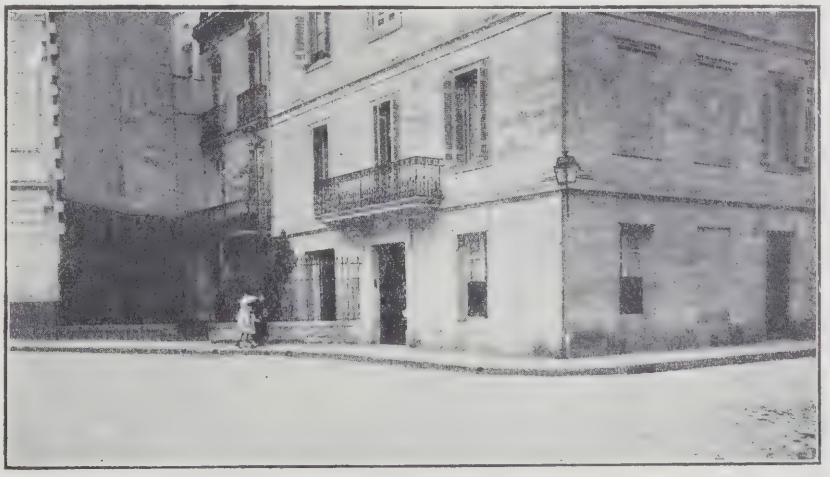

(Caricature de Marcel Jeanjean)

LE DÉPART POUR BORDEAUX

LE MINISTÈRE DE LA MARINE A BORDEAUX

ne sera pas livrée sans combat. Il est décidé que Gallieni, avec ses territoriaux et surtout avec l'armée Maunoury, placée sous ses ordres, luttera à outrance, mais le Gouvernement quittera Paris pour Bordeaux. Le G. Q. G., et avec lui le ministre de la Guerre, M. Millerand, toujours interprète et avocat de la volonté du généralissime, réclament en effet le prompt éloignement du président de la République et de tous les ministres. Si la capitale est investie, comme cela semble désormais certain, il n'est pas possible que se renouvelle la faute de 1870. Le gouvernement ne doit plus confondre le sort de la France et celui de Paris. Le G. Q. G. avait besoin, disait-il, dans cet instant critique, d'avoir toute la liberté de ses mouvements, sans qu'aucune préoccupation d'ordre civil entravât la conduite des opérations militaires. Au Conseil des ministres où la décision fut prise, il y eut une minorité opposante, où se trouvaient, entre autres, MM. Thomson et Marcel Sembat. Cette minorité eut pour principal porte-parole M. Sembat. Selon lui, le gouvernement devait rester à Paris, qu'il fallait défendre jusqu'aux barricades inclusivement, et il serait bon, qu'en ce cas, il y eût un membre du gouvernement derrière chaque barricade. Puis, voyant que son avis ne prévalait pas, la minorité demanda que le ministère se scindât en deux parties, l'une qui irait à Bordeaux, l'autre qui resterait à Paris. Il n'y eut pas de vote. La majorité était évidemment pour le départ total, et il fut décidé qu'il aurait lieu le lendemain à 23 heures.

Le lendemain matin, on assure que M. Thomson, ayant appris que, partout où la nouvelle du projet de départ avait transpiré et même à Bordeaux, l'opinion se cabrait, se rendit chez M. Millerand et lui suggéra une idée propre à rehausser et le prestige du Gouvernement et le moral de la population : c'était de décider que le Gouvernement, président de la République en tête, se rendrait sur le front, tandis que certains ministres, ceux dont les attributions techniques étaient le plus indispensables à la défense nationale, iraient s'installer à Bordeaux. Une affiche qui annoncerait ce double départ simultané serait patriotiquement applaudie. M. Millerand voulut, avant le Conseil des ministres qui devait se tenir le même jour à 15 heures, avoir l'avis de MM. Viviani et Briand. Ceux-ci, amenés au ministère de la Guerre par M. Thomson, se rangèrent à l'avis proposé. Mais M. Millerand obtint qu'il n'y serait donné suite que si le général Joffre y consentait. Aussitôt il téléphona au G. Q. G. La réponse fut



LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A BORDEAUX

négative : le généralissime dit qu'il ne pouvait répondre de la sécurité du gouvernement. L'idée fut abandonnée, et le Conseil des ministres, qui se tint le jour même, n'en fut pas saisi.

Le gouvernement, qui un instant avait songé à convoquer les Chambres, y renonça. Il fut entendu que toutes les administrations et leurs chefs émigreraient avec les ministres, à Bordeaux.

C'est en effet cette ville qui, malgré les souvenirs de 1871, avait été choisie encore pour devenir la capitale provisoire de la France. De Bordeaux, il était facile de maintenir le contact à la fois avec les deux Midis, l'Ouest et la Grande-Bretagne. Dans la nuit du 2 au 3 septembre s'accomplirent les départs officiels. Le président de la République et les ministres partirent de la gare d'Auteuil ; la cohue des fonctionnaires et des parlementaires, de celle du quai d'Orsay.

(Photo Manuel)

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS A BORDEAUX

Arrivé à Bordeaux le 3 septembre à midi, M. Poincaré s'installa à la préfecture, les différents ministères occupant d'autres bâtiments de l'État. Les services du ministère de la Guerre, par exemple, furent établis à la Faculté des Lettres. Avant son départ de Paris, le gouvernement adressa encore au pays une proclamation verbeuse, peu propre à rassurer la nation. On y disait :

« Depuis plusieurs semaines, des combats acharnés mettent aux prises nos troupes héroïques et l'armée ennemie.

« La vaillance de nos soldats leur a valu sur plusieurs points des avantages marqués. Mais, au Nord, la poussée des forces allemandes nous a contraints à reculer. Cette situation impose au président de la République et au gouvernement une décision douloureuse. Pour veiller au salut national, les pouvoirs publics ont le devoir de s'éloigner pour l'instant de la ville de Paris... A la demande de l'autorité militaire, le gouvernement transporte donc momentanément sa résidence sur un point du territoire d'où il puisse rester en relations constantes, avec l'ensemble du pays.

« Il invite les membres du Parlement à ne pas se tenir éloignés de lui pour pouvoir former devant l'ennemi, avec le gouvernement et avec leurs collègues, le faisceau de l'unité nationale. »

Cette invitation, comme le soin pris de réserver à Bordeaux deux théâtres pour servir de lieux de réunion à la Chambre et au Sénat, devait bientôt paraître ironique.

Le *Journal officiel* du 4 septembre publia, en effet, un décret déclarant : « La session extraordinaire de 1914 du Sénat et de la Chambre des Députés est, et demeure close. » On se souvient que, le 4 août, le Parlement s'était seulement ajourné de lui-même. Dans son rapport au président de la République, M. Viviani justifia ainsi la mesure prise : « Le Gouvernement aurait désiré se retrouver au contact d'un Parlement qui lui a spontanément et unanimement accordé sa confiance lors de sa dernière séance... Mais les nécessités qui nous pressent et qui s'accumulent chaque jour nous enlèvent la possibilité d'une réunion. D'autre part, un grand nombre de parlementaires, répondant à l'appel de l'autorité militaire, ont rejoint leur armée... et c'est forcément devant une représentation nationale amputée d'une grande partie de ses membres que le Gouvernement se présenterait. Enfin, nous sommes contraints... de transporter momentanément la résidence du Gouvernement dans une autre ville,

afin d'intensifier et de développer la résistance du pays. » En réalité, le Gouvernement préférait soustraire définitivement son activité au contrôle du Parlement.

## GALLIENI A PARIS

En apprenant que le président de la République et les grands corps de l'État avaient quitté leur ville, les Parisiens condamnèrent le caractère clandestin de ce départ; mais, du fait lui-même, ils n'éprouvèrent qu'une surprise médiocre. Depuis quelques jours, ils n'ignoraient plus la rapidité et l'étendue de l'avance ennemie. Les Allemands eux-mêmes s'étaient chargés de faire connaître l'ampleur de leur succès. A partir du 30 août, des avions ennemis — les Taubes — avaient presque chaque jour survolé la capitale, lançant des bombes et des banderoles avec ces inscriptions : « L'armée allemande est aux portes de Paris, vous n'avez plus qu'à vous rendre. »

MYRON HERRICK

La population avait accueilli d'ailleurs avec sang-froid et presque avec curiosité ces manifestations. En très grande majorité, elle conservait une confiance immense et comme religieuse. Depuis une semaine, il est vrai, à mesure que se rapprochait le danger, cinq cent mille personnes avaient quitté Paris ; la plupart au moyen des rares trains, tous à « marche militaire » mis à la disposition des voyageurs; d'autres, — les plus fortunés, — en automobile ou en voiture. Mais cet exode, qui avait fait le vide dans certains quartiers aristocratiques, avait laissé dans la capitale tous les éléments populaires, les plus profondément patriotes, les plus sincèrement confiants dans les destinées de Paris et de la France, les plus disposés à supporter, s'il le fallait, les ennuis, et les périls d'un siège comme en 1870. Leur foi pouvait être, par instants, naïve, — surtout quand tant d'espoir immédiat s'attachait à l'action des Russes qui, après avoir envahi la Prusse orientale, venaient d'être vaincus à Tannenberg par Hindenburg et Ludendorff; — elle rendait singulièrement plus facile la tâche de ceux qui avaient entrepris de défendre le camp retranché.

Paris avait cessé d'être capitale. Avec le gouvernement, le corps diplomatique s'était transporté à Bordeaux, à l'exception des ambassadeurs d'Amérique et d'Espagne, demeurés afin de prendre en mains la protection de la ville en cas d'occupation allemande. Ces deux diplomates, le représentant des États-Unis en particulier, M. Myron T. Herrick, étaient pleins de sympathie à l'égard de notre pays, mais convaincus, pourtant, que l'ennemi ne tarderait pas à pénétrer dans Paris. L'ambassade américaine avait déjà fait imprimer des affiches spéciales — en allemand et en français, — qui devaient être placées à la porte des immeubles habités par des citoyens américains pour leur servir de sauvegarde. La plupart des journaux, de leur côté, avaient gagné aussi la province. Seuls, les plus importants, dédoublés, continuaient de publier une édition locale à Paris. Naturellement, les encaisses des Banques, les collections des Musées avaient de même été expédiées à Bordeaux, Toulouse et Montpellier. Paris, où le soir l'éclairage avait été très réduit, et qu'illuminaient presque seuls les projecteurs de la Tour Eiffel et des postes de l'enceinte, était calme et recueilli comme une grande cité provinciale. La saison était belle, et, malgré le voisinage de l'ennemi, on goûtait ces journées chaudes et lumineuses. La vie matérielle était facile : maraîchers et éleveurs apportaient et vendaient hâtivement, aux Halles, les produits qu'ils craignaient de voir bientôt saisis par les uhlans. Point de théâtres ouverts, peu de voitures, peu de passants dans les rues, et cependant Paris ignorait la tristesse. Il attendait avec patience l'heure de Joffre et de Gallieni.

Le 3 septembre, en même temps que l'affiche du gouvernement, les Parisiens avaient trouvé sur leurs murs une autre proclamation, brève, laconique même, et qu'ils n'avaient pas lu, pourtant,

sans émotion. C'était celle du gouverneur.

« Armée de Paris,
Habitants de Paris,

Les membres du Gouvernement de la République ont quitté Paris pour donner une impulsion nouvelle à la défense nationale.

J'ai reçu le mandat de defendre Paris contre l'envahisseur.

Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout,

*Paris, le 3 septembre 1914,*
Le Gouverneur militaire de Paris
Commandant l'Armée de Paris
GALLIENI.

Paris avait donc pour gouverneur un chef, qui, comme il avait su parler, avec simplicité et franchise, saurait agir avec décision et vigueur. Spontanément, Paris lui fit confiance, comme d'instinct, et cet instinct était juste. Gallieni allait être le sauveur de Paris.

Il avait soixante-cinq ans, et nulle carrière n'avait été plus glorieuse. Pyrénéen de St-Béat (Haute-Garonne), mais en réalité d'origine corse, il a combattu à Bazeilles, en 1870, et a été prisonnier en Allemagne. Colonial, après de nombreuses campagnes au Soudan et au Tonkin, il est resté neuf ans (1896-1905) gouverneur de Madagascar et a fait preuve dans ces fonctions, à côté de vertus militaires, de rares talents d'administrateur. Rentré en France, chef du 14e corps, puis membre du Conseil supérieur de la Guerre, éventuel commandant de la 5e armée, il a été, le 24 avril précédent, maintenu en activité sans limite d'âge, comme ayant commandé en chef devant l'ennemi. Mais, malgré son titre « d'adjoint » au généralissime, il est resté pratiquement sans emploi jusqu'au 26 août. L'âge, qui a affaibli sa santé, n'a diminué ni son intelligence, ni son énergie. Long, maigre et sec, avec un regard extraordinairement vif et pénétrant derrière les lorgnons, il donne bien l'impression d'un homme de froide résolution. C'est la même impression qui se dégage des *Mémoires* qu'il a laissés, un récit sobre, dépourvu de souci littéraire et pourtant émouvant en sa simplicité.

N°_____

SAUVEGARDE

AVIS

est donné par L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE que le local situé à Paris

est occupé par M
de nationalité Américaine, et de ce fait se trouve SOUS LA PROTECTION DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.

En conséquence, l'Ambassadeur demande que les Américains habitant ledit lieu ne soient pas molestés et que les objets s'y trouvant soient respectés.

L'Ambassadeur,
MYRON T. HERRICK

A peine nommé gouverneur, il a réuni ses chefs de service pour leur exposer franchement la situation : « On a négligé la mise en état de défense du camp retranché, où tout est en retard : travaux de défense, approvisionnement des ouvrages en munitions, ravitaillement. Chacun devra se mettre immédiatement au travail, en prenant toutes les initiatives et les responsabilités nécessaires. Nous avons encore quelques jours devant nous. Nous devons les utiliser en fournissant l'effort énorme, indispensable pour mettre Paris en état de résister aux entreprises de l'envahisseur. J'attends donc que chacun se mette au travail avec la dernière énergie, et sache exiger de son personnel les efforts exceptionnels que demandent impérieusement les circonstances. Des sanctions seront prises immédiatement contre les défaillances individuelles, qui ne peuvent plus désormais être admises. » Militaires et civils — notamment les deux préfets de la Seine et de police, placés bientôt sous les ordres d'un directeur des Affaires civiles du gouvernement militaires, M. Doumer, — tous ces chefs de service entendent ce mâle langage. Aux quatre divisions et demie territoriales de la garnison, à 5.000 fusiliers marins, s'est ajoutée une forte division

d'Afrique, la 45e, commandée par le général Drude. L'armée Maunoury et deux divisions de réserve du groupement d'Amade ont été de même, le 1er septembre, mises sous les ordres de Gallieni. Le matériel d'artillerie, ancien et démodé, il est vrai, ne manque pas, ainsi que les munitions ; mais il faut achever les ouvrages de fortification, mettre en place les batteries. Quant aux vivres, les approvisionnements sont heureusement abondants, et Paris, s'il est investi, pourra, à ce point de vue, tenir trois mois.

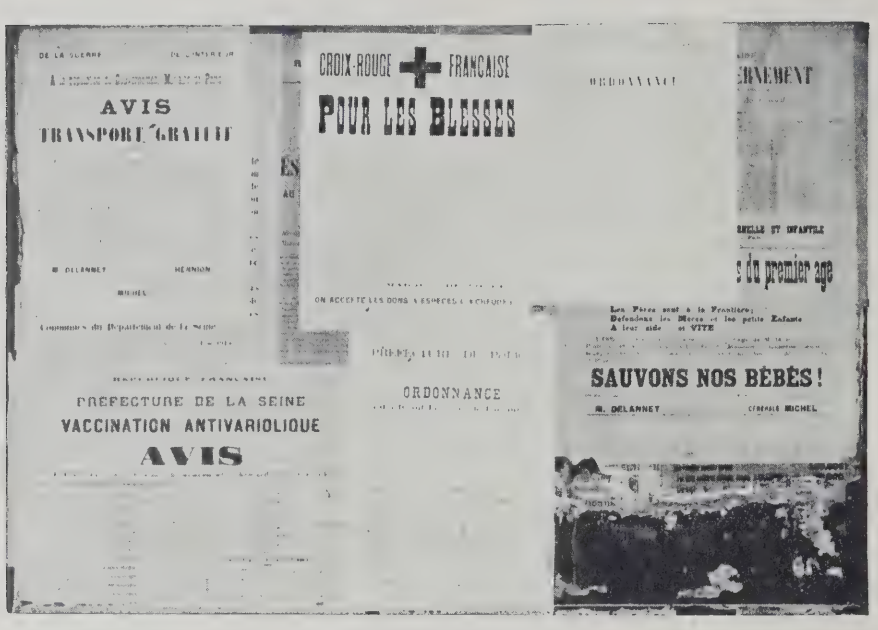
Pour mettre en état les ouvrages du camp retranché, les territoriaux ne sauraient suffire. Gallieni accepte de s'adresser à la Bourse du Travail et aux organisations syndicales, qui lui fournissent 15.000 travailleurs. Confiant dans le patriotisme des Parisiens, le gouverneur, sans craindre de les effrayer, prend toutes les mesures propres à assurer la défense de la ville : « Destruction des locaux qui se trouvaient dans les zones réservées des fortifications et qui gênaient le tir des défenseurs ; abatage des arbres qui pouvaient servir d'abris à des tirailleurs, cherchant à tirer au delà de l'enceinte et de ceux qui, disposés sur les voies de communication, devaient servir pour les barrages à organiser sur les routes et en avant des issues de l'enceinte ; des tranchées, des chevaux de frise furent disposés devant les portes, fermées également par des cloisons de planches, avec créneaux. »

En même temps, utilisant l'expérience de ces premières semaines de guerre — qui avaient confirmé les enseignements des récentes campagnes balkaniques — sur tout le périmètre si vaste du camp retranché (plus de 200 kilomètres), une triple ligne de tranchées, garnies de nombreuses batteries, constituées à l'aide de pièces jusque-là reléguées dans les forts, s'éleva, principalement au nord et à l'est de Paris. Comme le notait Gallieni, la population n'était nullement effrayée par les mesures prises. « On vivait, il est vrai, sur le souvenir du siège de 1870-1871, et l'on se figurait que l'investissement se produirait d'après les mêmes règles, combats autour de Paris, défenses des forts, résistance jusqu'à épuisement complet des vivres. On voyait de nombreux troupeaux dans les bois de Vincennes et de Boulogne, dans les fossés des fortifications, et on savait que des trains de blé et de farine, arrivaient constamment dans nos gares encombrées. » Les Parisiens attendaient donc « sans affolement et sans appréhension ». Quand, dans la nuit du 2 au 3 septembre, la division algérienne traversa six heures durant Paris, du sud au nord, pour se rendre au Bourget, ce ne fut qu'une tempête d'acclamations.

Mais Gallieni ne s'exagérait pas la portée des mesures qu'il avait prises. Il savait Paris abandonné à son propre sort par le G. Q. G., et jugeait les troupes dont il disposait incapables d'arrêter une attaque sérieuse. Le 2 septembre, il écrivait à Joffre, sous les ordres duquel il venait d'être placé : « Je vous rappelle encore une fois, ce que je vous ai déjà dit dans trois conversations téléphoniques, ce que j'ai répété au Conseil des ministres, au président de la République et au ministre de la Guerre. Paris, si vous ne lui donnez pas des troupes actives de renfort, au moins trois corps d'armée, est dans l'impossibilité absolue de

LES FAUX BRUITS DU DÉBUT DE LA GUERRE

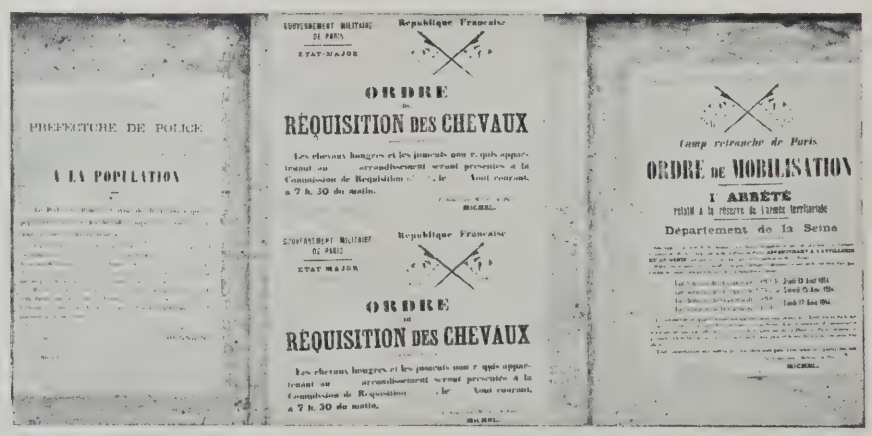
*« On apprend de source sûre que la TURPINITE, dont l'invention avait été tenue secrète jusqu'ici, répand la terreur parmi les « troupes allemandes. Des régiments, des divisions, des corps d'armée, surpris en ordre de marche sont anéantis jusqu'au dernier « homme. La fin de la guerre n'est donc plus qu'une question d'heures. »* (Les Journaux de 1914.)




LES AFFICHES DU DÉBUT DE LA GUERRE

se défendre. » Mais le généralissime se bornait à répondre par une fin de non recevoir, et l'armée Maunoury dut se contenter du 4e corps, venu de la 3e armée, et dont le débarquement commença, à l'intérieur du camp retranché, dans la journée du 3. Seule pourtant, une bataille générale pouvait sauver Paris, cette bataille que les instructions du G. Q. G. ne prévoyaient que « dans un délai assez rapproché ». Dans ses *Mémoires,* Gallieni a fait une critique très serrée des directives alors parties de Bar-sur-Aube. Elles avaient, écrit-il, « le grave inconvénient de ne pas tenir compte de l'ennemi. Avant d'avoir atteint la ligne de repli assignée par la note du 2 septembre, en arrière de la Seine et de l'Yonne, nos colonnes en retraite auraient été obligées de faire tête à l'ennemi dans des conditions particulièrement désavantageuses, puisqu'elles n'avaient cessé de reculer depuis la Belgique et la Meuse. » Surtout les directives rendaient bien difficile et problématique toute offensive. « S'il (Joffre) passe la Seine, s'écriait Gallieni, devant son chef d'État-Major, jamais il ne la repassera. » Heureusement, nos troupes allaient arrêter leur retraite, avant le terme primitivement fixé.

Dès le 31 août, le général Maunoury avait appris, par sa cavalerie, que certaines colonnes allemandes, en route vers la basse Seine, s'étaient détournées de leur route, pour marcher vers le Sud-Est. Mais, c'est le 3 septembre, que des reconnaissances d'avions précisent l'ampleur du mouvement ennemi. Les têtes de colonnes allemandes, après avoir dépassé Creil et Senlis, obliquent pour gagner l'Ourcq et la Marne. Sur les cinq corps de von Kluck, quatre ont pris franchement la direction du sud-est ; seul, le IVe corps de réserve, comme pour couvrir le mouvement, reste aux environs de Luzarches. C'est à la fin de l'après-midi, à son quartier général du lycée Victor-Duruy, que le gouverneur reçoit tous ces renseignements. Aussitôt Gallieni aperçoit le parti à tirer de la situation. Si la Ire armée allemande poursuit sa marche, offrant ainsi témérairement le flanc à l'attaque des armées de Paris, il faut profiter de cette occasion inespérée. « Je pensais donc, dès ce moment, écrit-il, à prendre l'offensive contre l'aile droite ennemie, malgré les risques que pouvait présenter cette opération, malgré les directives du général en chef. » Ses collaborateurs immédiats, le général Clergerie, le colonel Girodon,




AFFICHES RELATIVES A LA MOBILISATION

chef et sous-chef de son État-Major, auxquels il communique ses intentions, sont arrivés à cette même conclusion : il faut attaquer. De nouvelles reconnaissances d'avions, effectuées le 4 de grand matin, confirment les indications de la veille. Les Allemands passent déjà la Marne en trois colonnes, et le IV[e] corps de réserve, lui-même, a franchi l'Ourcq. Sans hésiter, sans attendre que le G. Q. G., qu'il vient de mettre téléphoniquement au courant de ses projets, ait répondu, sans savoir encore si French acceptera d'arrêter sa retraite, Galliéni se décide, et, dès 9 heures, il envoie au général Maunoury, l'ordre qui va déclencher la bataille de la Marne : « En raison du mouvement des armées allemandes, qui paraissent glisser en avant de notre front, dans la direction du sud-est, j'ai l'intention de porter votre armée en avant, dans leur flanc, c'est-à-dire dans la direction de l'est, en liaison avec les troupes anglaises. Je vous indiquerai votre direction de marche, dès que je connaîtrai celle de l'armée anglaise. Mais prenez dès maintenant vos dispositions pour que vos troupes soient prêtes à marcher cet après-midi, et à entamer demain un mouvement général, dans l'est du camp retranché. Poussez immédiatement des reconnaissances de cavalerie dans tout le secteur, entre la route de Chantilly et la Marne. Je mets la 45[e] division, dès maintenant, sous vos ordres. Venez, de votre personne, me parler le plus tôt possible. »

Mais le mouvement de la 6[e] armée ne peut réussir que s'il est le premier acte d'une reprise générale d'offensive sur tout le front allié. Avec Maunoury, Gallieni se rend au Q. G. anglais, installé à Melun. Il n'y rencontre pas French, mais trouve l'État-Major britannique encore hostile à toute coopération à un mouvement d'envergure. En même temps, au cours de la journée, il téléphone trois fois à Joffre, resté à Bar-sur-Aube, pour amener le généralissime à modifier ses instructions. A 13 heures, dans un télégramme, Joffre consent bien « à porter la 6[e] armée sur la rive gauche de la Marne, au sud de Lagny », mais Gallieni veut agir sur la rive droite, afin de menacer les derrières de von Kluck. C'est à 18 heures seulement, que le gouverneur de Paris obtient la décision qu'il réclame. Avant de répondre définitivement, Joffre a réuni dans son cabinet quelques hommes de confiance, les généraux Belin et Berthelot, les colonels Pont et Gamelin. Le général Berthelot se prononce encore pour une continuation de la retraite, afin de laisser Kluck s'engager plus au sud. Mais Joffre, qui sans doute avait déjà pris en lui-même sa résolution, se lève : « Eh bien ! Messieurs, dit-il, on se battra sur la Marne. » A 22 heures, le G. Q. G. téléphonait aux commandants d'armée l'ordre d'attaquer, le 6 septembre au matin. La bataille générale, qui seule pouvait sauver Paris et la France, allait s'engager.

Le même jour, à Bordeaux, le gouvernement communiquait une nouvelle importante, et réconfortante. Le 4 septembre, à Londres, sir E. Grey, et les ambassadeurs de France et de Russie, M. Paul Cambon et le comte Benckendorff, avaient, au nom des trois pays, signé la déclaration suivante :

« Les gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre.

« Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des Puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés. »

A tous les Français, trop souvent plus confiants en leurs Alliés qu'en eux-mêmes, le « Pacte de Londres » parut le plus sûr gage de victoire.

V

# PARIS SAUVÉ

## MANŒUVRE ALLEMANDE ET MANŒUVRE FRANÇAISE

En ce début de septembre 1914, l'armée allemande ne ressemblait plus tout à fait à celle qui avait envahi la Belgique un mois auparavant. Si ses victoires avaient été remportées sans grandes pertes, elle ressentait la fatigue des longues étapes parcourues, en particulier à l'aile droite. Le ravitaillement avait peine à s'effectuer. En leur avance hâtive, les unités devaient pour vivre piller les régions traversées. Mais basses-cours et caves — surtout celles de Champagne — ne souffraient pas seules du passage de l'armée impériale. Sans être encore systématiques, les dévastations et les vols n'épargnaient rien. « Tout est chipé, volé, écrit, le 5 septembre, un chasseur à pied allemand, dans une lettre non expédiée et trouvée sur son cadavre. On vole complètement toutes les épiceries, marchands de vins, de liqueurs, magasins d'approvisionnement. Chaque maison particulière est dévalisée de fond en comble ; chaque armoire vidée : aucun soldat ne porte chemise et chaussettes plus de deux ou trois jours, et ce n'est que le principal. » Par contre, à la différence de ce qui s'était passé en Belgique et, sauf en quelques localités lorraines, les attentats contre les personnes furent assez rares. La retraite si rapide des Français avait semblé suspecte à bien des soldats, sous-officiers et officiers de troupe. Dans l'ensemble pourtant l'armée ennemie gardait confiance en ses chefs, en elle-même, et ne doutait pas d'être avant peu de jours à Paris.

Les États-Majors allemands n'avaient plus un optimisme aussi absolu, et le résultat des premières batailles n'avait pas seulement déçu les Alliés. Sans doute, Français et Anglais avaient été battus, mais leurs armées s'étaient dérobées et n'avaient pu jusqu'ici être rejointes et enveloppées. En outre, à l'épreuve, le Haut Commandement ne se montrait pas à la hauteur de son ancienne réputation. Porteur d'un nom illustre, bien vu de Guillaume II, le général de Moltke, d'ailleurs officier savant et distingué, n'avait pourtant ni les talents, ni l'autorité nécessaires pour diriger tant d'armées, réparties sur deux fronts. Son quartier général, fixé d'abord à Coblentz, puis transféré à Luxembourg, était trop éloigné de la zone des combats. Les directives émanées du grand État-Major étaient ainsi trop souvent en retard sur les événements. Une liberté excessive était donc laissée aux commandants d'armée, qui ne s'entendaient guère, et dont, par suite, les mouvements n'étaient pas liés. En particulier, les rapports entre les deux chefs principaux, Kluck et Bülow, demeurèrent toujours très tendus, les commandants des I^re^ et II^e^ armées étant seulement d'accord pour juger avec sévérité le chef de la III^e^ armée, le Saxon von Hausen. Mis un moment sous les ordres de Bülow, Kluck était redevenu indépendant. Cavalier dont l'âge — il avait 68 ans — n'avait point tempéré la fougue, il avait mis à profit la liberté d'action qu'on lui accordait pour presser la marche de ses troupes sur Paris. Moltke, qui se défiait de son impatience depuis longtemps, ne fit rien pourtant pour le retenir. D'ailleurs, du 20 au 28 août, l'O.H.L. (*Oberste Heeres Leitung* : commandement suprême de l'armée) omit d'envoyer des ordres. Moltke se contenta de retirer deux corps d'armée du front ouest pour les expédier en Prusse orientale. Mesure très grave, et dont les conséquences devaient être presque décisives : l'absence de ces deux corps rendra singulièrement plus facile la victoire française de la Marne.

Le 28 août pourtant, l'O.H.L. donna ses instructions : « Les Français, disait-il, sont en pleine retraite en direction ouest et sud-ouest, donc sur Paris. En cours de route, ils feront sans doute

encore une résistance opiniâtre. Les nouvelles venant de France font connaître que l'on combat pour gagner du temps et immobiliser le plus possible de forces allemandes en vue de faciliter l'offensive russe. Il s'agit, par une marche rapide sur Paris, de ne laisser aucun répit à l'armée française, de lui interdire l'occupation de nouvelles positions et d'enlever au pays le plus possible de ressources militaires. » En conséquence sont fixées les directions de marche que voici : Ire armée sur la basse Seine; IIe sur Paris; IIIe sur Château-Thierry; IVe sur Epernay; Ve sur Châlons; les VIe et VIIe demeurant sur la défensive en Lorraine et Alsace. Mais ce plan d'action allait être bientôt modifié.

TROUPES D'INFANTERIE ET CONVOI SANITAIRE EN MARCHE

Depuis 1871, fidèle aux enseignements du vieux Moltke, le grand Etat-Major allemand a toujours rêvé de tourner nos armées sur leur gauche pour les refouler, les acculer à la frontière suisse. La pure doctrine de guerre commande en outre de négliger les places fortes et les villes, quelles qu'elles soient, pour s'attacher à battre les troupes en campagne. Kluck, d'ailleurs, pour ne pas trop éparpiller ses forces, a de lui-même serré sur la gauche. Qu'importe Paris? Joffre vaincu, la France devra capituler. L'O. H. L. néglige les considérations politiques et lance, dans la nuit du 2 au 3 septembre, un radiogramme très net : « Il s'agit de couper les Français de Paris et de les repousser vers le sud-est. » Par conséquent, la Ire armée devra suivre la IIe en échelon pour couvrir son flanc. Mais, en réalité, Kluck, loin de suivre Bülow, le précédait; trois de ses corps avaient déjà franchi la Marne, quand la IIe armée était encore sur l'Aisne.

L'O. H. L. ne tenta pas de coordonner l'action des armées, et de diriger les événements. Une fois encore, il adapta son plan à ce qu'il savait de la situation. Dans la nuit du 4 au 5, il envoya une directive nouvelle, « lourde de conséquences », selon le mot du général allemand Baumgarten-Crusius : « L'ennemi, déclara Moltke, s'est dérobé au mouvement enveloppant des Ire et IIe armées, et, avec des détachements, est arrivé à s'appuyer sur Paris. Les comptes rendus permettent d'établir que l'ennemi a prélevé des forces sur le front Toul-Belfort, pour renforcer sa masse d'aile gauche. Il n'est donc plus possible de rejeter toute l'armée française sur la frontière suisse, en direction du sud-est. Il est beaucoup plus probable que l'ennemi, pour protéger sa capitale et menacer l'aile droite de nos armées, rassemble des forces importantes dans la région de Paris... En conséquence, S. M. ordonne : 1° les Ire et IIe armées resteront devant le front est de Paris pour s'opposer offensivement à toute tentative ennemie débouchant de Paris, la Ire armée entre l'Oise et la Marne, la IIe entre la Marne et la Seine... ; 2° la IIIe armée marchera en direction de Troyes, Vendeuvre ; 3° les IVe et Ve armées, par une progression constante, doivent ouvrir aux VIe et VIIe armées le chemin sur la haute Moselle. Droite de la IVe armée en direction de Vitry-le-François, droite de la Ve armée Revigny. » Quant aux deux armées d'extrême-gauche, elles fixeront l'ennemi devant elles, avant d'attaquer entre Épinal et Toul.

Ainsi la masse allemande se trouvait sectionnée en trois ou même quatre groupes, aux axes de marche très divergents : Kluck et Bülow faisaient

face à l'ouest ; Hausen allait droit au sud ; le duc de Würtemberg et le Kronprinz s'orientaient vers le sud-est. D'ailleurs, pour les deux premières armées au moins, les ordres donnés étaient inexécutables : Kluck, en particulier, avait déjà atteint le Grand Morin, avec les quatre cinquièmes de ses forces ; son IV^e^ corps de réserve seul était demeuré en flanc garde sur la rive droite de la Marne. L'O. H. L. fut assez mal obéi. Kluck, tout en tenant compte d'instructions, au reste tardives, continua de s'enfoncer comme un coin, dans la brèche demeurée ouverte entre les Britanniques et notre 5^e^ armée. Mais son avance allait brusquement s'arrêter. Le 5 septembre à midi, commença l'attaque de l'armée Maunoury.

S'il n'avait cédé qu'avec quelque peine aux instances de Gallieni, Joffre, sa résolution prise, avait au moins fait preuve de coup d'œil et d'activité. Ses instructions du 4 septembre au soir étaient déjà assez précises : « Il convient de profiter de la situation aventurée de la I^re^ armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême-gauche. Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5, en vue de partir à l'attaque le 6. Le dispositif à réaliser pour le 5 septembre au soir sera : *a)* Toutes les forces disponibles de la 6^e^ armée (général Maunoury) au nord-est (du camp retranché) prêtes à franchir l'Ourcq entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, en direction générale de Château-Thierry. Les éléments disponibles du 1^er^ corps de cavalerie (général Sordet), qui sont à proximité, seront remis aux ordres du général Maunoury pour cette opération. *b)* L'armée anglaise, établie sur le front Changis, Coulommiers, face à l'est, prête à attaquer en direction générale de Montmirail. *c)* La 5^e^ armée (général Franchet d'Espérey), resserrant légèrement sur sa gauche, s'établira sur le front général Courtacon, Esternay, Sézanne, prête à attaquer en direction générale sud-nord, le 2^e^ corps de cavalerie (général Conneau) assurant la liaison entre l'armée anglaise et la 5^e^ armée. *d)* La 9^e^ armée (général Foch) couvrira la droite de la 5^e^ armée en tenant les débouchés sud des marais de Saint-Gond et en portant une partie de ses forces sur le plateau, au nord de Sézanne. L'offensive sera prise par ces différentes armées dès le matin. » Le lendemain, c'étaient les instructions pour de Langle et Sarrail : « La 4^e^ armée, arrêtant son mouvement vers le sud, fera tête à l'ennemi, en liant son mouvement à celui de la 3^e^ armée, qui, débouchant au nord de Revigny, prendra l'offensive en se portant vers l'ouest. » Quant à Sarrail, autorisé la veille à se maintenir « si possible » sur le flanc de l'ennemi, il recevait maintenant, l'ordre d'attaquer, sur leur gauche, les forces allemandes marchant à l'ouest de l'Argonne. Les 15^e^ et 21^e^ corps, empruntés l'un à Castelnau, l'autre à Dubail, étaient mis en même temps à la disposition de Sarrail et de Langle, afin de rendre solide la liaison jusqu'ici assez précaire de leurs deux armées.

Quand, le 5 au matin, le G. Q. G. — transféré en secret le même jour, de Bar-sur-Aube à Châtillon-sur-Seine, à 40 kilomètres plus au sud, dans une position excentrique assez peu heureusement choisie — adressait toutes ces directives, la coopération de French et de ses soldats à l'offensive était loin d'être absolument certaine. Il faudra que dans cette journée du 5, Maunoury d'abord, Joffre ensuite, celui-ci « plein d'enthousiasme et d'espoir », se rendent à Melun pour arracher au maréchal la promesse d'un entier concours. Encore, avant de s'engager, French procédera-t il à une enquête auprès de ses principaux lieutenants. Mais ses troupes ne demandaient qu'à combattre, et il fut alors entendu que les Britanniques se porteraient à l'attaque, lorsque la 6^e^ armée aurait déjà débouché au delà de l'Ourcq, « le maréchal tenant à se maintenir un peu arrière » de Maunoury. Cette précaution suprême était à coup sûr fâcheuse. Cependant, dans un télégramme au gouvernement, Joffre pouvait avec raison déclarer : « La situation stratégique est donc excellente, et nous ne pouvons compter sur des conditions meilleures pour notre offensive. C'est pourquoi j'ai décidé de passer à l'attaque. La lutte qui va s'engager peut avoir des résultats décisifs, mais aussi peut avoir pour le pays, en cas d'échec, les conséquences les plus graves. Je suis décidé à engager toutes nos troupes à fond et sans réserve pour conquérir la victoire. » C'est presque le même langage que Joffre allait tenir à ses soldats, dans la proclamation fameuse — rédigée par le colonel Gamelin — qui, partie le 6 au matin de Châtillon, ne devait parvenir aux troupes que le lendemain, en pleine action : « Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et à

refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

Aux soldats, d'ailleurs, l'ordre d'offensive parut la plus belle des proclamations. Fatigues, épreuves, déceptions, tout fut en un instant oublié.

(Photo Rol)

TOMBES FRANÇAISES SUR LA ROUTE DE VARREDDES

Les témoignages sont unanimes. Voici des fantassins auxquels leur général apprend qu'ils vont attaquer : « L'impression générale se traduit dans ces quelques mots brutaux... Tant mieux ! on a fini de f... le camp ! On commençait à en avoir marre de montrer notre dos aux Boches. » Voici des cavaliers : « Les hommes échangent des lazzi et se proposent d'accomplir des exploits fabuleux. Ils ont déjà oublié les fatigues de ces quinze jours de retraite. Ils ne songent plus que leurs chevaux peuvent à peine les porter et que beaucoup seront incapables de prendre le galop. »

Plus tard, Kluck devait expliquer sa défaite par « l'aptitude tout à fait particulière des soldats français à se ressaisir rapidement ». « Que des hommes, disait-il, ayant reculé pendant dix jours, que des hommes couchés par terre, à demi morts de fatigue, puissent reprendre le fusil et attaquer au son du clairon, c'est là une chose avec laquelle nous n'avons jamais appris à compter, c'est là une possibilité dont il n'a jamais été question dans nos écoles de guerre. »

De ce ressaisissement que les chefs allemands, toujours si méprisants à l'égard de leurs adversaires, estimaient impossible, l'armée de Kluck allait la première éprouver la réalité. L'attaque du IV[e] corps de réserve par les troupes de Maunoury marquera le début de la bataille de la Marne.

MONUMENT D'ETRÉPILLY

## LA VOLTE-FACE

Si, pendant cette journée du 5, Joffre s'était employé à préparer notre reprise d'offensive, Gallieni, de son côté, n'avait pas fait preuve d'une moindre activité. Dès le 4, à 22 h. 30, sans même attendre les instructions du G. Q. G., le gouverneur avait donné à Maunoury l'ordre de se mettre en marche : « Paris cessant d'être menacé, toutes les forces mobiles de l'armée de Paris doivent manœuvrer de manière à conserver le contact avec l'armée allemande et à la sui-

vre... La 6e armée poussera des reconnaissances de cavalerie, dans les directions de Chantilly, Senlis, Nanteuil-le-Haudouin, Meaux et Lizy-sur-Ourcq... Demain, la 6e armée se mettra en mouvement dans la direction de l'est, en se maintenant sur la rive droite de la Marne, de manière à amener son front à hauteur de Meaux, et à être prête à attaquer le 6 au matin, en liaison avec l'armée anglaise, qui attaquera sur le front Coulomniers, Changis. » Pour permettre à Maunoury de pousser son mouvement à fond, Gallieni lui confie toutes les troupes actives dont il dispose ; il ne restera à l'intérieur du camp retranché que des divisions territoriales, et, suprême réserve, une brigade de fusiliers marins. Maunoury aura donc sous ses ordres, d'abord le 7e corps (général Vautier), formé par la 14e division active, et la 63e de réserve, et le groupe du général de Lamaze comprenant les 55e et 56e divisions de réserve. (Toutes ces unités ont déjà combattu, le 7e corps en Alsace, le groupe Lamaze sur les Hauts de Meuse et en Woëvre) ; puis des troupes fraîches, la 45e division algérienne (général Drude), une brigade de chasseurs indigènes marocains (général Ditte), et une brigade de cavalerie. A ces forces s'ajouteront, au cours de la bataille, le 4e corps ou plutôt la 7e division, (l'autre division de ce corps restant sur la rive gauche de la Marne, afin d'assurer la liaison avec les Anglais), la cavalerie du général Sordet, et le groupe des 61e et 62e divisions de réserve (général Ebener). L'ensemble constitue une masse moins nombreuse, peut-être, qu'il n'eût été souhaitable, vu la tâche décisive assignée à la 6e armée. Mais les éléments qui la composent sont excellents et elle possède à sa tête un chef de haute valeur, le général Maunoury. Gallieni, qui le connaissait depuis longtemps et l'avait eu déjà sous ses ordres a fait l'éloge de ses qualités « d'énergie, de décision et de sang-froid ». Malgré ses soixante-sept ans, ce Beauceron lucide et ferme qui, dans tous les postes qu'il avait autrefois occupés — commandement du 20e corps à Nancy, ou gouvernement militaire de Paris — avait passé pour le chef « sans défauts » allait justifier de façon éclatante sa très pure réputation d'avant-guerre.

Le terrain sur lequel la 6e armée devait s'engager, entre l'Ourcq et la ligne de hauteurs qui de Dammartin par Montgé et Monthyon gagne Penchard et Meaux, n'était pas extrêmement favorable au développement d'une offensive. Croupes et fonds s'y succèdent, pendant qu'au milieu des champs, des villages aux maisons solides, Saint-Soupplets, Etrépilly, Marcilly, constituent de sérieux obstacles. Cependant, le 5 septembre à 7 heures du matin, les troupes se mettent en marche. Parties de Thieux (sud-ouest de Dammartin) les divisions Lamaze se dirigent, l'une vers Saint-Soupplets, l'autre sur Monthyon. A leur droite, la brigade marocaine doit occuper Neufmontiers. D'abord tout se passe sans encombre ; mais, à midi, vers Saint-Soupplets et autour de Villeroy, le canon retentit. Postée sur la hauteur de Monthyon, l'artillerie allemande du IVe corps de réserve essaye d'arrêter notre avance. Deux combats s'engagent. Le 276e d'infanterie ne parvient pas à déboucher de Villeroy — c'est au cours de cet engagement que tombe le poète Charles Péguy ; les Marocains, après avoir atteint et enlevé Neufmontiers, reperdent finalement ce qu'ils ont conquis. Mais au nord, par contre, Saint-Soupplets est occupé à la nuit par la 56e division et, au delà, le 7e corps dépasse Dammartin sans rencontrer de résistance. Dans la nuit l'ennemi évacuera successivement Neufmontiers, Penchard, Monthyon, Chambry, Barcy. Ainsi, dès ce premier jour, l'avance réalisée est sérieuse. Seulement Kluck, que notre attaque, peut-être prématurée, a renseigné sur nos desseins, va ramener en hâte ceux de ses corps aux prises sur le Grand-Morin avec les Anglais et Franchet d'Espérey. Ses IIe et IVe corps actifs font ainsi demi-tour et arrivent au secours du IVe corps de réserve, le IIe corps, dès le 6 au soir, le IVe, le 7 à l'aube.

Le 6, à la première heure, la bataille recommence. Maunoury rappelle à ses troupes l'importance de leur rôle : « En donnant dans le flanc droit de l'ennemi elle (la 6e armée) peut, non seulement sauver Paris, mais avoir une très grosse influence sur la suite des opérations. Devant un pareil but... toute considération de fatigue et de ménagement doit momentanément disparaître. » Il s'agit à la fois d'enfoncer la gauche ennemie et de tourner sa droite. Mais la résistance rencontrée devient sans cesse plus sérieuse. Pourtant, la 55e division se maintient sur le front Chambry-Barcy, la 56e progresse jusqu'à l'est de Marcilly, et le 7e corps esquisse un mouvement d'enveloppement, vers Puisieux et Acy-en-Multien. A la nuit cependant aucun résultat décisif n'a été

obtenu, et les renforts ennemis arrivent. Que faire?

Dès le matin, Maunoury avait signalé à Gallieni la remontée vers le nord du IIe corps poméranien. Le gouverneur s'empressa aussitôt de télégraphier à French pour lui demander d'attaquer Kluck avec promptitude et énergie : « Il est indispensable que l'action de la 6e armée ne reste pas isolée et que les Allemands ne puissent pas ramener contre elle les éléments qui se trouveront en face de l'armée anglaise. En conséquence, je prie instamment le maréchal French de bien vouloir, de son côté, porter son armée en avant... pour qu'il y ait entre les diverses armées une concordance qui, seule, peut assurer un succès décisif. » French répondit en promettant de « pourchasser énergiquement » l'ennemi qui devant lui se dérobe.

Mais en attendant que l'action, d'ailleurs assez hésitante, des troupes anglaises eût produit un résultat, Maunoury allait se trouver seul en face du gros de l'armée Kluck. Le 7 septembre, il reprend pourtant l'offensive. La division algérienne, qui jusqu'ici n'a pas donné, après avoir combattu sur le front Chambry-Barcy, essaye de marcher sur Lizy-sur-Ourcq. Deux fois ses têtes de colonne, appuyées par un régiment de la 56e division, atteignent le village d'Etrépilly, autour duquel une lutte furieuse s'engage. Etrépilly est pris, repris ; mais, menacées d'encerclement, nos troupes doivent finalement se replier. Dans l'ensemble, à l'aile droite et au centre notre ligne se maintient, mais à gauche on recule. De ce côté les Allemands, procédent en effet à de violentes contre-attaques. Sous leur poussée, le 7e corps abandonne Acy et Puisieux, et, seul, le feu de quelques batteries d'artillerie, commandées par le colonel Nivelle, parvient à arrêter l'ennemi.

A l'extrême gauche, où le corps de cavalerie Sordet et la 61e division devaient menacer la droite allemande, le recul est plus net. De Betz et Villers Saint-Genest nos soldats sont rejetés jusqu'à Nanteuil-le-Haudouin, à dix kilomètres en arrière. La situation devient difficile. C'est Kluck maintenant qui menace de tourner Maunoury. Gallieni, qui est venu à Compans rendre visite au chef de la 6e armée, fait aussitôt diriger sur Nanteuil la 7e division (général de Trentinian) qui, dans la matinée, a débarqué à l'intérieur du camp retranché. Mais il faut hâter l'arrivée en ligne de ce renfort. Un millier de taxis-automobiles sont alors réquisitionnés par la police dans les rues de Paris. Concentrés à Gagny et Sevran-Livry, ces taxis, tous feux éteints, et chaque voiture accomplissant deux voyages, transportent à Nanteuil et au Plessis-Belleville cette infanterie. Le 8 au matin, la 7e division sera ainsi prête à étayer notre gauche. Malgré les pertes et les fatigues de trois jours de combats, la 6e armée demeure pleine de confiance ; elle sait que son offensive a déjà produit un résultat, comme par un effet de « ventouse ». Les Allemands reculent au sud de la Marne, devant les Anglais et Franchet d'Espérey. Maunoury doit donc attaquer encore pour retenir sur son front le maximum des forces ennemies.

Le 8, nos divisions repartent à l'assaut. Presque partout arrêtées, elles repoussent, à leur tour, les contre-attaques allemandes. Nos soldats ont compris la nécessité d'organiser eux aussi le terrain. Abrités derrière les fossés des routes, les murs des jardins, ils se maintiennent autour du cimetière de Chambry, et, à gauche, la 7e division, vers Bouillancy, oppose une résistance victorieuse au IVe corps actif allemand, pendant qu'une partie de notre cavalerie, que commandent désormais les généraux Bridoux et de Cornulier-Lucinière, fait un raid hardi sur

(Section photographique de l'Armée)

CONVOI D'ARTILLERIE DANS LE NORD

les derrières de l'ennemi jusque près de Villers-Cotterets.

Maunoury, cependant, n'est pas sans inquiétude. Son impression, avoue-t-il à Gallieni, est « moins bonne que la veille », et il fait organiser une ligne éventuelle de repli. Mais le gouverneur le réconforte et lui donne des instructions énergiques : « L'ennemi a senti le danger que votre offensive constituait pour son flanc. Insuffisamment accroché sur son front, il a pu ramener en face de vous, dans les journées du 7 et du 8, des forces importantes... Dans ces conditions, il est possible que votre offensive se trouve enrayée. Mais dans votre position actuelle vous fixez l'ennemi, vous le retenez face à l'ouest, tandis qu'au sud, l'arrivée de l'armée anglaise sur la Marne constitue pour lui un danger nouveau. Il est donc essentiel que demain vous vous mainteniez sur vos positions en vous accrochant au terrain avec la dernière énergie. Il me paraît peu probable que l'ennemi, qui vient de déployer un effort considérable..., soit en mesure de vous attaquer vigoureusement demain. Néanmoins, pour parer à tout imprévu et vous étayer en arrière, je porte la 62e division de réserve à Dammartin-Montgé, prête à vous servir de soutien éventuel en cas de repli. » Gallieni eût souhaité faire plus, obtenir du G. Q. G. de nouveaux renforts, deux corps d'armée, par exemple, qu'il eût lancés « vers le nord, dans la direction de La Ferté-Milon ». Mais, le 8 au matin, une lettre de Joffre était venue couper court à toutes les initiatives du gouverneur. Le généralissime annonçait que désormais il donnerait directement ses ordres à Maunoury. Le rôle de Gallieni devait se borner à assurer la défense de Paris.

La victoire, pourtant, se rapprochait, mais les combattants de la 6e armée allaient connaître encore de rudes heures : « Ma plus émouvante journée fut celle du 9 », dira plus tard le général Maunoury. Kluck en effet, menacé sur sa gauche par l'avance des Anglais, concentre à sa droite, au sud de la ligne Crépy-en-Valois-Villers-Cotterets, toutes les troupes qui n'ont pas encore combattu, le IXe corps en entier et une division du IIIe, plus une brigade qui arrive justement de Belgique. Il entend refouler Maunoury sur la Marne, avant de se retourner contre French. Toute la matinée les colonnes allemandes progressent ; les 61e et 7e divisions, ainsi que la cavalerie, doivent abandonner Nanteuil pour se replier sur le front Signy-le-Long, Ognes, Brégy, Etrépilly. La situation paraît tellement pleine de danger, que le soir, Gallieni, « en vue d'assurer la sûreté du camp retranché et de parer à toute éventualité », ordonne à toutes les troupes de la garnison d'occuper leurs emplacements de combat. Les fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h, quelques zouaves des dépôts, une brigade de spahis qui débarque sont rassemblés aux lisières nord-est de Paris, entre Dugny et Le Blanc-Mesnil. Plus au sud, il est vrai, en face du groupe Lamaze et de la division algérienne, la journée est plus calme, et même, dans l'après-midi, l'ennemi paraît se retirer. Mais n'est-ce pas une feinte ? Nos soldats reçoivent l'ordre de demeurer sur leurs positions, prêts à repousser de nouvelles attaques. Beaucoup s'endorment, croyant la bataille perdue. Elle était cependant gagnée depuis plusieurs heures, et le 10, à son réveil, la 6e armée allait trouver les Allemands en pleine retraite.

## DE PARIS A VERDUN

La poussée de Maunoury avait, en effet, permis aux Britanniques et à la 5e armée de gagner en quatre jours assez de terrain, pour décider les chefs allemands et l'O. H. L. à rompre le combat.

L'ordre d'offensive générale avait, le 5 septembre, trouvé French et Franchet d'Espérey établis fort au sud de la Marne et de ses affluents de gauche, le Petit et le Grand-Morin, sur une ligne légèrement au nord de Brie-Comte-Robert, Provins et Romilly. D'ailleurs, les Britanniques ayant reculé de plus en plus vers l'ouest et Franchet s'orientant vers l'est, une brèche assez large séparait les deux armées. (Son existence avait encouragé Kluck à marcher vers le sud-est). Un corps de cavalerie, aux ordres du général Conneau, avait, il est vrai, charge d'assurer une liaison entre Britanniques et Français.

Comme il l'avait promis et à la grande joie de ses soldats, mais non sans de vives hésitations de sa part, French, le 6 septembre au matin, dirigea ses trois corps au delà de Rozoy-en-Brie. Déjà Kluck rappelait ses troupes au nord de la Marne, ne laissant sur la rive sud que la cavalerie du général von der Marwitz. Celui-ci, d'ailleurs, afin de mieux dissimuler sa faiblesse, attaquait. Mais,

après quelques engagements assez vifs, les Anglais, bien que redoutant un piège, avancent et le soir leurs avant-gardes approchent du Grand-Morin, autour de Coulommiers. Le 7, ils franchiront cette rivière, sans d'ailleurs progresser assez vite. « Si, en ces jours, a pu écrire un Allemand, French ou ses commandants en second, avaient seulement fait preuve d'un peu d'initiative, la situation de von Kluck eût pu devenir très critique; mais les Anglais paraissent ne pas pouvoir s'habituer aussi rapidement au changement des circonstances : d'abord retraite revêtant le caractère de la fuite, puis marche en avant. »

L'avance de la 5e armée avait été, ces deux premiers jours, plus importante. Franchet rencontrait en face de lui, avec quelques éléments — qui n'allaient pas tarder à se dérober — de Kluck, l'aile droite de von Bülow. Il avait donné à ses lieutenants des instructions très prudentes : lui aussi, craignait encore une surprise. Le 6, dans une action brillante, une partie du 18e corps (général de Maud'huy), appuyé par une division du 3e corps, commandée par le général Pétain, enlève Montceaux (sud-ouest d'Esternay) et à droite les 1er et 10e corps dépassent largement Sézanne. Le lendemain, pendant qu'à l'ouest nos troupes franchissent le Grand-Morin, à l'est par une action remarquable elles atteignent le Petit-Morin autour de Montmirail. Nulle part la résistance n'est très tenace. Sur tout le front l'aviation signale la marche rapide vers le nord-ouest ou le nord des colonnes ennemies.

Aussi, le 8 septembre, French et Franchet d'Espérey ordonnent d'attaquer sans retenue. Il faut d'ailleurs se hâter pour venir au secours, non seulement de Maunoury, mais de Foch, très vivement pressé dans la région de Fère-Champenoise. Pourtant les Anglais réussissent seulement, après deux combats livrés à Doue et à la Trétoire, à passer le Petit-Morin et à se rapprocher de la Marne vers La Ferté-sous-Jouarre. La 5e armée piétine sur les pentes des plateaux qui dominent, au nord, le Petit-Morin.

C'est seulement le 9 que la cavalerie britannique du général Allenby, suivie bientôt par l'infanterie, franchira la Marne à Nanteuil et à Charly — les Allemands ayant oublié de détruire les ponts — et s'avançera à l'ouest de Château-Thierry, jusqu'au delà de Domptin. Du côté français, les 18e et 3e corps atteindront Château-Thierry et Condé-en-Brie, pendant que les 1er et 10e corps aideront la 9e armée dans sa résistance. Toute l'aile droite de l'armée Bülow est alors battue; en particulier la XIIIe division, et le Xe corps de réserve, reculent en désordre. Une brèche de vingt-cinq kilomètres, au moins, sépare Bülow de Kluck; rien ne peut plus empêcher les Anglais et une moitié de l'armée Franchet d'Espérey de se porter sur les derrières de l'ennemi, de gagner Jaulgonne, Dormans, tous les points par lesquels passe nécessairement le ravitaillement de la IIe armée. Pour poursuivre la lutte, Bülow et Kluck auraient besoin d'apprendre qu'au centre et à la gauche Hausen, le duc de Würtemberg et le Kronprinz de Prusse l'emportent, que leurs attaques ont brisé la résistance française. Mais là aussi, de Fère-Champenoise à Verdun, les Allemands n'ont guère été plus heureux que de Meaux à Montmirail.

Les instructions du général Joffre avaient attribué, nous l'avons dit, un rôle assez différent à chacune de nos trois armées du centre. La 9e (Foch) devait faciliter le mouvement de Franchet d'Espérey, dont elle couvrirait la droite; la 4e (de Langle) arrêterait sur place l'offensive allemande, et, marchant vers l'ouest, la 3e (Sarrail) attaquerait l'ennemi sur son flanc gauche.

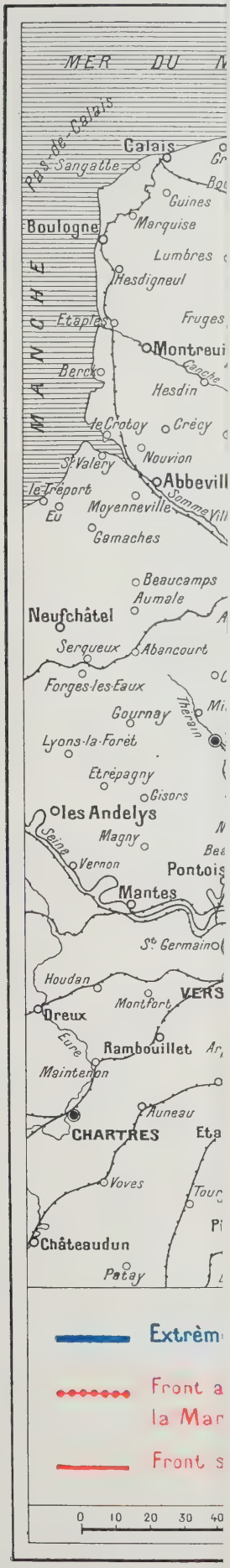
Récemment constituée, la 9e armée avait, dans son mouvement de retraite, atteint, le 5 septembre, une ligne coïncidant à peu près avec la voie ferrée qui de Sézanne se dirige sur Vitry-le-François, en passant par Fère-Champenoise et Sommesous. Ses unités étaient ainsi disposées, de la gauche à la droite : 42e division (général Grossetti); 9e corps (général Dubois); division marocaine (général Humbert); enfin le 11e corps, qu'une brèche de vingt-cinq kilomètres à peu près laissée sans défense séparait de la 4e armée. Les troupes du général Foch se trouvaient en Champagne, mais aux lisières de l'Ile-de-France, dont la falaise projette assez loin vers l'est quelques avancées : la hauteur de Congy, Toulon-la-Montagne, le mont Août, au milieu desquelles se trouvent, étalés d'ouest en est, les marais de Saint-Gond. Malaisément traversables, sauf par quelques chaussées étroites, ces marais constituent un obstacle sérieux, une barrière presque infranchissable contre toute offensive venant du nord ou du sud. Laissant seulement quelques fortes arrière-gardes au nord des marais, Foch disposa par conséquent le gros de ses forces

à l'ouest, en liaison avec Franchet et au sud sur le front Oyes-Bannes.

Le 6 septembre, loin de pouvoir attaquer, la 9e armée dut se défendre. A gauche, la 42e division, qui avait pour mission de secourir Franchet fut même obligée de réclamer l'aide d'une brigade du 10e corps. Le 9e corps, de son côté, fut entièrement rejeté au sud des marais, et le 11e corps ne fut pas plus heureux. Il est vrai que, sur cette partie du front, l'ennemi possédait une très forte supériorité numérique; le 9e corps, en particulier, avait été aux prises avec deux corps allemands. Le 7, Bülow et Hausen poursuivent leur poussée; mais le 9e et même le 11e corps maintiennent à peu près leurs positions. L'acharnement de l'ennemi faisait dire assez justement au général Foch : « Puisqu'ils veulent m'enfoncer avec cette fureur, c'est évidemment que leurs affaires vont mal ailleurs. » Informé des progrès faits par l'armée britannique et Franchet d'Espérey, Foch croyait d'ailleurs les Allemands prêts également à battre en retraite sur le front occupé par ses troupes. Aussi ordonnait-il à ses lieutenants, dans la nuit du 7 au 8, d'exécuter des reconnaissances, « en vue de déterminer les points encore occupés par l'ennemi ». Plus tard, se rendant compte de son erreur, il aurait déclaré : « La situation générale est donc excellente, l'attaque dirigée contre la 9e armée apparaissant comme un moyen d'assurer la retraite de l'aile droite allemande. » En fait, l'ennemi, par son offensive vigoureuse essayait d'appliquer les instructions données le 5 septembre, par l'O. H. L., et, deux jours encore, Foch allait se trouver dans une situation très délicate.

Le 8 pourtant, à gauche, la 42e division progresse, et, avec l'aide du 10e corps, s'empare de Saint-Prix. La 17e division (9e corps), que commande le général Moussy, avance quelque peu de son côté. Seulement, à droite, le 11e corps, démoralisé par le feu violent de l'artillerie allemande, ne résiste pas à une attaque massive d'infanterie. Ses deux divisions reculent en désordre, abandonnent Fère-Champenoise, pour se replier sur un petit ruisseau, la Maurienne. Quelques régiments, les 32e, 66e, 114e d'infanterie en particulier, perdent les deux tiers de leur effectif. Après ce succès, les Allemands se retournent contre la gauche du général Foch, où le 9e corps essaye de contre-attaquer. La division marocaine est forcée d'abandonner ses positions à l'ouest des marais, et elle conserve seulement Mondement et son château. Quand la nuit fait cesser le combat, Foch croit le moment venu de rappeler à tous ses soldats la gravité de l'heure et de réconforter leur courage : « La vigoureuse offensive prise par nos troupes a jeté la surprise dans les rangs de l'ennemi, qui était persuadé que nous n'offririons désormais aucune résistance. Il importe au plus haut point de profiter des circonstances actuelles. A l'heure décisive où se jouent l'honneur et le salut de la patrie française, officiers et soldats puiseront dans l'énergie de notre race la force de tenir jusqu'au moment où, épuisé, l'ennemi va reculer. Le désordre qui règne dans les troupes allemandes est le signe précurseur de la victoire. En continuant avec la plus grande énergie l'effort commencé, notre armée est certaine d'arrêter la menace de l'ennemi et de le rejeter hors du sol de la patrie. Mais il faut bien que chacun soit convaincu que le succès appartiendra à celui qui durera le plus. »

La matinée du 9 est encore très rude. La division marocaine, qui doit interdire aux Allemands le débouché des marais, est refoulée dès l'aube. Mondement est pris, ainsi que le château, et le Xe corps de Bülow s'approche des dernières hauteurs — celles d'Allemant — qui dominent toute la plaine. Notre artillerie, que dirige le colonel Boichut, parvient heureusement à retarder l'ennemi, et un régiment du 9e corps, le 77e d'infanterie, arrive en renfort. Le général Humbert le lance sur Mondement. Plusieurs fois nos soldats atteignent les murs qui entourent le parc de Mondement : chaque fois les mitrailleuses allemandes les font reculer. C'est seulement à sept heures du soir qu'une nouvelle attaque, bien conduite, parvient à enlever le village et le château. Pendant ce temps, au centre, la 17e division doit abandonner le mont Août, et, à droite, le 11e corps recule encore. Les Saxons prennent Ecury, Gourgançon. Il ne reste plus à Foch qu'une réserve, la 42e division, qu'il a appelée le matin même de sa gauche à sa droite. A l'approche de ce renfort la 17e division contre-attaque. Les Allemands, d'ailleurs, viennent de recevoir l'ordre de battre en retraite. Notre avance est cependant très lente, mais elle se poursuit toute la nuit et, le 10, à la pointe du jour, le général Moussy entre à Fère-Champenoise. La 42e division sera engagée trop tardivement pour pouvoir gêner la retraite ennemie. Mais la 9e armée aura


MER DU N
MANCHE
Pas-de-Calais
Calais
Sangatte
Guines
Boulogne
Marquise
Lumbres
Hesdigneul
Etaples
Fruges
Montreui
Berck
Canche
Hesdin
le Crotoy
Crécy
St Valery
Nouvion
Abbevill
le Tréport
Somme
Moyenneville
Eu
Gamaches
Beaucamps
Aumale
Neufchâtel
Serqueux
Abancourt
Forges-les-Eaux
Gournay
Therain
Lyons-la-Forêt
Etrépagny
Gisors
les Andelys
Seine
Magny
Vernon
Pontois
Mantes
St Germain
Houdan
Montfort
VERS
Dreux
Eure
Rambouillet
Maintenon
Auneau
CHARTRES
Eta
Voves
Châteaudun
Patay
Extrèm
Front a
la Mar
Front s
0 10 20 30 40

Comt P Pollacchi

CARTE DES DIFFÉRENTS FRONTS DE 1914 à 1917

ainsi tenu assez longtemps pour rendre possible la victoire.

La 4e armée (de Langle), de son côté, eut à repousser de vigoureux assauts. Ses quatre corps (17e, 12e, 2e et corps colonial) disposés, à partir du 6 septembre, le long d'une ligne qui s'étendait du sud de Sompuis et de Vitry-le-François à Sermaize, sur le canal de la Marne au Rhin, luttèrent sans trop de désavantage, malgré la fougue des attaques allemandes. Aux deux ailes, de Langle dut sans doute reculer; mais le 21e corps, venu des Vosges, arriva à temps pour étayer sa gauche un moment compromise. L'ennemi cependant, conscient de l'importance de l'action engagée, attaque à fond, et le général Tulff von Tscheppe, commandant du VIIIe corps, déclare à ses troupes : « Pour sauver le bien-être et l'honneur de l'Allemagne, j'attends de chaque officier et soldat, malgré les combats durs et héroïques de ces derniers jours, qu'il accomplisse son devoir entièrement et jusqu'à son dernier souffle. » Mais, le 10 septembre, la XXIIIe division saxonne (aile gauche de Hausen) commence à reculer, et l'armée du duc de Würtemberg suit bientôt cet exemple.

AUTOBUS EMPLOYÉS POUR LE RAVITAILLEMENT

La 3e armée se trouvait placée dans une position particulièrement délicate.

Depuis le début des opérations, sa tâche avait consisté à permettre aux autres armées de remplir leurs missions. Primitivement elle avait dû les protéger de toute agression débouchant de Metz. Dans l'offensive sur la Belgique, elle avait dû libérer la 4e armée de tout souci sur sa droite. Mais les circonstances allaient grandir de beaucoup son rôle.

Conformément aux ordres reçus, la 3e armée continuait à se replier, quand le général Sarrail remplaça le général Ruffey (30 août). On ne recule pas en prenant un commandement, et le général Sarrail, demeuré très jeune malgré ses cinquante-huit ans, possédait l'énergie clairvoyante du chef.

Le 29 août, la 3e armée avait coopéré à une offensive partielle de la 4e armée; le 30, elle fit à son tour une contre-offensive dans la région de Dun; elle la continua le 31; mais, le soir, un télégramme impératif du G. Q. G. lui prescrivit de la cesser. Les instructions des 1er et 2 septembre allaient en effet ordonner la retraite générale des armées à l'ouest jusqu'à la Seine et à l'est où se trouvait la 3e armée, jusqu'à Bar-le-Duc (1er septembre), jusqu'à Joinville (Haute-Marne) (2 septembre). Le texte du 2 septembre ne permettait pas d'épiloguer comme celui du 1er : c'était sur la ligne Joinville, Brienne, Nogent-sur-Seine que les armées en ligne devaient être recomplétées par les dépôts, pour passer à l'offensive.

Si la 3e armée reculait jusqu'à Bar-le-Duc ou Joinville, Verdun était abandonné à ses propres forces; le G. Q. G. ordonnait par suite de lui rendre toutes les troupes qui normalement devaient constituer sa garnison de défense, et de renforcer celle-ci d'une brigade de la 3e armée.

Verdun isolé aurait eu le sort de Maubeuge. D'autre part, la conception de faire lier ou avancer les armées en ligne, coude à coude, permettait à l'ennemi de manœuvrer nos flancs, et la 3e armée constituait l'aile droite de notre dispositif.

Mais Sarrail ne s'accrocha pas à Verdun; sur

la rive gauche de la Meuse, il fit un tout de la 3e armée, de Verdun et des divisions de réserve de la rive droite, qui, d'après les ordres du G. Q. G., auraient dû défendre les hauts de Meuse, et, laissées seules, auraient été tronçonnées, bousculées, perdues. Il put ainsi conserver Verdun et résister aux forces toujours croissantes du Kronprinz (7 corps d'armée les derniers jours). Au lieu de reculer en muraille, en se liant sans cesse à la 4e armée, il se replia par petites journées, en étirant ses troupes, et finalement, lorsque le 6 septembre, il dut participer à l'offensive générale, son armée présentait le dispositif suivant, du nord au sud : Verdun, les divisions de réserve, le 6e corps, le 5e corps, et nos troupes se trouvaient sur le flanc de l'armée du Kronprinz, qui avait défilé à l'ouest de l'Argonne en suivant notre 4e armée s'enfonçant vers Brienne. Dans la bataille qui s'engageait, tout revenait à pouvoir tenir, dans cette position enveloppante, par rapport à l'armée du Kronprinz, et, d'autre part, à ne pas être enveloppé par la trouée qui séparait les 3e et 4e armées.

Disposés face au nord-ouest, de Revigny à Souilly, les 5e et 6e corps arrêtèrent les 6 et 7 septembre un ennemi deux fois plus nombreux, qui parvint seulement à occuper Revigny. Les Allemands n'osèrent pas pousser à fond au sud de Verdun, craignant sans doute d'être contre-attaqués, au nord par la garnison mobile de la place, au sud par le groupe de divisions de réserve (général Pol Durand). Mais, avec ténacité, ils tentèrent d'envelopper la gauche.

La journée du 8 fut tragique. L'ennemi s'avança vers Bar-le-Duc et seule l'arrrivée du 15e corps, venu de Lorraine, permet de tenir sur la trouée entre les 3e et 4e armées. Pourtant, aux autorités civiles de Bar-le-Duc qui lui demandaient ce qu'elles devaient faire, Sarrail répondit : « Je vous autoriserai à partir lorsque le premier obus tombera sur la place de la Préfecture. » Tous les fonctionnaires demeurèrent à leur poste. Plus au nord il est vrai, l'artillerie du 6e corps, commandée par le général Herr, faisant pour la première fois (du côté français) un emploi méthodique du repérage par avion, obligea l'artillerie ennemie à se taire avant de briser, dans la nuit du 9 au 10, une dernière offensive du Kronprinz. Mais, sur la rive droite de la Meuse, les Allemands entreprirent une manœuvre très dangereuse pour nous. Installés sur les hauteurs ils se préparèrent à franchir le fleuve pour attaquer Sarrail dans le dos. Heureusement, à mi-chemin entre Verdun et Saint-Mihiel, le vieux fort de Troyon, malgré sa faible garnison et l'insuffisance de son artillerie, les arrêta, grâce à l'héroïsme de ses défenseurs, et l'envoi vers la Meuse d'une division de cavalerie (général d'Urbal) permit de masquer l'absence de toute réserve de ce côté. Cependant le G. Q. G., inquiet, invitait Sarrail à replier sa droite pour renforcer sa gauche et ne pas se laisser couper de la 4e armée. Mais, le 10 septembre, la situation allait se modifier. En dépit de sa grande supériorité numérique, la retraite générale des troupes allemandes obligeait le Kronprinz à imiter ses voisins et à reculer à son tour. L'initiative et la ténacité du général Sarrail avaient sauvé Bar-le-Duc et Verdun. C'est ce que devait reconnaître le généralissime. Quelques jours après il écrivait, en effet au commandant de la 3e armée : « En réduisant l'amplitude de votre mouvement de repli et en prenant une position enveloppante par rapport à la gauche du dispositif ennemi, vous avez parfaitement rempli la mission qui vous avait été assignée. »

## LE TOURNANT DÉCISIF

Sur tout l'ensemble du front, de Nanteuil-le-Haudoin à Meaux, à Château-Thierry, à Fère-Champenoise, Revigny et Verdun, le 10 septembre l'ennemi bat donc en retraite. Loin de croire la bataille gagnée, nos soldats, étonnés par cette brusque fin de la résistance, craignent un piège. Que s'est-il passé, en effet, comment l'O. H. L. s'est-il décidé à rompre le combat ?

Dans les instructions données le 5 septembre par l'O. H. L., l'attaque de Maunoury avait été envisagée. Mais Kluck n'avait pas craint une éventualité de ce genre. Il estimait la 6e armée « incapable de combattre », et ne s'écartait pas du principe « qu'un général commandant une place ou une enceinte fortifiée n'a pas le droit de prendre l'offensive, sinon contre un ennemi le menaçant de face ». Il avait donc engagé ses troupes au sud de la Marne, presque sans garder son flanc. Il est vrai que le chef de la 1re armée sut ensuite manœuvrer habilement pour décrocher ses corps en contact avec French et Franchet d'Espérey, non sans

découvrir d'ailleurs, dangereusement, l'aile droite de Bülow. Du 5 au 8 septembre, l'O. H. L. n'envoya aucune directive. Les commandants d'armées combattirent ainsi chacun pour leur compte, assez mal renseignés sur la situation de leurs voisins. Le 8 seulement, informé de la résistance de Maunoury et des progrès déjà menaçants des Anglais et de la 5e armée, Moltke décida de transporter dans la région de Saint-Quentin la VIIe armée (von Heeringen), stationnée jusqu'ici en Lorraine; elle aurait pour tâche de renouveler contre l'aile gauche française, la manœuvre enveloppante tentée jusqu'ici sans succès. En même temps, il chargea un de ses collaborateurs de confiance, le lieutenant-colonel von Hentsch, chef du service des armées étrangères de l'O. H. L., de se rendre auprès des différents Q. G. d'armées, pour examiner la situation, et, « au cas où des mouvements de retraite seraient commencés, de coordonner ces mouvements pour ressouder les Ire et IIe armées et ramener l'aile droite de la première armée sur Soissons », ceci évidemment pour faciliter l'exécution de la mission confiée à von Heeringen.

RUE DE SOISSONS APRÈS LE BOMBARDEMENT

Hentsch voit d'abord Hausen à Reims, puis il va au G. Q. de la IIe armée, à Montmort, où il arrive dans la nuit du 8 au 9 septembre. Là, Bülow lui expose que, sans être désespérée, la situation est « sérieuse » au moins à son aile droite, où la XIIIe division du VIIe corps recule en grand désordre.

Hentsch, qui a rencontré quelques-unes des troupes en retraite, les juge aussi en « état de décomposition ». Le commandant de la IIe armée et le délégué de l'O. H. L. tombent d'accord sur la nécessité d'un repli. Chaque heure, d'ailleurs, le danger grandit. Le 9, à 8 heures, arrive la nouvelle du passage de la Marne par les Anglais à La Ferté-sous-Jouarre; d'autres colonnes anglo-françaises vont franchir la rivière plus à l'est. Pour n'être pas débordé, Bülow, approuvé par Hentsch, ordonne la retraite sur tout son front. Même il entraîne dans son mouvement l'aile droite de la IIIe armée, qui, depuis la veille, appuie l'of-

(Section photographique)

ROUTE DYNAMITÉE A TRANSBACH (ALSACE)

fensive de la IIe armée dans la région de Fère-Champenoise. A 14 heures, il apprend sa décision à l'O. H. L. et à von Hausen. Il charge en même temps Hentsch de demander à Kluck « d'assurer le flanc droit de la IIe armée. »

Au G. Q. de la Ire armée, à Mareuil-sur-Ourcq, Hentsch ne rencontre — il est 13 heures — que le chef d'État-Major, le colonel von Kühl. Kluck se trouve sur le champ de bataille où il surveille l'exécution de l'offensive qu'il a déclenchée contre l'aile gauche de Maunoury. Kühl annonce que la Ire armée est, elle aussi, en train d'opérer un repli, mais seulement partiel. Informé par Marwitz de l'avance britannique au nord de la Marne, Kluck a décidé, en effet, de ramener sa gauche derrière le Clignon, un affluent de l'Ourcq parallèle à la Marne. Hentsch met Kühl au courant des intentions de l'O. H. L. et des besoins immédiats de Bülow. Il faudrait que la Ire armée, avant même la victoire décisive qu'elle compte remporter sur Maunoury, aidât la IIe armée en empêchant les Anglais de progresser. Mais c'est impossible. Dans ces conditions, Hentsch rappelle qu'au sentiment de l'O. H. L. il importe avant tout de ressouder les deux armées. La Ire armée devra donc battre en retraite vers le nord-est pour retrouver une liaison avec Bülow. Kühl fait des objections, mais Hentsch invoque les pleins pouvoirs que Moltke lui a remis. Devant ce dernier argument Kühl s'incline, et Kluck, prévenu, ne peut cette fois qu'obéir. A 14 heures, il envoie à ses subordonnés un message dans lequel il a bien soin de souligner qu'il ne se retire que par ordre supérieur : « La situation de la IIe armée est telle qu'elle est obligée de se replier derrière la Marne de part et d'autre d'Épernay. Par ordre de l'O. H. L., la Ire armée se repliera en direction générale de Soissons pour couvrir le flanc droit des armées allemandes. Une nouvelle armée sera concentrée à Saint-Quentin. Le mouvement de la Ire armée commencera dès aujourd'hui. En conséquence, l'aile gauche... se repliera tout d'abord derrière la coupure du Clignon, entre Montigny-l'Allier et Brumetz. Le (centre) se liera à ce mouvement dans la mesure où la situation du combat le lui permettra et se repliera derrière la coupure Antilly-Mareuil. (La droite) ne poursuivra son offensive que dans la mesure qui sera nécessaire pour lui permettre de se dégager et de conserver le contact avec les autres corps. »

Dans la pensée de l'O. H. L., le recul des Ire et IIe armées, nécessaire pour coordonner leurs mouvements, devait être suivi presque sans délai par une reprise d'offensive. Le 9 au soir, Moltke comptait encore attaquer le lendemain par son centre et sa gauche. Mécontent de Kluck, qu'il jugeait sans doute responsable de l'échec subi, il le subordonna, le 10 septembre (13 heures), à Bülow. Mais le mouvement de repli commencé à l'aile droite allait s'accentuer et empêcher un redressement. Craignant toujours pour son flanc droit, la IIe armée gagne la Vesle, et Hausen se retire à son tour. En même temps, une sortie des troupes belges d'Anvers retarde la concentration prévue de la VIIe armée. Les soldats sont d'ailleurs épuisés. C'est ce qu'avoue Kluck, dans un message adressé le 10 à Bülow; c'est ce que reconnaît aussi von der Marwitz : « Je suis incapable d'agir; car, par suite de l'encombrement des routes, la dernière journée a été la quatrième où je n'ai eu de vivres ni pour les hommes, ni pour les chevaux... En cas de passage de la rivière, il est nécessaire de nous faire recueillir par l'infanterie. » Un officier allemand de la Ire armée écrira de son côté sur son carnet : « Après Lizy-sur-Ourcq, la retraite s'organise..., si on peut appeler organisation cette débandade. » De fait, sur les routes, nos soldats trouveront les preuves matérielles du désordre qui règne dans les rangs ennemis : partout des armes, des cartouches, des paniers d'obusiers, des milliers de bouteilles vides abandonnées, assez souvent aussi des blessés, parfois des ambulances entières.

Dans ces conditions, Moltke renonce à son plan d'offensive immédiate. Se couvrant du nom de l'empereur, il donne, le 10 septembre, 17 h. 45, un ordre de retraite générale à toutes les armées.

Le 11 au matin, le chef d'État-Major général quittait Luxembourg pour se rendre compte par lui-même de la situation sur le front. Le même soir, il rentrait à Luxembourg malade et découragé. Quelques jours après il abandonnait « provisoirement » le commandement suprême, au ministre de la guerre de Prusse, le général von Falkenhayn. Rencontrant Guillaume II, Moltke, désabusé et clairvoyant, ne dissimula pas son sentiment : « Majesté, la guerre est perdue. » Si limitée que fût la retraite ordonnée, elle n'en marquait pas moins, en effet, l'échec du plan de

campagne allemand, si longuement et méthodiquement préparé.

## L'OPINION ET LA VICTOIRE DE LA MARNE

Au pessimisme de Moltke répondait l'optimisme du haut commandement français, affirmé dans une série de proclamations aux troupes. Dès le 9, Franchet d'Espérey avait adressé à la 5e armée un ordre significatif :

« Soldats,

« Sur les mémorables champs de Montmirail, de Vauchamps et de Champaubert, qui, il y a un siècle, furent témoins des victoires de nos ancêtres sur les Prussiens de Blücher, notre vigoureuse offensive a triomphé de la résistance des Allemands. Poursuivi sur ses flancs, son centre rompu, l'ennemi bat en retraite vers l'Est, le Nord, par marches forcées. Les corps les plus redoutables de la Vieille Prusse, les contingents de Westphalie, du Hanovre, du Brandebourg se sont repliés en hâte devant vous.

« Ce premier succès n'est qu'un prélude. L'ennemi est ébranlé, mais il n'est pas battu d'une façon définitive. Vous aurez encore à supporter de rudes fatigues, à faire de longues marches, à combattre de rudes batailles.

« Que l'image de votre patrie souillée par les Barbares reste toujours devant vos yeux. Jamais il n'a été plus nécessaire de lui tout sacrifier.

« En saluant les héros qui sont tombés dans le combat des derniers jours, mes pensées se tournent vers vous, les vainqueurs de la prochaine bataille. En avant, soldats ! Pour la France ! »

L'ordre du général Maunoury avait un accent fort différent. Daté de Claye (Seine-et-Marne), le 10 septembre, il disait :

« La 6e armée vient de soutenir pendant cinq jours entiers, sans aucune interruption ni accalmie, la lutte contre un adversaire nombreux et dont le succès avait jusqu'à présent exalté le moral. La lutte a été dure; les pertes par le feu, les fatigues dues à la privation de sommeil et parfois de nourriture ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer. Vous avez tout supporté avec une vaillance, une fermeté et une endurance que les mots sont impuissants à glorifier comme elles le méritent.

« Camarades, le général en chef nous a demandé, au nom de la patrie, de faire plus que notre devoir. Vous avez répondu à son appel au delà même de ce qui paraissait possible. Grâce à vous la victoire est venue couronner nos drapeaux. Maintenant que vous en connaissez les glorieuses satisfactions, vous ne la laisserez plus échapper.

« Quant à moi, si j'ai fait quelque bien, j'en ai été récompensé par le plus grand honneur qui m'ait été décerné dans ma longue carrière, celui d'avoir commandé des hommes tels que vous.

« C'est avec une vive émotion que je vous remercie de ce que vous avez fait, car je vous dois ce vers quoi étaient tendus depuis quarante-quatre ans tous mes efforts et toutes mes énergies : la revanche de 1870.

« Merci donc à vous, et honneur à tous les combattants de la 6e armée ! »

(Photo Rol)

PONT DU CHEMIN DE VERBERIE (OISE) DETRUIT PAR LES FRANÇAIS

Quant à Joffre, il

proclame, le 11 septembre : « La bataille qui se livre depuis cinq jours s'achève en victoire incontestable. » Remerciant ses soldats, il ajoute : « La reprise vigoureuse de l'offensive a déterminé le succès. » Affirmation exacte certes, mais incomplète, puisqu'elle passait sous silence le rôle décisif joué par la 6e armée et l'initiative qu'avait prise Gallieni. Mais le généralissime et le G. Q. G., jaloux de leur autorité et de leur prestige, n'entendaient pas rendre au gouverneur de Paris l'hommage qu'il méritait. Seuls, Maunoury, Foch et aussi Dubail virent leurs services recevoir une consécration officielle. Gallieni ne devait être cité à l'ordre du jour qu'un an après, et en des termes qui se bornaient à faire de lui un simple exécutant.

Les Allemands en retraite, il fallait les poursuivre. Dans une instruction générale envoyée le 10 septembre, le G. Q. G. avait invité les différentes armées à continuer leur offensive « dans la direction générale nord-nord-est », sans se préoccuper d'aucune manœuvre. Mais le lendemain, dans une lettre à Maunoury, le général Joffre prévit que l'ennemi essayerait de tenir sur l'Aisne. Dans ce cas, lui écrivit-il, « il vous serait difficile d'attaquer de front, et il paraît nécessaire que vous ayez le plus tôt possible des forces remontant la rive droite de l'Oise pour déborder l'aile droite ennemie ». Maunoury venait de recevoir une division de renfort, la 37e; un nouveau corps, le 13e, emprunté à Dubail, fut mis en outre à sa disposition. Le 12 septembre les ordres devinrent plus précis : « Afin de déborder l'ennemi par l'ouest, la 6e armée, laissant un fort détachement dans l'ouest du massif de Saint-Gobain pour assurer en tout état de cause la liaison avec l'armée anglaise, portera progressivement son gros sur la rive droite de l'Oise. » Sarrail, de son côté, fut invité à couper les communications de l'ennemi. Mais ces prescriptions étaient d'exécution difficile.

« Hallucinés de fatigue », nos fantassins, en dépit de leur moral excellent, ne pouvaient accomplir de longues étapes. La cavalerie était plus lasse encore; les chevaux surtout, sans cesse alertés, jamais dessellés, étaient presque tous incapable de trotter. Quant à l'artillerie, la consommation de munitions — supérieure à toutes les prévisions — qui venait de s'effectuer avait presque vidé ses caissons. Enfin, la pluie, qui s'était mise à tomber, retardait encore la marche. L'avance, dans ces conditions, fut lente, et l'arrêt vint vite. Le 10 septembre, nous n'avions encore progressé qu'avec hésitation; le 11 seulement se déclencha notre poursuite. Le 12 septembre, la 6e armée atteignit la ligne de l'Aisne. Une division du 7e corps parvint même à passer cette rivière au pont de Vic, endommagé, mais non détruit par les Allemands. (L'ennemi ne fit d'ailleurs de ce côté nulle tentative pour se maintenir sur la rive sud de l'Aisne.) Le même jour, la 5e armée se rapprocha de Reims, et la 9e franchit la Marne autour de Châlons. Le 13 septembre, Maunoury occupa Compiègne et s'avança au nord jusqu'à Tracy-le-Mont; mais, plus à l'est, c'est à peine si, des deux côtés de Soissons, Français et Britanniques purent se maintenir au nord de l'Aisne. A la 5e armée, Franchet d'Espérey fit dans Reims une entrée triomphale, mais les principaux forts autour de la ville demeurèrent aux mains de l'ennemi, et les troupes de Foch ne parvinrent pas à dépasser la lisière septentrionale du camp de Châlons. Enfin de Langle et Sarrail, en Champagne et en Argonne, virent leur front fixé en avant de Suippes et de Vienne-la-Ville, au sud de Varennes et de Montfaucon.

Personne ne se doutait cependant que, de l'Oise à la Meuse, la ligne atteinte par nos troupes ce jour-là demeurerait immuable pendant des années. Une dépêche du général en chef à M. Millerand, parvenue à Bordeaux le 13 au matin, et aussitôt publiée par la presse, permettait tous les espoirs : « Notre victoire, disait Joffre, s'affirme de plus en plus complète; partout l'ennemi est en retraite, partout les Allemands abandonnent prisonniers, blessés, matériel. Après les efforts héroïques dépensés par nos troupes dans cette lutte formidable qui a duré du 5 au 12 septembre, toutes nos armées, surexcitées par le succès, exécutent une poursuite sans exemple. A notre gauche nous avons franchi l'Aisne en aval de Soissons, gagnant ainsi plus de cent kilomètres en six jours de lutte. Nos armées du centre sont déjà au nord de la Marne. Nos armées de Lorraine et des Vosges arrivent à la frontière. Nos troupes, comme celles de nos alliés, sont admirables de moral, d'endurance et d'ardeur. Le gouvernement de la République peut être fier de l'armée qu'il a préparée. » Et on lira, dans un communiqué du 13 septembre : « Les Allemands nous ont

abandonné de nombreux prisonniers, auxquels viennent s'ajouter une foule de traînards cachés dans les bois. Le décompte de ces prisonniers et du matériel capturé n'a pu encore être fait exactement. » Jamais aucun chiffre ne fut d'ailleurs publié.

L'annonce de la victoire fut accueillie par l'opinion avec une joie grave et calme, mais sans surprise, tant la victoire était attendue. A Paris, comme hors de Paris, aux jours les plus incertains, la confiance demeura entière ; ce fut un acte de foi universel en la patrie. La France de 1914, sauf de rares individus clairvoyants, ne soupçonna pas que son sort se jouait sur le champ de bataille, de Nanteuil à Verdun. Elle devina mal combien cette victoire « incontestable » avait été malaisée à remporter, si elle sentit plus vite que, dans le développement de la guerre, ces jours du 5 au 10 septembre marqueraient le tournant décisif. Elle vit surtout les résultats matériels du succès : Paris libéré de toute menace ennemie, une portion du territoire national délivrée. Elle les considéra comme la préface brillante, mais comme la préface d'autres triomphes prochains. Elle ne comprit que peu à peu à quel danger elle venait d'échapper, et que, vaincue sur la Marne, Paris attaqué, mal soutenue par des alliés à la bonne volonté encore impuissante, il lui eût été bien difficile de poursuivre la lutte.

Avec les années, au contraire, les perspectives sont devenues nettes, la synthèse facile, et c'est parce que nous savons et pesons les faits que la Marne nous apparaît comme une sorte de miracle. Que de rencontres furent, en effet, nécessaires pour parvenir à la victoire ! L'intuition et l'initiative de Gallieni, le bon sens de Joffre, la ténacité de Maunoury et de Foch, la clairvoyance de Sarrail et cet étonnant instinct — presque sans précédent dans notre histoire militaire — de camaraderie, sinon même de fraternité, qui poussa presque tous les grands chefs à s'aider, à combattre coude à coude dans la plus cordiale des collaborations ; puis le dévouement des soldats défendant le sol de la patrie comme celui de leur propre champ ; enfin, dans l'autre camp, une longue série d'erreurs stratégiques et psychologiques avec, au moment capital, une carence de la confiance et de la volonté au sein du haut commandement. Difficile, incertaine, la victoire, dont l'État-Major allemand, par une manœuvre morale extraordinaire, essaya de nier, non pas même l'importance, mais l'existence, était pourtant décisive. Après la Marne comme après Valmy, rien n'était achevé, mais tout pouvait être sauvé. Ainsi la Marne demeure en notre mémoire comme la victoire sacrée.

# VI

# LA PÉRIODE DE L'UNION SACRÉE

## LE GOUVERNEMENT A BORDEAUX ET LE DÉGAGEMENT DE PARIS

La victoire de la Marne ne fit pas rentrer à Paris le gouvernement, si précipitamment parti pour Bordeaux. Deux ministres, MM. Briand et Sembat, furent seulement envoyés quelques jours auprès de Gallieni, en mission d'étude et d'observation. L'ennemi restait encore à moins de cent kilomètres du camp retranché. Dans ces conditions, le retour à Paris eût peut-être semblé à l'opinion une mesure, sinon imprudente, du moins prématurée.

Bordeaux demeura donc capitale ; une capitale où la vie fut sans austérité. Envahie par la foule mêlée qu'attire toujours la présence du gouvernement, la calme cité provinciale connut alors une extraordinaire animation. Mais quelques-uns de ses habitants occasionnels firent scandale par leur attitude insouciante et l'éclat de leur luxe. La renommée des repas servis au *Chapon Fin*, un célèbre restaurant bordelais, se répandit ainsi dans toute la France. Le séjour à Bordeaux laissa, par suite, aux contemporains le souvenir un peu légendaire d'une époque où la frivolité et les ripailles de l'arrière firent un contraste particulièrement choquant avec les privations et l'héroïsme du front.

Bordeaux vit aussi la renaissance des discussions politiques. Les parlementaires, que le gouvernement avait invités à l'accompagner dans sa retraite, irrités de n'être pas assemblés, critiquaient les actes du ministère. M. Clemenceau, en particulier, entreprit, dans *l'Homme libre*, une vigoureuse campagne contre l'insuffisance du service de Santé, que les autorités militaires de l'avant considéraient, d'ailleurs, comme une sorte d'accessoire assez encombrant au fort de la bataille. D'autres protestèrent contre la mauvaise organisation de la Poste aux armées. Six semaines après l'ouverture des hostilités, les lettres destinées aux combattants ne leur parvenaient encore qu'avec de grands retards. Il fallut plusieurs mois de tâtonnements et la division du front stabilisé en un certain nombre de secteurs postaux pour modifier cette fâcheuse situation. En attendant, le gouvernement se servit de la censure pour paralyser les critiques. *L'Homme libre*, notamment, fut suspendu. M. Clemenceau en fut quitte, il est vrai, pour créer à sa place un journal semblable, qui s'appela *l'Homme enchaîné*. Mais ces brimades exaspéraient ceux qui en étaient victimes, et elles préparèrent la naissance d'une opposition.

La situation, au milieu de septembre, n'était pas si nettement favorable que le gouvernement pût mépriser les conseils et les avertissements. Si l'ennemi, en effet, avait dû modifier son plan primitif à la suite de la défaite de la Marne, il ne renonçait pas cependant à obtenir sur le front français un succès décisif et relativement rapide. Jusqu'au mois de décembre, le successeur de Moltke, Falkenhayn, estimera que l'on peut en finir avec la France avant de se retourner contre les Russes. Les offensives françaises, menées en vue de la libération du territoire, vont donc se heurter aux tentatives faites par l'ennemi en vue de déborder notre front. Et l'issue de ce duel restera incertaine jusqu'au moment où, de la mer du Nord à la frontière suisse, la ligne de bataille se sera successivement cristallisée en un système rigide d'organisations défensives.

Dès le 8 septembre, on l'a vu, des ordres avaient été donnés pour la concentration vers Saint-Quentin de la VII[e] armée (von Heeringen), prélevée sur le front de Lorraine et renforcée par des éléments venus de Maubeuge. Son intervention pouvait se faire sentir à partir du 12. Elle devait primitivement agir sur l'Oise, à l'aile droite des armées allemandes, et reprendre à son compte la manœuvre enveloppante prescrite à von Kluck. D'autre part, l'arrêt de la retraite

DEUXIÈME ANNÉE. — N° 153

Le Numéro : CINQ CENTIMES

# L'Homme Enchaîné

Rédaction et Administration, 13 et 15, rue Taitbout, Paris

JOURNAL QUOTIDIEN DU MATIN

FRANÇOIS ALBERT
Secrétaire Général de la Rédaction

Rédacteur en Chef : G. CLEMENCEAU

A. BERNIER
Directeur-Administrateur

## Des deux côtés de l'Océan

## UNE JOURNÉE HISTORIQUE À ATHÈNES

Réunion d'un nouveau conseil de la couronne

## PROGRÈS SUR TOUT LE FRONT

## Les Russes ont repris Stanislawow

## Communiqués officiels

## Chez les Allemands

## Une lettre de M. Hyndman

était prévu sur une ligne tracée par le cours inférieur de l'Aisne, celui de la Vesle, de Soissons à Suippes, et la direction générale Suippes-Sainte-Menehould. Cette ligne devait être « organisée et tenue ». Une fois assise sur ces positions, la droite allemande pourrait briser l'élan des poursuivants, et permettre à la VII$^{e}$ armée d'agir efficacement sur le flanc découvert. En vue d'assurer la coordination étroite des opérations, le général von Bülow, commandant la II$^{e}$ armée, donnerait des ordres à la I$^{re}$ (von Kluck) et à la VII$^{e}$. Les III$^{e}$ et IV$^{e}$ armées, déployées à sa gauche en Champagne, avaient une mission strictement défensive.

Du côté allié, les espérances démesurées qu'avait fait naître la victoire excluaient momentanément toute idée de manœuvre. « Nous nous imaginions sincèrement, écrit le maréchal French, reconduire les Allemands à la Meuse, si ce n'est pas au Rhin, et toute ma correspondance et toutes mes communications à ce moment-là avec Joffre et les généraux français coopérant avec moi font preuve du même état d'esprit. » De fait, les instructions du G. Q. G. français prévoyaient simplement la continuation de l'offensive sur tout le front et prescrivaient de « suivre énergiquement » le mouvement de l'adversaire. L'armée Maunoury, placée à l'extrême gauche, était naturellement amenée à menacer le flanc ennemi. Mais aucun mouvement débordant de grande envergure n'était encore prévu. Le corps de cavalerie Bridoux devait seul « gagner du champ à l'aile gauche », en vue de gêner la retraite et les communications de l'ennemi. Ce n'est qu'au cours des opérations qu'apparaîtra la nécessité de constituer, à l'ouest de l'Oise, une masse considérable, susceptible de déplacer l'axe de la bataille, dirigé jusque-là vers le nord-est.

En fait, notre poursuite obligea les Allemands à renoncer à la manœuvre qu'ils méditaient. Bülow, inquiété par des mouvements de troupes dirigés d'ouest en est, crut d'abord que notre effort visait à le séparer de la III$^{e}$ armée et à percer en direction de Châlons et Vouziers. Dès le 11, il serrera sur sa gauche, élargissant l'intervalle qui le séparait de von Kluck, en train de

regrouper ses forces entre Oise et Aisne. Il comptait, pour garnir cet intervalle, sur des éléments venus de Maubeuge et ne tenait que faiblement les passages de la Vesle de Braisne à Jonchery. Dans la brèche s'engagèrent l'armée anglaise tout entière et les éléments de gauche de notre 5e armée (Franchet d'Espérey). Le VIIe C. A. allemand, puis le Xe C. R., débordés, durent successivement abandonner leurs positions à l'ouest et au sud de Reims, et retraiter en direction de Berry-au-Bac. Le 12 au soir, la ligne de la Vesle était percée et Reims évacué. La IIe armée s'étendait de Pontavert à Suippes, en liaison étroite avec la IIIe ; mais un trou énorme s'ouvrait entre elle et la gauche de la Ire, qui ne dépassait guère Soissons. Les avant-postes franco-anglais bordaient l'Aisne. La situation des Allemands restait critique.

Mais la VIIe armée arrivait. Au lieu de la porter contre Maunoury, Bülow fut contraint de l'employer à boucher le trou. Dès la nuit du 12 au 13, il pousse sur le plateau de Craonne une brigade du VIIe C. R., qui sera successivement renforcée dans la journée du 13 par le reste du corps d'armée et une partie du XVe C. A. Von Kluck, de son côté, étend enfin sa gauche jusqu'à Vailly. Mais ces dispositions hâtives ne peuvent empêcher les Anglais de forcer les passages de l'Aisne, sur tout le front. Le 1er corps anglais (Douglas Haig) et notre 18e corps (de Maud'huy) poussent jusqu'aux hauteurs du Chemin-des-Dames et couronnent le plateau de Craonne. Entre Berry-au-Bac et Reims, notre cavalerie (2e corps) et le 5e groupe de divisions de réserve bousculent le VIIe C. A. allemand, très éprouvé, et s'avancent en pointe au delà de l'Aisne, jusque vers Amifontaine et Sissonne. La bataille fait rage sur tout le front de Champagne. Le reste de la 5e et la 9e armée (Foch) pressent vigoureusement l'ennemi, qui est solidement fixé. Il est indéniable que, si l'effort fourni, le 13, par la gauche de la 5e armée avait pu être poussé et entretenu par l'arrivée rapide de renforts dans la région de Craonne, le dispositif ennemi était percé. Leurs communications menacées, les Allemands se seraient repliés jusqu'à la Meuse.

Elliott Fry

SIR DOUGLAS HAIG

Mais les troupes de Franchet d'Espérey s'usent rapidement et les renforts affluent... du côté allemand. Les derniers éléments de la VIIe armée s'engagent à l'est de Craonne ; un nouveau corps d'armée, le XIIe, prélevé sur les réserves de la IIIe armée, arrive à marches forcées vers Neufchâtel. La matinée du 14 est encore indécise. Mais notre cavalerie, lancée en terrain libre dans les plaines désertiques qui s'étendent au sud de Sissonne, hésite, disperse ses efforts et finalement repasse l'Aisne, vers une heure de l'après-midi. Vers la même heure, les têtes de colonne du XIIe C. A. débouchent de Neufchâtel. Le front allemand se soude. Bülow passe à son tour à l'offensive et essaie de nous rejeter au sud de l'Aisne. Notre 18e corps, qui avait atteint Corbeny, est refoulé. En fin de journée, les chances que nous avions de percer entre Craonne et Neufchâtel sont sérieusement compromises.

Au cours des journées suivantes, la porte entrebaillée se clora définitivement. Le 15, Douglas Haig, de Maud'huy, Valabrègue et le 3e corps au nord de Reims, résistent difficilement à la poussée allemande qui s'accentue. Bülow, renforcé encore par le XVIIIe C.A., venu de la IVe armée, reprend la Ville-aux-Bois et atteint même Berry-au-Bac. Craonne est perdue, et nos troupes en sont réduites à se cramponner au sommet des hauteurs du Chemin-des-Dames, « comme des chats au rebord d'une gouttière ». Franchet d'Espérey ne renonce pourtant pas à percer et regroupe ses forces en vue d'une action sur Corbeny. Le 1er corps, retiré du front au sud de Reims, renforce le 18e. Mais une attaque de nuit, montée suivant les principes du règlement

de manœuvres, échoue piteusement. Par ailleurs, le 16, au début de l'après-midi, une formidable attaque allemande se déclenche de Vailly à Reims, menée par les quatre corps de la VII[e] armée et les trois corps de droite de la II[e]. L'objectif assigné était la reprise de Reims et des hauteurs au sud de l'Aisne, c'est-à-dire la réoccupation de la ligne de la Vesle perdue dès le 12. Ce fait seul — disons-le en passant — suffirait à démontrer l'inanité de la légende suivant laquelle les Allemands auraient, dès le mois d'août, commencé à fortifier la ligne de l'Aisne eu vue d'nn repli éventuel. Les histoires relatives aux « casernes aménagées », aux positions organisées à l'avance et reconnues dès le temps de paix, n'ont aucun fondement. C'est sur le Vesle, et non sur les hauteurs du Chemin-des-Dames, que le haut commandement comptait arrêter — provisoirement ! — la retraite. Et le 16 septembre encore, c'est pour rester fidèle à ses instructions que Bülow lance sept corps d'armée à l'attaque de ces positions.

Photo Manuel

GÉNÉRAL VALABRÈGUE

Cette attaque ne devait donner d'ailleurs que de médiocres résultats : reprise de Brimont, de Loivre et quelques gains sur le Chemin-des-Dames. Elle avait simplement réussi à « bloquer » les attaques françaises et, somme toute, les deux joueurs faisaient partie nulle. D'un côté comme de l'autre, il devient évident, dès le 19, que la décision n'est plus possible. Les munitions s'épuisent ; du côté allemand, les corps sont réduits à 2/5 de leur effectif; du côté français, la situation n'est pas meilleure. Les armées en présence perdent rapidement toute capacité offensive, et les attaques qui s'éternisent sur ce front jusqu'à la fin du mois n'auront d'autre résultat que de prolonger une « activité » factice, destinée à donner le change à l'ennemi. Ruse puérile, qui ne trompera personne, mais lassera sans profit l'ardeur morale et la valeur physique des troupes. C'est ainsi que, le 26 septembre, Bülow essaiera, encore sans succès, de reprendre Reims; que nous-mêmes, nous tenterons à maintes reprises de reconquérir Craonne, les hauteurs de Brimont et de la Pompelle et d'élargir notre tête de pont au delà de l'Aisne. Les médiocres résultats de ces tentatives annoncent déjà la période décevante de la guerre de tranchées.

A la droite de la 5[e] armée, dans les vastes étendues de la Champagne, favorables à l'emploi des mitrailleuses et où la puissance des feux prenait toute son efficacité, nos 9[e] et 4[e] armées avaient d'ailleurs connu, dès l'arrêt de la retraite allemande, semblable insuccès. Les violentes attaques frontales dirigées par Foch sur la région des Monts, au nord du camp de Châlons, et par Langle de Cary sur les hauteurs, au nord de Souain, n'aboutissaient qu'à des gains de terrain de quelques centaines de mètres. Les réseaux de fil de fer commençaient à hérisser la plaine, et le moindre village prenait des allures de forteresse. Par contre, à notre gauche, l'armée Maunoury avait failli remporter, dans la vallée de l'Oise, une victoire dont les suites auraient pu être considérables. Au moment même où le centre de Bülow courait risque d'être percé, son aile droite était menacée d'un enveloppement qui l'aurait obligée à abandonner l'Aisne, à reculer jusqu'à Laon et peut-être au delà.

La 6[e] armée française, avait été, on le sait, successivement grossie, par les soins prévoyants de Gallieni, de tous les éléments débarqués dans le camp retranché de Paris. Sans parler du corps de cavalerie Bridoux, dont les trois divisions avaient mission de rechercher, à l'ouest de l'Oise, le flanc extrême de l'ennemi et de troubler ses communications, Maunoury disposait de deux corps d'armée (4[e] et 7[e]), de deux groupes de divisions de réserve, Ebener et Lamaze, chacun à deux divisions, et des 45[e] et 37[e] D. I. (troupes algériennes et marocaines), auxquelles s'ajoutèrent successivement une brigade de spahis et la 3[e] brigade marocaine : au total, un peu plus de dix divisions. En face de lui, von Kluck avait cinq corps d'armée. Les forces étaient donc à peu

près égales. Mais l'organisation du commandement était certainement meilleure dans les formations homogènes allemandes que dans les groupements un peu hétéroclites de la 6e armée.

Le 11 septembre au soir, les forces allemandes en retraite étaient massées sur un front relativement étroit, de Soissons à Rethondes, au sud de la forêt de Laigle ; le 12, toute l'armée Kluck passait l'Aisne et s'établissait sur les hauteurs au nord, la droite de son infanterie vers Attichy, la cavalerie opérant dans la vallée de l'Oise. La position était très forte. Le triangle de terrain limité par l'Oise et l'Aisne, et dont les trois sommets sont Soissons, Compiègne et La Fère, est constitué par un vaste massif, coupé de ravins profonds que dominent des escarpements assez raides. Boisé dans sa partie ouest (le long de l'Oise), il se dégage à l'est en une série de plateaux dénudés, qui dessinent autant de promontoires autour des replis de l'Aisne et de ses affluents. Cette zone de combat, si favorable à la défensive, est divisée en deux positions successives par la coupure de l'Ailette, qui coule parallèlement à l'Aisne à une vingtaine de kilomètres au nord. L'assaillant qui atteint la vallée de l'Ailette peut espérer faire tomber, en l'isolant, le premier bastion, et, par contre-coup, toute la ligne de l'Aisne, prise ainsi à revers. Il est vrai que, au delà de l'Ailette, les sombres collines du massif de Saint-Gobain constituent comme une seconde ligne de défense naturelle. Il faut l'enlever de force ou le tourner par La Fère et Chauny pour voir enfin s'étendre les larges horizons des plaines au delà desquelles s'ouvre la trouée de l'Oise, seule route offerte à la retraite de l'envahisseur.

L'importance de ce triangle fatidique, sur lequel se joueront les épisodes décisifs de la guerre, n'avait échappé ni à Joffre, ni à ses adversaires. On prévoyait que l'armée allemande serait tentée de faire tête en appuyant sa droite à l'Oise entre Compiègne et Noyon. Dès le 11, nous l'avons dit, Joffre invite Maunoury, au cas où la résistance se prolongerait derrière l'Aisne, à jeter des forces sur la *rive droite* de l'Oise, pour déborder par Noyon les bastions de la forêt de Laigle et de Saint-Gobain. On sait, d'autre part, que la VIIe armée allemande, concentrée vers La Fère et Saint-Quentin devait, dans la pensée de Moltke, s'opposer à ces projets et barrer la vallée de l'Oise. En fait, elle ne put remplir ce rôle. En même temps, von Kluck, sans doute soucieux de ne pas éparpiller ses forces, avait dégarni son flanc droit. Une occasion inespérée s'offrait donc de rééditer sur l'Aisne la manœuvre d'enveloppement qui nous avait si bien réussi sur l'Ourcq.

Au cours des combats livrés le 12 et le 13, en effet, l'armée Maunoury réussit, contrairement à l'attente générale, à franchir l'Aisne de Fontenoy (10 km. en aval de Soissons) jusqu'à Compiègne. L'avance était particulièrement sensible à notre gauche, où le 4e corps, refoulant la cavalerie allemande, avait déjà dépassé la forêt de Laigle et mordu de quelque dix kilomètres au delà du fleuve. Sa gauche esquissait un large mouvement débordant en direction de Noyon, et la 37e division, marchant tout entière sur la rive droite de l'Oise, remontait sans rencontrer de résistance sérieuse vers Lassigny. De toute évidence, notre dispositif avait, dès le 14 au matin, atteint son but initial, qui était de dépasser le flanc droit de l'ennemi. La seule question qui se posait était de déterminer l'ampleur à donner à ce mouvement : fallait-il continuer à pousser droit au nord par la rive droite de l'Oise, ou valait-il mieux nous rabattre immédiatement sur la rive gauche pour faciliter l'avance du centre et de la droite (7e corps et groupes de divisions de réserve), arrêtés sur le plateau de Nouvion et devant Soissons ?

Il faut reconnaître que cette question capitale ne fut pas nettement résolue. Pendant toute la journée du 14, ordres et contre-ordres se succédèrent. Une partie du 4e corps prononçait en fin de journée une attaque vers Nampcel, sur le flanc droit ennemi, sans pouvoir obtenir avant la nuit de résultat décisif. Le reste du corps d'armée et la 37e D. I. s'épuisaient en marches et contremarches sur la rive droite de l'Oise, sans parvenir ni à prendre contact avec l'ennemi, ni à gagner du terrain vers le nord. En somme, vingt-quatre heures avaient été perdues, alors que les minutes elles-mêmes étaient précieuses.

Du côté allemand, en effet, cette journée du 14 était des plus critiques. Nous avons vu que les progrès de la 5e armée et de l'armée anglaise menaçaient de séparer von Kluck de Bülow. Ce dernier adressait à son lieutenant de pressants appels pour l'inviter à élargir son front vers l'est et engageait sur le Chemin-des-Dames les derniers éléments de la VIIe armée. Contraint de renfor-

cer sa gauche, von Kluck n'aurait pu résister à une poussée énergique sur sa droite. Le G. Q. G. allemand reconnaissait d'ailleurs cette nécessité et, dans la nuit du 14 au 15, envoyait les instructions suivantes : *Au cas où la Ire armée ne pourra tenir la coupure de l'Aisne, elle devra reculer à temps, derrière la coupure, en direction générale de La Fère. IIe et VIIe armées tiendront dans ce cas la ligne Laon-Reims.* Le IXe C. R. était en toute hâte dirigé sur Noyon et mis à la disposition de von Kluck, mais avec ordre de ne s'en servir qu'à la dernière extrémité. Au surplus, son action ne pouvait se faire sentir que dans la soirée du 15. Les incertitudes du 14 pouvaient encore être réparées par une action énergique dans la matinée du 15. Or, cette action était possible. Joffre mettait, en effet, à la disposition de Maunoury un nouveau corps d'armée, le 13e (général Allix), prélevé dès le 9, sur la 1re armée, et qui débarquait le 14, dans la région de Creil.

GÉNÉRAL ALLIX

Dès le 15 au matin, Maunoury, qui semble avoir pris définitivement son parti, rappelle sur la rive est de l'Oise, toutes les fractions demeurées jusqu'alors de l'autre côté, savoir la 37e D. I. et une brigade du 4e corps. Ces forces, placées sous le commandement du général Comby, attaqueront le flanc droit de Kluck, de façon à le rejeter sur l'Ailette. Le reste de l'armée poussera à fond ses offensives. Disons tout de suite que les attaques frontales, menées par les divisions de réserve et le 4e corps, n'obtinrent en général aucun succès. Sur les plateaux de Fontenoy, de Nouvion, de Nampcel, l'ennemi avait eu le temps de se retrancher ; une artillerie lourde formidable écrasait nos premières lignes et battait tous les passages de l'Aisne. Les mitrailleuses allemandes arrêtaient net des attaques lancées souvent sans préparation sérieuse ; les charges « à la baïonnette », suprême espoir d'un commandement subalterne plus héroïque qu'avisé, se heurtaient à des feux d'une puissance insoupçonnée. Bref, l'action de ces unités se résolvait en efforts incohérents, décousus, et ne donnait nullement l'impression d'un combat ordonné, mené par une volonté unique.

En revanche, l'attaque du général Comby aboutissait à des résultats sérieux, dont l'exploitation rapide aurait pu assurer la victoire. Elle donnait en plein sur le flanc découvert du dispositif allemand et, après avoir franchi sans grandes difficultés les bois d'Ourscamp et de Carlepont, refoulait l'infanterie ennemie au delà de la route Noyon-Soissons, gagnant 6 à 7 kilomètres. Une seule ligne de hauteurs séparait nos avant-postes de la vallée de l'Ailette. Les communications des corps allemands, engagés de Soissons à Nampcel, étaient déjà sérieusement menacées.

Mais, le 15 au soir, à 23 heures, nos cavaliers signalaient qu'une brigade ennemie avec de l'artillerie sortait de Noyon et marchait vers le sud-est en direction de Carlepont. C'était le IXe C. R. qui faisait son entrée sur le champ de bataille. Dans la pensée du Haut Commandement allemand et de Bülow, il devait servir, le cas échéant, à *permettre à l'armée de rompre le contact.* Le 15 au soir, l'O. H. L. télégraphiait encore que l'ordre de retraite éventuelle, donné la veille, *subsistait complètement.* On savait, en effet, chez l'ennemi que notre 13e corps avait atteint Compiègne, dès le 15 à midi ; on craignait évidemment que son intervention dans la lutte n'aggravât la situation, déjà très pénible, de l'aile droite de von Kluck. Mais celui-ci, obéissant à cette ardeur naturelle qui l'avait à la fois si mal inspiré avant la Marne et si bien servi dans sa lutte tactique avec Maunoury, décidait de lancer, sans rien attendre et en dépit des recommandations formelles de ses supérieurs, le IXe C. R. sur le point qu'il estimait essentiel. Non seulement il maintenait sa ligne de bataille sans souci de l'enveloppement menaçant, mais il engageait ses réserves avec une froide témérité. L'énergie d'un subordonné allait une fois de plus, au moment décisif, faire pencher la victoire hésitante.

Le 16 au matin, à 8 heures, notre 16e brigade, qui progressait à l'extrême-gauche de la 37e division, se heurte à toute une division du IXe C. R. Surprise, elle cède et la 37e D. I., prise de flanc à son tour, est obligée de s'arrêter. En un tournemain, l'ennemi s'empare du bois de Carlepont. Jusqu'à 14 heures, le général Comby lutte avec la dernière ténacité contre des forces très supérieures. Carlepont est perdu dans l'après-midi, et la division, qui s'était avancée en flèche, très loin au delà, se trouve coupée. Heureusement arrivent à son aide, d'abord une brigade du 4e corps, puis la 3e brigade marocaine. Carlepont est repris à la nuit, mais l'ennemi occupe ses abords immédiats. Le ravitaillement de la 37e D.I. reste difficile. Sur le reste du front de la 6e armée les attaques partielles n'ont pas plus de succès que la veille. La contre-offensive allemande déconcerte, d'ailleurs, le commandement et retient toute son attention.

Que faisait notre 13e corps en cette journée malheureuse? Il semble que des divergences de vues assez sérieuses aient existé au sujet de son emploi entre le G. Q. G. et le commandant de la 6e armée, l'un insistant pour qu'il accentue encore le mouvement débordant de la 37e D. I., l'autre voulant le jeter dans la bataille engagée à l'est de l'Oise. Maunoury n'eut pas l'énergie de von Kluck. Il laissa le 13e corps sur la rive droite de la rivière, avec comme objectif Noyon. Engagé dans la région difficile de la « Petite Suisse », harcelé par une cavalerie très entreprenante (renforcée le matin même par un corps prélevé sur la IIe armée), le général Allix opéra avec une lenteur regrettable. Il était aux prises avec l'ennemi, quand l'ordre lui parvint de diriger en hâte sur Carlepont toutes les fractions disponibles. On conçoit le trouble que ce changement de front imprévu put jeter dans ses projets. En fait, la brigade qu'il détacha au secours de la 37e division arriva trop tard pour intervenir. Le reste du corps d'armée ne s'éleva guère sur la rive opposée de l'Oise, où les Allemands se maintinrent à Dreslincourt.

L'inquiétude subsistait pourtant au G. Q. G. allemand. Les ordres donnés à von Kluck pour la journée du 17 prévoyaient encore la *possibilité de rompre le combat* et l'échelonnement du IXe C.R. de Nampcel à Noyon. De son côté, Joffre pressait Maunoury, *de qui dépendait actuellement le sort de la bataille engagée*, de faire agir avec vigueur le 13e corps sur Noyon, de façon à atteindre, coûte que coûte, le cours inférieur de l'Ailette. A cet effet, l'attaque fut reprise, dès le matin, par le 4e corps, un groupement (formé avec les débris des 37e D. I., 16e brigade, 3e brigade marocaine, deux groupes d'artillerie du 13e corps et une brigade de spahis) sous le commandement du général Ebener, et le 13e corps. Ce dernier ne rétablit pas la situation; au contraire, aux prises avec une division du IXe C. R. jetée par von Kluck sur la rive droite de l'Oise, sans cesse tiraillé entre ses deux missions contradictoires (gagner de terrain au nord et rester en liaison à l'est), il jeta finalement toute la gauche de la 6e armée dans un « complet désarroi ». Le groupement Ebener eut toutes les peines du monde à se maintenir sur le terrain repris la veille. Le 4e corps ne put progresser. En fin de journée, le désordre était tel, dans la région de Carlepont, que le général Ebener recevait le commandement de toutes les troupes, sans distinction, qui tenaient ce secteur, avec mission de « déblayer le champ de bataille ». Ce déblaiement allait surtout consister en un repliement. La 37e D. I., toujours en saillant, était d'abord ramenée en arrière. Enfin, un ordre de la 6e armée prescrivait la retraite sur la ligne Bailly-Bois-Saint-Mard. Nous abandonnions la forêt de Carlepont, les bois de la Montagne et le plateau de Nampcel. Nous conservions la forêt de Laigle et une tête de pont de 4 à 5 kilomètres de profondeur au delà de l'Aisne.

La journée du 18 marque la fin officielle des espoirs fondés sur la 6e armée. Un ordre du G.Q.G. lui prescrivait, dans la matinée, de garder désormais une attitude défensive. Dans la soirée, le 4e corps était retiré du front et dirigé sur Compiègne. Le 13e corps se fixait au sud de Noyon. A partir de ce moment, l'intérêt se porte sur la constitution, entre Somme et Oise d'un nouveau groupement de forces, que nous retrouverons plus loin. Mais la 6e armée restait en butte à de violentes réactions de l'ennemi. Le 20, entre autres, une offensive allemande nous faisait reculer de quelques kilomètres. Sur certains points, on envisageait même la possibilité d'un repli au sud de l'Aisne. La situation était heureusement rétablie, et Maunoury préparait une contre-offensive, quand un ordre du G. Q. G., inspiré en partie par la pénurie de munitions, lui prescrivit, le 24, de

renoncer à des actions générales sans résultat décisif et de se contenter d'attaques partielles, destinées à maintenir nos positions.

A cette date, l'ensemble des 6e armée, armée anglaise, 5e et 4e armées, était réduit à une stricte défensive, coupée par des attaques de diversion et marquée par l'échec de tentatives analogues menées par l'ennemi sans grande vigueur. La bataille de l'Aisne était terminée et les deux partis gardaient leurs positions de fin de combat. L'action allait se transporter dans les régions encore libres de la Picardie, de l'Artois et dans les plaines ouvertes du Nord. Mais avant d'étudier le développement des opérations qui permettront le retour du gouvernement à Paris et le rétablissement d'une sorte de vie politique normale, il nous reste à dire un mot des événements qui aboutirent à la fixation du front, encore indécis, qui s'étendait de l'Argonne à la trouée de Belfort.

UNE RUE DE NOYON CONDUISANT A LA CATHÉDRALE

## LE FRONT DE BELFORT A L'ARGONNE

Le communiqué officiel du 14 septembre annonçait que le territoire français était complètement évacué de Nancy aux Vosges. De fait, le front tenu par la 1re armée suivait à peu près la frontière : il s'appuyait au sud sur la zone fortifiée de Belfort, dont nous tenions les avancées en Alsace et passait sur la crête des Vosges jusque vers le col de Saâles; au delà, la Meurthe constituait notre ligne de défense principale et nos avant-postes avaient été poussés à quelques kilomètres au delà, en direction du Donon, fortement occupé par l'ennemi; les organisations défensives, qui couvraient Nancy, formaient comme le bastion nord de nos positions. Sur tout ce front, nous maintenions un contact relatif avec les arrière-gardes allemandes et notre activité, déjà réduite par les prélèvements successifs faits sur la 1re armée, se bornera longtemps à des actions locales. Ces contrées montagneuses, boisées et très coupées, ne se prêtaient d'ailleurs guère à une action défensive d'ensemble.

La situation était à peu près analogue de la Champagne à Verdun. Les éléments de la 3e armée, engagés face au nord entre l'Argonne et la vallée de la Meuse, avaient progressé lentement jusqu'à hauteur du camp retranché de Verdun, dont les communications étaient désormais assurées, mais sans pouvoir dépasser la ligne Varennes-Consenvoye. Ils se heurtaient à une résistance énergique, qui mettait déjà en œuvre les procédés de la fortification.

En revanche, de Nancy à Verdun, la plaine de Woëvre, qui séparait les deux armées, n'avait été le théâtre d'aucun engagement sérieux depuis l'échec de la tentative allemande sur le fort de Troyon. L'ennemi s'était retiré sur Metz, pendant que nous nous contentions de monter la garde sur les Hauts de Meuse entre Verdun et Toul, et de couvrir à distance la voie ferrée Toul-Nancy. Un intervalle de quelque 25 kilomètres s'étendait entre les deux armées; dans cette zone encore libre se heurtaient des reconnaissances de cavalerie. La Woëvre inspirait, d'ailleurs, aux États-Majors une instinctive méfiance: pays de marécages, de bois, de plaines sans horizon et sans commandement, elle était réputée impraticable pour les armées. L'importance économique du bassin de Briey n'apparaissait pas encore, et la perspective redoutable des forts de Metz bornait à une défensive stricte les ambitions du commandement.

Pourtant, une menace restait suspendue sur ce secteur encore passif. Dès le 11, on signale des concentrations de troupes inquiétantes autour de Metz. L'ennemi voudrait-il essayer d'encercler Verdun en forçant par le sud la ligne de la Meuse? A tout hasard le 8e corps est enlevé au général Dubail et mis, le 14, à la disposition du général de Castelnau pour être « envoyé en Woëvre ». La 2e armée (20e C. A., 8e C. A., 3e groupe de divisions de réserve et garnison de Toul) aura

pour mission de *balayer* cette plaine en s'élevant vers le nord, entre Metz et Verdun. Le 16, on confirme la présence de forces allemandes importantes dans la région Metz-Thionville. Mais la situation générale ne permet déjà plus d'envisager une offensive prématurée : le général de Castelnau est avisé, le 16, que son armée va être transportée à l'autre extrémité du front, en vue de « barrer la route de Paris ». Toutefois, Joffre laisse le 8e corps et les divisions de réserve, sous les ordres du général Sarrail, commandant la 3e armée, avec mission de s'en servir pour « rejeter sous le canon de Metz les détachements ennemis opérant en Woëvre ». Sarrail imagine aussitôt une offensive combinée de deux corps d'armée (8e et 6e), débouchant des Hauts de Meuse, l'un au sud, l'autre au nord de Verdun et convergeant vers Étain. Le 19, à partir de 11 heures, l'attaque se déclanche, et une division du 8e corps se heurte, dès son entrée dans la plaine, à des effectifs ennemis importants.

Mais sur ces entrefaites, le G. Q. G., sur la foi d'un renseignement (?) affirmant que, en cette saison, la Woëvre était impraticable en dehors des routes, décrète que toute opération sérieuse y devient impossible et ordonne, le 19 dans l'après-midi, de retirer du front le 8e corps. Ce corps est destiné à constituer une réserve à la disposition du général en chef, dans la région de Sainte-Menehould. On craint, en effet, une offensive allemande le long de l'Argonne, et peut-être veut-on la devancer. En exécution de cet ordre, reçu à 14 h. 30, le 8e corps, déjà aux prises avec l'ennemi, est « décroché » après trois heures de combat, et ramené en hâte sur Saint-Mihiel, d'où il s'embarquera à partir de 20 heures. On imagine, l'effet produit sur les troupes par cette succession ahurissante de mouvements imprévus !

Si le général Sarrail dut renoncer, bon gré mal gré, à l'offensive projetée, l'ennemi, par contre, préparait activement la sienne. Trois corps d'armée, groupés sous les ordres du général von Strantz, renforcés par une partie de la garnison de Metz, et pourvus d'une puissante artillerie lourde empruntée à cette place, s'étaient massés silencieusement en Woëvre. Le but de l'opération était d'isoler Verdun et Toul en jetant sur la rive gauche de la Meuse, vers Saint-Mihiel, une masse suffisante et d'empêcher du même coup les Français de prélever sur les armées de l'Est les renforts nécessaires à l'Ouest. Or, pour parer à cette attaque, le général Sarrail ne disposait, le 19 au soir, après le départ du 8e corps, que d'une division de réserve (75e) très réduite (7.500 fantassins), sans cavalerie, sans génie, sans autre artillerie que deux batteries de 75 et quelques pièces de montagne. Ces effectifs dérisoires étaient disposés en cordon sur un front de 13 kilomètres, des Éparges à la trouée de Spada, sans liaison effective au nord avec les éléments avancés de la place de Verdun et vaguement couverts au sud par une division de cavalerie. Notons enfin que, dans cette région, les forts qui défendent la ligne de la Meuse ont été reportés sur le fleuve lui-même (Troyon, Les Paroches, le camp des Romains), et que les organisations défensives, exécutées sur les Hauts de Meuse pendant la période de mobilisation par les troupes de couverture, étaient restées à l'état d'ébauche.

Le 20, après un violent bombardement, tout un corps fonce sur la 75e D.R. Tournée sur sa gauche et sur sa droite, mal soutenue par une cavalerie indifférente, en dépit de l'héroïque résistance d'éléments isolés, elle recule en deux jours jusqu'à la Meuse. Sans doute, dès le 20 au soir, Sarrail fait descendre de Verdun des renforts importants, et Dubail fait remonter de Toul des éléments de la 1re armée. Mais leur action ne pourra se faire sentir que le 22 au matin, en raison de la distance à parcourir. Il était trop tard pour sauver les Hauts de Meuse. D'ailleurs, l'ennemi est en forces ; il contient, non sans difficultés, l'offensive du 16e corps au sud, celle du 6e corps au nord, et, profitant de quelques maladresses tactiques, réussit à percer, le 24, jusqu'à Saint-Mihiel, occupe même certains points sur la rive gauche de la Meuse. Le fort du Camp des Romains sera enlevé le 25 au matin.

Du coup, le G. Q. G. s'émeut; le 8e corps est rendu à la 3e armée; mais une attaque ennemie en Argonne retient une partie de nos forces dans la région de Sainte-Menehould. Le secteur de Saint-Mihiel se trouvant à la jonction des 3e et 1re armées, il était fatal, d'autre part, que les contre-attaques manquassent de cohésion et d'unité. Pour remédier à ce défaut, le 25, le commandement supérieur des deux armées est remis au général Dubail, qui est chargé de coordonner toutes les opérations relatives à la reprise des Hauts de Meuse. Il s'y emploiera, avec une énergie plus farouche qu'éclairée jusqu'au début d'octobre, date à laquelle de sérieux prélèvements opérés sur les armées de

l'Est le forceront à réduire au strict minimum son activité offensive. Les résultats resteront d'ailleurs à peu près négatifs. La « hernie de Saint-Mihiel » subsistera au flanc des armées françaises jusqu'en 1918. Sur ce point particulièrement sensible de la ligne de bataille, la lutte sera acharnée pendant tout l'hiver 14-15. Les rares survivants de ces combats gardent encore présents à leur mémoire les noms tragiques de ces bois ensanglantés par six mois d'incessantes tueries : bois de Mort-Mare et de La Hazelle, Bois-Brûlé, bois d'Ailly, forêt d'Apremont, dignes émules des taillis de l'Argonne et des noires sapinières de l'Hartmann.

## LE ROLE DU MINISTRE DE LA GUERRE

Pendant que se déroulaient ces péripéties, dont les contre-coups modifiaient nécessairement les sentiments plus ou moins hostiles de l'opposition naissante, à Bordeaux comme à Paris, le gouvernement affectait de s'effacer derrière le généralissime. Mais le rôle du ministre de la Guerre demeurait considérable. Malgré la croyance encore presque universelle en une guerre courte — et nul n'était plus sincèrement optimiste à ce sujet que Joffre — il fallait se préoccuper de maintenir, sinon même d'accroître les effectifs de nos armées. Il importait aussi de mettre fin à une crise que chaque jour de lutte rendait plus aiguë, celle du matériel et des munitions.

Déjà, à la fin d'août, la classe 1914, recensée depuis le printemps, et dont le temps de service normal commençait en octobre, avait été appelée sous les drapeaux, et beaucoup de réservistes de l'armée territoriale avaient été, en même temps, incorporés. Le 2 septembre, un décret ordonna le recensement immédiat de la classe 1915 et, le 9 septembre, tous les réformés et exemptés furent assujettis à subir l'examen d'un nouveau conseil de revision. Enfin, les hommes du service auxiliaire durent passer une visite médicale destinée à ranger dans le service armé ceux assez résistants pour supporter les fatigues de la campagne. Ces dernières mesures ne devaient produire de résultats qu'en décembre. Mais, ensemble, elles allaient accroître nos effectifs de 800.000 combattants (250.000 pour le contingent 1915; 300.000 anciens auxiliaires; 250.000 réformés et exemptés), et ce chiffre énorme paraissait de nature à ôter tout souci.

La crise du matériel était autrement grave. Au manque d'artillerie lourde s'ajoutait l'insuffisance des approvisionnements en obus et en cartouches, en poudres et en explosifs. L'État-Major, dans ses plans, n'avait pas prévu la forte consommation de munitions d'artillerie qui se produisit avant et pendant la bataille de la Marne. Au 1er août 1914, chacune de nos 4.000 pièces de 75 disposait d'une réserve d'un millier de projectiles. Aucune fabrication d'obus n'était envisagée durant les premières semaines de la guerre; c'est seulement le 61e jour de la mobilisation que les arsenaux devaient reprendre le travail et livrer 13.600 obus par jour, juste la consommation d'un corps d'armée, un jour de bataille. Or, dès le 15 septembre, sur le front, des pièces furent presque à court d'obus et il fallut recommander de ménager les munitions.

La situation était pire en ce qui concernait les explosifs. Notre réserve atteignait à peine 800.000 kilos, et nous devions vivre sur ce stock. D'ailleurs, les matières premières nécessaires pour fabriquer explosifs et poudres venaient de l'étran-

Section photographique

ENTRÉE DU FORT DE TROYON

ger, et le plus souvent d'Allemagne. Quant à l'artillerie, non seulement le plan de mobilisation n'avait prévu aucune construction au cours même de la guerre, mais, le 9 août, les commandes de pièces lourdes faites l'année précédente aux établissements du Creusot et à l'arsenal de Bourges furent ou réduites ou suspendues. Cependant, le 17 septembre, le général Joffre réclamait à M. Millerand 70.000 obus de 75 par jour ; et, avec la prolongation de la guerre, s'accroissait la nécessité de construire, non plus seulement de l'artillerie lourde, mais des pièces de campagne pour remplacer celles détruites, prises ou détériorées gravement.

L'invasion de la France rendait en apparence presque impossible l'effort industriel indispensable à cet égard. L'occupation par l'ennemi des départements du Nord et de l'Est avait entraîné la perte de 40 % de nos ressources en charbon, 80 % de nos ressources en coke, 90 % de celles en minerai de fer ; sur 127 hauts fourneaux en activité, 95 se trouvaient dans la zone de guerre, et, dans les usines de l'intérieur, le travail avait été désorganisé par la mobilisation. Au Creusot, le nombre des ouvriers était ainsi tombé de 11.600 à 7.000. M. Millerand entreprit de remédier à ces insuffisances. Les arsenaux de l'État ne pouvant suffire aux fabrications de munitions, il convoqua, le 20 septembre, à Bordeaux, tous les industriels aptes à faire des obus. Des missions se rendirent à l'étranger, spécialement en Amérique, pour y acheter des explosifs. A partir d'octobre, certains ouvriers spécialistes, mais encore en petit nombre, furent mis en sursis d'appel et renvoyés à leurs ateliers d'origine. Bien que toujours inférieure aux besoins sans cesse croissants, notre production fit des progrès assez rapides. En octobre 1914, nous fabriquions par jour moins de 10.000 obus de 75 ; en décembre, nous dépassions le chiffre de 30.000. Un membre de la Commission du Budget de la Chambre, connu par sa puissance de travail, M. Albert Thomas, député socialiste de la Seine, fut chargé d'exercer « sur toutes les branches des fabrications de l'artillerie, le contrôle officieux le plus minutieux », et ce choix fut très heureux. Un autre le fut moins : la nomination, comme directeur de l'Artillerie, du général Baquet, un adversaire de l'artillerie lourde, qui, encore en janvier 1915, déclarait : « Le 75 suffit à tout, la victoire nous l'aurons avec la poitrine de nos fantassins », et proclamait : « Le nombre de canons que nous possédons est largement suffisant » (général Pédoya, *La Commission de l'Armée pendant la Grande Guerre*, pages 63 et 80). Au reste, bien des mois devaient s'écouler encore avant qu'au ministère de la Guerre, comme d'ailleurs au G. Q. G., tous les services se décidassent à comprendre l'importance que prenaient désormais les problèmes de munitions et de matériel.

Cependant, les besoins des armées ne faisaient que croître avec l'acharnement des deux adversaires, dont aucun ne voulait renoncer à tirer des batailles de la Marne et de l'Aisne les conséquences décisives qu'attendait impatiemment l'opinion des deux pays. Pour se prolonger, le drame était encore loin du dénouement. Aussi tous les yeux se tournaient-ils vers les rives de l'Oise et de la Somme. La vie politique se réduisait encore à bien peu de chose, en comparaison de la formidable intensité qu'avait revêtue l'effort belliqueux de la nation.

## L'ÉLOIGNEMENT PROGRESSIF DE LA BATAILLE ET LE RÉTABLISSEMENT DE LA VIE NORMALE DU PAYS

L'idée de rechercher la décision à l'aile ouest du front de bataille paraît s'être formée à peu près simultanément dans l'esprit des deux généralissimes. Elle s'imposait. Du côté allemand, elle n'était que la continuation du plan qui avait échoué sur la Marne, et qui prévoyait l'enveloppement de l'aile gauche française. Pour Joffre, elle constituait la reprise logique de la manœuvre de flanc confiée à l'armée Maunoury. Les deux partis disposaient, pour le développement de leurs opérations, des vastes étendues de terrain comprises entre le cours de l'Oise et le littoral de la Manche. Sur une largeur de 150 kilomètres, les molles ondulations de la Picardie et de l'Artois, sillonnées de routes excellentes, dépourvues d'obstacles naturels importants, se prêtaient à merveille à de nouveaux déploiements de forces. Les Allemands de von Kluck avaient traversé cette zone sans s'y accrocher ; leur cavalerie, aux prises avec la nôtre, se contentait de couvrir les communications, très exposées, du gros des armées, en avant de la

ligne Valenciennes-Cambrai-Saint-Quentin. Nous restions maîtres des voies ferrées Paris-Lille, et la vie normale continuait dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme. Toutefois, notre 1er corps de cavalerie, qui opérait, depuis le 14 septembre, entre Ham et Cambrai, ayant sa base vers Péronne, n'avait pu réussir, en dépit de ses efforts, à troubler sérieusement les transports ennemis et s'était heurté à une résistance sérieuse toutes les fois qu'il avait essayé de se porter sur les derrières du front.

L'échec relatif de la bataille de l'Aisne détermine, dès le 17, le commandement français à constituer un nouveau groupement de forces à l'ouest de l'Oise. Les instructions générales du 18 septembre prévoient le transport de la 2e armée (Castelnau) dans la région de Saint-Just-en-Chaussée. Elle comprendra le 13e corps (déjà engagé sur la rive ouest de l'Oise), le 4e corps (prélevé sur l'armée Maunoury et qui devait être rendu le 19 dans la région sud-ouest de Compiègne), le 20e corps (appartenant à la 2e armée, embarqué en Lorraine le 20 et débarqué au sud d'Amiens le 22), et le 14e corps (prélevé sur l'armée Dubail, embarqué le 18 à Epinal débarqué le 21 vers Montdidier). La concentration de l'armée sera couverte par le 1er corps de cavalerie et par un groupe de divisions territoriales (général Brugère) transporté, du 16 au 18, de Rouen sur Corbie. La mission du général de Castelnau consistera à « agir contre l'aile droite ennemie, par rabattement, en s'élevant toujours sur son flanc ». Conception un peu ambiguë, car s'élever et se rabattre ne sont pas la même chose. Nous avons déjà vu que cette dualité d'interprétation avait été une des principales causes de l'insuccès de Maunoury sur l'Oise. Elle ne troublera pas moins le général de Castelnau. Au cours des opérations, le G. Q. G. insistera pour qu'il pousse vers le nord, alors que ses préoccupations tactiques le porteront instinctivement vers l'est, dans la direction de l'ennemi. Quoi qu'il en soit, son action devait se faire sentir dès le 22, et l'on en espérait des résultats décisifs, puisque, le 20, la 5e armée était exhortée à tenir encore « trois jours » sur l'Aisne, en attendant que Castelnau eût contraint l'ennemi à un repli général.

Photo Meurisse

ALBERT THOMAS

Celui-ci se flattait, d'ailleurs, d'espérances analogues. Dès le 15 septembre, des troupes retirées d'Argonne et des Vosges étaient, nous assure Falkenhayn, en marche vers Noyon. Toutefois, il n'y avait encore, le 18 septembre, à l'ouest de l'Oise, que de la cavalerie et quelques éléments du IXe corps de réserve : la violence de la bataille de l'Aisne avait, comme nous l'avons vu, contraint le G. Q. G. allemand à jeter sur ce front toutes ses réserves. Il sentait pourtant que tout gain des Alliés à l'aile ouest aurait eu « des conséquences incommensurables ». Il veut y parer en transportant sur cette aile toute la VIe armée (Kronprinz de Bavière), devenue inutile devant Nancy. Le 20, Bülow (dont l'influence est prépondérante) exprime dans un rapport l'idée que la victoire n'est plus possible sur l'Aisne et qu'il faut la rechercher à l'aile ouest. Il propose d'y transporter la majeure partie de ses troupes et de constituer un nouveau groupe d'armées (sous son commandement) qui prononcera, toutes forces rassemblées, une offensive sur Amiens, l'objectif restant Paris. Ses propositions sont ajournées. Mais il est incontestable que cette initiative confirme l'État-Major allemand dans ses projets. Il va essayer de reprendre la manœuvre primitive, et ne songe pas encore à atteindre la mer. L'attraction de Paris demeure irrésistible. Ce n'est que plus tard que l'ambition de Falkenhayn (qui n'a pas encore officiellement remplacé Moltke) se limitera à la conquête des ports de la Manche et à la rupture des communications franco-anglaises.

En conséquence, une instruction du 22 septembre fixe la constitution vers Saint-Quentin de la

VI[e] armée (I[er] corps bavarois, II[e] corps bavarois, XXI[e] corps, XIV[e] corps de réserve). En attendant, toute la cavalerie disponible, six divisions groupées en 2 corps et quelques divisions isolées, se porte au devant de notre 2[e] armée. Le XVIII[e] corps, offert par Bülow, les étaie à partir du 23 dans la région de La Fère. Von Kluck s'étend au delà de l'Oise et vient à la rencontre du XVIII[e] corps. Pour pouvoir suivre de plus près la marche des opérations, le G. Q. G. allemand se transporte de Luxembourg à Mézières, où il sera installé le 25. Des forces sensiblement égales allaient donc se heurter dans l'angle compris entre la Somme et l'Oise.

L'avantage semble d'abord nous être assuré. Notre cavalerie, massée autour de Péronne, n'y est guère inquiétée, et il semble que nous pourrons atteindre la Somme avant l'ennemi. Déjà, des détachements de territoriaux et de l'infanterie portée ont été jetés dans Péronne. Le groupe Brugère (4 divisions territoriales) occupe en arrière et au nord la ligne de l'Ancre, sa gauche vers Bapaume. Enfin, les deux corps de droite de Castelnau (13[e] et 4[e]) commencent leur mouvement, le 20, lorsque les réserves allemandes sont encore loin. Mais, tandis que le 13[e] corps s'attarde dans la région difficile de la Petite-Suisse, le 4[e], qui forme l'aile marchante, pousse délibérément vers le nord. Le 23, il atteint les abords de Nesle, alors que son voisin n'a pas dépassé Ribécourt : le front, jusque-là orienté est-ouest, commence à prendre la direction sud-nord. Castelnau estime qu'il a désormais gagné assez de champ et compte se rabattre le lendemain vers l'est. Le 14[e], puis le 20[e] corps, vont entrer en ligne et prolonger l'action du 4[e] corps ; les objectifs stratégiques assignés à l'armée sont Saint-Quentin et Cambrai.

Mais, le 23 à minuit, Péronne, assaillie depuis le matin par des forces ennemies de toutes armes, est évacuée. De fortes colonnes en débouchent et passent la Somme. On signale des concentrations de troupes à Cambrai. Cavaliers et territoriaux se replient sur Albert ; l'infanterie active protège la direction d'Amiens, cependant que le groupe Brugère est obligé de se couvrir au nord-est vers Bapaume. Ce recul nous est imposé par l'entrée en scène des premiers éléments de la VI[e] armée allemande, enfin réunie. Le 24, ses trois corps d'armée tombent soudainement sur l'armée de Castelnau, tandis que, plus au sud, le XVIII[e] corps intervient entre Roye et Lassigny. Notre 4[e] corps, en flèche, luttant contre des forces supérieures et surpris par cette brusque contre-offensive, recule. Castelnau escompte encore l'effet produit par l'intervention de sa gauche, 14[e] et 20[e] corps : mais leurs attaques se heurtent à une résistance d'égale valeur et ils sont eux-mêmes menacés d'enveloppement. Le 26, les territoriaux de Brugère, après avoir fait de leur mieux, sont contraints d'évacuer Bapaume. De violents combats ont lieu vers Albert et sur la gauche du 20[e] corps. Il faut abandonner provisoirement toute idée d'offensive, d'autant plus qu'au centre le 4[e] corps recule toujours, que les 13[e] et 14[e], qui l'encadrent, n'avancent pas, et que la fatigue des troupes commence à être extrême. N'oublions pas que, des quatre corps dont se composait l'armée Castelnau, deux viennent à peine d'être retirés de la bataille et les deux autres n'avaient guère eu le temps de se refaire. Chefs et soldats se trouvaient transportés sur un terrain entièrement nouveau ; la hâte du Haut Commandement était telle, que les unités devaient s'engager au fur et à mesure de leur arrivée sur le champ de bataille ; enfin l'État-Major de la 2[e] armée ne semble pas avoir possédé un plan très méthodique et s'est un peu trop fié à l'improvisation du champ de bataille. Hanté par l'idée du mouvement vers le nord, il a, peut-être, perdu l'occasion d'écraser, du 21 au 24, tout ce qui résistait dans la région Lassigny-Noyon, et de remporter, à défaut d'une victoire stratégique, un succès tactique de la plus haute importance.

A partir du 26, il n'est plus temps. Sans doute Castelnau ne renoncera pas à pousser de l'avant : le 29, il essaiera de lancer le 20[e] corps sur Péronne ; le 2 octobre, il attaquera sur tout son front, croyant l'ennemi à bout de forces. Mais, dès le 28, Joffre lui assignera une mission défensive, que l'ennemi se chargera d'ailleurs de lui imposer. Ses attaques, en effet, sont incessantes ; du 26 septembre au 9 octobre, il s'acharnera sur le saillant de Roye, que le 4[e] corps sera finalement obligé d'évacuer ; il essaiera également de déboucher de Lassigny et de Chaulnes, de progresser sur la Somme. Issu d'un combat de rencontre, fait d'avances ou de replis successifs et incohérents, le front se stabilisera, dès la seconde quinzaine d'octobre, sur une ligne fantaisiste de saillants et de rentrants, qui suit, en gros, la direction sud-nord, de Ribécourt à Bray-sur-Somme, à peu près à mi-chemin entre les coupures naturelles de

la Somme supérieure et de l'Avre. Dans sa déposition devant la Commission d'Enquête de Briey, le général de Castelnau pourra déclarer que ces combats, dont on a peu parlé en France, comptèrent parmi les plus durs de la guerre. Lorsqu'ils prirent fin, la 2e armée, général, chefs et soldats, étaient à bout de forces et dans une confusion extrême. L'ennemi, il est vrai, n'était pas en meilleure condition.

Bien avant cette date, l'intérêt s'est d'ailleurs reporté plus au nord. Le 22, le G.Q.G. français commence à s'inquiéter des concentrations signalées dans la région de Cambrai; il y appelle de nouvelles forces de cavalerie (corps Conneau), et pousse vers le nord les divisions territoriales de Brugère. Le 26, il devient évident que la droite ennemie s'étend bien au delà de Péronne. Il faut l'empêcher de nous déborder à son tour. Le 11e corps, prélevé sur la 9e armée, se trouve rassemblé, le 25, dans la région de Compiègne; on le transportera en hâte à la gauche de la 2e armée; de fait, certains de ses éléments interviendront, dès le 27, vers Albert et contribueront à soulager les territoriaux de Brugère. Le 10e corps est enlevé à la 5e armée et transporté d'abord dans la même région. Puis l'idée stratégique se précise. Le 29, on constitue une « subdivision d'armée » destinée à opérer dans la région d'Arras, sous le commandement du général de Maud'huy, qui vient de se signaler devant Craonne à la tête du 18e corps. De Maud'huy dépendra de Castelnau, mais aura mission de s'opposer à toute offensive ennemie visant la côte de la Manche; il reprendra en outre à son compte la manœuvre enveloppante de la 2e armée, Il disposera des 10e et 11e corps, de deux divisions empruntées, dès le 28, à l'armée Dubail, et qui formeront le 33e corps, plus tard du 21e corps (4e armée) et des deux corps de cavalerie dont certains éléments opèrent déjà à gauche de la 2e armée. Par une anomalie singulière, les divisions territoriales restent aux ordres directs du G. Q. G.

De Maud'huy groupe autour d'Arras ses forces couvertes par la cavalerie. Il laisse le 11e corps en liaison au sud avec la 2e armée et concentre devant la ville les 10e et 33e. Du 28 au 30, nous ne sommes pas inquiétés, et les débarquements peuvent s'opérer sans encombre. Avons-nous enfin atteint la limite extrême du flanc droit allemand? On peut l'espérer, et de Maud'huy compte rabattre, le 2, son 10e corps vers le sud-est. Mais l'ennemi a fait lui aussi glisser vers le nord ses masses importantes : la garde (armée Bülow) est partie le 29; les IIIe et IVe corps (armée von Kluck) s'acheminent vers Cambrai; le 3, le VIIe corps (Bülow) fait mouvement à son tour; le XIVe, engagé en Woëvre, est retiré du front après le succès de l'opération sur Saint-Mihiel. Enfin, une masse formidable de dix divisions de cavalerie se concentre entre Lille et La Bassée. Une nouvelle bataille de rencontre va s'engager à l'est et au nord d'Arras. Elle sera caractérisée par la hâte fébrile des deux partis, qui cherchent à se déborder réciproquement, et engagent, à cet effet, des unités disparates, au fur et à mesure de leur arrivée sur la ligne de feu. Le décousu de ces opérations rend particulièrement difficile la tâche de l'historien.

Elles s'ouvrent par une offensive brusquée des Allemands qui, dans la soirée du 1er octobre, rejettent vers Arras la division Barbot et troublent les plans de Maud'huy. Celui-ci persiste néanmoins dans son idée d'attaque au sud-est. Exécutée le 2 avec quelque hésitation, elle donne dans le vide, cependant qu'au nord et à l'est de la ville, l'ennemi resserre sa pression. Un détachement territorial poussé de Dunkerque à Douai est vivement ramené, le 2, sur Lens. Notre cavalerie, séparée en deux masses, moitié au nord d'Arras, moitié au sud, se replie devant des forces importantes. Le 3 octobre, il faut évacuer Lens et reculer jusqu'à Vimy, cependant que le 10e corps s'épuise en efforts incohérents à l'est d'Arras. Le 4, la situation est très critique : une attaque se dessine au sud, menaçant de couper la ligne de chemin de fer par laquelle arrivent les renforts, cependant que, dans un inextricable pêle-mêle, cavaliers, territoriaux et troupes actives se cramponnent à la falaise de Vimy.

De Maud'huy songe déjà à évacuer la ville. Or, dans la nuit, une attaque allemande prend pied dans Givenchy-en-Gohelle, défendu par des territoriaux et des cavaliers à pied, et, au matin du 5, la division Fayolle, découverte sur son flanc gauche, « craque » brusquement. De Maud'huy pousse dans le trou la 45e D. I., qui débarque. Mais, au sud, le 10e corps « craque » à son tour. Les obus pleuvent sur Arras, dont on défend les faubourgs. Quelques fractions ennemies poussent même jusqu'à l'enceinte. On envisage l'éventualité d'une retraite générale, quand survient le général Foch, dont nous verrons tout à l'heure le rôle.

BANQUE·DE·FRANCE

VERSEMENT·D'OR·POUR·LA·DÉFENSE·NATIONALE

LA·BANQUE·DE·FRANCE·CONSTATE·QUE
Mademoiselle Noémi Germain
A·VERSÉ·CE·JOUR·EN·OR·LA·SOMME·DE
Cent vingt francs
EN·ECHANGE·DE·BILLETS·DE·BANQUE
LE 20 Octob 1915

VISA

LE·SECRÉTAIRE·GÉNÉRAL

REÇU D'UN VERSEMENT OR

Au cours d'une entrevue éminemment, dramatique, au milieu de la confusion d'une ville déjà assiégée et d'une armée menacée d'encerclement, il décide qu'il faut tenir jusqu'au bout, avec l'aide des premiers éléments du 21e corps, qui débarquent. Arras est sauvé (tout juste !), et l'ennemi, qui déborde déjà au nord et au sud, est encore contenu par une barrière fragile.

Le lendemain, de Maud'huy se propose d'attaquer avec le 21e corps, concentré dans la région de La Bassée et agissant à son tour sur le flanc droit ennemi. Il lancera en même temps ses dernières réserves et toute sa cavalerie sur le plateau de Lorette. Le 6 et le 7 octobre, l'attaque se poursuit; elle manque de coordination et ne parvient pas à rejeter les Allemands dans la plaine de Lens, mais elle a au moins le mérite de décourager leurs propres efforts. La situation se stabilise devant Arras et surtout au sud, où l'attaque, menée depuis le 4, contre le 11e corps, le groupe Brugère et le 10e corps n'a abouti qu'à créer une « poche » vers Hébuterne, sans pouvoir réussir à rompre le front. Le 7 au soir, Foch et de Maud'huy décident qu'il y a lieu d'élargir encore le mouvement vers le nord. L'armée de Maud'huy (qui entre temps est devenue la 10e armée et a été détachée de la 2e) se contentera d'améliorer ses positions et de consolider sur le plateau de Lorette son aile gauche, fort abimée. Les combats autour de Vermelles, de Carency, de Saint-Eloi, continueront longtemps encore et cette partie du front restera agitée, tant que durera la bataille des Flandres, sans que le tracé de la ligne en soit d'ailleurs sensiblement modifié.

Mais l'éloignement progressif du tumulte de la bataille permettait déjà aux pouvoirs publics d'envisager certaines mesures auxquelles ils n'avaient guère eu le loisir de songer jusque-là.

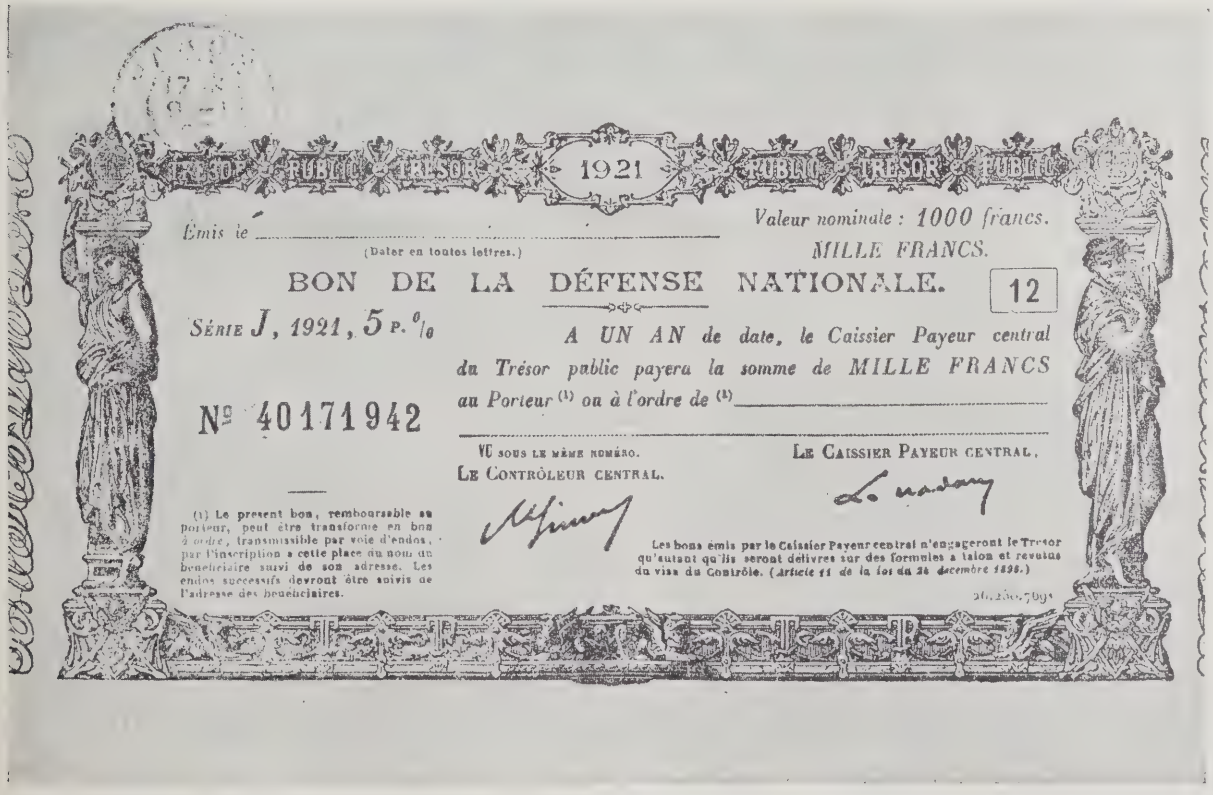
## L'EFFORT FINANCIER SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

De l'époque du séjour à Bordeaux date, en effet, la création de l'instrument financier qui allait permettre de faire face aux énormes dépenses nécessitées par la guerre. Le trouble apporté par la mobilisation, puis par l'invasion, à la vie économique du pays rendait presque impossible, non seulement toute augmentation des impôts, mais encore la perception des contributions existantes.

Pour n'être pas réduit à accroître presque sans limite la quantité de billets émis par la Banque de France, il fallait se procurer des ressources par l'appel au crédit public. Le 13 septembre, M. Ribot, ministre des Finances, fit donc créer les « Bons de la Défense Nationale », remboursables au bout de trois mois, six mois ou un an et portant un intérêt — payé d'avance — de 4 à 5 %. Les Bons eurent presque aussitôt un immense succès : ils s'adressaient à toute l'épargne, puisque leur prix était de 100, 500 ou 1.000 francs (il y eut même plus tard des Bons de 20 et de 5 francs); leur renouvellement et leur acquisition étaient faciles, puisque ces opérations pouvaient s'effectuer non seulement dans toutes les banques, mais chez les percepteurs et dans tous les bureaux de poste. Toutes les classes de la société, même les paysans, malgré leur méfiance traditionnelle, souscrivirent à cette sorte d'emprunt permanent, et, pendant plusieurs mois, les Bons constituèrent l'aliment essentiel de notre trésorerie.

En septembre aussi, la guerre prend nettement un caractère économique ; un décret interdit tout commerce avec les pays ennemis et leurs sujets, pendant que les établissements allemands et austro-hongrois situés en France sont mis sous séquestre. Puis viendront les mesures destinées à préparer, à l'intérieur, le retour à une sorte de vie normale. Les vacances des écoles primaires avaient été interrompues dès le lendemain de la déclaration de guerre. En octobre rentrent lycées et collèges, installés, il est vrai, souvent en des locaux de fortune, beaucoup de bâtiments universitaires ayant été mis à la disposition du service de Santé. Des intérimaires, très jeunes gens, réformés, professeurs sortant de la retraite, remplacent les maîtres mobilisés, et leur zèle s'essaye à faire oublier leur insuffisance d'autorité. De nouveau, des trains express sont en service sur les chemins de fer et, région par région, cité par cité, commence une reprise d'activité commerciale.

Mais surtout, en ce début d'octobre, la confiance demeure très grande, et certains événements, abondamment commentés par la presse officieuse, paraissent faits pour la justifier. Repoussés sur le front de France, les Allemands n'ont guère été plus heureux contre la Russie. Ils ont pu reprendre presque toute la Prusse orientale, mais Hindenburg




BON DE LA DÉFENSE NATIONALE

n'arrive pas à enlever Varsovie, pendant qu'après Lemberg les Russes occupent toute la Galicie jusqu'aux portes de Cracovie. Hors d'Europe, Japonais, Britanniques, Français font méthodiquement la conquête des colonies allemandes. La victoire n'est-elle d'ailleurs pas une certitude « mathématique »? Les économistes assurent que l'Allemagne ne pourra tirer de son sol, trop pauvres la quantité de produits alimentaires indispensables à sa nourriture ; les statistiques qu'ils invoquent paraissent convaincantes, et le gouvernement allemand se préoccupe, en effet, de limiter la consommation alimentaire, quand la France ignore encore un tel souci. L'opinion espère, attend chaque jour, le succès décisif. A la fin de septembre, le bruit court à Paris qu'une armée allemande est cernée entre l'Oise et la Somme ! En octobre, commencent les voyages du Président de la République et des membres du gouvernement dans la zone des armées. A leur retour, Président et ministres proclament à l'envi leur optimisme, leur confiance en la « méthode d'impassibilité du généralissime » (lettre de M. Poincaré à M. Millerand, du 7 octobre). La réalité ne correspondait pas exactement à ces affirmations enthousiastes. Sans être mauvaise, la situation de nos armées, n'était pas encore sans péril.

## LES TENTATIVES DE LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Nous étions, en effet, sur le point de nous engager dans la période incertaine et parfois douloureuse de la bataille des Flandres. La sûreté de notre tactique et surtout la solidité de nos alliances, sans parler du sang-froid de nos populations, allaient être mises à une rude épreuve.

Ces opérations ne sont d'ailleurs, au point de vue stratégique, que la suite logique des précédentes : les deux adversaires essaient de se déborder réciproquement, et leurs tentatives concomitantes aboutissent à des combats de rencontre, alternativement offensifs et défensifs. Au point de vue tactique, elles ne se distinguent par aucune nouveauté. Les procédés classiques de la guerre en rase campagne y sont régulièrement employés : prise de contact des cavaleries adverses, déploiement des avant-gardes, engagement des unités au fur et à mesure de leur arrivée sur le champ de bataille, extension croissante des fronts, jusqu'au moment où ils atteindront les rives de la mer du Nord. Tout au plus peut-on constater qu'avec l'emploi général de la fortification de campagne, l'amplitude des oscillations diminue de jour en jour : avances et reculs sont de plus en plus limités.

Deux faits donnent pourtant à la bataille des Flandres un caractère original : d'abord, elle est, au sens complet du mot, une bataille *interalliée*. Un concours particulier de circonstances va obliger Français, Anglais et Belges à coopérer étroitement à la défense des quelques lieues de terrain qui couvrent encore le Pas-de-Calais. Les trois nations coalisées ont un intérêt également immédiat à s'en assurer la possession. Pour la France, maintenir ses armées sur le flanc de l'ennemi, c'est conserver l'espoir d'une manœuvre enveloppante qui l'obligerait à évacuer les territoires envahis. Pour l'Angleterre, Dunkerque et Calais constituent une tête de pont qui interdit une invasion à travers le Pas-de-Calais, devenue possible avec les progrès du sous-marin, de l'aviation et de l'artillerie à longue portée. Pour la Belgique, la conservation du dernier lambeau de son territoire acquiert une incommensurable valeur politique et morale. Ypres et l'Yser sont comme le symbole de la convergence des intérêts alliés, et les combats qui se livreront sur ce coin de terre seront comme l'apprentissage de la guerre de coalition.

Ils constitueront également une sorte d'école pratique du commandement unique. Le G. Q. G. français commence à s'apercevoir que son commandement direct ne peut plus s'exercer efficacement sur chacune des nombreuses armées déployées en un front de plus en plus vaste. Il devient nécessaire de décentraliser l'autorité et de créer des « groupes d'armées » relativement autonomes. Les pouvoirs confiés au général Foch marquent le premier essai sérieux de cette méthode. Le général de division Foch, ancien directeur de l'École de guerre, était considéré, dès 1914, comme un des plus brillants officiers de l'armée française. Son rôle à la tête du 20e corps, en Lorraine, puis de la 9e armée à la Marne, avait été remarqué. Son énergie et son ardeur offensive étaient particulièrement appréciées au 3e bureau du G. Q. G., pénétré de l'idée de la supériorité des « forces morales ». C'est à lui qu'on songea lorsque apparut

la nécessité d'adjoindre un « lieutenant » au général en chef. Le 4 octobre, Foch, adjoint au commandant en chef, est délégué pour coordonner l'action des 2e armée, armée de Maud'huy et du groupe Brugère. Le 5, il reçoit mission de « s'entendre directement » avec le maréchal French pour assurer la concordance des opérations dans le Nord. Rôle particulièrement délicat, auquel il était d'ailleurs préparé par ses précédents voyages en Angleterre, les relations qu'il y avait déjà nouées avec French ou ses subordonnés, et dont il s'acquitta d'ailleurs à merveille.

Plus tard, toutes les forces françaises envoyées dans le Nord furent placées sous son commandement supérieur.

Le 12 octobre, le roi des Belges acceptait enfin de recevoir, dans les mêmes conditions que l'armée anglaise, les instructions du G. Q. G. français, c'est-à-dire, en pratique, celles de Foch. La bataille des Flandres fut donc l'œuvre propre de ce général. Joffre n'intervint guère que pour envoyer les renforts nécessaires.

Photo Elliot et Fry

M. W. CHURCHILL

Quant à nos alliés, ils surent se plier de bonne grâce aux suggestions, d'ailleurs judicieuses et impartiales, du « coordonnateur ». L'accueil qu'elles reçurent et l'heureux résultat de la bataille auraient dû ouvrir les yeux des dirigeants de la coalition et les amener à généraliser la méthode qui avait si bien réussi. Nous verrons plus loin qu'il n'en fut malheureusement rien et qu'il faudra, pour arriver au commandement unique, franchir de longues et douloureuses étapes.

Pour comprendre les conditions dans lesquelles allait s'engager la bataille des Flandres, il faut suivre la convergence de trois séries de causes, qui sont : le transfert de l'armée anglaise dans le Nord, la chute d'Anvers et la sortie de l'armée de campagne belge, les tentatives d'enveloppement de l'aile droite allemande.

## LA COOPÉRATION DE L'ANGLETERRE ET DE LA BELGIQUE

L'armée anglaise (trois corps d'armée et deux divisions de cavalerie) était encore, à la fin de septembre, accrochée sur la rive droite de l'Aisne, entre nos 5e et 6e armées. Mais, dès le 16 de ce mois, le maréchal French, avait perdu tout espoir de déloger l'ennemi par une attaque frontale. Il voyait, d'autre part, avec inquiétude, la ligne de feu s'allonger régulièrement vers les ports de la Manche, qui ouvraient sur l'Angleterre les lignes de communications les plus directes. Son armée souffrait de la lenteur de ces communications, qui se faisaient par Saint-Nazaire et Nantes. Aussi était-il désireux de reprendre, dès que possible, sa place primitive à l'aile gauche des armées alliées. Le 29 septembre, il s'en ouvrit au général Joffre, qui, tout en approuvant l'idée, en jugeait la réalisation immédiate impossible. Il fut convenu que des troupes françaises relèveraient successivement les corps d'armée anglais : ceux-ci seraient dirigés dans le Nord aussitôt, et pourraient être engagés dans la bataille en cours au fur et à mesure de leur arrivée. Les combats autour d'Arras battaient leur plein. Il ne pouvait être question d'interrompre les courants de transports par lesquels les renforts si nécessaires affluaient vers la région menacée, ni d'attendre que les trois corps anglais eussent pu être concentrés pour les utiliser. French, en dépit de son désir, très compréhensible, de ne pas dissocier ses unités, dut se rendre à ces raisons. Le retrait des troupes britanniques, s'opéra donc dans l'ordre suivant : 2e division de cavalerie, le 3 octobre ; 1re division de cavalerie, le 5 ; 2e corps d'armée, à partir du 5 ; 3e corps d'armée, à partir du 8 ; 1er corps d'armée à partir du 11. Elles devaient être primitivement concentrées dans la région de Lille, à la gauche de notre 21e corps, engagé, comme on l'a vu, dès le 6, vers La Bassée.

Mais la poussée de la cavalerie allemande et l'incertitude qui régnait encore à cette date sur l'issue des combats engagés au nord d'Arras obligèrent le commandement à reporter plus au sud, dans la région Arras, Saint-Pol, Doullens, les débarquements britanniques. Le 8, French installe son Quartier Général à Abbeville : de là, les troupes s'acheminent par voie de terre vers Hazebrouck. Mais il s'en suivait un retard assez considérable, qui fut encore aggravé, en ce qui concerne le 1er corps, par des difficultés de relève. On a reproché aux Anglais leur lenteur : les documents officiels nous forcent aujourd'hui à reconnaître qu'ils ne furent nullement responsables d'une situation de fait, d'ailleurs connue et acceptée par le commandement français.

La présence sur le flanc des armées allemandes de la place forte d'Anvers, dans laquelle s'était réfugiée l'armée de campagne belge (environ 100.000 combattants dont six divisions d'infanterie), rassurait d'ailleurs, dans une certaine mesure, les chefs de l'Entente sur le résultat final de la « course à la mer ». De Lille à Anvers, il n'y a guère plus de 100 kilomètres ; l'action des troupes belges, dont la capacité offensive n'était nullement négligeable, pouvait donc se faire sentir à l'aile extrême du front. La place n'était d'ailleurs pas investie, et nous communiquions librement avec elle par la zone qui s'étendait de la Lys à la côte. Les sorties de la garnison d'Anvers en août et même en septembre (combats de Termonde et Malines les 26 et 27) avaient singulièrement gêné les opérations des Allemands. On pouvait donc espérer que, tant qu'Anvers tiendrait, ceux-ci hésiteraient à s'aventurer jusqu'au littoral de la mer du Nord avec, derrière eux, une armée encore presque intacte. Il était même permis d'escompter une liaison effective entre Belges et Anglais, et l'établissement d'un front continu derrière la Lys ou l'Escaut. Notre commandement semble y avoir songé dans les premiers jours d'octobre. Mais, à cette date, la situation s'aggrave subitement. Le 28 septembre, les troupes allemandes d'investissement (IIIe corps de réserve et la valeur de quatre divisions isolées) entreprennent l'attaque des fronts est et sud de la place. Un bombardement formidable, par 420 tirés à 13 kilomètres de distance, écrase les forts extérieurs. Dès le début, le commandement belge sent que la résistance sera impossible et songe à évacuer la place. Il en avise le gouvernement britannique, dont la surprise semble avoir été extrême. Mais, au lieu d'accepter cette décision comme un fait et de profiter du délai de 5 à 6 jours escompté par les autorités compétentes, pour organiser la coopération de l'armée belge et des troupes alliées sur la Lys, lord Kitchener, ministre de la Guerre, refuse d'admettre la possibilité d'une évacuation. Tout son effort va tendre à secourir Anvers, en augmentant l'effectif de sa garnison et en y envoyant une sorte de corps expéditionnaire, hâtivement constitué. Par une convention en date du 3 octobre, M. Winston Churchill, délégué auprès du roi des Belges, lui promet des renforts et s'engage à faire occuper, avec des forces suffisantes, Gand et tout autre point de la ligne de retraite éventuelle de l'armée belge. Le gouvernement français se voit obligé de suivre dans cette voie ses alliés. Et, le 4 octobre, Kitchener annonce qu'il est en train d'organiser les « forces expéditionnaires », destinées à secourir Anvers : 7e D. I. et 3e D. C. anglaises, débarquées à Zeebrugge ; 8.000 marins déjà dans la place ; une division territoriale française à débarquer à Ostende et la brigade de fusiliers marins du contre-amiral Ronarc'h. Au total 53.000 hommes. Pour sauver Anvers, il eût fallu, selon le mot d'un historien anglais, y envoyer « quinze jours plus tôt cinq fois plus d'hommes et dix fois plus de canons ».

LORD KITCHENER

Ces dispositions ne satisfaisaient, d'ailleurs, ni le général Joffre, qui déclarait, dès le 1er octobre, « illusoire » le secours matériel apporté par ces renforts et affirmait que le meilleur moyen de sauver la place était de poursuivre, avec le concours de l'armée belge, les opérations en cours vers Lille ; ni le maréchal French, qui protestait contre l'ingé-

rence intempestive de Kitchener dans la conduite des hostilités et réclamait le droit légitime de coordonner les mouvements de toutes les forces britanniques opérant sur le front occidental. Il est certain que les troupes lancées vers Anvers et Gand auraient pu, en se déployant vers le 10 octobre sur la Lys, sauver Lille et peut-être toute la côte belge. La randonnée qu'elles durent exécuter, aller et retour, fut à peu près inutile. Tout au plus servit-elle à couvrir la retraite de l'armée belge, qui s'effectua à partir du 6 octobre. Comme on l'avait prévu, la vigueur de l'attaque allemande et surtout les effets formidables de l'artillerie lourde rendirent successivement intenables toutes les lignes de défense. On se résigna à ne laisser dans la place que les troupes de forteresse, la 2e division et les marins anglais; le reste, avec le roi, le gouvernement et tout le matériel de guerre transportable, fut acheminé vers Ostende, par la seule voie ferrée demeurée libre. Encore fallait-il craindre un raid ennemi qui aurait barré la retraite : des éléments belges, quelques territoriaux français et notre brigade de fusiliers-marins s'installèrent, à partir du 8, à Gand, pour donner à l'armée belge le temps de s'écouler.

Dans la nuit du 7 au 8, le bombardement de l'agglomération anversoise commençait, à raison de 4 à 5 obus par minute. La chute de la place était imminente. Les dernières troupes mobiles se résolurent à l'abandonner; la 2e division belge réussit encore à passer et à rejoindre le reste de l'armée ; les marins anglais furent moins heureux et 2.000 d'entre eux durent se réfugier en Hollande. Le 10, la ville capitulait, après un siège effectif de douze jours, et une résistance dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle fut singulièrement incohérente.

De ce fait, les troupes allemandes de siège devenaient disponibles. Elles commençaient déjà à se retourner vers l'armée belge qui venait de leur échapper. Le 9 et le 10, le détachement allié de Gand était attaqué. D'autre part, entre cette ville et Cassel, où se trouvait l'extrême gauche de Foch, nous n'avions, à la date du 10, qu'une division de cavalerie anglaise vers Courtrai et quelques bataillons territoriaux vers Poperinghe. Un trou de 75 kilomètres s'ouvrait donc entre les Belges en retraite et le gros des forces alliées. Fallait-il le boucher en portant les six divisions belges au sud de Gand, sur la Lys, vers Thielt et Courtrai? C'était l'avis de Joffre, qui envisageait encore, le 8, la coopération de ces troupes au débordement en cours de la droite allemande. Mais l'armée belge, réduite à 48.000 combattants, était non seulement physiquement épuisée, mais démoralisée. Au cours d'un conseil de guerre, tenu le 10 à Ostende entre le roi des Belges, le général Pau, délégué du gouvernement français, et un général anglais, il fut décidé que la continuation de la retraite s'imposait, si l'on voulait éviter un désastre. Les Belges ne parlaient de rien moins que d'aller se refaire dans la région de Calais-Saint-Omer ! L'opposition énergique du G. Q. G. français, qui donna, le 11, l'ordre d'arrêter à Dunkerque tous trains de troupes belges, fit prévaloir une solution intermédiaire. Le 12, le roi accepte de rester sur son territoire et d'arrêter le repli envisagé au sud d'Ostende, sur la barrière naturelle d'un petit cours d'eau qui allait devenir célèbre, l'Yser. Le détachement de Gand, renforcé par la 7e division britannique, s'oppose le 10 et le 11 à la pression de l'ennemi et se replie ensuite sur Thielt, couvert à son tour par la cavalerie belge. Après avoir un instant songé à défendre Ostende, on décide de s'en tenir au plan primitif. Et, dans la matinée du 15, l'armée belge est à l'abri derrière l'Yser, qu'elle commence à organiser défensivement. A sa droite, les fusiliers marins tiennent Dixmude ; le « corps expéditionnaire » anglais, désormais placé sous le commandement du maréchal French, a rallié Ypres. Entre ces éléments, le corps de cavalerie de Mitry et la cavalerie anglaise assurent une liaison encore précaire et contiennent la poussée, au reste assez faible, des avant-gardes allemandes.

## LA LUTTE POUR LE PAS-DE-CALAIS

Les corps d'armée français et britanniques montaient, d'ailleurs, à leur rencontre, poussés par la persistante volonté « d'envelopper la droite allemande », encore en l'air. Le 10 octobre, Foch et French arrêtaient le plan d'une puissante offensive, recommencement de la manœuvre déjà tentée sans succès par Castelnau et de Maud'huy. Ce plan, approuvé par Joffre, comportait, pour le 13, une avance générale sur Tournai et Courtrai, qui devait déborder, par le sud de la Belgique, le

nouveau front allemand, à peu près stabilisé de Noyon à Lille. L'effort principal serait fait par les trois corps britanniques. L'action débute par des combats de cavalerie, qui déblaient la région des monts de Flandre et refoulent sur la Lys les éléments avancés allemands. Mais le temps est épouvantable, et l'infanterie anglaise éprouve les plus grandes difficultés à progresser dans le terrain coupé, boueux et encombré de hameaux, corons ou villages, qui s'étend autour de Lille. Au surplus, sur les trois corps d'armée de French, le 1er est encore retenu sur l'Aisne et ne sera concentré que le 19. Le 2e, qui semble avoir été assez mollement commandé, ne marque, dans les journées du 12 au 16, que des progrès insignifiants au sud-ouest de Lille. Le 3e obtient à l'ouest de la ville des succès plus marqués : les têtes de colonnes du XIXe corps allemands, bientôt renforcé par le XIIe, ne peuvent faire mieux que de défendre les passages de la Lys, qu'elles tiennent fortement d'Armentières à Menin. En résumé, nous réussissons à dégager la région d'Hazebrouck et de Béthune, mais non à encercler l'agglomération lilloise, occupée depuis le 12 octobre par l'ennemi, et à porter nos avant-gardes sur le flanc, sans cesse renforcé et étiré vers le nord, de son dispositif.

Or, à cette date du 16, qui marque, comme nous venons de le voir, la fin de la retraite belge, de graves dangers menaçent notre propre flanc. Les troupes de Liége, d'Anvers descendent à marches forcées; on signale d'inquiétantes concentrations en Belgique, et nous n'avons, entre Dixmude et la Lys, sur 50 kilomètres de front, qu'un cordon de troupes. Si les Allemands réussissent à séparer l'armée belge de l'armée anglaise, ils sont, du même coup, maîtres des ports du Pas-de-Calais. Ces considérations amènent French à orienter plus au nord l'axe de son offensive et à demander à Foch des renforts destinés à soutenir sa gauche. D'un commun accord, les deux généraux décident de constituer dans la région d'Ypres un groupement de forces capable de reprendre, sur de nouveaux frais, l'offensive qui vient d'échouer. L'intérêt se reporte donc une fois de plus vers le nord. C'est désormais dans la plaine comprise entre la Lys et la mer que va se jouer la partie décisive et se dérouler le grand drame d'Ypres et de l'Yser; il marque la fin de cette phase des hostilités dans laquelle le combat cessa, non faute de combattants, mais faute d'espace, au bord même des flots gris de la mer du Nord.

Les positions sur lesquelles le contact venait de s'établir entre tous les éléments, jusque-là dispersés, que Foch réunissait sous son commandement, dessinent de Nieuport à Armentières un vaste arc de cercle dont le sommet, orienté vers le nord-est, se trouve à quelques kilomètres au delà d'Ypres, et dont le centre est constitué par la région des monts de Flandre, vers Cassel. Cette demi-circonférence se divise en trois secteurs naturels : de la mer à Dixmude, l'Yser canalisé, derrière lequel se tenait l'armée belge, coule à travers des étendues plates qui se prolongent vers le sud, sans démarcation sensible jusqu'à Dunkerque. Offensive et défensive y sont également difficiles; car, d'une part, d'innombrables canaux sillonnent cette plaine, située généralement au-dessous du niveau de la mer, et dont le sol marécageux interdit tout mouvement en dehors des routes; d'autre part, la présence d'une nappe d'eau souterraine, qui arrive en moyenne à un mètre de la surface du sol, ne permet pas d'y creuser des tranchées, et les seuls abris naturels sont constitués par les routes ou voies ferrées établies partout en remblai. De Dixmude au nord-est d'Ypres, le terrain se relève insensiblement et prend peu à peu un autre caractère : quelques ondulations séparent les affluents de l'Yser, dont le cours, dirigé généralement du sud-est au nord-ouest, reste lent, et les vallées marécageuses. Des coupures, des bois, dont le plus considérable est la forêt d'Houthulst, forment autant d'obstacles sérieux. Pour les dépasser, le chemin naturel d'une offensive est tracé par la ligne de faîte qui, à une altitude moyenne de 50 mètres, se dirige d'Ypres à Roulers et isole le bassin de l'Yser de celui de la Lys; c'est sur cette arête que passent les routes principales et la voie ferrée Ypres-Roulers; elle commande le terrain environnant, et tout progrès sur cette ligne doit fatalement avoir sa répercussion à droite et à gauche. — Enfin, de l'est d'Ypres à Armentières, la même chaîne de collines domine la vallée de la Lys, qu'elle sépare nettement des plaines maritimes; elle forme barrière et écran, et protège vers l'est le flanc des troupes massées dans la cuvette d'Ypres. En revanche, qui s'y est installé est du même coup maître de la ville, ainsi que de la plaine qui s'étend à ses pieds; il se trouve,

PASSERELLE EN BOIS SUPPORTÉE PAR DES TONNEAUX SUR LE CANAL DE L'YSER

d'autre part, au niveau de ces monts des Flandres (en réalité des collines d'une centaine de mètres), qui courent de Messines à Cassel, et peut, en poursuivant sa progression vers l'ouest, le long de cette petite chaîne, trancher à la base tout le saillant dont nous venons de suivre le contour.

Cette configuration explique la physionomie générale de la bataille des Flandres: dans une première période, les Alliés, tout en résistant sur l'Yser à la poussée de l'armée de siège d'Anvers, qui "colle" derrière l'armée belge, veulent essayer, par une avance sur la ligne de crêtes Ypres-Roulers, de séparer les forces allemandes opérant sur le littoral de celles qui garnissent la vallée de la Lys. Ils se heurteront à une offensive dirigée sur la même ligne, mais en sens inverse, par l'ennemi, et ces deux efforts se neutraliseront — Dans une deuxième période, les Allemands essaieront, par une attaque partant de la Lys, d'enlever les hauteurs à l'est et au sud-est d'Ypres, de façon à faire tomber tout le saillant; ils ne réussiront qu'à prendre pied vers Messines et Wytschaete, et le sommet de la chaîne restera partagé entre les deux partis. — Enfin, dans une troisième période, les deux adversaires tâcheront, par des efforts partiels et assez décousus, qui de resserrer, qui de desserrer l'étreinte autour de cette malheureuse cité d'Ypres, bastion avancé du Pas-de-Calais assiégé.

La première période s'ouvre le 16, par des combats d'avant-gardes le long du canal de l'Yser, au cours desquels les Belges perdent successivement toutes les positions avancées qu'ils conservaient sur la rive nord, sauf Dixmude, dont l'amiral Ronarc'h dirigera, jusqu'au 10 novembre, l'héroïque défense. Foch, pour déblayer le terrain de l'offensive qu'il projette, lance, d'autre part, vers Roulers le corps de cavalerie de Mitry, soutenu par deux divisions territoriales, cependant que French, s'assure, à l'est d'Ypres, la possession des hauteurs qui bordent la Lys et pousse sa cavalerie jusqu'aux portes de Menin. Mais l'effort allié ne pourra devenir efficace qu'au fur et à mesure de l'arrivée des renforts annoncés par Joffre : 1er corps britannique,

Photo Rol

RAMSCAPELLE

A LOO (BELGIQUE). LES DÉCOMBRES DU GASTHUIS MONET, BATIMENT DATANT DE L'AN 1600

le 19; division indienne, le 20; 42e division, le 21; 9e corps, du 21 au 25. Or, à partir du 19, nos progrès dans la direction de Roulers (que notre cavalerie occupa un instant) se heurtent à des forces importantes et dont on ne soupçonnait pas l'existence. Il s'agit de quatre corps d'armée nouveaux, constitués secrètement en Allemagne à l'aide de réservistes et transportés brusquement en Flandre où ils arrivent le 14 octobre; ils forment le noyau de la IVe armée allemande, commandée par le duc Albrecht de Würtemberg. Cette armée a pour mission de s'avancer, l'aile droite le long de la mer, vers le secteur de l'Yser. Le but de Falkenhayn est, d'abord, de s'opposer à la manœuvre enveloppante des Alliés, ensuite, d'interdire le trafic du Pas-de-Calais, en occupant la côte française jusque vers Boulogne, et d'agir efficacement sur l'Angleterre elle-même au moyen des sous-marins, aéroplanes et dirigeables, sur l'emploi desquels le gouvernement allemand fondait déjà de grandes espérances. Soit qu'il ignorât encore le danger, soit qu'il le dédaignât, Foch n'en poursuit pas moins ses projets offensifs et notre Haut Commandement fait preuve d'un optimisme croissant. Le 3e corps anglais est engagé, dès le 20, au nord d'Ypres, et soutient notre cavalerie, qui se replie. Mais il ne progresse que lentement. Qu'à cela ne tienne ! Le détachement d'armée des Flandres (général d'Urbal), qui vient d'être constitué, lancera, à partir du 23, le 9e corps français vers Roulers, cependant que la 42e division débouchera de Nieuport vers Ghistelles et que cavaliers et territoriaux de Mitry se reporteront en avant, vers Thourout. Direction générale : Gand. Lorsqu'elle aura gagné du terrain, notre offensive se rabattra à droite et à gauche, avec le concours des armées anglaise et belge, pour rejeter à la mer une partie des forces allemandes et refouler sur Bruxelles le flanc droit du gros de l'armée.

Jusque vers le 28 octobre, nos généraux peuvent espérer réaliser leur plan. Anglais et Français s'élèvent lentement vers Roulers et Menin, gagnant péniblement quelques villages chaque jour, refoulant, non sans peine, les contre-attaques massives des corps allemands de nouvelle formation. Une sorte de hernie commence à se dessiner, au nord et à l'est d'Ypres, entre la IVe armée allemande et les forces qui sont toujours, d'Armentières à La Bassée, aux prises avec les 2e et 3e corps britanniques. Mais il faut déjà renoncer à toute progression au delà de l'Yser. La 42e division, qui débouchait de Nieuport vers Ostende, en suivant la côte, est précipitamment rappelée en arrière : l'armée belge, en effet, vient d'abandonner vers Tervaete la rive gauche du cours d'eau; elle s'est repliée sur la ligne de chemin de fer Dixmude-Nieuport, qui constitue l'ultime et fragile barrière au delà de laquelle s'ouvre la route de Furnes et de Dunkerque. Fort heureusement, nous tenons toujours Nieuport et ses écluses, dont l'ouverture, décidée le 27, va permettre de laisser entrer la marée dans la basse vallée de l'Yser et de tendre, en avant du remblai du chemin de fer formant digue, les inondations d'eau de mer. Du 27 octobre au 1er novembre, l'eau monte lentement, cependant que l'ennemi tente un dernier effort pour s'emparer de ce talus insignifiant, transformé, par l'action inexorable des forces naturelles, en objectif stratégique d'une incommensurable valeur. Il s'empare de Ramscapelle et dépasse un instant la voie

ferrée ; mais une furieuse contre-attaque, dans laquelle, tirailleurs algériens, zouaves, chasseurs et fantassins belges rivalisent d'ardeur, le rejette le 30, dans la zone inondée, cependant qu'aux deux extrémités de la ligne Nieuport et Dixmude tiennent toujours. Dès le début de novembre, une nappe d'eau d'une largeur de plusieurs kilomètres remplace le mince fossé de l'Yser et sépare pour longtemps les deux armées.

Mais, de ce secteur devenu passif, les Allemands retirent aussitôt des forces pour les transporter sur un autre et plus dangereux point d'attaque. La seconde période de la bataille s'ouvre le 28. Tout en s'efforçant de retarder notre avance vers le nord-est, au centre du front de combat, l'ennemi prépare, lui aussi, une offensive décisive. Un groupe de choc, qui comprend quatre corps d'armée, est constitué par la VI[e] armée dans la région de Lille, cependant que le détachement d'armée de von Fabeck s'insère entre cette armée et la IV[e]. La mission de ces éléments est d'attaquer d'est en ouest, en débouchant de la Lys, les hauteurs qui couvrent le flanc de l'offensive alliée. Le premier objectif assigné est Ypres ; de là on poussera sur Cassel et Calais. Tout est préparé pour donner à cet assaut une puissance sans précédent : pour l'assaut central, face à Ypres, six divisions sont concentrées sur un front de 4 kilomètres. L'empereur, installé à Courtrai, attend le moment de faire dans la ville son entrée, prévue pour le 1[er] novembre. L'enthousiasme des troupes allemandes est surexcité par des proclamations enflammées, qui font luire l'espoir d'un succès grandiose. Lorsque cette masse se rue sur le flanc de l'armée anglaise, gardé par des divisions de cavalerie et quelques éléments du 1[er] corps (Douglas Haig), un fléchissement inévitable se produit. Il faut au plus vite envoyer à leur secours, et les troupes destinées à développer les maigres succès obtenus jusque là au nord d'Ypres, et celles qui débarquent, au fur et à mesure de leur arrivée. Pendant deux jours, des combats furieux se livrent sur la crête de Messines-Wytschaete, le long de la route Ypres-Menin et du canal d'Ypres à la Lys. Le 31 fut, de l'aveu de French, une « terrible journée » au cours de laquelle tout fut engagé, territoriaux anglais, cavaliers à pied, bataillons français, batteries et compagnies isolées ; on en arrivait à compter homme par homme, obus par obus, et les Allemands étaient parvenus à 3 kilomètres d'Ypres. Foch fait intervenir ses dernières réserves, la valeur d'une division, vers Messines, et prescrit à d'Urbal de faire face à l'est pour dégager le 1[er] corps anglais. En attendant, il conjure French, qui envisage l'hypothèse d'un repli, de tenir jusqu'au dernier homme dans ce saillant d'Ypres, dont il reconnaît l'absurdité tactique, mais qui prend une importance stratégique et surtout morale de premier ordre. Fidèle à ses principes, il refuse de céder à la volonté ennemie tant qu'il y a encore une chance à courir, et prescrit sur tout le front, de Dixmude à Armentières, une « offensive » désespérée. French, entraîné par cette ardeur communicative, revient aussitôt sur sa décision. Le 1[er] novembre, nos troupes et les siennes, confondues dans une mêlée générale, contre-attaquent partout. Ypres sera sauvée, mais à quel prix ! « Quand j'évoque, écrit French, la situation telle qu'elle se présentait le 31 octobre et le 1[er] novembre 1914, je suis convaincu que les intérêts vitaux de l'Empire britannique coururent les plus grands dangers

A LOO. UNE RUE PENDANT LE BOMBARDEMENT

pendant ces deux jours. Il faut qu'on le sache : toute la côte du Havre à Ostende, fut à un cheveu de tomber aux mains de l'ennemi. En revivant les heures décisives de ces deux terribles journées, de ces deux nuits, je crois que c'est entre 2 et 11 heures, le dimanche 1er novembre que nous fûmes le plus en péril. Le 16e corps français serait arrivé seulement une heure plus tard que l'offensive allemande partant de la ligne Wytschaete-Messines aurait pris une telle ampleur, une telle force, une violence telle que rien n'eut pu empêcher le mont Kemmel d'être enlevé. Un coin d'une importance vitale eut été enfoncé au centre même de notre ligne. »

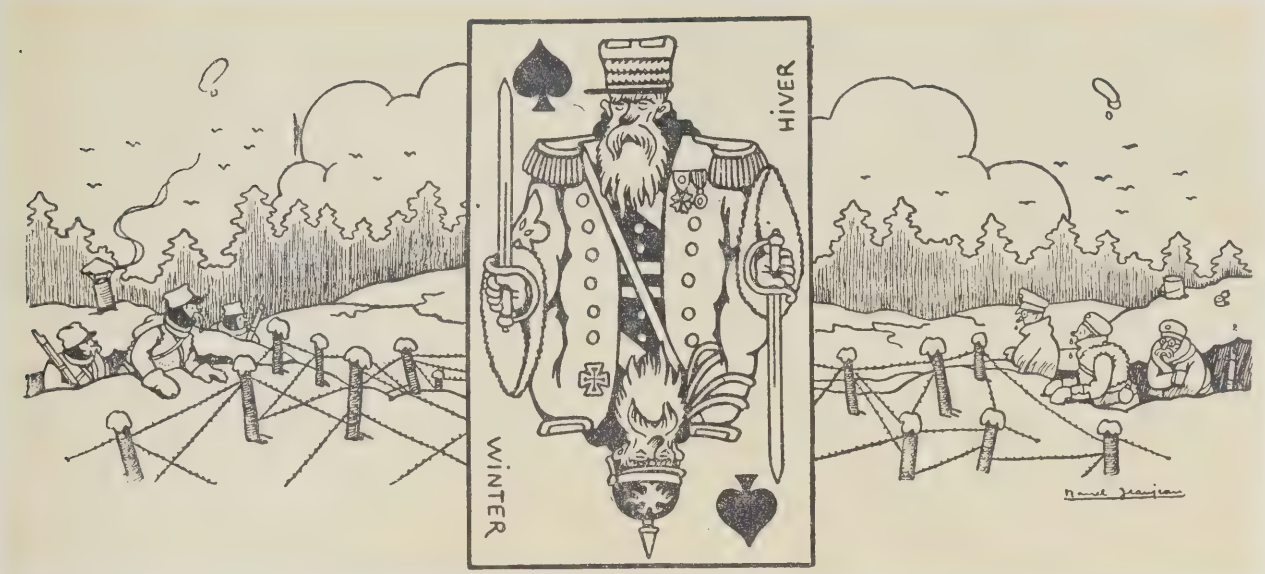
Le 16e corps arriva à temps, suivi peu après par la 43e division, le 20e corps, d'autres encore. Ces renforts ne furent pas inutiles pour enrayer, du 1er au 4, la poussée ennemie, toujours aussi violente. Mais il fut bientôt établi qu'une fois encore « ils ne passeraient pas ! ». Le 5, le kaiser, las d'attendre, quittait les Flandres. De notre côté, le 4, Joffre constatait que, si la manœuvre ennemie avait échoué, notre offensive dans le Nord ne pouvait, en raison de notre infériorité numérique, amener de résultat décisif. Il prescrivait de s'organiser et de récupérer des forces. C'était, de part et d'autre, le renoncement aux opérations de grande envergure.

La troisième période de la bataille, qui s'étend du 6 au 15 novembre, ne présente donc qu'un intérêt relatif. Foch cherche d'abord, par des attaques limitées aux deux extrémités du saillant, au nord de la forêt d'Houthulst d'une part, à l'est de Messines d'autre part, à se donner un peu d'air. Ces tentatives échouent en raison de la fatigue des combattants et de la densité des troupes ennemies. Puis, c'est le tour des Allemands qui tentent, à l'aide de quelques divisions fraîches, dont une division de la garde, d'encercler Ypres, à la fois par le nord et le sud. A bout de forces, la brigade de fusiliers de l'amiral Ronarc'h abandonne Dixmude, et le 32e corps recule derrière le canal de l'Yser à la Lys, cependant que, sur la crête de Messines, se déroulent des combats acharnés et indécis. Joffre envoie ses dernières disponibilités : une brigade marocaine, des régiments isolés, quelques bataillons de chasseurs, en signalant, le 11 novembre, que ce sont « les dernières réserves partielles des diverses armées ». L'ennemi n'est guère en meilleure posture. Pour parachever l'épuisement des deux adversaires, à partir du 13, la pluie se met à tomber à flots. Peu à peu, sous la brume et dans la boue, s'éteignent les derniers feux du combat. Puis, les fils de fer hérissent le sol; les tranchées s'approfondissent et s'entrecroisent; le front se stabilise sur des positions incohérentes atteintes en fin de combat. De la mer du Nord aux Vosges court désormais sans interruption un double rempart, qui, la nuit s'illumine de feux et s'endort, le jour, sous le martèlement obstiné des obus. L'ère de la guerre de mouvement est close; l'invasion est arrêtée, et le rideau de l'hiver tombe sur le premier acte du grand drame.

## LE RETOUR A PARIS ET LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

Si les luttes soutenues depuis deux mois n'avaient pas produit de résultats très nets, ni surtout amené cette victoire décisive que l'opinion avait cru prochaine, au lendemain de la bataille de la Marne, au moins les succès remportés autour d'Arras et dans les Flandres avaient-ils définitivement consolidé notre situation. Calais était sauvé, Paris n'était même plus menacé. En dépit de velléités d'offensive, la guerre, pendant des mois, se réduira à une stérile lutte de tranchées, le long d'un front stabilisé. Dans ces conditions, rien ne s'opposait plus à la rentrée du gouvernement à Paris.

Depuis plusieurs semaines déjà, les grands journaux s'étaient, l'un après l'autre, empressés de quitter Bordeaux et les installations de fortune dont ils avaient dû se contenter. Paris, que regagnaient peu à peu tous les habitants qui s'en étaient éloignés, reprenait chaque jour plus d'animation. Le 7 décembre, la Bourse, fermée depuis la mobilisation, procédait à sa réouverture, au moins pour les opérations au comptant. Bientôt, quelques théâtres allaient eux aussi rouvrir et jouer des pièces patriotiques. Sans doute — et il en fut ainsi jusqu'à l'armistice — Paris, privé d'autobus, mal éclairé le soir, car on redoutait les raids d'aéronefs ennemis, garda toujours un aspect sévère. Mais justement les membres du gouvernement souhaitaient mettre fin aux railleries




LE GÉNÉRAL HIVER D'APRÈS UNE CARICATURE DE MARCEL JEANJEAN

qu'avaient suscité leur « fuite », puis leur séjour à Bordeaux.

D'ailleurs, un problème politique se posait. En vertu des lois constitutionnelles de 1875, la Chambre et le Sénat se réunissent chaque année en session ordinaire le second mardi de janvier. N'était-il pas cependant indispensable de convoquer auparavant les deux Assemblées, afin de voter, sinon le budget, au moins des « douzièmes provisoires » pour l'année nouvelle? Au reste, à Londres et à Berlin, la Chambre des Communes et le Reichstag tenaient régulièrement séance. Le gouvernement français ne pouvait faire moins que suivre l'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne. Au début de décembre, ministres et administrations commencèrent donc à rentrer à Paris, mais sans bruit, isolément (seuls les bureaux de la Guerre retardèrent de quelques semaines leur retour), et, le 12, un décret convoqua, pour le 22 décembre, la Chambre et le Sénat en seconde session extraordinaire, et naturellement à Paris.

La session fut courte. Deux séances seulement, la première, le 22, solennelle, et où, comme le 4 août, s'affirma l'union sacrée; la seconde, le 23, destinée à ratifier toutes les mesures extralégales prises par le gouvernement depuis cinq mois. Il n'y eut pas de véritables débats.

A la Chambre, le président, M. Paul Deschanel, avant de faire l'éloge des députés tombés à l'ennemi, proclama : « Le monde veut vivre, enfin. L'Europe veut respirer. Les peuples entendent disposer librement d'eux-mêmes. Demain, après-demain, je ne sais pas; mais, ce qui est sûr, — j'atteste nos morts! — c'est que tous, jusqu'au bout, nous ferons tout notre devoir, pour réaliser la pensée de notre race : le Droit prime la force. » Le président du Conseil vint lire une déclaration ministérielle où, après avoir exprimé la certitude de notre victoire, il ajouta : « Pour vaincre, il ne suffit pas de l'héroïsme de la frontière; il faut l'union au dedans. Continuons à préserver de toute atteinte cette union sacrée. Aujourd'hui comme hier, comme demain, n'ayons qu'un cri : la Victoire, qu'une vision : la Patrie, qu'un idéal : le Droit... Continuons donc à n'avoir qu'une seule âme, et, demain, dans la paix de la victoire, restitués à la liberté, aujourd'hui volontairement enchaînée de nos opinions, nous nous rappellerons avec fierté ces jours tragiques, car il nous auront fait plus vaillants et meilleurs. »

Au Sénat, le président, M. Dubost, salua « le pays tout entier dont il n'est plus de vieillard, de femme ou d'enfant qui ne console sa douleur dans une immense collaboration pour le maintien de la vie nationale ». Et l'on vota les six douzièmes provisoires, comportant un crédit de huit milliards et demi, que le ministre des Finances demandait.

L'union sacrée, qui avait été le thème essentiel des discours du 22 décembre, demeura celui de tous les articles, de toutes les harangues universi-

taires et académiques, en cette fin de 1914. Quatre-vingt-treize savants, écrivains, artistes allemands, presque tous célèbres, ayant lancé un « Appel aux nations civilisées », pour protester contre les « mensonges et les calomnies dont nos ennemis tentent de salir la juste et bonne cause de l'Allemagne », les corps savants de France répondirent. La séance publique annuelle des cinq Académies, présidée justement par un Alsacien, M. Appell, ne fut ainsi qu'une longue manifestation patriotique (26 octobre). Les universités françaises adressèrent, de leur côté, un manifeste aux universités des pays neutres. On y lisait : « Comme les armées alliées, les universités françaises défendent la liberté du monde. »

La solidarité nationale se marque, de façon particulièrement émouvante, dans l'organisation des secours aux blessés, aux malades, aux combattants qui souffrent du froid. Sociétés, œuvres de charité se multiplient. La France devient un immense ouvroir ; pas de famille où ne se confectionnent tricots, chandails, gants, chaussettes, passe-montagnes, destinés aux soldats du front. On s'attache à rendre l'hiver moins pénible aux défenseurs des tranchées, puisque c'est au printemps seulement que se produira la victoire, par le brusque déclenchement de la grande offensive que prépare Joffre.

La confiance demeure absolue, et, en cette fin d'année, le bilan de la guerre paraît, d'ailleurs, encourageant. Maîtres des cols des Carpathes, les Russes semblent prêts à envahir la plaine hongroise. Les Serbes viennent, au Roudnik, d'infliger à l'armée autrichienne une humiliante défaite, et de la repousser hors de leur patrie.

Sur mer, tous les croiseurs allemands qui ont entrepris de troubler le commerce des Alliés ont été successivement coulés ou pris. En vain l'Allemagne a-t-elle décidé, ou plutôt contraint, les Turcs à se tourner contre l'Entente et à proclamer la guerre sainte. Les musulmans des colonies britanniques et françaises ne se sont pas soulevés, et, loin de conquérir l'Egypte et la Transcaucasie, les Turcs ont déjà perdu la région du Chat-el-Arab, clef de la Mésopotamie. Tous les Alliés paraissent en situation favorable. Les ressources de la Russie passent pour inépuisables. L'Angleterre instruit de nouvelles armées. En France, malgré les pertes effroyables de ces premiers mois de guerre (500.000 morts et prisonniers, et autant de blessés et malades évacués à l'intérieur), nos effectifs s'accroissent avec régularité. La décision prise par toutes les banques de renoncer, à dater du 1er janvier, au bénéfice du moratorium, en ce qui concerne le remboursement des dépôts et comptes-courants, est comme le signe d'une prochaine renaissance économique. A presque tous, l'année 1915 paraît d'avance l'année de la victoire et de la paix.

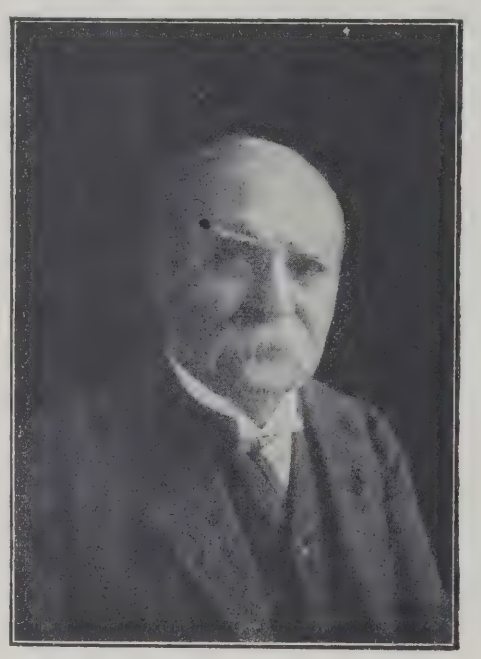
VII

# L'OUVERTURE DE LA SESSION DE 1915 ET LE ROLE DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

## CONDUITE DE LA GUERRE

Le mardi 12 janvier 1915, conformément aux lois constitutionnelles, la Chambre des députés et le Sénat reprirent le cours régulier de leurs séances. Aucun texte législatif n'avait réglé la question si importante des rapports du Parlement et du gouvernement en temps de guerre. Il fallut donc se contenter d'adapter dans la pratique le mécanisme constitutionnel aux circonstances. Le gouvernement eût, sans aucun doute, souhaité voir les Chambres se séparer d'elles-mêmes au lendemain de leur réunion, mais elles ne le firent pas. Pendant cinq mois les ministres avaient pu agir sans contrôle. Mais les résultats de leur activité n'apparaissaient pas assez à l'abri de toute critique pour que fût prolongé cet essai de dictature. Tous les membres des deux Assemblées, quelle que fût leur opinion politique, se trouvèrent d'accord : le Parlement devait à nouveau exercer son droit « *d'examen et de contrôle* ». Mais les problèmes soulevés par la guerre ne pouvaient évidemment être discutés à la tribune, en public. Un « *accord tacite* », comme dit plus tard M. Viviani, intervint donc « *pour raréfier les séances publiques et faire refluer le travail dans les Commissions* ». Jusqu'au début de l'été, la Chambre ne siégera guère plus d'une fois par semaine et elle se contentera de voter des lois sans caractère politique, comme la loi relative à l'interdiction de la fabrication et de la consommation de l'absinthe et celle instituant la croix de guerre « *destinée à commémorer ... les citations individuelles pour faits de guerre, à l'ordre des armées de terre et de mer, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments* ». L'intérêt que n'avaient plus les séances publiques passa aux délibérations secrètes des Commissions, principalement celles des plus importantes, Commissions du Budget, des Affaires extérieures, de l'Armée. Le Sénat qui, au contraire de la Chambre, n'avait

jamais possédé qu'une Commission permanente, celle des Finances, se hâta d'en créer d'autres. Présidées par M. de Freycinet — qu'assistait M. Clemenceau —, celles de l'Armée et des Affaires extérieures allaient exercer une influence considérable. Il apparaît de plus en plus que les événements militaires et diplomatiques dépassent les prévisions d'avant-guerre. Les dogmes traditionnels deviennent suspects, et les compétences les plus notoires risquent de se trouver en défaut. Le Parlement, plus éloigné des responsabilités et moins emprisonné dans les formules techniques, y verra parfois plus clair que les ministres, les chefs de services et même les généraux.



GÉNÉRAL PÉDOYA

Depuis le milieu de novembre, l'ensemble des opérations militaires sur le front occidental a revêtu en effet un aspect, sinon entièrement nouveau, du moins imprévu et déconcertant. Les deux partis en sont arrivés à un état d'épuisement tel qu'une accalmie s'impose; chacun reste sur ses positions, et les combats qui défraient encore les communiqués quotidiens ne sont que des escarmouches locales. D'autre part, les positions en question sont en général très rapprochées l'une de l'autre; sauf dans les Vosges, en Lorraine et dans quelques coins isolés, l'infanterie stationne à quelques centaines de mètres de l'ennemi. Elle a été naturellement amenée à utiliser les procédés de la fortification de campagne; les avant-postes se sont enterrés dans les « tranchées »; les réserves locales s'abritent ou se dissimulent dans les plis du terrain, les bois ou les villages aménagés; les ravitaillements et les relèves se font de nuit ou par des chemins défilés aux vues; on commence à creuser des « boyaux » pour rendre ces communications moins précaires. Deux mots résument cette situation : naguère mouvant et superficiel, le front de combat s'est *stabilisé* et *organisé*.

Cela n'est pas nouveau. Pendant la guerre russo-japonaise, deux puissantes armées avaient hiverné face à face et mené pendant plusieurs mois la guerre de tranchées. Devant les lignes de Tchataldja, les contingents balkaniques avaient, en 1912, été eux aussi obligés de stopper et de se retrancher. Mais ce qui donne à la période que nous étudions un caractère particulier, c'est d'abord le fait que, sur une étendue linéaire de 850 kilomètres, le front est *continu*. Déployées sur cette ligne immense, les diverses unités sont le plus souvent coude à coude, et toujours en liaison étroite. Il s'ensuit que tout mouvement de l'une d'elles « découvre » le flanc de sa voisine; avances et reculs ne peuvent donc être que très limités en profondeur, sous peine de compromettre la cohésion de l'ensemble, et cette cohésion va devenir, pour de longs mois, le principal souci des chefs. En second lieu, ces armées, soudées en quelque sorte entre elles, s'appuient aux deux ailes sur des obstacles infranchissables : d'une part la mer du Nord, d'autre part la frontière suisse. Tout mouvement enveloppant leur est désormais interdit. Les principes de la stratégie classique perdent leur valeur, puisqu'il n'est plus possible de faire mouvoir, faute d'espace libre, les diverses armées et de les porter sur le flanc ou sur les derrières de l'ennemi. Tout se réduit à l'attaque frontale de positions organisées, c'est-à-dire à une immense *guerre de siège*. Pour trouver un équivalent au problème que les quartiers généraux durent résoudre, il faut songer à Plewna, à Port-Arthur, à Tchataldja; mais à des Port-Arthur grossis mille fois, à des forteresses gigantesques, non investies d'ailleurs, et dont la chute ne peut résulter que d'un assaut formidable, de cette fameuse « percée » qui hantera désormais toutes les imaginations.

Celui des deux partis qui aurait pu s'assurer l'avantage d'une écrasante supériorité numérique aurait pu espérer aussi ouvrir, à coups de bataillons, une brèche dans les fortifications adverses. Mais ni d'un côté ni de l'autre cette condition ne

put être réalisée avant longtemps. Toutes les forces disponibles ont été engagées en vue de gagner l'enjeu de la « course à la mer »; elles se trouvent maintenant déployées face à face et le commandement ne dispose plus que du strict nécessaire pour alimenter la bataille. Nous avons vu que Joffre avait envoyé à Foch jusqu'à des bataillons isolés. Falkenhayn, de son côté, avait fait décimer sans profit dans les Flandres cinq de ses nouveaux corps d'armées, mis sur pied au moyen des contingents, rapidement instruits, de l'Ersatz-Réserve. Aussi le premier souci des deux commandants en chef est-il de constituer de nouvelles réserves. Ils peuvent évidemment récupérer une partie des troupes engagées, mais ces prélèvements ne suffisent pas à leur donner les masses nécessaires à une rupture. Quant à créer, au moyen des ressources des dépôts, de nouvelles formations, il n'y faut pas songer avant quelque temps. En Allemagne, la classe 1914, incorporée dès octobre, ne fournira qu'en janvier 72 bataillons d'infanterie nouveaux, groupés en quatre corps de réserve, et une division de marins. En France, les classes 1914 et 1915, incorporées d'octobre à décembre, ne donnent que 450.000 hommes environ; or, la moyenne des renforts nécessaires pour alimenter les formations existantes s'est élevée pendant les quatre premiers mois de guerre à 180.000 hommes par mois, et se maintiendra à 145.000 hommes pendant tout le premier semestre de 1915. Il est donc impossible, sans parler de la pénurie de matériel, de constituer de nouvelles unités. En Angleterre, les divisions de l'armée nouvelle, qu'organise déjà Kitchener, ne seront utilisables qu'à partir de mai.

MACKENSEN

En résumé, les forces antagonistes se font à peu près équilibre : l'armée française compte, en janvier 1915, un peu plus de 2 millions d'hommes, auxquels il faut ajouter 264.000 Anglais et quelque 100.000 Belges, au total près de 2 millions et demi, qui donnent environ 1.800.000 combattants. Les Allemands, de leur côté, accusent 1.700.000 combattants sur le front occidental. La très légère supériorité numérique que nous possédions, encore qu'elle allât en s'accentuant, ne pouvait suffire à entraîner à elle seule la décision.

Ni l'un ni l'autre des deux adversaires n'était donc désigné à priori pour jouer le rôle d'assaillant dans l'interminable siège qui allait commencer. Mais les Allemands eurent très vite le sentiment qu'ils seraient, contrairement à leurs prévisions initiales, réduits à celui de « défenseurs ». Le plan qui consistait à se débarrasser en trois mois de la France avait échoué. Or, en dépit de la victoire de Hindenburg en Prusse orientale, les progrès des Russes devenaient de jour en jour plus inquiétants. Les Autrichiens, battus en Galicie, réclamaient du secours, et la frontière de Pologne était déjà menacée. Sans renoncer encore à tout espoir de vaincre sur le front occidental, Falkenhayn décida, *dès le début de novembre*, de rester provisoirement en France sur la défensive. Huit divisions tirées de l'ouest furent, dès lors, mises à la disposition de Mackensen, en vue de la contre-offensive vers Varsovie, qui se déclencha le 12 novembre. L'échec de cette tentative et l'avance lente, mais continue, des armées du grand-duc Nicolas contraignirent le commandement allemand à persévérer dans cette voie jusqu'en janvier 1915. A cette date, une grave décision fut prise, qui allait peser sur les destinées de l'Allemagne pendant toute l'année et modifiait radicalement ses plans de guerre : cédant à la pression de l'État-Major austro-hongrois et des généraux allemands, Hindenburg, Ludendorff, Mackensen, qui commandaient sur le front est, convaincu d'ailleurs que, si on l'abandonnait à son sort, l'Autriche-Hongrie s'écroulerait à bref délai sous les charges de la

guerre, le grand État-Major allemand se détermina à porter son principal effort contre la Russie et à essayer de la mettre d'abord hors de cause, quitte à se retourner plus tard contre la France et ses camarades de combat. La défensive « provisoire » prenait ainsi un caractère durable. De fait, les neuf divisions formées avec la classe 1914 furent engagées dans la bataille de Mazurie (8 février 1915), dont le résultat heureux n'eut d'ailleurs rien de décisif. Par contre, l'échec de nos propres attaques eut, comme nous le verrons plus loin, pour effet d'accroître la confiance des Allemands dans leur système défensif. Lorsque, en mars, se posa d'une façon aiguë la question d'une contre-offensive de grand style en Galicie, Falkenhayn put donc sans trop d'inquiétudes l'organiser en prélevant encore sur le front occidental quelques divisions de plus. A partir d'avril, cette attaque se déclenche et obtient des résultats tels qu'elle absorbera jusqu'en septembre toutes les disponibilités allemandes. Au total, de novembre 1914 à la fin d'avril 1915, les forces allemandes sur le théâtre oriental s'accroissent de 361 bataillons, 302 escadrons, 367 batteries de campagne, sur lesquels 307 bataillons, 290 escadrons, 295 batteries de campagne viennent de France ou de Belgique. On conçoit que dans ces conditions les Allemands aient été obligés de garder devant nos armées une attitude généralement défensive.

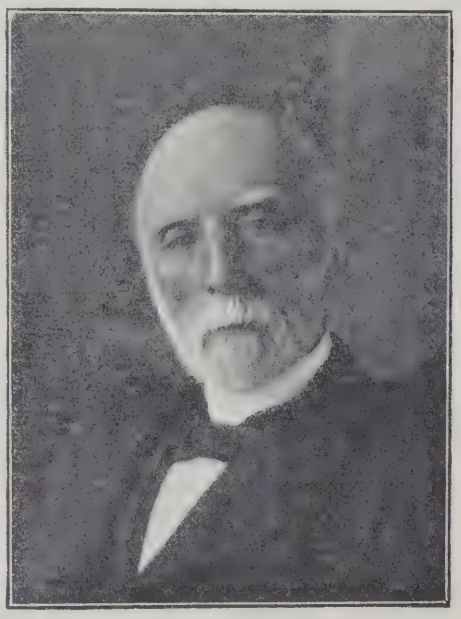


Photo Nadar

DE FREYCINET

Mais ils eurent le mérite particulièrement remarquable de comprendre très vite et très bien les nécessités de cette situation, de s'y adapter sans hésitation ni vaine gloriole. Aussi, en cette année monotone et décevante de 1915, furent-ils toujours, par rapport à nous, en avance d'une idée, d'un procédé tactique, d'un engin matériel. La guerre de positions, systématiquement employée à l'ouest, leur permit à la fois de conserver une liberté d'action suffisante, de jouer à loisir de leurs réserves et d'économiser des effectifs au profit du front oriental, bref de frapper, selon les vieilles formules de l'art militaire, « du fort au faible ». Pleinement conscients du résultat à atteindre, résultat qu'ils avaient prudement limité à l'avance, ils purent y adapter scientifiquement les moyens d'ailleurs considérables dont ils disposaient. Ils furent nos maîtres dans la guerre de tranchées. Et cette constatation pénible fut l'origine secrète, mais incontestable, du malaise inavoué qui pesa sur la France jusqu'au jour où les victoires de Verdun et de la Somme vinrent le dissiper.

Ce malaise se fit — comme il était naturel — particulièrement aigu dans les milieux parlementaires. Et la lutte sourde des grandes Commissions contre le ministère traduisit plus ou moins vivement l'inquiétude générale. Ce n'est d'ailleurs qu'avec beaucoup de peine que nos représentants obtinrent d'être renseignés par les ministres et leurs bureaux. En particulier, si M. Millerand témoigna souvent, selon le général Pédoya, d'une « *bonne volonté manifeste* », ses services et le G. Q. G. furent loin d'observer une attitude analogue. Pendant longtemps, l'accès de la zone des armées demeura interdit aux délégués des différentes Commissions, comme d'ailleurs parfois aux ministres eux-mêmes. Pourtant, sénateurs et députés évitaient soigneusement de s'immiscer dans les opérations militaires et limitaient leur activité à des enquêtes d'ordre administratif. Le conflit entre les Commissions et le G. Q. G., devant les décisions duquel le ministre s'inclinait régulièrement, dura jusqu'à la démission du ministère Viviani.

Les délégués de tous les groupes de la Chambre, pour vaincre ces résistances, affirmèrent, à l'unanimité, le droit et le devoir du Parlement d'exercer son contrôle, élément essentiel de la défense nationale; ils invitèrent le gouvernement à en assurer définitivement l'exercice régulier et permanent. « Ce contrôle fonctionne par l'intermédiaire des Commissions, qui délèguent certains de leurs membres pour des missions temporaires et

d'objet déterminé. Le gouvernement a pour devoir de seconder les efforts des missions et de leur assurer le concours entier et sincère des autorités civiles et militaires en donnant à celles-ci les instructions nécessaires. Chaque mission donnera lieu à un rapport écrit et signé par le rapporteur sous sa responsabilité; copies des rapports seront transmises au président du Conseil et aux ministres compétents qui devront faire connaître aux Commissions, dans le plus bref délai, les décisions prises à la suite de ces rapports ». Le président du Conseil fit connaître qu'il « *acceptait ce texte* », mais la situation n'en fut pas modifiée, et le mauvais vouloir des États-Majors et des administrations à l'égard des parlementaires persista. En dépit des obstacles l'œuvre des Commissions fut extrêmement féconde : c'est à leur initiative et surtout à la ténacité de leur action que furent dus la plupart des progrès réalisés en ce qui concerne les fabrications de guerre, l'artillerie et le développement de l'aéronautique.

C'est, en effet, la pénurie de matériel qui domine, dans les premiers mois de l'année 1915, la situation militaire. La partie, à ce point de vue, n'était pas égale.

L'armée allemande bénéficiait, dès l'entrée en campagne, d'une supériorité considérable au point de vue de la guerre de positions. Elle possédait une doctrine bien établie et des moyens matériels très puissants. Dès 1906, un règlement minutieux sur l'emploi de la fortification de campagne avait été promulgué et appliqué dans de nombreux exercices. Des manœuvres d'automne en Prusse orientale avaient mis aux prises des forces considérables sur un terrain aménagé spécialement en vue de l'étude des procédés de la guerre de forteresse. A partir de cette date, et sous l'influence des enseignements des campagnes russo-japonaise et balkanique, le haut commandement avait perfectionné les méthodes et multiplié les expériences. Le plan de la guerre contre la France prévoyait, en 1911, la prise de deux places fortes au minimum (sans doute Verdun et Belfort); et l'idée qu'ils devraient forcer notre frontière de l'Est, presque entièrement couverte de fortifications permanentes, amenait naturellement nos ennemis à donner à la guerre de siège une importance considérable. Dans le mémoire de décembre 1912, le grand Etat-Major insistait encore sur la nécessité de « compléter l'artillerie à pied et les pionniers » et « d'augmenter les engins destinés à l'attaque des forteresses ennemies ». Lorsque l'échec subi en rase campagne l'amena à s'installer au pied de la forteresse France, il lui suffit de généraliser la méthode qu'il se proposait d'appliquer au seul investissement des places fortes et qu'il avait d'ailleurs expérimentée déjà sous Liège, Namur, Maubeuge et Anvers. L'armée allemande tout entière s'adapta avec une rapidité particulière à cette tactique, dont elle connaissait déjà les principaux éléments.

Elle disposait de moyens matériels particulièrement appropriés à la situation nouvelle. D'abord une *artillerie à tir courbe,* à laquelle nous ne pouvions rien opposer : les obusiers allemands de 105, qui lançaient à 6 kilomètres un projectile tombant verticalement et calculé de manière à atteindre les défenseurs abrités, étaient en ser-

EMPLACEMENT D'UNE PIÈCE A LONGUE PORTÉE

vice depuis 1904. On en comptait 1.500, répartis à raison de 3 batteries de 6 pièces par régiment d'artillerie de campagne, soit 18 par division. Les obusiers lourds de 150, dont les propriétés étaient analogues, mais dont les effets destructeurs étaient plus considérables, suivaient aussi les troupes en campagne et pouvaient appuyer l'infanterie dans tous les terrains, jusqu'à 8.000 mètres; on en comptait environ un millier à la mobilisation, et chaque corps d'armée en possédait organiquement 16, sans parler des formations d'armée. L'*artillerie lourde longue* comprenait 360 canons de 100 millimètres, 360 canons de 130, et un certain nombre de canons de 150, dont la portée variait de 9.000 à 14.000 mètres. Les *mortiers* de calibre 210 étaient également des pièces susceptibles d'être employées au cours d'une guerre de mouvement et qui portaient à 9 kilomètres. Cette artillerie formidable était servie (sauf en ce qui concerne les obusiers de 105, classés dans l'artillerie de campagne) par une centaine de bataillons d'artillerie à pied; chaque corps d'armée en possédait un; les autres étaient répartis entre les diverses armées. Des détachements spéciaux servaient l'*artillerie de siège* proprement dite, qui comportait entre autres les matériels, monstrueux pour l'époque, de 305 et de 420. Dès septembre, deux régiments d'artillerie nouveaux sont formés pour utiliser les mortiers de côte et les pièces de marine contre les fortifications d'Anvers. On a calculé qu'au total l'armée allemande disposait à l'entrée en campagne de *500 batteries* d'artillerie lourde, pour la plupart mobiles, puissantes, modernes et susceptibles d'atteindre avec précision, rapidité et efficacité des objectifs éloignés et abrités.

Cette artillerie ne cesse de s'accroître en 1915. Forts des excellents résultats qu'elle a obtenus, sinon à la Marne, où elle arriva un peu tard et ne put profiter de sa portée supérieure, du moins en Lorraine, en Belgique et en général dans toutes les opérations défensives, les dirigeants allemands s'appliquèrent à maintenir leur supériorité. En mai 1915, le chiffre des batteries de campagne s'éleva, en dépit des prélèvements opérés au profit des opérations contre les Russes, à 843 sur le front occidental (contre 807 en août 1914). Il est vrai que beaucoup de ces batteries n'avaient plus que quatre pièces, mais la proportion des obusiers légers avait notablement augmenté. L'organisation des divisions à 3 régiments, effectuée au cours de la même année, amena un nouvel accroissement du nombre des régiments d'artillerie de campagne : 170 batteries nouvelles durent être créées. Finalement, la proportion initiale de 3 canons de campagne par bataillon d'infanterie dépassait, à la fin de 1915, 5 canons par bataillon, soit *près du double*. Quant à l'artillerie lourde, elle ne cessa de se développer : successivement, la plupart des pièces de marine, le matériel des places fortes, celui des dépôts (qui contenaient encore les canons antérieurs aux modèles modernes), les nombreuses pièces capturées au cours de la débâcle russe, vinrent grossir le nombre des batteries de position du front occidental. L'accroissement fut en moyenne de *40 batteries par mois*; en un an, le nombre des pièces lourdes installées en France et en Belgique avait donc doublé! Si l'on se reporte aux chiffres donnés par Ludendorff lui-même dans un rapport officiel, on constate qu'après la bataille de Verdun (août 1916), au cours de laquelle l'usure du matériel fut considérable, les Allemands possédaient encore 8.614 pièces de campagne et 6.169 pièces lourdes contre 6.780 et 2.630 à la mobilisation. Ces chiffres, qui donnent une idée exacte de leur effort industriel, éclairent surtout leur tactique.

Cette tactique consista avant tout à remplacer, dans toute la mesure possible, les hommes par le matériel. A leur incontestable supériorité en artillerie lourde, il était donc naturel qu'ils joignissent une supériorité non moins évidente en *mitrailleuses*. A la mobilisation, chaque régiment d'infanterie active ou bataillon de chasseurs possédait une compagnie de mitrailleuses à 7 pièces (dont une de remplacement); il existait en outre des mitrailleuses de cavalerie, 15 détachements de mitrailleuses de forteresse, des auto-mitrailleuses et des mitrailleuses pour avions. Tous ces engins étaient solides, rustiques et de maniement relativement aisé. Les mitrailleuses allemandes furent, dès le début des hostilités, considérées comme l'obstacle le plus redoutable auquel pouvaient se heurter nos attaques. Dans la guerre de positions, elles allaient former comme l'ossature des lignes ennemies. Aussi leur nombre s'accrut-il avec une rapidité effrayante. Toutes celles des places fortes furent transportées sur le front français; les fabrications furent poussées sans relâche. En

CROQUIS AQUARELLÉS DE PRISONNIERS ALLEMANDS

par *Jean Lefort*

Noyon
19 Mars 1917
Jean Lefort.

Pendant —
l'interrogatoire
La Faisanderie
Bois de Bouvigny
18 Janvier 1915
JEAN LEFORT.
(Front d'Alsace)

mai 1915, non seulement tous les régiments de réserve ou de landwehr avaient reçu leur dotation, mais des pelotons supplémentaires avaient été affectés aux régiments d'active, sans préjudice des nouvelles formations, A la fin de l'année 1915, on peut former dans chaque régiment une seconde compagnie de mitrailleuses et le nombre de ces engins en service atteint 8.000. La progression s'accentue avec l'apparition des détachements spéciaux de mitrailleurs d'élite, la mise en service de fusils-mitrailleurs, en septembre 1915 et de mitrailleuses légères, maniées par un seul homme, au début de 1916. En août 1916, indépendamment de ces formations nouvelles, on crée une troisième compagnie de mitrailleuses par régiment, de façon à en avoir une dans chaque bataillon. Le nombre des mitrailleuses lourdes sera, à la fin de 1916, de 16000. On tend à créer, et on y arrivera en 1918, deux compagnies de mitrailleuses par bataillon.

UN CENTRAL TÉLÉPHONIQUE SUR LA LIGNE DE FEU

Les *engins de tranchée*, totalement inconnus dans l'armée française, existent dès le début dans l'armés allemande. Sur l'Yser, nos troupes reçoivent déjà des « tuyaux de poêle », bombes cylindriques lancées par des mortiers improvisés. A partir d'octobre 1914, l'emploi des « minenwerfer » règlementaires est prévu en rase campagne. On utilise surtout le minen lourd de 25, lançant à 800 mètres un projectile à forte capacité d'explosif et à effets destructeurs très puissants. Celui, plus léger, de 17,5 est mis en service au cours de l'hiver. Il faudra attendre jusqu'en 1916 pour pouvoir généraliser l'usage de minen léger, plus maniable et à plus longue portée, de 7,5. Mais les matériels auxiliaires se multiplient, et, pendant les premiers mois de 1915, une véritable pluie de projectiles de toutes formes, de toutes grandeurs, s'abat sur nos tranchées. Les grenades à fusil font leur apparition dès le début de l'année, ainsi que les grenades à main et les fusées éclairantes. Peu à peu, l'usage de tous ces engins se codifie. Bientôt, on voit apparaître des détachements spéciaux de minenwerfer et d'engins d'accompagnement, réunis vers le milieu de l'année en compagnies divisionnaires et en bataillons d'armée. Des canons-revolvers, souvent sous tourelle blindée, sont installés dans les tranchées. Dès le 16 octobre 1914, il existe à la IIe armée des détachements de lance-flammes, dont l'emploi se généralise en 1915. Le régiment de réserve des pionniers de la garde se spécialise dans l'emploi de ces engins. Enfin, le 22 avril 1915, les Allemands inaugurent devant Ypres les émissions de gaz asphyxiants, auxquelles sont affectés deux régiments de pionniers, nos 35 et 36. On commence à étudier le chargement des obus à gaz. Bientôt sont créés les « Sturm-Bataillone », détachements d'assaut composés de deux compagnies de pionniers, une section d'engins d'accompagnement, une section de lance-flammes. Toutes les ressources de la métallurgie, de la chimie et de la technique allemande s'emploient à perfectionner les procédés d'attaque et de défense dans la lutte rapprochée.

Les troupes du génie sont nombreuses et fortement organisées. A la mobilisation, chaque division dispose d'une compagnie de « pionniers », et chaque corps d'armée en possède une autre. Dès le début de 1915, le nombre de ces unités est augmenté ; les corps d'active, de réserve et d'ersatz auront tous en mai 1915, quatre compagnies de pionniers au lieu de trois. On crée vers la même

date des bataillons de travailleurs, réserve de main-d'œuvre à la disposition des grandes unités, des compagnies spéciales de mineurs, des « Stollen-Bau Kommandos » chargés spécialement de la construction des abris souterrains. Les 30 bataillons de pionniers de forteresse sont portés successivement à 37. Les réserves d'outils, déjà considérables à la mobilisation, sont fortement augmentées, et tous les procédés industriels sont appliqués en grand à la construction des positions : machines perforatrices, défonceuses, bétonnage, plaques de blindage. L'électricité est employée à l'éclairage des abris et à l'électrification des réseaux. Les charpentes pour abris sont construites « en série », et le montage s'exécute sous la direction d'équipes de spécialistes. Les éléments de réseaux de fil de fer sont préparés à l'arrière, et les modes les plus ingénieux de défenses accessoires sont utilisés. En même temps, les communications s'organisent : aux 31 bataillons de troupes de communications, aux 8 compagnies de téléphonistes de forteresse, s'ajoutent sans cesse de nouvelles unités : utilisant à plein les ressources de son industrie civile, l'Allemagne n'a pas de mal à trouver les spécialistes et le matériel nécessaire. Télégraphie, téléphonie, T. S. F., optique, toutes les techniques sont utilisées avec une ingéniosité et un sens pratique remarquables. Nous aurons l'occasion de revenir sur l'emploi de l'automobile, de l'aviation et de l'aérostation. Sur tous ces points, l'énumération détaillée de la supériorité matérielle des Allemands au début de la campagne exigerait un volume !

Nous n'avons ici qu'à en retenir une constatation essentielle : pénétrés, dès novembre 1914, de la nécessité de la guerre défensive de positions sur le front occidental, persuadés que cette guerre serait relativement longue et qu'elle ne prendrait fin qu'après l'écrasement de la Russie, assurés d'une avance matérielle considérable et en possession des moyens industriels nécessaires pour la maintenir, les Allemands purent conduire ce genre de guerre avec méthode. Ils savaient ce qu'ils voulaient et proportionnaient exactement leur effort au résultat à atteindre. Il faut reconnaître que d'incontestables succès couronnèrent cette tactique, d'ailleurs parfaitement adaptée à la situation stratégique de l'Allemagne et à la mentalité du soldat allemand.

## LES INTENTIONS DES ALLIÉS POUR 1915. TENTATIVES DE « PERCÉE »

Par contre, ni le gouvernement ni le haut commandement français ne pouvaient l'adopter délibérément dès la fin de 1914. On a soutenu depuis que les Allemands, en se confinant derrière d'infranchissables murailles, nous avaient rendu le meilleur des services, puisqu'ils nous donnèrent ainsi le temps de refaire nos forces, de réparer les lacunes de notre organisation militaire et de concentrer nos moyens en vue de la victoire finale. En admettant qu'elle soit fondée, cette thèse ne représente qu'un jugement philosophique porté après coup sur l'ensemble des événements ; elle n'exprime nullement la vérité historique de 1915 et ne reflète, à aucun degré, l'opinion des milieux militaires français à cette date. En réalité, nos généraux, comme d'ailleurs la majorité de nos hommes d'État, envisagèrent la guerre de positions comme un mal qu'il fallait subir et dont il fallait se débarrasser le plus tôt possible. Les tranchées furent considérées comme une machiavélique invention de l'adversaire, comme un stratagème désespéré destiné à entraver l'élan victorieux de nos armées, comme une sorte de tricherie dans le jeu normal de la guerre. Et toutes nos énergies se concentrèrent sur ce problème unique : comment briser le bouclier d'acier qui tenait à distance la « furia francese » ? Comment dépasserait-on la ligne rigide des tranchées pour reprendre cette guerre de mouvement, au terme de laquelle on entrevoyait une victoire prochaine et décisive ?

C'est donc vers l'offensive que se tournèrent tous les espoirs. Trop de raisons nous poussaient à la reprendre. La France était envahie, et des considérations morales toutes puissantes nous représentaient comme un devoir urgent la tâche de délivrer nos compatriotes opprimés. La victoire de la Marne avait exalté nos espérances à un si haut degré qu'elles ne pouvaient se calmer si tôt ; d'ailleurs l'issue incertaine des combats d'octobre et de novembre, confus, mal interprétés par les communiqués et mal compris par l'opinion publique, n'annonçait nullement aux esprits superficiels qu'une nouvelle période de la guerre venait de s'ouvrir. Loin de préparer la France à une lutte opiniâtre et de longue durée, trop de gens l'entretenaient encore dans l'espoir d'une guerre

VUE D'UN BOYAU DE CHEMINEMENT EN CHAMPAGNE

courte. Allait-on voir s'affaiblir l'esprit guerrier, la volonté guerrière d'un peuple que ses propres dirigeants considéraient toujours comme léger, versatile et aussi prompt aux découragements qu'aux emballements passagers? Le vieux dicton sur les Français « plus qu'hommes dans le succès et moins que femmes dans la défaite » hantait encore bien des cerveaux. L'offensive, conforme aux vertus de la race, paraissait le plus sûr moyen d'entretenir la confiance et de sauvegarder ce fameux « moral » de la nation, dont se préoccupèrent trop de spécialistes bien intentionnés, mais parfois fort mal inspirés. Les doctrines militaires en cours allaient dans le même sens; l'enseignement de l'École de Guerre et plus spécialement les théories de ces « Jeunes Turcs » qui montaient à Chantilly une garde jalouse autour du généralissisme, posaient en principe que l'offensive seule, l'offensive totale, même imprudente, à tous les échelons de la hiérarchie, pouvait conduire à un résultat. Les échecs de la bataille des Frontières étaient généralement mal compris, et le seul enseignement qu'on en avait tiré se réduisait à quelques précautions d'ordre tactique. Aussi n'eut-on de cesse à Paris comme au G.Q.G. que la reprise de l'offensive ne fût décidée. Ce fut un soulagement général lorsque l'on apprit, le 16 décembre, un mois à peine après la fin de la bataille des Flandres, que nous attaquions à nouveau en Champagne. Dès le 29 novembre, une note du général Joffre avait défini sommairement les conditions d'un mouvement d'offensive générale: « Pour imposer notre volonté à l'ennemi, il faut un acte offensif.... L'offensive générale devra être précédée d'un effort violent pour rompre le front en un point; effort qui prendra la forme d'une attaque de place forte et nécessite une préparation, puis la réunion de moyens puissants en hommes et en munitions. » Dans ces quelques lignes tient tout le programme de 1915; au cours de cette année, à plusieurs reprises, nous essaierons de réaliser « *la percée* », préliminaire de l'offensive générale toujours conçue sous la forme d'une guerre en rase campagne. Nous échouerons d'ailleurs régulièrement pour recommencer quelques jours, quelques semaines, quelques mois plus tard, avec un égal insuccès.

Avant d'entrer dans l'exposé lugubre et d'ail-

Photo Rol

BAIE DE SUVLA

leurs monotone de ces héroïques, mais décevants exploits, il convient de se demander pourquoi ils n'ont pas réussi. En dehors des fautes tactiques et des circonstances locales que nous étudierons à leur heure, la cause la plus générale de l'échec de notre plan de guerre, c'est qu'il fut désordonné et décousu. Nous avons vu que les Allemands exécutaient logiquement un dessein préconçu. Les desseins de notre haut commandement furent fermes, mais contradictoires. Il voulut faire trop de choses et fut obligé de subir trop de choses pour pouvoir se consacrer tout entier à l'exécution de sa tâche essentielle. On aboutit ainsi à la dispersion des efforts, au gaspillage des forces, à l'émiettement de ressources dont la totalité suffisait à peine à réaliser ce que Ludendorff baptisera plus tard « la plus difficile opération de l'histoire militaire », savoir : la rupture brutale d'un front solidement fortifié.

Tout d'abord, il convenait de résoudre, entre Alliés, une question préjudicielle : l'espoir encore incertain d'une victoire sur le front occidental valait-il qu'on y consacrât toutes les ressources de la coalition? Si la question était résolue par l'affirmative en France et en Belgique à la fin de 1914, elle se posait pour l'Angleterre, dont l'empire s'étendait jusqu'aux confins des mers et qui se trouvait par suite en contact avec l'Allemagne ou ses alliés sur bien d'autres points que le territoire envahi. Or, cette question ne fut jamais en 1915 formellement et définitivement tranchée. Dans leurs entrevues de décembre French et Joffre s'étaient bien mis d'accord sur l'idée d'une offensive combinée; mais, en Angleterre, on commençait à penser que mieux vaudrait transporter la guerre sur d'autres théâtres d'opérations, Lord Kitchener écrit à la date du 2 janvier à French : « Ici, une opinion commence à prévaloir, c'est que, tout en continuant à défendre nos lignes, les effectifs en surplus de ce qui est strictement nécessaire pour le service du front pourraient être employés ailleurs plus utilement... L'armée française est incapable d'effectuer à travers les lignes allemandes une percée suffisante pour provoquer un changement radical de la situation et une retraite des forces allemandes au nord de la Belgique... *Les véritables opérations de guerre se dérouleront ailleurs.* » Cette opinion restera celle du ministre de la Guerre anglais et de beaucoup de ses compatriotes. Elle pesa lourdement sur les décisions des Alliés. Mais où situer cet « ailleurs » hypothétique? Après avoir écarté des projets de débarquement en Allemagne et de nettoyage de la côte belge avec appui de la flotte, Kitchener crut avoir trouvé le point favorable. La Turquie était entrée en guerre contre la Russie le 29 octobre, et, dès le 3 novembre, une escadre anglo-française bombardait les Dardanelles, désormais closes aux navires alliés. La Russie, bloquée du côté de la Baltique et de la Mer Noire, était isolée du reste de la coalition. L'Angleterre craignait déjà pour la sécurité de l'Egypte et du canal de Suez. Aussi, dès le 25 novembre, le conseil de cabinet anglais décidait l'ouverture d'opérations actives contre la Turquie et l'envoi d'un corps expéditionnaire en Asie-Mineure ou en Thrace. M. Lloyd George envisageait même le transfert de la totalité de l'armée anglaise sur le théâtre balkanique, avec l'idée de donner la main à l'armée serbe et d'entraîner la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie encore hésitantes. Les pourparlers se prolongeaient. Au début de janvier, la promesse fut faite à la Russie d'une diversion militaire contre la Turquie; en février, le principe d'une expédition navale contre la presqu'île de Gallipoli fut adopté; à la même date, M. Lloyd George, toujours féru de son projet balkanique, obtenait de M. Delcassé la promesse de l'envoi d'une division française à Salonique au cas où le gouvernement anglais y débarquerait des troupes. Le bombardement des Dardanelles recommença le 19 février; il apparut bientôt que la coopération de l'armée serait nécessaire, et on commença à préparer, en dépit des protestations de Joffre et de French, le retrait de troupes en position sur le front occidental. Le 13 mars, deux divisions anglaises, une division française et le corps néo-zélandais sont désignés pour le corps expéditionnaire. Ces forces devaient s'accroître progressivement, cependant que Joffre et French réclamaient tous les renforts possibles, et que partisans du front occidental et du front oriental bataillaient avec ardeur. En juin, il y a aux Dardanelles onze divisions anglaises, deux divisions françaises et divers détachements isolés : les adversaires du projet « oriental » soutinrent qu'avec ces effectifs la bataille de Loos, gagnée par Haig à la même date, eût pu se transformer en grande victoire.

L'opération s'élargit encore en juillet avec les

débarquements dans les baies de Suvla et d'Anzac : on compte 95.000 fusils alliés à Gallipoli. Elle échoue pourtant. Avant de l'abandonner, on décide de tenter un dernier effort et de débarquer sur la rive opposée du détroit quatre divisions françaises et deux divisions britaniques. Le général Joffre « reste sceptique », mais s'incline et promet, pour le début d'octobre, les renforts nécessaires. Ils servirent en réalité à l'expédition de Salonique, rendue nécessaire par l'entrée en ligne de la Bulgarie et la promesse d'intervention de la Grèce. On en trouvera plus loin le récit : constatons simplement qu'elle constituait une diversion nouvelle et prélevait sur le front occidental, dès le début de l'hiver 1915-1916, 60.000 combattants, à ajouter à ceux qui tenaient encore aux Dardanelles et ne furent rembarqués qu'en janvier 1916. Si l'on additionne à leurs efforts isolés et décousus ceux des Serbes, ceux même des Italiens, entrés en guerre le 23 mai contre l'Autriche, ceux des troupes engagées en Mésopotamie et dans la presqu'île de Sinaï, on aperçoit que, dans le cours de l'année 1915, l'Entente a attaqué partout, sans réussir à s'assurer la supériorité nulle part, pendant que les Allemands, concentrant leurs propres forces et celles de leurs Alliés, réussissaient à réduire la Russie à l'impuissance et à écraser complètement la Serbie, tout en paralysant ailleurs nos offensives incohérentes. Le défaut capital de toutes les coalitions, depuis celle des trois Curiaces inférieurs au seul Horace, se trahissait dans la conduite générale des opérations alliées.

SAINT MIHIEL

Il n'était pas moins sensible dans l'inégalité des efforts fournis par chacun des coalisés. Dès les premiers mois de la guerre, l'Angleterre avait senti la nécessité de mettre sur pied, à côté de la « méprisable petite armée » de huit divisions dont elle s'était contentée jusque-là, une force militaire digne de ses ambitions. Kitchener s'était dévoué corps et âme à cette tâche ; mais elle ne pouvait être réalisée avant le milieu de l'été 1916. Les Kitchener's Armies, recrutées par engagements volontaires dès août 1915, furent embarquées pour la France ou l'Orient à raison de : 1 division en janvier 1915, 1 en mars, 2 en mai, 2 en juin, 7 en juillet, 2 en août, 5 en septembre, 1 en octobre. 3 en novembre, 2 en décembre, les six dernières s'échelonnant dans les premiers mois de 1916. Il est vrai que l'Angleterre s'était entre temps vidée de son armée territoriale, envoyée sur le continent par petits paquets dès septembre 1914 ; les divisions territoriales (qui n'avaient d'ailleurs rien de commun avec les nôtres et comprenaient des hommes, sinon aguerris, du moins jeunes et robustes) apparurent sur le front dans l'ordre suivant : 2 en septembre 1914, 2 en octobre, 1 en décembre, 5 en février 1915, 2 en mars, 3 en avril, 1 en mai, 2 en juillet, le reste après le 1er janvier 1916. Il était dès 1914 aisé de prévoir que les armées anglaises n'atteindraient pas avant l'automne 1915 le maximum de leur capacité offensive et que, jusqu'en juillet au moins, elles resteraient incapables d'une action de grande envergure. Le principe de la concentration des moyens exigeait donc qu'on attendît jusque-là pour prononcer un vaste effort d'ensemble. Ce ne fut pas le cas sur le front occidental, puisque, nous le verrons, l'armée française s'usa prématurément dans de stériles tentatives pendant le 1er semestre 1915. Ce fut encore moins le cas sur les autres fronts : sans entreprendre l'histoire des luttes qui se déroulèrent hors de notre territoire, on peut constater l'ab-

sence totale de synchronisme entre les opérations des Russes et celles des armées serbes ou du corps expéditionnaire de Gallipoli; la Russie produisit son principal effort dans les premiers mois de la guerre; elle était en mai 1915 déjà à bout de souffle et ses armées reculaient sans trêve alors que partout ailleurs les Alliés passaient à l'offensive; en revanche, lorsqu'en automne la déclaration de guerre de la Bulgarie et l'écrasement de la Serbie faillirent compromettre à jamais la situation dans les Balkans, la Russie épuisée ne put rien faire pour y porter remède. L'entrée en guerre de l'Italie n'apporta aucun élément nouveau; car elle adopta une méthode de guerre essentiellement particulariste et se refusa même pendant longtemps à se considérer comme en guerre avec l'Allemagne. Dès le mois de juin, elle attaque de tous côtés à la fois, c'est-à-dire nulle part avec efficacité, et s'empêtre bientôt elle aussi dans la guerre de tranchées. En présence d'une telle anarchie, il n'est pas surprenant que le général Joffre ait pu écrire, dès le 24 juin, au ministre de la Guerre : « L'impression se généralise que la guerre du côté des Alliés n'est pas *conduite...* » et préconiser l'unité de direction. Il oubliait d'ajouter que ses propres méthodes de commandement, comme nous le verrons, ne pouvaient qu'ajouter à l'incohérence générale quelques malfaçons particulières aux armées du Nord et du Nord-Est.

Avant de les examiner, notons encore, au point de vue interallié, l'influence déplorable de la théorie selon laquelle la meilleure façon de venir en aide aux armées russes, contre lesquelles se tournait désormais le principal effort de l'ennemi, consistait à déclencher sur le front occidental des attaques hâtivement combinées en vue de retenir sur ce front les forces allemandes. Les Russes nous avaient évidemment rendu, en septembre 1914, l'incommensurable service d'attirer en Prusse orientale trois corps d'armée qui auraient peut-être assuré la victoire de Moltke sur la Marne. Mais le haut commandement allemand avait compris très vite l'étendue de la faute commise par lui; il s'attacha à ne plus la renouveler. Lorsque donc, sur la demande de nos Alliés, nous acceptâmes de hâter nos préparatifs ou même de modifier nos plans, sous prétexte de leur rendre le même service, lorsque nous attaquâmes à tort et à travers pour « soulager » le grand duc Nicolas, nous ne réussimes qu'à gaspiller nos propres ressources sans ralentir sensiblement les progrès des coalisés sur le front oriental. En février 1915, nos attaques coïncidant avec l'offensive allemande dite de Mazurie n'eurent d'autre effet, selon les termes mêmes de Falkenkayn, que de donner à nos adversaires « la ferme conviction qu'il ne serait pas possible aux adversaires de l'Ouest d'obtenir une décision dans un temps appréciable », et de leur procurer « une liberté d'action inaccoutumée ». Nos attaques de mai n'empêchèrent pas le transfert d'une nouvelle division sur le front oriental; leur continuation en juin ne retarda pas davantage le prélèvement de deux divisions et demie sur le front de France. Plus tard encore, sous la menace des attaques de septembre, Falkenkayn n'hésita pas à « amener le dernier bataillon disponible au point décisif sur le front russe ». Ces mouvements étaient d'ailleurs favorisés par la situation centrale de l'Allemagne et l'organisation remarquable de ses courants de transport. En revanche, nous nous usions dans ces démonstrations inefficaces de solidarité. Nos chefs militaires, s'ils s'étaient fait une idée exacte de la situation, auraient sans doute pu et dû réagir contre des exigences plus politiques que militaires, contre des conceptions qui ne s'inspiraient que de considérations morales (loyauté, prestige, orgueil national), et non de calculs rationnels.

## LE GRAND QUARTIER GÉNÉRAL FRANÇAIS

Cette théorie néfaste de la « *diversion* », nous la retrouvons d'ailleurs, du haut en bas de la hiérarchie, dans tous les ordres de nos chefs militaires. Elle procède du sentiment, d'ailleurs louable, de la solidarité des divers éléments combattants et du désir de « fixer » l'ennemi sur tout le front pendant que se déroule l'action principale. En 1870, l'inaction d'un Frossard ou d'un Bazaine, laissant leurs troupes l'arme au pied, cependant que d'autres généraux français luttaient désespérément à quelques kilomètres de là, avait entraîné la défaite générale. Par réaction contre cette passivité, nos règlements préconisaient la « marche au canon » et donnaient à chaque exécutant la plus large initiative lorsqu'il s'agissait d'attaquer. Une sorte de faux point d'honneur, né d'une interprétation abusive de ces principes, commandait

donc à tout chef responsable de « faire quelque chose » pour soutenir ses voisins. De là, cette série d'improvisations malheureuses, d'attaques mal préparées, de démonstrations stériles et meurtrières, destinées à donner l'illusion de l'activité. S'agissait-il d'enlever sur un point une tranchée gênante ? Tout un corps d'armée était tenu en alerte ; les « opérations secondaires » se multipliaient au point de compromettre, sous prétexte de la favoriser, l'action principale ; même lorsque celle-ci réussissait, ce mince succès était largement effacé par l'échec sanglant des diversions ordonnées. Les troupes s'usaient sans profit réel à ce jeu des États-Majors, et, lorsque venait le moment de prononcer l'effort décisif, elles n'avaient plus la puissance combative et la confiance morale nécessaires pour le mener à bonne fin. Le zèle intempestif du commandement subalterne et l'émulation des généraux, avides de succès personnels, ne contribua d'ailleurs pas peu à aggraver les inconvénients d'une tactique, d'ailleurs hautement approuvée en haut lieu.

Vérascope Richard

LES ÉPARGES, LE RAVIN DE LA MORT

L'année 1915 vit ainsi se développer toute une série d'actions offensives locales, dont les communiqués exaltèrent les héroïques péripéties, mais dont le résultat fut hors de proportion avec les pertes subies et les énergies gaspillées. Elles étaient destinées, dans la pensée du G. Q. G., à « soulager » les offensives de grand style qui devaient percer le front ennemi. Or ces tentatives de percée se produisirent, nous le verrons plus loin, exclusivement dans deux secteurs assez limités : celui de Champagne et celui d'Artois. Doivent donc être considérées comme des diversions toutes les attaques (et elles sont nombreuses !) prononcées sur le front du Groupe provisoire d'armées de l'Est (général Dubail), des 5e, 6e, 2e et 8e Armées. Le récit en serait interminable. Notons seulement deux faits : d'abord leur peu d'influence sur les actions principales, ensuite l'insignifiance des résultats locaux auxquels elles aboutirent.

Le 8 décembre 1914, une instruction sur la reprise de l'offensive prévoit deux attaques principales (4e et 10e Armées) en Champagne et devant Arras — et *quatre* attaques secondaires : en Flandre, entre Argonne et Meuse, en Woëvre, en Haute-Alsace. De fait, on se bat à partir du 16 décembre un peu partout : autour d'Ypres, vers la Bassée, entre Verdun et l'Argonne, devant Saint-Mihiel, au Bois-le-Prêtre, dans les Vosges, à Steinbach, etc. Or, le 19 janvier, une nouvelle note, constate que « *les offensives prescrites par l'instruction générale n'ont donné que peu de résultats* ». Falkenhayn dit que non seulement, malgré les gros envois de troupes faits dans l'Est, les attaques françaises de décembre furent « nettement repoussées », mais qu'il trouva moyen de « porter aux Français des coups sensibles » en attaquant lui-même dans l'Argonne et au nord de Soissons (affaire de Crouy).

Le 9 février, le général en chef prescrit aux 10e, 2e, 6e, et 5e Armées, ainsi qu'aux généraux Foch et Dubail de « *tenir l'ennemi sous la menace d'une attaque sérieuse* » tandis que la 4e va tenter en Champagne un nouvel effort. Cette « menace » se transforme d'ailleurs en très réels et très coûteux combats : attaque de Vauquois, attaques des Éparges, de l'Hartmanswillerkopf, de Neuve-Chapelle, sans parler de maintes escarmouches locales. Pourtant le 17 mars, dans un rapport au ministre de la Guerre, le général Joffre est obligé de constater qu'un « *ralentissement temporaire est nécessaire* » par suite de la fatigue des troupes, de la pénurie des munitions et de la vigilance de l'ennemi. En fait, nous n'avions nulle part, ailleurs qu'en Champagne, progressé de plus de quelques

centaines de mètres! Et Falkenhayn de constater : « Vers la fin de mars, on arriva au G. Q. G. allemand à la ferme conviction qu'il ne serait pas possible aux adversaires de l'Ouest d'obtenir une décision dans un temps appréciable. » Loin de l'effrayer, toutes ces diversions également malheureuses encourageaient l'ennemi!

Ces résultats dérisoires ne suffirent d'ailleurs pas à ouvrir les yeux de nos grands chefs. Tout en préparant pour mai une « trouée » décisive, Joffre recommande d'ici là des opérations destinées à « *user l'ennemi et à le tenir dans l'incertitude jusqu'au moment de l'attaque principale* ». Le 5 avril se déclenche une nouvelle bataille de Woëvre, qui « *ne donne pas les résultats attendus* »; le 17 avril, la 7e Armée entreprend la conquête de la haute vallée de la Fecht; les combats continuent autour des Eparges, en Argonne, sur le sommet de l'Hartmann. Lorsque, le 9 mai, l'attaque principale se déclenche en Artois elle n'en est pas moins enrayée. Tout en avouant le 13 que « *le résultat cherché n'est pas atteint* », le G.Q.G. s'entête et prescrit de nouvelles diversions. On continuera les attaques aux Eparges, au bois d'Ailly, au Bois-le-Prêtre; la 2e Armée est invitée à enlever la ferme Toutvent et la 6e la ferme Quennevières. Précautions superflues! Le 16 juin, Anglais et Français se ruent de nouveau sur les collines de Vimy et de Loos, et, une fois de plus, le G. Q. G. constate mélancoliquement que « *l'attaque du 16 juin n'a pas donné de résultats complets* ». Pas plus que n'en donneront hélas! les combats du Linge (juillet-août) et toutes les attaques secondaires. Malgré cette débauche de diversions, l'Etat-Major français est obligé d'avouer au ministre de la Guerre que nous avons été arrêtés par « *l'afflux des réserves et de l'artillerie ennemie, qu'aucune attaque ne retenait ailleurs* (!) ». Cette phrase équivaut à une condamnation du système.

A partir de juillet, il semble que le G. Q. G., enfin éclairé, commence à comprendre l'absurdité de ces opérations locales et se décide à économiser ses troupes en vue de la grande offensive de septembre. Il était malheureusement trop tard! Sur les 150.000 hommes que perdaient, chaque mois, nos armées, combien auraient pu être épargnés dans l'intervalle des quatre actions principales! Combien de coups de canon furent gaspillés sur des tranchées inaccessibles et des défenseurs bien abrités! Que de temps, de travail, d'héroïsme et de souffrances dépensés pour la seule satisfaction d'avoir « fait quelque chose », même et surtout lorsque ce « quelque chose » ne pouvait servir qu'à alimenter le communiqué quotidien! Une des principales causes des succès constants de l'Allemagne en 1915 et de nos propres déceptions tient à l'infériorité de notre méthode et à la supériorité de celle que le généralissime allemand définissait en ces termes : « Sacrifier n'importe quoi pour des succès locaux ne répondait pas, dans les circonstances actuelles, aux intérêts de la conduite allemande de la guerre. »

Pour toutes les raisons que nous venons d'énumérer : divergences de vues sur l'importance des divers théâtres d'opérations, décalage des efforts fournis par chacun des Alliés, abus des offensives de « soulagement » et des diversions onéreuses, recherche de succès partiels sans influence sur la situation générale, il nous fut impossible de profiter sur le front français de l'avantage que pouvaient nous assurer l'initiative des opérations et une supériorité numérique croissante. Nous prîmes presque continuellement l'offensive, mais nous ne sûmes pas tout sacrifier à la puissance d'une attaque décisive. Nous voulions « percer » en Champagne; mais nous voulions en même temps et avec une égale ardeur une multitude d'autres choses. « Qui trop embrasse, mal étreint! »

Nous nous refusions même à accepter le moindre recul de ces lignes, que le hasard seul des combats, et non les décisions raisonnées d'un chef, avait tracées. Dans bien des secteurs, nos tranchées avancées avaient été établies dans des conditions tactiquement absurdes : tantôt elles étaient complètement dominées ou prises d'enfilade par l'ennemi; ailleurs, elles formaient des saillants écrasés sous des feux convergents; ailleurs encore, elles ne pouvaient être desservies que par d'étroits goulets, que des tirs meurtriers barraient en permanence. Pour se maintenir sur ces positions indéfendables, pour éviter le déshonneur d'avoir à reculer, même volontairement, divisions, régiments, compagnies s'entêtèrent dans une lutte inégale, se résignèrent à des pertes sévères. Les chefs qui poussèrent au plus haut degré ces qualités de « ténacité » et se montrèrent les moins avares du sang de leurs soldats furent toujours bien vus en haut lieu. A maintes reprises, des notes du G. Q. G. rappelèrent aux exécutants que nous ne « devions pas rester sur un échec », que toute portion de tran-

chée perdue devait être reprise par une contre-attaque « immédiate », que « la préparation à l'offensive ne devait en aucun cas compromettre la solidité du front et qu'il convenait de ne pas céder à l'ennemi un pouce de terrain ». Par ailleurs, d'autres circulaires préconisaient les avantages de la lutte rapprochée, poussaient les commandants de secteur à gagner chaque jour quelques mètres sur la mince zone neutre qui nous séparait des tranchées adverses. Ces ordres se traduisirent par une attraction continuelle de nos troupes vers la ligne de feu, par une densité exagérée des combattants dans la zone des avant-postes et plus spécialement sur ces « points de friction », où le contact était quasi immédiat et la bataille incessante. L'avance méthodique de nos « sapes » et de nos « postes d'écoute » multipliait peu à peu ces points douloureux. En sorte que, même aux endroits où aucune offensive n'était envisagée par aucun des deux partis, nos chefs subalternes, désireux de sauvegarder leur responsabilité et de se signaler à l'attention de leurs supérieurs, finissaient par avoir leur petite « affaire » quotidienne, et, suprême orgueil, leur mention au communiqué. Les « secteurs calmes » recélaient ainsi un certain nombre d'enfers que seuls connaissent ceux qui en sont sortis. Il eût suffi, la plupart du temps, d'une très légère rectification du tracé, d'une vue plus exacte de l'intérêt général et surtout d'un complet dédain du « qu'en dira-t-on », pour éviter bien des pertes inutiles. Reconnaissons d'ailleurs, à la décharge de ceux qui firent massacrer des centaines d'hommes pour une taupinière, que ces combats se livraient sur le territoire national et que la moindre parcelle de ce sol revêtait, à défaut de valeur tactique, une importance symbolique considérable. Le juste milieu était difficile à tenir. Les officiers de réserve, dont le nombre s'accroissait sans cesse, mais qui ne dépassèrent qu'exceptionnellement le grade de chef de bataillon, y réussirent en général mieux que les militaires de carrière, dont l'ardeur intempérante eut beaucoup de mal à s'assagir.

Pourtant, au bout de quelques mois, il semble que le grand État-Major français, ému des pertes considérables subies par ses armées et de la fatigue croissante des troupes, ait essayé de réagir contre cette interprétation abusive du mot « défensive » et cette débauche d'héroïsme. A partir de mars 1915, des circulaires, codifiées plus tard dans la « Note du 8 juillet 1915 » sur la défensive, recommandent de diminuer la densité des troupes en première ligne, de leur ménager plus de périodes de repos, de substituer aux tranchées continues des « centres de résistance » encadrant des zones « passives », surtout de ne pas trop se rapprocher des tranchées allemandes (ce qui finissait d'ailleurs par gêner le tir de notre propre artillerie et favorisait par trop les engins de tranchée de l'adversaire). Mais, au même moment, sous l'influence des échecs de nos premières tentatives de percée, et pour justifier aux yeux des gens de l'arrière l'apparente stagnation de l'avant, apparaît une doctrine plus néfaste peut-être, je veux dire la théorie de la « guerre d'usure ». Sur la foi de calculateurs « qu'on croyait compétents », on voulut se persuader que les ressources en hommes de l'Allemagne baissaient dangereusement. D'où une tactique nouvelle, sur laquelle s'enthousiasmèrent tous les guerriers en chambre et les stratèges en pantoufles de la grande presse. On n'avait pu déloger les « Boches » de leurs tanières; qu'à cela ne tienne ! On les tuerait un par un dans leurs trous et, dans quelques mois, dans quelques semaines, nous nous trouverions en face de tranchées vides, qu'il nous suffirait d'occuper. « Je les grignote ! » avait dit Joffre. Cette trouvaille verbale fit le tour de la France et, malheureusement aussi, le tour des postes de commandement. Le mot d'ordre fut de ne laisser à l'adversaire ni trêve ni repos, de lui tuer le maximum de monde, bref de " l'user " par une sorte de guérilla ininterrompue. Tous les procédés destinés à "tuer du boche" furent mis en usage, depuis les tirs de harcèlement systématique exécutés par l'artillerie jusqu'aux fusils sur chevalet, pointés par des tireurs d'élite. La guerre de mines connut une vogue inouïe, et les bombardements des arrières se multiplièrent. Ainsi la zone de mort s'élargissait sans cesse et l'activité guerrière ne cessait de croître. Cette tactique avait en outre, au dire des augures du G. Q. G., l'avantage de " relever le moral du fantassin" et de l'empêcher de s'ankyloser dans la prétendue quiétude des tranchées. Le résultat fut, hélas ! singulièrement différent. C'est en effet vers le milieu de 1915 que le malaise de la France fut le plus grand et que prirent naissance les critiques les plus sérieuses adressées à notre haut commandement.

Les circulaires qui prescrivaient de ne perdre

aucune occasion "d'user" l'ennemi ajoutaient invariablement tout "en évitant nous-mêmes des pertes inutiles". Le malheur, c'est qu'il n'était pas aisé de concilier ces deux desiderata ailleurs que sur le papier. Nous nous « usâmes » nous-mêmes dans des proportions beaucoup plus fortes que nous n'usâmes nos adversaires. D'abord parce que la préparation de l'offensive et l'espoir d'une reprise du mouvement en avant nous avaient conduits à négliger la sécurité de nos organisations défensives. Hypnotisés par l'idée d'aller nous installer dans la tranchée d'en face, nous avions renoncé à améliorer la nôtre. Aujourd'hui encore, il suffit de comparer les organisations qui subsistent aux deux flancs du Linge Kopf ou sur les rives opposées de l'Yser pour saisir la supériorité des fortifications allemandes. Voici en quels termes un capitaine du génie français apprécie l'état d'esprit qui régnait encore au début de 1915 : «Pourquoi ne cherchait-on pas à édifier des abris et des postes de commandement solides et confortables? A quoi bon, disait-on, dans quelques jours les Allemands partiront et tous ces travaux seront faits en pure perte.» Et, plus loin, le même auteur définit en quelques mots la conception des États-Majors en fait de fortification: «*Il fallait faire vite, et toujours on voyait petit.*» Notons que le secteur en cause était encore un des mieux organisés et un des plus favorisés au point de vue des ressources, puisqu'il s'agit du secteur offensif de Carency et que les généraux qui y passèrent s'appelaient Fayolle et Pétain.

Nos organisations défensives subirent ainsi un retard initial qu'elles ne parvinrent jamais à rattraper au cours de la guerre. Quand les Allemands inaugurèrent l'abri-caverne à six mètres sous terre, à deux entrées, avec cheminées d'aération, long de dix mètres et large de trois, nous en étions encore au « trou de renard » et à l'abri enterré recouvert de quelques rondins. Lorsque les Allemands construisirent en série les abris bétonnés, nous commencions à creuser des abris-cavernes; nos guetteurs restèrent longtemps sans protection et nos mitrailleuses à l'air libre, alors que nos adversaires utilisaient les plaques de blindage, les tourelles, les « boîtes à pilules », les puits bétonnés. Nous apprîmes d'eux l'usage des sacs à terre, qui remplacèrent avantageusement les antiques gabions; nous ne nous résignâmes jamais à munir nos tranchées de pare-éclats et nous avions trop à faire pour construire les caillebotis, que les Allemands employèrent dès le premier hiver. Nous manquions d'outils; il avait fallu, en octobre 1914, en commander en hâte *deux millions*, qui arrivèrent très tard. Nous manquions de défenses accessoires: sur une commande urgente de 30.000 tonnes de ronce artificielle et 400.000 éléments de réseau Brun, il n'avait été livré au 31 décembre 1914 que 7.500 tonnes de fil de fer et 100.000 éléments de réseau Brun. En novembre 1915, le président de la Commission de l'Armée de la Chambre constatera encore que, sur toute l'étendue du front, la même plainte s'élève: « Donnez-nous du fil de fer! » D'ailleurs, même lorsque le matériel est là, la main-d'œuvre manque. L'infanterie doit faire face à mille tâches différentes, dont la plus fréquente est d'attaquer à tort et à travers ; rien d'étonnant à ce que les hommes harassés parviennent à peine à « entretenir » le secteur. Quant au Génie, ses effectifs sont dérisoires (une compagnie de 140 hommes par division) et il ne peut fournir que des contre-maîtres ou des spécialistes. C'est surtout sur les régiments territoriaux que retombe le lourd et toujours périlleux devoir d'exécuter les grands travaux. Mais, petit à petit, ces régiments se virent confier des missions actives ou furent affectés aux secteurs d'attaque et à la préparation des offensives. Pour tous ces motifs, la protection des garnisons resta extrêmement précaire pendant toute l'année 1915 sur la plus grande partie du front. Et la guerre d'usure tourna finalement à notre détriment. Ce n'est que vers juillet que le haut commandement se décida à y renoncer (sans d'ailleurs le dire expressément) et à ménager ses troupes en vue de l'offensive de septembre.

## LA CRISE DES EFFECTIFS ET LA LOI DALBIEZ

Il était temps! Les critiques de plus en plus vives formulées sur le front, commençaient à trouver de l'écho à l'intérieur, et surtout au Parlement. Les grandes Commissions, dont nous avons vu plus haut l'influence croissante, se montraient de plus en plus préoccupées par la constatation de l'infériorité notoire de nos armées par rapport aux armées ennemies. Leur intervention se montra particulièrement efficace, dans le problème des effectifs et des « embusqués ».

La mobilisation industrielle, à laquelle depuis octobre nous avions enfin procédé, avait nécessairement entraîné le retour de milliers d'ouvriers à leurs anciens ateliers. Au cours de l'été, le nombre des « spécialistes » renvoyés à l'intérieur s'élèvera ainsi à plus de 300.000. Il y eut des abus. Des usiniers, profitant de la latitude qui leur avait été donnée de choisir leur personnel réclamèrent des parents, des amis, qu'ils désiraient mettre à l'abri du danger ou, comme on disait, « embusquer ». « *Alors,* écrivait dès janvier 1915 une Commission de la Chambre, *que nous ne devrions voir dans les établissements travaillant pour la guerre que des spécialistes, ouvriers en fer, chimistes, cordonniers, on y trouve des comptables, des notaires, des épiciers. Ces prétendus ouvriers sont utilisés pour un travail tout autre que celui qu'ils sont censés faire, et, parfois même, ne paraissent pas aux ateliers.* » Par contre des spécialistes véritables ne pouvaient obtenir de sursis. Il fallut des mois d'efforts et de nombreuses interventions parlementaires pour mettre fin, au moins en partie, à ce double scandale. La question des fonctionnaires en sursis n'était pas sans analogie avec celle des ouvriers d'usine. Il y avait encore, au début de 1915, environ 450.000 mobilisables (cheminots, postiers, boulangers, mineurs, agents de tous ordres) qui n'avaient pas été appelés sous les drapeaux. Ce chiffre paraissait excessif, et les Commissions invitèrent les différents ministères à procéder à des réductions.

BOYAU CONDUISANT A CARENCY

Il était plus difficile d'atteindre une catégorie particulièrement nombreuse d'embusqués, la masse énorme d'hommes du service armé qui, ou n'avaient jamais encore quitté les dépôts, ou occupaient des emplois sédentaires, soit à l'intérieur, soit dans la zone des armées. Cependant, sans même invoquer les raisons morales ou le souci de justice, la nécessité d'alimenter nos effectifs exigeait une chasse méthodique aux embusqués. La guerre de tranchées et le « grignotage » entraînaient en effet, des pertes considérables : une moyenne mensuelle de 150.000 hommes (dont un tiers de tués ou prisonniers). Aussi, en mars, le Gouvernement avait-il obtenu du Parlement l'incorporation de la classe 1916. En avril, il demanda le recensement et la révision de la classe 1917. Au cours de la discussion, M. Millerand s'efforça de rassurer l'opinion quant aux résultats de la mobilisation industrielle : « En ce moment, déclara-t-il, pour les munitions on a atteint un chiffre qui est de 600 pour 100 en rapport à celui qui avait été prévu comme nécessaire au début de la guerre ; sous peu il atteindra celui de 900 pour 100... Pour l'artillerie lourde nous avons septuplé le nombre des batteries du début. » Ces proportions étaient sans doute exactes, mais elles interprétaient la réalité plutôt qu'elles ne la traduisaient. La loi concernant la classe 1917 fut votée, et il fut en même temps décidé que tous les hommes qui, présents au corps, avaient été réformés une première fois du 2 août au 31 décembre 1914 seraient astreints à une seconde visite médicale.

Mais, à la veille d'incorporer des enfants de dix-huit ans, plus que jamais s'imposaient des mesures rigoureuses contre les embusqués. Un député, membre de la Commission de l'Armée, M. Dalbiez, déposa donc une proposition de loi tendant à assurer « *une juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés et mobilisables.* »

Elle comprenait quatre parties. La première prévoyait l'incorporation de tous les fonctionnaires sursitaires dont le maintien dans leur poste ne serait pas déclaré indispensable par leurs « *chefs responsables.* » La seconde soumettait tous les auxiliaires — sauf les réservistes de l'armée territoriale — à l'examen d'une commission médicale spéciale. La troisième ordonnait le remplacement de tous les hommes du service armé des organisations sédentaires par des auxiliaires ou, à leur défaut, des vieux territoriaux. Enfin, dans chaque région, des commissions composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers indiqueraient, d'une part, les noms des mobilisés susceptibles d'être employés dans les établissements travaillant pour l'armée; d'autre part, ceux de tous les faux ouvriers « *sans aptitude spéciale* » qui seraient immédiatement renvoyés au front. Des peines sévères étaient prévues contre « *ceux qui auront trompé ou tenté de tromper l'autorité sur leur qualité véritable, profession ou aptitude,* » et ceux, chefs administratifs ou usiniers, qui auraient « *facilité sciemment le délit ci-dessus* ».

DALBIEZ

Les bureaux de la Guerre firent un accueil ouvertement défavorable au projet Dalbiez. Ils l'estimaient non seulement inutile, mais dangereux, susceptible de désorganiser les services de l'armée, à l'arrière du front comme à l'intérieur. M. Millerand, dans un discours à la Chambre (10 juin), tint à exprimer « *des craintes.* » Le texte de M. Dalbiez, ratifié et même renforcé par le Sénat, n'en fut pas moins transformé en loi le 17 août.

Mais, à cette date, déjà la situation comme le rôle de M. Millerand à l'intérieur du gouvernement, ainsi qu'en face du Parlement avaient été profondément modifiés. Le ministre de la Guerre s'était vu contraint d'abandonner la direction de quelques-uns des plus importants services de son département à des sous-secrétaires d'État. Avec les mois, en effet, les critiques s'étaient faites plus nombreuses contre l'administration de M. Millerand. Le ministre de la Guerre accordait une confiance sans critique à ses subordonnés et ne se risquait pas à discuter leurs propositions; il considérait comme un devoir d'honneur de les couvrir, de les défendre, même quand les attaques dirigées contre eux n'étaient que trop justifiées. Tout en tenant compte au fond des observations que lui présentaient les Commissions, il paraissait les dédaigner quelque peu et ne dissimulait pas qu'assuré de l'appui et presque de l'amitié du généralissime, il se croyait, comme Joffre lui-même, intangible. Ses amis, très nombreux dans la presse conservatrice, ne cessaient d'ailleurs de faire son éloge et d'opposer sa popularité, au reste assez factice, à l'impopularité des parlementaires. Cependant, le 17 mai, la Commission sénatoriale de l'armée, dont l'autorité était particulièrement grande, vota une motion qui constituait un réquisitoire terrible contre le ministre de la guerre et quelques-uns de ses collaborateurs, surtout le général Baquet. En présence d'une manifestation si nette d'opposition, le président du Conseil décida M. Millerand à faire une première, mais décisive concession. M. Albert Thomas, qui depuis huit mois avait rendu tant de services et fait preuve de « *dévouement, zèle et compétence* », fut nommé aussitôt Sous-Secrétaire d'État et chargé de diriger l'artillerie. Le général Baquet quitta le ministère. Un mois après furent créés deux autres Sous-Secrétariats d'État, l'un englobant les services de l'Intendance, l'autre le service de Santé; le premier fut attribué à M. Joseph Thierry, un ancien ministre du cabinet Barthou, le second à M. Justin Godart, député de Lyon. En septembre, un autre parlementaire, M. René Besnard, devint Sous-Secrétaire d'État à l'Aéronautique. Les attributions de M. Millerand étaient ainsi bien réduites : car, nécessairement, les quatre députés devenus ses adjoints allaient chercher à se rendre, en fait, indépendants.

Au contraire, en ce milieu de 1915, d'autres

membres du cabinet voyaient leur autorité grandir. C'était le cas en particulier de M. Delcassé et de M. Ribot. Pas plus qu'autrefois durant son long ministère (1898-1905), M. Delcassé n'était assurément prodigue d'informations au sujet de sa politique extérieure, et les Commissions parlementaires devaient à cet égard se contenter de renseignements infiniment plus maigres encore que ceux qu'elles obtenaient de M. Millerand. Le ministre des Affaires étrangères ne prenait conseil de personne et agissait seul. Mais les résultats de son action paraissaient encore universellement heureux. A la fin d'avril, l'Italie, malgré les sollicitations et les offres du prince de Bülow, ambassadeur d'Allemagne, avait signé à Londres un traité secret d'alliance avec l'Angleterre, la France et la Russie, et, le 24 mai, elle avait déclaré la guerre à l'Autriche. Les représentants de la France n'avaient joué qu'un rôle assez secondaire dans cette négociation, mais cependant l'intervention italienne, qui suscita dans l'opinion tant d'espoirs enthousiastes, fortifia encore le prestige de M. Delcassé, auquel les Commissions de la Chambre et du Sénat votèrent des félicitations.

JUSTIN GODART

Quand à M. Ribot, les discours prononcés par ce vieillard de haute taille, dont on respectait l'expérience et l'honnêteté, obtenaient toujours l'approbation unanime du Parlement. Le public, de son côté, continuait de souscrire avec empressement aux bons de la Défense nationale, et le ministre des Finances parvenait ainsi à faire face aux dépenses sans mesures fiscales exceptionnelles et même sans augmentation d'impôts. Cette politique d'emprunts à court terme n'était pas d'ailleurs sans présenter de danger pour l'avenir; sans même parler des risques d'inflation fiduciaire, elle dissimulait au pays l'état réel de sa situation financière et oubliait par trop de faire appel — comme en Angleterre — à son courage fiscal. Il est vrai qu'encore au mois de mai M. Ribot croyait à la fin prochaine de la guerre. Prenant, le 7, la parole à la Chambre des députés, à la veille de l'intervention italienne, à la veille surtout de l'offensive d'Artois, il crut pouvoir se borner à demander des crédits provisoires pour trois mois ; car, déclara-t-il, « *des événements en tout cas se préparent qui pourront être décisifs et qui influeront sur la durée de la guerre* ». Tombées des lèvres d'un homme connu pour la prudence de son langage et la froideur de son jugement, ces paroles firent sur l'Assemblée, puis sur l'opinion entière, une grande impression. Mais ni l'action de l'armée italienne, ni surtout les résultats de l'attaque française n'allaient justifier cet optimisme.

## LE CONTRE-COUP DES OPÉRATIONS MILITAIRES SUR L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE

Il faut reconnaître que les illusions de nos hommes politiques étaient soigneusement entretenues par le Grand Quartier Général, qui, de mois en mois, et sans se laisser rebuter par les échecs, annonçait l'imminence de la *percée*. Nous avons vu plus haut que l'État-Major de Joffre et plus spécialement le fameux 3e Bureau, chargé des opérations, ne désespérait pas de faire tomber rapidement un pan de la muraille allemande. Par la brèche, nos réserves pourraient passer et, en se rabattant derrière les parties du front non attaquées, entraîner la chute de tout le système. Encore fallait-il déterminer le point le plus favorable à cette dislocation. Le simple examen du contour apparent de l'ennemi et des voies de communication dont il disposait démontrait que les attaques les plus fructueuses devaient partir de l'Artois et de la Champagne. De fait, c'est encore sur ces secteurs que Foch fera porter en 1918 le principal effort de ses armées. Les pressions exercées sur ces points convergeaient en effet vers la haute vallée de l'Oise, c'est-à-dire vers la base du saillant dessiné par les positions

allemandes, et dont la pointe sud dépassait Noyon. L'avance de nos forces d'Artois vers Cambrai et Valenciennes nous portait à la fois sur le flanc des divisions allemandes échelonnées de l'Oise à la Scarpe et sur les derrières de celles qui gardaient Laon et le Chemin des Dames. Inversement, les progrès des armées de Champagne en direction de Vouziers et Mézières prenaient à revers les lignes de la Somme et de l'Artois. Si ces deux efforts parvenaient à se rejoindre, tous les corps d'armée entassés dans le triangle Péronne-Saint-Quentin-Craonne étaient pris comme au fond d'une nasse. D'autre part, les Allemands utilisaient, pour leurs mouvements latéraux, les voies ferrées de rocade qui passent au sud des Ardennes et dont la principale est la ligne Hirson-Mézières. Si cette ligne venait à être coupée, leurs armées se trouvaient divisées en deux tronçons, de part et d'autre du massif des Ardennes, et ne pouvaient communiquer que par les voies ferrées qui bordent le Rhin ou par la rocade médiane reliant Bruxelles à Strasbourg par Namur, Luxembourg, Thionville et Sarrebrück, ligne à rendement faible et qui se rapproche dangereusement vers Thionville de la frontière française.

GÉNÉRAL BAQUET

Des avantages stratégiques aussi évidents ne pouvaient manquer de retenir l'attention du commandement français. On les trouve indiqués déjà dans une note du 8 décembre. L'importance du bassin minier de Briey et d'une attaque en Lorraine n'apparaissait pas encore ; l'attaque en Flandre, vers les bases sous-marines d'Ostende et de Zeebrugge, préconisée par le commandement anglais, semblait trop excentrique et ne pouvait donner que des résultats militaires limités. Aussi Joffre se détermina-t-il à tenter la percée, d'abord en Champagne, puis en Artois, puis enfin simultanément en Artois et en Champagne.

Parmi ces tentatives, on en peut distinguer quatre : offensive dite « générale » en décembre 1914 ; offensive de Champagne (février-mars 1915) ; offensive d'Artois (mai-juin 1915) ; offensive combinée d'Artois-Champagne (septembre 1915).

La première, encore qu'inspirée directement par les considérations stratégiques développées plus haut, ne fut que la reprise du mouvement en avant, souhaité par tous, dès qu'il fut possible de reconstituer quelques réserves et de regrouper les forces agglomérées autour d'Ypres. A partir du milieu de novembre, Joffre travaille à se ménager quelques disponibilités. En même temps, il précisait la forme à donner aux prochaines attaques : préparation d'artillerie minutieuse, exécution de l'assaut en un seul bond sous la protection d'un barrage d'artillerie. Le canon commence à tenir une place importante dans les préoccupations de nos chefs. On dote les corps d'armée d'une artillerie lourde organique, formée par les 120 longs et les 155 longs de Bange, sortis de nos arsenaux et de nos places fortes, vieux matériel peu mobile et à tir lent, mais remarquablement précis et suffisamment puissant; quelques canons modernes de 105 long commencent à apparaître. Fort de ces premiers résultats, Joffre ordonne le 30 novembre à ses armées de se préparer à reprendre l'offensive et en définit le 8 décembre les conditions. La 10e armée attaquera devant Arras en direction de Cambrai ; la 4e en Champagne en direction d'Attigny ; partout ailleurs, s'exécuteront des « diversions » ou tout au moins des travaux d'approche. L'ordre général n° 32 expose aux troupes qu'il s'agit de « *libérer complètement le territoire national* » en profitant des « *faiblesses* » qu'accuse l'ennemi.

De fait, le 17 décembre, en Artois, la 10e armée attaque sur de nombreux points entre Vermelles et Arras. Son objectif initial consistait à déloger les Allemands qui avaient pris pied sur les coteaux au nord de cette ville, et spécialement du fameux éperon de Notre-Dame-de-Lorette et des hauteurs de Vimy. La préparation (du 75, ponctué de quelques rafales d'artillerie lourde) est

absolument insuffisante, et nos assauts échouent sur des fils de fer à peine entamés, sous des barrages très denses d'obus et de mitrailleuses. Pendant quatre jours, la lutte se poursuit autour de quelques éléments de tranchées que d'incessantes contre-attaques s'efforcent de nous arracher. C'est à peine si nous parvenons à mordre sur la première ligne ennemie, et à gagner quelques centaines de mètres. Les diversions de la 8e armée autour d'Ypres, des Britanniques vers La Bassée, de la 2e armée sur Combles, n'ont pas plus de succès. L'attaque de rupture dégénéra promptement en actions partielles, au cours desquelles nous ne conservâmes l'avantage qu'au prix de pertes sévères et par le courage inlassable des troupiers.

En Champagne, la 4e armée devait s'élever par son centre le long de la route Suippes-Attigny, à travers les ondulations dénudées ou couvertes de taillis de sapins qui séparent les petits affluents de l'Aisne. Ces étendues presque désertes, que ne coupait aucun obstacle naturel sérieux, eussent constitué un terrain très favorable à nos attaques, si elles n'avaient été solidement fortifiées par l'ennemi, qui y était installé depuis le milieu de septembre. D'ailleurs, il ne pouvait être question pour la 4e armée d'attaquer sur tout le front entre Prunay et l'Argonne : toute l'artillerie française n'y eût pas suffi ! Renforcée par le 1er corps et la 10e division, elle ne pouvait encore mettre en ligne que 11 divisions, dont 2 divisions territoriales. Aussi le général de Langle de Cary limita-t-il son effort au centre, entre Saint-Hilaire et Beauséjour, sur un front d'une vingtaine de kilomètres. Il y répartit la centaine de pièces lourdes dont il disposait, et, après une courte préparation, le 20 décembre, le corps colonial et le 17e corps se lancèrent à l'assaut. Ils ne progressèrent que faiblement ; le lendemain, les 23e et 60e division élargissent le front d'attaque avec le concours de « *huit batteries* » chargées d'opérer « *en une heure* » des brèches dans les réseaux. Ces chiffres nous paraissent dérisoires ; ils l'étaient déjà en 1914, puisque nulle part nous ne pûmes pousser au-delà de la première tranchée ennemie. Jusqu'au 25 décembre, une succession de petites attaques, généralement meurtrières et au cours desquelles les « charges à la baïonnette » jouent encore un rôle prépondérant, nous valent quelques avantages locaux : 400 mètres de tranchées par ci, un fortin par là. Les contre-attaques allemandes se multiplient. Il faut renforcer la 4e armée, qui reçoit successivement le 4e corps et la brigade coloniale Marchand. D'autre part, les Allemands nous mènent la vie dure en Argonne. Le 5 janvier, la 3e armée (général Sarrail) prend ce secteur à son compte et permet ainsi à Langle de Cary de concentrer toutes ses disponibilités en Champagne. Mais il est désormais avéré que l'« offensive générale » a échoué.

Une recrudescence de l'activité allemande, dont l'épisode le plus saillant fut l'affaire malheureuse de Soissons (8-14 janvier), nous fait craindre un moment que l'ennemi ne retourne contre nous quelques corps venus du front russe, où les opérations en Pologne subissent un temps d'arrêt. Joffre ordonne, le 20 janvier, de regrouper à l'arrière une quinzaine de divisions, auxquelles s'ajouteront au fur et à mesure des relèves britanniques (les divisions territoriales commencent à arriver) les 9e et 20e corps. Mais il n'entend pas renoncer à percer en Champagne : Langle de Cary devra continuer ses attaques. Il leur imprimera seulement un caractère plus « *méthodique* » et s'efforcera d'enlever l'ensemble des organisations ennemies par bonds successifs. Le total de ces avances locales équivaudra, espère-t-on, à la réussite d'un assaut général, que l'expérience de décembre démontre impossible. L'artillerie, successivement concentrée sur d'étroits secteurs, pourra agir plus efficacement. Pour le cas où l'ennemi faiblirait brusquement, des réserves doivent être tenues à pied d'œuvre. Tout le mois de janvier est employé à la mise au point de cette méthode. Pour porter notre ligne de deux kilomètres en avant, il ne faut pas moins d'une douzaine d'attaques, suivies d'une vingtaine de contre-attaques. Lorsqu'il estime que les exécutants ont achevé leur apprentissage et que les Allemands sont à nouveau engagés en Russie (bataille des lacs Mazuriques), Joffre décide de tenter un effort d'ensemble. La 4e armée tout entière attaquera le 16 février et sera appuyée, en cas de succès, par toutes les forces disponibles. Son objectif lointain est la ligne de l'Aisne, entre Rethel et Vouziers. Les armées voisines doivent se tenir prêtes à profiter de la « *retraite* » allemande.

Cette seconde tentative de rupture va s'exercer sur un front de 8 kilomètres seulement, entre Perthes et Beauséjour. Elle sera menée d'abord

par le 17e corps, soutenu successivement par quatre corps d'armée reposés (2e, 12e, corps colonial, 16e). De son côté l'ennemi engage 102 bataillons appartenant à six corps d'armée différents. Les forces étaient donc sensiblement égales. Nous n'avions pas le bénéfice de la surprise, puisque la bataille durait depuis décembre. L'artillerie allemande dominait nettement la nôtre. Il était donc fatal que la « percée » échouât. Après quelques succès initiaux (3 kilomètres de tranchées et 400 prisonniers le 16, 800 mètres de tranchées et 200 prisonniers le 17), nous retombons dans l'alternance monotone des attaques et contre-attaques.

Le 22 février, le G. Q. G. impatient prescrivait à de Langle une action « *rapide et énergique* »; on lui recommandait de « *neutraliser* » l'artillerie ennemie. Or, il disposait en tout et pour tout de quelques canons de Bange, de portée nettement inférieure au matériel allemand ! Et les 75 eux-mêmes, fatigués par un long service, approvisionnés en munitions mal confectionnées, éclataient fréquemment. Jusqu'au 7 mars, la lutte se concentre autour de quelques points d'appui dont le plus célèbre fut le fortin de Beauséjour. Au prix de pertes considérables et d'efforts inouïs, nous atteignons le sommet d'une première crête, à quelques centaines de mètres de notre ligne de départ. Le 7 commence l'attaque du légendaire Bois Sabot. Le 8, le G. Q. G. décide de porter avec tout le 16e corps un « *coup brutal* ». Mais il prévoit en même temps que ce sera le dernier. Du 7 au 16 on se bat avec acharnement dans le bois Sabot, le bois Jaune Brulé, sur les cotes 196 et 160, pour gagner environ un kilomètre en profondeur. Mais, le 17, il faut se résoudre à arrêter l'offensive. Ordre est donné à de Langle de retirer de la lutte quatre de ses cinq corps d'armée. Le bilan de l'offensive porte à cette date, à notre actif, deux kilomètres de terrain sur un front de 8 kilomètres, 2000 prisonniers et l'aide apportée aux Russes. C'était maigre, si l'on songe qu'à notre passif on pouvait inscrire l'usure presque complète de cinq excellents corps d'armée (le seul 4e corps perdit en un mois 8.000 hommes dont 160 officiers) et l'échec avéré d'une tactique sur laquelle l'armée et la nation fondaient de grands espoirs. C'est l'époque où un général allemand pouvait dire: «Si nous n'avons pas pris Paris, les Français ne prendront jamais Vouziers !» Quant aux résultats moraux dont se glorifiait l'Etat Major, ils se bornaient, hélas! à la déception inévitable qu'entraînait cette tentative manquée.

Photo Manuel

RENÉ BESNARD

Cette série d'échecs et leur contre-coup inévitable sur l'opinion ne pouvaient manquer d'avoir une répercussion parlementaire. Le « *malaise politique* » que dénonçaient dans les couloirs, sinon à la tribune, des membres toujours plus nombreux de la Chambre et du Sénat, devenait sans cesse plus sérieux et plus apparent. Pour la première fois depuis la déclaration de guerre une véritable opposition ministérielle va donc se constituer. Les opposants ne sont d'abord que des isolés, journalistes, députés obscurs ou sénateurs amis de M. Clemenceau. Depuis sa fondation, l'*Homme Enchaîné* a mené une violente campagne qui, dirigée surtout contre le président du Conseil et le ministre de la guerre, ne ménage pas le Président de la République. Il demande au gouvernement de montrer plus d'énergie, car « *Les Prussiens sont à Noyon* ». Dans *Le Journal*, M. Charles Humbert réclame « *Des canons, des munitions!* » Seul, M. Gustave Hervé, dans *La Guerre sociale*, continue de défendre M. Millerand.

## L'ÉCHEC DE L'OFFENSIVE DE MAI ET LE DISCRÉDIT CROISSANT DU MINISTÈRE

L'espoir d'une revanche prochaine effaçait dans une certaine mesure cette fâcheuse impression. Les munitions qui commençaient à sortir de nos usines de guerre, les effectifs que l'accroisse-

ment des forces anglaises nous permettait de retirer du front, devaient en principe être réservés pour l'offensive d'Artois, dont la préparation méthodique avait commencé à la fin de janvier. En pratique, ils furent d'ailleurs gaspillés dans les opérations locales dont nous avons parlé plus haut. Sous la direction supérieure du général Foch, la 10e armée et les armées britanniques devaient entreprendre, à la fin d'avril, une action combinée. Les Français essaieraient de s'emparer des hauteurs à l'ouest de Lens (éperon de Lorette et falaise de Vimy), puis de déboucher en plaine vers Denain. Les Britanniques les aideraient en attaquant à la fois sur La Bassée et Messines, de façon à encercler Lille, et en libérant une partie des forces de notre 8e armée au nord d'Ypres. C'était beaucoup demander à la jeune armée anglaise, et les tractations furent laborieuses entre généraux et même gouvernements. Pourtant, le 17 mars, immédiatement après l'arrêt des opérations actives en Champagne, Joffre croit pouvoir assurer au ministre de la Guerre que les actions combinées de plusieurs armées qui vont être entreprises, nous procureront « *des succès décisifs* ». Le 27 mars, une conférence franco-britannique tranchait définitivement la question de l'extension du front des armées anglaises au nord d'Ypres, où nous ne laisserions que le 36e corps et, au début d'avril, le plan de coopération était arrêté dans tous ses détails. Le 10 avril, une note précisait les procédés tactiques à employer et insistait sur l'importance d'une préparation aussi complète que possible. Les réserves commençaient à s'accumuler derrière Arras. Mais l'attaque allemande sur Ypres, où, pour la première fois, les gaz asphyxiants firent leur apparition, vint jeter quelque trouble dans nos projets. Il fallut expédier en Flandre quelques divisions alliées et retarder de ce fait l'opération d'Artois. D'abord fixée au 7 mai, elle fut enfin de compte reportée au 9 du même mois. Elle doit être décisive : l'aménagement du terrain est soigneusement pré-

Photo Section photographique de l'Armée

BOIS SABOT. TRANCHÉE ALLEMANDE

Photo Section photographique de l'Armée

LENS. UN ASPECT DE LA VILLE

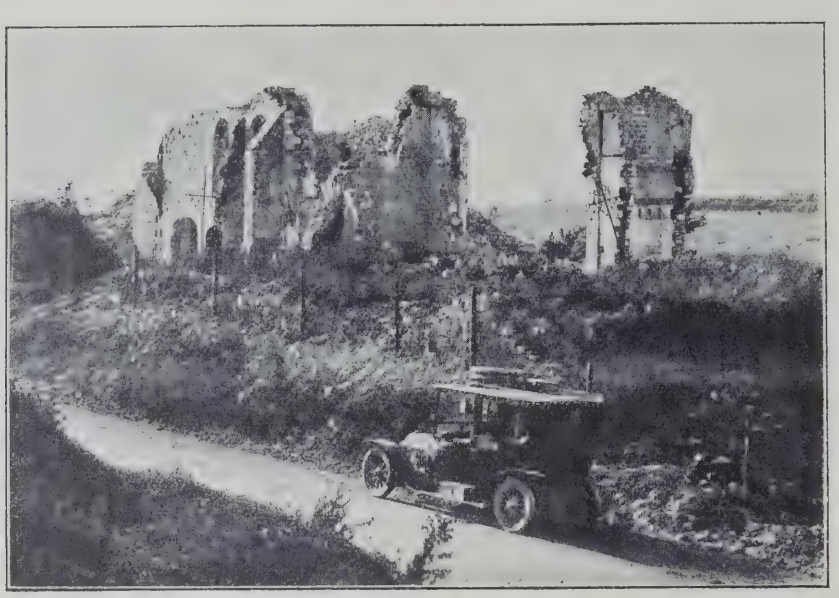


Photo Section photographique de l'Armée

CARENCY. L'ÉGLISE

paré ; les troupes sont relativement fraîches ; le matériel est puissant (environ 400 pièces lourdes en plus de l'artillerie organique des corps d'armée); l'artillerie de tranchée (canons de 58) fait son apparition et quelques pièces modernes de très gros calibre s'ajoutent aux 120 et aux 155. La confiance la plus complète règne aussi bien parmi les troupes que dans les États-Majors.

Le front d'attaque français, d'Arras à Lorette, mesure environ 15 kilomètres, sur lesquels cinq corps d'armée sont engagés, dont deux à 3 divisions. Ce sont, du sud au nord, les 10e, 17e, 20e, 33e (général Pétain) et 21e corps. Trois divisions tiennent, plus au nord, le secteur défensif qui s'étend d'Aix-Noulette à La Bassée, où se fait la liaison avec les Anglais. Le 3e corps et deux divisions isolées, destinés à alimenter l'attaque, seront transportés à pied d'œuvre à partir du 10 mai, ainsi que deux divisions de cavalerie en vue de l'exploitation du succès. C'est donc avec douze divisions que le général d'Urbal va commencer la lutte. Il ne compte évidement engager ses réserves que dans les journées suivantes, et elles stationnent encore dans la région de Doullens. Or, le 9 mai, après une préparation de quatre heures seulement, à la surprise générale, le 33e corps enlève en une heure de temps toute la première position ennemie sur quatre kilomètres de profondeur, entre Neuville et Carency. Les éléments de tête atteignent le sommet de la falaise de Vimy, et l'ennemi, abasourdi, commence à évacuer précipitamment ses cantonnements de l'arrière jusqu'à Douai. Le 20e corps, plus à droite, pénètre profondément dans les lignes adverses. La brèche est faite, dans des conditions de rapidité absolument inespérées, et qui tiennent autant à l'excellence de la préparation qu'à la valeur supérieure des troupes.

Malheureusement, derrière Pétain et Balfourier, il n'y a rien. Comme l'écrit un témoin, le capitaine Laffargue, dont les *Impressions* reçurent plus tard l'estampille officielle et furent distribuées aux armées à titre d'enseignement: « Le 9 mai, la réserve était faite avec les troupes qui auraient dû normalement composer la deuxième ligne inexistante. C'est ce qui explique le désastreux retard de son engagement, d'ailleurs très hésitant, parce que l'on a essayé de manœuvrer avant d'avoir enfoncé et que l'on a attendu d'y voir clair pour manœuvrer. » Ainsi, les corps d'armée de première ligne avaient dû laisser loin en arrière une partie de leurs effectifs, à la disposition de l'armée, qui ne sut pas engager à propos ces réserves tactiques. Quant aux réserves stratégiques, nous avons vu qu'elles étaient encore à deux jours de marche du champ de bataille. On peut donc se représenter aisément, d'après le même témoignagne, ce qui se passa au 33e corps : « Des groupes héroïques, faibles noyaux de multiples compagnies, conduits par des chefs ardents s'enfoncent plus profond chez l'ennemi. Ils apparaissent lancés au galop sur les tranchées ; décuplés par l'imagination de l'ennemi qui s'affole, ils courent au delà dans les champs libres, recevant quelques coups de ci de là, mais surpris désormais par le vide du champ de bataille. Derrière eux, le combat d'extermination continue par places, mais rien ne suit, seuls quelques groupes d'isolés et de blessés s'en retournent. Alors ces groupes sentent leur faiblesse et se comptent; le vide, le silence, les résistances invisibles les impressionnent, ils flairent l'embûche et s'arrêtent bientôt. »

Ils dûrent même revenir en arrière. La brèche

était trop étroite ; à droite, les 17e et 10e corps avaient complétement échoué : cloués au sol dès le début devant des défenses à peine entamées et des mitrailleuses intactes, ils mordirent à peine sur la première ligne et subirent d'effroyables pertes. En « *dix minutes* », sur le seul front de la 9e division, 3.000 hommes (plus d'un tiers de l'infanterie combattante) furent mis hors de combat. Reprise le 10 dans les mêmes conditions, après quelques rafales supplémentaires de 75, l'attaque échoua aussi lamentablement. A gauche, sur le plateau de Lorette, nous ne dépassons qu'à peine la quatrième tranchée ennemie et, dans la journée du 10, la bataille dégénère en un épouvantable carnage, sans progrès appréciables.

Ainsi rassurés dès l'après-midi du 9, sur leur droite et leur gauche, revenus de leur panique à la suite de l'arrêt forcé des débris du 33e corps, les Allemands concentrent en hâte sur la falaise de Vimy les renforts qui leur parviennent. Leur tâche est facilitée par l'indéniable bravoure des unités de première ligne, qui, encore que débordées et parfois encerclées, se défendent pied à pied dans les points d'appui du Labyrinthe, de Neuville, de Carency et d'Ablain Saint-Nazaire. A partir du 10, les forces opposées sont sensiblement égales. Surtout, l'ennemi fait appel à sa réserve d'artillerie, et écrase ses anciennes positions sous un déluge de projectiles ; il arrive à tendre des barrages de 210 ! Aussi, malgré la ténacité du commandement français et l'héroïsme de ses troupes, après avoir été « *inquiétante* » pendant une journée, la bataille s'enlise dans « *la lutte sans issue bien connue pour des fractions de positions* ». C'est Falkenhayn qui le dit, et nous sommes bien obligés de le croire, puisque, du 10 mai au 15 juin, nous n'aboutirons qu'à aligner notre nouveau front sur le front atteint dès le 9 par les fantassins de Pétain. Carency ne tombe que le 12, Neuville le 15, la Chapelle de Lorette le 22, Ablain le 29. Il fallut quinze jours pour conquérir le rebord sud du cirque de Souchez et l'ouvrage du Labyrinthe fut enlevé à la grenade, mètre par mètre.

Le G. Q. G. savait bien que l'affaire était manquée et l'écrivait dès le 13 mai. Il s'obstina pourtant, pour « *user l'ennemi et retenir ses disponibilités* ». Il alimente la bataille en prolongeant la 2e armée jusqu'à la Scarpe, ce qui libérait d'autant la 10e, et en pressant les Anglais d'intervenir. Mais ceux-ci qui ont attaqué le 9 et le 16, devant Festubert, ne peuvent s'emparer que de quelques tranchées (600 mètres de profondeur sur six kilomètres de front) et un conflit assez grave s'élève à ce propos entre French et Kitchener. Dès lors, tout le secours qu'on leur demande est de relever un certain nombre de divisions françaises entre Lorette et La Bassée ou même, entre Arras et la Somme. C'est, affirme Joffre, le seul moyen pour donner à l'offensive de la 10e armée un caractère « *d'intensité et de continuité* ». Nous retombons, on le voit, dans les errements de la bataille de Champagne ! Toujours selon la même méthode, après avoir « grignoté » l'ennemi pendant quelques semaines, on décide de tenter un ultime effort. Il aura lieu le 16 juin et sera précédé par de multiples « diversions ». Pour « *donner à l'ennemi l'impression d'une attaque* », les armées qui n'attaquent pas sont invitées à procéder à des actions d'artillerie : chiffre maximum de munitions à dépenser : *vingt coups par pièce de 75*. On imagine l'illusion que pouvaient produire ces quelques obus ! Les

Photo Section photographique de l'Armée

DOUAI, LE PONT ROUGE

attaques, plus sérieuses, sur Quennevières, Toutvent et même l'attaque anglaise de Loos n'aboutirent qu'à trois échecs supplémentaires. Et lorsque, le 16, la 10e armée repartira à l'assaut des crêtes de Vimy, elle tombera sur un ennemi parfaitement en garde et une artillerie écrasante. A peine réussissons-nous à jeter quelques compagnies sur la cote 119. Au bout de trois jours de combats, il faut renoncer à toute espérance. Pour donner la mesure de celles qu'avait caressées le Haut-Commandement, rappelons que, le 14 juin, Joffre écrivait à Foch qu'il attendait des « *résultats décisifs* » savoir, la rupture du front organisé devant Arras, et qu'il « *attachait le plus grand prix à la réussite entière de l'opération* ». Foch, plus avisé, confiait à French qu'il s'attendait, lui, une fois sur les hauteurs de Vimy, à rencontrer plus à l'est une nouvelle ligne que les Allemands auraient eu le temps de préparer. Ils n'eurent pas à s'en servir et, nonobstant la perte de 20 canons, 8.000 prisonniers et une quarantaine de kilomètres carrés de terrain, célébrèrent comme un succès la grande bataille d'Artois.

A la Chambre, dès le 24 juin, un ancien officier, député radical de l'Aisne, M. Accambray, se détermine à faire le « *procès* » du ministre de la Guerre et du gouvernement ; le 8 juillet, un autre député, M. Albert Favre, interpelle. A tous deux, M. Viviani répond en se proclamant favorable au contrôle parlementaire et en faisant appel à l'union sacrée. Un ordre du jour de confiance est voté, encore à l'unanimité, tant les membres de la Chambre hésitent à rompre, même en apparence, le pacte du 4 août 1914. Le mois suivant, un long débat s'engage au sujet du Service de Santé. Sortant du domaine des critiques techniques, successivement, un radical, M Franklin-Bouillon, puis un socialiste, M. Alexandre Varenne, demandent, le premier « *que la Chambre sache tout avant de se prononcer et d'agir* », le second, que la Chambre puisse, comme cela est prévu par son règlement, se réunir en Comité secret, afin « *de remplir avec des renseignements plus complets son contrôle sur les choses de la guerre* ». Mais M. Varenne ne dépose cependant pas une proposition formelle et, après un discours du président du Conseil, seul M. Accambray vote contre le gouvernement.

Au cours de la discussion, tous les orateurs avaient fait l'éloge du travail des Commissions, répondant ainsi à la campagne menée par la presse conservatrice contre les « bavards » du Parlement La censure, qui prenait généralement si grand soin d'interdire toute critique contre les actes du gouvernement, laissait en effet libre carrière aux attaques les plus vives et les plus injustes contre les deux Assemblées. On critiquait surtout leur refus de partir en vacances. Pour bien marquer sa résolution de ne point céder à une pareille campagne, la Chambre, le 26 août, consentit seulement à s'ajourner au 6 septembre et encore cette décision ne fut-elle prise qu'à une assez faible majorité (282 voix contre 224) : la minorité comprenait tous les socialistes et presque tous les radicaux.

Des manifestations de ce genre, si elles ne pouvaient être considérées comme l'indice d'une hostilité systématique, témoignaient du moins d'une défiance croissante dans les méthodes du Gouvernement et même du généralissime. Elles suscitaient à Chantilly des colères que dissimula mal le dédain traditionnel du militaire pour le civil.

Il semble d'ailleurs que l'optimisme de l'État-Major français ait subi vers la même époque une sérieuse crise. C'est l'époque où Joffre réclame l'unité de commandement, où la question des Dardanelles prend une acuité croissante, où les récriminations contre l'armée anglaise (sur 58 D.I. britanniques 21 seulement sont en France et elles ne tiennent qu'une soixantaine de kilomètres de front) s'accentuent. Toute une série de conférences et de conseils de guerre seront nécessaires pour ramener la confiance et dissiper cette nervosité. Le 23 juin, conférence à Chantilly : le Président de la République expose les griefs du pays : « *On reproche au général en chef les échecs de Champagne, de Woëvre et d'Artois ; on l'accuse d'être prisonnier d'une camarilla, de ne jamais consulter les exécutants. Une émotion assez vive se propage au Parlement et dans la population*". A cela Joffre répond par la création de trois Groupes d'armées, dont les titulaires, pourvus désormais d'un grade officiel, viendront conférer avec lui aux dates qu'il leur fixera et l'aideront à supporter le poids de ses responsabilités. A Foch (G. A. N.) et à Dubail (G. A. E.) s'ajoute Castelnau (Groupe d'armées du centre), dont l'armée est confiée au vainqueur de Vimy, le général Pétain. L'entrée de ces trois chefs illustres dans le cercle des initiés rassurera le Parlement. Quant à l'opinion, Joffre entend lui donner prochainement la victoire

qu'elle espère. Dès que les Anglais se seront décidés à faire un effort sérieux, nous pourrons entreprendre de grandes choses. L'attaque du 9 mai a prouvé qu'on pouvait rompre le front, puisque Pétain est passé en une heure. Il ne s'agit plus que de réaliser la rupture sur un front assez vaste, ce qui est une affaire de canons et de munitions, et, si possible, en deux points assez éloignés, pour disperser l'attention et les réserves ennemies. Un peu plus de minutie encore dans la préparation, un emploi plus rapide des réserves, quelques prévisions pour l'exploitation du succès, et l'instrument sera au point. La leçon du 9 mai aura été fructueuse, puisqu'elle nous montre, avec la légitimité de nos espoirs, les retouches qui doivent nous assurer le succès. Mais il faut que les Anglais mettent en ligne leur nouvelle armée.

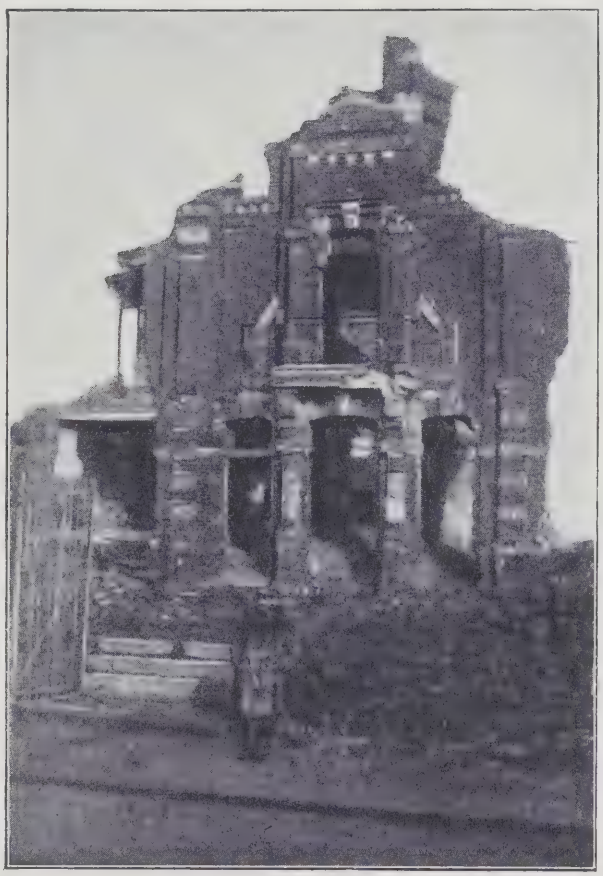


Photo Rol

ABLAIN SAINT-NAZAIRE. LA MAIRIE

## L'OFFENSIVE DE CHAMPAGNE ET LA DÉSILLUSION FINALE

Le 6 juillet, toujours à Chantilly, s'ouvre une Conférence qui réunit les représentants des différentes armées alliées. On n'y tranche pas la question du commandement suprême, mais on y décide l'exécution, aussi prochaine que possible, d'une offensive d'ensemble franco-britannique, et on s'assure de la bonne volonté anglaise en dépit des théories "défensistes et orientalistes" de Kitchener. Le 8 juillet, Conseil de guerre au G. Q. G. : le plan adopté consiste à « *retenir le plus de forces possible* » sur le front français, tout en préparant la percée pour octobre, avec l'appui de 6 divisions anglaises qui relèvent quatre des nôtres. Le 12 juillet, les conditions de l'offensive se précisent : deux attaques de rupture, l'une devant Arras avec 12 divisions, 2 corps de cavalerie et 300 pièces lourdes, l'autre en Champagne, avec 27 D. I., 2 corps de cavalerie et 550 pièces lourdes. La 2e armée, relevée par la 6e, sera transportée à cet effet en Champagne. L'objectif n'est pas limité ; il s'agit de « *battre les forces ennemies entre Meuse et Oise* » et pour cela de les rejeter d'abord sur l'Aisne, de Neuchâtel à Vouziers, puis de déboucher au delà de cette rivière. Des précautions spéciales seront prises pour masquer nos projets, (malheureusement, l'aménagement du secteur d'attaque, qui est minutieusement prescrit, les inscrit chaque jour matériellement sur le terrain). Le 12 septembre, les dernières dispositions sont arrêtées ; la 1e armée anglaise, dont la coopération a pu être obtenue, et la 10e armée française attaqueront le 25 septembre sur le front La Bassée-Ficheux. Après rupture du front, elles pousseront droit devant elles, sans s'attendre ni s'aligner, jusqu'à la ligne Fresnes - Le Quesnoy. Les 4e, 2e, et 3e armées, opérant entre Moronvilliers et l'Argonne, atteindront de la même façon le front de Nouvion-Sedan.

L'emploi de la cavalerie est prévu pour la poursuite et la rupture des communications ennemies. Pour éviter de retomber dans les fautes du 9 mai, les divisions de 2e ligne sont mises à la disposition des commandants d'armées et devront suivre au plus près. Sur le reste du front, tout doit être préparé en vue d'un démarrage immédiat. L'escadre anglaise elle-même est sous pression ! Le moral des troupes est exalté par des proclamations et des précisions sur la puissance de nos préparatifs : « *Toutes les chances de succès ont été réunies.* »

Le 23 septembre une note au Président de la République résume orgueilleusement la puissance de notre effort : en Artois, 17 divisions, 2 divisions de cavalerie, 700 pièces de 75, 380 pièces d'A.L. ; 1re armée britannique avec 903 canons dont 269 lourds. En Champagne, 30 divisions, 7 divisions de cavalerie, 1.200 pièces de 75, 850 pièces d'A.L. ; attaque complémentaire prévue de la 5e armée entre Craonne et Brimont avec 6 divisions, 250 pièces de 75 et autant d'A. L. Les trois quarts de l'armée française prennent part à la bataille. Et, passant sans sourciller de la confiance à la certitude, le G. Q.G. ose écrire à ses troupes : « *Toutes les conditions existent du succès certain.* »

Sous l'effet de ces exhortations et sur la foi de ces assurances, en dépit des désillusions de mai, la France, peu à peu, se remettait à espérer. La nouvelle offensive passait pour si minutieusement organisée ! Les lettres venues du front respiraient une telle conviction ! Cette fois, nous percerions ! Le public s'étonnait bien un peu de la précision des détails qui lui parvenaient ; il s'inquiétait de tant d'indiscrétions, qui alimentaient d'ailleurs sa curiosité. Mais, sans être aussi absolu ni aussi général qu'au printemps, l'optimisme demeurait grand. Le premier communiqué qui apporta des renseignements sur les résultats de l'attaque parut justifier tous les espoirs. Daté du 26 septembre, 15 heures, il disait : « *Nos troupes ont pénétré dans les lignes allemandes sur un front de vingt-cinq kilomètres et une profondeur variant de un à quatre kilomètres... Le nombre des prisonniers actuellement dénombrés dépasse 12.000 hommes* ». Il ne s'agissait évidemment plus d'un de ces petits succès trop bruyamment célébrés. C'était une victoire ! Mais les jours suivants, il fallut reconnaître que cette victoire ne décidait rien. Une seconde fois nos soldats passeraient donc l'hiver dans les tranchées, et nul désormais n'osait espérer la victoire et la paix pour le printemps suivant.

En dépit de la vaillance de nos troupes et des savantes dispositions prises par les chefs, nous n'avions en effet pu percer les lignes allemandes. Nous avions eu le tort de compter sans l'adversaire. Or, depuis le mois de juillet, celui-ci suivait jour par jour nos intentions. Outre qu'il était impossible de dissimuler des préparatifs aussi importants, les projets de Chantilly étaient pour lui le secret de Polichinelle. On en parlait partout, surtout dans les milieux politiques, affirment les militaires; dans toutes les cuisines du front, ripostent les parlementaires. Quoi qu'il en soit, dès le début de juillet, Falkenhayn sait qu'il sera attaqué en septembre et prépare le transport de forces venues de l'Est. Les retards que nous imposèrent la minutie des préparatifs et le désir d'accumuler les munitions permirent aux Allemands d'arrêter sans inconvénient grave les opérations contre les Russes et de ramener en France, vers le milieu de septembre, cinq ou six divisions. Le Xe corps et le corps de la garde débarquèrent en Belgique juste à temps pour être de la fête. Nos ennemis avaient surtout eu le loisir d'organiser derrière leur première position une seconde ligne de défense, sur la valeur de laquelle le rapport du général Pétain s'exprime comme suit :

« La deuxième position allemande était située à une distance de 5 à 6 kilomètres en arrière de la première, sur le versant nord de la Dormoise hors de portée par conséquent de notre artillerie de campagne. Elle sortait à peine de terre à la fin de juillet ; mais, dès que nos travaux d'approche commencèrent, l'ennemi se mit à travailler fiévreusement. Nos pièces lourdes, à défaut d'autres, essayèrent bien de les gêner ; elles étaient trop peu nombreuses malheureusement, et trop mal approvisionnées, pour pouvoir obtenir un résultat sérieux. Malgré tout, au moment de l'attaque, les tranchées n'étaient pas encore complètement terminées ; par contre, les organes de flanquement se trouvaient tous en place, ainsi que les réseaux de fil de fer, qui avaient même une résistance et une épaisseur inaccoutumées. Cette ligne était en définitive bien établie et sa force était doublée par son tracé à contre-pente, qui la rendait absolument invisible de nos observatoires terrestres. »

Il semble que le Haut-Commandement ait ignoré cette nouvelle donnée du problème. Rien ne fut changé, en tout cas, aux procédés d'attaque décrits plus haut et conformes à l'Instruction du 16 avril. Or, ces procédés, excellents pour l'enlèvement d'une position unique, défendue par une artillerie déployée immédiatement en arrière, ne convenaient déjà plus pour démolir un front fortifié comportant plusieurs positions échelonnées en profondeur, sur lesquelles l'ennemi avait, le 24, au cours de notre préparation, replié une grande partie de ses canons et installé des troupes.

Ce fut sur cette deuxième position que nous

vînmes nous cogner lorsque, après *neuf jours* de préparation (six consacrés aux réglages et soixante-quinze heures aux tirs de destruction), le 25 septembre, à 9 h. 15, sur un front de 35 kilomètres, les armées de Champagne partirent à l'assaut. En dépit de quelques résistances locales (Butte du Mesnil, Main de Massiges), le 25 au soir, nous avions enlevé sur 20 kilomètres le premier système défensif et progressé de 3 à 4 kilomètres en profondeur. Le général de Castelnau croyait déjà la trouée faite, et, de fait, l'État-Major de la IIIe armée allemande, dont les neuf divisions avaient été écrasées, dont les batteries avancées étaient tombées entre nos mains, envisageait l'opportunité d'un recul. Mais Falkenhayn, présent dès le 25 au soir sur les lieux, constate que les assaillants sont arrêtés partout devant sa position de repli encore intacte. Il y jette aussitôt les réserves venues de Russie et prélève en Alsace, en Argonne et sur l'Aisne toutes les disponibilités locales. De notre côté, quelques hésitations se manifestent. La pluie tombe à flots ; les mouvements des troupes sont extrêmement difficiles dans la poche étroite où se sont engouffrés, trop précipitamment peut-être, soutiens et réserves. Surtout l'artillerie lourde est dans l'impossibilité de se déplacer ; parvenue à l'extrême limite de sa portée, elle ne nous sera plus d'aucun secours pendant quelques jours. Aussi les corps d'armée de deuxième ligne n'interviennent-ils que pour renforcer aveuglément les premiers.

Photo Manuel

LÉON ACCAMBRAY

Un effroyable entassement se produit contre la barrière des positions sur lesquelles l'ennemi fait tête. Un témoin écrit : « On dirait que l'État-Major nous promène de çà de là, incertain et décontenancé... Partout sur la deuxième ligne allemande les fils de fer sont intacts, et nos hommes se font tuer dans leurs mailles. » Un rapport ultérieur du général en chef rejette sur l'insuffisance du commandement, qui ne sut pas mettre en œuvre les moyens dont il disposait, et sur l'instruction incomplète de l'infanterie et de l'artillerie, la responsabilité de l'échec. Il faut ajouter qu'en préconisant la rapidité de l'assaut, en excluant *a priori* toute idée de manœuvre, en préconisant la tactique brutale de la marche en avant, jusqu'à la limite des forces, surtout en négligeant le fait capital de la non destruction des deuxièmes positions, il avait lui-même fortement contribué à orienter ses subordonnés dans une fausse direction.

A partir du 26, nous retombons dans la phase, douloureusement classique, de la lutte des hommes contre le matériel. L'artillerie et les mitrailleuses allemandes presque annihilées le 25, prennent leur revanche. Le 26 et le 27, nous nous alignons péniblement au nord de Souain et de Perthes, au contact de la deuxième position, sur environ 12 kilomètres ; le 27 également nous arrivons devant Tahure ; plus à l'est, nous nous battons toujours dans la première position, sur la Butte du Mesnil ; enfin, dans la vallée de l'Aisne, nous avons achevé la conquête de la Main de Massiges. Le 28, on repart. Nous forçons les premières tranchées à l'ouest de la butte de Tahure, et le bruit se répand que « trois divisions » sont passées par la brèche. En réalité cette brèche ne mesure guère que quelques centaines de mètres, et le seul régiment qui l'a franchie est vite capturé. Nos cavaliers, après avoir poussé quelques escadrons dans ce terrain chaotique et accompli quelques exploits isolés, doivent renoncer à leurs espoirs de chevauchée. De toute évidence, il faut une nouvelle préparation pour briser cette nouvelle muraille. Les premiers jours d'octobre sont employés à rapprocher l'artillerie et à remettre de l'ordre dans la confusion de l'avant.

Le 3 octobre, le G. Q. G. récapitule les résultats obtenus : 25.000 prisonniers, dont 350 officiers, 150 canons, et affirme encore que la bataille de Champagne lui donne « *la certitude de la victoire fi-*

*nale* ». Le 6, après deux jours de réglages et de préparation, nous abordons l'ennemi, qui a eu le loisir de renforcer considérablement ses défenses. Cette fois, la préparation, gênée par le brouillard, est notoirement insuffisante ; la confiance n'y est plus; les troupes sont fatiguées; l'ennemi est sur ses gardes. On ne passe pas, et les quelques avantages obtenus (prise de Tahure et de sa butte) sont amplement payés par de nouvelles pertes. A partir du 9, ordre est donné au groupe d'armées du centre de mettre au repos le maximum possible d'unités.

En Artois, l'incertitude avait encore moins duré. L'armée britannique, commandée par Douglas Haig réussit, en utilisant les émissions de gaz asphyxiants, à emporter d'un seul élan les positions autour de Loos, faisant brèche sur un front de six kilomètres. Mais les réserves de French n'intervinrent pas à temps, et d'ailleurs cette avance trop limitée ne pouvait être utilisée que si notre 10e armée arrivait à hauteur de l'armée anglaise.

LES RUINES DU VILLAGE DE SOUAIN

Or, cette armée, attaquant sur le même terrain et avec les mêmes objectifs qu'en mai, se heurte aux mêmes difficultés : terrain bouleversé, organisations défensives particulièrement fortes, réserves abritées et artillerie supérieure. Elle ne gagne guère plus d'un kilomètre en profondeur dans l'après-midi du 26. French multiplie les appels et Foch les efforts, mais les journées du 26 et du 27 ne sont marquées que par des combats « pied à pied », qui nous conduisent jusqu'aux pentes sud des hauteurs de Vimy. D'ailleurs, dès le 25, 20 heures, en présence des succès initiaux des armées de Champagne, Joffre, qui considérait l'attaque d'Artois comme secondaire, télégraphie à Foch d'envisager, au cas où un résultat décisif serait douteux, le retrait d'une partie de ses forces. La réponse dut être assez pessimiste, puisque, le lendemain, il ordonnait d' « *agir sagement* » avec les quatre corps d'armée de droite, de garder intactes les troupes réservées, et de se contenter d'aider les Britanniques avec la gauche. C'est donc autour de Souchez que se concentra l'effort, de plus en plus limité, de la 10e armée. Une nouvelle tentative franco-britannique, préparée pour le début d'octobre et coïncidant avec l'attaque de la deuxième position de Champagne, se heurta à une formidable contre-attaque allemande et ne put que la neutraliser. Le bilan des opérations se soldait par quelque 3.000 prisonniers et la prise de trois ou quatre villages.

Au point de vue de la situation générale les objectifs grandioses que visaient les Alliés n'étaient pas atteints. Tout au plus peut-on constater, avec Falkenhayn, que « *l'attente et la préparation de cette offensive, et non l'offensive elle-même ont influé sur les opérations allemandes contre les Russes* ».

Ainsi se justifiaient les prévisions assez pessimistes du Conseil de Guerre du 11 août, qui contrastent singulièrement avec les espoirs officiellement proclamés. Aux craintes exprimées par le ministre de la Guerre, Joffre avait ce jour-là simplement objecté qu'il « *était difficile de rester inactif* ». Foch avait été nettement partisan de limiter l'offensive, et Castelnau avait parlé à peu près dans le même sens. Le seul Dubail avait donné aux projets du G. Q. G. son approbation entière. Mais l'argument qui avait entraîné la décision était que « *l'opinion publique serait fâcheusement impressionnée par notre inaction* ». Elle allait être encore plus fâcheusement

impressionnée par l'inutilité de nos sacrifices.

Aux désillusions du front français s'ajoutaient d'ailleurs celles que, sur les fronts d'Italie et de Russie, l'été de 1915 ne nous avait pas ménagées. Quatre mois après leur entrée en guerre, les Italiens en effet n'avaient, ni brisé la résistance de l'armée autrichienne, ni même conquis Trente et Trieste. L'offensive déclenchée par les Allemands contre les Russes avait valu au contraire à nos adversaires d'éclatants succès. En mai et juin, Mackensen avait repris toute la Galicie. En juillet et août, Hindenburg et Léopold de Bavière avaient conquis la Courlande, la Lithuanie et la Pologne. Sans doute les armées russes, vaincues, ne sont pas détruites, et l'invasion germanique s'est arrêtée en septembre aux portes de Riga et de Dwinsk. Surtout la Russie n'a pas demandé la paix, et l'ennemi n'a donc pas atteint le but qu'il poursuivait. Mais, en attendant, ces victoires ont raffermi sa confiance, rehaussé son prestige, et elles vont, en particulier, fortifier son influence dans les Balkans. Les événements d'Orient rendront plus aiguë et plus grave la crise de confiance à laquelle toute l'éloquence de M. Viviani ne parvient plus à remédier.

Photo Trampus

GÉNÉRAL FALKENHAYN

## LES ÉVÉNEMENTS D'ORIENT ET LA DÉMISSION DU MINISTÈRE

Depuis la fin d'avril, les Alliés, désireux d'ouvrir à leur flotte la route de Constantinople et des ports de la Russie méridionale, avaient débarqué des troupes dans la presqu'île de Gallipoli, à l'entrée des Dardanelles ; mais, en dépit d'efforts héroïques, la résistance des Turcs avait rendu impossible toute avance sérieuse. Découragé, le gouvernement anglais, initiateur et organisateur de l'expédition, parlait de rappeler ses soldats. Qu'allait faire la France ? Justement un chef nouveau venait d'être placé à la tête de nos contingents d'Orient : le général Sarrail, auquel le G. Q. G. venait de retirer le commandement de la 3e armée (sous prétexte d'échecs en Argonne, en réalité pour écarter un « réfractaire », trop écouté au Palais Bourbon). Les Commissions parlementaires, auxquelles le gouvernement avait refusé jusqu'ici toute explication et tout renseignement sur l'expédition des Dardanelles, décidèrent d'intervenir. Elles n'ignoraient pas que Sarrail, qui n'avait pas encore rejoint son poste, réclamait d'importants renforts. Elles savaient aussi les Austro-Allemands désireux d'établir une liaison avec la Turquie et prêts à envahir une fois encore la Serbie, avec, peut-être, la complicité des dirigeants bulgares. Des délégués des trois Commissions de l'Armée, de la Marine et des Affaires étrangères de la Chambre vinrent exposer, d'abord au président du Conseil, puis au Président de la République (13 août), leurs inquiétudes et leurs craintes. Puis les Commissions, unanimes, adressèrent à M. Viviani un réquisitoire circonstancié contre la politique orientale du Gouvernement, et, le 27, elles votèrent une motion dont voici les passages essentiels :

« Considérant que la concentration des troupes austro-allemandes sur la frontière serbe doit être envisagée non seulement comme le prélude d'une action contre la Serbie, mais aussi comme la préparation d'une entreprise ayant pour but de tendre la main à la Turquie et de débloquer les Détroits ;

« Considérant que les dernières informations de Bucarest et de Sofia ainsi que les renseignements qui nous ont été fournis permettent de supposer que les Austro-Allemands se proposent d'atteindre leur objectif en évitant les régions difficiles de la Serbie et en prenant la voie Widin-Sofia-Philippopoli ;

« Considérant que, dans cette hypothèse, il n'y a pas lieu de prévoir une résistance de la Bulgarie, qui sera mise en demeure de se joindre à l'armée envahissante ou de lui livrer passage ;

« Considérant d'autre part que la prise de Constantinople... précipiterait l'issue de la guerre... que ce résultat ne peut être obtenu avec les

moyens insuffisants mis en œuvre jusqu'à ce jour ;

« Invite le Gouvernement... à organiser sans délai d'accord avec ses Alliés l'expédition nécessaire pour forcer les Dardanelles et faire tomber Constantinople. »

C'était la première fois que le Parlement manifestait de façon aussi nette sa volonté de n'être plus tenu à l'écart et de guider l'action gouvernementale. Il est vrai qu'en cette circonstance l'opinion presque entière, favorable elle aussi à ce que la lettre du 25 août avait appelé la « *diversion essentielle* », par opposition sans doute aux diversions inutiles et coûteuses auxquelles se livrait depuis six mois le haut commandement français, se trouvait du côté des parlementaires. Le président du Conseil fit à la motion une réponse très conciliante, et prit l'engagement formel de ne rien faire, en Orient, sans avertir les Commissions. Mais le gouvernement ne parvenait pas à s'accorder sur les décisions à prendre. Le Grand Quartier Général, dont nous avons vu plus haut les démêlés avec Kitchener à propos des Dardanelles, s'opposait avec énergie à tout envoi de renforts en Orient au détriment du front de France. M. Delcassé, de son côté, était hostile à tous les projets d'expéditions hasardées. Il ne croyait d'ailleurs pas les Bulgares prêts à entrer en guerre contre la Serbie. Au contraire, M. Briand était un partisan déterminé, et déjà ancien, d'une intervention dans les Balkans, prenant Salonique pour base. Tout était encore en suspens, quand, le 22 septembre, la Bulgarie mobilisa. Le lendemain, la Grèce, alliée de la Serbie depuis 1913, répondait en mobilisant à son tour, et le chef du gouvernement d'Athènes, M. Venizelos, demandait à la France et à l'Angleterre d'envoyer une armée à Salonique. Aucune hésitation n'était dès lors possible. Il fallait venir au secours des Serbes et de la Grèce, où, à côté de M. Venizelos, le roi Constantin, beau-frère de Guillaume II, n'était rien moins que favorable à la cause alliée et souhaitait demeurer neutre.

Photo Manuel

GEORGES LEYGUES

La France et l'Angleterre firent donc à M. Venizelos une réponse affirmative. Mais le général Joffre continuait à déclarer qu'il jugeait impossible de prélever sur le front plus d'une division et demie d'infanterie et une de cavalerie. Pour lui, le corps de soutien anglo-français de Salonique devait être constitué « *au moyen du corps expéditionnaire des Dardanelles* ». Les commissions de la Chambre firent alors une nouvelle démarche pour protester, le 2 octobre, contre le caractère « *tardif, lent et débile* » des mesures envisagées en Orient par le gouvernement. Trois jours après, un événement grave se produisait. Convaincu que l'Allemagne l'emporterait, résolu à ne point entrer en lutte avec elle, Constantin renvoyait M. Venizelos. Fallait-il toujours, dans ces conditions, réunir autour de Salonique, où avait déjà débarqué une division venue des Dardanelles, une armée condamnée sans doute à arriver trop tard et obligée de compter, désormais, au moins avec la mauvaise volonté des Grecs ? Le gouvernement anglais ne le pensait pas, et M. Delcassé partageait son sentiment. Dans la presse, M. Clemenceau se prononça avec fougue contre l'expédition de Salonique. Au conseil des ministres pourtant, M. Delcassé fut seul de son avis. Plutôt que de s'incliner devant une décision qu'il estimait néfaste, le ministre des Affaires étrangères préféra se retirer. Sa démission, tenue cachée durant quelques jours devint définitive et officielle le 12 octobre au soir. Ce même jour, M. Viviani, qui venait de se rendre à Londres pour décider l'Angleterre à joindre ses forces aux nôtres, s'était transporté au Palais Bourbon et y avait lu une déclaration. Elle affirmait la nécessité d'une « *action énergique* » destinée à secourir la Serbie, « *sans affaiblir notre front* ». Elle assurait qu'il existait un « *plein accord* » entre le gouvernement et le généralissime, une « *entente complète* » entre la France et la Grande-Bretagne. De maigres applaudissements accueillirent le président du Conseil, et, pour obtenir « *des explications plus précises* », les présidents des trois Commissions des Affaires

étrangères, de la Marine et de l'Armée (MM. Leygues, Painlevé et le général Pédoya) interpellèrent le lendemain. M. Painlevé rappela les erreurs commises en Orient, malgré les avertissements des Commissions, le temps et les occasions perdues avant de décider une expédition nécessaire, et réclama pour « *la Chambre tout entière* », « *sous une forme quelconque* » (allusion au Comité secret), des éclaircissements. Mais M. Viviani refusa de rien dire de plus, et s'opposa nettement à toute formation de la Chambre en Comité secret.

Déposée par M. Renaudel, au nom du groupe socialiste, une demande de Comité secret fut en effet rejetée, mais seulement par 303 voix, contre 190, — majorité peu considérable. Un ordre du jour de confiance fut voté par 372 voix contre 9, mais il y eut plus de 150 abstentionnistes, et M. Painlevé avait ainsi défini leur point de vue : « Nous ne pouvons pas prendre la responsabilité d'approuver ou de blâmer des mesures dont nous ne savons rien, si ce n'est qu'elles sont dangereusement tardives. » Il n'était donc pas dissipé, ce « *malaise* » qu'avaient une fois de plus dénoncé tous les orateurs — et parmi eux un modéré, M. Chaumet, qui s'était écrié : « Je veux bien être gouvernemental, gouvernemental de parti pris; mais donnez-nous un gouvernement ! » L'autorité des ministres et surtout celle du président du Conseil, déjà fort affaiblie, sortait de ce débat amoindrie encore. La Chambre n'avait pas osé renvoyer le Cabinet, mais, par son attitude sinon par son vote, elle l'avait condamné. M. Viviani essaya pourtant de se maintenir au pouvoir en remaniant son ministère. Il s'agissait en particulier d'éliminer M. Millerand, dénué désormais de tout crédit auprès du Parlement, et M. Augagneur, ministre de la Marine, sur qui l'on rejetait la responsabilité de l'échec des Dardanelles. Mais, après quelques jours de négociations, le président du Conseil (qui depuis le départ de M. Delcassé avait pris l'intérim des Affaires étrangères) comprit que, même s'il demandait à des collègues devenus gênants de se retirer, il ne parviendrait pas à constituer un cabinet susceptible de reformer, au sein du Parlement, cette unanimité qui paraissait encore indispensable. Il préféra dans ces conditions passer la main. Un homme s'imposait à la présidence du Conseil, M. Briand, qu'avaient grandi son rôle à la fin d'août 1914 et la perspicacité dont il avait fait preuve au sujet des affaires orientales. Il reçut donc, de façon officieuse, la mission de former un ministère, pendant que M. Viviani demeurait officiellement encore à la tête du gouvernement. Mais l'on tenait à ne parler de la démission du Cabinet que le jour où l'on pourrait en même temps donner la composition du nouveau ministère, et l'on voulait éviter au pays au moins l'apparence d'un interrègne ministériel. Commencés le 24, les pourparlers de M. Briand se poursuivirent jusqu'au 29. Quelques députés s'irritèrent de cette lenteur et parlèrent d'interpeller. Le 29 au matin enfin, la démission de M. Viviani était donnée, dans l'espoir, disait sa lettre au Président de la République, *qu'une autre personnalité politique pourra reformer et cimenter cette union qui est le vœu de tous.* Le même soir, le ministère Briand était définitivement constitué, et, le 30 octobre, les décrets de nomination paraissaient à l'*Officiel*.

Photographie Manuel

CHAUMET

# VIII

# LE MINISTÈRE BRIAND ET LES PREMIERS COMITÉS SECRETS

## LE NOUVEAU MINISTÈRE DEVANT L'EUROPE ET LE PARLEMENT

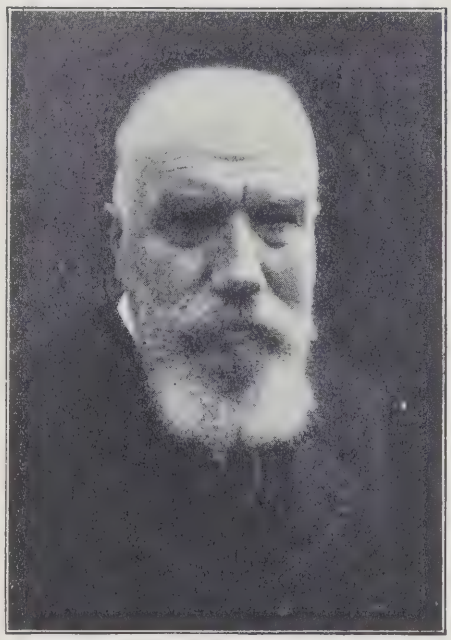
Le Gouvernement formé par M. Briand devait, dans la pensée de son chef, être un « grand ministère », qui, plus encore que le cabinet précédent, s'inspirerait de la formule de l'Union Sacrée. Aussi ses membres étaient-ils nombreux. Cinq hommes d'État, d'âge et d'expérience, portant le vieux titre de « ministres d'État », y constituaient d'abord comme un Conseil des Anciens. Il comprenait : M. de Freycinet, l'ancien collaborateur de Gambetta en 1870 ; MM. Combes et Léon Bourgeois, les deux chefs du parti radical ; M. Jules Guesde, le doctrinaire marxiste ; enfin M. Denys Cochin, le leader des catholiques conservateurs. M. Méline, qui avait tenu à reprendre le portefeuille de l'Agriculture, représentait les républicains modérés. Quatre membres du cabinet Viviani, et parmi eux MM. Ribot et Malvy, conservaient leurs fonctions ainsi que les sous-secrétaires d'État à la Guerre. M. Painlevé devenait ministre de l'Instruction publique et des « Inventions intéressant la Défense nationale », l'amiral Lacaze ministre de la Marine, et le général Gallieni ministre de la Guerre. M. Briand s'était réservé la charge des Affaires étrangères.

L'opinion accueillit avec faveur la plupart de ces choix, en particulier celui de Gallieni, dont on commençait à connaître le rôle décisif pendant la bataille de la Marne. Si elle ne montra qu'assez peu d'enthousiasme pour l'institution des ministres d'État, elle fit confiance au président du Conseil, lui demandant d'agir en « chef ». La déclaration ministérielle lue aux deux assemblées le 3 novembre promit en effet de « *tendre vers l'action... tous les ressorts du Gouvernement* » d'assurer « *la collaboration régulière* » des diverses administrations avec les Commissions parlementaires et de réformer l'organisation de la censure. Elle proclama bien haut la volonté de lutter « *jusqu'au bout* » pour libérer les territoires envahis, ceux de 1870 comme ceux de 1914, et, dans un discours complémentaire, M. Briand ajouta qu'aucune paix n'était possible tant que l'Allemagne ne se serait pas « *résignée à reprendre son rang parmi les nations avec la pensée de se développer selon son génie en respectant le génie des autres* ». La Chambre vota la confiance à l'unanimité moins une voix, et il y eut seulement une vingtaine d'abstentionnistes.

L'arrivée au pouvoir de M. Briand ne désarma pas les adversaires de l'expédition de Salonique, dont les malheureux débuts avaient déterminé la chute du ministère précédent. Peu nombreux à la Chambre, ils possédaient une situation considérable au Sénat. M. Clemenceau, devenu président de la Commission des Affaires étrangères et de celle de l'Armée, mettait à profit cette position officielle pour harasser le Gouvernement de questions et de critiques, cependant que ses articles de l'*Homme Enchaîné* encourageaient l'Angleterre à persévérer dans son opposition à tout projet d'action balkanique. Les événements paraissaient d'ailleurs justifier les craintes de M. Clemenceau. Au début de décembre, Bulgares et Austro-Allemands avaient conquis toute la Serbie et parvenue en Macédoine, l'avant-garde de l'armée Sarrail, menacée d'enveloppement, devait se replier sur Salonique. Pendant quelques jours, l'existence du cabinet Briand parut en péril. Mais les débris de l'armée serbe parvinrent à gagner la côte albanaise, et la retraite de Sarrail s'effectua dans un ordre parfait. Le prestige du président du Conseil, instigateur de l'expédition de Salonique, en fut consolidé, et l'influence de M. Clemenceau au contraire commença de s'affaiblir au Parlement.

Mais le grave problème de l'intervention balka-

nique une fois résolu, l'opposition parlementaire n'était pas désarmée. Elle avait des raisons plus pressantes encore et des motifs plus sérieux de n'accorder au Gouvernement qu'une confiance relative, et en quelque sorte sous bénéfice d'inventaire. La question du Haut Commandement français et des rapports du G. Q. G. avec les Commissions parlementaires n'avait encore reçu aucune solution. Or, nous l'avons vu, la conduite de la guerre sur le front occidental restait, en dépit des rassurantes allégations officielles, le principal et presque l'unique souci des représentants du peuple. Leurs griefs contre le généralissime et ses subordonnés avaient été exaspérés par l'échec meurtrier de l'offensive de Champagne. On attendait du nouveau ministère des mesures énergiques dans l'ordre militaire. Il tardait à les prendre. Aussi M. Briand, en dépit de son éloquence et de l'autorité que lui donnaient à la Chambre la souplesse de son intelligence et la finesse de ses intuitions, rencontrera-t-il pendant son passage au pouvoir une opposition, d'importance très variable, mais persistante, qui lui reprochera d'être plus diplomate et conciliateur que réformateur et homme d'action. En d'autres termes, on l'accusera de ménager le G. Q. G. au détriment des intérêts de la défense nationale. Et l'année 1916 ne sera qu'une période d'attente au cours de laquelle le Parlement suivra, tour à tour inquiet, rassuré, anxieux, confiant ou exaspéré, les péripéties des luttes autour de Verdun ou sur la Somme, avec le souci d'en tirer une confirmation décisive de ses présomptions sur la valeur de notre Haut Commandement.



DENYS COCHIN

Dans cette expérience ultime on peut distinguer trois phases : la première, qui va de novembre 1915 au début de la bataille de Verdun, constitue une sorte de trêve relative, accordée par l'opposition au nouveau ministère et au G.Q.G., dont on attend de connaître les projets pour la grande offensive interalliée de 1916; la seconde, marquée par les Comités secrets de juin et juillet 1916, voit se dérouler un véritable combat (dont les fluctuations suivent jour par jour celles du drame de Verdun) entre défenseurs et adversaires du G. Q. G. ; le sort du généralissime et celui du ministère sont liés à celui de la place! Enfin, après les espoirs suscités par l'heureux début de la bataille de la Somme, la déception causée par sa conclusion, encore indécise, oblige, après force hésitations et compromis, M. Briand à se désolidariser des fautes commises dans l'ordre militaire et à renouveler le commandement de l'armée française, au moment même où de nouveaux et plus vastes problèmes politiques commencent à se poser.

Pour en revenir à la situation de novembre 1915, l'entrée de Gallieni au ministère de la Guerre n'avait entraîné d'abord que des changements minimes dans l'organisation comme dans le personnel du Grand Quartier Général. L'ancien gouverneur militaire de Paris n'avait certes pas eu à se louer de Joffre; mais précisément le souvenir de ses griefs personnels l'empêchait, devenu ministre, de prendre position contre le généralissime dont, après la campagne si décevante de 1915, une partie importante de l'opposition parlementaire demandait le remplacement. Sans beaucoup croire au génie de Joffre, M. Briand, de son côté, jugeait préférable de laisser à la tête de nos armées un chef encore populaire, respecté par les gouvernements et les États-Majors étrangers et d'un loyalisme incontestable, comme était le «Vainqueur de la Marne». Aussi M. Accambray, qui, dès la séance du 3 novembre, réclamait « *un remaniement profond des États-Majors... les mutations nécessaires et multiples qui s'imposent dans le Haut Commandement* », put bien adresser, le 18 novembre, au président du Conseil un mémoire pour réitérer de façon plus claire sa demande : « *Qu'un nouveau général en chef soit désigné* »

M. Briand et le général Gallieni se contentèrent de restreindre quelque peu certaines des prérogatives que le Grand Quartier Général s'était arrogées, en ce qui concerne la correspondance avec les États-Majors étrangers et les nominations aux emplois importants de l'armée. Mais, en même temps, un décret du 2 décembre fit de Joffre le chef de toutes les armées françaises, lui subordonnant ainsi Sarrail, qui, jusqu'ici, ne dépendait que du ministre de la Guerre. Dans la pensée du président du Conseil, il s'agissait à la fois de préparer les voies à l'établissement du Commandement unique en grandissant la position du généralissime français, et d'intéresser Joffre au sort de l'armée d'Orient en la plaçant sous ses ordres. Quelques jours après, le général de Castelnau fut, il est vrai, nommé « major général » des armées françaises; mais, en cette qualité, il n'était que l'adjoint, le collaborateur du général en chef, qui, pratiquement, le tint plutôt à l'écart et demeura seul maître. Ces deux mesures ne furent pas d'ailleurs sans causer, chez certains membres de la Chambre, du mécontentement. Non seulement la situation de Joffre se trouvait en définitive consolidée, mais la désignation de Castelnau, connu pour ses opinions monarchistes, pouvait inquiéter des républicains. Le 9 décembre, un député de la Gironde, M. Constant, voulut interpeller à ce sujet; mais M. Briand refusa de répondre et la Chambre lui donna raison par 406 voix contre 67. Le 15 décembre, M. Accambray revint à la charge et déposa une demande de Comité secret; elle fut écartée par 327 voix contre 154.

## LES CONFÉRENCES DE CALAIS ET DE CHANTILLY

Il faut reconnaître que ces irréductibles opposants choisissaient mal leur heure. Les mesures prises par M. Briand en faveur de Joffre, si elles répondaient assez mal aux critiques que soulevait sa méthode de commandement, paraissaient assez habiles à qui se plaçait au point de vue des rapports entre la France et ses Alliés. Du 4 au 7 décembre en effet, des négociations importantes sont en cours, d'où doit sortir le plan de guerre de la coalition pour 1916. D'une part, à Calais, les gouvernements anglais et français se mettent d'accord sur leur participation réciproque à l'expédition de Salonique, qui trouve encore force adversaires en Angleterre. D'autre part, à Chantilly, une conférence spéciale, la seconde, réunit les représentants des diverses armées alliées. Donner à Joffre le commandement de l'armée d'Orient, c'était le forcer à soutenir énergiquement auprès de ses collègues et contre les généraux britanniques, French et Murray, le principe de cette expédition. Accroître ses pouvoirs, c'était lui assurer une prééminence morale qui devait en fait contribuer à faire prévaloir le plan français. Le résultat justifia les calculs du président du Conseil. La Conférence de Chantilly, tout en réservant les droits des gouvernements, proclama que ses membres « *demandaient le maintien de l'occupation de Salonique, à l'exception des représentants de l'armée britannique* » et décida à l'unanimité l'évacuation des Dardanelles. Joffre avait réfuté les objections anglaises, fondées sur l'insécurité du corps expéditionnaire, la longueur des lignes de communications « *qui dépassait les possibilités de la marine britannique* », les difficultés de prélever sur le front occidental les forces nécessaires, enfin la nécessité de réserver pour la défense de l'Egypte toutes les troupes dont French croirait pouvoir se priver. Il avait montré que l'abandon de Salonique livrait la Grèce aux Empires centraux et permettait aux sous-marins allemands, partant de ses côtes, d'interdire tout trafic dans la Méditerranée Orientale. Il avait gagné à sa thèse, non seulement le représentant de la Serbie, directement intéressé, mais les Italiens et les Russes. Bref, il s'était fait le porte-parole de M. Briand, partisan décidé, comme on l'a vu, de l'expédition de Salonique, et avait appuyé de son autorité technique un projet pour lequel il marquait naguère encore une méfiance assez caractérisée.

Le mémorandum préparé par le G. Q. G. français, en vue de la conférence, fut également approuvé dans son ensemble, en dépit des objections présentées par certains de nos alliés. Il posait en principe que « *la décision doit être recherchée sur les fronts anglo-français, italien et russe, aucun résultat décisif ne pouvant être obtenu en dehors de ces fronts, où l'ennemi maintient la plus grosse partie de ses effectifs* ». Les expériences de 1915 prouvent, selon lui, que des offensives d'ensemble peuvent réussir sur ces fronts, si elles sont bien conduites, si l'ennemi est suffisamment usé, et si nous réalisons d'une manière satisfaisante la concordance des efforts.

L'échec des précédentes tentatives franco-anglaises est attribué à l'insuffisance des ressources en hommes et surtout en matériel, jointe à des circonstances locales, comme le mauvais temps. Il est donc nécessaire de perfectionner l'outillage des armées, spécialement celui de l'armée russe, qui manque de fusils (160.000 en déficit), d'artillerie lourde et de matériel spécial. Il est entendu que les Alliés lui fourniront, dans le plus bref délai, ce qui lui manque.

Quant aux armées française et italienne, elles ont besoin de quelque temps pour combler les vides creusés dans leurs approvisionnements en munitions d'artillerie par les opérations de 1915; cela fait, elles disposeront respectivement de 2 millions 850.000 et 1.784.000 mobilisés aux armées, pourvus d'armes et de munitions en quantité suffisante. Il faut pourtant noter qu'à partir du moment où la classe 1917 aura été incorporée, la France sera arrivée « *à la limite de son effort* », les ressources des dépôts (775.000 hommes) suffiront tout juste à l'alimentation des unités existantes en période calme. Il est donc essentiel que l'armée anglaise accentue son propre effort. Elle aura en France, en 1916, 1 million 315.000 hommes, mais est très loin d'avoir utilisé tout son matériel humain. A cette demande catégorique, derrière laquelle perce un blâme discret, les représentants du Royaume-Uni opposent des considérations d'ordre politique : ils déclarent d'abord qu'ils n'ont pas qualité pour trancher la question et que « *le plan d'action proposé devra être soumis au Gouvernement anglais* ». En ce qui les concerne, ils déplorent les « *fluctuations incessantes* » dans la composition des effectifs de leurs armées et affirment qu'il leur est impossible de faire des prévisions à longue échéance. La situation spéciale de l'Empire britannique l'oblige à répartir ses ressources selon les nécessités d'une politique « *mondiale* », dont les besoins du corps expéditionnaire en France ne constituent qu'un élément. Nous sommes encore loin on le voit du Commandement unique !

REÇU-SOUVENIR, REMIS AUX PERSONNES QUI PARTICIPÈRENT A L'EMPRUNT DE LA DÉFENSE NATIONALE

Les Russes par contre réclament avec insistance l'assurance qu'ils seront soutenus par l'ensemble des armées alliées, au cas où l'ennemi entreprendrait, dans certaines régions favorables, une campagne d'hiver contre leurs forces en cours de réorganisation. Le général Jilinsky voudrait que chacun s'engageât à prendre l'offensive pour soutenir l'alliée attaquée « *même si la préparation n'est pas achevée* ». On reviendrait ainsi au système des « diversions » qui a donné en 1915 des résultats si pitoyables ! Pris entre la circonspection anglaise et les exigences russes, Joffre, il faut le reconnaître, n'a pas trop de toute son influence et de tous ses pouvoirs pour faire prévaloir une solution moyenne et assez sage. Après de laborieuses discussions, la Conférence de Chantilly s'arrête aux résolutions suivantes :

Une offensive d'ensemble sera préparée par chacune des puissances alliées; — ces offensives auront lieu dans un délai qu'il est impossible de fixer actuellement, et qui dépend de la durée de préparation, de la situation politique et des circonstances météorologiques; — elles seront en tout cas simultanées et se déclencheront au plus tard à deux semaines d'intervalle; — en attendant, l'usure des forces ennemies sera poursuivie par des offensives partielles menées par les seules armées britannique, russe et italienne « *qui ont encore d'abondantes ressources en hommes* » — chaque

armée doit enfin se mettre en mesure de repousser par « *ses propres forces* » toute attaque de l'ennemi, étant entendu que, si elle est seule attaquée par les armées allemandes et autrichiennes réunies, ses alliées « *chercheront à lui venir en aide dans la mesure du possible* ».

## LA SITUATION GÉNERALE A LA FIN DE 1915

Ces décisions constituaient pour la France, qui avait supporté depuis 1914 le poids le plus lourd du commun fardeau, un allègement considérable. Leur conséquence la plus apparente fut d'amener sur le front français un calme relatif, que troubla seule la malencontreuse et douloureuse affaire de l'Hartmansvillerkopf (21-22 décembre), décidée depuis longtemps, et que le G. Q. G. n'eut pas le courage de décommander. A part ce dernier soubresaut « d'offensivite », une doctrine plus judicieuse semble se faire jour dans les bureaux de Chantilly. Une note du 15 décembre prescrit aux armées de borner leurs ambitions à s'organiser, à aménager les terrains d'attaque et à articuler leurs forces. La densité des troupes en secteur est fortement réduite ; à l'arrière, on commence à créer de véritables cantonnements de repos, où de grandes unités, tout en perfectionnant leur instruction, connaissent enfin une détente réelle. A l'avant même, on se préoccupe d'améliorer les conditions matérielles de la vie aux tranchées ; sans aller jusqu'à prétendre que le séjour en est confortable, comme l'écrivent trop de journalistes inspirés, on peut constater un sérieux progrès sur 1915.

Tous ces faits contribuent à calmer l'opinion. Elle est maintenant entièrement résignée à la guerre prolongée, à la lutte d'usure se poursuivant presque sans terme prévisible. Tout ce qu'elle demande, c'est que cette lutte soit conduite avec le souci d'économiser le plus de vies françaises, et menée à bonne fin grâce à l'emploi de plus en plus intense du machinisme et des nouveaux procédés de combat. M. Briand lui-même ne craint pas dans ses discours d'accentuer cette note et, sans renoncer à l'espoir de la victoire finale, annonce qu'il faut, pour le moment et avant tout, se préoccuper de « tenir ».

A l'intérieur, les premières difficultés économiques surgissent. Le prix de la vie s'élève. Par suite de la restriction des exportations britanniques, le charbon devient plus rare. Il n'y a pas encore de crise véritable, mais comme on l'annonce des embarras qui marqueront l'avenir. D'ailleurs, la nation est toujours aussi résolue, et rien ne prouve mieux la confiance générale que la faveur avec laquelle on accueille l'emprunt « *de la Victoire* ». Parvenu au faîte de sa popularité, M. Ribot s'est en effet décidé, pour subvenir aux dépenses sans cesse croissantes, à faire à l'épargne un large appel. Préparé par de nombreux discours, des articles, des affiches, toute une habile publicité, ce premier emprunt, émis en décembre à 5 % — taux d'émission 88 francs — sera un grand succès ; il rapportera au Trésor plus de treize milliards, sur lesquels onze milliards d'argent frais. On ne se demanda pas alors s'il n'aurait pas été possible d'obtenir du public la même somme à 3%, et cela aura, par la suite, des conséquences financières graves. Cependant, après tant d'espoirs déçus, l'année 1915, si confuse, va s'achever, comme elle avait commencé, par une manifestation d'union et de foi en l'avenir. Le 28 décembre, prenant la parole au Sénat pour demander la prochaine incorporation de la classe 1917, Gallieni pouvait dire : « *Il y a 18 mois la France voulait la paix... Aujourd'hui elle veut la guerre* ». L'Assemblée unanime l'acclamait et décrétait l'affichage de son discours.

Cette volonté belliqueuse allait être soumise à une rude épreuve. Vers la même époque, en effet, une conception nouvelle de la guerre tend à prévaloir au Grand Quartier allemand. Jusqu'alors, nous l'avons vu, Falkenhayn avait dû, bon gré, mal gré, se rallier aux conceptions de ses lieutenants sur le front oriental, Hindenburg et Ludendorff, et adopter la solution autrichienne, qui consistait à mettre d'abord hors de cause la puissance militaire russe. Ce but, en dépit des succès « colossaux » remportés à l'Orient, n'avait pu être complétement atteint, non plus que l'établissement définitif de l'hégémonie allemande dans les Balkans et sur les rives de la mer Egée. Le « Drang nach Osten », la marche vers l'Est, était arrêtée avant d'avoir obtenu la décision. Du coup, Falkenhayn se détermine à reprendre les rênes et à imposer ses propres idées. En décembre 1915 il présente à l'empereur un long mémoire sur la conduite géné-

rale de la guerre, qui tend à renverser complètement le problème et à ramener tout l'intérêt sur le front occidental.

Les idées qui s'y révèlent témoignent, chose assez rare chez un Allemand et chez un général, d'un sens critique pénétrant. Sans l'exprimer nettement, Falkenhayn est au fond persuadé que la victoire militaire de l'Allemagne, j'entends la victoire à la Sedan, rêvée par la *Kriegs Akadémie,* n'est plus possible. Se fondant sur les expériences de 1916, il affirme : « *Les essais de percée ne peuvent pas réussir* », pas plus que n'a réussi l'invasion de la Russie. Reste la guerre d'usure ; mais le chef d'État-Major impérial ne se fait pas illusion : si la guerre se prolongeait contre l'univers presque entier coalisé, « *le moment devrait venir où la proportion des forces brutes de l'Allemagne ne laissera plus grand espoir* ». Il faut donc obtenir, dans un délai assez bref, que les adversaires de l'Empire demandent la paix, une paix qui, dans la pensée de Falkenhayn, doit être un compromis honorable. Et voici les procédés qu'il préconise pour les y contraindre.

Contre l'Angleterre, âme damnée de la coalition, une victoire militaire ne suffit pas. En admettant qu'on arrive (ce sera l'intention de Hindenburg en 1918) à expulser les Anglais du continent et à refouler les Français derrière la Somme, ni l'Angleterre ni même la France ne seront réduites à merci ; elles continueraient sans doute la lutte contre les forces allemandes, dont le nombre ne suffirait plus à monter une nouvelle opération. On ne parviendra, affirme Falkenhayn, à décourager l'Angleterre qu'en l'atteignant directement dans son île. Elle est maîtresse des mers, mais la guerre sous-marine à outrance peut, si elle est menée avec des moyens puissants, lui arracher cette suprématie et doit aboutir à un blocus effectif des côtes anglaises. Si la nation britannique voit « *surgir sur son île le spectre de la faim* », elle hésitera à poursuivre la guerre. Elle y renoncera définitivement si, en même temps, on détruit ses « *outils sur le contiennt* » c'est-à-dire si on détache d'elle ses alliés.

Par lequel commencer ? La Russie, en proie à de graves difficultés intérieures, sera dans un laps de temps relativement court obligée « *de changer de ton* », à condition qu'on lui refuse toute occasion de succès militaire. L'offensive sur le front oriental mène « *dans le vide* » ; la défensive suffit, et la Russie (prévision admirable, si elle n'a pas été ajoutée après coup !) s'écroulera d'elle-même. Les Autrichiens voudraient qu'on réglât d'abord son compte à l'Italie. On voit bien les avantages particuliers qu'ils y gagneraient, mais la défection de l'Italie, même défaite en Lombardie, n'est pas à espérer, cette puissance, essentiellement maritime, dépendant absolument pour son commerce et son ravitaillement de l'Angleterre. En outre le rendement des Italiens est « *si faible* » qu'il n'y a guère avantage à perdre du temps et des hommes pour les écraser ; abandonneraient-ils la lutte, que la puissance de l'Entente et surtout sa volonté combative n'en seraient guère diminuées. La conclusion s'impose : seule une paix séparée conclue par la France peut impressionner l'Angleterre au point de l'amener à conciliation.

Mais la perçée est impossible et les disponibilités allemandes ne suffiraient pas à une nouvelle campagne de la Marne : il n'y a, derrière le front occidental, que vingt-cinq ou vingt-six divisions

RAVIN DE LA MORT DEVANT THIAUMONT

réservées, et celles qu'on peut tirer des autres fronts n'accroîtront guère ce nombre. Fort heureusement (c'est Falkenhayn qui parle !) la trouée, « *opération douteuse et au-dessus de nos forces* » n'est pas nécessaire pour vaincre la volonté française : « *La France est arrivée très près de la limite de son effort militaire, avec un dévouement d'ailleurs admirable. Si l'on parvient à faire comprendre à son peuple qu'il n'y a plus rien à espérer au point de vue militaire, la limite sera franchie, et l'Angleterre se verra privée de sa meilleure épée* ». Cette hypothèse, dont les événements prouveront la témérité, reposait évidemment sur une connaissance assez exacte de nos difficultés, puisque, nous l'avons vu, vers la même époque, le G. Q. G. français avouait que ses effectifs, gaspillés depuis août 1914, ne pourraient que décroître après l'incorporation de la classe 1917 ; et qu'en effet, la Commission de l'Armée de la Chambre des députés constatait, en novembre 1916, une « *crise d'effectifs* » destinée à aboutir « *à une grave diminution de la force française* ». Mais elle témoignait d'une prodigieuse méconnaissance des vertus morales de la nation. L'idée d'une paix séparée était la dernière qui pouvait venir à l'esprit des populations françaises, même abattues par un désastre militaire, et les revers, loin de les décourager, les auraient plutôt rejetées vers un sublime entêtement, analogue à celui dont fit preuve en 1870 le gouvernement populaire de Gambetta. Quoi qu'il en soit, Falkenhayn, sous-estimant nos forces, se faisait fort de nous amener à composition par une simple défaite limitée.

Où choisir le champ de bataille ? Il fallait que l'enjeu eût une importance, au moins morale, suffisante pour que la France ne pût refuser le combat : « *Il existe à portée accessible des objectifs pour la conservation desquels le commandement français est obligé d'employer jusqu'à son dernier homme. S'il agit ainsi, les troupes françaises seront épuisées par leurs pertes sanglantes, car il leur sera impossible d'éviter le combat, que nous atteignions ou non notre objectif. Si le commandement français n'agit pas ainsi et laisse tomber l'objectif entre nos mains, l'effet moral produit en France sera énorme.* » Et, après avoir énuméré deux de ces objectifs, Belfort et Verdun, le généralissime allemand concluait en faveur d'une attaque destinée à prendre Verdun.

Faute de connaître le mémoire en question (dont Falkenhayn ne donnera de copieux extraits que dans ses *Souvenirs*, publiés après l'armistice), les contemporains se sont évertués à chercher les raisons stratégiques qui pouvaient déterminer l'ennemi à attaquer sur un saillant particulièrement fort de nos lignes, en arrière duquel la Meuse constitue une excellente ligne de repli, et dont la perte n'eut en rien compromis la solidité générale du front. Ces raisons stratégiques, on en pouvait donner dans le genre de celles qu'énumèrent le vieil Hindenburg (d'ailleurs adversaire du projet) et son lieutenant Ludendorff : la prise de Verdun aurait entraîné la disparition du saillant de Saint-Mihiel et mis en situation assez fâcheuse la gauche de notre groupe d'armées de l'Est ; Verdun constituait d'autre part une « *porte de sortie* » naturelle des armées françaises en direction des usines de Briey, et du nœud de voies ferrées de Thionville, deux organes vitaux de la défensive allemande. Mais la vraie raison de ce choix, il faut la voir dans l'importance morale de la première place forte de France et la conviction où était Falkenhayn que les Français ne toléreraient jamais qu'on l'abandonnât. Il espérait (c'est Hindenburg qui parle) « *que la puissance de la France serait au moins broyée dans l'arc de feu puissant... formé autour des fronts Nord et Nord-Est de Verdun.* » La France avait en somme le choix entre deux solutions ; se faire saigner à blanc autour de la place, jusqu'à usure complète de ses armées, pour aboutir d'ailleurs à un échec d'autant plus significatif que la défense aurait été plus acharnée ; ou bien risquer, en refusant le combat, une révolte du sentiment populaire et des troubles sérieux dans le fonctionnement du mécanisme parlementaire, bref une crise intérieure. On sait déjà qu'elle trouva une troisième solution, qui consista à garder intactes, d'un même effort, sa forteresse, son armée et sa confiance.

Si l'on tient pour authentiques les déclarations de Falkenhayn sur ses intentions en décembre 1915, on y trouve également l'avantage de comprendre les conditions tactiques "*mesquines*" (le mot est de Ludendorff) selon lesquelles l'offensive fut conçue. Le généralissime allemand estimait qu'il n'avait pas assez de troupes disponibles pour tenter une manœuvre à grande envergure ; d'autre part, il se lançait dans une vaste lutte d'usure, qu'il lui faudrait soutenir et entretenir jusqu'à extinction de la puissance militaire française. Force lui était donc d'opérer sur un front limité ; le reproche qu'on lui a adressé de ne pas

avoir cherché à faire tomber la place par encerclement, en partant de l'Argonne et de Saint Mihiel, tombe de lui même, si l'on songe que cette opération plus profitable eût nécessité une dépense de forces considérable. Or, comme il l'écrit à la 3e Armée, « *le problème est précisément d'infliger à l'ennemi de lourdes pertes au point décisif en subissant de notre coté des pertes relativement faibles* ». Ce problème, il crut l'avoir résolu en montant une attaque sur le seul front Nord-Est de Verdun, dans l'étroite bande de collines comprise entre la rive droite de la Meuse et la plaine de Woëvre — en n'y consacrant dès l'abord que neuf divisions fraîches en plus des troupes en secteur — en assignant à ces troupes des objectifs strictement limités et en prévoyant, non pas une ruée en vue de l'hypothétique " percée ", mais une succession méthodique d'efforts discontinus — enfin en accumulant sur les trois faces du saillant qu'il se proposait d'attaquer le plus formidable matériel à tuer qui ait jamais été réuni, je veux dire une artillerie aussi nombreuse que puissante et abondamment approvisionnée. Plus tard sans doute il devra élargir l'offensive et l'étendre à la rive gauche; mais ce sera surtout pour annihiler l'action de l'artillerie française, qui gène par ses feux de flanc la progression sur la rive droite; quant aux attaques en Woëvre, ce seront de simples feintes, analogues à celles ordonnées pour janvier à toutes les armées allemandes. Bref les conditions tactiques de l'attaque confirment l'impression laissée par les mémoires de Falkenhayn: l'offensive de Verdun est la première des grandes batailles d'usure, succédant aux tentatives de percée.

Section Photographique de l'Armée

FROIDE-TERRE

## L'ORGANISATION DÉFENSIVE DU FRONT ET LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Les conditions dans lesquelles l'armée française allait avoir à la subir étaient, au début de l'année 1916, nettement défavorables et la constatation des erreurs, des imprévoyances imputables au commandement, au point de vue de l'organisation défensive de la région de Verdun, devaient dominer toutes les préoccupations politiques jusque vers le milieu de l'année. Le 10 Août 1915, une décision, consécutive aux décrets du 5 Août 1915 qui suppriment les places fortes indépendantes, avait créé une « Région fortifiée de Verdun (R. F. V.) » sous le commandement du Général Herr, qui quittait le 2e Corps d'Armée. Ladite région correspondait à un secteur du front analogue à celui d'une armée (de Béthincourt à Saint-Mihiel inclus, soit environ 150 kilomètres); elle englobait la zone des fortifications verdunoises proprement dites, c'est à dire la double ligne de forts, batteries et ouvrages permanents établis sur les deux rives de la Meuse, dans un rayon de dix kilomètres autour de la vieille citadelle. Nos avant-postes avaient d'ailleurs largement dépassé dès 1915 la limite extérieure de ces défenses: les tranchées de première ligne couraient d'abord face au Nord, de Béthincourt (liaison avec la 3e Armée) à Forges où elles

s'appuyaient à la Meuse ; sur la rive droite, elles coupaient en droite ligne les Côtes de Meuse de Brabant à l'Herbébois, puis s'infléchissaient vers le Sud-Est à travers la plaine de Woëvre, par Ornes, Fromezey, Fresnes en Woëvre, pour rejoindre aux Eparges le bord Nord de la hernie de Saint-Mihiel qu'elles contournaient jusqu'à Kœur-la-Grande (liaison avec la 1re Armée). Les fortifications de campagne constituaient donc comme une zone de sécurité autour des fortifications permanentes, zone dont l'épaisseur atteignait 20 kilomètres dans la direction d'Étain, mais s'abaissait à quatre kilomètres sur le front Nord de la place, autour du fameux fort de Douaumont, qui avait déjà connu l'honneur de quelques bombardements. Le général Herr exerçait à la fois les fonctions de chef des troupes en campagne et de gouverneur de la place ; il relevait lui-même du Général Dubail, commandant le Groupe d'Armées de l'Est.

La mission du général Herr n'avait plus rien de commun avec la vieille et si précise consigne des commandants de places : ne capituler qu'après avoir épuisé tous les moyens de défense. La chute rapide des forteresses belges, françaises et russes soumises au tir des 420 et des 305 ennemis avait jeté un discrédit tel sur la fortification permanente que l'on considérait les places comme autant de souricières, dans lesquelles il fallait éviter de se laisser enfermer. « *Elles ne doivent,* écrivait à son subordonné le général Dubail, *en aucun cas être défendues pour elles-mêmes.* » Verdun ne devait servir qu'à «*renforcer*» l'ensemble des armées; ses ouvrages devaient être incorporés dans les lignes de défense générales ; surtout il fallait « *à tout prix* » éviter de s'y laisser investir. D'ailleurs, toutes les ressources de la place étant désormais à la disposition du général en chef, celle-ci fut peu à peu vidée de la majeure partie de son armement, de ses approvisionnements et de ses stocks de munitions; la garnison des forts se réduisit au minimum et quelques gardiens de batteries suffirent à les commander. A quoi bon laisser immobilisés des canons et des hommes si utiles ailleurs, puisque Verdun n'avait désormais pas plus d'importance, sur l'échiquier stratégique, que telle butte de Champagne ou telle falaise d'Artois? Du 10 août au 15 octobre 1915, le général Herr perd ainsi 43 batteries lourdes, 128.000 projectiles ; au 1er février 1916, il ne lui reste plus ni 155 court, ni mortiers de 220 ; tous ses bataillons territoriaux sont en ligne dans les tranchées. Bref, la première place forte de France n'est plus qu'une carcasse vide ; Verdun l'imprenable n'est guère mieux armée que n'importe quel secteur du front.

Circonstance paradoxale : la valeur des organisations défensives y est même inférieure à celle de certains autres secteurs (Artois, Champagne, vallées de l'Oise et de l'Aisne). En effet, si les forts sont pratiquement désarmés et inoccupés, les tranchées qui doivent les remplacer sont insuffisantes. Les abords de la place, surtout sur les fronts nord et nord-est, sont considérés comme un « secteur calme », et tenus par un minimum de troupes, territoriales pour la plupart, dont les effectifs ne suffisent pas à créer un système défensif solide et profond : au 10 août 1915, on compte dans la R. F. V. 63 bataillons actifs, 34 bataillons et demi de territoriaux, 3 bataillons de travailleurs et 23 compagnies

REVIGNY

BRABANT SUR MEUSE

du génie; sur ce nombre, le secteur nord, c'est-à-dire celui de Verdun, ne compte que 27 bataillons actifs et 28 bataillons et demi de territoriaux. Dans l'ensemble, sur 90 kilomètres de ce front, la densité des troupes n'atteint pas un homme par mètre courant et reste légèrement inférieure à celle des forces allemandes qui nous sont opposées. Toute l'attention du haut commandement se porte sur le secteur « offensif » des Eparges, et c'est autour de la hernie de Saint-Mihiel que le général Dubail concentre l'activité de la R. F. V. Ce n'est pas à dire que les deux divisions du secteur nord n'aient rien à faire : on leur prescrit de gagner sans cesse du terrain en avant et de « grignoter » l'adversaire ; la ligne de défense se déplace donc lentement vers le Nord et l'Est, au cours de petites opérations, dont la plus importante fut l'occupation de la corne du sud du bois de Consenvoye. L'aménagement et l'entretien de ces nouvelles et très précaires positions absorbaient toute l'activité des troupes en ligne, et, par une conséquence inévitable, les deuxième, troisième et quatrième positions, dont le tracé remontait à la fin de 1914, tombaient en ruines. L'offensive de Champagne, au cours de laquelle des prélèvements de troupes considérables furent faits sur la R. F. V., réduisit à rien le nombre des travailleurs disponibles et, du 15 septembre au 21 octobre, aucun travail nouveau ne put être entrepris. En sorte que, vers le mois de novembre, nous ne disposions au nord de Verdun que d'une position incomplètement organisée, sur laquelle n'existait aucun abri réellement à l'épreuve, et dont les défenses accessoires étaient nettement insuffisantes.

Par un hasard heureux, cette situation, dont la gravité n'apparaisssit pas en haut lieu, fut signalée au Parlement et au ministre de la Guerre, alors qu'il était temps encore d'y remédier. Au début de décembre 1915, le lieutenant-colonel Driant — officier de carrière, devenu député de Nancy — qui commandait deux bataillons de

PRÈS REVIGNY, PIÈCE DE 155 LONG SCHNEIDER

chasseurs au bois des Caures (secteur Nord de la R. F. V.), s'était rendu à Paris. A ses collègues de la Commission de l'armée il avait signalé la mauvaise organisation des secteurs de Lorraine (sa circonscription), et de Verdun (son armée) ; il réclamait l'envoi d'une mission de contrôle, dénonçait l'incurie du Haut Commandement et affirmait que « *le terrain est à la merci d'une attaque des Allemands* ». Ces paroles visaient surtout le front de Nancy, encore plus déshérité que celui de Verdun, mais elles s'appliquaient en général à tous les secteurs passifs. La Commission s'émut, et successivement MM. Abel Ferry, Pédoya et Driant essayèrent de pénétrer en mission officielle dans la zone avancée des organisations de Lorraine; l'accès leur en fut interdit par ordre du G.Q.G. Mais les accusations portées étaient si précises que Gallieni, déjà préoccupé de la question et peu confiant dans les méthodes du G. Q. G., crut devoir intervenir, sur la demande des Commissions.

Le 16 décembre, il écrit au général Joffre : « *De différentes sources parviennent des comptes rendus sur l'organisation du front qui signalent, en certains points, des défectuosités dans la mise en état de défense. En particulier, dans les régions de la Meurthe, de Toul et de Verdun, le réseau de tranchées ne serait pas complété comme il l'est sur la majeure partie du front* ». Il souligne les lourdes responsabilités qui incomberaient de ce fait, en cas de rupture, « *au Gouvernement tout entier* », et termine en demandant l'assurance que partout il a été réalisé une organisation « *au moins sur deux lignes* », avec tous les renforcements indispensables en obstacles passifs.

La réponse du généralissime fut à la fois prudente, rassurante et hautaine. Après avoir rappelé les circulaires par lesquelles il avait prescrit à toutes les armées l'organisation de deux positions successives au minimum et mis ainsi sa responsabilité personnelle à couvert, il transmettait au ministre, une carte indiquant, pour les régions visées, les trois ou quatre positions « *construites ou en voie d'achèvement* ». Une certaine ambiguité persistait donc au sujet de la valeur actuelle de ces travaux encore en cours ; et certaines allusions à la pénurie de fil de fer barbelé prouvaient que le G. Q. G. ne s'illusionnait pas sur la différence qui existe entre une ligne « en voie de réalisation » et la même ligne entièrement achevée, encore que cette différence se réduisît sur la fameuse carte à une différence de teinte. La seule assurance ferme donnée par le généralissime était que « *sur tout le front* », au moins les deux positions principales de défenses étaient munies des obstacles passifs nécessaires pour leur assurer toute la résistance voulue. Par ailleurs, Joffre demandait les noms des militaires « *sous ses ordres* » qui avaient fait parvenir autrement que par la voie hiérarchique des plaintes relatives à l'exécution de ses directives. Il estimait que « *le seul fait que le gouvernement accueille des communications de ce genre provenant, soit de parlementaires mobilisés, soit directement ou indirectement d'officiers servant sur le front, est de nature à jeter un trouble profond dans l'esprit de discipline de l'armée* ». Il déclarait avoir besoin de toute la confiance du gouvernement et ne pouvoir se prêter à la continuation de cet état de choses. Si de telles pratiques devaient se perpétuer, il ne pourrait continuer à assumer les responsabilités du commandement.

Le destinataire de cette missive était le ministre de la Guerre, c'est-à-dire le supérieur direct du général en chef. Si Gallieni avait voulu user de ses droits, en l'espèce parfaitement légitimes, la crise du commandement, encore latente, aurait pu avoir un dénouement rapide. Mais le président du Conseil, nous le savons, tenait essentiellement à la résoudre par des procédés dilatoires et n'aurait jamais accepté de rendre à la vie civile le « Vainqueur de la Marne ». Gallieni eut la sagesse patriotique de ne pas lui donner le choix entre un ministre de la Guerre dont la popularité ne cessait de grandir (ses circulaires sur l'abus des recommandations, la répression des « embusquages » et les sanctions à prendre contre les trafiquants avaient eu un franc succès), et un chef en passe de se transformer en héros de légende. Il accepta sans broncher les affirmations et la leçon venues de Chantilly et répondit en transmettant au généralissime l'expression de la « *pleine confiance* » du gouvernement. Il s'en remettait à lui pour faire inspecter et poursuivre avec toute la diligence possible les travaux encore en cours. L'incident semblait clos après cette dernière lettre datée du 22 décembre. Mais, avant même que l'attaque de Verdun eût commencé, le G. Q. G. était averti que sa responsabilité était directement engagée dans le drame qui allait se jouer autour de la place.

Sans être entièrement fixé sur les projets allemands, notre commandement ne pouvait ignorer que l'ennemi chercherait à nous attaquer dans un délai assez bref. Dès le 14 décembre, des renseignements spéciaux signalent la possibilité d'une offensive allemande sur Verdun, et la R. F. V. relève des mouvements de troupes anormaux sur son front. Jusqu'au 15 janvier les indices se multiplient et se précisent : le 16, le général Herr se décide à attirer l'attention du G. Q. G. sur leur importance et sur la situation critique dans laquelle il se trouverait, si l'hypothèse d'une attaque massive sur Verdun se réalisait à brève échéance.

Il ne s'agissait donc plus de discussions bureaucratiques sur des cartes ou des textes de circulaires, mais d'une réalité peut-être pressante. L'attention du ministre de la Guerre et du Parlement se portait de plus en plus vers la R. F. V. Et tout d'abord se posait une question angoissante : si Verdun est attaqué, faut-il le défendre à outrance ? Ce problème (et celui de l'organisation défensive du front) sera comme le noyau autour duquel se cristalliseront tous les griefs de l'opposition parlementaire contre le G. Q. G. comme le symbole de l'incurie et de l'imprévision que l'on reprochait à ces « bureaux » lointains, autoritaires, défenseurs intraitables d'un dogme périmé.

## LA CRISE DE VERDUN

Il ne semble pas avoir été résolu à l'avance par nos chefs militaires avec toute la précision désirable. Il est vrai que tout à la guerre étant affaire de circonstances, il était difficile d'établir à priori la conduite à tenir en face d'une offensive dont on ignorait et la puissance et les modalités. En fait, nous l'avons vu, les instructions données au général Herr lui faisaient un devoir de ne pas se laisser investir dans la place. Mais elles faisaient allusion aussi à « *l'importance morale qui s'attache à la possession de Verdun* ». Cette « importance morale » était la seule qui comptât auprès de l'opinion publique et par suite auprès des députés qui l'incarnaient. Il n'y avait donc qu'une voix au Parlement pour soutenir la thèse de la défense pied à pied. Il régnait par contre dans les États-Majors des opinions très diverses sur la meilleure façon d'assurer la résistance. Il semble que celle qui prévalait encore au mois de janvier 1916 consistait à prolonger sur la rive droite de la Meuse une lutte destinée à donner à nos réserves le temps d'occuper fortement la rive gauche du fleuve et d'en interdire à tout prix le passage à l'ennemi. C'est en tout cas en prévision de cette hypothèse que furent donnés une série d'ordres particuliers : création d'une « troisième position » sur la rive gauche de la Meuse, à plus de six kilomètres en arrière de Verdun, et d'une « région fortifiée » entre Pierrefitte et Bar-le-Duc — retournement des fortifications permanentes des fronts sud et ouest de Verdun de façon à les faire rentrer dans ce nouveau système de défense — prévisions détaillées d'évacuation et de destruction de tous les approvisionnements de la place, mise en place des dispositifs de mines destinés à faire sauter les ouvrages abandonnés. Le moins que l'on puisse dire, c'est que (contrairement à ce que saura plus tard à propos d'Amiens le maréchal Foch) personne ne savait si on accepterait le combat devant Verdun, dans Verdun ou seulement derrière Verdun.

Section Photographique de l'Armée

GÉNÉRAL PELLÉ

A la suite du rapport de Herr, le G. Q. G. sentit pourtant qu'il y avait urgence à se faire une opinion. Trois mesures furent prises : d'abord le renforcement, encore très limité, des disponibilités de la R. F. V. (deux divisions nouvelles furent mises à la disposition du général Herr) ; — ensuite l'envoi du général de Castelnau en mission, avec ordre d'inspecter spécialement les organisations défensives ; — enfin le rattachement de la R. F. V. au Groupe d'Armées du Centre (général de Langle de Cary). Le rapport de Castelnau concluait à la solidité relative de la première position, mais avec des réserves

assez inquiétantes sur le manque d'abris à l'épreuve et l'insuffisance, sur certains points, des défenses accessoires. Un fait, pourtant essentiel, semble n'avoir pas attiré l'attention du général : par une réaction exagérée contre l'accumulation des troupes dans les tranchées, des instructions en date de 1915, commentées et aggravées par les bureaux du G. A. E., avaient prescrit d'organiser les premières lignes sous la forme de « *points d'appui* » isolés, séparés par de larges intervalles défendus par des obstacles passifs et par les feux de flanquement des ouvrages voisins. Cette organisation avait été strictement réalisée dans le sous-secteur nord de Verdun, dont la garnison se trouvait ainsi répartie sur une ligne discontinue d'ouvrages fermés, sans liaison les uns avec les autres et séparés par des espaces parfois fort étendus On avait désarmé les forts pour les remplacer par des ouvrages analogues, infiniment moins solides et presque aussi espacés ! Conception extrêmement dangereuse, qui supprimait, en cas de rupture des communications téléphoniques, toute cohésion de la défense et fragmentait la bataille en une poussière de combats qui s'ignoraient les uns les autres. La fameuse " infiltration " allemande, qui apparut en février comme une redoutable innovation tactique, ne fut en réalité que l'exploitation habile de cette erreur théorique de la défense. Il va sans dire que l'étendue de la faute s'augmentait de toutes les malfaçons et de toutes les insuffisances relevées par le général de Castelnau : faiblesse de la deuxième position, mauvaise utilisation de la contre-pente, etc. ; il est juste également de reconnaître que le commandement de la R. F. V. ne saurait être rendu responsable d'une situation à laquelle il n'avait jamais eu les moyens de remédier.

Quant au rattachement de la région au G.A.C. (qui élargissait encore le front de la R. F. V.) cette mesure tardive ne pouvait que compliquer les choses. Le général de Langle, averti de ce changement le 24 janvier, ne fut en réalité mis au courant de l'état d'un secteur qu'il ignorait que le 5 février par un rapport spécial du général Herr. Son rôle se borna à prescrire quelques opérations à longue échéance, comme celle qui consistait à exploiter les forêts en vue de suppléer au manque de piquets pour réseaux, ou à établir sur toute la zone avancée des communications téléphoniques enterrées. Par contre, ce rattachement eut indirectement un bon résultat, en ce sens qu'il facilita les communications de Verdun avec l'intérieur et améliora ainsi une situation devenue alarmante par la négligence des services intéressés.

Verdun en effet n'était desservie que par trois voies ferrées, dont deux normales. L'une, qui reliait la place à Toul, avait été coupée à hauteur de Saint Mihiel par l'avance allemande; l'autre, qui aboutissait à Sainte-Menehould, était soumise, au coude d'Aubréville, au feu des canons de campagne allemands, qui y interdisaient la circulation de jour et pouvaient la rendre complétement inutilisable. En dépit des réclamations de la Commission de l'Armée, le 4e bureau de l'État-Major n'avait pas voulu entreprendre une déviation de la ligne au point menacé et s'était contenté d'établir un raccordement par voie de 0,60 entre les deux tronçons intacts. Restait le seul « Meusien », c'est à dire la ligne d'intérêt local à voie de un mètre qui reliait Bar-le-Duc à Verdun. Mais cette ligne, encore qu'elle eût été améliorée, ne pouvait débiter plus de 800 tonnes par jour, ce qui était notoirement insuffisant en cas d'opérations actives. Les routes, et en particulier la grande route Bar-le-Duc-Verdun, étaient donc destinées à être utilisées à plein et à supporter des transports automobiles intensifs. Or la route en question formait jusqu'à fin janvier la limite ouest de la zone des Étapes de la R.F.V., qui dépendait de la direction de Toul pour tout son ravitaillement. La décision du 24 janvier, en élargissant la zone des Étapes vers l'ouest et en rattachant les opérations de ravitaillement à la direction de Bar-le-Duc, préparait au moins le terrain à la remarquable improvisation du Service Automobile et déblayait en quelque sorte à l'avance la fameuse « Voie Sacrée ».

Mais tout cela était bien lent et bien tardif, alors que chaque jour apportait une preuve nouvelle de l'énormité des préparatifs allemands. La nervosité croissait, non seulement au Grand Quartier Général, où les 2e et 3e bureaux n'étaient pas d'accord sur le terrain de la prochaine offensive allemande, le 2e pariant pour Verdun et le 3e pour la Champagne, mais encore au Parlement, où arrivaient les échos de ces discussions et les appréhensions des combattants qui sentaient venir l'orage. A l'optimisme résolu du 3e bureau, qui, à la date du 14 février, au cours d'une conférence tenue à Chantilly avec les représentants des armées

[illegible] sur le manque [illegible] à [illegible] et l'insuffisance, sur [illegible] points, [illegible] défenses accessoires. Un fait [illegible] essentiel, semble n'avoir pas attiré [illegible] du [illegible] : par une réaction [illegible] contre l'accumulation des troupes dans les [illegible], des instructions en date de 1915, [illegible] par les bureaux du G. A. E. [illegible] d'organiser les premières lignes sous la forme de « [illegible] » isolés, séparés par de larges intervalles [illegible] par des obstacles passifs et par les feux de flanquement des ouvrages voisins. [illegible] avait été strictement réalisée [illegible] secteur nord de Verdun, dont la [illegible] avait ainsi répartie sur une ligne [illegible] termés, sans liaison les uns [illegible] et séparés par des espaces parfois [illegible] avait désarmé les forts pour les [illegible] ouvrages analogues, infiniment [illegible] aussi espacés ! Concep[illegible], qui supprimait [illegible] communications téléphoniques [illegible] fragmentait la [illegible] qui [illegible] « infiltration » [illegible]

[illegible]

eut [illegible] facilita le [illegible] térieur [illegible] alarmant [illegible] sés.

Verdun [illegible] était de[illegible] voies ferrées, [illegible] deux [illegible] reliait la place [illegible], avait été coupée à hauteur de Saint-Mihiel par l'avance allemande [illegible] qui aboutissait à Sainte-Menehould, était soumise, au coude d'[illegible], au feu des canons de campagne allemands, qui y [illegible] de jour et pouvaient la rendre complè[illegible] lisable. En dépit des réclamations de la [illegible] de l'Armée, le 4e bureau de l'État-Major n'avait pas voulu entreprendre une déviation de la ligne au point menacé et s'était contenté d'établir un raccordement par voie de 0,60 entre les deux tronçons [illegible]. Restait le seul « Meusien », c'est à dire la ligne [illegible] à voie de un mètre qui reliait Bar-le-Duc à Verdun. Mais cette ligne, encore qu'elle [illegible] améliorée, ne pouvait débiter plus de 800 tonnes par jour, ce qui était notoirement insuffisant [illegible] d'opérations actives. Les routes [illegible]

[illegible] jusqu'à fin janvier la [illegible] des Étapes de la R.F.V., qui dépendait de la direction de Toul pour tout son ravitaillement [illegible] du 24 janvier, en [illegible] Étapes [illegible] l'ouest et en [illegible]

[illegible]

Le glorieux retour

(Verdun 1916)

*d'après l'eau-forte de Broquet Leon*

alliées, se refusait encore à admettre l'hypothèse d'une offensive allemande à grande envergure sur le front français et n'envisageait de danger imminent que pour le front russe, s'opposaient les inquiétudes du gouvernement : le Président de la République venait visiter le secteur de Verdun ; le ministre de la Guerre attendait anxieusement l'effet des améliorations promises en décembre. Des renseignements de plus en plus nombreux et précis attestaient l'imminence d'une grande offensive allemande et le seul doute qui subsistât portait sur son étendue et son point exact d'application.

L'attaque sur Verdun, qui se déclancha le 21 février (après avoir été fixée d'abord au 13 et remise en raison du mauvais temps), n'étonna donc point le Parlement. Mais lorsque, au bout de trois jours de luttes, les communiqués annoncèrent le recul de nos troupes ; lorsque, le 25, on apprit à Paris que la Woëvre était évacuée sans combat, ce qui semblait préparer l'abandon de la place ; lorsque enfin le radio allemand du 26 annonça la prise du fort de Douaumont, tandis que notre propre communiqué n'opposait qu'un démenti embarrassé, toutes les craintes exprimées par Driant, toutes les méfiances à l'égard de notre Haut Commandement prirent une singulière valeur. Une vague de pessimisme passa sur Paris ; les recettes de l'Opéra tombèrent à 2.000 francs le 24, et celles de l'Opéra Comique à 3.600 ; les Commissions parlementaires, réunies d'urgence, réclamèrent et obtinrent l'envoi de missions de contrôle sur le front menacé ; dans les couloirs, les clameurs de l'opposition s'élevèrent avec une violence que les événements paraissaient justifier. Le gouvernement dut intervenir auprès du généralissime ; le 22 au soir, le président du Conseil, dînant au Grand Quartier Général, y exprimait publiquement ses craintes et proclamait la nécessité de défendre Verdun, dont la chute aurait sur l'opinion publique des conséquences incalculables. Le lendemain, M. Berthelot, directeur du cabinet, téléphonait pour demander que l'on préparât habilement, en cas d'insuccès, la nation aux éventualités d'une retraite ; enfin le ministre de la Guerre, brusquement éclairé par la gravité de la situation, mettait au point une note sur les rapports du Haut Commandement et du ministère, véritable réquisitoire contre les envahissements politiques et la présomption technique du Grand Quartier Général, et concluait à un remaniement complet du personnel, à un changement total dans les méthodes de guerre. Si Verdun était tombé dans les derniers jours de février, nul doute qu'une grave crise politique et militaire ne se fût ouverte, dont l'issue eût pu influer, heureusement ou non, sur le résultat final de la guerre.

Section Photographique de l'Armée

GÉNÉRAL JANIN

Or Verdun fut à deux doigts de tomber dans les tragiques journées des 23, 24, 25 et 26 février, soit que la place fût abandonnée après une résistance d'ailleurs honorable, soit qu'elle fût enlevée de vive force par un assaillant très supérieur en nombre et surtout en moyens. Sans entrer dans le détail des combats qui se livrèrent au cours de cette semaine décisive, il est indispensable, pour comprendre les réactions de l'opinion parlementaire, de suivre le développement des faits qui faillirent entraîner, soit l'évacuation volontaire, soit la prise d'assaut de la première forteresse de France.

Nous savons déjà que les idées du G.Q.G. sur l'intérêt qu'il y avait à défendre la rive droite de la Meuse étaient assez flottantes. Pourtant, vers le 15 février, devant la précision des renseignements qui lui parvenaient, il se décida à constituer un groupement de réserves capable de parer à toute éventualité et ordonna au G. A. C. de mettre à la disposition du général Herr tous les moyens nécessaires. Le 19, Joffre se rend à Verdun et approuve les dispositions prises : répartition du front de la R. F. V. entre trois corps d'armée (de la droite à la gauche, 7e, 30e et 2e) — renforcement des premières positions qui, dans le secteur nord, sont tenues par trois divisions au lieu de deux — rapprochement des réserves d'armée et de Groupe d'armées, savoir les 37e et 48e divi-

sions, qui cantonnent respectivement à une et deux étapes de Verdun, entre Pierrefitte et Souilly. Le 20, ces réserves sont grossies par la 16e division dans la région de Saint-Mihiel et par le 20e corps, qui s'embarque à destination de Bar-le-Duc. A la même date, la commission régulatrice automobile, chargée d'assurer les transports, prend possession dés routes et établit un vaste plan de ravitaillement. On ne peut donc affirmer que le généralissime n'ait pas prévu la défense de Verdun. Mais il est certain que, soit incertitude sur le point d'attaque, soit hésitation à engager sur la rive droite plus de forces que nous ne pouvions en ravitailler, soit désir de conserver la haute main sur la conduite des opérations, Joffre et son subordonné Langle de Cary n'ont accordé que parcimonieusement et comme à regret au commandant de la R. F. V. les renforts qu'il réclamait et qui, à l'expérience, s'avéreront strictement nécessaires. Si sur tout le pourtour de la R F. V. (166 kilomètres) les premières lignes sont tenues par 80 bataillons, il n'y a derrière eux et à portée d'intervention immédiate que 58 bataillons, et surtout, pour parer à une attaque brusquée sur un front étroit comme celle que préparait Falkenhayn, que trois divisions assez éloignées, dont l'engagement ne peut être que successif. De fait, jusqu'à l'entrée en ligne du 20e corps (nuit du 24 au 25) le 30e corps ne pourra être renforcé qu' « au compte-gouttes ». Cette prudence dans le déploiement de nos forces tient incontestablement à des doutes sur la solidité de la position de Verdun, aventurée comme une sorte de tête de pont au delà de la Meuse, et surtout sur l' « importance morale » qui s'attachait à sa possession.

Ces doutes vont s'accentuer au fur et à mesure que se révélera la puissance de l'attaque allemande. Dès le 21, l'ennemi engage sur le seul front du 30e corps, de Brabant à Étain, quatre corps d'armée de choc, plus une division en réserve immédiate ; trois de ces corps tombent, entre la Meuse et Ornes, sur deux de nos divisions (72e et 51e) qui luttent ainsi à un contre trois. La disproportion des deux artilleries est infiniment plus grande : aux 23 batteries de 75 qui faisaient barrage sur le front attaqué et que soutenaient péniblement 152 pièces lourdes à tir lent, les Allemands opposent 1.500 à 2.000 pièces de gros et moyen calibres, total dans lequel les canons de 150 et de 210 entrent dans la proportion de 3/5. On compte en particulier 100 batteries de 210 et 10 de 305. Après 10 heures de pilonnage, qui transforment en champs d'entonnoirs nos premières lignes, l'assaut est donné et n'aboutit au début qu'à la prise de quelques avancées. Mais il reprendra dans la matinée du 22, et les contre-attaques énergiques lancées au cours de cette journée par les chefs des deux divisions attaquées épuisent peu à peu les réserves du 30e corps. Or, à la fin de la journée du 22, celui-ci n'a reçu en renfort qu'une brigade fraîche. Aussi la défense de la première position est-elle sérieusement compromise ; l'évacuation du village de Brabant, qui, adossé à la Meuse, risquait d'être cerné, témoigne des difficultés avec lesquelles se trouvait aux prises à cette date le commandement local. Il devenait évidemment urgent de relever des troupes qui luttaient depuis deux jours dans des conditions effroyables et avaient entièrement rempli leur rôle de couverture. Mais les renforts nécessaires ne sont pas encore à pied d'œuvre, et l'on sent, aux échelons supérieurs du commandement, une certaine hésitation à les engager. C'est ainsi que la 48e division reste jusqu'au 25 sur la rive gauche de la Meuse, que la 37e division n'intervient efficacement que le 24 ; que la 31e brigade et les premiers éléments du 20e corps n'arriveront que le 24 au soir sous Verdun. L'événement inévitable se produit dans la journée décisive du 24 : déjà entamée le 23 par la perte de Samogneux et du bois de la Wavrille, la deuxième position craque brusquement ; dans la matinée, les débris du 30e corps, entraînant avec eux la 37e division, cèdent sur tout le front ; nous perdons autant de terrain en quelques heures qu'au cours des trois journées précédentes ; les Allemands semblent sur le point de percer le centre de notre ligne de bataille et de dépasser nos dernières organisations défensives.

Du coup les idées relatives à l'abandon de Verdun se précisent. Jusque là, le G. Q. G., devant les progrès relativement lents de l'attaque, s'était borné à préparer les prélèvements de troupes destinés à l' « *enrayer* ». sans préciser exactement sur quelle limite : le 1er, puis le 13e Corps, étaient dirigés sur Revigny, et la relève de la 10e armée tout entière, qui tenait le secteur d'Arras, était demandée aux Anglais qui acquiesçaient immédiatement.

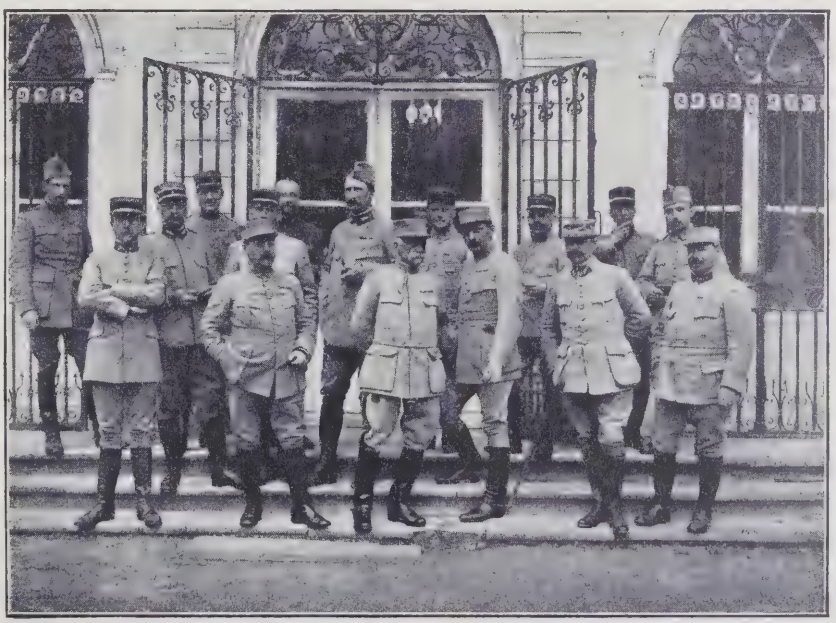
Le 22 au soir, s'il faut en croire certains propos de témoins, Joffre, venu au Q. G. de Dugny,

Section Photographique de l'Armée

BRAS (MEUSE). VUE GÉNÉRALE

hésitait encore sur l'évacuation. Mais, le 24 au matin, la question se pose avec une acuité particulière en présence des mauvaises nouvelles qui parviennent de Verdun et de la netteté avec laquelle le Gouvernement affirme sa volonté de sauver la place forte. Un délégué du G. Q. G., le colonel Claudel, est envoyé sur les lieux. Il tombe au milieu de la retraite du 30e Corps et du découragement qui règne à l'état-major de la R. F. V. Si l'on en croit le colonel de Thomasson, témoin peu suspect, le colonel Claudel téléphone alors au général de Castelnau, à Chantilly, pour l'aviser « *qu'il faut prévoir un repliement général sans quoi l'on courrait à un désastre, si les ponts de la Meuse venaient à être coupés* ». Il semble que cette hypothèse ait été acceptée en haut lieu, au moins comme pis aller, puisqu'un télégramme officiel du G. Q. G. donne en fin de journée, le 24, au général Herr, délégation pour l'ordre de mise de feu au dispositif de destruction du tunnel de Tavannes. Par ailleurs, nous savons par des récits de témoins que, vers la même heure, ordre était donné par la place de Verdun au détachement du génie détaché au fort de Vaux de « *faire sauter le fort et de se replier sur Verdun* » ; un sergent du génie était envoyé à 19 heures à Douaumont avec mission de préparer les destructions qu'un officier devait venir exécuter. Tous ces faits semblent prouver que dans l'après-midi du 24, l'abandon de Verdun était envisagé par le général Herr avec l'assentiment provisoire des représentants du G. Q. G.

Vers 20 heures, le général Langle de Cary arrive à Dugny. Mis au courant, il approuve les dispositions prises et les complète par des prescriptions qu'il avait seul le droit de prendre. Sur les instances du général Herr, il décide qu'il faut évacuer la Woëvre, c'est-à-dire replier sur les Côtes de Meuse les deux divisions déployées jusqu'à Etain et qui jusqu'ici n'ont guère été inquiétées. Cette retraite, qui émut si vivement l'opinion publique, ne se justifiait que par la crainte de voir



Section Photographique de l'Armée

LE GÉNÉRAL DELIGNY ET SON ÉTAT-MAJOR

Section Photographique de l'Armée

BAR-LE-DUC

ces troupes encerclées sur la rive droite de la Meuse à la suite d'une avance rapide de l'ennemi sur Verdun. Il ne s'agissait pas, comme certains historiens l'ont prétendu, de leur assurer des positions de défense plus favorables, la Woëvre étant, en cette saison et par ce temps, à peu près impraticable à une offensive ennemie, mais simplement de les rapprocher de la Meuse, dont elles étaient éloignées de près de trois étapes. En bref, l'évacuation de la Woëvre était le prélude obligatoire du repli général sur la rive gauche de la Meuse. S'étant mis en rapports avec Chantilly, de Langle affirma qu'il n'y avait pas d'autre parti à prendre. Il espérait tenir sur le front Champneuville-Douaumont-Vaux, c'est-à-dire sur la ligne des forts, assez longtemps pour permettre l'évacuation de tous les éléments de la rive droite. Il arrêtait d'ailleurs sur la rive gauche les têtes de colonne du 20e Corps, parvenues aux faubourgs de Verdun et interdisait de les engager sur la rive droite. C'était avouer qu'on ne défendrait la ville que pendant le temps nécessaire et suffisant pour l'évacuer.

Au reçu de ces graves nouvelles, qui confirmaient celles déjà transmises par le colonel Claudel, une sorte de Conseil de guerre fut tenu au G. Q. G. entre les généraux de Castelnau, Pellé, Janin et le colonel Renouard, qui demandèrent vers 20 h. 30 au général Joffre de prendre la décision grave d'où allait dépendre le sort de la citadelle. De cette délibération nocturne, sortit le fameux télégramme à de Langle dont voici le texte : « *J'approuve par avance les décisions que vous prendrez en ce qui concerne le repli sur les hauts de Meuse des troupes dispersées dans la poche de Woëvre, si vous le jugez indispensable. Vous êtes seul juge des nécessités du combat. Mais vous devez tenir face au Nord sur le front entre Meuse et Woëvre par tous les moyens dont vous disposez. Employez tout le 20e C. A. sans hésiter. Son engagement est certainement nécessaire pour permettre l'arrivée des divisions de renfort dont vous devez hâter la marche vers la Meuse* ». Ce texte, où l'on a voulu reconnaître la volonté arrêtée de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité, est en réalité assez équivoque. Tenir face au Nord était indispensable en tout état de cause pour permettre le repli des forces encore stationnées à l'est de Verdun; et l'engagement du 20e Corps était en effet nécessaire pour empêcher les Allemands d'arriver sur les ponts avant que nos propres troupes ne les aient franchis. Ce qui semble prouver que la décision du généralissime était encore loin d'être arrêtée, c'est le texte des instructions données au général Pétain, à qui, sur la proposition de Castelnau, on venait de faire appel. Pétain et l'état-major de la 2e Armée se trouvaient alors en réserve de commandement dans la zone du G. A. N. Alerté le 24 à 23 heures, Pétain est mandé au G. Q. G. Il s'y présente dans la matinée du 25 et reçoit alors l'ordre suivant : « *Le général commandant la 2e armée prend à la date du 26, 0 heure, le commandement de toutes les troupes disponibles sur la rive gauche de la Meuse... Mission : recueillir éventuellement les troupes de la R. F. V.; empêcher l'ennemi de franchir la Meuse* ». Il n'était donc pas question de la défense de la rive droite, et rien ne disait que le général Herr, qui en restait chargé, dût être renforcé. Les mots : « recueillir éventuellement », laissaient ouverte la question de savoir s'il devait se replier, et le fait qu'on limitait à la défense de la rive

Section Photographique de l'Armée

BOIS DE CHAUFFOUR

droite la mission de Pétain prouvait bien que l'on considérait la défense de la rive gauche comme très sérieusement compromise.

Ici intervient l'action personnelle du général de Castelnau. Castelnau, dès les premières heures, n'avait jamais cessé de déclarer qu'il fallait conserver à tout prix Verdun. Entraîné par le courant des événements et des volontés, il avait accepté, sans doute à regret, le télégramme équivoque du 24 au soir. Mais, rentré chez lui, il avait attendu les dernières nouvelles; elles témoignaient que Verdun tenait encore : les Allemands n'avaient pas dépassé notre deuxième position et ne semblaient pas vouloir profiter de la nuit pour développer leur succès ; d'autre part, le 20e corps dont Langle avait à 21 heures rendu la pleine disposition à Herr, suffira peut-être à rétablir la situation ; Castelnau n'oublie pas que, sur le Grand Couronné, en 1914, dans des circonstances aussi angoissantes, ces mêmes régiments ont arrêté à la minute extrême la ruée ennemie. Un sursaut de volonté le dresse contre une décision prise sans données précises et personnelles ; et, vers 23 heures, il fait demander au Généralissime l'autorisation de se rendre de sa personne à Verdun pour y prendre sur place les décisions nécessaires. L'autorisation est accordée avec «pleins pouvoirs», et le général se met aussitôt en route.

Il arrive vers trois heures à Avize, quartier général de Langle de Cary. Une conversation rapide lui démontre que l'on s'est peut-être un peu trop pressé de songer à l'évacuation, après avoir mis trop de temps à prévoir les moyens de défense. Son parti est aussitôt pris et, fort de ses pleins pouvoirs, il lance au général Herr l'ordre suivant. « *Le général de Castelnau prescrit de la façon la plus formelle que le front nord de Verdun entre Douaumont et Meuse et le front est sur la ligne des Hauts de Meuse devront être tenus coûte que coûte et par tous les moyens dont vous disposez. La défense de la Meuse se fait sur la rive droite. Il ne peut donc être question que d'arrêter l'ennemi à tout prix sur cette rive.* » Désormais la situation est

RÉGION DE LOUVEMONT (MEUSE)

claire : on n'évacuera pas volontairement Verdun.

Ceci posé, Castelnau se rend sur les lieux aux premières heures de la matinée du 25, se confirme dans sa résolution et la communique dans tous ses détails au général Herr qu'il est allé retrouver à Dugny. Il lui parait évident que ce dernier, harassé par cinq jours de soucis incessants et accablé sous le poids de responsabilités écrasantes, doit être aidé dans sa tâche. C'est donc Pétain qui prendra le commandement du secteur de Verdun, rive droite et rive gauche, avec Herr comme adjoint technique. Castelnau téléphone à Pétain pour lui donner rendez-vous à Souilly, où sera fixé le Q. G. de la 2e armée. L'entrevue a lieu dans l'après-midi du 25, à l'heure même où les Brandebourgeois pénètrent dans le fort de Douaumont. Sans hésiter, Castelnau annule les instructions dont Pétain est porteur et lui confie le soin d'arrêter l'ennemi sur la rive droite. Mais le G. Q. G., avisé de tous ces changements, demande qu'on lui fasse connaître d'urgence les modifications apportées à la mission fixée par lui au général Pétain. Va-t-il s'insurger contre l'audace de son délégué et annuler à son tour les ordres, si différents des siens, donnés par le général de Castelnau ? Non ! A 16 h. 30, le message suivant tranche l'angoissante question. « *Le général en chef approuve les décisions prises par le général de Castelnau, savoir : Mise aux ordres du général Pétain de l'ensemble de la R. F. V. et de toutes les troupes arrivant sur la rive gauche de la Meuse avec mission d'enrayer l'effort que prononce l'ennemi sur le front nord de Verdun...* » Le sort en était jeté ! Conformément au vœu tacite de la France tout entière, à la volonté formelle du Gouvernement et des Chambres, on se battrait « devant Verdun » et pour Verdun.

Mais était-il encore temps? Les journées du 25 et 26 février décidèrent du sort de la place. Après avoir failli être abandonné, Verdun risqua d'être pris. L'entrée des Allemands dans le fort de Douaumont marque le point critique de la lutte. Non pas d'ailleurs au sens dans lequel l'entendit l'opinion publique, qui vit, dans cet épisode, l'annonce de la prochaine faillite de notre système défensif, cependant que l'ennemi célébrait sa victoire avec les mêmes termes qu'il employait jadis, lors de l'avance irrésistible à travers la Belgique « nach Paris », et que les neutres escomptaient déjà un effondrement analogue à celui d'août 1914 ; mais parce que la surprise de Douaumont détermina, par suite de malentendus fâcheux, un recul général dont les divisions de Falkenhayn auraient pu tirer parti pour nous rejeter sur la ville et nous arracher les dernières lignes de défense qui la couvraient.

Après les rudes attaques du 24 et dans le désarroi de cette fin de journée, où l'on ignorait encore jusqu'où et jusqu'à quand il faudrait combattre sur la rive droite, le général Herr avait fixé à ses subordonnés, et en particulier au général commandant le 30e corps, comme ligne de défense principale la « *ligne des forts* ». Cette ligne constituait la 4e position et passait par Bras, Douaumont, Hardaumont. Or, à l'heure où cet ordre était envoyé, les Allemands n'avaient pas dépassé la deuxième position (Cote 344. Les Chambrettes-Bezonvaux), et les débris du 30e corps, au contact avec eux, se trouvaient encore à deux ou trois kilomètres en avant de la ligne des forts. Il est vrai qu'ils ne disposaient plus d'aucune organisation défensive, la troisième position (Côte du Talou - Côte du Poivre - Louvemont - Hardaumont), étant à peu près inexistante, encore qu'elle figurât sur la carte sous la forme d'un « *beau trait vert* » (général Pédoya, *La Commission de l'Armée*). Les ordres donnés par le Commandant du 30e corps en exécution du précédent prévoyaient donc « *la reconnaissance et l'amélioration* » de la ligne de repli éventuel (ce qui impliquait évidemment l'occupation et l'utilisation des ouvrages existants) et considéraient comme « *position avancée* » la ligne tenue par les troupes. Mais, dans la nuit du 24 au 25, le commandement passe à des états-majors nouveaux, qui ignorent tout du secteur qu'ils vont avoir à défendre. Le 20e corps (général Balfourier) se substitue au 30e corps et prend le commandement du secteur nord à partir du 25, 10 heures; la 153e division (général Deligny) intercale ses éléments, très disparates, entre les 19e et 51e divisions, au nord de Douaumont; enfin la 37e division (général de Bonneval) relève entre Louvemont et la Meuse la 72e. Au milieu de ce chassé croisé de troupes et d'états-majors, dans l'inévitable confusion d'une relève sous les obus, bien des ordres s'égarèrent; les reconnaissances ne furent pas faites; les troupes, éreintées par le combat ou par des transports précipités suivis de marches épuisantes, s'installèrent au petit bonheur

sur des positions que personne n'eut le loisir de leur décrire; les forts, Douaumont en particulier, passèrent inaperçus, d'autant plus facilement qu'ils étaient très en arrière de la ligne de feu. Or, la garnison permanente de Douaumont se composait de 58 hommes, sous le commandement d'un gardien de batterie, dont 40 artilleurs territoriaux (chargés de manœuvrer la pièce de 155 et celle de 75 sous tourelles qui avaient pour mission de battre le plateau des Caurières), 12 observateurs, 5 sous-officiers ou brigadiers et 1 lampiste. Pas un fantassin! Pourtant, malgré un bombardement de 5 jours, les organes de défense du fort étaient à peu près intacts et les mitrailleuses approvisionnées.

Le 25, les troupes de la 306e brigade, qui tenaient le secteur en avant du fort, soumises depuis le matin à un bombardement formidable, sont attaquées à 16 heures par des éléments du IIIe corps Brandebourgeois. Elles cèdent. L'ennemi progresse rapidement et parvient vers 16 h. 30 à la cote 347, à un kilomètre de Douaumont; il pénètre également dans les ravins boisés de la Vauche et de la Hassoule, qui entaillent les pentes est du promontoire sur lequel est bâti le fort. A l'ouest par contre, la 31e brigade défend le bois Chauffour et le village de Douaumont; une contre-attaque de la 3e brigade du Maroc enraye de ce côté les progrès allemands. Mais devant le fort lui-même rien n'apparaît; renforcés, les Allemands marchent alors sur la forteresse; des éléments appartenant à cinq compagnies différentes, dont certains avaient d'ailleurs emprunté à des morts quelques pièces d'uniformes français, se rejoignent au bord des fossés, sans que la petite garnison, occupée à servir ses pièces, aveuglée par le bombardement et croyant avoir affaire à des isolés français en retraite, s'aperçoive de leur présence. Ils pénétrent à l'intérieur du fort par des brèches, le trouvent à peu près vide et finissent par découvrir le « commandant », qu'ils font prisonnier, cependant que la tourelle de 75 continue à tirer et que vainqueurs et vaincus jouent à cache-cache dans le labyrinthe souterrain de cette architecture sans défenseurs. Au total, il y a dans l'ouvrage 79 soldats allemands et 19 officiers, assez embarrassés de leur conquête et qui n'osent en sortir. Peu à peu ce chiffre s'accroît de tous les traînards; à la tombée de la nuit, ils sont 300 et commencent à organiser la défense, sans d'ailleurs être le moins du monde dérangés par notre infanterie, installée à 300 mètres de part et d'autre du fort. Ils font connaître à l'arrière leur situation, lancent des fusées, envoient des coureurs et sont enfin renforcés en hâte par un commandement qui n'espérait pas tant de leur audace et commence à peine à comprendre l'importance de ce succès.

Voilà à quoi se réduisit la prise du « fort cuirassé » de Douaumont, que les radios de Nauen, rédigés en style grandiloquent, célébrèrent aussitôt à travers le monde. Cet épisode de la bataille, encore qu'insignifiant si l'on songe au petit nombre des hommes qui y prirent part et au peu de parti qu'ils en tirèrent, devait pourtant avoir des conséquences indirectes d'une portée incalculable, conséquences militaires, politiques et surtout morales. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'il marque le tournant décisif de l'année de Verdun.

Lorsque la nouvelle que les Boches étaient à Douaumont fut connue sur le champ de bataille,

LE FORT DE DOUAUMONT

il sembla que la défense allait s'effondrer. Les États-Majors connurent quelques heures de découragement et d'anxiété effroyables. Ce qui n'était que le dernier élan d'une attaque à bout de forces apparut comme le début d'une irrésistible ruée. Seuls, les combattants de première ligne, dans leur heureuse ignorance de l'ensemble des événements, ignorèrent ces craintes et leur passive ténacité sauva la situation. Celle-ci en effet devenait de plus en plus grave du fait d'une grave erreur de jugement commise par le général commandant la 37e division. Cette division tenait le secteur depuis la Meuse jusqu'à Louvemont, c'est-à-dire les hauteurs de la côte du Talou et de la côte du Poivre. Après quelques menaces d'attaque dans la matinée et un bombardement extrêmement intense, vers 17 heures, le calme le plus complet s'était fait devant elle. Par contre, la bataille faisait rage à sa droite : c'était le moment où les Brandebourgeois perçaient entre Louvemont et Bezonvaux et où se déclanchaient les contre-attaques de la brigade marocaine. Inquiet pour sa droite, le général de Bonneval craint que l'ennemi ne se rabatte sur lui et ne lui coupe le chemin de Verdun. A 18 heures, il apprend que Douaumont est pris, et de fausses nouvelles annoncent que le village du même nom est tombé aux mains de l'ennemi. En réalité, nous l'avons vu, nos troupes tenaient les abords immédiats du fort et l'ennemi ne songeait qu'à s'y retrancher. C'est alors que le général de Bonneval prend la décision de reporter toute sa division « *sur la crête de Belleville* » c'est-à-dire à 7 kilomètres en arrière, à la lisière des faubourgs de Verdun. La retraite s'opère aussitôt par échelons et pendant toute la soirée, l'ennemi va se trouver en face de tranchées vides. Sans doute, le général Herr lance ses réserves dans la brèche et prescrit au 20e corps de tenir à outrance la ligne Froide-Terre-Douaumont ; sans doute aussi le colonel Tardy organise, à défaut d'infanterie, la défense de la zone évacuée au moyen d'un puissant barrage de 75. N'empêche que si, ce soir-là, les Allemands avaient poussé leurs colonnes d'assaut derrière la 37e division en retraite, il eût été presque impossible de les arrêter en avant de Froide-Terre ; leur avance aurait entraîné le retrait, et peut être la capture, de toutes les troupes encore engagées de Louvemont à Vaux; la défense de Verdun eût été reportée à quelque trois kilomètres des pentes de la Meuse, et il est douteux que nous eussions pu résister dans ces conditions aux assauts des dix divisions fraîches que Falkenhayn tenait encore en réserve. Verdun fut sauvé ce soir là par l'initiative de quelques subordonnés, la ténacité du général Herr, vigoureusement « remonté » par Castelnau, et surtout l'excès de méthode de l'adversaire, qui se réservait pour une bataille de longue durée. A partir du lendemain, l'occasion est passée ; la porte entr'ouverte se referme : Pétain prend le commandement, les renforts arrivent ; la défense s'organise avec l'appoint de nouveaux États-Majors ; nos contre-attaques reprennent une partie du terrain perdu. Le 29, la situation est à peu près stabilisée. Il semble que l'on pourra tenir sur la « ligne des forts », dans laquelle manque, symbole douloureux de nos fautes, le plus puissant. le plus monumental, Douaumont.

S. Photo. de l'Armée

FOILUS TRAVERSANT LES RUINES A VERDUN

## LES CONSEQUENCES POLITIQUES DE LA CRISE : LES COMITÉS SECRETS

Si les conséquences militaires de cette perte purent être réparées, les répercussions politiques de la journée du 25 février furent plus longues à s'éteindre. Dans cet ordre d'idées aussi, Douaumont prit une valeur symbolique et concrétisa tous les reproches que l'on pouvait adresser au Haut Commandement. L'opinion parlementaire ne voulut pas admettre qu'un fort, qui avait coûté des millions et était considéré comme la « pierre angulaire » du système de défense de la place, pût être abandonné à un gardien de batterie et envahi en un tourne main par une poignée d'assaillants. Sous ce coup de fouet, les colères de l'opposition s'exaspérèrent. Il faut ajouter que députés ou sénateurs ne furent pas seuls à s'indigner. Gallieni estima que la mesure était comble et, encore que la lutte continuât autour de la place et que l'Union Sacrée semblât s'imposer plus que jamais, il prit vigoureusement position contre Joffre. Déjà malade, il aurait voulu pouvoir réaliser, avant de se retirer, son grand dessein : remettre de l'ordre dans l'administration de la guerre, ce qui impliquait une réforme radicale du G. Q. G. Le 7 mars, il demanda à lire à ses collègues du Conseil des Ministres la note à laquelle il travaillait depuis longtemps et à laquelle nous avons déjà fait allusion. C'était un réquisitoire sévère contre les pratiques du G. Q. G., ses perpétuels empiètements, son intervention illégale dans des questions d'ordre économique, politique ou diplomatique, sa répugnance à accepter tout contrôle, et aussi contre les négligences et les erreurs qui avaient rendu possibles les événements de Verdun. Gallieni concluait en demandant la remise du Haut Commandement « *à la place qu'il doit occuper* » la restitution au ministère de la Guerre de l' « *intégralité de sa gestion administrative* », enfin l'élimination des chefs « *sur lesquels pèsent les vieilles doctrines* ». Mais Gallieni ne rencontra guère que l'approbation de M. Painlevé et se heurta à l'opposition très nette du président du Conseil, peu soucieux de greffer sur une crise militaire et politique assez grave une crise de commandement. Les raisons invoquées par M. Briand se ramenaient à la constatation suivante : fallait-il changer de pilote au moment précis où le bateau était en péril et se priver des services d'un chef déjà accrédité auprès de nos Alliés alors que leur concours allait nous être plus que jamais nécessaire ? Cette thèse l'emporta, mais Gallieni résolut de démissionner. Retenu par les instances de M. Briand qui fit une fois de plus appel à son abnégation patriotique, il cacha sa décision jusqu'au 17 mars, date à laquelle fut officiellement désigné son successeur, le général Roques. Ce choix qui portait sur un ami éprouvé du général Joffre, montrait que le Gouvernement hésitait une fois encore à trancher dans le vif et cédait devant Chantilly. Effrayé par les responsabilités qui lui incomberaient en cas de démission du généralissime et ne sachant trop par qui le remplacer, M. Briand préférait lui laisser les mains libres, en plaçant au ministère de la Guerre. une sorte de délégué officieux du G. Q. G. La

BETHINCOURT

maladie très réelle de Gallieni, qui devait subir quelques jours plus tard une opération chirurgicale assez périlleuse, masqua aux yeux du public cette manière d'abdication du pouvoir civil. Gallieni mourut d'ailleurs deux mois après, le 27 mai 1916, laissant le souvenir d'une force puissante mal utilisée.

Mais le moment approchait, où le président du Conseil ne pourrait plus se dérober à un débat relatif au Haut Commandement. Le 18 février M. Briand avait encore fait ajourner la discussion d'une résolution déposée par Abel Ferry ; le 16 mars, M. Accambray s'était vu retirer la parole pour avoir fait des allusions trop directes aux fautes commises à Verdun. Presque tous les députés étaient résolus cependant à exiger du gouvernement des explications.

Les renseignements apportés devant les Commissions ne suffisaient plus, les partisans d'un Comité secret devenaient sans cesse plus nombreux. Le président du Conseil se résigna. Le 6 juin, répondant à M. Albert Favre, M. Briand annonça qu'il fournirait volontiers à la Chambre, assemblée à huis clos, les éclaircissements qu'elle souhaitait.

Le 16 juin, par 401 voix contre 120, la Chambre se constitua en Comité secret. Les débats, moins dramatiques que l'opinion ne l'avait prévu, durèrent six jours. Les trois quarts de l'Assemblée n'entendaient pas renverser le ministère, et la majorité des membres hésitait encore à exiger l'éloignement de Joffre. Pourtant la lecture par M. Maginot de la note et des lettres de Gallieni produisit un grand effet, et Abel Ferry fut aussi très applaudi quand il s'éleva contre le système des attaques partielles si coûteuses en vies humaines et si inutiles.

Mais, après de longues explications techniques du général Roques, et un discours de M. Albert Thomas, qui, acclamé par la Chambre entière, énuméra tous les progrès accomplis, M. Briand, en une série d'adroites interventions, reconquit tout à fait sa majorité. Il dut seulement promettre de limiter strictement les pouvoirs du G. Q. G. et de faciliter le contrôle parlementaire. Un exposé de l'affaire salonicienne fut unanimement applaudi, et M. Delcassé au contraire fut à peine écouté.

Le 22 juin, par 444 voix contre 80 fut voté l'ordre du jour suivant : « La Chambre expression de la souveraineté nationale se déclare résolue, selon son devoir, à continuer de donner, en collaboration étroite avec le Gouvernement, une impulsion de plus en plus vigoureuse à la défense du pays. Tout en s'abstenant strictement d'intervenir dans la conception, la direction ou l'exécution des opérations militaires, elle entend veiller à ce qu'en vue des ces opérations la préparation des moyens offensifs et défensifs, industriels et militaires, soit poussée avec un soin, une activité et une prévoyance correspondant à l'héroïsme des armées de la République. Constatant que le Comité secret lui a permis de se renseigner efficacement sur la conduite générale de la guerre, elle se réserve de recourir, si besoin est, à la même procédure. Elle décide d'instituer et d'organiser une délégation directe qui exercera, avec le concours du Gouvernement, le contrôle effectif et sur place de tous les services ayant la mission de pourvoir aux besoins de l'armée. Elle prend acte des efforts déjà faits et des engagements pris par le Gouvernement. Elle lui fait confiance ». Ainsi l'assemblée approuvait la politique du président du Conseil, tout en exigeant, ou plus précisément même en prenant, des garanties au sujet du contrôle parlementaire. C'était pour M. Briand un réel succès personnel.

Mais, si la crise politique née de nos premiers revers devant Verdun avait pu être écartée, les conséquences morales de ce début malheureux continuaient à se faire sentir. La façon dont le cas Verdun avait été posé devant l'opinion internationale nous obligeait à soutenir, pour l'honneur de la France et la réputation de nos armées plus encore que pour la valeur de la forteresse, une lutte qui épuisait également et sans plus de profit les deux partis. Après leurs hâbleries des premiers jours, après les commentaires que la presse allemande avait publiés sur l'effondrement certain de la puissance militaire française, nos adversaires se trouvaient engagés, plus peut-être que Falkenhayn ne l'avait souhaité, dans cette bataille d'usure. Elle ne pouvait, à leur point de vue, prendre fin qu'avec la prise de Verdun. Aussi, pendant les mois de mars, d'avril et de mai, les assauts se succèdent-ils autour de la place. Avec une régularité monotone, ces attaques à objectifs limités nous rejettent chaque fois de quelques centaines de mètres en arrière, mais nos contre-attaques reprennent, un ou deux jours après, au moins la moitié du terrain perdu ; à ce train, il

faudrait une année pour arriver à la citadelle ! C'est du moins la pensée des dirigeants de l'Allemagne, qui commencent à se demander si le jeu vaut bien la chandelle. Ludendorff reconnaît qu'au bout de quelque temps la troupe et le commandement ne marchaient plus qu'à contre cœur; Hindenburg déplore ces « *sacrifices sans fin qui démontrent à eux seuls la vanité de l'entreprise* » ; le Kronprinz allemand lui-même insiste pour que l'offensive, sur laquelle il avait compté pour asseoir sa réputation militaire, soit abandonnée en raison des pertes qu'elle entraîne. Mais Falkenhayn s'entête ; son but n'est-il pas de saigner la France aux quatre veines !

La vraie raison, c'est qu'il redoute la déception qui suivrait, outre Rhin, la renonciation à des espoirs follement grossis par une propagande orgueilleuse, et surtout les railleries de l'univers entier, spectateur passionné de ce match.

Section Photographique de l'armée

LE GÉNÉRAL HERR ET SON ÉTAT-MAJOR

De notre côté, nous ne souffrons pas moins que nos adversaires ; le système de la « noria » imaginé par Pétain, déverse successivement dans la fournaise de Verdun 45 divisions françaises jusqu'à fin avril, et 65 jusqu'en juillet, sur les 95 que compte l'armée française. Lorsque, le 2 mai, le général Nivelle prend le commandement de la 2e armée, Pétain étant passé au Groupe des Armées du Centre en remplacement de Langle de Cary, la lutte redouble de fureur par suite de nos tentatives pour reconquérir le terrain perdu (reprise de Douaumont le 24 mai). Au mot d'ordre donné par Pétain à ses soldats : « Il ne passeront pas ! », Nivelle et Mangin ajoutent : « Ils reculeront ! » Ainsi le drame de Verdun sort du domaine stratégique, et l'issue de ce duel entre deux volontés collectives prend une importance morale incommensurable. Il est passé, et bien passé, le temps où Chantilly discutait sur la valeur comparée des positions défensives de la rive droite et de la rive gauche. Désormais — et c'est là la conséquence psychologique de l'attidude prise par les deux nations au cours de la grande semaine du 21 au 28 février, — ce n'est plus pour une position que l'on se bat, mais pour la gloire pure et simple, pour cette entité spirituelle qui exaltait les cœurs des trois cents Spartiates des Thermopyles, des marins du *Vengeur* et des combattants de la Marne. Si de telles batailles ne sont pas les plus fructueuses, ce sont celles où se mesure l'âme d'un peuple. La qualité de l'âme française s'est révélée à Verdun.

Mais, après trois mois d'efforts héroïques, au moment même où la Chambre des Députés pardonnait, en considération de la valeur des troupes, aux imprévoyances des grands chefs et renouvelait sa confiance à un gouvernement, auréolé déjà par le reflet de la victoire que les « poilus » de Vaux et de 304 étaient en train de lui gagner, Verdun n'était pas encore hors de danger. Il faillit même être enlevé alors que s'ouvrait la diversion tant attendue, la bataille de la Somme. Falkenhayn la prévoyait et, dès le début de juin, voulut finir la partie qui se jouait sur la Meuse pour pouvoir tourner toute son attention sur la suivante. L'offensive sur Verdun reprend donc avec plus de violence. Vers le milieu du mois, l'ennemi est parvenu à nous rejeter, sur la rive droite, à peu de distance de la deuxième ligne de forts, l'avant dernière, marquée par les ouvrages de Froide Terre et de Thiaumont,

le village de Fleury, les forts de Souville et de Tavannes. Six kilomètres à peine le séparent de la ville. C'est le moment de tenter le grand coup, je veux dire une attaque de grand style, qui doit conduire les avant-gardes allemandes jusqu'à la Meuse. Quatre corps d'armée et trois divisions indépendantes sont rassemblés pour cet ultime effort; les régiments ont ordre d'emporter leurs drapeaux, en vue de l'entrée dans la ville; comme pour Ypres, l'empereur attend; et, le 22 juin, l'attaque la plus formidable que Verdun ait connue va se déclencher sur le front étroit de cinq kilomètres qui s'étend de Thiaumont au Bois Fumin.

Or, à cette date, notre généralissime est entièrement absorbé par la préparation de l'offensive de la Somme, qui commence le 24. Depuis près de deux mois, il se préoccupe de rassembler les troupes et les canons nécessaires, de limiter au strict minimum la consommation de forces qu'entraîne la bataille de Verdun. Le 29 mai, il a décidé qu'à partir du 10 juin le G.A.C. devra ne compter que sur les ressources qui lui sont attribuées une fois pour toutes, savoir 52 divisions. Le 19 juin, il a annoncé à Pétain qu'il lui retirerait prochainement une partie de ces troupes. Or celui-ci estime à juste titre qu'il n'a pas assez de forces pour supporter tout le poids des armées allemandes, tout en prenant lui-même l'attitude aggressive que lui impose, en vue de faciliter l'offensive de la Somme, l'ordre du 19 juin. Au contraire, il demande que cette offensive soit hâtée, si l'on ne veut pas s'exposer à perdre Verdun, le fruit de tant de sacrifices. Il écrit : « *J'ai l'honneur de vous demander de fixer une date rapprochée à l'offensive des Anglais. La diminution des effectifs qui pourrait résulter d'une opération prématurée n'est pas à mettre en balance avec le risque de voir Verdun aux mains de l'ennemi* ». Il semble à nouveau que deux conceptions s'opposent : celle qui consiste à mener jusqu'au bout la bataille défensive avec tous les moyens nécessaires pour obtenir une issue victorieuse et celle qui tend à négliger Verdun au profit de l'opération offensive de la Somme. A la lettre de Pétain, Joffre répond : « *Nous devons à tout prix nous maintenir sur la rive droite de la Meuse au risque même d'y abandonner une partie du matériel qui y est déposé...* » Mais peut on espérer que les divisions, fort réduites et très éprouvées, à qui on donne l'ordre de tenir « à tout prix » pourront résister au formidable assaut qui se prépare? Pétain est inquiet, et son inquiétude se transmet au gouvernement et au Parlement. Au lendemain même du premier Comité secret tous les regards se tournent à nouveau vers les crêtes désolées de Fleury et de Souville.

Pour la deuxième fois, Verdun fut sauvé de justesse. Le 23 juin, précédés par un bombardement de 100.000 obus asphyxiants, les Allemands arrivent sur les superstructures de l'ouvrage de Froideterre, dans le village de Fleury et aux fossés du fort de Souville. Pétain téléphone : « *La situation est grave. Je vais à Souilly, je téléphonerai à nouveau vers 19 heures. Si l'ennemi atteint la ligne de contre-pente, il faudra songer à passer sur la rive gauche. La décision sera à prendre trois ou quatre jours avant l'exécution du mouvement.* » Mais les avant-gardes allemandes, retenues par une résistance désespérée, gênées par les contre-attaques audacieuses exécutées de leur propre initiative par les chefs de petites unités (des colonels chargèrent entourés de leurs agents de liaison; des isolés se maintinrent pendant plusieurs heures au milieu des fantassins ennemis), fidèles d'ailleurs à leur tactique de prudence et mal soutenues par un commandement incertain, se fixent en arrière de la crête dont nous tenons encore le sommet. On espère les obliger à reculer le lendemain. Et Pétain peut assurer, dès 16 heures que « *l'on tient sur la rive gauche* ». Mais l'alarme a été chaude : le ministère s'émeut; le général Roques téléphone à Joffre dans la matinée du 24 : « *Il ne faut à aucun prix, pour aucune considération, assumer les responsabilités d'un retard dans l'attaque franco-anglaise* ». Derrière ces paroles comminatoires, d'autant plus significatives qu'elles émanent d'un familier du G. Q. G., on devine l'anxiété des pouvoirs publics et la nervosité de l'opposition parlementaire. On sent que les griefs contre le Haut Commandement, encore que dissimulés derrière le vote de confiance issu du Comité secret, subsistent toujours et que le moindre événement malheureux suffirait à leur donner une force nouvelle.

Les événements tournèrent une fois de plus au gré du généralissime, dont l'optimisme fut singulièrement aidé par le sacrifice plus qu'héroïque et les exploits quasi surhumains des humbles « exécutants ». Alors que le commandement s'avouait impuissant, le soldat du rang sauva la forteresse. A lui, et à lui seul, revient le mérite d'avoir tenu pendant le « dernier quart d'heure ». Si les défen-

seurs de Verdun avaient cédé, nul n'aurait pu leur en faire grief ; en dépassant les bornes de la résistance humaine, ils firent plus que leur devoir. Ni le 24 juin, ni le 7 juillet, ni le 11, ni le 1er août, les soldats du Kronprinz ne purent atteindre cette « ligne de contre-pente » dont Pétain envisageait la perte dès le premier jour de l'attaque finale. Grâce à ces « miracles », sur lesquels ils n'avaient pas logiquement le droit de compter, les Etats-Majors pouvaient mener à bonne fin leurs savants projets. La bataille de la Somme, dont nous parlerons tout à l'heure, s'ouvrait le 1er juillet et absorbait peu à peu les disponibilités allemandes. Le front de Verdun se décongestionnait peu à peu ; en septembre, l'empereur allemand s'avouait vaincu. Le maréchal Hindenburg remplaçait Falkenhayn, discrédité par l'échec de son grand projet, et son premier soin était de placer l'armée de Verdun sur la défensive. Nous avions gagné la partie. L'honneur en revint tout naturellement à ceux qui l'avaient dirigée, et, dès le début de juillet, lorsque les premiers succès devant Péronne effacèrent le souvenir d'angoisses pourtant bien récentes, la popularité du généralissime et du ministère connut un regain de vigueur.

Le président du Conseil n'eut garde de manquer cette occasion : il demanda au Sénat confirmation du blanc-seing que lui avait donné la Chambre. Ses adversaires n'auraient pas souhaité qu'aussitôt après la Chambre et sous l'impression de ce succès, le Sénat tînt un Comité secret dont le résultat, connu d'avance, fortifierait l'autorité du ministère.

Ce furent quelques sénateurs favorables à M. Briand, et aussi certains amis personnels de Joffre, qui prirent l'initiative d'ouvrir un débat, et du 4 au 9 juillet la haute assemblée eut donc, elle aussi, un Comité secret. M. Clemenceau, M. Doumer y soulevèrent la question du Haut Commandement. Après le général Roques, le président du Conseil leur répondit, et le discours qu'il prononça fit sur l'auditoire une impression extraordinaire. Jamais M. Briand ne déploya plus d'habileté, plus de variété oratoire, tour à tour railleur, pathétique, bonhomme. Au vote, six sénateurs seulement — dont MM. Clemenceau et Pichon, — se prononcèrent contre le Gouvernement.

D'ailleurs, au Sénat comme à la Chambre, à côté des critiques, déterminées surtout par le « cas Joffre », un hommage unanime avait été rendu aux efforts tenaces et heureux déployés par M. Briand pour fortifier et coordonner l'accord des Alliés. Depuis son arrivée au pouvoir, le président du Conseil avait entrepris, en effet, de démontrer à nos Alliés la nécessité d'unir pour une action d'ensemble leurs forces trop dispersées et il y était parvenu. Dès novembre 1915, une première Conférence interministérielle franco-britannique s'était assemblée à Paris, puis en décembre ç'avait été le grand Conseil de guerre où, avec la France et la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie, la Belgique et la Serbie étaient représentées. En mars 1916, autre réunion militaire à Chantilly, bientôt suivie à Paris par une Conférence politique et économique, présidée par M. Briand, et qui groupait les chefs des gouvernements et les généralissimes de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Belgique, de la Serbie et les délégués de la Russie, du Japon et du Portugal. Après deux jours de délibérations (27 et 28 mars) la Conférence avait confirmé « toutes les mesures prises pour réaliser l'unité d'action sur l'unité de front... ; à la fois l'unité d'action militaire assurée par l'entente conclue entre les États-Majors ; l'unité d'action économique... et l'unité d'action diplomatique qui garantit leur inébranlable volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire de la cause commune ».

Au même moment, MM. Viviani et Albert Thomas étaient envoyés en Russie pour y hâter la réorganisation des armées du tsar et obtenir l'envoi en France de contingents russes.

« L'unité d'action sur l'unité de front », la formule — dont la paternité était attribuée à M. Briand — devint populaire. Quelques mois après la Conférence de Paris et les résolutions prises, elle parut trouver dans les faits une traduction. A une offensive dirigée en mai par l'Autriche contre l'Italie répondait, en juin, sur le front russe, l'offensive de Broussilov, qui reconquérait la Bukovine et une partie de la Galicie. En juillet, c'est la grande attaque montée par les Franco-Britanniques sur les deux rives de la Somme, celle des Italiens sur l'Isonzo. La Roumanie va intervenir. La Chambre peut, le 28 juillet, se séparer pour six semaines avec une pleine confiance. Les bonnes nouvelles se succédaient. La crise de Verdun était définitivement conjurée.

# IX

# LE DÉCLIN ET LA CHUTE DU MINISTÈRE BRIAND

## L'OPINION FRANÇAISE ET L'OFFENSIVE DE LA SOMME

PARMI les causes très diverses qui contribuèrent, vers le milieu de l'année 1916, à raffermir la situation du ministère Briand et à calmer les appréhensions de l'opinion publique, la plus importante fut l'espoir d'une conclusion rapide et victorieuse de la guerre, obtenue par un succès décisif sur le front occidental. Ce succès, les Alliés l'attendaient de l'offensive engagée, le 1er juillet, sur les deux rives de la Somme. On espérait que cette action, qui nous redonnait l'initiative des opérations, succédant à l'usure des forces ennemies devant Verdun et dans le Trentin, coïncidant avec l'offensive victorieuse de Broussilov sur le front russe, et suivie à brève échéance de l'intervention roumaine, porterait aux Empires centraux le coup de grâce. Joffre, nous assurent ses historiographes, « espérait atteindre un certain équilibre par l'effort organisé de la coalition. Si cet effort était soutenu, il comptait aboutir, vers la fin de 1916 ou dans le premier semestre de 1917, à la mise hors de cause des armées allemandes ». Cette « mise hors de cause » devait être essentiellement provoquée par l'offensive de la Somme, point culminant du drame, dont le premier acte s'est joué devant Verdun et qui devait avoir son dénouement en Orient.

Après les déceptions de 1915, l'opinion française était portée à accueillir avec un certain scepticisme l'annonce d'une victoire prochaine, obtenue par une bataille décisive. On avait trop répété que nous percerions « quand nous voudrions », et la perspective d'une nouvelle tentative sur ce front occidental, que les efforts allemands n'avaient pu entamer après quatre mois de luttes, pouvait éveiller quelques défiances. Il n'en fut rien. A de rares exceptions près, la France s'enthousiasma pour l'offensive de la Somme, comme elle s'était enthousiasmée pour celles de Champagne et d'Artois. Une fois de plus, il ne fut bruit, dans les couloirs du Parlement et dans les salles de rédaction, que de l'imminence de la fameuse percée. Le secret de nos préparatifs, encore que

Section Photographique de l'Armée

GOMMÉCOURT. POSTE OBSERVATOIRE DE PREMIÈRE LIGNE EN BÉTON

mieux gardé, ne tarda pas à transpirer ; et, forts des quelques « tuyaux », qu'ils tenaient de « hautes personnalités militaires», députés et journalistes amis du gouvernement s'employèrent à démontrer qu'il fallait faire confiance au commandement jusqu'à l'aboutissement de ses grandioses projets. Le souvenir des fautes de Verdun pâlit devant ces nouvelles promesses ; l'opposition fut conquise ou désarmée. On ne lui eût pas pardonné de briser dans l'œuf tant et de si belles espérances.

Photo Rol

LASSIGNY

Il faut d'ailleurs reconnaître que l'offensive de la Somme, toujours conçue comme une tentative de percée suivie d'une exploitation stratégique, toujours dirigée vers ces lignes de communications du Nord de la France, dont nous avons montré plus haut l'importance, se distinguait des précédentes par certains caractères rassurants. Elle apparaissait comme la première des grandes batailles offensives interalliées ; elle concentrait sur un seul point l'effort, parvenu presque à son point culminant, de l'Angleterre et celui de la France ; elle était préparée de longue date et avec une minutie remarquable ; elle s'inspirait d'une tactique nouvelle, qui utilisait à plein le matériel et économisait les hommes; elle bénéficiait de tous les progrès réalisés dans le domaine des inventions et des fabrications de guerre ; elle s'engageait à peu près à armes égales et il semblait qu'elle dût se terminer par l'écrasement de l'ennemi sous le nombre des bataillons et des canons que nous étions désormais en état d'amener sans arrêt sur le champ de bataille.

Conçue dès le milieu de décembre 1915 comme une attaque franco-anglaise, toutes forces réunies, sur le front de 70 kilomètres à vol d'oiseau qui va de Gommécourt (ouest de Bapaume) à Lassigny, cette opération nécessitait une entente étroite et une collaboration continue entre l'état-major français et l'état-major britannique. Ces conditions furent pleinement réalisées. Le 19 décembre 1915, le général Douglas Haig avait remplacé le maréchal French comme commandant en chef des troupes anglaises en France ; il partageait, à peu de choses près, les vues de Joffre sur la situation stratégique, et avait renoncé d'assez bonne grâce au projet, cher au cabinet britannique, d'une attaque en Flandre, destinée à reconquérir le littoral belge. Il entretenait des relations amicales avec le général Foch, commandant du groupe d'armées du Nord, de qui relevaient les troupes françaises chargées de l'attaque. En sorte que, pendant la longue période de préparation qui s'écoula de décembre à juillet, l'unité d'action (à défaut du commandement unique) fut pratiquement réalisée sur ce front unique de la Somme. Les avantages de cette coopération intime devinrent sensibles lorsque la violence de l'attaque allemande sur Verdun obligea le commandement à modifier peu à peu ses plans primitifs. Dans une première conférence, tenue le 14 février, il avait été convenu que l'offensive, primitivement fixée au printemps, serait retardée de façon à permettre aux Russes de recevoir le matériel qui leur était destiné et aux Anglais de grossir leurs effectifs des dernières "Kitchener's Divisions". Elle devait comporter deux attaques anglaises : l'une, de diversion, en Flandre, l'autre, principale, de la Somme à Gommécourt, cependant que trois armées françaises, comprenant 39 divisions actives, se porteraient en avant entre la Somme et Lassigny. Mais, dès le mois suivant, il fallut

réduire les proportions envisagées ; le 12 mars une nouvelle conférence décidait de supprimer les attaques de diversion et de hâter les préparatifs; les armées françaises prenaient à leur compte une bande de terrain sur la rive nord de la Somme ; entre temps, d'ailleurs, notre 10e armée avait été relevée autour d'Arras par des divisions britanniques, et cet appui, très complaisamment accordé par nos alliés, nous permettait d'entretenir nos effectifs devant Verdun. Cependant, l'usure des armées françaises était telle que, le 26 avril, Foch était avisé qu'il ne disposerait plus des moyens qui lui avaient été promis ; il devait, en conséquence, réduire le front de ses attaques, tout en le maintenant joint avec celui des Anglais, et se tenir prêt, le 1er juin, à les déclencher. Le 8 mai, Haig, à son tour, faisait connaître qu'il ne pouvait mettre en ligne une artillerie suffisante pour la date fixée et sollicitait un délai. Le 26 mai, une nouvelle conférence, tenue à Beauquesne, fixait comme date définitive le 1er juillet. Mais, pendant ce temps, le chiffre des divisions françaises disponibles ne cessait de baisser: Foch était successivement obligé de tabler sur 30 divisions et 900 pièces lourdes, puis sur 26 seulement, puis sur 22 et un maximum de 800 canons. Son champ d'action se rétrécissait et il n'envisageait plus que deux attaques partielles, séparées par une zone passive, d'une part sur le saillant de Roye, d'autre part entre Flaucourt et Maurepas, à cheval sur la Somme. Avec le mois de juin s'ouvre la période la plus critique de cette laborieuse préparation: d'une part, Pétain insiste pour obtenir les troupes fraîches dont il a besoin pour soutenir le choc des masses allemandes: d'autre part, Foch et Haig demandent qu'on leur laisse le temps de rassembler tous leurs moyens; le gouvernement presse Joffre de hâter le déclenchement de la diversion qui doit dégager Verdun; les Russes invoquent le texte de l'accord de Chantilly qui leur promet, dans un délai de 15 jours après leur propre offensive, l'appui de celle des autres alliés. Entre ces exigences contradictoires, le G. Q. G. français eut le mérite de ne point se décourager et de s'en tenir à son plan primitif. Mais ce ne fut pas trop de toute la bonne volonté des généraux anglais pour accepter ces incessantes modifications, qui pouvaient leur fournir maints prétextes à revendiquer leur indépendance.

Il ne leur fallut pas moins de désintéressement pour accepter de se plier aux instructions très strictes du généralissime français, qui leur dicta minutieusement leur rôle dans la bataille. L'instruction du 21 juin (adressée au même titre à Haig et à Foch) le déterminait comme suit : rompre d'abord le front ennemi entre Hébuterne et Maricourt (front britannique) et entre Maricourt et Flaucourt (front français), en atteignant « au delà des positions organisées par l'ennemi », la route Péronne-Bapaume, prolongée au sud par le cours de la Somme. Ce résultat pouvait être atteint, soit « par surprise », soit par une succession d'efforts limités, dirigés suivant l'axe Bapaume-Cambrai. Puis, par la brèche, pousser une masse de manœuvre sur la ligne Cambrai-le-Cateau-Maubeuge et faire ainsi tomber tout le dispositif allemand pris de flanc et à revers. La date de l'attaque est fixée au 29 juin, puis remise au 1er juillet, en raison du mauvais temps. Elle mettra en jeu 14 divisions françaises (qui seront renforcées ultérieurement par l'introduction de la 10e armée sur la ligne de bataille) et 26 divisions anglaises. A ces forces imposantes l'ennemi ne pouvait initialement opposer que 8 divisions en première ligne, trois en soutien immédiat, et une en voie de reconstitution en arrière. Le succès paraissait certain.

Une telle supériorité numérique n'avait pu être atteinte, après la saignée de Verdun, que grâce à l'effort considérable fourni par nos alliés anglais. Leurs troupes constituaient, non seulement la masse de choc la plus importante, mais aussi le réservoir dans lequel le commandement comptait puiser les renforts nécessaires à cette bataille de longue haleine dont il envisageait la possibilité. Sans connaître encore toute la puissance de cet effort, l'opinion française commençait à revenir à une appréciation plus équitable du secours que nous apportaient les Britanniques. En 1914 et 1915, elle s'était montrée plutôt dédaigneuse et parfois injuste; on se plaignait ouvertement, au Parlement et dans les journaux, que la seule armée française eût dû supporter le poids de toutes nos offensives ; on comparait amèrement l'étendue du secteur étroit tenu par les troupes anglaises et l'immensité du front gardé par nos soldats ; on prenait pour de la nonchalance la méthodique préparation du War Office et pour un « manque de cran » les prévisions à longue échéance de Kit-

chener. Joffre n'avait-il pas déclaré que les troupes anglaises qui ne seraient pas en France en mai 1916 n'arriveraient plus à temps pour se battre ? Et M. Poincaré lui même ne reconnaît-il pas l'erreur du jugement dont nos dirigeants se rendirent trop souvent coupables, lorsqu'il écrit, dans la préface d'un ouvrage récent : « Certains d'entre nous avaient, à vrai dire, quelque mal à comprendre que Kitchener nous ajournât à l'été de 1915 et que, dès cette époque (1914), les Anglais entreprissent sur la côte des installations militaires pour une durée de trois ans... Ceux de ses interlocuteurs qui ont pu s'imaginer alors qu'il y avait dans cette défense opiniâtre d'un programme à très long terme un peu d'obstination et de pessimisme ont été obligés de reconnaître depuis que Kitchener avait eu, au contraire, dès le commencement des hostilités, une vision très juste de l'avenir. »

Or, les idées de lord Kitchener sur la durée de la guerre et le rôle que l'Angleterre pouvait jouer dans son victorieux achèvement étaient, quelque critique que l'on ait pu adresser à ses méthodes, celles de tous ses compatriotes. Les Anglais allaient lentement, mais sûrement. On ne commença à s'en apercevoir en France que vers le milieu de 1916. Le programme de Kitchener comportait la mise sur pied de 70 divisions ; ces prévisions auraient certes pu être dépassées, si on n'avait tenu compte que de la population globale des Iles Britanniques ; mais il ne faut pas oublier que l'Angleterre, outre les charges que lui imposait sa marine de guerre, était la grande ravitailleuse de l'Entente ; elle fournissait presque tout le charbon nécessaire et quantité d'autres matières premières ; elle fabriquait, transportait, ou payait la plus grosse partie du matériel de guerre. Sa dette s'élevait déjà, au 25 mars 1916, à 2 milliards de livres sterling, et elle fournissait aux divers alliés des subsides qui se montaient à plus de 600 millions de livres par an. Pour suffire à ces dépenses, force lui était de maintenir son industrie et son commerce à un niveau très élevé. La mise sur pied de 70 divisions actives constituait donc de sa part un effort remarquable ; et, comme elle était partie en guerre avec une armée minuscule, cet effort ne pouvait être que lent et progressif. Les divisions de Kitchener commencèrent à apparaître sur le front français vers le milieu de 1915 ; depuis, leur nombre était allé sans cesse en croissant, et cet afflux ininterrompu de troupes fraîches, richement pourvues, largement approvisionnées, n'était pas sans impressionner favorablement les Français les plus chagrins. En mars 1916, les 70 divisions étaient levées : 50 servaient déjà à l'étranger, 3 aux Indes, 4 étaient en partance, 13 enfin, encore à effectifs réduits, formaient le noyau de la défense « métropolitaine ». Sans doute on pouvait critiquer la dispersion de ces forces, disséminées à travers le monde entier. Mais, à partir du moment où l'offensive de la Somme fut décidée, le chiffre des troupes mises en France à la disposition du général Haig ne cessa de s'accroître. Le 29 mars, Haig a déjà 40 divisions, il en aura 55 en juillet et 57 à la fin de l'offensive ; le nombre de baïonnettes et de sabres qu'il peut aligner passe, du 1er janvier au 1er juillet 1916, de 450 mille à 660 mille ; le total des effectifs stationnés en France s'élève à 1.400.000 hommes dont 72.000 seulement sont échelonnés sur les lignes

Section Photographique de l'Armée

MAUREPAS. ANES PORTANT LA SOUPE AUX PREMIÈRES LIGNES

de communication, soit près de 1.300.000 hommes dans la zone des armées françaises. Sans atteindre celui des armées françaises (2.850.000 au 1er août 1916), ce total ne laissait pas d'être impressionnant.

Encore fallait-il pouvoir le maintenir à ce niveau en dépit des pertes qu'allait entraîner la prochaine offensive. On évaluait les besoins à 125.000 hommes par mois, sans préjudice des nouvelles formations. Or, le système d'engagements volontaires, qui avait fourni en 12 mois 2 millions de recrues, ne pouvait plus suffire. Dès juillet 1915 l'Angleterre avait, par le « National Registration Act », fait l'inventaire de ses ressources et établi un recensement complet de la population masculine. Le système Derby, institué peu après, n'était encore qu'un compromis entre l'armée de métier et la conscription : on demandait aux hommes en âge et en état de partir aux armées de signer un engagement par lequel ils déclaraient se tenir à la disposition de l'autorité militaire, qui ne les appellerait qu'au fur et à mesure des nécessités. Les résultats furent médiocres, et il fallut en arriver au système, si éloigné du tempérament anglais, du service obligatoire. Le principe en fut adopté par la Chambre des communes, en première lecture, au mois de janvier 1916 et définitivement inscrit dans les lois le 25 mai de la même année. Trop d'exceptions tempéraient encore la rigueur de cette mesure, et, jusqu'à la fin des hostilités, le gouvernement anglais fut obligé de l'aggraver successivement, sans parvenir d'ailleurs à la stricte égalité de l'impôt du sang. En 1916, il se jugeait encore incapable de fournir des données précises sur le rendement de la conscription et n'osait tabler que sur les ressources certaines : 450.000 hommes dans les dépôts et 600.000 à appeler à la date du 1er août. Mais, même imparfaite, la loi sur le service obligatoire témoignait de la volonté anglaise de mener la guerre jusqu'au bout. Elle fut accueillie en France avec une satisfaction dont le gouvernement de M. Briand ne pouvait manquer de profiter.

Au point de vue des munitions et du matériel de guerre, l'effort anglais s'avérait aussi de plus en plus puissant. Le 8 avril 1915 avait été créé le Comité des Munitions dont le président était M. Lloyd George. Transformé bientôt en ministère, cet organe rendit les plus précieux services. La fabrication des canons lourds s'accrut dans des proportions considérables : le 29 mars 1916, Haig disposait de 1.200 obusiers ou canons de gros et moyen calibres, alors qu'en 1914 French avait livré la bataille d'Ypres avec 21 batteries d'obusiers et 8 batteries lourdes et qu'il n'avait, en mai 1915, que 600 bouches à feu d'un calibre supérieur à celui du canon de campagne. En août 1916, l'artillerie britannique pourra mettre en ligne 2.790 canons de campagne et 1.500 canons lourds.

La fabrication des munitions, qui avait donné tant de mécomptes en 1915, avait augmenté dans des proportions plus considérables encore : deux millions d'hommes étaient employés dans les usines de guerre. La consommation d'une semaine de novembre 1916 en projectiles d'artillerie dépassa celle des six premiers mois des hostilités (1 million 200.000 contre 1 million).

Les usines anglaises produisaient, à cette date, de 7 à 8 millions d'obus par mois. Les stocks accumulés atteignaient 5 millions de coups avant l'ouverture de la bataille et s'élevaient encore à 3 millions en août, en dépit d'une consommation qui, pour le premier jour de l'offensive, nécessita le transport de 13.000 tonnes de munitions. Le ministère des Munitions s'était assuré toute la production de mitrailleuses, sans limite fixée, de la maison Wickers, et avait, en outre, commandé en Amérique, 27.000 de ces engins ; il y en avait 2.640 en service dans les armées britanniques en France, plus 5.280 fusils mitrailleurs. L'armement auxiliaire (grenades, canons de tranchée, gaz, etc.) avait suivi les progrès réalisés dans les autres armées. L'aviation commençait à devenir redoutable, et toutes les armes pouvaient rivaliser avec leurs rivales allemandes. Surtout le service des communications, qui transportait une moyenne de 35.500 tonnes par jour de matériel, fonctionnait avec une régularité et une abondance de moyens qui faisaient l'émerveillement des populations du Nord de la France.

Les contingents des Dominions (Canadiens, Sud-Africains, Néo-Zélandais), qui commençaient à arriver en nombre, faisaient preuve d'une ardeur combative et d'une audace raisonnée, qui laissaient déjà prévoir le rôle glorieux que devaient jouer ces troupes d'élite. Bref, la « méprisable petite armée » était devenue une force redoutable, dont l'intervention permettait tous les espoirs.

## L'ÉVOLUTION DES DOCTRINES ET L'ESSOR DES FABRICATIONS DE GUERRE

Il était, d'autre part, permis d'espérer que les fautes tactiques commises en 1915 ne se répéteraient pas. L'insuccès des méthodes offensives, dont nous avons étudié plus haut les déplorables conséquences, avait ramené les esprits à une plus juste notion des réalités. L'infanterie, gaspillée à profusion (350.000 tués et disparus en 1915) contre des fils de fer intacts et des barrages d'artillerie ou de mitrailleuses infranchissables, réclame de l'artillerie une aide plus efficace. On commence à douter de la possibilité d'enlever d'un seul élan ces positions fortifiées qui ne cessent de s'approfondir. On réclame au moins le temps de souffler entre deux attaques, de remettre de l'ordre dans les unités éprouvées et de leur assurer, avec les renforts nécessaires, les ravitaillements urgents. Le rapport du général Pétain relatif aux opérations de Champagne s'élève discrètement contre les erreurs imputables à trop d'ambition et de précipitation. Il insiste sur la nécessité de l'usure préalable des forces ennemies et sur le célèbre principe napoléonien, qu'il faut toujours attaquer « du fort au faible ». Or, cette usure ne saurait être obtenue par un assaut « poussé jusqu'à la limite extrême des forces de l'assaillant », mais par une série d'attaques préliminaires « exécutées par de faibles effectifs, préparées par un bombardement formidable et l'emploi de tous les engins de destruction connus ». Cela fait, on pourra passer à l'attaque décisive; mais cette attaque elle-même ne pourra consister qu'en une série d'assauts successifs. « C'est qu'en effet, après un assaut, les pertes subies, par la troupe d'infanterie, et surtout par les cadres, sont telles que celle-ci est incapable de produire un deuxième effort analogue au premier... L'artillerie, après avoir fait un bond en avant, doit reprendre la préparation minutieuse de son tir. Il faut donc relever l'infanterie et donner à l'artillerie le temps d'exécuter son nouveau travail de préparation. Il en résulte des temps d'arrêt obligés entre les attaques successives. »

Section Photographique de l'Armée

HÉBUTERNE, LE VILLAGE

Nous retrouvons ici la théorie de la « bataille d'usure » et de l'attaque à « objectifs limités » telle à peu près qu'elle s'était formée, sous la pression des mêmes nécessités et sous l'influence des mêmes enseignements dans le cerveau du généralissime de l'armée allemande, telle à peu près qu'elle fut appliquée à Verdun par les armées du Kronprinz. Tant il est vrai que l'art de la guerre moderne comporte de moins en moins de « trouvailles » et nécessite de moins en moins de « génie ». En fait, l'évolution des doctrines de guerre fut sensiblement parallèle dans les deux camps. Si les Allemands bénéficiaient à ce point de vue, au début de la campagne, du fruit de recherches plus méthodiques, nous les atteignîmes en 1916 et nous les dépassâmes, comme nous le verrons, à la fin de 1917, pour être rejoints à notre tour lors de la grande offensive de 1918 et reprendre une légère avance à la veille de l'armistice. Nul doute que, si la guerre se fût prolongée, ces vicissitudes se fussent finalement équilibrées dans une conception uniforme de la tactique.

Quoi qu'il en soit, au début de 1916, la faveur allait aux offensives prudentes, méthodiques, dans lesquelles le matériel jouait le principal rôle, pour la plus grande satisfaction de « l'outil tactique élémentaire », je veux dire du modeste fantassin. Étudiées et reprises en haut-lieu, les idées de Pétain inspirent les règlements qui fixèrent, pour l'année, notre conception de l'offensive : « Instruction du 16 janvier » visant le but et les conditions d'une action offensive d'ensemble — « Instruction du 26 janvier » sur le combat offensif des grandes unités — « Instruction du 8 janvier » sur le combat offensif des petites unités, auxquelles il faut ajouter celles, plus techniques, sur l'emploi de l'observation aérienne en liaison avec l'artillerie et sur la liaison d'infanterie par avion et ballon captif. L'ensemble forme une doctrine parfaitement cohérente dont les principes peuvent être résumés comme suit :

Elle s'applique exclusivement à la rupture d'un front fortifié, tel qu'il se présente au début de 1916 en France. On n'y retrouve presque rien qui concerne la guerre de mouvement.

La rupture de ce front, dont on admet qu'il comporte, au moins, deux positions successives, ne peut pas, sauf chances exceptionnnelles, s'effectuer d'un seul coup. Il faut prévoir des « temps d'arrêt » et ne donner comme objectif aux troupes engagées qu'une position au maximum.

L'exploitation du succès, c'est-à-dire la manœuvre en rase campagne, ne peut être envisagée que comme issue de plusieurs attaques successives. La cavalerie ne doit être lancée que lorsque l'ennemi est déjà en retraite et ne dispose plus d'aucune position organisée.

Dans l'exécution des attaques, l'infanterie ne peut agir sans le concours de l'artillerie. On ne lutte pas avec des hommes contre le matériel. L'artillerie a pour mission de détruire avant chaque assaut les obstacles passifs, de désorganiser la défense, de réduire au silence les mitrailleuses et l'artillerie adverses. Elle dévaste, l'infanterie submerge. Le signal de l'assaut ne peut être donné que si la destruction préalable est achevée.

Il s'ensuit que chaque attaque nécessite une préparation de durée variable, selon l'importance des destructions à effectuer, mais généralement longue. L'artillerie sera ainsi obligée de se déplacer, lorsqu'elle sera arrivée à la limite de portée de son tir. Ce déplacement s'exécute pendant les temps d'arrêt prévus entre l'attaque de deux positions successives, l'infanterie attendant, s'il le faut, son artillerie.

En outre, l'infanterie doit pouvoir être appuyée et comme encadrée au cours même de son mouvement en avant par les feux d'artillerie. Celle-ci ne pouvant que difficilement l'accompagner en terrain bouleversé, on est amené à limiter l'objectif des troupes d'attaque à la ligne extrême qui peut être battue par des pièces de campagne déjà en position, soit une profondeur moyenne de 3 à 4 kilomètres.

La liaison de l'infanterie et de l'artillerie est donc indispensable au succès de la bataille. Tous les procédés (avion, ballon, fusées, détachements de liaison, téléphones; T.S.F., etc) doivent être prévus et perfectionnés en vue de ce résultat.

Le mécanisme général du combat doit d'ailleurs être réglé longtemps à l'avance et dans ses moindres détails, sous forme de plans ne laissant que le minimum au hasard. La préparation est une des « conditions indispensables du succès ». L'ordre et la méthode l'emportent sur la rapidité et la continuité.

La bataille devant être longue, la plus stricte économie des effectifs s'impose. On ne mettra en ligne que le minimum d'infanterie, déployée en lignes minces, diluées et peu vulnérables. On réservera et on maintiendra à l'écart de la lutte toutes les unités non indispensables. On s'organisera en profondeur et avec le souci de durer.

Dans les unités engagées elles-mêmes, on s'efforcera d'utiliser au maximum la puissance des engins de combat et de ménager les hommes; le « machinisme » doit trouver son application dans le combat des petites unités. Aussi faut-il prévoir avec un soin particulier le ravitaillement en munitions, en armes et en vivres.

Enfin on n'oubliera pas que l'infanterie « a un moral extrêmement sensible » et qu'elle s'use rapidement. En termes plus clairs, que les hommes n'exécutent bien que les ordres qu'ils comprennent et n'obéissent avec entrain qu'aux chefs en qui ils ont confiance. En particulier, il est prescrit de relever les troupes avant qu'elles aient atteint le pourcentage réglementaire de pertes (généralement fixé à 60 %) et de ne les remettre en ligne qu'après un repos physique et moral suffisant. Cette prescription essentielle devait, d'ailleurs, rester trop souvent lettre morte. Nous verrons

plus loin que, pour l'avoir oubliée en mai 1917, les chefs suprêmes de notre armée faillirent l'amener à sa perte.

Tels étaient l'esprit et les principaux articles des nouveaux règlements d'après lesquels allait se dérouler la bataille de la Somme. On conçoit que cette tactique, qui tranchait délibérément avec la plupart des errements du passé, ait rassuré dans une certaine mesure la troupe et par suite raffermi la confiance de l'intérieur. Bon nombre de ces formules donnaient satisfaction aux députés-officiers qui, encore nombreux en 1916, assuraient en quelque sorte la liaison entre le Parlement et les gens de l'avant. Elles s'inspiraient aussi de certaines critiques des Commissions parlementaires touchant la pénurie d'artillerie, le gaspillage des effectifs, l'incohérence et l'impréparation de certaines attaques. Bref, elles marquaient un progrès sérieux et, par endroits, comme un repentir qui parut de bon augure.

Section Photographique de l'Armée

LES AUSTRALIENS EN AUTO

Ce n'était donc plus seulement « avec les poitrines de nos fantassins » que le G.Q.G. espérait gagner la guerre, mais à l'aide d'un matériel qui commençait à pouvoir rivaliser avec celui dont disposait l'ennemi. Sur ce point encore les suggestions des Commissions parlementaires avaient porté leurs fruits, et la satisfaction patriotique de la nation en présence des résultats remarquables accomplis dans le domaine des fabrications de guerre constituait une réponse facile aux griefs de l'opposition. Ministres et sous-secrétaires d'État utilisèrent à l'envi cet argument, aussi bien dans les couloirs qu'au cours des Comités secrets. Ils démontraient que l'armée française, en 1916, n'était plus celle de 1914 : l'accroissement formidable de puissance réalisée en deux ans ne pouvait que justifier la confiance qu'ils sollicitaient.

L'infanterie avait vu son armement se perfectionner sans cesse. On était parti avec des Lebel et des baïonnettes, en nombre d'ailleurs insuffisant, puisque, dès le début, il fut impossible d'en fournir aux jeunes classes. La direction de l'Artillerie, dont dépendaient toutes les fabrications d'armes, essaya d'abord de combler le déficit en transformant les fusils modèle 74, qui encombraient encore nos arsenaux. Ce procédé donna de sérieux mécomptes et ralentit la fabrication des armes neuves. A partir de juillet 1915, on se décida à l'abandonner et à pousser activement la production du fusil modèle 1886. On arriva bientôt à « sortir » le nombre d'armes nécessaires pour compenser l'usure de celles en service et en fournir, non seulement aux recrues, mais encore à certains de nos alliés. De 46.000 en août 1915, la production mensuelle passe à plus de 100.000 en juillet 1916, et tout danger semble écarté.

Mais l'arme inviduelle avait prouvé son infériorité par rapport à l'arme automatique. La mitrailleuse s'était révélée la reine des batailles. On a pu soutenir que c'est à l'emploi intense de ces engins que les Allemands durent la meilleure partie de leurs succès initiaux Or, nous n'avions au début des hostilités que 2.020 mitrailleuses en service aux armées, sur un total théorique de 5.100, qui se réduisait en pratique à 4.560. Chaque régiment possédait une section de deux pièces par bataillon, chiffre nettement insuffisant, si l'on tient compte de la fragilité du matériel de

Saint-Étienne et de la pénurie de pièces de rechange. La fabrication prévue par le plan de mobilisation se réduisait à 10 pièces par jour, à peine de quoi compenser les pertes d'une division ! On para d'abord au plus pressé en utilisant en rase campagne les mitrailleuses de position de nos forteresses. Mais ce n'était qu'un palliatif. Il fallut organiser la fabrication des mitrailleuses dont l'emploi se généralisait (mitrailleuses pour avions, D.C.A., auto-mitrailleuses, etc.,). Alors qu'en janvier 1915 nous nous contentions d'en produire 300, en janvier 1916, 748 sortirent de nos usines ; le maximum fut atteint en janvier 1917, avec une production de 2.532. Ces résultats nous permettaient de doter, à partir de juin 1916, chaque bataillon d'infanterie d'une compagnie de mitrailleuses à 8 pièces, soit 4 fois plus que sa dotation primitive. Mais la lourdeur de ce matériel, dont le transport exigeait plusieurs hommes, incita rapidement les combattants à demander une mitrailleuse légère, capable d'être transportée et servie par un seul fantassin. Le problème fut résolu à peu près simultanément en France, en Allemagne et en Angleterre. Nous avons vu que l'armée anglaise mettait en service en 1916 un « fusil-mitrailleur » et les Allemands une mitrailleuse légère. De notre côté nous avions commencé, le 22 octobre 1915, à fabriquer un fusil-mitrailleur imaginé par la Direction de l'Artillerie. Cet engin, du poids de 9 kilogs, pouvait être transporté par un seul homme et tirait à la vitesse d'une mitrailleuse des chargeurs de 25 cartouches. Les essais au front, exécutés en décembre 1915, donnèrent des résultats satisfaisants, et 80.000 fusils-mitrailleurs furent commandés. Ils devaient sortir à raison de 300 par jour. En réalité, on arriva à en produire jusqu'à 450 par jour, et le total des commandes atteignit 130.000. Au 1er août 1916, 9.000 étaient en service aux armées, et on avait pu en distribuer, à raison de 8 par compagnie, à toutes les unités engagées dans la bataille de la Somme. Une instruction du 13 février 1916 en avait codifié l'emploi.

Section Photographique de l'Armée

BATTERIE 155 SCHNEIDER, INSTALLATION DE LA PIÈCE

Pour le combat rapproché, les grenades de tous modèles s'étaient montrées très efficaces. Ici encore les Allemands nous avaient montré le chemin ; mais nous ne tardâmes pas à les rattraper. Jusque vers le milieu de 1915 on hésita entre une foule de types plus ou moins bien étudiés. Mais, au début de 1916, les grenades à main F. I. et C. F. (imitées de la grenade anglaise) éliminèrent tous les autres modèles et furent fabriquées en série, avec une abondance suffisante pour subvenir aux besoins des armées. La grenade à main fut le plus efficace des engins défensifs devant Verdun, et le combat à la grenade devint de règle dans toute progression à l'intérieur d'une position fortifiée. Nos troupes ne tardèrent pas à y exceller, dès qu'elles eurent à leur disposition un matériel efficace. Les diverses instructions d'avril 1916 s'inspirent des enseignements ainsi recueillis pour fixer les procédés de ce nouveau mode de combat.

Des écoles de grenadiers furent créées, vers la même date, au front et à l'intérieur. Dans les compagnies, un certain nombre d'hommes se spécialisèrent dans l'emploi de cet engin et formèrent

les « grenadiers d'élite »; plus tard enfin, l'instruction du 27 décembre 1916 créa officiellement 32 grenadiers par compagnie, et leur réserva un rôle spécial dans l'attaque et la défense.

Pour atteindre un ennemi terré hors de portée des grenades à main, les Allemands avaient les premiers imaginé la « grenade à fusil », petit projectile lancé par un fusil, muni d'un dispositif spécial, à des distances variant entre 60 et 200 mètres. Ces projectiles, astucieusement mélangés à ceux des engins de tranchée, nous firent beaucoup de mal en 1915. Mais, au début de 1916, nous inventâmes de notre côté un engin très supérieur, la grenade Viven-Bessières, plus brièvement appelée V.B. Elle se lançait au moyen d'un tromblon amovible, qui s'adaptait à l'extrémité du Lebel, sans nuire au fonctionnement de l'arme, et d'une cartouche ordinaire. La fabrication, assez facile, fut poussée si activement que toutes les compagnies engagées sur la Somme purent être dotées chacune de 16 tromblons V.B. qui rendirent les plus grands services, et firent désormais partie de l'armement réglementaire de toutes les unités.

Section Photographique de l'Armée

155 LONG EN POSITION DE TIR

Enfin, si le « mortier d'accompagnement » (canon léger à tir courbe, pouvant suivre pas à pas l'infanterie dans tous les terrains) restait encore à créer et si nous ne pouvions lutter sur ce point avec les minenwerfer légers allemands, nous disposions d'un petit « canon d'accompagnement » à tir tendu, du calibre de 37 millimètres, susceptible de détruire les mitrailleuses épargnées par la préparation d'artillerie. Mis au point vers la fin de 1915, le canon de 37 fit ses preuves à la bataille de la Somme. Sur une commande initiale de 900, une centaine purent être livrés à temps. Mais l'instruction des servants était encore précaire, et il fallut attendre l'hiver pour pouvoir organiser dans chaque régiment un « peloton » de deux pièces de 37.

On voit de quelle puissance de feux disposait l'infanterie de 1916 et la part prépondérante que le machinisme avait déjà prise dans ses procédés de combat. Toute l'instruction de la troupe et des cadres était à refaire. Aussi est-ce de cette époque que datent les premières écoles, les cours d'instruction de toutes sortes, et la plupart des règlements techniques sur le combat d'infanterie. Un régiment, le 66e, fut même spécialement désigné, en juin, pour l'étude pratique des procédés de combat du bataillon d'infanterie doté de tous les armements nouveaux. Mieux armée, mieux instruite, mieux commandée aussi, l'infanterie oubliait les épreuves traversées en 1915. Son moral, déjà relevé par l'heureuse issue du « match » de Verdun, se fortifiait de l'idée d'une supériorité technique enfin assurée. On peut affirmer que les troupes allèrent à la bataille avec confiance, et cette confiance avait dans tout le pays un écho immédiat.

Mais c'est surtout dans le domaine de l'artillerie que les progrès réalisés paraissaient sensibles, d'autant plus sensibles que la crise avait été plus douloureuse. Nous savons (voir Chap. VII) de quelle supériorité les Allemands disposaient à la mobilisation. Il est vrai qu'en fait d'artillerie de campagne, notre canon de 75 l'emportait en nombre et surtout en qualité sur le 77 allemand.

Photo Chrétien

AVION T 46 ÉCOLE DOUBLE COMMANDE

Mais cette supériorité même faillit être mise en cause par la négligence des services techniques intéressés. Le plan de mobilisation ne prévoyait que la « réparation » des pièces en service, dont le total, assez difficile à préciser aujourd'hui encore, approchait de 4.000. Or, dans les premiers mois de la campagne nous perdîmes pas mal de canons par le feu de l'ennemi ou dans la retraite d'août. Au cours des combats d'hiver en Champagne une crise imprévue faillit amener un véritable désastre : approvisionnés en munitions hâtivement confectionnées et insuffisamment vérifiées, les tubes de 75 éclatèrent dans des proportions effrayantes (un éclatement prématuré pour 5.000 obus tirés). Au 1er janvier 1916 nous avions perdu au total 2.967 matériels, soit les 3/4 de notre stock initial. Aussi la fabrication des 75 fut-elle le principal souci des Commissions parlementaires. A force d'instances, elles aboutirent à des résultats qui commencent seulement à apparaître vers le milieu de 1916. Les commandes furent enfin passées, d'abord d'éléments de canons, puis de pièces complètes. Pendant le premier trimestre de 1915, il n'était sorti que 4 canons neufs ; ce chiffre s'éleva à 56 dans le second trimestre et à 256 dans le troisième. Vers le milieu de 1916, il avait été fabriqué ou reconstitué 7.533 matériels. Aussi, en janvier 1917, en dépit des cessions de matériel consenties à certains alliés, pouvions-nous mettre en ligne 4.418 canons de 75, chiffre supérieur à celui dont nous disposions au début des hostilités. Depuis ce jour, la fabrication des 75 ne fit que croître, et les demandes du G. Q. G. purent être satisfaites très largement.

Photo Rol

AVION MUNI DE MITRAILLEUSE

En fait d'artillerie lourde, le retard était trop sensible pour que l'on pût espérer le rattraper. Il fallut même attendre les derniers mois de la guerre pour que l'armée française pût être enfin dotée de ce qui lui fit si cruellement défaut, savoir un matériel d'artillerie à tir courbe, à portée considérable, à grand débit et d'une suffisante mobilité. Nous ne disposions, en 1914, que de 300 matériels lourds, composés surtout de canons longs, et au nombre desquels ne figuraient que deux pièces modernes : le 105 long modèle 1913 et le 155 Rimailho.

CAUDRON G. 3.

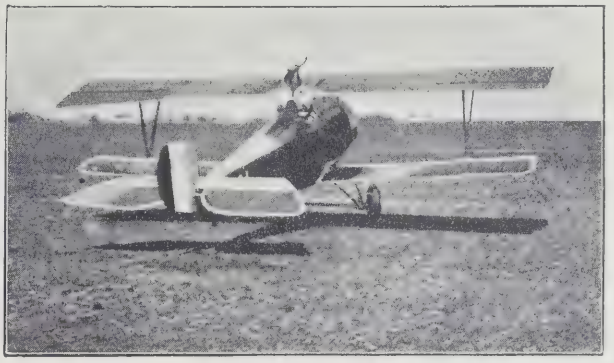
Encore la première de ces deux pièces était-elle en cours de fabrication, et les armées n'en possédaient que quelques échantillons ; la seconde n'avait qu'une portée relativement faible (6.000 mètres). Fort heureusement, nous avions conservé dans nos places fortes et nos arsenaux le vieux, mais toujours utilisable matériel de Bange, dans lequel dominaient les canons longs de 120, de 155 et les canons dits de campagne de 90 et 95. Ces

pièces dataient de la période 1877-1882; elles étaient donc à tir lent et difficilement transportables. Elles tiraient en revanche d'excellentes munitions et possédaient une précision remarquable. Tout l'effort de la direction de l'Artillerie se tourna vers la transformation du matériel de Bange et son utilisation dans la guerre de tranchées. Les 7.500 pièces, et les 60 millions de projectiles ainsi récupérés nous permirent d'improviser cette artillerie lourde qui fut chargée de préparer toutes les offensives de 1915. Mais cette improvisation fit oublier trop longtemps la nécessité de pourvoir nos armées d'un matériel à tir rapide et réellement adapté aux besoins de la guerre moderne. Ici encore les doléances

Photo Branger

BIPLAN BLINDÉ VOISIN MUNI D'UN CANON HOTCHKISS DE 37

de la Commission de l'Armée furent généralement justifiées et toujours utiles. Nous attendîmes trop longtemps un véritable programme d'artillerie lourde. Car le G. Q. G. lui-même hésitait à se lancer dans une voie nouvelle et dans des projets à longue échéance : en juin 1915 il se bornait à demander la mise en construction d'une centaine de 155 Rimailho. Il fallut l'échec de l'offensive de Champagne pour dessiller les yeux des artilleurs de Chantilly. Le programme du 14 octobre 1915 prévoit la construction de 600 pièces de 155 court nouveau modèle à tir rapide, de 384 de 105, de 72 pièces de 280 à tir rapide. Prévisions encore bien timides, et surtout bien tardives! Entre temps, en effet, la construction des canons de 105 avait été suspendue, ralentie, reprise par une direction de l'Artillerie singulièrement versatile : en fin de compte, 456 canons seulement de



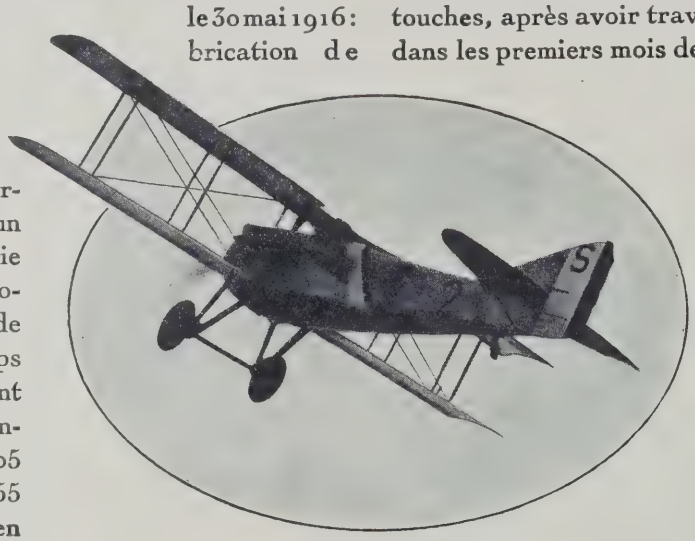
NUNGESSER PREND SON VOL

ce type avaient été commandés. Quant aux 155, la première commande datait de novembre 1915; le résultat fut que, lors de l'offensive de la Somme, sur 1200 canons ou obusiers lourds en service, une centaine seulement appartenaient aux types modernes (155 ou 280); quant aux 105, c'est tout juste si l'on put en donner un groupe à chaque corps d'armée Les 598 pièces lourdes, dont Foch disposait pour les répartir sur le front d'attaque de 18 kilomètres qui lui avait été dévolu, se décomposaient comme suit : 168 pièces de calibres inférieurs à 155 (vieux 120longs avec quelques 105 modernes), 120 pièces de 155 courts (dont fort peu de 155 T. R.), 140 de 155 long ancien modèle, 100 de mortiers 220 vieux modèle, 14 de 240, 36 de 270, 8 de 280, 5 de 293, et 7 de 370.

Cette diversité prouvait surtout l'ingéniosité de nos techniciens à adapter à un service, pour lequel ils n'étaient pas faits, nos vieux canons de siége, de place ou de marine et leur désir de rivaliser avec les gros calibres de l'artillerie alle-

BALLON D'OBSERVATION

mande. La création de l'A. L. G. P. (artillerie lourde à grande puissance), codifiée par une Instruction du 7 février 1916, correspond à cette dernière préoccupation. Elle permit de combler les vœux d'une presse, plus bruyante que compétente, qui réclamait des canons de plus en plus gros et s'indignait que nous ne pussions, comme les Allemands, bombarder des agglomérations situés à 30 kilomètres du front. Mais la création sensationnelle de quelques pièces monstres ne pouvait en réalité compenser le manque d'une artillerie à la fois puissante et mobile. Le premier programme sérieux fut dressé le 30 mai 1916: il comportait la fabrication de 4.960 matériels d'artillerie lourde entièrement nouveaux, destinés à pourvoir 90 divisions d'un régiment d'artillerie lourde courte hippomobile (24 pièces de 155 T. C. R.), 40 corps d'armée d'un régiment d'artillerie lourde longue (2 groupes de 105 et 2 de 120 ou de 155 T. R.); il prévoyait en outre la constitution de 20 régiments indépendants d'artillerie à grande puissance sur voie ferrée (A.L.V.F.). Disons tout de suite que ce programme, dont le premier échelon devait être atteint en juillet 1917, n'était pas encore intégralement réalisé à l'armistice. Mais on ne pouvait plus reprocher au G. Q. G., non plus qu'au ministère, de ne pas voir assez grand. L'accord semblait complet à ce point de vue entre les Commissions parlementaires et les chefs de services. La fameuse crise : « Des canons, des munitions! » semblait définitivement terminée.

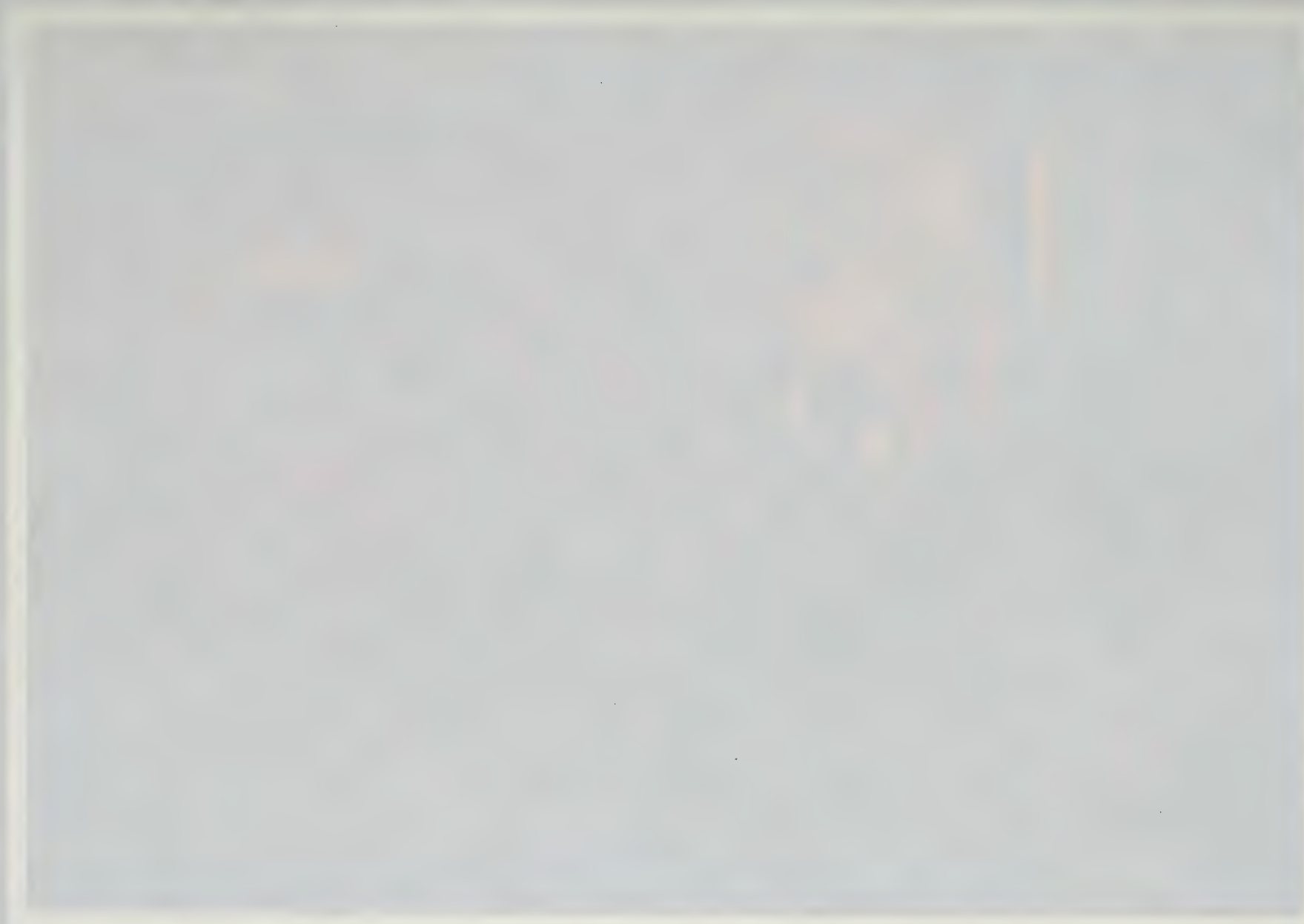


LIEUTENANT GUYNEMER PRENANT SON VOL

A cette artillerie, sinon homogène, du moins nombreuse et variée, s'ajoutait l'artillerie de tranchée, création « ex-nihilo », dont les premiers modèles étaient apparus sur le front en mai 1915. On y employa au total un millard de crédits, dont les plus importants furent précisément votés au début de 1916. Le matériel adopté se composait essentiellement de canons de 58, dont il existait deux types, et qui furent groupés en unités spéciales. La fabrication des canons de 58 atteignait, pendant le mois de février 1916, les chiffres suivants : 624 58 nº 1, 730 58 nº 2, ce qui suffisait largement aux besoins. Alors qu'il n'existait en juillet 1915 que 1000 canons de ce type, en juillet 1916, sur le seul front de la Somme, on pouvait en aligner 1200 auxquels s'ajoutaient les matériels plus légers de 75 T (tirant l'obus de 75) et les premiers exemplaires de gros mortiers de tranchée de 240 T. R.

Enfin la production des munitions avait augmenté dans des proportions comparables. Pour les cartouches, après avoir traversé une crise assez grave dans les premiers mois de 1915, nous avions réussi à équilibrer la production et la consommation sur le taux de 60 millions par mois; puis à constituer des réserves importantes; enfin à porter la production au total formidable de 7 millions de cartouches par jour (janvier 1917). Pour les obus de 75, les fabrications, parties de 14.000 coups par jour au 61e jour de la mobilisation, avaient suivi la progression suivante : 18.000 par jour au 10 novembre 1914, 56.000 fin décembre, 63.000 fin janvier 1915, 70.000 en juin, 148.000 en août 1916, 200.000 fin 1916. Les stocks accumulés au 1er août 1916 s'élevaient à 10 millions 652.000 projectiles. A la même date, la production journalière de munitions d'artillerie lourde s'élevait à 57.500 coups et le stock à 2 millions 642.000 projectiles (sans compter celui de l'armée d'Orient). Pour les seuls obus de 155, la sortie journalière passait de 2.542 en juin 1915 à 50.348 en mars 1917 et le stock de 57.380 en juillet 1915 à 749.281 au 1er janvier 1916.

Ces chiffres significatifs traduisent le colossal effort de nos usines de guerre et la part considérable prise par l'arrière à la victoire de l'avant. On aura une idée de cet effort, si l'on songe que le chiffre des ouvriers et ouvrières employés aux fabrications de guerre passe de 45.000 fin 1914 à 540.000 en 1916; que, en particulier, 300.000 femmes sont employées à cette tâche en janvier 1917; que 17



DANS UNE USINE DE GUERRE

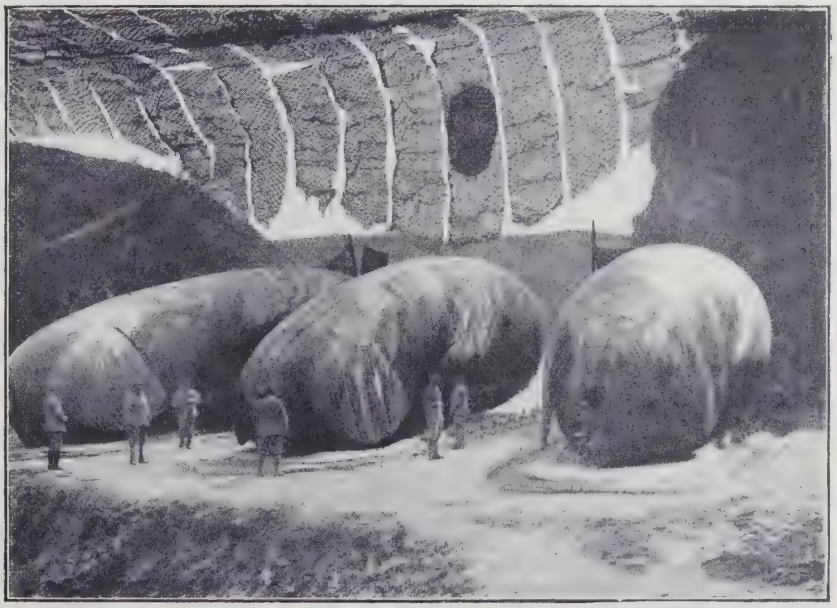
Tableau de *Henri Cayon*

usines privées et 14 poudreries nationales fournissent les matières premières ; que la production de poudre atteint, pour le mois de mars 1916, 55.030 tonnes, alors que les importations n'en fournissent que 4.227 ; que la production mensuelle d'explosifs, en février de la même année atteint 9.991 tonnes (contre 1412 en janvier 1915) ; on atteindra bientôt 560 tonnes *par jour!* que le chiffre des commandes d'acier passe pendant la même période de 41.440.000 tonnes à 549.434.000 tonnes ; enfin que la loi du 29 septembre 1915 a ordonné une véritable « réquisition » de notre outillage comme la loi Dalbiez avait réglementé la réquisition et la répartition du personnel. Le mécanisme si compliqué de la mobilisation économique est donc à peu près au point. Toutes les énergies françaises sont enfin utilisées.

Les armes nouvelles ont suivi le développement de leurs sœurs aînées. L'aviation, presque inexistante à la mobilisation (120 avions sur le front, affectés exclusivement aux reconnaissances d'armées), sous l'énergique impulsion du colonel Barès au Grand Quartier Général et du sous-secrétaire d'État Besnard, avait réussi à s'assurer, en 1915, une supériorité éphémère sur l'aviation allemande. De cette époque date la création des escadrilles de corps d'armée, des escadrilles d'armées, des sections d'avions affectées aux régiments d'artillerie lourde et de 4 groupes de bombardement (16 escadrilles) aux ordres du Grand Quartier Général. Mais les Allemands perfectionnent leur aviation de chasse, qui devient bientôt extrêmement dangereuse ; de notre côté, des rivalités de constructeurs, servies par certaines jalousies personnelles et mal refrénées par l'incompétence des services techniques de l'arrière, retardent l'établissement d'un programme de fabrications modernes. On n'aboutit qu'au prix de mille chicanes à celui du 21 novembre 1915, qui demande 1.280 avions, dont la sortie sera trop tardive.

Aussi, au début de 1916, sommes-nous obligés de lutter à armes inégales et sur des appareils (Farman, Caudron, Voisin) déjà démodés. La création de l'aviation de chasse (une escadrille Nieuport par armée) ne fait qu'atténuer le péril sans l'écarter. Devant Verdun notre aviation se montre, dès l'abord, nettement inférieure à sa rivale. Elle ne réussit à reconquérir la maîtrise de l'air que grâce à des exploits individuels devenus légendaires et à une concentration sur le point menacé de la moitié de nos forces aériennes (8 escadrilles Nieuport sur 15). On espère cependant que cette situation critique va prendre fin, grâce à l'entrée en ligne d'appareils modernes (Spad, Bréguet, Letort), dont une Conférence spéciale, tenue en janvier 1916 sous la présidence du général de Castelnau, a réclamé la construction. La création des groupes de combat et l'heureuse tactique adoptée par le commandant Brocard, qui commanda le premier de ces groupes, nous valut d'ailleurs sur la Somme un incontestable succès initial. Protégés par des patrouilles nombreuses, nos avions d'observation et de réglage purent accomplir à leur aise le travail indispensable à la bonne exécution de la préparation. De cette époque date également l'*avion d'infanterie*, chargé d'escorter et d'aider à l'occasion les vagues d'assaut. Bref, un progrès déjà sensible semblait devoir assurer à notre cinquième arme la prépondérance qui lui avait échappé jusque-là.

Notre aérostation, mal aiguillée dès le temps



Section Photographique de l'Armée

BALLONS AU REPOS SOUS UN CAMOUFLAGE

de paix, s'était presque exclusivement consacrée au problème du dirigeable, dont on attendait de merveilleux effets, et avait délaissé les ballons captifs. Mais les premiers raids prouvèrent que nos dirigeables étaient incapables d'un service de guerre efficace et prolongé. Par contre les « Drachen » allemands, qui planaient inlassablement au-dessus des armées en campagne et surveillaient tous nos mouvements, apparurent comme autant d'auxiliaires indispensables au maniement de l'artillerie à longue portée. Nous n'avions rien de comparable à offrir à nos artilleurs. Dans les places fortes existaient 19 compagnies d'aérostiers militaires, munies de ballons sphériques volumineux, malaisément transportables et pratiquement inutilisables en dehors du rayon d'action des forteresses auxquelles ils étaient rattachés. A la suite d'essais tentés par le capitaine Sacconey, une première compagnie mobile fut créée et dotée d'un matériel de transport automobile qui lui permit de suivre les armées dans leur course à la mer. Puis, on copia les Drachen allemands et on perfectionna les organes de transport, de gonflement et de liaison. Les compagnies d'aérostiers se multiplièrent : il y en avait déjà 21 en février 1915, et l'observation aérienne par ballon captif fit ses preuves à la bataille d'Artois (mai 1915). Sur la proposition du général Pétain (dont le nom revient chaque fois qu'il est question d'une prévision originale des besoins lointains de l'armée), on résolut de porter à 75 le chiffre des compagnies d'aérostiers. Parallèlement on poursuivait les études techniques ; elles aboutirent à l'invention d'un type entièrement nouveau, le ballon L ou ballon Caquet, dont les essais eurent lieu en juin 1915. Lorsque commença l'offensive de la Somme, les 75 compagnies étaient sur pied : de 35 en août 1915 elles devinrent 60 au 1er janvier 1916 et 75 en mars. Toutes furent peu à peu pourvues du ballon L et réparties à raison d'un ballon au moins par division, par corps d'armée et par armée engagés dans des opérations actives. Leur apparition en masse dans le ciel de la Somme où, si nous en croyons le général allemand von Below, ils faisaient l'effet de « grappes de raisin » suspendues au plafond du champ de bataille, ne contribua pas peu à démoraliser l'infanterie adverse et à favoriser notre succès initial.

Pour relier entre eux les multiples organes indispensables au bon fonctionnement de cette bataille quasi-mécanique, tous les systèmes de liaison avaient été perfectionnés. Télégraphie et téléphonie de première ligne disposaient d'un matériel qui n'avait plus rien de commun avec les modestes appareils de campagne du début. Un réseau serré de lignes spécialisées reliait l'artillerie et le commandement aux troupes, aux observatoires, aux ballons. Les procédés de repérage et de réglage avaient pu être précisés grâce à ce développement intense des moyens de liaison réguliers, à la création de services techniques spéciaux (sections de renseignements par le son, par les lueurs, par l'observation terrestre), enfin par l'emploi général de la photographie aérienne. La télégraphie sans fil commençait à devenir d'un usage courant : lors de la bataille de la Somme, des appareils émetteurs purent être installés à bord des avions, qui correspondaient ainsi régulièrement avec les postes de commandement et les groupements d'artillerie.

Enfin, au cas encore trop fréquent où ces communications faisaient défaut, on utilisait les liaisons par signaux optiques. Des artifices et fusées perfectionnés remplaçaient les antiques signaux à bras du temps de paix; des projecteurs à grande puissance permettaient aux troupes engagées de faire connaître leur situation à l'arrière. Bref, toutes les ressources de la technique moderne étaient mises à contribution. Il n'est pas jusqu'au sport bucolique de la colombophilie qui ne trouvât son emploi dans cette merveilleuse collection des procédés de destruction scientifiques.

Il en était d'odieux, que nous n'avions pas inventés, mais que nous avions dû utiliser pour ne pas demeurer en reste avec nos adversaires. L'usage des gaz asphyxiants, inauguré par les Allemands devant Ypres le 22 avril 1915, nous obligea à créer, le 17 septembre de la même année, un service du matériel chimique, qui eut d'abord à se préoccuper de pourvoir nos troupes d'un moyen de protection efficace contre les gaz. Le « masque à gaz », d'abord formé d'une simple compresse imbibée de substances neutralisantes et de lunettes de mica, fut ainsi perfectionné successivement pendant les deux derniers mois de 1915.

On aboutit à un type presque définitif, qui prit le nom de masque M. 2. La fabrication en fut activement poussée (12.000 ouvriers ou ouvrières y travaillaient), et les stocks atteignirent bientôt plusieurs millions de masques (9 millions en jan-

vier 1917). C'était plus qu'il n'en fallait pour subvenir aux besoins de l'armée, et nous pouvions compter que pour la prochaine offensive, en l'espèce celle de la Somme, nos soldats disposeraient d'une bonne arme individuelle de défense contre les gaz.

Quant aux moyens de protection collectifs, ils étaient également étudiés, mais sans résultats très appréciables. Par contre, décidés à user de représailles, nous avions inventé nous aussi des gaz de combat, que nous nous proposions d'émettre soit sous forme de nappes, soit par l'intermédiaire d'obus spéciaux. Les compagnies Z (émissions par nappes) sont créées vers la fin de 1915; une Instruction provisoire, envoyée aux armées le 23 mars 1916, règle les conditions de leur emploi et prévoit des opérations par gaz sur certains points favorables du front. Il ne s'agit encore que de gaz suffocants (chlore ou bromure de benzyle); mais les obus à gaz que nous préparons doivent avoir des effets plus toxiques. En février 1916, des projectiles chargés de phosgène ou de « vincennite » sont mis en fabrication. Ils seront employés dans la défense de Verdun et au cours de l'offensive de la Somme. On aura une idée des progrès réalisés dans ce domaine et des espoirs qu'ils suscitaient, si l'on songe que, du 21 au 31 avril 1916, il avait été chargé près de 200.000 projectiles à gaz et que le stock atteignait encore 1.500.000 à la fin de 1916.

Des progrès analogues avaient été accomplis dans les divers services. Santé, intendance, génie, s'étaient mis peu à peu et au prix d'expériences parfois pénibles à la hauteur des formidables exigences de cette guerre nouvelle. On avait successivement créé des ambulances spéciales, des centres d'hospitalisation et d'évacuation, des autos chirurgicales, des sections sanitaires automobiles, des équipes de radiologie et des centres de bactériologie. Les armées étaient de mieux en mieux ravitaillées et pourvues en nombre plus que suffisant d'effets d'habillement et d'équipement, dont la production intensive donna d'ailleurs lieu à quelques abus, dénoncés à la tribune, et que Gallieni s'était attaché à réprimer sévèrement. Enfin le confort relatif des troupes avait été, à la suite d'inter-

UNE ATTAQUE PAR LES GAZ

LES MASQUES

ventions particulièrement énergiques des Commissions parlementaires, de mieux en mieux assuré par l'institution de services spéciaux : service des camps et cantonnements, service des eaux, service électrique, compagnies spéciales pour la construction d'abris, etc. Les 1er et 4e bureaux des États-Majors, spécialisés dans les questions de matériel et de personnel, avaient vu leur importance et leurs attributions s'étendre dans des proportions colossales. Les permissions et l'avancement étaient distribués selon des règles plus équitables. Le seul service des transports avait pris une importance démesurée. Sans parler des chemins de fer qui, sauf de rares exceptions, avaient fonctionné avec une belle régularité, les voies ferrées de campagne avaient, surtout à la suite de l'expérience de Verdun, pris une extension considérable. Le service automobile, organisé de toutes pièces en 1915, avait fait ses preuves sur la Voie Sacrée : en septembre 1916 il pourra transporter jusqu'à 747.000 tonnes de matériel et 856.000 hommes. L'automobile sert à créer tous les organes nouveaux et remplace de plus en plus la traction hippomobile. Bientôt elle sera employée dans le combat proprement dit, sous la forme du « char d'assaut ». Les efforts persévérants du colonel Estienne, qui, dès 1914, eut l'idée géniale d'utiliser le tracteur agricole à chenilles (caterpillar) au transport des combattants à travers les obstacles naturels ou artificiels accumulés devant eux, sont sur le point d'aboutir. Les expériences faites à Satory, le 27 décembre 1915, ont révélé la puissance de cet engin nouveau, qui deviendra un des facteurs essentiels de la victoire. 400 chars d'assaut sont commandés en février 1916 à la maison Schneider, et 400 d'un modèle plus lourd aux usines de Saint-Chamond. De leur côté les Anglais expérimentent un appareil analogue, camouflé sous le nom de «tank» (réservoir), qui fera ses débuts le 15 septembre 1916 à la prise de Flers. Mais l'emploi du char d'assaut ne se généralisera qu'en 1917 et ne deviendra décisif qu'au cours des derniers mois de la guerre.

## LES DÉCEPTIONS DE L'AUTOMNE 1916

Ce rapide tableau des transformations de notre puissance militaire explique à bien des égards la confiance avec laquelle l'opinion française, et plus spécialement l'opinion parlementaire, mieux renseignée, accueillit l'idée d'une nouvelle tentative de percée et fut en majorité d'avis qu'il fallait accorder au généralissime, comme au gouvernement qui le soutenait, un nouveau crédit. Cette confiance parut justifiée par les premiers résultats de l'offensive de la Somme. Nos progrès au sud de la rivière dépassèrent, dès le premier jour, tous les résultats escomptés. Il s'en fallut de peu que nous n'atteignions Péronne, forçant ainsi les dernières positions organisées de l'ennemi. Mais ce succès,

qui attira tous les regards, ne pouvait compenser l'échec de l'offensive anglaise au nord du fleuve.

Du 1er au 13 juillet, les Britanniques, en dépit d'un courage remarquable et de pertes très douloureuses, ne purent qu'enlever la première position allemande sur la moitié à peine de leur front d'attaque. Il ne pouvait donc plus être question de la trouée « par surprise », envisagée un instant par l'Instruction du 23 juin. Restait l'offensive méthodique, du genre de celle que les Allemands avaient menée devant Verdun. Elle se poursuivit pendant trois mois et nous valut des succès appréciables. Mais les temps d'arrêt obligatoires et surtout l'inexpérience des armées anglaises, qui compromirent trop souvent une situation générale favorable par des échecs tactiques cruels, permirent à l'ennemi de réparer sans cesse ses lignes chancelantes. En août, nos attaques furent en général malheureuses ; et, lorsqu'en septembre les succès remportés autour de Bouchavesnes et de Combles nous permirent d'enlever enfin la troisième position allemande sur un front suffisamment large, l'ennemi avait eu le temps de construire en arrière de nouvelles positions, de concentrer ses moyens et de nous barrer encore le passage. Avec une belle ténacité, nos alliés ne cessèrent de gagner du terrain et d'user dans une lutte incessante les dernières réserves allemandes. Peut-être cet entêtement eût-il pu aboutir à des résultats décisifs, si le mauvais temps n'avait fait, dès le 15 octobre, son apparition et transformé en bourbiers infranchissables les positions conquises. En novembre, il fallut se résigner à stopper et se préparer à passer encore un hiver dans les tranchées. Depuis longtemps, d'ailleurs, le pays avait compris que la victoire reculait une fois de plus dans les brumes d'un lointain mélancolique. Il ne se rendait pas un compte exact de l'épuisement très réel des armées allemandes et commençait à considérer cette offensive, qu'il avait crue irrésistible, comme une réédition des stériles « victoires » de 1915. Joffre et M. Briand avaient bénéficié de quelques semaines de trêve ; mais, l'occasion du succès passée, ils allaient retrouver, plus acharnée et mieux armée, cette opposition irréductible dont désormais tous les gouvernements français devront tenir compte.

Quand, le 12 septembre 1916, les Chambres firent leur rentrée, aux déceptions de la bataille de la Somme, allait s'en ajouter une autre plus inattendue, fort grave par ses conséquences politiques et morales, celle du médiocre succès de l'offensive roumaine.

Après avoir signé, le 17 août, un traité d'alliance avec les pays de l'Entente, les Roumains, le 27 août, avaient déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie et envahi aussitôt la Transylvanie. A la nouvelle de cette intervention, dont les journaux avaient si souvent annoncé l'imminence, l'opinion française, manifesta une joie profonde. Les victoires de Broussilov avaient déjà ébranlé fortement l'armée autrichienne : comment celle-ci pourrait-elle résister aux assauts de cinq cent mille nouveaux adversaires ? La presse — *L'homme Enchaîné* excepté — avait toujours soutenu M. Briand dans sa lutte contre l'opposition parlementaire. De nombreux articles célébrèrent donc le président du Conseil et l'habileté de sa diplomatie. M. Briand méritait ces éloges, car son action avait grandement contribué à l'intervention. Cependant, pour décider la Roumanie, M. Briand, d'accord avec le général Joffre, avait consenti une concession fâcheuse. A la suite de négociations entre le colonel Rudéanu, attaché militaire de Roumanie à Paris, et les États-Majors alliés, il avait été entendu (juillet 1916) que 150.000 Roumains attaqueraient les Bulgares, déjà aux prises avec l'armée Sarrail. Mais le colonel Rudéanu avait été désavoué. M. Bratiano, chef du cabinet de Bucarest, espérait encore s'entendre avec la Bulgarie, et l'opinion roumaine réclamait avant tout la libération de la Transylvanie. Pour en finir, M. Briand accepta le plan de l'État-Major de Bucarest : l'attaque par la Transylvanie. Mais, dans le Conseil, plusieurs ministres, M. Painlevé et M. Joseph Thierry en particulier, s'élevèrent avec vivacité contre la décision prise. L'heure d'une offensive sur le front des Karpathes était, disaient-ils, passée. Les Russes n'avançaient plus, et les pertes subies par eux désormais leur rendraient impossible toute aide efficace aux Roumains. « Voulez-vous donc, déclara M. Thierry, après Bruxelles et Belgrade, livrer Bucarest à l'Allemagne ? » Les faits n'allaient que trop donner raison aux pessimistes. Après de premiers progrès, les Roumains, attaqués au sud par les Bulgares, contre-attaqués à l'ouest par les Austro-Allemands de Falkenhayn, et mal soutenus par les Russes, perdirent vite le terrain conquis (début d'octobre). En novembre, la Valachie sera envahie ; dans les

premiers jours de décembre Bucarest sera pris, et les Roumains devront finalement se retirer sur le Sereth.

Le gouvernement français avait fait de son mieux pour empêcher ce désastre. Il avait expédié en Roumanie un abondant matériel de guerre et une mission militaire très nombreuse, dirigée par le général Berthelot, l'ancien aide-major général de 1914. Malgré la faiblesse de nos effectifs à Salonique, Sarrail, pour soulager nos nouveaux alliés, avait, de son côté, pris l'offensive et enlevé Monastir (19 novembre). Les espoirs formés avaient été trop grands et la déception survenue affaiblit singulièrement l'autorité de M. Briand. A nouveau strictement censurés, après une période de détente, les journaux ne purent présenter de critiques. Mais dans les couloirs de la Chambre et du Sénat, on reprocha au président du Conseil d'avoir lancé la Roumanie dans une aventure qui avait abouti à un grave échec et à une humiliation pour l'Entente.

Nos affaires n'allaient d'ailleurs pas mieux en Grèce qu'en Roumanie. Depuis un an, le roi Constantin n'avait cessé de bafouer les Alliés, et ceux-ci ne s'étaient jamais décidés à prendre des mesures énergiques. A la fin d'août 1916, un gouvernement provisoire, présidé par M. Venizelos, s'était établi à Salonique. Entre Venizelos et Constantin les Alliés demeurèrent neutres : ils ne voulaient pas rompre avec le roi de Grèce proche parent du tsar et du roi d'Angleterre. Le 1er décembre, à Athènes, un détachement de marins — français en grande majorité — venus du Pirée, fut reçu à coups de fusil par les troupes royales. Cinquante et un Français furent tués. Les Alliés ne tirèrent de cette agression qu'une réparation anodine.

L'opinion française fut indignée de cette longanimité. Gêné par nos Alliés, que des motifs dynastiques ou politiques rendaient peu favorables à M. Venizelos, M. Briand n'avait pu recourir à des mesures de contrainte à l'égard de Constantin. Mais les adversaires du président du Conseil expliquèrent la patience dont il avait fait preuve par les relations personnelles qu'il entretenait avec des membres de la famille royale hellénique.

A la fin de 1916, les événements d'Orient après ceux de la Somme ont donc créé un sentiment général de malaise que rend plus vif encore l'état intérieur du pays.

Jusqu'au début de l'hiver 1916-1917, la vie matérielle était demeurée assez facile. Certes le coût des denrées alimentaires s'était, lentement sans doute, mais régulièrement élevé, et déjà les prix dépassaient de 40 % ceux de 1914, tandis que les salaires n'avaient qu'à peine changé. Mais pourtant, quand l'Allemagne était obligée de s'astreindre à de sévères restrictions alimentaires, la France, privée de ses plus riches départements, ignorait encore cette gêne. D'année en année cependant, par suite de l'épuisement des réserves, en France et dans le monde, des difficultés croissantes de l'importation, de la raréfaction de la main d'œuvre (malgré l'active collaboration des femmes, on ne parvenait plus à mettre en culture la totalité des terres habituellement exploitées) la situation se modifia. En 1915, la récolte de blé gravement déficitaire n'avait été que de 6 millions de tonnes; en 1916, le chiffre avait baissé encore; en 1917, il tombera à 4.300.000 tonnes. Le sucre commençait à devenir rare. Le charbon n'arrivait plus d'Angleterre qu'en quantité insuffisante et, après un automne très doux, l'hiver allait être particulièrement rigoureux.

Après nous être beaucoup moqué de l'Allemagne, nous entrions à notre tour dans la période des embarras économiques. Oubliant un peu les causes générales qui n'expliquaient que trop bien ces difficultés, l'opinion grognait contre le gouvernement, qui n'avait pas su prévoir et forcer le pays à épargner. Le ministre des travaux publics, M. Sembat, était en particulier l'objet de vives critiques. Interpellé à la Chambre, en novembre, au sujet des transports, qui en effet s'effectuaient mal, M. Sembat dut promettre de placer un technicien, M. Claveille, à la tête des chemins de fer. Le prestige du ministre, sinon même celui du Cabinet, sortit affaibli de ce débat.

## L'OPPOSITION POLITIQUE ET LA CRISE DU COMMANDEMENT

Au point de vue politique, M. Briand se trouvait aussi en présence d'obstacles nouveaux.

Le groupe socialiste, qui avait jusque-là constitué à la Chambre un des éléments les plus importants et surtout les plus fidèles de la majorité gouvernementale, se divisait — nous parlerons

plus loin des causes et du caractère de cette division — et, au contraire, les opposants, battus au Comité secret de juin, poursuivaient leur campagne contre le président du Conseil. Sans doute M. Briand, lié par l'ordre du jour voté par par la Chambre, le 22 juin, avait grandement facilité le contrôle parlementaire aux armées; lui-même répondait sans se lasser à toutes les convocations des Commissions, mais le président du Conseil demeurait le défenseur de Joffre, au moment où, après deux ans de guerre d'usure, sans résultats apparents, l'opinion demandait un changement de système.

La censure avait laissé quelques journaux mener une campagne d'insinuations contre Sarrail. Certes, M. Briand était vite intervenu pour rendre à la Chambre un hommage public au général attaqué, mais cependant le chef du gouvernement n'avait-il pas, au moins un moment, paru jouer un double jeu ?

CLAVEILLE

Le chef du cabinet du ministre des Affaires étrangères, M. Philippe Berthelot, qui passait pour exercer une influence considérable sur le président du Conseil, avait institué un service de propagande, chargé de faire connaître aux Neutres et aux Alliés l'effort accompli par la France en guerre. Personne ne contestait l'utilité d'une organisation de ce genre, mais l'on reprochait à M. Berthelot d'avoir trop exclusivement choisi pour ces emplois nouveaux des amis personnels, hommes de lettres et journalistes, parfois encore assez jeunes, et ainsi placés en sursis. Les critiques dirigées contre son chef de cabinet finissaient par atteindre M. Briand. Enfin, et là ils se trouvaient pleinement d'accord avec l'opinion, les opposants demandaient le « resserrement » du gouvernement, la diminution du nombre des ministres et la constitution d'un Comité restreint de guerre, qui seul traiterait tous les grands problèmes militaires et diplomatiques.

Un assaut d'ensemble contre le cabinet devenait donc imminent. Le président du Conseil jugea habile de prévenir ses adversaires.

Parmi les concessions que M. Briand se détermina à leur faire, la principale devait être une réorganisation du Haut Commandement. Elle impliquait des changements dans le personnel du Grand Quartier Général et, en premier lieu, le remplacement du généralissime. Cette mesure, dont la gravité avait jusque-là effrayé tous les gouvernements, devenait moins périlleuse depuis que l'Alllemagne nous avait donné l'exemple. Le maréchal Hindenburg avait, le 29 août, remplacé, comme chef d'État-Major de l'armée en campagne, Falkenhayn discrédité par l'échec de Verdun; il avait fait nommer premier Quartier-Maître général son coadjuteur, le général Ludendorff, dont les pouvoirs étaient en pratique égaux au siens et dont l'influence ne cessa de s'accroître. Ces deux hommes avaient déjà entrepris de réformer les méthodes de guerre de la coalition et de créer le commandement unique. Les succès en Roumanie semblaient justifier leurs ambitions. Ainsi les Empires centraux nous avaient précédé dans le voie des remaniements politico-militaires, et leur propagande ne pouvait tirer argument, pour dénoncer nos embarras et nos dissensions intérieures, de ceux que nous allions opérer. Restait, il est vrai, à résoudre deux problèmes essentiels : par qui remplacerait-on le général Joffre? et comment le déciderait-on à accepter de bonne grâce la désignation de son successeur ?

Il faut reconnaître que le choix de ce successeur était assez malaisé. Il devait posséder un prestige suffisant pour faire accepter ses décisions par les généraux alliés et pouvoir jouer le rôle de « coordonnateur » que Joffre avait réussi depuis un an à tenir avec une autorité incontestable, grâce à l'ancienneté de ses services et à l'étendue de ses relations, à la bonhommie de son caractère et aux souvenirs glorieux de la victoire de la Marne. Ce prestige était d'autre part nécessaire pour redonner à l'armée française la confiance qui menaçait, une fois encore, de l'abandonner après tant d'efforts en apparence infructueux. Enfin, il fallait

trouver un général populaire, dont les sentiments politiques et les méthodes de commandement ne risqueraient point de choquer les susceptibilités de plus en plus vives des parlementaires.

L'argument que M. Briand n'avait cessé d'opposer à ceux qui, depuis Gallieni jusqu'à M. Accambray, réclamaient la mise à la retraite du général Joffre, se résumait en ces mots : « Par qui le remplacerez-vous ? » L'heure était venue où la dialectique habile du président du Conseil se retournait contre lui, où il devait lui-même résoudre l'insoluble énigme qui avait jusque là embarrassé ses adversaires.

Lorsqu'il faisait le dénombrement des chefs que leur ancienneté, leurs titres d'avant-guerre et l'importance de leurs fonctions actuelles désignaient tout d'abord à ses regards, trois généraux s'imposaient : Foch, Castelnau et Sarrail. Le premier, entré à l'École Polytechnique en 1871, comptait 65 ans d'âge et 45 ans de services. Professeur à l'École supérieure de Guerre en 1895, puis directeur à l'École en 1907, il y avait professé des cours remarquables qui le classèrent d'emblée parmi les futurs directeurs de notre armée. Depuis lors sa carrière avait été brillante : général de division en 1911, il avait successivement commandé la 13e division, le 8e et enfin le 20e corps d'armée. C'est à la tête de ce corps dit « d'élite » qu'il avait pris part à la bataille de Morhange et joué un rôle devenu, un peu arbitrairement légendaire, dans la défense de la frontière lorraine. Ses succès ne se comptaient plus, depuis Mondement, où il commandait la 9e armée, jusqu'à l'époque où il avait pris le commandement officiel du Groupe des Armées du Nord, qu'il dirigeait depuis près de deux ans. Il avait sur ses collègues l'incommensurable avantage d'inspirer aux Anglais, avec qui il « travaillait » depuis 1914, une confiance absolue et de pouvoir leur faire accepter sans sourciller les plus durs sacrifices.

« Cet homme, disait de lui le roi des Belges, ferait se battre des morts ! »

Pourquoi fut-il donc écarté de ce commandement en chef pour lequel il semblait désigné ? D'abord parce que l'échec relatif de l'offensive de la Somme, qu'il avait dirigée, était encore trop récent et suscitait quelques doutes, d'ailleurs très mal fondés, sur son état de santé. Une légende absurde voulait que Foch fût à la fin de 1916 « malade » (d'aucuns disaient même « fini »). Enfin et surtout, parce que la personne et les idées de Foch déplaisaient également à Chantilly. Le grand état-major affectait de ne rien comprendre à sa façon brusque de commander, à ses intuitions trop rapides, à ses procédés, qui heurtaient le formalisme bureaucratique. D'ailleurs, par une réaction bien militaire, la tactique prudente préconisée par les règlements de janvier 1916, trouvait maintenant en haut lieu des détracteurs passionnés. Les vieilles formules de 1914 revenaient à la mode. On accusait Foch par ses lenteurs, ses excès de prudence d'avoir compromis le succès de la bataille ; et, séduits par les résultats brillants obtenus devant Verdun par la « jeune école », nombre de brevetés rêvaient à nouveau d'offensive « foudroyante ». Foch était de la vieille école (tout comme Pétain d'ailleurs !). Circonvenu par Chantilly, M. Briand se laissa aller à le sacrifier à des préventions et à un engouement que l'avenir allait montrer également ridicules. Loin de recevoir l'avancement qu'il méritait, Foch sera, sous le prétexte de la limite d'âge qu'il avait en effet atteinte le 30 septembre 1916, placé, sur la proposition même du général Joffre, dans une position diminuée. Le 13 décembre, il prenait la direction du « Bureau d'Études des Grandes Questions Interalliées » installé à Senlis, et abandonnait son Groupe d'Armées. Un peu honteux de cette mesure, à laquelle il n'aurait jamais donné son assentiment, le nouveau ministre de la Guerre, le général Lyautey, ne tardait pas à rendre au vainqueur de l'Yser un commandement actif.

Le 24 décembre, Foch était chargé de préparer l'action éventuelle d'un Groupe d'Armées d'Helvétie en cas de violation du territoire suisse par les armées allemandes ; le 19 janvier il prenait le commandement des 7e et 8e armées, restées indépendantes depuis la dissolution du Groupe d'Armées de l'Est (31 décembre). Le moment allait d'ailleurs bientôt venir où un nouveau gouvernement saurait mieux utiliser ses talents.

Foch écarté, restaient Castelnau et Sarrail. Le premier jouissait d'un prestige comparable à à celui de Foch, et peut être même plus étendu. Agé lui aussi de 65 ans, entré dans l'armée à la même date, son « cursus honorum » était des plus brillants. Attaché au 1er Bureau de l'armée dès 1893, il avait été un des principaux artisans du plan de mobilisation. Divisionnaire en 1910, il devint en 1911, par sa désignation comme premier sous-chef d'État-Major Général, le subordonné

immédiat de Joffre. A la fin de 1913, il entrait au Conseil Supérieur de la Guerre et prenait, en cas de guerre, le commandement de notre armée de Lorraine. On sait comment il la conduisit en août et septembre 1914, comment il prit part avec la 2e armée à la « Course à la mer » et devint enfin, en juin 1915, commandant du Groupe d'armées du Centre. Adjoint au général en chef en décembre 1915, il jouait dans la bataille de Verdun un rôle que nous avons exposé et que l'on peut qualifier de décisif.

POSTE DE COMMANDEMENT. — GÉNÉRAL MICHELER

Desoncôté, le général Sarrail, ancien directeur de l'École de St-Maixent, puis directeur de l'Infanterie, célèbre dès avant la guerre par ses remarquables travaux sur la liaison des armes, s'était révélé comme un des esprits les mieux doués et des caractères les plus énergiques de notre armée. Commandant de corps d'armée à la mobilisation, il avait pris, dès les premiers revers, le commandement de la 3e armée dont l'inoubliable résistance autour de Verdun (malgré les ordres de Joffre) avait assuré la conservation de cette place et complété la victoire de la Marne. Depuis lors, Sarrail, en butte à certaines intrigues, avait dû quitter le front français, sur lequel il semblait destiné à s'illustrer, pour le front oriental. Pourvu à Salonique d'un commandement qui le faisait l'égal et même, à certains points de vue, le supérieur des commandants de Groupes d'armées, il y avait fait preuve des qualités les plus hautes, d'un talent original, tant au point de vue militaire, qu'au point de vue administratif et même diplomatique. Les derniers événements survenus en Grèce prouvaient la clairvoyance et la justesse de ses vues. Bref, le gouvernement pouvait hésiter entre lui et Castelnau.

Tous deux furent cependant écartés pour des raisons analogues, exclusivement politiques : l'un, ancien élève des Jésuites, connu pour ses opinions sinon monarchistes, du moins franchement réactionnaires, inquiétait les républicains ; l'autre, esprit très moderne, républicain ardent, ne cachait pas ses tendances laïques et démocratiques. Tous deux avaient par suite de chauds partisans et d'irréconciliables ennemis, et leur élévation, ne pouvant être simultanée, devait être mal accueillie dans l'un ou dans l'autre camp. Sarrail resta donc à Salonique et Castelnau dut se résigner à accepter le commandement du Groupe d'armées de l'Est. Ce groupe ayant été supprimé le 31 décembre, Castelnau partit en mission auprès du gouvernement russe.

Après eux, et si l'on écarte le général Franchet d'Espérey, sur lequel le choix du généralissime s'était déjà porté pour remplacer Foch au Groupe d'armées du Nord, il ne restait guère que des « jeunes », je veux dire des chefs qui, sans être inconnus à la mobilisation, ne s'étaient révélés que pendant la guerre. Cette constatation ne pouvait d'ailleur leur nuire, l'opinion publique se montrant en général très favorable à un rajeunissement des idées et du personnel militaires. S'il se décidait à prendre le généralissime parmi ces jeunes, le gouvernement n'avait que l'embarras du choix. Mais un nom volait déjà sur toutes les bouches : celui du général Pétain. Simple colonel d'infanterie à la mobilisation, encore qu'il eût lui aussi professé avec succès à l'École de Guerre, il aurait été atteint dans ce grade par la limite d'âge, s'il

n'avait fait preuve au cours de la guerre de dons tout à fait exceptionnels. En octobre 1914 il commandait déjà le 33e corps et il avait accompli, en mai 1915, le miracle qui consista à traverser, pour la seule et unique fois, en quelques heures, la totalité des positions ennemies, devant Lens. La 2e armée étant devenue vacante, on la lui confia aussitôt, et Pétain avait conduit la bataille de Champagne. Le rapport qu'il avait rédigé à cette occasion demeure un monument d'esprit critique, de clairvoyance et de raison. Mais ces qualités mêmes ne pouvaient que le desservir auprès de certains brevetés, imbus de leur supériorité doctrinale. Tout en prenant le meilleur des idées de Pétain, on oublia de lui en attribuer le mérite, et le commandant de la 2e armée resta, pendant tout l'hiver 1915-1916, dans une obscurité que pénétrèrent les seuls initiés. Alors que toute la presse chantait en termes suffisamment transparents les louanges de tel ou tel collaborateur du généralissime, le nom de Pétain demeurait à peu près inconnu. Il fallut la bataille de Verdun pour le tirer de l'ombre; mais, à partir de ce moment Pétain, successivement promu au commandement des 2e et 3e armées, puis du Groupe d'Armées du Centre, devint le chef de beaucoup le plus populaire de l'armée française. Il incarnait les qualités de bon sens, de modération et d'équilibre qu'on loue dans notre race; sa simplicité et sa bienveillance, son horreur du « panache », son amour sincère pour les humbles, l'apparentaient à ces jeunes chefs de la Révolution française, dont il avait aussi la sévérité marmoréenne et l'exemplaire vertu.

Malheureusement, Pétain ne savait pas faire plier ses convictions intellectuelles devant les convenances hiérarchiques. Il parlait net et librement aux puissants de l'heure. Volontiers ironique, et d'autant plus intraitable qu'il se sentait en présence d'une autorité plus sûre de son pouvoir ou de son prestige, il s'était attiré des inimitiés tenaces. Celle du généralissime, celle surtout des « Jeunes Turcs », encore tout puissants à Chantilly, le poursuivirent longtemps; celles de certains personnages politiques, au nombre desquels figurait, dit-on, M. Poincaré, ne s'apaisèrent qu'après de longs mois de relations suivies, qui permirent de se connaître et de se comprendre. Ces motifs assez mesquins, et le souci plus noble d'écarter toute cause de discorde entre les divers artisans de l'œuvre de défense nationale, amenèrent M. Briand, d'accord avec la majorité du Conseil des ministres, à écarter le général Pétain.

Son choix se porta sur le général Nivelle, dont l'étoile commençait à s'élever au firmament de Verdun. Nivelle avait suivi, à quelque distance en arrière, l'ascension de Pétain, dont il était à peu près le contemporain. Simple colonel d'artillerie en 1914, sa brillante conduite pendant la bataille de la Marne l'avait mis en vedette. Promu divisionnaire, il avait succédé à Pétain à la 2e armée. Mais sa réputation datait surtout des derniers combats livrés sur son ordre et selon ses plans autour de la forteresse, désormais largement dégagée. Depuis qu'en quelques heures, les divisions de Mangin avaient reconquis le fort de Douaumont (24 octobre), celui de Vaux (2 novembre), et fait au cours de ces opérations plus de prisonniers qu'elles n'avaient subi de pertes, Nivelle passait pour l'inventeur d'une nouvelle méthode d'offensive, qui contrastait absolument avec les lenteurs de la bataille de la Somme. Cette méthode, dont nous reparlerons, se caractérisait par la rapidité de l'assaut, l'initiative laissée aux exécutants, la volonté d'exploiter à fond et jusqu'à la limite des forces humaines le succès de surprise que toute offensive brutale doit obtenir à son début.

Sur le front limité du secteur de Verdun, cette tactique avait fait merveille; les « raids » de Nivelle, accomplis avec un minimum de moyens et préparés dans des délais très brefs, avaient obtenu des résultats plus brillants que les laborieuses opérations dans lesquelles se traînait l'offensive de la Somme. Du coup, le G. Q. G. se décidait à brûler ce qu'il avait adoré. Il préparait une nouvelle « Instruction sur le but et les conditions d'une action offensive d'ensemble » (elle paraîtra le 16 décembre), qui abrogeait celle de janvier et généralisait les principes en honneur à « l'école de Verdun ». Le général Nivelle était l'apôtre de cette religion nouvelle, dont les adeptes furent dès le début très nombreux, non seulement au 3e bureau du G. Q. G. toujours hanté par les illusions de 1914, mais au Parlement et dans la presse, car on voyait là une nouvelle « machine à finir la guerre » et la confiance de ses inventeurs était communicative.

D'autre part, Nivelle rassurait tous les partis,

les gauches par ses origines protestantes et son amabilité à l'égard des députés en mission ; les droites, par ses attaches dans les milieux bien pensants, son goût de l'autorité et je ne sais quelle allure ancien régime qui contrastait avec la simplicité bourgeoise d'un Pétain. On peut mesurer l'étendue de ses relations en songeant que M. Malvy d'une part, et l'*Écho de Paris*, d'autre part, furent plus tard parmi les plus résolus défenseurs du général Nivelle.

Le sort en était jeté! Nivelle prendrait le commandement des armées françaises du Nord et du Nord-Est et de ce G. Q. G., qui n'attendait que son arrivée pour jeter au panier les théories de Foch et de Pétain. Restait à faire signer au généralissime son abdication. Incapable d'un acte d'autorité, qui eût d'ailleurs pu avoir de graves conséquences sur l'union sacrée (Joffre disposa toujours au Parlement de défenseurs fidèles, groupés autour de l'influence d'un grand journal, la *Dépêche de Toulouse*), le président du Conseil crut pouvoir s'en tirer en proposant au général un accroissement, d'ailleurs purement théorique, de ses pouvoirs. Convoqué le 25 novembre au Quai d'Orsay, Joffre se vit offrir le poste de conseiller technique du Comité de Guerre, qu'il cumulerait avec le commandement en chef de toutes les forces françaises sur tous les fronts. Mais, sa résidence devant être à Paris, il abandonnerait le commandement des armées du Nord et du Nord-Est à Nivelle. Méfiant, le généralissime refusa ce surcroît d'honneurs et se borna à demander, soit la confiance entière du gouvernement, soit un ordre écrit le relevant de ses fonctions. Il offrait lui-même de confier au général Nivelle le commandement du Groupe d'Armées du Nord, destiné à jouer le principal rôle dans l'offensive de 1917. Cette solution n'était pas du goût de M. Briand, qui avait, le 21 novembre, promis à la Chambre de lui fournir en Comité secret toutes les explications désirables et se réservait de lui apporter, avant toute autre chose, la réforme tant attendue du Haut Commandement. Il fallut une semaine de pourparlers et l'intervention du Président de la République pour amener Joffre à composition. Le 4 décembre, M. Briand put annoncer la bonne nouvelle à la Chambre, qui en « prit acte ». Le 13 décembre paraissaient deux décrets : le premier précisait que « les commandants en chef des Armées du Nord et du Nord-Est exercent chacun en ce qui les concerne, la direction des opérations » ; le second, que « le général Joffre, commandant en chef des armées françaises, remplit auprès du gouvernement le rôle de conseiller technique en ce qui concerne la direction de la guerre ». Le 16 décembre, un ordre général communiqué aux armées sous le n° 69 annonçait que le général Nivelle prenait le commandement des armées du Nord et du Nord-Est à la date du 17 décembre. Plus tard une note Havas annonça que cette nomination avait été faite par décret du Président de la République, mais ledit décret ne parut pas à l'*Officiel*.

Photo Rol

LE LUSITANIA

Toute la question était de savoir si Joffre demeurerait en fait le supérieur de Nivelle et de Sarrail, ou si ses fonctions se borneraient à conseiller le ministre de la Guerre, seul commandant en chef légal de l'ensemble des forces françaises. Or, cette question fut rapidement résolue : d'une part, Nivelle avait, avant d'accepter, réclamé son indépendance ; d'autre part, Sarrail l'avait toujours revendiquée avec assez d'énergie ; enfin les parlementaires n'étaient nullement disposés à accepter un « super-commandement » et à laisser s'installer, comme il en fut un moment question, à côté du ministère de la Guerre, un «super-ministère », composé de la fine fleur du G. Q. G. de Chantilly. Le Sénat, réuni, comme nous le verrons tout à l'heure, en Comité secret du 19 au 23 décembre, exigea de M. Briand des engagements formels : Joffre n'aurait d'autres pouvoirs que ceux qu'il tiendrait du Comité de guerre dont il était simplement le « conseiller technique » ; il n'aurait le droit de prendre personnellement aucune mesure ; les déci-

sions relatives à la conduite générale de la guerre relèveraient toujours du ministère de la Guerre et du Conseil des ministres, arbitre souverain des résolutions du Comité de Guerre ; enfin Joffre devrait se contenter d'un modeste état-major et d'un bureau aux Invalides. Par surcroît, le nouveau ministre de la Guerre, le général Lyautey, arrivé du Maroc le 22 à Paris, se montra fort étonné et assez mécontent que des mesures d'une telle importance eussent été prises sans son assentiment Peu soucieux de se trouver en présence d'un « général des généraux », il insista en faveur du rétablissement des rapports normaux entre les commandants en chef et le ministère qu'il devait diriger. Pour adoucir l'amertume d'une véritable mise à la retraite, un décret du 26 décembre, précédé d'un exposé de motifs des plus flatteurs et signé Lyautey, éleva le général Joffre à la dignité de maréchal de France. Le maréchal conservait son bureau à Paris, son titre de conseiller et deux officiers d'ordonnance. Sans cesser d'être l'objet des prévenances officielles du gouvernement, qui lui demanda son avis en maintes circonstances et lui confia d'importantes missions, il cessait de diriger les opérations des armées françaises. Pour accentuer encore l'impression de renouvellement, le G.Q.G., peu modifié d'ailleurs, émigrait à Beauvais ; deux armées vacantes étaient confiées aux généraux Guillaumat et Mangin ; le général Nivelle créait un nouveau Groupe d'armées, dit Groupe d'Armées de Réserve (G. A. R.), aux ordres du général Micheler, baptisé du titre, laissé libre par le départ de Castelnau, d'adjoint au commandant en chef. La question si grave du Haut Commandement semblait enfin résolue.

## LES COMITÉS SECRETS ET LE REMANIEMENT DU MINISTÈRE

Le 21 novembre, M. Briand avait, disions-nous, offert à la Chambre de lui fournir des « explications » sur tous les objets qui la préoccupaient. C'était proposer un Comité secret. Par vote à mains levées cette fois — tout le monde était d'accord — la Chambre accepta. Du 28 novembre, les délibérations se prolongèrent sans arrêt jusqu'au 7 décembre. En juin, sauf quelques rares incidents, la discussion s'était poursuivie dans le calme. Pendant ces dix séances, au contraire, ce fut une longue suite d'attaques passionnées. Chaque jour M. Briand dut monter à la tribune, violemment interrompu et ayant souvent peine à se faire entendre. Il fit pourtant un long exposé des négociations qui avaient précédé l'entrée en guerre de la Roumanie et rejeta sur les Alliés la responsabilité des fautes commises en Orient. Mais M. Abrami, qui avait servi dans l'armée de Salonique, raconta quelles brimades incessantes le G. Q. G. avait fait subir à Sarrail depuis que, le 2 décembre 1915, Chantilly avait reçu la haute main sur les opérations d'Orient. M. Chaumet vivement applaudi, dénonça « les incohérences de la politique grecque », fit l'éloge de Sarrail, que le gouvernement avait mal soutenu, et s'attaqua enfin directement au président du Conseil, toujours prêt à s'incliner devant le Haut Commandement, trop habile en l'art de « dissocier » les oppositions.

Au milieu du Comité secret arriva la nouvelle du guet-apens d'Athènes. Aussitôt M. Briand assura que la France ne consentirait pas à des « demi-mesures » ; mais, pressé de questions précises, il refusa de faire connaître les mesures dont il avait proposé l'adoption aux Alliés. Par contre, après avoir pris la défense du décret du 2 décembre, il annonça les réformes en cours dans l'organisation du Haut Commandement, l'indépendance rendue à Sarrail, le retour de Joffre à Paris, la « disparition de Chantilly » et la nomination d'un nouveau chef des armées du front français. Au sujet du resserrement du ministère, le président du Conseil prit aussi des engagements ; il promit d'instituer un « Comité de Guerre », à l'image de celui que M. Lloyd George, devenu premier ministre, organisait à Londres, juste à ce moment, et ces concessions opportunes lui concilièrent la majorité.

En vain, après un tableau présenté par M. Thomas, de l'effort industriel français, M. Violette, un radical, et M. Tardieu, un modéré devenu l'adversaire acharné de M. Briand, soulignent-ils les insuffisances subsistantes de nos programmes d'armement. Les deux orateurs sont fort applaudis mais la Chambre ne les suit pas. Lorsqu'elle passe au vote, en séance publique, après un nouveau discours de M. Chaumet, qui déclare que M. Briand « chloroforme » l'opinion, l'ordre du

La bourrasque à Sillery

(Scène de la vie de cantonnement)

*D'après l'eau-forte de Broquet Léon*

jour Tardieu est repoussé, et l'Assemblée adopte, par 344 voix contre 160, l'ordre du jour Babaud-Lacroze, qui proclame la confiance, après avoir pris « acte des déclarations du gouvernement sur la réorganisation du commandement », et approuvé « sa résolution de concentrer sous une direction restreinte la conduite générale de la guerre et l'organisation économique du pays ».

Pour pouvoir tenir ses promesses, M. Briand donna sa démission ; mais, aussitôt, le Président de la République le chargea de constituer le nouveau cabinet « resserré ». Après quelques jours de négociations, le 13 décembre, l'*Officiel* publiait les décrets de nomination. Les changements effectués n'étaient pas extrêmement considérables. Sans doute, les cinq postes de ministre d'État étaient supprimés ; mais, sans parler de M. Briand, MM. Viviani, Ribot, Malvy, l'amiral Lacaze conservaient leurs portefeuilles, et M. Albert Thomas restait à la tête des services « de l'Armement et des Fabrications de guerre », devenu ministère indépendant. A la Guerre, il est vrai, le général Lyautey, appelé du Maroc, remplaçait le général Roques, et un sénateur encore jeune, qui, à la mairie de Lyon, s'était acquis la réputation d'un administrateur, M. Herriot, était chargé du ministère des Travaux publics, Transports et Ravitaillement, pendant que, parmi les sous-secrétaires d'État, figuraient deux techniciens de valeur, M. Loucheur, un industriel actif et clairvoyant, à l'Armement, et M. Claveille aux Transports. Bien accueillie par la presse, la désignation de Lyautey fut blâmée par beaucoup de parlementaires, qui se méfiaient à l'avance du caractère autoritaire du nouveau ministre de la Guerre. Les autres choix ne furent pas critiqués ; mais l'on remarqua le départ de M. Painlevé, qui, en désaccord avec le président du Conseil au sujet de la politique orientale et de l'organisation du Haut Commandement, avait, malgré de vives instances, refusé de faire partie de la combinaison. Quant au Comité de Guerre dont il avait été tant parlé, seuls en étaient membres, avec M. Briand, les ministres de la Guerre, de la Marine, de l'Armement et des Finances.

Photo Rol

BERNSTORFF

Ainsi remanié, le cabinet fut accueilli par la Chambre sans enthousiasme. MM. Maginot, Tardieu, Viollette, M. Leygues, président de la commission des Affaires étrangères, l'attaquèrent. L'entrée de M. Painlevé dans la salle fut saluée par de vifs applaudissements. La confiance ne fut votée que par 314 contre 165 (13 décembre). Le lendemain, le gouvernement ayant demandé l'autorisation de prendre par décrets «toutes les mesures commandées par les nécessités de la défense nationale » dans le domaine économique, de vives protestations se firent entendre et, devant l'opposition de la Commission du Budget, après une longue et tumulteuse discussion, M. Briand dut renoncer à faire accepter par la Chambre son projet. Au Sénat qui, du 19 au 23 décembre, se forma en Comité secret, 57 membres se prononcèrent contre le cabinet et 190 pour. Dans la haute assemblée aussi, la majorité avait bien diminué depuis juin. Ce n'était pas la fin du malaise.

Mais pourtant le président du Conseil gardait encore assez d'autorité pour négocier avec les Alliés et préparer une réponse commune aux ouvertures de paix qui venaient d'être faites par l'Allemagne et par l'Amérique.

## LES PREMIÈRES OFFRES DE PAIX

Si, à la fin de 1916, une certaine fatigue se constatait, non seulement en France, mais chez tous les Alliés, à voir la guerre se prolonger ainsi presque sans terme, la lassitude était autrement grande à l'intérieur des Empires centraux. Malgré son succès de Roumanie, l'année n'avait pas été favorable à l'Allemagne. Les batailles du front occidental, en particulier, avaient éprouvé et sin-

gulièrement affaibli les armées ennemies. Parlant de ces semaines d'hiver, Ludendorff devait écrire plus tard dans ses *Souvenirs*: «Notre situation était extraordinairement difficile et une issue presque impossible à trouver. Nous ne pouvions plus songer à attaquer nous-mêmes ; il fallait conserver nos réserves pour nous défendre. Nous ne pouvions pas espérer un effondrement des États de l'Entente. Si la guerre se prolongeait, notre défaite était inévitable.» L'Allemagne avait pu élargir, mais non pas briser la prison dans laquelle elle était enfermée.

En Autriche, la mort de François-Joseph, survenue le 21 novembre, avait entraîné l'avènement de son petit-neveu, Charles, un jeune homme de vingt neuf ans, marié à la princesse Zita de Parme-Bourbon, dont les deux frères servaient dans l'armée belge. Dominé par sa femme, le nouvel empereur, au reste faible de caractère et de médiocre envergure d'esprit, «n'était pas un partisan convaincu de l'alliance» allemande et désirait la paix.

Il est vrai que, si le chef véritable du grand état-major allemand considérait la situation sans optimisme, l'amirauté impériale affirmait posséder, si on la laissait faire, le secret de la victoire. Il s'agissait de la guerre sous-marine «sans restriction». Depuis février 1915, l'Allemagne afin d'affamer l'Angleterre, avait déclaré les Iles Britanniques en état de blocus; tous les navires neutres se risquant à travers la Manche et la mer du Nord s'exposaient à être torpillés par les sous-marins sans avertissement préalable. Ainsi avait été coulé — entre autres — en mai 1915, le paquebot *Lusitania* le long des côtes d'Irlande, et, en mars 1916, dans le Pas-de-Calais, le *Sussex*. Le plus puissant des gouvernements neutres, celui des Etats-Unis, avait protesté contre des pratiques contraires aux règles du droit maritime comme à l'humanité. Son chef, le Président Wilson, avait menacé l'Allemagne d'une rupture des relations diplomatiques, et Berlin s'était incliné (mai 1916). Si maintenant était proclamée — étendue à tout l'Océan Atlantique et à la Méditerranée — la guerre sous-marine sans ménagements, quelle serait l'attitude de l'Amérique ?

Dans l'entourage de Guillaume II, le Chancelier Bethmann, le ministre des Affaires étrangères Jagow, sans parler de l'ambassadeur à Washington, le comte Bernstorff, étaient hostiles à une telle mesure. Leur avis fut d'abord écouté. Loin de provoquer les États-Unis, il fallait, disaient ces politiques, les regagner et se servir de leur influence morale, soit pour obtenir une paix profitable, soit pour diviser les Alliés. A plusieurs reprises, Bethmann, auprès de l'ambassadeur américain M. Gérard, Bernstorff, auprès de M. Wilson, s'employèrent afin de décider l'Amérique à s'entremettre. M. Wilson ne désirait rien tant que travailler à rétablir la paix du monde. Le souci de sa réélection — effectuée en novembre — retarda seule son intervention. Mais, avant que celle-ci se fût produite, l'Allemagne avait agi. Préparée par une série habile de discours et d'articles, le 12 décembre eut lieu l'offre officielle de paix. Le Chancelier remit aux représentants à Berlin des États-Unis, de l'Espagne et de la Suisse une note assez courte, dont voici la phrase essentielle : «Les quatre puissances alliées (Allemagne, Autriche, Bulgarie, Turquie) proposent d'entrer dès à présent en négociations de paix. Elles sont persuadées que les propositions qu'elles y apporteraient et qui serviraient à assurer l'existence, l'honneur et le libre développement de leurs peuples, seraient propres à servir de base à l'établissement d'une paix durable.» Aucune précision n'était donnée quant aux conditions possibles d'un accord.

Aux Alliés toute négociation parut donc aussitôt impossible. A Paris, dans la nuit du 12 au 13 décembre, un grand conseil se tint à l'Élysée. Les membres en étaient, avec les ministres, les présidents des grandes Commissions des deux assemblées, dont M. Clemenceau. Tous les assistants furent unanimes à déclarer que l'offre allemande cachait un piège. C'est ce que M. Briand devait proclamer au Sénat quelques jours après : «C'est un piège et une manœuvre ; ce cri de paix est un cri de faiblesse et aussi un acte de ruse.» Le 31 décembre, au nom des Alliés le président du Conseil répondit officiellement : une note aux Neutres refusa de faire état «d'une proposition sans nécessité et sans portée».

La bruyante initiative de l'Allemagne avait étonné et peut-être embarrassé quelque peu le Président Wilson, mais elle n'avait point modifié ses intentions. Sans doute résolu déjà à ne point demeurer toujours neutre, si la guerre se prolongeait, il entreprit encore un grand effort pour la paix. Le 19 décembre, son ambassadeur à Paris, M. Sharp

remit à M. Briand une note signée du secrétaire d'État américain, M. Lansing. « Dans l'esprit le plus amical », M. Wilson « suggérait » aux belligérants « qu'une occasion rapprochée soit recherchée pour demander, à toutes les nations actuellement en guerre, une déclaration publique de leurs vues respectives quant aux conditions auxquelles la guerre pourrait être terminée ». « Le Président, disait la note, ne propose pas la paix, et n'offre même pas une médiation. Il propose seulement que des sondages soient effectués afin que nous puissions apprendre ... à quelle distance peut se trouver encore le havre de la paix. » C'est dans ce document aussi que M. Wilson parla pour la première fois d'une « ligue des nations. » Mais cette partie des suggestions passa alors inaperçue, et seule fit impression la demande relative aux buts de guerre. La presse française, dans ses commentaires, critiqua vivement le Président, accusé d'avoir, en parlant de paix, collaboré à la manœuvre allemande. La note américaine avait semblé mettre sur le même pied les deux groupements d'États en lutte. Le *Matin* parla donc du « sentiment pénible » avec lequel il avait lu un tel document. M. Gustave Hervé s'écria : « Merci, M. Wilson, vous nous avez porté le coup le plus rude que nous ayons reçu depuis Charleroi. » Pourtant les Alliés sentirent vite l'injustice et la maladresse de pareils jugements.

NOULENS

L'Allemagne s'était déjà hâtée de répondre à l'Amérique. Muette sur les buts de guerre, sa note réitérait la proposition d'une « réunion immédiate des délégués des États belligérants dans un endroit neutre » (26 décembre). L'occasion s'offrait aux Alliés de remporter une victoire morale, par une réponse claire, franche et précise à M. Wilson. Elle fut saisie. Le 17 janvier 1917, au nom des Alliés, M. Briand fit connaître à l'ambassadeur Sharp leurs intentions et leur programme de paix. Rédigée, à ce qu'on assure, par M. Berthelot, la note de l'Entente, ferme et nette, proclamait impossible pour le moment une paix apportant aux Alliés les réparations et les garanties qu'ils étaient en droit d'exiger, et énumérait ainsi les buts de guerre : « La restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro et les dédommagements qui leur sont dus ; l'évacuation des territoires envahis en France, en Russie, en Roumanie, avec de justes réparations ; la réorganisation de l'Europe fondée... sur le respect des nationalités... ; la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés par la force ou contre le vœu des populations ; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains des Tchéco-Slovaques... ; le rejet hors d'Europe de l'empire ottoman. » Programme qui semblait alors un peu ambitieux, et qui ne fut pas, peut-être, sans effrayer M. Wilson. Dans un message au Sénat américain (22 janvier), le Président se prononça, en effet, pour la « paix sans victoire », qui seule ne laisserait ni « ressentiment » ni « souvenir amer ».

Cette formule de la « paix sans victoire », mal comprise, étonna et choqua, en France et dans les pays alliés. En Allemagne, elle encouragea peut-être les partisans de la guerre sous-marine sans restriction. M. de Jagow avait quitté le ministère des Affaires étrangères, et son successeur, M. Zimmermann, était moins hostile aux théoriciens de l'Amirauté. Ils se proclamaient sûrs de remporter la victoire en quelques mois, certains d'entre eux disaient en six semaines. Le 31 janvier, l'Allemagne signifia donc à l'Amérique qu'elle empêcherait « par la force, après le 2 février 1917, et dans les zones entourant la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et dans la Méditerranée orientale, toute navigation, y compris celle des neutres... Tous navires rencontrés dans ces zones seront coulés ». Qu'allait faire M. Wilson ? En dépit des avertissements du comte Bernstorff, le gouvernement allemand — qui cependant intriguait déjà au Mexique contre les Etat-Unis — jugeait peu vraisemblable une intervention améri-

caine. Mais la provocation ne laissait guère place à l'hésitation. Le 3 février, le Président annonça lui-même au Congrès, (assemblée des sénateurs et représentants), qu'il avait remis ses passeports à l'ambassadeur d'Allemagne et rappelé de Berlin son envoyé. Ce n'était encore que la rupture des relations diplomatiques. Mais, ajoutait M. Wilson, « si des vaisseaux américains, des existences américaines devaient être réellement sacrifiées », il demanderait alors au Congrès « l'autorité pour employer tous les moyens... nécessaires pour protéger nos marins, nos concitoyens ».

## LA CHUTE DU CABINET

Deux mois après, en effet, M. Wilson fera déclarer la guerre à l'Allemagne, moment décisif sur lequel nous aurons à revenir. Mais, quand cet événement se produira, M. Briand aura cessé d'être chef du gouvernement.

Le remaniement ministériel de décembre, l'éloignement de Joffre, la nomination de Nivelle — avec lequel s'entendait mal d'ailleurs le général Lyautey — n'avaient pas diminué la virulence des attaques de l'opposition. Une conférence des Premiers de l'Entente, réunie à Rome dans les premiers jours de janvier 1917, n'ayant pris aucune mesure énergique contre le roi de Grèce, M. Briand fut interpellé en Comité secret (25-27 janvier). Après un discours de six heures, le président du Conseil obtint un vote de confiance (par 313 voix contre 135); mais les critiques portèrent aussi sur la politique économique du gouvernement, la nécessité de libérer certains mobilisés âgés, afin d'augmenter la main-d'œuvre agricole.

Un incident allait amener la démission du Cabinet.

Depuis le début de la guerre, l'organisation de nos forces aériennes avait laissé à désirer. L'aviation avait manqué d'un chef, et elle avait souffert du conflit permanent des services du ministère de la Guerre avec ceux du G. Q. G. Lorsqu'il avait été sous-secrétaire d'État de l'Aéronautique, M. René Besnard avait entrepris des réformes ; mais heurtant des intérêts politiques et commerciaux coalisés, il fut systématiquement calomnié par une partie de la presse, et, après quelques mois d'efforts, donna sa démission (février 1916). Dès lors règna dans les organisations d'armée une effroyable gabegie.

Pour mettre fin à cette situation, le général Lyautey créa une direction générale de l'Aéronautique, à la tête de laquelle il plaça un officier général, grand travailleur, mais sans aucune compétence. Ce choix fut donc très vivement critiqué, et une demande d'interpellation fut déposée par un député-aviateur, M. Anglès. La discussion s'ouvrit le 14 mars, d'abord en séance publique, puis en Comité secret. Le général Lyautey, qui avait vu avec regret le président du Conseil accepter ce débat, ne prit la parole qu'à la reprise de la séance publique. Sans expérience parlementaire, il prononça aussitôt des phrases qui indignèrent la Chambre : « J'avais pensé d'abord, dit-il, qu'il eût été préférable que ce débat n'eût pas lieu... Il ne me semblait vraiment pas opportun... De tels débats sont semés d'écueils... Vous admettrez que je ne vous suive pas sur le terrain technique... parce que même en Comité secret, ç'aurait été exposer la défense nationale à des risques. » Aussitôt interrompu, le ministre ne put poursuivre, et, devant le tumulte, quitta la tribune pour donner au président du Conseil sa démission. Peut-être le général Lyautey, qui s'entendait mal avec le G. Q. G., et n'augurait rien de bon de l'offensive préparée par le général Nivelle, ne fut-il pas fâché de l'incident — vrai malentendu — qui se produisit. En tout cas, malgré les instances de M. Briand, il refusa de remonter à la tribune pour s'expliquer. Après un discours de M. Briand, la Chambre vota l'ordre du jour pur et simple, accepté par le gouvernement, et se sépara à onze heures du soir. Le lendemain, tandis que les journaux de gauche s'élevaient contre le langage tenu par le général Lyautey, la presse de droite critiquait vivement les députés qui avaient manifesté contre le ministre de la Guerre.

Pendant deux jours, puisque aussi bien la majorité lui demeurait fidèle, le président du Conseil tenta de garder le pouvoir. Mais M. Noulens, puis M. Maginot, pressentis par lui, refusèrent la succession du général Lyautey. M. Briand décida alors de se retirer. Le 17 mars, il remettait au Président de la République sa démission, le jour même où Paris apprenait le début de la retraite allemande.

X

# LA POLITIQUE ORIENTALE

## L'INTERVENTION TURQUE

PENDANT que la France poursuivait sur son propre sol une lutte redoutable, une de ses armées était engagée sur les rives de la mer Egée dans une campagne difficile, d'apparence aventurée et d'où cependant devait sortir, en grande partie, la victoire.

L'attitude de la Turquie avait rendu inévitable une extension de la guerre à l'Orient. Dès le 2 août 1914, l'ambassadeur allemand à Constantinople avait obtenu du gouvernement ottoman la signature d'un traité secret, dont l'article 2 déclarait : « Dans le cas où la Russie interviendrait (dans le conflit austro-serbe) par des mesures militaires actives et créerait par là pour l'Allemagne le *casus fœderis* vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, ce *casus fœderis* entrerait également en vigueur pour la Turquie ». Les ambassadeurs de l'Entente n'eurent pas besoin de connaître ce pacte pour dénoncer la connivence de la Turquie, surtout de ses deux maîtres Enver pacha et Talaat bey, avec les Empires centraux.

Sans doute, la guerre européenne déclarée, la Turquie avait proclamé sa neutralité, mais elle avait en même temps décrété la mobilisation générale et, d'accord avec Liman von Sanders, chef de la mission militaire allemande, deux armées furent aussitôt concentrées, l'une en Arménie, prête à envahir la Transcaucasie russe, l'autre en Syrie, pour menacer l'Egypte et la route de Suez. Un incident caractéristique permit d'ailleurs aux Alliés d'être renseignés sur les intentions des Turcs. Deux croiseurs allemands, le *Gœben* et le *Breslau*, stationnaient depuis quelques mois dans la Méditerranée. Le 4 août au matin, ils avaient lancé quelques obus sur Bône et Philippeville ; poursuivis, de façon au reste négligente, par des éléments de la flotte franco-britannique (amiral Boué de Lapeyrère), ils parvinrent à gagner les Dardanelles, le 8 août. État neutre, la Turquie devait, après vingt-quatre heures de séjour, désarmer tout navire de guerre belligérant réfugié dans ses ports. Elle n'en fit rien. Elle feignit d'acheter les deux croiseurs, qui, gardant leurs équipages allemands, portèrent désormais le pavillon ottoman. L'Entente protesta, mais n'agit pas. L'Angleterre, en particulier, s'opposa à toute intervention navale ; il eût cependant été alors facile de forcer les Dardanelles et de couler le *Gœben* et le *Breslau* devant Constantinople. Cette faiblesse précipita les événements. Au début de septembre 1914, les Turcs fermèrent les Dardanelles, coupant ainsi toute communication maritime entre la

Photo Rol

LE GŒBÉN

Russie et ses Alliés. A la fin d'octobre, deux torpilleurs turcs camouflés détruisaient en rade d'Odessa plusieurs bâtiments russes, pendant que le *Gœben* et le *Breslau* bombardaient Sébastopol et Théodosia. Le 2 novembre, les puissances de l'Entente ne purent que déclarer la guerre à la Turquie.

Les flottes alliées dominaient la mer Egée. Dès le 3 novembre, quelques coups de canon furent donc tirés contre les forts de la côte. Mais c'est seulement quelques semaines plus tard qu'à Londres naquit l'idée d'une grande entreprise, destinée à ouvrir la route de Constantinople. Il importait, en effet, d'assurer le ravitaillement de la Russie en munitions et matériel de guerre, et de rendre possible aussi l'exportation du blé russe. Peut-être l'Angleterre songeait-elle également à fortifier son prestige dans le monde oriental et à mettre fin aux attaques que les Turcs avaient déjà et allaient diriger contre le canal de Suez.

photo Manuel

AMIRAL BOUE DE LAPEYRÈRE

Mais les dirigeants britanniques ne se rendirent nullement compte de la capacité défensive des Turcs ; ils ne songèrent pas que ces nouveaux adversaires, armés et outillés à l'européenne, avaient montré une réelle valeur dans les guerres, qui, depuis 1875, avaient ensanglanté les Balkans ; ils traitèrent en un mot l'expédition projetée comme une simple opération coloniale. Ils n'essayèrent pas un effet de surprise, qui seul pouvait arracher le succès; ils mirent au contraire deux mois à opérer la concentration des forces destinées à opérer sur mer et sur terre. C'est seulement au début de février 1915 qu'une importante escadre se trouva réunie devant les Dardanelles. Elle comprenait quatorze bâtiments anglais, dont un superdreadnought, le *Queen Elizabeth*, et quatre vieux cuirassés français commandés par le contre-amiral Guépratte. Grande puissance méditerranéenne et musulmane, la France ne pouvait laisser la Grande-Bretagne s'engager seule sur le chemin de Byzance. Le 19 février, le bombardement commença. Les Dardanelles, long défilé de plus de cinquante kilomètres, resserré à la passe de Tchanak, où sa largeur n'atteint pas quinze cents mètres, était barré par des champs de mines et protégé, surtout à son entrée, par des forts nombreux et de puissantes batteries, principalement ceux de Seddul-Bahr, Kilid Bahr sur la rive d'Europe, ceux de Koum Kaleh, de Dardanus, de Tchanak sur la côte d'Asie. Pendant quatre semaines — avec des interruptions causées par le mauvais temps — l'escadre canonne les défenses turques : les forts de l'entrée sont assez rapidement détruits et, sur 20 kilomètres, les Dardanelles sont déblayées. Aussi, le 18 mars, l'amiral anglais de Robeck, commandant en chef, entreprend une grande attaque. Les quatre cuirassés français s'avancent jusque près du fort de Dardanus. Pour résister, les Turcs lancent des mines dérivantes. En une minute, le *Bouvet* est coulé, et le *Gaulois*, gravement endommagé, n'est sauvé que grâce au sang-froid de son commandant, le capitaine de vaisseau Biard. Des navires anglais prennent la place des nôtres, mais deux d'entre eux, *Irrésistible* et *Océan*, heurtent des mines et coulent également. Commencée à midi, l'attaque est arrêtée à six heures du soir. Impressionné par les pertes subies, l'amiral de Robeck, avant de poursuivre l'entreprise, demande à Londres de nouvelles instructions.

Une simple action navale n'avait donc pas suffi à amener le résultat recherché. Le gouvernement anglais, toujours d'accord avec la France, décida une modification de plan essentielle. A l'attaque maritime succèdera l'attaque terrestre. Un corps de débarquement anglo-français, déjà concentré en Egypte, principalement à Ramleh, près d'Alexandrie, venait d'être transporté à Moudros, dans l'île de Lemnos. Il comprenait deux divisions britanniques, un groupement australien et néo-zélandais, une division coloniale française (sénégalais, zouaves, légion étrangère), celle-ci aux ordres du

général d'Amade. Sir Ian Hamilton, ancien chef d'état-major de lord Kitchener au Transvaal, commandait en chef. Malgré d'Amade, favorable à un débarquement sur le littoral asiatique, Hamilton résolut de porter l'essentiel de son effort sur la côte d'Europe, pour occuper la presqu'île de Gallipoli. C'était un projet séduisant. Longue (75 kilomètres), mais étroite (7 à 18 kilomètres), la péninsule paraissait d'une conquête facile. L'action combinée de la flotte et de l'armée permettrait sans aucun doute d'enlever sans grandes pertes chacun des massifs qui l'occupent.

Trois points de débarquement furent choisis : l'un, laissé aux Anglais, à l'extrémité de la presqu'île, à Seddul-Bahr : l'autre, confié aux Australiens, à vingt cinq kilomètres plus au nord, près de Gaba Tépé; enfin le troisième, réservé aux Français, à Koum Kaleh, sur la rive d'Asie. Mais cette troisième entreprise n'était qu'une diversion. Le 25 avril, avant le lever du soleil, l'action commença. Les Turcs luttèrent avec une extraordinaire énergie. Cependant Anglais et Australiens descendirent à terre et enlevèrent les premières collines à pic qui dominent la côte. A Koum Kaleh, 3.000 Français s'emparèrent en une heure du village qu'ils gardèrent jusqu'au 26 au soir. A ce moment ils se rembarquèrent et gagnèrent à leur tour Seddul-Bahr.

Photo Manuel

AMIRAL GUÉPRATTE

Le 27 avril, les Anglo-Français tiennent donc toute la pointe sud de la péninsule : 3 kilomètres de large sur une profondeur de 2. Seulement au nord, au delà du Kerevès Déré, s'élèvent des hauteurs importantes, celles de Krithia et d'Atchi Baba. Il faut les enlever. L'attaque commence le 28. Mais elle ne progresse pas, et, le 1er mai, ce sont les Turcs qui déclenchent une contre-offensive. Très supérieurs en nombre aux Alliés, ils ne parviennent cependant pas à les rejeter à la mer. D'ailleurs des renforts arrivent à Sir I. Hamilton, notamment une seconde division française, dont le chef est le vieux général Bailloud. Mais les Anglo-Français, en dépit d'assauts répétés, ne parviennent pas à enlever Atchi Baba. Le général d'Amade, rappelé, est remplacé par le général Gouraud, qui, grièvement blessé le 30 juin, devra regagner aussi la France. Les attaques, jusqu'au milieu de juillet, succèdent aux attaques, tantôt sur l'initiative turque, tantôt sur celles des Alliés; aucun résultat n'est obtenu.

En août, pourtant, Hamilton décide une offensive nouvelle. Il s'agit d'enlever cette fois le massif de Sari Baïr (305 m.), clef véritable de la presqu'île de Gallipoli. Pour cela, les « Anzacs » (abréviation, par réunion des initiales, de l'Australian New Zealand Army Corps), qui, depuis trois mois, se sont, grâce à leur héroïsme, maintenus à Gaba Tépé, partent le 6 août à l'assaut. Leur mouvement doit coïncider avec le débarquement, quelques kilomètres plus au nord, dans la baie sablonneuse de Suvla, d'un nouveau corps anglais, le 9e. Le 9 août, les Anzacs enlèvent la cote 305 : mais le 9e corps, mal commandé, ne profite pas de la surprise causée aux Turcs par son débarquement inopiné. Isolés, canonnés par la marine britannique qui ne sait pas leur rapide avance, contre-attaqués par l'ennemi, les Anzacs doivent reculer, maintenant seulement à leur gauche le contact avec le 9e corps (11 août). Sur près de vingt kilomètres de Sulva à Gaba Tépé le front britannique s'étendra désormais sans interruption; maigre résultat en comparaison des efforts accomplis et des pertes subies. (Du côté anglais seulement l'expédition des Dardanelles se soldera par l'évacuation de 40.000 malades et la mise hors de combat de 110.000 hommes, dont 30.000 tués). C'était la fin des grands combats ; mais, cinq mois encore, les Alliés demeurèrent dans la presqu'île de Gallipoli.

Les rares survivants des Dardanelles gardèrent

CONTRE-TORPILLEURS ALLANT DÉBARQUER DES TROUPES POUR DÉTRUIRE LES FORTS COMMANDANT LES DARDANELLES

de leur campagne un souvenir d'horreur. A Seddul Bahr, dans le secteur français, la vie était infernale. Non que les opérations militaires y fussent constamment actives, ni que le feu, du moins jusqu'à la déclaration de guerre de la Bulgarie, y fût intense. Mais il était continu ; continue aussi l'action du climat, de la mauvaise nourriture, de l'isolement moral. Le soleil brûlait cette langue de terre, que les Alliés en débarquant avaient trouvée couverte de céréales verdissantes. 20.000 Français s'y entassaient sur 6 kilomètres de long et 4 de large, parmi les tranchées et les boyaux, les décombres, quelques cyprès poussiéreux, et les croix des tombes. Le sol, saturé d'excréments, exhalait sa puanteur dans l'air chaud, où vibraient de grosses mouches bleues. Ces mouches infectaient les aliments et la boisson des soldats, qui ne les chassaient plus; elles se posaient sur les blessures, comme pour sucer le sang, même à travers la gaze. Pas d'eau potable ; on javellisait l'eau de mer, qui y contractait une saveur désagréable. La viande était frigorifiée dans des bateaux; mais souvent, par suite d'une avarie dans les machines, les soldats touchaient de la viande pourrie ou n'en touchaient pas du tout. Peu de légumes; les pommes de terre même de l'Intendance subissaient les retards des courriers ; les haricots de Dédéagatch en Bulgarie cessèrent d'arriver dans les derniers mois. Alors on tâchait d'y suppléer en pêchant des rougets dans le détroit, soit à la ligne, soit à la grenade ou au filet, dans des barques. Mais il arrivait que les battteries turques d'Asie interrompaient la pêche. Les plus favorisés parvinrent, à partir d'août, à acheter des raisins blancs de Ténédos.

Cette petite île, toute proche, hospitalisait les bataillons qu'on y envoyait au repos, ou les malades qui n'avaient pu trouver place dans les bateaux-hôpitaux. Les rafiots camouflés qui faisaient le service de Seddul-Bahr apportaient les ictériques démangés d'un prurit insupportable aux extrémités, les victimes de la dysenterie ou de la dingue, à la nuque et aux reins douloureux, aux jambes molles. La vue de quelques treilles, de

Photo Kol

LE BOUVET

collines aux lignes douces, d'hommes et de femmes paisibles (il n'y avait pas un seul civil à Seddul-Bahr), les cris gutturaux des enfants montés sur des ânes, à l'ombre des maisons, rendaient un peu de gaieté, un semblant de force, qu'une semaine de presqu'île suffisait à épuiser.

Ainsi passa cet été de 1915. L'irrégularité, la lenteur des correspondances irritaient les exilés. On ne savait rien, on ne comprenait pas. Des actions de détail jetaient les soldats exténués sur les tranchées infranchissables du Kérévès. Seuls les aviateurs s'intéressaient au jeu des forces, suivaient les déplacements des Turcs inquiétés à Suvla. Les canons du front ennemi faisaient moins de mal que ceux, sur rails, de la côte d'Asie. A chaque instant courait le bruit que les monitors anglais, tapis devant l'Ile aux Lapins, ou notre *Henri IV* les avaient détruits.

Photo Rol

DÉBARQUEMENT A MOUDROS

Deux faits nouveaux allaient modifier entièrement la situation. La nomination du général Sarrail au commandement du Corps expéditionnaire d'Orient (voir fascicule VII), et l'entrée en guerre de la Bulgarie.

Ancien chef d'une armée sur le front de France, le général Sarrail n'entendait pas accepter un commandement si inférieur à celui qu'il venait d'abandonner. Le gouvernement français, déjà disposé à prendre la direction d'une entreprise au succès de laquelle l'Angleterre avait cessé de croire, décida donc la transformation du C. E. O. en une armée d'Orient (août 1915). Des renforts furent promis au général Sarrail, et il fut entendu que celui-ci ne quitterait la France qu'avec eux. Invité par le ministre de la Guerre, M. Millerand, à proposer un plan d'opération, le général Sarrail conseilla une expédition sur les côtes d'Asie-Mineure ou un débarquement à Salonique. « Salonique, base d'opérations permet, écrivit le général, une véritable et profitable action militaire. N'est-il pas, en effet, possible d'arriver ainsi, soit à un déclanchement en notre

Photo Rol

VUE DE SEDDUL-BAHR

Photo Rol

LA FLOTTE ALLIÉE VUE DU PORT DE SEDDUL-BAHR

faveur des États balkaniques hésitants, soit au moins au renforcement de l'armée serbe, qui pourrait ainsi, pour une action défensive comme pour un acte offensif, recevoir aide et appui?» Rien n'était encore résolu quand survint la mobilisation bulgare. Le 25 septembre, le Conseil des ministres décidait alors l'envoi à Salonique d'une des divisions françaises présentes aux Dardanelles, celle du général Bailloud. Resterait-on pourtant encore à Gallipoli? Sarrail, avant de s'embarquer le 7 octobre pour Salonique, demandait le maintien de l'armée anglaise aux Dardanelles. Mais les gouvernements furent d'un autre avis. Sir I. Hamilton fut remplacé par le général Monro, qui eut mission de préparer l'évacuation. La situation de nos contingents à Seddul-Bahr était chaque jour plus pénible. Quand les Allemands purent librement, à travers la Bulgarie alliée, ravitailler les Turcs, les obus cessèrent d'éclater en un petit nombre de gros morceaux peu dangereux; les batteries d'Asie parlèrent plus souvent. Les blessés devenaient aussi nombreux que les malades. Il fallut partir. Les dernières semaines furent dures. Un veilleur, posté sur une éminence, embouchait une trompe pour prévenir les troupes du secteur, chaque fois que le feu de l'explosion brillait aux bouches des canons d'Asie. Le 20 décembre, pendant que l'on feignait une attaque vers Krithia, eut lieu sans encombre le rembarquement des Britanniques du secteur Gaba Tépé-Suvla. Le 4 janvier 1916, ce fut le tour des Franco-Sénégalais du général Brulard. Le 9 janvier au matin, les derniers soldats anglais quittaient Gallipoli.

Ainsi l'expédition des Dardanelles, après avoir suscité tant d'espoirs, avait lamentablement échoué. L'expédition de Salonique serait-elle plus heureuse?

## SARRAIL A SALONIQUE

L'entrée en guerre de la Bulgarie surprit profondément les gouvernements alliés. Jusqu'au dernier moment, l'Entente espéra obtenir l'alliance

Section Phot. de l'Armée

CAMP DE ZEITENLICK

GÉNÉRAUX SARRAIL ET BAILLOUD, PRÉSIDANT A L'EMBARQUEMENT DU 176e

de Sofia. En Russie, en Angleterre, les sympathies à l'égard des Bulgares étaient anciennes et vives. En France, les événements de 1913 avaient singulièrement refroidi les sentiments. Cependant la France s'associa sans réserve aux efforts entrepris pour décider la Bulgarie à se joindre aux Alliés.

Le roi Ferdinand de Cobourg et son premier ministre, M. Radoslavof, souhaitaient l'abolition du traité de Bucarest et la restitution à la Bulgarie des territoires macédoniens, perdus en 1913. Dès le 5 août 1914, M. Sazonof envisagea une cession par la Serbie des districts de Chtip et de Kotchana. La Serbie et la Grèce, liées par un traité d'alliance dirigé contre la Bulgarie, considérèrent avec méfiance ces intentions de l'Entente. Les deux pays redoutaient les ambitions bulgares et estimaient qu'il fallait plutôt surveiller ou au besoin mâter la Bulgarie que tenter de la séduire. En outre, Serbie et Grèce tenaient essentiellement à garder une frontière commune afin de pouvoir s'aider mutuellement. Or la Bulgarie réclamait au minimum la cession de Monastir et des environs jusqu'à la frontière albanaise; de plus elle exigeait que ces territoires lui fussent remis immédiatement. D'accord avec le gouvernement serbe, le Premier ministre de Grèce, M. Venizelos, avait, en août 1914, gardé la neutralité. Mais il avait maintenu sous les armes plus de cent mille hommes, afin d'être prêt à la riposte en cas d'intervention bulgare. Constantin de Grèce, tout dévoué à son beau-frère Guillaume II, jalousait et haïssait M. Venizelos. Entre les deux hommes allait s'engager une lutte qui se poursuivra encore, la guerre finie.

Photo Chusseau Flaviens

LE TSAR FERDINAND DE BULGARIE

Après l'intervention turque, au début de 1915, les Alliés, et en particulier l'Angleterre, pressèrent M. Venizelos de céder aux Bulgares Kavalla et Drama, moyennant d'importantes concessions en Asie mineure. Le Premier grec s'y résigna, et il autorisa les Serbes à abandonner une partie importante de la Macédoine orientale, autorisation que rendait nécessaire le traité serbo-grec de 1913. Seulement les Bulgares contractèrent un emprunt à Berlin et à Vienne. Devant cette preuve nouvelle des intentions bulgares, M. Venizelos retira ses concessions. Quelques semaines après, les négociations reprirent entre la Grèce et les Alliés. Cette fois, il s'agissait d'obtenir la coopération de la Grèce à l'expédition des Dardanelles. M. Venizelos se montra favorable, mais il se heurta à l'opposition irréductible du roi et donna sa démission (6 mars 1915).

Il faut reconnaître que la Russie, qui redoutait maintenant les ambitions helléniques sur Byzance, ne fit rien pour faciliter la tâche du Premier ministre. D'autre part, certaines objections techniques présentées par l'État-Major grec ne se montrèrent que trop fondées (impossibilité de forcer les Dardanelles par une action navale isolée). Sans se décourager, les Alliés soumirent, en avril, au nouveau cabinet d'Athènes, présidé par M. Gounaris, un autre plan d'intervention contre les Turcs, M. Gounaris accepta, à condition que l'intégrité territoriale de la Grèce fût garantie. Mais l'Entente, toujours désireuse de rechercher l'accord avec les Bulgares, refusa tout engagement de ce genre. Le 8 juin, la Chambre hellénique ayant été dissoute, les élections, malgré la pression gouvernementale, aboutirent à une victoire des venizelistes. Constantin temporisa plus de deux mois avant de rappeler au pouvoir M. Venizelos. Il ne s'y résigna que le 22 août. Mais, durant cet intervalle, le roi avait pris envers Guillaume II l'engagement de rester neutre, en cas d'attaque combinée germano-bulgare contre la Serbie. En échange, l'Allemagne lui avait garanti l'intégrité territoriale du royaume. De leur côté, les Alliés continuaient d'inviter la Grèce et la Serbie à se montrer accommodantes à l'égard de la Bulgarie. Après avoir hésité, la Serbie finit par consentir aux « sacrifices indispensables », selon les termes mêmes d'un ordre du jour de la Skoupchtina (Chambre serbe). M. Venizelos, de son côté, ne s'opposa pas à l'attribution de Monastir à la Bulgarie, moyen-

Photo Manuel

CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA CERNA

nant le partage de l'Albanie entre la Grèce et la Serbie afin que ces deux pays restassent limitrophes. Le 14 septembre, les ministres de l'Entente présentèrent de façon officielle leurs offres à Sofia. Mais, depuis le 17 juillet, la Bulgarie était l'alliée de l'Allemagne, et la Turquie, pour fortifier la résolution du roi Ferdinand, promit d'abandonner sans compensation une partie de la voie ferrée de Dédéagatch. Aux propositions des Alliés, la Bulgarie répondit par la mobilisation (22 septembre). M. Venizelos répliqua par la mobilisation de l'armée grecque. (Constantin, après avoir hésité, signa le décret). Sur la demande de M. Venizelos, l'Angleterre et la France acceptèrent d'envoyer à Salonique les contingents nécessaires pour compléter les effectifs — 150.000 hommes — qu'au terme de son pacte d'alliance la Serbie devait réunir en Macédoine méridionale. Mais la Bulgarie continuait de protester de ses intentions pacifiques. L'Entente ne permit donc pas à la Serbie d'attaquer sans délai l'armée bulgare, avant que celle-ci ne fût entièrement mobilisée. Ainsi fut perdue, peut-être, l'occasion d'en finir aussitôt avec la Bulgarie.

Aussi quand, le 12 octobre, le général Sarrail débarqua à Salonique, il se trouva en présence d'une situation militaire et politique critique, sinon désespérée. Pressés par les Austro-Allemands au nord et les Bulgares à l'est, les Serbes reculaient. Belgrade était prise. M. Venizelos n'était plus à la tête du gouvernement grec. Le 4 octobre, à la Chambre d'Athènes, M. Venizelôs avait déclaré que l'armée hellénique mobilisée pourrait avoir à combattre les Austro-Allemands aussi bien que les Bulgares. La Chambre avait approuvé le président du Conseil. Mais le roi, tancé par le ministre d'Allemagne, blâma M. Venizelos, le désavoua, et celui-ci préféra démissionner, plutôt que de provoquer un conflit violent avec la Couronne. Les représentants des Alliés laissèrent faire. Constantin put, tout à son aise, confier la direction des affaires à un ministère présidé par M. Skouloudis, qui, illégalement, prononça la dissolution de la Chambre. M. Venizelos invita ses partisans à s'abstenir, et, aux élections du 19 décembre, tous les candidats « royalistes » passèrent donc sans concurrents, avec un nombre de voix très faible. Constantin et M. Skouloudis refusèrent de se porter au secours de la Serbie sous prétexte

Section Phot. de l'Armée

MONTATHOS. MONASTÈRE DE XÉNOPHON

que le traité de 1913 ne prévoyait pas le cas où deux puissances non balkaniques seraient les alliés de la Bulgarie.

Cependant la mobilisation de l'armée hellénique — désormais inutile — continua. Cinq corps d'armée de trois divisions furent rassemblés bientôt autour de Salonique. Rien ne garantissait que ces forces considérables ne se joindraient pas quelque jour aux Germano-Bulgares contre les Serbes et leurs Alliés, encore bien peu nombreux sur la terre de Macédoine.

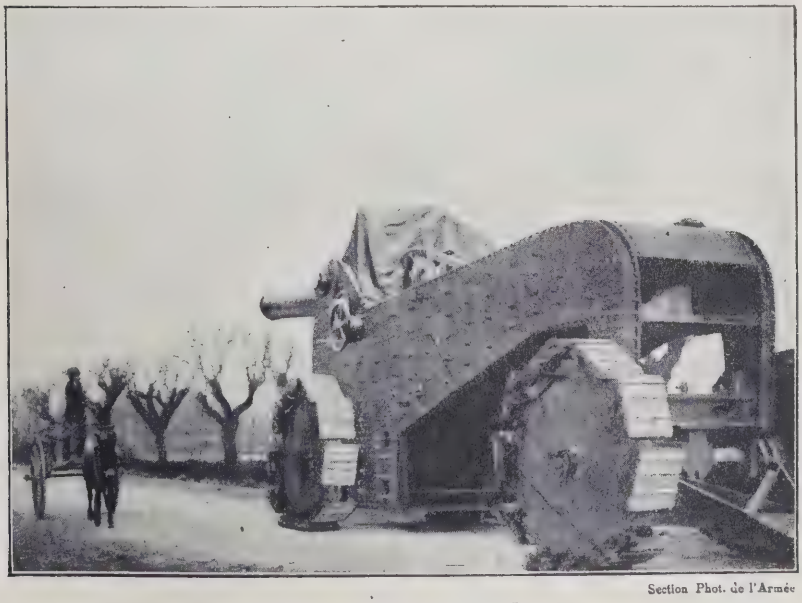
Section Phot de l'Armée

TOPIN. REMISE DE DÉCORATION PAR LE GÉNÉRAL MAHON

A son arrivée à Salonique, le général Sarrail ne trouva là que deux divisions, une française (la 156e), et une britannique, venues toutes deux des Dardanelles. Quelques jours après, deux autres divisions françaises, retirées dufront occidental (la 57e et la 122e), débarquèrent.

Nous avons dit ailleurs les difficultés auxquelles à Paris se heurtait le gouvernement pour envoyer à « l'armée » d'Orient les renfort promis. Mais, heureusement, le général Sarrail allait montrer que son talent était à la hauteur du péril. Il avait du coup d'œil. Il savait méditer longuement un dessein dans le silence. Il savait aussi et surtout se décider à l'improviste dans la crise même du danger, d'autant plus maître de lui que les circonstances étaient plus troublantes. D'un mot, d'un geste, à l'instant critique, il donnait l'ordre décisif, inspirant à ses collaborateurs confiance, goût d'agir, foi dans le succès. Un peu vif dans les détails et volontaire parfois, mais calme et patient dans la grande méditation. C'était un chef.

Au début des opérations, il n'existait aucun plan pour l'emploi des forces alliées. Le gouvernement britannique avait donné ordre à ses contingents de rester simplement à Salonique. Le gouvernement français, après avoir songé à mettre ses troupes à la disposition des Serbes vers Nisch, s'était rallié à l'idée du général Sarrail : constituer en Macédoine méridionale un secteur français, ce qui permettrait aux Serbes, qui l'occupaient, de rallier leur armée aux prises avec les Autrichiens.



Section Phot. de l'Armée

SANDRIGO. CANON ITALIEN DE 300

Les trois divisions françaises furent donc, dès leur arrivée, poussées en avant. L'une rayonna autour de Krivolac, près du confluent de la Cerna et du Vardar, le grand fleuve dont la vallée, utilisée par un chemin de fer, constitue la seule voie d'accès facile en Serbie. Une autre essaya de tendre la main aux Serbes vers Prilep. La dernière, soutenue par une brigade britannique, assurait, malgré les attaques bulgares, les communications avec Salonique. De la fron-

tière serbo-grecque à cette ville, il y avait plus de 80 kilomètres, tenus par les cinq corps d'armée grecs qui, réunis en Macédoine, isolaient Salonique. La position de la petite armée française, jetée ainsi à plus de 200 kilomètres de sa base, n'ayant pour toute ligne de communication qu'une voie ferrée, d'ailleurs aux mains des Grecs qui gênaient tant qu'ils pouvaient nos transports, était plus que précaire. Les instructions de Paris laissèrent le général Sarrail libre de se maintenir sur place ou de se replier, suivant les circonstances. Après avoir, jusqu'à fin novembre, tantôt attaqué, tantôt résisté à de nombreuses attaques la retraite générale des Serbes vers l'Albanie décida le général Sarrail à se décrocher : il ne pouvait plus espérer se joindre aux Serbes, et il pouvait être encerclé. L'ordre de repli fut donc donné.

Section Phot. de l'Armée

PONT SUR LA STROUMA. GARDE FRANCO-ANGLO-GRECQUE

C'était une opération difficile; il faisait un froid rigoureux, 15 à 20 degrés au-dessous de zéro; il n'y avait pas de routes; tout le matériel devait être évacué par un chemin de fer à voie unique. Les Bulgares cherchèrent à couper notre ligne de communication, à envelopper notre arrière-garde; ce fut en vain. Une série de têtes de pont fortifiées arrêtèrent tous leurs efforts, à Demir Kapou, au nord, puis au sud de Stroumitza — station, à l'extrême-frontière serbe. Nos arrière-gardes, restées dans ces têtes de pont, purent toujours se dégager à temps, après avoir résisté autant qu'il le fallait pour évacuer le matériel, assurer l'écoulement des colonnes de troupes et fortifier de nouvelles positions de repli. Le 15 décembre, nos trois divisions, avec tout leur matériel, se trouvaient heureusement réunies aux environs de Salonique. Ce repli nous avait coûté environ 1.500 hommes. Les Grecs, qui connaissaient le pays et savaient que les Bulgares avaient un effectif 4 à 5 fois supérieur au nôtre, ne purent s'empêcher de comparer cette retraite à celle de Moreau en 1796.

Dès leur retour de Serbie, les trois divisions françaises, conjointement avec les cinq divisions britanniques successivement débarquées à Salonique, travaillèrent à l'établissement d'un vaste camp retranché qui s'appuyait à l'ouest au Vardar, à l'est au golfe d'Orfano. Les Bulgares, de leur côté, s'étaient arrêtés à la frontière; l'armée française avait détruit la voie ferrée en se repliant; les ravitaillements n'arrivaient donc aux troupes ennemies qu'avec les plus grandes difficultés. De plus il y avait des échanges de vue entre Vienne, Berlin et Sofia pour arrêter la ligne de conduite à tenir; les Bulgares, comme les Autrichiens, ont en effet, pendant toute la guerre, souvent émis des prétentions qui allaient nettement à l'encontre des desseins allemands. Ce temps d'arrêt permit aux Alliés de fortifier Salonique. Le camp retranché prit bientôt tournure; il ne pouvait plus être facilement attaqué, dès le mois de janvier 1916.

Autant que contre ses ennemis déclarés, Bulgares et Austro-Allemands, autant même que contre les Grecs, dont, malgré les assurances officielles de « neutralité avec le caractère de la plus sincère bienveillance », les agissements retenaient bien légitimement son attention, le général Sarrail eut à lutter, dans son pays et chez les Alliés, contre les intrigues de tous les adversaires déclarés de l'expédition de Salonique.

Farouche partisan, disait-il, de la neutralité de son pays, le roi de Grèce n'avait pas été long à s'apercevoir que la France et l'Angleterre n'avaient

pas en Orient la même ligne de conduite. Il multiplia par suite ses intrigues, n'épargna rien pour semer la division dans l'Entente, créa mille difficultés aux contingents débarqués à Salonique, et crut finalement pouvoir tout se permettre, assuré qu'il croyait être de l'impunité, par suite des divergences réelles de vue qui existaient sur les problèmes balkaniques entre Paris, Londres et Saint-Pétersbourg.

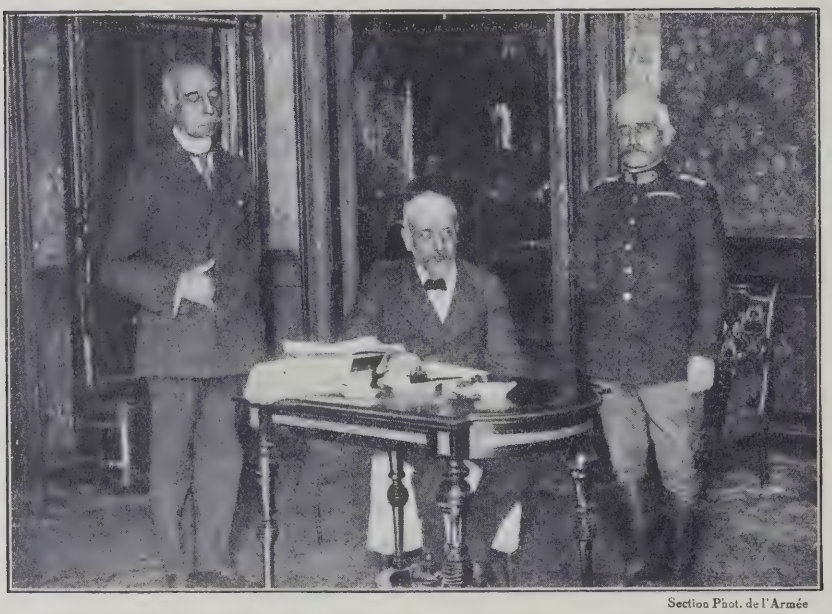
En France, le G. Q. G. avait été hostile à l'intervention aux Dardanelles ; il se montra l'ennemi irréductible de l'expédition de Salonique. C'était, à son avis, sur le théâtre principal des opérations, c'est-à-dire sur le front français et non sur celui de l'Orient, que le succès devait être recherché et pouvait seulement être obtenu. Le général Joffre avait fait sienne cette doctrine et s'entendait avec le War Office ou le commandement britannique pour faire échouer toutes les suggestions gouvernementales françaises, tendant à renforcer le contingents débarqués en Orient. La théorie chère au G. Q. G. avait toujours trouvé, on le sait, un puissant adepte dans M. Clemenceau, président de la Commission de l'armée du Sénat et directeur de l'*Homme Enchaîné*. M. Briand, alors président du Conseil, ne pouvait envoyer un homme en Orient sans encourir les foudres clemencistes. L'expédition de Salonique était, en d'autres termes, devenue une machine de guerre contre le ministère. En vain, pour forcer le G.Q.G. à ne pas se désintéresser des Balkans, M. Briand eut-il l'idée, en décembre 1915, de mettre le général commandant en chef l'armée d'Orient sous les ordres directs du général Joffre. Rien ne fut changé : il n'y eut que des heurts plus fréquents. Il fallut attendre l'arrivée de M. Painlevé au ministère de la Guerre, pour que l'armée d'Orient ne fût pas traitée en parente pauvre.

Section Phot. de l'Armée

DEMIR KAPOU. — DÉBARQUEMENT DU 235e RÉGIMENT D'INFANTERIE

En Angleterre, le roi George était le cousin de Constantin ; le roi de Grèce invoquait, par suite, l'appui de Londres pour couvrir certains de ses agissements. De plus, lord Kitchener n'avait jamais été favorable à la participation de son pays dans le règlement par les armes de la question balkanique. Comme il le déclarait nettement, lors d'un passage à Salonique, les intérêts britanniques se trouvaient uniquement du côté de Suez. C'était en Égypte, puis en Asie mineure, qu'il fallait transporter toutes les forces britanniques, envoyées malgré lui à Salonique. Lorsque, sur les instances de M. Briand, Londres se décida à envoyer des renforts en Orient, le War Office ne les munit pas d'artillerie de montagne, ne leur donna qu'un embryon d'artillerie lourde, et ne les dota pas de moyens de transport suffisants. Une seule division fut ainsi susceptible de participer à la guerre de mouvements. Les cinq autres restèrent plus ou moins immobiles aux environs des voies ferrées ou rivées à la baie de Salonique.

Plus tard, au cours de 1916, l'arrivée successive des contingents russes, des Italiens, des Albanais, puis de l'armée serbe (qui, parvenue aux côtes adriatiques, avait été transportée par notre marine dans l'île de Corfou et réorganisée) ne fit qu'empirer les rapports des puissances de l'Entente en Macédoine. On aurait pu espérer que les Bulgares, qui devaient tout à la Russie, ne combattraient qu'à contre cœur les troupes du tsar : il n'en



Section Phot. de l'Armée

AMIRAL COUNDOURIOTIS, VENIZELOS, GENERAL DANGLIS

fut rien. La division russe, venue en Orient, avait été affectée à ce théâtre d'opérations pour empêcher le prélèvement d'une division française sur le front occidental. Les hommes ne connaissaient pas le fusil français, dont ils venaient d'être armés. Ils arrivaient sans artillerie. Dans ces conditions, il fut nécessaire de les adjoindre, soit à l'armée française, soit à l'armée serbe, et il y avait des éléments russes qni n'acceptaient pas la soumission éventuelle au commandement serbe. D'autre part, les Grecs, comme les Anglais, voyaient d'un mauvais œil la présence de troupes russes non loin de l'isthme du mont Athos, où se trouvait un couvent de plus de 3.000 moines russes, et où, après la guerre, les Russes, assuraient certains diplomates, voulaient établir une base navale leur permettant de rayonner dans la Méditerranée.

Les Italiens avaient fourni une division en août 1916, et avaient occupé une partie de l'Albanie avec un corps d'armée indépendant. Ils étaient venus renforcer les Alliés, surtout afin d'acquérir l'Albanie, et ils espéraient que le concours prêté aux armées de Salonique leur serait largement escompté, au moment du règlement final, surtout s'ils avaient déjà pu s'implanter définitivement dans une partie de l'Albanie. Ils ne pouvaient, par suite, admettre que la France eût envoyé à Salonique, avec 5 à 600 Albanais, Essad Pacha, qui avait intrigué tantôt pour l'Italie, tantôt pour l'Autriche, parfois pour la Serbie, et finalement semblait représenter l'Albanie ententiste. Ils avaient également des prétentions sur l'Epire albanaise, occupée par les Grecs. Ils étaient par suite hostiles à la plus grande Grèce et même à la Grèce telle que l'avaient faite les dernières guerres balkaniques; ils avaient enfin montré une véritable animosité à l'égard des Serbes, au moment où les débris des armées du roi Pierre avaient dû se replier sur les côtes de l'Adriatique. Les rapports des Italiens avec les Albanais, comme avec les Grecs ou les Serbes ne pouvaient, par suite, qu'être hérissés de difficultés.

Il ne faut pas enfin oublier que les Serbes avaient à se plaindre, de leur côté, de l'inobservation

Section Phot. de l'Armée

BAS-VARDAR, PISTE INONDÉE DE L'OUVRAGE A 5

par les Grecs de leur traité d'alliance, et auraient peut-être pu trouver que les grandes puissances les avaient abandonnés au moment le plus douloureux de leur lutte contre l'Autriche.

A un autre point de vue, l'organisation même du commandement chez les Alliés n'aplanissait pas les difficultés dues à la situation générale diplomatique. Le général Sarrail était le commandant en chef de l'armée française d'Orient, mais n'avait aucun ordre à donner à l'escadre française, qui dépendait de l'amiral britannique, commandant dans ces parages. Le général Mahon, chef des contingents britanniques, était indépendant du général Sarrail, mais obéissait au général britannique qui commandait en Égypte Il fallut attendre jusqu'en janvier 1916, pour que le général Sarrail, grâce aux instantes démarches faites à Londres par M. Briand, prît le commandement général des forces françaises et britanniques débarquées à Salonique. Après l'arrivée des Russes, des Serbes et des Italiens, on détermina, en juillet et août de la même année, les conditions particulières à chaque nation, dans lesquelles il exercerait le commandement en chef des forces alliées en Orient.

Ces quelques indications générales suffisent à expliquer les causes réelles de certains événements. Elles montrent en outre combien il était aisé, pour les chancelleries, comme pour les membres des conférences interalliées, de rechercher et de trouver une foule de solutions à seule fin de paralyser sur le front macédonien toute initiative et même toute velléité d'agir, solutions d'ailleurs généralement bâtardes, faites de longues tractations, parfois de compromissions, et dont l'adoption avait surtout été due à leur caractère essentiellement négatif.

## LES RAPPORTS AVEC LA GRÈCE

A la fin de décembre 1915, des avions allemands vinrent bombarder Salonique. Les Germano-Bulgares estimaient donc que cette ville n'était pas en territoire neutre. D'ordre du général Sarrail, les consuls allemands, autrichiens, turcs et bulgares furent aussitôt arrêtés et dirigés sur la France. La Grèce protesta, au nom de sa souveraineté méconnue, comme elle avait protesté dès que nous avions creusé des tranchées pour nous défendre à Salonique. Elle protesta encore quand, en janvier 1916, un bataillon français alla, à une centaine de kilomètres de Salonique, faire sauter le pont du chemin de fer de Démir Hissar, sur la Strouma, pont qui aurait permis le transport de matériel de siège venu de Constantinople. Elle protesta enfin quand les Alliés occupèrent la batterie de Kara Bouroun, qui tenait sous son canon la rade de Salonique avec les escadres alliées qu'elle renfermait, batterie que l'autorité militaire hellénique faisait fiévreusement renforcer.

Sect. Phot. de l'Armée

SALONIQUE, LA TOUR BLANCHE

Les troupes franco-britanniques n'avaient pas cessé de remuer la terre pour rendre Salonique imprenable, quand, au printemps de 1916, elles reçurent l'ordre de sortir du camp retranché. Par une marche en avant, par une concentration à la frontière, il fallait placer les Bulgares sous la menace d'une attaque et par suite leur enlever leur liberté d'agir sur d'autres théâtres d'opérations.

L'armée du général Sarrail comprenait alors, au moins sur le papier, un effectif de deux cent mille hommes, dont moitié à peu près de Français. Plus de cent mille Serbes, dont le débarquement s'effectua aux environs du

Section Phot. de l'Armée

ROUTE DE SALONIQUE A SÉRÈS

1er juin, allaient constituer un renfort précieux, sans parler des Italiens et de la brigade russe venue d'Arkhangel. Mais les chiffres véritables différaient sensiblement de ceux que contenaient les états du G. Q. G. Les divisions françaises comptaient non 88.000 combattants, mais la moitié à peine et, durant l'été, le paludisme et la dysenterie allaient encore affaiblir notablement nos effectifs. En face, l'armée bulgare, stationnée encore le long de la frontière, restait un adversaire redoutable, et, derrière nos lignes, les corps grecs, demeurés aux environs de Salonique, continuaient d'observer une attitude ambiguë.

La sortie du camp retranché, qui avait été prescrite, eut donc lieu par bonds successifs pour pouvoir faire face à toute éventualité, et, lorsque le contact avec l'ennemi fut porté à la frontière, les Bulgares répondirent par une opération en Macédoine orientale.

A leur entrée en Grèce, les Bulgares auraient dû être arrêtés par les forts qui jalonnent la région. Mais, à la suite de tractations entre Sofia et Athènes, ces forts avaient été désarmés et le principal, l'ouvrage de Rupel, qui maîtrisait le couloir de la Strouma, fut livré aux Bulgares, après un simulacre de défense (mai 1916). Les Bulgares pouvaient désormais s'avancer sans crainte jusqu'aux portes de Sérès.

Cette félonie du gouvernement grec détermina une réplique. Le 3 juin, l'état de siège fut proclamé à Salonique et dans toute la Macédoine occupée par les Alliés. Le gouvernement britannique avait fini par ne plus s'opposer à cette mesure, qu'à diverses reprises le général Sarrail avait réclamée. De ce jour, la police grecque obéit au commandant en chef allié, et non à Constantin; le contrôle de la poste ne fut plus à la merci des autorités hellènes; la T.S.F. grecque ne put plus brouiller nos télégrammes, le chemin de fer fut enfin entre nos mains.

A l'avance bulgare en Macédoine orientale devait répondre une offensive franco-britannique sur les deux rives du Vardar, l'action décisive étant menée par les Français, en direction de Démir Kapou. Mais, à la suite de la proclamation de l'état de siège à Salonique, Athènes et Londres avaient causé. Le 16 juin, quand tout semblait

Section Phot. de l'Armée

ÉCOLE D'AGRICULTURE PRÈS SALONIQUE,
LE GÉNÉRAL SARRAIL VISITE LES JARDINS DE LA FORMATION

arrêté pour l'offensive alliée, le général Milne, commandant les forces britanniques, avait notifié au général Sarrail un télégramme spécifiant que, « la politique du gouvernement britannique n'étant pas dans les Balkans la même que la politique française, l'armée britannique ne prendrait pas part à une action offensive ». Il fallait cependant agir. Les Serbes, réorganisés à Corfou, allaient se concentrer en Chalcidique. Le général Sarrail fit connaître à Paris qu'il attaquerait avec les seuls Serbes et Français. Les Anglais, conformément à leur désir, furent mis sur la Strouma, dans un secteur purement défensif.

EN ALBANIE, HOPITAL MILITAIRE

Ce coup de théâtre amena de nombreuses négociations entre Londres et Paris, ayant pour but de faire coopérer les Britanniques à une offensive qui s'imposait. Une nouvelle donnée compliqua encore le problème, le déclanchement espéré de la Roumanie du côté de l'Entente. Tout gravita bientôt autour de cette question. Le général Sarrail, devenu commandant en chef de toutes les forces alliées en Orient, reçut l'ordre de se préparer à attaquer le 1er août, puis le 4. Le 6 août, il fut avisé que son offensive était ajournée *sine die*. Finalement, il fut informé que son attaque devrait avoir lieu trois jours après la signature de la convention militaire qui s'élaborait avec la Roumanie. Cette convention fut signée le 17 août. Par ordre du général Joffre, l'attaque des Alliés fut fixée au 20.

Le 17, les Bulgares essayèrent de peser sur la Roumanie. Profitant de la liberté d'action qui leur avait été laissée par le G. Q. G. de Chantilly, ils attaquèrent les deux ailes des Alliés. A l'est, sur la Strouma, un détachement mixte français, composé de chasseurs d'Afrique, zouaves et artillerie à cheval, soutint deux engagements fort honorables. Les Bulgares, au lieu de continuer à mordre sur Salonique, préférèrent se répandre dans toute la Macédoine orientale, qu'ils occupèrent en entier. A l'ouest, les Serbes eurent un bataillon rejeté à Florina, une division bousculée à Banica, mais purent déployer leur armée pour couvrir Ostrovo, tandis que deux divisions françaises et une brigade russe opéraient à leur gauche. Le 13 septembre, ils perçaient le centre ennemi à Gornicevo. La lutte allait désormais se poursuivre en direction de Monastir, les Franco-Russes manœuvrant au nord de Florina,

Section Phot. de l'Armée

KORITZA. COMITADJIS ALBANAIS

les Serbes opérant vers la Cerna et cherchant à faire tomber les lignes successives des Bulgares, qui pivotaient sur leur gauche autour du Kaïmackalan et repliaient peu à peu leur droite, lorsque leur centre ou cette droite semblaient faiblir. Finalement, le 19 novembre, Monastir tombait entre nos mains. C'était une véritable victoire. Pour l'exploiter, il aurait fallu des réserves; mais Serbes, Français, Russes, Italiens avaient fondu dans l'engagement. Il y avait bien une solution : prélever quelques régiments sur le front britannique; mais c'était impossible. Au surplus le général Milne, qui avait demandé le secteur de la Strouma, essentiellement défensif, n'avait exigé de ses troupes que des efforts restreints, tandis que se déroulaient les opérations vers Monastir. Il avait par suite permis à plus de 30 bataillons bulgares d'accourir de la Strouma vers la Cerna. L'Angleterre continuait d'agir en Macédoine par sa présence plutôt que par les armes. Le général Sarrail ne put en conséquence pousser vers Démir-Kapou comme il l'avait espéré, et télégraphié à Paris. Le front entier de Macédoine se stabilisa à nouveau.

* * *

L'invasion bulgare du 17 août 1916 avait eu en Grèce des conséquences politiques inattendues. Le 30 août, un pronunciamiento s'était produit à Salonique, La gendarmerie, puis l'artillerie de la garnison avaient déclaré se ranger du côté des Alliés pour combattre le Bulgare, l'ennemi héréditaire. Un comité de salut public avait été constitué. Le général Sarrail, qui avait été souvent invité à ne pas se mêler des questions de politique intérieure grecque, laissa d'abord faire. Néanmoins, lorsque les partisans du comité du salut public commencèrent à échanger des coups de fusils avec la partie de la garnison restée fidèle au roi Constantin, il intervint. Les troupes royalistes remirent leurs armes, et, désormais, en Macédoine, il n'y eut plus que des soldats grecs qui voulaient combattre avec les Alliés. Après une série de pourparlers, le comité de salut public fut remplacé par un « gouvernement de la défense nationale ». Lorsque la situation militaire fut éclaircie sur le front bulgare en faveur de l'Entente, M. Venizelos se rendit à Salonique pour constituer ce gouvernement avec l'amiral Coudouriotis et le général Danglis. La situation de la Grèce devenait ainsi de plus en plus paradoxale. Le gouvernement insurrectionnel de M. Venizelos n'était pas reconnu par l'Entente, mais nous armions et équipions les contingents qu'il mobilisait. Le roi Constantin profitait de ces circonstances anormales pour multiplier les conversations avec Londres, et l'inaction britannique, lors de la campagne qui aboutit à la prise de Monastir, fut un des résultats de cet imbroglio hellénique.

En novembre, sur un ordre venu de Paris, le général Sarrail créa une zone neutre, administrée par des officiers français, au sud de la Macédoine occupée par les Alliés. Tout contact entre partisans de Constantin et de M. Venizelos devenait ainsi impossible, mais cette mesure favorisait le roi de Grèce, car elle empêchait le gouvernement de la défense nationale d'étendre son autorité sur des populations qui semblaient venizelistes. Le roi ainsi affermi sur son trône, il parut possible de négocier avec lui l'achat de matériel dont l'armée Française avait besoin. L'amiral Dartiges du Fournet, commandant de l'escadre de la Méditerranée, fut invité par Constantin à débarquer au Pirée quelques centaines de marins pour prendre possession de batteries de montagnes helléniques. Ce débarquement devait permettre au roi de déclarer à son peuple qu'il ne livrait son matériel de guerre que sous la pression des baïonnettes. Mais, le 1er décembre 1916, nos marins, arrivés à Athènes, furent traîtreusement attaqués. L'amiral fut un instant prisonnier, et ce guet-apens, qui nous coûta une centaine de morts, fut célébré comme une grande victoire par les Grecs et les Allemands. Devant cet attentat, Londres et Paris ne pouvaient que s'entendre : ils exigèrent des excuses et prirent des sanctions. L'armée grecque fut démobilisée, l'armée permanente fut, presque en entier, reléguée dans le Péloponèse; les armes et les munitions cachées dans toute la Grèce durent être livrées; des commissions interalliées furent chargées d'exercer une étroite surveillance sur l'exécution de ces diverses mesures. Une série de personnalités politiques ou militaires furent expulsées. (MM. Gounaris, Papoulas, Metaxas, Dousmanis notamment). Les Grecs s'efforcèrent par tous les moyens d'éluder les conditions qui leur avaient été imposées en s'appuyant tantôt sur une puissance, tantôt sur une autre. En même temps Constantin réclama à cor et à cri l'envoi

en Macédoine de troupes allemandes, auxquelles il promettait le concours de ses contingents, qui attaqueraient nos derrières.

Mais le règne de Constantin touchait à sa fin. Depuis un an, les puissances de l'Entente avaient adopté à l'égard du roi de Grèce une attitude hésitante. Le général Sarrail, avec ténacité, avait beau dénoncer le péril que constituait pour son armée le maintien sur son trône d'un souverain aussi dévoué à l'Allemagne, ses avertissements n'avaient pas toujours été accueillis sans humeur. M. Briand croyait que notre intérêt bien entendu, ordonnait de travailler à réconcilier Constantin avec M. Venizelos. Unifiée à nouveau, la Grèce pourrait devenir une alliée précieuse dont l'intervention armée sur les champs de Macédoine serait, peut-être, décisive. Renverser un monarque populaire, comme l'était Constantin, était une entreprise aventurée. Certes, les traités donnaient aux Alliés le droit d'intervenir dans les affaires grecques. La France, la Grande-Bretagne et la Russie étaient justement les trois puissances protectrices de la Grèce. Elles avaient, en 1864, garanti à ce royaume un statut constitutionnel. Or, Constantin gouvernait au mépris de la Constitution. Il avait dissous la Chambre deux fois la même année et, comme un monarque de droit divin, entendait se réserver la direction absolue de la politique extérieure. En même temps, la Grèce n'avait pas tenu ses engagements à l'égard de la Serbie. Alliées toutes trois de la Serbie, les puissances protectrices pouvaient considérer l'attitude du gouvernement d'Athènes comme un acte d'hostilité à leur propre égard. Pour légitimes que fussent nos droits d'intervention, M. Briand ne croyait pas sage d'en user. Mais sa démission, en mars 1917, coïncidant avec la révolution russe, allait modifier profondément la situation. Si le nouveau président du Conseil, M. Ribot, n'arrivait pas au pouvoir avec un ensemble de vues très arrêtées en ce qui concerne l'Orient, son principal collaborateur, M. Painlevé, ministre de la Guerre, était un partisan déterminé de l'expulsion de Constantin. En même temps, la Commission sénatoriale des Affaires étrangères approuvait un long rapport d'un de ses membres, M. Jonnart, ancien ministre des Affaires étrangères, très hostile à la cour d'Athènes, et où l'on réclamait « la nomination à Athènes d'un mandataire unique des puissances protectrices... capable d'assurer aux résolutions des Alliés l'esprit de suite, la fermeté et la dignité ». A la fin de mai, le Gouvernement français se décida à agir sans tarder. Il obtint de l'Angleterre l'approbation de ses projets. M. Jonnart, nommé haut commissaire des puissances protectrices, partit en hâte pour la Grèce. Après s'être mis d'accord, à Salonique, avec le général Sarrail, M. Jonnart se transporta en rade de Salamine près d'Athènes, et là exigea du président du Conseil, M. Zaïmis, le départ de Constantin (10 juin 1917).

Pour appuyer sa notification, une division française et 500 Anglais descendirent en Thessalie, tandis qu'un détachement mixte français allait occuper l'isthme de Corinthe et qu'une division française, commandée par le général Regnault, suivie par un régiment russe et par 500 Britanniques, débarquait au Pirée pour tenir Athènes.

Constantin n'entreprit pas de résister. Le 11 juin, il accepta de quitter la Grèce, en compagnie de son fils aîné, le diadoque. Trois jours après, il partit pour l'Italie et la Suisse. Son second fils, Alexandre, fut proclamé roi. Après quelques jours de transition, M. Venizelos vint à Athènes remplacer M. Zaïmis. Dirigée par lui, la Grèce unifiée allait aussitôt déclarer la guerre à l'Allemagne et à ses Alliés.

## LE RÉGIME FRANÇAIS EN MACÉDOINE

La délivrance de la Grèce — préface de la victoire — apportait enfin à l'armée d'Orient le prix de ses souffrances et de ses travaux, de sa lutte incessante contre le sol, le climat, la maladie, la nostalgie, aussi bien que contre le Bulgare.

Ç'avait été d'abord, aux premiers mois, au tournant de 1915-16, l'existence monotone que, vétérans des Dardanelles ou nouveaux venus de France, tous nos soldats avaient, plus ou moins longtemps, menée au camp de Zeitenlick.

C'était, aux portes mêmes de Salonique, une cuvette coupée de ravins noirs. Dans la boue, sous la pluie et le coassement de corbeaux, au bout des cimetières turcs et juifs, qui, de ce côté, rongent la ville, les attelages, les compagnies de mitrailleuses se reformaient. A 20 kilomètres de là se creusaient

les défenses du camp retranché. Un vent glacial prolongeait le terrible hiver, soufflant sur les plateaux, arrachant les piquets de tente. Dans sa vallée rugueuse, le Vardar courait.

Les inondations étaient fréquentes. Un jour, le Vardar inonda un campement à Boundjoular. Un courrier d'armée fut arrêté sur la route de Monastir; la Moglenica débordée interdit l'accès de Vodena, la « ville des eaux ». D'immenses troupeaux de menu bétail, parqués le soir dans des enclos semblables à ceux d'Eumée, paissaient près de là en liberté. Les soldats achetèrent bientôt un agneau ou un cochon pour améliorer leur ordinaire. Le Macédonien, stupéfait de n'être pas pillé, ne comprenait pas l'urbanité de ces soldats qui, pour un peu, eussent « acheté l'herbe des champs ». On pêchait dans le Vardar de beaux brochets; la nuit, à la lueur d'une lanterne, chaussé de ces grandes bottes de caoutchouc que fournissait l'Intendance, on s'enfonçait dans les marais pour capturer de gigantesques grenouilles.

Puis, l'été venu, l'armée, sortie du camp retranché, avait pris contact avec l'ennemi. La partie de l'armée, — surtout des Français, — qui opérait sur la rive droite du Vardar connut l'ombre rare des chênes verts et des mûriers, la fraîcheur des sources blanches. Mais les troupes restées sur la rive gauche souffraient, accrochées aux pentes dénudées que hantaient les éperviers et les vautours. Depuis mars, on avait pris préventivement de la quinine. Pourtant des cas de paludisme étaient signalés. Dès la fin de mai, on enregistrait 40° à l'ombre. Et l'ombre était rare. La plaine, abreuvée et fécondée en trois mois, commençait à sécher. Des indigènes, surtout parmi les enfants, mouraient. Des bruits sinistres circulaient : Karasouli, sur le Vardar, n'était-il pas le vilayet de la mort? Des accès pernicieux emportèrent en quelques heures les soldats intempérants. Puis ce fut le contingent journalier des paludéens, qu'on renvoyait à l'arrière, décimant les compagnies au moment où les opérations allaient redevenir actives. Des nuées de moustiques sortaient le soir des lacs, pendant que les collines mauves, sous la lumière atténuée, se voilaient de mansuétude. Mais le soldat détestait ce paysage perfide. S'il lui arrivait d'aller à cheval le soir, il y avait des endroits où les moustiques le frappaient au visage comme des grêlons.

Les plus robustes succombaient. L'accès prenait tout à coup : un frisson parcourait l'échine, la tête tournait, la gorge brûlait, on tombait quelquefois. Les cercueils découverts où les indigènes portaient leurs enfants, jaunes comme des figures de cire, croisaient nos enterrements, De janvier à septembre 1916, dans la seule armée française, il y eut plus de 16.000 cas de paludisme. Ceux que le fléau épargnait finissaient par le braver, comme s'ils étaient protégés contre lui par un mystérieux ascendant, et, voyant leurs camarades atteints, malgré la quinine et les moustiquaires, riaient des précautions et ne s'interdisaient pas les excès : phénomène assez semblable à ce qui se passa pour les pestes d'Athènes et de Florence.

En 1916, point d'autre réconfort pour les soldats fatigués ou nostalgiques qu'aller en permission à Salonique. Une faible brise soufflait le soir sur la jetée au bas de laquelle on voyait se balancer les barques grecques. La tour Blanche ralliait les permissionnaires autour des tables installées en plein air, dans les jardins, sous les guirlandes et l'œil rouge des lanternes vénitiennes. L'orchestre des tziganes en vestes rouges faisait grincer les violons. Serbes, Russes, Français, Anglais oubliaient là, pour quelques heures, Kenali ou le grand Ravin. La nuit se terminait souvent dans les ivresses brutales, le fracas des verres cassés, des tables renversées, que dominait encore, sur la scène, les castagnettes et les cris rythmés d'une danseuse frénétique. A l'aube, on rejoignait la gare régulatrice, on s'étendait sur la paille des wagons, et le train vous emportait à travers la plaine brûlée : aux arrêts, on apercevait la face morne et les chapeaux de paille des Indo-Chinois qui occupaient le camp retranché, devenu inutile, de Salonique.

La lutte méthodique contre le paludisme ne commença guère avant le printemps de 1917 (1). C'est alors que fut instituée, à l'armée d'Orient, une mission permanente de prophylaxie antipaludique. Une carte du paludisme endémique fut dressée ; elle servit à écarter les troupes des régions les plus malsaines. La mission fit assécher et assainir de nombreuses mares, créer des puisards, établir des canaux d'écoulement, notamment autour de Florina. Soldats et même indigènes furent astreints à une médicamentation préventive. Les

(1) Nous devons beaucoup pour l'exposé qui va suivre aux pages de M. Ancel, dans son intéressant livre sur les « Travaux et les Jours de l'armée d'Orient ».

résultats furent immédiats. En 1917, malgré la forte augmentation des effectifs français en Macédoine, il y eut seulement 13.000 cas de paludisme contre 16.000 l'année précédente. En 1918, le chiffre s'abaissera à 7.000. Même proportion pour la mortalité due au paludisme. En 1916, 379 décès, en 1917, 71 décès, en 1918, 54 décès.

Mais pour fortifier la santé des hommes d'Occident, il importe de mettre à leur disposition durant l'été des aliments frais, légumes et fruits Les soldats de Sarrail se transformeront donc en jardiniers. A l'arrière, dans la zone du repos, potagers, champs modèles, vacheries se créent. En août 1918, le service agricole de l'A.O. pourra ainsi fournir à l'avant plus de 10 tonnes de légumes par jour. Naturellement, les indigènes bénéficieront aussi des résultats de cette activité : quatorze fermes modèles, une école de motoculture furent instituées à leur usage, et la pomme de terre, jusqu'ici ignorée des Macédoniens, pénétra sur les rives du Vardar à notre suite. En même temps, comme l'eau manque, sauf en quelques oasis situées au pied des monts, un service, créé en octobre 1916, entreprend d aménager les sources, de percer des puits, de créer des réservoirs dont quelques-uns de plusieurs milliers de litres et d'installer plus de 200 kilomètres de tuyaux.

Section Phot. de l'Armee

PRILEP, UNE MOSQUÉE

Surtout, dans un but avant tout stratégique, l'armée d'Orient va en deux ans transformer le système routier de la Macédoine. Avant 1915, seuls existent quelques pistes et de mauvais chemins impraticables aux automobiles ; sur les cartes figurent bien deux routes carrossables, de Salonique à Monastir, de Prilep à Kozani ; mais, pendant une moitié de l'année, elles ne sont que des fondrières. Au début de 1916 commence la construction méthodique de chaussées rayonnant de Salonique, vers les avancées du camp retranché. Rien que dans le secteur français seront construits 900 kilomètres de routes neuves et 300 autres kilomètres seront remis en état. De Florina à Santi Quaranta, sur la côte albanaise, une grande route sera créée, voie la plus courte vers l'Italie et la France. Mais plusieurs milliers de camions automobiles eussent été nécessaires pour pouvoir la faire servir au ravitaillement de l'armée. Aussi, après l'expulsion de Constantin, le général Sarrail s'empressa de tirer parti du chemin de fer, tout récemment achevé d'ailleurs, de Salonique à Athènes. De Bralo, au sud de Lamia, en face d'Eubée, à Itea sur le golfe de Corinthe — un jour de mer de Tarente — une route de 60 kilomètres fut rapidement édifiée. Par là circulèrent désormais évacués, permissionnaires, soldats de relève et de renforts. Jamais la Macédoine, depuis l'époque romaine, n'avait connu une telle activité.

## LE RAPPEL DU GÉNÉRAL SARRAIL

Au début de 1917, le gouvernement français avait renforcé l'armée de Salonique. Quatre divisions nouvelles étaient venues rejoindre les quatre déjà présentes. Mais cependant, l'intervention en Grèce exceptée, l'année passa sans grandes opérations militaires.

Au printemps, les forces alliées eurent ordre pour-

tant d'effectuer une offensive sur un large front, pour empêcher, comme en 1916, les Germano-Bulgares de transporter leurs troupes de Macédoine sur un autre théâtre de guerre. Elle ne put avoir lieu qu'en mai, par suite du temps épouvantable dans la haute montagne. La percée du front ennemi était escomptée vers le Dobroljie, comme elle eut lieu en 1918, et elle devait être exécutée par trois divisions, comme elle le fut en 1918. De fortes diversions devaient fixer l'ennemi face à Monastir, comme sur le Vardar et du côté de Doïran. Elles eurent lieu : l'ennemi fut retenu, mais non entamé, et, pour la première fois, les Britanniques craignant le départ de contingents turcs ou bulgares vers l'Asie mineure, s'engagèrent à fond dans deux combats de nuit, qui furent très meurtriers. Mais les Serbes, chargés de l'action décisive, hésitèrent au dernier moment. La révolution russe, l'échec de l'offensive du 16 avril sur le front français, la crainte de voir arriver des renforts allemands prélevés sur le front occidental, avaient troublé le commandement serbe. Toutefois, comme aucune force bulgare n'avait quitté la Macédoine, comme de nouvelles troupes ennemies y étaient même arrivées, la mission imposée aux armées alliées d'Orient était remplie et la défensive put être prescrite.

Pour empêcher les Bulgares de dégarnir leur front macédonien, une opération fut néanmoins effectuée en automne. Il s'agissait de menacer l'extrême droite de l'ennemi ; les Italiens, qui colonisaient l'Albanie du sud, auraient pu nous aider par une diversion. Sans leur concours, la 57e division (général Jacquemot) avança cependant de plus de 30 kilometres et occupa Pogradec, à la pointe sud du lac d'Okhrida. Une nouvelle offensive se déclenchait peu après à l'ouest de cette ville, dans la vallée du Skoumbi, pour manœuvrer l'extrême droite bulgare. Paris donna l'ordre télégraphique de l'arrêter : Rome l'avait demandé. Rome élevait également la voix dans la question du caza de Koritza, qui, ayant proclamé son indépendance, était occupé par un détachement français et était revendiqué par la Grèce et l'Albanie.

Mais cependant Koritza continua d'être administrée par des officiers français, qui y demeurèrent bien des mois après l'armistice et surent y faire régner l'ordre et la prospérité.

Cette campagne d'Albanie devait être le dernier fait d'armes accompli par l'armée d'Orient sous le commandement du général Sarrail. Le 10 décembre 1917, en effet, celui-ci recevait de M. Clemenceau le télégramme suivant : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement, se basant sur des considérations d'ordre général a décidé votre retour en France. » Ainsi prenait fin la lutte que, depuis deux ans, le général Sarrail avait dû poursuivre contre tous ceux, Français et Alliés, qui n'avaient cessé d'intriguer pour obtenir son rappel. Il avait toujours été mal vu du Grand Quartier Général, qui, même après le départ de Joffre, avait, par tous les moyens, combattu le « satrape » de Salonique. Les États-Majors alliés, de leur côté, en particulier celui de l'armée britannique, n'avaient jamais accepté sans arrière-pensée l'autorité supérieure qui lui avait été conférée. Ils affectaient de considérer Sarrail moins comme un général que comme un politicien, peu tenté d'exposer sa réputation militaire en des combats contre le Bulgare, fort désireux au contraire de jouer un rôle en Grèce et de renverser Constantin. Au début de septembre 1916, le bruit courut à Paris que M. Briand allait retirer à Sarrail son commandement. Les journaux donnaient même déjà le nom de son successeur, le général Gouraud. Le président du Conseil, pour mettre fin à la campagne, dut proclamer à la tribune de la Chambre, le 22 septembre, que le gouvernement gardait toute sa confiance au commandement en chef des armées d'Orient. Un mois après, le ministre de la Guerre, le général Roques, fut envoyé à Salonique en mission d'inspection afin de donner aux Alliés — l'ambassadeur d'Angleterre avait multiplié les démarches pour obtenir le rappel de Sarrail — une première satisfaction. Mais le rapport du général Roques fut extrêmement favorable au chef si vivement attaqué, et, en janvier 1917, convoqué par la conférence des Premiers ministres alliés qui se tenait à Rome, Sarrail réussit à faire sa conquête et plut à M. Lloyd George, tout en se heurtant à l'opposition du généralissime italien Cadorna et à celle du général Robertson, le chef d'État-Major britannique. Pourtant, en mai et juin, avant même la chute de Constantin, l'Angleterre recommença, avec l'appui de l'Italie et aussi de la Russie, à se plaindre du général. Mais M. Painlevé et M. Ribot refusèrent énergiquement de sacrifier un chef dans lequel ils avaient confiance. M. Clemenceau devait être d'un sentiment différent. En 1915, quand *l'Homme enchaîné* menait campagne contre l'expédition de

Pour arriver à un événement en
Orient, au lieu d'une opération
en Asie, il pourrait y avoir une
intervention pour la Serbie, à la
suite d'un débarquement à
Salonique.

Il ne peut m'appartenir de
discuter si la situation diplomatique
permet de débarquer en ce point,
j'accorde avec le gouvernement grec.
D'aucuns pensent cependant que,
devant le fait accompli d'un débarquement,
la Grèce pourrait bien ne protester
que pour la forme. Quoiqu'il en
soit, Salonique, base d'opérations,
pourrait une utilité et profitable
action militaire. N'est-il pas,
en effet, possible d'envoyer ainsi,
soit à un détachement en actif

Salonique, M. Clemenceau avait déconseillé au général Sarrail d'accepter le commandement de nos troupes d'Orient. Le général ne l'avait pas écouté, et, dès lors, M. Clemenceau, qui l'avait autrefois fort soutenu, s'était montré plus réservé à son égard. Aussi quand M. Clemenceau devint président du Conseil le rappel de Sarrail fut-il bientôt décidé. En juillet 1917, comme par répercussion lointaine des incidents de France, et par suite de défectuosités dans le régime des permissions — accordées en principe après dix-huit mois de séjour hors de France — des faits d'indiscipline s'étaient produits dans certaines unités d'Orient. L'ordre était complètement rétabli. M. Clemenceau n'en déclara pas moins que l'armée de Salonique était « en dissolution ». Maintenir Sarrail serait, disait-il, prendre une responsabilité effrayante, en cas d'offensive germano-bulgare. A la fin de décembre, les journaux firent connaître le remplacement du général Sarrail par le général Guillaumat. « Le général Sarrail, déclarait la note officieuse... sera appelé à de nouvelles fonctions. » Quelques semaines après, en réalité, l'organisateur de l'armée d'Orient, allait être mis à la retraite. Au moins, à Salonique, son successeur allait-il continuer son œuvre.

Commandant, depuis un an, de la IIe armée, ancien chef du cabinet de M. Messimy, le général Guillaumat était un esprit calme et méthodique. Venu en Orient avec des instructions qui lui prescrivaient l'étude d'un repli, sinon même un rembarquement de l'armée alliée, il comprit très vite qu'il y avait pour nous mieux à faire. La victoire décisive était devenue possible sur le front d'Orient. Pour procéder à une attaque générale, Sarrail a manqué d'hommes et surtout de matériel. Mais, depuis le retour de M. Venizelos au pouvoir, la Grèce procède à une réorganisation militaire qui ne va pas tarder à porter ses fruits. Plus de trois corps d'armée viennent successivement rejoindre, à Salonique, les troupes de « la défense nationale » sous les armes depuis 1916. Et ces forces ne sont pas sans valeur. Pour les mettre à l'épreuve, le 30 mai 1918, Guillaumat fera attaquer par les Grecs l'observatoire fortifié — le Skra di Leguen — que les Germano-Bulgares possèdent sur la rive droite du Vardar, au sud ouest de Guevguéli. En quelques heures l'ouvrage fut enlevé; les Grecs firent 2.000 prisonniers. Les divisions helléniques, qui s'étaient si honorablement comportées, pourraient donc, au moins, relever dans leurs tranchées des Français ou des Serbes, qui reconstitueraient ainsi une masse d'assaut. Mais, avant même l'affaire de Skra di Leguen, la conviction de Guillaumat était faite. Le 1er mars 1918, un rapport au président du Conseil concluait à la possibilité d'une offensive. M. Clemenceau se montra favorable à un projet qui correspondait pourtant si peu à ses anciennes conceptions, et il mit à la disposition de l'armée d'Orient le matériel qui lui avait été jusqu'ici très chichement dispensé : artillerie lourde, avions rapides et même tanks — ceux-ci n'arrivèrent d'ailleurs à Salonique qu'après la bataille. Les circonstances politiques favorisent au reste l'offensive préconisée par Guillaumat. L'Allemagne a dû, pour les renvoyer en France, retirer ses troupes de Macédoine. Les Bulgares demeurent seuls en face de nous, et, après trois ans de lutte, ils se plaignent d'une guerre qui s'éternise. Ils sont mécontents de leurs alliés, qui ne leur ont pas abandonné la Dobroudja entière ; ils commencent à souffrir de la faim. Des mutineries éclatent parmi les unités du front; les désertions y deviennent nombreuses. Bientôt M. Radoslavof sera renversé (19 juin).

La veille, l'armée d'Orient avait reçu un chef nouveau. Après la perte du chemin des Dames et l'arrivée des Allemands sur la Marne, le général Guillaumat avait été aussitôt appelé en France pour devenir gouverneur militaire de Paris menacé. Le général Franchet d'Espérey, commandant du groupe des armées du centre sur le front occidental, vint à Salonique prendre sa place. A lui allait échoir l'honneur de remporter la victoire, déjà en grande partie préparée par ses deux prédécesseurs.

## LES ARMISTICES

Au moment où ils vont prendre l'offensive, les Alliés disposent en Orient de 550.000 hommes dont 300.000 combattants : 8 divisions françaises aux ordres du général Henrys, 4 divisions britanniques (général Milne), une division italienne, 6 divisions serbes (prince royal Alexandre), 9 divisions helléniques, force au moins égale à celle de leurs adversaires bulgares. Mais ceux-ci paraissent formidablement retranchés. En particulier les deux

grandes voies d'accès en Macédoine, la vallée du Vardar et la série de plaines qui s'étalent de Prilep à Servia sont barrées par des rangées nombreuses de tranchées et de batteries. C'est pourtant entre le Vardar et le lac de Doïran que Guillaumat comptait porter son effort principal; les Serbes devaient procéder à une autre attaque au centre, dans le secteur montagneux de la Moglena et du Dobropolié, au nord ouest de Vodena. A peine arrivé, Franchet d'Espérey parcourt rapidement le front de ses armées. Son chef d'État-major, le général Charpy, lui signale que, l'année précédente, Sarrail avait eu l'intention de percer la ligne ennemie en emportant le massif du Dobropolié. Rien de plus indiqué, en effet, qu'une telle opération. Certes la zone montagneuse qui s'étale à l'est de la boucle de la Cerna est d'accès difficile avec ses sommets de près ou de plus de 2.000 mètres, le Sokol, le Dobropolié, le Koziak. Aussi les Bulgares, d'ailleurs, y sont-ils moins sur leurs gardes. Mais si les Alliés franchissent cette barrière, ils arrivent presque sans obstacle dans cette région si importante du haut Vardar et de la basse Cerna; ils coupent en deux le faisceau des armées bulgares, dont ils menacent les communications.

Leur émulation excitée par le succès grec de Skra, les Serbes, merveilleux soldats de montagne, ne se refusaient pas absolument à tenter l'aventure. Le 29 juin, Franchet, qui venait de recevoir de Paris des directives plus que jamais favorables à l'idée d'une offensive générale, se rendit au quartier général serbe. Du haut d'un observatoire de la montagne, il reconnut lui-même les positions bulgares. Puis il annonça au prince Alexandre et au chef véritable de l'armée serbe, le voïvode Michitch, qu'il comptait sur eux pour l'effort décisif. Deux divisions d'assaut française, la 122e et la 17e coloniale, seraient d'ailleurs mises à leur disposition. Après quelques jours de suprêmes hésitations, les Serbes acceptèrent, et aussitôt commencèrent leurs préparatifs, Il s'agissait de concentrer, sur un front de 30 kilomètres, 8 divisions munies d'une artillerie puissante, dans un pays sans route où le ravitaillement était difficile. Il fallait se hâter ; car, pour une offensive, seules convenaient les premières semaines d'automne, à partir de la mi-septembre, après les chaleurs torrides d'août, avant les pluies continuelles d'octobre. Pour dissimuler notre travail, une série de coups de main furent exécutés sur les points les plus variés des lignes ennemies. Le général d'Espérey, dès le 31 août, envoya une instruction précise à ses subordonnés : « L'offensive d'ensemble, écrivait-il, a pour but la rupture du front ennemi et la dislocation des armées bulgares, en vue d'obtenir un succès décisif : *a* une attaque principale centrale menée par des forces franco-serbes doit enfoncer les 2e et 3e divisions bulgares et marcher au plus tôt sur la région Négotin-Kavadar, de façon à couper en deux les armées bulgares ; *b)* quand cette attaque centrale aura progressé et qu'elle constituera une menace pour la ligne de communication du Vardar, des forces anglo-franco-helléniques attaqueront à l'est du Vardar... *c)* l'avance de l'attaque centrale permettra ensuite une action combinée menée par une partie de ces troupes et par l'armée française en direction de Prilep et le développement de nos succès vers l'ouest et le nord jusqu'à la région d'Ouskoub. » Mais, lorsqu'il adressait à ses lieutenants cette directive, Franchet n'avait pas encore reçu des gouvernements alliés l'autorisation d'attaquer. Sans doute, le général Guillaumat, devenu à Paris l'apôtre infatigable de l'offensive d'Orient, s'était employé depuis deux mois à propager son enthousiasme. Le 11 juillet, il avait obtenu, après deux réunions interalliées à Versailles, la mise à l'étude de l'offensive qu'il préconisait. Cependant, les experts britanniques avaient multiplié les objections et, de Salonique, le général Milne invoquait, pour déconseiller toute action, la fatigue de ses divisions. C'est seulement le 4 septembre, à Londres, que Guillaumat, spécialement envoyé auprès de M. Lloyd George, obtint l'assentiment complet du cabinet britannique, Quelques jours après, le 9 septembre, à Rome, MM. Orlando et Sonnino, à leur tour, se proclamèrent convaincus. Le 11 septembre, le général d'Espérey apprenait enfin qu'il était libre de mettre son plan à exécution.

Le 14 septembre, la préparation d'artillerie commence. Six cents pièces de tous calibres — chiffre considérable pour la guerre d'Orient — entrent en action sur les trente kilomètres du front d'assaut. Le dimanche 15 septembre, à 5 h. 30, la droite serbe, renforcée par les deux divisions françaises, sort des tranchées. Munis d'échelles, nos soldats de la 122e escaladent le Dobropolié et le Sokol, qu'ils emportent après une lutte persévérante qui dura jusqu'à la nuit. Plus à l'est, les coloniaux de la 17e et une division serbe enlèvent le Vetrénik et le

plateau de Kravitza, qu'ils conservent en dépit de violentes contre-attaques. En une journée, la rupture du front ennemi est consommée. Sans arrêt, l'artillerie s'avance, et d'autres divisions serbes viennent relever les troupes d'assaut dans la nuit. Le 16 au matin la lutte se poursuit ; les dernières crêtes tombent aux mains des Alliés. Le 17, la gauche serbe atteindra les bords de la Cerna, qu'elle franchira le lendemain. A droite, la progression sera moins rapide, et ce n'est que le 21 que les Franco-Serbes arriveront sur le Vardar, entre Krivolak et Démir-Kapou, capturant les stocks accumulés par l'armée bulgare. Mais, à ce moment, c'est sur toute l'étendue du front macédonien que les Alliés vont de l'avant. Déjà un groupement franco-hellénique (général d'Anselme), maître de la Dzéna, a traversé le Vardar, pendant que, de part et d'autre du lac Doïran, les troupes britanniques, par une vigoureuse attaque frontale, empêchent la gauche bulgare de se porter au secours de la droite en pleine débâcle. Le 22, la cavalerie serbe est arrivée en vue de Gradsko, qui sera prise le 24 après un vif engagement. La veille, la cavalerie française du général Jouinot-Gambetta est entrée à Prilep. Dès lors, toute la droite bulgare, qui porte le nom, devenu inexact, de XI[e] armée allemande, va se trouver isolée, enfermée dans un bassin montagneux, sans issue, lorsque les Serbes, le 27, auront pris Vélès et que, de Prilep, notre cavalerie par un raid hardi aura gagné Ouskub. En même temps, le centre bulgare, déjà aux prises avec les Anglais et les Grecs, voit les Serbes entrer à Ichtip puis à Kotchana, menaçant ainsi directement sa ligne de retraite. Dans ces conditions, si la Bulgarie veut éviter le sort qu'elle a fait subir elle-même à la Serbie et à la Roumanie, il lui faut traiter au plus vite avant que les Alliés ne pénètrent sur son territoire. L'Allemagne et l'Autriche sont incapables, en effet, d'expédier actuellement dans les Balkans les effectifs nécessaires pour sauver Sofia. Le roi Ferdinand et le successeur de M. Radoslavof, M. Malinof, sont d'accord pour proclamer la résistance impossible. Trois plénipotentiaires, le ministre des finances, M. Liaptchef, le général Loukof, l'ambassadeur Radef partent pour Salonique, quartier général de Franchet d'Espérey. Ils arrivent le 28 au soir. Les conditions des Alliés ont été arrêtées un jour auparavant, à la suite d'échanges de vues avec le prince Alexandre et M. Venizelos. Il est entendu qu'aucune paix partielle ne sera consentie ; il ne s'agi a que d'une convention militaire qui éliminera le facteur bulgare, de façon à poursuivre sans arrêt la lutte contre l'Autriche, l'Allemagne et la Turquie. Les délégués bulgares feignent d'abord d'oublier la situation exacte. Ils parlent d'un retour de leur pays à la neutralité de 1914. « Comment neutres ? répond Franchet, vous n'êtes point des neutres, mais des vaincus. » Après avoir encore consulté par T. S. F., M. Malinof, les trois délégués se soumettent, et, le 29 septembre à vingt trois heures, l'armistice est signé. Les sept articles publics consacrent naturellement la victoire des Alliés. D'abord, les Bulgares devront évacuer sans délai les territoires grecs et serbes encore occupés. Ils auront aussi à démobiliser leur armée et à placer sous le contrôle des Alliés leurs armes et tout leur matériel de guerre. Seules, trois divisions pourront demeurer sur le pied de guerre, afin de maintenir l'ordre et protéger les frontières, du côté turc et roumain. Mais tous les éléments restés à l'ouest du méridien d'Ouskub, c'est-à-dire les 90.000 hommes de la XI[e] armée « allemande », seront prisonniers de guerre, tandis que les Bulgares devront, sans réciprocité, libérer tous les prisonniers alliés. Dans un délai de quatre semaines les Austro-Allemands devront avoir quitté le sol bulgare. Enfin une série de clauses secrètes règlent le passage éventuel des Alliés en territoire bulgare, l'occupation possible des points stratégiques (Sofia excepté), des voies de communication et des ports. La Bulgarie n'est pas inutilement humiliée, mais elle est désarmée. Quelques jours après, conséquence de notre victoire, Ferdinand abdique, et son fils Boris est proclamé roi.

Mais la tâche de l'armée d'Orient n'est pas terminée. Le maréchal Mackenzen, prend la direction de toutes les forces germaniques encore éparses au sud du Danube. D'Italie, de Russie, même de France, lui sont expédiés des renforts. Mais la seule voie dont le maréchal dispose, le chemin de fer de Belgrade à Nich a besoin de deux jours et demi pour débiter une division. Les unités austro-allemandes s'exposent donc à être battues, les unes après les autres, si leur concentration ne s'effectue pas très en arrière, autour de Belgrade. Mackenzen ne peut se résigner à abandonner sans combat toute la Serbie. Il espère sans doute que Franchet d'Espérey accordera

quelque repos à ses troupes. Au nord d'Ouskub les routes et la voie ferrée ont été méthodiquement détruites, et, le 5 octobre, vont tomber les premières pluies! Le 7 octobre, en outre, un ordre de Paris détachera des armées de Salonique une « section orientale », forte de sept divisions et demi qui, aux ordres du général Milne, marcheront sur Constantinople. Cependant sans arrêt, Serbes et Français vont pousser vers le nord en dépit des obstacles naturels et de l'impossibilité de tout ravitaillement régulier. Le 3 octobre, c'est un premier engagement heureux contre les Austro-Allemands, au nord de Koumanovo. Le lendemain, la résistance se fait plus vive, dans la vallée de la Morava. Le 12 octobre pourtant, les Serbes rentrent à Nich, pendant que, deux jours après, la cavalerie française s'empare de Pirot, sur la route de Sofia.

Infatigables, les Serbes se portent alors vers le Danube. Après une vive bataille à Paracin (22-23 octobre) au nord du confluent des deux Morava, ils atteindront le grand fleuve le 31 octobre à Semendria. Le 1er novembre, ils seront à Belgrade. Ils auront été devancés par les Français. De Pirot en effet, nos cavaliers, traversant une fois encore escarpements et défilés, sont arrivés le 19 à Zaietchar, dans la basse vallée du Timok pendant que, le même jour, les fantassins de la 76e D. I. bordaient le Danube de Lom Palanka à Vidin. La Serbie est délivrée. Les Autrichiens, presque sans combats, ont, à notre extrême gauche, évacué l'Albanie puis le Monténégro. Il faut maintenant libérer la Roumanie. Le 27 octobre, M. Clemenceau ordonne la formation d'une « armée du Danube, forte de trois divisions françaises et une britannique, qui, commandée par le général Berthelot, hâtivement envoyé de France, pénétrera en Roumanie avant de gagner la Russie méridionale, où elle s'efforcera, dit l'instruction ministérielle, de « réaliser l'encerclement économique du bolchevisme ». C'est d'ailleurs seulement le 10 novembre que l'avant-garde du groupement Berthelot franchira le Danube, en amont de Routchouk, pendant que la Roumanie, bien qu'encore aux trois quarts occupée par Mackenzen, rentrera ce même jour, en guerre. Dès le 30 octobre, les Turcs, incapables de résister au général Milne, dont les forces sont maintenant concentrées sur la frontière de Thrace, ont signé à Moudros avec l'amiral anglais Calthorpe, « dûment autorisé par le gouvernement britannique en accord avec ses Alliés », un armistice. Quant à l'Autriche-Hongrie elle s'effondra. A la fin d'octobre, les armées italiennes du général Diaz ont pris à leur tour l'offensive ; après plusieurs jours de lutte, elles ont remporté la victoire décisive de Vittorio Veneto. Le 3 novembre, à Villa Giusti, le Haut Commandement autrichien accepte un armistice, qui concerne surtout le front des Alpes et de l'Adriatique. Mais Charles 1er ne règne déjà plus que nominalement sur son empire. A Zagreb, les Croates ont proclamé l'union avec les Serbes. Les Tchéco-Slovaques à Prague, se constituent en état indépendant. La Hongrie se sépare de l'Autriche, devient une république dont le comte Karolyi, ancien chef de l'opposition, est le président. Charles 1er doit enfin s'enfuir de Vienne

L'armistice du 3 novembre s'applique-t-il au front d'Orient, maintenant surtout que la Hongrie s'est proclamée indépendante? Pendant quelques jours, la situation est confuse, tandis que les Serbes continuent d'avancer en Bosnie et dans le Banat de Temesvar. Une entrevue qu'a, le 7 novembre, à Belgrade, le général d'Espérey avec le comte Karolyi n'amène aucune décision. C'est seulement le 13 novembre, après la capitulation allemande, que les représentants de la Hongrie signent avec le général Henrys et le voïvode Mitchitch un armistice. Franchet d'Espérey exige le retrait de l'armée hongroise — maintenue à 8 divisions sur pied de guerre, par crainte de la propagande bolchevique — hors de la Croatie, de la Syrmie, de la Transylvanie et du Banat de Temesvar, ainsi que le droit de libre passage des troupes alliées à travers tout le territoire hongrois. Un délai de six jours est accordé pour le passage des troupes allemandes revenues de Roumanie. Mackenzen, qui personnellement s'attardera, sera en conséquence interné.

L'armée d'Orient, absorbée par l'occupation des immenses territoires conquis, et disséminée ainsi de l'Adriatique à la Tisza, et du Pruth à Constantinople, aura cessé, bien avant la démobilisation, de constituer une force redoutable. Mais le prestige de ses victoires subsistera et suffira d'abord à assurer le respect des volontés de l'Entente par tout le monde balkanique.

# XI

# LE MINISTÈRE RIBOT

## LA FORMATION DU CABINET

M. Briand parti volontairement du pouvoir, il était malaisé de trouver un successeur. Nul homme ne s'imposait. Le chef de l'opposition, M. Clemenceau, était brouillé avec le Président de la République, et, au reste, son crédit, toujours considérable au Sénat, était assez mince à la Chambre. M. Poincaré choisit donc librement, et c'est un membre de l'ancien ministère, M. Ribot, qu'il chargea de constituer le cabinet.

Aucun parti ne pouvait faire d'objection grave contre une telle désignation. Ancien leader des groupes modérés au temps de Waldeck-Rousseau et de Combes, M. Ribot, par son passé, rassurait la droite. Mais la gauche n'oubliait pas que le nouveau président du Conseil avait, depuis plusieurs années, comme retrouvé une ardeur réformatrice. En 1914, il s'était ainsi rallié à l'impôt sur le revenu, dont, en 1915, il avait accepté la mise en vigueur, durant la guerre même. Orateur éminent, foncièrement libéral, sa popularité, très grande en 1915, avait depuis un peu décliné en France. Mais négociateur de l'alliance franco-russe, anglophile d'ancienne date, son nom était connu et estimé à l'étranger.

Le 21 mars 1917, le gouvernement se présenta devant les Chambres. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, M. Ribot avait gardé plusieurs de ses collègues du cabinet Briand : M. Viviani, M. Malvy, l'amiral Lacaze, M. Albert Thomas et tous les sous-secrétaires d'État. Plusieurs membres de l'opposition avaient reçu aussi des portefeuilles, MM. Maginot et Viollette en particulier. M. Painlevé devenait ministre de la Guerre. Mathématicien célèbre, député de Paris depuis 1910, populaire parmi ses collègues du Parlement, qui appréciaient sa haute intelligence et sa simplicité, organisateur du service des Inventions, avant même d'en être le ministre, M. Painlevé avait, durant son passage au gouvernement, fait preuve d'activité et de clairvoyance. Son refus de rester, en décembre 1916, le collaborateur de M. Briand lui avait créé une grande situation à la Chambre. A l'avance, l'opinion parlementaire voyait en lui le ministre de la guerre « scientifique ». M. Ribot ne fit que s'incliner devant le vœu connu de la majorité, en confiant à M. Painlevé la succession du général Lyautey. Les trois départements ministériels, supprimés par M. Briand, furent en même temps rétablis et il ne fut plus question de « resserrement » gouvernemental. Le Comité de Guerre lui-même comprit neuf membres. En fait, les principales questions furent directement réglées par le président du Conseil, chaque matin, dans des conférences auxquelles prirent seuls part MM. Painlevé et Albert Thomas.

La déclaration ministérielle et le discours programme de M. Ribot continrent des promesses au sujet de la presse. Le président du Conseil s'engagea à mettre fin aux campagnes dirigées contre les « institutions républicaines ». Mais il dit qu'il préférait encore « des critiques, même injustes, à ce mol optimisme qui ne peut qu'énerver », allusion nette à l'un des reproches souvent adressé par l'opposition à M. Briand. Les phrases relatives à la guerre et à la paix eurent un caractère particulièrement républicain. M. Ribot vanta « l'esprit de liberté et de fraternité que la Révolution française a eu l'immortel bonheur de proposer au monde », mentionna l'espoir d'une prochaine « organisation de la Société des Nations ». La confiance fut votée à l'unanimité (440 voix) ; il y eut seulement une cinquantaine d'abstentions. Quelques jours après, le Parlement, après avoir, sur un discours de M. Painlevé qui fit impression par sa loyauté et sa franchise, prononcé l'incorporation de la classe 1918, partit en vacances, pour six semaines (du 5 avril au 22 mai). Mais, avant de se séparer, les Chambres avaient pu

saluer la Révolution russe et acclamer l'entrée en guerre des États-Unis.

Depuis plus d'un an, le gouvernement français et l'opinion parlementaire redoutaient une défection de la Russie. Au début de 1916, le tsar avait appelé à la présidence du Conseil, et bientôt au ministère des Affaires étrangères, un haut fonctionnaire, réactionnaire et d'origine allemande, Stürmer. Violemment attaqué à la Douma par le chef de l'opposition libérale, M. Milioukof, qu'encourageait et documentait l'ambassadeur d'Angleterre, Sir G. Buchanan, Stürmer avait dû, en novembre, abandonner le pouvoir. Demeuré fidèle à l'alliance, Nicolas II entendait poursuivre la guerre. Mais la camarilla qui l'entourait et exploitait sa faiblesse, l'impératrice, née allemande, ainsi que le moine thaumaturge et charlatan qui la dominait, Raspoutine, souhaitaient la réconciliation de la Russie « autocratique » avec l'Allemagne de Guillaume II. L'ambassadeur de France à Pétrograd, M. Paléologue, voyait le péril mais jugeait impossible toute intervention dans les affaires intérieures d'un État allié. Durant son second ministère, M. Briand avait envoyé en Russie une mission dirigée par M. Doumergue et par le général de Castelnau. M. Doumergue avait aisément obtenu du tsar la promesse d'appuyer, lors du futur Congrès de la paix, les revendications françaises (notamment l'adjonction à l'Alsace-Lorraine du bassin houiller de la Sarre et l'organisation autonome des territoires de la rive gauche du Rhin). Mais les Alliés — les gouvernements comme les opinions publiques — continuèrent de craindre une paix séparée de la Russie avec l'Allemagne.

Aussi, quand, au milieu de mars, arriva la nouvelle des troubles révolutionnaires de Pétrograd (7-14 mars), puis celle de l'abdication du tsar, abandonné par ses généraux et par ses soldats, ce fut par toute la France une impression de soulagement joyeux. Libérée du despotisme, devenue une monarchie constitutionnelle ou une république parlementaire, la Russie, désormais ne songerait plus qu'à vaincre. M. Milioukof était ministre des Affaires étrangères. La guerre serait bien, maintenant, la lutte de l'esprit démocratique contre l'absolutisme monarchiste. Profondément ignorante de l'âme slave, sans deviner que la lassitude, créée par trois ans de combats, a été la cause déterminante de la Révolution, l'opinion française juge les événements russes d'un point de vue strictement et ingénument occidental. Au début d'avril seulement, quand il apparaît que les « cadets » (monarchistes libéraux, devenus républicains) sont débordés et que l'influence prépondérante passe aux socialistes et à leur chef, M. Kerensky, quelques inquiétudes se manifestent. Les transformations de l'armée, l'institution de comités d'ouvriers et de soldats — les Soviets — devenus aussitôt l'un des rouages importants de l'État, étonnent. Le gouvernement français sent alors la nécessité d'avoir à Pétrograd des représentants nouveaux, dont la personnalité inspire confiance au peuple russe. Trois députés socialistes, MM. Cachin, Lafont, Moutet, délégués par leur parti, puis M. Albert Thomas, le ministre socialiste de l'Armement, qu'accompagne une suite nombreuse de techniciens, partent pour la Russie. Tous ces envoyés n'ont qu'une mission : rappeler à nos Alliés slaves la nécessité, puisque notre cause est juste, de combattre pour elle jusqu'au bout.

La Révolution russe, dont les conséquences devaient tant nous surprendre, facilita au moins la décision des Etats-Unis. La démocratie américaine se fût peut-être refusée à devenir l'alliée du tsarisme. M. Wilson n'avait guère moins de répulsion pour l'autocrate russe que pour l'empereur allemand. Mais la chute de Nicolas II donnait tout son sens à la lutte dans laquelle le Président souhaitait engager son peuple. Pacifique, pacifiste, certes, M. Wilson croit que son pays a des devoirs. Chez lui, l'idéaliste ne fait pas tort au réaliste et à l'homme d'action. Provoquée, offensée, l'Amérique doit combattre pour faire pencher définitivement la balance du côté du droit, aider à l'édification d'un monde nouveau. Le 2 avril 1917, M. Wilson vient lire au Congrès un message. Il rappelle d'abord tous les griefs des États-Unis contre l'Allemagne, puis il s'élève aux vues générales: « Il faut assurer la sécurité de la démocratie dans le monde », au moment où des « événements merveilleux et réconfortants viennent de se produire en Russie ». Il invite donc le Congrès à constater que l'état de guerre existe entre l'Amérique et l'Allemagne et conclut : « C'est une effrayante responsabilité que de lancer ce grand pays pacifique dans la plus formidable et la plus meurtrière des guerres... Mais la justice est plus précieuse que la paix et nous tirons l'épée pour les choses qui nous tiennent le plus au cœur, pour la démo-

cratie, pour la liberté des nations, petites ou grandes, pour l'empire éternel du droit, pour l'affranchissement et la sécurité du monde. A une telle entreprise nous pouvons sans regret dédier nos vies, nos fortunes, tout ce que nous sommes, tout ce que nous avons. Soyons fiers que le jour ait lui pour l'Amérique de se dévouer corps et âme aux principes qui l'ont engendrée, en vue de ce bonheur, de cette paix, qui lui ont, de tout temps, été si chers.» Sénateurs et représentants acclament ces paroles, et, presque à l'unanimité, la guerre est votée.

L'intervention des États-Unis, de la démocratie la plus pacifique du monde, c'était comme le « verdict » d'un témoin impartial, épris seulement de justice. Tous les Alliés se sentirent réconfortés. Leur confiance en l'excellence de leur cause, leur certitude de la victoire se trouvèrent fortifiés. Paris pavoisa. Le discours de M. Ribot, qui exprimait à l'Amérique et à son Président la reconnaissance de la France, fut affiché sur les murs de toutes les communes.

E. LAFONT

Mais les États-Unis, s'ils nous apportaient une aide morale, entendaient aussi nous assister de façon matérielle. M. Viviani et le maréchal Joffre furent donc envoyés en Amérique, à la fois pour remercier nos nouveaux Alliés, et pour préparer la coopération militaire des deux pays. M. André Tardieu, nommé haut commisssaire à Washington, eut mission d'organiser dans le détail la collaboration franco-américaine.

Le président Wilson écouta volontiers les conseils de ces Français et il mit à honneur de hâter le départ pour l'Europe des soldats américains. Le 13 juin, le général Pershing, à la tête d'une première division, arrivait à Paris.

## L'OFFENSIVE D'AVRIL. DEUXIÈME CRISE DU COMMANDEMENT

Ce réconfort moral était particulièrement précieux au temps où les espoirs militaires de l'Entente s'écroulaient une fois de plus, où la discipline des armées traversait une crise des plus graves, où, enfin, une nouvelle faillite du Haut Commandement compromettait les avantages si laborieusement acquis. Depuis les jours les plus sombres de 1914, jamais la France n'avait connu semblables angoisses qu'en ce printemps mouvementé de 1917 ; jamais non plus les événements militaires n'avaient eu sur la politique générale plus de retentissement. Pour reprendre l'expression de M. Jean de Pierrefeu, « la tragique aventure de Nivelle » devenait l'aventure de la France tout entière, qui risquait d'y perdre non seulement ses bataillons, mais sa foi dans le triomphe d'une cause sacrée. Pour mesurer la portée de ces événements, force nous est de revenir légèrement en arrière et d'examiner d'abord les modifications que le nouveau généralissime avait apportées aux plans de son prédécesseur.

Lorsque la décision fut prise d'arrêter les opérations de la bataille de la Somme, la situation était loin d'être défavorable aux Alliés. Sans doute ils n'avaient pu infliger, sur le front occidental, une défaite décisive aux forces allemandes, mais ils leur avaient imposé des souffrances qui, de l'aveu même des généraux prussiens, dépassaient leur capacité de résistance. Ludendorff reconnaît que, avant de se lancer dans l'offensive roumaine, il lui fallut fermer volontairement les yeux sur les risques que couraient ses armées en France et se résigner à admettre la possibilité d'un écroulement subit et total du front occidental. La catastrophe avait pu être arrêtée grâce à l'effort intérieur de l'Allemagne, qui incorpora sa classe 1917, forma en hâte des divisions nouvelles et parvint à nous opposer 2.214 bataillons en décembre 1916 contre 1.910 seulement en juin. L'héroïsme incontestable des troupes et le sang-froid des généraux contribuèrent également à nous fermer la route de Cambrai, tout comme des qualités analogues nous avaient permis de barrer celle

de Verdun. Mais de ce duel formidable l'ennemi sortait plus épuisé que nous. Ludendorff, songeant à la disproportion qui existait entre ses effectifs et l'immensité des territoires qu'ils devaient protéger, déclare qu'en dépit de la victoire remportée sur l'armée roumaine, il se sentait « plus faible en ce qui concerne la conduite générale de la guerre ». Sans doute il espère atteindre, vers le milieu de 1917, le total formidable de 240 divisions (contre 123 en août 1914) ; mais pour y arriver il lui faut à tout prix un répit de quelques mois. Ce délai est également nécessaire pour que la guerre sous-marine à outrance puisse commencer à faire sentir ses effets. Bref, non seulement l'Allemagne est pour quelque temps dans l'incapacité de reprendre l'initiative des opérations, mais elle a tout à craindre si les Alliés se décident à poursuivre sans trêve cette bataille d'usure que le mauvais temps les a obligés à interrompre.

Or, ce répit il n'était nullement dans l'intention des généraux et des gouvernements de l'Entente de le lui accorder. Si l'opinion publique ne voit que les résultats apparents et effectivement peu brillants des combats de l'automne, les États-Majors aperçoivent les conséquences lointaines d'une situation qu'ils dominent de plus haut. Du bilan comparatif des forces combattantes que l'Entente et la Quadruplice pourront aligner au printemps 1917, il résulte que, sur le théâtre d'opérations franco-belge, une supériorité de trente divisions nous sera assurée; nous disposerons en effet à cette époque de 62 divisions anglaises (plus 5 divisions de cavalerie), de 109 divisions françaises (plus 6 D. C.), de 12 divisions belges, de 2 divisions portugaises et de 2 brigades russes. Sur ce nombre, une centaine constituent des divisions « d'attaque », leur instruction et leur armement étant suffisamment au point. Sur les autres théâtres d'opérations nous ne serons d'ailleurs nulle part inférieurs à nos adversaires : le chiffre global de nos forces en Europe sera d'environ 450 divisions, supérieur d'une centaine à celui des divisions ennemies. La courbe des effectifs de l'Entente doit donc atteindre, au début de 1917, son point culminant. Abstraction faite de toute considération sentimentale, la guerre d'usure telle que nous la concevons après les expériences malheureuses de 1915, c'est-à-dire la guerre prudente et méthodique qui poursuit l'écrasement successif des positions et des réserves ennemies tout en ménageant notre propre infanterie, cette guerre doit nous assurer la victoire. Nous pouvons raisonnablement espérer obliger l'ennemi à engager avant nous l'ultime bataillon ; le fameux « dernier quart d'heure » consacrera le triomphe de notre supériorité numérique.

A ces calculs techniques, les hommes politiques ajoutaient quelques considérations plus générales, voire électorales. Ils sentaient l'opinion leur échapper. Des symptômes révélateurs trahissaient la lassitude croissante des populations. Après l'effort de 1917, nos ressources en hommes devaient baisser d'une façon continue. Nos ressources économiques n'étaient pas non plus inépuisables et la guerre sous-marine risquait de les restreindre singulièrement. Une période de privations devait s'ouvrir, dont les conséquences pouvaient être désastreuses pour le moral de la nation. Enfin l'étendue des dépenses et l'accumulation des ruines qu'entraînait la prolongation indéfinie des hostilités n'étaient pas sans inquiéter les plus clairvoyants. On commence à songer à « l'après-guerre ! » Et le mot qui revient sur toutes les lèvres, c'est « Il faut en finir ! ». Les rapports officiels des Commissions parlementaires de la Chambre et du Sénat expriment presque unanimement cette idée, que, pour toutes sortes de raisons matérielles et morales, « la guerre ne pourrait ni ne devrait se prolonger au delà de l'été de 1917 ». L'impatience des milieux politiques n'avait pas d'ailleurs été étrangère à la nomination du général Nivelle qui, comme nous l'avons vu, passait pour l'inventeur d'une méthode rapide et décisive et affirmait volontiers qu'en aucun cas, il ne recommencerait une « bataille de la Somme ».

Or, c'est précisément une bataille de la Somme que le général Joffre se proposait, non pas de recommmencer, mais de poursuivre. Il avait exposé ses vues lors de la Conférence interalliée tenue à Chantilly, les 15 et 16 novembre 1916, et avait obtenu l'assentiment général. La Conférence avait décidé qu'il convenait de pousser sans tarder nos avantages et qu'à cet effet « les armées de la coalition se tiendraient prêtes à entreprendre des offensives d'ensemble, dans la première quinzaine de février, avec tous les moyens dont elles disposent ». Au cours d'entrevues ultérieures avec Douglas Haig, le plan de l'attaque franco-anglaise avait été ainsi établi : quatre armées françaises sous le commandement supérieur du Groupe

d'Armées du Nord (Foch), recommenceront à marteler le front ennemi entre Oise et Somme, c'est-à-dire ce même front que l'on se proposait déjà de rompre en 1916 et qu'il avait fallu réduire à la suite de la dépense de troupes qu'avait entraînée la bataille de Verdun. Il était déjà ébranlé par les succès relatifs d'août et de septembre, on pouvait espérer qu'il céderait sous la poussée des 48 divisions dont Foch devait disposer. D'autre part, les Anglais poursuivraient au cours de l'hiver, sur le champ de bataille entre Arras et la Somme, l'usure des forces ennemies et chercheraient à s'y ménager une bonne base de départ. Cela fait, ils attaqueraient à fond, en liaison avec les troupes françaises, sur toute l'étendue du secteur entre Bapaume et Vimy (nord d'Arras). Le but stratégique restait le même : porter une masse de manœuvre sur les lignes de communications allemandes entre Flandre et Champagne, soit dans la région de Valenciennes. Les deux attaques devaient être simultanées et se déclencher vers le début de février, corrélativement avec des offensives russes et italiennes. Pour profiter de l'affaiblissement consécutif des réserves ennemies sur le reste du front français, le Groupe d'Armées du Centre (Pétain) devait se tenir prêt à exécuter vers le 20 février (c'est-à-dire lorsque les effets de l'attaque principale auraient eu le temps de se faire sentir) une opération secondaire de part et d'autre de Reims. Cette opération, dotée de moyens beaucoup moins importants que la précédente, était conçue sous la forme d'une « rupture d'un front peu garni ». Elle ne s'explique et ne se justifie que dans la théorie de la guerre d'usure et suppose que toutes les réserves ennemies ont déjà été absorbées par vingt jours de bataille continue entre l'Oise et Arras.

Ce plan, à défaut de trouvailles géniales, présentait au moins les avantages de la continuité de vues. Même terrain, même objectif, mêmes exécutants que la bataille de la Somme. Même méthode aussi, encore que l'instruction du 16 décembre 1916 eût voulu remédier aux lenteurs, peut-être excessives, de la tactique appliquée depuis juillet. Elle prescrivait en effet de réduire au minimum les délais entre deux attaques successives ; elle recommandait de donner aux exécutants plus d'initiative et ne pas leur imposer trop strictement des objectifs à ne pas dépasser ; elle prévoyait l'exploitation rapide du succès et orientait les esprits vers l'idée d'une poursuite énergique, menée au besoin avec des moyens de fortune. Mais cette instruction, quoique rédigée sous l'influence des théories de la jeune école de Verdun, ne modifiait pas la physionomie générale de l'offensive, toujours conçue comme une entreprise de longue haleine, faite d'efforts successifs et méthodiques, soigneusement préparés. Elle ne justifiait nullement toutes les imprudences, toutes les fantaisies, toutes les négligences qui marquèrent malheureusement la mise en application de la doctrine, au mois d'avril 1917. Telle que l'envisageaient les chefs désignés de l'armée française, les Joffre, les Foch, les Pétain et les Fayolle, l'offensive de 1917 devait consacrer encore la suprématie du matériel sur le personnel et le triomphe de la méthode sur la fougue désordonnée. Nul ne voulait revenir aux assauts stériles et meurtriers de 1915. Il fallut, pour arriver aux désastreux résultats que l'on sait, le concours de causes et de volontés que nous allons avoir à énumérer.

L'influence personnelle du général Nivelle fut sans conteste la plus néfaste. On a vu que sa nomination coïncida avec un remaniement complet du Haut-Commandement ; elle n'entraîna pas de moindres changements dans le plan élaboré à Chantilly. En dépit de ses proportions déjà considérables, ce plan ne parut pas au nouveau généralissime avoir une envergure à sa taille. Il s'employa aussitôt à l'élargir. Sans renoncer à l'attaque entre Arras et l'Oise, il transforme l'opération secondaire confiée au Groupe d'Armées du Centre en une action de rupture d'importance au moins égale. Il en fixe les limites entre Reims et le canal de l'Oise à l'Aisne, soit 50 kilomètres de front, et assigne cette tâche à deux armées (6e, Mangin et 5e, Mazel). A cet accroissement en largeur du front d'attaque s'ajoute un développement en profondeur presque illimité. Le but n'est plus d'obliger l'ennemi à une retraite générale, en coupant ses communications latérales en un seul point bien choisi, mais de « détruire la masse principale des forces ennemies sur le front occidental », en les fixant sur tout le front, en les débordant dans tous les sens. Une armée de réserve, la 10e, est donc concentrée en arrière des armées de rupture ; elle doit marcher sur l'axe Craonne-Guise, s'épanouir vers Mézières et vers Valenciennes, déblayer la trouée de l'Oise. A sa suite, toutes les armées alliées s'ébranleront en

direction de Bruxelles, de Namur, du Rhin... L'imagination ardente du généralissime ne connaît plus d'obstacles : elle saute par-dessus l'espace, le temps et les possibilités. La bataille méthodique et patiente se tranforme en une victoire totale, instantanée, un Austerlitz suivi d'un Sedan, à laquelle participent, d'un même élan et sous la direction supérieure d'une pensée géniale, toutes les armées, tous les canons, toutes les forces de la Coalition.

L'entreprise était hardie, l'inspiration générale généreuse et il faut reconnaître que les nobles ambitions du général Nivelle correspondaient au désir unanime de l'opinion publique, qui souhaitait une victoire prompte et incontestable obtenue par la mise en commun de toutes les ressources alliées, subordonnées à un commandement unique. Aussi les gouvernements et les parlementaires des deux principales nations intéressées, entraînés par la rhétorique enflammée de Nivelle, ne soulevèrent-ils pas d'abord d'objections. Une note résumant les projets du nouveau généralissime fut soumise, le 14 janvier, au Comité de Guerre français, qui l'approuva, puis au War Committee britannique, qui l'accepta également. Une conférence, tenue à Calais les 25 et 27 février entre les représentants des deux gouvernements, aboutit à une convèntion par laquelle le maréchal Haig était subordonné, pendant toute la durée de l'offensive, au général Nivelle, chargé de « coordonner » les mouvements des deux armées. Cette subordination ne devait prendre fin que lorsque nos alliés estimeraient terminées les opérations définies par la note du 14 janvier. Enfin, le 1er mars, deux députés, MM. Albert Favre et Viollette, délégués par la Commission de l'Armée, déposaient un rapport qui résumait les impressions recueillies par eux au cours d'entretiens personnels avec le général Nivelle et les États-Majors intéressés. Ils insistaient sur les motifs d'optimisme et se prononçaient nettement en faveur du nouveau plan dont le succès paraissait « certain ». Il semble donc que, jusqu'au mois de mars tout au moins, aucun obstacle d'ordre politique ne s'opposa à la mise en œuvre des plans dressés en décembre.

En revanche, une opposition de plus en plus nette se dessinait dans les milieux militaires. Dès qu'elles avaient été divulguées, les idées personnelles du général Nivelle avaient provoqué un certain étonnement; leur hardiesse déconcertait ceux qui allaient être chargés de les mettre en pratique. En particulier le général Pétain n'avait pas caché ses appréhensions : convoqué à Jonchery, vers la fin de décembre, par le généralissime, Pétain s'était prononcé pour le plan Joffre contre le plan Nivelle. Ce désaccord lui avait valu d'être relégué, avec son Groupe d'Armées du Centre, dans une situation purement passive et le commandement du Groupe d'Armées, chargé de l'opération de rupture entre Soissons et Reims (5e 6e et 10e armées), avait été confié au général Micheler. Mais Pétain n'était pas le seul de son avis : des commandants de corps d'armées, des divisionnaires, des officiers d'État-Major pourvus de fonctions importantes, manifestaient des craintes assez vives. Le ministre de la Guerre lui-même, le général Lyautey, marquait quelque surprise devant l'ampleur de ces espoirs et se plaignait de trouver dans ces projets grandioses plus de « littérature » que de certitudes raisonnées. Les objections faites un peu partout au plan Nivelle étaient les suivantes :

Alors que le généralissime déclarait lui-même qu'il fallait attaquer l'ennemi du fort au faible, il avait porté notre principale masse de choc non plus, comme le voulait Joffre, sur un front déjà ébranlé et dépourvu de défenses naturelles sérieuses (celui de la Somme), mais contre un des points les mieux fortifiés et les plus solides du système défensif ennemi (les hauteurs de Craonne et le massif de Reims). L'attaque secondaire était devenue l'opération principale ! Et l'opération principale risquait fort d'échouer devant un ennemi résolu, sur ses gardes, et favorisé par la nature du terrain.

D'ailleurs le front d'attaque avait été trop étendu pour que nous pussions être partout les plus forts. Si nos effectifs avaient atteint leur point culminant, il n'en était malheureusement pas de même de nos fabrications de guerre. Notre artillerie lourde (dont le programme de fabrication n'avait été dressé qu'en mai 1916) n'atteindrait qu'en 1918 son plein développement. Notre aviation restait fort insuffisante ; nos chars d'assaut commenceraient à peine de sortir. En résumé nous ne pouvions espérer rompre des organisations puissamment fortifiées qu'en concentrant notre matériel de guerre sur un front raisonnable. Or, le plan du général Nivelle aboutissait à le diluer à l'extrême. La préparation demeurait donc

insuffisante et à vouloir percer partout nous ne percerions nulle part.

Cette extension du front d'attaque nous obligeait en outre à aménager de vastes étendues de terrain. Or, la plupart de nos grandes unités devaient repasser, pour y perfectionner leur instruction et se familiariser avec les procédés tactiques de « l'école de Verdun », dans les camps et écoles. Nous ne disposerions donc pas du nombre de travailleurs suffisant pour exécuter facilement les immenses travaux prévus.

Il faudrait reculer la date de l'offensive. Et l'ennemi bénéficierait de ce répit, si favorable à ses desseins, que la Conférence de Chantilly entendait bien lui refuser.

Enfin la méthode préconisée par le général Nivelle : assaut brutal, rupture instantanée, exploitation immédiate, aboutissait à supprimer cette usure préalable des forces ennemies qui, au cours de trois ans d'expériences, avait été reconnue indispensable. On en revenait, sans oser l'avouer, aux «ruées» de la première offensive de Champagne. Lorsqu'ils apprenaient que leurs troupes devaient couronner, le soir même de l'attaque, les hauteurs au sud de Laon (10 kilomètres du point de départ), que, dès le 2me jour, la cavalerie devait être sur la Serre (30 kilomètres du point de départ), ainsi que le prévoyait une instruction du général Mangin, en date du 18 février, que, d'ailleurs, « nous romprions le front allemand quand nous voudrions... en 24 ou 48 heures » (Note du 14 janvier du général Nivelle), les « exécutants » ne pouvaient s'empêcher de songer aux ordres de décembre 1914 sur la « reprise générale de l'offensive », et à la formidable « tape » qui avait arrêté ladite offensive à quelque cent mètres de ses positions de départ.

Section Photographique de l'Armée

GÉNÉRAL MAZEL ET SON ETAT-MAJOR

En résumé, la plupart des « compétences » reprochaient au général Nivelle d'avoir complètement dénaturé un projet (celui de la Conférence de Chantilly) qui valait surtout par son adaptation aux réalités et aux possibilités de l'heure ; d'avoir substitué aux quasi certitudes de l'offensive d'usure les terribles aléas d'une entreprise audacieuse, dans laquelle le hasard, la fortune, l' « étoile » d'un nouveau Napoléon devaient jouer le rôle décisif.

Le coup de théâtre de la retraite allemande allait d'ailleurs agraver singulièrement la situation. Dès l'automne de 1916, Hindenburg et Ludendorff avaient parfaitement compris que, pour atteindre le moment où leur programme (guerre sous-marine à outrance, service obligatoire jusqu'à 60 ans, utilisation de travailleurs réquisitionnés en Pologne et en Belgique, accroissement des fabrications de guerre, création de divisions nouvelles) porterait ses fruits, ils devaient se résigner à économiser les forces sous leurs ordres et à les placer dans une situation défensive particulièrement favorable. Dès septembre, ils ordonnent la construction de deux lignes de repli, très en arrière du front actuel, pourvues de tous les perfectionnements de la fortification moderne, établies sur un terrain propice à la défense. L'une, la Siegfried Stellung, formait la corde du vaste demi-cercle dessiné par les positions allemandes entre Lens et Reims ; l'autre, dite Michel Stellung, sous-tendait de la même façon l'arc de Saint-Mihiel. Entreprises aussitôt avec le concours de la main-d'œuvre civile et selon

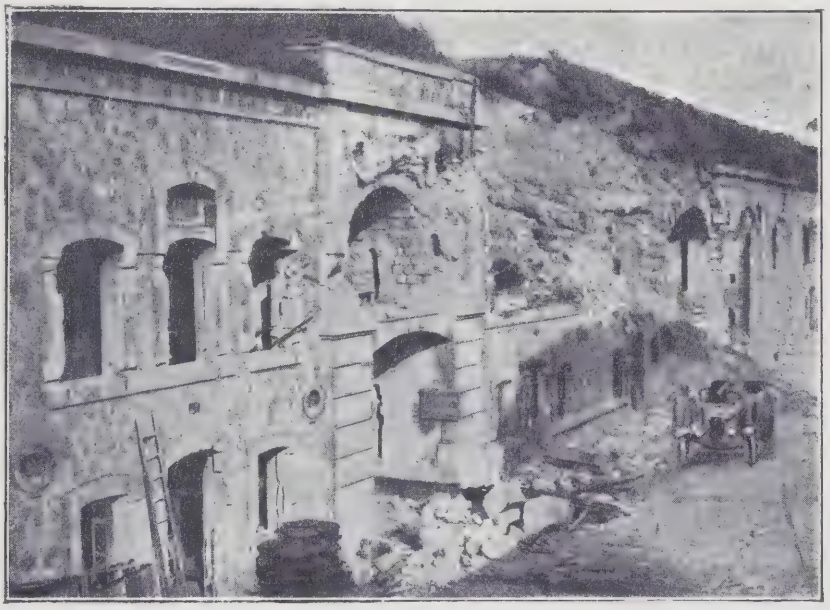
les procédés industriels familiers aux techniciens d'outre Rhin, ces positions sortirent du sol avec une rapidité surprenante. Dès le mois de janvier 1917 elles étaient achevées dans leurs éléments essentiels (abris à l'épreuve, positions de mitrailleuses, réseaux, communications souterraines). En arrière du secteur de la Somme, menacé par nos progrès, elles étaient particulièrement solides et constituaient une véritable zone fortifiée de plusieurs kilomètres d'épaisseur, que l'ennemi continuait d'ailleurs à renforcer et à élargir avec une hâte méthodique. Dès qu'il fut assuré qu'elles seraient utilisables, Ludendorff avait orienté ses généraux vers l'éventualité d'un mouvement de repli.

Un programme d'évacuations préalables, de destructions méthodiques, de retraits successifs de troupes et de précautions destinées à nous donner le change avait été établi par le groupe d'armées du kronprinz Rupprecht. Ce programme, connu sous le nom conventionnel d'« Alberich », reportait trois armées allemandes sur la ligne Siegfried, de Vailly (sur l'Aisne) à Arras. L'imminence d'une offensive alliée, que faisaient présager les combats incessants des Britanniques sur l'Ancre et les préparatifs considérables signalés sur le front français, amenèrent Ludendorff à prendre, dès le début de février, la décision, si heureuse et si grave, d'exécuter le programme Alberich. « L'essentiel, écrit-il, était d'éviter la bataille ». L'ordre préparatoire fut lancé le 4 février ; le 9, les évacuations devaient commencer ; les mouvements de troupes ne devaient s'effectuer que le 13 mars, sauf en cas de nécessité absolue. Pendant un mois, l'anxiété allait être vive au G. Q. G. allemand, qui ne craignait rien tant que d'être devancé par le déclenchement de notre propre offensive.

Mais, comme le prévoyait Pétain, la date de cette offensive, primitivement fixée au début de février, avait dû être successivement retardée en raison des multiples préparatifs qu'exigeait le plan Nivelle. Le 25 janvier, à la suite d'un voyage de Nivelle à Londres et d'une entrevue avec Haig, on avait convenu de la reporter au mois de mars. Lors de la Conférence de Calais (26 février), force fut de se rendre compte qu'elle ne pourrait être antérieure au début d'avril. Entre temps, nos ennemis avaient d'ailleurs été renseignés sur nos intentions : ils avaient capturé, vers le milieu de février, un ordre de la 2e division d'infanterie qui annonçait une grande attaque française sur l'Aisne pour le mois d'avril. Ainsi rassurés, ils poursuivirent sans précipitation leurs préparatifs. De notre côté, nous n'avions pas été sans connaître quelque chose des formidables travaux qui s'effectuaient à l'arrière du front sur cette position mystérieuse, que nos aviateurs baptisèrent « position Hindenburg ». Mais nous ignorions à peu près tout de sa structure intérieure, et surtout l'hypothèse d'un repli de si grande envergure paraissait monstrueuse à des chefs, dont le seul souci avait été jusque-là de reconquérir, bribe par bribe, les moindres parcelles du sol sacré de leur patrie. Moins influencés par ces préjugés sentimentaux, les Anglais furent les premiers à s'apercevoir qu'il se passait devant eux quelque chose d'anormal. Le 24 février, une de leurs attaques partielles sur l'Ancre trouvait les tranchées ennemies abandonnées; dans ce secteur en effet, très en saillant et sans cesse en butte aux raids des Britanniques, Ludendorff avait décidé de devancer la date prévue pour la retraite générale. Puis ce furent des villages entiers évacués sans combat; la ligne ennemie reculait insensiblement sans y être contrainte. Dès lors l'hypothèse d'un repli stratégique de l'ennemi s'imposa au maréchal Haig, qui en aperçut immédiatement les redoutables conséquences.

Il venait précisément de recevoir du général Nivelle une note en date du 27 février qui lui traçait de façon un peu impérative et inutilement minutieuse le rôle que les armées anglaises devaient jouer dans la grande offensive d'avril. Un peu choqué par le ton inusité de cette pièce, sceptique à bon droit sur le succès à attendre d'une opération qui ne ressemblait plus à celle dont il avait approuvé jadis les principes, conscient d'ailleurs des difficultés nouvelles qu'allait nous valoir la retraite allemande, Haig transmit à son gouvernement la note en question en lui faisant part de ses soupçons et de ses inquiétudes. De ce jour date le conflit Haig-Nivelle, qui venait s'ajouter au conflit Nivelle-Lyautey et Nivelle-Pétain. Il fallait le résoudre avant qu'il n'ait eu le temps de s'aggraver. Faisant loyalement abstraction de ses doutes personnels (il avait un instant songé à placer à la tête de nos armées un nouveau chef), Lyautey s'employa aussitôt à ramener le gouvernement britannique à la stricte application de la

convention de Calais. Une réponse assez vive de Haig à Nivelle, qui semblait avoir été approuvée par le War Committee anglais, avait été transmise par ce dernier à Paris le 4 mars. M. Briand avait aussitôt riposté par une lettre à M. Lloyd Georges, dans laquelle il le priait de rappeller à son subordonné qu'il s'était engagé à obéir aux instructions du généralissime français. L'affaire prenait de telles proportions que Lyautey décida de partir en hâte pour Londres, amenant avec lui M. Ribot (représentant du gouvernement) et le général Nivelle. A la suite de pourparlers délicats, satisfaction fut donnée pour la forme au maréchal Haig; pour le fond, il fut convenu qu'il restait subordonné à Nivelle, mais dans la mesure où les ordres donnés ne compromettraient pas la sécurité de son armée et pour les seules opérations prévues par le plan approuvé à Calais. L'union restait donc assurée entre les Alliés; mais les réserves de Haig, s'ajoutant à celles de tant de généraux français, ne pouvaient qu'attirer l'attention du gouvernement et du ministre de la Guerre sur les aléas du plan Nivelle.



Section photographique de l'Armée

FORT DE BRIMONT : LA TOUR INTÉRIEURE DU FORT

L'obstination du généralissime à écarter l'éventualité, de plus en plus probable, d'une retraite générale de l'ennemi devait troubler plus profondément encore l'opinion de l'armée. Le 4 mars, le général Franchet d'Espérey, commandant le groupe d'armées du Nord, avait à son tour signalé à son chef les indices qui lui faisaient croire que l'ennemi préparait, sur tout le front entre Somme et Oise, un repli analogue à celui qu'il venait d'exécuter sur l'Ancre. Le 7 mars, il recevait la réponse suivante qui témoigne d'un aveuglement sans bornes et d'une confiance exagérée en soi-même : « Il paraît peu vraisemblable que l'ennemi abandonne sans combat ou même sans résister à outrance l'un des principaux gages qu'il tient sur notre sol... Quoi qu'il en soit on ne peut baser un plan sur des hypothèses ! Je décide en conséquence de ne pas changer dans son ensemble le plan d'opérations pour 1917. L'attaque préparée par le G. A. R. ne paraît pas devoir être influencée par le repli allemand ». Par ailleurs, le général Nivelle estimait que « le mouvement de repli allemand, s'il se généralisait, serait encore à notre avantage (note du 6 mars au maréchal Haig) ». De fait, le mouvement se généralisait, sans que rien eût été tenté pour l'enrayer ou le troubler; le 11 mars, puis le 13, des replis de plus vaste envergure furent exécutés, au nord et au sud de la Somme, sans provoquer de notre part une réaction sérieuse; enfin le 16 au soir, les Allemands « décollèrent » d'un bloc sur tout le front du G. A. N. Une attaque que Franchet d'Espérey avait, de sa propre initiative, décidé de lancer le 17, tombe dans le vide. La poursuite, improvisée, et par suite peu efficace, commence aussitôt sous la conduite des généraux Fayolle et Humbert. Mais le repli s'étend le 19 sur la rive gauche de l'Oise : devant la 6e armée de Mangin, l'ennemi se dérobe aussi. Après quelques combats d'arrière garde, qui durent au G. A. N. jusqu'au 3 avril, on s'aperçoit que l'on se trouve, de Cambrai à Soissons, au contact d'une position formidablement organisée, précédée d'une zone ravagée de plusieurs kilomètres d'épaisseur. Le mur infranchissable de la « position Hindenburg » se dresse devant nos troupes à la date même où elles auraient dû rompre d'un seul

élan toutes les organisations fortifiées de l'ennemi.

A ce coup de théâtre vient s'ajouter celui de la révolution russe (le tsar abdique le 15 mars), puis la démission du général Lyautey (14 mars), qui coïncidait étrangement avec l'approbation définitive des pouvoirs confiés à Nivelle par la Conférence de Londres; puis l'annonce que les armées italiennes ne pourront entreprendre leur offensive avant la fin d'avril; enfin la chute du ministère Briand et la constitution du ministère Ribot (19 mars). Or, les dates des offensives respectives des Anglais, du G. A. N. et du G. A. R. étaient respectivement fixées au 4, 6 et 8 avril. Tant d'événements imprévus n'allaient-ils pas entraîner des modifications obligatoires au plan du généralissime?

Le nouveau ministre de la Guerre, M. Painlevé, voulut aussitôt s'en assurer. Le 22 avril, il avait avec le général Nivelle une longue conversation au cours de laquelle celui-ci lui apprenait qu'il n'entendait apporter que des modifications peu importantes à son plan général. Sans doute la retraite de Hindenburg faisait tomber dans le vide les deux tiers de l'attaque projetée, savoir celle de la 5e armée britannique et des deux armées de Franchet d'Espérey. Mais l'attaque principale, entre Soissons et Reims, trouvait toujours l'ennemi devant elle. Pour remplacer celles que le repli allemand rendait inutiles, le général Nivelle se proposait d'étendre vers l'est le front d'attaque des Français : dès le 15 mars, il avait prescrit à la 4e armée (G. A. C.) d'étudier, pour le début d'avril, une opération contre les monts de Champagne à l'est de Reims. D'autre part, le général Mangin pourrait entre Coucy-le-Château et Condé-sur-Aisne profiter du terrain gagné sans combat pour prendre de flanc les hauteurs du Chemin-des-Dames. Enfin Franchet d'Espérey et les Anglais s'efforceraient d'attirer de leur côté le gros de forces allemandes ; peut-être même pourraient-ils forcer cette ligne Hindenburg dont la valeur était vraisemblablement surestimée. En tout cas, lui, Nivelle, était personnellement certain d'enlever en quarante-huit heures le massif de Craonne ; il « l'avait dans sa poche » sa seule crainte était que l'ennemi se dérobât à nouveau. Mais des indices qu'il qualifiait de « rassurants » (renforcements d'artillerie, construction de nouvelles tranchées, mouvements de troupes) lui prouvaient que l'ennemi avait bien l'intention d'accepter la bataille sur ce terrain. Or, sur ce terrain, il était « certain » de le battre.

Ces déclarations, qui nous sont rapportées par M. Painlevé lui-même, paraissent empreintes d'une ironie macabre si l'on songe que le terrain en question était cette forteresse naturelle sur laquelle les Allemands s'étaient incrustés depuis 1914 et qu'il s'agissait aujourd'hui d'enlever en quelques heures — que cette décision de l'ennemi d'accepter la bataille tenait au fait qu'il connaissait à l'avance les moindres détails de nos plans (un coup de main sur Sapigneul lui avait permis de se procurer des prisonniers et des documents qui l'avaient complètement instruit) — enfin que ces nouvelles tranchées, ces nouvelles divisions, faisaient partie du programme Hindenburg. « Notre situation, écrit Ludendorff, s'était améliorée... Le raccourcissement du front entre Arras et Laon permettait d'y libérer la Ire armée ; on l'intercala des deux côtés de Reims entre la VIIe et la IIIe armée... grâce au repli Alberich les troupes avaient eu deux mois de plus pour se refaire et s'instruire,.. on avait ainsi récupéré des effectifs importants... on poussa la construction des positions... nos stocks de munitions étaient abondants... les préparatifs de défense avaient été faits avec un soin extraordinaire... les groupes d'armées furent renforcés en divisions, artillerie et munitions ; on leur envoya aussi tout ce dont ils avaient besoin pour une défensive victorieuse ». En un mot, les armées françaises allaient donner tête baissée dans le piège savamment préparé par un adversaire redoutable ; la bataille allait s'engager, non pas sur le terrain du général Nivelle, mais sur celui de Ludendorff.

Et la surprise ne serait pas pour les défenseurs, mais pour l'assaillant : par la réussite de sa retraite stratégique, le G. Q. G. allemand avait en réalité repris l'initiative des opérations.

Nivelle était à peu près le seul à ne pas s'en apercevoir. Le 3e bureau du G.Q.G. français et en particulier son chef, le colonel Renouard, était loin de partager l'optimisme du généralissime et de ses collaborateurs immédiats ; les trois commandants de groupes d'armées, consultés discrètement par M. Painlevé, émettaient des doutes sérieux sur la possibilité d'une rupture immédiate de ce front si bien défendu; le maréchal Haig, également consulté le 24, se retranchait derrière sa mission particulière, qui consistait simplement

à attirer sur lui le maximum de forces ennemies. Il apparaissait de plus en plus que de graves divergences de vues séparaient le général Nivelle de ses subordonnés directs ; dans la troupe et les États-Majors subalternes des protestations commencaient à s'élever ! Les lettres affluaient au ministère, transmises par des parlementaires, des officiers permissionnaires, des parents de militaires. Il fallait dissiper le malaise. Le ministre de la Guerre provoqua, le 3 avril, une Conférence au cours de laquelle le généralissime put s'expliquer en présence du Comité de Guerre, présidé par M. Ribot; il y affirma une fois de plus son entière confiance et se fit fort d'enlever du premier élan au moins les deux premières positions ennemies. C'eût été déjà un résultat fort appréciable et, en égard de la situation générale qui semblait nous obliger à prendre de toute façon l'offensive, le Comité décida de donner suite au projet Nivelle, sous la seule réserve que la préparation serai particulièrement poussée sur les premières positions et que l'assaut n'aurait lieu que si les circonstances météorologiques, étaient favorables.

Tout semblait réglé. Mais deux interventions nouvelles allaient remettre en question les décisions du 3 avril. D'une part, les présidents de la Chambre et du Sénat, qui s'étaient rendus le 3 au Quartier Général du général Micheler, en rapportaient une impression de scepticisme et de pessimisme, dont ils ne purent s'empêcher de faire part au Président de la République et au président du Conseil. D'autre part, le 5 avril au matin, le colonel Messimy, ancien ministre de la Guerre, remettait à M. Ribot une note qui traduisait, selon lui, la pensée exacte du général Micheler et des chefs les plus réputés de l'armée française.

Cette note contenait une critique très serrée de la dernière Instruction du généralissime en date du 4 avril. Dans cette Instruction le général Nivelle n'avait tenu aucun compte des réserves formulées par le Comité de Guerre du 3; il comptait toujours enlever en sept heures les quatre positions successives qui couvraient Laon et son attention, dédaignant ce mince obstacle, se portait toujours vers « l'exploitation » d'une victoire qu'il considérait comme déjà acquise. Aucune précaution nouvelle n'avait été prise; l'hypothèse de l'arrêt de l'attaque sur la deuxième position ennemie n'était même pas envisagée dans ces directives, qui ne devaient pourtant pas dépasser les grands États-Majors.

Le colonel Messimy concluait que, de l'avis unanime des « exécutants », nous allions à un désastre. Ces deux interventions simultanées émurent profondément le chef de l'État. D'accord avec le président du Conseil, il jugea nécessaire de confronter l'inspirateur de ces critiques, savoir le général Micheler, et son supérieur le général Nivelle, en présence des dirigeants responsables du gouvernement français

C'est ainsi que fut décidé le Conseil de Guerre de Compiègne, réédition, peut-être superflue, du Comité de Guerre du 3 avril. Le 6, sous la présidence du Président de la République, les trois ministres de la Défense nationale (Painlevé, Thomas, amiral Lacaze) se réunirent pour entendre successivement le général Nivelle et ses trois commandants de Groupes d'Armées. Cette précaution, dont il existait au moins un précédent, (le Conseil de Guerre de septembre 1915, à la veille de l'offensive de Champagne), apparut au général Nivelle comme une mesure de défiance à son égard, et, de ce jour, les relations entre lui et M. Painlevé perdirent leur caractère de confiance mutuelle. Le Conseil de Compiègne ne put d'ailleurs que sanctionner les décisions du Comité de Guerre du 3 avril. Les commandants de Groupes d'armées, à l'exception du général Pétain, qui répéta qu'on ne pouvait espérer mieux que l'enlèvement des deux premières positions ennemies, gênés par la présence de leur supérieur, s'en tinrent à des réserves trop prudentes. Le général Nivelle offrit pourtant sa démission, que le Con-

ROBERTSON

seil fut unanime à refuser. On ne pouvait que lui laisser carte blanche. Du 6 au 16 avril (date à laquelle se déclencha l'offensive française), le gouvernement français se conforma strictement à ce pacte tacite et s'abstint désormais soigneusement d'intervenir dans la conduite des opérations.

Elles débutèrent par l'attaque anglaise devant Arras (9 avril), qui, après quelques succès initiaux, se trouva bloquée sur les troisièmes positions ennemies, constituées par la ligne Hindenburg. Elles se prolongèrent par l'échec total du G. A. N. devant la même ligne, dans le secteur de Saint-Quentin (12 avril), et s'achevèrent par l'écroulement définitif du plan Nivelle avec la désastreuse offensive du 16 avril. On sait que, sur tout le front d'attaque de Reims à Soupir, nous n'avions atteint, à la fin de la journée du 16, la deuxième position allemande qu'en quelques points isolés. La seule division Marchand l'avait un instant dépassée, mais avait dû se replier en désordre sous les feux convergents des mitrailleuses allemandes. Les 8 corps d'armée engagés n'avaient en moyenne gagné que cinq cents mètres de terrain en profondeur, alors que le plan initial prévoyait leur avance sur une profondeur de 10 kilométres. Dès le 17 au matin (sans que personne eût essayé de peser sur sa décision), Nivelle prescrivait de suspendre l'attaque sur tout le front de la 6e armée. Il fondait encore quelques espoirs sur l'intervention de la 4e armée, qui devait attaquer dans la même journée les Monts de Champagne. Mais cette armée ne parvint pas à dépasser, elle non plus, la deuxième position et, le 18 au soir, aucun espoir de rupture n'était plus permis. Par contre, devant la 6e armée, l'ennemi avait marqué un important mouvement de repli qui nous assurait la possession de toute la rive droite de l'Aisne et quelques observatoires sur le fameux « Chemin des Dames ». Le 21 avril, le commandant du Groupe d'Armées intéressé, le général Micheler, proposait au général Nivelle d'arrêter les frais et de s'en tenir à des opérations limitées destinées à améliorer notre position. Le 22, après avoir conféré avec ses subordonnés, Nivelle adoptait à son tour ce parti. Une note du 23 prévoit deux actions prochaines : l'une destinée à « dégager Reims » (4e et 5e armées), l'autre à « compléter l'occupation du Chemin des Dames » (6e et 10e armées). Il n'était plus question d'aller à Laon, à plus forte raison à Bruxelles !

Mais l'écroulement de tant et de si belles espérances, la confirmation éclatante de la légèreté du Haut Commandement, les détails navrants donnés par les combattants et les blessés sur le « sabotage » de la préparation et l'étendue des pertes inutiles, devaient fatalement provoquer des protestations indignées. Des esprits aussi pondérés et aussi éloignés de tout parti pris politique que MM. Etienne Lamy, Henry Bordeaux, de Freycinet, des généraux, des journalistes de tous partis, la majorité des parlementaires ne purent s'empêcher de s'élever contre une doctrine de guerre et des méthodes qui entraînaient tant de sacrifices infructueux. Le gouvernement fut littéralement débordé par le flot des récriminations. Le 24 avril, MM. Clemenceau et Noulens, présidents des Commissions de l'armée du Sénat et de la Chambre, demandaient d'urgence à M. Painlevé des explications. Lorsqu'il les leur apporta, les critiques les plus vives se firent jour et plusieurs représentants réclamèrent des sanctions, qui furent d'ailleurs ajournées par le ministre de la Guerre. On vit bien, plus tard, à l'occasion du Comité secret du 29 juin, qu'ils représentaient l'opinion presque unanime de leurs collègues, puisque, au cours de ce Comité, un député de la droite, M. Ybarnégaray, et un député de la gauche, M. Abel Ferry, purent, aux applaudissements de leurs collègues, proclamer que les généraux Nivelle, Micheler, Mangin et Mazel « qui avaient perdu la confiance de l'armée » devaient en être délibérément écartés. Devant la constatation objective de la défiance que l'armée et le pays manifestaient pour les chefs supérieurs de nos forces militaires, le gouvernement ne pouvait douter, dès la fin du mois d'avril, qu'il allait avoir à dénouer une nouvelle « crise du commandement ».

Il semble bien que, dès cette date, MM. Ribot et Painlevé, d'accord avec le Président de la République, aient pris la décision de principe de remplacer le général Nivelle et de lui substituer celui que désignaient déjà la plupart de ses pairs et la totalité des « poilus », le général Pétain. Mais une pareille mesure n'allait pas sans soulever des appréhensions graves. Nous avions à compter avec l'opinion de nos Alliés, avec celle des neutres, qu'un pareil aveu des fautes commises risquait de tourner du côté de l'Allemagne, avec le découragement de l'opinion publique, enfin avec les partisans que Nivelle comptait encore au sein même

du Conseil des ministres. De toute façon, il fallait ménager les transitions et liquider la situation incertaine, née de l'échec du 16 avril. Du côté anglais, en effet, une certaine inquiétude commençait à se manifester : consulté par M. Lloyd George, dès le 18 avril, le maréchal Haig reconnaissait loyalement que la rupture immédiate et brutale du front allemand était une chimère, mais affirmait la nécessité de poursuivre énergiquement la guerre d'usure. Il comptait, pour sa part, reprendre le 23 ses attaques à l'est d'Arras et demandait naturellement à être aidé par un effort concomitant de l'armée francaise. Une conférence, qui eut lieu le 20 au quai d'Orsay, entre MM. Lloyd George, Ribot et le général Nivelle, avait abouti à la conclusion qu'il fallait poursuivre l'offensive sous la forme d'opérations à objectifs limités. Allait-on remettre tout en question en nommant au pied levé un nouveau généralissime? Sans doute l'attaque anglaise du 23 n'aboutit qu'à des succès partiels; mais Haig s'apprêtait à recommencer le 26 et il avait à nouveau reçu l'assurance (24 avril) que nous allions entreprendre nous aussi, à très bref délai, les actions d'ensemble prévues par la note du 23 avril du général Nivelle. Le Comité de Guerre français, réuni le 25, décidait donc de faire confiance à ce dernier pour l'exécution du programme établi en accord avec nos Alliés et dont le plan détaillé, portant date d'exécution, serait établi par lui avant la fin de la semaine.

CHARLES 1er

Mais ce nouveau crédit accordé au généralissime surtout en considération de motifs diplomatiques ne pouvait faire illusion au principal intéressé. A l'issue du Comité de Guerre, Nivelle, profondément abattu, déclarait à M. Painlevé qu'il était tout disposé à donner sa démission dès qu'on la lui demanderait ; il craignait seulement que cette nouvelle ne provoquât un certain affaissement du moral de l'armée et une exaltation nouvelle chez nos ennemis, qui exploitaient déjà fort habilement les résultats indécis de la dernière bataille. A titre de palliatif immédiat, il proposa lui-même la nomination du général Pétain au poste de chef d'état-major général de l'armée. Ce titre comportait des pouvoirs très étendus, puisque le chef d'état-major général, subordonné immédiat du ministre de la Guerre, se trouvait à certains points de vue le supérieur du général en chef. En Angleterre, le général Robertson, qui remplissait des fonctions analogues, avait le pas sur le maréchal Haig lui-même. L'action directrice de Pétain pourrait donc se faire sentir sans entraîner provisoirement un remaniement trop apparent de notre hiérarchie militaire.

M. Painlevé accepta cette suggestion avec l'empressement qu'on devine. Après avoir obtenu l'acceptation du général Pétain, il soumit sa nomination à l'agrément de ses collègues. Approuvée aussitôt par M. Ribot, elle rencontra quelque opposition auprès de MM. Malvy, Maginot et Léon Bourgeois qui, plus «nivellistes» que Nivelle lui-même, se prononçaient pour le *statu quo*. Le 28 seulement, après des discussions assez laborieuses, le Conseil des ministres se mettait d'accord sur cette mesure. Nivelle en fut informé officiellement le 28 au soir, au moment où il venait rapporter à MM. Ribot et Painlevé le résultat définitif de son enquête sur les opérations projetées. Il l'approuva entièrement, se réservant seulement l'indépendance dans l'exécution des plans d'ensemble qui seraient établis par le nouveau chef d'état-major. Il était convenu qu'une entrevue aurait lieu le 30 entre lui et Pétain, dont la nomination devait paraître le lendemain 29. Par ailleurs, Nivelle se prononçait en faveur de la disgrâce du général Mangin, qui ne possédait plus, affirmait-il, la confiance de ses subordonnés. Ces deux mesures inverses, nomination de Pétain, mise à l'écart de Mangin, devaient marquer, pour l'opinion, un revirement complet dans nos méthodes de commandement.

Mais, dès le début, l'accord entre Pétain et Nivelle, indispensable au bon fonctionnement

d'une combinaison que certains jugeaient ingénieuse, ne put s'établir qu'au prix de multiples concessions et avec quelques grincements. Les esprits et les doctrines étaient si loin l'un de l'autre que ce rapprochement précaire ne pouvait durer ! A propos de l'une des opérations partielles prévues par le plan du 23 avril, celle sur Brimont, l'opinion de Pétain était diamétralement opposée à celle du généralissime. Il fallut pour les concilier force sacrifices réciproques. Il n'en fallut pas moins pour aboutir au plan général de guerre pour l'été 1917, qui fut discuté le 4 mai devant un Conseil franco-britannique, convoqué spécialement à Paris. Trois tendances s'opposaient : celle des Britanniques, partisans d'un effort soutenu analogue à celui fait l'an passé sur la Somme ; celle de Nivelle, qui ne renonçait qu'à regret aux offensives en vitesse ; celle enfin de Pétain, qui eût préféré attendre l'entrée en ligne des Américains, des chars d'assaut et de notre artillerie lourde. On aboutit toutefois à un accord qui spécifiait que les plans de rupture étaient devenus caducs, mais qu'il demeurait indiqué d'user, avec toutes les forces disponibles, la résistance ennemie, « en attaquant sans répit avec un objectif limité ». Les événements ne devaient pas tarder, au moins en ce qui concerne l'armée française, à rendre également caduc ce nouveau plan. Mais nous emportions de ce Conseil une certitude plus précieuse, celle que le gouvernement anglais, pas plus que le haut commandement britannique, ne verraient d'objections à la nomination de Pétain comme général en chef. Ce fait ressortait de conversations privées que M. Painlevé s'était ménagées avec M. Lloyd George, Haig et Robertson. Dès lors la principale objection, qui s'opposait au « limogeage » de Nivelle, n'existait plus.

L'échec presque complet des opérations limitées, entreprises selon ses directives au début du mois de mai, devait fournir à la fois au gouvernement une nouvelle raison de le relever et un prétexte pour le relever sans blesser trop grièvement son amour-propre. Ces opérations, en effet, n'avaient abouti ni au dégagement de Reims (sur les Monts nous n'avions gagné que quelques centaines de mètres et au nord de Brimont, nous avions fait décimer sans profit, le 5 mai, quelques unités de plus), ni à la conquête des hauteurs sud de l'Ailette (les 6e et 10e armées ne réussissent qu'à enlever la ligne de crête et sont plaquées devant la ligne de contrepente), mais elles nous rapportèrent pas mal de prisonniers et quelques points importants du terrain, dont le village de Craonne, ce qui permit à nos journaux de célébrer une nouvelle victoire. Le remplacement du généralissime après un succès, même truqué, produirait une impression moins fâcheuse. Le 7 mai, M. Painlevé se décida à prendre le taureau par les cornes et à poser devant le Conseil des ministres la question du remplacement du généralissime. Les Chambres n'allaient pas tarder à rentrer en session. Il fallait prévoir des attaques violentes provenant de tous les partis ; de fait, à la fin du mois, alors que la question du haut commandement avait pourtant été tranchée, les demandes d'interpellations affluèrent sur le bureau du président de la Chambre. Qu'eût-ce été si le général Nivelle avait encore été à la tête des armées ! Mais, s'ils n'étaient guère nombreux, ses défenseurs restaient actifs ; par une anomalie assez curieuse, et qui s'explique probablement par les origines protestantes du général Nivelle, ils appartenaient plutôt aux partis de gauche et certains d'entre eux reprochèrent même à M. Painlevé de sacrifier leur ami à des « influences de sacristie ». Quoi qu'il en soit, la lutte fut assez âpre au Conseil des ministres et faillit entraîner la dislocation du cabinet. Le 10 mai seulement, M. Painlevé reçut mission de demander à Nivelle la démission qu'il lui avait offerte quelques jours auparavant. Mais, entre temps, le général avait changé d'avis. Il refusa de s'incliner et exigea un ordre formel le relevant d'office. Ses partisans se faisaient fort d'obliger M. Painlevé à démissionner et des intrigues compliquées se nouaient déjà autour du Président de la République et du président du Conseil, La situation intérieure risquait de devenir grave.

Le 11 mai, le Conseil des ministres se réunissait. Devant l'hésitation de certains de ses collègues, M. Painlevé fut amené à poser la question de confiance : il ne resterait pas au ministère de la Guerre, si le général Nivelle était maintenu. M. Ribot se déclara solidaire de sa décision. Dans ces conditions, il fut décidé qu'une démarche serait faite par le Conseil tout entier pour amener le général Nivelle à se retirer. Entendu dans l'après-midi, celui-ci persista dans sa hautaine résolution. Mais cette audition produisit sur le Conseil une

impression si défavorable que M. Painlevé fut unanimement approuvé et que la nomination du général Pétain fut décidée.

Elle entraînait de profonds remaniements dans le Haut Commandement. Le poste de chef d'État-Major général, devenu vacant, fut sur la proposition de M. Painlevé, chaudement appuyée par M. Poincaré, confié au général Foch, pour l'heure en mission auprès de l'armée italienne ; le Groupe d'Armées de Réserve était dissous, mais le général Micheler conservait le commandement d'une armée ; le Groupe d'Armées de l'Est restait à Castelnau, celui du Centre, que quittait Pétain, passait à Franchet d'Espérey, celui du Nord était confié à un excellent général, qui avait fait ses preuves sur la Somme, Fayolle. Mangin, Mazel, Nivelle étaient mis en congé. Les décrets réglant cette nouvelle situation parurent le 16 mai au *Journal Officiel*. En dehors des amis personnels des généraux disgraciés et de quelques partisans intraitables de l'offensive à outrance, l'opinion publique et parlementaire accueillit avec une faveur marquée cet acte qui réparait des injustices flagrantes et semblait promettre un avenir meilleur.

PRINCE SIXTE DE BOURBON

Jamais confiance ne se révéla à l'épreuve plus justifiée. Pétain et Foch allaient conduire nos soldats à la victoire.

## LES PREMIÈRES NÉGOCIATIONS SECRÈTES AVEC L'AUTRICHE

Le printemps mouvementé de 1917 fut encore plus chargé d'événements que les contemporains ne le surent. C'est alors, en effet, que s'engagèrent les premières négociations secrètes pour une paix séparée entre les Alliés — spécialement la France — et l'Autriche.

Tant qu'avait vécu François-Joseph, l'Autriche-Hongrie, d'ailleurs sauvée à plusieurs reprises par l'Allemagne, avait joué dans la guerre son rôle de « brillant second ». Mais, avec l'avènement de Charles Ier, la situation s'était modifiée. Le nouvel empereur — si difficile qu'il soit de porter un jugement sur son caractère et ses intentions — souhaitait la paix. Trois ans de guerre avaient épuisé la monarchie. Même en cas de succès final, l'Autriche demeurerait vassale de Guillaume II. Or, ni Charles Ier, ni l'impératrice Zita n'aimaient l'Allemagne. D'ailleurs Charles Ier n'était pas sans savoir que, si l'Italie restait l'ennemie irréductible des Habsbourg, en France et en Angleterre les austrophiles étaient nombreux et influents. En France particulièrement, sans parler même des conservateurs fidèles aux traditions d'alliance du XVIIIe siècle, une grande partie de l'opinion, et peut-être la majorité du Parlement, souhaitaient une entente avec l'Autriche, utile contrepoids à l'Allemagne prussianisée.

En tout cas et quels qu'aient été les mobiles de Charles, en décembre 1916, les frères de l'impératrice d'Autriche, les princes Sixte et Xavier de Bourbon, officiers dans l'armée belge, furent priés par leur mère, la duchesse-douairière de Parme — qui résidait en Autriche — de se rendre en Suisse, où elle-même se transporterait. A la fin de janvier 1917, le prince Sixte rencontre donc sa mère. Elle lui apprend que l'empereur veut s'entretenir avec lui de la paix. L'homme de confiance de Charles Ier, le comte Erdœdy, vient d'ailleurs en Suisse pour servir d'intermédiaire. Le prince, qui avait déjà prévenu de son voyage le roi des Belges, rentre alors à Paris où le Président de la République le reçoit (février). M. Poincaré lui confirme que les conditions fondamentales de toute paix séparée entre l'Autriche et les Alliés sont : 1° le retour à la France de l'Alsace-Lorraine avec la frontière de 1814 ; 2° l'évacuation de la Belgique ; 3° la libération et l'agrandissement de la Serbie ; 4° la cession de Constantinople à la Russie. Le prince retourne alors en Suisse. Au début de mars il rapporte une réponse. Elle est peu encou-

rageante. Une note du comte Czernin, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, que l'empereur a dû mettre dans la confidence, déclare indissoluble l'alliance austro-allemande et exclut toute idée de paix séparée. Les observations qu'a ajoutées Charles de sa main ne sont guère plus acceptables. Pourtant M. Poincaré et le président du Conseil, M. Briand, ne repoussent pas ces ouvertures. C'est qu'à Madrid, le roi d'Espagne — d'origine autrichienne par sa mère — vient, quelques jours auparavant (2 mars), de déclarer à notre attaché militaire : « Au lieu de supprimer l'Autriche, vous devriez vous en servir, en la séparant, si possible, de l'Allemagne. Si vous voulez m'utiliser dans ce sens, je suis prêt à marcher quand le moment sera venu... Si j'étais chargé de quelque chose, j'agirais directement sur l'empereur et sur les Hongrois... La cour de Vienne est un fouillis d'intrigues au milieu desquelles le nouvel empereur ne se meut pas facilement. Mais il a de la bonne volonté, et l'on peut l'aider. » La coïncidence de cette déclaration avec la remise de propositions au prince Sixte paraît une preuve des intentions pacifiques de l'empereur. S'il voulait jouer les Alliés, Charles ne ferait pas intervenir, après son beau-frère, un souverain, son parent. Porteur d'une lettre et d'une note, dont la teneur a été soumise à M. Poincaré, le prince repart donc pour la Suisse. « Mon cher Charles, écrit-il à l'empereur, le 16 mars,.. l'affaire prend une tournure très favorable. Mais, ajoute-t-il, il convient que « tu m'envoies au plus tôt un écrit où tu reconnaisses d'une manière précise et sans ambiguité les quatre points » (Alsace-Lorraine, Serbie, Belgique, Constantinople). Il joint un brouillon très net en effet où l'on prévoit l'arrêt immédiat des hostilités entre l'Autriche et les Alliés.

En Suisse, le prince trouve une lettre de sa sœur, l'impératrice. Elle invite son frère à se rendre auprès d'elle pour mieux poursuivre la négociation. Il accepte et gagne le château de Laxenburg, près de Vienne, où réside l'empereur. Après une série de conversations avec Charles Ier et Czernin, dont nous savons mal le détail, le prince repart, muni d'une lettre de l'empereur, écrite au crayon, et datée du 24 mars. « Aucune véritable divergence de vues ou d'aspiration ne sépare mon empire de la France, déclare Charles. Je suis en droit de pouvoir espérer que mes vives sympathies pour la France... éviteront à tout jamais le retour d'un état de guerre pour lequel aucune responsabilité ne peut m'incomber. A cet effet, et pour manifester d'une façon précise la réalité de ces sentiments, je te prie de transmettre secrètement et officiellement à M. Poincaré, Président de la République, que j'appuierai par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle auprès de nos Alliés les justes revendications françaises relativement à l'Alsace-Lorraine. » La Belgique sera « rétablie entièrement dans sa souveraineté » et dédommagée ; la Serbie, rétablie elle aussi et assurée d'un accès sur l'Adriatique. Au sujet de la Russie, les événements obligent l'empereur à « réserver mes idées ». Mais l'empereur ne parle pas d'un armistice, ni même en somme d'une rupture réelle avec l'Allemagne. Surtout, il garde le silence à l'égard de l'Italie et de ses revendications. A moins de trahir nos engagements avec l'Italie — qui avait, un an auparavant, adhéré au pacte de Londres, interdisant toute paix séparée — il était impossible de poursuivre les pourparlers sans mettre au courant le gouvernement de Rome. C'est ce que M. Ribot fit comprendre au prince, dans un entretien qu'il eut avec lui le 12 avril en présence de M. Poincaré. Il fut seulement entendu que l'on tairait la participation directe de l'empereur Charles aux négociations. Le 19 avril, à l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne, M. Ribot et M. Lloyd George — qui savait la vérité — préviennent M. Sonnino, ministre des Affaires étrangères d'Italie. M. Sonnino répond que l'Italie est entrée en guerre pour en finir avec l'Autriche ; elle ne veut pas seulement reprendre les terres irrédentes, Trente, Trieste, la Dalmatie, mais détruire l'état des Habsbourg. Il ne croit d'ailleurs pas à la sincérité des ouvertures autrichiennes et estime dangereuse toute négociation. Dans ces conditions, M. Ribot, assez peu confiant lui aussi dans le succès de l'entreprise, juge nécessaire d'être catégorique. En son nom, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Jules Cambon, fait au prince Sixte la déclaration suivante (22 avril) : « Aucune proposition de paix ne pourra être envisagée avec l'Autriche sans tenir compte des vues du gouvernement italien. Or, les propositions qui ont été portées à notre connaissance passent absolument sous silence les revendications italiennes. D'autre part, il résulte des conversations échangées à Saint-Jean-de-Maurienne que le gouvernement

italien n'est disposé à abandonner aucune des conditions qu'il avait mises à son entrée en guerre. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu d'envisager une conversation qui ne pourrait aboutir qu'à un échec certain. Si, à un moment donné, et dans de nouvelles circonstances, le gouvernement autrichien estimait que de nouveaux efforts pourraient être faits en vue d'une paix séparée, il y aurait lieu pour lui de tenir compte des aspirations italiennes qui portent sur Trieste, non moins que sur le Trentin. » C'était la rupture.

Le prince Sixte ne se découragea pas. D'un second voyage en Autriche, de nouvelles conversations avec Charles (8 et 9 mai), il rapporta une autre lettre impériale, très vague, et une note de Czernin, plus précise. L'Autriche se refusait à toute « cession de territoire sans compensation ». Quelques rectifications de frontières exceptées, l'intégrité de la monarchie devait être « dès à présent garantie par l'Entente ». Si l'Entente admettait ces principes, l'Autriche pourrait conclure une paix séparée et mettre ses Alliés au courant.

COMTE CZERNIN

Examinées par MM. Poincaré et Ribot, ces conditions ne leur parurent pas acceptables (20 mai). Après avoir promis aux Italiens, aux Serbes, aux Roumains, le démembrement de la monarchie austro-hongroise, garantir maintenant son intégrité territoriale, c'était rompre avec des Alliés éprouvés, pour tomber peut-être dans un piège. Si l'empereur semblait sincère dans ses ouvertures, le comte Czernin n'était-il pas un partisan connu de l'alliance allemande? MM. Poincaré et Ribot ne savaient pas, il est vrai, que quelques semaines auparavant, le 12 avril, Czernin avait, dans un long mémoire, consigné toutes les raisons qu'avait l'Autriche de rechercher la paix; que, d'accord avec son souverain, Czernin avait conseillé à l'Allemagne d'abandonner l'Alsace-Lorraine. MM. Poincaré et Ribot se méfièrent. L'empereur Charles ne prétendait-il pas maintenant que le roi d'Italie, par crainte d'une révolution, venait de lui offrir la paix, au seul prix du Trentin. Sans contester la bonne foi de l'empereur, ils doutèrent de son intelligence et ne crurent pas à la fermeté de ses résolutions. Le prince Sixte ne reçut donc de la France aucune réponse, et, cette fois, les pourparlers en restèrent là. Quand quelques mois après — on le verra plus loin — l'Autriche fit à nouveau des ouvertures à la France, ni le prince, ni l'empereur, ne devaient plus prendre part directement aux négociations.

## L'AGITATION INTÉRIEURE ET LES MUTINERIES MILITAIRES

Au moment précis où disparaissait ainsi l'espoir d'une paix acceptable, de graves événements intérieurs prouvaient combien elle aurait été désirée par les peuples. A la fin de mai et au commencement de juin, toutes les armées connaissent une sorte de malaise et une lassitude qui se traduisent, même en Allemagne, par des manifestations inquiétantes. Nous savons aujourd'hui que l'armée et surtout la flotte allemandes n'inspiraient à Ludendorff qu'une confiance limitée et que des actes d'insubordination, rigoureusement réprimés, s'y produisirent. L'Autriche-Hongrie se déclarait déjà incapable de soutenir longtemps le moral de plus en plus affaibli de ses troupes. En Russie, le gouvernement de Kerensky était obligé d'accepter la tutelle des conseils d'ouvriers et de soldats. En Italie, régnait un état d'esprit nettement « défaitiste », qui se traduira par les défaillances de Caporetto. Mais ce fut en France que le mouvement prit sa forme la plus aiguë, mais aussi la plus brève, avec les fameuses « mutineries ».

L'ensemble des troubles, que l'on désigne sous ce nom, n'eut d'ailleurs rien d'un mouvement de révolte organisé. On a voulu y voir une sorte de complot, dans lequel on retrouverait la main des politiciens socialistes et des démocrates « paci-

fistes ». Cette thèse, qui est en général celle des partis de droite, ne repose sur aucun argument sérieux. Tout d'abord, il est certain qu'il n'y eut pas d'organisation centrale ni de plan nettement établi des mutineries. Les premiers actes délictueux furent constatés, vers la fin d'avril, à la 6e armée, sur le front, et le général Franchet d'Espérey crut devoir les signaler, dès le 26 avril, au général Nivelle, qui n'y attacha pas d'importance. Il ne s'agissait d'ailleurs que de cas individuels et surtout de propos pessimistes tenus dans les corps de troupes qui venaient de participer aux opérations malheureuses du 16 avril. Le 3 mai, une velléité d'insubordination collective était facilement réprimée à la 2e division coloniale. Mais le feu couvait et, dans la première quinzaine de mai, après l'échec des attaques à objectif limité, l'effervescence grandit. Le 15 mai, une note du G. Q. G. signale pour la première fois au ministre de la Guerre cet état d'esprit qui commence à devenir inquiétant. Le 20 mai, les premières mutineries éclatent : elles se produisent presque uniquement dans la zone des offensives (6e, 5e, 10e et 4e armées), ou dans des corps de troupes stationnés à l'arrière. Très rares au G. A. E. et dans la partie nord du G. A. N., elles furent particulièrement graves dans les régions de Soissons, de Fismes, de Châlons, ainsi que dans la grande banlieue parisienne. La physionomie de ces incidents, qui se succèdent sans ordre logique et comme spontanément dans des unités d'infanterie constituées (régiments ou brigades), est toujours à peu près la même. Au moment de retourner aux tranchées ou sous l'influence d'exercices fatigants de « remise en main », à l'occasion de la suppression de permissions ou sous l'effet de mauvaises conditions de cantonnement, les soldats s'assemblent autour de quelques « meneurs », sous-officiers ou hommes particulièrement instruits. Ils envoient des délégations au chef de corps, protestent parfois bruyamment, refusent d'exécuter les ordres et de remonter en ligne. D'une façon générale, ils témoignent pour leurs officiers subalternes d'une sympathie constante, mais ne leur obéissent plus. C'est plutôt une « grève » qu'une révolte. Selon les cas, cette agitation cède aux mesures prises par le commandement local (amélioration du confort, annonce d'une prolongation de repos, suppression des exercices, action directe des officiers les plus populaires) ou s'exaspère devant la résistance des autorités constituées. De véritables émeutes se produisent, heureusement isolées. La plus grave fut peut être celle de Soissons, où deux régiments manifestèrent l'intention de marcher sur Paris en armes et ne furent réduits que par la force. L'épidémie dura environ trois semaines. Durant ce temps, la situation militaire resta critique : le commandement ne pouvait en effet être certain que ses ordres seraient exécutés dans des conditions de rapidité et de sécurité suffisantes. Au début de juin, il n'y avait plus, entre Soissons et Paris, que deux divisions sur lesquelles on pût absolument compter. Non seulement il fallait de toute nécessité surseoir aux opérations offensives projetées (l'ordre en fut donné à la 6e armée, le 4, et à la 5e, le 2), mais on avait tout à craindre d'une contre-offensive allemande. Fort heureusement, l'ennemi ne soupçonna ce qui se passait que quelques semaines plus tard, alors qu'il était trop tard pour en profiter.

Les causes de ce mouvement sont tellement complexes, comme celles de tous les grands mouvements de foules, qu'il est difficile de doser leur importance respective. Le facteur essentiel semble toutefois avoir été la déception générale de l'armée à la suite des sacrifices inutiles qu'on lui avait demandés et son indignation devant l'insuffisance de préparation de certaines attaques. Tous les mutins déclarent qu'ils n'entendent pas se faire tuer « pour rien » ou pour la seule satisfaction des généraux. Il est également hors de doute que le peu de soin que l'on prenait du bien-être du soldat, les fatigues excessives qu'on lui imposait, même à l'arrière, la façon trop stricte dont certains officiers nouvellement promus ou certains généraux vieillis sous le harnois comprenaient la discipline, avaient peu à peu provoqué de sourds mécontentements, qui s'exaspérèrent à cette occasion. La suppression des permissions dans les unités engagées fut une lourde faute. La comparaison entre les souffrances du front et la vie large des profiteurs de l'arrière, le sentiment confus d'une injustice fondamentale, trop réelle d'ailleurs, l'envie de remettre à leur place tous les « embusqués » qui braillaient des « jusqu'au bout ! » indécents tout en laissant à d'autres le soin de les défendre, provoquèrent comme une révolte des consciences. Les causes plus spécialement politiques exercèrent leur influence uniquement sur les militaires venus de l'intérieur et envoyés en

renfort dans les unités décimées après le 16 avril; l'arrivée de ces contingents, animés du plus mauvais esprit, déclencha parfois une protestation tumultueuse que la philosophie fataliste des vrais combattants eût peut être dédaignée. Les centres ouvriers étaient les foyers d'une campagne pacifiste assez intense, que Nivelle avait d'ailleurs dénoncée au gouvernement par une lettre du 28 février. Des précautions spéciales avaient dû être prises, en particulier à Saint-Etienne et dans la banlieue parisienne. Les métallurgistes étaient travaillés par la propagande de la puissante Fédération des Métaux, dont le secrétaire, M. Merrheim, était un pacifiste convaincu, Or, en vertu de la loi Dalbiez, nombre d'ouvriers des jeunes classes avaient été enlevés aux usines et envoyés dans les dépôts. Ils y furent les agents les plus actifs de la propagande dite défaitiste et s'employèrent avec d'autant plus d'ardeur à prêcher l'insubordination qu'ils étaient moins désireux de connaître les rigueurs d'un métier dont ils n'avaient eu jusqu'alors aucune occasion de faire l'expérience. Leur lâcheté se para de mobiles politiques et d'arguments empruntés à la Révolution russe. Les deux brigades russes qui avaient attaqué devant Brimont, d'ailleurs courageusement, étaient en pleine révolte et avaient dû être déportées au camp de la Courtine. Cet exemple concret servit aux admirateurs des Soviets à exalter encore le moral de leurs camarades. Enfin il est incontestable que les excitations de certains journaux, sinon mal intentionnés, du moins bien maladroits, qui ne cessaient de dénoncer les scandales de l'arrière et la misère du front, produisirent leur effet habituel. Mais, il faut le répéter, nulle part on ne trouvera preuve d'un complot concerté ni d'une manœuvre politique. Uniquement militaires, les mutineries eurent des causes surtout militaires. La preuve en est qu'elles furent réduites en très peu de temps par des mesures presque exclusivement militaires, dont le général Pétain sut prendre l'initiative et la responsabilité.

Un de ses premiers actes avait été de proscrire les offensives trop coûteuses et de recommander provisoirement des actions à base d'artillerie, conduites avec *le minimum de pertes* (Directive N°1 du 19 mai). Le même jour il définissait quelle devait être l'attitude du commandement et proclamait que la confiance du subordonné avait pour condition essentielle la bienveillance du chef. Les premières mutineries éclatèrent avant que ces précautions eussent pu porter leurs fruits. Dès lors, il fallait envisager deux catégories de mesures : les unes répressives, les autres curatives. Pétain réclama d'abord au gouvernement les premières. Le 30 mai, un rapport du Grand Quartier Général au ministre de la Guerre, énumérait les causes et les remèdes de la crise : il demandait la surveillance et la répression des organisations défaitistes, la surveillance et l'orientation de la presse, le rétablissement des cours martiales, le renvoi dans le Sud algérien de tous les indésirables incorporés, jusque-là, dans les unités combattantes. M. Painlevé fit droit aussitôt à ces demandes : un décret du 9 juin supprima la procédure de révision pour les cas d'insubordination collective et abrégea au minimum les délais légaux des conseils de guerre; le Président de la République abdiqua son droit de grâce en faveur du général en chef. Dès le 10 juin ces dispositions rigoureuses, portées à la connaissance de l'armée en même temps que la nouvelle des condamnations prononcées à l'occasion de premières mutineries, firent réfléchir les meneurs. La répression n'eut d'ailleurs rien d'excessif. Le total des condamnations à mort atteignit à peine 150 et sur ce nombre 23 seulement furent exécutées ; par contre les mutins graciés furent immédiatement envoyés dans les colonies et disparurent pratiquement de la circulation, en même temps que tous les autres indésirables. En somme le minimum possible de sang versé rétablit une crainte provisoirement nécessaire.

La même modération se manifesta en ce qui concerne la répression intérieure. Sur l'avis même de Pétain et de Foch, on renonça à arrêter Merrheim et à poursuivre les dirigeants de la C. G. T. Les grèves parisiennes (qui avaient commencé par l'inoffensive manifestation des midinettes) furent rapidement arbitrées et l'autorité du préfet de police rétablit l'ordre autour des gares. Par contre un certain nombre d'affaires louches (Bolo, Duval, Lenoir, etc) furent, comme nous le verrons plus loin, suivies avec ténacité par le gouvernement, et les agents de l'ennemi mis peu à peu dans l'incapacité de nuire. Ce mélange de fermeté et de sagesse se retrouve dans l'action gouvernementale en province, à Saint-Étienne par exemple, où une meilleure organisation matérielle permit d'enrayer une agitation menaçante, dans les grandes villes, où l'arrivée des trains de

permissionnaires provoqua pendant quelque temps des incidents fâcheux, à la Courtine enfin, où les Russes furent promptement réduits au calme par une petite expédition militaire remarquablement conduite.

Mais surtout le général Pétain s'efforça d'empêcher le retour de semblables événements par un ensemble de mesures destinées à rétablir la confiance entre les chefs et les subordonnés. Il fit preuve d'une admirable clairvoyance et d'une connaissance de l'âme humaine qui dépassent les proportions de la science militaire et le classent d'emblée parmi les plus grands des « conducteurs d'hommes ». Trois principes semblent avoir guidé son action et inspiré ses actes décisifs.

Pétain croit d'abord que l'état physique conditionne l'état moral. Les révoltes les plus graves sont, les historiens l'ont dit depuis longtemps, des « révoltes du ventre ». Aussi exige-t-il que tout le monde autour de lui fasse effort pour améliorer la vie matérielle du soldat, en commençant par l'essentiel, la nourriture. Les commandants de compagnie sont invités à surveiller « personnellement » la confection du rata; l'intendance est requise d'améliorer et de varier l'ordinaire. Des sanctions sévères sont prises contre les négligents. Parallèlement, Pétain poursuit l'amélioration des lieux de repos et l'aménagement des camps et cantonnements. Il interdit l'abus des exercices, demande aux États-Majors de se montrer plus ménager des fatigues de la troupe, prescrit des relèves plus fréquentes et exige une stricte économie des effectifs en ligne, ce qui permet de laisser les autres plus longtemps à l'arrière. Une note du 2 juin résume toutes ces dispositions; une autre note du 18 juin les rappelle et explique à tous qu'elles sont faites pour « éviter d'avoir à réprimer ».

En second lieu il estime que, à l'armée plus encore qu'ailleurs, doit régner une stricte justice : le soldat n'est pas « la chose » du général. Parmi les droits auxquels l'homme tient le plus, la permission réglementaire est le plus légitime. L'en priver est un abus de pouvoir. Aussi Pétain rétablit-il largement les permissions, en dépit du fâcheux effet qu'elles peuvent produire à l'arrière. Il en fixe la durée régulière et prescrit l'application stricte du « tour de départ ». De même il entend faire cesser un certain nombre d'abus dont se rendent coupables quelques officiers inexpérimentés. L'officier doit s'efforcer de mener la même vie que ses hommes. Il importe même, déclare une instruction du 8 juin, que les officiers généraux et les officiers d'État-Major se montrent fréquemment aux tranchées. Enfin il faut que les éléments de l'avant n'aient pas l'impression qu'ils sont trop défavorisés par comparaison avec ceux de l'arrière. Une note du 11 juin prescrit de rétablir dans les dépôts divisionnaires une stricte discipline, d'exiger un travail sérieux et soutenu des officiers qui les dirigent, enfin de réorganiser le fonctionnement des nombreuses écoles de l'arrière-front.

Ainsi, convaincu que tout le possible est fait pour alléger l'écrasant fardeau qui pèse sur ses épaules, et atténuer l'effroyable inégalité des risques et des souffrances, le « poilu » pourra être mis en confiance. Il faudra alors lui parler franchement et, en dehors des nécessités du service, d'égal à égal, lui témoigner une affection réelle, le traiter en homme raisonnable et non en bête de somme ou en enfant indiscipliné. Sur ce point le généralissime donne l'exemple. Il s'astreint à visiter l'une après l'autre toutes ses divisions. Il réunit les officiers, et parfois les soldats, leur parle avec un mélange parfait de familiarité et de tenue qu'aucun officier de carrière ne peut se flatter d'avoir dosé aussi heureusement que lui, s'adresse également aux humbles et aux intellectuels, séduit les uns par sa simplicité, les autres par sa rectitude de jugement et son évidente bonne foi. Ces visites produisirent un effet prodigieux. Jamais un général d'un grade si élevé n'avait parlé sur ce ton à des subordonnés ! Mais Pétain veut être non seulement compris mais imité, du haut en bas de l'échelle. Il ordonne des réunions hebdomadaires des chefs d'unités subordonnées, prescrit aux officiers de faire des causeries à leurs hommes (5 juin), demande aux Groupes d'Armées, et aux armées de se tenir soigneusement au courant de la situation morale des troupes (8 juin), défend de « *faire des promesses qu'on ne peut tenir* », en particulier au point de vue des repos, et de « *faire naître des espoirs que la guerre vient de décevoir* (19 juillet). Enfin lui-même commence, dans le *Bulletin des Armées de la République*, une série d'articles, « *Pourquoi nous nous battons* », que certaines défiances interrompirent trop tôt.

Cette triple action, matérielle, réformatrice et surtout morale, donna des résultat incomparables.

En un mois de temps l'armée française avait recouvré son parfait équilibre. Le 14 juillet 1917, des délégations de nombreux régiments défilèrent à Paris au milieu des faubourgs ouvriers dans un ordre parfait, au milieu de l'enthousiasme général d'une population qui acclama, derrière les drapeaux, les représentants du gouvernement, qui osaient affronter l'épreuve sans escorte, sans protection apparente, confiants dans la loyauté et la raison populaires. Cette manifestation grandiose fut comme le couronnement de l'œuvre de régénération entreprise par le nouveau généralissime.

## STOCKHOLM

En cette fin de mai 1917, où Pétain avait à réprimer les mutineries, un autre problème grave se posait devant le gouvernement : celui des rapports avec les socialistes et syndicalistes, désireux de reconstituer l'Internationale.

Le 4 août 1914, aux obsèques de Jaurès et à la séance de la Chambre, socialistes et syndicalistes avaient été unanimes à accepter « l'union sacrée » pour la défense nationale. En septembre 1914, le secrétaire de la C. G. T., **M. Jouhaux,** suivit le gouvernement à Bordeaux. Mais, après la Marne, des dissidents apparurent. Ils furent surtout nombreux au sein d'une organisation ouvrière à qui les circonstances donnaient une importance particulière : la Fédération des Métaux. M. Merrheim, secrétaire de cette Fédération, devint ainsi le chef d'un petit noyau syndicaliste qui rejetait la responsabilité de la guerre sur l'ensemble des États capitalistes et entendait ressusciter l'Internationale socialiste pour contraindre les gouvernements à la paix. En France, cette tendance extrémiste ne fut d'abord que celle d'une faible minorité. Dans les pays neutres et en Italie, même après l'intervention, elle domina au sein des partis socialistes. Dès la fin de 1914, quelques neutres tentèrent d'organiser à Copenhague une conférence internationale, au moment même où, au Reichstag, Liebknecht réclamait « une paix sans conquête... basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière ». Mais la C. G. T. repoussa l'invitation pour ne pas rencontrer d'Allemands. Dans l'été de 1915, un député socialiste italien, M. Morgari, mandaté par son parti, reprit le projet. M. Renaudel, leader parlementaire des socialistes français, imita, dans son refus, la C. G. T. Mais M. Merrheim et M. Bourderon, un vieux militant ouvrier, consentirent à se rendre en Suisse. Du 5 au 8 septembre, à Zimmerwald, près de Zürich, se tint une conférence à laquelle assistèrent, avec les deux Français, deux députés socialistes allemands et des Russes, parmi lesquels Lénine. Marxiste intransigeant, Lénine réclama la constitution d'une Internationale nouvelle, l'autre ayant « trahi » puisque, dans leurs pays respectifs, ses chefs avaient accepté la guerre ; il demanda aussi l'envoi aux soldats et ouvriers des nations belligérantes d'un appel à la grève immédiate. Mais il ne fut pas suivi. On se contenta de rédiger une déclaration et un manifeste. Signée seulement par les délégués français et allemands, la déclaration proclamait :

KÉRENSKY

« Cette guerre n'est pas notre guerre », et concluait : « En dénonçant l'union sacrée, en restant fermement attachés à la lutte de classe qui servit de base à la constitution de l'Internationale socialiste nous... puiserons la fermeté de lutter parmi nos nationaux, pour la fin des hostilités qui ont déshonoré l'humanité ». Le manifeste, adressé aux prolétariats d'Europe, réclamait une « paix sans annexions, ni indemnités de guerre ».

La presse française signala en quelques lignes à peine la conférence de Zimmerwald, qui passa ainsi à peu près inaperçue. Mais MM. Bourderonet Merrheim rendirent compte de leur mission à leurs amis socialistes et syndicalistes et constituèrent un « comité pour la reprise des relations internationales », qui fit imprimer et répandre une

série de tracts pacifistes et internationalistes. Quelques fédérations départementales socialistes approuvèrent l'œuvre de Zimmerwald, ainsi qu'un journal de Limoges, le *Populaire du Centre*. Sans aller jusque-là, quelques députés socialistes commencèrent à demander que l'on rendît « force et vie » à l'Internationale, par exemple en n'autorisant plus un socialiste à entrer dans un ministère bourgeois. Ce furent les « minoritaires », dirigés par M. Jean Longuet, qui s'opposèrent aux « majoritaires », fidèles à l'esprit du 4 août et conduits par M. Renaudel. En avril 1916, une seconde conférence internationale se réunit en Suisse, à Kienthal. Cette fois trois députés français y assistèrent, MM. A. Blanc, Brizon, Raffin-Dugens. Le manifeste élaboré fut plus net qu'à Zimmerwald : « Réclamez, disait-il, un armistice immédiat. Que, dans tous les pays, les gouvernements sentent grandir en vous la haine de la guerre... Vive la paix immédiate et sans annexion ». Le voyage des « pèlerins de Kienthal » causa en France de l'émotion. Le ministère annonça qu'il ne délivrerait plus de passeports aux délégués à des réunions internationales. Quand, à plusieurs reprises, M. Brizon essaya de prendre la parole à la Chambre, soit durant le premier Comité secret — où il déclara la victoire « impossible » — soit en séance publique, il fut hué par ses collègues. Au Conseil national du parti socialiste, MM. Renaudel et Sembat s'élevèrent avec énergie contre le mouvement zimmerwaldien. Mais déjà, en novembre 1916, trente et un députés signaient une circulaire secrète adressée aux organisations ouvrières pour demander la réunion immédiate de l'Internationale. En décembre, le Congrès national socialiste n'autorisa M. Albert Thomas à garder son portefeuille dans le nouveau cabinet Briand, que par 1.637 voix contre 1.372.

Pour arrêter la propagande pacifiste, le gouvernement ordonna la saisie de tracts ; il fit surveiller les réunions corporatives où, à côté de problèmes d'ordre professionnel, les questions politiques étaient souvent abordées. Un Russe, réfugié à Paris, qui répandait parmi ses compatriotes les doctrines révolutionnaires, fut expulsé : c'était Trotzky. Mais, sur le conseil même des « majoritaires » et de M. Jouhaux, qui jouait le rôle d'un représentant de la classe ouvrière auprès du gouvernement, MM. Briand et Malvy crurent sage d'user avec retenue des moyens de répression. La guerre, en prenant d'année en année un caractère plus industriel, avait accru l'importance des organisations ouvrières. Les milliers d'hommes mobilisés en usine étaient presque tous devenus membre d'un syndicat auquel ils payaient régulièrement leur cotisation (les soldats-ouvriers touchaient en effet un salaire égal à celui des non mobilisés, et cette mesure, qui fut depuis très vivement reprochée à M. Albert Thomas, avait été sans doute indispensable pour maintenir à un niveau élevé notre production d'armes et de munitions). En 1919, la Fédération des Métaux, dont, en 1914, les membres étaient peu nombreux (7.000 environ), comptera ainsi 200.000 cotisants. 35.000 en 1914, les cheminots syndiqués seront 250.000 en 1919. L'arrestation d'un homme comme M. Merrheim, dont l'intégrité était connue, eût déchaîné, à coup sûr, des grèves et des troubles ; des perquisitions effectuées à l'intérieur des Bourses du Travail, aux sièges des syndicats, à la C. G. T. ne se seraient pas accomplies sans susciter des protestations. Les instructions données aux préfets et à la police invitèrent donc les agents du pouvoir à « éviter tous procédés de nature à provoquer énervement dans la classe ouvrière » (Dépêche ministérielle du 29 décembre 1915).

La situation économique conseillait aussi la prudence. En présence de la hausse générale des prix, les ouvriers réclamaient des « indemnités de vie chère. » Pour obliger les patrons à céder ils se mettaient en grève. A la fin d'octobre 1916 une grève avait ainsi éclaté parmi les travailleurs des transports parisiens (tramways, autobus, métropolitains), mais elle s'était vite terminée, grâce à l'intervention conciliatrice du gouvernement. Au début de mai 1917, d'autres conflits surgissent. Les couturières parisiennes réclament une augmentation de un franc par jour et l'octroi de la « semaine anglaise », le repos payé du samedi après-midi. Elles cessent le travail et parcourent en cortège les boulevards. Le mouvement s'étend à d'autres corporations et bientôt aux ouvriers de certaines usines de munitions. Paris, si calme au début de la guerre, connut alors quelques jours d'agitation et de trouble moral. Pour mettre fin aux grèves, le gouvernement, très sagement, refusa de recourir à la « manière forte ». Les ministres du Travail et de l'Intérieur, MM. Léon Bourgeois et Malvy, d'accord avec les chefs de la C. G. T., entreprirent d'arbitrer un à un chaque

conflit. Ils furent assez heureux pour y parvenir, appelant devant eux patrons et ouvriers, auxquels ils soumettaient des projets de contrats de travail. Dans la seconde quinzaine de juin, cette crise sociale qui, de Paris gagna quelques grandes villes, était déjà près de sa fin.

Mais la « crise morale » se prolongea davantage. Comme aux armées, les nouvelles de Russie favorisèrent à l'intérieur la diffusion, sinon des doctrines, au moins d'un état d'esprit révolutionnaire. Le « *Petit Parisien* », le journal préféré des soldats et des ouvriers parce que ses informations étaient en général présentées de façon plus simple et un peu plus critique que celles des autres grands quotidiens, publiait les correspondances où M. Claude Anet racontait longuement les événements de Pétrograd et les discussions des Soviets. On y disait la foi peu éclairée, mais profonde, des masses russes en le socialisme qui, victorieux dans l'ancien empire des tsars, devrait nécessairement l'emporter dans l'Europe entière pour que la paix rétablie régnât à jamais. Le retentissement des paroles wilsoniennes contribuait aussi à augmenter l'horreur universelle, pour « l'impérialisme », dont le Président des États-Unis avait prononcé la condamnation générale. C'est dans cette atmosphère qu'allait surgir l'invitation de Stockholm.

A la nouvelle de la révolution russe, le secrétaire du Bureau socialiste international, en fonction depuis 1914, un Belge demeuré en Belgique occupée, M. Huysmans, avait obtenu de passer en pays neutre et s'était rendu à Stockholm. Le gouvernement allemand avait autorisé ce voyage, comme il devait permettre aux chefs du socialisme allemand de gagner aussi la Scandinavie ou la Suisse. Il jugeait en effet utile de faciliter l'expansion du pacifisme, dont il attendait au moins la prompte désagrégation de la Russie. En Suède, M. Huysmans fut rejoint par le leader des socialistes néerlandais, M. Trœlstra. Conseillé par lui, M. Huysmans invita les socialistes des nations belligérantes à envoyer des délégués à Stockholm pour exposer séparément leurs vues à leurs camarades des pays neutres. A Paris, les amis de M. Renaudel, qui possédaient encore la majorité à l'intérieur du parti, sans répondre aussitôt de façon officielle ne cachèrent pas leur intention de repousser l'invitation. A Pétrograd au contraire, le Conseil (Soviet) des ouvriers et soldats, accepta, en l'élargissant, la proposition Huysmans-Troelstra. Le 15 mai, il convoqua pour la fin de juin, à Stockholm, une conférence socialiste internationale. Le but était de préparer une « paix sans annexion ni contribution, avec droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». M. Kerensky venait de prendre le pouvoir, qu'avaient dû abandonner les cadets (notamment M. Milioukof), suspects d'impérialisme. M. Kerensky ne jugea pas son autorité suffisante pour combattre l'action du Soviet. Lénine, l'extrémiste de Zimmerwald, venait d'arriver en Russie, après avoir traversé l'Allemagne. Favorable à la paix immédiate, son influence était, dès le début de mai, assez forte pour déterminer une sédition militaire à Pétrograd. Aux représentants des Alliés, à M. Albert Thomas en particulier, et aux trois députés français, M. Kérensky déclare donc que, résolu à poursuivre la guerre, il souhaitait la réunion de Stockholm. Il était indispensable, en effet, de démontrer au peuple russe que, si la lutte se prolongeait c'était par la faute de l'Allemagne, non à cause de l'impérialisme anglais ou français. L'accord négocié quelques mois auparavant par M. Doumergue, et auquel les journaux russes commençaient à faire allusion, permettait aux germanophiles de dire que l'Entente était plus annexionniste que les Empires centraux. Il fallait changer de politique. M. Thomas télégraphia à Paris pour exposer le point de vue du Gouvernement russe et l'appuyer. De leur côté, MM. Cachin et Moutet rentrèrent hâtivement en France pour demander au Conseil national du parti socialiste, convoqué pour le 27 mai, d'accepter dans ces conditions l'invitation de Stockholm.

Le 22 mai, les Chambres, après six semaines d'absence, avaient repris leurs séances. L'échec du 16 avril, la crise du Haut-Commandement, les mutineries, les grèves, le caractère inquiétant pris en se développant par la révolution russe, tout rendait difficile presque angoissante la situation politique. Aussi le 22 même, M. Ribot prit la parole. Repoussant toute annexion, le président du Conseil rappela, qu'au nom même de la justice, la France ne saurait jamais poser les armes sans avoir reçu une restitution : les provinces perdues en 1871 et, non une indemnité, mais une réparation pour les ravages de l'ennemi en notre pays.

La France ne contestait pas au peuple allemand

son « droit de libre développement », mais elle combattrait, tant qu'il le faudrait, le despotisme militaire, d'accord avec tous ses alliés et en particulier avec la Russie. Le président du Conseil fut très applaudi, même sur les bancs socialistes.

Le 27 au matin, MM. Cachin et Moutet arrivèrent à Paris. Dans l'après-midi ils assistèrent au Conseil national, exposèrent le point de vue des Russes, donnèrent leurs propres impressions. L'initiative du Soviet changeait tout. Impossible désormais de ne pas répondre favorablement à son invitation. Aucun socialiste ne pouvait refuser d'aider la Russie socialiste. Elle proposait la Conférence, il fallait se rendre à Stockholm. MM. Cachin et Moutet convainquirent leurs auditeurs. Majoritaires et minoritaires se retrouvèrent unis, et, à l'unanimité, fut votée la motion que voici : « le Conseil national... accueille l'initiative des camarades russes et se joint à eux pour demander la réunion de l'Internationale ; décide en même temps l'envoi d'une délégation à Stockholm qui apportera dans les conférences préparatoires les vues de la section française pour une action commune destinée à préparer la paix selon les principes formulés par le gouvernement révolutionnaire et les socialistes de Russie ; mandate également la délégation pour qu'elle s'entende avec ces derniers, relativement à la réunion de l'Internationale, demandée par eux ». Les délégués, aussitôt nommés, furent les chefs des deux fractions, majoritaire et minoritaire, M. Renaudel et M. Longuet.

Qu'allait faire le Gouvernement ? M. Ribot garda plusieurs jours le silence avant de se prononcer. Il savait la position difficile dans laquelle se trouvait M. Kerensky, obligé de lutter contre le peuple russe sans cesse plus favorable à la paix. Il comprenait l'intérêt d'une démarche qui prouverait d'éclatante façon, que nous poursuivions la guerre par nécessité, non par impérialisme.

Mais les généraux Pétain et Foch redoutaient une négociation qui ruinerait, peut-être, le moral de l'armée. Le Cabinet britannique, après avoir hésité, se prononçait contre Stockholm.

L'attitude de la presse et de l'opinion parlementaire fut décisive. Pour la plupart des journaux, des Français mandatés par un parti, mais non par le gouvernement, ne pouvaient aller en pays neutre discuter de la paix. Les socialistes, quel que fut leur nombre, ne devaient pas constituer un État dans l'État. Voilà ce qu'avec plus ou moins de violence, mais avec une égale fermeté, déclarèrent les organes les plus divers. Seul, avec les feuilles socialistes, un journal radical récemment fondé et qui pendant quelques mois eut de l'influence, le *Pays*, ne fit pas campagne contre Stockholm. Au Parlement, surtout au Sénat, les sentiments furent analogues.

M. Ribot s'inclina. Le 1er juin 1917, à la Chambre, avant la discussion d'interpellations en Comité secret, le président du Conseil fit connaître sa décision : « La paix future, dit-il, ne peut pas être l'œuvre d'un parti, quel qu'il soit ». Impossible d'ailleurs « de converser avec ceux qui sont nos ennemis quand la France est encore occupée ; un pareil projet risquerait de désorienter l'opinion et l'armée... la paix ne peut sortir que de la victoire ». Le gouvernement n'autorisera donc pas le voyage à Stockhlom. Les vifs applaudissements des quatre cinquièmes de la Chambre saluèrent cette déclaration. Le Comité secret, qui se poursuivit du 1er au 5 juin, changea, dès lors, quelque peu d'objet. La question des passeports à accorder ou refuser à M. Renaudel et Longuet fut vite dépassée. Les orateurs socialistes posèrent la question des buts de guerre. Le gouvernement et la nation russes répudiaient l'impérialisme et la diplomatie secrète. La France, qui ne souhaitait nulle conquête, ne devait pas accepter qu'à l'insu du Parlement fût conclu un accord comme celui négocié par M. Doumergue. M. Ribot répondit que, signé avec le tsar, l'accord était sans valeur depuis la révolution. La France renonçait volontiers à s'en prévaloir, comme la Russie renonçait à Constantinople. Après lui, M. Painlevé, s'adressant aux socialistes, fit appel à l'union sacrée. L'ordre du jour Klotz, accepté par le ministère, ne contenait rien d'impérialiste ; d'ailleurs il différait à peine de celui que proposaient MM. Renaudel, Cachin, Moutet. Après un premier scrutin sur la priorité, les socialistes se divisèrent et l'ordre du jour Klotz fut voté par 467 voix contre 52. En voici le texte, vrai résumé des conditions de paix voulues par la nation.

« La Chambre des députés, expression directe de la souveraineté du peuple français, adresse à la démocratie russe, et aux autres démocraties alliées son salut ;

Contresignant la protestation unanime qu'en

« L'Internationale est fondée sur deux grandes idées : l'idée de Paix, l'idée de Droit. Avant la guerre, nous avons servi l'idée de Paix, autant que nous l'avons pu. Pendant la guerre, après l'agression brutale dont le pays a été victime en 1914, il n'y a plus qu'une idée qui puisse guider notre Parti et l'Internationale, une grande idée, celle du Droit. »

(Discours du 12 août 1917).

Albert Thomas

1871 firent entendre à l'Assemblée nationale les représentants de l'Alsace-Lorraine, malgré elle arrachée à la France, elle déclare attendre de la guerre qui a été imposée à l'Europe par l'agression de l'Allemagne impérialiste, avec la libération des territoires envahis, le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie et la juste réparation des dommages;

Éloignée de toute pensée de conquête et d'asservissement des populations étrangères, elle compte que l'effort des armées de la République et des armées alliées permettra, le militarisme abattu, d'obtenir des garanties durables de paix et d'indépendance pour les peuples grands et petits, dans une organisation, dès maintenant préparée, de la Société des Nations. »

C'était la traduction française du programme wilsonien.

Au Sénat, c'est à l'unanimité que, le 6 juin, fut voté l'ordre du jour de confiance. On y rappelait que le gouvernement « seul a le droit d'engager le pays ».

Au mois de septembre 1917, se réunit bien, à Stockholm, la « troisième Conférence de Zimmerwald. » Aucun socialiste de France — ou d'Angleterre — ne prit part à ses travaux.

# XII

# LE MINISTÈRE PAINLEVÉ

## LE RÉTABLISSEMENT DE LA CONFIANCE

Le cabinet Ribot n'eut jamais à subir au Parlement les assauts violents qu'avait dû repousser M. Briand. Sans doute les socialistes, après le refus des passeports pour Stockholm, demeurèrent très froids à l'égard du ministère. Mais leur mécontentement ne se traduisit pas par une opposition systématique. Lorsque, avec quelque retard, furent discutées en Comité secret les interpellations sur l'affaire du 16 avril, c'est à la presque unanimité que fut voté l'ordre du jour de confiance. A la fin de la discussion, le 7 juillet, M. Painlevé, dans un discours qui fit impression, dégagea les leçons qu'il fallait tirer des rudes expériences d'avril : « C'en doit être fini, s'écria-t-il, des plans ambitieux et téméraires, des conceptions prétendues à la Napoléon. » Et il définit ainsi la méthode du gouvernement : « une politique de guerre qui ne demande pas l'impossible aux poitrines humaines mais *tire* de la machine de guerre sous toutes ses formes le maximum..., méthode non point passive mais habilement active, fructueuse en résultats, économe de vies humaines ». C'était la méthode même du général Pétain. M. Painlevé fut vivement applaudi par toute l'assemblée, plus applaudi même que le président du Conseil.

En juin et juillet, du reste, les bonnes nouvelles se succèdent. Non seulement les premiers contingents américains débarquent en Europe, mais, en Orient, une opération bien conduite nous délivre de Constantin. Au nom des trois puissances protectrices de la Grèce, un haut commissaire, ancien ministre français, M. Jonnart, invite le roi Constantin à abdiquer en faveur de son second fils, Alexandre. Des transports chargés de troupes, rassemblés en rade de Salamine, sont là pour appuyer sa démarche. Le roi cède et se retire en Suisse avec les siens (9-14 juin) et M. Venizelos redevient Premier ministre d'une Grèce à nouveau unifiée et alliée.

Au début de juillet, — M. Albert Thomas était rentré en France quelques jours auparavant — l'armée russe, immobile depuis six mois, prend l'offensive en Galicie et elle remporte d'abord quelques succès. Certes, l'opinion ne retrouvera jamais sa confiance d'autrefois en la Russie, à laquelle nous envoyions justement un nouvel ambassadeur, M. Noulens, ancien membre des cabinets Doumergue et Viviani. Mais les États-Unis remplacent la Russie. L'opinion compte que l'arrivée en France d'armées américaines rendra possible l'offensive générale et, avec elle, la décision. On se résigne à attendre l'achèvement des préparatifs américains. Ainsi, à l'arrière, le moral, si ébranlé par les déceptions d'avril et les incidents de mai, se relève.

Sur le front, sous l'action à la fois énergique et intelligente du général Pétain, le moral des troupes était redevenu excellent et l'armée française demeurait un instrument de lutte de premier ordre. Les durs combats qu'elle eut à livrer, en juin et juillet, pour conserver une partie du terrain conquis sur le Chemin des Dames en fournirent la preuve. L'ennemi s'acharnait sur cette ligne de hauteurs. A l'abri derrière le rebord nord du plateau, ses divisions surgissaient brusquement sur la crête et nous rejetaient dans la vallée de l'Aisne ; il fallait gravir à nouveau les pentes et reconquérir, par des contre-attaques locales, les observatoires perdus. Nos troupes supportèrent sans faiblir l'âpreté de cette lutte d'usure, plus coûteuse que certaines grandes opérations.

Celles-ci allaient d'ailleurs se poursuivre, mais sous une forme nouvelle. L'expérience du 16 avril

avait prouvé, une fois de plus, que la « percée », même sous la forme grandiose imaginée par le général Nivelle, restait une conception hasardeuse dans l'état actuel de nos moyens matériels. Pour pouvoir « exploiter », dès le lendemain de l'attaque, un succès initial, il fallait que la préparation s'étendît au moins à la deuxième position ennemie; d'autre part, le front d'attaque devait être très développé pour que la rupture entraînât des résultats considérables. L'action de notre artillerie devait donc porter sur une zone étendue en largeur comme en profondeur. Avions-nous assez de canons? Pas encore. Et le 16 avril notre préparation d'artillerie, diluée sur un trop grand espace, n'avait pu réaliser toutes les destructions nécessaires. L'infanterie, non encore munie d'engins d'accompagnement suffisants, n'avait pu, à elle seule, venir à bout des organisations épargnées. Sans doute, on aurait pu recommencer la préparation et poursuivre, comme sur la Somme, par bonds successifs, une avance méthodique. Mais le temps qu'on laissait ainsi à l'ennemi lui permettait, et d'amener ses réserves, et de rapiécer, au fur et à mesure, son système défensif. De toute façon, il fallait « provisoirement » renoncer à l'exploitation rapide, à la Nivelle. Le général Pétain eut le mérite de le comprendre et le courage de le dire à des États-Majors encore trop confiants dans la valeur absolue de leurs vastes conceptions stratégiques et à des chefs que hantait toujours l'espoir de la victoire fulgurante.

Section photographique

FORT DE LA MALMAISON

La directive n° 1 (développée et répandue par « *l'instruction sur l'action offensive des grandes unités dans la bataille* » du 31 octobre 1917) précise dès juin les modifications à apporter à « *l'instruction du 16 décembre 1916 sur les actions offensives d'ensemble* ». Le général Pétain part du principe que nos offensives doivent « *d'abord* » absorber la majeure partie des réserves ennemies, tout en ménageant les nôtres. Il faut « user » les divisions allemandes. Mais cette lutte d'usure ne doit pas être, comme aux temps héroïques de 1915, obtenue par une sorte de guerrilla menée sur toute l'étendue du front, ni, comme sur la Somme, par la poussée continue d'une masse sans cesse accrue sur un même point. Il s'agit d'attirer les réserves allemandes sur une zone du front, de les y écraser dans une lutte brève menée avec une accumulation formidable de moyens matériels et un minimum d'infanterie assaillante; puis d'attaquer de la même façon sur un autre secteur, et ainsi de suite. Cette succession rapide de chocs ébranle peu à peu le front et la discontinuité des assauts déconcerte la défense. Lorsque le commandement allemand aura été amené à engager ainsi toutes ses disponibilités et que son incertitude sur nos intentions sera à son comble, alors, mais « *alors seulement* », nous pourrons songer à lancer nos troupes, prudemment ménagées, dans une opération de rupture, partant d'une base d'opération large et riche en communications. Et nous pourrons prévoir l'exploitation rapide du succès.

Cette doctrine stratégique comporte trois conséquences inéluctables. Il faut d'abord perfectionner notre armement et multiplier nos moyens d'action par le feu. C'est à quoi s'emploient, comme nous le verrons plus loin, les ministres de

la Guerre et de l'Armement, stimulés par les demandes du G. Q. G.

Il faut ensuite, au point de vue tactique, borner ses ambitions à des attaques, à « *objectifs limités* ». L'infanterie, strictement économisée, ne poussera que jusqu'à la limite que la préparation d'artillerie peut atteindre et n'avancera qu'encadrée et soutenue par des barrages de feux soigneusement réglés.

Elle ne donnera l'assaut que lorsque l'état des destructions sera suffisamment avancé et dûment controlé. Elle s'organisera sur le terrain conquis et laissera l'ennemi s'user dans des contre-attaques d'autant moins redoutables que notre avance aura été moins prononcée. Il faut éviter avant tout de former des « poches » au fond desquelles s'entasseraient sans profit des effectifs trop denses et trop exposés. Il faut arrêter les frais dès que l'opération risque de coûter en vies humaines plus qu'elle ne peut rapporter au point de vue stratégique. Enfin, puisque cette tactique doit être appliquée progressivement sur tout le front, il faut que les préparatifs matériels de l'offensive, ce que l'on nomme « l'équipement » d'un secteur d'attaque, soient entamés longtemps à l'avance et par toutes les armées. De la sorte, le général en chef pourra déclencher, dans un délai relativement court, telle ou telle action qu'il jugera particulièrement opportune. Il se ménagera, en outre, le bénéfice de la surprise, puisque les indices recueillis feront craindre à l'ennemi la possibilité d'une attaque sur toute l'étendue du front et qu'il sera par suite incertain sur le point où il doit attendre notre effort principal. Dès le 9 août, des instructions sont envoyées au trois commandants de Groupes d'Armées. Elles prévoient, de St-Quentin à Belfort, 14 opérations distinctes dont les préparations peuvent être commencées. A vrai dire, Pétain entend que l'on se consacre avant tout à perfectionner notre système défensif; mais les deux ordres de travaux peuvent marcher de pair et il est vraisemblable que l'organisation défensive de notre front, commencée sur certains points depuis 1914, aura prochainement atteint son maximum de solidité.

Section photographique

LE MORT-HOMME, RAVITAILLEMENT EN OBUS

En fait, sur quatorze opérations trois seulement étaient prévues pour 1917. Une seule fut réalisée, l'offensive dite de la Malmaison. Il y faut ajouter les opérations de la 2e Armée autour de Verdun, qui se rattachent au dégagement méthodique de la place, entrepris, comme nous l'avons vu, dès la fin de 1916.

Le 20 août, après une préparation d'artillerie écrasante, le général Guillaumat lançait son infanterie en avant, sur un front de 24 kilomètres, à cheval sur les deux rives de la Meuse. Encore qu'elle fût attendue, notre attaque progressait largement dès le premier jour et reprenait les sommets fameux du Mort-Homme et de la cote 344. Le 21, elle se poursuivait et parvenait, à peu de chose près, à reconquérir presque tout le terrain perdu en 1916. Les abris formidables du Mort-Homme n'avaient pu résister à nos obus. On dénombrait plus de 6.000 prisonniers et Ludendorff avoue que les pertes allemandes avaient été considérables. Le 28 août, une nouvelle avance portait notre gauche sur le ruisseau des Forges et

Si la France poursuit cette guerre,
ce n'est ni pour conquérir, ni pour se
venger; c'est pour défendre sa liberté et
son indépendance, en même temps que
la liberté et l'indépendance du monde.
Ses revendications sont celles du droit même:
elles sont indépendantes du sort des batailles.
La France les proclamait solennellement
en 1871 alors qu'elle était vaincue: elle
les proclame aujourd'hui qu'elle a
fait sentir à ses agresseurs le poids de ses armes.

Paul Painlevé

Déclaration ministérielle du 18 Septembre 1917

élargissait le saillant dessiné par notre front.

Le 8, par un procédé analogue, nous améliorions nos positions sur la droite, vers les bois des Fosses et de Caurières.

Une violente réaction allemande était brisée le 9 ; puis le calme se faisait peu à peu. Les résultats moraux de cette heureuse tentative dépassaient largement la portée des avantages tactiques : notre infanterie, bien protégée et employée à bon escient n'avait eu que des pertes relativement légères ; l'attaque à objectifs limités s'avérait capable de succès peu coûteux : les troupes et les états-majors reprenaient confiance dans les vertus de l'offensive ; l'ennemi constatait que nous avions surmonté la récente crise ; l'opinion française voyait avec satisfaction se concilier son ardent désir de vaincre et son souci légitime de vaincre avec le minimum de sacrifices humains.

Section photographique

FORGES, PONT CONSTRUIT AVEC DES VOITURES

L'affaire de la Malmaison (23-28 octobre) voit confirmer cette impression favorable. Le point d'application avait été fort heureusement choisi, à l'endroit où le front allemand, franchissant la vallée de l'Ailette, reliait les positions du Chemin des Dames à celles du massif de Saint-Gobain et dessinait un saillant prononcé dont le sommet était le moulin de Laffaux. Le général Maistre, commandant la 6e armée, avait préparé l'attaque avec une minutie telle qu'elle a pu être qualifiée de « bijou stratégique ». Les principes de Pétain y étaient scrupuleusement observés : front réduit (18 kilomètres), moyens matériels puissants (A. L. et A. L. G. P., chars d'assauts, batteries de mitrailleuses, aviation d'accompagnement, etc.), infanterie relativement réduite (trois corps d'armée), destruction minutieuse, objectifs successifs strictement limités.

L'ennemi, prévenu par notre préparation, avait renforcé son front de deux divisions et comptait tenir sur place. Il fut littéralement écrasé ; dès le 23 au soir notre avance atteignait 3 km. 500 en profondeur et on comptait 5.700 prisonniers. Le lendemain, la progression continue sans rencontrer de résistance sérieuse et nos patrouilles poussent jusqu'à l'Ailette. Les ponts sont encore intacts. Faut-il les franchir et « exploiter » le succès ? Le général Pétain intervient en personne pour démontrer que toute poussée sur ce front limité se heurterait aux fortes organisations du massif de Laon, que nos forces, aventurées au delà d'une rivière marécageuse, sans soutien sérieux d'artillerie, sans communications assurées, se heurteraient à des réserves solidement établies. Mieux vaut essayer d'élargir la brèche et de déblayer méthodiquement le terrain conquis. Le 25, les fractions encerclées dans la forêt de Pinon sont capturées et notre ligne d'avant-postes s'établit sur le canal de l'Oise à l'Aisne. Le 26, notre pression s'exerce sur la droite du front d'attaque : elle tend à mettre en mauvaise posture les positions allemandes de Braye-en-Laonnois à Craonne, désormais prises d'enfilade, et à nous assurer des vues sur la vallée de l'Ailette qui

les borde en arrière. L'ennemi, visiblement désorganisé, réagit faiblement. Ludendorff, en présence de l'énormité des pertes subies (il avoue que quelques divisions avaient été « *taillées en pièces* ») et de la prudence de notre tactique, hésite à entreprendre une contre-offensive d'ensemble. Il se résout, à contre-cœur, à reporter sa ligne de défense sur le nouvel alignement. Dans la nuit du 1er au 2 novembre, les Allemands se replient méthodiquement derrière l'Ailette, de Chevrigny à Corbeny, et nous pouvons nous installer sur le Chemin des Dames, témoin de tant d'infructueux assauts. Une seule attaque bien conduite nous donnait ce que la grande bataille du 16 avril n'avait pu nous assurer. Nous gagnions une moyenne de 5 kilomètres de terrain sur un front de 40 kilomètres, 12.000 prisonniers, 200 canons, 22 lance-bombes et 7.000 mitrailleuses. Les pertes étaient minimes : de fin juillet à fin décembre elles se montent, pour toute l'armée française, à 38.000 morts et 120.000 évacués, le plus faible chiffre de toute la guerre.

Certaines fractions de notre infanterie avaient progressé l'arme à la bretelle et purent contempler avec émerveillement l'effet prodigieux de nos gros obus sur les carrières de Montparnasse et le fort de la Malmaison. L'ordre et le soin apportés dans les ravitaillements et les mouvements des troupes contrastaient heureusement avec l'embouteillage et l'incohérence du 16 avril. Pourtant ni le terrain, ni la proportion des forces n'avaient changé : notre supériorité résidait essentiellement dans l'emploi judicieux de ces forces.

En plus de leurs avantages moraux et stratégiques, ces opérations avaient pour effet d'alléger la rude tâche assumée par l'armée anglaise. La bataille des Flandres, qui avait succédé à la bataille d'Arras, se déroulait. Le 4 mai, en présence des résultats insuffisants de la grande offensive anglo-française de Nivelle, à la veille de la bataille qui devait consolider et stabiliser nos positions du Chemin des Dames, il avait été décidé que Sir Douglas Haig consacrerait ses efforts ultérieurs à l'opération, prévue dès 1916, en vue de l'élargissement du saillant d'Ypres. Les Anglais espéraient arriver à gagner assez de terrain vers le nord pour obliger l'ennemi à évacuer l'étroite bande cotière qu'il tenait, de l'embouchure de l'Yser à la frontière hollandaise. Une avance de 20 kilomètres sur le front Roulers-Thourout aurait coupé ou sérieusement gêné les communications des deux bases sous-marines allemandes dans la mer du Nord, Ostende et Zeebrugge. Or, la guerre sous-marine à outrance, entamée le 1er février, menaçait de compromettre la situation de l'Entente : en avril, elle avait atteint son maximum de rendement, avec 411 navires et 874.000 tonneaux coulés dans un seul mois. On conçoit que le cabinet anglais ait insisté en faveur d'une offensive dans les Flandres. L'armée française devait s'y associer ; cette manifestation de solidarité marquait la volonté des deux généraux de travailler désormais en parfait accord ; de la part de Pétain, elle constituait à la fois une promesse et une habileté qui prépare la coopération de 1918. Une petite armée, placée sous le commandement du général Anthoine, entrait en ligne sur l'Yser et relevait les Belges qui serraient sur la côte. De leur côté, les Anglais avaient procédé, les 7 et 8 juin, à une rectification de leur front au sud d'Ypres. A la suite de travaux souterrains poursuivis depuis plus d'un an, la crête de Messines-Wytschaete avait été minée ; 500.000 kilos d'explosifs détonant simultanément pulvérisèrent les premières lignes ennemies ; douze divisions anglaises s'élancèrent sur un front de 15 kilomètres ; quarante huit heures leur suffirent pour atteindre leur objectif. Du coup, l'ennemi perdait d'excellents observatoires sur la plaine d'Ypres et la possession de ces hauteurs assurait la protection du flanc droit de la prochaine attaque.

Elle se déclencha du sud de Dixmude au sud d'Ypres, le 31 juillet, après une longue et minutieuse préparation. Il s'agissait, d'une part, de conquérir de haute lutte les collines qui dominent la vallée de la Lys, à l'est d'Ypres, d'autre part de s'élever vers le nord en s'appuyant sur la ligne de faîte Ypres-Roulers. Ce soin était confié à la 5e armée (général Cough). L'armée française, placée à la gauche de la ligne de bataille, devait conformer ses mouvements à ceux du centre et progresser dans la zone marécageuse et inondée de l'Yser vers la forêt d'Houthulst. A droite, la 2e armée anglaise restait face à l'est, de Wytschaete à Armentières, et se tenait prête à déboucher, le cas échéant, au-delà de la Lys. L'armée belge avancerait ultérieurement le long de la mer, en liaison avec l'armée française. Tout dépendait donc de la rapidité de l'avance du centre. Mais cette avance était prévue sous la

forme de bonds successifs, séparés par des intervalles de préparation et de ravitaillement. On reprenait en quelque sorte la formule de la Somme. Toutefois on espérait dépasser en une dizaine de jours les organisations défensives allemandes et la cavalerie était tenue prête à exploiter le succès. Malheureusement, comme sur la Somme, les difficultés du terrain, aggravées par les intempéries, obligèrent sir Douglas à marquer des temps d'arrêt trop considérables. Les attaques successives s'échelonnèrent de la façon suivante : 31 juillet, 16 août, 20 septembre, 4 octobre, 9 octobre, 12 octobre, 26 octobre, 30 octobre, 6 novembre.

Section photographique

BOIS DES CAURIÈRES

Toutes furent contrariées par des pluies persistantes : dès octobre, il devint impossible de progresser dans les parties basses du terrain, entièrement submergées. Sur les hauteurs mêmes, le sol était impraticable en dehors des routes; l'observation aérienne devenait très difficile, les réglages d'artillerie très lents. Il faut en outre reconnaître que la défensive allemande se montra particulièrement opiniâtre. Au début, l'ennemi appliqua avec succès sa tactique des « divisions d'intervention » : elle consistait à lancer en fin de combat une contre-attaque massive au moyen de troupes disposées à l'avance et soustraites aux effets de l'artillerie. L'attaque du 31 juillet et surtout celle du 16 août furent ainsi « ramenées » sur certains points, vers des positions qu'elles avaient d'abord largement dépassées. L'expérience de ce procédé et sans doute aussi l'expérience des études entreprises par l'État-Major français conduisirent sir Douglas à adopter la nouvelle méthode de l'attaque à objectifs limités. Plus réduites ses attaques se multiplièrent, dès le 20 septembre, et devinrent plus pressantes. Les « divisions d'intervention » se heurtèrent à une infanterie plus prudente et à une artillerie encore en mesure de l'appuyer. Lors des dernières attaques, les effectifs d'artillerie engagés atteignirent 85 % des troupes combattantes. L'ennemi se trouva dès lors incapable d'arrêter nos progrès. Ludendorff reconnaît que l'armée allemande souffrit cruellement au cours de ces combats ; les effectifs fondaient dans cette mer de boue sur laquelle planait un perpétuel ouragan de flammes. Il fallut adopter un procédé de combat moins coûteux mais singulièrement dangereux : la densité des troupes fut réduite au minimum sur les premières lignes, considérées comme sacrifiées, et la défense reportée très en arrière de cette « zone de couverture » ; cela n'empêchait pas Français et Anglais de progresser sans cesse et, en revanche, cela décourageait singulièrement les défenseurs. Le mois d'octobre fut une période critique pour le Haut-Commandement allemand. Mais Ostende et Zeebrugge furent sauvées par la pluie comme Dunkerque avait été, en 1914, sauvé par l'inondation. En ce rude pays des Flandres, les éléments imposaient aux hommes leur souveraine volonté sans parvenir à abattre leur rage combative.

A plusieurs reprises, sir Douglas avait songé à arrêter les frais. Il s'était obstiné en considération du danger d'une contre-offensive allemande sur un autre point du front et aussi pour confirmer l'ennemi dans l'idée que les Anglais se consacraient exclusivement à l'attaque des Flandres. Or, au

début de novembre, d'une part la contre-offensive attendue s'était produite sur le front italien et l'hiver interdisait toute nouvelle tentative sur le front ouest ; d'autre-part, l'attaque sur Cambrai était, comme nous le verrons plus loin, sur le point de se déclencher. On renonça donc à pousser plus loin. Le résultat définitif consistait en 24.000 prisonniers, un gain de terrain d'une dizaine de kilomètres autour d'Ypres, et une bonne base de départ pour d'ultérieures offensives. L'ennemi avait usé dans la bataille 78 divisions, dont 18 avaient été engagé deux fois. Si l'objectif stratégique n'avait pas été atteint, peut-être pouvait-on profiter de ces succès tactiques pour tenter un coup audacieux et dont les résultats pouvaient être considérables.

L'attaque de Cambrai (20 novembre-7 décembre) est le type achevé de l'attaque par surprise. Surprise stratégique : profitant de la concentration de troupes allemandes en Flandre, sir Douglas déplaça inopinément le centre de gravité de la bataille et frappa brusquement sur un secteur dégarni. Surprise tactique : la préparation d'artillerie est supprimée ; les méthodes de tir d'après la carte, déjà en faveur dans l'armée française, et qui suppriment les réglages préalables, sont adoptées. Une masse de tanks rassemblée secrètement devait suffire à ouvrir le passage ; le secret de l'opération avait été si jalousement gardé que, seul de toute l'armée française, le général Pétain était au courant du projet. Les forces anglaises étaient minimes (6 divisions sur 10 kilomètres de front) et le succès dépendait entièrement de la rapidité de leur progression. On avait calculé que, pendant 48 heures, aucun renfort sérieux ne pouvait leur être opposé. Il fallait donc avoir dans la journée traversé les quelques dix kilomètres sur lesquels s'étendaient les défenses de la ligne Hindenburg, de façon à pouvoir lancer la cavalerie et à bouleverser les transports ennemis. Cela fait sir Douglas comptait rabattre vers le nord un détachement de poursuite franco-anglais (dont la concentration ne commença que le 19 au soir) et faire ainsi tomber, en les prenant à revers, toutes les positions ennemies en saillant devant Arras. Conception audacieuse qui marque une véritable révolution dans la tactique jusqu'alors employée pour la rupture des positions fortifiées et contribua puissamment à éclairer les États-Majors sur les possibilités nouvelles qui s'ouvraient avec la mise en œuvre d'un nouveau matériel.

Elle faillit réussir ; le 20 novembre au soir, les deux premières positions allemandes étaient enlevées et la troisième percée devant Masnières. Mais, au centre de l'attaque, une division s'était attardée autour du village de Flesquières et la brèche restait très étroite. Elle était, d'autre part, limitée par l'obstacle naturel constitué par le lit de l'Escaut et du canal qui le borde. Les Allemands avaient réussi à couper les ponts sur la route de Cambrai. La cavalerie ne put pas passer. L'artillerie elle-même éprouva de grosses difficultés à se porter en avant.

L'attaque devait reprendre le 21 et briser les dernières résistances. Mais, par une singulière malchance, le même jour, la 107e D. I. allemande, venant de Russie, achevait ses débarquements à Cambrai. On la jeta aussitôt dans la 3e position qui tenait encore et elle parvint à empêcher la percée. La situation restait toutefois très critique, car les troupes que Ludendorff était en train de ramener autour de Cambrai, ne pouvaient arriver que le 23. Il avoue que, si Sir Douglas avait exploité son « grand succès initial », il aurait été impossible de limiter la brèche. Mais ce dernier n'avait sous la main que des forces insuffisantes ; d'ailleurs il songeait moins à pousser de l'avant qu'à se tourner vers le Nord. Force lui fut, le 22, de laisser reposer ses troupes et d'organiser son flanc face à Cambrai en vue de la conversion projetée. Lorsque, le 23, il prononça sur la crête de Bourlon une attaque avec deux divisions fraîches, il se heurta à une résistance solide. Cinq jours de combats acharnés ne firent qu'accroître les moyens de l'adversaire. L'échec devenait définitif.

Il s'aggrava lorsque, le 30 novembre, se déclencha la contre-offensive préparée à loisir par le commandant allemand et menée par une douzaine de divisions fraîches. Les deux faces du saillant relativement étroit, dessiné par les nouvelles positions britanniques, furent assaillies simultanément. Celle du nord tint bon ; mais au sud le front fut percé et, pendant quelques heures, on put craindre que l'ennemi ne ramassât les 3 ou 4 divisions enfoncées dans la poche. D'énergiques contre-attaques sauvegardèrent leur ligne de repli et, le 5 décembre, le front anglais fut ramené sur un alignement moins exposé. L'armée anglaise gagnait encore quelques 11 kilomètres de la ligne Hindenburg, sans parler de 11.000 prisonniers et

145 canons. Mais elle n'avait pu réaliser son intention et, fait plus grave, elle avait « brûlé » sans profit un procédé d'attaque dont on aurait pu tirer un parti considérable. L'ennemi était désormais sur ses gardes et, somme toute, Ludendorff pouvait parler de « victoire », encore qu'il eût dû reculer sur presque tous les points du front occidental.

Section photographique

BRAYE-EN-LAONNOIS

## LA FIN DU CABINET RIBOT

Si, durant l'été de 1917, la confiance un instant ébranlée se rétablit vite, sur notre front, comme à l'arrière, cependant la situation économique, sans être très inquiétante, continue de préoccuper. Après l'institution de la carte de sucre, il faut interdire le commerce et la consommation de la viande deux jours par semaine. Si l'établissement d'une carte de pain est encore jugé inutile le pain devient moins blanc. Le coût général de la vie continue de s'élever, d'ailleurs encore lentement. Mais, malgré l'entente financière des Alliés, le change français, après s'être maintenu au pair jusqu'au milieu de 1915, décline par suite du déficit sans cesse croissant de notre balance commerciale — en 1917 nos exportations atteindront seulement 6 milliards contre 27 milliards d'importation — et de l'inflation fiduciaire — de décembre 1916 à décembre 1917, le montant des billets émis par la Banque de France passera de 16 à 22 milliards. Comme les restrictions et les économies, prêchées par la presse et le gouvernement, ne sauraient suffire, des mesures sont prises pour encourager la production. 300.000 soldats des vieilles classes (1888 à 1891) sont mis en sursis ou mobilisés à la terre. Pour parer à la crise qui, durant le dernier hiver, avait été la plus grave, celle du combustible, M. Loucheur, placé à la tête du service charbonnier, soumet nos mines de houille à une exploitation intensive ; elles parviendront à livrer ainsi 29 millions de tonnes en 1917, au lieu de 19 en 1916. La crise sera conjurée sans qu'il soit nécessaire d'augmenter l'importation de combustible anglais.

Section photographique

UNE RUE A ARMENTIÈRES

Au reste, les embarras dont nous souffrions étaient peu de chose en face de ceux au milieu

desquels l'Allemagne se débattait. Les résultats de la guerre sous-marine ne correspondaient qu'à demi aux espoirs et aux prophéties de l'Amirauté. Au Reichstag, dans la plupart des partis, grandissait le nombre des partisans de la paix immédiate et sans victoire. On comptait parmi eux un député du centre catholique, autrefois pangermaniste et annexionniste ardent, mais qui savait voir la situation vraie de sa patrie, Mathias Erzberger. C'est en partie pour rendre plus aisée la paix, que d'ailleurs il était maintenant le premier à souhaiter, que le Chancelier Bethmann-Hollweg, l'homme du « chiffon de papier », donna sa démission (juillet 1917). Il fut remplacé par un personnage obscur, Michaëlis, qui passa aux yeux de l'Entente pour le serviteur dévoué du Grand État-Major. Mais, au lendemain même de sa nomination, le 19 juillet, le Reichstag, à la majorité des deux tiers, vota une résolution favorable « à une paix d'entente et à une réconciliation durable des peuples » et hostile à « des extensions territoriales par la violence », comme à « tous les plans qui se proposent un blocus économique et l'inimitié entre les peuples ». A la même époque, le Kronprinz, dans une lettre à Guillaume II, déclara : « Il ne s'agit plus désormais de victoire, d'agrandissement de l'Allemagne ou de gloire ; il s'agit de la vie du peuple allemand... Parlons franchement. Ne songeons plus à la Belgique. Renonçons à toute annexion, même à l'Est. Il faut que nous engagions des pourparlers avec nos ennemis ». Mais Guillaume II ne voulut rien entendre; il repoussait la paix de conciliation, « blanche », que lui conseillaient le Reichstag et son fils. D'ailleurs, le 19 juillet même, opérant une contre-offensive, les troupes allemandes avaient percé le front russe, dans la région de Tarnopol. En quelques jours elles devaient reconquérir la Galicie orientale et la Bukovine, tout le terrain gagné par Broussilov en 1916. La Russie, dont l'armée paraissait se dissoudre, n'allait-elle pas conclure une paix séparée? Sur l'ordre de l'Empereur, Michaëlis, en recevant la résolution du Reichstag, prononça un discours très ferme : « Nous ne pouvons pas, assura-t-il, atteindre les buts qui sont définis dans la résolution avant que nos ennemis aient abandonné leur fièvre de conquête et leur désir de nous écraser. Nous ne pouvons pas négocier avec un adversaire qui réclame une partie du territoire de l'empire... Nous ne pouvons pas encore faire une offre de paix. » Quelques jours après, dans un nouveau discours, le Chancelier tenta de rejeter sur l'Entente, et en particulier la France, l'accusation d'impérialisme qui avait si souvent été adressée à l'Allemagne. « Je connais, dit-il, par des témoins oculaires et auriculaires, les débats de la Chambre des députés de France au Comité secret du 1er et du 2 juin 1917 » et Michaëlis fit alors allusion, non sans quelque inexactitude, au « traité Doumergue ».

L'opinion française avait accueilli avec indifférence le vote du Reichstag. Elle voyait dans cette résolution une manœuvre destinée à diviser les Alliés. Son scepticisme était même excessif et sans nuances quand il allait jusqu'à nier la sincérité d'Erzberger, devenu pacifiste convaincu. Les révélations du Chancelier Michaëlis émurent davantage. On savait bien que le secret des délibérations à huis-clos de la Chambre et du Sénat n'était qu'imparfaitement gardé. Au lendemain des séances, les gens bien informés connaissaient en gros les discours et les déclarations. Rien d'étonnant à ce qu'un espion ennemi eût été lui aussi renseigné. On ignorait encore qu'un député, Turmel, était en relations avec les Allemands. Seulement la révélation s'ajoutait à d'autres.

Quelques jours auparavant avait éclaté l'affaire du « *Bonnet rouge* » et, après une longue campagne de presse, un discours de M. Clemenceau, au Sénat, avait dénoncé la gestion du ministre de l'Intérieur, M. Malvy, accusé « d'avoir trahi l'intérêt de la France ».

Le « *Bonnet rouge* » était un journal parisien du soir, d'assez faible tirage, dont le directeur, Miguel Almereyda, exerçait, avant la guerre, une certaine influence dans quelques milieux révolutionnaires. La mobilisation décrétée, le « *Bonnet rouge* » adopta une attitude patriotique, recommanda l'union sacrée et obtint en récompense une subvention du ministère de l'Intérieur. Mais, à la fin de 1915, autant que la censure le lui permettait, le « *Bonnet rouge* » entreprit une campagne d'insinuations pacifistes, « défaitiste », comme on commençait à dire. La subvention ministérielle fut aussitôt supprimée et la police se mit à surveiller Almereyda — qui fit alors plusieurs voyages en Espagne — et le nouvel administrateur du journal, Duval, un obscur publiciste, autrefois nationaliste, depuis longtemps en rapports, qui furent d'abord d'affaire, avec un banquier allemand, Marx de Mannheim. Au mois de mai 1917,

Duval, qui venait de séjourner en Suisse, fut, à son retour, fouillé à la frontière et trouvé porteur d'un chèque de 150.000 francs. Le chèque fut saisi. Pourtant, grâce à l'intervention de M. Leymarie, chef du cabinet de M. Malvy, mais agissant à l'insu de son ministre, le chèque fut, quelques jours après, restitué, après avoir été photographié. Une enquête, ouverte avec quelque retard, aboutit à l'arrestation de Duval, suivie bientôt par celle d'Almereyda, et à la suppression du « *Bonnet rouge* ». Le 7 juillet, à la Chambre, questionné par M. Barrès, M. Ribot fit une première allusion à l'affaire. Aussitôt le ministre de l'Intérieur fut ouvertement mis en cause par une partie de la presse et une fraction du Parlement.

Section photographique

CAMBRAI, UNE PORTE DE LA VILLE

Au pouvoir depuis plus de trois ans, M. Malvy, bon garçon, camarade serviable, aimant la vie facile, laissait le plus souvent ses collaborateurs, et en particulier M. Leymarie, régler eux-mêmes les affaires dont l'étude l'ennuyait. Excellent manœuvrier parlementaire, il avait réussi, dans les divers changements de cabinet, à garder son portefeuille, malgré l'hostilité de bien des membres de son propre parti et notamment de M. Combes. En octobre 1915, M. Briand avait voulu le remplacer au ministère de l'Intérieur par M. Doumergue, mais M. Ribot avait obtenu son maintien et, devenu Premier ministre, M. Ribot avait consenti à l'entrée de M. Malvy dans le Comité de Guerre. Connu par son amitié pour M. Caillaux, considéré généralement comme le représentant de celui-ci au sein du gouvernement, M. Malvy partageait, auprès du grand public, l'impopularité de l'ancien président du Conseil. En outre, bien qu'elle eût subi l'épreuve du succès, la politique que, d'accord au reste avec les différents chefs de gouvernement, M. Malvy avait pratiquée à l'Intérieur, avait suscité de vives critiques. Il avait négocié avec les leaders syndicalistes pour maintenir la paix intérieure, avait reçu parfois des agitateurs pacifistes qu'il essayait de ramener dans la bonne voie et évité le plus possible de procéder à des arrestations. Les circonstances exigeaient sans aucun doute tous ces ménagements et les successeurs de M. Malvy ne devaient pas être moins opportunistes que lui. Mais le ministre de l'Intérieur avait encore la charge d'attribuer ou de refuser les permis de séjour aux étrangers résidant en France et spécialement à Paris ; bien qu'après enquêtes ou jugements ces reproches n'aient guère paru justifiés, M. Malvy avait été souvent accusé, à la Chambre, de ne pas assez surveiller les étrangers suspects. Lorsque les grèves, puis les mutineries, éclatèrent, le G. Q. G., à deux reprises, entreprit d'en rejeter l'entière responsabilité sur la propagande pacifiste. M. Malvy avait, depuis deux ans, en partie obtenu que, dans la zone de l'intérieur, les pouvoirs de police fussent rendus aux autorités civiles. Les militaires condamnèrent la faiblesse des fonctionnaires civils et de leur chef, le ministre de l'Intérieur. Malgré l'union sacrée, les partis de droite n'avaient cessé de traiter celui-ci en adversaire. A plusieurs reprises, M. Malvy, au sein du Conseil des ministres, avait d'ailleurs protesté contre le développement de la propagande anti-républicaine.

M. Léon Daudet, dans l'« *Action française* », avait entrepris une vive campagne contre M. Malvy, suspect, disait-il, de complaisances à l'égard du défaitisme et dont la vie privée n'était pas sans reproches. L'opinion se trouvait donc prévenue à l'avance contre le ministre de l'Intérieur, quand survint l'affaire du « *Bonnet rouge* ». Puis, le 22 juillet, ce fut, au Sénat, le long réquisitoire de M. Clemenceau contre M. Malvy. Après avoir regretté qu'au moment de la mobilisation, le gouvernement n'eût pas arrêté au moins quelques-uns des suspects inscrits au carnet B, M. Clemenceau lut une série de notes policières, comptes rendus de réunions où des paroles séditieuses avaient été prononcées ; il dénonça des étrangers qu'il jugeait suspects et qui n'avaient pas été inquiétés. Il déclara enfin le nom de M. Malvy « attaché » à celui d'Almereyda. Le Sénat, qui n'avait jamais eu grande sympathie pour le ministre de l'Intérieur, applaudit vivement, mais, après une intervention de M. Ribot, il vota cependant à l'unanimité la confiance au gouvernement.

STEEG, MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Le 3 août, la Chambre et le Sénat se séparèrent jusqu'au 18 septembre. Le président du Conseil comptait mettre à profit ces six semaines de vacances pour remanier son cabinet. Déjà, à la suite d'interpellations sur la guerre sous-marine, l'amiral Lacaze avait démissionné, suivi dans sa retraite par M. Denys Cochin, sous-secrétaire d'État du Blocus. M. Chaumet, un ancien leader de l'opposition était devenu ministre de la Marine.

M. Malvy prit alors un congé. M. Viviani assura son intérim. Mais, le 14 août, Almereyda meurt en prison, étranglé au moyen d'un lacet de ses propres souliers. Les experts concluent au suicide ; pourtant les circonstances de cette mort semblent obscures. M. Leymarie, dont le public apprend alors le rôle dans l'affaire du chèque, abandonne ses fonctions (24 août). Duval, jusqu'ici poursuivi pour commerce avec l'ennemi, est désormais inculpé d'intelligences avec l'ennemi. Le 31 août, M. Malvy, désireux, dit-il, que les attaques dont il est l'objet ne soient pas une cause d'affaiblissement pour le gouvernement, donne sa démission. Le ministre de l'Instruction publique, M. Steeg, est cette fois, chargé de l'intérim. La crise devient alors générale. Mal vu par les socialistes depuis l'affaire de Stockholm, M. Ribot est jugé, par d'autres parties de l'opinion, insuffisamment énergique. Son caractère n'est pas, déclare-t-on, à la hauteur de son intelligence. Pourtant quand, le 7 septembre, le président du Conseil apporte au Président de la République la démission du cabinet, M. Ribot reçoit encore mission de former le ministère. Seulement, sous la pression des « minoritaires », les socialistes décident qu'aucun des leurs ne pourra lui prêter son concours, et M. Painlevé refuse de garder son portefeuille dans une combinaison dont ne ferait partie aucun socialiste. M. Ribot se retire et le Président de la République confie alors sa succession au seul homme qui paraisse capable de constituer un gouvernement d'union nationale, à M. Painlevé.

## LA FORMATION DU MINISTÈRE PAINLEVÉ

Après deux jours de négociations assez agitées, le nouveau ministère fut constitué le 12 septembre.

Président du Conseil, M. Painlevé entendait rester ministre de la Guerre. A qui remettre la charge des Affaires étrangères ? M. Albert Thomas ambitionnait ce portefeuille ; mais la situation parlementaire permettait-elle d'attribuer à un socialiste la direction de notre politique extérieure?

Après des démarches infructueuses auprès de MM. Léon Bourgeois et Stéphen Pichon, M. Painlevé dut prier M. Ribot, qui y consentit, de rester au quai d'Orsay. Les socialistes annoncèrent alors qu'aucun d'entre eux n'entrerait dans un cabinet dont M. Ribot serait membre. MM. Albert Thomas et A. Varenne, ministres désignés de l'Armement et de l'Instruction publique, reprirent leur parole. Pour la première fois depuis le 26 août 1914, le gouvernement ne comprit aucun socialiste. Ce fut pour lui dès le début une cause de faiblesse. Le nouveau ministère fut donc composé surtout de radicaux, parmi lesquels M. Steeg à l'Intérieur et M. Klotz aux Finances. Deux sous-secrétaires d'État non parlementaires, MM. Claveille et Loucheur, furent promus ministres, l'un aux Transports, l'autre à l'Armement. Comme en 1915, des hommes considérables devinrent ministres d'État : M. Léon Bourgeois, M. Barthou, M. Doumer, M. Jean Dupuy et M. Franklin-Bouillon. A côté du Comité de Guerre fut créé un Conseil économique, que présida M. Doumer, et les services de la présidence du Conseil furent développés et organisés en un secrétariat général. Le 18 septembre, M. Painlevé lut aux Chambres l'habituelle déclaration. A l'unanimité on vota la confiance, mais 131 députés s'abstinrent parmi lesquels 86 socialistes.

KLOTZ, MINISTRE DES FINANCES

Le président du Conseil avait annoncé : « Dans les instructions ouvertes, comme dans celles qui pourraient s'ouvrir, la justice suivra son cours, sans hésitation, sans faiblesse, sans qu'il soit tenu compte d'aucune considération de personne ». M. Painlevé n'eut que trop l'occasion de faire honneur à cette promesse. Après l'affaire du « *Bonnet Rouge* », pendant plusieurs semaines se succédèrent les scandales. D'abord Turmel. Au début de juillet 1917, un huissier de la Chambre remit à la questure 25.000 francs en billets suisses, trouvés dans l'armoire d'un obscur député des Côtes-du-Nord, Turmel. Une enquête apprit que Turmel se rendait fréquemment en Suisse. Invité à fournir des explications, il se déroba ou se contredit. Inculpé, dès lors, de commerce avec l'ennemi, poursuivi avec l'autorisation de la Chambre (20 septembre), il fut arrêté le 7 octobre. Il devait mourir en prison, l'année suivante, avant d'avoir été jugé. C'est ensuite l'affaire Bolo. Un aventurier, Paul Bolo, qui avait reçu de l'ancien Khédive d'Égypte le titre de pacha, avait, en 1916, rapporté d'un voyage aux États-Unis, la somme de dix millions. On sut plus tard que cet argent provenait de la *Deutsche Bank*, et devait servir à la propagande défaitiste en France. De famille honorable, Bolo n'était pas sans relations mondaines ; il avait, notamment, gagné la confiance du premier président de la Cour d'Appel de Paris, M. Monier. Se recommandant d'une telle amitié, Bolo s'entendit avec le directeur du « *Journal* », M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, pour acquérir 1.100 actions de cette feuille. Le 29 septembre, Bolo, surveillé depuis quelques mois, dénoncé comme un traître par M. Hervé dans la « *Victoire* » fut arrêté. Pour se justifier, M. Humbert révéla alors que les millions de Bolo avaient servi à racheter les actions du journal acquises, en 1915, par Lenoir et Desouches, l'un fils d'un agent d'affaires répandu, l'autre, avoué parisien, et dont les agissements avaient paru suspects. Le 24 octobre, Lenoir et Desouches furent à leur tour arrêtés. L'argent dont ils avaient disposé avait été remis à Lenoir par un Suisse d'origine allemande, Schœller, agent d'un comité d'industriels rhénans. Mais le rôle, au moins obscur, qu'avait joué M. Humbert dans ces deux affaires entraîna bientôt sa propre inculpation.

Enfin le 4 octobre, à la Chambre, se produisit une intervention dramatique de M. Malvy. L'ancien ministre de l'Intérieur annonça que le Président de la République avait reçu de M. Léon

Daudet, directeur du journal royaliste l' « *Action Française* », une lettre qui formulait contre lui les accusations les plus effroyables. Communiquée par M. Poincaré au président du Conseil, celui-ci en avait donné connaissance à M. Malvy. Après avoir refusé de lire la lettre à la tribune, M. Painlevé y fut obligé. La lettre prétendait que M. Malvy avait livré à l'Allemagne le plan d'attaque du Chemin-des-Dames et contribué à fomenter les mutineries (la Haute-Cour devait, en 1918, à la presque unanimité, déclarer sans fondement cette double accusation). A cette lecture une vive émotion s'empara de l'assemblée. Depuis longtemps beaucoup de députés s'élevaient contre les campagnes systématiques, qu'en dépit de l'union sacrée, certains journaux de droite, surtout « *L'Action Française* », menaient contre la République et le régime parlementaire. Après avoir publié, en 1913, un livre, l' « *Avant-guerre* », où, parfois avec justesse, plus souvent sans critique, il dénonçait certaines organisations d'espionnage en France, M. Daudet avait, depuis 1915, entrepris de nouvelles campagnes contre « les espions et les traîtres ». Polémiste violent, d'imagination excessive, ses articles, écrits d'ailleurs avec verve, édifiaient des théories générales sur quelques faits qui n'étaient pas toujours exacts et qui, presque jamais, n'avaient l'importance ni le caractère qu'il leur attribuait. A côté de lui, M. Charles Maurras, dialecticien et idéologue, de l'examen de la politique quotidienne dégageait les « preuves » de l'infériorité nationale de la République, de la supériorité de la Monarchie à la fois traditionnelle et positiviste. « *L'Action Française* » avait sans doute soutenu M. Briand contre ce qu'elle appelait « l'anarchie clemenciste ». Mais le ton de ses attaques et son habitude de taxer ses adversaires de défaitisme, sinon de trahison, avaient exaspéré, indigné, en particulier à la Chambre, beaucoup de républicains. Un peu de cette exaspération se tournait aussi contre M. Barrès, qui, bien que député, ne ménageait, dans ses articles de l'« *Écho de Paris* », ni le Parlement, ni les parlementaires.

Photo Manuel

FRANKLIN-BOUILLON

Aussi, à peine M. Malvy a-t-il, au milieu des applaudissements, prononcé un discours, non pour « se disculper » mais pour « s'expliquer », que socialistes et radicaux se succèdent à la tribune. Tous somment le président du Conseil de mettre fin aux campagnes de calomnies, qui, comme celles de M. Daudet, risquent de jeter le trouble dans le pays. Embarrassé, hésitant, M. Painlevé finit par prendre l'engagement de déposer un projet de loi et, au terme de cette séance de six heures, la Chambre vote, à l'unanimité, un ordre du jour. On y « compte sur le gouvernement pour faire cesser les campagnes de calomnies contre la République, de nature à jeter la désunion dans le pays » et « pour livrer aux rigueurs de la justice tout criminel coupable d'intelligence avec l'ennemi ou de propagande pouvant affaiblir la résistance de la nation ».

Le président du Conseil avait fait une promesse malaisée à tenir. Avec une grande bonne foi, mais non sans imprudence, il s'était, d'ailleurs, placé dans une position un peu fausse, ayant, le 1er octobre, reçu MM. Daudet et Maurras et discuté avec eux. Proposer des mesures nouvelles de rigueur contre la presse était impossible. L'engagement pris dans l'énervement d'un long débat ne fut donc pas observé, mais cette fausse manœuvre parlementaire affaiblit l'autorité du gouvernement. M. Painlevé publia, le 15 octobre, un communiqué qui proclamait, après enquête, l'innocence de M. Malvy. Le lendemain, un député royaliste, M. Jules Delahaye, déposa une demande d'interpellation. Le président du Conseil n'obtint que péniblement l'ajournement de la discussion par 246 voix contre 189. Les socialistes et quelques radicaux avaient voté avec la droite. Pour mettre fin au « malaise », dont parlaient ouvertement les journaux, M. Painlevé procéda à

un remaniement du cabinet. M. Ribot, toujours combattu par les socialistes, dut, de très mauvaise grâce, donner sa démission le 24 octobre, et M. Barthou lui succéda aux Affaires étrangères. La Chambre sanctionna ce changement en votant la confiance au gouvernement, mais seulement par 288 voix contre 137. Les explications, fournies par le président du Conseil, furent assez froidement accueillies et le discours de M. Barthou déçut l'assemblée. Il apparut aussitôt que le remaniement n'avait pas fortifié la situation du ministère.

## L'AFFAIRE LANCKEN

La démission de M. Ribot n'avait pas eu seulement pour cause l'hostilité des socialistes à son égard; elle avait été aussi la conséquence d'incidents survenus à la Chambre à la suite de « l'affaire Lancken ».

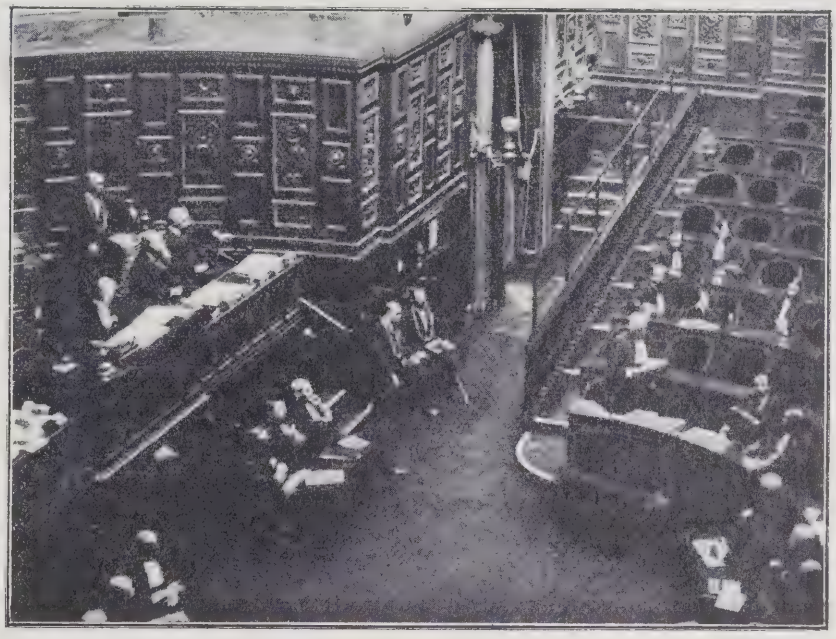


Photo Rol

PROCÈS MALVY

Le baron de Lancken, ancien conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris en 1911, remplissait à Bruxelles, près du Gouverneur général de la Belgique occupée, les fonctions de chef du service politique. Au printemps de 1917, Lancken, qui jusque là s'était montré raide et arrogant dans ses rapports avec les Belges, commença à laisser percer des inquiétudes. Dans des conversations avec des industriels importants, les barons Coppée, puis avec une grande dame, la comtesse de Mérode, il déclara que l'Allemagne souhaitait la paix et était prête, pour l'obtenir, à faire des concessions, même au sujet de l'Alsace-Lorraine. Il pria donc ses interlocuteurs, qui partaient justement pour la France, de faire connaître à M. de Broqueville, chef du gouvernement belge, et à M. Briand les dispositions pacifiques de Guillaume II. Pourquoi M. de Lancken avait-il songé à M. Briand, qui, à cette époque, n'était plus président du Conseil? Aucun document ne permet encore de le dire. En tout cas, Mme de Mérode, venue à Paris par la Suisse, rencontra M. Briand et lui rapporta les propos de M. de Lancken (juin 1917). M. Briand répondit qu'une négociation ne serait possible et utile que si l'Allemagne acceptait d'abord, de façon précise, nos bases de paix (évacuation des régions envahies, rétrocession de l'Alsace-Lorraine, accord de principe sur la réparation des dommages) et il mit aussitôt au courant de l'entretien M. Poincaré et M. Ribot. Pendant quelques mois l'affaire en resta là. Mais, au début de septembre, les barons Coppée demandèrent à M. Briand de se rendre en Suisse pour y causer avec M. de Lancken, dont ils disaient les ouvertures très sérieuses. M. de Broqueville était prêt à accompagner l'ancien président du Conseil. MM. Briand et de Broqueville se rencontrèrent et tombèrent d'accord. Mais il fallait obtenir l'assentiment du gouvernement français. M. Briand pria donc M. Painlevé, président du Conseil depuis quelques jours, et M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, d'autoriser son voyage. Il ne demandait d'ailleurs aucune mission, prenait toute la responsabilité de l'affaire, afin de pouvoir, le cas échéant, être désavoué. M. Ribot refusa absolument de laisser partir M. Briand quelle que fût l'apparence donnée à son voyage. Pour le ministre des Affaires étrangères, l'invitation de Lancken cachait un piège. Il s'agissait de compromettre un homme en vue afin de faire croire à l'Allemagne et à nos Alliés que la France recherchait la paix.

M. Briand insista, écrivit, sous forme de lettre à M. Ribot, une note qui fut communiquée aux Alliés et contenait un programme de paix analogue à celui qui avait été antérieurement esquissé à Mme de Mérode.

La résistance du ministre des Affaires étrangères, pleinement d'accord avec M. Painlevé, ne fléchit pas. Il semble d'ailleurs qu'à Rome, à Washington, à Londres, l'attitude du gouvernement français fut approuvée. M. de Lancken se rendit en Suisse, mais c'est en vain qu'il attendit M. Briand.

L'affaire eut presque aussitôt une suite parlementaire. Le 9 octobre 1917, le nouveau ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, M. de Kühlmann, déclara au Reichstag que « jamais l'intégrité du territoire de l'Empire ne pourrait être l'objet de négociations, ni de concessions ». M. Ribot répondit à la Chambre, le 12 octobre, en faisant très nettement allusion, et aux négociations du prince Sixte, et à l'offre de M. de Lancken. « Ne pouvant pas vaincre par les armes, dit-il, l'Allemagne n'a qu'un espoir, c'est de diviser les Alliés, de les duper par les manœuvres auxquelles elle se livre. Hier c'était l'Autriche qui se déclarait disposée à faire la paix et à satisfaire nos désirs, mais qui laissait volontairement de côté l'Italie, sachant que, si nous écoutions ses paroles fallacieuses, l'Italie, demain, reprendrait sa liberté et deviendrait l'adversaire de la France, qui l'aurait oubliée et trahie. Nous n'avons pas consenti. Hier encore c'était l'Allemagne qui faisait murmurer à l'oreille d'un homme considérable que, si le gouvernement français voulait engager une conversation directe ou indirecte, nous pourrions espérer qu'on nous restituerait l'Alsace et la Lorraine. Le piège était trop grossier pour qu'on s'y laissât prendre. L'Allemagne, restée seule, a alors jeté le masque et fait cette déclaration retentissante de M. de Kühlmann. Des concessions sur l'Alsace-Lorraine ? « Jamais ». J'aime mieux ce langage. » Les mots « à l'oreille d'un homme considérable », prononcés en séance, ne figurèrent pas au « *Journal officiel* » ; mais M. Briand s'éleva très vivement, dans les couloirs, contre l'indiscrétion commise par M. Ribot. Le 16 octobre, l'incident fut évoqué au cours d'une séance secrète, qui devait être la dernière de celles que la Chambre tint pendant la guerre. M. Briand conservait une grande influence sur la Chambre. Les explications fournies par M. Ribot, qui rendit d'ailleurs hommage au patriotisme de son contradicteur, furent loin de convaincre toute l'assemblée. L'ordre du jour pur et simple fut voté, mais il y eut 250 abstentions.

A l'époque même des pourparlers Lancken, l'Allemagne eut l'occasion de préciser certaines de ses conditions de paix. Dans le courant d'août, le pape Benoit XV avait adressé aux États belligérants un appel à la conciliation, rédigé en termes prudents et vagues. D'accord avec la France, l'Angleterre répondit qu'aucune négociation n'était possible tant que les Empires centraux ne feraient pas connaître leurs buts de guerre, leurs vues sur les moyens d'empêcher le retour du cataclysme et sur le sort de la Belgique. Le Saint-Siège fit aussitôt connaître à Berlin cette déclaration et s'efforça d'obtenir du gouvernement allemand des précisions « satisfaisantes », surtout en ce qui concernait la Belgique (30 août).

Le 24 septembre, le Chancelier Michaëlis refusa de s'engager. « Au point, répondit-il, où en sont les choses il ne nous est pas encore possible... de faire une déclaration précise sur les intentions du gouvernement impérial au sujet de la Belgique et des garanties données par nous ». En réalité, Guillaume II, toujours dominé par l'Amirauté — car, à cette époque, Hindenburg et Ludendorff se montrèrent, s'il en faut en croire les Mémoires de Michaëlis, favorables à la paix — entendait encore exercer une sorte de protectorat sur la côte flamande et peut-être conserver Liége. Ce qu'il appelait une « avance » de l'Angleterre prouvait bien, selon lui, l'efficacité de la guerre sous-marine. D'ailleurs, après les inquiétudes du printemps, l'automne, au moins sur les fronts d'Orient et des Alpes, ne s'annonçait-il pas favorable à l'Allemagne ?

## LES EFFORTS EXTÉRIEURS

Si, avec une ténacité à laquelle il faut rendre hommage, le Haut Commandement allemand avait en effet « tenu le coup » à l'Ouest, il avait en même temps poursuivi sans arrêt l'exécution du plan qui consistait à mettre hors de cause nos Alliés. L'offensive russe en Galicie avait été, on l'a vu, enrayée le 19 juillet par neuf excellentes divisions prélevées sur le théâtre d'opérations franco-belge.

A la fin d'août, la Galicie et la Bukovine sont tout entières reconquises. En septembre et octobre, une série d'actions sur les côtes de la Baltique (prise de Riga et des îles esthoniennes) achevèrent de réduire la Russie à une stricte défensive. L'isolement de la Roumanie se prépare. Enfin, pour ranimer le moral défaillant de l'armée austro-hongroise et écarter la menace que l'avance italienne sur le Carso fait peser sur l'Autriche, une opération de grande envergure est menée contre l'Italie avec le concours de huit divisions allemandes aux ordres du général Otto von Below. La « manœuvre sur les lignes intérieures », entamée dès 1915, continuait avec un égal succès. Profitant du décalage inévitable des dernières attaques alliées, que l'absence d'un commandement unique ne permettait pas de coordonner, Hindenburg jouait habilement de ses réserves, transportées successivement de l'est à l'ouest et du sud au nord.

Photo Rol

PROCES BOLO

La supériorité des troupes et des méthodes allemandes s'affirma une fois de plus dans la rupture du front italien qui se produisit le 24 octobre, et ramena, en deux semaines, les deux armées italiennes des portes de Trieste et des cols tyroliens aux confins ouest de la Vénétie, sur une profondeur de 150 kilomètres et un front d'égale étendue. Dès le début, l'alarme fut grande chez les Alliés. On pouvait craindre, sinon une invasion profonde de la péninsule, du moins la mise hors de cause des armées italiennes et le découragement de nos Alliés. Le 26, on connaissait à Paris l'étendue de la défaite. Le 27, le Comité de guerre français, présidé par M. Painlevé, décidait d'offrir au gouvernement italien le concours de nos troupes. Un plan de coopération avait été projeté à la conférence de Rome (janvier 1917) et établi, au début d'avril, dans les entrevues du général Foch, chef d'État-Major général, et du généralissime Cadorna. Il prévoyait l'entrée en ligne de 6 divisions françaises et éventuellement de 6 divisions britanniques. Le gouvernement italien ayant accepté notre appui, dès le 28, la 10e armée (12e et 21e corps d'armée et deux divisions de chasseurs), sous les ordres du général Duchêne, s'embarquait pour l'Italie. Quatre divisions anglaises, puis deux autres les suivent à peu d'intervalle. Le général Foch précède les troupes et, dès le 30 octobre, se met en rapport avec le commandement italien pour régler leur emploi.

Elles arrivèrent au moment où l'ennemi commençait à manquer de souffle et où l'armée italienne commençait à se ressaisir derrrière la vallée inondée de la Piave. Au début de décembre, Ludendorff avait essayé de couper aux Italiens la retraite en faisant déboucher dans la plaine du Pô l'armée du général Conrad établie dans le Trentin. Cette manœuvre échoua et les Autrichiens ne purent franchir les derniers contreforts montagneux des Alpes (mont Grappa, mont Tomba), L'énergie de Foch et l'annonce de l'arrivée imminente des renforts alliés avaient galvanisé la résistance italienne. Elle fut définitivement assurée lorsque nos troupes s'engagèrent, sous le commandement du général Maistre, qui remplaçait le général Duchêne. Foch put bientôt passer la main à Fayolle. Nos six divisions s'employèrent aux points les plus dangereux, d'abord à étayer la ligne, puis à l'améliorer par des opérations de

détail, dont la plus brillante fut la reprise du mont Tomba. A la fin de décembre, le front italien était stabilisé.

La secousse avait été rude : 335.000 prisonniers ! Elle constituait la dernière et la plus grave des déceptions de l'Entente. En gros, cette année 1917, qui devait voir le triomphe de nos armées, s'achevait sur un échec de la Coalition. Pourtant quelques symptômes favorables se révélaient aux gens avertis. Des progrès considérables, encore que peu apparents, avaient été réalisés et certains défauts avaient été corrigés. Trois facteurs nouveaux étaient venus s'ajouter aux chances de succès que nous possédions à la fin de 1916 : l'idée du commandement unique se précisait ; l'exécution d'un vaste programme d'armement allait nous fournir le matériel qui nous manquait encore en avril ; enfin l'entrée en ligne de l'armée américaine devait accroître démesurément nos possibilités.

L'AFFAIRE HUMBERT

Les événements de 1917, caractérisés par l'absence de synchronisme des opérations alliées, avaient eu le mérite d'ouvrir les yeux du gouvernement anglais, jusque là peu disposé à sacrifier son indépendance et celle de ses armées à la cause commune. A la fin d'octobre, la gravité de la situation détermina M. Painlevé à profiter de ces bonnes dispositions pour tenter une nouvelle démarche. Il partit pour Londres avec le général Pétain. M. Lloyd George semble avoir eu spontanément une idée analogue, puisqu'au même moment il adressait à notre président du Conseil une lettre dans laquelle il préconisait la création d'un « *Conseil supérieur de Guerre interallié* ». L'accord se fit donc rapidement. Le 4 novembre, une nouvelle entrevue eut lieu à Paris; Français et Anglais se mirent d'accord sur une formule précise. Le lendemain, elle fut soumise, à Rapallo, aux représentants de l'Italie et approuvée par eux. La Conférence de Rapallo institua une manière d'organisme de direction, quelque chose comme un « Conseil d'administration » de la grande guerre, qui comprenait : « *le Conseil supérieur* », où prenaient place le président du Conseil, les ministres intéressés, et un membre du Comité de Guerre de chaque puissance ; le Conseil devait se réunir une fois par mois à Versailles — un « *Comité militaire permanent* », formé par un représentant de chaque armée, les secrétaires des Comités de Guerre et un État-Major ; il siégeait à Paris et était chargé de préparer les décisions du Conseil supérieur ou d'en contrôler l'exécution — « *un Comité économique interallié, un Conseil technique financier, un État-Major naval et un État-Major diplomatique interallié* ». Il n'était pas encore question d'un généralissime : les généraux en chef continuaient à dépendre exclusivement de leurs gouvernements respectifs. Le général Foch, en sa qualité de chef d'État-Major général français, ne figurait même pas dans le Comité militaire permanent.

Cette nouvelle formule, à laquelle adhérèrent bientôt les Américains, présentait encore des inconvénients ; les pouvoirs du Comité militaire étaient insuffisants et le Conseil Supérieur trop « suprême » pour pouvoir prendre autre chose que des décisions de principe. Il se réunit une première fois, le 2 décembre, pour élaborer le plan de guerre de

1918 et ne put, comme nous le verrons, que sanctionner les projets respectifs de Pétain, Haig et Diaz (successeur de Cadorna). Lors de sa seconde réunion, le 30 janvier 1918, il décida de renforcer les pouvoirs du « *Comité militaire permanent* », qui devint le « *Comité exécutif militaire* », sous la présidence de Foch. Pour pouvoir « exécuter », le Comité devait avoir des moyens propres : on les lui donna, en théorie, en décidant le prélèvement sur chaque armée alliée de quelques divisions, sorte de réserve interalliée, dont il aurait la libre disposition. Mais Haig et Pétain s'élevèrent contre ces prélèvements imprévus qui bouleversaient, à la veille de l'offensive qu'ils attendaient, leurs plans de défense. La démission éclatante du chef d'État-Major anglais, Robertson, confirma la mauvaise volonté des États-Majors. En fait, la réserve interalliée ne fut pas constituée. Le 15 mars, le Conseil suprême, réuni cette fois à Londres, décida qu'elle comprendrait ultérieurement les divisions franco-anglaises d'Italie, et qu'on laisserait à Haig et à Pétain la responsabilité de leurs dispositions antérieures.

RENAUDEL, LEADER SOCIALISTE

Au surplus, si la direction générale des opérations, était encore fort incomplètement assurée, la liaison interne et la collaboration constante des États-Majors alliés y suppléaient assez bien. Non seulement aucun dissentiment ne s'élevait entre Pétain et Haig, mais, dans la pratique, l'usage s'était établi de faire coopérer à toutes les opérations importantes des contingents franco-anglais; l'armée Anthoine dans les Flandres, le détachement Degoutte lors de l'affaire de Cambrai, avaient été subordonnés aux généraux britanniques; les différentes armes ou services se prêtaient un mutuel appui et c'étaient des échanges continus de troupes, de canons, de spécialistes, du front français au front britannique. L'Italie se prêtait à ce jeu ; en échange de nos divisions, elle nous envoyait 60.000 travailleurs. Il semblait donc, qu'à défaut du commandement unique que réclamaient non seulement l'opinion publique, mais les généraux en chef eux-mêmes, et plus particulièrement Pétain et Pershing, l'unité dans l'action, fût désormais assurée.

En même temps, un nouveau programme d'armement va nous donner à bref délai de définitifs moyens d'action. Contre les mitrailleuses allemandes, qui avaient brisé l'assaut du 16 avril, M. Painlevé, d'accord avec Pétain et Foch, fait adopter un triple plan de fabrications : d'abord la construction de 2.500 — chiffre bientôt porté à 3.000 — petits tanks Renault, ensuite un énorme accroissement de l'artillerie lourde rapide (principalement des 155 Schneider ou Saint-Chamond), enfin l'utilisation en grande quantité d'obus toxiques (surtout à l'ypérite), et fumigènes, ceux-ci destinés spécialement à faciliter l'avance des tanks. Au point de vue aéronautique, un programme de 4.000 avions, tant de chasse que de bombardement, doit nous donner la maîtrise de l'air.

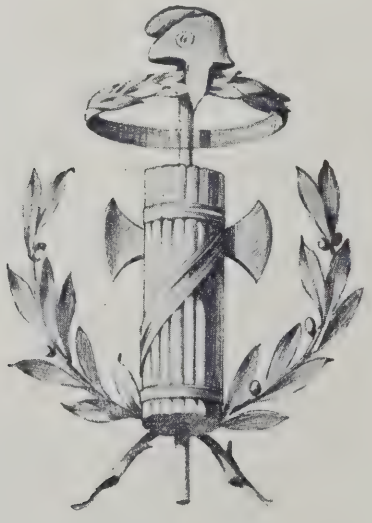
Mais, c'est seulement au début de l'été 1918 que s'affirmera notre supériorité en matériel, à la date même, où, on l'espère du moins, le nombre des soldats américains en France dépassera 1 million. Il était à peine de 150.000, à la fin de 1917, au moment où M. Painlevé avait déjà cessé d'exercer la présidence du Conseil.

## LA CHUTE DU CABINET PAINLEVÉ

Le remaniement, effectué à la fin d'octobre, n'avait pas amélioré la situation si ébranlée du ministère. Le 27 octobre, des poursuites furent engagées contre l' « *Action française* », pour « manœuvres tendant à préparer la guerre civile en armant les citoyens les uns contre les autres ». Mais au

bout d'une semaine, l'instruction se terminera par un non-lieu. Les « affaires de trahison » continuaient de troubler l'opinion. Une campagne, menée à la fois par M. Hervé dans la « *Victoire* », par M. Barrès dans l' « *Écho de Paris* », par M. Clemenceau dans l' « *Homme enchaîné* », accusait de défaitisme, sinon de trahison, un homme politique bien plus important que M. Malvy, à savoir M. Caillaux, ancien président du Conseil ! Loué comme ministre de la Guerre, M. Painlevé était jugé insuffisamment énergique comme chef du gouvernement. A l'avance on annonçait sa chute. Pourtant il put encore, nous l'avons vu, parer aux conséquences du désastre italien et signer l'accord de Rapallo, pas nouveau sur la voie qui conduisait à l'unité de commandement. Le 12 novembre, à son retour d'Italie (où l'avait accompagné M. Franklin-Bouillon qui servait d'interprète) M. Painlevé, dans un déjeuner offert à M. Lloyd George, prononça, en l'honneur de son hôte, un discours où il marqua l'importance de l'œuvre accomplie. Elle conciliait, disait-il « l'indépendance » de peuples libres « avec l'unité de direction qu'exige la politique efficace de la guerre ». L'opinion française demeura froide et n'attacha à cette création d'un Conseil interallié de Guerre qu'un très faible prix. Elle réclamait le commandement unique, la nomination d'un généralissime. Rien d'autre ne pouvait la contenter. Aussi le lendemain 13 novembre, à la Chambre, quand le président du Conseil, après une déclaration sur les arrangements de Rapallo, demanda un vote de confiance, il rencontra une vive opposition. M. Millerand, qui depuis son départ du ministère n'avait pas pris la parole, posa ouvertement la question du « généralissime ». M. Renaudel, au nom des socialistes, réclama « plus de fermeté dans le dessein » et annonça que les socialistes se prononceraient contre le gouvernement. Cependant, le président du Conseil l'emporta encore, par 250 voix contre 192. Mais, aussitôt après, un nouveau débat s'engagea, sur la politique intérieure. M. Painlevé s'opposait à la discussion immédiate d'interpellations sur « les affaires en cours ». La Chambre lui donna tort par 277 voix contre 186.

La majorité qui avait renversé le cabinet était très composite ; elle comprenait la droite, les socialistes et certains radicaux avancés. Aussitôt proclamé le résultat du scrutin, la droite applaudit, mais la gauche protesta — y compris ceux de ses membres qui venaient de voter contre le gouvernement — et fit une ovation au président du Conseil qui alla porter sa démission à l'Élysée.



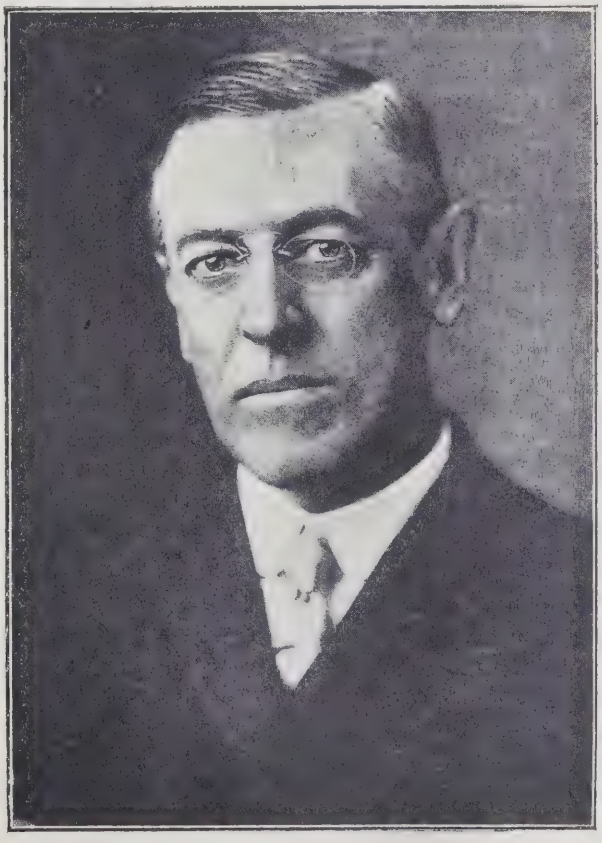
XIII

# LES DÉBUTS DU MINISTÈRE CLEMENCEAU

## LA FORMATION DU MINISTÈRE

La chute de M. Painlevé fut comme le dernier acte du conflit qui, depuis 1915, mettait aux prises le gouvernement et les Chambres. Le Parlement reprochait aux ministères successifs de manquer « d'esprit de guerre ». Le gouvernement répondait que sa tâche était rendue impossible, s'il rencontrait sur son chemin « une opposition systématique », selon le mot même d'un adversaire de M. Briand. En leur très grande majorité, la presse et l'opinion, mal renseignées sur les obscurs, mais si utiles travaux des Commissions parlementaires, avaient pris parti pour le gouvernement. Peu populaires, vivement critiquées, et souvent avec injustice, les deux Assemblées avaient cependant gardé une influence considérable sur la direction des affaires ; elles avaient guidé les ministres, plus qu'elles n'avaient été conduites par eux.

Mais les scandales qui venaient d'éclater avaient singulièrement affaibli l'autorité des Chambres, dont plusieurs membres se trouvaient ou paraissaient compromis. L'attitude du parti socialiste qui, depuis l'affaire de Stockholm, se tenait à l'écart, ne permettait d'ailleurs plus à une majorité stable de s'affirmer. M. Painlevé avait été renversé par la coalition des extrêmes. En outre, en ce milieu de novembre 1917, la guerre arrive à un tournant dramatique. En Russie, les Bolchevicks, dirigés par Lénine et Trotsky, chassent M. Kerensky du pouvoir et s'apprêtent à conclure un armistice avant de signer la paix. En Allemagne, où le Bavarois Hertling vient de succéder à Michaëlis, se prépare ouvertement l'offensive, qui doit, à l'ouest, briser la muraille franco-britannique. Pour résister, la France, éprouvée par trois années de guerre, souhaite un chef qui la conduise et qui la pousse. Après M. Ribot après M. Painlevé, elle va accepter, acclamer un dictateur. Depuis 1914, presque tous les politiques en renom sont passés successivement aux affaires et s'y sont usés. Puisque le président de la Chambre, M. Deschanel, sympathique à ses collègues de tous les partis, refuse toujours la charge du gouvernement, il n'est plus qu'un choix possible. Le 15 novembre, M. Clemenceau reçoit du Président de la République la mission de former le cabinet.



WILSON, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Clemenceau avait alors 76 ans, mais l'âge avait laissé son corps alerte et n'avait fait qu'accuser les qualités, comme les défauts, de

son esprit. Après son long ministère (1906-1909) où, jusque-là chef des républicains avancés, son tempérament batailleur l'avait fait rompre avec Jaurès et les socialistes, il avait passé huit ans dans l'opposition. Directeur de l' « *Homme Libre* » (1913), il avait attaqué la droite comme la gauche, s'acharnant en particulier contre M. Poincaré, traité en ennemi personnel. Depuis la guerre, dans l' « *Homme Enchaîné* », comme au sein des deux grandes Commissions sénatoriales qu'il préside, il a gardé son rôle de critique impitoyable, souvent avec raison, parfois aussi sans justesse ou sans à-propos. Il n'a ménagé personne, pas plus M Wilson que M. Briand. Son influence, très grande en 1915, a baissé ensuite quand l'expédition de Salonique, qu'il avait passionnément combattue, n'a pas abouti au désastre qu'il avait annoncé. En juillet 1916, au Comité secret du Sénat, contre M. Briand, il s'est trouvé à peu près seul. Mais le discours du 22 juillet 1917, sur la propagande pacifiste, va préparer son retour au pouvoir. D'abord peu remarqué, ce discours acquiert vite la valeur d'une prophétie. Les journaux de droite, qui n'avaient cessé de dénoncer « l'audace de M. Clemenceau », commencent à faire son éloge. Le public, qu'amuse et séduit son esprit brillant, nerveux, cassant, voit en M. Clemenceau l'homme dont l'énergie s'exercera sans rien respecter, l'homme que l'éloignement du pouvoir a refait neuf. Dans l'engouement, non pas universel, mais cependant très général, dont bénéficie M. Clemenceau, il entre de l'admiration pour son talent et de la confiance en son patriotisme. Mais un autre sentiment domine, ce qu'un contemporain appelait le désir de « sortir du connu pour entrer dans l'inconnu ». M. Clemenceau ne reculera pas, même s'il faut se contredire, agir en dehors des règles, ou être « incohérent ».

CAPITAINE BOUCHARDON

Le ministère fut rapidement constitué.

Depuis trois ans M. Clemenceau aspirait au pouvoir, mais il entendait n'y revenir qu'en chef et pour combattre : son refus d'un portefeuille, en août 1914, l'avait prouvé. Il ne savait pas si, en cette guerre à l'imminence de laquelle il avait toujours cru, la France serait victorieuse. Souvent, après comme avant 1914, il douta du succès. N'importe, la France se devait de lutter jusqu'au bout, de donner encore cet exemple au monde ; si elle périssait, son génie aurait au moins enrichi l'humanité, qui glorifierait le « miracle français », comme le miracle grec. De cette France aux prises avec les Barbares, M. Clemenceau voulait être plus que le Démosthène, un Démosthène qui ne ferait pas seulement tout pour vaincre, qui saurait, s'il le fallait, bien mourir. L'âge avait encore fortifié en lui le mépris ancien des hommes.

M. Clemenceau ne voulut avoir pour collègues que des lieutenants disciplinés. En dehors de son chef, qui se chargea du ministère de la Guerre, le cabinet ne comprit donc à peu près aucun homme de premier plan. MM. Klotz, Claveille et Loucheur conservèrent leurs portefeuilles. M. Pichon, le collaborateur habituel de M. Clemenceau, reçut les Affaires étrangères comme en 1906. M. Leygues eut la Marine, et M. Pams, l'ancien rival de M. Poincaré à la Présidence de la République, l'Intérieur. Pour mieux marquer l'indépendance du cabinet à l'égard de l'Élysée — le Président de la République, conseillé par M. Capus, directeur du *Figaro*, avait cependant facilité l'arrivée de M. Clemenceau au pouvoir — M. Pichon prit comme chef de cabinet un fonctionnaire, M. Legrand, disgrâcié en 1912 par M. Poincaré. A la Guerre, le président du Conseil fut assisté par cinq sous-secrétaires d'État, parmi lesquels un sénateur, M. Jeanneney, et surtout M. Ignace, un député mis à la tête de la Justice militaire, devaient jouer un rôle d'importance. Le poste de secrétaire général, établi par M. Painlevé, fut supprimé. Mais le chef du cabinet de la présidence du Conseil, M. Mandel, n'eut pas besoin de posséder ce titre pour exercer une influence prépondérante. Né pour la police, il avait une mémoire riche en anecdotes sur les uns et les autres, et toujours au service des haines de son chef. Il connaissait pratiquement et à fond les intrigues

parlementaires. Le voilà indispensable. Il fut plus puissant qu'un ministre.

Aucun socialiste ne faisait partie du cabinet, et rien ne semblait plus naturel, puisqu'avant même la chute de M. Painlevé, le groupe socialiste avait, en souvenir des répressions sanglantes des grèves d'autrefois (à Draveil, Narbonne et Villeneuve-Saint-Georges), prononcé une sorte d'exclusive préventive contre M. Clemenceau. Pourtant trois députés de ce parti, MM. Bouisson, Compère-Morel, Diagne devaient bientôt, avec le simple titre de « commissaires » non appointés, devenir en fait sous-secrétaires d'État à la Marine marchande, à l'Agriculture et aux Troupes coloniales. Mais M. Jouhaux n'accepta pas le portefeuille du Travail.

Constitué le 16 novembre, le cabinet Clemenceau, favorablement accueilli par l'opinion, qui cependant trouva le nom de certains ministres un peu obscur, se présenta le 20 devant les Chambres. La déclaration habituelle promit de mener une « guerre intégrale », sur le front comme à l'intérieur, et de châtier les « crimes contre la France », sans « considérations de personnes, ni entraînements de passion politique ». Au nom des socialistes, MM. Varenne et Albert Thomas réclamèrent des explications complémentaires : « Je suis ici, répondit le président du Conseil, parce qu'il y a des heures terribles où ceux qui, à travers les épreuves, ont dans leur cœur une profondeur d'amour pour leur pays, dont ils ne soupçonnent peut-être pas d'eux-mêmes toute l'étendue, voient se diriger vers eux l'espérance de la nation. Poussé par l'opinion, j'ai presque peur de tout ce qu'elle attend de moi. » Il ajouta : « Vous me demandez mes buts de guerre ? Je vous réponds : mon but, c'est d'être vainqueur ». Aux anciennes qualités oratoires de M. Clemenceau : la vigueur, la simplicité, le mordant, l'âge avait ajouté une apparence de sérénité, de détachement des choses humaines. Le président du Conseil, mollement combattu, fut très applaudi, et la Chambre vota la confiance par 418 voix contre 65, presque toutes socialistes. 25 autres socialistes s'étaient abstenus.

Les campagnes de presse de M. Clemenceau, comme les promesses de la déclaration ministérielle et le trouble jeté dans l'opinion par tant de scandales, tout poussait le gouvernement à s'occuper sans délai de l'administration intérieure et des « affaires en cours ». Il n'y manqua pas. Le haut personnel de la police fut aussitôt renouvelé. Le capitaine Bouchardon et le lieutenant Mornet — deux magistrats mobilisés — le premier, rapporteur, et le second, commissaire du gouvernement près du 3e Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris — le tribunal auquel étaient renvoyées les affaires d'intelligence avec l'ennemi — devinrent bientôt deux des personnages les plus importants de l'État. Pourtant, c'est seulement en février 1918 que Bolo sera jugé et condamné à mort, et son exécution n'aura même lieu que le 17 avril, au polygone de Vincennes. Trois mois après, le 17 juillet, ce sera le tour de Duval, fusillé aussi à Vincennes. Le procès du *Journal* viendra plus tard encore, en mai 1919. Il se terminera par la condamnation à mort de Lenoir, celle de Desouches à cinq ans de prison, et par l'acquittement de M. Humbert à la minorité de faveur.

Mais ce n'étaient là que des affaires d'importance médiocre, qui ne prêtaient guère aux controverses politiques. Une question autrement grave se posait. Quelle attitude M. Clemenceau, devenu président du Conseil, adopterait-il à l'égard des deux hommes d'État qu'à la tribune ou dans son journal il avait dénoncés : MM. Malvy et Caillaux ?

En ce qui concerne l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Clemenceau n'eut pas à prendre, au moins ouvertement, parti.

Le 22 novembre, en effet, M. Malvy, présentait à la Chambre la proposition de résolution suivante : « La Chambre décide de nommer, dans ses bureaux, une Commission de trente-trois membres, chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation, pour crime commis dans l'exercice de ses fonctions, M. Malvy ancien ministre de l'Intérieur. » La campagne de presse dirigée contre M. Malvy n'avait pas cessé. Celui-ci supplia donc ses collègues de le traduire en Haute-Cour, pour en finir avec des accusations qui, odieuses pour lui, troublaient la paix publique. Presque sans débats, la Chambre nomma la Commission demandée. Mais aussitôt surgirent des difficultés de procédure. Il s'agissait d'une poursuite criminelle à engager sur le désir de l'accusé et sans accusateurs, puisque la Chambre n'entendait certes pas reprendre à son compte les allégations de M. Daudet. Pourtant la Commission des 33

Photo Rol

ARRIVÉE DE M. CAILLAUX AU PALAIS

conclut à la mise en accusation. Son rapporteur, M. Forgeot, énuméra les pièces versées au dossier de l'accusation, en particulier le discours de M. Clemenceau du 22 juillet et la lettre de M. Daudet. Il marqua bien que la « mise en accusation par la Chambre ne préjugeait en rien le fond ». Après une longue discussion, durant laquelle n'intervint pas le gouvernement, le texte présenté par la Commission fut adopté à l'unanimité de 488 voix (28 novembre). Aussitôt saisi, le Sénat élabora une loi de procédure — que la Chambre ratifia sans modifications — relative au fonctionnement de la Haute-Cour, dans ce cas spécial de mise en accusation par la Chambre. Une Commission permanente de la Haute-Cour, dont M. Monis fut président, eut charge de procéder à un supplément d'instruction. Un magistrat désigné par la Cour de Cassation, M. Mérillon, eut mission de soutenir l'accusation. L'instruction devait être longue. En attendant l'ouverture du procès, M. Malvy, que le gouvernement n'avait pas directement poursuivi, fut laissé en liberté.

## L'AFFAIRE CAILLAUX

Le 11 décembre 1917, le président de la Chambre reçut du général Dubail, gouverneur militaire de Paris, une demande en autorisation de poursuites contre deux députés : M. Loustalot, un obscur député des Landes, qui devait plus tard bénéficier d'un non-lieu, et M. Caillaux.

Depuis qu'au printemps de 1915, il avait donné sa démission de ministre des Finances, M. Caillaux s'était tenu à l'écart. Membre du premier cabinet Clemenceau, et bien que fils d'un ministre du Seize Mai, M. Caillaux avait fait voter un projet d'impôt sur le revenu. Président du Conseil en 1911, il avait, au moyen d'une négociation directe avec l'Allemagne, maintenu la paix. Très intelligent, mais orgueilleux, autoritaire, méprisant, son tempérament lui avait fait beaucoup d'ennemis. Puis, avec le meurtre de Calmette par Mme Caillaux, le scandale avait atteint son nom. Aussi, en août 1914, considéré avec suspicion par une grande partie de l'opinion, avait-il été tenu comme en dehors de l'union sacrée. Financier et économiste avant tout M. Caillaux n'attendait de la guerre aucun résultat vraiment heureux pour un pays de faible natalité comme la France. Un gouvernement digne de ce nom devrait donc, estimait-il, saisir, ou au besoin créer, l'occasion de conclure au plus vite la paix, une paix qui cependant nous rendrait l'Alsace-Lorraine. M. Caillaux s'exagérait sans doute les chances d'obtenir la rétrocession des provinces perdues en 1871 au moyen d'une négociation. Mais, sans discuter là-dessus, les adversaires de l'ancien président du Conseil lui reprochaient sa conception d'ensemble, dont du reste il ne faisait pas mystère. Pacifiste et sans doute pessimiste, M. Caillaux fut accusé de « défaitisme », de souhaiter la victoire de l'ennemi afin de remonter au pouvoir. De leur côté, les Allemands, jugeant les hommes sans nuances, considéraient M. Caillaux comme un partisan de la paix à tout prix, et les éloges que leur presse ne manquait pas de faire de lui dès qu'elle prononçait son nom, apportaient comme une justification aux méfiances de tant de milieux français.

Après Charleroi, le bruit avait couru que M. Caillaux, mobilisé dans un corps d'administration militaire, s'était rendu à Paris sans permission pour pousser M. Viviani à la paix. A l'automne

de 1914, pour mettre fin aux attaques dirigées contre M. Caillaux, le gouvernement lui confie une mission d'études économiques dans l'Amérique du Sud. Rentré en France, au début de 1915, M. Caillaux garde à la Chambre un absolu silence. Il se contente de prendre la parole, rarement d'ailleurs, au Conseil général de la Sarthe, dont il est président. Au mois d'août 1916, il séjourne à Vichy, accompagné de Mme Caillaux. Tous deux sont aussitôt l'objet de manifestations d'hostilité qui les obligent à quitter la ville. Mme Caillaux se rend alors en Italie, où, par deux fois, en octobre 1916, puis en décembre et janvier 1916-1917, son mari vient la rejoindre. Aux Italiens, quelquefois suspects de « neutralisme », qu'il rencontre, M. Caillaux ne dissimule pas sa pensée. La guerre ne pourra se terminer que par une paix de compromis, qui, seule, permettra à l'Europe de ne pas tomber sous le joug britannique, aussi périlleux pour l'indépendance des nations que celui de l'Allemagne. L'ambassadeur de France à Rome, M. Barrère, et l'entourage de celui-ci n'éprouvent que de l'antipathie pour M. Caillaux. Se gardant bien de conseiller à l'ancien président du Conseil, plus de retenue, M. Barrère s'inquiète de ses propos. Les rapports envoyés à Paris ne se contentent pas de relater, plus ou moins exactement les conversations réelles de M. Caillaux, M. Caillaux est accusé, à tort, d'intriguer avec le Vatican et les « socialistes officiels » d'Italie, c'est-à-dire avec les milieux pacifistes et germanophiles. Bientôt la presse italienne signale le voyage de M. Caillaux, flétrit ses « menées » et, de Rome, l'émotion gagne Paris. M. Caillaux rentre aussitôt en France, est tancé pour ses imprudences par le président du Conseil, M. Briand, et l'incident n'a pas alors d'autre suite.

Mais, six mois après, éclatent successivement l'affaire du *Bonnet rouge* et l'affaire Bolo. Or, avant la guerre, M. Caillaux a subventionné le *Bonnet rouge*, et, depuis 1914, il a quelquefois écrit à Almereyda. Il a aussi connu Bolo et a correspondu avec lui. Sans doute, l'enquête prouvera que M. Caillaux a tout ignoré des agissements criminels de ces deux personnages, mais la révélation de ces relations suspectes va déterminer une nouvelle campagne de presse.

M. Caillaux est maintenant ouvertement accusé de trahison. Il est l'homme qui conserve la confiance de l'Allemagne, l'homme dont elle souhaite passionnément le retour au pouvoir. Son nom est le lien qui unit toutes les affaires de trahison; il est, écrit M. Barrès, « le maître du bal ». Après les fréquentations parisiennes, les propos d'Italie sont dénoncés. M. Clemenceau, en particulier, qui avait eu communication de certains rapports venus de Rome, y fait nettement allusion dans l'*Homme enchaîné*. Devenu président du Conseil, il ordonne aussitôt en Italie des recherches nouvelles, qui ne donneront, du reste, à peu près aucun résultat. Pourtant, le 11 décembre, le général Dubail contresignait une demande de poursuite, rédigée par M. Ignace, où M. Caillaux était accusé « d'avoir, pendant la guerre actuelle, poursuivi la destruction de nos alliances en cours d'actions militaires et ainsi secondé les progrès des armées de l'ennemi ».

M. Clemenceau croyait-il vraiment à la trahison de M. Caillaux ? Ou plutôt ne jugea-t-il pas utile d'affirmer, par un coup éclatant, sa résolution de continuer la guerre jusqu'au bout, en abattant l'homme qui incarnait la politique

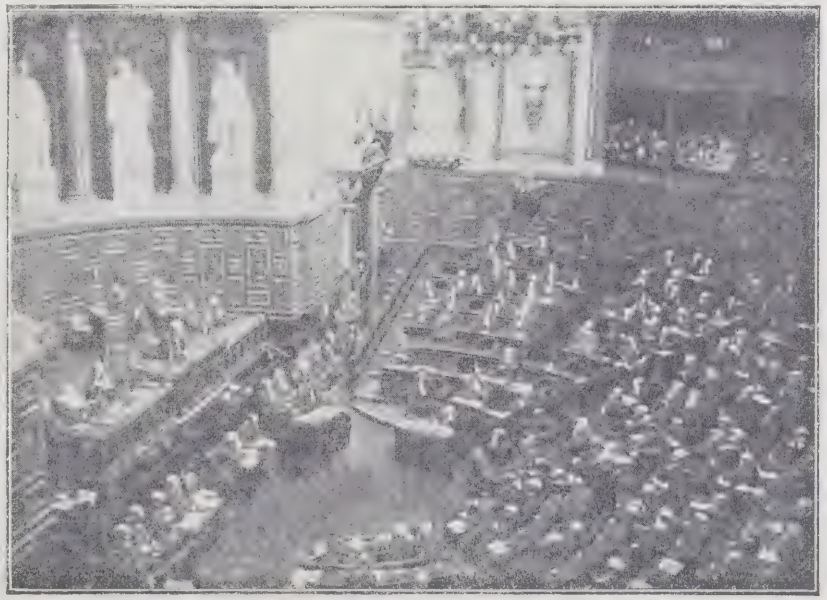


Photo Rol

LE PROCÈS CAILLAUX

contraire à la sienne, cela, malgré l'inconvénient d'entrer en lutte avec les amis personnels de M. Caillaux, encore nombreux au sein du Parlement et d'affaiblir ainsi l'union sacrée ? La Chambre ne pouvait refuser d'autoriser les poursuites contre un de ses membres que le gouvernement, sous le couvert de l'autorité militaire, accusait d'intelligence avec l'ennemi. M. Caillaux, tout le premier, en s'élevant contre les allégations officielles, n'entendait pas s'opposer à l'enquête judiciaire. Le 22 décembre, à la Chambre, après avoir « poussé » au milieu d'un absolu silence ce qu'il appela un « long cri d'indignation », M. Caillaux conclut son discours en demandant aussi la levée de l'immunité parlementaire. M. Clemenceau refusa d'intervenir. « Je suis le chef de la Justice militaire, dit-il. A ce titre, je suis la seule personne qui n'ait pas le droit de répondre à M. Caillaux. » Les poursuites furent autorisées par 396 voix contre 2. Il y eut 101 députés, socialistes ou radicaux amis personnels de l'ancien président du Conseil, qui s'abstinrent.

Trois semaines après, le 14 janvier 1918, M. Caillaux était mis en état d'arrestation. Le gouvernement américain avait, en effet, communiqué au gouvernement français les copies de deux télégrammes envoyés à Berlin par M. de Luxburg, ministre d'Allemagne à Buenos-Ayres en 1915, et relatifs aux voyages de M. Caillaux en Amérique du Sud. Transmis par câbles américains, ces télégrammes avaient été déchiffrés. Ils rapportaient des conversations, d'ailleurs banales, qu'aurait eues M. Caillaux avec un jeune Italien, M. Minotto, agent de la légation d'Allemagne. D'autre part, une perquisition avait été opérée à Florence dans un coffre-fort où, en 1916, M. Caillaux avait déposé des valeurs et des papiers. Parmi ces papiers figurait un manuscrit : « Les Responsables », relatif aux origines de la guerre, un dossier, le « Rubicon » contenant l'exposé des projets de M. Caillaux, au cas où il redeviendrait président du Conseil, et enfin une chemise renfermant une série de lettres qui prouvaient que M. Caillaux avait, en 1915, repoussé les avance d'un aventurier allemand, M. Lipscher. Quant aux valeurs, elles ne comprenaient que des titres appartenant, d'ancienne date, à M. Caillaux.

Le coffre-fort de Florence avait été ouvert sans que fût présent aucun représentant de M. Caillaux. Les socialistes, pour protester, interpellèrent (15 janvier). Mais l'ordre du jour pur et simple, accepté par le gouvernement, fut voté par 369 voix contre 103 et 30 abstentions. L'instruction de l'affaire Caillaux, confiée au capitaine Bouchardon, se poursuivit dès lors de longs mois. M. Caillaux serait-il déféré au 3e Conseil de guerre ou traduit à son tour devant la Haute-Cour ? C'est seulement le 13 octobre 1918 qu'un décret vint trancher la question. Inculpé de complot contre la sûreté extérieure de l'État, M. Caillaux était renvoyé devant la Haute-Cour. Une nouvelle instruction devenait donc nécessaire. Elle fut longue ; aussi M. Caillaux ne fut-il jugé que dix-huit mois plus tard, au printemps de 1920. Mais, bien avant cette époque, l'« Affaire Caillaux » allait avoir, à l'intérieur, des répercussions importantes. Les socialistes et une partie des radicaux s'élevèrent contre l'âpreté avec laquelle le gouvernement poursuivait un ancien président du Conseil, dont la culpabilité leur apparaissait fort problématique. Ainsi se constitua, à la Chambre, une opposition de gauche contre le ministère Clemenceau. Elle ne fut pas redoutable, au point de vue numérique, puisqu'elle ne comprit jamais beaucoup plus de 120 voix. Mais le gouvernement considéra ces adversaires parlementaires comme des ennemis de l'État, et, pour les combattre, il fut amené à s'appuyer encore davantage sur les éléments modérés et conservateurs des deux assemblées, ainsi que sur la presse de droite.

## LA QUESTION RUSSE ET LES QUATORZE POINTS

L'opposition socialiste et radicale ne fit pas seulement porter ses critiques sur la politique intérieure du cabinet. Presque aussi vivement, elle reprocha à M. Clemenceau l'attitude adoptée à l'égard de la seconde Révolution russe.

Aussitôt après la prise du pouvoir à Pétrograd par Lénine et les Soviets, les Alliés avaient protesté d'avance contre toute violation du pacte de Londres, par lequel la Russie s'était engagée à ne pas conclure de paix séparée. Mais le premier soin des Bolchevicks fut de signer, avec les Allemands et les Autrichiens, un armistice et d'engager

à Brest-Litovsk des négociations de paix (22 décembre 1917). En même temps, les journaux russes entreprirent la publication des traités secrets conclus, pendant la guerre, par les puissances alliées, en particulier la convention d'avril 1915 qui avait attribué à l'Italie, en plus de Trente et Trieste, la Dalmatie et une partie de l'Albanie, les accords de mars 1915, qui avaient promis à la Russie Constantinople et les Détroits, et ceux de 1916, qui avaient partagé l'Asie turque entre l'Angleterre, la Russie et la France, un post-scriptum d'avril 1917 ayant ensuite donné Smyrne à l'Italie. Enfin les Soviets annoncèrent qu'ils ne reconnaîtraient plus les dettes du tsarisme. Cette mesure atteignait surtout la France, qui, depuis trente ans, avait prêté à la Russie, une somme évaluée à vingt milliards de francs. Notre ambassadeur à Pétrograd, M. Noulens, lié surtout avec les Cadets, dont il s'exagérait l'influence, n'avait pas prévu la révolution de novembre. La victoire des maximalistes lui parut un succès tout passager. A Paris, comme d'ailleurs à Londres, l'opinion ne crut pas à la solidité du régime bolchevick. La psychologie d'hommes comme Lénine et Trotzky pouvait, au reste, déconcerter des Occidentaux. Tous deux avaient accepté sans scrupules de l'argent allemand pour préparer la Révolution russe, prologue de la Révolution universelle. On les considéra dès lors comme de simples agents de Guillaume II. A peu près aucun contact ne fut maintenu entre les dirigeants des Soviets et l'Ambassade de France, bien que M. Noulens eût, un jour, rencontré Trotzky. Eût-il été possible d'empêcher les Soviets, sinon de négocier, au moins d'accepter la paix, telle que l'entendaient M. de Kühlmann et le comte Czernin ? C'est peu probable sans doute, mais aucun effort sérieux ne fut entrepris pour s'y opposer. Aussi, le 3 mars 1918, après avoir un moment tenté de résister, les délégués des Soviets signèrent-ils le traité de Brest-Litovsk. La Russie se « désintéressait » de tout son domaine occidental (Pologne, Lithuanie, provinces baltiques), reconnaissait l'indépendance de l'Ukraine et cédait aux Turcs une partie de l'Arménie. (Les Allemands s'empressèrent aussitôt d'occuper l'Ukraine et poussèrent même jusqu'en Crimée.) Trois semaines après, la Roumanie, isolée, fut contrainte de suivre l'exemple donné. Par le traité de Bucarest (26 mars) elle abandonna une partie de son territoire (les cols et passages des Alpes de Transylvanie), livra ses récoltes, céda ses gisements pétrolifères, recevant en compensation un fragment de la Bessarabie. Les puissances de l'Entente proclamèrent aussitôt leur refus de reconnaître les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest.

La question russe avait été discutée, à la Chambre, dès la fin de 1917. Le 27 décembre, plusieurs orateurs, notamment deux socialistes, MM. Moutet et Sembat, demandèrent la renonciation formelle de la France à tous les accords secrets publiés par les Bolchevicks et qui contredisaient l'ordre du jour voté par la Chambre le 5 juin 1917 ; ils déplorèrent encore le refus des passeports pour Stockholm et invitèrent le gouvernement à ne pas « ignorer, négliger » les « maîtres de fait » de la Russie. M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, répondit que la France avait le devoir de « rester en rapport avec tous les éléments sains de la Russie, avec tous les groupements ethniques où demeurent les sentiments d'indépendance et de loyauté, l'instinct de la légitime défense, le besoin d'ordre et de liberté ». La Chambre, après avoir refusé, par 378 voix contre 103, la priorité à un ordre du jour socialiste, approuva ces déclarations. Le gouvernement français n'avait pas dissimulé son intention de pousser les « éléments sains » de Russie à se dresser contre les Bolchevicks. Il voulait susciter à l'Allemagne des embarras, ou même reconstituer un front oriental. Jusqu'à l'armistice du 11 novembre, c'est tantôt en Ukraine et sur les rives de la mer Noire, tantôt dans la mer Blanche, tantôt en Sibérie, que des efforts seront tentés pour aider la résistance des Russes patriotes. Au printemps et dans l'été de 1918, des contingents japonais débarqueront ainsi à Vladivostock, des Anglo-Français se saisiront des ports de la Russie du Nord, Arkhangel et Mourmansk. M. Noulens, qui avait quitté Pétrograd, menacé un moment par l'avance allemande, pour se réfugier en Finlande, rentrera bien en Russie et séjournera plusieurs mois à Vologda. Il ne gagnera jamais Moscou, devenu la capitale de la République des Soviets. Sans déclaration officielle, ce sera désormais entre les Bolchevicks et les Alliés, spécialement la France, un vrai état de guerre. Mais c'est surtout après l'armistice que se marqueront les conséquences nombreuses et graves de cette situation.

En attendant, la seconde Révolution russe allait

amener, sinon tous les Alliés, au moins le Chef d'État qui possédait, à l'intérieur de la Coalition, une prépondérance morale incontestée, le président Wilson, à préciser les buts de guerre qu'il poursuivait. Les Bolchevicks s'élevaient contre la diplomatie secrète, réclamaient la lumière et la paix. Dans un discours demeuré fameux, M. Wilson, le 8 janvier 1918, énuméra les « quatorze points » qui devaient constituer l'assise d'une juste paix. Nous voudrions pouvoir reproduire entièrement ce document capital. En voici du moins les parties essentielles : 1° « Des conditions de paix... préparées au grand jour... plus d'ententes particulières... entre nations mais seulement une diplomatie qui procédera toujours en vue de tous » ; 2° « Absolue liberté de navigation sur mer » ; 3° « Suppression... des barrières économiques et égalité de traitement en matières commerciales pour toutes les nations » ; 4° « Garanties... pour que les armements de chaque nation soient réduits au minimum » ; 5° « Un règlement... impartial de toutes les revendications coloniales » tenant compte des « intérêts des populations » ; 6° « Évacuation du territoire russe... en vue de donner à la Russie toute latitude de déterminer son propre développement politique et son organisation nationale » ; 7° « La Belgique doit être évacuée et restaurée sans aucune tentative pour limiter l'indépendance dont elle jouit » ; 8° « Le territoire de la France devra être totalement libéré et les portions envahies devront être restaurées, le tort fait à la France par la Prusse en 1871 en ce qui concerne l'Alsace et la Lorraine... doit être réparé » ; 9° « Une rectification des frontières de l'Italie devra être opérée » ; 10° « Aux peuples de l'Autriche-Hongrie... doit-être accordé... leur développement autonome » ; 11° « La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués... restaurés, à la Serbie devra être assuré un libre accès à la mer » ; 12° « Aux régions turques de l'empire ottoman actuel devra être assurée une souveraineté non contestée, mais aux autres nationalités présentement soumises au joug turc on devra garantir... la pleine possibilité d'un développement autonome ; les Dardanelles devront rester ouvertes au libre passage des navires de commerce de toutes les nations » ; 13° « Un état polonais indépendant devra être créé... on lui assurera un libre accès à la mer » ; 14° « Il faut qu'une association générale soit formée entre les nations, en vertu de conventions formelles, aux fins de procurer à tous les Etats, grands et petits également, des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale ».

Le discours de M. Wilson, définition du programme de paix des Alliés, et dont, à l'automne de 1918, les Empires centraux eux-mêmes devaient se réclamer, ne passa certes pas inaperçu, bien que M. Clemenceau ait plus tard déclaré, dans un moment d'humeur, qu'il ne l'avait pas lu. Mais l'opinion française, sans beaucoup croire à la grande offensive qu'annonçaient les Allemands, ne voyait pas à la guerre de terme prochain. Elle demeurait résignée et confiante, résolue à tenir jusqu'à l'arrivée des renforts américains. Son état d'esprit rendait ainsi plus facile la tâche du gouvernement. A une nouvelle interpellation socialiste, réclamant, le 11 janvier 1918, à la Chambre, la publication de nos buts de guerre, M. Pichon répondit encore par des attaques contre les Bolchevicks, et la majorité vota la confiance (377 voix contre 113).

Le président du Conseil, au reste, se rendait rarement au Parlement. Le 28 décembre, pourtant, il avait demandé et obtenu l'incorporation de la classe 1919 et envisagé le renvoi momentané aux armées des agriculteurs mobilisés à la terre. Mais il avait laissé ses ministres annoncer le résultat d'un nouvel emprunt, effectué en novembre, qui rapporta dix milliards. Par ses collaborateurs fut aussi décidé l'établissement de la « carte de pain », limitant à 300 ou 500 grammes par jour, selon les catégories, la ration de pain attribuée à tous (février 1918). En avril sera instituée la carte générale d'alimentation.

Le 8 mars cependant, interpellé par M. Constant sur « les affaires en cours », M. Clemenceau prononça un discours retentissant. Ce n'était qu'une version nouvelle de sa déclaration du 20 novembre. « Le vainqueur, rappelle-t-il, c'est celui qui peut, un quart d'heure de plus que l'adversaire, croire qu'il n'est pas vaincu. Voilà ma maxime de gouvernement. Je n'en ai pas d'autre.. Toute ma politique tend à ce seul but, maintenir le moral du peuple français à travers une crise qui est la pire de toute son histoire. » Puis il ajoute : « Ce n'est pas en bêlant la paix qu'on fait taire le militarisme prussien. Tout à l'heure, M. Constant me lançait une petite pointe sur mon silence en matière de poli-

MAMERS (SARTHE)
TÉL : 34

Il est doux de souffrir pour ses idées, même quand on vous en prête une part en s'accrochant à vos actes passés, du moment où de ces actes on se glorifie, du moment où on a la mâle certitude qu'on ne les a accomplis que pour servir au mieux son pays, du moment où on a la conscience, le sentiment profond qu'on n'a jamais eu en vue que le bien, que la grandeur, que le triomphe de la France.

J Caillaux

tique étrangère. Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure : je fais la guerre ; politique étrangère, je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. Je cherche à me maintenir en confiance avec nos Alliés. La Russie nous trahit, je continue de faire la guerre. La malheureuse Roumanie est obligée de capituler, je continue de faire la guerre, et je continuerai jusqu'au dernier quart d'heure. »

Treize jours après, l'attaque allemande commençait.

## LA VEILLÉE DES ARMES

Grâce à la défection russe, Hindenburg avait enfin atteint le but qu'il visait depuis 1914 : obtenir la décision à l'Est pour pouvoir se retourner vers l'Ouest avec toutes ses forces. Allait-il donner suite à la seconde partie de ce programme ? Le grand Etat-Major allemand s'y décida, tout en reconnaissant qu'il s'engageait dans une des « opérations les plus difficiles de l'histoire du monde ». Mais la supériorité en matériel acquise aux armées franco-britanniques aurait rendu les batailles défensives de 1918 de plus en plus dures pour l'armée allemande ; la troupe redoutait ce genre de guerre ; elle avait d'autre part confiance dans la guerre de mouvement, qui ne lui avait valu que des succès. Par ailleurs, et quelque paradoxal que le fait paraisse, on perdait moins de monde à attaquer qu'à se défendre. Or les ressources de l'Allemagne en hommes devaient baisser terriblement au cours de 1918 ; à partir de mars, il ne faudrait compter que sur une centaine de mille hommes de remplacement, en attendant l'engagement de la classe 1921 ; dès juillet il deviendrait impossible de combler les vides des 240 divisions mises sur pied. Enfin, quelque fonds que l'on fasse encore sur les résultats de la guerre sous-marine, on commence à douter qu'elle suffise à affamer l'Angleterre et à empêcher le transport des contingents américains. Il faut donc se hâter d'arracher la victoire avant que ces contingents aient pu entrer en ligne, c'est-à-dire avant la fin de 1918. L'offensive, toutes forces réunies, une offensive brutale, rapide, « l'offensive de paix » s'impose donc au commandement allemand. Dès la fin de 1917, il la prépare en transportant en France la majeure partie des divisions employées en Russie, en Roumanie et même en Italie.

La concentration va se poursuivre de janvier à mars. Elle sera retardée, mais non interrompue, par les négociations laborieuses de Brest-Litovsk. Dès la signature de la paix, le 3 mars, avec une hâte fébrile, les derniers renforts sont acheminés vers l'Ouest, les quelques divisions d'occupation éparpillées de Riga à Bucarest, trop nombreuses encore au gré de l'État-Major allemand, cèdent, à celles qui partent, leurs jeunes classes, leur matériel, tout ce qui peut augmenter leur valeur offensive. Au total 44 divisions sont ainsi transportées. A la date du 20 mars, le dispositif allemands de l'Ouest comprend près de 200 divisions, dont 84 en réserve. Chacune d'elle possède, avec ses bataillons à 4 compagnies, une supériorité d'infanterie notable sur la division franco-britannique: environ un tiers. Les 84 divisions que l'ennemi peut lancer brusquement dans la bataille correspondent donc à 111 divisions françaises. Or, les forces alliées sur le front de France s'élèvent au total à 175 divisions (99 françaises, 58 britanniques, 12 belges, 4 américaines, 2 portugaises, dont 67 seulement seront en réserve, le 20 mars. L'équilibre est donc rompu ; si l'on compare ces chiffres avec ceux du printemps de 1917, on constate que la situation s'est complétement retournée au profit de l'ennemi.

Les effectifs français et anglais ont en effet sérieusement baissé. L'effort démesuré fourni par les armées françaises se traduit par une lente anémie, dont les effets, redoutés depuis 1916, commencent à se faire sentir : sans parler des pertes, la création de nouvelles unités d'artillerie, l'augmentation incessante du personnel employé dans les armes et services, l'extention des tâches qui incombent à la direction de l'arrière enfin la récupération par l'industrie, les transports, l'agriculture, de la main-d'œuvre indispensable, entraînent une baisse continue des contingents d'infanterie. Il est vrai que nous disposions alors de la classe 1919 dont on demandait l'incorporation pour le 3 mars. Mais, de toutes façons, l'année 1918 devait être une période très critique.

Les pertes du 1er juillet 1916 au 13 juillet 1917 avaient atteint 920.000 hommes dont 384.000 seulement étaient retournés au front aprés guérison ; les retraits individuels avaient atteint 161.000 hommes pendant la même période. D'octobre à

novembre 1917 on avait encore envoyé à l'Intérieur 97.000 agriculteurs (classes 90 et 91 et pères de 5 enfants), 18.000 mineurs, 7.500 employés des transports et 18.000 professions diverses. On comptait en décembre 116.000 mobilisés en sursis, 596.000 détachés aux fabrications de guerre, 200.000 affectés spéciaux, 129.000 non disponibles, 100.000 mineurs et 8.000 navigateurs, au total 1.149.026 combattants possibles enlevés aux armées. Sans doute la loi du 10 août 1917 avait prescrit l'échange d'ouvriers des classes jeunes et des vieilles classes entre l'arrière et le front; mais on avait péniblement réussi à récupérer ainsi 25.000 hommes. Le G. Q. G. déclarait le 14 décembre qu'il fallait « se faire une règle absolue de résister à toutes les demandes de rappel » et cesser tout prélèvement sur les armées. Il fallait prévoir par contre 113.000 hommes pour les nouveaux régiments d'artillerie, 6.000 pour le génie, 39.000 pour l'aviation et l'aérostation. Dans ces conditions il devenait impossible d'entretenir les 108 divisions d'infanterie dont se composait l'armée de France; on calculait que le déficit serait dans un an de 328.000 hommes et qu'il faudrait dissoudre 25 divisions d'infanterie. Trois d'entre elles l'avaient été déjà. La dissolution de six autres divisions d'infanterie et de 16 bataillons isolés était envisagée pour un avenir prochain. A partir du 1er avril, il faudrait supprimer presque une division par semaine. « Ce serait, concluait le G. Q. G., la désorganisation complète de l'armée. » En novembre 1918, nous n'aurions plus que 80 divisions à mettre en ligne.

L'armée anglaise, qui s'était dépensée sans compter en 1917, connaissait de semblables inquiétudes. Elle avait perdu 800.000 hommes; ses dépôts étaient vides et ne se rempliraient que par l'effet de nouvelles lois sur la circonscription. Les services de l'arrière absorbaient deux fois plus de personnel que les unités combattantes; dès le mois de novembre il devint évident que l'on aurait de grandes difficultés à maintenir au complet les 58 divisions britanniques en France. Aussi l'Army Council décida-t-il de ramener de 13 à 10 le nombre des bataillons d'infanterie, de la division; 186 bataillons furent ainsi supprimés et cette transformation, achevée en février seulement diminua singulièrement la valeur combative des brigades anglaises, un peu désorientées d'ailleurs par ce bouleversement de leurs habitudes tactiques.

En résumé, nous étions en état d'infériorité notoire. Fallait-il dans ces conditions nous établir sur la défensive ou prononcer au contraire une offensive « préventive »? Le problème se posait avec acuité dès le début de décembre. Il fut discuté au cours de la réunion du Conseil Suprême de guerre du 2. Deux thèses s'affrontèrent : celle de Foch, qui semble avoir préconisé l'adoption d'un plan offensif pour 1918 et celle des généraux en chefs Pétain et Haig, qui concluaient à la nécessité provisoire de la défensive. Le 18 novembre, Pétain écrivait au Comité de guerre français pour recommander une « tactique d'attente ». Haig, de son côté, consulté dès le 18 octobre, avait approuvé les projets de Pétain; il déclare dans sa dépêche du 20 juin 1918, qu'il devient nécessaire « de changer le principe directeur des opérations des armées britanniques en France ». Leur avis l'emporta, encore qu'un plan offensif ait été retenu par le Conseil et établi sur le papier. Tout en poursuivant l'aménagement des secteurs d'attaques qui devaient, selon les termes d'une note de février 1918, faciliter une contre-offensive dont le départ « serait fonction de la date de l'offensive ennemie et de ses progrès », les efforts des deux États-Majors vont tendre à placer nos forces dans la meilleure situation possible pour affronter et briser l'attaque allemande que l'on prévoit et dont on suit au jour le jour les préparatifs.

A ce point de vue, trois séries de mesure furent prises dès le milieu de décembre : les unes visaient à perfectionner nos organisations défensives; les autres à répartir, en accord avec les Anglais, le front entre les deux armées, à disposer nos réserves et à prévoir leur emploi; d'autres, enfin, à définir la tactique à adopter. Disons tout de suite que la préparation de la campagne défensive de 1918 fait le plus grand honneur aux deux quartiers généraux qui l'élaborèrent et plus spécialement au général Pétain, qui fut l'âme de cette œuvre aussi ingrate que méritoire.

Fort de l'expérience de Verdun, le gouvernement français voulait être certain que l'équipement défensif du front était achevé. Il exagérait même dans ce sens, et, si on l'eût écouté, toute l'armée française aurait été employée à poser du fil de fer. Le général Roques, un « sapeur », envoyé en inspection sur le front, se plaignait de certaines insuffisances. Pétain voyait plus juste lorsqu'il

répliquait à une lettre un peu vive de M. Clemenceau, provoquée par le rapport Roques : « Le succès n'est pas une simple affaire de défenses accessoires, d'observations, d'abris. Pour se battre dans de bonnes conditions, il faut des troupes ayant eu, en temps utile, un repos suffisant, ayant un bon moral et de la cohésion. Malgré mon désir de réaliser au plus tôt une sérieuse organisation de nos champs de bataille, je ne puis y sacrifier ces nécessités essentielles ». Paroles qui prennent une valeur prophétique lorsqu'on songe que, deux mois plus tard, l'armée anglaise retraitait à travers trois lignes successives de positions organisées, abandonnait les tranchées récemment creusées autour de Péronne et que l'ennemi pouvait dépasser, sans difficultés sérieuses, les champs d'entonnoirs de la Somme et de l'Ancre ! En fait, avec l'emploi des gaz axphyxiants la rapidité des méthodes d'attaque et la multiplication des engins d'accompagnement, la fortification perdait beaucoup de sa valeur. A quoi bon des fils de fer s'il n'y a personne derrière ou si ceux qui les défendent sont écrasés avant l'attaque. Pourtant l'arrivée de 60.000 travailleurs italiens permit d'achever les travaux. En février il existe presque partout deux positions successives, comportant chacune trois lignes de défense. Le gouvernement insiste également pour qu'on cède à l'ennemi le moins de terrain possible. Le général en chef eut encore le mérite de résister à ces préjugés, qui dataient du temps des tranchées à trois mètres et des luttes autour d'une taupinière. Comme nous le verrons, il se prononça pour une « défensive élastique » qui cédait du terrain pour économiser des hommes. Il eut le courage de fixer à ses armées comme front de bataille une ligne qui courait presque partout à une dizaine de kilomètres des avant-postes. Encore fut-elle trop souvent dépassée par le flot pressé des masses assaillantes !

Section photographique de l'Armée

ARRAS : LA GRANDE PLACE

Pour aveugler les brèches qui s'ouvriront fatalement dans nos lignes, Pétain compte avant tout sur le jeu de ses réserves. Depuis longtemps il est arrivé à cette conviction que toute attaque brusquée et massive obtiendra un succès local, mais que l'élargissement de ce succès sera non moins fatalement interdit par l'arrivée de troupes fraîches en nombre suffisant et en temps opportun. L'essentiel est donc d'avoir du monde en arrière et de placer ces troupes au bon endroit. C'est à quoi il va s'employer. En premier lieu, on rétrécit le front. L'armée anglaise, non sans quelques récriminations, consent à étirer sa droite d'abord jusqu'à l'Oise, puis jusqu'à Barisis (26 janvier), libérant 6 divisions d'infanterie, 2 divisions de cavalerie et le G. Q. G. de la 3e armée. D'autre part, l'armée belge, portée à 12 divisions, prend dans les Flandres le secteur côtier et notre 1re armée est rendue disponible par l'arrêt de l'offensive anglaise. Au total nous récupérions ainsi 12 divisions et 2 Q. G. d'armée. D'autre part, le front français est divisé entre deux groupes d'armées (G. A. N. et G. A. E.). L'État-Major d'un troisième groupe (G. A. R.) est constitué à l'avance et le général Fayolle, revenu d'Italie, en prend le commandement. Le G. A. N et. le G. A. E. sont prévenus qu'ils ont à tenir à la disposition du commandant en chef chacun 11 divisions et qu'ils doivent prendre leurs dispositions pour pouvoir

doubler ce chiffre le cas échéant. Enfin les deux corps de cavalerie sont retirés du front et mis au repos à partir de janvier.

La disposition de ces troupes réservées était évidemment fonction de l'idée que l'on se faisait des intentions de l'ennemi. Celles-ci étaient encore difficiles à démêler : des préparatifs d'attaque étaient signalés sur toute l'étendue du front : sur la Lys, entre Ypres et Lens, d'Arras à Saint-Quentin, entre Reims et l'Argonne, devant Verdun, dans la région de Sarrebourg et jusque dans le Sundgau nos aviateurs dénonçaient l'activité de l'ennemi. Ludendorff déclare d'ailleurs que dans toutes ces régions des attaques principales ou de diversion étaient envisagées par lui dès décembre. Toutes pourtant ne pouvaient être retenues. En février, le commandement français était arrivé à cette conclusion que trois secteurs étaient particulièrement visés, savoir, dans l'ordre d'importance : la jonction du front britannique et du front français, de Saint-Quentin à l'Oise ; la Champagne, de Reims à Sainte-Menehould ; enfin la frontière suisse. La première de ces offensives aurait eu pour effet de séparer les armées alliées et d'ouvrir la route de Paris ; la seconde de tourner Verdun et d'isoler le groupe d'armées de l'Est ; la 3e de couper nos lignes de communications avec l'Italie et la Méditerranée, après violation de la neutralité suisse. Le commandement anglais de son côté craignait surtout une attaque sur Arras, avec objectif Boulogne, et se montrait très préoccupé par la nécessité de ne pas perdre de terrain dans le Nord, à cause de la proximité des ports. Le dispositif adopté réflète ces appréhensions : la masse des réserves anglaises est concentrée vers le Nord, entre Arras et Ypres, et un corps d'armée français couvre Dunkerque. Pétain constitue, d'autre part, quatre groupements de forces ; le plus important (3e armée avec 8 divisions) est installé sur l'Oise ; les deux autres flanquent à droite et à gauche la Champagne (réserves du G. A. N. vers Epernay et 1re armée vers Toul) ; le dernier enfin (4 divisions derrière la trouée de Belfort) couvre la frontière suisse. Mais les indices se précisent ; l'ennemi attaquera sûrement au sud d'Arras, peut-être aussi en Champagne et sur la Lys, il faut donc envisager le transport sur ces points de toutes les réserves disponibles, aussibien anglaises que françaises. La coopération des Alliés est minutieusement étudiée à partir du 21 janvier. Les deux Etats-Majors s'entendent directement, sans passer par l'intermédiaire du Comité exécutif interallié, et aboutissent, les 21 et 22 février, à Compiègne, à un projet précis. Il prévoit l'intervention immédiate de la 3e armée en zone anglaise, au nord ou au sud de la Somme, et le renforcement de cette armée par la 1re venant de Lorraine, sous la direction supérieure du G. A. R. (général Fayolle) ; de leur côté, les Britanniques nous promettent 8 divisions qui pourraient contre-attaquer vers Reims ou relever notre gauche sur le Chemin-des-Dames. Deux groupements d'aviation (580 avions) sont installés à égale distance des deux secteurs menacés, dans la région de Fère-en-Tardenois. On prévoit le retrait en 48 heures de toutes les artilleries de corps d'armée et leur transport rapide vers la bataille. Les Américains sont sollicités de nous prêter le concours de toutes leurs troupes disponibles,

Section photographique de l'Armee

DOULLENS : CHASSEURS MONTANT EN LIGNE

qui seraient encadrées dans nos divisions ; le général Pershing y consent, non sans quelques hésitations, justifiées par la répugnance qu'il éprouve à dissocier ses unités. Enfin on réclame le retour des troupes encore engagées sur le front italien. Devant l'imminence du danger la solidarité interalliée se traduit enfin de façon précise. Le Conseil suprême le sent bien et a la sagesse de sanctionner le 16 mars les dispositions prévues par les généraux responsables. A la veille de la bataille décisive, bien des susceptibilités se sont calmées et les Etats-Majors travaillent désormais en parfait et loyal accord.

Quant aux troupes françaises, elles sont en excellent état. Bien reposées, bien armées, elles sont surtout mieux instruites. A cette instruction le général Pétain a consacré ses soins les plus minutieux. Toutes ses directives témoignent de la même préoccupation. *Le règlement sur le combat offensif des petites unités* est remis à jour, ainsi que celui sur l'emploi tactique des mitrailleuses ; dans les camps, dans les écoles d'armée, dans les centres d'instruction divisionnaires, officiers et soldats s'entraînent méthodiquement à la pratique des nouveaux procédés de combat et à la lutte en terrain libre. Mais à cette armée qui va être attaquée dans des conditions entièrement nouvelles pour elle, il faut une doctrine. La directive n° 4 la lui donne. Pétain, théoricien de l'offensive « à objectifs limités », est aussi le promoteur de la méthode défensive qui fera ses preuves le 15 juillet, la « défensive élastique ».

Section photographique de l'Armée

HAM : CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA SOMME

Le procédé consiste seulement à refuser le combat sur la zone dans laquelle l'ennemi l'a préparé; il constitue une sorte de « surprise du défenseur » opposée à la surprise de l'assaillant. Devant la puissance des préparations d'artillerie modernes, rien ne résiste dans la zone battue; évacuons donc, délibérément, cette zone! On n'y laissera que des mitrailleuses et quelques détachements sacrifiés. Le gros des défenseurs, retiré à quelques kilomètres en arrière, tiendra sous ses feux les positions avancées et s'efforcera d'accabler l'ennemi, qui s'y sera engagé avec confiance et croira pouvoir progresser désormais sans précaution. Cette tactique rompt délibérément avec les habitudes prises dans les combats pied à pied des années précédentes au cours desquels chaque pouce de terrain avait pris une importance morale énorme. Elle s'inspire des méthodes allemandes que le 2e bureau du G. Q. G. a patiemment étudiées. Aussi choque-t-elle dès le début le commandement subalterne. Généraux, colonels, ne peuvent se résoudre à évacuer sans combat les tranchées péniblement construites et chèrement défendues; ils exagèrent la valeur de leur œuvre ; ils craignent la responsabilité d'un recul, même limité; ils redoutent l'effet produit sur le moral des troupes. Il fallut que le général en chef entreprît, dans les premiers mois de 1918, une véritable croisade pour convaincre ses subordonnés. Il se rend personnellement dans les armées, réunit les officiers, discute, persuade, ordonne. Il dit à la 4e armée : « Vous mettez 16 divisions en première ligne; si tout le monde en fait autant, nous n'aurons jamais assez de réserves. Si nous mettons tout en première ligne (comme les Allemands à la Malmaison) sur une position parfaitement connue de l'ennemi, parfaitement repérée, nous perdrons tout ! » A la 2e armée : « Si vous admettez la solution de renforcement, c'est que vous voulez livrer bataille sur la première position. Vous refusez de mettre l'ennemi dans l'inconnu, alors que vous

le pouvez en prenant comme champ de bataille une position plus en arrière... on perdra du terrain, c'est entendu! Nous arrivons à la bataille décisive, ça n'a plus d'importance de perdre du terrain! » Avec cette loyauté d'esprit qui le caractérise, le général ne se contente pas d'ordonner : il veut que ses subordonnés arrivent d'eux-mêmes à l'opinion qu'il préconise. Il fait distribuer tous les renseignements recueillis sur la forme que revêtira vraisemblablement l'offensive allemande. Le récit de l'affaire de Cambrai, les renseignements sur l'offensive italienne, les études sur la bataille de Riga (envoyés aux armées au début de février) exposent les faits sur lesquels s'appuie l'idée de la « défense élastique ». Ils prennent un intérêt particulier depuis que l'on sait que le général von Hutier, l'« enfonceur » de Riga, commande une armée sur le front de Saint-Quentin et que von Below, le vainqueur de Caporetto, est arrivé devant Arras.

Battre l'ennemi, ce sera donc, « *d'abord et surtout* », limiter les progrès de ses attaques en déconcertant ses plans et en trompant sa méthode habituelle. Nous y gagnerons, en outre, d'avoir économisé des troupes, dont la crise d'effectifs nous oblige à être avares. Ce sera, « *ensuite* », le rejeter à notre tour par une contre-offensive puissante. Mais cette puissance ne doit pas être recherchée dans l'étendue du front attaqué. Toujours hostile aux vastes pensers à la Nivelle, fidèle à sa théorie des attaques massives à objectifs limités, confiant dans le temps qui nous assurera bientôt une supériorité croissante, Pétain repousse les plans grandioses établis « *a priori* » par des États-Majors trop confiants. Il se borne à recommander l'étude de contre-attaques rapides, tôt rassemblées, prestement conduites. Il faut que le commandant en chef reste libre de varier ses points d'attaque et ne soit lié ni par des décisions de principe, ni par les nécessités d'une préparation formidable. Ses instructions préparent ainsi, dès le début de l'année, le travail qui sera celui de Foch et dégrossissent la tâche. C'est sur ce terrain que se rencontrent finalement deux esprits de génie très différent et deux tactiques qui semblent d'abord s'opposer. Lorsque Foch aura compris que Pétain a été le premier artisan de son œuvre et qu'il a, en praticien habile, préparé au sculpteur le marbre d'où sortira l'effigie de la Victoire, lorsque la prudence de Pétain sera rassurée par le succès de sa doctrine, alors ces deux grands capitaines colboreront en intime union de pensée et de sentiment.

S'il fallut encore six mois pour en arriver là, c'est que le choc de l'ennemi vint tomber sur une armée qui n'avait suivi que de loin les progrès réalisés par l'armée française. Le commandement anglais, aux prises avec des difficultés de toutes sortes, lancé depuis deux ans dans une offensive presque continue, n'avait pu trouver le loisir de se préparer à la défense. Ludendorff le sentait. Il écrit dans ses « *Mémoires* » : « Je me résolus à attaquer au centre (entre Arras et la Fère). La question du temps et des considérations tactiques me dictèrent une décision qui, d'ailleurs, « *considéra avant tout la faiblesse de l'ennemi* ». Et Douglas Haig avoue de son côté : « Depuis le début de la bataille de la Somme... les armées britanniques furent soumises à un effort des plus pénibles qui ne se relâcha jamais et qui, par conséquent, ne donna que peu ou pas d'occasions pour reposer et instruire les troupes qui en avaient si grand besoin ». On peut affirmer que si l'armée française n'avait pas été plus ménagée que l'armée anglaise au cours de la fatale année 1917, elle aurait été incapable de fournir l'effort supplémentaire qu'allait lui imposer l'état d'usure de son alliée.

## LA CRISE DE MARS 1918

Le 21 mars 1918, à 4 heures, le tonnerre lointain d'une canonnade telle qu'on n'en avait jamais entendu de semblable apprenait au Quartier Général français, établi à Compiègne, que la grande bataille était engagée. Depuis Arras jusqu'à l'Oise, sur un front d'une centaine de kilomètres la préparation d'artillerie faisait rage. L'orage s'abattait sur la 3e armée britannique (général Byng) et la 5e (général Gough) établies face à la ligne Hindenburg, l'une au nord de la route Cambrai-Péronne, l'autre au sud. Encore que les organisations défensives anglaises fussent de fraîche date, elles comportaient trois positions organisées dans le terrain coupé et accidenté des collines de Picardie et d'Artois, sur la ligne de faîte qui partage les eaux entre les affluents de la Somme et ceux de l'Escaut; en arrière s'étendait le fossé de la Somme, prolongé au nord de Péronne par la vallée de la Tortille et le canal du Nord,

au sud par le canal Crozat. Cette ligne de défense naturelle était renforcée aux deux extrémités par les bastions d'Arras et du massif boisé de Chauny, au centre par la tête de pont récemment fortifiée de Péronne. Plus loin encore, on tombait dans la zone dévastée des vieux champs de bataille de la Somme, qui rejoignaient eux-mêmes les fortifications accumulées par les deux adversaires de 1914 à 1916 ; sur 30 kilomètres de profondeur, ce n'étaient que tranchées, entonnoirs, abris à demi ensevelis et villages ruinés. Au delà seulement s'ouvrait le terrain libre : les molles vallées du Matz et de l'Avre, les coteaux de Doullens, que la guerre avait jusque là respectés. Sur le rebord ouest de ces vallées, la grande ligne Paris-Calais courait jusqu'à Amiens, nœud de voies ferrées essentiel, d'où se détachent les lignes d'Arras et du Nord. L'armée britannique avait donc de l'espace derrière elle et sir Douglas estimait qu'un recul limité dans cette région était moins dangereux et plus facile à circonscrire, que dans la zone rétrécie qui couvrait Calais et Dunkerque. Il semblait que la Somme dût marquer, en mettant les choses au pire, une limite infranchissable au progrès de l'ennemi.

Section photographique de l'Armée

BOUCHAVESNES : L'ÉGLISE

Or, le 21 à midi, l'ennemi avait pénétré sur tout ce front jusqu'à la deuxième position. Au soir, si ses progrès avaient été arrêtés au nord du saillant de Cambrai, il avait atteint, au centre de la 5e armée, vers Vermand, et à l'extrême sud, devant La Fère, les dernières tranchées de la deuxième position, gagnant environ cinq kilomètres. Le général Gough, ému par la situation assez précaire de sa droite, décidait en fin de journée de la replier derrière le canal Crozat.

Le 22, les divisions de réserve anglaises sont lancées dans la bataille ; après une journée de luttes acharnées entre la deuxième et la troisième position, l'armée Byng se maintient ; mais devant Saint-Quentin, l'armée Gough craque sous l'accumulation des masses ennemies ; percée au centre, découverte à droite (les Allemands avaient franchi le canal Crozat dont tous les ponts n'avaient pu être coupés), elle se voit réduite à redescendre des hauteurs de Roisel et de Vermand sur la Somme. Le 22 mars, à 23 heures, Gough donne l'ordre de repli. La première partie de la bataille était perdue. La 3e armée, quoique victorieuse, devait venir s'aligner sur la 5e : tout le front anglais reculait.

Une décision capitale du général Gough allait changer le repli en retraite. Le 25 au matin, « estimant que si elles étaient jetées dans une bataille générale, ses troupes fatiguées seraient exposées à une défaite décisive avant qu'aucune aide puisse leur être donnée et jugeant que l'ennemi pourrait exploiter une telle situation jusqu'au désastre, il se décida à continuer immédiatement à se replier sur la rive ouest de la Somme », ce qui impliquait l'abandon de la tête de pont de Péronne. Cet ordre prématuré devait entraîner d'innombrables négligences de détail, de fausses interprétations, des évacuations précipitées. Il ne tenait nullement compte de la situation des armées voisines. En fait, deux brèches s'ouvraient aussitôt aux deux ailes de l'armée : l'une, au sud, vers Ham, ouvrait la route de Noyon ; l'autre, au nord de Péronne, découvrait complètement la droite de la 3e armée. L'ennemi suivit en hâte ; la continuité du front fut rompue ; le 23 au soir, la ligne

de défense de la Somme était tournée au nord et au sud.

Dès lors, c'est la retraite générale. Les unités perdent le contact et la résistance anglaise se disloque en combats partiels, dont l'acharnement cesse devant la menace constante « d'être tournés ». Le repli de la droite et du centre de la 3e armée s'effectue dans des conditions très difficiles. Une vaste poche se forme vers Bapaume ; le 24 au soir la ligne de l'Ancre est atteinte par l'ennemi ; les noms fameux de Combles, Bouchavesnes, Thiepval, Albert, défilent dans les communiqués avec une rapidité cinématographique. Il est vrai que les renforts anglais arrivent du nord et les Français au sud empêchent l'élargissement de la brèche. Mais au centre, la 5e armée a été rattrapée ; tournée à son tour elle lâche successivement la ligne de la Somme le 24 ; les hauteurs de Nesle et de Chaulnes le 25 au soir. Soucieuse de ne pas renouveler la faute du 23, elle serre sur le nord pour se souder au reste des forces anglaises. Nouvelle poche, au sud cette fois, vers Roye, entre Français et Britanniques ; les divisions allemandes s'y engouffrent.

Le 26, la 3e armée fait enfin tête sur l'Ancre ; le danger semble s'éloigner de ce côté ; Haig espère pouvoir s'arrêter sur les anciennes positions de 1915 (Puisieux-au-mont, Albert, Braye-sur-Somme, Rosières-en-Santerre). Nouveau malentendu ! la droite de la 3e armée croit devoir s'aligner sur la gauche et recule encore au nord de la Somme dans la direction d'Amiens ; la malheureuse 5e armée s'aperçoit, le 27, que les Allemands passent la Somme à 10 kilomètres en arrière de son front ; ils poussent, d'autre part, sur Montdidier et refoulent au delà de cette ville le mince rideau des troupes françaises. Le 28, les débris de la 5e armée sont concentrés en avant d'Amiens qu'elles couvrent en demi-cercle de l'Avre à la Somme. Le 29 et le 30, elle recule progressivement et se masse sur un front de plus en plus étroit : sa densité croissante parvient enfin à contenir l'ennemi à 10 kilomètres environ en avant de la ville. Le reste de l'armée anglaise fortement renforcé demeure fixé sur l'Ancre et le pivot d'Arras résiste à une vigoureuse attaque. Les tronçons se sont enfin ressoudés : un front continu s'est de nouveau formé. Mais l'avance allemande a atteint 60 kilomètres en profondeur et s'est continuée pendant huit jours avec une régularité désespérante, par dessus les tranchées, rivières et champs d'entonnoirs. La valeur de l'obstacle matériel semble avoir disparu.

L'émotion fut énorme. Rassurée par les rudes expériences de Verdun et du Chemin-des-Dames, l'opinion ne croyait plus à la possibilité d'une percée ; le dogme de l'inviolabilité des fronts organisés régnait sans conteste à l'arrière, Le désastre italien, lui-même, avait été accueilli chez nous avec quelque scepticisme ; on n'admettait pas qu'il pût se renouveler sur le front de France, solidement fortifié et vigoureusement défendu. La rapidité des succès allemands était si imprévue que l'on crut à je ne sais quel subterfuge mystérieux. Des esprits jusque-là avisés et clairvoyants prêtaient à nos adversaires une sorte de génie ou à nos Alliés une inavouable faiblesse. En réalité, la défaite anglaise n'avait rien que de parfaitement naturel et Ludendorff n'avait fait qu'appliquer, avec une minutie et un soin extrêmes, des procédés de combat qu'il n'avait ni inventés, ni même sensiblement perfectionnés.

On parla de « surprise » ! La surprise stratégique n'existait pas, puisque, comme nous l'avons vu, dès le début de mars, les États-Majors alliés étaient certains d'être attaqués sur ce front. Il est vrai qu'ils hésitaient encore sur le point de savoir si d'autres attaques ne se produiraient pas ailleurs. Mais leurs plans étaient établis et leur décision prise. Quant à la surprise tactique, elle ne fut que relative. Ludendorff se vante d'avoir pu, par des marches de nuit, par le camouflage minutieux de ses installations, par la suppression absolue des réglages d'artillerie, par la rigueur des précautions destinées à assurer le secret, dissimuler à ses adversaires l'imminence de l'assaut. Il avoue d'ailleurs que ce n'est que « *par miracle* » qu'il y réussit. Le 18 mars deux déserteurs allemands avaient passé dans nos lignes. S'ils avaient parlé, dit Ludendorff, tout était compromis. Pourtant, le 19, le deuxième Bureau anglais rendait compte que les derniers détails des préparatifs ennemis sur le front Arras-Saint-Quentin étaient presque achevés et qu'il était probable que l'attaque elle-même serait lancée le 20 ou le 21 mars. Il n'y eut donc pas surprise, au sens exact du mot. Tout au plus pourrait-on dire que l'extension de l'attaque au sud de Saint-Quentin n'était pas envisagée par l'État-Major britannique. Mais l'intervention française était prévue précisément sur ce point et

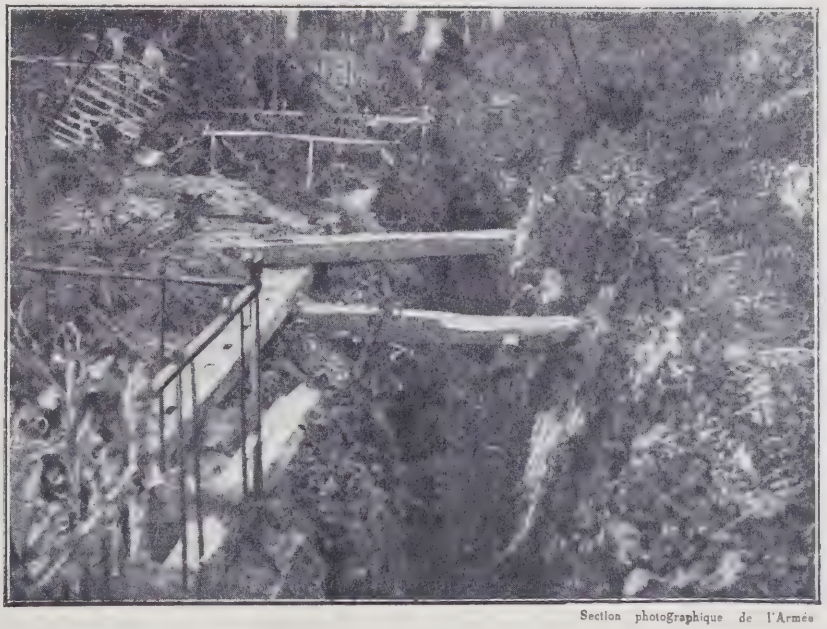
Section Photographique de l'Armée

PANORAMA DE MONTDIDIER

l'on ne saurait faire grief à nos Alliés de l'avoir escomptée dans leur plan.

Quant aux procédés d'attaque, on n'y relève aucune nouveauté sensationnelle. La tactique offensive de Riga et Caporetto avait été patiemment inculquée aux troupes pendant les mois d'hiver et Ludendorff, qui nous l'expose en détail, la caractérise comme suit : une préparation d'artillerie courte, mais extrêmement puissante (elle dura cinq heures, mais fut menée par 100 bouches à feu par kilomètre de front), les éléments du tir étaient établis d'après la carte, de façon à éviter les réglages préalables et les duels d'artillerie qu'ils auraient provoqués ; les batteries étaient installées longtemps à l'avance et ne se dévoilaient qu'au dernier moment ; la destruction devenant impossible, étant donnée la brièveté de la préparation, on la remplaçait par la « *neutralisation* », obtenue par l'emploi intensif des obus à gaz, On s'employait surtout à « neutraliser » l'artillerie ennemie (pendant les deux premières heures, les batteries anglaises furent noyées sous un déluge d'obus à gaz) ; une masse énorme de lance-bombes et d'engins de tranchées détruisait pendant le même temps les premiers réseaux et les tranchées avancées. Puis l'infanterie partait à l'attaque, en vagues très diluées, collant derrière un barrage qui progressait automatiquement à la vitesse de un kilomètre à l'heure ; arrivés à la limite du tir de l'artillerie, les éléments de tête devaient dépasser le barrage et se diviser en groupes de manœuvre dont le rôle était de contourner, sans s'y arrêter, les centres de résistance ; leur avance audacieuse dans les intervalles était facilitée par l'abondance des mitrailleuses légères et des engins d'accompagnement qu'ils emportaient avec eux ; les formations suivantes, dotées de lance-bombes et de canons d'infanterie, achevaient de réduire un ennemi déjà ébranlé par cette infiltration incessante ; les divisions de première ligne poussaient ainsi jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, couvrant le déplacement de l'artillerie. Puis, c'était la guerre de mouvement, c'est-à-dire l'inconnu !

Il n'y a, on le voit, rien de mystérieux dans cette méthode. qui synthétise tous les enseigne-



Section photographique de l'Armée

PERONNE : TRANCHÉE ALLEMANDE DANS LE CIMETIÈRE

ments des précédentes batailles et dans laquelle nous retrouvons les procédés familliers des Britanniques à Cambrai et des Français à la Malmaison. Mais ce qui reste incomparable, c'est le dressage des divisions de « gladiateurs » chargées de les appliquer. Sauf au nord de Cambrai où les barrages d'artillerie (la tâche la plus délicate !) furent mal réglés et n'aidèrent pas l'infanterie de von Below, les phases de l'assaut se succédèrent avec la précision aiguë d'un mécanisme d'horlogerie admirablement monté. On y retrouve la marque du génie allemand, fait d'imitation intelligente, de patience laborieuse et de discipline implacable ; la minutie dans le kolossal !

Comment donc expliquer la défaite ? Fort simplement, par la disproportion des forces en présence, l'absence totale de réserves stratégiques et le fait que le commandement anglais accepta la bataille sur le terrain, au lieu et à l'heure prévus par le commandement allemand. Ludendorff avait massé trois armées, du nord au sud XVII[e] (von Below), II[e] (von der Marwitz), XVIII[e] (von Hutier) soit 70 excellentes divisions, dont 40 en première ligne ou en soutien immédiat, les 30 autres étant destinées à la relève ou à la manœuvre. Below attaquant au nord du saillant de Cambrai et Marwitz au sud devaient se rejoindre vers Bapaume ; Hutier devait pousser droit devant soi. Le premier trouva en face de lui 8 divisions de l'armée Byng, derrière lesquelles on avait prudemment maintenu 7 divisions en réserve ; mais les deux autres n'eurent à combattre que 11 divisions soutenues par 6 divisions réservées seulement. Ainsi au nord de Cambrai, les Anglais avaient pu réaliser à la fois la densité des premières lignes (4 km. 700 de front par division) et un échelonnement judicieux des forces (presque 50 % en arrière). Mais au sud les divisions de Gough s'étalaient chacune sur près de 7 kilomètres et la proportion des réserves tombait de la moitié au tiers. Fait essentiel : aucune réserve stratégique ne pouvait parvenir avant longtemps sur le champ de bataille. Douglas Haig ne s'était personnellement ménagé aucun moyen d'intervenir et avait réparti tous ses moyens entre ses commandants d'armée.

Nous avons vu que le 21 et le 22 ceux-ci luttèrent désespérément sur leurs positions ; le 22, ils lancèrent leurs réserves, mais si celles de Byng suffirent à arrêter, sur le front assez étroit de la face nord du saillant de Cambrai, les efforts décousus de von Below, celles de Gough étaient notoirement insuffisantes. Pour avoir maintenu en première ligne les deux tiers de ses forces, qui supportèrent à plein tout le poids de l'énorme matériel accumulé par l'ennemi, ce général s'interdisait toute action personnelle dans la bataille ; ses six divisions de seconde ligne fondirent en un clin d'œil. Quelques facteurs imprévus aggravèrent les difficultés de la lutte : un brouillard persistant gêna l'artillerie, les mitrailleuses et l'aviation anglaises ; la sécheresse prolongée permit aux Allemands de progresser dans la zone inondée de la Fère, où la densité des troupes anglaises était extrêmement réduite : les liaisons téléphoniques furent coupées dès le début de l'attaque et les liaisons optiques inexistantes. Le 22 au soir, l'armée Gough était non seulement battue, mais désorganisée. L'ordre de retraite, qui la sauva, ne pouvait compenser la mise hors de cause de dix-sept divisions et la chute d'un secteur étendu du front.

Car, derrière l'armée Gough en retraite, il n'y avait rien ! Le 23 au soir, seulement, Douglas Haig se décide à demander aux commandants des 1[re] et 2[e] armées britanniques d'opérer des prélèvements sur leur front au profit de leurs collègues attaqués. Ces forces (8 divisions jusqu'au 1[er] avril) commencèrent à arriver à partir du 25 ; mais elles furent naturellement employées à l'extrémité nord du champ de bataille, où la 3[e] armée était d'ailleurs à cette date en fâcheuse posture. Au sud de la Somme, par contre, l'armée Gough ne reçut, jusqu'au 28 au moins, aucun renfort anglais ; elle en était réduite, le 25, à organiser en détachement mixte les « hommes de corvée, traînards, personnels des écoles, compagnies de mineurs, compagnies d'étapes, unités de topographie, sapeurs canadiens et américains », bref les débris de ses services de l'arrière.

Dans les combats du 27 devant Amiens, nous retrouvons encore les numéros des divisions qui avaient été attaquées le 21 devant Saint-Quentin ! Ces soldats harassés ne pouvaient, en dépit de leur héroïsme individuel, offrir une résistance sérieuse. Haig déclare : « L'ennemi, profitant de la fatigue de nos troupes, gagnait du terrain plutôt par des progrès locaux que par de grosses attaques générales et il n'est pas douteux que, si nous avions pu engager des troupes fraîches quelques

jours plutôt, l'adversaire eût pu être arrêté et même refoulé sans grandes difficultés ». Ces troupes fraîches Gough aurait pu les avoir, s'il n'avait pas gaspillé ses forces dès le premier jour; Haig aurait pu les lui fournir, s'il avait su imposer (à l'exemple de Pétain) à ses commandants d'armées les économies indispensables. Enfin et surtout les généraux britanniques se seraient moins désintéressés de la situation au sud de la Somme s'ils n'avaient pas compté un peu trop largement sur le concours des Français.

Ce concours leur fut donné, au reste, avec toute la rapidité désirable et dépassa rapidement toutes les prévisions. Nous avons vu qu'il comportait l'emploi d'une armée, la 3e, dont le premier échelon comptait 6 divisions et devait être concentré, « *quatre jours après l'ordre d'alerte* », dans la région de Montdidier. Avant même que Haig l'ait demandé, le 21 mars à 23 h. 35, Pétain alerte ses troupes. Peu après, le maréchal anglais demande qu'on lui envoie dans la région Noyon-Saint-Simon, la moitié des 6 divisions prévues. Le 5e corps (général Pellé) est désigné pour cette mission et son infanterie, stationnée aux environs de Paris, est chargée en camions dès le 22 à midi; sa mission est d'étayer la droite de la 5e armée britannique et Saint-Simon, en couvrant Noyon. Mais le recul anglais, encore limité, découvrait déjà le flanc de notre 6e armée appuyée à l'Oise : Pétain envoie à cette armée la 125e division et la 1re division de cavalerie. Bientôt, il apparaît que Gough aura besoin d'un appui plus sérieux. La 3e armée (général Humbert) reçoit, le 22 au soir, l'ordre de relever toutes les forces britanniques engagées au sud de Saint-Simon et de prendre dans ce secteur la lutte à son compte. Mais le groupement Pellé ne pourra intervenir en entier que le 26 à midi et le reste de la 3e armée le 27. En attendant nous n'avons sur la rive ouest de l'Oise que la 125e division, qui disputera avec acharnement à l'ennemi les passages du Canal Crozat.

Le 23 mars, à 0 h. 50, un télégramme de Haig expose la gravité de la situation. Le maréchal demande que l'armée française relève les troupes britanniques « *jusqu'à Péronne* ». Toutes les prévisions antérieures se trouvent bouleversées par cet appel inattendu ! Au même instant, arrive de Champagne la nouvelle qu'une attaque allemande se prépare. La décision à prendre est angoissante! Pétain n'hésite pourtant que quelques instants. Confiant dans la solidité de ses armées, il se détermine à fournir à nos Alliés le secours qu'ils réclament. Le Groupe d'Armées de Réserve (général Fayolle) prendra, à partir du 23 mars 23 heures, le commandement de toutes les forces françaises et britanniques engagées sur le front entre Barisis et Péronne. Il disposera de la 3e armée, déjà en cours de transport, et de la 1re (général Debeney) qui arrivera de Lorraine, soit 12 divisions françaises. Les ordres une fois lancés, Pétain se rend au Quartier Général de Haig, lui expose les mesures qu'il a prises et lui demande instamment de « tenir » jusqu'au moment où les renforts français déboucheront sur le champ de bataille (c'est-à-dire au minimum jusqu'au 27), dans les régions entre Oise et Somme, où l'ennemi portera vraisemblablement son principal effort pour « enfoncer un coin entre les deux armées ». Haig remercie et promet. Mais nous savons qu'en cette fatale journée du 23 le recul de Gough allait déconcerter à la fois nos plans et ceux de la 3e armée britannique. Dès l'après-midi, il apparaît que la 5e armée ne pourra se maintenir sur la Somme.

Dès lors, l'éventualité d'un désastre s'offre à l'esprit du commandant en chef français. Il faut à tout prix enrayer la progression allemande sur Noyon; sinon c'est Paris menacé, le front français tourné, la cavalerie ennemie à Compiègne ! On lance à la bataille les premiers bataillons du 5e corps, dès leur descente des camions, sans vivres, sans munitions, sans artillerie. En fin de journée, ces trois divisions tiennent un front de 20 kilomètres, en face d'une dizaine de divisions allemandes ; les quelques unités anglaises de cette région sont émiettées. Pétain est inquiet. Un témoin nous le dépeint dînant avec M. Clemenceau dans sa petite villa de Compiègne, sous le vrombissement des avions ennemis, quand retentit de plus en plus proche les fracas de la canonnade, soucieux et pourtant calme, interrompant l'exposé qu'il fait au président du Conseil pour donner un ordre, sévère, concentré, mais rassurant. Par une malchance spéciale, cinq de nos divisions de cavalerie, dont l'emploi eût été indiqué dans la bataille, étaient à l'intérieur, réparties dans les centres ouvriers qu'agitaient, depuis janvier, des grèves et des menées anarchistes. Elles ne seraient pas là avant le 26! A défaut, le général en chef lance l'aviation sur les colonnes ennemies : le 23 mars à la nuit, le groupement Féquant reçoit l'ordre

d'intervenir, « de jour et de nuit » et dès réception du présent ordre, dans la région Saint-Quentin La Fère avec toutes ses unités de chasse et de bombardement. Si cette action ne s'exerça pas sous l'aspect légendaire de l'attaque en masse de 200 avions, chargeant du haut des airs, elle se traduisit sous la forme plus logique et plus utile d'un bombardement incessant des cantonnements, rassemblements, routes et voies ferrées qui retarda sensiblement, de l'avis même de Ludendorff, les progrès de l'ennemi. Ajoutons que ce dernier n'avait pas de cavalerie. Bien nous en valut ! Le raid d'un corps de cavalerie lancé sur Montdidier et Compiègne eut probablement raflé tous nos États-Majors, bouleversé nos transports et peut-être compromis l'issue de la guerre.

Le 24 et le 25 sont des jours de crise grave. D'une part, la pression de l'ennemi s'accentue sur la rive ouest de l'Oise. La 3e armée est obligée d'engager successivement ses six divisions, au fur et à mesure de leur arrivée et régiment par régiment, sur le front Nesle-Noyon. D'autre part, les Anglais de Gough s'obstinent à serrer vers le nord et, comme instinctivement, se replient dans la direction d'Amiens, vers leurs bases. Le 24 au soir, la liaison entre les deux armées est perdue aux abords de Nesle. Dès lors, chaque commandant en chef est amené à envisager l'hypothèse où l'ennemi lancerait le gros de ses forces dans le trou qui vient de s'ouvrir et songe à ses communications menacées. Haig écrit, le 25 au matin, que la disjonction est imminente, que l'armée britannique devra combattre lentement en retraite en couvrant les ports du Pas-de-Calais, qu'on ne peut rétablir la situation qu'en concentrant « *dans la région ouest d'Amiens* » une masse de 20 divisions françaises chargées de frapper le flanc droit de l'armée allemande. De son côté Pétain envisage une manœuvre semblable : son ordre du 24 mars, 21 heures, au G. A. R. porte : « Avant tout, maintenir solide l'armature de l'ensemble des armées françaises ; ensuite, *si possible*, conserver la liaison avec les forces britanniques ». La 1re armée, qui va débarquer dans deux jours, se reliera à l'armée anglaise, « *si celle-ci continue à tenir* », sinon elle contre-attaquera pour couvrir le flanc de la 3e. Ainsi s'affirme la possibilité d'une dissociation du front, que symbolise l'acceptation de la prise d'Amiens.

On a beaucoup reproché aux deux généraux en chef ce que l'on a appelé leur « particularisme ». Pourtant leur décision était dictée par le souci bien compréhensible d'éviter un nouveau Sedan. Il s'en fallut de très peu, nous le verrons, que von Hutier ne parvînt à battre notre 1re armée à Montdidier. Si, dès le 24, le commandement allemand avait lancé dans cette direction toutes les divisions fraîches dont il disposait encore, les fâcheux pronostics de Haig se seraient réalisés. Par bonheur, Ludendorff ne vit que le 26 clair dans la situation, lorsqu'il décida de renoncer à la rupture au nord de la Somme, ôta à von Below une bonne partie de ses forces, les dirigea en hâte vers le sud et assigna comme objectif à Marwitz et Hutier la voie ferrée Saint-Just-Amiens. Les renforts arrivèrent trop tard de deux ou trois jours, lorsque le front s'était ressoudé. A cette date en effet, nos courants de transports débitaient deux divisions par jour sur le front de l'Avre, cependant que les Allemands ne pouvaient en amener guère plus d'une dans le même temps. Mais deux jours plus tôt, ils brisaient la ligne encore mince de la 1re armée et pouvaient se rabattre sur Beauvais et Pontoise sans rien trouver devant eux. La prudence était donc du côté de Pétain. La fortune, le risque heureux et l'audace lucide se trouvèrent du côté du général Foch.

## LE COMMANDEMENT UNIQUE

Dès qu'elle fut connue, la situation critique des deux armées et les conclusions qu'en tiraient les deux généraux en chef firent apparaître à Paris comme à Londres les défauts inhérents à l'absence de commandement unique. Le vice de notre organisation s'inscrivait en quelque sorte matériellement sur le terrain. Déjà sir Douglas avait réclamé la venue sur les lieux d'un représentant accrédité du gouvernement anglais. Le Conseil Supérieur de Guerre ne pouvant se réunir au complet, on se borna à convoquer à Doullens, lord Milner, ministre de la Guerre britannique, les deux commandants en chef et le général Foch, président du Comité exécutif du Conseil de guerre interallié. Le Président de la République française, et M. Clemenceau, président du Conseil, assistaient à cette entrevue mémorable, qui se tint le 26 au matin dans une modeste salle de mairie. M. Cle-

menceau, arrivé avec Foch, avait eu le temps de s'entretenir avec lui et de connaître son sentiment exact sur la situation. Lord Milner, de son côté, eut avec Haig un entretien privé. Puis, Français et Anglais se réunirent ; Haig affirma qu'il se chargeait de tenir au nord de la Somme ; Pétain déclara qu'incessamment il disposerait au sud de 20 divisions. Foch, interrogé enfin, fut catégorique : avec ces moyens on devait pouvoir tenir devant Amiens. Lord Milner et M. Clemenceau décidèrent aussitôt de lui confier le commandement suprême, sous la forme la plus propre à sauvegarder l'amour-propre des deux généraux en chef. Tâche assez facile puisque Pétain avait dès le mois de décembre préconisé cette mesure et que Haig l'avait réclamée deux jours auparavant ! On s'arrêta à la formule suivante : « Le président du Comité exécutif est chargé de *coordonner* l'action des armées alliées sur le front ouest, *par entente* avec les généraux en chef de ces armées ». Cette décision, qui fut sanctionnée peu après par le gouvernement britannique fut acceptée de fort bonne grâce par les intéressés et avec enthousiasme par l'opinion publique des deux pays. Elle comportait pour le nouveau « coordonnateur » l'obligation morale de gagner la bataille et d'assurer devant Amiens la liaison des deux armées sur lesquelles s'étendait son autorité.

LE TERRAIN CONQUIS DEVANT BAPAUME

Le sort en était jeté : on se battrait pour Amiens comme on s'était battu pour Arras, pour Ypres, pour Verdun. Le nom d'une ville symbolisait à nouveau victoire ou défaite ! Foch écrit : « Il n'y a plus un mètre du sol de France à perdre... Il faut arrêter l'ennemi là où il est... on ne peut songer à relever les troupes engagées... il faut s'organiser pour tenir et durer sur place ». Tactique simple et forte, que le soldat redoute mais qu'il comprend ! Une fois de plus c'est à la troupe, aux « exécutants », que les généraux à bout de stratagèmes défèrent la responsabilité et la gloire. Pétain lance un appel suprême aux vertus de la race : « Soldats de la Marne, de l'Yser, de Verdun, je fais appel à vous ; il s'agit du sort de la France ! » Et comme sur la Marne, comme sur l'Yser, comme à Verdun, comme à Denain et à Valmy, le sursaut de l'âme populaire brisa la stratégie ennemie ; les poitrines françaises formèrent le plus efficace des remparts.

Le commandement français n'avait d'ailleurs jamais eu l'idée de renoncer, autrement que contraint et forcé, à combattre en liaison avec l'armée britannique. Les journées du 25 et du 26 se caractérisèrent par l'allongement continu de notre ligne de bataille vers le nord, à la poursuite de l'armée Gough qui se dérobe, d'abord jusqu'à Montdidier, puis jusqu'à Moreuil, puis jusqu'à la Luce. Deux divisions de cavalerie arrivent ; les deux premières divisions d'infanterie de la 1re armée débarquent dans la nuit du 25 au 26. Avec ces premières forces, le général Debeney va s'établir en avant de l'Avre, de Roye à Moreuil, cependant que la 3e armée, qui a perdu Noyon le 25 au soir, disputera pied à pied le terrain. D'autre part, dans la journée du 26, les nouvelles de Champagne se font nettement rassurantes ; il semble bien que l'ennemi dégarnit ce secteur et que l'attaque redoutée n'aura pas lieu. Dès lors, Pétain peut compléter les mesures qu'il avait prises dès le 24 pour trans-

porter sur le front menacé toutes les troupes laissées jusque-là à la disposition du G. A. N. et du G. A. E. Les retraits prévus sont exécutés par toutes nos armées; la densité des troupes sur le front français à l'est de l'Oise va diminuer en deux semaines de 25 %; les divisions rendues disponibles sont mises en marche vers l'ouest avec toute la célérité possible, par chemin de fer, par autos, par voie de terre; les plus proches de la bataille s'y acheminent aussitôt et sont remplacées par d'autres, venues de plus loin. Le G. Q. G. calcule que, le 27, 16 divisions françaises seront dans la bataille et 27 autres en route pour y prendre part. Tous nos courants de transport fonctionnent à plein. A l'heure même où Foch lance l'ordre de tenir « à tout prix », Pétain peut donc envisager la situation avec plus de confiance; avant même que Foch l'ait prescrit il a lancé délibérément dans la bataille d'Amiens toutes ses disponibilités. Ses dispositions sont telles qu'il espère limiter le recul, au plus loin, sur la ligne de l'Avre et la ligne de couverture d'Amiens, à condition bien entendu que les troupes répondent à ses espérances. Mais il est sûr d'elles, et c'est avec la conscience du devoir accompli qu'il quitte dans la soirée du 24 son poste de commandement de Compiègne pour Provins, où le G. Q. G. français s'est déjà installé depuis deux jours.

Pourtant, jamais les exécutants n'avaient connu tâche plus rude et semblable anxiété qu'en cette période du 27 au 31 mars, qui marqua l'arrêt de l'offensive allemande. Le péril sembla à son apogée. Le 27, le général Debeney se voit coupé à la fois de la 3e armée vers Rollot et de l'armée Gough vers Erches; il perd Montdidier; bataillons et escadrons tourbillonnent dans les flots enveloppants des masses allemandes. Le général Fayolle s'emploie d'abord à rétablir la situation entre Noyon et Lassigny; il utilise les réserves qui lui arrivent pour renforcer l'armée Humbert, qui s'augmente jusqu'à compter dix divisions à peu près fraîches. Aussi, dès le 28, cette armée ne bouge plus et l'effort de l'ennemi se ralentit le long de l'Oise. Quant à la 1re armée, c'est toujours à sa liaison avec l'armée anglaise qu'est le danger; mais celle-ci commence à se ressaisir et prononce même, le 28, un retour offensif; il semble que les Allemands, épuisés, n'ont pas les moyens suffisants pour pousser sur tout le front et se limitent à l'exploitation de la brèche ouverte vers Montdidier. Dans ces conditions, le général Debeney peut concentrer sur ce point les réserves qui lui parviennent. Il perd encore quelques kilomètres de terrain sur la rive ouest de l'Avre, mais contre-attaque avec succès. Le 29, la 3e armée jouit d'un calme relatif, mais l'armée anglaise recule à nouveau et il faut que la 1re armée s'allonge encore vers le nord pour la suivre : il est vrai que cette armée a reçu dans la journée 5 divisions nouvelles. Le 30, les renforts que Ludendorff a prélevés sur ses armées du nord de la Somme apparaissent enfin sur le champ de bataille du sud : la bataille reprend avec acharnement sur le front de Lassigny à Moreuil; nous perdons encore quelques points d'appui : Orvillers, Anainvillers, Moreuil, Demuin et quelques kilomètres. Mais ces résultats sont de peu d'importance si on les compare aux effectifs mis en ligne par l'ennemi et aux pertes sévères que lui inflige notre artillerie, désormais déployée. Le 31, l'assaut recommence devant Amiens et nous oblige à céder un peu de terrain. Mais partout ailleurs nos contre-attaques réduisent les Allemands à la défensive. Dans l'ensemble, le général Fayolle estime qu'il est complètement maître de la situation : l'armée Gough est désormais reconstituée sur un front très étroit et a reçu quelques renforts; les forces françaises du G. A. R. s'élèvent à environ 30 divisions et l'ennemi semble avoir usé les meilleures des siennes. La bataille défensive est gagnée!

Non pas que Ludendorff eût renoncé à atteindre Amiens. Après trois jours de répit, employés à ravitailler et à renforcer von Marwitz et Hutier, un assaut général de nos positions fut mené de la Somme à Montdidier, avec l'appoint de 7 divisions fraîches et l'appui d'une puissante artillerie. Mais nous avions eu le temps d'organiser le commandement, de fortifier notre ligne et d'articuler nos réserves; l'ennemi gagna encore quelques kilomètres et s'arrêta épuisé. Dans la matinée du 5, nous reprenions une partie du terrain perdu. « La résistance ennemie, écrit Ludendorff, s'affirmait supérieure à notre capacité offensive. On ne pouvait entamer une bataille d'usure; notre situation stratégique pas plus que notre situation tactique ne le permettaient. Le commandement suprême se vit donc contraint, d'accord avec les États-Majors compétents, de prendre une résolution *véritablement pénible*. On arrêta définitivement l'attaque sur Amiens. »

C'était l'échec! Il s'explique d'abord par le manque de souplesse de l'offensive ennemie, admirablement montée certes, mais d'une façon par trop rigide. La seule manœuvre envisagée consistait dans la marche convergente des XVII^me^ et II^me^ armées sur Bapaume et la capture des forces britanniques en pointe vers Cambrai. Elle fut déjouée par la résistance opiniâtre de l'aile gauche de l'armée Byng, cependant que l'effondrement de l'armée Gough rendait possible l'avance rapide de la XVIII^me^ armée allemande. Un Napoléon eût aussitôt saisi le parti à tirer de cette situation et modifié instantanément ses plans, en fonction des circonstances changeantes de la bataille. Ludendorff s'y décida trop tard et la lourdeur même des masses qu'il avait à mouvoir retarda l'exécution de ses nouveaux desseins. Il trouvait d'autre part en face de lui un adversaire dont la rapidité de mouvements était déconcertante, savoir le haut commandement français. En dix jours, Pétain avait concentré, sur un front improvisé de 100 kilomètres, un État-Major de groupe d'armées, 2 États-Majors d'armées, 11 États-Majors de corps d'armée; 38 divisions d'infanterie et 6 divisions de cavalerie. Cet effort inouï, fourni par la seule armée française qui tenait déjà 500 kilomètres de front, dépassait toutes les prévisions. L'ardeur de ces troupes n'étonna pas moins nos ennemis, qui, comme à la Marne, s'imaginaient n'avoir plus qu'à poursuivre. Elle fut d'ailleurs accrue par une sorte de confiance orgueilleuse dans la supériorité des bataillons français sur les bataillons anglais. Les troupiers qui montaient vers la bataille criaient aux paysans de l'Oise : « N'ayez pas peur : c'est à nous que les Boches vont avoir affaire. » L'effet moral causé par la défaite fut quasiment nul sur le front français et plus d'un haussait les épaules à la lecture des communiqués britanniques. Enfin l'ardente volonté de Foch, son ardeur communicative entraînèrent Français et Anglais dans un effort suprême. Il déchargea les chefs d'une lourde responsabilité morale, prit à son compte la bataille générale et sut imposer à chacun les sacrifices qu'exigeait le salut commun. Si les nôtres furent plus lourds c'est que le succès était à ce prix. Le chef qui les ordonna eut autant de courage que celui qui en supporta le poids.

Tout n'était pas terminé : D'une part, Pétain se préoccupait de reconstituer au plus tôt, en prévision d'une nouvelle attaque, les réserves qu'il avait dû dépenser et d'assurer la relève des divisions déjà usées du G. A. R.; d'autre part, Foch rêvait déjà de contre-offensive et d'arracher à l'ennemi l'initiative des opérations. Ainsi leurs volontés se rencontraient pour prescrire la constitution d'une masse de manœuvre. Dès le 27, Pétain ordonne au G. A. N. de retirer du front le quartier général de la 5^me^ armée, qui viendra à Méru (près Beauvais); il demande au ministre de prélever des forces en Italie et de diriger d'urgence sur Beauvais le quartier général de la 10^me^ armée. Deux armées nouvelles vont donc s'agglomérer entre Amiens et Paris. Foch approuve et s'oppose énergiquement aux doléances des Anglais qui demandent à être relevés. La directive générale du 30 mars insiste sur la nécessité de grouper des fortes réserves de manœuvre, anglaises au nord d'Amiens, françaises an nord de Beauvais. Le 3 avril, la directive numéro 2 prescrit d'employer, dès que possible, ces forces à prévenir l'offensive allemande que l'on attend au nord de la Somme (d'Arras à Amiens) par une offensive présentée sur le saillant de Montdidier. Pétain peut à cette date lui annoncer que la 10^me^ armée (général Maistre) comprendra, le 6, neuf divisions et sera à sa disposition, soit pour soutenir les Anglais vers Arras, soit pour attaquer. Il se réserve, d'autre part, la 5^me^ (général Micheler), de force égale, pour la manœuvre défensive sur les fronts du G. A. N. et du G. A E. Il donne enfin au général Fayolle, en vue de la contre-offensive sur Montdidier, deux divisions supplémentaires, tous ses chars d'assaut (245 chars Schneider, 22 S^t^-Chamond, 75 chars légers Renault) 68 escadrilles et 18 régiments d'artillerie en plus de nos artilleries divisionnaires et de corps d'armée. Il renforce également l'aile gauche du G. A. N. par la constitution dans la vallée de l'Oise d'un groupement spécial de quatre divisions.

On calculait que les Allemands disposaient encore de 50 à 60 divisions réservées. Où allaient-ils employer cette masse? Les Anglais craignaient surtout une attaque sur Arras, destinée à faire sauter le pivot sur lequel s'était appuyé leur retraite ; nous redoutions de notre côté une attaque de diversion dans la vallée de l'Oise, sur le flanc, très exposé, de nos positions en avant de Soissons. De fait cette attaque se produit le 6 avril, mais elle se montre dès le début peu puissante et très circonspecte. Sans doute les hésitations du général Duchêne, commandant la 6^e^ armée,

aboutissent à l'écrasement de la 151e division, abandonnée sans ordre et sans artillerie au nord de l'Ailette et nécessitent un énergique rappel à l'ordre. Mais notre repli dans cette région se limite très vite et sans qu'il soit besoin de faire appel aux réserves stratégiques. Quant à l'attaque sur Arras, Ludendorff y songeait ; mais une première tentative faite, le 28 mars, par neuf divisions avait totalement échoué. Cet échec cuisant, imputable surtout à l'insuffisance du commandement local, semble avoir découragé provisoirement le généralissime. Nous en ignorions encore l'importance et le maréchal Haig persistait à prêter à l'ennemi les plans qu'il aurait lui-même adoptés à sa place. Les réserves anglaises (15 divisions) étaient massées entre Amiens et Arras. Dans la soirée du 7 avril, un violent bombardement par obus axphyxiants se déclenche sur tout le front depuis Lens à Armentières. On crut à une diversion destinée à amorcer l'offensive sur Arras. Haig fait aussitôt remonter sur cette ville toutes ses forces et Foch prescrit de porter la 10e armée de Beauvais sur Amiens, pour remplacer les troupes britanniques affectées vers le nord. Le 8, les mouvements s'effectuent, mais la journée se passe sans autre alerte.

En revanche, le 9, à 4 heures du matin, par un brouillard épais, le bombardement recommence. Vers 7 heures, on apprend que la division portugaise qui tenait les tranchées devant Laventie est refoulée et que l'ennemi avance rapidement. Les deux divisions anglaises, qui l'encadrent, sont prises à revers. L'attaque s'étend progressivement du canal de la Bassée à Armentières, sur un front de 15 kilomètres et prend dès le début une allure inquiétante du fait de l'écrasement quasi instantané des Portugais.

Le commandement anglais n'y était pas préparé ; les plaines marécageuses, qui vont du sud de Lille aux premières ondulations de l'Artois, coupées de canaux et de fossés, parsemées de hameaux et de cités ouvrières, plates et sans commandement, avaient toujours été considérées comme peu propices aux opérations. Depuis quatre ans, les lignes s'étaient figées, comme par un accord tacite, dans une immobilité réciproque, à mi-chemin entre le cours de la Lys et les hauteurs de l'ouest de Lille. De même que nous n'avions aucun avantage à avancer dans la direction de cette ville, qui constituait un gros obstacle naturel, de même l'ennemi semblait peu disposé à sacrifier des troupes en vue d'un gain tactique vraisemblablement limité par la ligne d'eau de la Lys. Aussi tous les combats pour la possession du Pas-de-Calais, s'étaient-ils livrés, soit au nord de cette zone, autour d'Ypres, soit au sud depuis la Bassée jusqu'à Arras. Par un paradoxe déconcertant, c'était à travers les marécages que Ludendorff comptait aujourd'hui s'ouvrir une voie jusqu'à la côte. Une fois de plus, il avoua s'être décidé en considérant, non pas les avantages du terrain ou l'espoir d'une exploitation grandiose, mais simplement *la faiblesse de l'ennemi*. Les deux divisions portugaises n'avaient jamais connu la grande guerre ; les divisions anglaises qui les entouraient étaient précisément les mêmes qui avaient été étrillées devant Saint-Quentin et qu'on avait envoyées dans ce secteur calme pour s'y refaire. Enfin un printemps exceptionnellement sec avait rendu possibles les mouvements hors des routes. Il y avait là une réunion de chances qui ne se représenteraient peut-être plus. Le haut commandement allemand décida de les saisir. Son plan était de percer avec neuf divisions contre quatre, de pousser sur Hazebrouck, de façon à couper les communications entre Arras et Ypres, puis de faire tomber à la fois, par un puissant effort, le saillant d'Ypres, les lignes de l'Yser et les monts des Flandres jusqu'à Dunkerque et Calais.

Il faillit y réussir, par les mêmes procédés et grâce aux mêmes erreurs qui avaient facilité les succès du 21 mars. Après la surprise du 9, il put progresser largement dans la zone portugaise, gagnant près de 10 kilomètres en profondeur dans la journée, atteignant et dépassant la Lys à l'est du Bac Saint-Maur. Le 10, il élargit son front d'attaque et refoule d'Armentières à Messines les avant-postes anglais. Les réserves locales interviennent : deux divisions, à peine reconstituées, essaient de s'accrocher sur la Lys, la brigade sud-africaine réussit à empêcher l'ennemi de déboucher de Messines. Mais il faut évacuer Armentières et la ligne de la Lys est perdue. Le 11, le mince cordon des deuxièmes lignes cède (toujours comme devant Saint-Quentin !) et désormais, pendant deux jours, les progrès de l'ennemi sont incessants : l'ère des « replis » est ouverte ; on évacue en hâte le saillant gagné en 1917 au nord d'Ypres, puis la crête de Messines ; les Allemands prennent Estaires, Merville, Nieppe, Bailleul, Vieux-Ber-

Section photographique de l'Armée

PANORAMA DE BAILLEUL

quin. Ils poussent avec énergie des troupes fraîches dans la brèche et le total des divisions qu'ils engagent atteint, dès le 14 avril, 25, sur 30 kilomètres de front.

L'alarme est à nouveau grande au camp allié. Encore quelques kilomètres et Hazebrouck est pris. Il est vrai que la vitesse de progression semble se ralentir. Ludendorff avoue que ses troupes ne valent pas celles du 21 mars; elles manquent d'entente et de discipline, s'attardent autour des dépôts de vivres et au pillage des bourgs; les cadres commencent à être insuffisants : les renforts envoyés d'Allemagne ont déjà un moral douteux. Par contre la résistance anglaise est plus opiniâtre ; les mitrailleuses isolées luttent avec acharnement et ralentissent l'avance. Enfin, les premières réserves de Haig arrivent juste au moment où, comme son malheureux collègue Gough, le général Horne a dû engager jusqu'à ses pionniers et au personnel de ses écoles. La 1re division australienne se déploie le 15 avril à la lisière est de la forêt de Nieppe, à 5 kilomètres en avant de la voie ferrée d'Hazebrouck. D'autre part, aux deux extrémités de la hernie qui s'est formée, d'autres renforts anglais affluent et empêchent l'élargissement du front d'attaque. L'ennemi ne put atteindre ni Béthune au sud, ni Ypres au nord. Foch ordonne d'endiguer l'avance entre ces deux pivots, puis de la limiter par l'organisation de quatre transversales successives, dont la dernière passe par Cassel.

Mais le commandement anglais, visiblement impressionné par cette nouvelle défaite et par la persistance avec laquelle l'ennemi s'acharne sur ses armées, ne croit pas pouvoir soutenir avec ses seuls moyens l'attaque des Flandres et celle, qu'il appréhende toujours, vers Arras. Il réclame la coopération française. Foch, justement inquiet devant la crise matérielle et surtout morale que traversent les armées britanniques, n'hésite pas à la lui promettre. Il appelle notre 10e armée derrière Arras, en remplacement des réserves que Haig porte sur la Lys : la 5e armée française remonte également vers le nord et s'installe en arrière d'Amiens. Enfin un détachement d'armée du Nord (D. A. N.) est constitué sous le commandement du général de Mitry, qui interviendra directement et immédiatement dans le combat en cours avec cinq divisions d'infanterie. Comme conséquence de ces mesures, le général Pétain étire encore vers l'ouest le cordon de ses réserves et dégarnit à l'extrême le front de ses armées. Le centre de gravité des forces alliées se déplace sans cesse vers la Manche.

Section photographique de l'Armée

LES PREMIÈRES LIGNES DEVANT VILLERS-BRETONNEUX

Une trêve de quelques jours marque l'arrêt du premier élan allemand ; mais nous savons que la manœuvre comportait deux phases successives : pointe vers Hazebrouck et démolition du saillant d'Ypres. La première avait donné des résultats insuffisants, mais encore considérables ; la seconde allait s'ouvrir par un assaut général contre les monts des Flandres. Ces pitons boisés, dont l'altitude n'atteint pas 200 mètres, font figure de montagnes sur la plate étendue des horizons flamands. Ils courent de l'est à l'ouest, de Messines à Cassel, séparant la cuvette d'Ypres de la trouée de Saint-Omer ; couvrant, à la fois, la frontière française contre un assaillant venu du nord et les ports de Dunkerque et Calais contre une attaque partant de la Lys. Les Allemands avaient réussi à encercler la partie est du massif (mont Kemmel, mont Noir, mont Rouge) qu'ils pouvaient attaquer à la fois en partant du sud, de Meterem à Neuve-Eglise, et de l'est, vers Messines. Ces attaques se combinaient avec une forte pression exercée au nord d'Ypres et jusque sur l'Yser. Elles seraient menées par neuf divisions, dont cinq entièrement fraîches. La prise des monts devait être le signal de l'attaque générale des Flandres, et le prélude de la marche sur Calais.

Une diversion, près d'Amiens, le 24, au cours de laquelle Villers-Bretonneux et Hangard furent perdus, puis repris par les Alliés, donna le signal. Le 25, les IV[e] et I[re] armées allemandes reprennent leurs attaques. Mais le général de Mitry avait pu déjà mettre en ligne quatre divisions françaises ; deux d'entre elles supportèrent en plein le poids de l'assaut ; elles reculèrent de deux kilomètres au maximum, perdant le mont Kemmel mais se cramponnant sur les contre-pentes. Des contre-attaques incessantes, menées, les 26 et 27, par les réserves franco-britanniques, reprennent une partie de terrain perdu et ne laissent à l'ennemi aucun répit pour monter de nouvelles manœuvres. Le 29, nouvel assaut sur toute la ligne. Il est complètement repoussé. Non seulement on ne recule plus, mais les unités alliées, animées par une sorte d'émulation magnifique, se portent souvent à la rencontre des colonnes ennemies et les refoulent à la baïonnette. Les sanglants combats livrés autour du mont Rouge, des villages de Locre et de Diekebuch affirment une fois de plus la vigueur de notre résistance. Celle de l'armée belge, attaquée au nord d'Ypres, ne fut pas moins efficace et le repli anglais au delà de la zone infranchissable des vieilles organisations de 1917 déconcerte les projets ennemis. Le saillant d'Ypres fut maintenu et Calais préservé. L' « amalgame », réalisé par Foch, donnait à la défensive alliée une cohésion et une ténacité nouvelles.

## LA POLEMIQUE CLEMENCEAU-CZERNIN

Pendant que sur le front la situation se rétablissait, une étrange polémique mettait aux prises M. Clemenceau et le ministre des Affaires étrangères d'Autriche, le comte Czernin. Le 2 avril, dans un discours prononcé à Vienne, le comte Czernin avait déclaré : « Quelque temps avant le début de l'offensive sur le front occidental, M. Clemenceau me fit demander si j'étais prêt à entrer en négociations et sur quelles bases. Je répondis immédiatement, d'accord avec Berlin, que j'étais prêt à ces négociations et que je ne voyais aucun obstacle à la paix avec la France si ce n'étaient les aspirations françaises relatives à l'Alsace-Lorraine. On répondit de Paris qu'il n'était pas possible de négocier sur cette base ».

Que signifiait cette allusion ?

En juillet 1917, un ancien diplomate autrichien, ami de l'empereur Charles, le comte Revertera, dont la femme malade se trouvait à Fribourg, en Suisse, rencontra en cette ville une dame française, sa cousine éloignée, elle-même proche parente d'un officier français, attaché au 2[me] bureau de l'État-Major du ministère de la Guerre, le commandant comte Armand.

Par l'intermédiaire de cette dame, Revertera fit savoir à Paris qu'il serait heureux de rencontrer le comte Armand, car il avait, de la part de l'empereur, des choses fort importantes à raconter. Le général Foch, chef d'État-Major général, M. Painlevé, ministre de la Guerre, qui tous deux ignoraient la négociation du prince Sixte, jugèrent utile de procéder à un sondage. Avec l'assentiment de M. Ribot, président du Conseil et de M. Lloyd George, Armand partit pour la Suisse, au début d'août, muni d'instructions très prudentes : « Vous n'avez, disaient-elles, aucun pouvoir : vous êtes autorisé à converser... il s'agit d'un sondage et non d'une négociation. Ne rien

dire, ne rien accueillir qui puisse faire penser que la France accepterait une paix contre le gré d'aucun de ses Alliés... n'apporter de précisions qu'à titre d'hypothèse. » Le comte Armand outrepassa ses pouvoirs. Il présenta à Revertera une série de conditions extrêmement précises, dont l'une était contraire aux engagements et intentions des Alliés. L'Autriche-Hongrie « cèdera à l'Italie, déclarait Armand, le Trentin et Trieste ou tout au moins en fera un *port franc* ». Jamais l'Italie, nous le savions depuis l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne, n'eût consenti à un arrangement de ce genre. Armand rentra à Paris le 12 août, et Revertera regagna Vienne. A la fin d'octobre seulement arriva une réponse autrichienne. Les conditions étaient jugées « trop sévères ». Mais, quinze jours après, Armand fut prié à nouveau de se rendre en Suisse. M. Clemenceau venait d'arriver au pouvoir. Mis au courant, il laissa partir Armand, auquel il donna l'ordre suivant : « Ecouter, ne rien dire. » Les nouveaux entretiens furent d'ailleurs retardés jusqu'en février 1918, et ils se terminèrent par la remise au comte Armand d'une note qui donnait à la France l'apparence d'avoir recherché la paix, sans parvenir à triompher de la loyauté autrichienne.

Le comte Czernin, en rappelant Armand en Suisse, entendait-il seulement se jouer de la France et faire oublier à l'Allemagne son attitude équivoque de l'an passé? En tout cas, l'affirmation solennelle de son discours du 2 avril était aussi fausse qu'imprudente. La réponse ne se fit pas attendre : « Le comte Czernin a menti », répliqua M. Clemenceau. Alors le ministre des Affaires étrangères d'Autriche essaya de s'expliquer : « Le mensonge délayé demeure le mensonge », riposta un communiqué français, qui fit un récit circonstancié des pourparlers Armand-Revertera et ne recula pas devant une allusion à l'intervention du prince Sixte et à la lettre où l'empereur Charles promettait d'appuyer « les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ». Le comte Czernin ayant tenté de nier, M. Clemenceau, malgré la promesse d'absolu secret faite l'année précédente par le Président de la République, publia en entier la lettre de l'empereur à son « cher Sixte », que celui-ci avait, le 31 mars 1917, communiquée à M. Poincaré. Le comte Czernin entreprit une folle justification et il déclara la lettre falsifiée.

Impitoyable, le président du Conseil se tourna contre l'empereur, complice de son ministre : « Il y a des consciences pourries. Dans l'impossibilité de trouver un moyen de sauver la face, l'empereur Charles tombe en des balbutiements d'homme confondu. Le voilà réduit à accuser son beau-frère de faux en fabriquant de sa propre main un texte de mensonges. » M. Clemenceau eut, dans cette polémique, le dernier mot. Le 15 avril, le comte Czernin donna sa démission, et Charles Ier en fut réduit à télégraphier à Guillaume II que « ses canons » répondraient sur le front occidental au Premier ministre français.

Mais, en France, l'attitude adoptée en cette affaire par M. Clemenceau fut loin d'être unanimement approuvée. Bien des conservateurs, traditionnellement austrophiles, joignirent leurs critiques à celle des socialistes.

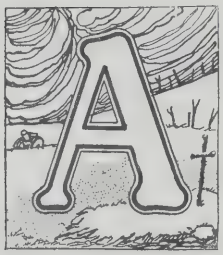
Les Commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat se saisirent de l'affaire et entendirent, avec M. Clemenceau, M. Ribot et M. Painlevé. Finalement, le gouvernement communiqua les pièces principales de la négociation à la Commission des Affaires extérieures de la Chambre, et celle-ci, après les avoir étudiées, vota, le 8 mai, par 14 voix contre 5 et 6 abstentions, la motion suivante, présentée par M. Barthou : « La Commission des Affaires extérieures, après avoir examiné les documents et recueilli les témoignages relatifs aux conversations engagées et poursuivies par l'Autriche-Hongrie en 1917 et 1918, constate que ces conversations n'ont offert à aucun moment l'occasion d'une paix acceptable pour la France et ses Alliés. » Dans une conversation avec un ami du prince Sixte, le président du Conseil présenta une explication et une interprétation de sa conduite : « Les Allemands, dit-il, veulent se débarrasser de moi. Czernin s'est mis à leur service en proférant un mensonge. On m'attaque. Je trouve une arme. J'indique que je l'ai. J'ai le droit de m'en servir. Je donne un avertissement à l'empereur et, s'il ne fait pas taire son ministre, je m'en sers. D'ailleurs pour l'Autriche, à l'heure actuelle, il n'y a plus rien à faire; il y a quelques mois, c'était encore possible, peut-être. Maintenant nous serons victorieux ou nous serons écrasés. »

Il n'y avait plus en effet qu'un problème : « Qui, des Alliés ou des Empires centraux, aurait le dernier quart d'heure? »

# XIV

# PARIS BOMBARDÉ

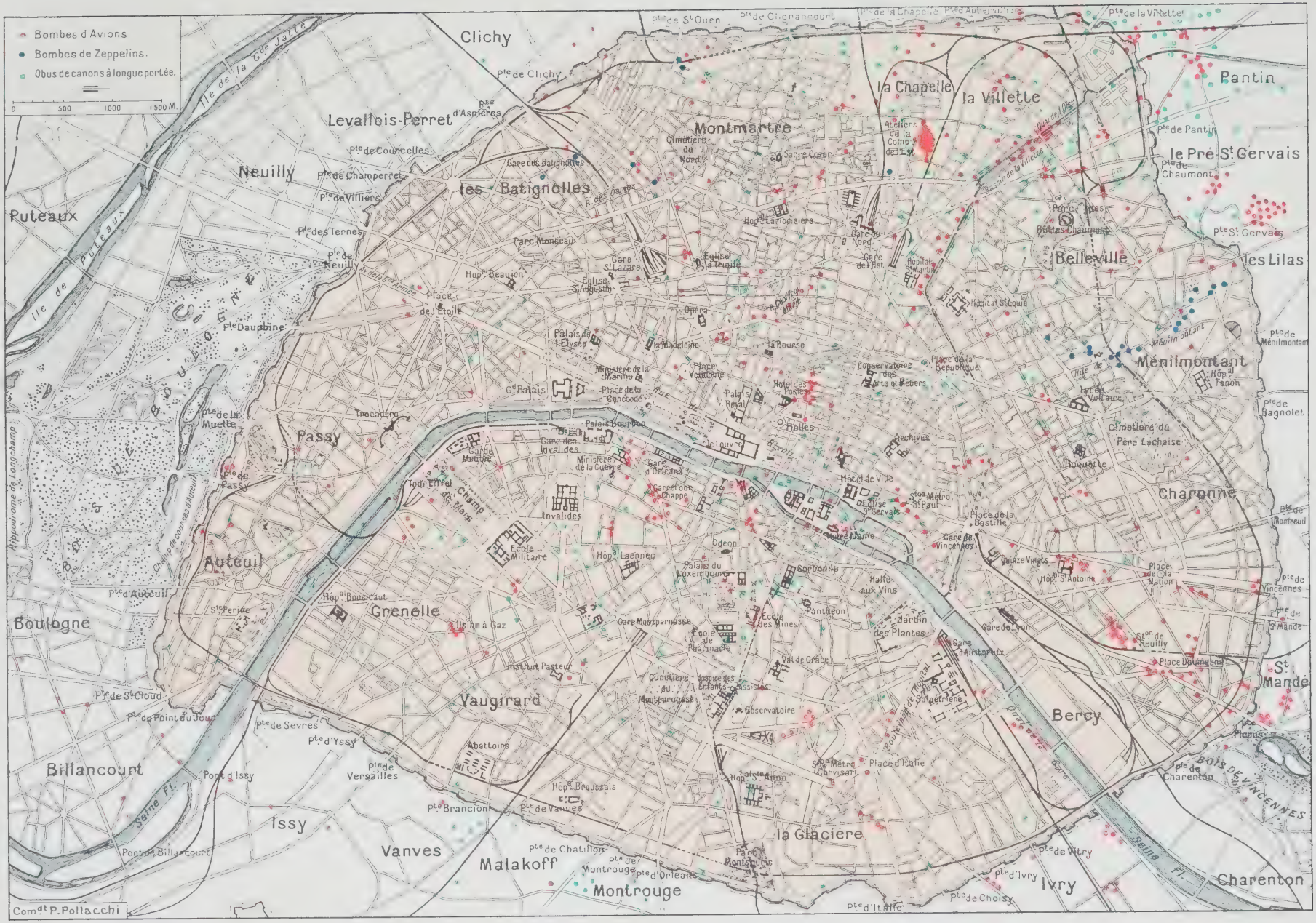
## LE DIFFEREND FOCH-PÉTAIN



Au total, l'offensive des Flandres n'avait abouti qu'à créer dans le contour du front une nouvelle « poche », analogue, quoique de moindres dimensions, à celle qui s'était creusée vers Montdidier. Les effectifs allemands s'y mouvaient avec difficulté sous les feux convergents de notre artillerie ; les combats incessants, qui s'y poursuivaient autour d'organisations précaires et à peine ébauchées, usaient sans profit d'énormes effectifs. Ludendorff, en dépit de la grandiloquence de ses communiqués, commençait à se sentir assez inquiet. Il était peu satisfait de la conduite de ses troupes, dont il se préoccupait déjà de perfectionner l'instruction et de fortifier la discipline ; il se voyait à regret obligé de s'arrêter bien en deçà de ses objectifs stratégiques. En effet, les 42 divisions allemandes, qui avaient participé à l'offensive des Flandres, devaient être réorganisées. Depuis le 21 mars, 141 divisions avaient été engagées en six semaines contre les forces combinées franco-britanniques, sans pouvoir entraîner la décision. La fameuse « offensive de paix » n'avait eu pour résultat que de galvaniser chez les Alliés la volonté de vaincre. Mais l'Allemagne était désormais trop engagée pour pouvoir reculer. Il fallait aller jusqu'au bout, et d'autant plus vite qu'un arrêt s'était produit dans l'efficacité de la guerre sous-marine. Gênés par l'embouteillage d'Ostende et de Zeebrugge, obligés de disperser leurs efforts entre les navires de commerce et les transports militaires américains, contrecarrés par la mise en œuvre de nouvelles méthodes de défense, les submersibles allemands ne semblaient pas devoir déterminer, à eux seuls, la fin de la guerre.

D'autre part, les effectifs des innombrables divisions mises sur pied baissaient sensiblement. « Il n'y avait, déclare Ludendorff, plus de temps à perdre pour continuer les opérations. » Mais la méthode même qu'il avait adoptée exigeait une préparation préalable très minutieuse de chaque offensive. Fait capital : *il n'avait pas assez d'artillerie pour pouvoir mener simultanément deux opérations de grande envergure*. Il en fallait beaucoup pour crever en quelques heures un front organisé ; il fallait surtout du temps pour transporter munitions et bouches à feu d'un secteur du front à l'autre. Les offensives allemandes ne pouvaient donc être que *successives* et séparées par de larges intervalles. Ainsi s'explique en partie le long répit (du 30 avril au 27 mai) que l'ennemi allait nous laisser.

Il est vrai que Ludendorff pouvait tirer de puissants motifs d'espoir de la comparaison des deux masses d'infanterie en présence, de l'état d'usure des effectifs alliés et de la disposition fâcheuse de nos réserves. L'armée anglaise traversait, nous l'avons vu, une crise grave : elle avait engagé ses 58 divisions, dont 25 plusieurs fois. Au début de mai, 5 d'entre elles avaient été supprimées ; 2 autres étaient en secteur avec des cadres réduits ; 5 autres avaient été envoyées, pour s'y refaire, dans un secteur réputé calme du front français, vers Craonne ; même en tenant compte des troupes revenues d'Italie, il ne restait au maréchal Haig que 45 divisions à faibles effectifs. « Toutes avaient un besoin urgent de repos ; elles comprenaient un grand nombre de recrues, jeunes, incomplètement instruites et manquant tout à fait d'expérience ». Les cadres étaient incomplets ; les mesures prises par la métropole pour augmenter la durée de temps de service militaire et accroître le nombre des hommes qui y étaient astreints ne pouvaient faire sentir leurs effets avant quelques mois. Si les Dominions poursuivaient leur remarquable effort (les corps canadiens, australiens et sud-africains




BOMBARDEMENT DE PARIS

étaient les troupes d'élite de l'armée britannique) la conscription n'avait pu être établie en Irlande.

L'armée française, déjà fort affaiblie, supportait naturellement le contre-coup de ces difficultés. L'intervention du D. A. N. sur le front des Flandres entraînait une usure particulièrement rapide de nos troupes. Le 1er mai, Foch décide de porter ce détachement à neuf divisions, qui devront être remplacées successivement par des divisions fraîches, à raison d'une tous les trois jours. Vers Villers-Bretonneux, nous étendons encore notre front pour soulager nos Alliés. De ce fait, le chiffre des réserves françaises baisse à vue d'œil, alors que celui des divisions réservées allemandes passe successivement, de 69 le 25 avril, à 81 le 19 mai. De toute nécessité, nous devons maintenir le nombre de nos divisions en face d'un adversaire dont les disponibilités sont supérieures aux nôtres. Il convient, d'autre part, que la France, qui peut encore espérer, avec l'appoint américain, gagner la guerre à la fin de 1918, ne soit pas représentée après la victoire par une armée trop appauvrie. Mais, pour éviter d'avoir à dissoudre des unités, il faut disposer des renforts nécessaires. Le problème consiste à attendre l'automne sans rien sacrifier de nos moyens actuels. Aussi, le 4 avril, Pétain écrit au ministre de la Guerre pour demander, en attendant que la classe 19, incorporée le 16 avril, soit mobilisable, la récupération de 200.000 hommes des plus jeunes classes sur les 1.200.000 mobilisés ou mobilisables employés à l'intérieur. Il lui est répondu que l'on pourra tout juste en distraire 40.000 ! De nouvelles instances se heurtent à une fin de non-recevoir. Pris ainsi entre l'enclume et le marteau, entre Foch qui réclame sans cesse de nouveaux efforts et le ministre qui refuse les moyens nécessaires, Pétain ne s'irrite ni ne se décourage. Il supprimera quelques régiments, qu'il remplacera par des formations indigènes ou des unités étrangères (Américains, noirs, Polonais, Tchéco-Slovaques), ajournera certaines créations d'unités d'artillerie, réduira l'effectif des compagnies. Bref il essaiera de tirer parti des ressources qu'on lui laisse, en râclant jusqu'au dernier homme et au dernier officier. L'essentiel est de « tenir » jusqu'en octobre ; on tiendra.

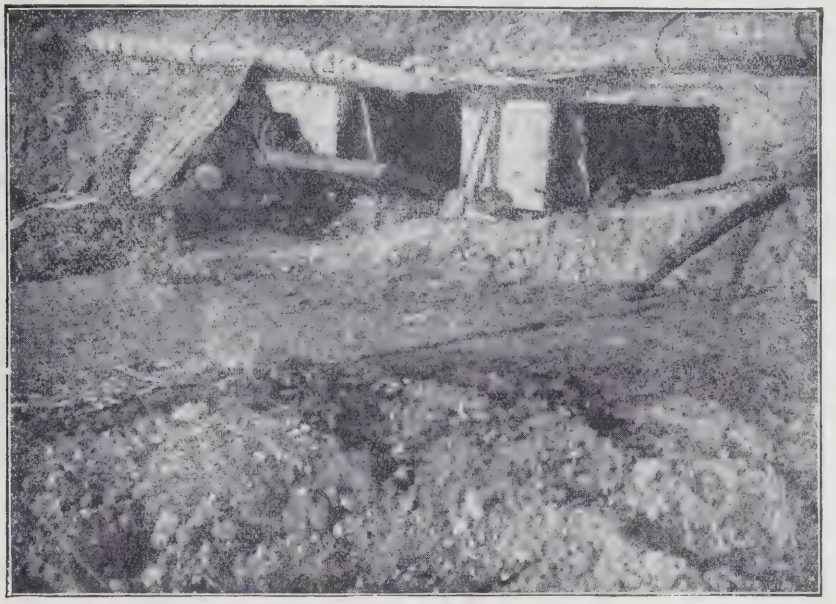
A cette date, en effet, l'armée américaine sera entrée dans la bataille. Pour la présente, son effort est encore très limité. Sans doute, dès le 25 mars, le général Pershing a généreusement offert le concours de toutes ses forces disponibles. Quatre divisions américaines sont utilisables : trois d'entre elles vont relever en Lorraine des troupes françaises, la quatrième sera engagée, après stabilisation, sur le front d'Amiens ; au total, 120.000 hommes. Pershing accepte en outre que, au fur et à mesure de leur formation, régiments et bataillons soient incorporés isolément dans des divisions françaises ; une 5e division pourra intervenir en mai. Deux autres sont en cours de débarquement, mais sont encore inutilisables. Le général en chef presse ses Alliés de nous envoyer le plus tôt possible le maximum d'infanterie dont ils disposent, soit en augmentant le tonnage prévu, soit en sacrifiant toutes les autres armes à celle qui nous fait défaut. Sous son impulsion énergique, le rythme des transports s'accélère. On envisage pour l'automne la possibilité d'employer les unités américaines en remplacement de celles que nous devrions à cette époque dissoudre, et l'espoir d'avoir un demi-million de combattants américains sur le front. Mais d'ici là nous ne pouvons, semble-t-il, escompter plus de deux ou trois divisions par mois.

Nous gagnons encore deux divisions italiennes, qui entrent en secteur, au milieu de mai, dans l'Argonne. Mais ce ne sont là que de faibles palliatifs à une situation évidemment difficile. Elle paraît encore plus difficile, si l'on considère, non plus la disproportion de nos forces, mais leur disposition sur le terrain. Le 7 mai, Pétain croit de son devoir de faire ressortir au général Foch que « les armées françaises sont parvenues à la limite de leur effort en divisions à envoyer au nord de l'Oise. » A cette date, en effet, les forces françaises tiennent 655 kilomètres de front contre 150 aux Anglais et 45 aux Belges. Elles mettent en ligne, au nord de l'Oise, c'est-à-dire dans un secteur essentiellement britannique, à l'extrémité ouest du front, 23 divisions, contre 43 de l'Oise à la Suisse ; les réserves françaises s'élèvent à 36 divisions : sur ce nombre 24, soit les 2/3, sont placées derrière le front britannique ou en cours de transport ; le commandement ne dispose plus, de l'Oise à la Suisse, que de 12 divisions françaises, dont trois seulement ne sont pas encore allées à la bataille. Il y a évidemment un déséquilibre énorme, non seulement entre la part dévolue aux Français et celle que conservent les Anglais,

mais entre la densité des troupes accumulées au nord de l'Oise et les faibles effectifs qui couvrent la Champagne et la Lorraine. Or, sait-on où l'ennemi attaquera ? « Ainsi renseigné, termine Pétain, sur l'ensemble des moyens et des charges des armées françaises, vous serez en mesure de décider ce que vous pensez leur demander à l'avenir. »

Ce « bilan » sincère marque l'origine d'une opposition de tendances entre Pétain et Foch. Le général Foch, simple « coordonnateur », n'avait pas tardé à se sentir un peu à l'étroit dans la formule de Doullens. Dès le 1er avril, il écrit à M. Clemenceau : « Je n'ai à me plaindre de personne... mais... il me faut persuader au lieu de diriger. Un pouvoir de direction suprême me paraît indispensable à l'achèvement du succès. » Le pouvoir lui fut confié, le 3 avril, sous le titre de « directeur stratégique des opérations. » Le 14, l'offensive des Flandres produisait sur les gouvernements un effet analogue à celle de mars. Sous le coup de l'émotion, le dernier pas fut franchi. En réponse aux radios triomphants de Nauen, la tour Eiffel lançait ce message : « Le gouvernement anglais et le gouvernement français se sont mis d'accord pour donner au général Foch le titre de commandant en chef des armées alliées, opérant en France. » Le 15, le roi des Belges se plaçait sous le même commandement ; le 17, c'était le tour des Américains ; enfin, le 2 mai, l'Italie accepte le commandement unique. Devenu sans objet, le Comité exécutif du Conseil supérieur interallié est supprimé.

Le nouveau généralissime se trouvait, pour ses débuts, en présence d'une situation des plus critiques. L'armée française semblait avoir atteint le maximum de ses possibilités. Or l'armée anglaise traversait une crise grave. Le moral de nos Alliés avait singulièrement fléchi. On envisageait couramment, au G. Q. G. britannique, la possibilité d'un repli jusqu'à la Somme ; dans le gouvernement certaines influences s'exerçaient déjà en faveur d'une paix « de conciliation » ; on ne pouvait prévoir les conséquences qu'aurait eues une nouvelle défaite analogue à celle du 21 mars. Ces difficultés, dont l'étendue ne peut être encore précisée faute de documents, semblent avoir joué un grand rôle dans les décisions de Foch. Sous des dehors brusques, sous des allures impératives, le généralissime cachait un fonds de finesse naturelle, que ses familiers seuls pouvaient pressentir. Cette « roublardise » intime semble lui avoir inspiré l'idée du jeu périlleux qu'il se résolut à jouer. Pour pouvoir exiger des Anglais le minimum de sacrifices nécessaires, savoir le maintien résolu de leur front actuel, il fallait leur donner l'impression qu'ils étaient favorisés par rapport aux autres contingents alliés. En abondant dans leur sens, au détriment des armées françaises, Foch s'assurait, non seulement une sorte de gratitude personnelle dont il se souciait peu, mais surtout la certitude que l'effort anglais ne faiblirait pas. L'amour-propre national était engagé dans cette comparaison permanente des efforts disproportionnés demandés aux deux armées. Les récriminations, d'ailleurs fondées, de Pétain se heurtaient à un silence un peu ironique et provoquaient au contraire de nouvelles exigences. Comment Douglas Haig aurait-il eu le front de se plaindre ! Il ne faut donc attacher aux divergences de vues, que nous allons exposer, qu'une importance très relative et à la volonté d'offensive immédiate affichée par Foch, qu'une valeur exotérique. Il semble bien qu'il se soit, en son for intérieur, rendu nettement compte qu'il demandait l'impossible et ne l'ait exigé qu'avec l'espoir secret de n'être pas obéi à la lettre. Les idées de Foch sont simples et fortes ; ses contradicteurs les disent simplistes et téméraires. La première consiste à se désintéresser de tout ce qui peut advenir entre l'Oise et la Suisse ; non seulement il ne tient compte du « bilan » de Pétain mais il lui enjoint d'avoir à compléter à 4 divisions les effectifs des 10e et 5e armées, maintenues « mordicus » à cheval sur la Somme, et d'alimenter le D. A. N. en unités fraîches. Tout au plus consent-il à nous envoyer le 9e corps britannique à 4 divisions (le même qui avait été par deux fois taillé en pièces sous Saint-Quentin et sur la Lys), destiné à être intercalé vers Berry-au-Bac dans notre 6e armée. Ce seul fait prouve combien il jugeait peu probable (ou peu à craindre) une attaque allemande sur le front de Champagne. Tout ce qu'il trouve à répondre aux craintes manifestées par Pétain, c'est cet argument : « Une attaque entre la Lys et l'Oise obtiendrait des résultats dont les conséquences seraient des plus graves, en raison de la proximité d'objectifs importants. » Ceci revient à dire que Foch ne croit pas à la solidité de l'armée anglaise ; car, a priori, rien ne prouve que l'ennemi mettrait moins de temps à parcourir



Section photographique de l'Armée

BOIS DE SAINT-GOBAIN: ENTRÉE D'UN ABRI

les 60 à 80 kilomètres qui le séparent de la côte que la distance sensiblement égale qui s'étend du front français à Château-Thierry, Bar-le-Duc ou Vesoul. Dans l'un comme dans l'autre cas les conséquences seraient « des plus graves » ; on s'en apercevra bien à la fin de mai ! Le général Pétain écrit dans son rapport : « Le dispositif de nos réserves, évidemment très rationnel si l'ennemi attaquait entre l'Oise et la mer, ne nous mettait par contre aucunement en état d'enrayer une offensive allemande se produisant au G. A. N. ou au G. A. E. » Cette opinion était partagée par les meilleurs officiers de l'armée, qui, aujourd'hui encore, ne s'expliquent cette sorte d'inconscience du général Foch que par le crédit illimité qu'il faisait aux armées françaises. Le fait est que, jusqu'au 27 mai, il s'entêta à ne rien changer à son plan, ne céda aux instances de Pétain, qui voyait grossir l'orage, ni une division, ni un kilomètre de terrain. Sa seconde idée fixe était d'attaquer. Si on avait pris ses directives au pied de la lettre, dès le début d'avril on aurait lancé toutes les divisions disponibles sur la poche de Montdidier. L'attaque des Flandres interrompit ces projets, nettement prématurés. Dès le début de mai, il y revient avec insistance : sa note du 12 mai expose que, l'ennemi disposant de nombreuses réserves, on ne peut espérer le vaincre qu'en attaquant *en vitesse autant qu'en force*, en escomptant la désorganisation rapide produite par une poussée brusque, en assignant à chaque grande unité un objectif aussi éloigné que possible, bref en cherchant, non pas une simple amélioration de la situation, mais une *victoire*. A titre d'exemple, il expose le plan de l'offensive du G. A. R. qui doit, dès le début et du même coup, dégager Montdidier, dégager Amiens, atteindre la ligne de l'Avre, et, dans un deuxième acte, percer sur Roye. C'est une critique très nette des plans présentés par le général Fayolle, qui prévoient une attaque méthodique, montée selon la méthode de la Somme. Cette offensive, il faut la préparer dès à présent. *Le 20 mai*, il déclare qu'elle peut être effectuée « aujourd'hui » en raison de notre supériorité, peut-être passagère, en aviation, tanks et artillerie; elle sera exécutée en même temps qu'une autre attaque sur la Lys, visant à dégager Béthune. Toutes deux sont à préparer « sans retard » et seront lancées dans tous les cas, que l'ennemi

Section photographique de l'Armée

BARRICADE ALLEMANDE A L'ENTRÉE DE COUCY-LE-CHATEAU

attaque ou non. Elles seront simplement un peu moins puissantes, si nous sommes obligés de parer d'abord les premiers coups au lieu de les donner. L'attaque de Montdidier sera menée par 24 divisions françaises, dont 12 fraîches, et un nombre sensiblement égal de divisions britanniques; celle du nord comporterait de 20 à 30 D. I. alliées.

Du coup Pétain, qui prend tout cela très au sérieux, est sur le point de se fâcher! Quoi! alors qu'il s'occupe à économiser division sur division au profit de son front déshérité, alors que sur 81 divisions allemandes en réserve, 49 ne sont pas identifiées et qu'on ne sait pas exactement où elles se trouvent, alors qu'un orage formidable peut s'abattre sur tel secteur dégarni de Champagne ou de Lorraine, non seulement on masse les deux tiers de ses réserves entre l'Oise et la mer, mais on prétend gaspiller ces précaires ressources dans deux offensives hasardeuses. « Initiative des opérations, » « esprit d'offensive, » tous ces termes enflammés feront long feu si « l'outil tactique élémentaire, » le soldat, fait défaut! Au courant de « Fochisme » mal compris qui circule jusque dans les bureaux de Provins et qui évoque les fâcheux souvenirs de l'offensive des frontières ou des espoirs du 16 avril 1917, Pétain oppose son froid bon sens et son imperturbable patience. Sans doute, il transmet les directives pétulantes de son supérieur, et prescrit « l'étude » des offensives foudroyantes; mais il se préoccupe en catimini de faire pour son compte son plan de défense. Il avertit le G. A. R. qu'en cas d'offensive sur ses voisins, il lui retirera aussitôt 4 divisions; il prescrit à la 5e armée de prévoir l'envoi, vers l'Est cette fois, de 3 divisions; le 16 mai, cette armée et sa voisine, la 10e, doivent envisager la possibilité de leur transport en vingt-quatre heures, soit en Champagne, soit en Lorraine; enfin, le 19 mai, il réplique aux notes de Foch en lui demandant de libérer, le cas échéant, deux divisions du Détachement d'Armée du Nord.

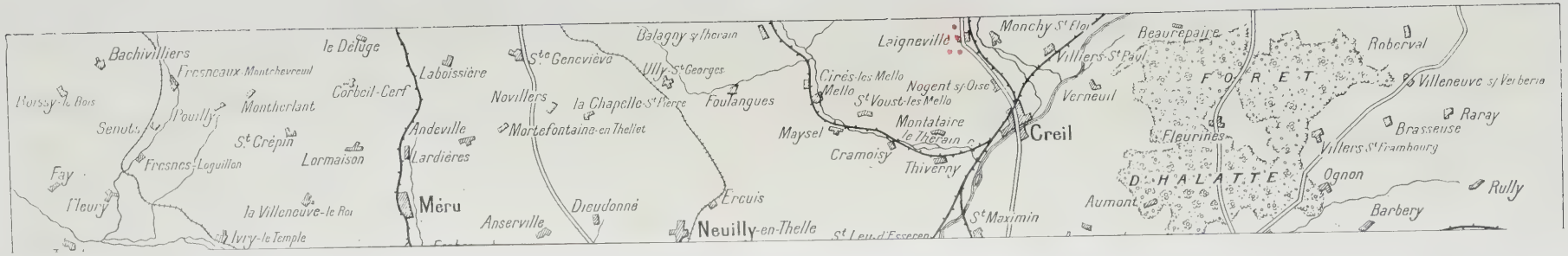
Mais pour la galerie, Foch tire vers l'Ouest, Pétain vers l'Est. L'un soutient l'attaque préventive, l'autre veut d'abord assurer la défense. Ludendorff allait les départager et donner à la prudence de Pétain la meilleure des justifications. La défaite du 27 mai eût été autrement grave sans les précautions prises par ce dernier. Elle eut du moins pour effet de calmer les impatiences apparentes du nouveau généralissime et de réaliser, devant la leçon du fait, l'accord de deux pensées également vigoureuses, dont chacune reflète un aspect du génie militaire, mais qui ne peuvent s'achever qu'en se complétant mutuellement.

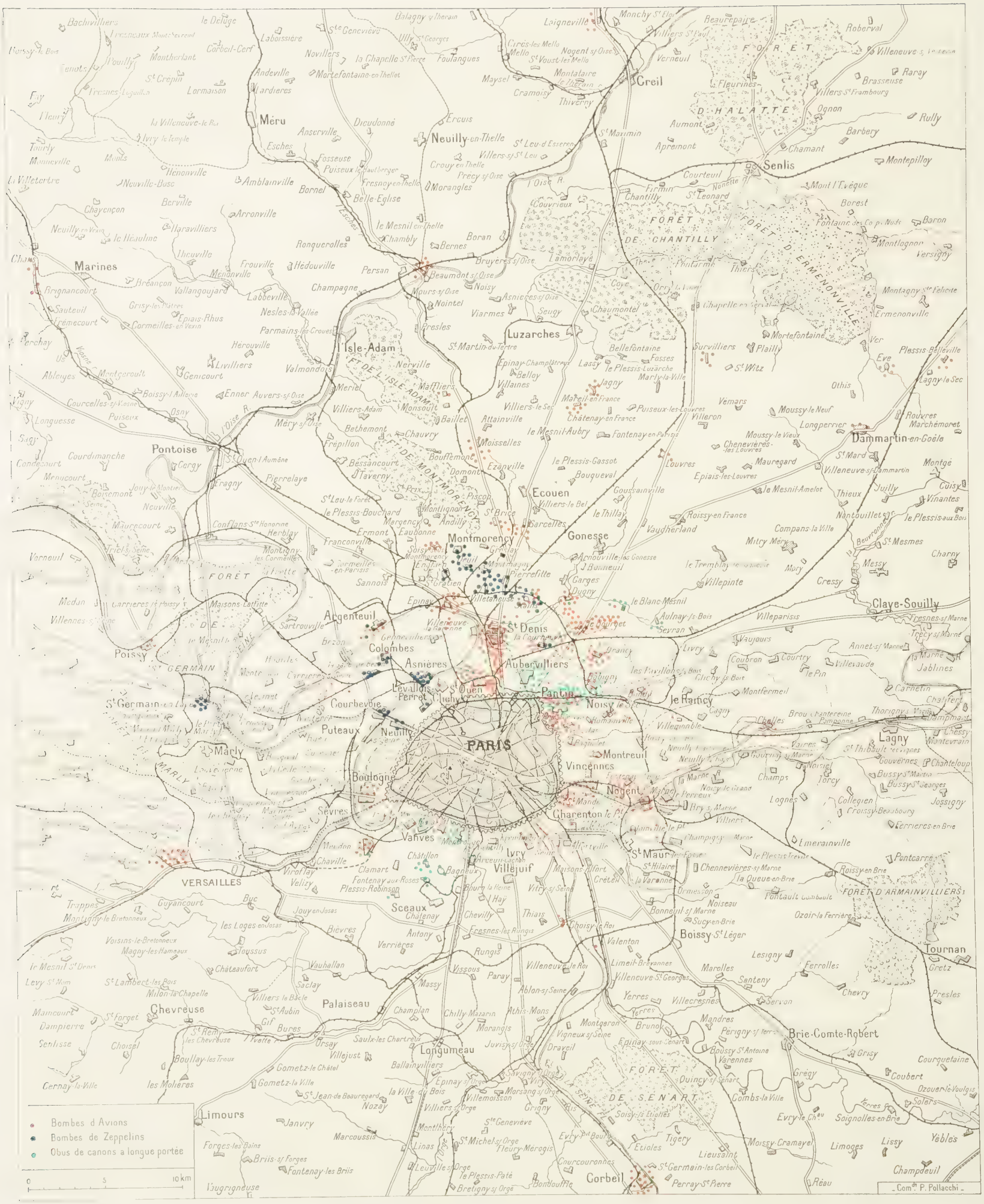
## PARIS MENACÉ

Les renforcements progressifs du front anglais et l'afflux des réserves alliées eurent au moins pour résultat d'amener l'ennemi à renoncer, provisoirement, à écraser l'armée britannique. Il était, avoue Ludendorff, « *impossible* » de reprendre sur de nouveaux frais les projets qui venaient d'échouer contre Amiens, Arras ou Calais. Les troupes du Kronprinz de Bavière étaient épuisées; leurs communications restaient difficiles, et l'accumulation des moyens de défense rendait très chanceuse une opération qui était pourtant en elle-même la plus favorable. De toute nécessité, il fallait déplacer l'axe de la bataille.

Or, le Kronprinz impérial, qui commandait de Moreuil à l'Argonne, n'avait, sur l'Aisne et en Champagne, en face de lui, qu'un cordon de troupes françaises. Sans doute, les hauteurs du Chemin-des-Dames étaient naturellement fortes et les organisations défensives de Champagne puissantes. Mais on pouvait espérer en venir à bout grâce à un déploiement d'artillerie inusité. Un succès tactique était d'autant plus probable que l'ennemi ne s'attendait évidemment pas à être attaqué sur ce point : un corps d'armée anglais, complètement abîmé par les combats successifs de Saint-Quentin et des Flandres, venait d'être mis en secteur, pour s'y refaire, entre Craonne et Berry-au-Bac. Ludendorff table donc, comme précédemment, sur la faiblesse numérique de son adversaire et la possibilité de le surprendre. Il prescrit, dès la fin d'avril, au Kronprinz impérial de préparer un projet d'attaque entre la forêt de Pinon et Reims.

Restait à savoir jusqu'où cette attaque serait poussée et comment elle se rattacherait à l'ensemble des opérations allemandes, qui tendent toujours à infliger aux Alliés une défaite irrémédiable. Elle aura pour but éloigné de nous obliger à dépenser nos dernières réserves, après quoi on espère pouvoir reprendre la lutte contre l'armée anglaise et l'annihiler définitivement. Son objectif immédiat


Bachivilliers
le Déluge
Fresneaux-Montchevreuil
Laboissière
Ste Genevieve
Balagny s/Thérain
Laigneville
Monchy St Eloi
Beaurepaire
Roberval
Villers St Paul
F O R E T
Villeneuve s/Verberie
Corbeil-Cerf
Novillers
Ully St Georges
Foulangues
Cirés-les-Mello
Mello
Nogent s/Oise
Verneuil
Raray
Montlerlant
la Chapelle St Pierre
St Voust-les-Mello
Brasseuse
Senots
Pouilly
Andeville
Montefontaine-en-Thelliet
Maysel
Montataire
Creil
Fleurines
St Crépin
Lardières
Cramoisy
Villers St Frambourg
Lormaison
Fresnes-Loguillon
Thiverny
Fay
D H A L A T T E
Ognon
Rully
Méru
Ercuis
Aumont
Fleury
la Villeneuve-le Roi
Dieudonné
Anserville
Neuilly-en-Thelle
St Maximin
Barbery
Ivry-le Temple



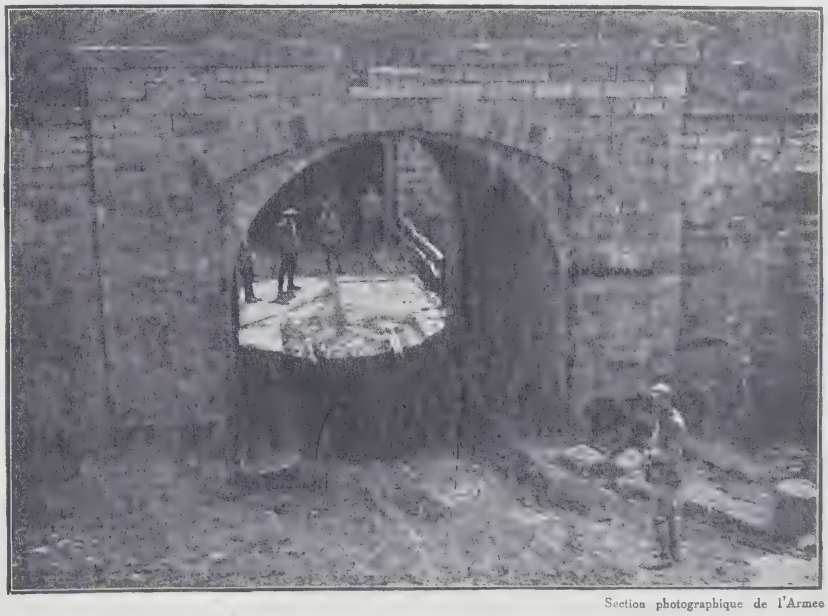

BOMBARDEMENT DE LA RÉGION PARISIENNE

Section photographique de l'Armée

PARGNY : LE PONT-LEVIS SUR LE CANAL

sera d'atteindre le front Reims-Fismes-Soissons, de façon à placer en saillant les forces françaises massées à la lisière sud du massif de Saint-Gobain et dans les forêts qui couvrent Compiègne. Le résultat une fois atteint, on attaquera, de part et d'autre de l'Oise, les pans ouest et est dudit saillant, de façon à atteindre Compiègne et à menacer Paris par la vallée de l'Oise.

Ludendorff avait intérêt à profiter au plus vite de notre infériorité numérique sur le champ de bataille qu'il avait choisi ; mais il fallait du temps pour mettre en place la puissante artillerie nécessaire pour rompre un front si bien fortifié. Il fallait également y employer des divisions qui eussent l'expérience de ce genre d'attaque, en l'espèce celles qui avaient déjà pris part aux batailles de la Somme, donc leur accorder quelques loisirs pour se refaire. Il apparaît aussitôt que tous ces délais mèneront jusqu'à la fin de mai. C'est regrettable, mais indispensable au succès initial de l'opération. Une difficulté analogue se présente lorsqu'il s'agit de déterminer l'échelonnement dans le temps des trois phases du plan. On ne pouvait songer, faute d'artillerie, à lancer simultanément les trois armées qui allaient avoir à combattre de Montdidier à Paris. Force est donc de décider que les VII[e] et I[re] armées attaqueront d'abord au centre, sur le Chemin-des-Dames ; le deuxième temps, qui succèdera aussitôt au premier, consistera dans le rabattement de ces armées vers Amiens et Soissons ; enfin le troisième, c'est-à-dire la poussée de la XVIII[e] armée vers Compiègne par la rive droite de l'Oise, ne se produira que lorsque l'artillerie de rupture aura pu glisser de l'est à l'ouest ; il coïncidera vraisemblablement avec une grande offensive austro-hongroise sur le front italien, vers le 15 juin. Jusque-là la nécessité s'impose du secret le plus absolu ; il fut bien gardé puisque, pendant la période d'un mois qui s'écoula entre la conception du plan et son exécution, nous ne nous aperçûmes de rien. C'est en toute sécurité et avec une lenteur minutieuse que les armées du Kronprinz impérial purent préparer la surprise du 27 mai.



Section photographique de l'Armee

ENTRÉE DU FORT DE CONDÉ-SUR-AISNE

PONTAVERT : LE PONT SUR L'AISNE

Le 26 mai dans l'après-midi, deux prisonniers allemands se décident à avouer, après de longues réticences, qu'une attaque de grande envergure doit se déclencher le lendemain 27 sur le front de l'Aisne, depuis Soissons jusqu'à Berry-au-Bac. Le général Duchêne, commandant la 6e armée, dispose encore de douze heures pour prendre une décision embarrassante : aux forces considérables qu'on lui dénombre il ne peut opposer que huit divisions françaises et trois divisions britanniques en première ligne, chacune de ces unités tenant en moyenne huit kilomètres de front, soit un peu plus que les divisions de Gough devant Saint-Quentin. Toujours comme son collègue anglais, il n'a en réserve que le quart de ses forces : quatre divisions. Ses troupes sont fatiguées par un long séjour en secteur, et les unités anglaises ont déjà participé aux combats de la Somme et des Flandres. C'est le cas ou jamais de mettre en pratique la tactique défensive de Pétain et de les échelonner en profondeur. Pourtant Duchêne va tomber délibérément dans la même erreur que Gough : il décide d'accepter le combat sur les premières positions, c'est-à-dire sur la crête du Chemin-des-Dames : il confirme à ses commandants de corps d'armée, et en particulier au général de Maud'huy qu'une décision injuste devait plus tard présenter comme le seul responsable de l'échec, l'ordre de tenir avec tout leur monde au nord de l'Aisne. Il se borne à abriter ses réserves et se prépare à les lancer dans la bataille ; il refuse d'envisager la possibilité d'un repli et ne prend aucune des mesures qui pourraient le faciliter ou le limiter.

Le résultat ne se fait pas attendre. A 1 heure du matin, le 27, un véritable déluge de projectiles et de gaz asphyxiants, qui couvre une profondeur de 10 à 12 kilomètres, s'abat de Coucy-le-Château à Reims, écrasant nos batteries, nos tranchées, nos cantonnements. Les mouvements de troupes sont retardés, les communications coupées, les quartiers généraux bombardés. Au centre, l'ennemi a concentré 30 batteries au kilomètre et 19 divisions contre 3 malheureuses divisions franco-britanniques étirées de Berry-au-Bac à Pargny-Filain (30 kilomètres de front). L'assaut, déclenché à 3 h. 40, les submerge entièrement ; notre contre-préparation est tardive et insuffisante ; notre infanterie se voit accablée par le nombre (six contre un). Le combat est relativement bref : entre 6 et 8 heures, une bonne partie des divisions réservées est envoyée en hâte par l'Armée affolée au nord de l'Aisne, pour boucher les trous qui se produisent déjà dans notre ligne ; elles sont bousculées sans profit. A 10 heures des éléments ennemis atteignent l'Aisne vers Vailly. Des tanks allemands percent jusqu'à Pontavert.

Ce n'est qu'à 10 heures que le général Duchêne prescrit de faire sauter les ponts de l'Aisne et à 11 heures qu'il autorise les 11me corps d'armée (général de Maud'huy) et 9me corps britannique à se replier sur la 2me position, au sud de la rivière. Ces deux ordres arrivent naturellement trop tard pour pouvoir être exécutés convenablement. Les équipes chargées des destructions sont tuées ou prises : de Pontavert à Condé-sur-Aisne pas un pont ne saute et l'ennemi peut utiliser sans difficulté ces huit passages. Il en profite pour progresser rapidement, coupant la retraite aux fractions des quatre divisions du centre. Seules les ailes peuvent exécuter tant bien que mal le repli ordonné. Le 9me corps britannique, en liaison avec la 45me D. I. au nord de Reims, s'établit sur les hauteurs de

Cormicy ; le 11me corps, à gauche, reste à cheval sur l'Aisne, de Margival à Saint-Mard. Ils sont renforcés par ce qui reste des réserves d'armée, soit la valeur de trois divisions. Mais au centre la brèche s'élargit rapidement et atteint, vers midi, 15 kilomètres en largeur sur dix de profondeur. Le général Degoutte, désigné pour prendre le commandement sur ce point, reçoit vers 15 heures la 13me D. I. envoyée aussitôt par le général en chef, et la déploie précipitamment au nord de Fismes. Elle essaie en vain de retarder les cinq ou six divisions allemandes qui ont déjà pris pied sur les hauteurs entre Aisne et Vesle. Dans la soirée, l'ennemi atteint la vallée de la Vesle à Bazoches, en pleine zone de cantonnements, et coupe toutes les communications latérales de la 6me armée.

Le 28, les deux ailes de cette armée doivent reculer à leur tour pour s'aligner sur le centre. En dépit des renforts qu'ils reçoivent, les 11me corps et 9me corps britannique, déséquilibrés, obligés de se garder à la fois de face et sur leurs flancs intérieurs, abandonnent, l'un la rive nord de l'Aisne, l'autre le massif de Saint-Thierry. Les ordres du général Duchêne se bornent à prêcher la résistance sur place, mais lui-même doit quitter son Q. G. de Bellen, violemment bombardé et sans liaisons téléphoniques sûres. L'état-major de la 6me armée, déprimé depuis longtemps par la méthode de commandement à la fois despotique et incohérente de son chef, est visiblement désemparé par la défaite. Aucune manœuvre n'est envisagée. Abandonnés à eux-mêmes, les commandants de corps d'armée reculent, chacun pour son compte, et les troupes fraîches qu'on leur envoie ne servent qu'à retarder l'ennemi sans l'arrêter. Elles se volatilisent, suivant l'expression imagée d'un témoin, comme des gouttes d'eau sur une tôle chauffée à blanc. Le soir, les Allemands entrent dans Soissons ; ils prennent Braisne, Fisme, Jonchery, capturent un important matériel et les approvisionnements presque intacts amassés dans la vallée de la Vesle. En quarante-huit heures leur objectif était atteint. Ils marquent un temps d'arrêt sur les hauteurs sud de la Vesle et s'apprêtent à repousser nos contre-attaques, lorsque l'ordre leur parvient de pousser à fond vers la Marne et l'Ourcq. Devant l'ampleur et la rapidité du succès, Ludendorff s'est résolu à l'exploiter. Une crise analogue à celle du 21 mars va donc s'ouvrir. Elle a pour origine des fautes tactiques qui rappellent celles qui avaient entraîné la défaite de Saint-Quentin. Ces erreurs furent encore aggravées par la présomption et l'incapacité de général Duchêne, encouragé malheureusement par la situation privilégiée que lui valait la présence au Grand Quartier Général de son beau-frère, le général Anthoine, major général, en qui le général en chef avait, peut-être légèrement, mis toute sa confiance.

Si Pétain avait été trop confiant, il eut du moins le mérite de comprendre, dès le 28 au soir, qu'il n'y avait plus d'illusions à se faire. La route de la Marne était ouverte ; tous les efforts que l'on pourrait tenter pour la barrer ne constitueraient que de vaines satisfactions d'amour-propre ; le verbalisme grandiloquent des ordres ne compenserait pas l'insuffisance des moyens. Par contre il était essentiel de couvrir les directions de Paris et de Châlons. Pétain assigne donc, dans sa *Directive générale*, du 28 mai, au Groupe d'Armées du Nord deux missions : d'une part, assurer la possession de la montagne de Reims à l'aide des divisions qui

Section photographique de l'Armée

PRÈS MARGIVAL : FERME DE MONTGARIN

arrivent de l'Est; d'autre part, limiter les progrès de l'ennemi à l'ouest de Soissons grâce aux renforts prélevés sur le Groupe d'Armées Fayolle. A l'abri de cette résistance, il compte transporter toute la 10me armée, et plus si possible, entre Compiègne et Château-Thierry, cependant qu'il organisera la défense de la Marne. Mais ce plan nécessite l'intervention rapide de toutes les troupes disponibles. Elles sont encore assez éloignées du champ de bataille. A la date du 25 mai, en effet, nous avons 40 divisions en réserve entre l'Oise et la mer et 20 seulement entre l'Oise et la Suisse. Les inconvénients du dispositif adopté par Foch apparaissent lorsqu'il s'agit de ramener toutes ces forces sur le centre du front français.

Déjà Pétain avait lancé vers la bataille la majeure partie des troupes dont il disposait personnellement : la 5me armée et 13 divisions le 27, 12 divisions le 28, au total 19 divisions d'infanterie et 6 divisions de cavalerie, dont 10 ont déjà été engagées pour renforcer les éléments combattants, le reste s'acheminant avec toute la célérité possible par la route ou le rail. Il avait épuisé toutes ses disponibilités à l'est de l'Oise et entamé, en dépit du danger d'une attaque sur le G. A. R., celles groupées entre Oise et Somme. C'est désormais au général Foch à intervenir. Par lettre du 29 mai, Pétain lui demande de libérer la 10me armée et le Détachement d'Armée du Nord. Mais à cette date Foch n'est encore ni pleinement convaincu de la gravité du danger que court l'armée française, ni complètement rassuré sur la solidité de l'armée britannique. Il objecte que l'ennemi conserve toujours face à Arras une trentaine de divisions de choc et qu'il peut entreprendre sur ce point une action dont celle qui se développe sur l'Aisne ne serait que le prélude. Aussi se contente-t-il de rapprocher la 10me armée de ses points d'embarquement et d'étudier la possibilité d'une relève du D. A. N.

La journée du 29 voit se réaliser les prévisions pessimistes du général Pétain. Au centre, les Allemands, qui ne trouvent devant eux que des éléments de cavalerie et les débris des divisions disloquées le 27, poussent jusqu'à 5 kilomètres de la Marne, occupent presque sans coup férir toute la zone des plateaux de Fère-en-Tardenois, couverte de magasins, de camps, de hangars d'aviation. A droite, les premiers éléments de nos divisions neuves de l'Est, s'engagent sur le rebord ouest de la Montagne de Reims; à gauche, l'ennemi débouche en forces de Soissons et s'efforce d'atteindre la forêt de Villers-Cotterets. Pour gagner du temps, Pétain ordonne au G.A.R. de contre-attaquer, dès que possible, avec les premiers éléments dont il disposera. Il organise le commandement, en confiant à la 5e armée la conduite des opérations de Reims à la Marne et en installant le Quartier Général de la 6e très en arrière du front, dans des conditions de stabilité et de sécurité suffisantes. Il jette en hâte sur la Marne l'infanterie d'une division américaine que le général Pershing vient de mettre à sa disposition. Enfin il prélève sur les fronts non attaqués les dernières ressources utilisables, 7 ou 8 divisions, qui se masseront dans la vallée de l'Oise.

Section photographique de l'Armée

BAZOCHES : LE CHATEAU ET LA POSTE

Le 30, l'effort principal de l'ennemi continue à se porter sur le centre. Négligeant Reims et contenu dans la vallée de l'Aisne, il progresse rapidement entre Ville-en-Tardenois et Château-Thierry, atteint la Marne autour de Dormans sur 10 kilomètres de front, coupant la voie ferrée Paris-Nancy et

Section photographique de l'Armée

NOYON : ROUTE DE MONTDIDIER

les communications directes entre la 6e armée et la 5e. Il est vrai qu'il est arrêté sur la rivière, où toutes les précautions ont été prises et sur laquelle deux divisions fraîches arrivent le 30 au soir. Le péril reste par contre très grand dans la direction de Château-Thierry. Entre la lisière de la forêt de Villers-Cotterets et la Marne, nous ne pouvons pas être en forces avant deux ou trois jours. Si donc l'ennemi ne s'en laisse pas imposer par nos contre-attaques, son offensive pourra se poursuivre sans difficultés vers Meaux et le 1er juin il peut se trouver à 50 kilomètres de Paris.

Foch commence à s'émouvoir. Il libère enfin la 10e armée; mais elle ne pourra arriver à la bataille avant les premiers jours de juin. Tout l'espoir de Pétain réside donc dans l'impression produite par les deux contre-attaques d'aile qui doivent être menées, le 31 au matin, par la 6e armée au sud-ouest de Soissons et par la 5e au sud-ouest de Reims, à l'aide des divisions fraîches qui commencent à arriver. Il faut pourtant prévoir le cas où elles échoueraient. La situation serait extrêmement critique : l'opinion publique a été profondément troublée par la rapidité de l'avance ennemie et surtout la rupture des communications avec l'Est ; l'armée française, atteinte à la fois dans sa suprématie morale et dans sa liberté d'action, risque de perdre confiance ; comme aux plus mauvais jours de 1914, il faut prévoir la retraite générale, quitte à ne l'ordonner qu'à la dernière extrémité. Pétain envisage à la fois le pire et les moyens de préparer un rétablissement analogue à celui de la première victoire de la Marne. Il prescrit au général de Castelnau d'étudier « l'abandon de la guerre de positions », la possibilité d'un repli en liaison avec les armées du Nord et du Centre. Castelnau répond en montrant qu'il n'a plus une seule division en réserve et qu'en cas d'attaque sur son front, il ne lui resterait d'autre ressource que de regrouper ses armées et de manœuvrer en retraite. Le péril est donc encore plus grand qu'on ne l'envisageait à l'arrière, où la présence de nombreuses unités américaines entretenait l'idée de notre supériorité numérique, et où l'avance allemande était ramenée aux proportions d'une surprise sans lendemain.

Le 31, la 5e armée, loin de contre-attaquer, peut à peine résister sur place. La 6e se heurte à une attaque de même force et n'obtient qu'un effet de neutralisation. Pendant toute la journée nous reculons sans répit entre la forêt de Villers-Cotterets et la Marne. Mais il semble que l'effort de l'ennemi tende à se retrécir; il n'essaie pas sérieusement de passer la Marne et s'oriente de plus en plus vers Paris. Dans ces conditions Pétain sacrifie délibérément Reims; il refuse tout renfort à la 5e armée, concentre sept divisions fraîches à 20 kilomètres en arrière du front, de la Ferté-sous-Jouarre à Compiègne, par Villers-Cotterets et prescrit l'organisation d'une ligne de défense destinée à couvrir Paris et à recueillir, le cas échéant, la 6e armée en retraite. En arrière, il masse les troupes que Foch envoie du Nord. Ces troupes-là ne s'engageront que sur son ordre et à la dernière extrémité. Cependant, il ne néglige rien pour retarder l'avance allemande : la 10e armée s'intercale entre la 6e et la 3e, de Villers-Cotterets à l'ouest de Soissons; les renforts, mis en mouvement dès le 28 et déjà affectés à ces diverses armées, continuent à leur arriver.

Aussi, le 1er juin, l'ennemi ne gagne du terrain qu'entre la lisière sud de la forêt de Villers-Cotterets et la Marne ; il s'empare de Château-Thierry et semble sur le point d'entrer à la Ferté-Milon. Partout ailleurs ses progrès sont

insignifiants et très coûteux. On sent que les divisions du Kronprinz sont à bout de souffle ; l'artillerie lourde est restée loin en arrière ; les munitions vont bientôt manquer : les troupes réservées ont été successivement engagées dans la bataille.

Le 2, une accalmie soudaine se fait sur tout le front de la 5e armée, sur la Marne, et sur l'Aisne, bref sur les trois faces du rectangle dessiné par le front. Dans l'angle sud-ouest seulement, vers Château-Thierry, la lutte se poursuit. Sur ce front limité, Pétain jette encore une division, qui suffit à enrayer l'attaque. Le lendemain, c'est entre l'Aisne et la forêt de Villers-Cotterets, que des divisions fraîches allemandes cherchent à se frayer passage ; elles sont péniblement contenues. Mais ces efforts décousus et comme convulsifs marquent plutôt les derniers soubresauts de l'offensive que sa prochaine recrudescence. Tous les renseignements concordent d'ailleurs pour faire croire que l'attaque allemande va s'arrêter entre la Marne et l'Oise avant de recommencer ailleurs, probablement entre Noyon et Montdidier.

Section photographique de l'Armée

EPERNAY : VUE DE LA RUE JEAN MOËT, LE BUREAU CENTRAL DES POSTES BOMBARDÉ

Il était temps ; Foch persistait à faire confiance à l'armée française, pourtant terriblement atteinte. Sans doute il avait rendu à Pétain une partie des forces françaises (10e armée et D. A. N.) jusque-là retenues sur le front anglais, mais il déclarait ne pouvoir toucher aux réserves anglaises ; il se borne à demander à Haig, le 4 juin, de « prévoir et préparer » leur transport ainsi que la diminution de la densité d'occupation du front britannique. On sent qu'il est toujours hypnotisé par l'idée fixe d'une attaque allemande sur Boulogne. Par ailleurs, il se contente de prescrire la défense « à tout prix » de la direction la plus dangereuse, celle de Paris. Il a recommandé à Pétain de ne pas gaspiller ses troupes, de relever l'énergie de ses généraux, de prendre les sanctions nécessaires ; il lui laisse l'initiative et la responsabilité de raccourcir le cas échéant le front du G. A. E. tout en dégageant soigneusement la sienne, par ces mots : « Ne jamais céder volontairement de terrain à l'ennemi. » Bref, il n'apporte guère à son subordonné que l'appoint d'une énergie verbale et purement négative. Il a sans doute ses raisons, mais il ne veut — ou ne peut — pas les divulguer.

A la même date du 4, Pétain lui expose clairement la situation et prend, avec un rare courage, ses responsabilités de chef de l'armée française. La bataille a nécessité jusque-là l'intervention de 35 divisions d'infanterie françaises, des deux corps de cavalerie, de 5 divisions britanniques et 2 divisions américaines ; la majeure partie de ces troupes sont usées, elles ne peuvent servir qu'à relever les divisions encore en ligne dans des secteurs calmes. Mais cette opération demande 15 ou 20 jours. En attendant, il n'y a plus en réserve que 7 divisions fraîches et 4 divisions fatiguées. On ne peut espérer, jusqu'au 8 juin, récupérer que 3 autres divisions fraîches et 2 divisions fatiguées. L'ennemi dispose, par contre, d'une quarantaine de divisions fraîches. S'il les lance sans perdre de temps sur Paris, il peut espérer percer. Dans ces conditions, il est indispensable de constituer deux masses alliées, l'une entre Beauvais et l'Oise, l'autre au sud d'Epernay. On y parviendra en réduisant à l'extrême la densité des fronts

français *et britannique* et en y utilisant les divisions américaines à l'instruction, encadrées par nos divisions fatiguées. En cas de poussée sur les ailes, l'armée anglaise reculerait, s'il le fallait, jusqu'à la Somme, abandonnant le Pas-de-Calais et les ports ; le Groupe d'Armées Castelnau retraiterait sur les grandes coupures du terrain. L'essentiel est de couvrir Paris, de préparer une puissante contre-attaque et (Pétain ne le dit pas, mais c'est le fond de sa pensée) de permettre aux Américains d'arriver.

Par bonheur, Ludendorff poursuit avec une méthode implacable l'exécution d'un plan combiné trop longtemps à l'avance. Au lieu de lancer toutes ses forces, sans perdre une heure, dans une bataille générale qui nous aurait vraisemblablement amenés à sacrifier, comme le prévoyait Pétain, une étendue de terrain considérable, il se borne à mettre à exécution la troisième phase de son programme, qui prévoyait, nous l'avons vu, une attaque entre Montdidier et Noyon, destinée à faire sauter le saillant de Compiègne. L'armée von Hutier accélère ses préparatifs avec une hâte telle qu'elle ne peut observer toutes les précautions nécessaires.

Section photographique de l'Armée

BOMBARDEMENT DE PARIS PAR AVIONS ALLEMANDS, RUE DE MÉZIÈRES, MARS 1918

Aussi, dès le début de juin, et avant même que le front de la Marne se soit stabilisé, notre 3e armée (général Humbert) sait qu'elle sera attaquée à bref délai. Pétain la presse de prendre ses mesures en conséquence, c'est-à-dire de mettre en application la tactique défensive qu'il préconise, jusqu'ici inutilement : échelonnement en profondeur, retrait de l'artillerie et de la majeure partie des troupes sur la deuxième position. En même temps, il s'apprête à la soutenir avec ses dernières réserves. Mais ces préparatifs doivent prendre quelque temps, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de modifier tout le plan de défense. Ce temps, Ludendorff va nous le donner, bien à son corps défendant. Il lui faut, en effet, transporter à l'ouest de l'Oise son artillerie, car il n'en a pas assez pour alimenter à la fois deux offensives. Ce n'est que le 9 juin que von Hutier pourra être prêt. Les quelques jours qui s'écoulent ainsi, depuis l'arrêt des opérations entre Aisne et Marne jusqu'au rebondissement de l'action de Noyon à Montdidier, nous permettent de préparer une « mise en garde » relativement efficace ; ce n'est en effet que le 8 que le nouveau dispositif de défense de l'armée Humbert sera réalisé, d'ailleurs assez imparfaitement.

Le 9 au matin, von Hutier attaque avec 13 divisions sur un front de 18 kilomètres de Noyon à la vallée de l'Avre. Dès le début, l'offensive s'avère moins puissante que les précédentes. Les divisions du général Humbert les plus défavorisées ne combattent guère à plus de trois contre un. De plus, notre contre-préparation, entamée de bonne heure, sur la foi de renseignements certains, gêne considérablement le débouché de l'assaut. Sur les deux tiers du front d'attaque, l'ennemi ne marque, dans la première journée, que des progrès insignifiants. Pourtant, deux divisions françaises, qui n'avaient pu appliquer intégralement les prescriptions du généralissime, s'engagent une fois de plus sur leur première ligne de défense. Cette faute, qui sera la dernière, entraîne, comme toujours, l'écrasement presque instantané de ces

troupes : dès 11 heures, dans ce secteur, les Allemands ont pris pied sur nos deuxièmes positions et progressé de 6 kilomètres sur un front de 12. A leur gauche, nos cuirassiers à pied luttent héroïquement sur le Plémont; mais ils sont tournés et contraints en fin de journée de se replier sur le nouvel alignement. Au total l'ennemi a réussi à faire brèche, mais sur un front étroit. Nos réserves sont cette fois-ci à pied d'œuvre et interviennent dès le lendemain.

Le 10, notre résistance prend un caractère de violence croissante, qui contraste heureusement avec l'allure des précédentes batailles. Von Hutier pousse à fond, du nord au sud, dans la direction de Compiègne et essaie, d'autre part, d'élargir la rupture. Il échoue dans la direction de Montdidier, mais réussit à rejeter sur la rive est de l'Oise notre division d'aile droite, élargissant ainsi la brèche d'une douzaine de kilomètres. Compiègne est donc menacée à la fois par la vallée de l'Oise et par la route d'Abbeville : dans ces deux directions les avant-gardes ennemies ne sont, en fin de journée, qu'à 10 kilomètres de la ville. Il faut soit se résigner à l'abandonner, soit s'efforcer de la dégager.

Le général Fayolle, commandant le G. A. R., entièrement approuvé par Pétain, opte pour ce dernier parti. Cependant que le général Humbert continuera à défendre pied à pied le terrain, le général Mangin, qui commande le 9e corps à la 1re armée, prendra la direction d'un groupement de 5 divisions fraîches, les dernières qui restent, et contre-attaquera sur la face ouest de la « poche » creusée vers Compiègne. La décision est prise dans la journée du 10. Au prix d'une improvisation sans précédent et de fatigues inouïes, les troupes sont concentrées en douze heures dans la zone prévue ; les chars d'assaut, malgré des difficultés considérables, réussissent à les rejoindre. Mangin donne ses ordres dans la soirée du 10, sans état-major, sur de simples cartes au 50.000e. Il ne saurait être question de préparation d'artillerie : on déclenchera le lendemain en plein jour, à dix heures, quatre divisions de front, l'autre en arrière. Objectif : l'ennemi, où on le rencontrera. Mission : le bousculer, le battre et pousser de l'avant le plus loin possible. De fait, le lendemain à l'heure prescrite, bataillons, batteries et chars se déploient en terrain libre, tombant en plein dans le flanc du dispositif ennemi. Sans doute, ils ne peuvent percer; la 48e division, la plus favorisée, ne gagne guère plus de trois kilomètres et nos prises se bornent à 10 canons et un millier de prisonniers. Mais nous avons rappelé sur ce point les réserves que von Hutier destinait à la progression de son attaque. L'ennemi se met sur la défensive. Compiègne est sauvée. Le haut commandement allemand, ignorant la situation exacte de l'armée française, considère que la puissance de la contre-attaque Mangin est l'indice d'une « forte concentration de troupes ennemies ». Pour « éviter les pertes «, Ludendorff se résout à arrêter, dès le 11, l'attaque de la XVIIIe armée. Le 12, il tente un second effort sur la forêt de Villers-Cotterets, mais n'obtient que des succès partiels. Le saillant de Compiègne a résisté. L'échec stratégique du plan élaboré en mai est indéniable. Mais ce plan lui-même n'était destiné qu'à poursuivre, nous l'avons vu, la reprise des opérations dans les Flandres. A ce point de vue, le but était atteint puisque les dernières réserves françaises étaient épuisées et que Pétain commençait à réclamer le secours sur son front des réserves britanniques.

## LA VIE A PARIS DURANT LES OFFENSIVES ALLEMANDES

Après les visites des Taubes (août-septembre 1914), à plusieurs reprises des avions et des zeppelins étaient venus jeter des bombes sur Paris. Le 29 janvier 1916, en particulier, les projectiles lancés par un zeppelin avaient fait 56 victimes.

L'année 1917 avait été fort calme pourtant. Mais, à la veille de leur grande attaque, les Allemands entreprirent une série de raids aériens destinés à démoraliser Paris. Ils disposaient désormais d'aéronefs de grande puissance, les Gothas capables d'emporter des bombes-torpilles d'un poids de 300 kilogs. Dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918, une première expédition causa la mort de 61 personnes (les blessés furent au nombre de 198). Les organisations de défense contre aéronefs (D. C. A.), surprises, n'avaient pas gêné beaucoup l'action de l'aviation ennemie. Les 8-9 mars, nouveau raid. Il y a 18 morts et 41 blessés ; le 11 mars, 103 morts, 101 blessés,

Mais ces deux fois la défense fut plus sérieuse. et des appareils allemands furent abattus les 8-9 mars. Toute une série de dispositions — nouvelles ou remises en vigueur — furent adoptées pour donner, en cas de menace, l'alerte aux Parisiens : 27 puissantes sirènes électriques servirent à annoncer l'approche de l'ennemi; la berloque, sonnée par des clairons montés sur les automobiles du corps des pompiers, indiqua la fin de l'alarme. L'éclairage des voies parisiennes fut réduit au strict minimum. Des « abris » publics furent signalés, et une partie de la population prit l'habitude, l'alerte donnée, de descendre dans les caves. En avril, en mai, en juin, les Gothas revinrent encore, mais le nombre de leurs victimes fut désormais bien moins considérable. Il n'y eut, en ces trois mois, que 42 morts et 142 blessés. Un dernier raid, le 15 septembre, fit 37 victimes.

Les « Berthas » allaient se montrer plus redoutables.

Le 23 mars, deux jours après le début de l'offensive allemande, à 7 h. 20 du matin, un engin de nature inconnue éclatait, quai de Seine, en face du nº 6. Dès lors, de vingt minutes en vingt minutes, régulièrement, une détonation à bruit très métallique, analogue à celle d'un fort 75, retentit dans Paris : en un jour, 18 projectiles tombèrent ainsi dans la ville et 4 en banlieue, tuant 15 personnes, en blessant 36.

Il ne pouvait s'agir de bombes lancées par des avions planant à une très grande hauteur. Il fallut reconnaître que Paris était soumis au bombardement de pièces à très longue portée, puisque les lignes allemandes les plus rapprochées se trouvaient à 100 kilomètres des tours de Notre-Dame. Les 24 et 25 mars, le tir continua; après trois jours d'interruption il reprit le 29 et se poursuivit assez régulièrement jusqu'au 1er mai. L'unique obus tombé à Paris le 29 mars atteignit l'église Saint-Gervais, pendant la cérémonie du Vendredi-Saint. Une partie de la toiture de pierre s'effondra; il y eut 156 victimes dont 88 tuées sur le coup. Dans l'ensemble, du 23 mars au 1er mai, il y eut 163 morts et 375 blessés.

Section photographique de l'Armée

PARIS : BOMBARDEMENT PAR AVIONS : AOUT 1918
IMMEUBLE 14, RUE DE RIVOLI

Chacune des offensives allemandes devait coïncider avec une reprise du bombardement. Du 27 mai au 11 juin, Paris et sa banlieue reçurent encore 83 obus, qui firent 117 victimes, puis les 15 et 16 juillet, 14 obus (9 morts, 17 blessés), enfin, lors de la bataille du Santerre, du 5 au 9 août, 64 obus qui tuèrent 51 personnes et en blessèrent 149.

Il semble bien que les pièces employées pour tirer sur Paris furent des canons de 381 m/m transformés, d'une longueur totale de 37 mètres et d'un poids de 140 tonnes. La vitesse initiale des projectiles — des obus de 210 ou 240 m/m pesant plus de 400 kilogrammes — était de 1.600 mètres à la seconde ; tirés sous un angle de 50 à 55 degrés ils atteignaient rapidement les couches raréfiées de l'atmosphère dans lesquelles la résistance de l'air est faible, d'où une augmentation considérable de la portée. L'angle de chute sous lequel ils arrivaient à Paris dépassait 60 degrés; leur vitesse étant alors encore supérieure à celle de la propagation du son, aucun sifflement n'annonçait leur approche, et ils éclataient à l'improviste. Chaque pièce ne pouvait tirer que 50 coups environ. Du 23 mars au 11 juin, les Allemands dispo-

sèrent de trois canons — les grosses « Berthas » des Parisiens — installés sur le versant oriental du Mont-de-Joie, au nord de Crépy-en-Laonnais. Leur ligne de tir, «l'axe,» fut donc dirigé du nord-est au sud-ouest. A partir du 15 juillet, le bombardement s'effectua au moyen d'une pièce unique placée dans les bois de Corbie, près de Beaumont en-Beine, au sud de Ham. L' « axe » prit alors la direction nord-sud.

Les raids des Gothas n'avaient produit que des modifications tout extérieures dans la vie de Paris. L'action des Berthas, coïncidant avec les offensives allemandes, entraîna des transformations plus graves et faillit avoir des conséquences politiques. Comme en 1914, une partie importante de la population quitta progressivement la ville. Les théâtres, qui, à la fin de 1917, avaient retrouvé leur activité d'avant-guerre, fermèrent presque tous leurs portes. Après quelques jours d'émotion violente et d'énervement durant la dernière semaine de mars, l'équilibre moral se rétablit, en avril et mai, et avec lui, non pas seulement la confiance, mais la volonté de ne songer qu'à l'issue malgré tout prochaine et heureuse de la guerre : à la victoire. D'ailleurs, seul le front anglais avait été rompu ; l'amour-propre national était sauf.

Le gouvernement fut peut-être plus inquiet que l'opinion. M. Clemenceau parla de transporter, non plus à Bordeaux cette fois, mais à Tours les pouvoirs publics. Mais le Président de la République s'opposa vivement à un nouveau départ, et le président du Conseil ne persévéra pas dans son dessein. On prépara seulement, après le 27 mai, le transfert éventuel des divers ministères en province, en cas de nouvelle avance ennemie. Ils ne devaient plus d'ailleurs être tous réunis en une cité unique, mais dispersés en plusieurs villes du Centre et du Midi.

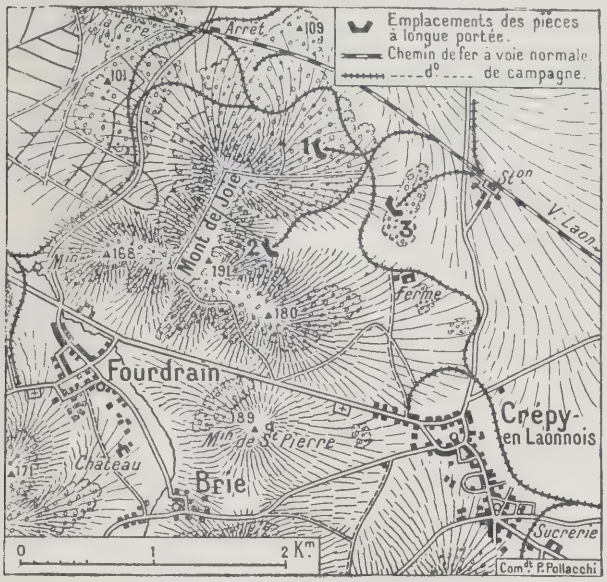
Comme il était naturel, l'affaire du Chemin-des-Dames surprit et inquiéta particulièrement l'opinion. Cette fois, les vaincus étaient des Français. Depuis Verdun nos soldats n'avaient jamais reculé. Que s'était-il passé, quelles défaillances expliquaient le désastre? On ne comprenait pas. Les grands chefs, Foch et Pétain, avaient-ils mérité l'absolue confiance qui leur avait été accordée? Question dramatique, que, comme le public, se posa aussi le Parlement.

Depuis la grande attaque allemande, les Chambres avaient espacé leurs séances, afin de laisser au gouvernement une pleine liberté. Comme en 1915, les ministres se contentaient de répondre aux questionnaires des Commissions. Les adversaires du ministère Clemenceau proclamaient qu'ils n'entendaient pas mettre à profit les difficultés de la situation pour attaquer le gouvernement. Quarante et un députés socialistes publiaient un manifeste. On y dénonçait la « trahison de la sociale démocratie allemande », qui, en sa majorité, avait applaudi aux victoires remportées sur la Somme et réclamait, à l'Ouest aussi, une paix allemande. En même temps, la C. G. T. (non seulement M. Jouhaux, mais un extrémiste comme M. Merrheim) s'employait à mettre fin aux grèves qui venaient d'éclater dans le bassin industriel de Saint-Étienne.

Pourtant, au lendemain du 27 mai, pendant que la Commission de l'armée entreprenait une enquête confiée à Abel Ferry, des demandes d'interpellations furent déposées à la Chambre. Toutes invitaient le gouvernement à s'expliquer, à rassurer l'assemblée, en annonçant les sanctions prises, contre les chefs les plus hauts placés, s'il le fallait.

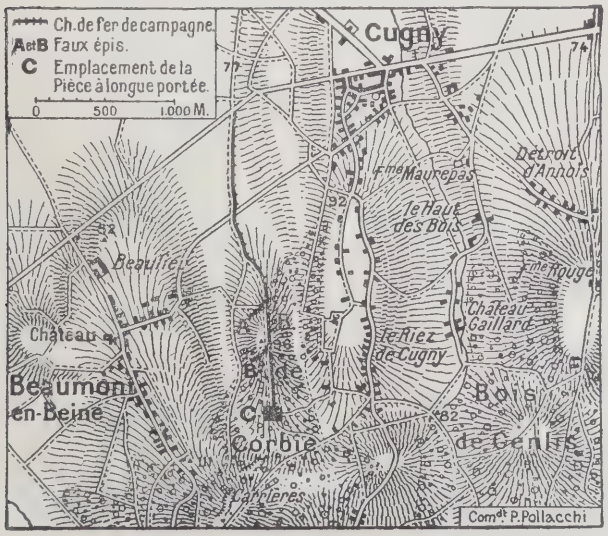
Le débat s'engagea le 4 juin. M. Clemenceau réclama l'ajournement de la discussion. Même en Comité secret, il ne pourrait parler d'opérations militaires en cours. Interrompu par quelques socialistes, mal soutenu par l'ensemble de la Chambre, le président du Conseil descendit de la tribune. M. Cachin, au nom des socialistes, rappela alors qu'en interpellant, lui et ses amis ne poursuivaient aucune arrière pensée politique ; il souhaitait seulement, par sentiment patriotique, que le gouvernement, quand celui-ci le jugerait bon, fournît des éclaircissements.

M. Clemenceau reprit donc la parole et prononça le plus émouvant discours de sa carrière. Nerveuse, inquiète, la Chambre, sans oser manifester nettement son sentiment, voulait trouver au désastre un responsable. Elle eût applaudi à la destitution de Foch ou de Pétain. Mais, sûr que les deux chefs n'étaient point coupables, le président du Conseil refusa de les frapper : « Si nous devions, déclara-t-il, susciter dans l'esprit des soldats des doutes sur certains de leurs chefs et peut-être des meilleurs, ce serait un crime dont je ne prendrais pas la responsabilité... Nos hommes sont engagés dans la bataille, une bataille terrible. Ils se sont battus un contre cinq, sans dormir pendant trois



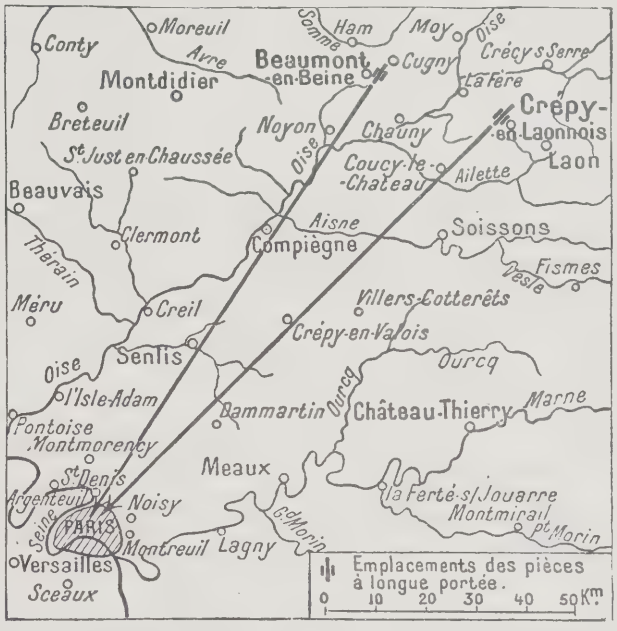

BOMBARDEMENT DU 23 MARS AU 11 JUIN 1918

et quatre jours. Ces soldats, ces grands soldats, ont des chefs, de bons chefs, de grands chefs, des chefs dignes d'eux en tous points. » Des interruptions vives l'amenèrent à répéter ces louanges, à célébrer Foch et Pétain, engagés dans la bataille la plus dure de la guerre. « Et c'est nous qui, pour une faute qui se sera produite, avant de rien savoir, demanderions des explications, exigerions au cours de la bataille d'un homme épuisé de fatigue et dont la tête tombe sur sa carte, comme je l'ai vu à des heures terribles, c'est à cet homme que nous viendrions demander des explications pour savoir si, à tel ou tel jour, il a fait telle ou




BOMBARDEMENT DU 15 JUILLET AU 9 AOUT 1918

telle chose! Chassez-moi de la tribune, si c'est cela que vous demandez, car je ne le ferai pas. » Il réclama un vote de confiance: « Nous ne consentirons qu'à une paix de victoire. La victoire dépend de nous, à condition que les pouvoirs civils s'élèvent à la hauteur de leur devoir, parce qu'il n'y a pas besoin de faire cette recommandation aux soldats. Renvoyez-moi d'ici, si j'ai été un mauvais serviteur. Chassez-moi, condamnez-moi, mais prenez pour cela la peine de formuler au moins des critiques. Quant à moi, je prétends que le peuple français jusqu'ici a fait dans toutes ses parties le plein de son devoir. Ceux qui sont tom-




EMPLACEMENT DES PIECES A LONGUE PORTÉE PAR RAPPORT A PARIS

bés ne sont pas tombés en vain, puisqu'ils ont trouvé moyen de grandir l'histoire française. Il reste aux vivants à parachever l'œuvre magnifique des morts. » M. Clemenceau fut acclamé et, par 377 voix contre 110, l'ajournement qu'il demandait fut voté.

La Chambre, comme la nation, attendit dès lors dans le calme les nouveaux assauts de l'ennemi.

## LES FORCES EN PRESENCE

Vers le milieu de juin, un calme inattendu s'étend sur tout le front de bataille, depuis la Montagne de Reims, où l'ennemi après ses échecs

devant Bligny (6 juin) et autour de la ville (18 juin) commence à s'organiser défensivement, jusqu'à Amiens, où l'attaque qu'appréhendait le général Debeney ne se produit pas, en passant par les rives de la Marne et les trois faces du saillant de Compiègne, sur lesquelles s'éteignent les derniers combats des 6e, 10e et 3e armées. Or, à cette date, le général Pétain ne dispose plus que *d'une seule division* (33e D. I.) en état de faire figure de réserve ; le Groupe d'Armées du Nord en a encore une (45e) et le Groupe d'Armées de Réserve trois (67e, 121e, 153e). Tout le reste de l'armée française est en secteur, à la bataille, ou dans un état d'usure complet. On ne peut espérer que cette situation se modifiera avant le 18 juin au plus tôt, et elle ne sera réellement améliorée qu'après le 30. D'ici là, les réserves britanniques sont les seules sur lesquelles nous puissions faire fonds, et nous avons vu qu'elles sont toujours disposées au nord de la Somme. Or Ludendorff possède encore, entre la mer et la Somme, 35 à 40 divisions réservées (dont 30 environ reconstituées ou fraîches), entre la Somme et la frontière suisse, 10 à 12 divisions (dont 6 inaptes à la bataille). Qu'il prenne l'initiative d'une attaque générale, qu'il décide de jouer son va-tout et de lancer tout son monde sur Calais, Amiens, Paris ou Châlons, et nous serons réduits, à moins d'un hasard heureux, à cette retraite pied à pied dont le commandement français envisage la possibilité depuis une quinzaine de jours.

Or, du 18 juin au 15 juillet, Ludendorff reste inactif, laissant passer l'occasion unique. Il ne pousse plus sur Paris et n'entreprend pas davantage l'attaque prévue dans les Flandres. Sur les motifs de cette inaction, nous en sommes encore réduits à des hypothèses. La plus probable est que le commandement allemand ne connaissait pas la gravité de notre situation et ne sentit pas que le fameux « dernier quart d'heure », celui qui décide de la victoire ou de la défaite, était arrivé. Il s'en laissa imposer par l'appareil redoutable du front britannique, pourvu d'une artillerie formidable, par la ténacité irréductible des troupes françaises et par le chiffre croissant des débarquements américains. Coïncidence curieuse : au moment même où Foch, redoutant une attaque sur l'armée anglaise, demande à Pétain, qui proteste, de renforcer le Détachement d'Armée du Nord et de prévoir le transport de troupes françaises vers Arras, Ludendorff doit résister aux doléances du Kronprinz de Bavière, qui appréhende une attaque et dénonce la supériorité écrasante de l'artillerie anglaise. Il est vrai qu'une épidémie de grippe sévit dans ce Groupe d'Armées : les effectifs allemands, déjà fortement diminués par les batailles précédentes et les difficultés de la défense dans les saillants d'Amiens et de la Lys, sont décimés par la maladie. N'oublions pas non plus que Ludendorff n'a pas assez d'artillerie pour engager deux offensives simultanées et qu'il lui faut du temps pour monter ses attaques. Enfin ses principes lui interdisent de s'engager dans une bataille d'usure ; il se fait une gloire de conduire ses offensives « économiquement » et d'arrêter les frais dès qu'il sent que la résistance adverse s'affirme. L'idée fondamentale de toutes ses opérations est d'attaquer « *du fort au faible* » ; il lui faut par conséquent déplacer sans cesse troupes et matériel. Or les considérations dynastiques et la persistance du particularisme bavarois l'obligent à certains ménagements vis à vis des deux princes héritiers qui commandent ses Groupes d'Armées. On ne peut leur demander de sacrifier leur prestige personnel à la gloire de leur voisin et de se démunir à son profit. D'où la nécessité de marquer un temps d'arrêt entre chaque phase de la bataille. Les armées alliées, à partir d'août, sauront au contraire s'affranchir de cette nécessité ; elles sacrifieront la méthode et la puissance à la vitesse. Il est certain que, si Ludendorff avait su rejeter en juin le lourd appareil de sa doctrine offensive, communiquer à ses subordonnés cette ardeur qui remplace, à certaines heures, les moyens matériels et triomphe de toutes les difficultés, il aurait peut-être gagné la guerre. Mais ni son génie, ni celui de sa race ne se prêtaient à cette improvisation. Il se décida pour la solution la plus prudente: attendre. Attendre que la grippe soit passée, que les renforts venus d'Allemagne soient arrivés, que les préparatifs soient terminés, que la masse des réserves se soit accrue, bref que tous les atouts soient dans sa main. A ne vouloir jouer qu'à coup sûr, on risque de ne pas gagner grand'chose. En fait, le répit d'un mois qui nous fut alors accordé décida de l'issue de la guerre. A partir du 15 juin, l'un des plateaux de la balance commence à remonter insensiblement, tandis que l'autre s'enfonce peu à peu. Le 15 juillet, l'équilibre sera rétabli ; il sera rompu en notre faveur le 8 août.

Photo Rol

LE ROI DE WURTEMBERG VISITE LE KRONPRINZ

Nous aurons, en effet, dès juillet, réalisé la plus grande partie du programme d'armement élaboré en 1917 (voir chapitre XII) et devancé sur certains points les prévisions. Toutes nos divisions seront dotées d'un 2e régiment d'artillerie de campagne, 9 sur 10 auront reçu leur groupe de 155 court. Nos corps d'armée disposeront chacun d'un groupe de 155 long et d'un ou deux groupes de 105 ou de 120 long, au total 33 groupes de 105, 12 groupes de 120, 30 groupes de 155 long, chacun à 3 batteries de 4 pièces, soit environ 900 bouches à feu supplémentaires. L'artillerie d'armée et la réserve générale d'artillerie se sont accrues de 27 régiments de 75 portés sur camions (environ 900 canons), de 45 groupes de 155 court, 15 groupes de 105, 23 groupes de 155 long, dont la plupart sont du dernier modèle. 10 régiments d'artillerie à tracteurs sont constitués, armés soit de 155 G. P. F., soit de 155 long ancien modèle. Enfin l'artillerie lourde à grande puissance (pièces sur rails) compte 327 matériels et l'artillerie de tranchée s'est accrue de 160 batteries de gros mortiers. Nous sommes donc assurés déjà d'une supériorité de feux considérable. Les munitions sont en nombre suffisant et nos obus à l'ypérite commencent à sortir en mai.

Les autres armes se sont développées dans des proportions analogues : l'aviation n'est pas loin de réaliser le programme dit des 4.000, et compte, en dépit de ses pertes, au 1er août, 3.000 avions de combat, d'observation et de bombardement. Les chars d'assauts, après quelques déboires, se sont accrus en nombre et en mobilité ; on possède 4 groupements de chars moyens Schneider, 4 groupements de chars lourds Saint-Chamond, enfin et surtout 3 régiments de chars légers Renault, qui, définitivement mis au point après de multiples tâtonnements, constituent un engin d'accompagnement de premier ordre. Ces unités seront groupées, à partir du 5 juillet, en 3 brigades. Leur emploi est réglé depuis le mois d'avril par une note spéciale. Toutes les divisions d'infanterie profiteront de leurs courts passages à l'arrière pour manœuvrer avec les chars.

Section photographique de l'Armée

ROUTE DE Ste-MENEHOULD ; SOLDATS DU GÉNIE ITALIEN CONSTRUISANT UNE VOIE FERRÉE

Le seul point noir de ce tableau, c'est la diminution croissante de nos ressources en hommes. L'infanterie française souffre cruellement et voit diminuer de jour en jour ses effectifs. Pourtant, grâce à des prodiges d'ingéniosité, grâce à l'emploi intensif des contingents coloniaux, Pétain a pu réussir à entretenir sur pied 94 divisions à neuf bataillons (3 R. I.), 6 à 8 bataillons (2 R. I. et 2 bataillons de chasseurs), 3 divisions à 12 bataillons (4 R. I.), au total 105 divisions plus 6 divisions de cavalerie. Il est vrai que l'effectif des bataillons baisse continuellement et reste sensiblement inférieur à celui des unités allemandes. Mais, fait essentiel, l'effort des Etats-Unis s'est développé au cours des premiers mois de 1918, sous la pression des événements et des demandes réitérées du commandement français. On peut espérer que les innombrables recrues déjà instruites en Amérique, et qui se montaient à 1.325.000 hommes au 1er janvier 1918, arriveront à temps pour compenser nos propres pertes. Un accord conclu entre le Président Wilson et l'ambassadeur d'Angleterre affectait pour 1918 tout le tonnage disponible américain et britannique au transport exclusif d'infanterie et de mitrailleurs. On avait transporté une moyenne de 24.000 hommes par mois, de juillet à décembre 1917; ce chiffre s'étire à 50.000 en janvier, 34.000 en février, 64.001 en mars, 93.000 en avril. C'était encore insuffisant: Foch réclame un minimum mensuel de 120.000. Les conventions passées, les 24 avril et 3 mai, entre Lord Milner et le général Pershing fixent les chiffres suivants : 225.000 en mai, 230.000 en juin, 245.000 en juillet. Ils seront en réalité dépassés et atteindront respectivement 244.000, 278.000 et 308.000. Forts de ces premiers résultats, les Alliés prévoient pour 1919 la présence en France de *cent divisions* américaines à raison de 300.000 hommes par mois. Les nouvelles lois de recrutement américaines atteignent successivement les jeunes classes et étendent les limites de l'âge militaire. En septembre, 14 millions d'hommes se feront inscrire sur les listes des bureaux militaires et on prévoit que sur ce nombre plus de 2 millions seront appelés.

Ces ressources immenses, cette ardeur inlassable, justifient la tactique de temporisation du commandement français. Elles lui permettent d'envisager sans crainte l'avenir, sous une seule condition. C'est que le front allié tienne encore le temps suffisant. Mais, même à ce point de vue, l'effort américain nous permet d'être de plus en plus optimistes. Au fur et à mesure que le temps s'écoule, un plus grand nombre d'unités américaines participent au combat. En avril, en effet, il y a en France, 284.364 Américains, mais une division seulement apte à la bataille et 3 utilisables en secteurs calmes, plus quatre régiments noirs amalgamés dans nos divisions.

Vers le 1er juin, le chiffre total passe à 618.244 hommes dont 3 divisions de combat, 4 en secteur, et surtout 10 en cours d'instruction. Ces dix dernières divisions vont pouvoir dans quelques semaines entrer à leur tour en ligne ; ce sont 300.000 combattants nouveaux ! Le temps presse; dès le 3 juin on décide de les transporter d'urgence en Lorraine, où elles prendront la place de leurs aînées et seront groupées dans un secteur peu menacé, celui de Woëvre, appelé à devenir le théâtre des opérations du G. Q. G. américain. On voit toute l'importance du délai que l'ennemi nous laisse. Il permettra d'incorporer ces renforts sans compromettre leur instruction. De fait, vers le 10 juillet, c'est-à-dire au moment où s'ouvrira la nouvelle bataille, *les forces américaines constituent déjà une armée considérable :* 29 divisions, dont 8 aptes à l'offensive, 5 en secteur sur fronts calmes, 10 à l'instruction et presque prêtes à relever les précédentes, 4 en cours de transport, de débarquement ou de rassemblement, 2 divisions de dépôt, au total près de 900.000 hommes dont 600.000 combattants.

Par contraste, l'usure allemande commence à apparaître. Le matériel est insuffisant : il n'y a pas assez de batteries pour équiper à la fois deux secteurs offensifs ; on est obligé, en juin, de ramener de l'Est les dernières formations d'artillerie et de porter, par prélèvement sur la réserve de matériel, les batteries de campagne à 6 pièces ; l'industrie allemande, entièrement absorbée par le remplacement des camions autos et du matériel de chemin de fer, ne peut se lancer dans la construction intensive des tanks ; l'aviation reste inférieure à la nôtre. Fait plus grave, les hommes commencent à manquer : au début de mars, il y avait dans les dépôts environ 850.000 soldats disponibles ; ce chiffre tombe à 70.000 fin mai ; aussi commence-t-on dès cette date à récupérer des ouvriers d'usine, à limiter les fabrications de guerre et à appeler la classe 1920. Les opérations

du 27 mai au 15 juin entraînent encore la perte de 250.000 hommes. Le 18 juin, Hindenburg adresse au Chancelier d'Empire un appel pressant : « Les effectifs de l'intérieur ne suffisent plus, à beaucoup près, à combler les vides dans les troupes de campagne... Je me suis décidé depuis longtemps à diminuer au profit de l'infanterie l'effectif des troupes d'étapes et des formations techniques, et cela dans une mesure qui n'est presque plus supportable...Me voici obligé de revenir à mon ancien projet tendant à l'augmentation de service militaire. » Dans la réunion qui suivit, le représentant du G. Q. G. affirma que, faute de 200.000 hommes de plus, l'armée ne pouvait profiter des succès « étonnamment grands » remportés sur le front occidental. Il y a, à l'avant, des divisions qui n'ont que l'effectif d'un régiment normal ! Mais ces demandes se heurtent au scepticisme du ministre de la Guerre prussien, qui ne voit pas la situation si grave. On remet à la deuxième quinzaine de juillet la décision. Repris à Spa vers la fin du mois, les pourparlers entre le G. Q. G. et le Gouvernement ne donnèrent pas plus de résultats. Au 10 juillet, l'effectif des dépôts allemands ne comptera guère plus de 200.000 hommes; les premiers éléments de la classe 1920 devront être engagés dès août, au bout de trois mois d'instruction à peine. En août également, les Allemands en seront réduits à réincorporer un tiers de la classe 1900, à récupérer 10.000 hommes par mois sur les inaptes, à réduire la main-d'œuvre des fabrications les plus essentielles, à envoyer au front toutes leurs vieilles classes. Dès le mois de mai, il a fallu dissoudre des unités : 20 bataillons d'infanterie et 4 régiments de cavalerie. L'effectif des compagnies d'infanterie tombe de 120 hommes à 80.

Des symptômes de lassitude se manifestent : l' « offensive de paix » a échoué. Le 25 juin, von Kühlmann déclare à la tribune du Reichstag que « la guerre ne peut plus trouver de décision sur le champ de bataille. » Ces paroles imprudentes, les révélations du prince Lichnowsky sur la responsabilité de l'Allemagne dans les origines de la guerre, les campagnes socialistes atteignent au vif le moral des combattants. Ceux d'entre eux qui reviennent de Russie sont contaminés par la propagande bolcheviste et dégoûtés par le contraste entre les deux fronts. Les permissionnaires subissent l'influence déprimante du découragement intérieur. L'épidémie de grippe, une nourriture défectueuse, rendent la vie du troupier allemand de plus en plus insupportable. Des plaintes s'élèvent contre le corps des officiers, dont le moral a d'ailleurs singulièrement fléchi, et contre le luxe relatif des États-Majors et services d'arrière. « Fin juin et début de juillet, écrit Ludendorff, beaucoup de choses étaient encore invisibles, mais elles étaient en marche, silencieusement et irrésistiblement ».

L'isolement de l'Allemagne s'accentue. Lancée presque tout entière le 15 juin à l'assaut du front italien, l'armée autrichienne, qui visait la percée sur Bassano et sur Trévise, a dû, au bout de dix jours de bataille, réintégrer ses tranchées de départ avec de grandes pertes et dans un lamentable état moral. Le Parlement hongrois critique publiquement la politique de guerre allemande, et les tendances pacifiques de l'empereur Charles s'affirment de plus en plus. L'armée bulgare, fatiguée et travaillée par des dissentiments politiques, n'est pas sûre. Les Turcs se maintiennent péniblement sur la défensive, et la Russie en pleine anarchie demeure toujours un sujet de préoccupations.

Ludendorff n'avait pas cru devoir hasarder, après l'échec de la bataille du Matz, sa dernière mise. Mais la défensive présentait de tels inconvénients moraux que son parti fut vite pris. « Je craignais, dit-il, que l'armée n'eût plus de mal à supporter des combats défensifs qui permettraient mieux à l'ennemi de concentrer ses moyens puissants sur des champs de bataille choisis... La supériorité énorme de l'offensive au point de vue moral nous empêchait de renoncer volontairement à la poursuivre. Toutes les faiblesses de l'armée devaient ressortir dans la défensive d'une façon beaucoup plus grave. » Ajoutons que ce mouvement eût été l'aveu d'une infériorité du haut commandement. Après les espoirs qu'ils avaient entretenus, Hindenburg et son lieutenant ne pouvaient reculer sans compromettre leur situation personnelle. Il fallait courir le risque jusqu'au bout ! Mais ils ne se dissimulent pas que cette partie sera la dernière. En 1919, l'appoint américain assurera à l'Entente une telle supériorité qu'il faudra mettre bas les armes. La seule chance de salut consiste à accabler dans le plus bref délai possible la France et l'Angleterre et à amener l'une d'elles à une paix séparée.

On va donc tout mettre en œuvre pour donner

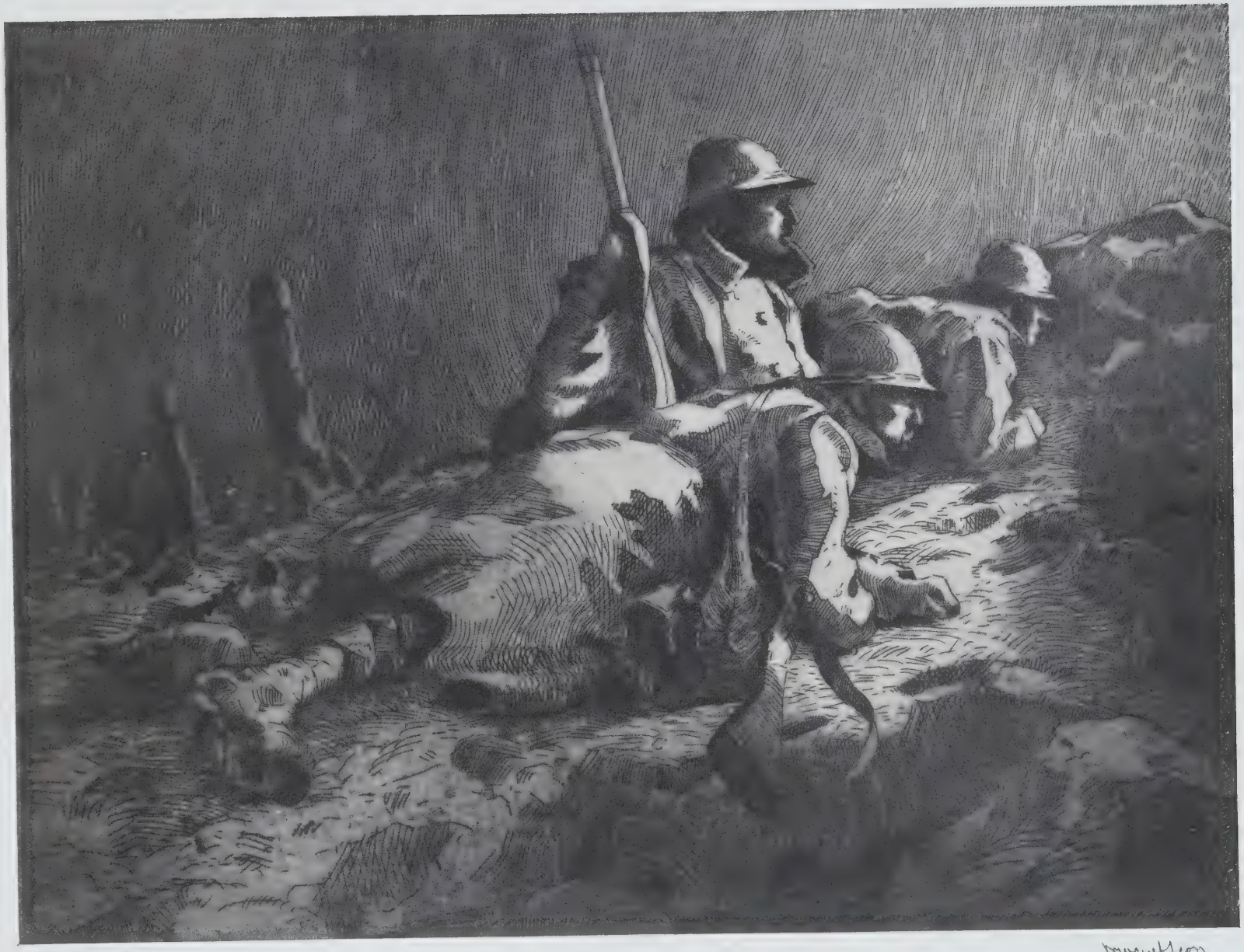
à la prochaine offensive le maximum de puissance et d'envergure. On espère, en quelques semaines, avoir reconstitué des réserves suffisantes. Celles du Kronprinz de Bavière sont intactes ; un peu de repos suffira à les remettre en bonne forme. Par contre, le Kronprinz allemand a employé les siennes ; on va les reconstituer par renforcement des unités et par prélèvement sur les deux ailes du front, Groupes d'Armées du duc de Würtemberg en Belgique et de von Gallwitz en Alsace-Lorraine. Petit à petit le chiffre des divisions réservées s'accroît à l'arrière du front allemand ; le 10 juillet il atteindra 78 divisions dont 65 fraîches ou reconstituées, réparties à peu près également entre le Kronprinz de Bavière et le Kronprinz allemand.

Pour des raisons dynastiques, il ne saurait être question de favoriser l'un au détriment de l'autre. Le plan élaboré en juin au G. Q. G. allemand va donc prévoir deux actions d'égale importance. La première aura pour but d'élargir vers l'est le saillant de Château-Thierry, dans lequel les troupes allemandes étouffent faute de voies de communications (la seule voie ferrée à grand rendement passe par Soissons, c'est-à-dire sous le feu de notre artillerie lourde). Elle sera menée par trois armées aux ordres du Kronprinz allemand : la VII^e^, passant la Marne, attaquera sur les deux rives du fleuve en direction d'Épernay ; les I^re^ et XIII^e^ attaqueront en Champagne, de Reims à l'Argonne, avec pour objectif Châlons et Sainte-Menehould. La convergence de ces attaques vers Épernay fera tomber les positions françaises autour de Reims (ce résultat doit être atteint en quarante-huit heures). Sur le front continu qui se formera ainsi au sud de la Marne, on poussera énergiquement de façon à couper les communications entre Verdun et Paris et à attirer sur ce secteur la masse des réserves alliées.

L'opération devait commencer le 12 juillet ; on comptait que ses progrès seraient suffisants à la fin du mois. Alors, profitant de l'affaiblissement des forces alliées dans les Flandres, le Kronprinz de Bavière, pourra attaquer dans les premiers jours d'août au nord de la Lys et atteindre rapidement la côte du Pas-de-Calais. On lui renverra à cet effet, dès le second jour de l'attaque, toute l'artillerie de rupture, les lance-mines et l'aviation qui auront servi à rompre le front de Champagne. On espérait ainsi réduire au minimum le décalage, fâcheux, mais inévitable, des deux offensives et pouvoir les lancer à quinze jours environ d'intervalle.

Il est curieux de constater que Ludendorff ne vise aucun résultat stratégique grandiose. En supposant que ses projets s'exécutent intégralement, la situation des armées alliées ne sera nullement désespérée ; l'attaque en Champagne peut obliger nos troupes de l'Est à retraiter sur la ligne Bar-le-Duc-Nancy ; mais la première victoire de la Marne a prouvé que le rétablissement était possible sur cette ligne et qu'un repli, même étendu, dans cette région ne compromettait aucune des nécessités vitales de la défense du territoire ; ce repli, nous avons vu d'ailleurs que Pétain et Castelnau le prévoyaient.

Quant à l'attaque des Flandres, en supposant qu'elle nous eût enlevé Calais et Dunkerque, elle nous laissait la possibilité de rétablir un front interallié sur la Somme, dans les conditions envisagées par le même Pétain dès le début de juin. Le plan allemand ne pouvait donc prétendre à l'anéantissement des armées alliées; il n'y a pas de Sedan en perspective; tout au plus un nouveau Caporetto. Ludendorff pouvait-il faire mieux? Il semble qu'il n'ait cherché qu'un succès tactique considérable, destiné à produire sur l'Entente une forte impression morale et à amener l'opinion à l'idée d'une paix de conciliation. Il avoue s'être décidé une fois de plus en considérant la faiblesse des effectifs français sur le champ de bataille qu'il avait choisi. L'ampleur des préparatifs et l'étendue du front d'attaque dissimulent en réalité la modestie des ambitions allemandes. Au fond, depuis l'entrée en ligne des masses américaines, les dirigeants du Reich sont convaincus, sans oser toujours se l'avouer, qu'ils ne peuvent plus espérer la victoire totale. Ils essaient, par un mélange curieux d'énergie réelle et de « bluff », d'intimider leur adversaire. A cette tactique désespérée la patience, la prudence et la ténacité nous permettent d'opposer des armes invincibles. L'homme qui incarne ces qualités, le général Pétain, fut donc le véritable vainqueur de la bataille défensive. L'impétuosité de Foch, amoureux du risque, impatient et volontiers casse-cou aurait plutôt servi les secrets desseins de l'ennemi, si ses subordonnés avaient pris ses ordres au pied de la lettre. L'entêtement de M. Clemenceau, qui refusa de sacrifier Pétain aux critiques de certains parlementaires, eut aussi sa part dans l'heureuse issue



Patrouille surprise par la fusée

*d'après l'eau-forte de Broquet Léon*

de la campagne ; c'était en effet le moment de se battre, selon le mot célèbre, « devant Paris, dans Paris, derrière Paris, » et d'opposer au colossal appareil d'intimidation des succès allemands une obstination intraitable. La confiance dans la supériorité croissante de nos forces nous permettait de céder sans faiblir et de supporter « avec le sourire » les défaites présentes en escomptant les victoires prochaines.

Pendant toute la fin de juin, une incertitude inquiétante plane sur les desseins de l'ennemi. Les préparatifs se poursuivent sur tous les points du front ; le nombre de divisions réservées s'accroît. Massées sur la frontière belge, à égale distance d'Arras, de Noyon et de Reims, elles peuvent se porter brusquement sur n'importe quel secteur. Cette attente anxieuse entraîne une certaine nervosité : les divergences de vues entre Haig, Pétain et Foch s'accusent. Le premier persiste à croire qu'il sera attaqué incessamment et se refuse à envisager un affaiblissement du front britannique ; le second invoque la dangereuse fragilité du front français, trop étendu, et demande qu'on lui rende la libre disposition de toutes ses forces ; Foch enfin, impatient de ressaisir l'initiative des opérations, ne rêve qu'offensives, et ses directives, extrêmement judicieuses en elles-mêmes, répondent mal en l'occurrence aux préoccupations de ses subordonnés. La trace de ces dissentiments apparaît dans la correspondance officielle des trois généraux, sans qu'on puisse préciser leur gravité.

Section photographique de l'Armée

BORDS DU CANAL DE L'AISNE

Les désaccords furent assez aigus cependant pour que Pétain crût devoir en appeler au ministre de la Guerre, et refuser même de transmettre certaine note de Foch sur la bataille défensive, qui allait à l'encontre de ses propres prescriptions. Le jeu secret de Foch, pressurant à l'extrême l'armée française pour encourager l'armée britannique, commence à devenir dangereux. Des confidences personnelles semblent indiquer que la présence au G. Q. G. du général Anthoine, comme major général, n'était pas pour arranger les choses et que l'amour-propre chatouilleux des états-majors aggravait sensiblement les discussions de principe qui séparaient les chefs.

Or, vers le début de juillet, une série de hasards heureux vont amener ceux-ci à une entente complète et définitive. Quelques changements de personnes (Buat remplace Anthoine), l'intervention de M. Clemenceau, des entrevues plus fréquentes et une méthode de correspondance plus complète facilitent le rapprochement des idées. Mais deux considérations générales sont surtout efficaces : d'une part, Foch se rallie à l'avis de Pétain au point de vue de l'organisation des réserves et se convertit brusquement à la nécessité d'aider l'armée française. Il y vient tout naturellement, dès que le voile qui couvrait jusque-là les intentions de l'ennemi se déchire, et que l'armée anglaise semble avoir retrouvé son ancienne vigueur. Le 1er juillet, partant de considérations purement logiques, il affirmait encore que le front menacé ne dépassait pas Château-Thierry et que Ludendorff ne pouvait viser que Paris ou Abbeville. Il prévoyait donc la concentration de la majeure partie des armées alliées sur l'Oise ou au nord de cette rivière, avec ce seul correctif qu'elles « iraient à la bataille, là où elle se livrera ». Mais dès le 6 juillet tout un ensemble de renseignement sérieux

nous révèlent que Ludendorff prépare un formidable effort en Champagne. Du 7 au 9, l'ennemi se départit tout à fait des précautions qu'il a observées jusqu'alors. Une circulation inaccoutumée se révèle sur tout le front d'attaque; des prisonniers, des déserteurs, des évadés français confirment et précisent ces indices. Enfin, dans les trois journées du 10 au 12, les derniers doutes se dissipent. Nous apprenons que l'attaque des Flandres est ajournée, que des renforts et de l'artillerie ont déjà glissé du nord au sud-est, que nous serons attaqués au plus tard le 15 juillet. Foch est désormais libre de toute inquiétude sur le front britannique; le 11, il abonde dans le sens de Pétain, approuve les mesures déjà prises, l'invite à grouper le maximum de forces dans la zone menacée et lui promet le concours des réserves de la zone anglaise. Parallèlement, il presse Douglas Haig de préparer cinq divisions britanniques, de les pousser vers le sud et, le cas échéant, d'engager une offensive de diversion sur la Lys en vue de soulager l'armée française. Il devient bientôt aussi exigeant à l'égard de Haig qu'il l'était jadis vis à vis de Pétain. Le 13, il prélèvera d'autorité huit divisions anglaises et en expédiera aussitôt quatre en arrière du front français.

Ce revirement complet dans les tendances du commandement interallié coïncide avec une conversion également prompte du général Pétain aux idées d'offensive. Désormais fixé sur les projets allemands, en possession d'effectifs suffisants et surtout rassuré sur l'avenir par l'attitude au feu des divisions américaines, Pétain estime que l'heure des Alliés a sonné. On lui prête ce propos : « Si à la fin de juin nous avons tenu, notre situation est excellente. En juillet nous pourrons reprendre le dessus; après, la victoire est à nous. » La fin de juin était arrivée et l'on tenait! Dès lors, Pétain, qui jusque-là « freinait » toutes les offensives, grandes mangeuses de divisions, va laisser aller ses états-major sur la pente où les entraîne l'ardeur de Foch. Assuré de pouvoir nourrir désormais ses armées avec ces divisions américaines, éminemment aptes à la lutte en terrain libre, il renonce à toutes les précautions destinées à économiser les effectifs. Oui! on attaquera, et sans s'astreindre à une préparation minutieuse; derrière ses chars d'assaut, l'infanterie pourra traverser les fils de fer qui l'avaient arrêtée le 16 avril; sous la protection d'une artillerie devenue infiniment plus mobile et plus puissante, elle pourra progresser plus vite. La *Directive N° 5*, du 12 juillet, soumise au général Foch, retourne à Provins revêtue d'une approbation enthousiaste; elle disait en effet : « Dès maintenant, les Armées doivent envisager la reprise de l'offensive... Le commandement s'orientera résolument vers la pratique de procédés d'attaque simples, audacieux et rapides... les ordres seront simples et laisseront la plus large part à l'initiative et au tempérament de chacun... Il est nécessaire de viser d'emblée des objectifs éloignés sans restreindre *a priori* et par la pensée les chances de succès... Tout succès tactique doit être exploité à fond... il faut voir, vouloir et agir rapidement. » Voilà donc que maintenant Pétain rivalisait de hardiesse avec Foch!

Cette évolution simultanée des deux intelligences qui ordonnaient l'effort *de tous* explique le caractère particulier de la bataille en juillet, qui fut, pour les armées alliées, à la fois défensive et offensive. Pétain avait convaincu Foch, et Foch avait entraîné Pétain. On va donc pousser à la fois les préparatifs en vue de faire échouer le dernier assaut de l'ennemi et ceux destinés à rendre la riposte irrésistible. Ceux-ci sont d'ailleurs antérieurs à ceux-là ; nous savons que, depuis le début d'avril, Foch a prescrit l'étude d'une opération destinée à dégager Amiens. Les événements l'ont ajournée, mais elle se poursuit à la faveur de toutes les accalmies et aboutira, comme nous le verrons, à la victoire du 8 août. Plus actuelle est l'action, également prévue, des 5e et 10e armées sur les deux faces opposées du saillant de la Marne. La 10e armée (Mangin) prépare depuis juin une avance en direction de Soissons, destinée à couper la principale ligne de communication des armées enfoncées entre Château-Thierry et Dormans. Des opérations préliminaires exécutées avec succès, les 18 juin et 8 juillet, nous ont assuré de ce côté une bonne base de départ et ont prouvé l'aptitude de nos troupes à la bataille en rase campagne ; elles confirment les enseignements de la contre-attaque du Matz ; l'ennemi ne s'inquiète d'ailleurs pas de nos actions de détail, qui semblent corroborer notre incapacité à monter une offensive d'ensemble.

La 5e armée se prépare à attaquer de la même façon en direction de Ville-en-Tardenois, et la 6e elle-même étudie une opération destinée à dégager Château-Thierry.

Il suffit donc de synthétiser tous ces essais et d'adapter ces divers projets à la situation tactique telle que nous la révèlent les renseignements exacts que nous possédons sur l'offensive allemande. Ce sera le but de *l'Instruction personnelle et secrète du 12 juillet* : le général Fayolle, commandant le G. A. R., prend sous son commandement tactique la 10e armée et les éléments de la 6e armée de l'Aisne à la Marne ; il les lancera, en principe *le 18 juillet*, dans le flanc droit du dispositif allemand ; la 10e armée (Mangin) sera chargée de l'effort principal, avec 13 divisions au moins. Elle doit enlever d'un seul élan les plateaux au sud-ouest de Soissons. La 6e armée (Degoutte), avec 6 divisions au moins, s'élèvera à sa hauteur entre l'Ourcq et la Marne. Par contre, de Château-Thierry à l'Argonne, le commandement supérieur est assuré par le général Maistre, commandant le Groupe d'Armées du Centre (G. A. C.). Il se tiendra sur la défensive au sud de la Marne et en Champagne mais prendra ses dispositions pour attaquer avec la 5e armée (9 divisions et le 1er corps de cavalerie) sur le flanc gauche du dispositif allemand, entre Reims et Châtillon-sur-Marne. Les trois armées assaillantes doivent opérer leur jonction dans la région de Fère-en-Tardenois au centre du quadrilatère, et amener ainsi l'ennemi à se replier sur l'Aisne. La rupture sera réalisée *par surprise*, à l'aide des chars ; 700 batteries, 545 chars légers, 58 escadrilles sont à cet effet concentrés entre Soissons et Château-Thierry : le dispositif d'assaut sera pris dans la nuit précédant l'attaque. On exploitera rapidement et à fond tout succès.

Section photographique de l'Armée

LE CRATÈRE : EXTRÉMITÉ DE LA MAIN DE MASSIGES

Mais, sur une large étendue du front, nous allons rester sur la défensive : il convient d'y limiter au minimum l'avance de l'ennemi. A cet effet, Pétain donne des ordres formels pour l'application de sa méthode défensive. Plusieurs notes précisent, dès la fin de juin, la nécessité de n'accepter la bataille que sur une « position de résistance » éloignée au minimum de 2 kilomètres du front ennemi, et soustraite à l'action des minen-werfer ; l'artillerie doit reporter ses feux entre la position de résistance et la zone des avant-postes et reculer ses batteries avant l'attaque : les contre-attaques doivent être conduites méthodiquement et sans précipitation.

Ces directives entraînaient, dans la pratique, l'abandon de nos premières lignes et un recul général de nos troupes.

Ce ne fut pas sans peine que le commandement subalterne s'y résigna. La IVe armée (Gouraud), en Champagne, dispose d'organisations défensives élaborées de longue date et qui s'étendent fort loin en profondeur ; elle peut donc sans grands inconvénients réaliser le dispositif voulu. Il fallut pourtant huit jours à Pétain pour décider Gouraud à sacrifier le massif de Moronvillers. En revanche, une fois la décision prise, l'application fut impeccable ; la défense fut installée à 3 kilomètres environ en arrière de nos premières tranchées, dans lesquelles ne restaient qu'une poussière d'hommes et des nids de mitrailleuses savamment dissimulés. Au sud de la Marne, le 3e corps d'armée reculait à contre-cœur ; on ne se décidait pas à dédaigner l'obstacle que représentait le fossé de ce cours d'eau, dont on ne s'éloigna que de un ou deux kilomètres. Les mesures d'exécution devaient finalement rester insuffisantes. Enfin la 5e armée

(Berthelot) se trouvait dans une situation très délicate, puisqu'elle devait attaquer le 18 et qu'elle serait sûrement attaquée avant cette date. Adossée à la Marne, elle ne disposait que d'une zone de bataille assez étroite ; ses retranchements n'avaient été commencés que depuis un mois ; ainsi n'aboutit-elle qu'à un compromis, dont les conséquences fâcheuses se révélèrent dès les premières heures de la bataille.

Mais dans l'ensemble, la *Directive n° 5* fut appliquée partout où elle pouvait l'être, sinon dans son esprit, du moins dans sa lettre. Pour la première fois, on allait se battre selon la méthode Pétain.

Celui-ci prévoit d'ailleurs que ces précautions ne suffiront pas à limiter les progrès d'un ennemi qui disposera au début d'une supériorité numérique considérable. Nous n'avons en effet en secteur, de Château-Thierry à l'Argonne, que 20 divisions, et nous pouvons nous attendre à recevoir le choc de 60 divisions allemandes. En revanche nous disposons en arrière de 27 divisions alliées destinées à alimenter la seule bataille défensive. Le commandement allié s'est en effet décidé à jouer lui aussi son va-tout sur la Marne: toutes les forces disponibles ont été drainées en vue de la bataille. Les réserves anglaises y seront ; l'Italie nous a envoyé un corps d'armée. Le 15 juillet, derrière le front entre l'Argonne et la Suisse, tenu par de simples avant-postes, il ne reste pas une division en réserve ; pour couvrir Paris, en cas d'échec entre l'Oise et la Somme, il ne demeurera le 18 juillet qu'une division anglaise ! A ce prix seulement nous avons pu réaliser à la fois la sûreté de la défense et la puissance de la contre-offensive.

Une nouvelle *instruction* du 12 juillet au commandant du G. A. C. définit la façon dont ces réserves doivent être employées et constitue, au point de vue défensif, le pendant de celle que nous avons déjà résumée. Sur les 27 divisions qu'il a récupérées, Pétain en emploie 11 à renforcer les trois armées du G. A. C. qui disposeront au total : la 6e (au sud de la Marne) de 11 divisions françaises et 3 divisions américaines ; la 5e (de la Marne à Reims) de 9 divisions françaises et 2 divisions italiennes ; la 4e (de Reims à l'Argonne) de 11 divisions françaises et 1 division américaine. L'Etat-Major et les Services de l'ancien Détachement du Nord, devenu la 9e armée, sous le commandement du général de Mitry, sont disponibles et pourraient être intercalés le cas échéant sur le front. Trois groupements de réserves sont constitués ; l'un en Argonne (4. D. I.) en vue d'étayer l'aile droite de la 4e armée ; l'autre au centre vers Avize (4. D. I.) peut intervenir sur la Marne ou vers Châlons ; enfin Pétain se réserve les 4 divisions du 22e corps britannique, le 1er corps de cavalerie et la 18e D. I. française pour les lancer en dernière analyse au point le plus critique.

La consigne est la suivante : si l'ennemi est « provisoirement victorieux » sur tout le front, la 9e armée bouche le trou avec toutes les réserves disponibles ; s'il enfonce une seule de nos armées, le général Maistre lancera la 9e armée à la contre-attaque en vue de réduire la poche formée au sud de la Marne ou en Champagne ; enfin si l'ennemi échoue partout, toutes les réserves doivent servir à renforcer l'offensive de la 5e armée.

## PARIS HORS D'ATTEINTE

Des prévisions aussi minutieuses n'avaient pu être établies que grâce à la certitude où nous étions d'être attaqués sur un front donné et à une date donnée. Nous savons que l'assaut sera donné, soit dans la nuit du 13 au 14, soit, au plus tard, dans la nuit du 14 au 15. Ludendorff, en effet, avait dû reculer légèrement la date primitivement fixée. Donc, dans la soirée du 13, nos troupes, que de nombreux exercices préalables avaient mises au courant de la conduite à tenir, prennent leur dispositif de combat. A la 4e armée en particulier, on applique minutieusement le plan de défense ; on détruit ou on infecte à l'ypérite la majeure partie des abris de la première position; on ne maintient en première ligne que les guetteurs et, entre eux et les défenseurs, on multiplie les traquenards : mitrailleuses, dispositifs de mines, destructions, etc. La journée du 14 se passe dans le calme ; mais un coup de main rapidement monté nous donne 27 prisonniers qui révèlent l'heure exacte de l'attaque : à minuit dix la préparation d'artillerie se déclenchera. Aussi, entre 23 heures et 23 h. 40, sur tout le front du G. A. C. une formidable contre-préparation s'abat sur les premières lignes allemandes. L'ennemi, devancé et stupéfait,

ne peut douter que ses projets soient éventés.

Il attaque pourtant à l'heure dite et, entre 4 h. 15 et 5 h. 30, sur ce front énorme de 90 kilomètres, les soldats du Kronprinz se portent à l'assaut. Mais, à partir de midi, la situation s'éclaire ; elle se résume en deux mots : échec allemand total en Champagne, réussite allemande partielle sur le front des 5e et 6e armées. C'est la confirmation absolue de l'efficacité de la méthode défensive du général en chef. Partout où elle a été intégralement appliquée, elle s'avère infaillible.

L'armée Gouraud se bat avec un entrain admirable et une intelligence remarquable. Les fractions laissées en première ligne remplissent, avec un héroïsme qui dépasse l'imagination, leur rôle de sacrifice; encerclées, soumises à la fois aux feux de l'ennemi et à ceux de notre artillerie, qui a reporté son tir sur nos propres tranchées, elles luttent à la mitrailleuse, à la grenade, retardant considérablement les progrès des vagues d'assaut. Une heure après leur sortie des tranchées de départ, celles-ci sont encore arrêtées sur la première position, où elles subissent des pertes énormes. Sur certains points, à la Main-de-Massiges par exemple, elles ne parviendront même pas à en déloger la poignée de braves que nous y avons laissés. Vers 8 heures seulement l'ennemi arrive à peu près au contact de notre position de résistance; il est déjà obligé d'engager ses divisions de soutien ; mais celles-ci, forcées de cheminer en terrain découvert sous les obus de notre artillerie, qui, retirée en arrière, n'a presque pas souffert, sont diminuées et parfois disloquées avant d'avoir pu combattre. L'assaut général, qu'elles livrent, à partir de 8 heures, échoue sur la totalité du front. A 11 heures, la bataille se calme et une accalmie se produit. Gouraud y voit le prélude d'une nouvelle offensive, mieux montée. Mais au cours de l'après-midi, ce ne sont que des efforts décousus. A 18 heures, le compte rendu de la 4e armée mentionne que sur tout son front elle occupe la première parallèle de la position de résistance. Devant elle le terrain qu'elle a volontairement évacué est jonché de cadavres ; des tanks sont en flammes devant nos lignes ; on a identifié plus de 20 divisions allemandes ; leurs débris se terrent sous nos feux dont la violence redouble. Le lendemain matin, l'ennemi a un dernier sursaut : il ne peut refouler, même partiellement, nos soldats qu'électrise la victoire de la veille. Dès le 16 à midi, le commandement allemand donne l'ordre d'arrêter l'attaque en Champagne, et Gouraud passe à son tour à l'offensive ; offensive prudente qui se borne à réoccuper progressivement notre zone d'avant-postes, mais dont la lenteur se justifie par les prélèvements de forces que Pétain opère bientôt sur la 4e armée au profit de ses voisines moins heureuses.

Section photographique de l'Armée

RAVIN DES ABEILLES ENTRE LE MÉDIUS ET L'ANNULAIRE DE LA MAIN DE MASSIGES

Devant la 6e armée, en effet, l'ennemi a forcé le passage de la Marne. Au cours même de la préparation d'artillerie, des fractions ont réussi à passer en bateau et à s'accrocher à quelques points de la rive française, en refoulant les éléments de surveillance laissés par nous sur la rivière. On sait que le gros de nos forces était disposé à un ou deux kilomètres plus au sud; la distance est insuffisante pour les soustraire aux effets d'une préparation particulièrement puissante. Aussi les Allemands réussirent-ils à jeter quelques ponts devant notre 3e corps, de Barzy à Verneuil. L'artillerie de ce corps d'armée, défavorisée par la nature du terrain et peut-être insuffisamment préparée à sa tâche, ne peut les prendre

à temps sous son feu. Aussi, dès 5 h. 30, l'infanterie allemande fait irruption en masse sur la rive sud et élargit rapidement ses têtes de pont. Deux de nos divisions sont repoussées au-delà de leur position de résistance. Une poche commence à se former à la jonction des 6e et 5e Armées; elle atteint, à 9 heures, quatre kilomètres de profondeur. Notre artillerie ne réagit plus et des convois allemands passent la Marne sans encombre. Allons-nous reculer dans la direction de Montmirail?

Mais, dès 9 heures également, la division aérienne entre dans la bataille. Trois escadres attaquent à la bombe, à la mitrailleuse, les passages de la Marne et ralentissent l'arrivée des renforts. Par ailleurs, entre Château-Thierry et la vallée du Surmelin, le 38e corps et spécialement la 3e division américaine maintiennent leurs positions et s'opposent à tout élargissement de la brèche. Jusque vers les premières heures de l'après-midi la situation reste grave. Pétain déplace ses réserves, donne au général Maistre quatre divisions de plus, et lui enjoint de rejeter «à tout prix» l'ennemi sur la Marne. Mais celui-ci pousse avec vigueur; la poche atteint bientôt 14 kilomètres de front sur 5 ou 6 de profondeur. Pourtant, dans l'après-midi, l'artillerie du 3e corps s'est ressaisie : un déluge d'obus lourds s'abat à partir de 16 heures sur la vallée. L'aviation signale: « l'ennemi ne passe plus » ; elle-même poursuit son action démoralisante ; les passerelles sautent sous ses grosses bombes ; des colonnes, attaquées à la mitrailleuse, se dispersent; les villages sont en flamme et tous les couverts susceptibles d'abriter les rassemblements sont inondés de projectiles. Un pigeon voyageur allemand capturé transmet cette indication : « C'est un enfer de traverser les ponts de la Marne! » Aussi constate-t-on un ralentissement sensible dans l'ardeur des combattants. Les divisions qui ont passé les premières sont épuisées par le vigoureux effort qu'elles ont fourni dans la matinée; celles qui devaient les renforcer ont subi des pertes énormes. A partir de la chute du jour on ne signale sur ce point aucune action d'infanterie.

Le 16 au matin, après une nuit effroyable, sans repos, sans abri, sans vivres, les Allemands vont reprendre l'attaque et essayer de se donner de l'air en direction d'Epernay. Ils se heurtent à la contre-attaque prescrite la veille par Pétain et à laquelle le général Degoutte a consacré trois divisions. Les deux efforts se neutralisent; nous ne gagnons pas de terrain, mais l'ennemi est réduit à la défensive. Il ne peut parvenir à faire passer son artillerie et n'a encore au sud de la Marne que ses mitrailleuses et ses engins d'accompagnement. Pétain insiste pour qu'on profite de cette situation pour le bousculer sans lui laisser le temps de se renforcer. Dans l'après-midi du 16, il décide que la 9e armée s'intercalera entre la 5e et la 6e, comme il était prévu, et prendra à son compte la lutte au sud de la Marne. Le général de Mitry devra avant tout enrayer les progrès de l'ennemi qui, en liaison avec les forces de la rive nord, s'efforce de remonter vers Epernay ; pour cela il contre-attaquera énergiquement, du sud au nord, à l'est de Dormans.

Mais cette action, menée le 17, ne nous assure encore que quelques gains locaux. L'infanterie allemande se cramponne au terrain avec une opiniâtreté surprenante. Par contre, le haut commandement allemand a déjà conscience de l'inanité de ses premiers succès. Il constate qu'il est impossible, en raison des difficultés de franchissement de la Marne, d'alimenter l'attaque ; elle ne peut d'ailleurs conduire très loin depuis que celle de Champagne a été arrêtée. Aussi, le 17, Ludendorff donne ordre de préparer la retraite sur la rive nord de la rivière de toutes les forces engagées au delà. L'opération est inexécutable dans les circonstances présentes ; on attendra donc le 20 ou le 21 pour la réaliser ; d'ici là la tête de pont sera simplement tenue par les troupes qui l'ont conquise. C'est reconnaître l'échec du grand plan élaboré en juin. A titre de consolation, l'état-major allemand espère encore nous contraindre à abandonner Reims. Il remonte près du saillant formé par ses positions autour de cette ville les réserves destinées à l'attaque en Champagne et au sud de la Marne. Il ordonne la continuation énergique de la poussée dirigée contre notre 5e armée.

Celle-ci, on s'en souvient, formait le centre de notre ligne de bataille ; de Verneuil-sur-Marne au fort de la Pompelle, son front dessinait une sorte de triangle dont Reims formait la pointe nord et Epernay la base sud. Les pentes de la montagne de Reims nous offraient vers l'ouest une zone de défense naturelle sur laquelle nous nous étions cramponnés au début de juin. C'est

sur cette face du triangle que l'ennemi avait attaqué, devançant l'offensive que nous devions diriger nous-mêmes sur Fismes et Ville-en-Tardenois.

Son plan était de s'avancer d'ouest en est, en appuyant sa droite à la Marne, jusqu'à Épernay, dont la chute eût entraîné l'évacuation précipitée de tout le triangle. De notre côté, le général Berthelot avait longtemps hésité sur l'emplacement exact de sa position de résistance. Partagé entre le désir de s'assurer une bonne base de départ offensive et le souci d'observer les principes défensifs de la *Directive N° 5*, il avait encore laissé trop de monde en première ligne. Aussi, dès le début de l'attaque du 15, des trous s'ouvrent dans nos organisations. Si la 40e division maintient, grâce à l'héroïsme de ses trois bataillons d'avant-postes, qui luttaient encore à 11 heures dans les mêmes conditions que les soldats de Gouraud en Champagne, ses positions au centre de l'armée, à sa gauche la 8e division et une division coloniale reculent de trois ou quatre kilomètres en direction d'Épernay ; à sa droite, le 2e corps italien est enfoncé ; une partie de son artillerie est prise ; il faut engager en hâte les divisions de soutien. Dans la matinée du 15, Pétain peut déjà craindre que ce recul, s'ajoutant à celui de la 6e armée au sud de la Marne, ne compromette gravement la situation. Il donne aussitôt au général Maistre les réserves nécessaires : deux divisions de cavalerie et une division d'infanterie. En fin de journée en effet, nous avions perdu entre l'Ardre et la Marne la presque totalité de notre position de résistance.

Dans la journée du 16, les attaques allemandes se succèdent toujours aussi puissantes et bien coordonnées. L'action de nos réserves les ralentit sans les arrêter; nous perdons encore deux ou trois kilomètres et un instant l'ennemi semble prêt de percer vers Nanteuil, dans le secteur italien. Il engage des tanks et une puissante artillerie. Fort heureusement, la situation favorable de l'armée Gouraud nous permet de concentrer nos moyens ; l'une des faces du saillant de Reims n'est pas menacée, puisque l'attaque de Champagne est enrayée. D'autre part, avant que Ludendorff puisse mettre à exécution ses projets, qui se limitent, nous l'avons vu, à la défaite de la 5e armée, il lui faut le temps de réaliser une nouvelle répartition de ses forces. Aussi, le 17 au matin, constatons-nous une sorte d'interruption dans la bataille au nord de la Marne. Berthelot en profite pour réorganiser ses troupes et leur prescrit de reconquérir le terrain perdu. Ses subordonnés hésitent d'ailleurs à reprendre l'offensive avec des régiments fatigués par trois jours de combats incessants.

Ainsi la bataille qui se calmait déjà le 17 au soir sur l'ensemble du front du G. A. C. risquait de s'éteindre jusqu'au moment où l'un ou l'autre des deux adversaires aurait monté une nouvelle opération. Nous pouvions nous flatter d'avoir gagné la grande bataille défensive ; mais nous n'avions battu que la moitié à peine des forces dont disposait le commandement allemand. Une nouvelle phase de ce duel colossal allait s'ouvrir. Déjà Ludendorff, qui avait, dès la soirée du 16, regroupé à l'arrière son artillerie, conférait avec le Kronprinz de Bavière au sujet de l'attaque des Flandres. De nouveaux orages s'amoncelaient. Mais le coup de tonnerre de la contre-offensive française allait déchaîner la tempête qui balaiera définitivement tous les calculs de l'ennemi.

Nous avons dit plus haut la genèse de cette opération décisive. Le général Mangin, qui avait pris, le 16 juin, le commandement de la 10e armée, considérait sa situation stratégique comme une réplique exacte de celle où il se trouvait lors de la contre-attaque sur le Matz. Placé sur le flanc des armées allemandes il croyait pouvoir recommencer, avec des moyens plus puissants, la manœuvre qui lui avait déjà réussi. Aussi s'emploiera-t-il, avec son ardeur naturelle et son goût inné pour l'offensive brutale à donner à cette attaque toute la rapidité et toute l'ampleur possibles. Lorsque, par la Directive du 12 juillet, le commandement supérieur fut entré dans ses vues, lorsqu'il reçut, le 13, l'ordre d'exécution, qui fixait au 18 la date probable de la bataille, il sut accomplir le véritable tour de force qui consista à concentrer en quatre jours, dans le plus grand secret et en dépit de difficultés sans nombre, par des mouvements de nuit, par l'emploi intensif des transports automobiles, une masse de 18 divisions, 471 batteries, 41 escadrilles et 375 chars d'assaut. A ses côtés le général Degoutte faisait preuve d'une activité analogue, encore que ses moyens fussent plus réduits (8 divisions, 233 batteries, 28 escadrilles, 171 chars). Le labeur des États-Majors ne fut surpassé que par l'endurance des troupes. En dépit des inquiétudes que donnait à partir du 15 la bataille toute proche, malgré la

crainte d'une attaque inopinée de l'ennemi, les 10e et 6e armées arrivèrent en temps voulu au bout de leur première tâche : le 17, trois cent mille soldats massés secrètement sur le flanc droit des armées allemandes en pleine action n'attendaient qu'un signal pour se ruer sur elles.

Sans doute, la partie avait failli un instant être remise. Le 15 au matin, Pétain justement inquiet devant les premiers succès de l'adversaire, avait songé à prélever sur les troupes destinées à la contre-offensive celles qui lui semblaient indispensables pour soutenir le front du G. A. C. Mais l'intervention de Foch, promettant des réserves anglaises, avait rapidement dissipé ses hésitations. Au total, Pétain ne préleva qu'une division et l'artillerie d'une division américaine, qui furent d'ailleurs remplacées le 16. A partir de cette date, loin d'ajourner l'offensive, Pétain entend la renforcer indirectement en prescrivant aux 5e et 4e armées de passer elles aussi à l'attaque. Si l'armée Mangin est le marteau, la 5e, qui tient la montagne de Reims, est l'enclume. L'écrasement de l'ennemi ne peut être obtenu que si toutes deux sont d'égale solidité.

Le 17 au soir, les troupes quittent leurs derniers cantonnements et s'engagent à travers la forêt de Villers-Cotterets pour gagner de suite leurs emplacements de départ. Sur toutes les routes, dans tous les layons une lente fourmilière humaine chemine ; les bois grouillent de troupes, de batteries, de dépôts. Par bonheur, un violent orage se déchaîne, noyant sous le bruit du tonnerre et de l'averse, sous la lueur aveuglante des éclairs, l'énorme rumeur de l'armée qui s'ébranle. L'ennemi ne s'aperçoit de rien ; ses avions ont fui devant la bourrasque ; ses batteries se taisent et, de son poste de commandement, Mangin épie ce silence prometteur de surprise. Sans doute, la possibilité d'une attaque de flanc a été envisagée par le commandement allemand. Le 11 ou le 12, il aurait même été informé par des déserteurs qu'une grande attaque partant de la forêt de Villers-Cotterets était imminente. Ludendorff, qui nous raconte cette histoire, prétend que tout le nécessaire avait été fait pour y parer : il aurait placé devant Soissons une division d'élite et rétréci le front des deux suivantes, en raison de la faiblesse de leurs effectifs. Ceux-ci en effet, étaient tombés à 50 ou 60 hommes par compagnie. En arrière se trouvaient quelques réserves, bref il était tranquille. Les troupes ne l'étaient pas moins, et leur sécurité grandissait au fur et à mesure que des communiqués tendancieux leur annonçaient les prétendues victoires remportées par les armées voisines. Aussi, dans la nuit du 17 au 18, les premières lignes allemandes s'endormaient-elles avec la conviction que le calme le plus profond régnait chez l'ennemi.

Pas un coup de canon ne fut tiré avant l'heure H. Mais, à 4 h. 35, toute la masse d'artillerie ouvre le feu de l'Aisne à la Marne ; les chars débouchent et derrière eux l'infanterie : régiments de ligne, zouaves et tirailleurs de la fameuse division marocaine, chasseurs, bataillons américains.., toutes les escadrilles et les divisions aériennes prennent l'air. Au nord de l'armée, une division isolée, qui devait progresser dans le réseau de nos anciennes tranchées, utilise seule les anciens procédés d'attaque ; au sud, la 6e armée marque un temps d'arrêt en face de la position de résistance. A ces exceptions près, l'assaut est instantané, continu, rapide, irrésistible, il évoque les vieilles images de la guerre de mouvement. Pour plus de ressemblance, trois divisions de cavalerie sont prêtes à déboucher et à tenter un raid sur Fère-en-Tardenois. Sur les larges croupes des plateaux, les blés sont mûrs et gênent le tir de l'ennemi ; nos chars légers s'y fraient un chemin facile et, dominant les épis, leurs mitrailleurs fauchent tout ce qui se montre ; ensevelis sous cette nappe dorée et les rideaux de verdure que la mitraille n'a pas eu le loisir de déchiqueter, nos bataillons poursuivent sans être repérés leur progression insaisissable. Les batteries allemandes les voient surgir avant d'avoir pu ouvrir le feu ; toutes les liaisons sont coupées ; les ordres, les demandes de renseignement ne parviennent déjà plus aux unités de première ligne. C'est la désorganisation et bientôt la panique ; la fameuse division d'élite s'enfuit ; ses voisines cèdent aussi vite. Sur le front de la 6e armée, au sud de l'Ourcq, la lutte est un peu plus sévère, car le terrain plus coupé se prête mieux à la défense et la surprise est moins rapide. Mais, dans l'ensemble, dès 8 heures du matin, nos premiers objectifs sont atteints. Les prisonniers affluent et on signale une progression de plusieurs kilomètres.

Mangin songe déjà à lancer sa cavalerie ; mais elle éprouve de grosses difficultés à se dégager de l'embouteillement de la forêt de Villers-Cotterets et ne pourra déboucher qu'au début de l'après-

midi. D'autre part, sur l'Ourcq, les 11e et 2e corps sont en retard sur le reste ; il faut les appuyer. Nos divisions de soutien s'engagent ; l'ennemi de son côté lance, prématurément et sans directions précises, les trois divisions de réserve dont il dispose. Mal commandées et à peine réorganisées ces troupes ne peuvent que retarder notre avance et empêcher la trouée. Sans doute, nos cavaliers ne peuvent passer et sont réduits à faire du combat à pied ; quelques fractions, qui ont poussé jusqu'à Oulchy-le-Château, sont isolées et perdues. Mais, dans l'ensemble, la progression continue. Au milieu de l'après-midi, Pétain se rend sur les lieux, félicite ses généraux, calme leur ardeur et, après en avoir référé à Foch, s'occupe de réparer les pertes causées par la bataille : six divisions nouvelles (dont 2 anglaises et 2 américaines) sont destinées à renforcer les 6e et 10e armées. Mais il faut prévoir encore des résistances et ménager nos disponibilités, toujours trop limitées.

Chez l'ennemi c'est l'affolement : Ludendorff apprend brusquement, à Avesnes, vers 2 heures, que la situation de ses IXe et VIIe armées est très grave. En direction de Soissons, il semble que les Français vont percer le front ! Deux divisions prélevées sur le Groupe d'Armées de Champagne sont à proximité : on les lance aussitôt dans la bataille. On rappelle sur le point menacé toutes les réserves destinées à la poursuite des opérations autour de Reims ; on prend même dans les Flandres quelques divisions au Kronprinz de Bavière. Bref c'est l'abandon total des projets offensifs : il faut courir au plus pressé ! En fin de journée, les Français ont gagné une moyenne de six kilomètres au sud de l'Aisne, de quatre kilomètres au sud de l'Ourcq ; la 10e armée a pris 10.000 hommes et 200 canons, la 6e 2.000 hommes et 50 canons. Nous dominons Soissons, dont nous ne sommes plus qu'à 2 kilomètres ; notre artillerie lourde bombarde déjà la vallée de l'Aisne et le confluent de l'Ailette ; la route Soissons-Château-Thierry est sous le feu de nos canons de Champagne. La hernie de la Marne est déjà étranglée.

Le 19, la 6e armée et la droite de la 10e vont s'aligner sur le front atteint par l'aile gauche de cette armée. De violents combats se livrent pour la possession de Neuilly-Saint-Front, et du village de Parcy-Tigny. La contre-attaque massive d'une division allemande enraye difficilement une percée imminente. Ludendorff reconnaît que la journée fut critique. Il fallait à tout prix empêcher une dislocation complète du front, pour permettre la retraite des troupes aventurées sur la rive sud de la Marne, qui sont elles-mêmes poussées vigoureusement par l'armée de Mitry. Sur tout le front l'ennemi se met donc sur la défensive. Il parvient avec peine à éviter un désastre et à concentrer pour la journée suivante des réserves suffisantes. Le 20, nous attaquons à nouveau : au prix de pertes désormais sensibles nous gagnons encore du terrain. Mais sur ces entrefaites l'évacuation de la rive sud de la Marne (qui s'effectue d'ailleurs en bon ordre), l'arrêt des attaques sur la montagne de Reims, divers indices recueillis en Champagne nous prouvent que l'ennemi prépare une retraite générale. Sur tout le front entre Soissons et Reims, nos armées sont prêtes à la bousculer et réclament les renforts nécessaires. Mais une instruction assez singulière du commandant en chef leur prescrit d'économiser leurs forces, leur rappelle qu'il n'y a pas de renforts à espérer. Mieux : on leur enlève des divisions qui vont se regrouper à l'arrière ! Que se passe-t-il donc ? Allons-nous abandonner les fruits de la victoire ?

En réalité, des succès plus éclatants encore se préparaient. Foch reprenait, avec l'initiative des opérations, la direction suprême des efforts alliés. Il voyait plus loin et plus haut que les rives de l'Aisne et, sentant la grande bataille de juillet désormais décidée en notre faveur, il songeait déjà aux prochaines victoires.

XV

# VERS L'ARMISTICE

## LE PLAN DU 24 JUILLET ET LE PROCÈS MALVY

La période, qui s'étend du 20 juillet au 11 novembre 1918, et qui marqua la défaite militaire des puissances centrales, apparaît, au premier abord, comme une mêlée générale, au cours de laquelle les Alliés mènent une offensive continue sur l'ensemble du front, alors que l'ennemi est partout contraint à la défensive. Pourtant, dans ce qu'on a appelé la *Course à la Victoire*, il est possible de discerner, en ce qui concerne le front occidental, plusieurs phases successives et d'éclairer ainsi l'aspect un peu confus de cette succession ininterrompue de combats.

Il faut se représenter l'immense front, qui s'étend de Nieuport aux Vosges, comme une zone fortifiée d'un seul tenant, dont la profondeur atteint une centaine de kilomètres et à l'intérieur de laquelle les armées allemandes livrent une bataille défensive unique. Cette bataille ressemble d'ailleurs, dans des proportions grandioses, à celles qui se sont livrées antérieurement autour des organisations défensives de Champagne, d'Artois ou des Flandres. Mais, au lieu de se battre pour une ligne de tranchées, de reculer de quelques centaines de mètres, d'attaquer sur quelques kilomètres du front, on se bat pour une *position*, on recule sur des dizaines de kilomètres, on attaque sur des centaines. En somme, jusqu'au 1er novembre, tout au moins, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'ennemi a été rejeté en terrain libre et ne dispose plus d'aucune ligne de fortifications sérieusement organisée, les méthodes stratégiques ne varient pas; seule « l'échelle » du combat a changé. A partir de cette date, la physionomie des hostilités semble sur le point de se modifier; les procédés napoléoniens de la guerre en rase campagne ne vont pas tarder à recouvrer leur valeur; on va pouvoir envisager l'enveloppement, la déroute, la rupture des masses jusque là déployées sur un front continu. Mais l'armistice du 11 novembre arrête les opérations au moment où elles entraient dans leur phase décisive. L'aveu de la défaite allemande coïncide avec la fin de la guerre de positions.

Envisagée à ce point de vue, l'histoire de la campagne offensive de 1918 apparaît sous le jour suivant :

Dans une première phase (du 20 juillet au 26 septembre), l'ennemi est refoulé de sa ligne d'avant-postes sur sa position de résistance, *la fameuse ligne Hindenburg*. Il s'y replie par bonds successifs, sur toute l'étendue du front, soit qu'il

y soit contraint par les percées que réalisent nos offensives, soit que la nécessité d'économiser des troupes l'oblige à raccourcir son front.

Dans une deuxième phase (du 26 septembre au 30 octobre), la position de résistance est enlevée en un immense assaut donné en deux temps : rupture de la position Hindenburg; rupture de la position Hermann, qui constituait comme la « ligne de soutien » de ce système de défense.

Dans une troisième phase (du 31 octobre au 11 novembre) l'ennemi est rejeté hors des derniers « réduits » aménagés au long de la frontière française. Les plaines de Belgique s'ouvrent. On va pouvoir « exploiter » le succès. Agglomérées sur la lisière du massif des Ardennes, cinq armées allemandes vont être contraintes à une retraite précipitée qui ne peut s'arrêter que sur le Rhin et que nous sommes sur le point d'intercepter par deux marches de flanc, l'une au nord, vers Aix-la-Chapelle, l'autre au sud, vers Trèves et Cologne.

A chacune de ces phases correspond une chute de la puissance matérielle et de la résistance morale de l'Allemagne, un pas nouveau qu'elle fait vers la paix. Au terme de cette dégringolade, il y a la révolution du 9 novembre et l'acceptation d'un armistice accablant, qui équivaut à la mise hors de combat de ses forces militaires. Il nous reste à examiner comme les opérations des Alliés ont déterminé cet écroulement progressif.

Dans cette bataille d'ensemble, le rôle du général Foch devient capital. Sans doute, il lui aurait été impossible, avec l'état-major réduit dont il disposait, d'établir dans tous leurs détails les plans qui nous valurent tant de succès. La tâche réservée à Pétain, à Haig, à Pershing demeure formidable, et leur initiative aura maintes occasions de se manifester. Mais Foch sut apercevoir d'un coup d'œil véritablement génial, à chaque moment de la bataille, les points faibles de la résistance ennemie et concentrer sur ces points, par des improvisations rapides, le maximum de forces. Il conduisit la lutte avec une lucidité et une largeur de vues qui semblent dignes des plus grands capitaines de l'histoire.

Le *Mémoire du 24 juillet* éclaire déjà d'une lumière nouvelle tout le théâtre de la lutte. Dès qu'il est certain de l'échec de l'offensive allemande Foch se préoccupe de conserver l'initiative des opérations. Il réunit à son Quartier Général de Bombon les commandants en chefs des trois armées alliées et leur expose ses projets. Il constate d'abord la défaite allemande : c'est un fait acquis depuis l'abandon de la tête de pont de la Marne. Mais elle marque surtout un tournant décisif de la guerre; la supériorité nous est désormais assurée; supériorité numérique, que l'afflux des Américains accroît chaque jour ; supériorité matérielle, en aviation, chars d'assaut et artillerie; supériorité morale, grâce à l'ascendant pris par nos troupes et au découragement de l'ennemi. Le nombre des divisions qu'il nous opppose ne doit donc pas faire illusion. Les armées alliées arrivent au tournant de la route; en pleine bataille elles viennent de reprendre l'initiative des opérations; leur force leur permet de la conserver ; les principes de la guerre leur commandent de le faire. Le moment est venu de quitter l'attitude générale défensive, imposée jusqu'ici par l'infériorité numérique, et de passer à l'offensive.

Cette offensive ne recherchera pas, pour le moment, une décision. Elle sera générale, en ce sens qu'elle intéressera successivement toutes les armées, mais limitée, en ce sens qu'elle se bornera à conquérir une bonne base de départ pour le développement ultérieur des opérations ainsi que les régions utiles à la vie économique du pays. Quatre actions particulières entrent dans ce cadre :

1°) *Dégagement de la voie ferrée Paris-Avricourt dans la région de la Marne.* — Résultat minimum à obtenir de l'offensive en cours.

2°) *Dégagement de la voie ferrée Paris-Amiens* (c'est l'offensive dite de Montdidier).

3°) *Dégagement de la voie ferrée Paris-Avricourt dans la région de Commercy,* par la réduction du saillant de Saint-Mihiel.

Ces trois résultats nous permettront de disposer librement des voies ferrées indispensables aux manœuvres ultérieures des armées alliées.

4°) *Dégagement des mines du Nord et des ports du Pas-de-Calais,* par réduction du saillant de la Lys.

Mais l'intérêt de ces opérations n'est pas seulement de nous procurer la liberté de mouvements. Leur succession rapide troublera l'ennemi dans le jeu de ses réserves et accentuera l'usure de ses unités. Il sera donc naturellement amené, pour échapper à notre étreinte ou ménager ses effectifs, à *exécuter des replis successifs,* que nous devrons surveiller et suivre étroitement. Foch définit ainsi

qui veut qu'à l'angoisse d'une guerre que
la France républicaine, si attachée à la paix
supporte avec vaillance parce qu'elle sait qu'elle
lui a été imposée, s'ajoutent un jour d'autres
angoisses ? Système trop facile, en vérité, que
celui qui consiste à répandre aux revendications
ouvrières par la force armée : système moins
complexe et moins délicat que celui de la dure
ingrate médiation, de conciliation et d'apaise-
ment social auquel, dans une démocratie,
doivent se livrer ceux qui ont l'honneur de
parler en son nom.

Non, Messieurs, une démocratie a d'autres
devoirs que de se donner en bataille contre
les organisations ouvrières, que de restreindre les
libertés syndicales au moment où toutes les
classes sociales se trouvent dans les tranchées
confondues dans le même amour de la
patrie

L. J. Malvy

le caractère général de la période qui va s'ouvrir. Il semble qu'il lise dans le jeu de l'ennemi avant même que la partie soit entamée. De fait, c'est bien par des « replis successifs » que Ludendorff sera amené à essayer de se rétablir. En l'annonçant à ses subordonnés, dès le 24 juillet, le généralissime les avait orientés à l'avance dans cette voie et avait implicitement défini la tactique à adopter : attaquer dans une direction telle que tout progrès de nos troupes oblige l'ennemi à évacuer volontairement un vaste secteur non attaqué.

Jusqu'où ce programme nous conduira-t-il ? On ne peut le prévoir encore « ni dans l'espace, ni dans le temps ». Mais on peut espérer que nous aurons le loisir d'engager, avant l'hiver, une offensive d'importance. Une note relative à la possibilité d'opérations « entre Meuse et Moselle » nous montre que Foch songe déjà à la poussée vers Mézières. Mais « il est encore trop tôt pour pouvoir la déterminer d'une façon précise ».

Section Photographique de l'Armée

DORMANS, LE CHATEAU REPRIS LE 17 JUILLET 1918

Accueilli sans objection par les trois commandants en chef, le *Mémoire du 24 juillet* allait conditionner tout le développement de la lutte dans la première phase (juillet-septembre) que nous avons délimitée plus haut.

L'opération n° 1 (dégagement de la Marne) était déjà en bonne voie. Sur trois côtés du vaste quadrilatère du Tardenois nos 10e, 6e et 5e armées pressaient l'ennemi en retraite et leurs progrès convergents avaient déjà rétréci le front de la valeur d'un secteur d'armée, la 9e, qui s'efface à partir du 25 août. Pétain espérait que les progrès de Mangin, au sud de Soissons, et ceux de Berthelot, le long de l'Ardre, pourraient couper la retraite aux Allemands qui s'attardaient encore entre Dormans et Châtillon. Mais Ludendorff avait senti tout le danger de la situation et renforcé les flancs menacés. A la suite des durs combats des 20 et 21 juillet, qui amenèrent les soldats de Mangin sur la route Soissons-Château-Thierry, il s'était même arrêté à une décision plus pénible, savoir : l'abandon définitif du saillant de la Marne. Les communications y devenaient de jour en jour plus précaires ; les armées étouffaient dans cette « poche », qui se resserrait sur elles ; il n'y avait plus d'espoir de l'élargir ; mais il fallait sauver le matériel et les riches approvisionnements amenés ou capturés dans la vallée de la Vesle. L'évacuation, décidée le 22, s'effectuera en deux temps : dans la nuit du 26 au 27 les Allemands reculent sur une ligne de défense qui va de Grand-Rozoy à Ville-en-Tardenois, à mi-chemin entre la Marne et la Vesle. Ils ne se replient sur la Vesle que dans les premiers jours d'août, lorsque toute la zone qu'ils abandonnent aura été soigneusement pillée et dévastée.

Mais l'énergie des troupes et des généraux alliés va les obliger à précipiter leur mouvement. Nous avons vu que le haut commandement français commence à prélever des forces sur les trois armées en question, au profit de l'offensive en préparation sur la Somme ; il dissimule ses projets sous le masque d'une prudence que ses subordonnés jugent excessive. Mais ceux-ci n'en poursuivent pas moins leurs attaques. Mangin en particulier, qui voudrait un succès plus complet, pousse les siennes sur la charnière du nouveau front, à l'endroit où se rejoignent les branches nord-sud et ouest-est de l'équerre qu'il dessine. A la 6e armée, les nombreuses divisions américaines, qui remplacent les

Section Photographique de l'Armée

DORMANS

divisions françaises usées par une semaine de combats incessants, se ruent avec une impétuosité souvent imprudente sur les arrière-gardes ennemies. Du 29 au 31 juillet, celles-ci résistent au prix de pertes sévères. Mais, le 1er août, Mangin force l'accès des crêtes du Grand-Rozoy, qui commandent toute la partie ouest du champ de bataille. Les contre-attaques de la division d'Ersatz de la garde enrayent à peine son élan. Il faut se décider à déguerpir et vite. Dans la nuit du 1er au 2, les Allemands « décollent », sur tout le front : le repli se généralise et ne s'arrête que le 3 au soir sur la ligne de la Vesle, que les pluies ont rendue particulièrement difficile à franchir, et sur laquelle on a amené en hâte des troupes fraîches empruntées aux réserves du Kronprinz bavarois. La précipitation de ces mouvements, que Ludendorff se pique d'avoir prévus et voulus, se traduit par le chiffre de nos prises : plus de 30.000 prisonniers; la 10e armée à elle seule avait capturé 20.000 hommes (dont 527 officiers), 518 canons, 200 minenwerfer, et 3.300 mitrailleuses. Le « minimum » fixé par Foch était atteint, puisque la voie ferrée qui suivait la Marne était largement dégagée. Les espoirs plus lointains étaient confirmés, puisque le repli allemand s'était étendu sur un large front et que l'usure de l'adversaire était considérable. Dix divisions ennemies avaient été dissoutes pour combler les vides creusés dans les rangs de l'infanterie et suppléer à la pénurie croissante des dépôts. Il avait fallu engager les forces réservées en vue de l'offensive des Flandres. Cette offensive était donc renvoyée à des jours meilleurs, et Ludendorff bornait ses ambitions à quelques attaques sans portée sérieuse en Lorraine ou en Alsace, que le Groupe d'Armées du duc Albrecht devait étudier. Par contre, il espérait pouvoir contenir la poussée des Alliés, qu'il supposait très affaiblis, et incapables de tenter autre chose que des « attaques partielles locales » contre ses nouvelles positions.

Le 6 août, consacrant « les résultats d'une manœuvre aussi admirablement conçue par le haut commandement que superbement exécutée par des chefs incomparables », un décret nomma Foch maréchal de France.

Le même jour, le Sénat condamnait M. Malvy.

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Clemenceau, le gouvernement n'avait certes pas adopté à l'égard des organisations syndicalistes, même suspectes de pacifisme, une attitude très différente de celle si vivement reprochée à M. Malvy, dans le discours du 22 juillet 1917. Ministre de la Guerre, M. Clemenceau avait compris la nécessité de ménager la C. G. T. A la fin de novembre 1917, un militant ouvrier de Saint-Étienne, Andrieux, signalé comme pacifiste, avait été renvoyé à son dépôt. Cent mille ouvriers s'étaient aussitôt mis en grève. Pour mettre fin au conflit, M. Clemenceau avait cédé et rendu Andrieux à son usine. Non seulement M. Merrheim n'avait pas été poursuivi, mais le président du Conseil avait accepté de le recevoir. Les autres chefs syndicalistes n'avaient pas davantage été inquiétés. Les Bourses du Travail étaient demeurées à l'abri des perquisitions. Plusieurs meetings ou congrès pacifistes, tenus par exemple en mai 1918, dans une période particulièrement critique, avaient été autorisés. Aussi, devant la Haute Cour, les trois anciens présidents du Conseil, qui avaient eu M. Malvy comme collaborateur, MM. Viviani, Briand, Ribot, ne manquèrent pas de rappeler

que M. Clemenceau avait repris la politique de l'ancien ministre de l'Intérieur. « Que fait-on aujourd'hui ? déclara notamment M. Ribot. M. Merrheim n'est pas arrêté. On négocie avec lui. On fait la politique que les circonstances commandent. »

Le procès Malvy commença le 16 juillet, devant le Sénat transformé en Haute-Cour. Après lecture par M. Perès, au nom de la Commission d'Instruction, d'un volumineux rapport, le procureur général, M. Mérillon, développa ses conclusions, Elles écartaient toutes les accusations portées par M. Daudet et inculpaient seulement M. Malvy de complicité « dans la trahison qui a menacé l'existence même du pays ». Les témoins entendus, le bâtonnier Bourdillon défendit M. Malvy. A l'unanimité moins deux voix, puis par 125 voix contre 36, la Haute-Cour déclara M. Malvy « non coupable, tant comme auteur principal que comme complice, du crime d'intelligences avec l'ennemi » (5 août). Mais, le même jour, la Haute-Cour s'était proclamé « souveraine », c'est-à-dire libre de ne pas tenir compte des prescriptions de la justice ordinaire. Aussi M. Flandin, sénateur de l'Inde, et ancien procureur général, après que M. Malvy eût été acquitté du chef des accusations formulées contre lui, put-il poser une question subsidiaire, celle de la forfaiture. Le Sénat suivit M. Flandin, et, le 6 août, par 96 voix contre 83 et 3 abstentions, condamna M. Malvy à cinq ans de bannissement, sans dégradation civique, pour « avoir dans l'exercice de ses fonctions de ministre de l'Intérieur, de 1914 à 1917, méconnu, violé et trahi les devoirs de sa charge dans des conditions le constituant en état de forfaiture ». Un grand nombre de juristes contestèrent la légalité de cet arrêt; car aucun texte constitutionnel n'autorisait le Sénat à se déclarer souverain. Aucun débat ne fut institué en séance de la Chambre à ce sujet, mais M. Malvy conserva son mandat de député. La Ligue des Droits de l'Homme et la C. G. T. protestèrent contre la condamnation de M. Malvy. Les chefs syndicalistes, notamment M. Jouhaux, vinrent saluer à la gare l'ancien ministre de l'Intérieur, qui se retira à Saint-Sébastien. Quant à M. Flandin, quelques semaines après, il fut nommé Résident général de France en Tunisie.

## LES CONFÉRENCES DE SPA

L'opinion suivit, en général, de façon distraite les incidents du procès Malvy. Les événements militaires retenaient seuls l'attention. Ils se précipitaient.

Les préparatifs de l'opération numéro 2 (dégagement de la voix ferrée Saint-Just-Amiens) se poursuivaient secrètement depuis le 28 juillet, date à laquelle le plan en avait été définitivement arrêté. La 4$^{me}$ armée britannique et la 1$^{re}$ armée française, aux ordres de Douglas Haig, devaient attaquer de concert, leur gauche appuyée à la Somme, en direction de Chaulnes-Roye. Les Britanniques mettaient en ligne huit divisions et un corps de cavalerie ; les Français, neuf divisions et un corps de cavalerie. Mais l'intervention de forces plus considérables était prévue pour élargir le succès initial : d'une part, au nord de la Somme, un corps d'armée anglais devait suivre les progrès réalisés par les troupes de la rive sud; d'autre part, deux corps d'armée français devaient profiter de l'avance du centre, qui prenait à revers la ligne de l'Avre,

Section Photographique de l'Armée

ROZOY

pour franchir ce dernier cours d'eau et reconquérir Montdidier. On partait du sommet d'un triangle dont la pointe extrême était Amiens et dont la base était la ligne Péronne-Noyon; au fur et à mesure que l'attaque centrale arrivait à leur hauteur, les troupes dispersées sur les côtés du triangle se mettaient successivement en mouvement. Le commandement français avait même prévu que la 3me armée, qui couvrait Compiègne, pourrait, en cas de succès, être amenée à intervenir; ses deux corps d'armée de gauche avaient mission de pousser droit devant eux, avec la 1re armée, de façon à déborder le massif de la Petite Suisse par Ressons-sur-Matz et Lassigny.

Section Photographique de l'Armée

CHAULNES, RÉPARATION DES ROUTES

Quant à la forme de l'attaque principale, elle se produira sous l'aspect désormais classique d'une rupture brusquée, sans préparation d'artillerie chez les Anglais, après une préparation de 45 minutes pour le corps d'armée français en liaison avec eux. Un nombre imposant de chars mènera l'assaut. La cavalerie se tiendra prête à intervenir, et l'aviation prendra une part directe au combat à terre. Le secret le plus absolu est gardé sur les préparatifs. Dans les états-majors, quelques officiers seulement sont au courant. Toute une série de faux-bruits sont lancés pour dissimuler aux troupes le motif réel des mouvements de concentration.

Aussi la surprise est-elle complète lorsque, le 8 août, à 4 heures 20 minutes, l'infanterie anglaise sort des tranchées précédée de ses tanks. Ce sont deux corps d'élite (Canadiens et Australiens) qui sont chargés de la rupture. Sous le couvert d'un brouillard épais et bas, ils enfoncent en quelques heures la première position ennemie et, après un court arrêt, enlèvent la deuxième, que la cavalerie, des auto-mitrailleuses et les détachements de poursuite dépassent largement. En fin de journée l'avance des gros atteint 11 kilomètres, au sud de la Somme. De notre côté, le 31e corps progresse rapidement entre l'Avre et la droite anglaise. Le 9e corps réussit par contre difficilement à s'assurer quelques débouchés sur la rive est de cette rivière. Mais l'essentiel est fait : encore que leur nombre fût presque égal à celui des assaillants, les six ou sept divisions allemandes de première ligne sont complètement battues et hors d'état de se ressaisir. Elles se sont laissées enfoncer avec une facilité qui dénote un abaissement notable de leur valeur combative. Des détachements se rendent à des cavaliers isolés ou à des chars d'assaut; des Etats-Majors divisionnaires sont surpris au saut du lit par nos fantassins ; les troupes qui se replient en désordre accueillent celles qui viennent les renforcer par les cris de : « Briseurs de grèves », et de : « Prolongeurs de guerre ». Treize mille prisonniers, plus de 300 canons restent aux mains des Anglais. Profondément troublé, le commandement allemand lance toutes ses réserves dans la brèche; mais il ne prétend déjà plus nous repousser; il s'agit simplement de donner le temps à la XVIIIe armée, dont la position en flèche vers Compiègne est déjà compromise, de se replier sans encombre. A cet effet, Ludendorff enjoint à la IIe, directement responsable de l'échec, de tenir au moins deux jours entre Bray-sur-Somme et la route Amiens-Roye.

Les armées alliées vont s'efforcer de faire échouer

DESTRUCTION DU CANAL SOUTERRAIN DU NORD

Aquarelle de *Jean Lefort*

(Front de l'oise) L'entrée Sud du Canal souterrain du Nord entre Noyon et Nesle - 2 Octobre 1918 - Jean Lepont.

cette manœuvre à la fois par une pression continue dans la direction de Chaulnes et l'élargissement prévu du front d'attaque. Le 9, la progression anglaise continue, et la IIe armée allemande est encore refoulée de quelques kilomètres vers l'est. La 1re armée française débouche tout entière de l'Avre et menace Montdidier, à la fois par le nord et par le sud. La prise de cette ville n'est plus qu'une question d'heures, et des patrouilles y pénètrent au cours de la nuit. La 1re armée annonce 8.000 prisonniers et 200 canons capturés. Aussi le général Fayolle, commandant le G. A. R., estime-t-il que le moment est venu de lancer la 3e armée dans la lutte, bien qu'elle ne dispose que de forces à peine égales à celles de l'ennemi. Il ordonne au général Humbert de porter en avant ses onze divisions sur tout le front, de l'Oise à l'Avre.

Section photographique de l'Armée

RESSONS-SUR-MATZ, LE BUREAU DE POSTE

Mais, dans la nuit du 9 au 10, la XVIIIe armée allemande a exécuté le repli ordonné. Nous ne capturons que ses arrière-gardes (2.000 prisonniers) et un important matériel. En revanche, nous occupons Montdidier et nous gagnons une moyenne de 10 kilomètres de terrain. Les Allemands évacuent en vitesse toute la zone qu'ils avaient gagnée au delà des vieilles tranchées de 1914; ils comptent profiter des organisations qui subsistent sur le tracé de l'ancien front et s'arrêter, à mi-chemin entre l'Avre et la Somme, sur une ligne générale Braye-Chaulnes-Roye-Lassigny-Ribécourt. De fait, les journées du 11 et du 12 marquent un ralentissement croissant de nos progrès. L'armée anglaise ne peut vaincre la résistance de la IIe armée, solidement étayée : Debeney et Humbert ne gagnent quelques kilomètres qu'au prix de combats incessants. Va-t-on s'entêter dans une attaque frontale? Aucun des généraux en chef ne s'arrête à ce parti. Foch, le 12 août, déclare qu'à pousser uniformément sur tout le front, « on serait faible partout », et envisage une nouvelle manœuvre. Haig arrête le combat le 13 : « La zone de bataille dévastée qui s'étendait maintenant devant nos troupes, couturée de tranchées, criblée de trous d'obus, traversée dans toutes les directions par des réseaux de fils de fer, partout recouverte d'une végétation sauvage datant de deux ans, offrait des chances incomparables à une défense obstinée par mitrailleuses. » Enfin Pétain et Fayolle prescrivent aux 1re et 3e armées de concentrer leurs efforts sur deux points particulièrement importants : le nœud de communication de Roye et la trouée de Lassigny, qui permet de déborder le massif de la Petite Suisse. Le but de l'opération est d'ailleurs largement dépassé. Amiens est dégagé, et, par surcroît, l'ennemi a été contraint à un repli considérable. Il est non seulement affaibli, mais déjà démoralisé. « La journée du 8 août, écrit Ludendorff, est le jour de deuil de l'armée allemande... » Les pertes avaient été très grandes, et il fallait dissoudre de nouvelles divisions. Surtout, les troupes ne s'étaient pas bien battues ; l'instrument de combat n'avait plus toute sa valeur. « Le 8 août marqua le déclin de notre force militaire et m'enleva l'espoir, étant donnée notre situation au point de vue des réserves, de trouver des expédients stratégiques qui eussent pu consolider la situation en notre faveur... La conduite de la guerre prenait donc, selon l'expression que j'employai alors, le caractère *d'un jeu de hasard* injustifiable... *Il fallait terminer la guerre.* » Ainsi s'exprime le tout-puissant adjoint

de Hindenburg. Son chef, à qui il offrit sa démission, la refusa en déclarant qu'il partageait ses craintes. L'Empereur lui-même avoua plus tard qu'il avait compris, après le 8 août, « *qu'on ne pouvait plus gagner la guerre* ». Ainsi les dirigeants de l'Allemagne abandonnaient la partie dès le premier échec sérieux ! Quelle différence entre cet affaissement subit de leur arrogante volonté et l'indomptable ténacité des ressorts qui bandaient l'âme française !

Les 13 et 14 août, une conférence réunit à Spa les principaux ministres du Reich et les chefs suprêmes de l'armée, sous la présidence de l'Empereur. Sur la proposition même de Ludendorff, on conclut à la nécessité d'amener, *par voie diplomatique*, la fin de la guerre. Le secrétaire d'État von Hintze fut chargé de solliciter une médiation pour la paix, si possible par l'entremise de la reine de Hollande. En attendant, Hindenburg, moins pessimiste que son lieutenant, assura que le front occidental tiendrait. Mais Ludendorff posa comme condition le relèvement du moral de l'armée et du peuple. L'Empereur approuva tout. On savait par ailleurs que l'armée austro-hongroise ne pourrait plus tenir au delà de l'hiver suivant. Il n'y avait donc aucun secours à attendre d'elle, et il fallait profiter des gages territoriaux encore aux mains des puissances centrales pour négocier au plus tôt une paix de marchandage.

Section Photographique de l'Armée.

VUE GÉNÉRALE DES RUINES DE MONTDIDIER

Mais ces gages allaient leur échapper un à un. Les deux expériences de la Marne et d'Amiens, la facilité avec laquelle elles avaient réussi et la tactique de repli que l'ennemi semblait décidé à nous opposer avaient définitivement éclairé le maréchal Foch. Il prévoit que l'on peut déjà tirer des opérations qu'il a prescrites le 24 juillet un profit plus considérable qu'une simple amélioration de nos communications. Il faut, par des attaques dirigées au bon endroit, intimider un adversaire déjà bien ébranlé et l'amener à élargir encore le champ de sa retraite. Il faut prévoir l'attraction qu'exercera sur ses troupes fatiguées et réduites l'apparente sécurité de la fameuse « *ligne Hindenburg* », sur laquelle il a brisé en 1917 nos assauts ; donc l'inciter à abandonner les avancées de cette ligne et, si possible, l'atteindre avant lui. Or, sur deux points, entre Soissons et l'Oise, entre Albert et Arras, nos troupes ne sont plus qu'à 10 ou 15 kilomètres du système Hindenburg. Une avance de cette amplitude n'a rien d'invraisemblable dans les conditions actuelles de la lutte. La directive du 12 août prescrit, en conséquence, à la 3e armée britannique une attaque générale *au nord de la Somme*, en direction de Bapaume ; à la 10e armée française, au sud de l'Oise, une attaque analogue en direction de Chauny. On va prendre le nouveau front allemand entre les deux pinces d'une vaste tenaille, qui menaceront les deux extrémités de la ligne sur laquelle il espère se rétablir et, en se resserrant, l'obligeront à évacuer d'abord ses positions actuelles, puis celles en construction sur la Somme, débordées simultanément par les ailes. Cette extension imprévue de la bataille allait, en effet, jeter le trouble dans les projets de Ludendorff et précipiter sa décision.

Le général Pétain avait déjà senti tout le parti qu'on pouvait tirer de l'armée de Mangin et de la tête de pont que nous avions maintenue au nord de l'Aisne, entre Soissons et la forêt de Laigle. Il avait arrêté sur la Vesle l'offensive désormais coûteuse des 5e et 6e armées et prescrit, dès le 8 août, à la 10e de pousser son front jusqu'à l'Ailette, en vue de déborder par l'ouest la ligne de l'Aisne et de la Vesle. Il renouvelle ses prescriptions dès qu'il connaît les intentions de Foch, et recommande à Mangin d'agir vite, sans se croire obligé d'accumuler des moyens puissants, qu'il ne pour-

Section Photographique de l'Armée

ALBERT, RÉFECTION DE LA VOIE ALBERT-ARRAS

rait d'ailleurs lui fournir. La concentration commença le 13. Mangin disposera de 13 divisions, de chars lourds, moyens et légers, de la division aérienne, et, temporairement, de toute l'artillerie destinée primitivement à l'attaque sur Saint-Mihiel, qui sera retardée en conséquence. Sur les plateaux de Nampcel et de Nouvion, théâtres de tant de combats, les Allemands disposent de nombreuses organisations fortifiées depuis 1914; ils ont adopté, à l'imitation de notre armée Gouraud en Champagne, le principe d'une position d'avant-postes faiblement tenue et reporté leurs gros à quelque distance en arrière. Sans être prévenus de nos intentions, ils sont pourtant sur leurs gardes; la IX[e] armée allemande avait récupéré les réserves qu'elle avait momentanément envoyées au secours de ses voisines; elle tenait en particulier, derrière le front qui allait être attaqué, deux divisions fraîches prêtes à intervenir ; toutefois le moral de ces troupes se ressentait encore des durs combats en retraite qu'elles avaient eu à livrer.

Mangin mena son attaque avec un mélange de prudence et de décision. Il se borna, le 17, à une opération locale destinée à améliorer ses positions de départ. Le lendemain 18, il enlève, sans trop de difficultés, toute la zone des avant-postes, sur laquelle s'attardent d'ailleurs trop de défenseurs. Puis il stoppe et pousse secrètement en avant son artillerie ; la nuit du 18 au 19 se passe dans le calme, et l'ennemi se flatte déjà de nous avoir arrêté ; mais, le 19 au matin, notre artillerie commence à battre sa position de résistance et l'accable toute la journée sous une grêle de projectiles. Et le 20, à l'aube, l'assaut est donné. Il réussit partout, grâce à la rapidité de l'attaque, à la mollesse des contre-attaques ennemies, à l'action puissante des chars. Le soir, deux hernies profondes de 3 à 4 kilomètres se creusent aux deux ailes. Le lendemain, elles s'élargissent. « Le 20 août était aussi un jour de deuil... », avoue Ludendorff, qui se résoud

Section Photographique de l'Armée

LE GÉNÉRAL PÉTAIN A ARRAS

à ramener la IX^e^ armée en arrière. Dans la nuit du 21 au 22, elle recule jusqu'à l'Oise et à l'Ailette, qu'elle borde jusqu'à Pont-Saint-Mard. De là, elle se rattache à angle droit, vers Soissons, à la ligne de la route Chauny-Soissons à l'est. Pour développer et élargir son succès, Mangin se heurte à une résistance opiniâtre : ses troupes ont déjà fourni un effort considérable et ne marquent, à partir du 23, que des progrès peu sensibles. Un temps d'arrêt est nécessaire. Mangin s'y résigne pour peu de temps — en constatant qu'il a battu son adversaire, avancé de dix kilomètres et capturé plus de 11.000 prisonniers.

La branche nord de la bataille s'était également resserrée sur les trois armées allemandes (XVII^e^, II^e^, XVIII^e^), qui essayaient de se maintenir entre Arras et l'Oise. L'armée britannique, désormais en pleine action, avait repris au nord de la Somme son offensive interrompue au sud. Devant la 3^e^ armée Byng (d'Albert à Arras) et la gauche de la 4^e^ (de Bray-sur-Somme à Albert), le front ennemi dessine, depuis la victoire du 8 août, un vaste saillant qu'il sera facile de réduire. Haig commence, le 21 août, à le bosseler au nord : deux corps de la 3^e^ armée attaquent sur un front de 15 kilomètres au nord de l'Ancre ; les Allemands, déjà résolus à se replier, reculent de quelques kilomètres en abandonnant 2.000 prisonniers. Le lendemain, nouveau « swing », sur la face du sud : la 4^e^ armée enlève Albert, progresse entre cette localité et Bray-sur-Somme et s'aligne sur la 3^e^ ; 2.400 prisonniers et quelques canons. L'ennemi contre-attaque et s'imagine avoir enrayé l'avance anglaise. Mais ces opérations assez faciles n'étaient qu'un prélude. Comme Mangin, Byng a voulu d'abord enlever la position d'avant-postes pour placer son artillerie à bonne portée de la ligne de résistance. Et, le 23, une offensive générale s'engage sur un front de 55 kilomètres. L'objectif des Anglais est Bapaume ; il s'agit d'enfoncer un coin entre Arras et Péronne, de façon à déborder par le nord les positions sur lesquelles l'ennemi fait tête depuis le 13 août.

La lutte fut acharnée, les divisions allemandes s'accrochaient au terrain. L'armée anglaise, reposée par trois mois entiers de répit, enthousiasmée par le succès du 8 août, animée d'une émulation ardente, que Foch entretenait soigneusement, se battait avec une ardeur analogue à celle dont elle avait fait preuve lors de la première bataille de la Somme. Mais elle était en 1918 plus expérimentée et mieux armée : ses tanks, son artillerie, l'usage constant qu'elle faisait des gaz et des brouillards artificiels lui assuraient une supériorité morale et matérielle incontestable. Après trois jours de combats incessants, au cours desquels les Allemands reculent sans arrêt, les Néo-Zélandais atteignent les abords de Bapaume. Cette avance coïncide avec le succès de Mangin et le repli local de la IX^e^ armée allemande. Ludendorff comprend qu'il n'est que temps de rompre le combat ; il ordonne, pour *la nuit du 26 au 27*, un *repli général des XVII^e^, II^e^ et XVIII^e^ armées*. On avait fini, déclare-t-il, de construire un ensemble de positions sur le front : Bapaume — en avant de Péronne — cours de la Somme, en avant de Ham — hauteurs nord-est de Noyon. C'est sur cette ligne qu'il va essayer de résister.

Mais les journées du 25 et du 26 marquent une recrudescence de la lutte ; d'Arras à Soissons, la bataille fait rage. Au Nord, la 1^re^ armée britannique Horne attaque à son tour, le 26, sur les deux rives de la Scarpe ; la 3^e^ et la 4^e^ continuent à serrer de près l'ennemi et l'ont rejeté, avant l'heure prévue, sur la position de résistance choisie par Ludendorff ; la 1^re^ armée française attaque sur Roye ; la 3^e^ s'est emparée le 22 de Lassigny et a débordé le Massif de la Petite Suisse ; enfin la 10^e^, nous l'avons vu, essaie d'exploiter son succès. Le repli ordonné par le haut commandement allemand s'effectue donc sous la menace continue d'une rupture possible ; il est hâtif et démoralisant. En deux jours (27 et 28 août), les armées allemandes reculent de douze kilomètres, abandonnant en maints endroits des prisonniers, des canons et force matériel.

Mais ce premier résultat n'est pas suffisant : il faut les obliger à lâcher au plus tôt la position intermédiaire de la Somme et les reconduire tambour battant jusqu'à la ligne Hindenburg. Nous avons vu que le plan primitif des armées alliées était d'atteindre cette ligne « *avant elles* » à ses deux extrémités, devant Laon et devant Cambrai. Ainsi les attaques des 1^re^ et 3^e^ armées armées britanniques, celles de la 10^e^ armée française vont-elles se poursuivre avec une vigueur nouvelle, cependant que les autres exerceront sur le centre une énergique pression.

A ce point de vue nous enregistrons au sud un échec caractéristique. Mangin avait monté, pour

le 29, une offensive « *en vitesse* », qui devait l'amener en deux jours sur les hauteurs dominant Laon et sur le plateau de la Malmaison. Opération grandiose qui devait faire sauter la charnière du front allemand et tomber du même coup les positions de l'Aisne et de l'Ailette ! Mais les troupes sont épuisées, et la décomposition de l'ennemi est loin d'être complète. L'attaque du 29 échoue sur tout le front, où nous ne gagnons que quelques centaines de mètres. Il faut limiter nos ambitions. Mangin eut du moins le mérite de ne pas se décourager et la souplesse d'esprit d'adapter sa tactique aux moyens dont il disposait. C'est par une succession d'attaques locales à objectifs limités qu'il parvient, le 31 août et le 1er septembre, à s'assurer quelques-uns des passages de l'Ailette et la possession des hauteurs au nord de Soissons. L'usure de la 10e armée est extrême. Elle n'entretient ses offensives qu'au prix d'un incroyable effort de volonté, de l'abnégation admirable des troupes et de l'impitoyable exigence de son chef. Le 2 septembre encore, elle pousse jusqu'à la route Chauny-Soissons. Il semble qu'elle ne pourra aller plus loin.

Photo Manuel

GÉNÉRAL BYNG

Les armées Humbert et Debeney sont également incapables de percer de front la ligne de la Somme. La première a sans doute réoccupé Noyon, le 29 août, et pris pied au cours de combats opiniâtres, les 30 et 31, sur les hauteurs au nord; mais elle ne peut en déboucher. Sa voisine essaie à la même date de passer la Somme à l'est de Nesle, mais doit interrompre ses attaques à partir du 2 septembre devant la ténacité de la défense ennemie. Reconnaissons donc impartialement que Ludendorff n'exagère pas lorsqu'il affirme que ses IXe et XVIIIe armées, et à plus forte raison la VIIe, qui sur la Vesle n'avait pas été attaquée, auraient pu être maintenues à la fin d'août sur leurs positions avancées. Mais le succès des armées anglaises au nord de la Somme ne cessait de s'accentuer. C'est à elles que revient l'honneur d'avoir fait tomber un nouveau pan de la muraille allemande.

Le 29 en effet, Bapaume avait été enlevé et, le 30 août, le front des 1re, 3e et 4e armées britanniques arrivait au nord de la Somme au contact de la nouvelle ligne de défense ennemie. Elle fut emportée en deux endroits : d'une part vers Péronne, par la prise du Mont Saint-Quentin qui entraîna, le 1er septembre, la chute de la ville; d'autre part, le 2 septembre, par l'enlèvement d'un tronçon de la ligne Hindenburg sur la route Arras-Cambrai. Ces deux opérations, brillamment menées par des corps d'élite aidés de nombreux tanks vigoureusement exploitées, entraînèrent la chute de toutes les positions du nord de la Somme, dans lesquelles deux larges brèches s'ouvraient désormais. Deux commandants d'armée allemands sollicitèrent, le soir du 2 septembre, l'autorisation de « reporter leur front en arrière ». Ludendorff dut y consentir. Les attaques incessantes des Français ne lui permettaient plus de jouer avec ses réserves; elles fondaient à vue d'œil. Les groupes d'Armées intéressés (von Bœhn et Kronprinz de Bavière) n'avaient en réserve, le 1er septembre, que quatre divisions fraîches et une demi-douzaines de divisions à peine reconstituées. Raccourcir le front était le seul moyen de rétablir la situation au nord de Péronne et d'économiser quelques unités. La décision fut donc prise de « *ramener sur la position Hindenburg l'ensemble des armées allemandes* », depuis Fismes jusqu'à Ypres. A partir du 3 septembre une retraite générale commence; le saillant de la Lys, dont l'évacuation était commencée depuis le 30 août, est abandonné de la Bassée à Cambrai. L'armée allemande reste sur ses positions de fin de combat; mais, plus au sud, elle cède largement du terrain : à raison de 4 à 5 kilomètres par jour, les Alliés avancent, entre Cambrai et la Fère, vers les positions qu'ils avaient dû abandonner le 21 mars. Cette progression s'effectue avec prudence; car, nous aussi,

nous commençons à être épuisés et nous devons encore ménager notre infanterie.

D'ailleurs la retraite allemande n'a rien d'une déroute ; elle s'effectue « par ordre ». Et le haut commandement allemand seul en aperçoit l'impérieuse nécessité. Nous trouvons donc en face de nous des arrière-gardes résolues, qu'il faut manœuvrer. Leur résistance s'accentue au fur et à mesure qu'elles se rapprochent de leurs gros, déjà établis sur la ligne Hindenburg. Au sud de l'Oise en particulier, nos progrès au nord de l'Ailette de l'Aisne et de la Vesle sont plus limités et se bornent à une dizaine de kilomètres en profondeur. A partir du 19 septembre, l'ennemi fait tête partout, sur la ligne générale Marquein-Epehy-Vermand-La Fère-Barisis-Laffaux-Condé-sur-Aisne. Ce dernier point marque le sommet sud de l'équerre dessinée par le nouveau front, qui court ensuite à angle droit vers l'est en suivant la rive nord de l'Aisne jusqu'à Reuilly, s'infléchit légèrement à travers le massif de Saint-Thierry jusqu'à Jonchery-sur-Vesle et se rattache enfin vers Reims aux positions inchangées que les deux partis ont maintenues depuis 1915 en Champagne, en Argonne et sur la Meuse.

Section Photographique de l'Armée

VUE GÉNÉRALE D'UN CAMP AUX ENVIRONS DE BRAY-SUR-SOMME

Sur les quatre opérations prévues par la directive du 24 juillet, trois avaient donc été réalisées et avaient déjà donné des résultats beaucoup plus considérables qu'on ne l'espérait primitivement. Restait la quatrième, destinée, on le sait, à dégager les voies ferrées Toul-Verdun et Toul-Nancy, par réduction du saillant ennemi de St.-Mihiel. Elle devait constituer, pour la jeune armée américaine, comme le commencement de son apprentissage. Le général Pershing, qui commandait, le 1er août, à 1.145.747 hommes et possédait désormais les organes de corps d'armée et d'armée susceptibles d'encadrer les 25 divisions mises sur pied à cette date, avait hâte de réunir ses forces et de prouver par un « succès frappant » qu'elles se suffisaient à elles-mêmes. Le 9 août, Foch décide sur sa demande de concentrer la 1re armée américaine en Woëvre. Le général Pershing en prendra le commandement, le 30 août. Dès que possible il attaquera sur les deux faces du saillant de Saint-Mihiel et poussera jusqu'à la ligne de repli que l'ennemi a organisée pour couvrir Metz et Briey, de Pagny sur Moselle à Etain (*Michel Stellung*). Le général Pétain, sous les ordres duquel Pershing reste placé au point de vue tactique, précise, le 2 septembre, les traits généraux de l'opération. L'attaque principale, menée par huit divisions américaines, débouchera du sud, entre Xivray et Faye. Deux divisions, dont une française, partiront des Eparges et pousseront vers le sud-est ; entre ces deux masses, deux ou trois divisions nettoieront la poche de Saint-Mihiel et assureront la liaison.

L'armée française coopère, on le voit, à cette bataille, dans laquelle elle engagera finalement un corps d'armée (2e corps colonial) à 4 divisions à côté de 13 divisions américaines. Mais l'appoint de ces forces n'est rien en comparaison des innombrables moyens qu'elle met à la disposition de nos Alliés. La majeure partie des services d'armée, toutes les installations, voies ferrées, dépôts etc., préparés dans la région restent à la disposition du général Pershing. On lui prête la valeur de 24 régiments d'artillerie lourde ou de campagne, 3 bataillons de chars légers, 3 groupes de chars

moyens ou lourds, enfin la division aérienne. La mise en place de l'artillerie et des munitions est assurée par des Français ; tous les moyens de transport sont fournis par notre Direction de l'Arrière ; de nombreux officiers sont détachés auprès des chefs de services américains. Nos Etats-Majors mettent, à tous les degrés, leur expérience à la disposition de leurs camarades. Malgré ces précautions, la mise en place de l'armée américaine, entreprise dès le début d'août, nécessite un temps considérable. Ce n'est que le 12 septembre que se déclenche la bataille de Saint-Mihiel.

Un trafic aussi intense et aussi prolongé n'avait pu échapper à l'attention de l'ennemi. On avait bien essayé de lui donner le change par une diversion en Haute-Alsace, où s'exhibaient ostensiblement des unités américaines, cependant que Pershing louait à Belfort des bureaux et que notre artillerie manifestait une activité insolite. Mais si le commandement local allemand se laissa prendre à cette ruse, Ludendorff affirme qu'il vit clair dans la situation dès la fin d'août. Il se rendit même en Woëvre pour discuter sur place les modalités de l'évacuation du saillant de Saint-Mihiel. Malheureusement, « *en considération des centres industriels menacés* », des précautions spéciales étaient nécessaires ; il fallait donner à la ligne Michel une solidité à toute épreuve, ramener le matériel, protéger ou évacuer les réserves du bassin de Briey. Bref, le début du mouvement fut retardé jusqu'au 8 septembre.

Section Photographique de l'Armée

VERMAND, RUINES DU VILLAGE

L'attaque du 12 surprit les Allemands au beau milieu de leurs préparatifs. En dépit des assurances optimistes des États-Majors locaux, une division prussienne céda au premier choc sur la face sud, cependant qu'une division austro-hongroise lâchait pied. On put alléguer à leur décharge qu'elles furent écrasées par une préparation de plusieurs heures, menée par 3.000 pièces d'artillerie. Quoi qu'il en soit, les Américains enlevèrent d'un seul élan tous leurs objectifs. Dès midi, le commandement allemand, dont les réserves étaient trop éloignées pour pouvoir intervenir si tôt dans la bataille, décidait de replier ses troupes de première ligne sur la position Michel. La fin de la journée du 12 et celle du lendemain furent employées à les poursuivre. Le 13 au matin, les colonnes venant du sud et celles marchant vers le sud-est se rejoignaient à Vigneulles-les-Hattonchâtel, au pied des côtes de Meuse ; elles avançaient ensuite vers l'est jusqu'au contact des nouvelles positions allemandes. Elles auraient peut-être pu les dépasser ; une certaine désorganisation se révélait chez l'ennemi, qui nous avait laissé plus de 13.000 prisonniers et 400 canons, Ludendorff avoue qu'il fut assez inquiet jusqu'au 22 et qu'il escomptait la continuation de l'attaque. Mais l'armée américaine était appelée à des destinées plus vastes et se préparait déjà à jouer le principal rôle dans la grande offensive dont Foch avait tracé le plan.

## LE PLAN DE SEPTEMBRE

De grandes espérances se lisent en effet à cette date dans l'esprit des chefs de l'Entente. Le recul des armées allemandes sur la position Hindenburg a confirmé les pressentiments que le

généralissime exprimait déjà dans sa note du 24 juillet : au début de septembre, la saison n'est pas encore trop avancée pour qu'il soit nécessaire d'arrêter les opérations. Des indices sérieux nous prouvent que l'ennemi souffre cruellement et que sa capacité de résistance diminue de jour en jour. Il nous a laissé un nombre de prisonniers hors de proportion avec l'importance de nos attaques : du 8 août au 4 septembre, la seule armée anglaise a capturé 75.000 hommes et 757 canons. Le nombre de ses divisions réservées baisse sans cesse ; le 10 septembre, sur 201 divisions dont 2 autrichiennes, il n'y a plus en arrière du front, *qui s'est pourtant raccourci de 200 kilomètres*, que 55 divisions, dont 32 seulement reconstituées ou fraîches (contre 81 en juillet). C'est que les ressources en hommes ont singulièrement baissé. La classe 1920 achève à peine son instruction commencée en mai et ne sera utilisable que dans quelques semaines ; abstraction faite de ces enfants, il ne reste guère plus de 280.000 hommes dans les dépôts ; or, les pertes *mensuelles* des armées allemandes peuvent être évaluées à 273.000 hommes. Ludendorff n'en aurait donc que pour un mois. Il le sent si bien qu'il préfère dissoudre des divisions (16 depuis juillet) et ramener dans une cinquantaine d'autres les bataillons de 4 à 3 compagnies, ce qui l'oblige à mettre plus de divisions en ligne. Enfin et surtout cette crise d'effectifs se double d'une dépression morale indéniable. Le commandement allemand a tendu à l'excès la volonté de ses subordonnés : il leur a inculqué cette idée que l'effort qu'il leur demandait serait ultime et décisif. A cette conviction succède aujourd'hui une *déception* profonde ; le ressort est brisé. Les officiers avouent avoir été trompés. Les hommes sont déprimés par les pertes, par la mauvaise nourriture, par la crise intérieure. Ils commencent à parler de « trahison » ! Le Haut Commandement lui-même n'a plus l'énergie de jadis ; il cède plus facilement aux craintes de ses sous-ordres. La facilité avec laquelle il envisage la possibilité d'un repli, ses hésitations, ses négociations avec les dirigeants politiques de l'Allemagne, tout témoigne d'une inquiétude qui augmente avec le temps.

Il importe de pousser jusqu'au bout nos avantages. Le 20 août, Foch écrit à M. Clemenceau, pour qu'il oriente dans ce sens l'activité des gouvernements alliés : « Si la guerre n'est pas finie en 1919, elle végètera en 1920 et expirera dans l'impuissance. » Il faut une fin victorieuse en 1919, ce qui implique d'abord des mesures gouvernementales : pour l'Angleterre, le devoir de reconstituer ses divisions — pour la France, celui de ne pas en dissoudre — pour les États-Unis, celui d'activer le programme des cent divisions et d'appliquer tout leur tonnage aux besoins militaires. Le même principe entraîne, comme conséquence immédiate dans la conduite des opérations, la nécessité de prononcer, avant l'hiver, un vigoureux effort d'ensemble. L'armée italienne devra se préparer à reprendre l'offensive (Foch l'écrit à Diaz le 6 août), et l'armée d'Orient déclenchera la sienne dès que possible. Sur le front français, il faut s'organiser pour que la bataille engagée puisse à la fois se prolonger dans le temps et s'étendre dans l'espace. C'est le moment de lancer « *à fond* », et l'armée anglaise, ménagée jusqu'au 8 août, et l'armée américaine, jusque-là employée à boucher les trous. Il va sans dire que l'armée française poursuivra son effort. Mais elle ne supportera plus le poids principal de la lutte. L'heure est venue, pour la « méprisable petite armée », de prendre sa revanche et pour les « Sammies » de prouver combien étaient vains les calculs des promoteurs de la guerre sous-marine. Toutes les forces alliées vont donc participer à la grande bataille, sous la forme d'une action convergente menée avec le maximum de moyens dans le minimum de temps. Fort des sacrifices qu'il a pu imposer au cours de la période précédente à Pétain, et de l'ascendant croissant que le succès de ses plans lui assure sur les généraux alliés, le généralissime va exiger de Haig, de Pershing et même de l'armée belge la mise en œuvre de tous leurs moyens.

Du 30 août au 9 septembre, il fixe par une série de directives et au cours de conférences le plan d'ensemble des opérations. Les Allemands se sont retirés derrière la ligne Hindenburg, doublée elle-même par une position de soutien (Hermann Stellung). Il s'agit de faire sauter ces deux barrières. Mais non pas en les brisant sur toute leur étendue ; on appliquera l'effort principal sur les points où ces positions se rapprochent de la voie ferrée Lille-Valenciennes-Hirson-Mézières-Longuyon, la seule grande artère qui relie désormais les armées allemandes de Lorraine à celles de Flandre. Au delà en effet, le bloc du massif des Ardennes, difficilement pénétrable, sépare en deux

masses distinctes les forces ennemies et rend leurs communications latérales assez difficiles. Les deux points sensibles du nouveau front sont donc, d'une part la région entre Meuse et Aisne, d'autre part la région de Cambrai. Une progression de 50 kilomètres vers Valenciennes et vers Mézières nous permettrait d'atteindre la voie ferrée en question. En conséquence le principal rôle incombe aux deux armées déjà orientées dans ces directions : armée anglaise et armée américaine. A Haig Foch prescrit de préparer la rupture de la ligne de résistance ennemie et de lui faire connaître les dispositions prises pour porter ses armées sur la ligne Valenciennes-Solesmes-le-Cateau-Wassigny. A Pershing, qui prend le commandement de toutes les forces entre l'Argonne et Metz, il enjoint de monter une offensive « aussi forte et violente que possible », en direction de Mézières. Quant à l'armée française, elle continuera à agir par son centre pour rejeter l'ennemi au delà de l'Aisne et de l'Ailette et elle appuiera par ses ailes l'action des Alliés, d'une part vers Saint-Quentin (1re armée), d'autre part à l'ouest de l'Argonne (4me armée) et à l'est de la Meuse (2me armée). C'est donc encore par une manœuvre *en tenaille* que Foch espère forcer l'ennemi à évacuer les solides organisations derrière lesquelles il s'est retranché. Mais les branches de la pince sont cette fois plus écartées et plus solides. Au surplus, pour le cas où les armées allemandes réussiraient à glisser entre les deux et à se rétablir sur un front rectiligne entre Nieuport et Montmédy, Foch se préoccupe déjà de préparer une nouvelle combinaison. Le flanc droit des positions préparées par Ludendorff s'appuie à la mer du Nord : si l'on parvient à « décoller » l'ennemi de la côte et à gagner du terrain jusqu'à la frontière hollandaise, ce flanc sera découvert. Il deviendra alors possible de le tourner par une marche rapide à travers la Belgique et d'atteindre le Rhin avant les Allemands en retraite. Cette conception, plus vaste que les précédentes, ne s'exprime clairement que dans la troisième phase des opérations, vers la fin d'octobre. Mais Foch l'a déjà entrevue, puisque, dès le début de septembre, il envisage une offensive de dégagement au nord d'Ypres, avec exploitation possible en direction de Bruges, Gand et la frontière hollandaise. Le roi des Belges prendra à cet effet sous ses ordres, outre ses propres soldats, la deuxième armée britannique et une armée française à constituer dès que possible. Foch prévoit, en outre, que les trois grandes offensives qu'il vient d'ordonner partiront simultanément et dans le délai le plus bref.

Section Photographique de l'Armée

SAINT-THIERRY, RUINES DE LA BRIQUETERIE

Ainsi, au moment même où les unités combattantes, arrivées au contact de la ligne Hindenburg, stoppent et reprennent du souffle, les États-Majors travaillent dans le plus grand secret, sur les bases fixées par Foch, à échafauder une nouvelle bataille.

Le maréchal Haig était lui aussi convaincu que le caractère de la guerre avait changé et qu'une décision pouvait être obtenue dans un avenir très prochain. Mais il ne se dissimulait pas que ses armées allaient avoir à faire à forte partie. La ligne Hindenburg constituait un obstacle formidable. Sur une profondeur de 7 à 10 kilomètres, tous les villages, tous les obstacles naturels avaient été transformés en autant de points d'appui organisés, reliés par d'innombrables tranchées. Le canal du Nord, l'Escaut et le canal de Saint-Quentin qui traversent ce système, constituent des fossés difficilement franchissables; par endroits, les déblais

atteignent 20 mètres de profondeur; ailleurs, le canal passe dans des tunnels qui constituent des abris impénétrables ; des communications souterraines établies de longue date par l'ennemi permettent l'intervention brusque de réserves ignorées; d'innombrables abris bétonnés pour mitrailleuses jalonnent le terrain entre les tranchées également bétonnées; les défenses accessoires atteignent une profondeur considérable. Enfin le tracé général de la ligne est calculé de telle sorte que l'assaillant ne dispose d'aucune bonne position d'artillerie. Ajoutons que les Allemands tenaient encore sur certains points les avancées de la position et une partie des anciennes tranchées anglaises de 1917. Il fallut les en déloger dans les deuxième et troisième semaines de septembre, et les combats partiels, d'ailleurs heureux, menés à Avrincourt, à Epehy par les 3me et 4me armées anglaises et la 1re armée française, compliquèrent encore la préparation de l'offensive principale. Les pertes, comparativement légères, atteignaient au total un chiffre important, et la fatigue des troupes était considérable.

Pourtant Haig (et c'est un honneur à lui rendre) n'hésita pas à les lancer dans une entreprise évidemment chanceuse. Il sentait que l'attaque britannique pouvait conduire à des résultats essentiels ; elle suffirait, à elle seule, en cas de succès, à contraindre l'ennemi à se replier sur la Meuse. Il décida donc de prononcer, après une préparation d'artillerie formidable, deux attaques successives sur les deux secteurs les plus vulnérables du système. L'un vers Cambrai, avec quatre corps d'armée des 1re et 3e armées britanniques; l'autre, avec trois corps de la 1re, entre le Catelet et Saint-Quentin. Ces deux attaques, dirigées sur les deux ailes, devaient entraîner la chute du centre de la position. Elles devaient être déclenchées à partir du 26 septembre.

L'armée de Pershing devait se heurter, elle aussi, à des organisations puissantes. Entre Argonne et Meuse, dans un terrain d'ailleurs coupé, boisé et difficile, la dernière ligne qui couvrait Mézières était la Kriemhild Stellung organisée selon les principes de la position Hindenburg : elle s'étendait de Damvillers à Grand-Pré, par Romagne-sous-Montfaucon, reliant les avancées de Metz à la ligne de l'Aisne (Brunehild Stellung). Notre ligne de départ était établie à 15 kilomètres en moyenne de cette position et il fallait enlever de haute lutte, sur toute cette profondeur, deux positions intermédiaires, fortifiées de longue date. C'était pourtant de la vitesse de notre progression que dépendait le succès. Foch écrit encore le 25 septembre : « L'armée américaine doit se préoccuper avant tout de pousser aussi loin et aussi vite que possible ses avantages en direction de Buzancy. » Le premier but que se proposait Pershing était donc d'amener ses troupes au contact de la ligne Kriemhild, le second l'enlèvement de cette ligne, le troisième l'exploitation vers Buzancy, au total une avance de 50 kilomètres environ. Il disposait à cet effet, à partir du 13, date à laquelle l'opération préliminaire de Saint-Mihiel serait terminée, de 15 divisions, soit environ 450.000 hommes. Mais ces forces étaient éparpillées de Château-Thierry à Belfort, et leur concentration devait être particulièrement laborieuse. En outre, l'armée américaine, dont le transport en France a été bousculé par les nécessités de la bataille défensive, comporte surtout de l'infanterie ; les autres armes et les services d'arrière sont restés aux États-Unis et commencent à peine à arriver.

Il faut prélever sur les ressources françaises de quoi compléter les moyens indispensables à l'organisation d'une offensive aussi puissante. L'inexpérience et le particularisme des États-Majors américains compliquent la tâche de ces éléments de renfort. Pour que tout soit prêt à la date voulue, on sacrifie certains éléments du succès et on substitue à une préparation méthodique une improvisation un peu hâtive, dont les fâcheux effets se feront sentir. Les préparatifs ne seront achevés que dans la nuit du 25 au 26 septembre, la veille de l'attaque. Au total, entre Meuse et Argonne, nous aurons amené en 15 jours 2777 canons, 190 chars et 820 avions.

L'armée française, elle aussi, se trouve en présence d'une tâche très compliquée. Elle est parvenue à la limite de ses forces et doit pourtant coopérer aux offensives alliées, tout en manifestant sur tout son front une activité incessante. Fort heureusement, le raccourcissement de ce front permet à Pétain de retirer de la lutte deux armées, la 6e (sur la Vesle), à partir du 7 septembre, la 3e (devant Noyon), à partir du 14. D'autre part, les deux semaines de répit, qui s'écoulent depuis la prise de contact sur la position Hindenburg jusqu'au déclenchement de la nouvelle bataille

nous donnent le loisir de mettre au repos bon nombre de nos divisions, tout en les acheminant par la route vers leurs nouveaux emplacements. Le regroupement et la remise en état de nos grandes unités s'effectuent donc en même temps. Quant à leur emploi, il est prévu de la façon suivante :

Le Groupe d'Armées du Centre (général Maistre) attaquera avec ses deux armées, 4e (Gouraud) et 5e (Berthelot). La première coopérera directement à l'offensive américaine en s'élevant sur le flanc ouest du massif de l'Argonne, vers Vouziers, à travers le réseau serré d'organisations qui nous séparent de la Brunehild Stellung établie en arrière de l'Aisne. Elle se rabattra ensuite à la fois vers l'est, pour se relier à l'armée americaine par le défilé de Grand-Pré et vers l'ouest pour déborder, en remontant la vallée de la Suippe, les défenses de Reims et des Monts de Champagne. La seconde aura pour mission de chasser l'ennemi des plateaux entre Vesle et Aisne et de l'obliger à se replier sur ses anciennes positions du Chemin-des-Dames et de Berry-au-Bac. Gouraud disposera de 27 divisions et d'un corps de cavalerie ; Berthelot, de 16 divisions seulement. Ces deux attaques se déclencheront à un jour d'intervalle. et suivront de très près le départ de l'offensive américaine.

Le Groupe d'Armées de Réserve (général Fayolle), dont les moyens ont été très réduits au profit des autres armées, ménagera sa 10e armée (Mangin), établie sur l'Ailette, en attendant le résultat des opérations engagées ailleurs. Mais sa 1re armée (Debeney) coopérera à l'attaque britannique au nord de Saint-Quentin. Elle suivra d'abord la progression des Anglais à travers la ligne Hindenburg, débouchera au nord de Saint-Quentin et prendra sa direction générale sur Guise, en s'efforçant d'ouvrir à la 10e armée le chemin de Laon. Debeney dispose de 14 divisions.

Le Groupe d'Armées de l'Est (général Castelnau) met aux ordres directs du général Pershing sa 2e armée (général Hirschauer), dont l'État-Major sera chargé d'assurer la mise en place de tous les moyens affectés à l'opération entre Meuse et Aisne, ainsi que les ravitaillements et évacuations de toute nature. Deux corps d'armée française sont également maintenus dans le secteur américain sur la rive est de la Meuse en Woëvre ; ils garderont le flanc de l'attaque américaine et la prolongeront ultérieurement. Le reste du G.A.E. — 8e armée (Gérard) et 7e (de Boissoudy) — se contentera d'exécuter des diversions sur le front de Lorraine et des Vosges.

Enfin, l'offensive des Flandres sera placée sous la haute direction du roi des Belges, auquel le général Degoutte est adjoint avec l'État-Major de la 6e armée française. Foch se réserve d'ailleurs le soin de suivre personnellement le développement des opérations. Elles seront menées par la totalité de l'armée belge, la 2e armée britannique et trois corps d'armée français, dont un corps de cavalerie. Le premier objectif de l'attaque est l'enlèvement des positions ennemies au nord et à l'est d'Ypres. Plus tard, on dépassera cette ligne et on élargira la rupture en direction de Bruges et de Gand.

Le Haut Commandement allemand voyait venir l'orage. Mais il espérait encore que ses armées, abritées derrière de solides fortifications, pourraient l'affronter sans trop de risques. Ludendorff commence à respirer lorsqu'il sait que la retraite générale qu'il a prescrite s'est effectuée dans un ordre relatif. Aussi s'oppose-t-il énergiquement aux suggestions de l'Autriche, qui presse sa puissante alliée de solliciter officiellement la paix. Les négociations entamées par le ministre des Affaires étrangères allemand, secrétaire d'État von Hintze, en vue d'une médiation hollandaise, traînaient en longueur. Le 3 septembre, le Chancelier d'Empire faisait encore demander à Hindenburg s'il estimait toujours qu'une victoire militaire était impossible. Question inattendue, car la situation ne s'est nullement améliorée depuis la conférence d'août ! Le G. Q. G. allemand répond qu'il n'y a pas à compter sur un retour de fortune, mais qu'on peut espérer gagner du temps en attendant qu'aient abouti les pourparlers avec la Hollande. En vue de favoriser l'ouverture des négociations, il a renoncé aux bombardements aériens intensifs sur Paris et Londres ; mais il préconise encore la continuation de la guerre sous-marine et presse le gouvernement de mobiliser les dernières ressources de la nation. Le 9 septembre, une nouvelle conférence a lieu à Spa. Von Hintze y expose les désirs de l'Autriche, dont le moral est de plus en plus affaibli : le comte Burian, poussé par l'empereur Charles, a l'intention d'adresser une note à toutes les puissances belligérantes pour les inviter à entamer des négociations de paix. Hindenburg

s'y oppose et déclare qu'il n'a jamais envisagé que l'entremise d'une puissance neutre. En attendant ses effets, « l'armée allemande tiendra sur ses positions actuelles », en l'espèce la ligne Hindenburg. Mais l'empereur Charles s'entête : il télégraphie, le 14 septembre, à son ami Guillaume pour justifier sa décision, et, quelques heures après, autorise Burian à publier sa note. Cette démarche inopportune se heurte à un refus catégorique des Alliés ; elle provoque d'autre part à Berlin une vive émotion. Le Kaiser signifie à Charles que son attitude « si elle ne doit pas changer, entraînera un danger très sérieux pour l'alliance » ; que d'ailleurs cette initiative provoquera fatalement chez ses peuples « un désir inouï, peut être insurmontable, d'une paix immédiate obtenue coûte que coûte et, dans l'armée, un profond découragement ». Ainsi, avec les premiers revers, apparaissent les premiers symptômes de discorde. La réponse hautaine de l'Entente eut pourtant pour effet de galvaniser, dans un dernier sursaut, la résistance de l'Autriche. A la suite d'entrevues entre généraux, l'armée austro-hongroise, réduite partout à la défensive, promet d'envoyer six divisions sur le front occidental. Fort de cette promesse, Ludendorff affirme que, malgré le manque d'hommes et encore que la situation soit extrêmement tendue, il « tiendra » ! L'écroulement des fronts de Macédoine (15 au 25 septembre) dont il a été question au chapitre XI, et de Palestine (19 au 21 septembre), la reprise des opérations sur toute l'étendue du front occidental, allaient rabattre les prétentions de l'ennemi et ruiner ses dernières espérances.

Le 26 septembre, en effet, commence la grande offensive prévue par Foch pour l'enlèvement de la ligne Hindenburg et l'encerclement des armées allemandes. Cette gigantesque bataille n'aboutit pas — disons-le tout de suite — à des résultats aussi décisifs et aussi rapides qu'on pouvait l'espérer. Sans doute la ligne Hindenburg fut rompue ; mais cette rupture ne s'effectua que sur le front anglais et exigea près de dix jours de lutte. L'ennemi avait eu le temps de préparer en arrière une position de soutien (Hermann Stellung), qui suivait le tracé suivant : frontière hollandaise à l'est de Bruges — canal de l'Ecloo — cours de la Lys jusqu'à Courtrai — cours supérieur de l'Escaut jusqu'au sud-ouest de Valenciennes — cours de la Selle, par Solesmes et le Cateau jusqu'à Guise, — cours de l'Oise jusqu'à la Fère. Ce point marquait l'extrémité de la branche nord-sud et la jonction de la position Hermann avec la position Hunding-Brunhild, qui suivait la Serre, puis l'Aisne, jusqu'au défilé de Grand-Pré ; de ce point à la Meuse courait la position Kriemhild, dont nous avons déjà parlé. C'est sur cet ensemble de positions que les armées allemandes purent se rétablir, vers le 17 octobre, et nous opposer encore un front continu, qu'il fallut rompre à nouveau au prix d'une nouvelle bataille. La deuxième phase de l'offensive de 1918, telle que nous l'avons définie au début de ce chapitre, se décompose donc en deux opérations successives : rupture de la position Hindenburg — rupture de la position Hermann. A la fin d'octobre seulement, l'exploitation de nos succès sera possible.

Section Photographique de l'Armée

CANONS CONTRE AVIONS PRIS AUX ALLEMANDS

Il est impossible d'entrer dans le détail des exploits, pourtant remarquables, accomplis par les armées alliées au cours de cette période décisive. Nous

ne pouvons ici qu'en dégager le sens général et chercher à connaître comment furent réalisées ou déçues les espérances du commandement. Nous n'étudierons donc, brièvement, que les opérations d'ensemble des diverses armées.

L'armée américaine attaque, le 26 au matin, entre Argonne et Meuse. Elle remporte un succès initial, et progresse, dès le premier jour, de 3 à 4 kilomètres. Une division de réserve ennemie lâche pied et une autre, qui tenait un front trop étendu, cède du terrain. Mais, du 27 au 30, les progrès se font plus lents. Les Allemands contre-attaquent. D'ailleurs l'inexpérience des Etats-Majors américains, qui admettent difficilement le bien-fondé de nos conseils, provoque un embouteillage formidable des arrières. Vivres et munitions n'arrivent plus ; la voiture de M. Clemenceau elle-même reste tout un après-midi coincée dans l'encombrement indescriptible des routes! Il faut marquer un temps d'arrêt et renoncer à atteindre les avancées de la Kriemhild-Stellung, à plus forte raison les objectifs éloignés que l'on visait. Le 4 octobre, l'attaque repart et réalise quelques progrès le long de l'Argonne ; le 6, on décide de l'étendre à la rive droite de la Meuse, et un corps d'armée français reconquiert nos anciennes positions de Consenvoye et du bois des Caures. Le 8 octobre, un nouvel assaut est donné sur tout le front. On atteint enfin le défilé de Grand-Pré et on arrive au contact de la position Kriemhild. Mais, le 14, l'armée américaine voit ses efforts se briser sur cette ligne qu'elle n'enlève que par places. La manœuvre vers Mézières s'est transformée en bataille d'usure. L'ennemi conserve encore la liberté entière de ses communications latérales et ne recule que pied à pied.

Photo Manuel

GÉNÉRAL DEBENEY

En Champagne, Gouraud a attaqué à la même date, après une minutieuse préparation d'artillerie et avec des moyens très puissants. Il gagne lui aussi 3 ou 4 kilomètres le premier jour, mais demeure impuissant à « percer ». Jusqu'au 30 septembre nous ne réussissons qu'à arracher, morceau par morceau, aux Allemands leur deuxième position. Le 3 octobre une nouvelle tentative a lieu. Foch la qualifie assez durement dans une note à Pétain: « La journée d'hier, 3 octobre, montre une bataille qui n'est pas commandée, une bataille qui n'est pas poussée, une bataille qui n'a pas d'ensemble, faute d'élan..... par suite une bataille où il n'y a pas d'exploitation des résultats obtenus. » Et, dressant le bilan de l'offensive, il ajoute: « Après 8 jours de combats menés sans désemparer, la 4e armée a obtenu des résultats honorables certes, mais certainement inférieurs à ceux qu'il était permis d'escompter ». — « Il ne vous échappera pas que les considérations que je viens de développer en ce qui concerne la 4e armée s'appliquent à plusieurs autres. » C'était avouer l'échec partiel des combinaisons grandioses envisagées par le plan primitif.

Avec une ténacité méritoire, Pétain s'efforce au moins de tirer le meilleur parti des résultats acquis. Il stimule l'armée américaine, renforce encore la 4e armée et leur prescrit de se rabattre à droite et à gauche, pour élargir la brèche et abattre les cloisons latérales qui compartimentent encore le front allemand, En même temps, il lance les autres armées à la rescousse. Certains indices font prévoir que l'ennemi envisage un repli sur l'Aisne. Le 28 septembre, Mangin réoccupe le plateau de Laffaux mais ne peut franchir l'Ailette et le canal de l'Oise à l'Aisne. Le 30, la 5e armée attaque dans les conditions prévues entre Vesle et Aisne; elle enfonce une division allemande et précipite ainsi un recul déjà envisagé par le commandement allemand. A partir du 2 octobre, celui-ci se résoud à ramener ses forces, qui s'épuisent et qu'il ne peut alimenter, sur un front raccourci correspondant au cours de l'Ailette, de la Suippe et de l'Arnes, position intermédiaire entre les positions primitives et la ligne Hunding-Brunhild. Il abandonne le massif de Saint-Thierry, les forts

de Reims, les monts de Champagne. Jusqu'au 7 octobre, nous le suivons, sans toutefois réussir à le bousculer. Le 8, nous le retrouvons solidement installé à 10 kilomètres en moyenne au nord de notre ligne de départ.

Les armées britanniques avaient, le 27, réussi à mener à bien la première opération prévue par Haig, savoir l'enlèvement de vive force d'un secteur important de la ligne Hindenburg en face de Cambrai. Elles s'étaient établies, à peu de chose près, sur les positions déjà conquises, puis reperdues, en novembre 1917, et menaçaient sérieusement la ville. Mais la brèche était encore trop étroite. Pendant deux jours, l'artillerie anglaise s'employa à écraser, entre Cambrai et Saint-Quentin, l'ennemi terré dans ses abris; et, le 29 au matin, la 4e armée, renforcée par un corps d'armée américain, appuyée à droite par notre 1re armée, prononça entre Saint-Quentin et le Catelet l'attaque décisive. Le combat fut acharné. De forts détachements tinrent avec obstination dans les recoins de ces défenses compliquées et particulièrement fortes. Mais, le 29 au soir, elles étaient crevées sur un front de 10 kilomètres et une profondeur de 4. Les journées suivantes furent employées à faire tomber, morceau par morceau, les tronçons encore intacts. Le 30 septembre et le 1er octobre, la portion comprise entre Saint-Quentin et La Fère tomba entre les mains de la 1re armée française; plus au nord, l'ennemi fut rejeté au delà de l'Escaut, enfin du 3 au 5, il fut repoussé sur tout le front à quelques kilomètres au delà de cette rivière et du canal de Saint-Quentin, vers la ligne des réduits de la position Hindenburg, dont les Alliés tenaient désormais la presque totalité sur une étendue de près de 100 kilomètres.

Photo Manuel

GÉNÉRAL GÉRARD

En Flandre, l'offensive anglo-franco-belge, déclenchée le 29, avait abouti à peu près au même résultat, savoir la prise des première et deuxième positions ennemies autour d'Ypres. Malheureusement la pluie vint, à partir du 1er octobre, ralentir les opérations et empêcha l'exploitation. Le 3 octobre, nous gagnâmes encore du terrain vers Roulers. Mais il fallait rétablir les communications dans la zone bouleversée que nous avions reconquise et suspendre provisoirement l'attaque. En résumé, de l'Argonne à la mer du Nord, les armées alliées se trouvaient, à la fin de la première semaine d'octobre, arrêtées sur les dernières organisations que l'ennemi possédait encore entre la ligne Hindenburg et la ligne Hermann. Un effort puissant devait suffire à faire craquer cette mince cloison. Il fut prononcé, le 8 octobre, sur le centre du front de bataille, par toutes les armées échelonnées entre Cambrai et l'Argonne, et brisa définitivement les dernières résistances.

Gouraud attaque sur l'Arnes et réussit à prendre pied au nord de la rivière; Guillaumat (qui a pris le commandement de la 5e armée) et Mangin poussent sur la Suippes, l'Aisne et l'Ailette; enfin et surtout, Debeney et l'armée anglaise enlèvent, dans un assaut décisif, les réduits de la ligne Hindenburg. Énergique au début, la résistance allemande s'affaissa brusquement dès le début de l'après-midi. Les tanks britanniques pénétrèrent profondément dans les lignes; la cavalerie les traversait; l'infanterie allemande, en pleine débandade, commença à se retirer sans arrêt vers l'est. Aucune ligne de tranchées ne ralentissait désormais la poursuite : 12.000 prisonniers et 500 canons restaient aux mains des Anglais. Ce coup violent obligeait Ludendorff à renoncer à tout espoir de rétablir la situation. Sa seule ressource consistait à arrêter ses troupes en retraite précipitée sur la ligne Hermann, qu'il fit occuper aussitôt par ses dernières réserves. Dans la nuit du 8 au 9, il donna l'ordre de repli général. La décision était « pénible »; car il avait espéré tenir plus longtemps sur la ligne Hindenburg. Elle comportait de nouveaux sacrifices : il était impossible de maintenir désormais les armées du Kronprinz en flèche sur la Suippes et l'Ailette. Aussi, dans la soirée du 10, commencent-elles à se retirer; nous réoccupons successivement Laon, Neuf-

châtel, Machault, toute la Champagne et tout le Laonnais. Les Anglais dépassent largement Cambrai et Lens, atteignent les faubourg de Douai. Sauf dans le coude formé par le confluent de l'Oise et de la Serre, où l'avance fut peu sensible, nous avions gagné au total, depuis le 26 septembre, une quarantaine de kilomètres en profondeur.

Le repli s'étend bientôt à la région de Lille, menacée à la fois par le nord et par le sud. Le 16 octobre, dès qu'il apprend le succès décisif de Haig, le maréchal Foch envisage les conséquences. La poussée de l'armée anglaise vers Valenciennes ébranle tout le front allemand jusqu'à la côte. Il faut que l'armée des Flandres profite de cette occasion. Elle a eu le temps de s'y préparer et, le 14 octobre, elle enlève d'un seul coup les dernières positions ennemies entre Roulers et Thourout. Les effectifs particulièrement faibles du duc de Würtemberg ne suffisent plus, après cette défaite, pour couvrir toute l'étendue du front de Nieuport à Courtrai. A nouveau, le Haut-Commandement allemand est obligé d'envisager un raccourcissement considérable; il prescrit l'occupation de la partie nord de la ligne Hermann, déjà atteinte par les Anglais au sud de Valenciennes, l'abandon de la côte belge et du nord de la France, le repli derrière le canal d'Ecloo, la Lys et l'Escaut. A partir du 17, le mouvement commence. Lille est évacué du 17 au 18, Ostende, Bruges, Cambrai réoccupés le 20. Encore que la retraite ennemie s'effectue assez lentement et sous la protection de fortes arrière-gardes, on peut déjà prévoir qu'elle ne s'arrêtera que sur la ligne Hermann. C'est donc cette ligne qui constitue, au milieu d'octobre, le dernier soutien de la puissance militaire allemande. Les remparts formidables derrière lesquels Hindenburg comptait tenir assez longtemps pour que sa diplomatie eût le temps d'intervenir avant le désastre inévitable, ces remparts ne se sont sans doute pas écroulés d'un seul bloc, comme l'espérait Foch. Mais ils se sont effrités et se réduisent aujourd'hui à une muraille isolée, assez mince, défendue par une garnison affaiblie et découragée. Au delà s'entasse, dans un espace de plus en plus resserré, l'énorme confusion de sept armées en retraite, traînant avec elles la masse de leurs bagages, de leur matériel de guerre, de leur butin. Tout cela s'engouffre déjà dans les défilés étroits des Ardennes, dans le goulot des voies ferrées qui convergent vers Aix-la-Chapelle. Le reflux de l'invasion se heurte aux digues des frontières et des massifs montagneux, bouillonne en remous incohérents dans les plaines de Belgique. On comprend l'impatience de Foch, qui voudrait fermer les dernières écluses par où le flot peut encore échapper, et l'angoisse de Ludendorff, qui s'efforce de gagner le temps nécessaire. Les efforts désespérés de ses troupes ne réussirent qu'à retarder le désastre, désormais certain.

Section Photographique de l'Armée

LE GÉNÉRAL FOCH ET SON ÉTAT-MAJOR

## LA LIBERATION DU TERRITOIRE

Il y a en effet, à partir de la fin du mois de septembre, un contraste absolu entre l'attitude du commandement suprême et ses précédentes déclarations. Nous avons vu que le Grand Quartier

Général allemand avait énergiquement protesté contre l'envoi de la note Burian et affirmait encore, le 15 septembre, qu'il n'y avait pas à craindre un écroulement du front occidental. Mais, sous la double impression du désastre de Macédoine et de la puissance des attaques de Foch, Ludendorff change brusquement son fusil d'épaule. A partir du 29 septembre, c'est lui qui va presser au contraire l'Empereur et ses conseillers de solliciter publiquement un armistice et de s'adresser directement au président Wilson. Il n'est plus question de passer par l'intermédiaire de la Hollande. Il faut aller au plus court ; les minutes sont précieuses, et toute prolongation des hostilités peut avoir des conséquences irrémédiables. Ce revirement fut si prompt et si marqué que l'on en a cherché la cause dans une crise nerveuse qui aurait brusquement déprimé la volonté du Quartier Maître Général. Légende, certes ! Mais légende qui traduit la stupeur de l'opinion allemande devant la gravité d'une situation qui lui fut brusquement révélée. Le 28 septembre, Ludendorff a avec son chef et associé Hindenburg une entrevue émouvante ; il lui dévoile son sentiment intime : il faut demander en hâte à l'ennemi la paix et l'armistice. Le feld maréchal comprend et approuve. Le gouvernement allemand, en butte déjà à de violentes attaques de l'opposition démocratique et socialiste, aux prises avec de grosses difficultés de ravitaillement et avec la propagande bolcheviste, veut de son côté prendre conseil du grand État-Major. Une conférence réunit, le 29, à Spa, l'Empereur, von Hintze, Hindenburg et Ludendorff. Deux décisions capitales y sont prises : une démarche sera faite auprès du président Wilson en vue d'un armistice et de la paix, un rescrit impérial portant introduction du système parlementaire en Allemagne est rédigé, et l'Empereur se résoud à appeler au pouvoir des représentants de l'Allemagne libérale. Le 2 octobre, le prince Max de Bade forme un ministère de coalition des partis de gauche, et, le 5, la première note à M. Wilson est expédiée.

Ainsi s'ouvraient les négociations qui aboutirent à l'armistice et dont on trouvera l'exposé dans le chapitre suivant. Nous ne les considèrerons ici que sous l'angle spécial de leurs rapports avec la situation des armées allemandes. A ce point de vue, nous devons tout d'abord constater qu'elles furent entamées sous la pression des nécessités militaires et constituent déjà un aveu d'impuissance du Haut Commandement allemand.

Ce qu'était devenue cette armée formidable, l'exposé fait par le représentant du Grand Quartier Général aux chefs de parti du Reichstag, le 2 octobre, et la suite des pourparlers entre l'Etat-Major et le gouvernement nous le montrent clairement. La question des renforts est devenue décisive. Les bataillons sont à 540 hommes, en dépit des dissolutions de divisions : l'incorporation de la classe 1920 les portera à 640, mais, si les attaques ennemies continuent, les renforts normaux ne couvriront pas les besoins d'une campagne d'hiver, même calme. Il manque 70.000 hommes par mois ! Le 17, la situation a encore empiré, 28 divisions d'infanterie n'ont plus que 2000 ou 3000 hommes ! Du 24 septembre au 10 octobre, il faudra en dissoudre définitivement 11. Comment arriver à remettre les bataillons à effectifs pleins, mesure qui, de l'avis de Ludendorff « sauverait la situation » ? Le ministre de la Guerre offre 70.000 hommes de l'armée de l'intérieur, suprême ressource, qui, d'ailleurs, n'arrivera jamais aux armées ; après quoi, il n'y a plus à compter que sur les troupes de Russie et la levée en masse. Mais le général Hoffmann déclare que le danger bolcheviste reste grand, et que les 26 divisions, dispersées en Russie et en Roumanie, ne comprennent que des hommes de plus de 35 ans, inaptes physiquement et moralement au combat. M. Scheidemann affirme de son côté que la mobilisation générale ne servirait à rien, en raison du moral très affaibli de la classe ouvrière. De fait, les déserteurs sont légion. Au front, avoue Ludendorff «nos divisions lâchaient pied». «Le nombre des fuyards augmentait effroyablement à l'arrière... Ceux qui combattaient à l'avant étaient des héros. Mais ils étaient trop peu nombreux..... » On supprime les permissions ; mais les permissionnaires de l'intérieur ne rejoignent pas, et les autres se défilent. Deux généraux d'armée reconnaissent, devant le Conseil des ministres, que « le défilage a pris une proportion effrayante, en particulier dans les combats sous bois ». Ce sont donc, selon le mot fameux, toujours les mêmes qui se font tuer. Les bonnes troupes sont mises à contribution jusqu'à l'extrême limite de leurs forces ; elles n'ont plus de délai pour se refaire, ne comprennent plus pourquoi il leur faut si souvent combler les vides, et perdent peu à peu leur volonté de combattre.

LA CROIX-ROUGE DANS LES GARES

Tableau de *Maurice Bouchor*

Ainsi les commandants d'armées et de groupes d'armées sont amenés à se défaire progressivement de leurs réserves ; le raccourcissement des fronts ne compense pas l'usure matérielle et morale des grandes unités. A la date du 10 novembre, le chiffre des divisions engagées est de 167 contre 129 seulement, le 24 septembre ; le 24 septembre, nous constatons encore la présence en arrière du front allemand de 78 divisions, dont 60 fraîches ou reconstituées ; le 14 octobre, ce chiffre tombe à 26, dont 9 fraîches, le 28 octobre à 24 dont 12 ; le 11 novembre, il n'y aura plus que 17 dont 9 ! La guerre devient ainsi, selon l'expression de Ludendorff, un « jeu de hasard » dont toutes les données sont incertaines : tel corps d'armée tiendra-t-il ? telle division acceptera-t-elle de monter en ligne ? tel régiment se battra-il bien ou mal ? les renforts promis arriveront-ils à temps ? les trains partiront-ils à l'heure ? Pour conjurer la catastrophe qui menace les armées allemandes, il n'aurait fallu rien moins qu'une révolution dans la façon de penser, de sentir et d'agir du peuple et du gouvernement allemands. La révolution se produisit, mais pas dans le sens espéré. Les « miracles » comme celui de la Marne supposent l'existence d'un idéal plus fort que la souffrance et que la mort ; le pangermanisme, doctrine brutale et positive, amas de convoitises mal camouflées sous une idéologie superficielle, avait pu enivrer l'Allemagne victorieuse ; il ne pouvait l'enthousiasmer dans un péril de mort.

Il lui ôterait plutôt sa dernière chance de salut. On s'est demandé avec raison pourquoi les chefs de l'armée allemande ne se sont pas décidés, dès août ou au plus tard en septembre, à reculer d'un seul bond sur la Meuse ou même sur la frontière allemande et à concentrer sur une ligne incomparablement plus courte, et plus avantageuse, les troupes encore solides dont ils disposaient à cette date. Il est certain que cette décision, élémentaire au point de vue militaire, fut écartée par des motifs politiques. L'Allemagne ne voulait lâcher ni ses gages ni son butin. Les évacuations de territoire ne furent consenties que sous la pression des évènements. On les retardera jusqu'à la dernière minute pour avoir le temps de tout emporter et aussi de tout détruire. En dépit des protestations de Ludendorff, il est avéré que la retraite allemande s'accompagna de destructions systématiques ; non seulement les ponts, routes, canaux, voies ferrées, lignes télégraphiques furent méthodiquement détruits, mais les contrées abandonnées furent littéralement vidées de toutes les richesses qu'elles contenaient encore ; les stocks de céréales, de matières premières, de métaux et de tissus furent concentrés et dirigés, *à partir d'août*, sur l'intérieur de l'Allemagne. Fait plus grave : des ordres furent donnés pour la destruction pure et simple de tout l'outillage industriel que l'on ne pouvait emporter. La région minière de Lens et les centres textiles ou métallurgiques du Nord eurent particulièrement à souffrir. Une sorte de revanche sournoise s'exerça sur la France victorieuse et s'efforça de ruiner, à défaut de notre puissance militaire, notre relèvement économique. Le colonel Heye déclare, le 17 octobre, devant le Conseil des ministres, qui approuve : « Si nous nous retirons en combattant, *il faut détruire le pays*, car il faut créer entre l'ennemi et nous une frontière de sécurité. » Ce prétexte, d'ailleurs absurde, servit à couvrir les plus impardonnables excès. Mais, même pour détruire, et à plus forte raison pour piller, il faut du temps. Ainsi s'explique l'entêtement des généraux allemands à maintenir, contre toute logique, leurs armées aussi éloignées de leurs bases, au risque de les perdre entièrement. L'esprit de conquête et de rapine de l'Allemagne féodale se retourne ici contre les intérêts vitaux de la nation allemande.

Ces considérations ne sont d'ailleurs pas pour diminuer le mérite des soldats de l'Entente. Les armées alliées souffrent, elles aussi, de la prolongation des efforts qu'on exige d'elles et des conditions nouvelles dans lesquelles elles doivent combattre. Elles ont définitivement « secoué la boue des tranchées » et mènent, surtout depuis les premiers jours de septembre, une bataille en rase campagne contre un ennemi encore relativement abrité. Elles subissent de ce fait une infériorité tactique qui pourrait devenir sérieuse, si deux éléments n'intervenaient en leur faveur. D'une part, les méthodes de combats des petites unités sont d'autant plus prudentes que les conceptions des grands chefs deviennent plus hardies ; le temps est passé où, dès réception d'un ordre d'attaque, colonels et chefs de bataillon lançaient à la baïonnette leurs troupes aussitôt décimées. Officiers et soldats ont désormais trop d'expérience ; conformément à la maxime populaire, « ils ne s'en font pas », tâtent soigneusement le terrain avant de

s'engager, épient patiemment le moment favorable, et ne considèrent plus que l'idéal militaire consiste à se faire tuer sans profit. Les plus intelligents des généraux, et Pétain en particulier, les encouragent dans cette voie : des instructions précises interdisent d'aborder de front les centres de résistance adverses ; on les déborde, on les cerne, on ne les enlève que lorsqu'on ne peut pas faire autrement et après une préparation par le feu aussi complète que possible. La prudence de cette tactique explique le chiffre relativement faible des pertes de l'armée française (110.000 tués, 368.000 évacués du 1er juillet au 11 novembre — le chiffre des tués tombe de 75.000 en juillet — août à 35.000 pour septembre-octobre-novembre) et de l'armée anglaise. Quant aux Américains, il est malheureusement certain que l'inexpérience de leurs cadres subalternes et l'imprudence de leurs artilleurs leur valurent des pertes inutiles et des revers que nous avons eu l'occasion de signaler.

Section Photographique de l'Armée

RUINES DE LENS, LA FOSSE 5

En revanche, lorsqu'il fallait décidément «y aller», le soldat ne boudait pas à la besogne. Il avait désormais confiance. Confiance dans ses chefs directs, presque tous réservistes comme lui, sortis souvent des rangs de la troupe, vivant de plus en plus de sa vie et devinant ses secrets désirs. Confiance aussi dans ses généraux, dont il ne pouvait nier la valeur et qui, sélectionnés peu à peu par leurs fautes elles-mêmes, constituaient vraiment, à la fin de la guerre, l'élite de l'armée. Les méthodes de commandement s'étaient, sous l'influence de Pétain, progressivement «humanisées». Les chefs commandaient de moins haut et se préoccupaient de ne demander à leurs hommes que les sacrifices nécessaires. Que ces sacrifices fussent réellement utiles, il était impossible d'en douter depuis que l'ennemi reculait. La réoccupation des territoires perdus, la délivrance des villes capturées, les acclamations des populations libérées étaient autant de stimulants pour nos bataillons harassés. D'ailleurs le fait même de marcher en pleins champs, en plein air, de ne plus vivre sous la voûte humide des abris, dans le cercle de fer de la vie des tranchées, bref la perspective de la guerre « fraîche et joyeuse », ragaillardissait des hommes en qui survivait la lointaine attirance de l' « aventure », le goût du mouvement et du risque qui caractérise notre race impatiente. Un peu de l'âme des soldats de l'an II ressuscitait dans les corps, enfin redressés, des « poilus » résignés qu'avait dessinés Forain.

Mais les chefs connaissaient d'autres soucis. Ils savaient que la situation exigerait un redoublement d'efforts, et ils constataient l'usure de plus en plus grande de l'instrument qu'ils maniaient. Faute de temps, il était impossible de donner à l'armée le loisir de se refaire. Le déficit était partout : déficit en hommes (il manque en moyenne, à la date du 10 octobre, 1.500 hommes par division), en chevaux, en munitions, en chars d'assaut, en camions-autos. Il faut se résigner à voir diminuer la puissance combative de nos grandes unités.

D'ailleurs, il est impossible de pousser en avant tout le matériel accumulé par les armées au cours de la période défensive. Pétain prend résolument le parti d' « alléger » les combattants, et, à partir de septembre, nous retournons peu à peu à l'armée de 1914. Les régiments d'infanterie sont ramenés

à 70 officiers et 2.546 hommes : 3 bataillons, à 3 compagnies de trois sections seulement et une compagnie de mitrailleuses, plus une compagnie par régiment, au centre d'instruction divisionnaire ; les sapeurs bombardiers sont réunis au peloton de canons de 37 pour former un groupe régimentaire d'engins d'accompagnement ; les trains de combat et trains régimentaires sont réduits en voitures et en chevaux. Divisions et corps d'armée n'amènent avec eux que leur artillerie organique ; dans les unités hippomobiles, on supprime un canon par batterie de 75, 120, 105 et 155; les armées ne sont plus approvisionnées qu'à trois jours de feu au lieu de cinq et des instructions sévères limitent la consommation d'obus de 75; au besoin, on laissera en arrière un certain nombre de batteries ou de groupes, dont on utilisera les chevaux et le personnel pour compenser les pertes — on arrêtera la formation de nouvelles unités de chars d'assaut, et la production des usines est dirigée directement sur les armées en campagne. L'essentiel est de pousser de l'avant, sans interruption, même avec des moyens de fortune.

Section Photographique de l'Armée

TAHURE

Mais cette poussée allait exiger des divers services un rendement inaccoutumé. Au fur et à mesure qu'elles s'éloignent de leurs bases, les armées sont aux prises avec des difficultés de communications en apparence insurmontables. Les routes sont détruites, les voies ferrées inexistantes ou mal orientées. A la rigueur, sur une profondeur de 50 kilomètres, le camion peut remplacer le rail ; mais, au delà, il faut prévoir un double jeu de convois automobiles, et nos ressources n'y suffisent pas. Des mesures exceptionnelles sont prises : on constitue une réserve interalliée de transports automobiles, qui rendra de grands services en se transportant successivement sur les points où la situation est la plus critique, et des commissions régulatrices interalliées ; on limite les ravitaillements au strict nécessaire ; on va même jusqu'à réduire de un demi-litre la ration de ce précieux « pinard », indispensable agrément de l'ordinaire et on suspend l'envoi des colis au front ; on utilise au maximum les ressources, bien précaires, des contrées reconquises et le butin enlevé à l'ennemi; on exige des troupes qu'elles opèrent à pied la majeure partie de leurs déplacements. La possibilité d'une avance rapide repose avant tout sur la réfection des routes : à cet effet, des détachements de travailleurs marchent avec les avant-gardes ; chaque corps d'armée a mission d'organiser au moins une route réservée aux ravitaillements et évacuations, cependant que les divisions créent des pistes pour voitures légères, artillerie et piétons, et que l'armée consacre ses efforts à l'établissement d'un circuit par automobiles. Le génie s'emploie avec acharnement à rétablir les ouvrages d'art et à raccorder le système des voies ferrées allemandes aux nôtres, en faisant un large emploi de la voie de 0.60. Quelques chiffres donneront une idée de la besogne fournie par les éléments non combattants. D'une façon générale, il faut compter 200 tonnes par jour, et par division, de vivres et de munitions, sans préjudice des transports de troupes et des déplacements de matériel. A la 4e armée, à partir du 3 octobre, les seuls transports de vivres exigent 350 camions par jour ; le réapprovisionnement en munitions, effec-

tué dans les mêmes conditions, représente 2.500 tonnes par jour ; la voie de 0.60 progresse à la vitesse moyenne de trois kilomètres par jour, atteignant, le 1er octobre, Tahure, le 23, Machault ; à la date du 20 octobre, toutes les routes importantes du secteur, sur une profondeur de 35 kilomètres et une largeur à peu près égale, étaient rétablies et en bon état. Dans le dernier mois de la guerre, une seule de nos réserves automobiles a effectué 2.594.076 kilomètres-voitures, et l'ensemble du Service automobile débitait 13.000 tonnes par jour. Dans l'armée anglaise, en octobre 1918, plus de 85.000 tonnes de matériaux de route furent, chaque semaine, transportés par camions sur un parcours hebdomadaire total de près de 22 millions et demi de kilomètres. L'énormité de ces chiffres est la seule réponse à faire à ceux qui, à l'arrière, se plaignaient de certaines lenteurs et demandaient pourquoi l'on « n'avançait pas » !

Section Photographique de l'Armée

ATTIGNY

Nous avons, en effet, laissé les armées alliées devant la position Hermann, sur laquelle l'ennemi s'est retiré pour y livrer la bataille décisive. Du 17 au 25 octobre, les armées franco-anglaises qui opèrent entre Valenciennes et l'Argonne vont briser cette barrière, selon le plan esquissé par Foch dès le 12. L'effort principal est dirigé par les 3e et 4e armées britanniques et la 1re armée française, de Valenciennes à l'Oise, de façon à tourner les positions Serre-Aisne, que nos 10e, 5e et 4e armées attaquent de front. Au cours de combats très rudes, les premières réussissent à rejeter l'ennemi hors de ses tranchées et à le refouler au delà de la Sambre et de l'Oise. Les autres brisent en maints endroits la ligne de la Serre et de l'Aisne, et s'ouvrent de larges têtes de pont au nord de ces deux cours d'eau. Mais l'ordre leur parvient de ne point pousser à fond leur offensive. Désormais certain du succès, Foch veut le transformer en une victoire décisive. Il espère ramasser d'un gigantesque coup de filet toutes les forces allemandes accrochées en Champagne, si elles s'attardent au fond de la poche.

Ses directives des 19, 20 et 23 octobre prévoient deux offensives maîtresses : l'une en Flandre, en direction de Bruxelles, qui aura pour but de menacer les communications du Kronprinz de Bavière ; l'autre en Lorraine, qui, remontant vers Sarrebrück, puis vers Trèves, essaiera de couper du Rhin l'ensemble des armées allemandes en retraite. Il s'agit encore d'une manœuvre « en tenaille », mais cette fois de dimensions formidables. Pour donner aux ailes marchantes la solidité nécessaire, Foch dégarnit son centre : la 10e armée Mangin est transportée secrètement en Lorraine, à partir du 27, et remplacée par la 3e. Les forces françaises des Flandres sont constituées en armée sous le commandement du général de Boissoudy et portées à neuf divisions, auxquelles s'ajouteront deux divisions américaines. Mais ces deux offensives décisives, dont le développement exige encore du temps, seront doublées par deux attaques parallèles de moindre envergure, qui viseront simplement à rejeter l'ennemi sur le massif des Ardennes en coupant ses lignes de communication à l'ouest et à l'est de ce massif. L'armée anglaise prononcera dès que possible une attaque d'ensemble sur Mons et Maubeuge, appuyée par

la 1re armée française, orientée vers Guise ; l'armée américaine poussera en même temps jusqu'à Mézières, appuyée par la 4e armée française partant du front Attigny-Vouziers.

Le court temps d'arrêt marqué vers la fin d'octobre par les armées alliées à la suite de la rupture de la ligne Hermann, semble avoir abusé le Haut Commandement allemand sur ses dernières chances de succès. Après avoir réclamé à cor et à cris l'armistice, Hindenburg et Ludendorff essaient d'en rejeter la responsabilité sur les dirigeants politiques de l'Allemagne. Mais cela ne fait pas l'affaire des ministres du Reich, qui obtiennent de l'Empereur le renvoi de Ludendorff. Le 26, il démissionne. A ce signe on reconnaît que l'Allemagne n'aura pas le courage d'engager une lutte à outrance. Au surplus, du 24 octobre au 4 novembre, l'armée austro-hongroise s'effondre devant l'offensive victorieuse des Italiens. Les forces alliées s'apprêtent à marcher sur Innsbrück, puis sur la Bavière. Au début de novembre le moment est venu pour le peuple allemand de choisir entre une capitulation hâtive ou l'invasion.

Section Photographique de l'Armée

TRIAGE DU BUTIN PRIS AUX ALLEMANDS

Il se décida pour la capitulation; mais, eût-il essayé de prolonger la lutte, qu'il n'y eût gagné qu'une défaite plus irrémédiable. A partir du 31 octobre, en effet, le plan de Foch s'exécute, et il n'est plus permis de douter qu'il réussira. Le Groupe d'Armées des Flandres force la ligne du canal de l'Ecloo et de la Lys, atteint l'Escaut à Gand et à Audenarde. Les armées anglaises s'emparent de Valenciennes, du Quesnoy, passent la Sambre à Landrecies atteignent à Aulnoye le croisement des voies ferrées Lille-Metz et Namur-Paris. La 1re armée française franchit l'Oise à Guise, débordant toutes les positions de Champagne. Enfin les Américains, unis à notre 4me armée, enfonçent entre Aisne et Meuse la position Kriemhild qui les avait arrêtés jusque là : ils atteignent successivement Dun-sur-Meuse, Buzancy, Stenay, le Chesne. Le nombre des prisonniers et du matériel qui tombe aux mains des armées alliées atteste l'épuisement de l'armée allemande. A maints endroits, l'infanterie se replie avant que notre tir de barrage l'ait atteinte; seuls, les détachements de mitrailleurs, l'élite de l'armée, et les unités de plus en plus réduites qui sont encore dans la main de leurs chefs nous opposent une résistance à laquelle il faut rendre hommage. Le 4 novembre, Hindenburg ordonne la retraite sur la ligne Anvers-Meuse, qui comporte quelques organisations défensives hâtivement organisées. Dès lors, c'est la poursuite : du 5 au 9 novembre, toutes nos armées s'ébranlent et libèrent rapidement la presque totalité du territoire français. Le 10 novembre au soir, le front passe par les approches de Gand et celles de Mons, par Maubeuge, Mézières, Sedan. Le 13 novembre, doit commencer l'offensive de Lorraine. Sous les ordres de Castelnau, la 10me armée Mangin, la 8me armée Gérard, la 2me armée américaine Bullard, 30 divisions, marcheront sur Sarrebrück. Comment résister à cette attaque nouvelle et formidable? A tout prix l'Allemagne va conclure l'armistice.

# XVI

# L'ARMISTICE ET LA PAIX

## L'ALLEMAGNE ET M. WILSON

La grande offensive de mars avait été accueillie en Allemagne par l'enthousiasme universel. L'arrêt brusque des armées impériales devant Amiens causa, par contre-coup, une déception profonde, que l'optimisme de la presse ne parvint pas à diminuer. Le succès inespéré du 27 mai ne rendit même pas courage à l'opinion et dans les milieux parlementaires se manifesta un grand pessimisme. Les membres du Reichstag, qui avaient voté la résolution de paix du 19 juillet 1917, trouvaient pesant le joug de Ludendorff et du Grand Quartier Général. Dans le ministère, le Chancelier Hertling s'inclinait toujours devant les militaires, mais le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. de Kühlmann, devenait partisan d'une paix de compromis. Le 25 juin, M. de Kühlmann, on l'a vu, déclara au Reichstag que ce n'était pas par les armes que la guerre prendrait fin. Pour ces paroles le Secrétaire d'État fut, il est vrai, obligé de démissionner, et son successeur fut un amiral-diplomate, von Hintze. C'est à M. von Hintze qu'à la veille de l'attaque du 15 juillet, Ludendorff dit sa foi en la victoire rapide et décisive. Quelques jours après commençait l'offensive des Alliés. Après sa défaite du 8 août, Ludendorff (voir chapitre XV) parla le premier, aux conférences de Spa, d'une démarche nécessaire en faveur de la paix. Cependant août et septembre s'écoulèrent sans action diplomatique précise, au moins du côté allemand. M. von Hintze envisagea bien une médiation de la reine de Hollande, mais ses chances de succès eussent été très réduites. L'Allemagne souhaitait de traiter, et elle se refusait encore à modifier ses buts de guerre.

C'est même malgré l'intervention de M. von Hintze et de Hindenburg que, le 14 septembre, d'accord avec son empereur, le comte Burian, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, adressa à tous les belligérants une longue note pour proposer l'envoi prochain en pays neutre de délégués autorisés à entrer en pourparlers confidentiels sur les principes fondamentaux de la paix. La situation intérieure de l'Autriche expliquait la résolution prise. L'antique monarchie était incapable de poursuivre la lutte un hiver de plus. Elle ne souffrait pas seulement de la disette. Un contact prolongé avec la Russie des Soviets, dont l'ambassadeur, M. Ioffe, avait été accueilli, imprudemment peut-être, à Berlin, avait favorisé dans toute l'Europe centrale la diffusion des idées révolutionnaires. Les discours du président Wilson avaient aidé au réveil des sentiments nationaux parmi tous les peuples slaves et latins de la monarchie, en particulier les Tchéco-Slovaques. Grâce à la propagande tenace de quelques patriotes réfugiés en France, en Angleterre et aux États-Unis, notamment MM. Masaryck et Benès, les puissances de l'Entente venaient d'ailleurs de reconnaître officiellement le Conseil national tchéco-slovaque comme gouvernement allié. Déjà elles avaient pris à leur service les troupes tchèques de Russie et de Sibérie et constitué — grâce aux immigrés d'Amérique — des régiments tchéco-slovaques sur les fronts italien et français. La reconnaissance officielle du Comité yougo-slave était imminente. (Elle s'accomplit le 15 septembre). Une paix immédiate pouvait seule empêcher la décomposition de l'État des Habsbourg. Mais une ouverture aussi vague que celle du comte Burian n'avait plus, au milieu de septembre, aucune chance d'être accueillie par l'Entente. Avant même d'avoir reçu la note, le président Wilson répondit qu'aucune proposition ne serait examinée, si l'Autriche et l'Allemagne ne commençaient par accepter les principes de paix proclamés par les Alliés. M. Clemenceau, M. Balfour, ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, ne furent pas moins nets. Le gouvernement autrichien renonça, pour le moment, à son essai de négociation directe.

A la même époque, l'Allemagne tenta de gagner l'un de ses adversaires. Elle offrit à la Belgique de négocier une paix séparée. Le gou-

vernement belge rendit publique la proposition allemande et n'y répondit pas.

Mais les événements se précipitent. La Bulgarie battue conclut un armistice ; l'offensive des Alliés se généralise le 26 septembre. Ludendorff et Hindenburg tombent d'accord : il faut sans délai demander la paix. L'empereur approuve. M. von Hintze, présent au Grand Quartier général de Spa, conseille de s'adresser en ce cas au président Wilson (29 septembre), et Guillaume II, qu'accompagne Hindenburg, rentre alors à Berlin où vient d'éclater une crise politique. Le Chancelier Hertling, demeuré hostile à l'introduction désormais indispensable du régime parlementaire en Allemagne, s'est retiré. En hâte le prince Max de Bade, qui passe pour un démocrate sincère, constitue un gouvernement nouveau. Des représentants des grands partis du Reichstag (socialistes majoritaires, centre catholique, démocrates), deviennent ministres, notamment MM. Ebert et Scheidemann pour les socialistes, M. Erzberger pour le centre. Aux Affaires étrangères, M. Solf remplace M. von Hintze. Le prince-Chancelier n'est d'ailleurs pas favorable à une démarche immédiate en faveur de la paix. Il souhaite quelques jours de répit pour étudier la situation. Il devine qu'entamer des négociations en des conjonctures si difficiles, cela signifie, à coup sûr, la perte de l'Alsace-Lorraine, de la Posnanie, des colonies allemandes. Mais de Spa arrivent sans cesse des télégrammes extrêmement pressants : « Le front peut être percé d'un moment à l'autre... Les armées ne peuvent plus attendre quarante-huit heures. » Le 2 octobre, un officier du Grand Quartier Général venu à Berlin, le commandant von dem Bussche, expose aux chefs des partis du Reichstag la gravité de la situation. Le lendemain, au Conseil des ministres, Hindenburg donne lecture d'une note dont Ludendorff approuva les termes : « Le commandement suprême s'en tient à la demande qu'il a faite le lundi 29 septembre, d'expédier immédiatement à nos ennemis une offre de paix. Par suite de l'écroulement du front de Macédoine, de l'affaiblissement consécutif de nos réserves sur le front occidental et de l'impossibilité de compenser les pertes considérables que nous avons faites dans la bataille des jours derniers, il n'y a plus d'espoir, autant que l'homme peut en juger, d'imposer la paix à l'ennemi... Dans ces conditions, il est souhaitable de mettre fin à la lutte pour épargner au peuple allemand et à ses alliés des sacrifices inutiles. Chaque jour perdu coûte la vie à des milliers de braves soldats. » L'insistance de l'État-Major triomphe de la résistance du Chancelier. Le 5 octobre, par l'intermédiaire du gouvernement helvétique, le prince Max adresse à M. Wilson la note suivante : « Le gouvernement allemand prie le Président des États-Unis d'Amérique de prendre en main la cause de la paix, d'en informer tous les États belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations. Le gouvernement allemand prend, pour base de ces négociations, le programme élaboré dans le message adressé au Congrès, le 8 janvier 1918, par le président des États-Unis d'Amérique et dans ses déclarations ultérieures, en particulier dans le discours du 27 septembre 1918 (relatif à la Société des nations). Pour éviter que l'effusion du sang se continue, le gouvernement allemand demande la conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer, et dans les airs. »

Ainsi, du premier coup, l'Allemagne acceptait les « quatorze points », notamment la rétrocession de l'Alsace-Lorraine à la France et la constitution d'une Pologne disposant d'un libre accès à la mer. Quelques membres du Cabinet de Berlin, il est vrai, entendaient seulement prendre les quatorze points comme base de discussion. Les questions d'Alsace et de Pologne auraient désormais un caractère international, rien de plus. En fait le télégramme du Chancelier liait l'Allemagne, et M. Wilson allait d'ailleurs s'employer à dissiper toute équivoque. Pourquoi le gouvernement allemand s'est-il en effet adressé au Président des Etats-Unis, et non pas à l'ensemble des Alliés ? Certes, M. Wilson est le chef, réel aussi bien que moral, de la Coalition, puisque l'arrivée des Américains sur le front français a seule rendu possible la victoire des Alliés. Mais surtout il est le chef d'une nation qui n'a pas d'intérêt direct engagé dans la lutte ; il est idéaliste, souhaite préparer la réconciliation des peuples après la guerre, et ne sera donc pas un adversaire implacable. Peut-être aussi considérait-on encore à Berlin le Président comme un naïf ou un vaniteux qu'il ne serait pas impossible de jouer.

A la note du prince Max, M. Wilson répondit quarante-huit heures après, toujours par l'intermédiaire de la Suisse, en posant trois questions :

« Le Chancelier impérial veut-il dire que le gouvernement impérial allemand accepte les conditions posées par le Président dans son adresse au Congrès des États-Unis, le 8 janvier dernier et dans ses adresses subséquentes, et que son but, en entamant des discussions, serait seulement de se mettre d'accord sur les détails pratiques de leur application ?

« Le Président se voit dans l'obligation de dire, en ce qui concerne la suggestion d'un armistice, qu'il ne voit pas la possibilité de proposer une cessation des hostilités aux gouvernements avec lesquels le gouvernement des Etats-Unis est associé contre les puissances centrales, aussi longtemps que les armées de ces dernières puissances sont sur le sol des gouvernements associés. La bonne foi de toute discussion dépendrait manifestement du consentement des puissances centrales de retirer immédiatement partout leurs forces des territoires envahis.

« Le Président se croit également justifié en demandant si le Chancelier impérial parle simplement au nom des autorités constituées de l'Empire qui jusqu'ici ont conduit la guerre».

Ainsi M. Wilson exige l'acceptation pure et simple de ses bases de paix, l'évacuation des territoires envahis et l'assurance que le Chancelier parle bien au nom du peuple allemand. Devant une mise en demeure aussi nette que faire ?

A partir du 9 octobre plusieurs conseils se tiennent à Berlin. Ludendorff, convoqué par le Chancelier, continue à se prononcer en faveur d'un armistice immédiat. Le chef du bureau des opérations du Grand Quartier, le colonel Heye, présent aussi à Berlin, appuie la demande de son chef. D'ailleurs, le 7 octobre, l'Autriche s'est adressée à son tour au Président des États-Unis pour réclamer un armistice et l'ouverture des négociations de paix, sur la base des quatorze points. L'Allemagne risque de se trouver seule. Le 12 octobre, M. Solf expédie donc à Washington la réponse aux trois questions : « Les buts de pourparlers à entamer seraient..... seulement de s'entendre sur les détails pratiques de l'application » des quatorze points. L'Allemagne est prête à évacuer les territoires envahis. Elle « s'en rapporte au Président, pour provoquer la réunion d'une commission mixte qui serait chargée de passer les accords nécessaires en vue de l'évacuation ». Enfin le Chancelier, d'accord avec le Reichstag, parle au nom du gouvernement et du peuple allemands.

En apparence la note de M. Solf donne satisfaction à M. Wilson ; mais elle dissimule mal le désir très naturel qu'a l'État-Major, comme le gouvernement, de gagner du temps. Une négociation, si brève soit-elle, au sujet de l'évacuation, permettrait à Hindenburg et Ludendorff de regrouper leurs armées. Mais, deux jours après, la nouvelle réponse de M. Wilson, plus longue, plus rude aussi que la première, apporte la « décision » du Président. Pas de commission mixte. « Le mode de l'évacuation et les conditions de l'armistice sont des questions qui doivent être laissées au jugement et aux avis des conseillers militaires » des Alliés. D'ailleurs, seul pourra être accepté l'arrangement qui assurera « le maintien de la présente suprématie militaire des armées des États-Unis et des Alliés ». Pas d'armistice possible non plus tant que « les forces armées de l'Allemagne continueront à se livrer aux pratiques illégales et inhumaines dans lesquelles elles persistent » (c'est-à-dire renonciation à la guerre sous-marine). Enfin il reste un problème fondamental : la destruction en Allemagne du pouvoir arbitraire qui, par sa seule volonté, peut troubler la paix du monde. C'est la question constitutionnelle, sinon la question dynastique, qui est posée.

L'Allemagne est cette fois en présence d'un dilemme bien précis. Ou elle accepte les conditions de M. Wilson, et c'est la capitulation; ou elle les rejette, et c'est la continuation de la guerre avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire l'invasion prochaine. Ludendorff, une nouvelle fois mandé à Berlin par le Conseil des ministres, recommande maintenant la résistance. « Sans doute, déclare-t-il, une percée reste possible, mais elle n'est pas vraisemblable... Si on m'envoie des renforts, j'envisage l'avenir avec une entière confiance. » Le premier quartier-maître général contredit ainsi entièrement le langage qu'il tenait deux semaines auparavant. Interrogé par M. Solf, il prend la responsabilité d'une rupture des négociations. Son assurance revenue ne convainc personne ; les ministres estiment que Ludendorff cherche à se soustraire à sa responsabilité. Malgré lui, malgré Hindenburg, le 20 octobre M. Solf télégraphie une troisième note. C'est l'acceptation. L'évacuation sera réglée par les

conseillers militaires ; le torpillage des navires transportant des passagers cessera. Quant à la destruction du pouvoir arbitraire, elle est accomplie. L'Allemagne est devenue un État parlementaire.

M. Wilson n'a plus qu'à prendre acte. Sa réponse du 23 otobre déclare "qu'après les assurances solennelles et explicites" de l'Allemagne, "il ne peut pas refuser d'étudier, avec les gouvernements avec lesquels le gouvernement des États-Unis est associé, la question d'un armistice". L'armistice devra d'ailleurs être tel qu'il rende impossible à l'Allemagne toute reprise des hostilités. Le Président transmet donc aux puissances alliées sa correspondance avec l'Allemagne ; mais il ajoute encore que des garanties extraordinaires seront nécessaires, car "les nations du monde ne se fient pas et ne peuvent pas se fier à la parole de ceux qui jusqu'à présent ont été les maîtres de la politique allemande. Il n'y a rien à gagner en taisant cette chose essentielles." C'est réclamer l'abdication de Guillaume II.

Courbant la tête, M. Solf, par une dernière note, annonce le 27 octobre que le gouvernement allemand, pleinement d'accord avec le Président, "attend maintenant les propositions d'armistice".

La veille, Ludendorff a été relevé de ses fonctions. Le 24 octobre, en effet, Ludendorff a signé avec Hindenburg un ordre du jour pour inviter l'armée à poursuivre la lutte. On y dit : "La réponse de Wilson exige la capitulation militaire. Par là même elle est inacceptable pour nous, soldats. C'est la preuve que la volonté d'anéantissement de nos ennemis qui a déchaîné la guerre en 1914 persiste sans restriction aucune... La réponse de Wilson ne peut donc être pour nous autres soldats qu'une invitation à continuer la résistance jusqu'à l'extrême limite de nos forces." L'ordre du jour a été arrêté en route. Mais, connu le 25 à Berlin, il suscite au Reichstag une tempête d'indignation. Le cabinet exige le renvoi du premier quartier-maître général, que Guillaume II lui-même finit par abandonner. Le 26 octobre, le général Groener remplace Ludendorff. Ainsi a disparu le seul homme disposé — par un singulier retournement — à combattre encore. A Berlin, la continuation de la guerre apparaît chaque jour plus impossible. Non seulement la situation militaire s'aggrave ; mais, après la Bulgarie — et bientôt après la Turquie —, l'Autriche renonce à résister. A la demande d'armistice, formulée le 7 octobre par le Comte Burian, Wilson n'a répondu que le 18 octobre. Le Président ne se contente plus de l'autonomie des nationalités en Autriche. Depuis le 8 janvier et les quatorze points, des événements ont modifié "l'attitude et la responsabilité" des États-Unis, en particulier la reconnaissance du Conseil national tchéco-slovaque. Le 27 octobre, le nouveau ministre des Affaires étrangères de Charles 1er, le comte Andrassy, adhère à la manière de voir américaine et se déclare prêt sans attendre le résultat d'autres négociations à entrer en pourparlers "pour la paix et pour un armistice immédiat."

Ainsi abandonnée par sa dernière alliée, comment l'Allemagne pourrait-elle se dérober, quand, le 5 novembre, elle reçoit de Washington l'avis tant attendu ? « Le maréchal Foch a été autorisé par le gouvernement des États-Unis et les gouvernements alliés à recevoir les représentants dûment accrédités du gouvernement allemand et à leur communiquer les conditions d'un armistice ».

## L'ÉLABORATION DE L'ARMISTICE

L'opinion française avait accueilli avec méfiance et scepticisme les ouvertures de l'Allemagne. Les déceptions avaient été si fréquentes ! Par désir de réalisme et peur du « bourrage de crâne », on refusait de croire ce que l'on souhaitait. L'armée allemande reculait sans doute, mais elle se battait bien. L'hiver venu, Foch ne devrait-il pas suspendre son offensive jusqu'au printemps ? Ce n'est pas seulement à Paris, au Parlement, que régna, presque jusqu'à la fin d'octobre, cet état d'esprit « critique » ; il dominait dans bien des États-Majors et autour du généralissime lui-même. L'affaiblissement du moral allemand, depuis si longtemps escompté et maintenant si réel, avait été pourtant préparé par l'action de notre propagande. L'introduction au delà du Rhin (généralement par voie aérienne) de milliers de traits pacifistes, la large diffusion du Mémoire, récemment divulgué, dans lequel le prince Lichnowsky, l'ancien ambassadeur à Londres, jugeait sévèrement la politique allemande d'avant-guerre, avaient ébranlé la confiance de beaucoup d'Allemands en

la justice de leur cause. Mais la crainte répandue d'une manœuvre, d'un piège tendu par Berlin rendait difficile toute appréciation exacte de la situation.

D'ailleurs une question préliminaire se posait. Les Alliés avaient-ils intérêt à interrompre la lutte avant la victoire décisive et l'entrée de nos armées en Allemagne ? Au cours d'entretiens avec MM. Clemenceau et Pichon et le maréchal Foch, M. Poincaré, aux environs du 12 octobre, présenta de nombreuses objections. Un armistice prématuré, même s'il nous donnait, en apparence, toutes les garanties désirables, risquait de « couper les jarrets » de nos soldats. Aucun armistice ne devrait être conclu tant qu'il y aurait des Allemands en France. Selon sa coutume, le Président de la République consigna son opinion par écrit dans une lettre adressée au président du Conseil. Celui-ci répondit. Dans une négociation de cette importance, déclara M. Clemenceau, il nous fallait tenir compte du point de vue de nos Alliés. Si M. Wilson se ralliait à l'idée d'un armistice, M. Lloyd George appuierait la thèse américaine, et la France ne pourrait seule s'opposer à son adoption. Au reste, le président du Conseil était personnellement loin de partager les craintes exprimées, et il était seul responsable. Si M. Poincaré entendait encore intervenir dans la négociation, M. Clemenceau préférerait se retirer. Le Président de la République s'inclina.

Mais quand, le 23 octobre, M. Wilson transmit officiellement aux gouvernements alliés sa correspondance avec l'Allemagne, il fallut aborder le problème. Dans sa troisième note, le Président des États-Unis avait nettement spécifié qu'un armistice ne serait accordé qu'aux conditions arrêtées par les États-Majors alliés, « pourvu du moins que ceux-ci jugent un pareil armistice possible au point de vue militaire ». Qu'allaient décider le maréchal Foch et ses lieutenants français, anglais, américains et belges ?

Autre question. L'Allemagne avait accepté comme base de paix les quatorze points énumérés dans le message du 8 janvier. Les Alliés feraient-ils leur, sans réserves, le programme de M. Wilson ?

Le 25 octobre, le maréchal Foch, auquel M. Clemenceau a remis le dossier constitué par les notes allemandes et américaines, réunit à Senlis le maréchal Haig, le général Pershing, le général Pétain. Tous sont d'accord pour ne pas refuser l'armistice. Mais les avis divergent quand il s'agit des stipulations. Le maréchal Haig dont, depuis trois mois, les troupes ont fourni un effort particulièrement dur, souhaite ardemment la fin de la lutte. Il propose donc des conditions acceptables pour l'Allemagne dont les forces sont affaiblies, mais non brisées : l'évacuation des territoires envahis (Belgique, France) et de l'Alsace-Lorraine et la restitution du matériel ferroviaire pris en 1914 en Belgique et en France ; demander plus risque d'exaspérer dangereusement le sentiment national allemand. Le général Pétain, au contraire, se place sur le terrain même de la dernière note de M. Wilson. Il faut que l'armistice empêche l'ennemi de recommencer la guerre et permette aux Alliés de dicter leurs conditions de paix. Aussi aux demandes formulées par Haig, Pétain ajoute deux propositions nouvelles. D'abord que l'armée allemande rentre en son pays sans matériel, sans canons, ni tanks, ensuite que les Alliés occupent la rive gauche du Rhin et une zone de 50 kilomètres sur la rive droite. Le commandant en chef des armées françaises déclare d'ailleurs qu'il doute fort de l'acceptation par les Allemands de semblables conditions. Le général Pershing approuve pleinement les déclarations du général Pétain.

Le lendemain, Foch, dans une lettre à M. Clemenceau, présente ses suggestions définitives. Le maréchal reprend strictement les propositions de Pétain : évacuation rapide des pays envahis, y compris l'Alsace-Lorraine et le Luxembourg, abandon par l'ennemi d'un matériel important, occupation de la rive gauche du Rhin et de quatre têtes de ponts sur la rive droite (Cologne, Coblence, Mayence, Kehl), maintien du blocus jusqu'à l'exécution de toutes les clauses de l'armistice. Les deux chefs français, en plein accord, abstraction faite de toute considération politique, ont énuméré l'ensemble des conditions militaires qui permettront aux Alliés d'imposer la paix. Aux gouvernements de se prononcer à leur tour, en se plaçant à un point de vue plus large, celui de la direction suprême des opérations, diplomatiques aussi bien que militaires.

A partir du 23 octobre, successivement les chefs des gouvernements alliés d'Europe et leurs ministres des Affaires Etrangères sont arrivés à Paris ; MM. Lloyd George et Balfour, pour l'Angleterre ;

M. Orlando et M. Sonnino pour l'Italie; M. Venizelos pour la Grèce, M. Hymans, au nom de la Belgique; enfin l'ami, l'envoyé personnel du Président Wilson, le colonel House. C'est le 31 octobre seulement, à Versailles, que se tiendra la première réunion officielle du Conseil supérieur de la Guerre, fonctionnant conformément aux décisions de Rapallo. Mais des entretiens officieux, poursuivis dans le salon du colonel House, rue de l'Université, dans le cabinet de M. Clemenceau au ministère de la Guerre ou dans celui de M. Pichon aux Affaires étrangères, précédèrent la session du Conseil suprême. Mal renseignés sur la situation vraie de l'ennemi, ne croyant pas encore l'Allemagne à la veille de la capitulation, très préoccupés d'ailleurs par la crainte d'une extension du bolchevisme dans l'Europe centrale, les chefs de gouvernement ratifièrent sans discussion approfondie le projet de Foch.

VERSAILLES. — LE TRIANON PALACE OU SE SONT RÉUNIS LES DÉLÉGUÉS DE LA PAIX

Un Américain, délégué au Comité exécutif militaire, le général Tasker H. Bliss, fut presque seul à critiquer les proposition du généralissime (28 octobre). Selon le général Bliss deux clauses suffiraient : " le désarmement et la démobilisation militaires complets " et l'évacuation des territoires envahis, " non par des hommes armés ou partiellement armés, mais par des hommes désarmés ". L'Allemagne, incapable dès lors de faire la guerre serait contrainte d'avance d'accepter nos conditions de paix. Sans débats, les suggestions du général Bliss furent écartées. Les chefs de gouvernement n'entendaient pas être plus sévères que le commandant en chef des armées alliées. Or, Foch jugeait non seulement inutile, mais dangereuse, toute " humiliation nouvelle " infligée aux Allemands. Il définit son attitude en plusieurs déclarations qu'il importe de reproduire : « On ne fait la guerre que pour ses résultats. Si les Allemands signent maintenant un armistice dont les conditions générales seront celles que nous venons de déterminer, nous aurons obtenu ces résultats. Le but étant atteint, nul n'a le droit de faire répandre une goutte de sang de plus... Proposer, imposer même sur le papier, rien de plus facile. Mais il faut se mettre en face des réalités... Que ferez-vous si les Allemands, après avoir accepté les conditions sévères et suffisantes que je propose, refusent de souscrire aux humiliations nouvelles que vous suggérez? Risquerez-vous pour cela la reprise des hostilités et le sacrifice inutile de plusieurs milliers de vies? » Le maréchal refuse de poursuivre la guerre, comme M. Poincaré l'avait en somme conseillé, si les Allemands cèdent. « Les conditions auxquelles se sont arrêtés vos conseillers militaires sont celles-là mêmes que nous devrions et pourrions imposer après le succès de nos prochaines opérations. Si donc les Allemands les acceptent, il est inutile de continuer la bataille. » Foch ne rencontra pas d'autre contradicteur. Les chefs de gouvernement admirent sans restriction la thèse du maréchal et, dans leurs réunions préparatoires, n'apportèrent que d'insignifiantes modifications au texte élaboré à Senlis.

Le 31 octobre, première séance officielle du Conseil suprême, à l'hotel Trianon-Palace de Versailles, sous la présidence de M. Clemenceau. Foch présente d'abord un exposé d'ensemble de la situation militaire " Depuis le 18 juillet, déclare-t-il, nous avons forcé l'ennemi à la retraite. Une armée qui pendant trois mois est forcée à la re-

traite, qui subit des pertes, qui ne peut plus effectuer de redressement est une armée battue... La désorganisation militaire est donc un fait désormais acquis, mais la lutte continue et se prolonge. De notre côté, nous pouvons à l'entrée de l'hiver continuer cette bataille de 400 kilomètres; les effectifs de nos armées nous le permettent. Les armées françaises et britanniques ont certes été éprouvées, mais peuvent continuer; l'armée américaine est encore fraîche, et ses réserves arrivent tous les jours. Le moral des troupes est excellent, nos soldats ont conscience de leur ascendant sur l'ennemi... Donc la guerre... écartée en Orient... nous est favorable en Occident. Nous pouvons la continuer si l'ennemi le désire jusqu'à la défaite complète. " Très rapidement le Conseil met ensuite au point les clauses d'armistice avec l'Autriche et, le vendredi 1er novembre, l'on aborde la question des négociations avec l'Allemagne.

Avant tout les Alliés doivent préciser leur position à l'égard des " quatorze points ". MM. Clemenceau et Lloyd George se sont déjà mis d'accord. Ils jugent les quatorze points une base de paix très admissible. Ils ne formulent que deux réserves, l'une, d'origine évidemment britannique, relative à la "liberté des mers"; l'autre, française, précise ce qu'il faut entendre par "restauration" des territoires envahis. M. Clemenceau apporte donc au Conseil un projet de note à M. Wilson. Après un échange d'observations avec le colonel House, le texte soumis est adopté. Le voici :

« Les gouvernements alliés ont examiné avec soin la correspondance échangée entre le Président des États-Unis et le gouvernement allemand. Sous réserve des observations qui suivent, ils se déclarent disposés à conclure la paix avec le gouvernement allemand aux conditions posées dans l'adresse du Président au Congrès, le 8 janvier 1918 et selon les principes énoncés dans ses déclarations ultérieures. Ils doivent toutefois faire remarquer que l'article 2, relatif à ce qu'on appelle couramment la liberté des mers, se prête à diverses interprétations dont certaines sont telles qu'ils ne pourraient pas les accepter. Ils doivent en conséquence se réserver une liberté d'action entière sur cette question quand ils viendront siéger à la Conférence de la paix.

« D'autre part, lorsqu'il a formulé les conditions de paix dans son adresse au Congrès du 8 janvier 1918, le Président a déclaré que les territoires envahis doivent être non seulement évacués et libérés, mais restaurés. Les Alliés pensent qu'il ne faudrait laisser subsister aucun doute sur ce que signifie cette condition. Ils comprennent par là que l'Allemagne devra compenser tous les dommages subis par les populations civiles des nations alliées et par leurs propriétés du fait de l'agression par l'Allemagne des pays alliés, soit sur terre, soit sur mer, soit en conséquence d'opérations aériennes. »

Pour l'armistice, toutes les clauses strictement militaires ratifiées presque sans discussion, un débat ne s'engage que sur trois points. D'abord le front oriental. Non sans hésitation on finit par décider l'annulation des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest et l'évacuation par l'Allemagne des territoires ayant fait partie de l'ancienne Russie. Mais aucun délai n'est spécifié pour le retrait des troupes : on redoute que les Bolchevicks ne viennent prendre la suite des Allemands en Ukraine, dans les pays baltiques et en Pologne. D'autres discussions concernent les stipulations navales et les réparations. Malgré le maréchal Foch, sur la demande pressante des experts navals anglais et français, le Conseil arrête que, outre les sous-marins qui tous devront être livrés, « les navires de guerre de surface » désignés par les Alliés seront désarmés et internés dans les ports neutres ou alliés. Puis, à la requête des représentants de la France, malgré des objections d'ordre juridique, le principe de la réparation des dommages « sous réserve de toutes revendications et réclamations ultérieures de la part des alliés » est inscrit dans l'armistice. Le 4 novembre, tout est achevé. Les conditions fixées par le Conseil suprême sont transmises à Washington. Le Président Wilson est en même temps prié d'informer le gouvernement allemand que la prochaine démarche à faire est l'envoi d'un parlementaire au maréchal Foch.

Le 5 novembre, M. Lansing, secrétaire d'État américain, dans une dernière note à l'Allemagne, lui communique la mémorandum allié relatif aux quatorze points. Le Président, déclare-t-il, est « d'accord avec l'interprétation énoncée dans le dernier paragraphe du mémorandum » et annonce que le maréchal Foch a été autorisé « à recevoir les représentants dûment accrédités du gouvernement allemand et à leur communiquer les conditions

d'un armistice ». Transmis par le ministre de Suisse à Washington, le message américain parvint à Berlin le 6 novembre dans l'après-midi.

## L'ARMISTICE DU 11 NOVEMBRE.

Avant même l'arrivée du télégramme Lansing, l'Allemagne avait résolu de capituler sans nouveau délai. La situation militaire empirait. Le successeur de Ludendorff, le général Grœner, présent à Berlin, déclarait qu'il fallait éviter à tout prix une défaite décisive de l'armée. La résistance ne pouvait plus être que de courte durée. A l'intérieur de l'Empire, des troubles éclataient, en particulier à Kiel où les marins étaient en pleine révolte. Le 6 novembre au matin, au Conseil des ministres, le Chancelier fit décider l'envoi immédiat sur le front occidental d'une délégation chargée de conclure l'armistice. Si le vendredi 8 novembre aucune réponse du Président Wilson n'était survenue, on hisserait au besoin le drapeau blanc. Erzberger fut chargé de représenter le gouvernement au sein de la délégation, dont il reçut la présidence le lendemain. Un diplomate, un officier général, un officier de marine avaient mission de l'assister. Muni de pouvoirs en blanc, signés par le Chancelier, sans autre instruction que celle d'obtenir à tout prix l'armistice, Erzberger, parti de Berlin le 6 au soir, arriva au Quartier Général de Spa le jeudi 7 au matin. Dans la nuit, un radio, enregistré à Senlis, où résidait Foch, à minuit 30, avait annonc au commandant en chef des armées alliées la nomination et l'arrivée imminente des plénipotentiaires allemands. Une heure après, Foch avait répondu en invitant les délégués à se présenter aux avant-postes par la route de Chimay-Fourmies-la Capelle-Guise. Le soir même, vers 20 heures, les cinq autos qui transportaient Erzberger et ses collaborateurs franchissaient les lignes françaises, tout près de la Capelle. Conduits à Tergnier, les envoyés allemands furent de là amenés en chemin de fer à Rethondes dans la forêt de Compiégne. Là, stationnait le train spécial de Foch. Le 8 novembre, à 9 heures du matin, Erzberger et les trois autres plénipotentiaires sont introduits dans le wagon-bureau du maréchal où se trouvent aussi le général Weygand, chef d'État-major de Foch, et les amiraux anglais Wemyss et Hope. Après avoir communiqué ses pouvoirs Erzberger essaye de négocier. Il attend, dit-il, les propositions des Alliés relatives à la conclusion d'un armistice. Mais Foch répond : « Je n'ai pas de propositions à faire ». Puis, sur une réplique d'Erzberger, il ajoute : « Demandez-vous l'armistice ? Si vous le demandez, je puis faire connaître à quelles conditions il pourra être obtenu. » Erzberger annonce qu'il demande l'armistice. Le général Weygand entreprend alors la lecture des stipulations; soixante-douze heures sont données aux Allemands pour accepter ou refuser; des pourparlers ne sauraient s'engager, mais il est entendu que des conversations privées auront lieu entre l'escorte du maréchal et les plénipotentiaires allemands. Après trois quarts d'heure d'entretien, la délégation ennemie, dont les membres se sont efforcés de rester impassibles, regagne son train.

Photo Chusseau-Flaviens

SIGNATURE DU PROTOCOLE DE LA PAIX

Le 9 novembre, Erzberger envoie au maréchal

L'ARMISTICE A PARIS SUR LES BOULEVARDS

un mémoire. Les conditions des Alliés y sont proclamées inexécutables, propres seulement à livrer l'Allemagne à l'anarchie et à la famine. Le dimanche 10, le général Weygand a adressé à Erzberger une lettre pour rappeler que les délais d'acceptations expirent le lendemain à 11 heures. Mais les délégués allemands attendent encore de leur gouvernement, auquel ils ont transmis les exigences des vainqueurs, l'autorisation formelle de signer.

Des événements décisifs viennent d'ailleurs de s'accomplir à Berlin et à Spa.

Le 9, la révolution a éclaté à Berlin. Pour apaiser la foule, Max de Bade, de sa propre autorité, fait annoncer l'abdication de Guillaume II; le prince-Chancelier se démet ensuite de ses fonctions en faveur de M. Ebert, le chef socialiste, qui aussitôt constitue un gouvernement provisoire. Le même jour, à Spa — où se trouve l'empereur — Hindenburg a convoqué, pour les consulter, un grand nombre d'officiers, tirés des armées les plus proches. Comme le vieux feld-maréchal, presque tous ont reconnu la nécessité de capituler. Universellement abandonnés, Guillaume II et le Kronprinz se sont alors enfuis en Hollande.

Erzberger et ses adjoints, laissés sans nouvelles officielles, ne savent que faire. Moins que jamais ils peuvent se passer du consentement explicite de Berlin. Enfin, le dimanche à 20 heures, un radio de Hindenburg leur parvient. Le chef des armées allemandes souhaite des atténuations sur différents points, mais ajoute : « Si vous n'arrivez pas à obtenir ces points, il faudrait tout de même conclure. » Deux heures après arrive un télégramme en clair, signé par le Chancelier d'Empire, autorisant à accepter les conditions d'armistice. (En réalité l'autorisation émanait seulement du Grand Quartier Général, qui, ne parvenant pas à communiquer par téléphone à Berlin, avait pris cette initiative, qu'approuvèrent d'ailleurs le Chancelier Ebert et ses collègues). Alors le 11, à 2 heures du matin, commence une nouvelle et dernière discussion. Erzberger lutte plus d'une heure pour obtenir la cessation du blocus. Finalement, Foch consent à promettre de promptes mesures de ravitaillement. A 5 heures, le débat s'achève. Les signatures s'échangent. Il est entendu que

Section Photographique de l Armée

ENTRÉE DES FRANÇAIS A STRASBOURG

Section Photographique de l'Armée

ENTRÉE DES TROUPES FRANÇAISES EN ALSACE

les hostilités cesseront six heures après, par conséquent à 11 heures.

L'armistice du 11 novembre consacrait la capitulation de l'Allemagne. En un délai de quinze jours les armées allemandes devaient évacuer tous les pays envahis (Belgique, France, Luxembourg, Alsace-Lorraine) et livrer 5.000 canons, 25.000 mitrailleuses, 3.000 minenwerfer, 1.700 avions. Du seizième au trente et unième jour, la rive gauche du Rhin et trois têtes de pont d'un rayon de 30 kilomètres sur la rive droite (Cologne, Coblence, Mayence) seraient évacuées et occupées par les Alliés. (L'occupation de Kehl, prévue dans le plan primitif de Foch, n'avait pas été retenue par le Conseil suprême). En outre une zone neutre de 10 kilomètres, dans laquelle les troupes allemandes ne pourraient stationner, serait réservée sur la rive droite, à l'est du fleuve et des têtes de pont. Dans un délai de trente et un à trente-six jours, remise de 5.000 locomotives, 150.000 wagons, 5.000 camions automobiles. Le rapatriement immédiat, sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre alliés était stipulé. Enfin, après les articles relatifs au front oriental et aux réparations, venaient les clauses navales : livraison de tous les sous-marins, désarmement et internement de 6 croiseurs de bataille, 10 cuirassés d'escadre, 56 destroyers, maintien sans terme prévu du blocus. La durée de l'armistice était fixée à trente-six jours avec faculté de prolongation.

Pour assurer la stricte exécution de la convention, une Commission internationale d'armistice devait fonctionner sous l'autorité du commandement allié. Bientôt constituée, cette Commission, établie à Spa, eut pour président le général français Nudant.

Lorsque, le 11 novembre au matin, parvint en toutes les unités du front et de l'arrière, en toutes les communes de France, la nouvelle de l'acceptation par l'ennemi de toutes nos conditions, la joie s'accompagna d'étonnement. Les Allemands capitulaient quand, sur le front Ouest, ils tenaient encore Anvers, Bruxelles, Briey, les deux tiers de la Belgique et un coin important de la France. Non seulement, ils abandonnaient toutes ces conquêtes, mais ils livraient sans combat une

Photo Roll

MM. CLEMENCEAU ET MILLERAND A STRASBOURG

partie même du sol de leur patrie, la ligne du Rhin avec ses forteresses réputées imprenables. Malgré trois mois de succès, ni l'armée, ni la population n'avaient encore en France le sentiment profond de la victoire. La conclusion d'un armistice aux stipulations jugées si sévères, si humiliantes pour l'adversaire apportait tout à coup la révélation de la situation vraie. La victoire remportée était absolue, telle que, depuis les déceptions d'août 1914, presque personne n'avait osé l'espérer. Les démocraties occidentales avaient triomphé des Hohenzollern et des Habsbourg, détrônés après avoir été vaincus. Personne, ne songeait, dans la fièvre heureuse des premières heures, à rien critiquer. A la Chambre, M. Clemenceau avait déjà été acclamé, le 5 novembre, lorsqu'il était venu lire l'armistice autrichien. Le 11, à son entrée dans la salle, avant tout discours, ce fut une nouvelle manifestation enthousiaste.

Paris, qui depuis un an avait mené une vie austère et rude, fait éclater sa joie. Déjà le jeudi 7, après réception du radio annonçant l'envoi d'une délégation allemande, le bruit de la signature d'un armistice avait couru. Le lundi, quand, vers dix heures du matin, le canon des Invalides retentit, la population comprend et se répand par les rues aussitôt pavoisées. Le mauvais rêve s'est évanoui, la guerre a pris fin. Une joie spontanée, bruyante, née d'un sentiment de délivrance, se manifeste. Les soldats qui passent, Français ou Alliés, sont portés en triomphe. La foule parcourt les rues en chantant. Des bals s'organisent. C'est le début d'une ère de fêtes qui va durer plusieurs semaines.

Chaque jour apporte sa nouvelle heureuse. Après celui de Guillaume II, le trône des autres souverains d'Allemagne s'écroule. A Munich, un journaliste socialiste, Kurt Eisner, adversaire de l'hégémonie prussienne, devient chef de la République bavaroise. A Prague, à Varsovie, des gouvernements provisoires se constituent. Une « Europe nouvelle » s'esquisse. Les Alliés entrent à Constantinople. Puis, à partir du 17 novembre, conformément à la convention d'armistice, les armées alliées se portent en avant. Ainsi qu'il était naturel les troupes françaises seules pénètrent en Alsace-Lorraine. Du Luxembourg à la frontière suisse, les 10e, 8e, 4e et 2e armées avancent ovationnées par les populations. De Thionville à Mulhouse, ce ne sont qu'entrées solennelles en des villes joyeuses de redevenir françaises. A Metz, Pétain, nommé maréchal, établit son quartier général. A Strasbourg, un commissaire général, M. Maringer, auquel succèdera quelques mois après M. Millerand, remplace le statthalter. Lorsque le Président de la République et le président du Conseil se rendront à leur tour en Alsace-Lorraine, ils seront accueillis avec enthousiasme. Dans un discours prononcé à Strasbourg, M. Poincaré pourra dire : « Le plébiscite est fait. »

Le 1er décembre, commence, au delà des frontières de 1870, l'occupation des territoires rhénans. Belges, Britanniques et Américains cantonnent, respectivement, dans les régions de Krefeld, Cologne, Coblence. Aux Français, présents aussi à Aix-la-Chapelle, sont réservés Sarrebrück, Landau et la tête de pont de Mayence, dont le 33e corps prendra possession le 13 décembre. Le général Fayolle, qui fixe son quartier général à Kaiserslautern, assume le commandement du Groupe des Armées françaises d'occupation. Il a sous ses ordres Mangin (10e armée) à Mayence, et Gérard (8e armée) à Landau. Les deux tiers de nos forces stationneront ainsi en Alsace-Lorraine et en Rhénanie. Les autres clauses d'armistice sont aussi assez exactement exécutées. En quelques semaines, les prisonniers alliés rentrent dans leurs patries. Une escadre allemande vient se faire interner à Scapa-Flow, aux îles Orcades.

Paris est devenu la capitale commune des Alliés. L'un après l'autre, tous les chefs d'État alliés s'y rendent : le roi d'Angleterre, le roi des Belges, le Président Wilson, Victor-Emmanuel d'Italie. Tous sont applaudis, mais c'est à M. Wilson que la foule réserve ses acclamations les plus véhémentes, les plus chargées d'affection, de reconnaissance et d'espoir (14 décembre). Le chef du gouvernement américain n'accomplit pas en effet un voyage d'apparat. Après avoir par son intervention dans la guerre assuré le triomphe du droit, il vient donner maintenant au monde la paix juste et définitive.

## DE L'ARMISTICE A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Les jours d'enthousiasme ne se prolongèrent pas beaucoup après le milieu de décembre. La

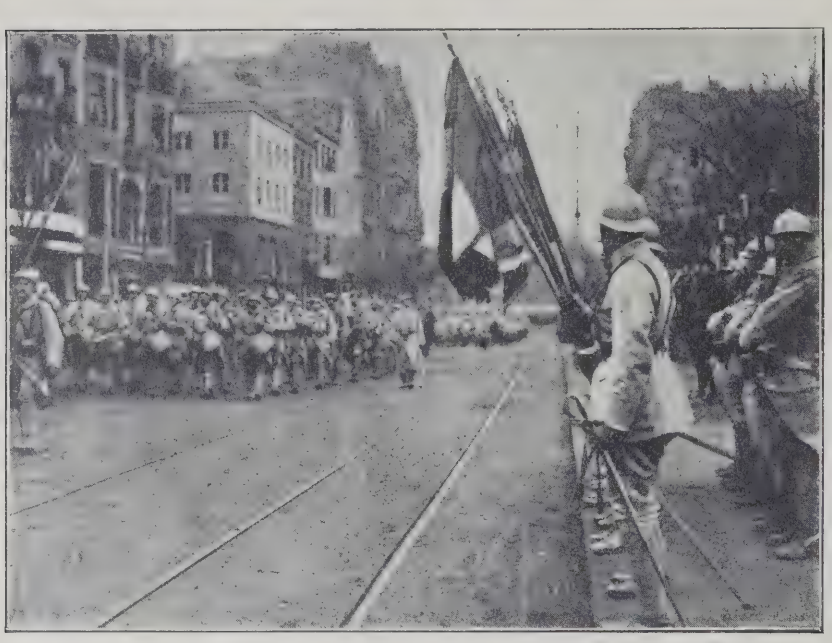
victoire n'avait pas tout résolu. Tant de problèmes se posaient encore : la France, l'Europe étaient à refaire. Comment s'y prendre ?

On avait quelquefois pensé que, la guerre gagnée, M. Clemenceau abandonnerait le pouvoir, Il n'en fut rien. Très sincèrement le président du Conseil se jugeait indispensable, seul à même de négocier la paix. Il est vrai que son prestige était grand hors de France, et sa popularité réelle à l'intérieur. Dans le Parlement, jamais l'opposition n'avait été plus réduite et plus impuissante. Rien ne fut donc changé ni dans le personnel, ni dans les méthodes gouvernementales. L'état de siège, la censure subsistèrent. Malgré la création d'un sous-secrétariat d'Etat à la démobilisation, seuls quelques vieux territoriaux furent renvoyés dans leurs foyers. C'est seulement en février 1919, que commença véritablement la démobilisation, limitée encore aux classes de la territoriale et aux deux plus anciennes de la réserve (1907 et 1906). M. Loucheur, dont les services constituaient désormais le ministère de la Reconstruction industrielle — M. Lebrun demeurant aux Régions libérées —, dirigea la remise en état des voies ferrées et navigables du Nord et de l'Est, que les Allemands avaient détruites durant leur retraite. Elle s'effectua assez rapidement, mais à cela se borna presque l'effort entrepris à l'intérieur des départements dévastés. Un nouvel emprunt à 4 %, dit de la libération, émis en octobre et novembre, venait de rapporter 19 milliards. Joints aux sommes fournies par la multiplication des Bons de la Défense nationale, ces milliards permirent de faire à peu près face aux charges de l'État. Par contre, au lendemain de l'armistice la hausse du coût de la vie s'accentua pendant que notre change, jusque-là stabilisé grâce à des accords financiers interalliés, commençait de baisser. Mais si importantes que fussent ces questions d'ordre intérieur, elles cédaient naturellement le pas au problème capital de la paix.

Le sort de la guerre était demeuré trop longtemps en suspens, l'armistice avait été demandé et signé trop soudainement pour que le président du Conseil et les quelques collaborateurs qui possédaient sa confiance eussent eu le désir ou le temps de réfléchir beaucoup aux futures stipulations de paix. Sans doute un « Comité d'études », créé par M. Briand, présidé par M. Lavisse, et composé d'historiens et de géographes éminents, avait élaboré une série de mémoires sur les questions politiques et ethniques qui se posaient en Europe. Des économistes, de leur côté, avaient rédigé des notes sur les problèmes d'ordre financier et commercial. Mais ces savants avaient travaillé sans liaison étroite avec le gouvernement et leurs études, souvent remarquables, ne pouvaient fournir les éléments précis d'un programme de paix. Il fallait donc improviser; car, tout occupés à vaincre, la France et ses Alliés n'avaient au cours de la guerre jamais dressé, publiquement ou en secret, un plan complet et harmonieux de paix. Lorsque M. Briand avait répondu au Président Wilson, seuls quelques principes très généraux avaient été énumérés : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, réparation des méfaits commis par l'Allemagne, organisation d'une Société des Nations. Quand, après la révolution russe et l'in-

Section Photographique de l'armée

METZ. — LES SOLDATS FRANÇAIS ESCORTÉS DE JEUNES LORRAINES

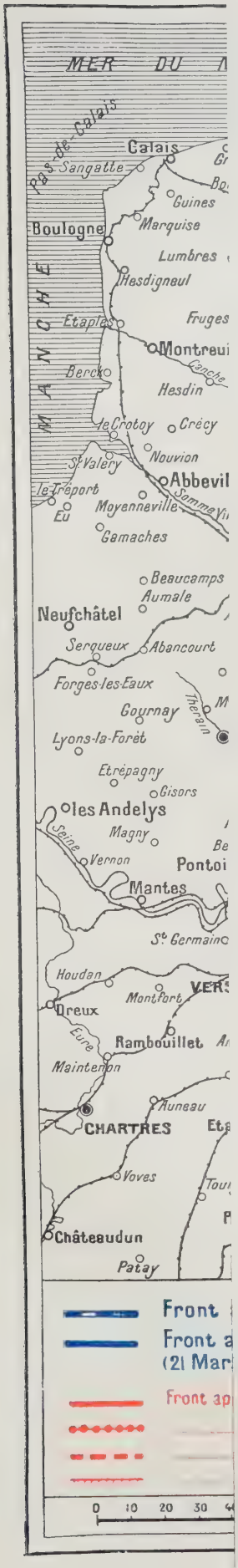


Section Photographique de l'Armée

ENTRÉE DES FRANÇAIS A AIX-LA-CHAPELLE

tervention américaine, le Parlement français avait, en juin 1917, abordé le problème des buts de guerre, la conclusion du débat avait été encore : restitutions, réparations, garanties. M. Wilson, dans ses quatorze points, avait avec plus de précision géographique repris les mêmes principes. Les Alliés avaient donc pu, presque sans réserves, accepter les quatorze points comme bases de paix. Les démocraties l'avaient emporté dans la lutte engagée contre les autocraties et le militarisme. La paix devrait être la paix des peuples, celle qui mettrait fin aux iniquités et rendrait impossible le retour du fléau qui, en quatre ans, avait causé en Europe la mort de huit millions d'hommes. Mais l'accord fait sur les principes, comment passer à l'application? Les problèmes à résoudre se pressaient, nombreux, complexes, parfois presque insolubles. Cinq surtout étaient fondamentaux. D'abord il fallait mettre l'Allemagne hors d'état de nuire, la rendre incapable de recommencer l'agression de 1914, garantir la sécurité de ses voisins à l'Ouest (France-Belgique), comme à l'Est (Pologne). Puis, l'Autriche-Hongrie dissoute, une Europe danubienne nouvelle était à construire. Le mécanisme des réparations devait être fixé. Enfin, venaient deux questions particulièrement délicates : l'organisation de la Société des Nations, la reconstitution de la Russie.

Tous ces problèmes intéressaient la France. Mais comment leur trouver une solution, sinon par la conciliation indispensable et inévitable de notre point de vue avec celui de nos Alliés? M. Clemenceau sentait fortement qu'à la guerre gagnée en commun devait succéder une paix faite aussi en commun. Mais son tempérament comme ses conceptions le rendaient assez peu apte au rôle de négociateur. Jadis démocrate sincère, l'âge l'avait rendu plein de mépris pour les idéologies libérales auxquelles il avait voué sa jeunesse. Il n'avait jamais beaucoup goûté les conseils ; il était devenu incapable de les supporter, de les écouter même. Confiant en l'excellence de ses intentions, dans le désintéressement de son patriotisme, il entendait tout conduire seul — ou avec l'aide de collaborateurs effacés qui n'existeraient que par lui —, et affranchi de tout contrôle parlementaire. Il avait été spontanément entendu que la Conférence de la Paix se tiendrait à Paris. M. Clemenceau ne se contenta pas de prendre la présidence de la délégation française. Avec un haut fonctionnaire qu'on espérait docile, M. Jules Cambon, deux membres du gouvernement, MM. Pichon et Klotz, et M. Tardieu, commissaire général aux affaires de guerre franco-américaines, furent nos plénipotentiaires adjoints. MM. Pichon et Klotz ne jouèrent qu'un rôle secondaire. Au contraire M. Tardieu fut le principal lieutenant du président du Conseil. Journaliste connu, élu député en 1914, M. Tardieu avait été en 1916 l'un des chefs de l'opposition. Haut commissaire aux États-Unis en 1917, il avait, dans ces fonctions, fait preuve d'activité. Gros travailleur, toujours prêt à feuilleter un dossier ou à rédiger un mémoire, sa connaissance des affaires internationales lui avait conquis la faveur de M. Clemenceau. Il allait être, du côté français, l'auteur véritable du traité de Versailles. Avec le simple titre de délégué technique, un autre ministre, M. Loucheur, fut aussi un conseiller très écouté. Enfin l'ambassadeur de France à Berne, M. Dutasta, ami personnel de M. Clemenceau, devint secrétaire général de la délégation fran-


MER DU N
MANCHE
Pas de Calais
Calais
Sangatte
Guines
Boulogne
Marquise
Lumbres
Hesdigneul
Etaples
Fruges
Montreui
Berck
Canche
Hesdin
le Crotoy
Crécy
Nouvion
St Valery
Abbevil
le Tréport
Eu
Moyenneville
Gamaches
Beaucamps
Aumale
Neufchâtel
Sergueux
Abancourt
Forges-les-Eaux
Gournay
Therain
Lyons-la-Forêt
Etrépagny
Gisors
les Andelys
Magny
Seine
Vernon
Pontoi
Mantes
St Germain
Houdan
Montfort
VER
Dreux
Eure
Rambouillet
Maintenon
Auneau
CHARTRES
Et
Voves
Châteaudun
Patay
Front
Front a
(21 Mar
Front ap
0 10 20 30

CARTE DE L'EXTRÊME AVANCE ALLEMANDE ET DE L'EXTRÊME AVANCE ALLIÉE

çaise, avant d'être celui de la Conférence de la paix.

Tous ces choix furent accueillis par l'opinion avec quelque réserve. Plusieurs journaux regrettèrent que le président du Conseil n'eût pas fait appel à la collaboration de politiques éminents, surtout à celle de M. Briand, dont l'autorité, après un temps d'éclipse, était redevenue grande. Le 29 décembre 1918, à la Chambre, M. Clemenceau protesta contre la « pression » que l'on tentait d'exercer sur lui. « J'ai lu dans les journaux, déclara-t-il, que je n'étais pas l'homme de la Paix. Cet homme, quel est-il donc ? » Avec la même énergie, le président du Conseil repoussa toute immixtion des deux Assemblées ou de leurs Commissions dans la négociation. M. Franklin-Bouillon, président de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre, avait invité le Gouvernement à faire connaître ses vues. M. Clemenceau se contenta — toujours dans la séance du 29 décembre — de préciser sa philosophie politique, hostile aux innovations. « Il y avait, dit-il, un vieux système qui paraît condamné aujourd'hui et auquel je ne crains pas de dire que je reste en partie fidèle en ce moment : les pays organisaient leur défense. C'était très prosaïque. Ils tâchaient d'avoir de bonnes frontières : ils s'armaient... Ce système paraît aujourd'hui condamné par quelques hautes autorités. » Puis, après celui de l'équilibre, il fit l'éloge du « système d'alliances auquel je ne renonce pas, je le dis tout net, et ma pensée directive... c'est qu'il ne doit rien arriver qui puisse séparer dans l'après-guerre les quatre puissances qui étaient réunies dans la guerre ! A cette entente, je ferai tous les sacrifices. » Il ne dissimula pas non plus son scepticisme quant à une réconciliation définitive des peuples. Enfin, comme s'il n'avait pas marqué suffisamment la différence de pensée qui le séparait de M. Wilson, il parla du Président des États-Unis en termes qui semblèrent ironiques : M. Wilson, dit-il, « inspire le respect par la simplicité de sa parole et par la noble candeur de son esprit. » La Chambre vota la confiance par 398 voix contre 93, vrai blanc-seing donné au président du Conseil.

La Conférence de la Paix ne put s'ouvrir officiellement que le 18 janvier 1919. M. Wilson avait dû se rendre à Londres et à Rome, où la foule tenait aussi à l'acclamer. M. Lloyd George avait été retenu en Angleterre par les élections générales auxquelles il avait fait procéder. Il fallut donc renouveler l'armistice, conclu seulement pour trente-six jours. Le 13 décembre, à Trèves, le maréchal Foch et Mathias Erzberger se rencontrèrent une seconde fois. La durée de l'armistice fut prolongée d'un mois. Les Alliés se firent reconnaître le droit d'occuper la zone neutre de la rive droite du Rhin entre la tête de pont de Cologne et la frontière hollandaise. Le 16 janvier nouvelle prolongation d'un mois encore. Diverses clauses des conventions antérieures n'ayant pas été exécutées, l'Allemangne dut fournir en compensation un lot de machines et instruments agricoles. En même temps, en face de Strasbourg, Kehl et sa ceinture de forts furent livrés aux Alliés. Un mois après, le 19 février, dernier renouvellement, mais cette fois sans date d'expiration, les Alliés se réservant le droit de reprendre les hostilités sur un préavis de trois jours. Ainsi le régime provisoire établi le 11 novembre subsista de longs mois à peu près sans modifications. L'opinion française ne fut pas sans manifester à

Section Photographique de l'Armée

ENTRÉE DES FRANÇAIS A MAYENCE

ce sujet des regrets et des craintes. L'absence de toute stipulation contraignant l'Allemagne à démobiliser intégralement souleva des critiques. L'Allemagne n'avait pas le sentiment de sa défaite. Hindenburg et ses soldats avaient été, au retour dans leur patrie, accueillis comme des héros invaincus. Si quelques jours d'anarchie avaient suivi la révolution du 9 novembre, l'Allemagne, gouvernée par les socialistes qui, en janvier, triomphaient définitivement des Spartakistes, disciples de Moscou, redevenait un État ordonné et demeurait unifiée. En Bavière, Kurt Eisner avait véhémentement dénoncé la tyrannie prussienne. Mais en février Eisner fut assassiné, et le nouveau chef du ministère bavarois, M. Hoffmann, ne songea qu'à réclamer l'appui de Berlin pour triompher d'émeutes communistes. Le gouvernement français assista à tous ces événements d'Allemagne en spectateur. Aucune aide ne fut, par exemple, accordée à Kurt Eisner. Pour s'expliquer cette passivité, l'opinion supposa que les Alliés avaient gêné l'action de M. Clemenceau. La presse conservatrice insinua que, sans M. Wilson, nos grands chefs n'eussent pas accordé un armistice prématuré. Une invasion au-delà du Rhin eût empêché l'Allemagne de nier sa défaite et mieux donné aux Alliés le sentiment de la victoire. Une campagne systématique de dénigrement, dirigée contre le Président des État-Unis, commença. On l'accusait de vouloir, par générosité chimérique, ménager l'Allemagne. Rien n'était plus injuste ni plus maladroit. M. Wilson était profondément attaché à l'idée d'une Société des Nations dans laquelle entreraient tous les peuples alliés, neutres, ennemis ; mais il voulait une paix apportant à la France, avec des garanties pour sa sécurité, de justes réparations. Les attaques de journaux parisiens et les paroles ironiques de M. Clemenceau affectèrent le Président, et d'autant plus qu'il se trouvait à l'intérieur de son pays dans une situation difficile. Aux élections américaines du 5 novembre les « républicains » l'avaient emporté sur les « démocrates », amis de M. Wilson. Au Sénat de Washington, une forte minorité était hostile aux conceptions du Président. Pour vaincre cette opposition M. Wilson, venu en Europe malgré la tradition américaine qui interdisait au Président tout voyage hors du territoire national, avait besoin de remporter à Paris un complet triomphe. Mais, critiqué et raillé en France, M. Wilson fut amené à s'appuyer sur la Grande-Bretagne. Les entretiens, encore mal connus, qu'il eut à Londres avec M. Lloyd George, semblent à cet égard avoir été décisifs. A la Conférence de la Paix, les représentants de la France trouveront souvent en face d'eux le bloc uni des nations anglo-saxonnes.

## CONSEIL DES DIX ET CONSEIL DES QUATRE.

Lors des renouvellements de l'armistice, il avait été question de conclure des « préliminaires de paix ». L'idée ne fut pas retenue. MM. Clemenceau, Lloyd George et Wilson préférèrent élaborer du premier coup une paix définitive.

Un problème de procédure se posait. Chacun des 27 États en guerre avec l'Allemagne devait envoyer à Paris des délégués au nombre, fixé après discussion, de cinq pour chacune des grandes puissances (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Italie, Japon), de trois pour la Belgique, la Serbie, le Brésil, de deux ou un pour les autres pays, y compris les Dominions britanniques, représentés de façon indépendante. Mais comment travailler sérieusement, si l'on réunissait, autrement qu'en de rares séances d'apparat, cette quantité de plénipotentiaires ? Il fut donc entendu qu'avant et après l'ouverture de la Conférence, un Conseil resserré, composé des chefs de gouvernement et ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne, d'Amérique, d'Italie et des deux premiers délégués japonais, traiterait seul les affaires importantes. Ce fut le Conseil des Dix. Assemblé pour la première fois le 12 janvier, il siégea à peu près chaque jour jusqu'au 24 mars. Les séances plénières de la Conférence, tenues au ministère des Affaires étrangères, furent au contraire espacées. La première, celle du 18 janvier, ouverte par un discours de M. Poincaré, aboutit à la nomination de M. Clemenceau comme président et de M. Dutasta comme secrétaire général de la Conférence. Dans la seconde, le 25 janvier, M. Wilson défendit son plan de Société des Nations.

Peut-être malaisément évitable la décision prise mécontenta les « puissances à intérêts limités » et aussi les journalistes accourus à Paris du

monde entier. Un des « quatorze points », par hostilité pour la diplomatie secrète, ne parlait-il pas de paix « préparée au grand jour »? Bien des journalistes, surtout anglais et américains, croyaient donc les chefs de gouvernements prêts à délibérer, sinon en public, du moins en présence de la presse. Mais, sans compter même le danger de renseigner les Allemands, les Alliés ne tenaient pas à faire connaître au dehors leurs divergences d'opinion. Ils délibéraient pour s'accorder, pour rechercher la solution qui pût rallier l'unanimité. Mettre la presse au courant des difficultés rencontrées, susciter ses commentaires, c'était, selon un mot de M. Lloyd George, « cristalliser les positions », rendre plus difficile l'adoption finale de transactions. Après quelques jours d'hésitation, ces arguments emportèrent la décision. Dans un long communiqué (18 janvier), les Alliés expliquèrent pourquoi leurs « conversations préliminaires », analogues aux « réunions d'un Conseil de cabinet », garderaient un caractère secret. Des représentants de la presse assisteraient aux séances plénières; mais, là encore, « dans les occasions où ce sera jugé nécessaire les délibérations de la Conférence pourront être tenues sans publicité ». Sans doute, quelquefois, M. Tardieu du côté français, M. Lloyd George ou M. Balfour pour les Britanniques, reçurent les journalistes et leur fournirent des indications sur les travaux des Dix. Ces entretiens furent peu nombreux. Presque toujours privée de nouvelles officielles, la presse recueillit les indiscrétions émanées des secrétaires, experts, traducteurs dont les Dix étaient bien contraints de s'entourer, et porta sur l'œuvre de la Conférence des jugements en général sans indulgence. La France avait fait effort pour recevoir dignement les journalistes étrangers — un cercle spécial fut créé à leur intention, avenue des Champs-Élysées —; mais notre censure, chargée de contrôler les informations transmises par télégraphe, mécontenta la presse étrangère par ses brimades, et un peu du mécontentement retomba sur notre pays.

Les Dix délibérèrent ainsi dans des conditions difficiles. Dédaignant leurs Parlements respectifs, ils s'étaient conféré une vraie dictature, que l'opinion subissait avec impatience, plus qu'elle ne l'acceptait. Ils sentaient l'atmosphère dans laquelle ils travaillaient presque hostile et souffraient, s'irritaient de cette situation. Exaspérés par les indiscrétions, ils se jugeaient victimes de l'injustice des partis et des hommes.

La besogne d'ailleurs n'avançait pas. Après deux mois de séances, les Dix avaient seulement rédigé le pacte de la Société des Nations, préambule du traité, et décidé que, contrairement aux traditions diplomatiques, l'anglais comme le français serait la langue officielle de la Conférence. C'est pour hâter le travail et rendre impossible toute indiscrétion que, le 24 mars, le Conseil des Dix devint le Conseil des Quatre. Les chefs de l'Entente, MM. Wilson, Lloyd George, Clemenceau, Orlando, assistés par deux secrétaires, sir Maurice Hankey et M. Paul Mantoux, réglèrent désormais seuls tous les problèmes. Les ministres des Affaires étrangères d'Amérique, d'Angleterre, de France, d'Italie, constituèrent, avec le premier délégué japonais, un Conseil des Cinq auquel les Quatre renvoyèrent toutes les affaires secondaires.

Les Quatre s'assemblaient presque chaque jour, matin et soir, spécialement au rez-de-chaussée de l'hôtel qu'habitait le président Wilson, quelquefois dans le cabinet de M. Clemenceau au ministère de la Guerre. Ils appelaient devant eux plénipotentiaires et experts pour les interroger, mais les renvoyaient vite pour laisser aux entretiens leur caractère de conversation privée. Nul procès-verbal des délibérations ; seules les décisions étaient enregistrées. Pourtant sir M. Hankey et M. Mantoux consignèrent chaque soir par écrit ce qu'ils avaient entendu; mais, déposées aux Archives du quai d'Orsay et en celles du Foreign Office, leurs notes n'ont pas encore été publiées. Les discussions avaient lieu le plus souvent en anglais. M. Clemenceau employait généralement cette langue, qu'il comprenait et parlait couramment. M. Orlando, par contre, s'exprimait en français, mais le premier ministre italien ne joua qu'un rôle effacé au sein du Conseil. Les Quatre ne furent donc en réalité que Trois ; encore M. Clemenceau laissa-t-il la plupart du temps parler M. Wilson ou M. Lloyd George. « Le président Wilson, écrit M. Tardieu, dans son livre sur *la Paix*, discutait en universitaire qui critique une thèse, droit assis dans son fauteuil, se penchant d'un tour de tête vers ses conseillers, développant ses idées avec une clarté abondante de logicien didactique. M. Lloyd George discutait en tirailleur avec de soudaines cordialités et de non moins soudaines colères, des effluves d'imagination ou de réminiscences historiques, le genou dans

les mains, près de la cheminée, armé d'une prodigieuse indifférence pour les arguments techniques, attiré d'impulsion aux transactions inattendues, éblouissant de verve et d'invention, sensible seulement aux grandes raisons permanentes de solidarité et de justice, constamment épouvanté des répercussions parlementaires. » Après de longs silences, M. Clemenceau intervenait et invoquait son expérience des hommes de la politique pour se répandre en considérations d'allure philosophique.

Mais, si les Quatre se réservèrent les décisions, des commissions d'experts préparèrent le travail. Créées, non d'après un plan méthodique, mais au jour le jour, au hasard des questions soulevées, elles furent bientôt plus de cinquante, sans compter les deux Comités essentiels de vérification des pouvoirs et de rédaction et le secrétariat général. Très laborieuses, si leurs avis ne furent pas toujours très écoutés, leurs conclusions servirent de points de départ aux discussions des Quatre.

Les progrès furent rapides. Six semaines après la formation du Conseil des Quatre, le traité était élaboré et remis aux délégués de l'Allemagne (7 mai). Ce n'est pas sans peine ni sans heurts que les Alliés parvinrent à s'accorder. Non seulement les Trois différaient par le tempérament et le caractère, mais les conceptions et les intérêts qu'ils défendaient divergeaient ou s'opposaient. Sans prétendre raconter l'histoire intérieure encore si mal connue de la Conférence, rien ne marquera mieux ces contrastes qu'une analyse des documents dans lesquels chacun des trois hommes d'État présenta son point de vue. Pour M. Wilson c'est la déclaration du 25 janvier sur la Société des Nations; pour M. Lloyd George, le mémorandum du 25 mars; pour M. Clemenceau, sa réponse, en date du 29 mars, au mémorandum britannique.

Le Président des États-Unis songe à l'humanité entière, et il le dit : « Nous nous sommes assemblés ici, pour quelque chose de plus grand que le règlement direct des difficultés immédiates. Il ne suffit pas que ce que nous ferons ici satisfasse les gouvernements. L'humanité nous demande de faire en sorte qu'elle n'ait pas dans l'avenir à supporter les mêmes épreuves et n'avoir pas à consentir de si grands sacrifices. Nous avons donc le devoir de préparer un règlement permanent pour l'avenir de la paix... ; les traités peuvent être temporaires, il faut que la paix soit permanente. » Un seul moyen pour cela : associer les peuples, instituer une Société des Nations. Mais, ajoute M. Wilson, « la Société des Nations ne doit pas être une création d'occasion qui fera face à une situation exceptionnelle et temporaire; elle doit avant tout être conçue comme le moyen de fournir à l'humanité des garanties permanentes. Sa continuité est une condition essentielle de sa vie même. Elle doit être comme l'œil des nations, veiller sans cesse à l'intérêt commun, veiller et ne jamais se fermer. Si ce résultat n'était pas atteint, il y aurait chez tous les peuples un désappointement profond. En parcourant les pays d'Europe que je viens de visiter j'ai entendu monter jusqu'à moi la voix de la foule et ce qui dominait dans cette voix, c'était l'aspiration du monde vers l'établissement de la Société des Nations. L'avenir du monde est entre les mains du peuple. Si vous satisfaites le peuple vous ferez œuvre solide sinon rien de ce que vous pourrez faire ne pourra garantir au monde une paix réelle ». Et le Président concluait par une allusion aux sacrifices volontaires et désintéressés de son pays : « Tous les jours, en sortant dans la rue, je rencontre des hommes en uniforme américain. Ces hommes sont venus ici comme pour une croisade, ils ne sont pas venus ici pour gagner une guerre, mais pour gagner une cause. Moi aussi, je dois me considérer comme un croisé et agir dans cet esprit, quelles que soient les obligations que cela m'impose. »

M. Lloyd George n'avait pas l'âme d'un croisé. Chef d'un vaste Empire, il n'oublie pas qu'avant tout la Grande-Bretagne fait partie de l'Europe et doit se préoccuper du sort de ce continent. La révolution russe inquiétait M. Lloyd George, qui redoutait une expansion vers l'Occident des théories soviétistes. Pour l'empêcher, son mémorandum du 25 mars conseilla l'adoption d'une politique de ménagements à l'égard de l'Allemagne. « Il n'est pas difficile, déclara-t-il, de bâcler une paix susceptible de durer jusqu'à ce qu'ait disparu la génération ayant pâti des horreurs de la guerre... Mais le difficile, c'est de rédiger une paix qui ne provoquera pas une lutte nouvelle, quand ceux-là ne seront plus qui ont eu l'expérience pratique de ce qu'est une guerre... L'Allemagne croyait que la paix de 1871 assurerait, non seulement sa sécurité, mais sa suprématie permanente... La France elle-même a démontré l'erreur de ceux qui disent que nous pouvons tellement affaiblir l'Allemagne

que jamais plus elle ne pourra recommencer le combat. Vous pouvez priver l'Allemagne de ses colonies, réduire ses armements à une simple force de police, abaisser sa marine au rang d'une puissance de cinquième ordre. Tout de même, en fin de compte, si elle se sent injustement traitée dans la paix de 1919, elle trouvera le moyen de le faire payer à ses vainqueurs. » Ne transférons donc pas de la souveraineté allemande à celle d'une autre nation (allusion à la Pologne, sinon à la Bohême) plus d'Allemands qu'il n'est absolument nécessaire; que les paiements pour les réparations soient échelonnés sur un nombre d'années qui ne dépasse pas la vie de la génération qui a fait la guerre. « Mais il y a une considération... qui m'influence plus encore que le désir de ne point laisser subsister de causes d'une nouvelle explosion dans trente ans... Toute l'Europe est pénétrée de l'esprit révolutionnaire... Le plus grand danger, c'est que l'Allemagne puisse faire cause commune avec le bolchevisme. Si nous sommes sages, nous offrirons à l'Allemagne une paix qui, tout en étant juste, sera préférable pour tout homme sensé, à l'alternative du bolchevisme. » Rédigeons donc une paix « comme si nous étions des arbitres impartiaux, oublieux des passions de la guerre ». M. Lloyd George va plus loin encore : « Il est oiseux d'essayer d'imposer à l'Allemagne une limitation permanente des armements, à moins d'être prêts nous-mêmes à nous imposer une limitation semblable. » Là est la condition essentielle du succès pour la Société des Nations, dans laquelle l'Allemagne devrait être admise, si elle acceptait nos conditions. Mais M Lloyd George proclame aussi que, « tant que l'autorité et l'efficacité de la Société des Nations n'auront pas été démontrées, l'Empire britannique et les États-Unis devront donner à la France une garantie contre la possibilité d'une nouvelle agression allemande ». Et le mémorandum conclut : « Il est oiseux de penser que la Conférence de la Paix puisse se séparer, quelque bonne que soit la paix qu'elle aura faite avec l'Allemagne, si elle laisse la Russie dans son état actuel. »

Quatre jours après, M. Clemenceau répondait : « Si l'on veut, pour des raisons d'ordre général, donner des satisfactions à l'Allemagne, ce n'est pas en Europe qu'il faut les chercher. Ce genre d'apaisement sera vain dès lors qu'on retranche l'Allemagne de la politique mondiale. Pour l'apaiser (si on tient à le faire) ce sont des satisfactions coloniales, des satisfactions navales, des satisfactions d'expansion commerciale qu'il lui faut offrir... La Conférence a décidé d'appeler à la vie un certain nombre d'États nouveaux. Peut-elle, sans commettre une injustice, les sacrifier en leur imposant, par égard pour l'Allemagne, d'inacceptables frontières ? Les Alliés qui ont combattu ensemble doivent conclure la guerre, par une paix égale pour tous. Or, en suivant la méthode que suggère la note du 26 mars [jour de sa transmission à la France, l'Amérique et l'Italie], quel serait le résultat ? Un certain nombre de garanties totales et définitives seraient acquises aux peuples maritimes qui n'ont pas connu l'invasion [cession des colonies, livraison de la flotte de guerre et d'une grande partie de la flotte commerciale allemandes, exclusion de l'Allemagne des marchés extérieurs]. Aux pays continentaux au contraire, c'est-à-dire à ceux qui ont le plus souffert de la

LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

guerre, seraient réservées des solutions partielles et des solutions à terme. Solution partielle, les frontières réduites suggérées pour la Pologne et Bohême, solution à terme l'engagement défensif offert à la France pour la protection de son territoire... Il y a là une inégalité qui risquerait d'avoir une mauvaise influence sur les relations d'après-guerre des Alliés entre eux. » Nulle allusion à la Sociétés des Nations, une allusion toute négative au problème russe.

Forme et fond tout est dissemblable dans les trois documents.

## SOCIÉTÉ DES NATIONS ET AFFAIRES RUSSES

Pour le Président des États-Unis, l'organisation de la Société des Nations était la préface nécessaire de toute charte de paix. Mais la majorité du Sénat américain ne partageait pas ce sentiment. Elle redoutait pour son pays des engagements internationaux trop précis et sans limite de temps. M. Wilson fut donc conduit, à la fois par la logique de sa pensée et par le désir d'embarrasser ses adversaires intérieurs, à demander l'incorporation des stipulations relatives à la Société des Nations dans le traité avec l'Allemagne. Les Alliés ne s'y opposèrent pas, et une commission, dans laquelle la France fut principalement représentée par M. Léon Bourgeois, défenseur ancien des idées pacifistes, s'occupa aussitôt d'élaborer le pacte (Covenant) de la Société des Nations. M. Léon Bourgeois voulait donner à la Société le droit de vérifier les armements de ses membres et le moyen de prendre des sanctions militaires contre les États qui manqueraient à leurs engagements internationaux. Mais le délégué français ne fut pas suivi, même par M. Wilson qui redoutait d'effrayer l'opinion américaine, et aucune de ses deux propositions ne fut adoptée. Les vingt-six articles finalement élaborés constituèrent une Société des Nations dont seraient membres originaires, avec tous les États alliés, ceux des anciens États neutres qui demanderaient à y entrer. Administrée par un Conseil formé de représentants de chacune des grandes puissances alliées, ainsi que de représentants de quatre autres membres de la Société (pour la première fois la Belgique, le Brésil, l'Espagne et la Grèce), la Société est dirigée par l'Assemblée des délégués de tous ses membres. Chaque État, quelle que soit son importance ne dispose que d'une voix. Toutes les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité. La Société avec son Secrétariat permanent a son siège à Genève, cité de la Croix-Rouge et de Calvin. Son objet essentiel c'est de réduire les armements et de régler les différends internationaux, soit par les soins de son Conseil, soit par une Cour permanente de justice internationale. Elle peut agir car l'article 10, le plus important, déclare : « Les membres de la Société s'engagent à respecter et maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression le Conseil avise au moyen d'assurer l'exécution de cette obligation. » C'est l'article 10 qui devait d'ailleurs entraîner l'échec du Pacte et du traité de Versailles devant le Sénat américain.

La création d'une Société des Nations faisait partie du programme commun des Alliés. Nul différend sérieux, de principe, n'avait pu surgir aux sujet du Pacte. Au contraire, lorsque M. Lloyd George réclama un examen du problème russe, il se heurta à une vive opposition. C'est à la fin de 1918, avant même l'ouverture de la Conférence, que M. Lloyd George conseilla l'envoi aux Soviets, ainsi qu'au gouvernement anti-bolchevicks encore constitués en Russie, d'un message les invitant à suspendre complètement les hostilités. Si ces gouvernements acceptaient, il pourraient alors, y compris les Soviets, être représentés aux conférences de la paix. M. Clemenceau combattit aussitôt cette suggestion. « Le gouvernement français quant à lui, fit-il déclarer, ne pactisera pas avec le crime. » Mais le Premier anglais persévéra et, le 15 janvier 1919, lors des premières réunions alliées, il défendit son point de vue. Il n'entendait pas offrir aux Russes de siéger à la Conférence, mais il importait de se renseigner sur les affaires russes et de choisir une politique. Il était évidemment impossible de combattre le bolchevisme par les armes. Il faudrait pour cela un million d'hommes et les Alliés ne trouveraient peut-être pas mille volontaires. Pratiquer l'encerclement politique et économique du bolchevisme, c'est-à-dire bloquer la Russie, actuellement privée

**SÉNAT**

*Cabinet du Président*

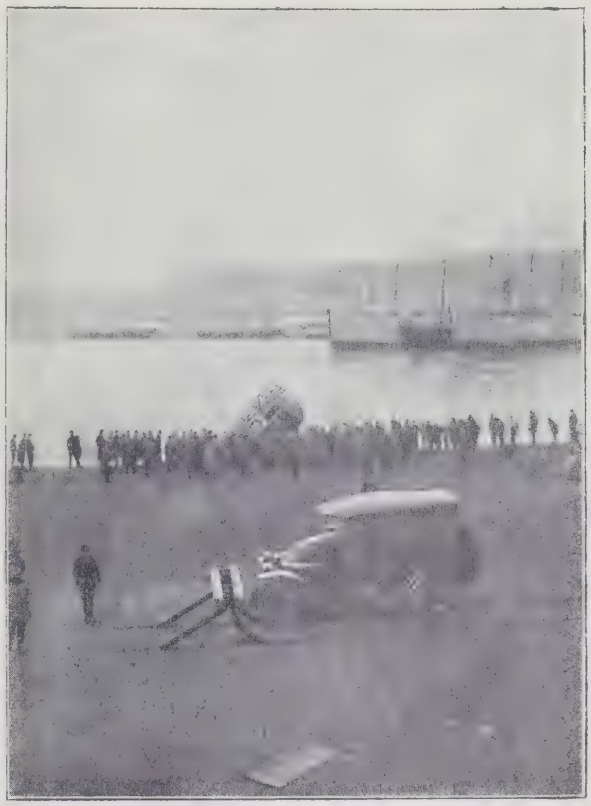
*République Française*

*Paris, le .................... 190*

La Société des Nations ne nie pas la force des intérêts, mais elle les subordonne à une force qui soit, aux yeux de la conscience de tous, leur être éternellement supérieure, celle du droit. Aussi elle les remet à leur place, à leur rang, sous le contrôle des vérités morales, que toutes les inspirations traditionnelles de l'âme française et souvent devenues les doctrines de l'humanité.

Léon Bourgeois

de blé, tuerait la population ordinaire sans détruire le bolchevisme. Il ne restait donc qu'à appeler à Paris les représentants de tous les partis et gouvernements russes. Le Président Wilson appuya vivement la proposition anglaise, mais en la modifiant. On engagerait seulement avec les délégués russes des conversations pour chercher les moyens de rétablir l'ordre en Russie, et ces conversations n'auraient pas lieu à Paris, pour éviter toute interprétation inexacte. M. Clemenceau réitéra d'abord son opposition. Causer avec les bolchevistes, c'est, déclara-t-il, « leur donner une nouvelle force et avoir l'air de les rendre dignes d'une consultation ». Pour lui, s'il était seul, il ne ferait rien. Il adopterait une « politique d'attente et se contenterait d'établir des barrages pour éviter la contagion »; mais il n'était pas seul, et, afin de maintenir l'accord, il se rallia aux suggestions de M. Wilson, qui furent dès lors adoptées. Une note des Alliés invita Bolchevicks et Anti-Bolchevicks à entrer en rapport dans l'île des Princes (Prinkipo, dans la mer de Marmara), avec des délégués alliés. Mais cette invitation, vivement critiquée par une grande partie de la presse, surtout en France, fut mal accueillie par la plupart des intéressés. Les gouvernements hostiles aux Soviets repoussèrent l'invitation, et, dans ces conditions, l'idée d'une conférence des affaires russes fut abandonnée. Condamnée par MM. Lloyd George et Wilson la politique d'encerclement des Bolchevicks, du « cordon sanitaire » — comme devait dire M. Pichon — continua d'être pratiquée. Mais elle ne conduisit qu'à des échecs. Si dans la mer Blanche et l'océan Arctique, les Anglo-Français d'Arkhangel et de Mourmansk se rembarquèrent volontairement, il n'en fut pas de même dans la mer Noire. Là, des détachements français et grecs commandés par le général d'Anselme avaient relevé les Allemands et occupé Odessa, Nikolaïef et Kherson, pendant qu'une escadre française (amiral Amet) se transportait à Sébastopol. Trop faibles pour résister à une attaque sérieuse, démoralisés par la nostalgie et la propagande bolcheviste, nos contingents durent bientôt se retirer. Après Nikolaïef, Kherson fut évacué au milieu de mars et Odessa — en grande hâte — au début d'avril. Quelques jours après, des mutineries éclataient sur les cuirassés de Sébastopol. Pour apaiser la sédition, il fallut promettre aux marins le retour immédiat à Toulon. C'est en avril aussi que fut arrêté un officier mécanicien du contre-torpilleur le *Protet*, André Marty, qui, avec l'aide du matelot Badina, avait voulu remettre son bâtiment aux Bolchevicks. Ces incidents, mal connus à l'époque, déterminèrent pourtant, dans le courant de juin, une série d'interpellations à la Chambre. Le gouvernement l'emporta aisément par 332 voix contre 115 (17 juin 1919). Jusqu'à la fin du ministère Clemenceau, la France, sans intervenir directement, soutiendra en Russie les adversaires du bolchevisme.



ÉVACUATION D'ODESSA
L'ARMÉE FRANÇAISE DÉTRUIT SON MATÉRIEL

## DÉSARMEMENT ET RÉPARATIONS

Mais la tâche essentielle de la Conférence et du Conseil des Quatre, c'était la rédaction du traité avec l'Allemagne. Il fallait à la fois désarmer la nouvelle république, l'obliger à réparer les dommages « subis par les populations civiles des nations

alliées et par leurs propriétés du fait de l'agression », enfin fixer ses frontières et prévoir des garanties d'exécution. Sur les premiers points, nulle divergence de vues n'était à redouter entre les Alliés. L'Allemagne, non contrainte par l'armistice à démobiliser, ne s'était pas hâtée de dissoudre ses formations militaires, et elle avait même concentré des forces importantes à la frontière polonaise. Cette situation inquiétait l'opinion. Lors des renouvellements de l'armistice, il fut chaque fois question d'introduire dans la convention à conclure une stipulation exigeant la démobilisation immédiate ; mais rien ne fut fait. Une commission technique, présidée par le Maréchal Foch, prépara seulement un projet de clauses militaires de la paix. Au début de mars, elle remit ses conclusions. L'Allemagne garderait une armée de 200.000 hommes recrutés par la conscription (service d'un an), avec un état-major d'armée, 180 pièces d'artillerie lourde et 600 canons de campagne. M. Lloyd George protesta aussitôt, montra le danger de laisser à l'Allemagne le moyen d'instruire en quelques années des millions de soldats. Les experts défendirent leur conception qui privait, disaient-ils, l'armée adverse de cadres. Ils furent obligés de céder, M. Clemenceau s'étant rallié au point de vue anglais. L'armée allemande fut donc réduite à 96.000 hommes et 4.000 officiers tous volontaires, les sous-officiers et soldats engagés pour un minimum de 12 ans, les officiers pour 25 ; elle ne garda que 2 états-majors de corps d'armée et 288 pièces de 77 et 105, sans canons lourds. Une série de dispositions devaient rendre impossible la fabrication d'armes et de munitions hors d'établissements contrôlés par les Alliés. Non sans difficultés d'ailleurs, la délégation française obtint qu'après même l'exécution de ces clauses, exécution surveillée par des commissions interalliées, le Conseil de la Société des Nations garderait toujours le droit de procéder à des enquêtes et à des vérifications.

Le problème des réparations était autrement complexe. Une question de principes se posait, aussi bien qu'une question de moyens. Proclamée seule responsable de la guerre l'Allemagne vaincue devait payer aux vainqueurs une juste indemnité. Mais dans ses quatorze points le Président Wilson avait limité d'avance le droit des Alliés. Ce droit ne comporterait que la réparation des dommages causés aux populations civiles, non le remboursement des dépenses de guerre proprement dites. La France et la Grande-Bretagne avaient accepté sans opposition cette interprétation et cette restriction de leurs droits. Il est vrai que, lors de la rédaction définitive des clauses d'armistice, dans les premiers jours de novembre 1918, M. Klotz avait fait introduire dans le texte adopté une phrase portant : « sous réserve de toutes revendications et réclamations ultérieures de la part des Alliés et des Etats-Unis, réparation des dommages ». Cette formule permettait sans doute de réclamer aux Allemande le paiement intégral des frais de guerre, qu'avait exclu de son programme M. Wilson. Aussi, lorsqu'à la fin de janvier 1919, la commission d'experts chargée d'étudier la question se réunit, les délégués britanniques et français furent d'accord pour demander le remboursement par l'Allemagne de toutes les dépenses que la guerre avait occasionnées. Le principal représentant britannique, M. Hugues, Premier ministre d'Australie, invoqua le « principe de justice pure et simple », d'après lequel lorsqu'un tort ou un dommage a été infligé, celui qui a fait le mal doit le réparer jusqu'à l'extrême limite de ses ressources. Et M. Klotz, président de la commission, appuya M. Hugues. Mais M. Dulles, délégué américain, d'un point de vue strictement juridique combattit leur thèse. Il rappela que la capitulation de l Allemagne avait été précédée de toute une négociation durant laquelle les Alliés avaient pris certains engagements moraux à l'égard de l'Allemagne. Ces engagements, il fallait les observer, et, pour cela, s'en tenir strictement à la définition donnée par M. Wilson des réparations. Les experts ne purent s'entendre. Mais cette discussion n'avait qu'une importance théorique. Une estimation rapide des frais de guerre conduisait en effet à des chiffres énormes, mille milliards de francs, somme de recouvrement évidemment impossible. D'ailleurs exiger trop de l'Allemagne aboutissait à léser les Etats les plus éprouvés : la Belgique et la France. L'Allemagne, incapable de payer et déclarée en faillite, toutes les créances seraient réduites proportionnellement, et la Belgique et la France, en ce cas, n'obtiendraient même pas le remboursement des dommages causés aux personnes et aux biens. Aussi les experts britanniques et français acceptèrent-ils une transaction. Il fut entendu que les pensions versées par les États alliés aux mutilés et aux familles des soldats tués seraient portées au compte de l'Allemagne. En

même temps, l'article 231 du traité affirma solennellement la responsabilité morale et pécuniaire de l'Allemagne et de ses alliés, l'article 232 reconnaissant « que les ressources de l'Allemagne ne sont pas suffisantes pour assurer complète réparation ».

La question de principe réglée, restait la question des voies et moyens. Comment fixer le montant de la dette allemande? Deux systèmes furent aussitôt en présence. L'un, soutenu par les experts américains, celui du forfait, déterminait de façon immédiate — et approximative — la créance des Alliés. L'autre, préconisé par la France, rappelait que sans une étude minutieuse aucun chiffre ne pouvait être sérieusement avancé ; pour assurer les réparations intégrales, il fallait laisser une Commission travailler et évaluer à loisir. Les Américains défendirent longtemps le forfait, qui présentait l'avantage de tout régler, de mettre chacun aussitôt au courant de son dû et de son avoir. Mais les chiffres qu'ils suggéraient — 175 ou même 125 milliards de marks or — soulevèrent les protestations de MM. Klotz et Loucheur. La part de la France eût été de 90 ou 65 milliards environ, c'est-à-dire à peine la moitié du montant probable de nos dommages. L'opinion française, déclara M. Clemenceau, ne souscrirait jamais à cette solution. Les délégués britanniques, liés par les promesses de M. Lloyd George au cours de sa campagne électorale, étaient favorables au point de vue français bien qu'un de leurs experts financiers, M. Keynes, trouvât les propositions américaines elles-mêmes inexécutables (M. Keynes eût réduit à 50 milliards de marks or, partagés essentiellement entre la France et la Belgique, la dette allemande). Un argument français faisait surtout impression. Tous les techniciens affirmaient leur certitude du prochain relèvement et de l'inévitable essor économique de l'Allemagne. Tenir compte, par conséquent, comme le réclamaient les Américains, « des capacités de paiement » des vaincus, c'était oublier que l'Allemagne verrait chaque année se développer ses « possibilités » financières. Il était juste d'envisager l'avenir, puisque les sommes non versées par les Allemands retomberaient sur les Alliés. Une Commission financière, que présidait lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre, aboutit enfin à cette conclusion (18 avril) : dans les dix-huit mois qui suivraient la signature de la paix l'Allemagne serait à même de payer vingt milliards de marks or ; plus tard, les versements en or, estimés par la Commission « devoir être très considérables et appelés à une progression ascendante » devraient être fixés chaque année par un Comité interallié. C'est le système que les Quatre allaient définitivement adopter, système strictement conforme au droit, sans doute, mais moins adapté aux réalités politiques. L'expérience prouvera vite, en effet, l'insuffisance des moyens de contrainte dont, même après une victoire décisive, les Alliés disposaient à l'égard d'un ennemi peu désireux de s'acquitter. Commode au point de vue parlementaire — puisque ainsi aucun chiffre définitif n'était inscrit dans le traité soumis à la ratification des Chambres — la solution acceptée esquivait les difficultés et ne répondait pas à la question essentielle : comment faire payer l'Allemagne? Mais sur le papier les treize articles (avec sept annexes) relatifs aux Réparations constituaient un ensemble d'une belle ordonnance juridique.

Le trait essentiel, c'est la constitution d'une Commission toute puissante, formée d'un délégué de la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Italie et, pour toutes les questions d'ordre général, de la Belgique. Avant le 1er mai 1921, cette Commission, dite des Réparations, qui siège à Paris, devra fixer le montant des dommages imputables à l'Allemagne et établir « un état de payements en prévoyant les époques et les modalités de l'acquittement... dans une période de trente ans ». Mais d'avance on stipule que l'Allemagne, déjà obligée de paver 20 milliards de marks or pour le 1er mai 1921, remettra à la Commission 100 milliards de marks or en bons au porteur. Ainsi sera possible la mobilisation de la créance alliée. Les ressources économiques de l'Allemagne sont « directement affectées aux réparations » ; seulement, au cas où l'Allemagne manquerait à ses obligations, la Commission ne peut que signaler immédiatement « cette inexécution à chacune des puissances intéressées en y joignant toutes les propositions qui lui paraîtront opportunes au sujet des mesures à prendre », mesures que l'Allemagne s'engagera « à ne pas considérer comme des actes d'hostilités ». Parfait instrument juridique, les articles et les annexes allaient se révéler à l'épreuve d'une application fort malaisée.

Le texte ratifié par les Quatre ne s'occupait pas de la répartition des versements allemands entre

les Alliés. C'est qu'à cet égard il n'avait pas été possible de s'entendre. La France avait demandé un droit de priorité sur les dettes, mais MM. Lloyd Georges et Wilson avaient protesté, et l'on se contenta de reconnaître en partie à la Belgique le droit qu'on refusait à la France. La fixation du pourcentage, selon lequel s'effectuerait la répartition, entraîna aussi de longues discussions, et rien n'était décidé lors de la rédaction définitive du traité. C'est seulement à la fin de 1919, qu'une résolution fut adoptée. La France recevrait 55 %, la Grande-Bretagne 25 % et les autres Alliés 20 % des paiements allemands. D'ailleurs, en 1920, à la Conférence de Spa, pour augmenter la part des petits États et notamment de la Belgique, la France et l'Angleterre réduisirent la leur jusqu'à 52 et 22 %.

Le problème des dettes interalliées ne fut même pas abordé, au moins de façon officielle. La France avait emprunté aux États-Unis et à l'Angleterre plus de 25 milliards pendant qu'elle prêtait elle-même à l'Italie, à la Russie, à la Belgique et aux autres Alliés, plus de 8 milliards. La Grande-Bretagne avait avancé à ses Alliés 45 milliards et avait reçu plus de 20 milliards des États-Unis. A l'Amérique, partout créditrice, il était ainsi dû au total plus de 50 milliards. Les experts de toutes nationalités étaient d'accord sur l'impossibilité immédiate d'un remboursement et sur l'utilité d'une mise en commun des charges de guerre ; beaucoup conseillaient déjà l'annulation pure et simple des dettes interalliées. Mais l'opinion américaine n'entendait pas, la guerre finie, consentir de nouvelles largesses à l'Europe. M. Wilson ne pouvait heurter le sentiment de ses compatriotes, même s'il était contraire au sien propre. L'Angleterre, devant cette réserve des États-Unis, ne voulait pas donner l'exemple de la générosité à l'égard du « Continent ». Les Quatre se résignèrent donc à ne rien faire, en attendant un changement d'attitude du public américain.

## LES PROBLÈMES DU RHIN ET DE LA SARRE

Bonnes ou mauvaises, les solutions données aux problèmes du Désarmement et des Réparations avaient été adoptées par les Alliés après des discussions parfois vives, mais sans conflits violents. Une vraie bataille allait au contraire s'engager au sujet des frontières occidentales de l'Allemagne.

Les Quatre avaient décidé sans débats la réduction de la flotte allemande à 6 cuirassés (de 10.000 tonnes), 6 croiseurs, 24 torpilleurs et destroyers (avec absence de tout sous-marins) ; l'attribution des colonies allemandes aux puissances mêmes qui les avaient conquises : Sud-Ouest africain et Est-africain à l'Empire britannique et à la Belgique, Togo et Cameroun à la France et à l'Angleterre, îles du Pacifique à l'Australie, enfin Kiao-Tchéou — en dépit des protestations véhémentes et justifiées de la Chine — au Japon (ces puissances ne seraient d'ailleurs que les mandataires de la Société des Nations). Il avait été de même entendu qu'un plébiscite serait organisé dans les districts septentrionaux du Slesvig ravis en 1864 au Danemark ; que la « Prusse wallonne » avec les cercles d'Eupen et de Malmédy serait donnée à la Belgique ; que l'Allemagne s'engagerait à respecter strictement l'indépendance de l'Autriche. A l'Est, malgré la résistance de M. Lloyd George, les Quatre avaient finalement suivi leur Commission des affaires polonaises et rattaché à la Pologne, avec la Posnanie, toute la Haute-Silésie et une partie de la Prusse occidentale ; Memel, à l'extrême pointe de la Prusse orientale était enlevé à l'Allemagne, sans que son sort ultérieur fût déjà déterminé.

Mais, quelles seraient du côté du Rhin les limites de l'Allemagne ?

Le gouvernement français, dans ses déclarations officielles, n'avait jamais réclamé que la restitution de l'Alsace-Lorraine, annexée en 1871, malgré la volonté de ses habitants. Nulle difficulté à ce sujet. Inscrit dans les quatorze points de M. Wilson l'affranchissement de l'Alsace-Lorraine avait été l'un des buts de guerre essentiels des Alliés. Libres de toutes charges, les deux provinces reviendraient donc à la France. Seulement la France pouvait-elle se contenter de cette simple rétrocession ? L'Alsace et la Lorraine avaient subi, en 1814, une première amputation quand Landau — la cité délivrée par Hoche en 1793 — et Sarrelouis — la patrie de Ney — avaient été cédés à la Bavière et à la Prusse. En même temps que sur l'œuvre du traité de Francfort, ne fallait-il pas revenir sur celle des traités de Vienne et

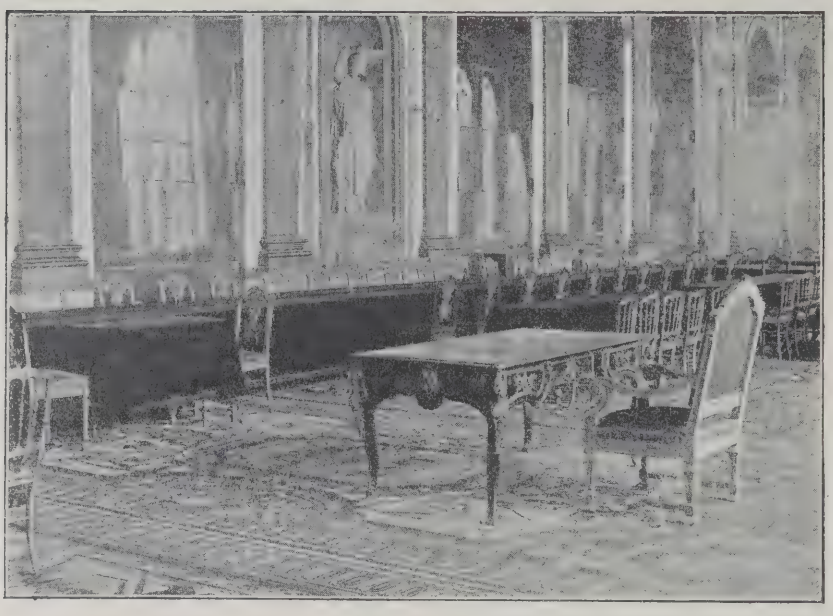
rendre à la France ses limites de 1814, avec, non seulement Landau et Sarrelouis, mais encore Sarrebrück? Pendant les années de guerre, beaucoup d'économistes français avaient, dans de persévérantes campagnes de presse, revendiqué la frontière de 1814. Le bassin de la Sarre, riche en houille, constituait le complément naturel de la Lorraine, riche en fer. L'argument économique renforçait donc l'argument historique.

Une autre question avait été souvent discutée, celle de la rive gauche du Rhin. Pour donner à la France toute sécurité contre les risques d'invasion ne fallait-il pas chasser la Prusse du Rhin, établir le long de ce fleuve la frontière occidentale de l'Allemagne, et constituer les pays de la rive gauche en états neutres, protégés par la France? M. Briand avait pensé que oui. A la fin de 1916, sir E. Grey ayant parlé à M. Paul Cambon de l'intérêt qu'auraient les Alliés à se communiquer confidentiellement leurs buts de guerre, le président du Conseil, dans une lettre « particulière, » adressée à notre ambassadeur à Londres, le 12 janvier 1917, fit alors connaître ses vues. « A nos yeux, écrivait-il, l'Allemagne ne doit plus avoir un pied au delà du Rhin. L'organisation de ces territoires, leur neutralité, leur occupation provisoire sont à envisager dans des échanges de vues entre les Alliés. Mais il importe que la France, étant la plus directement intéressée dans le statut territorial de cette région, ait voix prépondérante dans l'examen de la solution de cette grave question. » Mais M. Balfour venait dans l'intervalle de succéder à sir E. Grey. Le nouveau ministre des Affaires étrangères ne fit jamais allusion aux suggestions fournies. Le gouvernement français n'était d'ailleurs pas pressé de commencer avec Londres une conversation au sujet du Rhin ; il craignait une vive opposition de l'Angleterre à nos vues. M. Doumergue, envoyé en Russie à cette époque, eut, comme nous l'avons dit, justement mission de nous assurer l'appui du tsar lors des futures négociations de paix. Mais les engagements pris par Nicolas II étaient devenus nuls du fait de la révolution russe, et, lors des Comités secrets de juin 1917, le Parlement français, mis au courant, avait limité à la « désannexion » de l'Alsace-Lorraine nos revendications territoriales. Aussi, en novembre 1917, dans deux discours à la Chambre des Communes, M. Balfour avait pu démentir tout accord des Alliés relatif à la transformation de la rive gauche du Rhin en État indépendant. Il avait même ajouté : « Une telle solution n'est jamais entrée dans la politique du gouvernement britannique. »

Photo Roll

ERZBERGER

Mais, l'armistice conclu, la ligne du Rhin occupée par les Alliés, le double problème du bassin de la Sarre et de la Rhénanie allait nécessairement se poser. Dès le 27 novembre, le maréchal Foch adressait à M. Clemenceau une longue note pour réclamer « vis-à-vis d'une Allemagne animée jusqu'à présent d'un désir incontestable de conquête au mépris des traités les mieux établis » une série de « sûretés matérielles effectives » aboutissant à une annexion, à peine déguisée, de la rive gauche du Rhin. Le 10 janvier 1919, le maréchal était revenu à la charge, en modifiant d'ailleurs ses suggestions. « Dorénavant, le Rhin devra être la frontière militaire occidentale des peuples allemands. L'Allemagne devra être privée de toute entrée et de toute place d'armes, c'est-à-dire de toute souveraineté territoriale sur la rive gauche de ce fleuve... C'est là pour le présent et l'avenir proche une garantie indispensable du maintien de la paix en raison : 1°) de la situation matérielle et morale de l'Allemagne, 2°) de sa supériorité numérique sur les pays démocratiques de l'Europe occidentale. » Il faut donc : « 1°) Interdire totalement à l'Allemagne l'accès militaire et la propagande politique dans les pays rhénans de la rive

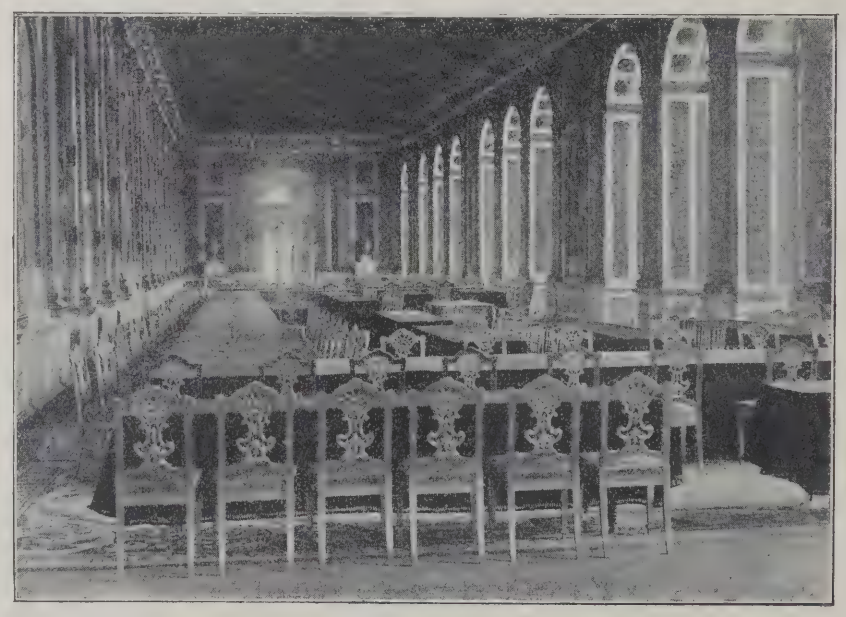


BUREAU SUR LEQUEL FUT SIGNÉ LE TRAITÉ DE PAIX

gauche, peut-être même couvrir ces pays par une zone de neutralisation militaire sur la rive droite. 2°) Assurer l'occupation militaire des pays rhénans de la rive gauche par des forces alliées. 3°) Garantir aux pays rhénans de la rive gauche les débouchés nécessaires à leur activité économique en les associant aux autres états occidentaux par un régime douanier commun.

« A ces conditions et conformément au principe admis par tous de la liberté des peuples, on peut concevoir la constitution sur la rive gauche du Rhin, d'États nouveaux autonomes, s'administrant eux-mêmes, sous les réserves développées ci-dessus, constitution qui, avec l'aide d'une frontière naturelle solide : le Rhin, sera seule capable d'assurer la paix à l'Occident de l'Europe. »

M. Clemenceau, d'accord avec le Président de la République, décida de soutenir devant la Conférence les conclusions au maréchal. M. Tardieu fut chargé de rédiger un mémoire développé pour réclamer la « fixation au Rhin de la frontière occidentale de l'Allemagne et l'occupation des ponts du Rhin par une force interalliée... protection commune à toutes les démocraties pacifiques, à la Ligue des nations, à la liberté et à la paix ». Bien avant la remise du mémoire aux diverses délégations — elle eut lieu le 25 février — des conversations s'engagèrent entre MM. Clemenceau, Lloyd George et Wilson au sujet de nos propositions. Le Président Wilson ne se montra pas adversaire de la thèse française du moment qu'aucune « annexion territoriale » ne viendrait heurter les principes qu'il avait énoncés. Mais M. Lloyd George protesta très vivement contre ce qu'il appelait la constitution d'une « nouvelle Alsace-Lorraine ». A tous les arguments français le Premier britannique répondit qu'il était impossible sans violer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes de séparer contre leur évidente volonté sept millions d'Allemands de leur patrie. Des entretiens de M. Tardieu avec M. Philippe Kerr, secrétaire et principal collaborateur de M. Lloyd George, ne conduisirent à aucun rapprochement des points de vue (11 et 12 mars). L'Angleterre refuse même de s'associer à une occupation prolongée des pays rhénans. Mais à ce moment,



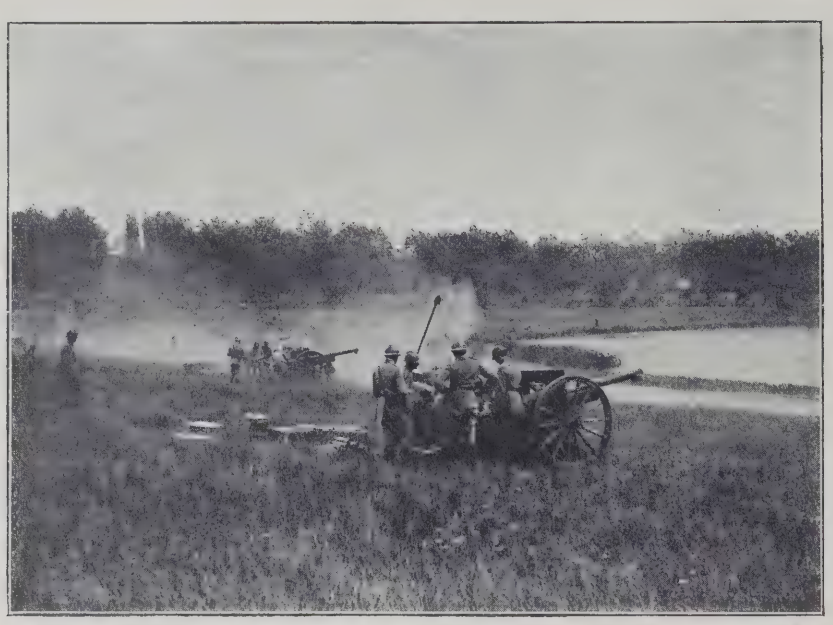
VERSAILLES. — GALERIE DES GLACES OU FUT SIGNÉ LE TRAITÉ DE PAIX

A VERSAILLES, MM. CLEMENCEAU, WILSON, BALFOUR . . . . . VIENNENT SE RENDRE COMPTE DES PRÉPARATIFS FAITS POUR LE GRAND JOUR

« insuffisante la simple neutralisation des provinces rhénanes, consolidée par une forte alliance ». Les contre-propositions françaises sont d'abord mal accueillies. Certes nos suggestions relatives à la démilitarisation de la rive gauche et d'une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite sont acceptées. L'Angleterre et l'Amérique consentent à tenir pour acte d'hostilité toute intervention de troupes allemandes dans la zone neutralisée, mais elles refusent d'aller plus loin. Pendant cinq semaines, conversations et échanges de notes se poursuivent sans modifier les positions prises. Les discussions deviennent vives. Le bruit court, au début d'avril, que, lassé par l'intransigeance de la France, le Président Wilson va quitter Paris; il a, dit-on, mandé d'urgence à Brest le paquebot *George Washington*, qui le ramènera à New-York. Les 20 et 22 avril seulement l'accord se fait. L'Amérique et l'Angleterre consentent à une occupation de la Rhénanie durant quinze ans avec faculté de prolongation si l'Allemagne manque à ses engagements. Par contre, M. Wilson, qui avait jugé nécessaire de se rendre pour quelques jours à Washington, rentre à Paris (14 mars). Le jour même de son arrivée après une conversation avec M. Lloyd George, il rencontre, à l'hôtel Crillon, M. Clemenceau et le Premier britannique. Une discussion commence à nouveau; cette fois le Président se prononce pour la thèse anglaise, contre l'indépendance et l'occupation de la Rhénanie. Mais, d'accord avec M. Lloyd George, il fait à M. Clemenceau une offre nouvelle : les États-Unis et la Grande-Bretagne garantiront à la France leur appui militaire en cas d'agression non provoquée de l'Allemagne.

La France ne pouvait qu'accepter l'offre américano-britannique; mais M. Clemenceau essaya, en prenant la garantie des Alliés, d'y joindre celle de l'occupation, Une note du 17 mars renonce implicitement à l'indépendance de la Rhénanie, mais maintient l'occupation de la rive gauche et des têtes de ponts de la rive droite. Le maréchal Foch, de son côté, dans un nouveau mémoire, déclare, le 31 mars,

PARIS. — SIGNATURE DU TRAITÉ DE PAIX
SOLDATS ALLIÉS ET FRANÇAIS MANIFESTANT JOYEUSEMENT SUR LES GRANDS BOULEVARDS



VERSAILLES — BATTERIE DE 75 QUI ANNONÇA LA SIGNATURE DE LA PAIX

ses trois mémoires, il énuméra les raisons qui commandaient de faire du Rhin la frontière militaire stable de l'Occident. Le Président de la République, sur l'appui duquel avait compté le maréchal, demeura silencieux, ainsi que M. Cambon. Les quatre « invités » partis, M. Clemenceau prit la parole. Ce n'était qu'à contre-cœur, exposa-t-il, qu'il avait renoncé à inscrire dans le traité le principe de l'occupation sans limite de temps de la ligne du Rhin. Mais il s'était heurté à une opposition irréductible de la part de nos Alliés qui, à la place des garanties que nous réclamions, nous avaient offert leur alliance. Pouvions-nous la repousser ? Et d'ailleurs l'alliance de l'Amérique et de l'Angleterre n'était-elle pas préférable à toutes les frontières stratégiques ? A l'unanimité le Conseil approuva M. Clemenceau. Aucun des ministres n'avait formulé l'objection la plus forte : c'est que le pacte d'alliance, offert par M. Wilson, ne serait pas ratifié par le Sénat américain. L'opposition contre le Président grandissait en effet aux États-Unis. Trente-sept sénateurs — plus du tiers de

tre, si le traité est fidèlement exécuté, l'évacuation aura lieu par zones (Cologne, puis Coblence enfin Mayence et Kehl) de cinq en cinq ans. Difficilement arrachée à MM. Wilson et Lloyd George cette solution de compromis se heurta, avant même d'être officiellement connue, à l'opposition décidée de certains milieux français. M. Poincaré, M. Jules Cambon, M. Deschanel ne dissimulèrent pas leur hostilité à ces dispositions. Le Président de la République, en particulier, insista pour que, comme en 1871, l'occupation se prolongeât jusqu'au paiement intégral des réparations. M. Clemenceau se borna à communiquer à MM. Lloyd George et Wilson la lettre que lui adressa M. Poincaré. Le maréchal Foch alla jusqu'à la contradiction ouverte. Il donna une interview au *Daily Mail*, puis demanda à être entendu par le Conseil des Ministres. Le 25 avril, le Conseil, présidé par M. Poincaré, reçut donc le maréchal et son chef d'Etat-major, le général Weygand, ainsi que les deux plénipotentiaires non ministres, MM. Cambon et Tardieu. Foch parla d'ailleurs seul. Reprenant les arguments présentés dans

PLACE DE L'OPÉRA. — SIGNATURE DE LA PAIX
LA FOULE ASSISTE AU DÉFILÉ DU 8e RÉGIMENT D'ARTILLERIE

LE 14 JUILLET A STRASBOURG
Tableau de *Jean Lefort*

VERSAILLES. — LE 28 JUIN, LA FOULE DEVANT LE CHATEAU ATTEND LA SIGNATURE DE LA PAIX

l'Assemblée — adversaires irréductibles de M. Wilson avaient prié notre ambassade à Washington de faire savoir à Paris qu'ils rejetteraient tous les traités que conclurait le Président (une majorité des deux tiers est nécessaire aux Etats-Unis pour la ratification d'une convention avec une puissance étrangère). L'ambassade transmit l'avertissement. Mais MM. Clemenceau et Tardieu ne s'en préoccupèrent pas. Mal informés de l'état de l'opinion américaine, ils croyaient le Président Wilson à même de triompher d'une cabale parlementaire.

Cependant, pour ce qui est de la rive gauche du Rhin, le traité tint compte des préoccupations françaises, puisqu'il fut interdit à l'Allemagne, par les articles 42, 43, 44, d'avoir des fortifications ou des troupes sur la rive gauche du Rhin, ni même sur la rive droite dans une zone de 50 kilomètres.

Le problème de la Sarre devait être réglé de façon analogue à celui du Rhin. Dans le courant de mars, la délégation française, après quelques échanges de vues avec les autres délégations, présenta, dans un mémoire rédigé par M. Tardieu, nos revendications. La France réclamait le retour à la frontière de 1814, l'établissement d'un régime politique particulier dans la partie du bassin de la Sarre située au nord de cette frontière, enfin l'attribution de la pleine propriété des mines situées dans les deux zones. Sur le premier point nos demandes se heurtèrent de la part de MM. Lloyd George et Wilson à un refus catégorique et définitif. Françaises en 1792, Landau et Sarrelouis étaient depuis un siècle devenues des villes allemandes. Les rendre à la France serait aujourd'hui contraire au principe des nationalités. Sur les deux autres points l'entente pouvait se faire, M. Lloyd George étant plus et M. Wilson moins favorable à nos vues. Il fut assez vite décidé (31 mars) que la propriété des mines passerait à la France, en compensation de la ruine par les Allemands des bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais. Mais dix jours de négociations, de discussions vives furent encore nécessaires pour arriver à une solution au sujet du régime politique. Les 9 et

LES GRANDS BOULEVARDS, LE JOUR DE LA SIGNATURE DE LA PAIX

FÊTE DE LA VICTOIRE, LA FOULE PLACE DE LA CONCORDE

10 avril seulement, les Trois tombèrent d'accord. Le bassin de la Sarre constituerait un Etat autonome, gouverné par une commission de cinq membres nommée par la Société de Nations; il rentrerait dans le système douanier français. Au bout de quinze ans un plébiscite fixerait le sort du pays qui choisirait entre le maintien de l'autonomie, le retour à l'Allemagne, l'union avec la France. Il fut convenu que la commission d'administration aurait à sa tête un Français.

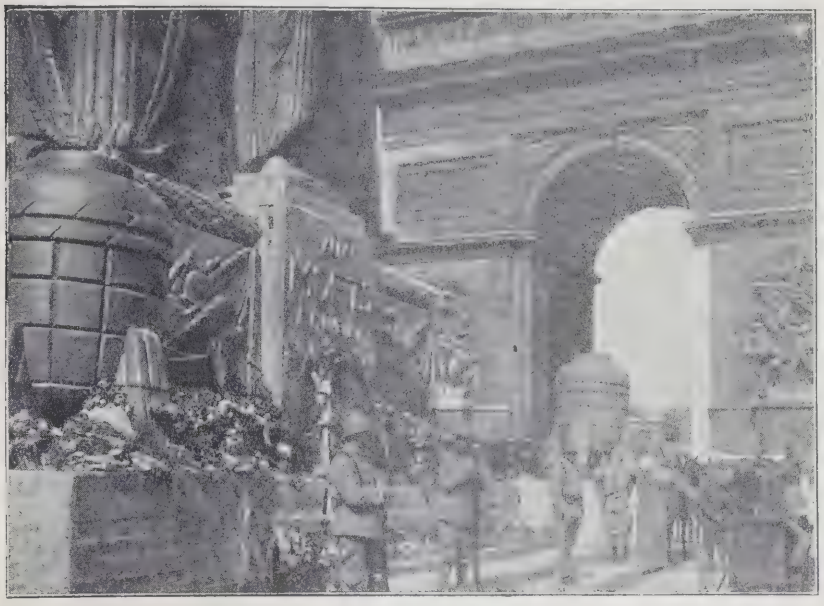
## LA DELÉGATION ALLEMANDE A VERSAILLES

Toutes les dispositions du traité ainsi arrêtées entre Alliés — nous n'avons mentionné qu'une partie des stipulations contenues dans plus de 400 articles — restait à les faire accepter par l'ennemi.

L'Allemagne possédait maintenant un gouvernement régulier. Depuis le début de février siégeait, à Weimar, l'Assemblée nationale, élue le 16 janvier, où les socialistes formaient à peu près la majorité. M. Ebert était Président de l'Empire, M. Scheideman, chef du ministère, et le comte de Brockdorff-Rantzau ancien serviteur de Guillaume II, ministre des Affaires étrangères. Mais, pour vaincre les Spartakistes, MM. Ebert et Scheidemann avaient fait appel à l'armée et laissé les partis de droite, discrédités quelques mois auparavant, commencer une propagande nationaliste et monarchiste. Le gouvernement de Weimar accepterait-il sans résistance les conditions des Alliés ? Rien n'était moins certain.

Dans la seconde quinzaine d'avril, l'Allemagne fut invitée à envoyer à Versailles la délégation chargée de signer la paix. Versailles avait été choisie, de préférence à Paris. C'est dans la Galerie des Glaces que, le 18 janvier 1871, avait été proclamé l'Empire allemand. On souhaitait qu'un événement historique vînt effacer ce souvenir. A Versailles avait siégé le Conseil supérieur de Guerre, ce qui avait donné à la ville un caractère interallié. Enfin il serait plus facile d'empêcher des manifestations d'hostilité à l'égard des envoyés allemands à Versailles qu'à Paris.

FÊTE DE LA VICTOIRE, UN BARRAGE PRÊT A SE ROMPRE, 14 JUILLET 1919



14 JUILLET 1919, HOMMAGE AUX MORTS POUR LA PATRIE
LE PIQUET D'HONNEUR AU CÉNOTAPHE DE LA PLACE DE L'ÉTOILE

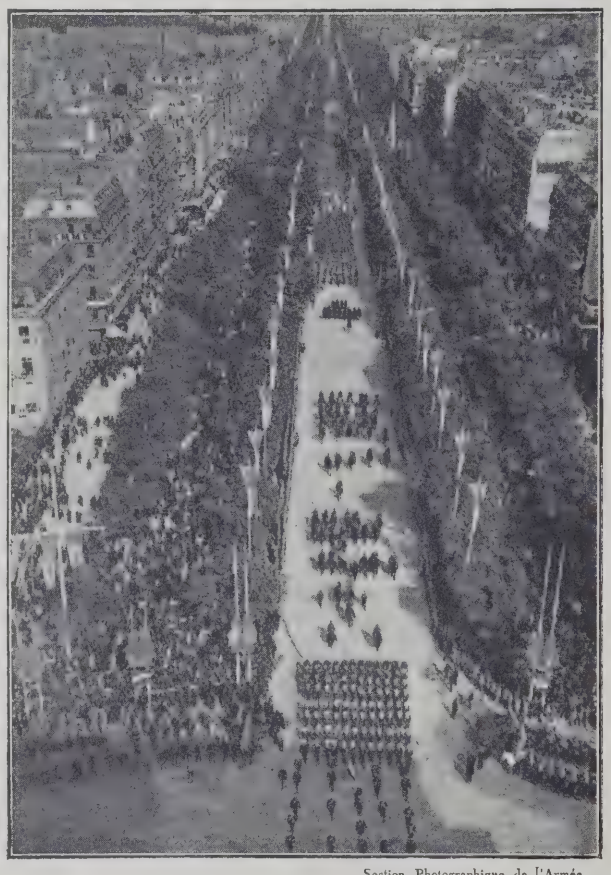
Le 29 avril la délégation arrivait à Versailles; elle fut logée à l'hôtel des Réservoirs en bordure du parc. Outre une suite nombreuse de secrétaires et d'experts, elle comprenait six membres, dont M. de Brockdorff-Rantzau président. La vérification des pouvoirs occasionna un petit incident entre la France et ses Alliés. Les pouvoirs avaient été établis, au nom de l'Empire allemand, sans aucune mention des États particuliers qui le composent. M. Jules Cambon proposa, au sein d'un Comité interallié, d'exiger une adhésion spéciale, au moins de la Bavière, au traité signé par l'Empire. Notre ancien ambassadeur à Berlin rappelait que, jusqu'en 1914, la Bavière avait gardé son autonomie diplomatique et qu'en 1871 la Bavière, le Würtemberg et Bade avaient « adhéré » ou donné leur « accession » aux préliminaires du 26 février et au traité de Versailles du 10 mai. Mais sa thèse ne fut pas admise par les Alliés, qui soupçonnaient la France de demeurer hostile à l'unité allemande. MM. Wilson et Lloyd George dénonçaient en particulier l'attitude du général Mangin qui, à Mayence, favorisait ouvertement l'action des Rhénans anti-prussiens et séparatistes. (D'abord blâmé par M. Clemenceau, Mangin devait être plus tard rappelé et remplacé par Degoutte). Aussi, après un recours au Conseil des Quatre, les pouvoirs de la délégation allemande furent reconnus valables.

Le 7 mai eut lieu, à l'Hôtel du Trianon Palace, la remise solennelle des conditions de paix aux envoyés allemands. Tous les délégués alliés sont présents. Les représentants de l'Italie eux-mêmes, qui, quelques jours auparavant, à la suite d'un conflit avec le Président Wilson au sujet de l'attribution du port de Fiume, avaient quitté brusquement la Conférence, ont regagné Versailles. M. Clemenceau, président de la Conférence, s'adresse aux Allemands : « L'heure est venue, dit-il, du lourd règlement de comptes... Vous allez recevoir le livre qui contient nos conditions de paix; vous aurez toutes facilités pour les examiner à loisir... Vous nous trouverez empressés à vous seconder dans votre tâche; mais cette deuxième paix de

PARIS. — 14 JUILLET 1919, LA FOULE PLACE DE LA CONCORDE

Versailles a été trop chèrement achetée pour que nous n'ayons pas le droit d'exiger par tous les moyens en notre puissance les légitimes satisfactions qui nous sont dues. » M. de Brockdorff-Rantzau répond seulement qu'il rencontre chez les Alliés la haine alors que l'Allemagne, confiante en la parole de M. Wilson, espérait la justice.

Dès que les conditions de paix furent connues l'opinion allemande se déchaîna. Le 12 juin, M. Scheidemann déclara, aux applaudissements de l'Assemblée nationale, le projet allié « insupportable, inexécutable, et inacceptable ». A Versailles, la délégation allemande essaya d'obtenir des concessions. Elle adressa aux Alliés une série de notes concernant les responsabilités de la guerre, la situation économique de l'Allemagne, le problème de la Sarre, l'admission immédiate de l'Allemagne dans la Société des Nations. Le 29 mai, après un voyage à Spa où il conféra avec plusieurs ministres allemands, M. de Brockdorff-Rantzau remit un ensemble de contre-propositions. L'Allemagne cédait la Posnanie. Mais, contestant le caractère polonais ou français de la Haute-Silésie et de l'Alsace-Lorraine, elle réclamait un plébiscite dans ces pays. Un plébiscite déciderait également du sort de l'Autriche et des districts allemands de la Bohême. La Sarre demeurerait allemande ; son charbon serait livré à la France. L'indemnité atteindrait 100 milliards de marks or, sans intérêt. L'évacuation des territoires rhénans aurait lieu dans les six mois. L'Allemagne gouvernerait ses colonies au nom de la Société des Nations dont elle ferait aussitôt partie. A la réduction de son armée à 100.000 hommes répondrait une limitation internationale des armements. Enfin les Alliés affirmaient la responsabilité de l'Allemagne et exigeaient la livraison, avec liberté de les traduire devant leurs tribunaux militaires, des coupables d'actes contraires aux lois de la guerre; M. de Brockdorff-Rantzau voulait soumettre au jugement d'une Cour neutre les crimes de tous les belligérants.



Section Photographique de l'Armée

FÊTE DE LA VICTOIRE
VUE DU DÉFILÉ PRISE DE L'ARC DE TRIOMPHE

Les contre-propositions allemandes ne reçurent pas de tous les Alliés le même accueil. Si la France en demanda le rejet pur et simple, M. Lloyd George et, sur un point, M. Wilson leur furent beaucoup moins hostiles. Impressionné par les protestations de M. Scheidemann, le Premier britannique redoutait que l'Allemagne refusât de signer une paix trop rigoureuse et opposât une résistance passive. Il conseillait donc une révision des conditions du 7 mai, notamment l'évacuation prochaine des territoires rhénans, la fixation forfaitaire de la dette allemande (le Président Wilson était là-dessus d'accord avec lui). Peu favorable à la Pologne, sans confiance en son avenir, il demandait que la Haute-Silésie ne lui fût attribuée qu'après un plébiscite. Pendant plus de deux semaines une discussion très vive se poursuivit entre M. Lloyd George et M. Clemenceau. Aux arguments de son adversaire, le président du Conseil ripostait qu'il était arrivé à la limite des concessions, que l'opinion française ne lui permettrait pas de céder encore. M. Clemenceau l'emporta. Aucun des articles du traité relatifs aux intérêts français ne fut modifié ; mais l'introduction d'un plébiscite en Haute-Silésie fut décidée. Le 13 juin, l'accord était rétabli entre les Alliés, Le 16 juin, M. Dutasta remettait à la délégation

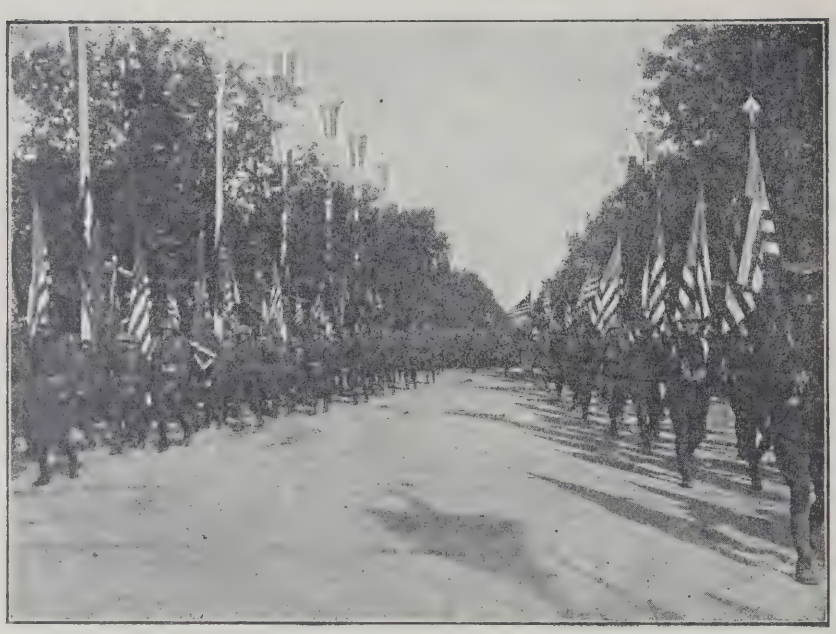
FÊTE DE LA VICTOIRE, DÉFILÉ DES TROUPES POLONAISES

allemande la réponse des Alliés, long mémoire, précédé d'une lettre d'envoi signée par M. Clemenceau, président de la Conférence mais qu'avait rédigée M. Philipp Kerr, secrétaire de M. Lloyd George. Après avoir rappelé les responsabilités de l'Allemagne, et mentionné les concessions faites, elle concluait : « Ce traité ne constitue pas seulement un juste règlement de la grande guerre... il établit la base sur laquelle les peuples d'Europe peuvent vivre ensemble sur un pied d'amitié et d'égalité... Assurément il n'est pas basé sur une absolution générale des événements survenus de 1914 à 1918. Autrement il ne serait pas une paix de justice. Mais il représente un essai sincère et délibéré pour établir ce règne de la loi, fondé sur le consentement des gouvernés et appuyé par l'opinion organisée de l'humanité » qui a été la base convenue pour la paix. Comme tel il devait être accepté ou rejeté dans les termes où il se présentait. Un délai de cinq jours — qui fut porté à sept — était donné à l'Allemagne pour se déclarer prête à signer le traité. A défaut d'une telle déclaration l'armistice était d'avance dénoncé.

## LE 28 JUIN 1919

Porteur de l'ultimatum des Alliés, M. de Brockdorff-Rantzau regagna aussitôt l'Allemagne. Comme M. Scheidemann il jugeait le traité, même amendé, inacceptable. Dans le wagon qui le transportait, il rédigea un rapport concluant à la non-signature de la paix. Mais, à Weimar, ministres et députés étaient loin d'être si décidés. Depuis trois semaines, Erzberger travaillait ses collègues du gouvernement et de l'Assemblée nationale pour éviter à son pays une folie. Si le traité n'est pas signé, déclarait-il, les Alliés occuperont encore la Westphalie, peut être aussi la vallée du Mein pour tendre la main aux Tchéco-Slovaques ; l'unité allemande sera détruite, les tendances séparatistes l'emporteront et les gouvernements locaux concluront la paix. D'abord presque seul de son avis, Erzberger avait rallié

FÊTE DE LA VICTOIRE, LE GÉNÉRAL PERSHING A L'ARC DE TRIOMPHE



FÊTE DE LA VICTOIRE, DÉFILÉ DES AMÉRICAINS

à son opinion la plupart des membres du centre et des socialistes et la moitié des ministres. Mais les « démocrates » et MM. Scheidemann et de Brockdorff-Rantzau demeurèrent irréductibles. Le vendredi 20 juin, M. Scheidemann donna sa démission ; le lendemain M. Gustav Bauer, un chef syndicaliste, constitua un nouveau cabinet. Il comprenait quatre membres du centre et sept socialistes dont M. Hermann Müller, ministre des Affaires Étrangères. Le dimanche 22 juin, l'Assemblée nationale se prononça. Le gouvernement s'affirmait prêt à signer la paix, « sans cependant reconnaître par là le peuple allemand l'auteur de la guerre et sans prendre d'engagement au sujet des articles 227 à 230 », ceux relatifs à la livraison des coupables. L'Assemblée se proclama d'accord avec le gouvernement par 237 voix contre 138 et cinq abstentions. Les 237 voix de la majorité appartenaient au centre, aux socialistes, y compris les indépendants, et à quelques démocrates. La minorité était constituée par la droite, les démocrates et quelques centristes.

Mais les Alliés refusèrent d'accepter les réserves encore introduites au dernier instant. A Scapa-Flow l'escadre allemande internée venait d'être coulée par ses propres équipages, et, à Berlin, on brûlait les drapeaux français de 1870-71 que l'Allemagne devait rendre. Le 23 juin enfin, après de nouvelles négociations entre les partis de l'Assemblée nationale, il fut entendu que le traité serait accepté sans restriction. La nouvelle arriva à Paris à la fin de l'après-midi. C'était la paix. Le canon tonna, les cloches sonnèrent.

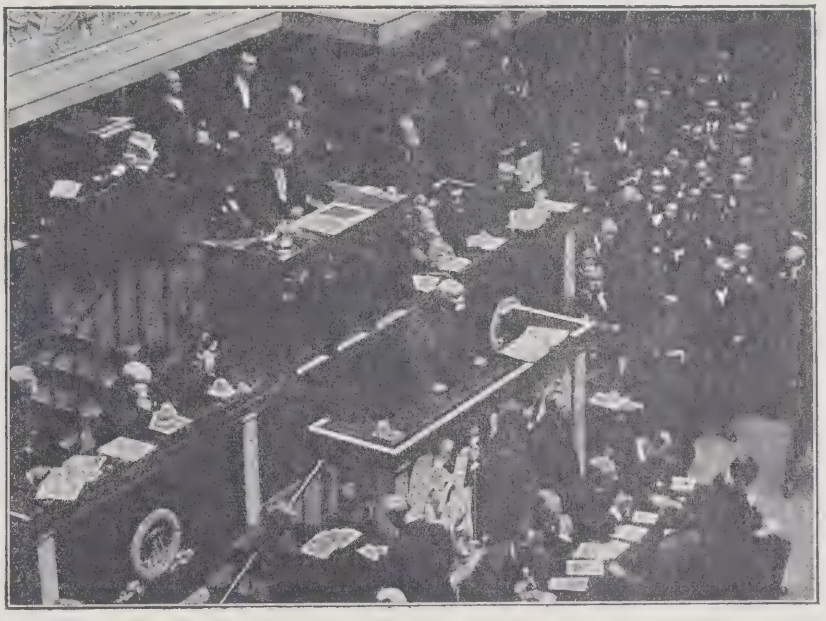
M. de Brockdorff-Rantzau avait donné sa démission de président de la délégation allemande. M. Hermann Müller et un ministre centriste, le docteur Bell, vinrent à Versailles à sa place. Le samedi 28 juin, dans l'après-midi, eut lieu dans la galerie des Glaces la signature. Cérémonie brève. Introduits en face des Alliés, les deux Allemands, vêtus de longues redingotes noires, sont invités par M. Clemenceau, président de la Conférence, à donner leurs signatures, « qui vaudront un engagement irrévocable d'accomplir, d'exécuter loyalement et

FÊTE DE LA VICTOIRE, UN BAL PUBLIC A LA PORTE SAINT-DENIS

fidèlement dans leur intégralité toutes les conditions qui ont été fixées ». Un interprète traduit à voix basse. MM. Müller et Bell se lèvent et vont signer. Il est quinze heures quinze. Aussitôt après, les représentants des nations alliées s'approchent à leur tour, en silence, et signent. Le canon tonne à nouveau. Le matin les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient conclu avec la France le pacte de garantie promis. Mais l'engagement pris par M. Lloyd George n'était valable qu'en cas de ratification du pacte par le Sénat américain.

Le 30 juin, le président du Conseil déposait sur le bureau de la Chambre les deux traités. Deux semaines après le 14 juillet, était célébrée la fête de la victoire et de la paix.

Sous l'Arc de Triomphe défilaient les soldats, Français et Alliés, dont l'héroïsme avait assuré le salut de la nation.



LE TRAITÉ DE PAIX A LA CHAMBRE, CLEMENCEAU A LA TRIBUNE

## LA VIE POLITIQUE ET LA RATIFICATION DU TRAITÉ

A l'intérieur du pays, cependant, les difficultés étaient nombreuses, et, sans être dangereuse pour le gouvernement, l'opposition grandissait. Le renchérissement de la vie, plus accentué de mois en mois, frappait les classes moyennes et notamment les fonctionnaires, dont beaucoup adhérèrent à la C. G. T. ; l'opinion s'étonnait de voir le régime de guerre (censure, restrictions) subsister après l'armistice. Depuis la fin d'octobre 1918, la direction du parti socialiste et celle de *l'Humanité* avaient définitivement passé aux « minoritaires », déjà propriétaires d'un nouveau journal parisien, *le Populaire*. Les socialistes menaient donc de vives campagnes contre le président du Conseil et ses méthodes de gouvernement ; ils lui reprochaient en particulier de maintenir en prison M. Caillaux. Le 19 février 1919, M. Clemenceau fut victime d'un attentat. Un jeune anarchiste, Cottin, déchargea sur lui son revolver. Le président du Conseil, légèrement blessé, guérit très vite. Un conseil de guerre condamna Cottin à mort, peine commuée en celle de dix ans de réclusion. Quelques semaines après, Villain, l'assassin de Jaurès, traduit devant le jury de la Seine, était, après de longs débats, acquitté (29 mars). Pour protester contre ce verdict, une foule immense défila, le 6 avril, devant la maison de Jaurès, avenue Henri-Martin.

L'opposition de la C. G. T. était plus redoutable que celle du parti socialiste. Groupant derrière elle un million de cotisants, la C. G. T. s'élevait surtout contre l'inertie du gouvernement en matière économique. Pour apaiser les masses ouvrières, on avait pourtant introduit dans le traité de Versailles toute une partie — la XVIII[e] — relative à l'organisation du travail. On y disait notamment : « La Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle.. une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale. » Le traité avait institué une Conférence générale du Travail se réunissant au moins une fois par an et un Bureau International du Travail permanent, rattaché à la Société des Nations. En tête des principes proclamés figurait celui de la journée de huit heures. Le gouvernement français s'était hâté de

s'y rallier, et la loi du 23 avril, adoptée à l'unanimité à la Chambre comme au Sénat, avait limité à huit heures la durée du travail quotidien. Mais, quand il fallut appliquer la loi, des résistances se manifestèrent, principalement dans l'industrie minière.

La force de la C. G. T. se marqua le 1er mai. Le chômage fut absolu, surtout à Paris. Près de la gare de l'Est, des bagarres se produisirent entre des syndicalistes et la police ; il y eut deux morts et de nombreux blessés. A la suite de ces incidents, MM. Bouisson et Compère-Morel se retirèrent du ministère, et M. Jouhaux, delégué à une commission de la Conférence de la Paix, donna sa démission. L'agitation se prolongea plus de deux mois. Des grèves importantes éclatèrent, notamment celles des transports parisiens, des mineurs, de la métallurgie. Il fut question d'une grève générale pour le 21 juillet. Mais, trois jours avant la date fixée, la C. G. T., craignant un échec, « ajourna » le mouvement. Avec l'été, la reprise de la démobilisation — terminée le 30 septembre par la libération de la classe 1917 — le calme se rétablit peu à peu.

— 213 —

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Versailles, le vingt-huit juin mil neuf cent dix neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires.

IN FAITH WHEREOF the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Versailles, the twenty-eighth day of june, one thousand nine hundred and nineteen, in a single copy which will remain deposited in the archives of the French Republic, and of which authenticated copies will be transmitted to each of the Signatory Powers.

DERNIÈRE PAGE DU TRAITÉ DE VERSAILLES

A la Chambre — dont le mandat était d'ailleurs échu depuis 1918 — et au Sénat la situation du gouvernement demeura toujours solide. La plupart des radicaux, conduits par M. René Renoult, soutenaient le Cabinet. Plusieurs fois, après la séance du 29 décembre 1918, des membres de l'opposition critiquèrent à la Chambre l'allure des négociations de paix, protestèrent contre le dédain avec lequel on traitait le Parlement. M. Franklin-Bouillon notamment prononça, les 25 et 29 mars, puis le 16 avril 1919, des discours vigoureux. Il revendiqua pour le Parlement et ses commissions un droit de contrôle sur les négociations. On l'applaudit, mais on ne le suivit pas. Le président du Conseil ne prit même pas la parole, et M. Pichon répondit par l'éloge des méthodes de la Conférence.

Le 29 mars, puis le 16 avril, la Chambre vota la confiance par 350 et 345 voix contre 121. M. Clemenceau continuait d'être considéré comme le chef indispensable au pays. Pourtant l'opposition — à laquelle s'était maintenant rallié M. Briand — remporta un succès. Le 18 juillet, à la suite d'interpellations sur la vie chère, le gouvernement fut mis en minorité (par 225 voix contre 213), M. Clemenceau se contenta de remplacer son ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. Boret, par M. Noulens, et, le 22 juillet, la Chambre, par 389 voix contre 176, approuva le président du Conseil. Il fut alors entendu que les élections générales auraient lieu aussitôt après la ratification de la paix.

C'est seulement le 26 août que commencèrent les débats relatifs au traité de Versailles. Une commission spéciale — dont M. Viviani fut président et M. Barthou rapporteur général — avait exprimé des regrets, formulé des réserves, mais conclu à la ratification. La discussion à la Chambre dura plus d'un mois. La plupart des orateurs, après avoir condamné beaucoup de ses clauses (notamment « l'abandon » du Rhin) déclarèrent qu'ils voteraient pourtant le traité. Les socialistes — principalement MM. Thomas, Sembat, Renaudel, Longuet — s'affirmèrent hostiles. Trois interventions marquèrent surtout : celles de MM. Franklin-Bouillon, André Lefèvre, Louis Marin.

M. Franklin-Bouillon déplora que le gouverne-

# Traduction

PREMIÈRE PAGE

Attendu que les corps législatifs de l'Empire allemand ont accepté et soumis à mon approbation d'une part le traité de paix signé le 28 juin 1919 par les plénipotentiaires de l'Allemagne et les plénipotentiaires des puissances alliées et associées, d'autre part le protocole annexe et l'accord de même date relatif à l'occupation militaire de la Rhénanie dont la teneur est la suivante :

DERNIÈRE PAGE

Je déclare ratifier le traité, le protocole ainsi que l'accord et promets de les exécuter et de les faire exécuter.

Berlin, le 9 juillet 1919

Le Président d'Empire
EBERT

BAUER

Acte de ratification du traité de paix entre l'Allemagne et les puissances alliées et associées, du protocole annexe et de l'accord relatif à l'occupation militaire de la Rhénanie.

Nachdem der von den Bevollmächtigten Deutschlands und den Bevollmächtigten der alliierten und assoziierten Mächte am 28. Juni 1919 unterzeichnete Friedensvertrag, das dazugehörende Protokoll und die am gleichen Tage unterzeichnete Vereinbarung über die militärische Besetzung der Rheinlande, die wörtlich wie folgt lauten:

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE et LE JAPON,

Puissances désignées dans le présent Traité comme les Principales Puissances alliées et associées,

LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA CHINE, CUBA, L'ÉQUATEUR, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, HAÏTI, L'HEDJAZ, LE HONDURAS, LE LIBÉRIA, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, LE SIAM, LA TCHECO-SLOVAQUIE et L'URUGUAY,

Constituant avec les Principales Puissances ci-dessus les Puissances alliées et associées,

d'une part;

Et L'ALLEMAGNE,

d'autre part;

Considérant qu'à la demande du Gouvernement Impérial Allemand, un armistice a été accordé à l'Allemagne le 11 novembre 1918 par les Principales Puissances alliées et associées afin qu'un Traité de paix puisse être conclu avec elle,

Considérant que les Puissances alliés et associées sont également désireuses que la guerre, dans laquelle elles ont été successivement entraînées, directement ou indirectement, et qui a son origine dans la déclaration de guerre adressée le 28 juillet 1914 par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, dans les déclarations de guerre adressées par l'Allemagne le 1er Août 1914 à la Russie et le 3 Août 1914 à la France, et dans l'invasion de la Belgique, fasse place à une Paix solide, juste et durable,

A cet effet, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES représentées comme il suit:

THE UNITED STATES OF AMERICA, THE BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY and JAPAN,

These Powers being described in the present treaty as the Principal Allied and Associated Powers,

BELGIUM, BOLIVIA, BRAZIL, CHINA, CUBA, ECUADOR, GREECE, GUATEMALA, HAITI, THE HEDJAZ, HONDURAS, LIBERIA, NICARAGUA, PANAMA, PERU, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, THE SERBE-CROAT-SLOVENE STATE, SIAM, CHECHO-SLOVAKIA and URUGUAY,

These Powers constituting with the Principal Powers mentioned above the Allied and Associated Powers,

of the one part;

And GERMANY,

of the other part;

Bearing in mind that on the request of the Imperial German Government an Armistice was granted on November 11, 1918, to Germany by the Principal Allied and Associated Powers in order that a Treaty of Peace might be concluded with her, and

The Allied and Associated Powers being equally desirous that the war in which they were successively involved directly or indirectly and which originated in the declaration of war by Austria-Hungary on July 28, 1914, against Serbia, the declaration of war by Germany against Russia on August 1, 1914, and against France on August 3, 1914, and in the invasion of Belgium, should be replaced by a firm, just and durable Peace,

For this purpose the HIGH CONTRACTING PARTIES represented as follows:

Les dites armées auront le droit de faire circuler des wagons-poste avec tout le personnel nécessaire sur toutes les lignes postales existantes.

Le Gouvernement allemand transportera, gratuitement et sans les examiner, les lettres et les colis qui pourraient être remis à ses bureaux de poste par ou pour les armées d'occupation ou la Haute Commission et sera responsable de la valeur de toute lettre ou colis perdu ou volé par la poste.

*Article 13.*

La Haute Commission aura le pouvoir, toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire, de déclarer l'état de siège dans une partie quelconque ou dans la totalité du territoire. Par suite de cette déclaration, les autorités militaires auront les pouvoirs prévus par la loi allemande d'Empire du 30 mai 1892.

En cas d'urgence, lorsque l'ordre public est troublé ou menacé dans un district, les autorités militaires locales pourront prendre toutes mesures temporaires nécessaires pour rétablir l'ordre. Dans ce cas, les autorités militaires rendront compte de ces faits à la Haute Commission.

Fait à Versailles, le 28 juin 1919.

The said armies shall have the right to run postal wagons with all necessary personnel on all existing postal routes.

The German Government shall transmit free of charge and without examination letters and parcels which may be entrusted to its post-offices by or for the Armies of Occupation or by or for the High Commission; and shall be responsible for the value of any letters or parcels lost.

*Article 13.*

The High Commission shall have the power, whenever they think it necessary, to declare a state of siege in any part of the territory or in the whole of it. Upon such declaration the military authorities shall have the powers provided in the German Imperial Law of May 30th, 1892.

In case of emergency, where public order is disturbed or threatened in any district, the local military authorities shall have the power to take such temporary measures as may be necessary for restoring order. In such case the military authorities shall report the facts to the High Commission.

Done at Versailles, the twentyeighth day of June, one thousand nine hundred and nineteen.

Woodrow Wilson.
Robert Lansing.
Henry White.
E. M. House.
Tasker H. Bliss.
D. Lloyd George.
A. Bonar Law.
Milner.

Arthur James Balfour.
George N. Barnes.
Chas. J. Doherty.
Arthur L. Sifton.
W. M. Hughes.
Joseph Cook.
Louis Botha.
J. C. Smuts.

W. F. Massey.
Ed. S. Montagu.
Ganga Singh, Maharaja de Bikaner.
G. Clemenceau.
S. Pichon.
L. L. Klotz.
André Tardieu.

Jules Cambon.
Hymans.
J. van den Heuvel.
Emile Vandervelde.
Hermann Müller.
Dr. Bell.

von den gesetzgebenden Körperschaften des Deutschen Reichs genehmigt und mir vorgelegt worden sind, erkläre ich, daß ich den Vertrag, das Protokoll und die Vereinbarung bestätige, und verspreche, sie erfüllen und ausführen zu lassen.

Berlin, den 9. Juli 1919.

Der deutsche Reichspräsident

Ebert

Bauer

Bestätigungsurkunde

zu dem Friedensvertrage zwischen Deutschland und den alliierten und assoziierten Mächten, zu dem dazugehörenden Protokolle und zu der Vereinbarung über die militärische Besetzung der Rheinlande.

ment ne s'en fût pas tenu au programme exposé dans la note du 25 février ; il contesta la valeur pratique des pactes de garantie et annonça qu'il ne voterait pas un traité qui apportait « le minimum de paix dans le maximum d'anarchie ». M. Lefèvre, qui avait joué, en 1913, un rôle important dans la discussion relative aux trois ans, montra que le traité n'assurait pas le désarmement de l'Allemagne ; il eût fallu, dit-il, interdire à l'Allemagne la possession de tout canon et de tout avion. M. Marin, rapporteur général du budget, critiqua le système prévu pour les réparations.

MM. Tardieu, Pichon, Clemenceau répondirent. Le président du Conseil déclara que la Constitution interdisait au gouvernement toute communication aux Chambres ou aux commissions parlementaires durant la négociation d'un traité. Pour justifier ses concessions, il invoqua la nécessité de maintenir l'union des Alliés.

TRAITÉ DE VERSAILLES, LES SIGNATURES FRANÇAISES

A la fin de septembre, une inquiétude nouvelle se fit jour. Il apparut que le Sénat américain ne ratifierait sans doute pas le traité. M. Barthou puis M. Franklin-Bouillon demandèrent au gouvernement des précisions sur son attitude éventuelle. Mais M. Clemenceau refusa de répondre aux questions de M. Franklin-Bouillon.

M. Lefèvre avait déposé une proposition de résolution tendant à l'ouverture de négociations diplomatiques en vue d'assurer le désarmement véritable de l'Allemagne. Par 262 voix contre 188, le gouvernement obtint (30 septembre) que la proposition Lefèvre ne serait examinée par la Chambre qu'après le vote sur le traité. Le 2 octobre, le traité de Versailles fut ratifié par 372 voix contre 53. Il y eut 72 abstentions. MM. Franklin-Bouillon, Marin et la majorité des socialistes figuraient parmi les opposants. MM. A. Lefèvre, Maginot, Renaudel, A. Thomas étaient parmi les abstentionnistes. Les pactes de garantie furent au contraire approuvés à l'unanimité.

Au Sénat, le débat n'occupa que trois séances (9-11 octobre). Après un discours de M. Léon Bourgeois, rapporteur de la Commission des Affaires extérieures, M. Clemenceau rappela l'impossibilité de détruire par la force l'unité allemande. A l'unanimité, le Sénat ratifia le traité et les pactes de garantie (11 octobre).

C'était le retour définitif à la paix. La levée de l'état de siège, la suppression de la censure s'effectuèrent le 13 octobre. Le 19 octobre, après le vote d'une dernière loi fixant au 23 octobre la date légale de la « cessation des hostilités », le Parlement se sépara. Le 16 novembre avaient lieu les élections.

# TABLE DES PLANCHES HORS TEXTE


AUTOGRAPHE DE JAURÈS .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 32

LETTRE DE M. VIVIANI A M. AULARD .. .. .. .. .. .. .. .. .. 40

AUTOGRAPHE DE M. R. POINCARÉ .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 44

LETTRE DE M. MILLERAND AU GÉNÉRALISSIME JOFFRE .. .. .. 76

CROQUIS AQUARELLÉS DE PRISONNIERS ALLEMANDS .. .. .. .. 136

LE GLORIEUX RETOUR .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 176

DANS UNE USINE DE GUERRE .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 202

LA BOURRASQUE A SILLERY .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 214

AUTOGRAPHE DU GÉNÉRAL SARRAIL .. .. .. .. .. .. .. .. .. 238

AUTOGRAPHE DE M. ALBERT THOMAS .. .. .. .. .. .. .. .. .. 266

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE M. P. PAINLEVÉ .. .. .. .. .. 270

AUTOGRAPHE DE M. CAILLAUX .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 294

PATROUILLE SURPRISE PAR LA FUSÉE .. .. .. .. .. .. .. .. .. 334

AUTOGRAPHE DE M. MALVY .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 346

DESTRUCTION DU CANAL SOUTERRAIN DU NORD .. .. .. .. .. 350

LA CROIX-ROUGE DANS LES GARES .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 366

AUTOGRAPHE DE M. LÉON BOURGEOIS .. .. .. .. .. .. .. .. .. 390

LE 14 JUILLET A STRASBOURG .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 398

RATIFICATION ALLEMANDE DU TRAITÉ DE VERSAILLES .. .. .. 406

# TABLE DES CARTES HORS TEXTE

CARTE DU FRONT EN 1914 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 96
CARTE DE PARIS BOMBARDÉ .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. . 314
CARTE DU BOMBARDEMENT DE LA RÉGION PARISIENNE .. .. .. 318
CARTE DES FRONTS DU DÉBUT DE 1918 A L'ARMISTICE .. .. .. .. 384

# TABLE DES MATIÈRES


AVANT PROPOS . . . . . I à VIII

I. AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS DE 1914 . . . . . 1

Le premier cabinet Viviani . . . . . 1
Politique française et politique allemande . . . . . 4
Triple alliance et triple entente . . . . . 11
De la paix à la guerre . . . . . 14
M. Poincaré en Russie . . . . . 18

II. LES JOURS TRAGIQUES . . . . . 21

Les négociations de M. Bienvenu-Martin . . . . . 21
Les essais de médiation . . . . . 23
Le retour de M. Poincaré . . . . . 26
La mort de Jaurès . . . . . 32
La déclaration de guerre . . . . . 37
Le 4 Août . . . . . 42

III. L'ORGANISATION GOUVERNEMENTALE ET LA GUERRE . . . . 45

État de siège et censure . . . . . 45
Gouvernement et haut commandement . . . . . 51
La nation et la mobilisation . . . . . 57
Plan allemand et plan français . . . . . 61
L'opinion et les premiers échecs . . . . . 67

IV. LE DÉPART POUR BORDEAUX . . . . . 69

Les journées des 21 et 23 Août . . . . . 69
L'invasion . . . . . 72
Le nouveau cabinet Viviani . . . . . 75
Le gouvernement quitte Paris . . . . . 78
Gallieni à Paris . . . . . 83

V. PARIS SAUVÉ . . . . . 88

Manœuvre allemande et manœuvre française . . . . . 88
La volte face . . . . . 91
De Paris à Verdun . . . . . 95
Le tournant décisif . . . . . 98
L'opinion et la victoire de la Marne . . . . . 101

VI. LA PÉRIODE DE L'UNION SACRÉE. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 104

Le gouvernement à Bordeaux et le dégagement de Paris.. .. . .. .. .. .. .. 104
Le front de Belfort à l'Argonne .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 111
Le rôle du ministre de la guerre. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 113
L'éloignement progressif de la bataille et le rétablissement de la vie normale du pays 114
L'effort financier, social et économique.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 118
Les tentatives de libération du territoire .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 120
La coopération de l'Angleterre et de la Belgique .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 121
La lutte pour le Pas-de-Calais.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 123
Le retour à Paris et la reprise de l'activité parlementaire .. .. .. .. .. .. .. 128

VII. L'OUVERTURE DE LA SESSION DE 1915 ET LE ROLE DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 131

Conduite de la guerre .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 131
Les intentions des Alliés pour 1915: la tentative de «percée» .. .. .. .. .. .. 138
Le grand quartier général français .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 142
La crise des effectifs et la loi Dalbiez.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 146
Le contre-coup des opérations militaires sur l'opposition parlementaire .. .. .. .. 149
L'échec de l'offensive de mai et le discrédit croissant du ministère .. .. .. .. .. 152
L'offensive de Champagne et la désillusion finale.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 157
Les événements d'Orient et la démission du ministère .. .. .. .. .. .. .. .. 161

VIII. LE MINISTÈRE BRIAND ET LES PREMIERS COMITÉS SECRETS 164

Le nouveau ministère devant l'Europe et le parlement .. .. .. .. .. .. .. .. 164
Les conférences de Calais et de Chantilly. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 166
La situation générale à la fin de 1915.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 168
L'organisation défensive du front et les commissions parlementaires .. .. .. .. .. 171
La crise de Verdun .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 175
Les conséquences politiques de la crise : les comités secrets .. .. .. .. .. .. .. 185

IX. LE DÉCLIN ET LA CHUTE DU MINISTÈRE BRIAND .. .. .. .. 190

L'opinion française et l'offensive de la Somme. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 190
L'évolution des doctrines et l'effort des fabrications de guerre .. .. .. .. .. .. 195
Les déceptions de l'automne 1916 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 206
L'opposition politique et la crise du commandement .. .. .. .. .. .. .. .. .. 208
Les comités secrets et le remaniement du ministère .. .. .. .. .. .. .. .. .. 214
Les premières offres de paix .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 215
La chute du Cabinet .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 218

X. LA POLITIQUE ORIENTALE .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 219

L'intervention turque .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 219
Sarrail à Salonique.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 224
Les rapports avec la Grèce. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 231
Le régime français en Macédoine .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 235
Le rappel du général Sarrail .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 237
Les armistices .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 239

XI. LE MINISTÈRE RIBOT. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 243

La formation du Cabinet .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 243
L'offensive d'avril : deuxième crise du commandement .. .. .. .. .. .. .. .. 245
Les premières négociations secrètes avec l'Autriche .. .. .. .. .. .. .. .. .. 257
L'agitation intérieure et les mutineries militaires .. .. .. .. .. .. .. .. .. 259
Stockholm .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 263

XII. LE MINISTÈRE PAINLEVÉ.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 268

Le rétablissement de la confiance .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 268
La fin du cabinet Ribot. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 275
La formation du ministère Painlevé .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 278
L'affaire Lancken .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 281
Les efforts extérieurs .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 282
La chute du cabinet Painlevé .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 285

XIII. LES DÉBUTS DU MINISTÈRE CLEMENCEAU .. .. .. .. .. .. 287

La formation du ministère .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 287
L'affaire Caillaux .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 290
La question Russe et les quatorze points .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 292
La veillée des armes .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 295
La crise de mars 1918 .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 300
Le commandement unique .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 306
La polémique Clemenceau-Czernin.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 312

XIV. LE DIFFÉREND FOCH-PÉTAIN .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 314

Paris bombardé. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 314
Paris menacé .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 318
La vie à Paris durant les offensives allemandes .. .. .. .. .. .. .. .. .. 326
Les forces en présence .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 329
Paris hors d'atteinte. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 338

XV. VERS L'ARMISTICE .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 345

Le Plan du 24 juillet et le procès Malvy .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 345
Les conférences de Spa.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 349
Le plan de septembre .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 357
La libération du territoire .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 365

XVI. L'ARMISTICE ET LA PAIX .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 372

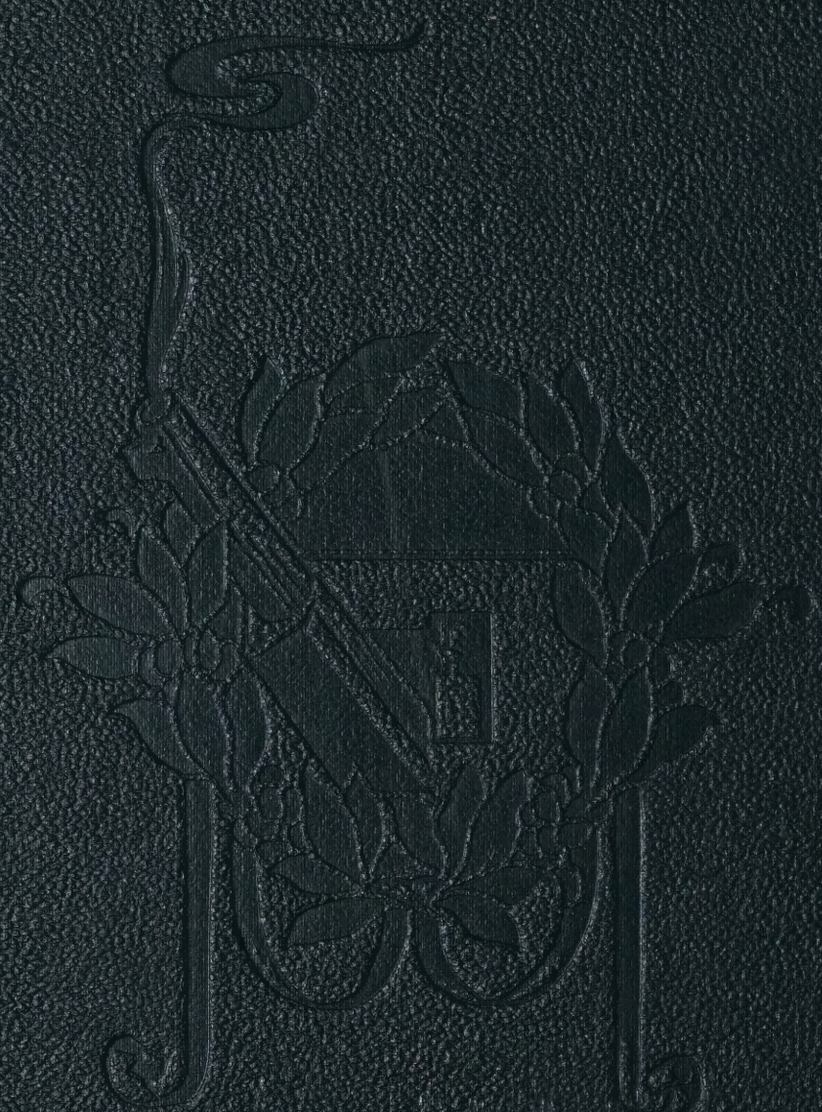
L'Allemagne et M. Wilson. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 372
L'élaboration de l'armistice. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 375
L'armistice du 11 novembre. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 379
De l'armistice à la Conférence de la Paix .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 382
Conseil des dix et conseil des quatre .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 386
Société des nations et affaires russes .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 390
Désarmement et réparations .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 391
Les problèmes du Rhin et de la Sarre .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 394
La délégation allemande à Versailles .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 400
Le 28 juin 1919.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 403
La vie politique et la ratification du traité.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. 405

CET OUVRAGE

A ÉTÉ IMPRIMÉ ET RELIÉ

EN LA VILLE FRANÇAISE DE STRASBOURG

PAR

L'IMPRIMERIE DES DERNIÈRES NOUVELLES DE STRASBOURG

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 063815101